PATRICK BRUNETEAUX

LES COMPLICES DE LA DOMINATION

POUR UNE SOCIOLOGIE DE LA COLLABORATION.

DE LA SURVEILLANCE HUMAINE
À L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

- BALANCES
- INFORMATEURS
- INDICATEURS
- TRAÎTRES
- CHIENS DE GARDE
- FAYOTS
- ROUFFIONS
- ASKARIS
- CHASSEURS DE MARRONS
- MOUCHARDS
- ZONE GRISE
- PROMINENTS/PRIVILÉGIÉS
- JAUNES
- PETITS CHEFS
- GARDES-CHIOURMES
- SERVITEURS
- BRISEURS DE GRÈVES
- DOMESTIQUES
- AUXILIAIRES
- ET AUTRES COLLABOS...
- AUX MÊMES



K
COLLECTION K
TERRA-HN ÉDITIONS
HISTOIRE • SOCIÉTÉ • POLITIQUE

Les complices de la domination : pour une sociologie de la collaboration.

Patrick Bruneteaux

Qui n'a jamais entendu, à l'école ou à l'usine, traiter quelqu'un de « fayot » ? Qui n'a pas été témoin, un jour, d'une délation, d'un petit arrangement avec le pouvoir, d'un silence complice ? Ce livre part d'un constat simple et pourtant largement occulté par les sciences sociales : la domination ne tient jamais seule. Elle a besoin, à chaque échelon, *d'intermédiaires* — balances, indicateurs, chefs de rang, gardes-chiourmes, briseurs de grèves, travailleurs sociaux, forces de l'ordre, intellectuels organiques, algorithmes de surveillance — qui la font vivre au quotidien, bien au-delà du face-à-face binaire entre dominants et dominés.

Refusant la *normalisation* des normes dominantes incarnée par la sociologie durkheimienne comme les lectures strictement marxistes des classes sociales, Patrick Bruneteaux propose une sociologie de la tripartition : entre le dominant et le dominé s'intercale toujours une zone grise, peuplée d'acteurs ambivalents dont la survie, le statut ou le confort dépendent d'une collaboration plus ou moins consentie avec l'ordre établi. Cette participation dans le sens des dominants s'oppose ainsi au conformisme propre au groupe des pairs. La tripartition interroge les conditions et les manifestations de cette double loyauté. De l'usine taylorienne aux plateformes numériques, des colonies françaises aux foyers d'urgence pour sans-abri, du monde ouvrier du XIX^{e} siècle aux dispositifs de reconnaissance faciale, l'enquête traverse deux siècles et de multiples terrains pour donner à voir les mille visages de la complicité ordinaire — celle des pairs-aidants, des petits chefs, des surveillants, des contremaîtres, mais aussi, désormais, celle des intelligences artificielles qui automatisent le contrôle social tout en créant d'autres auxiliaires des élites. Nourri par une relecture inédite d'Erving Goffman et de Norbert Elias, cet ouvrage renouvelle la sociologie de la domination en interrogeant *ce que nous acceptons* de faire pour le compte du pouvoir.

*

Sociologie de la domination, sociologie de la collaboration, tripartition (dominant / complice / dominé), zone grise, auxiliaires de la domination, rétributions symboliques

Patrick Bruneteaux est chercheur en sociologie politique au CNRS et membre du Centre européen de sociologie et de science politique (CESSP-CRPS, CNRS/Paris 1 Panthéon-Sorbonne). Il travaille sur les violences sociales et coloniales. Il a publié notamment, *Devenir un dieu. Le nazisme comme nouvelle religion politique* (2004), *L'arrière-cour de la mondialisation. Ethnographie des paupérisés* (2010), *Maintenir l'ordre - Les transformations de la violence d'Etat en régime démocratique* (1996).

Accomplices in Domination :
Toward a Sociology of Collaboration.

Patrick Bruneteaux

Who hasn't heard someone called a "snitch" at school or at the factory? Who hasn't witnessed, at some point, an act of denunciation, a small arrangement with those in power, or a complicit silence? This book begins with a simple observation that is nonetheless largely overlooked by the social sciences: domination never stands alone. At every level, it requires intermediaries—informants, snitches, foremen, overseers, strike breakers, social workers, law enforcement, surveillance algorithms—who keep it alive on a daily basis, far beyond the binary opposition between the dominant and the dominated.

Rejecting the overly simplistic frameworks of Durkheimian sociology as well as strictly Marxist interpretations of social classes, Patrick Bruneteaux proposes a sociology of tripartition: between the dominant and the dominated there is always a gray zone, populated by ambivalent actors whose survival, status, or comfort depends on a more or less willing collaboration with the established order.

From Taylorist factories to digital platforms, from French colonies to emergency shelters for the homeless, from the working-class world of the 19th century to facial recognition systems, this study spans two centuries and multiple fields to reveal the myriad faces of everyday complicity—that of peer supporters, petty bosses, supervisors, and foremen, but also, now, that of artificial intelligence systems that automate social control.

A dense and ambitious work that renews the sociology of domination by questioning what we agree to do, every day, on behalf of those in power.

*

Sociology of Domination, Sociology of Collaboration, Tripartition (dominant / accomplice / dominated), Gray Zone, Auxiliaries of Domination, Symbolic Rewards

Patrick Bruneteaux is a researcher in political sociology at the CNRS and a member of the European Center for Sociology and Political Science (CESSP-CRPS, CNRS/Paris 1 Panthéon-Sorbonne). He focuses on social issues and social violence. His publications include *Becoming a God: Nazism as a New Political Religion* (2004), *The Backyard of Globalization: An Ethnography of the Impoverished* (2010) and *Maintaining Order: The Transformation of State Violence in a Democratic Regime* (1996).

Les complices de la domination :
pour une sociologie de la collaboration

Patrick Bruneteaux

--

Je dédie ce livre à ma compagne de luttes, Faiza Mokeddem, dont le père fut torturé par l'Armée française en 1957 en Algérie, sans jamais trahir les siens.

Collection K
TERRA-HN éditions 2026

Pour citer l'ouvrage : Patrick Bruneteaux, *Les complices de la domination : pour une sociologie de la collaboration. De la surveillance humaine à l'intelligence artificielle,* TERRA-HN éditions, Collection K, 2026, 477 p.

ISBN : 979-10-95908-20-3 - EAN :9791095908203
Maquette, couverture, dessins, composition assistés : J.Valluy et ChatGPT-pro
Correction typographique, orthographique et linguistique assistées (« Antidote » et « Claude »).
Traductions en toutes langues assistées (« DeepL-pro »).
Illustrations libres de droits d'auteur.

Attribution-NonCommercial-NoDerivatives 4.0 International (CC BY-NC-ND 4.0)

Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 - International

TERRA-HN-éditions, Collection K, 2026

Les complices de la domination : pour une sociologie de la collaboration

Patrick Bruneteaux

Sommaire

Sommaire 5
Introduction 11
Chapitre préliminaire - Tripartition, double loyauté, refus de l'ordre social 51
Chapitre 1 - Les cadrages symboliques "superstructurels" de la tripartition 80
Chapitre 2 - Les mondes ordinaires de la complicité 1 126
Chapitre 3 - Les mondes ordinaires de la complicité 2 166
Chapitre 4 - Les complices et les complicités dans les entreprises capitalistes 183
Chapitre 5 - Hiérarchie, mobilité sociale et carrière La relation statutaire de service et ses gratifications 231
Chapitre 6 - Contrôle social et répression les intermédiaires du rappel aux normes sociales 258
Chapitre 7 - Le sous-prolétariat moderne en posture de collaboration Les pairs-aidants SDF et le care étatique dans la gestion des surnuméraires. 294
Chapitre 8 - La zone grise coloniale Penser la tripartition chez Frantz Fanon et Pierre Bourdieu 338
Chapitre 9 - Quelques éléments théoriques autour de la tripartition Les trois cercles de la collaboration 384
Chapitre 10 - L'IA au défi d'une pensée de la tripartition 406
Bibliographie 455
Index 470
Table des matières 476

TERRA-HN éditions, Collection K, 2026

▲▼

« C'est un sujet délicat que celui du privilège (pas seulement au Lager). Les privilégiés par excellence, c'est-à-dire ceux qui avaient acquis ce privilège en s'asservissant aux autorités du camp, n'ont pas témoigné du tout, pour des raisons évidentes, ou bien ont laissé des témoignages lacunaires ou gauchis ou totalement faux (…) La zone grise, celle des prisonniers qui dans une mesure quelconque, ont collaboré avec les autorités, n'était pas mince, elle constituait au contraire un phénomène d'importance fondamentale pour l'historien, le psychologue ou le sociologue. Il n'est pas un prisonnier qui ne se le rappelle, et qui ne se rappelle son étonnement : les premières menaces, les premières insultes, les premiers coups ne venaient pas des SS mais d'autres prisonniers, de « camarades » (…) L'ascension des privilégiés, non seulement au Lager, mais dans toutes les sociétés humaines, est un phénomène angoissant mais fatal : ils ne sont absents que dans les utopies. C'est le devoir de l'homme juste de faire la guerre à tout privilège non mérité, mais il ne faut pas oublier qu'il s'agit d'une guerre sans fin. Là où existe un pouvoir exercé par un petit nombre ou par un seul homme, contre le grand nombre, le privilège naît et prolifère, même contre la volonté du pouvoir lui-même, mais il est normal que le pouvoir, au contraire, le tolère, ou l'encourage (…) Plus l'oppression est dure et plus la disponibilité à collaborer avec les oppresseurs est répandue parmi les opprimés (…) Un ordre infernal, comme l'était le national-socialisme, exerce un effrayant pouvoir de corruption dont il n'est pas facile de se garder. Il dégrade ses victimes et les rend semblables à lui, car il a besoin de complicités, grandes et petites ».

Primo Lévi, *Les naufragés et les rescapés*, Paris, (trad.) Gallimard, 1989, p. 17-20 , 41-43 et 67.

« 'Parole d'ouvrier' nous fait entendre la voix, qui sera pour beaucoup importune, d'un ouvrier mineur. C'est l'une de ces voix, modestes et sans gloire, sur le silence, l'oubli et le mépris desquelles a pu s'édifier l'image légendaire du mineur qu'a scellée Germinal, celle de la gueule noire accablée de misère, luttant contre une nature hostile, aimant la mine comme le marin la mer, à l'avant-garde du prolétariat. Elle nous fait découvrir ce que cache ce portrait officiel, ce qui se joue en retrait des discours des funérailles, derrière le décor des corons et des terrils : la vie quotidienne dans une compagnie minière dans les années 20, telle qu'elle pouvait être éprouvée de l'intérieur. André Théret en décrit l'atmosphère de malveillance, l'infinie méchanceté qui font les actes les plus anodins ; la loi, impérative et absolument contraignante, qui régit les rapports sociaux, définit l'espace des choses et le temps des hommes, organise leur affrontement, les traverse tous, corps et âme, et que les mineurs appellent le 'rouffionnage'. Le rouffionnage, c'est-à-dire la règle d'une surveillance permanente, le régime de suspicion généralisée, le principe de la délation mutuelle qui assujettit chacun à un autre, de l'ingénieur au mineur, formant l'économie politique et sociale des compagnies minières ; c'est le jeu de pouvoir et de savoir qui y assure et y maintient l'ordre. Le rouffionnage, c'est à la fois ce qui gangrène 'le peuple des mines' en fait un troupeau immoral et dégradé, et explique la résistance de tous les instants de l'ouvrier qui ne veut pas sombrer dans le même avilissement. Nous pensions les mineurs unis, ne formant qu'un bloc et qu'une classe face à leurs exploiteurs ; que les traîtres -ceux qu'on appelle ordinairement les 'rouffions'- étaient l'exception. André Théret nous fait découvrir que ce sont ceux qui résistent qui sont soumis aux tracasseries et aux provocations incessantes de leurs chefs et de leurs camarades. Nous pensions que les mineurs les plus exploités sécrétaient d'eux-mêmes pour vivre les valeurs de leur libération ; qu'ils étaient solidaires, héroïques par nature, et pour cela d'autant plus réprimés. Nous apprenons que ces valeurs, loin de leur appartenir comme leur nature d'exploités, les divisent au contraire et les opposent entre eux, qu'elles sont l'enjeu même des luttes ; qu'en particulier la solidarité la plus commune et la plus quotidienne serait celle de la même compromission, de la même lâcheté, du rapportage et de la médisance. Nous découvrons que l'exploitation n'implique pas nécessairement la lutte, mais plutôt l'avilissement, la démoralisation, qu'elle fournit la base matérielle et positive des tactiques de domination qui la maintiennent. Que la répression n'est donc pas seulement subie par les mineurs, qu'elle n'est pas seulement cet arbitraire patronal mais qu'elle est aussi agie par eux, qu'elle ne serait pas possible si le pouvoir ne passait et ne s'appuyait sur ceux mêmes qui le subissent (…) L'éclairage change de camp. Le regard est porté sur l'ennemi, l'ingénieur, le chef, le garde, le rouffion. Il nous fait découvrir dans l'héroïsme une forme de complicité, d'abandon de lutte : aimer ce qui vous fait souffrir (…) L'activité du chef d'atelier consiste moins à accélérer la production, à lier et fixer chacun à son poste, à

interdire les temps morts, qu'à les organiser, les susciter même pour mieux surveiller les esprits, contrôler les intentions, déceler les états-d'âme. Si l'atelier est bien sûr un lieu de production, c'est surtout un observatoire des volontés, un problème de politique intérieure ; assurer l'ordre public sur le territoire. D'où, à côté et avant les formes proprement répressives du pouvoir, des formes plus douces, multiples et malignes, de domination des âmes. Il faudra savoir provoquer l'honneur des ouvriers, s'en faire donc un collaborateur. Le pouvoir a un nom : c'est l'ingénieur Michelot, le contremaître Kautz, le rouffion Duvergeon. On notera l'extrême attention d'André Théret à décrire ces hommes dans leur comportement, leurs manigances. Il y a une danse, un maintien, une gesticulation de l'homme de pouvoir ; exercer une surveillance continuelle sur les ouvriers, faire en sorte que chacun surveille l'autre, devient suspect pour l'autre. C'est le rouffionnage, sous la forme du bruit incontrôlable, du ragot invérifiable, de la délation et du rapportage. L'état social est un état de guerre. Le pouvoir provoque, avec la tactique. Tracasseries, pièges, traquenards, chicanes, astuces et manœuvres se succèdent inlassablement de la part des chefs comme des ouvriers. Les procédés du pouvoir induisent un état de tension permanent. L'habilité de la maîtrise consiste à mobiliser les mineurs. Faire du zèle. De sorte que c'est les mineurs eux-mêmes, de leurs divisions mutuelles, que le pouvoir tire ses profits, assoit, maintient et reconduit sa domination ».

François Ewald, *La condition du mineur*, Introduction à A. Théret, *Parole d'ouvrier*, Paris, Grasset, 1978, p. 9-60.

Foucault : « Il faudrait bien savoir jusqu'où s'exerce le pouvoir, par quels relais et jusqu'à quelles instances souvent infimes, de hiérarchie, de contrôle, de surveillance, d'interdiction, de contraintes. Partout où il y a du pouvoir, le pouvoir s'exerce. Personne à proprement parler n'en est le titulaire. Chaque lutte se développe autour d'un foyer particulier de pouvoir (l'un de ces innombrables petits foyers que peuvent être un petit chef, un gardien de HLM, un directeur de prison, un juge, un responsable syndical, un rédacteur en chef de journal.
Deleuze : Mais le pouvoir est encore quelque chose de plus diffus. Du coup, on se heurte à la question : comment se fait-il que des gens qui n'y ont pas tellement intérêt suivent, épousent étroitement le pouvoir, en quémandent une parcelle ? Il n'y a pas de différence de nature entre le pouvoir qu'exerce le petit flic et le pouvoir qu'exerce le ministre.
Foucault : Le travail social s'inscrit à l'intérieur d'une grande fonction qui n'a cessé de prendre des dimensions nouvelles depuis des siècles, qui est la fonction de surveillance-correction. Surveiller les individus et les corriger, dans les deux sens du terme, c'est-à-dire les punir ou les pédagogiser.
Tréanton : Les travailleurs sociaux contribuent, la plupart du temps implicitement et sans le vouloir, au maintien de l'ordre.
Foucault : Troisième rôle du système pénal : faire apparaître, aux yeux du prolétariat, la plèbe non prolétarisée comme marginale, dangereuse, immorale, menaçante pour la société tout entière, la lie du peuple, le rebut, la pègre. Il s'agit pour la bourgeoisie d'imposer au prolétariat par la voie de la législation pénale, de la prison, mais aussi des journaux et de la 'littérature', certaines catégories de la morale dite 'universelle' qui serviront de barrière idéologique entre lui et la plèbe non prolétarisée. Ces trois moyens, se sont, c'était l'armée, la colonisation, la prison. L'armée, avec son système des remplaçants, assurait un prélèvement notable, surtout dans la population paysanne, et c'était cette armée qu'on faisait donner le cas échéant contre les ouvriers. Entre l'armée et le prolétariat, la bourgeoisie a cherché à maintenir une opposition qui a souvent joué, qui a été déjouée parfois, quand les soldats refusaient de marcher ou de tirer. La colonisation a constitué un autre prélèvement, les gens qu'on envoyait là-bas n'y recevaient pas un statut de prolétaire ; ils servaient de cadre, d'agents administratifs, d'instruments de surveillance et de contrôle sur les colonisés. Et c'est sans doute pour éviter qu'entre ces 'petits' Blancs' et les colonisés se noue une alliance qui aurait été sur place aussi dangereuse que l'unité prolétarienne en Europe, qu'on les dotait d'une solide idéologie raciste. Quant au troisième prélèvement, il était opéré par la prison et autour d'elle, la bourgeoisie a construit une barrière idéologique (concernant le crime, le criminel, le vol, la pègre, les dégénérés, la sous-humanité) qui a partie liée avec le racisme. Seulement voilà, la colonisation n'est plus possible sous sa forme directe. L'armée ne peut plus jouer le même rôle qu'autrefois. Par conséquent, renforcement de la police, 'surcharge' du système pénitentiaire qui doit à lui seul remplir toutes ces fonctions. Le quadrillage policier quotidien, les tribunaux, toute la série des contrôles que

constituent l'éducation surveillée, l'assistance sociale, 'les foyers', doit jouer sur place l'un des rôles que jouaient l'armée et la colonisation en déplaçant les individus (…) A cette plèbe, pendant un siècle et demi, cette bourgeoisie a proposé les choix suivants : ou tu vas en prison, ou tu vas à l'armée ; ou tu vas en prison, ou tu vas aux colonies ; ou tu vas en prison, ou tu entres dans la police. Alors cette plèbe non prolétarisée, elle a été raciste quand elle a été colonisatrice ; elle a été nationaliste, chauvine, quand elle a été armée. Elle a été fasciste quand elle a été policière.
Victor : Tu dis : il y a une idéologie dans le prolétariat qui est une idéologie bourgeoise et reprend à son compte le système de valeur bourgeois. Donc il y aurait dégénérescence de l'idéologie au sein de la plèbe non prolétarienne par tous les mécanismes d'intégration à divers instruments de répression anti-populaire, aliénation donc chez ces fils du prolétariat 'dévoyés'. Il faut contrebalancer l'idéologie mercenaire par l'idéologie qui vient de l'usine. Au premier stade, tu peux avoir un acte de riposte contre un chef, même si tout l'atelier n'est pas d'accord, parce qu'il y a les mouchards, les fayots, voire une petite poignée d'ouvriers traumatisées par l'idée 'c'est quand même le chef'.
Foucault : Lorsque les ouvriers de Renault prennent un contremaître et le mettent sous une voiture, en lui disant : 'ce sera à toi de serrer les boulons', parfait, ils exercent effectivement un contre-pouvoir.

M. Foucault, *Dits et écrits, tome 1, 1954-1975*, Paris, Gallimard, 1994, p. 1181-1234.

« Comme les autres femmes du quartier, sa mère travaillait à l'usine. 'C'était une taule en face de la maternelle'. A 12 ans il est au cours de mécanique générale, il apprend à limer et déjà il se rapproche de l'usine : 'Ces mecs-là, ils ressemblent plus à des chefs d'atelier qu'à des profs. Les coups, ça y allait (…) On allait à l'école pour apprendre un métier et en même temps on apprenait toutes les sales conditions de l'usine, c'est-à-dire que quand on arrivait à l'usine, on connaissait déjà les chefs qui ne savent pas gratter, qui sont des gardes-chiourmes'. C'était en 1971. Michel va d'emploi en emploi, se fait licencier régulièrement parce qu'il se révolte contre l'injustice. Il mène avant tout la bagarre contre les petits chefs et se fait sans cesse dénoncer : 'J'ai chopé le maître ouvrier, je lui mets un casse-croûte (un coup de poing) : t'es une balance, t'es une merde, t'es un bouffon'. Michel obtient enfin le CAP d'ajusteur. Et travaille comme OS à la chaîne. Au moment des élections professionnelles, les mouchards de la CFT, le syndicat maison, le sondent pour connaître ses opinions, car les intérimaires sont appelés à voter. Payé comme OS, il n'accepte aucune responsabilité. Ce qui est pénible, c'est le sentiment et le fait d'être surveillé en permanence par les mouchards, dans cette entreprise où les lois du travail sont bafouées en permanence. Il s'agit plus lui de témoigner sur la vie des ouvriers et d'accuser ceux qui sont responsables de l'injustice, c'est-à-dire pratiquement tout le monde : les curés, les flics, les patrons, les enseignants, les syndicalistes racistes, les ouvriers soumis, les 'jaunes'. En d'autres termes, Michel n'entretient pas le mythe d'une classe ouvrière unifiée. On pourrait donc qualifier sa révolte d'aristocratique, surtout quand il se moque des travailleurs soumis au patron, se lançant dans la bagarre contre les mouchards du syndicat patronal, au point de se moquer des ouvriers de Renault, 'ont le pantalon sur les chevilles'. La ruse consiste à trouver un moyen de réaliser ses aspirations et en même temps à rester dans la classe ouvrière, entre un monde et l'autre, en guettant la prochaine occasion de conflit pour aiguillonner la combattivité de classe ».

Michel, in N. Murard, *La morale de la question sociale*, Paris, La Dispute, 2003, p. 133-142.

« -Mais à supposer systématiquement des pratiques de résistance et des textes cachés lorsque le dominé, lors de ses performances publiques, joue le jeu du pouvoir, le risque n'est-il pas d'inventer de la résistance là où il y a avant tout de la collaboration ?

-C'est un sujet très subtil. Laissez-moi vous donner un exemple. Il y a une excellente histoire de tradition orale sur la vie d'un métayer noir du Sud, intitulée All God's Dangers. Ce métayer a besoin d'obtenir un prêt de son propriétaire. Il va voir le propriétaire, se livre à une performance parfaite de déférence et de subordination, fait des courbettes, etc., et obtient ce qu'il veut. Il rentre ensuite chez lui. Vous pourriez avancer qu'il vient de renforcer la hiérarchie raciale dans le Sud, en donnant cette performance de subordination et de déférence, avec ses courbettes et le reste. Néanmoins, une fois rentré chez lui, et devant sa famille, il est tout à fait ravi : il vient d'atteindre son objectif, et, dans sa perspective, de jouer un tour au propriétaire blanc, à qui il a fait gober sa performance. Il est donc triomphant, il a le sentiment d'avoir utilisé un système hégémonique pour atteindre ses objectifs. C'est ce genre de

contradictions, je crois, qu'il nous faut accepter. La « collaboration » peut avoir deux visages : dans un théâtre de performance publique, elle peut renforcer les hiérarchies affichées, mais d'un autre côté elle n'est pas absolument inutile comme moyen pour des gens en situation de domination d'atteindre certains objectifs ».

James Scott, « Dans le dos du pouvoir, entretien avec James C. Scott », *Vacarme*, n°42, janvier 2008, p. 4-12.

« Le tourisme ne contribue-t-il pas à nous faire accepter le monde tel qu'il va ? Le droit aux congés payés s'est déplacé pour devenir, sous l'influence des émancipateurs touristiques, le droit de partir en vacances, bientôt tourné en devoir par les moralisateurs égalitaristes, jouant sans le savoir le jeu des hommes d'affaires. Les joies du divertissement gomment le jeu de la norme et font du consentement général une sorte d'évidence. Le tourisme et son implication dans le management des ressources humaines et le contrôle social (est) un paysage de la communication touristique. Massive est sa contribution au marché monde. Et les embouteillages estivaux montrent clairement comment s'étranglent massivement les flux captés, capturés et orientés par des réseaux engorgés vers des destinations surfréquentées. Quel est ce monde que modélise l'ingéniérie sociale ? Le tourisme est une modalité d'agrément organisée par des développeurs qui en élaborent l'attractivité symbolique par la valorisation d'espaces normalisés selon des critères esthétiques, économiques, sécuritaires et environnementaux. Ailleurs se trouvent des réserves de détente. Partir permet de tenir le coup dans une quotidienneté que diverses pressions rendraient invivables. Le consommateur-producteur a donc besoin d'être distrait. Les destinations deviennent des objets de consommation, fléchées par le conformisme de la mode. Le capitalisme déploie des décors où parades les marchandises. La prestation de service est l'incorporation, tant physique que mentale, par l'être humain du devenir-marchandise par des mises en scènes balisées, où le touriste circule capturé par des circuits, parmi des apparitions patrimoniales réhabilitées, des bâtiments fonctionnellement dédiés à l'accueil touristique. Le monde touristique est un monde managé, à l'instar d'une entreprise et ce faisant, il va à l'encontre du voyage et de son lot d'imprévus et de découvertes plus ou moins agréables, aventures et mésaventures. Le tourisme est désormais un anti-voyage ».

Rodolphe Christin & Philippe Bourdeau, *Le tourisme : émancipation ou contrôle social ?* Bellecombe-en-Bauges, Editions du Croquant, 2011.

« Le petit indien devint ainsi le complice de l'envahisseur, dans l'œuvre de tirer de la culture native son squelette, os après os, afin de n'en laisser que les parties molles, plus assimilables à la morale catholique et aux modèles européens ; il devint l'ennemi de ses parents, des sorciers, des maraca sacrées, des sociétés secrètes. De tout ce qu'il y avait de solide et de viril dans cette civilisation, capable de résister, bien que faiblement, à la pression européenne. Les Pères s'efforcèrent de détruire la race indigène, ils voulaient la voir aux pieds du seigneur, esclave de Jésus. Ce qui n'était pas possible sans avoir préalablement brisé les vertèbres de la culture morale des sauvages, de tout ce qui était imprégné de croyances difficiles à intégrer dans le système catholique. Parfois les Pères cherchèrent et réussirent à éloigner les enfants de la civilisation native, en la ridiculisant à leurs yeux de catéchumènes. Les missionnaires forcèrent un vieux sorcier, personne grotesque et mutilée, à danser en présence des enfants : ce fut un succès. La possession des jeunes indiens signifiait la conservation de la race indigène, sans en garder la civilisation ».

Gilberto Freyre, *Maîtres et esclaves. La formation de la société brésilienne*, Paris, [1952], (trad.) Gallimard, 1974, p. 162-163.

« Certains chroniqueurs insistent sur la tyrannie qu'auraient exercée les curaca après la Conquête : la disparition de l'Inca les aurait transformés en autant d'incas locaux, au pouvoir illimité. (…) En réalité des forces complexes et opposées entrent en jeu. D'une part, la disparition de l'Inca renforce la puissance des chefs locaux. Mais d'autre part, le pouvoir politique appartient aux Espagnols qui installent un nouvel appareil bureaucratique : de ce fait, les curaca, même de rang élevé, se trouvent relégués à un niveau inférieur et entrainés dans la dégradation générale de la condition indigène. Cependant, le système espagnol ne peut fonctionner qu'avec la collaboration des chefs locaux qui continuer à jouer ainsi un rôle d'intermédiaires pour la levée du tribut. Certes tous les curaca ne se rallient pas aux Espagnols,

mais dans la partie du Pérou soumise à ceux-ci, leur collaboration est généralement obtenue, spontanée ou forcée. Par ce ralliement, ils gardent, dans une certaine mesure, un statut privilégié. Au total, le pouvoir des chefs indigènes s'affaiblit, mais ils en conservent une partie en le détournant au service des nouveaux maîtres ».

Nathan Wachtel, *La vision des vaincus. Les indiens du Pérou devant la Conquête espagnole*, Paris, Gallimard, 1971, p. 188.

« Le « camarade September », membre de l'ANC et de son aile militaire, MK, a été enlevé dans sa cachette au Swaziland par les forces de sécurité sud-africaines en août 1986 et emmené de l'autre côté de la frontière, en Afrique du Sud, où il a été interrogé et torturé. Il n'a pas fallu longtemps pour que September commence à parler à ses ravisseurs de ses camarades de l'ANC. En parlant sous la torture, September a subi des changements qui l'ont marqué pour le reste de sa vie : de résistant à collaborateur, d'insurgé à contre-insurgé, de révolutionnaire à contre-révolutionnaire et, pour ses anciens camarades, de héros à traître. Askari traite de ces changements et de l'histoire plus vaste et négligée de la trahison et de la collaboration dans la lutte contre l'apartheid. Il cherche à comprendre pourquoi des hommes et des femmes comme September ont fait les choix qu'ils ont faits - collaborer avec ses ravisseurs, se retourner contre l'ANC, puis traquer leurs camarades. Il cherche plutôt à offrir une histoire des zones grises dans lesquelles les Sud-Africains - combattants et non-combattants - ont vécu, plutôt que la bifurcation noir-blanc qui domine encore la politique et la société sud-africaines. Comme le montre le livre, les actes de trahison de September ne constituent qu'une couche d'une sédimentation de trahisons dans laquelle il a été trahi par la police swazie et a peut-être été vendu aux Swazis et à la police de sécurité sud-africaine par ses propres camarades de l'ANC. Il ne s'agit donc pas d'un conte moral dans lequel les lignes entre les héros et les méchants sont nettes. Ce livre ne prétend pas que les camps qui s'affrontaient dans la lutte contre l'apartheid étaient des équivalents moraux. Il cherche à contribuer aux tentatives des chercheurs d'élaborer un récit plus dense, plus riche et plus nuancé de l'histoire politique moderne de l'Afrique du Sud. Pour ce faire, il examine l'histoire de la violence politique en Afrique du Sud, se penche sur le fonctionnement d'un escadron de la mort de l'apartheid pour tenter de comprendre comment fonctionnait la bureaucratie de l'apartheid et, surtout, étudie l'univers social, moral et politique dans lequel vivaient et travaillaient les collaborateurs de l'apartheid tels que September ».

Jacob S.T. Dlamini, *Askari* : *A Story of Collaboration and Betrayal in the Anti-Apartheid Struggle*, Oxford, Oxford University Press, 2015, quatrième de couverture.

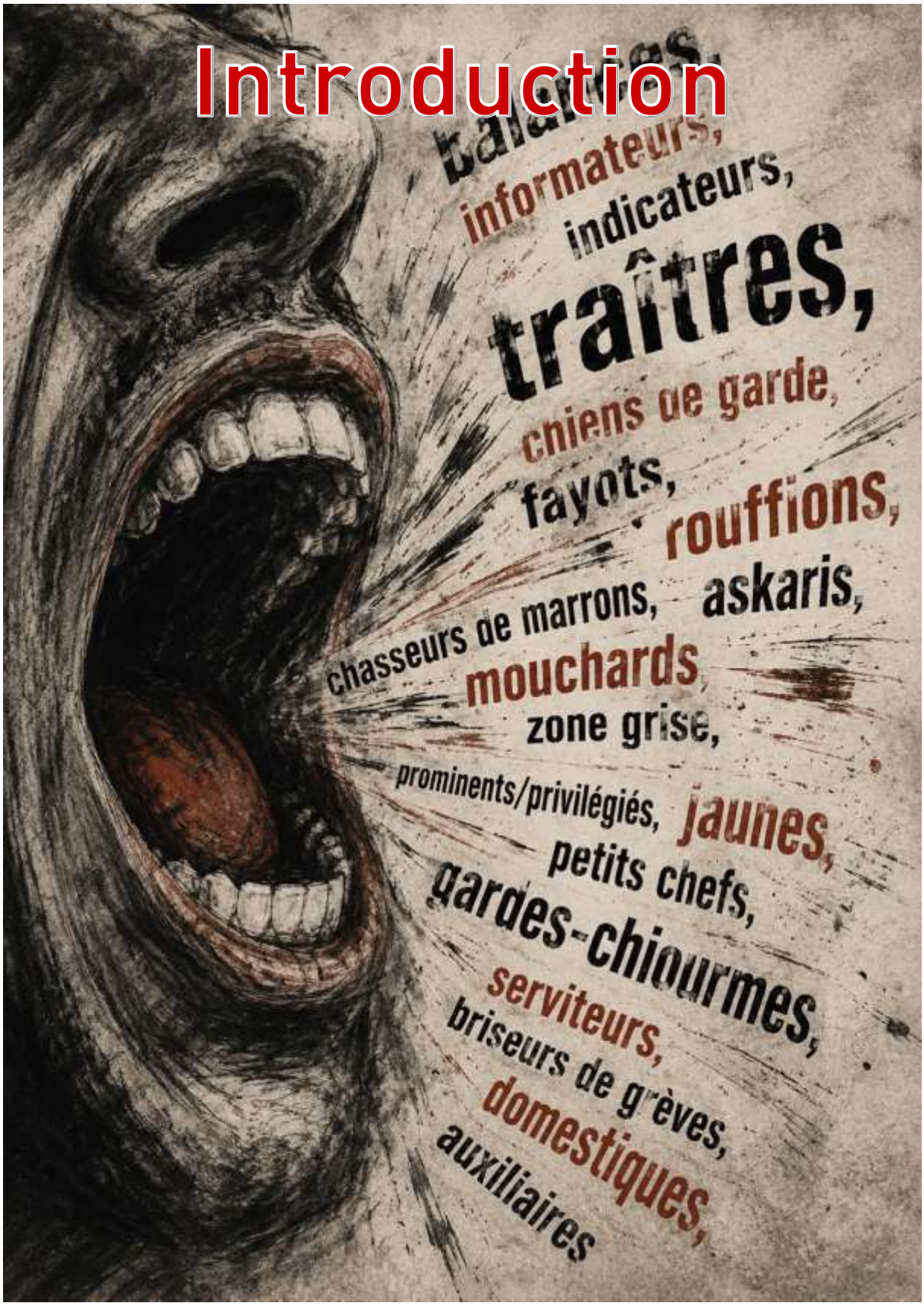
« Derrière son caractère intuitif, la notion de complicité n'a rien d'une évidence. Elle engage des théories complexes de l'action, de la personne, mais aussi de la responsabilité. La complicité est donc bonne à penser, d'autant plus que la figure du complice est devenue plutôt commune dans le théâtre qui agite quotidiennement l'actualité. En effet, il ne faut pas chercher très loin pour la voir mobilisée, depuis les suites de guerres ou de violences de masse — parfois des décennies après les faits — jusqu'aux soupçons de collusion avec des formes de domination envisagées comme systémiques ou avec des minorités jugées menaçantes, qui entachent certains individus ou certains groupes ».

Émir Mahieddin et Jérôme Soldani, « Tous complices ? Penser les relations troubles », in « Complicités », *Terrain, Anthropologie et sciences humaines*, n°77, 2022, p. 4-29.

« Non, je ne veux pas un programme. Un beau menu dont la facilité des recettes permette à la cuisinière de gouverner. Un menu est toujours un menu, et jusqu'à preuve du contraire ce sont les patrons qui mangent le mieux. Je ne veux pas l'autre, je veux au contraire le détruire ; mon existence est sa destruction. Je veux en revanche une méthode pour approfondir ma séparation, pour conquérir le monde en m'appropriant les filets lancés par l'autovalorisation de classe. Chaque fois que je romps les marges de la valorisation capitaliste, je prends possession d'un autre terrain de valorisation ouvrière. Il n'existe pas de vide pour le prolétariat ».

Toni Négri, « Sabotage et autovalorisation ouvrière », in J.P. de Gaudemar (dir.), *Usines et ouvriers. Figures du nouvel ordre productif,* Paris, Maspéro, 1980, p. 145-160.

Introduction



1/ Quelques aperçus de la tripartition dans les mondes sociaux

Qui n'a pas entendu, à l'école ou à l'usine, un proche ou un inconnu « traiter » l'autre de « *fayot* » ? Qui, ayant vécu une grève, n'a pas été sensible à la dénonciation des « *jaunes* » ? Qui n'a jamais, dans sa vie, lu un livre ou écouté une émission abordant le thème des « *collaborateurs* » pendant la seconde guerre mondiale[1] ? Le mot semble indélébilement associé à la guerre et aux traîtres qui ont servi l'ennemi. Mais la science sociale l'annexe à une configuration plus large où dominent les figures multiples de la trahison. Le principal problème que soulève le culturalisme de l'objet « complice », « délateur », « traître », « collaborateur », « espion », « informateur », « indicateur », « balance », est de l'enfermer dans un tableau à l'infini des types possibles de trahison, dans une régression sans fin qui affecte tout le tissu social, jusqu'au gamin qui, dans la cour d'école, a peur du rapporteur :

« The present book attempts to analyze different forms of betrayal. Concrete forms of betrayal or treachery are the trusted diplomat who turns out to be passing on information to the enemy - the spy ; the workers who do not join the strike - the scabs ; the informer in criminal groups - the snitch ; the trusted colleague who suddenly decides to reveal dark secrets from his work - the revealer ; those who work with the enemy during conflicts - the collaborators. These are well established social types ; but apart from them, we encounter and are quite occupied with betrayal in everyday life. We are careful what we tell the known gossip, children will not play with the tattletale in school ; in short, we weigh our words and select the pieces of information that are appropriate to communicate so that we will not ourselves be labeled gossips »[2].

Plutôt que de partir des rapports sociaux où s'inscrivent les phénomènes de complicité, des logiques stratégiques d'usages des traîtres dans les conflits de classe, des mécanismes globaux de domination au sein desquels les dirigeants fabriquent des délateurs, la plupart des auteurs font du mot leur objet comme s'il avait une existence propre à décliner en autant d'apparitions empiriques. Là où M. Akerström détaille les situations concrètes possibles, tout en privilégiant l'axe judiciaire et plus spécifiquement les usages en prison à des fins de remise de peine – ce qui est courant aux USA – d'autres auteurs étalent dans le temps les figures de la délation, ainsi traitées depuis l'empire romain jusqu'à aujourd'hui, que ce soit dans les démocraties ou les pays totalitaires[3].

---

[1] Tout le monde pense spontanément aux fascistes français, de Vichy aux groupes politiques volontaires comprenant son lot d'intellectuels organiques dans le champ littéraire et du monde de l'édition. P. Assouline, *L'épuration des intellectuels*, Paris, Editions Complexe, 1996. Un spectre bien plus étendu existe : avant tout les traîtres dénonçant des résistants, formés par les Nazis ou les services internes de Pétain. De Gaulle, ayant à peine lancé son premier réseau de renseignement en zone occupé, dénommé Nemrod, dirigé par le capitaine Estienne d'Orves, voit celui-ci démasqué par les Nazis grâce au traître Alfred Gaessler, un jeune de 20 ans en quête d'argent et de reconnaissance. Et c'est encore un résistant retourné par les Nazis, un certain Multon, terrorisé à l'idée d'être torturé, qui permettra de saisir René Hardy puis d'arrêter Jean Moulin. Quasiment toutes les organisations de la résistance ont été infiltrées. Il y aurait eu entre 30 et 40 000 « informateurs », au poids variable, qui furent responsables de l'arrestation de plusieurs dizaines de milliers de résistants. A côté des écrivains complice se trouvent les maffieux emprisonnés qui, une fois libérés par les SS, sont devenue des tortionnaires réguliers à la solde des nazis, à l'instar de la bande à Bonny. Il y a eu aussi ces centaines de milliers de Français rédigeant des lettres de dénonciation anonyme aux autorités allemandes, la plupart du temps pour s'en prendre à un voisin ou un collègue, mais aussi pour dénoncer des Juifs. « La dénonciation des Juifs sous l'occupation », *Archives juives*, n°1, vol. 46, 2013 ; L. Joly, *Dénoncer les juifs sous l'occupation*, Paris, CNRS, 2021. La frontière qui borne le thème renvoie aux femmes ayant couché avec des Allemands et ayant subi le sort des « tondues » à la Libération. Le lien social est estampillé sous le schéma de typification « collaboration avec l'ennemi » car l'intime ne saurait être exonéré des impératifs de la loyauté radicale se mirant dans le dualisme ami-ennemi. Pendant la guerre, le lexique qui entoure le monde de la collaboration renvoie à cette exacerbation de la production des zones grises dans tous les compartiments possibles du social (par le SS) mais aussi, en ricochet, dans de nombreuses fractions de la population (délateurs directs, lettres anonymes, doriotistes, bandits volontaires, femmes attirées par l'occupant, etc).

[2] M. Akerström, *Betrayal and Betrayers. The sociology of treachery*, New York & London, [1991], Routledge/Taylor & Francis, 2017, Préface.

[3] J.P. Braudeur & F. Jobard, *Citoyens et délateurs. La délation peut-elle être civique ?* Paris, Autrement, 2005.

Quand il n'y a pas de déroulé typologique atemporel, on observe alors son inverse au travers d'un schéma de typification hors duquel le terme perd tout sens. Dans un article récent d'un numéro de la revue *Terrains* portant sur le thème « *Complicités* », les auteurs du dossier confinent le sens du mot aux cas des génocides ou des crimes, le prisme judiciaire devenant le cadrage principal par où se distille le sens des collaborateurs participant à leur façon à divers massacres. Ce regard stratosphérique polarisé sur les Grands méchants du monde permet commodément de rendre impossible toute objectivation des complices du monde « pacifié », à commencer par ceux du monde du travail ou, disons-le franchement, les traîtres des classes populaires (chapitre 3, 4 et 5) :

« Si la complicité est un mode particulier de participation criminelle en droit, il n'en existe pas de définition conventionnelle consistante. Son étude donne donc lieu à des difficultés et des divergences d'interprétation. Intégrée au droit international depuis le procès de Nuremberg, elle peut être retenue dès lors que l'intéressé est déclaré « concerné » par le massacre. C'est une forme de responsabilité qui implique qu'un individu s'associe à un crime sans en accomplir lui-même les actes constitutifs : elle peut être une complicité par instigation, par aide et assistance ou par fourniture de moyens. Sa complexité apparaît nettement dans la jurisprudence internationale pour les cas de génocide par exemple. Les statuts des tribunaux pénaux internationaux distinguent en effet la qualification de 'complicité de génocide' de celle de 'participation à une entreprise criminelle commune', qui vaut à l'inculpé le titre de 'coauteur', la complicité n'étant alors possiblement considérée que comme une forme de 'responsabilité accessoire', ou une 'criminalité d'emprunt'. En l'absence de définition nette, ces qualifications engendrent des difficultés d'interprétation qu'il revient aux magistrats de trancher, un accusé ne pouvant se voir reprocher à la fois des 'faits constitutifs de génocide' et de 'complicité de génocide' »[4].

M. Akerström elle-même, après avoir posé l'éventail des figures possibles dans la société prise comme réceptacle passif et non comme productrice stratégique, se concentre sur la dialectique indicateur/police/justice hors et dans la prison. J.P. Brodeur et F. Jobard adoptent un identique schéma catégoriel dans leur examen du travail de la police/justice « auprès » des délinquants/déviants sans le rapporter à des stratégies de domination et des cadrages hiérarchisés de manipulation des groupes à contrôler où la police devient un instrument de classe au travers d'un rôle dans l'Etat. Ces cadrages juridiques (droits de l'homme du côté de la « complicité ») ou judiciaires (jeux de négociations de remises de peine en dénonçant les frères de misère pris dans la catégorie « pénal ») ont le double inconvénient d'externaliser la complicité au sein d'un traitement la situant hors du social des rapports sociaux ordinaires de domination d'une part et, d'autre part, de l'enfermer dans des situations individuelles, « *uniquement sous la forme de l'accusation individuelle* »[5]. Personne ne pense au sens de la collaboration en période de guerre quand, dans les mondes de paix, le terme identique est cette fois-ci une sorte de célébration de la coopération dans le champ des entreprises où fleurissent désormais des salariés devenus des « collaborateurs ». La mémoire collective semble ainsi s'effacer peu à peu puisque désormais, banalement, les directeurs des ressources humaines tendent à généraliser l'emploi de ce terme alors même que, lexicalement, le terme s'indexe sur une sémantique identique au « collabo » de guerre. L'enfermement du sens dans la catégorie du « judiciaire » (délateurs, informant, balance), en temps de paix, évince, on le voit, tout ce que la « collaboration » pourrait apporter à la science sociale dès lors qu'elle pourrait se

[4] É. Mahieddin et J. Soldani (dir.), « Complicités », *Terrain, Anthropologie et science humaine*, n°77, 2022, introduction. https://journals.openedition.org/terrain/23712
[5] *Ibid.*

rapporter aux relations sociales ordinaires. Or, les salariés ne sont plus qualifiés en fonction d'un rapport inégal au travail (actionnaire/contrat salarié), ils deviennent des membres « attachés » à l'entreprise, des « collaborateurs », ce qui en dit long sur le nouvel esprit du capitalisme. Ce retournement de situation montre bien les compartimentages symboliques en fonction des univers sociaux alors que l'homologie est frappante. Le salarié qui joue le jeu du patron est bien l'ennemi de son groupe de pairs, même si tous les pairs font la même chose dans une entreprise donnée. C'est dans la saisie structurale du fonctionnement macrosocial des complicités que réside le cadrage théorique de cet ouvrage. Ce qui permet de voir que si, dans telle société/entreprise, tous les salariés peuvent accepter d'être des collaborateurs (jusqu'à l'emploi du mot), en revanche, dans la plupart des entreprises, des oppositions demeurent entre classes dominantes et classes populaires ; lesquelles induisent des mécanismes multiples visant à « faire participer » et même plus, à faire adhérer des dominés aux valeurs et aux actions des dominants. La figure type étant le briseur de grève.

La tripartition étudiée dans cet ouvrage n'est donc ni un catalogue horizontal des figures de la complicité, ni un centrage sur la délation entre délinquants/déviants et police/justice, encore moins une « dénonciation » au sens de L. Boltanski. Selon ce dernier, la dénonciation s'oppose à la délation en ce qu'elle dévoile un cri contre une injustice. Elle fonctionne comme un lanceur d'alerte, sous forme de courrier remis à des organes de presse, revendiquant une cause publique et non un strict intérêt individuel, lequel est subsumé dans une cause qui dévoile une montée en généralité.[6] Dans le cadre théorique de la tripartition, au contraire, la dénonciation opère comme la délation, à savoir toute forme de trahison d'un groupe de pairs dominés. Le thème principal de cet ouvrage est *la trahison de classe*, la complicité de dominés dans le service social de la domination. Celles-ci pouvant se diffracter en de multiples « scènes », « lieux » ou « figures » : les prolétaires en usines (chapitre 4 et 5), les travailleurs indépendants face aux plateformes de service (chapitre 10), les prisonniers face aux indicateurs ou les jeunes de cités face aux balances (introduction), les classes populaires face aux policiers et travailleurs sociaux d'origine populaire (chapitre 6), les classes populaires face aux intellectuels organiques de gouvernement (chapitre 1), les SDF face à leurs pairs devenus des auxiliaires du travail social (chapitre 7), les intellectuels de gauche face aux ratés des grands maîtres incarnant l'intellectuel critique ou révolutionnaire (chapitre 8), les classes populaires face à elles-mêmes dans « le tissu social » (chapitre 2 et 3). L'enjeu est d'approfondir la sociologie des classes sociales puisque ces groupes intermédiaires ont été totalement passés sous silence dans les disciplines des sciences humaines. Le mécanisme de la tripartition, ce tiers « prolétaire » retourné pour servir les bénéficiaires du système, annexe la sociologie des intellectuels, laquelle est chevillée à cette perspective du choix du groupe à défendre.

La complicité ou la trahison au sens tragique des personnes « loyales » retournées en « traîtres » ou en « collabos » dans les situations paroxystiques de la guerre, n'ont pas pour autant perdu leur valeur heuristique dans les univers sociaux de « la paix ». En témoigne la persistance des violences humaines dans nos sociétés prétendument pacifiées, lesquelles mettent aux prises des acteurs et des groupes où la question de la « coopération » continue à se poser de façon

[6] « La dénonciation », *ARSS*, n° 51, 1984, p. 3-40. La focale est mise sur des personnes se définissant comme victimes, appelant à ce qu'on prenne en considération leur cause au travers de l'argumentation qu'elles défendent. Tout à l'opposé de cette perspective individuée déclarative, la dénonciation de tripartition part du dominant qui utilise une « victime » afin d'infiltrer un groupe et d'affaiblir un groupe de victimes pour accroitre les ressources des groupes dominants. Contre cela, la dénonciation des « jaunes » peut procéder, à l'inverse, d'une problématique boltanskienne à condition de ne pas oublier que structuralement, le cadre est posé par les dominants, lesquels revendiquent « la liberté du travail » et la liberté de posséder sanctuarisée dans la déclaration des droits concernant la propriété privée. La dénonciation des jaunes comme complices marque alors une opposition claire entre les deux termes, le dénonciateur revendiquant la noblesse d'âme face aux complices du capital.

« brûlante » ; notamment entre une fraction du sous-prolétariat et les forces de l'ordre, ce qu'on appelle le crime organisé, les gangs dans les cités populaires. Si depuis l'Ancien régime la police recherche des informateurs, autrement dit des traîtres, des complices, c'est à l'époque moderne que se déploie cette mini guerre civile entre les forces armées de paix dénommées « forces de l'ordre » et les multiples groupes que le monde dominant a enfermé dans les termes bien connus : délinquance, crime, déviance. Or, tandis que les polices recherchent des « *informateurs* », des « *poucaves* » ou des « *indicateurs* » au sein de ces micro-groupes dits « délinquants », de leur côté, les bandes ou les gangs, immergés largement dans les classes populaires dont ils et elles sont issu(e)s, ne cessent de traquer les « *balances* » ou « *baltringues* » qui mettent en péril le groupe des pairs. En confinant la « dénonciation » dans des « injustices » personnelles ou la délation dans le registre étatique police/justice, la communauté scientifique manque les jeux de construction des adhésions et des loyautés autour des luttes de classe. Or, si les dominants font tout pour attirer à eux des traîtres (briseurs de grève, milices, délateurs et mouchards), les opprimés, de leur côté, font leur possible pour ne pas trahir, dénoncer, se rendre complice. Rien n'est plus grave que de trahir puisque c'est la sécurité de tout le groupe qui est menacée, comme dans les réseaux clandestins de la résistance. Le refus de « *balancer aux flics* » ou aux « *petits chefs* » est, que ce soit dans la lutte syndicale des prolétaires ou dans les luttes « criminelles » des sous-prolétaires, un régime de savoir-pouvoir des dominés eux-mêmes que l'on retrouve en loi d'airain au sein des classes populaires dont sont issus les deux groupes mentionnés. On en trouve un exemple savoureux dans l'épisode du tueur en série Marcel Barbeault qui, entre 1969 et 1976, tua 8 femmes et un homme. Ici se croise remarquablement bien le crime et la lutte syndicale. Ouvrier, il occupait son temps hors atelier à suivre des femmes brunes et à les supprimer. Un ouvrier qui le fréquenta en usine explique lors d'un documentaire qu'il a refusé à l'époque, lui et ses copains, de le dénoncer à la police lorsqu'un sac retrouvé sur les lieux fut exposé en mairie afin de faciliter des dénonciations. Il reconnut sa besace ainsi que ses affaires, et tous les copains de l'usine en parlèrent entre eux afin de savoir s'il fallait dénoncer « *le Grand* ». Le tueur était en effet un solide gaillard, boxeur, ancien de l'Algérie. Personne n'alla voir Barbeault pour lui « en toucher deux mots », pas plus qu'ils allèrent faire part de leurs soupçons à la police : « *On tape pas 'toc toc' au commissariat de police, 'je viens dénoncer', ça se passait pas comme ça à l'époque (…) On pouvait pas se permettre. Ça foutait la trouille à tout le monde* ». De son côté, l'enquêteur qui réussit à mettre la main sur le monstre de la nuit, ajouta : « *La police c'est la police, la solidarité ouvrière, c'est la solidarité ouvrière, et puis c'est deux choses différentes. On balance pas* »[7]. Ecoutons encore ce témoignage d'un intellectuel du banditisme, préfacé par M. Foucault, qui fut aussi ouvrier avant de se professionnaliser dans le prélèvement direct à usage privé :

« Ma première arrestation pour cette deuxième série de cambriolages eut lieu à Nice, sur dénonciation de l'un de ces collaborateurs de toutes les époques et de tous les climats. Bon citoyen, fumier de toujours, il grignote tel un rat aux râteliers de toutes les écuries, de tous les pouvoirs. Il n'a ni patrie, ni parent, ni ami. Il vous dénonce n'importe qui, n'importe quand, n'importe où, par vice ou par intérêt, mais chaque fois avec le plaisir de nager dans le purin de la délation. Il est lâche, méchant, puant, visqueux, sordide, écœurant. Tout le monde le sait, même et surtout ceux qui l'utilisent. Mais il sert. Alors on le garde, on l'honore, on le décore, ce vendu, ce répugnant, ce révoltant personnage au service de tous les régimes. Mais passons, ce genre d'individus ne mérite qu'un mot : salauds ! »[8].

[7] https://www.youtube.com/watch?v=_NIcc4EPFjc
[8] S. Livrozet, *De la prison à la révolte. Essai-témoignage*, Paris, Mercure de France, 1973, p. 104-105.

La condamnation du traître est sans appel : la mort[9]. Quelles que soient les époques, les « criminels » des « *bas-fonds* » en font leur loi d'airain. E. Locard, criminologue des Apaches au tournant des XIX[e] et XX[e] siècles, concède qu'il y a « *chez ce peuple hors la loi, certains sentiments louables. Le premier est une vigoureuse horreur de la délation. L'apache ne peut admettre qu'on le trahisse. C'est d'abord généralement qu'il a pas mal de choses à cacher. C'est ensuite que la plus grave occasion pour lui d'être pris est d'être vendu à la police par un camarade sans scrupules. Ce traître – l'indicateur ou le donneur pour parler le langage technique – est d'ailleurs un être répugnant* »[10].

Or, l'objet principal de ce livre consiste à montrer le contraire, en déclinant par chapitre toutes les situations où cette loyauté de base, cette conscience de classe en soi ou pour soi ne marchent pas, où les patrons et les chefs sont les plus forts, où des dominés, en conséquence, acceptent d'endosser une autre loyauté, contre nature, celle qui font d'eux des complices, des collaborateurs. Dans tous les univers où la violence s'invite (guerre, rapports de force entre police et sous-prolétaires, rapports ouvriers /patrons dans les usines tayloristes, luttes de dissidences ou de manipulations dans les appareils tels que les hôpitaux psychiatriques ou les prisons), la question *morale* de la prise de position (« T'es avec qui ? ») s'invite *pour ne pas dire qu'elle s'insinue* entre les parties. Cet essai se penche essentiellement sur les classes populaires dites intégrées. Prenons tout de même le temps, dans cette introduction illustrative, de finir l'exposé sur cette tension entre les déviants et la police/justice. Elle se joue bien sûr entre les policiers et les gangs pour fabriquer des informateurs/balances. Ces traîtres, toujours suspectés par les premiers de trahir une seconde fois, ne sont pas mécaniquement agrégés au monde de l'ordre. La méfiance est de mise. C'est la raison pour laquelle leur degré *d'engagement* est un indicateur sans cesse évalué afin de mesurer tant bien que mal leur degré de collaboration : « *Furthermore, the police appreciated those who agreed to testify in court. Such openness was a mitigating factor. It appears that nonpublic informers are bound to appear more suspicious. Openness is also associated with « taking a stand » and showing courage* »[11]. Cette question morale transparait, on le sait moins, dans la vie interne des bandes. Elle explose même en pleine face des membres à l'occasion de la mort d'un pair, ce qu'analyse remarquablement K. Boukir.

« Trop souvent, la violence est inscrite au registre d'une théorie qui en évacue la texture morale – celle d'une situation impérieuse où le choix qui fait basculer l'action relève d'une expérience vécue à la première personne. Pourtant, en tant que coup d'éclat, la violence prospère sur une forme d'indétermination (…) phénomène temporel d'où l'instant décisif du passage à l'acte tire sa dimension tragique. La démesure place la violence hors du giron de la probabilité et de la régularité, aux antipodes de l' « homme probable » que plantent les théories de la reproduction sociale. Ici, il faut faire entrer en scène l'éthique de la virtuosité pour comprendre les dynamiques charismatiques du leadership et de l'autorité, dont Marwan Mohammed (2009) dément l'existence parce qu'il n'a pas su distinguer les « embrouilles *entre* cités » des « embrouilles *de* cité ». Sous la coupe d'une responsabilité collective, les premières emportent dans les assauts parfois les plus chaotiques tous les membres de la même cité au rang de blocs d'ennemis. Alors que dans les secondes, la figure éthique du complice s'intercale entre les positions antagonistes de l'ami et de l'ennemi, introduisant

[9] C. Charles, « The Anti-Informer and Anti-Snitch Discourses in Dancehall and Rap Songs », Department of Government, University of the West Indies, décembre 2013. L'axiome est clair : « *The majority of the snitches were accused of giving information to the police* ». SSRN : https://ssrn.com/abstract=2372209

[10] B. Fulmigni (dir.), *Dans les archives secrètes de la police. Quatre siècles d'histoire, de crimes et de faits divers*, Paris, Gallimard, 2011, p. 91.

[11] M. Åkerström, *Betrayal and Betrayers : The Sociology of Treachery, op. cit.,* p. 34.

au cœur des échanges de violence des jugements de responsabilité individuelle et l'histoire des loyautés et des trahisons »[12].

Ethnographe des cités et des bandes/gangs, K. Boukir ne s'intéresse en fait qu'au mode de fonctionnement interne de ces groupes sans cesse en composition et recompositions. Forces de soutiens et forces de trahison liées à la prétention de prendre la place des chefs qui gagnent bien leur vie émaillent la vie des cités dont il rend compte en montrant quelques facettes des démêlés qui agrègent ou opposent les forces. Cependant, cette fluidité oppressante qui distille les alliances complices envers le ou les caïds d'une part et, d'autre part, les trahisons à leur encontre, *ne parle justement pas du tout de la complicité au sens de la trahison de classe*. La complicité est entendue ici, dans le raisonnement de K. Boukir, dans le sens du lien social conforme envers un puissant du groupe, dans le sens d'ailleurs du droit : les complices du caïd. La trahison ne peut renvoyer au sens des concepts « complicité » ou « collaboration » défendus dans cet essai puisqu'il s'agit de la vie sociale « à part » d'un petit groupe, *et non d'une allégeance complice à un groupe représentant d'une manière ou d'une autre l'ordre social.*

« Les dealers sont empêtrés dans des dilemmes insolubles. Entre scrupule amical et angoisse de la trahison, la ligne de crête qui fait succomber à la haine, et déchoir les complices au rang d'intimes ennemis, se donne rarement dans la transparence de la situation, mais le plus souvent dans le flou des intrigues. Les tensions natives de l'opacité de la complicité grèvent la conscience de contradictions, qui menacent de mettre en évidence l'impossibilité de concilier une loyauté aux hommes et une fidélité aux principes que le groupe sanctionne (Mahé 2022). Comment concilier les attentes de loyauté que fait peser l'amitié d'enfance avec le spectre de la trahison qu'insinue subrepticement la situation de complicité ? On verra que la complicité criminelle en banlieue se ressaisit à l'aune de l'éthique du défi et du sens de la démesure. Dans la province éthique de la complicité, la dynamique d'entraînement criminel plonge les complices dans le cercle vicieux de la paranoïa (…) La complicité n'est donc pas instable parce qu'elle est immorale. Elle est instable car le soupçon de déloyauté grève d'entrée de jeu la relation criminelle, enfermant les protagonistes dans la duplicité et le mensonge ».

Le jeu des loyautés et des trahisons[13] *internes*, dans les bandes hiérarchisées et charismatiques, *grève la possibilité d'en rendre compte dans la logique de la tripartition sociale puisqu'aucun « dominant structural » n'entre ici en scène*. Il n'y a pas de trahison de classe. Ces petits mondes sociaux fermés fonctionnent comme des aspirateurs parallèles où les prétendants à la carrière rivalisent entre eux, entre installés « déviants ». Coups bas, coups d'éclats et coups d'Etat rythment leurs liens sociaux, les loyautés de clique et les compromissions se réglant sur de purs rapports de forces personnels où l'égalité de tous est, dans cette logique du soupçon, mise sur le tapis comme refondation permanente du social

---

[12] K. Boukir, « 'Suis-je le gardien de mon frère ?'. La complicité entre convoitise, haine et trahison », in « Complicités », *Terrains, Anthropologie et sciences humaines*, n°77, 2022, p. 90-109. https://doi.org/10.4000/terrain.23884

[13] Pour une approche en soi des trahisons dans tous les champs de la société, M. Åkerström, *Betrayal and Betrayers : The Sociology of Treachery, op. cit.* Cette sociologue norvégienne est la première au monde à avoir proposé une recherche inaugurale sur le monde des complices (betrayal, snitch, traitor, informant, scab…), en ayant symptomatiquement commencé ses recherches en prison ; voir aussi S. Schehr, « Sociologie de la trahison », *Cahiers internationaux de sociologie*, n° 123, 2, 2007, p. 313- 323. Il faut noter que si la sociologie de la trahison peut aider à fouiller la sociologie de la complicité, les deux approches demeurent distinctes. La trahison, entendue dans le sens d'une rupture dans le régime de loyautés entre deux mondes antagoniques, peut être un refus de la complicité si l'on pense structuralement les choses. Ainsi, le déserteur, s'il est traître envers l'armée, n'est pas en ce cas un complice du monde dominant. Il n'est donc pas un traître dans ce livre. Il est un refusant, une proie corvéable ayant renoncé à « servir » de chair à canon pour l'Etat et les industries de l'armement. C'est ce que ne peut pas voir M. Åkerström en affirmant qu'il entre dans son objet de recherche : « *That leaving the group can be defined as betrayal is évident in that some deserters are labeled as betrayers. Not only deserters in war but deserters from many religious sects are cases in point. In exploring the conditions when leaving is associated with betrayal, it might be useful to compare some quite different contexts* ». *Ibid.*, p. 9. Certes, il est un traître au sens du labelling. Mais la vision subjectiviste des dominants importe peu ici, au regard des classifications objectivistes fondées sur le service offert aux dominants.

parallèle[14]. Clientélisme et trahisons s'enchainent sans que ne soient remises en cause les règles sociales du jeu anti-social. Personne ne joue ici un désengagement du groupe des pairs pour servir le monde dominant.

En revanche, ce jeu reprend toute sa force et sa validité épistémique quand l'équarrissage de la confiance s'accomplit du point de vue de la *trahison externe du groupe*. La police est une machine à trahisons pour affaiblir les groupes dominés[15]. Elle réinstaure structuralement la tension entre deux loyautés, celle envers le groupe des pairs et celle envers l'ordre social. Une littérature très abondante traite, aux USA, du droit criminel dans sa relation aux *snitches* (délateurs), aux *informants* (informateurs), plus rarement dénommés *whistleblowers* (dénonciateurs)[16]. Le traitre sert ici l'ordre social. La tripartition s'exprime à plein régime. Qui a trahi une fois peut trahir encore, selon le mécanisme des agents doubles. La littérature juridique soulève le problème à longueur de colonnes : dans quelle mesure un criminel qui dénonce un membre du gang peut-il être fiable devant un tribunal ? Comment la police trouve-t-elle des indicateurs ne cherchant pas à sauver leur peau en étant prêt à dénoncer « femmes et enfants » à n'importe quel prix, quitte à mentir et surcharger l'autre pour minimiser sa propre responsabilité ou espérer voir atténuer sa peine, ce qui est la norme ? Comment savoir que le délateur ne scelle pas son propre destin d'informateur protégé ayant les coudées franches pour poursuivre sa propre carrière une fois dehors, zone trouble dans laquelle la police se perd parfois en cherchant à fidéliser un truand infiltré ? Dans ce dualisme exacerbé, le *snitching* est un savoir-pouvoir mobilisant des acteurs spécialisés de l'Etat afin de circonvenir des « marginaux ». Sans qu'il ne s'agisse de groupes organisés – il n'y a pas de corporation des délateurs –, les indicateurs représentent tout de même une institution de la police, au sens d'une division sociale du travail associant l'officiel et l'officieux, la norme légitime publique et la norme légitime au regard des usages secrets des forces de l'ordre traquant des citoyens discriminés comme dangereux et, de fait, justiciables de méthodes non démocratiques. Il reste que cette institution ne glisse jamais vers une institutionnalisation, sauf justement dans certains pays comme les USA et, à un moindre niveau la France, où le droit criminel du délateur/informateur (*snitching* aux USA) s'impose auprès des cours de justice. Les scientifiques, sur le terrain, ne peuvent se détacher de cette emprise qui les conduit à être des sortes de « socioflics ». S. Aquatias dans son HDR centrée sur les « *cultures juvéniles* », dévoile ce modèle de la trahison qui n'épargne jamais « l'enquêteur » sur le terrain, spécifiquement dans les cités les plus ségréguées où justement la crainte de « *l'indic* », de la « *balance* » est la plus exacerbée :

« Ces deux enquêtes dans les banlieues posent de multiples problèmes en termes de réalisation. Elles mettent l'accent sur les pratiques illégales et la délinquance. Comment, dans ce cadre, accéder aux populations concernées et observer des pratiques que leurs auteurs essaient de masquer ? Dans la plupart des cités de banlieue, la stigmatisation et la ségrégation font que peu de gens extérieurs à

---

[14] Dans le même esprit, C. Tilly montre que les guerres entre seigneurs, après la fin de l'Empire romain, pour l'accès aux ressources, est l'ancêtre des prélèvements obligatoires des Etats stabilisés. Le jeu des loyautés entre guerriers et seigneurs s'inscrit dans une lutte pour fonder un monde social temporairement « à plat », les factions se heurtant horizontalement pour la prétention au monopole du pouvoir qui deviendra progressivement vertical, autorisant de ce fait le jeu féodal des allégeances. Dans ce registre, les seigneurs s'entoureront de « domestiques », de « serviteurs », de « vilains » afin de les protéger de la masse paysanne. La tripartition n'est pas uniquement liée au monde capitaliste.

[15] Il est difficile d'imaginer à quel point ! La police, structuralement (chapitre 6), en tant qu'elle recrute des agents des classes populaires pour maintenir l'ordre, fonctionne sur la base de l'agrégation de masses populaires retournées et complices. Et, à un second niveau, ces mêmes agents, installés comme fonctionnaires, vont traquer certains éléments des membres de la dite classe populaire, ceux labellisés comme « délinquants », pour les retourner encore afin de neutraliser les dissidents regroupés en bandes qui ne jouent pas le jeu des places normalisées. C'est dire que, dans le domaine de la sécurité, le thème de la collaboration traverse toute l'édification du monopole de la violence physique légitime, ce que M. Weber n'avait pas du tout identifié ; ce qui en fait sa force et sa fragilité.

[16] Parmi une myriade d'articles universitaires, M.J. Ferziger & D.G. Currell, « Snitching for Dollars : The Economics and Public Policy of Federal Civil Bounty Programs », *University of Illinois Law Review*, Vol. 1999. https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=221489 ; M. Rich, « Lessons of Disloyalty in the World of Criminal Informants », *American Criminal Law Review*, Elon University Law Legal Studies Research Paper, n° 2010-11. https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1722597

la cité y viennent. Chaque fois qu'un « étranger » pénètre les lieux, il est soupçonné d'appartenir à des catégories préconstruites : ce peut être un travailleur social, un animateur de centre de loisirs, un client - terme consacré à ceux qui viennent acheter quelque produit de l'économie souterraine - ou un policier, un indicateur, voire un agent des renseignements généraux »[17].

A côté de la guerre et des luttes de classe, il faut mentionner aussi le cadre colonial (chapitre 8). La délation y a aussi trouvé un terrain d'élection puisque les colonisés tentent de se libérer de leurs chaines. C'est notamment le cas de la France en Algérie (chapitre 8, glossaires), d'Israël depuis 1948 et de l'Afrique du Sud. Le retournement des militants mais aussi de civils a été un objectif central de la lutte politique au temps de l'Apartheid. Dans toute l'Afrique coloniale, un terme courant – les Askaris – servait à désigner les auxiliaires du pouvoir colonial. Les opprimés de l'ordre colonial sont « retournables » comme le sont les opprimés de l'ordre capitaliste. Ils sont de toutes les formations capitalistes et coloniales :

« In its use of 'rehabilitated terrorists', South Africa appears to have borrowed from the government of Italy, which was counted among apartheid's friends in Europe. The Italians used such individuals to devastating effect against the urban guerrilla groups known as the Red Brigades in the 1970s. Captured Red Brigade members who agreed to testify against former comrades in return for immunity from prosecution were officially called 'repentant terrorists' (…) « To be sure, the use of collaborators and proxies was not a Rhodesian invention. The British had used Zulu collaborators against the Zulu kingdom in the 19th century, employed Boer collaborators in the South African War, and cultivated collaborators, loyalists and 'pseudo-gangs' in British Malaya and Kenya.The French had used collaborators in French Indochina and socalled Harkis in Algeria. The US had used collaborators in Vietnam. Collaboration was, if anything, the staple of counterinsurgency warfare »[18].

Partir des situations extrêmes facilite la compréhension des enjeux qui seront centrés sur les rapports sociaux de classe traversant toutes les institutions. En effet, c'est dans l'espace colonial (chapitre 8), à la croisée des chemins entre la guerre et la domination économique, que l'on peut découvrir un large spectre de collaborateurs officiels et institués, inféodés aux colons[19]. Que ce soit dans les chansons *dancehall* de la Caraïbe noire ou dans le rap américain, la haine du délateur est présente dans les chansons des anciens esclaves noirs devenus des sous-prolétaires racisés repliés sur leur subculture de rue et affrontés quotidiennement, compte tenu de leurs activités, à la police

---

[17] « Dispositions, goûts, affects et investissements : une socialisation jamais écrite », HDR soutenue le 19 janvier 2024, Université Sorbonne nouvelle Paris III. J'étais rapporteur, fait unique dans ma « carrière ».

[18] J. Dlamini, *Askari. A story of collaboration and betrayal in the anti-apartheid struggle,* Auckland Park, Jacana Media, 2014, respectivement p. 39 et 61. Et aussi Oxford University Press (édition britannique/USA), C Hurst & Co Publishers Ltd (Royaume-Uni), 2015. Le retournement des militants en chiens de garde infiltrant leur propre mouvement suppose tout un lavage de cerveau qui ne peut être obtenu sous l'effet mécanique de la torture. Des spécialistes tiennent les commandes d'organisations spéciales dans l'Etat -comme *Vlakplaas* pour l'Afrique du Sud- qui disposent de lieux secrets où, comme tous les médias l'ont montré en 2024 pour la Syrie, se pratiquent la torture mais aussi une professionnalisation de la fabrication des opposants retournés. Avant d'être lâchés dans la nature, les « réhabilités » sont longuement éprouvés, testés, formés et suivis depuis ces bases. Plus largement, une fois la population captive devenue opérationnelle apportant des résultats, l'Etat lui concède des moyens financiers participant à la création d'une petite-bourgeoisie noire vivant mieux que le reste de la communauté concernée. Cependant, pour ne pas sombrer dans une sorte de fonctionnalisme du pire, il faut rappeler que, tant par les habitus du sous-prolétariat noir militant que par les tensions constitutives de la vie du traître, de nombreux comportements « déviants » étaient mentionnés dans les rapports des officiers tenant la place-forte, les Askaris désertant ou devenant des criminels dans leur vie privée : « *But the disciplinary problems continued. Of the 17 original askaris, two were killed, three deserted and two, Lati Ronald Ntshekang and Bobby Modiba, wound up in jail for killing their girlfriends. Modiba killed two girlfriends. In fact, Coetzee was in the process of making the first murder disappear when Modiba killed the second girlfriend. De Kock said discipline was so bad when he arrived at the farm in 1983 that he called it Kakplaas – Shit Farm. The askaris were supposed to help the police track down anti-apartheid insurgents but they 'failed miserably in achieving this'* ». *Ibid*., p. 60.

[19] C'est le thème clé de l'histoire sociale de la domination sur les plantations esclavagistes où l'usage de collaborateurs parmi « les indigènes » est une structure permanente. P. Bruneteaux, *Le colonialisme oublié,* Bellecombe-en-Bauges, Le Croquant, 2013 ; M. C. Campbell, *The Maroons of Jamaica, 1655-1796 : A history of resistance, collaboration and betrayal*, Massachusetts, Bergin & Garvey Publishers, 1988. A. Dennis, « A Snitch in Time : An Historical Sketch of Black Informing During Slavery », *Marquette Law Review*, Vol. 97, University of Georgia School of Law, 2014. https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2325665.

et à la justice. Les « *harkis* »[20] ont été les auxiliaires de l'armée française en Algérie et ils furent « utilisés » pour pourchasser les résistants algériens. Et c'est, plus largement, une modalité permanente de la domination dans les mondes totalitaires, que ce soient les camps de concentration, disséqués notamment en ce sens par P. Lévi (chapitre préliminaire), ou tout autre espace de terreur, notamment l'Afrique du Sud dans sa longue période de racisme institutionnel. Ainsi, en dépit de quelques secteurs de la recherche en science sociale (socio-histoire des plantations esclavagistes et de la chasse au marronnage) et d'un large inventaire testimonial des survivants des camps (récits sur les kapos aux ordres des SS), *les complices de la domination n'ont à ce jour jamais été étudiés comme objet pertinent en science sociale pour penser les rapports sociaux de classe*[21]. Quelques intellectuels critiques[22] ont récemment repris l'expression de Paul Nizan, « *les chiens de garde* » (chapitre 1), pour décortiquer le fonctionnement d'une grande partie des médias dominants associés à des traîtres qui prétendent présenter en toute indépendance « les faits » et « l'intérêt général » découlant de leur position « universaliste » héritée des « Lumières » alors qu'ils fonctionnent en liens étroits avec les différentes élites politiques et économiques[23]. Chose rare en science sociale, un numéro spécial d'une revue d'ethnographie s'est penché sur le thème de la complicité[24] tout en soutenant une perspective théorique toute autre[25]. Si la trahison, la complicité ou la collaboration font sens et ont fait l'objet de quelques ouvrages, articles et numéros de revue, ils n'ont, ni été élevés à la dignité d'un objet scientifique, ni surtout, corrélés à la gestion des classes dominées.

A cet effet, la plus ancienne trace que l'on puisse trouver dans les archives remonte aux années 1280. Elle est rapportée par un certain Philippe de Beaumanoir qui, dans ses *Coutumes du Beauvaisis*, narre les multiples soulèvements en cette fin du XIII[e] siècle, ceux des ouvriers tisserands, des artisans et des compagnons des différents métiers. Il note alors ce principe de l'action collective révélant que, contrairement à ce que presque toute l'historiographie des mobilisations collectives pourra soutenir par la suite, il s'agit au moins autant de se mobiliser contre un profiteur que de contrecarrer les risques de traîtrise dans ses propres rangs :

« Il y a alliance faite contre le commun profit lorsque que certaine manière de gens jurent, ou garantissent, ou conviennent qu'ils ne travailleront plus à prix aussi bas qu'auparavant, mais augmentent ce prix de leur propre autorité, s'entendent pour ne pas travailler à moins, et établissent entre eux des peines ou des menaces contre les compagnons qui n'observeront pas cette alliance. Celui qui le leur tolèrerait agirait contre le droit commun, et jamais ne seraient conclus de bons

---

[20] P. Péju, *Ratonnades à Paris, précédé de Les harkis à Paris*, Paris, La Découverte/Syros, 2000. Une partie des Algériens recrutés torturait ses compatriotes et semait la terreur sur Paris. « *Cette police auxiliaire est un gang. La loi du milieu y règne* ». On pense identiquement à la bande à Bonny sous l'Occupation, ces Français à la solde des SS. Et il ne faut pas oublier que la stratégie d'achat de la complicité est une vieille recette de l'ordre colonial. En période de guerre de libération, cette logique est poussée à son extrême. Du côté des forces de l'ordre, un des épisodes les plus caractéristiques de cette montée aux extrêmes est la systématisation de la torture et des mises à mort en octobre 1961. L'union des syndicat français parle « *d'une nouvelle étape de l'installation d'un régime fasciste en France* ». *Ibid.*, p. 172.

[21] Taper « collaborateur », « zone grise », « jaune », « traître » sur les sites proposant des livres ne donne aucun résultat. Ni article, ni livre ne portent directement sur ce thème. A ce jour, il existe un roman inspiré de faits réels : « *Bob Coates est un sale type. Fils du peuple, bigot, sexiste et raciste, il aime l'ordre et l'autorité. En cette année 1877 qui marque le début du récit, son pays est en proie à l'agitation ouvrière. Cet Américain moyen choisit de se ranger du côté du manche, il devient un nervi au service de la fameuse agence Pinkerton, qui donnera plus tard naissance à la CIA. Pendant cinquante ans, l'homme infiltre des luttes, attise les tensions internes, passe à tabac les grévistes, nulle abjection ne l'arrête. Dans ce roman inspiré de faits réels, Valerio Evangelisti donne à voir les heurs et malheurs de la classe ouvrière américaine organisée du début du XX[e] siècle* ». *Briseurs de grèves*, Paris, Libertalia, 2019.

[22] Le courant « bourdieusien » d'où sera issu le travail de S. Halimi, *Les nouveaux chiens de garde*, Paris, Liber, 1997, réédité en 2005. Il existe aussi un groupe de recherche autour de Nizan, le groupe interdisciplinaire d'études nizanienne. https://shs.cairn.info/editeur/GIEN?lang=fr

[23] S. Halimi, *Les nouveaux chiens de garde*, *op. cit.* Et le documentaire qui en a été tiré, à la suite du grand succès éditorial de l'ouvrage. https://www.youtube.com/watch?v=dLMDGEfAruY

[24] E. Mahieddin et J. Soldani (dir.), « Complicités », *Terrain, Anthropologie et science humaine*, n°77, 2022. https://journals.openedition.org/terrain/23712

[25] La relation entre complicité et retournement des dominés dans le but d'accroitre les gains de domination n'est pas l'objet du numéro. La complicité y est entendue comme n'importe quelle forme de coopération d'un complice dans une opération essentiellement criminogène.

contrats de travail, car les membres de tous les métiers s'efforceraient d'exiger des salaires plus élevés que de raison, l'intérêt commun ne peut souffrir qu'il ne soit pas travaillé »[26].

Les historiens qui ont déniché ce morceau anthologique ne s'y sont pas trompés :

« On ne sait qu'admirer le plus dans cette déclaration – sa grande clarté, sa franchise ou sa modernité. Elle témoigne d'abord d'un état de fait : dans le bassin parisien ont lieu des mouvements de coalition et de grèves, conclus entre artisans, avec sanctions contre les 'jaunes' »[27].

Les individus qui suivent le cours des choses -le cela va de soi est déjà complicité (chapitre 2)- et qui « n'observent pas cette alliance », ou qui se font les délateurs des agissements de leurs frères, en poursuivant le travail ou même en aidant à contrecarrer les actions des grévistes, contribuent à perpétuer l'ordre des choses en incarnant ces « jaunes » symbolisant la trahison des pairs. L'histoire de tous les dominés et de toutes leurs luttes -parce que ces derniers sont pris dans un ordre qu'ils ne contrôlent pas mais dont ils font tout de même partie- consiste autant à se méfier des supérieurs *que des propres membres du groupe qui se laissent porter par les normes adverses* d'un monde qui leur est à la fois familier et étranger[28]. L'ouvrage d'A. Théret, en partie romancé, enseigne ce nécessaire arrachement au cadre usinier pour que le syndicat exprime une parole libre tandis que la masse des travailleurs est happée par les stratégies d'oppression et de division du patronat ; lequel jette une sorte de regard ubiquiste sur les déviants potentiels grâce à un réseau de délateurs. Dans le monde du travail, la méfiance est donc la règle, tout inconnu pouvant être un mouchard. Si la science sociale est étonnamment absente de la scène, les sociologues de terrain immergés dans les luttes de classe ne peuvent ignorer le phénomène. Ils sont particulièrement exposés à cette logique de trahison, qu'ils se trouvent en banlieue ou dans les usines :

« Cette autodérision visait leur maladresse de débutants, mais aussi leur rôle de « flics » : « Nous, on se promenait dans les usines les mains dans les poches, on se disait : "Les ouvriers vont nous voir comme des inspecteurs… pour faire le rendement ou autre." Alors dans Tintin il y a les Dupont et Dupond et pour changer le truc on s'est appelé "Gaston et Gaston", c'était parce qu'on se promenait dans l'usine en regardant à droite et à gauche comme des flics mais on se sentait comme des flics, on était obsédés par ça. » Cette crainte n'était pas infondée comme en témoigne cet entretien avec un contremaître réalisé « en duo » par les Gaston le 2 avril. Extraits du *Cahier des Gaston* (ce long entretien avait été réalisé le 2 avril dans les vapeurs d'alcool, ce qui explique que la parole se soit ainsi libérée. Le même contremaître exprime son inquiétude face aux « ingénieurs Bedeaux ») :

---

[26] M. Mollat & P. Wolff, *Les révolutions populaires en Europe, au XIV^e et XV^e siècle*, Paris, Flammarion, 1993, p. 46.

[27] *Ibid.*, p. 46. Les « jaunes » sont les ouvriers demeurant à leur place ou de nouveaux ouvriers embauchés par le patron pour neutraliser les grévistes (glossaire).

[28] Dans cette histoire globale des manipulations des dominés par les dominants, il y a place pour insérer presque toutes les institutions sociales. Il est clair, par exemple, que le service postal est un des lieux centraux de la diffusion de l'information et que, à ce titre, il ait été souvent instrumentalisé. La banale pratique du contrôle du courrier dans les prisons fait oublier que le pouvoir à recouru à de très nombreuses reprises à des « cabinets noirs », et ce dès l'Ancien régime. Et, bien sûr, en période de guerre, la lutte contre les réfractaires comme celle pour l'identification d'espions a conduit les Armées à mettre en place des organes de surveillance pour traquer le moindre propos « antimilitariste » dans les courriers des « piou pious ». La poste se situe ainsi au carrefour de la liberté privée et des enjeux de manipulation du pouvoir en recourant à des auxiliaires intermédiaires dépouillant en complices le courrier des personnes. Le « secret de la correspondance » est, comme pour les écoutes téléphoniques, inversement proportionnel à la menace que tel ou tel individu représente pour l'Etat. Et ce sont bien les policiers de base qui se font alors les fonctionnaires obligés de ces dispositions, selon un régime de collaboration disséqué dans le chapitre 6. Mais ce principe peut être étendu à d'autres catégories, comme les contrôleurs du contrôle social (chapitres 6 et 7). En revanche, cet essai renonce à explorer la piste des enseignants, lesquels pourraient entrer dans l'objet. La délégation de service public dont ils bénéficient, en font des exécutants ordinaires du contrôle de la sélection sociale et, partant de la reproduction de l'ordre établi. Cette dimension de l'action sociale a été totalement passée sous silence par les Bourdieusiens, lesquels ont, au mieux, parlé de « contribution » ou de « participation » au maintien des classes sociales et de l'ordre établi en général. En se situant à la frontière du dicible, ils n'en révélaient pas moins l'excuse sans doute largement inconsciente des oblats à la cause de l'objectivité.

« Les ouvriers vous prennent pour des gens de l'usine ou qui travaillent d'une façon ou l'autre pour l'usine. Vous êtes des mouchards. On ne sait pas exactement. Vous vous promenez. Ils se demandent si vous ne travaillez pas dans une organisation genre Bedeaux. Moi j'ai de suite compris que non parce ce que j'ai bien vu que vous n'observez pas ce que vous auriez dû observer si vous aviez fait un tel travail. Vous ne prenez aucun chronométrage notamment. » Le 22 avril, un ouvrier leur retourne en revanche l'argument pour justifier son refus de répondre, « ils ne sont même pas de "vrais" flics : "mais j'ai dit non c'est non ; je n'ai rien à vous dire. […]. Mais vous n'êtes pas des flics vous ne pouvez pas nous forcer à parler si on n'en a pas envie". »[29]

Si les prolétaires sont astreints, dans le monde du travail, à cette vigilance, les sous-prolétaires quant à eux, doivent veiller encore plus à ne pas « tomber » à cause de « traîtres ». Prisonniers du contrôle social et de la police, autrement dit d'acteurs à risques, les dominés apprennent rapidement à se méfier des autres -les « eux »- et à sélectionner les vrais « camarades » autorisant l'entre-soi (chapitre 4) tandis que les collabos saturent l'espace de vie des classes populaires (chapitre 3, 5 et 7).

L'usage de la notion ordinaire « complicité », que l'on désignera plus scientifiquement au travers du concept « tripartition » *puisque le rôle clé du complice est celui d'un tiers entre le dominé et le dominant*, a pour but d'importer une expression non pas seulement révélatrice d'un fonctionnement objectif mais aussi d'un usage émique, largement diffusé dans différents mondes sociaux. Il est aussi utile pour penser le basculement spatio-temporel d'un concept, des institutions totalitaires aux mondes répressifs d'une démocratie ne pouvant masquer ni atténuer les luttes de classe. Si la collaboration s'exprime toujours, en situation de guerre, sous la forme d'une trahison bien visible[30], la détecter dans les mondes de la vie quotidienne est bien plus compliqué dans la mesure où elle innerve le social avec des configurations multiples, l'usine, la cité, le foyer d'urgence, l'hôpital, le village, les institutions de contrôle[31]. Autrement dit, plutôt que de croire à une transposition mécanique d'un régime politique à un autre, il faut penser les circulations des pratiques de trahison dans les institutions, quel que soit le régime politique mais aussi les figures spécifiques de la loyauté dans les régimes pacifiés des différents champs sociaux. Les régimes pluralistes hébergent ces « effets extrêmes » (fonctionnement et guerres coloniales, mouvements révolutionnaires, luttes sociales), ce qui nécessite un recentrage sur les dispositifs de manipulation des populations dominées dans les divers champs du monde social (chapitre 2 et 7), économiques (chapitre 3 à 5,

---

[29] G. Rot & F. Vatin, « L'enquête des Gaston ou les sociologues au travail. Jacques Dofny et Bernard Mottez à la tôlerie de Mont-Saint-Martin en 1955 », *ARSS*, 2008/5, n°175, p. 62-81.

[30] Il est évident que toute la réflexion sur la zone grise part des situations totalitaires. Tout est classé, soit dans le noble, soit dans l'ignoble. L'action globale de l'espion sera assimilée à un acte héroïque quand les femmes tondues seront, inversement, considérées comme des traîtres par le seul fait d'avoir couché avec des Allemands. La « collabo », en ce sens, n'est même pas uniquement celle qui a livré des informations affaiblissant les capacités de la résistance. Elle a osé enfreindre la norme de séparation ami/ennemi propre aux situations extrêmes en devenant la « petite amie » d'un ennemi. La dualisation est bien une caractéristique fondamentale du processus d'assignation au statut infâmant de collabo, l'étanchéité sociale devant alors englober le corps. Cette globalisation indique d'ailleurs que, dans ces questions où la vie et la mort sont convoqués, tout le monde est pris dans un « camp ». « Choisir son camp » est un rappel à l'ordre permanent et la plus petite relâche, comme faire un sourire à un Allemand qui passe dans la rue, peut avoir les plus sombres conséquences si un « délateur » potentiel passe par là et enregistre la scène pour contrarier le « premier traître » complice des Allemands. Si la délation est une composante de la zone grise, ici, elle est retournée en une sorte d'acte citoyen dès lors qu'elle est perçue par « le bon camp » comme un acte militant. Dans le monde guerrier, la portée des effets papillon est extrême. Tout est scruté, que ce soit la Gestapo sur un quai de gare ou les relations ordinaires dans l'espace public entre Français dans ce point de jonction très spécifique correspondant à une interaction avec un ennemi. Et cette dualisation est si prononcée que les seules imputations peuvent suffire à condamner une personne. Les rumeurs, les allégations, peuvent servir de preuve dans une dramatisation des ressentis au regard des souffrances endurées. La notion de plaisir s'invite dans l'équation. Toute manifestation de « bonheur » est suspecte dès lors qu'un rapprochement est possible avec l'opposant dans un cadrage collectif où seule la haine doit prévaloir.

[31] Alors qu'en période de guerre, en situation coloniale ou dans les structures totalitaires, la dualisation ami/ennemi facilite son identification dans les pratiques « centrales » des acteurs -ne pas être infiltré- dans les mondes ordinaires, chaque formation sociale est traversée par une sorte de panoplie de formats spécifiques et universels de tripartition.

10), culturel (chapitre 1 et 8), institutionnels (chapitre 6 et 10). Si les institutions totales des démocraties sont traversées par cette zone grise (colonies, prison, camps, centres de rétention, hôpitaux psychiatriques, foyer d'urgence, asiles, centres de redressement, usines, etc), ce sont plus largement tous les espaces sociaux qui renvoient d'une manière ou d'une autre à ces phénomènes de collaboration.

2/ La collaboration en situation extrême, le cas connu

▲▼

Il n'est pas, pour autant, inutile de s'appesantir quelques instants sur les acceptions communes de la collaboration, et plus spécifiquement celle qui noua le destin de la France à celle de l'Allemagne nazie entre 1940 et 1945, sans oublier aussi le périmètre colonial. La dénonciation des pairs constitue la dimension la plus visible de la collaboration, sa face la plus repoussante, celle qui ne s'oublie pas et conduit, comme le note P. Assouline, à la « *vengeance* », à la volonté « *d'épuration* »[32]. Vichy a instauré des chasseurs de résistants (la Milice notamment) et des chasseurs de Juifs comme il y eut des chasseurs de fugitifs sur les plantations. Elle s'illustra notamment dans le massacre de Français sur le plateau des Glières près de Grenoble. Presque toutes les factions d'extrême-droite participèrent à « l'effort de guerre » allemand, bras armé de Vichy qui joua le jeu des Nazis avec la complicité de nombreux segments de la population française. La complicité s'étendait aussi à tous les fonctionnaires qui remplissaient consciencieusement leur « devoir » sans « cas de conscience »[33]. Enfin, parmi les civils, nombreux furent ceux qui cédèrent à la tentation de dénoncer et de tirer profit de la situation, notamment en assumant le rôle criminel de délateurs de Juifs[34]. Presque toutes les forces de l'ordre se mirent au service de l'occupant, notamment lors de l'organisation de la solution finale. Ce furent des gendarmes qui gardèrent les principaux camps de regroupement des Juifs arrêtés. On connait aussi la rafle du Vel d'Hiv, un acte d'initiative des autorités de Vichy qui fut accompli avec zèle par la police parisienne, laquelle fabriqua par la suite sa virginité quelques jours avant l'arrivée des libérateurs. En effet, elle s'inventa un rôle de résistance en se « soulevant » contre l'Occupant en août 1944 alors que l'armée américaine marchait sur Paris avec l'armée de Leclerc. Ce dernier put obtenir l'autorisation du haut état-major américain d'entrer le premier dans la capitale, levier indispensable pour contrôler la situation et éviter des vengeances des FFI et FTP contre ces forces de l'ordre collaborationnistes. Partir de la guerre a un intérêt central puisque les lieux de la complicité résident aussi dans les camps de concentration et sur les espaces plantationnaires coloniaux qui furent en quelque sorte une extension de la guerre de conquête. Dans ces espaces, l'antinomie « loyauté » et « trahison » peut entièrement recouvrir presque toutes les dimensions de l'existence. Dans le monde totalitaire, la collaboration est bien connue, le nazisme comme d'autres Etats ayant mis en place une vaste entreprise de délation dans les pays occupés. L'espionnage, en situation de guerre, fait oublier l'infiltration et l'utilisation de la population occupée dans le travail de domination. On sait moins que des « quartiers de noblesse » de la collaboration traversent les groupes opprimés, provoquant des dégâts majeurs dans l'identité du groupe en question. L'occupation et la colonisation de la Cisjordanie ne peuvent fonctionner

[32] P. Assouline, *L'épuration des intellectuels, op. cit*., p. 16.
[33] Ce point est important parce qu'il renvoie à toutes les analyses sur le cela va de soi (chapitre 2), ainsi qu'à celles qui mettent en lumière la participation de fractions dominées au fonctionnement et à la reproduction de l'ordre social (chapitre 5 et 6).
[34] A. Halimi, *La délation sous l'occupation*, Paris, Alain Moreau, 1983.

sans des relais dans la population, notamment les Druzes et les Palestiniens demeurés sur le sol natal conquis par les armées de Ben Gourion. Ils ne sont sans doute pas nombreux mais ils forment une minorité, en partie infiltrée, en partie intégrée dans les services administratifs carcéraux, puisque les territoires occupés forment une vaste prison totalitaire[35]. Cela demeure marginal au regard de la machine d'extermination israélienne, mais le retournement d'une partie des Palestiniens a fonctionné bien avant la Nakba de 1948, facilitant le repérage des militants et des combattants[36]. Le génocide des Palestiniens fait oublier toute cette stratification de leur population dont une minorité « peut » être épargnée, occupant des postes clés dans le Fatah de l'après Arafat. Cet alignement dans la collaboration avec Israël est justement ce qui a entrainé l'apparition du Hamas, avec une purification des vrais combattants contre l'achat de la paix coloniale. De même les Juifs ne se sont presque jamais remis de la trahison des leurs, rapportés dans les récits du ghetto, par des rabbins (Hillel Seidman), des militants du Bund (Dawid Sierakoviak) ou des agents ordinaires (Wladyslaw Szpilman). Ce dernier, pianiste réputé, enfermé dans le ghetto de Varsovie, a refusé d'entrer dans la police juive, ce démembrement du *Judenrat* servant à sélectionner à la place des Nazis les personnes devant partir vers les chambres à gaz de Treblinka. Un réalisateur hélas pédophile a même reçu la palme d'or pour en avoir fait un film. C'est en refusant d'être un collabo des nazis que ce grand bourgeois polonais est devenu un héros. Il a refusé de collaborer, au risque de sa propre mort.

Cette collusion s'inscrit dans une structure sociale pouvant institutionnaliser ce type de relations. C'est ce que j'ai essayé de démontrer à propos des « Libres de couleur » des plantations esclavagistes de la Caraïbe dans *Le colonialisme oublié*. Les Askaris ne sont que la duplication des Libres de couleur et réciproquement ; le cadre colonial totalitaire produisant les mêmes effets. Et la science sociale a toujours minoré des œuvres majeures pointant cette disjonction des loyautés, à l'image de *La bourgeoisie noire*, écrite par le sociologue noir J. Frazier, révélant la participation de nombre d'affranchis au système colonial des Blancs, notamment en devenant à leur tour des propriétaires d'esclaves tout en conservant dans bien des cas des liens de longue durée avec leurs anciens maîtres blancs (chapitre 8). *Les Amériques noires*, pour reprendre le titre de l'un des livres de R. Bastide, ce ne sont pas uniquement les Amériques noires affrontant l'oppression par le maintien de bribes de culture africaine – d'où le courant théorique de la créolisation – mais bien les Amériques en tripartition, comprenant les métissages complices ; la tripartition raciale définissant les sociétés esclavagistes et post-esclavagistes comme des formations sociales où des dominants noirs ont collaboré à l'oppression des inférieurs noirs. Dans les Antilles françaises, qui peut désormais regarder en face le fait que la petite bourgeoisie de couleur, symbolisée par les propos d'un Bissette, revendiquait entre 1789 et 1848 les droits et libertés uniquement pour les « *Libres de couleur* » affranchis tandis qu'elle refusait expressément pour les esclaves encore sous le joug colonial plantationnaire la moindre concession à l'ordre qu'elle servait ?

La loyauté contre-nature envers l'ennemi éclaire l'enjeu principal de la recherche : le jeu social de pressions de la part des dominants s'adosse aussi à l'intérêt des « victimes » à collaborer. La réduction au dualisme « mourir ou vivre », en temps de guerre ou en situation totalitaire, explique

[35] S. Latte Abdallah, *La toile carcérale*, Paris, Bayard, 2021.
[36] I. Pappé, *Le nettoyage ethnique des Palestiniens*, Paris, (Rééd.) La Fabrique, 2024.

sans doute la présence si forte et la visibilité sociale des espions sans parler de la propension à participer de façon active au service du camp adverse. Personne n'a mieux étudié ce mécanisme de la collaboration dans les camps de concentration que Primo Lévi, qu'il nomme la « *zone grise* »[37] explicitée dans *Si c'est un homme* puis prolongée dans *Les naufragés et les rescapés*[38]. On lui doit une des analyses les plus fines de la collaboration dans les camps nazis. Ses recherches s'attachent à mettre en lumière le rôle des dominés eux-mêmes dans leur propre domination. Il parle de « *zone grise de la collaboration* »[39], ces surveillants déportés ou « *prisonniers privilégiés* »[40] sauvant leur peau en aidant les SS à contrôler la masse des concentrationnaires tout en disposant de larges pouvoirs de répression et de micro-pouvoirs sadiques. Chacun pense à *Si c'est un homme !*, l'ouvrage mondialement connu de Primo Lévi, mais c'est dans celui-là qu'il entreprend la théorie de la collaboration, celui-ci ne consacrant qu'un chapitre – le neuf – aux « élus et damnés ». Le retournement des dominés devenus complices s'exerce au moyen d'une sélection que la hiérarchie opère selon plusieurs paramètres : les « verts » ou « droits communs » qui, au sein de tous les témoignages, figurent le banditisme sans foi ni loi, prêt à toutes les corruptions pour l'intérêt personnel ; les autres détenus qui se sont distingués par leur zèle envers les SS ; des êtres pris au hasard (dont le fameux sonderkommando évoqué par P. Lévi comme le symbole de la complicité d'une fraction des juifs à leur propre extermination) ou qui sont triés professionnellement (médecins, biologistes comme P. Lévi travaillant dans l'usine Buna de caoutchouc, musiciens) afin de s'occuper des détenus (le *revier*) ou de divertir les SS (quelques musiciens). Parmi ces intermédiaires, certains étaient voués à une mort certaine après une période de « privilèges » (c'est le cas du *sonderkommando* liquidé tous les 4 mois), d'autres pouvaient tenir tant qu'ils satisfaisaient à leur fonction. Par ailleurs, franchir le Rubicon, endosser la posture de traître, s'auto-détermine comme effet de non-retour. P. Lévi nous en propose une interprétation lumineuse : « *Les collaborateurs venus du camp adverse sont peu sûrs par essence : ils ont trahi une fois et peuvent trahir encore. Les reléguer dans les tâches marginales n'est pas suffisant, le meilleur moyen de les lier est de les charger de fautes, de rendre leurs mains sanglantes, de les compromettre le plus possible : ils auront ainsi contracté avec leurs mandants le lien de complicité et ne pourront plus retourner en arrière. Cette façon d'agir est connue des associations criminelles en tout temps et en tout lieu, elle est pratiquée depuis longtemps par la mafia* »[41]. Le penseur italien détaille les nombreuses figures de la zone grise, depuis les petits postes de « *prisonnier-fonctionnaire* »[42] jusqu'aux Kapos tortionnaires, en passant par toutes les positions intermédiaires d'auxiliaires au plus proche des SS dans le fonctionnement administratif du camp. Dans son ouvrage, il considère que le *sonderkommando* chargé de « *maintenir de l'ordre parmi*

---

[37] *Si c'est un homme*, Paris, Trad. Julliard, 1987, plus spécifiquement le chapitre « Les élus et les damnés » ; P. Lévi, *La zone grise. Entretien avec Anna Bravo et Federico Cereja*, Paris, Payot, 2014. Hélas, dans ce dernier ouvrage, les historiens ne travaillent que fort peu la question de la complicité, p. 133-154. Ils identifient l'enjeu épistémologique, sans vraiment le décortiquer et en faire transpirer toutes les ramifications possibles, dans les camps comme dans les « mondes pacifiés ». « *Les thèmes de la complicité et de la responsabilité sont liés à cette donnée (la nature de la domination totalitaire), qui impose de ne jamais oublier la pression ininterrompue et poussée à l'extrême qui s'exerçait sur les prisonniers (…) qui accomplissaient ces fonctions en recevant en échange des privilèges plus ou moins importants* ». *Ibid.*, p. 137-138. Du fait de l'absence de capital symbolique, toute institution totale fait jouer le rapport de force, les énergies, en faisant violence sur la masse, tout en faisant « pression » sur quelques subalternes pour les faire plier, pour arracher une complicité qui n'est jamais, sauf pour une petite minorité, une adhésion. Profiter des privilèges, des gratifications, ne prouve aucunement un *illusio*, un alignement idéologique ou, à tout le moins, psychologique. En revanche, la division sociale du travail ainsi produite ouvre sur les duplications dans la « vie civile ». Si P. Lévi avec raison « *ne comprenait pas les personnes qui s'obstinaient à soutenir que les usines Fiat étaient des camps de concentration* » (*Ibid.*, p. 148), il ne voyait pas non plus que les institutions totales libèrent des intensités variables de collaboration. Sans être un camp, l'usine produit aussi une zone grise très diversifiée (chapitre 4 et 5) parce que, en tant que modalité spécifique des institutions totales, elle supplée l'adhésion par un mécanisme identique de tripartition. Le fait objectif du tiers signe l'appartenance d'une configuration sociale donnée au monde de la complicité organisée.
[38] *Les naufragés et les rescapés. Quarante ans après Auschwitz*, Paris, (trad.) Gallimard, 1989.
[39] *Ibid.*, p. 42.
[40] *Ibid.*, p. 40.
[41] *Ibid.*, p. 43.
[42] *Ibid.*, p. 41-44.

les arrivés »[43] et convoyer les populations juives vers les chambres à gaz, est à inclure dans le concept « zone grise ». Ses membres faisaient le sale boulot de l'extermination, un travail complice qualifié de « *crime le plus démoniaque du national-socialisme* »[44]. Quoique tous supprimés physiquement tous les quatre mois environ, et bien que le dernier commando se révolta en octobre 1944, ses membres participaient au travail global du génocide, tout en étant pour une large part des Juifs eux-mêmes. C'est donc la figure ultime de la complicité, la zone grise par excellence selon lui. De même, la police juive des ghettos, en amont, œuvrait aussi à cette tâche, par son rôle d'auxiliaire à la sélection des victimes dans les ghettos. Rares furent ceux qui refusèrent d'entrer dans les Judenrats et autres organisations « policières » chargés d'aider les SS dans leur travail de regroupement des populations en partance pour les centres d'extermination, à l'instar de W. Szpilman, ce bourgeois pianiste dont le refus héroïque révèle a contrario la banalité de la complicité.

Bien sûr, sans la pression des nazis et sans la préférence pour la participation (plutôt que de choisir la mort), les kapos et toute la cohorte des *prominents* n'auraient jamais existé. Force est de constater que l'ouvrage de Nizan a reçu comme un couronnement au travers de l'œuvre de Primo Lévi. N'importe quel survivant des camps a connu ces déportés au service des Nazis, à savoir les kapos mais aussi tous les « privilégiés » – *prominents* – favorisés par les SS à condition de rendre des services : contrôler, dénoncer, punir au nom des SS, tout en bénéficiant de situations privilégiées (chambre individuelle, nourriture correcte, droit de vie et de mort sur les déportés, sexualité…). L'analyse de P. Lévi tente de comprendre ces « *personnes grises, ambiguës, prêtes au compromis* »[45]. Les camps ne sont pourtant que la pointe avancée d'un vaste complexe de réduction des populations mondiales à l'esclavage commencée au XV[e] siècle[46]. Les populations issues de l'esclavage, soit presque tous les territoires des Amériques et de la Caraïbe, connaissent tous une histoire où des chefs indigènes, ces « commandeurs », faisaient régner la terreur au service des maîtres planteurs, avec le soutien de tout un petit peuple aux ordres, à commencer par les domestiques, les dresseurs de chiens, les chasseurs miliciens de marrons, etc. Dans l'espace impérial, le cas de la Martinique a fait l'objet d'une étude monographique socio-historique[47], mais d'autres espaces impériaux ont obéi à des logiques sensiblement différentes (absence d'esclavage, cadres juridiques différents[48]).

---

[43] *Ibid.*, p. 50.
[44] *Ibid.*, p. 53.
[45] *Ibid.*, p. 48.
[46] F. Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XV[e]-XVIII[e] siècle*, 3 tomes, Paris, Armand Colin, 1979. L'auteur énonce une vérité peu connue. La mise en coupe des populations asservies a constitué, pour sa réalisation, en tenant compte de la propagation des maladies, « *un effondrement biologique colossal, de 10 à 1, sans commune mesure avec la peste noire* ». *Ibid.*, p. 20. Outre le prélèvement des futurs esclaves, l'exploitation radicale de ces masses laborieuses s'est effectuée dans des camps de concentration économiques dont le doux nom de « plantation » masque l'impitoyable réalité, fondée sur la tripartition, la surveillance et la répression exercées par une partie des esclaves contre les autres. P. Bruneteaux, *Le colonialisme oublié. De la zone grise plantationnaire aux élites mulâtres à la Martinique,* Bellecombe-en-Bauges, Les Editions du Croquant, 2013. Une partie de ces esclaves, retournés en agents de l'ordre sur la plantation, ont été progressivement affranchis, ce qui signifie socialement parlant, exister comme « Libre de couleur », c'est-à-dire un mulâtre, un dominant intermédiaire, d'ailleurs souvent propriétaire d'esclaves à son tour. Pour celles et ceux qui sont baignés dans ce monde culturel, cette réalité ne choque même plus. Ainsi, pour le bicentenaire de la Révolution française de 1989, a-t-on pu remarquer la publication, par la fondation Schoelcher, de souvenirs de Robert Rose-Rosette, membre d'une famille très connue de Mulâtres à la Martinique. Ce dernier rédige, sans aucune distance ou analyse critique, un document où il fait état des souvenirs de ses grands parents paternels et maternels, lesquels ont connu la fin de l'esclavage. Tel grand-père, né en 1834, lui évoquait sa mère, « *une mulâtresse libre qui avait trois fils. Elle possédait six esclaves, sa petite propriété se situait en haut de l'actuelle habitation Bontemps Lacour ». Evocations inédites de Robert Rose-Rosette, Fondation Victor Schoelcher, 1989, p. 11.* Toute une socio-histoire de la création des corps intermédiaires voués à servir et protéger le colon en situation d'infériorité numérique a été proposée dans *Le colonialisme oublié.* Ainsi, le passage entre le colonialisme d'esclavage et le colonialisme républicain, ou même entre la phase coloniale jusqu'à la seconde guerre mondiale et la phase néocoloniale, masquent de manière arbitraire la continuité sociale de la tripartition Békés, Mulâtres et Nègres. La linéarité du phénomène, quelques soient les formes sociales renouvelées de ces tiers, est d'autant plus patent que le fonctionnement de ces îles obéit toujours aux mêmes canevas économiques (propriété tenue par les Békés), culturelles (blanchiment de la peau) et sociaux (endogamie de classe socio-raciale).
[47] *Le colonialisme oublié, op cit.*
[48] S. Benhaddou, *La matraque coloniale. Le code de l'indigénat en Algérie*, Paris et Beyrouth, Albouraq, 2020.

3/ Penser la complicité des dominés dans les mondes de paix

▲▼

Le thème de la collaboration, essentiellement pensé dans ces cadres totalitaires, de la guerre, du colonialisme et d'un régime politique, a littéralement écrasé la force épistémique de cette notion. Il a comme forclos le débat, rendant impossible toute réflexion qui envisagerait de l'étendre à d'autres configurations sociales, à d'autres périodes et, de fait, à d'autres objets. *Qu'en est-il en effet de ce phénomène des dominés au service des dominants dans les périodes de paix ?* S'il y a bien une question taboue parmi les questions taboues, c'est bien celle des horreurs coloniales dans l'appareil étatique démocratique, et plus encore, *celle des petits kapos du monde ordinaire* dans les institutions sociales. Au travers de ce déplacement de la guerre vers la paix pointe une question décisive : si les définitions sociales de la collaboration en situation extrême n'offrent pas les mêmes remplissages que les définitions scientifiques en période de paix, comment opérer ce transfert ? Il faut désormais changer de cap et embrasser le monde occidental en situation dite « de droit », ce qu'on appelle aussi l'Etat de droit ou la démocratie, systèmes politiques autorisant dans des frontières variables la contestation mais aussi *la pleine participation à la vie sociale*. Si cet essai se veut anti-durkheimien, c'est dans *l'intention de ne pas participer à la doxa selon laquelle il y aurait une vie quotidienne, une routine, une vie sociale intégrée*[49], cette dernière étant une *pacification* reposant sur l'analyse scientifique des formes de collaboration sociale. L'adhésion aux normes (chapitre préliminaire et chapitre 2) sera interrogée dans le cadre de ce modèle théorique de la complicité. Quid des classes sociales dans ces Etats de droit *relativement* pacifiés (pas d'invasion, pas de torture, pas de pouvoir politique favorisant la « disparition », une corruption modérée), où l'appel à la pleine participation implique les socialisations et les multiples conditionnements bien en amont des *engagements* professionnels ? Il y a bien comme une guerre scientifique en jeu, au vu des tabous dans la « communauté » dès que « l'intégration » est interrogée sous l'angle de l'adhésion aux normes dominantes et non comme valeur en soi confinée au rôle de présupposé de toute discussion. Poser la « socialisation » comme une *accession* au règne du social, c'est oublier le phénomène d'adhésion à l'ordre établi, au sens de participation active, de contribution intentionnelle à l'ordre. En enfermant le nouveau venu socialisé dans une destinée banalisée, le sociologue rend impossible la démarche consistant à *s'extraire du simple constat de l'adaptation de la personne au monde social pour observer une fabrication sociale des allégeances* d'autant plus insolite qu'elle est censée fonctionner contre les intérêts des opprimés. Les dominants n'ont de cesse de chercher à diviser ceux qu'ils dirigent afin de neutraliser les contestations. C'est *la part spécifique des dominés jouant le jeu des dominants* qui constitue l'objet particulier de ce livre, révélant la part *sociale* d'un phénomène jusque-là abandonné sur les rives individualisantes d'une dénonciation des dénonciateurs. Le lecteur aura compris que l'étude ne vise pas la collaboration en période de guerre, ni un catalogue des formes de complicités[50]. Si l'on brosse

---

[49] Tout cadrage théorique remet en cause l'illusion d'un social sans violence. Nulle part au monde n'existe un groupe sans chef, sans élite, sans dominance. S'en remettre au « lien social », c'est refuser d'interroger « la pacification », au sens de l'histoire coloniale algérienne. Il suffit de se replonger dans « La fin des terroirs » d'E. Weber, pour drainer toute l'histoire sociale des élites politiques dites « républicaines » rendant compte de la disciplinarisation linguistique des régions françaises, mobilisant l'administration dans son ensemble, mais aussi, bien sûr, l'école « publique ». Produire la paix, c'est ipso facto, rendre illégitime la contestation, la lutte ; c'est rendre louable le lien qui fait corde, naturaliser l'ordre des relations. D'un point de vue globalisé, prendre son chocolat le matin, agrémenter ses plats d'épices, se fournir en produits de consommation dont les matières premières sont arrachées à tous les pays pauvres de la terre, c'est, en vaquant à ses activités de « la vie quotidienne », être la petite fourmi complice d'un système. Les « Bios » qui récupèrent leurs oranges dans du papier au lieu de saisir un sac en plastique en grande surface, travaillent aussi en fourmi, mais cette fois-ci dans la dénonciation d'une industrie mondialisée qui plus est polluante. Cette bonne conscience n'est que la face inversée de la bonne conscience du lien social immanent qui nous accroche au bonheur de simplement croire exister dans la « modernité » pacifiée.

[50] On peut penser, dans les familles, aux parents complices de l'adulte incestueux. C. Laurent, *Fille*, Gallimard, 2020 ; à tous les corps bureaucratiques protégeant leurs brebis galeuses, des églises aux écoles en passant par l'armée. La complicité comme la collaboration ne sont pas les sujets du livre. Ce sont les formes de la domination sur les pauvres qui interpellent ces deux notions.

un panorama assez large des auxiliaires du pouvoir au sein de larges groupes (parmi les sous-prolétaires, prolétaires, travailleurs sociaux, policiers, intellectuels au sens le plus large possible), la focale est toujours orientée vers ce qui *facilite* la domination des groupes subalternes de la société. D'ailleurs, même sur ce registre précis, plusieurs fractions ou professions échappent à l'analyse, soit parce qu'elles n'ont jamais été étudiées directement dans nos recherches, soit parce que cet ouvrage ne prétend pas à l'exhaustivité[51]. La sociologie, l'histoire et la science politique ont longuement étudié ces chaines de dépendance transitant par les pratiques du patronage, du clientélisme, de la charité instrumentale, à commencer par James Scott[52]. La tripartition propose un cadre théorique plus large que le clientélisme dans la mesure où la notion de trahison s'oppose à toute légitimation possible. Et il ne s'agit pas de penser ici un mode de régulation politique mais un fonctionnement sociétal qui se retrouve avec des configurations multiples dans toutes les institutions sociales comme dans la trame des activités routinières. Mais il y a bien un cousinage. S'attacher des dominés au sein de relations personnelles durables fonctionnant sur un principe de fausse réciprocité (le vote contre des avantages pour une population donnée, le contrôle d'un quartier contre des gratifications individuelles) a toujours eu pour effet majeur d'empêcher ou de freiner les processus d'identification collective et donc d'autonomisation des soumis au baron ou au notable, « *empêchant la formation de solidarités de classe et par là les mobilisations idéologiques constituées autour d'identités collectives* »[53] « *faisant dépendre la loyauté de la seule satisfaction pragmatique des intérêts matériels* »[54]. Pour cela, et c'est ce que toutes ces recherches sur les clientélistes oublient ou minorent, il faut de la tripartition : un courtier, un salaud, un caïd local, un boss, un résistant ou un bandit, retournés, capables de dompter une partie de la population ciblée en négociant auprès d'un plus fort une forme de redistribution récompensant les efforts entrepris pour affaiblir le groupe des pairs dont on est issu ou très proche. L'aliénation et la corruption sont toujours convoqués lorsqu'on pense le clientélisme[55]. Dans les structures dites modernes des civilisations capitalistes, cette forme de collaboration n'a pas entièrement disparu. Elle fonctionne même plutôt bien, notamment dans les milieux ruraux pauvres[56] ou les couches sous-prolétaires des bidonvilles. Mais, compte tenu de l'apparition d'un Etat redistributif, d'un champ économique rationnalisé, autonomisé et différencié des ancrages

---

[51] Ainsi cinq profils intéressants ne sont pas étudiés, tous issus des classes populaires et appartenant statistiquement à cette catégorie ; les gardiens de prison (A. Frayer, *Dans la peau d'un maton*, Paris, J'ai Lu, 2012), les contrôleurs du métro (L. Elguezabal, *Les contrôleurs du métro*, Montreuil, Aux Lieux d'être, 2007), l'univers des domestiques (R. Sherman, *Class Acts Service and Inequality in Luxury Hotels*, Los Angeles, University of California Press, 2007), ces derniers étant une pièce importante dans l'édifice de la surveillance sur les plantations esclavagistes ; les infirmiers psychiatriques (J.C Girardin et al, « Psychiatrie à St. Dizier », *Les Temps modernes*, n°336, juillet 1974, p. 2376-2442) avec ce morceau choisi : « *Nous avons été formés pour être des gardiens, pour distribuer des tranquillisants et non pour aider le malade à retrouver sa place dans la vie* », expression d'infirmiers refusant les luttes pour une « nouvelle psychiatrie ». Pour chacun de ces cas, on a affaire à des dominés issus des classes populaires ayant une relation directe de service au profit des dominants : surveiller et servir ; enfin les enseignants issus des classes populaires. En appliquant le « programme », ils sont directement des intellectuels organiques, sauf, comme certains instituteurs « Freinet », à travailler de l'intérieur d'autres façons de penser. La sociologie française a depuis belle lurette montré les liens étroits entre la reproduction sociale des classes sociales et l'autonomie relative du champ académique dans cette entreprise de lavage de cerveau remarquablement adossée à une idéologie de la liberté du « citoyen ». Il est vrai que l'école peut être libératrice pour un certain nombre de dominés devenus des militants, des réfractaires de toutes sortes. Mais pour la grande masse des impétrants, ses effets majeurs se condensent sur l'échec scolaire -et toutes ses conséquences catastrophiques pour les morts sociaux- et sur la distribution (au sens du rayonnage) des personnes dans les grandes cases fonctionnelles de la société. A peine 1% des enfants d'ouvriers deviendront des énarques ou polytechniciens.

[52] J. Scott, « Corruption, Machine Politics and Political Change », *American Political Science Review*, 1969, n°6, p. 1155-1156 ; J.L Briquet & F. Sawicki, *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, PUF, 1998.

[53] *Ibid.*, p. 24.

[54] *Ibid.*, p. 16.

[55] On pourrait revisiter l'histoire humaine afin de comparer les périodes et les civilisations. A l'époque des cités grecques, les tyrans s'appuyaient notamment sur les artisans pour mater le peuple, lesquels n'étaient en fin de compte que des ouvriers techniques installés produisant du fer ou du bronze pour les hoplites ayant accédé à un statut supérieur à la plèbe. P. Faure, *La vie quotidienne des colons grecs de la mer noire à l'atlantique au siècle de Pythagore,* Paris, Hachette, 1978.

[56] Sous-commandant Marcos, *I Ya Basta. Les insurgés zapatistes racontent un an de révolte au Chiapas*, Paris, Dagorno, 1994. Les insurgés de l'EZLN, l'armée zapatiste de libération nationale, sont souvent aux prises avec des milices composées de paysans pauvres retournés par la dictature mexicaine et son armée, « *pour la plupart des vachers de ferme* », p. 54.

locaux et de la domiciliation personnelle – première observation de M. Weber étudiant les indicateurs du capitalisme – une multitude de champs apparaissent, des organisations, des appareils, des dispositifs publics. En mentionnant les cités, l'école, l'usine, l'hôpital psychiatrique, le camp, le champ médiatique, le secteur bureaucratique de la police, le champ du travail social, on enregistre cet état de la distribution des couches dominées dans les multiples cases de la domination actuelle fonctionnant avec la main invisible de la complicité. Ce sont donc quelques uns de ces univers de production de l'exploitation et de la surveillance des salariés, précaires et surnuméraires qui seront balayés par la focale de la tripartition, sans oublier les marquages technologiques liés à l'informatisation massive du social.

Certaines zones grises sont uniquement individuelles et capillaires (délation, espionnage, promotion, carrière, chapitre 4, 5 et 8), d'autres sont institutionnelles (chapitre 6 sur la police et le travail social), d'autres mixent ces deux registres (chapitre 1, 2, 7). Il y a donc du « mou » et du « dur » dans l'objet étudié. Le « mou » renvoie à tout ce que le monde des lettres a si finement mis en scène, à savoir la réversibilité des allégeances. La zone grise capillaire des *Surveillance studies* s'y emploie aussi. Cette proximité entre les *subalterns* et leurs bourreaux ouvre sur une socio-histoire des *contrôles sociaux charnels,* bien loin de la verticalité du panoptique mécaniste. C'est en cela qu'O. Aïm a raison de mentionner l'apport de Deleuze au regard des travaux de Foucault, le premier insistant sur cette empreinte humaine du contrôle dans la proximité des dépendances fabriquées, insistantes, pesantes, « rhizomiques » :

« Deleuze propose à son tour un axe général d'analyse des mutations en train de se faire : 'Ce sont les *sociétés de contrôle* qui sont en train de remplacer les sociétés disciplinaires'. L'idée-pivot de ce texte est donc simple : l'enfermement n'est plus le seul régime de surveillance, loin de là, dans la mesure où la 'communication instantanée' des nouvelles technologies de l'information rend possible un contrôle et un maintien de l'ordre en continu. Aux 'internats' décrits dans une logique continuiste par Foucault, succèdent alors les 'contrôlats' de Deleuze. Ces 'appareils' ne sont plus physiquement ancrés dans une linéarité d'espaces successifs (de la famille, à l'école ; de l'école à l'armée ; de l'armée à l'usine et éventuellement à la prison), mais marqués par leur caractère beaucoup plus fluide, mobile, multiple, fragmenté et rhizomatique. En réalité, l'enfermement des disciplines convoque, pour Deleuze, une représentation de la clôture, de la sédentarité, de l'assignation (soit le modèle de la 'séquestration'), tandis que le contrôle renvoie à un paradigme du 'flottement', de 'l'ondulation', de la 'métastabilité', et de manière encore plus métaphorique, du 'gaz' et du 'serpent'. La notion qui domine alors est celle du flux »[57].

Si on laisse de côté la dimension métaphorique des termes employés, on voit bien tout l'intérêt qu'il y a à s'inspirer de ce modèle capillaire, relationnel, disséminé de la surveillance ou du contrôle, qu'on retrouve dans tous les chapitres, mais plus particulièrement au sein de ce qui fait *négociation*. La complicité est cette forme d'enroulement perverse « ondulante », « fluide » qui mouille l'opprimé en l'attachant par toutes sortes de pressions ou de ruses aux intérêts des puissants : dans l'usine (chapitres 4 et 5), dans l'atelier éditorial (chapitre 1), dans la posture intellectuelle (chapitre 1 et 8), dans l'attachement des SDF au travail social (chapitre 7) et bien sûr dans toutes les trames du quotidien (chapitre 2). O. Aïm ajoute que le contrôle de type rhizomatique se dilue dans les

[57] O. Aïm, *Les théories de la surveillance. Du panoptique aux Surveillance Studies*, *op. cit.*, chapitre 3, p. 63-80.

« couches » de la société. Loin du modèle vertical impliquant nettement une extériorité du pouvoir et des assujettis contrôlés, il y a une localisation du contrôle, une miniaturisation dans la démultiplication :

« Les agencements ne sont pas fixés une fois pour toutes. Ils peuvent se recomposer, et parfois même se mêler, se superposer ou s'hybrider. L'agencement est, alors, congruent avec une modalité de diffusion que Gilles Deleuze avait nommée, avec Félix Guattari, le « rhizome » ; il est lui-même subordonné à un triple processus essentiel : déverticalisation, décentralisation, démultiplication. S'inscrivant dans l'hypothèse du contrôle, plusieurs chercheurs vont ainsi revenir à la notion de surveillance pour parler, en l'espèce, de « surveillance rhizomatique »[58].

Dans cet ouvrage, la science sociale sera de préférence convoquée en délaissant la philosophie. Cependant, l'évocation des travaux de G. Deleuze montre les passerelles qui peuvent être tissées entre la sociologie de la tripartition et les formes modernes du « *contrôlat* », Deleuze ayant largement inspiré les théories de la surveillance. En effet, chercher le contrôle chez le contrôlé lui-même constitue bien le cœur de cet ouvrage. Il y a bien « *déverticalisation* » puisque le surveillé aligné ou retourné participe au contrôle des pairs au cœur des interactions situées dans les différentes organisations, les multiples configurations sociales ou champs. On identifie aussi, au travers de l'expression « démultiplication », toutes les potentialités de découpages inscrites dans l'incarnation du contrôle au plus près du contrôlé : dans son corps de traître, mais aussi au sein de l'atelier, de l'usine, au sein des rédactions des journalistes de second rang. Hélas, il faut bien constater que les théories de la surveillance ont manqué le rendez-vous avec le modèle Nizanien du traître, du délateur, du *snitch*, de l'informateur, de la balance, du jaune, de l'askari, du sycophante, du briseur de grève, bref, du retourné. En revanche, la question de la participation du dominé a été bien davantage traitée par les théoriciens du vigilantisme et de toutes les formes de mobilisation communautaire au service de l'ordre.

L'objet « dur », quant à lui, se polarise sur les organisations qui recrutent des membres des classes populaires pour accomplir « la mission de service public » du rappel de la loi sous toutes ses formes. Les organisations policières et militaires (chapitre 6) comme les cadres de la hiérarchisation (chapitre 5) ou les professions intellectuelles inféodées au Pouvoir (chapitre 1) sont prioritairement concernées parce qu'elles ont fossilisé le lien de complicité. Au travers de tout un ensemble de procédures de retraduction symbolique, elles sont parvenues à invisibiliser le travail de collaboration d'une fraction déterminante des couches populaires en devenant « un service public ». La République a puisé dans les « forces vives de la nation » les éléments nécessaires à la production de la sécurité. Les « hussards noirs », largement issus des « strates inférieures de la société », forment sans doute le groupe le plus important dans l'alignement et le retournement des classes populaires. A côté de cette légitimation symbolique se juxtapose un groupe étudié dans cet ouvrage : la force guerrière (polices, gendarmerie ou armées). Elle est l'aboutissement d'un long travail historique de conception d'un Etat centralisé au sein duquel les élites sont parvenues à se protéger des « dangers sociaux » (rébellions, grèves) en dressant, aux côtés des aristocrates armés, une plèbe massivement mobilisée à partir du XVI^{e} et XVII^{e} siècles. De l'armée aux polices, un processus de différenciation et de professionnalisation a accompagné ce mécanisme de captation de la ressource corporelle des dominés. Désormais, bien peu de chercheurs pensent ce phénomène de « recrutement des

[58] *Ibid.*, Chapitre 4. Les quatre corps de la surveillance, p. 83-95.

effectifs » sous l'aspect d'un retournement des classes populaires ou de la « classe salariale », bifurcation qui prend nom « carrière », « choix professionnel », « méritocratie » ou « servir son pays ». Tous les métiers de la sécurité sont donc concernés, y compris les vigiles des supermarchés. Les *surveillance studies* ont redynamisé ce secteur en couplant l'économique et le politique, le marché et le sécuritaire. Il va de soi que la captation des données personnelles facilite les logiques de coulisses, ce qui intéresse au plus haut point tous les services de renseignement qui piochent allègrement dans les informations collectables sur les navigateurs et les plateformes sans que les utilisateurs n'aient connaissance des différentes mises en forme des données qui, à la base, sont produites par les usagers fidélisés, addictifs, souvent enrôlés dans toutes sortes de gamifications. Dans ce cadre transversal aux classes sociales, tous les groupes font les frais de ces stratégies de prélèvement informationnel, le but étant aussi un recrutement sans brebis galeuse. Il vaut mieux recruter un futur agent de police incapable de cerner le sens moral de sa profession qu'un citoyen trop cultivé ou ayant été militant. Il reste cependant à étudier la manière dont les leviers traditionnels du retournement sont reconfigurés par l'introduction des IA. Les militants se forment aussi à l'emploi de ces nouveaux « outils », investissent les sites du pouvoir comme ils définissent de nouveaux répertoires de lutte en mobilisant ce capital technique soit pour neutraliser les appareils (la *Quadrature du net* contre la CNAF-caisse nationale des allocations familiales), soit pour perfectionner les échanges sur les divers terrains de luttes (chapitre 10). Les dossiers du GISTI[59] procèdent d'une expertise militante remarquable. On peut nommer cela du travail social militant, secondant parfois les travailleurs sociaux « professionnels ». Pour autant, la fonction du travail social demeure largement le contrôle des classes populaires précarisées. Derrière l'idéologie de « l'accès aux droits », il y a une réalité plus prosaïque d'intégration par et pour une remise au travail. Le « I » d'insertion, dans le RMI devenu RSA, ne dit pas autre chose. Sans la violence de jadis, simplement en « accompagnant » les « publics » ciblés vers des formations et vers l'emploi, ces acteurs participent à l'alignement fonctionnel des « mauvais pauvres ». Les personnels nommés conseillères ESF représentent le visage le plus hallucinant de cette démarche de remise sur les rails de la norme. Ces spécialistes en budget surveillent les mères isolées afin qu'elles n'achètent que les « bons produits de nécessité » avec des moyens dérisoires.

Ainsi, les travailleurs sociaux de « base » et sur « le terrain » forment la seconde légion des volontaires du contrôle social direct, ces derniers étant désormais largement concernés par les supports algorithmiques de la surveillance (chapitre 10). Il semble s'être passé des siècles entre l'ouvrage de J. Verdès-Leroux dans les années 1970 et la vision récente des travailleurs sociaux comme des passeurs de justice, des relais dans l'accès aux droits. Le placement des enfants, la surveillance des familles dans les cités, les mesures judiciaires d'accompagnement des « délinquants » sont assumés et assurés par cette profession qui elle aussi a connu une forte différenciation sociale. Or, depuis quelques années, s'affirme une réapparition du thème du contrôle social depuis que les organismes d'Etat instrumentalisent les services sociaux afin, sous le prétexte de la lutte contre la fraude, de mieux faire pression sur les couches les plus précarisées. Les publics les plus précaires sont désormais accusés de fraude sociale, dans le nouveau langage de la dette publique impulsé par la droite illibérale, ce qui légitime plus de surveillance et davantage de contrôles. On le verra dans le dernier chapitre, un des enjeux essentiels de cet ouvrage est d'établir

[59] Groupe d'Information et de soutien des immigrés.

le lien entre les « anciennes surveillances » et les « nouvelles ». Or, dans la logique de ces recombinaisons et reconfigurations technologiques et politiques, les acteurs sociaux ne savent pas forcément mesurer les implications pratiques liées à l'usage de ces nouveaux outils. Paradoxalement, les ONG investies dans l'humanitaire se voient manipulées par une technologie menaçante, comme le remarque J. Valluy : « *Mais le phénomène de surveillance apparaît aussi avec la biométrisation généralisée des réfugiés par le HCR & ONG soustraitantes dans les camps humanitaires. Biométrisation et captations de données sont devenues une condition d'accès à l'aide humanitaire, comme l'observe l'ONG Human Right Watch* »[60]. De fait, les polices occidentales, chevillées aux élites soucieuses de « sécurité » et de « contrôle des flux d'immigration », ont carte blanche, avec les entreprises les dotant de logiciels spécialisés imposées aux ONG ou capables de les dépister et de piller leurs données, pour faire remonter l'information ; de sorte que les réfugiés et finalement tout migrant en survie soient facilement repérables et donc refoulés aux frontières.

La sociologie de la tripartition du « dur », comprend aussi les gardiens de prison et toutes les formes de contrôle institutionnalisé prélevant la dime de main d'œuvre prolétarienne. Nous ne prendrons comme exemple, dans cet essai, que les deux figures majeures que sont la police et le travail social, tout en accordant un chapitre spécifique aux « pairs-aidants » (chapitre 7), ces SDF promus travailleurs sociaux dans les foyers d'urgence. La raison en est que le propos sera étayé par un long travail ethnographique de suivi de cette population « retournée » qui est pourtant uniquement pensée, dans le champ du « travail social communautaire », comme une avancée démocratique, ce qui est aussi le cas sous certains aspects. Cette ambiguïté ou cette double face révèle certaines dimensions particulièrement complexes du phénomène à étudier. Il n'y a pas d'étanchéité radicale entre l'action en faveur des plus démunis et leur contrôle par des pairs. Ce qu'on appelle « la double loyauté » (chapitre préliminaire) est particulièrement analysée dans le cas de ce groupe (chapitre 7), puisque les acteurs concernés sont fraichement retirés de leur position objective de « SDF » pour être retournés en « salariés faisant fonction de travailleur social ». Dans l'ensemble, ces « promus » demeurent mobilisés avec une conscience aigüe de la solidarité envers leurs proches, tout en appliquant les normes du travail social « d'intégration ».

C'est briser un tabou que de considérer l'acteur ordinaire sous l'emprise d'une sociologie de la complicité. Si, en situation de guerre, le traître est celui qui sert l'ennemi, dans cet ouvrage, c'est tout au contraire celui qui sert « le pays » qui emporte la coupe, la nuance étant apportée par l'introduction du concept de « *coopération* » proposé par E. Goffman (chapitre préliminaire). Ce sont les élites accaparant l'Etat – « nation, patrie, peuple » – qui deviennent « l'ennemi », les complices étant tous ceux qui, appartenant aux dominés, les servent en ne faisant justement pas alliance avec leurs pairs réprouvés et abaissés dans les positions sociales « basses » et des conditions de vie « indignes ». Le présupposé de ce livre tient donc dans un ensemble de prérequis théoriques fondés sur les courants scientifiques attestant de l'allégeance de tous ceux qui aident les dominants alors que *d'autres conduites* sont possibles : faire son travail sans manifester de zèle, lutter et se mobiliser, fuir et s'investir dans une vie alternative (chapitre 2). Le repérage et l'identification des zones de réfractaires annonce une perspective structurale de la collaboration qui refonde l'analyse des classes sociales, de leurs relations, de leurs intersections. Le monde ordinaire n'existe pas, du fait de cette

[60] *Humanité et numérique(s), de l'histoire de l'informatique en expansion sociétale…au capitalisme de surveillance et d'influence (1890-2023),* Collection HNP, Terra-HN éditions, 2023, p. 212.

mise en tension entre classes d'où se constitue des prélèvements de force chez le dominé ainsi coincé entre deux loyautés.

C'est parce que la domination est imparfaite que l'absence relative de reconnaissance impose des fabrications de mesures alternatives, dont le montage régulier de ces tiers auxiliaires ajoutant leur pierre à l'édifice. La propension à se défaire d'un système qui meurtrit de larges fractions de la population est compensée par une politique diversifiée d'achat de collaborateurs. La violence du social se décline au travers de multiples atteintes à l'intégrité des dominés – exploitation économique, spoliations de terres, relégation dans des zones disqualifiées, licenciements, expulsions et insalubrité des logements, répression des protestations avec son lot d'arrestations et de gardes à vue, interdictions et règlements intérieurs, amendes et punitions, condamnations et enfermement –, qui, ciblés, peuvent refuser d'être des cibles alors que les puissants tentent de créer des forces d'interposition. Ces violences sont au fondement d'une schizophrénie sociale affectant les couches populaires, prises en étau entre la célébration de l'existant et le refus d'endosser les exactions sociales, tandis que les dirigeants façonnent une zone tampon. Certains, parmi les « dominés », acceptent de jouer le jeu, et parfois tentent d'améliorer leur position en collaborant, quand d'autres refusent. Ce donc bien les violences du social qui interdisent de penser naïvement « intégration », « solidarité » ou « normes sociales » puisque les personnes visées vont se situer dans *des logiques d'emprise ou de déprise*. Les engagements des citoyens contre leur Etat ou leur « société » – pensons aux effets de la guerre du Vietnam sur la sortie sociale des Hippies – participent de cette tension entre les loyautés où la contestation appelle un travail permanent d'attachement des classes populaires.

Le concept « tripartition » porte d'entrée de jeu, l'idée de tiers, d'intermédiaire. Le collaborateur se situe à la charnière d'un jeu de domination imparfait. Cependant, en tant que pratique humaine, cette notion se doit d'évacuer le risque de la fixité. La tripartition parle de processus, de mouvement, de carrière morale, de choix en situation, d'historicité, de réversibilité, d'opportunités à saisir au cœur de défis, de concurrence et de tergiversations morales ouvrant sur deux trajectoires radicalement différentes non exemptes de porosité et de réversibilité. Les privilégiés d'E. Goffman comme de P. Lévi sont des vainqueurs, non des reclus assignés qui s'enferment dans leurs petites combines. On note alors tout ce que le terme « moral » porte en lui de charges personnelles qui ne peuvent se connecter facilement à la théorie de l'habitus. L'immixtion de la « conscience » dans l'habitus, l'ambivalence[61] du moi, le portage des souffrances dans les choix de rupture, découlent socialement des face à face avec le pouvoir quand le dominé peut choisir une meilleure position contre les autres, alors que, d'où il vient, la loyauté exerce encore un effet contre culturel appelant à la soumission en résistance, à la lutte ouverte ou à la fuite[62]. *Dès*

[61] « *Plus encore, la notion de complicité met en exergue le caractère trouble des relations, foncièrement ambivalentes, pouvant être simultanément désirées et contraintes, intéressées et désintéressées, à la fois recherchées et refoulées. Les complicités se jouent entre des zones de transparence et d'opacité, et interrogent la distinction, au cœur de la pensée moderne, entre relations interpersonnelles ou intimes, d'une part, et impersonnelles, voire anonymes, d'autre part (voir Strathern 2020). Elles peuvent être le produit d'affinités et pourtant demeurer sous tension, marquées par exemple par le sceau de la compétition. Les relations sont ainsi toujours potentiellement constructives et constitutives pour le sujet, tout comme elles peuvent avoir un caractère destructeur et troublant (Caillé & Chanial 2016). Cette ambivalence foncière de la relation est d'ailleurs à l'origine de l'intérêt éthique et politique pour la distanciation, la séparation et le détachement qui, loin d'être toujours considérés comme négatifs, peuvent se trouver désirés et désirables : il est possible de rejeter la relation pour éviter la compromission (Candea* et al. *2015). Une question se pose dès lors à l'anthropologie : comment les sujets habitent-ils ces mondes de relations troubles ?* ». E. Mahieddin & J. Soldani, « Tous complices ? Penser les relations troubles », introduction au dossier « Complicités », *op. cit.*, p. 4-29.

[62] P. Bruneteaux, *Les mondes rêvés de Georges. Fabrications identitaires et alternatives à la domination*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2016.

qu'il est question de domination imparfaite et de pouvoir nu, s'introduit une souffrance ouvrant à son tour sur une mentalisation qui appelle une logique de choix ; « the Choice », terme incontournable que J. Dlamini choisit pour en faire son titre de chapitre, une fois que la torture sur les résistants arrêtés ouvre sur plusieurs options possibles, ramassées dans un premier temps autour de l'alternative : la vie ou la mort[63]. Pour les membres de l'ordre « pacifié », ceux-ci ont à gérer une forme de loyauté à l'égard d'un groupe donné dans un cadre social où plusieurs loyautés sont possibles. Les carrières morales du dominé s'orientent, soit en direction de relations de service *privilégiant* encore plus les dominants, soit, contre le monde dit ordinaire, dans une contre mobilisation sociale où le « résistant » aspire à demeurer fidèle à « ses origines » ou à ses « valeurs » et à faire payer ce qu'on lui a fait subir en quittant la scène sociale (chapitre préliminaire, 2 et 9).

C'est pourquoi il est possible d'offrir une lecture tout à fait différente de la « carrière » (chapitre 2), dans un sens bien éloigné de la conception des spécialistes de la « mobilité sociale ascendante » ; expression aseptisée qui a oublié au passage toutes les problématiques associées aux appartenances, aux cultures, aux attachements, en un mot à l'émotionnel de l'adhésion charnelle aux pairs ou au sens de la démarcation en vue d'autres affiliations conformes. Cette nouvelle perspective favorise un inventaire objectif des capitalisations des auxiliaires de la docilité volontaire qui viennent compenser les pertes de l'arrachement à un ancien monde, celui des « nous ». L'ouvrier promu chef d'équipe perd l'amitié de ses anciens compagnons mais gagne en salaire et en statut. Au lieu d'interpréter cet arrachement de la condition servile comme un marquage uniquement individuel allant de soi dans un système hiérarchique qui attend fonctionnellement ce type de posture de collaboration, il est possible de reformuler l'apport du concept de carrière sous l'angle d'indices probants d'une allégeance aux supérieurs travaillée dans la succession des contacts, des relations, des échanges au long cours, au plus grand profit des dominants ainsi servis mais aussi et surtout protégés en protégeant des élus « triés sur le volet » faisant barrage avec le reste des dominés : le tiers est un tampon, *the buffer* disent les historiens anglais de l'esclavage et des affranchis retournés de la Caraïbe. Il convient de redresser le curseur dans le sens *relationnel* si mal restitué par le terme « *carrière* » : l'empire des instrumentalisations d'une fraction importante des personnes enfermées en caste de « *privilégiés* » débouche sur la fabrication *d'une zone tampon*, laquelle manifeste l'existence de cette tripartition dont on cherche à rendre compte dans cet ouvrage.

Une des ripostes de l'Etat comme des élites économiques, dans les mondes ordinaires, consiste ainsi à créer une zone tampon, un tiers, une tripartition en piochant dans les dominés la portion d'énergie humaine suffisante pour tenir le reste des opprimés. Sauf que, dans l'espace social, la visibilité de cette riposte est bien plus réduite que dans une seule organisation totalitaire, à l'instar du camp de concentration, de l'espace plantationnaire du maître esclavagiste ou des territoires colonisés fonctionnant en apartheid. Pour autant, il est possible de débusquer cette zone tampon, difractée dans la plupart des univers sociaux auxquels répondent chacun des chapitres de cet ouvrage. Les distances pratiques des dominés, leur examen incessant de ce qui les fait souffrir, se manifestent aussi dans les « sociétés pacifiées ». Et toutes ces souffrances, portées par des luttes et des organisations de lutte, sont contrebalancées par l'instrumentalisation de ces mêmes dominés, tout au moins pour une fraction d'entre eux, alignée avec des intensités variables, dans les jeux du pouvoir où se coulent les dispositifs d'auxiliariat. D'où

[63] *Askaris, op. cit.,* p. 75 et s.

l'éventail des chapitres[64], brassant les zones principales de la collaboration dans les mondes occidentaux, tout en précisant des variations significatives dans les formats (interactions ou organisation) comme dans les intensités (de la docilité volontaire au nervis actif). On est loin de l'unique capital symbolique et du jeu des reconnaissances/méconnaissances que propage un peu systématiquement la sociologie de Bourdieu, bien trop mécaniste et déterministe. De ce fait, même si les dominants s'adossent au poids déterminant des *illusios* des différents champs, ils ne cessent pas pour autant de *travailler à diviser les dominés* en effectuant un lourd travail de *fidélisation* d'une partie de ces rebelles potentiels qui ne supportent pas leurs conditions (à tous les sens du terme) et qui, à ce titre, sont proprement insupportables (délinquance), sauf à les instrumentaliser pour parvenir à en domestiquer une fraction. Ce sont ces *pratiques d'intermédiation et de portage* qui constituent le cœur de cet ouvrage. Loin de jouer un rôle mineur dans les pratiques de la domination – on le répète, largement imparfaite et laissant le plus souvent apparaître le pouvoir nu –, on verra qu'ils constituent, dans la « société globale », de multiples troupes fractionnées dans diverses institutions ou champs.

Si la socialisation et tous les effets d'inculcation aident à produire une docilité spontanée du plus grand nombre, laquelle ne fonctionne pas correctement et semble perforée de mille déviations, *elle s'inscrit dans un monde de dominations qui, simultanément, suscite des dissidences inscrites structuralement dans une société de classes où les atteintes introduisent – au même titre que les savoirs expérientiels des malades – de la subjectivité.* Pour contrer ces réflexions colériques et ces désirs de vengeance que le prélèvement direct trahit (le « vol »), les élites cherchent à s'inventer des alliés chez leurs ennemis sociaux. La fabrication en surplomb de la soumission volontaire est comme une deuxième couche que les dominants savent instruire afin de fidéliser certains acteurs issus des groupes à dominer qu'ils ne parviennent qu'imparfaitement à dominer. *La sociologie de la domination « bourdieusienne » doit s'accompagner d'une sociologie des complices de la domination*. L'image peut faire sourire mais utilisons-là quand même : quand on se pique le bout du doigt, on prend pleinement conscience de l'existence de son doigt et même on se met à l'aimer fortement au point de vouloir le « réparer ». Toutes proportions gardées, le phénomène est transposable dans la vie sociale. Une prison, un camp, une usine, un asile, une école, *produisent une conscientisation*, surtout chez les dominés, laquelle a pour effet systématique d'induire, chez les reclus, exclus ou déficitaires, *un comportement de distanciation* pour se dégager des rôles négatifs assignés par les représentants de ces organisations ; ces lieux devenant des espaces à fuir. *Il n'y a jamais, cas extrême utile, de capital symbolique dans les camps, donc de domination au sens de Weber ou Bourdieu*. Le pouvoir s'oppose ici à la domination. Les lieux de souffrances, lieux de pouvoir foucaldiens, sont ainsi *des lieux de mentalisation* au sein desquels la volonté de fuir, l'envie

[64] Un des grands absents de cet ouvrage est le monde de l'enseignement. Si le chapitre 1 dresse le portrait des chiens de garde (renoncement à la mission des intellectuels), il n'aborde pas le gros du peloton, ces enseignants qui, pour partie issus des classes populaires, participent à la reproduction des classes sociales en suivent le programme. Si le chapitre 6 se penche sur la surveillance la plus visible, la trahison la plus palpable, il voile implicitement les traîtres culturels qui diffusent les valeurs de l'ordre social. Quand Baudelot et Establet intitulaient un de leurs premiers ouvrages, *l'Ecole capitaliste en France*, ils n'abordaient pas cette dimension du retournement des dominés en complices du légitimisme consacré par l'institution scolaire. Cette dimension est en revanche abordée par C. Nordmann, *La fabrique de l'impuissance. L'école, entre domination et émancipation*, Paris, Amsterdam, 2007. L'auteure, professeure de philosophie, dévoile non seulement les chiens de garde spécifiques de ce secteur étatique, mais aussi la complicité ordinaire des professeurs dans leur reprise des programmes et des formes « pédagogiques » (toute puissance du maître, leçons à ingurgiter, prises de notes, modèle dissertatif, notation, jugements et sanctions, performance individuelle et prix) alignées sur la légitimation des modes opératoires des élites, favorisant la reproduction des hiérarchies et la production active de la disqualification des sous-prolétaires incapable de se saisir de la beauté culturelle des enseignements faussement universels. Elle parle de production des « *incapacités* » dont les enseignants sont directement les porteurs actifs.

de se venger, la haine, les tactiques de résistance sont les manifestations les plus fréquentes[65]. *La distanciation s'oppose au capital symbolique comme méconnaissance*, sauf à accepter de les articuler. Il me semble que le principal enseignement de toute cette carrière de recherche est cette inversion des conditions sociales de la « prise de conscience ». La lecture de centaines de témoignages de survivants des espaces totalitaires m'a définitivement convaincu de la possibilité de moduler les théories de la domination, notamment celles des « Bourdieusiens ». Si la sociologie des temps de paix autorise « à se poser », à avoir des « places », des « positions », mais aussi des « organisations », des « institutions » en « Etat » (à tous les sens du terme, donc aussi en « bon état ») – cette science sociale-là permettant alors de saisir une relative conformité entre les distributions et les représentations – la science sociale des violences supportées par les dominés enseigne que les acquis, quels qu'ils soient, sont revisités dès lors que la personne devient une proie, une victime, un torturé, un exploité. La souffrance incline à s'extraire de « *l'intersubjectivité* » des sociologues du monde commun « *de la vie quotidienne* » qui ne traitent jamais les rapports de classe en usine[66]. La déshumanisation appelle une humanisation, au sens d'une *mobilisation contextuelle de soi* pour échapper à la souffrance. Les dominés n'ont pas les mêmes formes de conscientisation que les dominants. Leur éveil, ou leur réveil, est brutal, prisonnier d'une urgence, d'une réaction. Leurs calculs s'adossent à des cibles précises[67] mais peuvent éveiller une soif de migration et de recommencement. C'est là où le modèle bourdieusien peut s'arrimer à cette sociologie de la complicité. Tout un dégradé de nuances est à retrouver pour chaque opprimé entre sortie par la dissidence ou sortie par la complicité. La posture de base est toujours la même, avec des degrés de conscientisation variables : faire cesser la souffrance, fuir ou résister, mieux se dérober ou attaquer frontalement, s'oublier (addictions), se regrouper ou collaborer. Les colères paysannes ou ouvrières sont les basses intensités des révoltes des esclaves sur les plantations et des soulèvements dans les ghettos tandis que les féodaux comme les capitalistes s'entourent de troupes armées et de soutiens dans la population paysanne ou ouvrière.

Les chiens de garde ou la zone grise, revisités par ce structuralisme de la déviance possible, deviennent ainsi « les complices », ce tiers entre les dominants et les dominés qui n'est pas une « classe moyenne », qui n'est pas « l'agent technique », qui n'est pas « le petit-bourgeois » et encore moins un agent social intégré ou socialisé. Ce tiers a des propriétés spécifiques qui soulèvent toute une série de questions sur le sens de la vie sociale, sur les valeurs, les normes, la culture, la socialisation, l'intégration. Ce ne sont pas du tout les classes moyennes mais tous les groupes qui, soit dominés, soit représentant les dominés, extraient de leur groupe des coopérants, des participants, des médiateurs, des assistants, des auxiliaires, autant de désignations latérales des collaborateurs, cette « vaseline du capital ». Tel est le concept global, « tripartition », néologisme nécessaire pour rompre avec les notions communes. Ce terme abstrait sert à décliner les différentes figures associées à cette position d'intermédiaire, qualifiée variablement par le sens commun de :

---

[65] *Le déni est tel que le sens* commun se réveille en découvrant tout l'empire de la haine des jeunes sous-prolétaires des banlieues à l'encontre des écoles et des professeurs. Les émeutes de 2005 et de 2023 attestent ce mécanisme de vengeance repérable structuralement au nombre d'établissements scolaires dévastés et brûlés sur toute la France. Sur ce thème, L. Mucchielli et V. Le Goaziou, *Quand les banlieues brûlent. Retour sur les émeutes de novembre 2005*, Paris, La Découverte, 2007 ; Y. Amrani & S. Beaud, *Pays de malheur ! Un jeune de cité écrit à un sociologue*, Paris, La Découverte, 2005. Si soixante années de sociologie de l'éducation n'est pas parvenue à faire prendre conscience des violences scolaires, ces passages à l'acte auront eu le mérite de montrer que, dans le vécu de ces jeunes recalés, l'école fonctionne comme une institution totale.

[66] C'est aussi le cas de P. Berger et T. Luckmann, *La construction sociale de la réalité*, [1966], Paris, (trad.) Armand Colin, 1996, dont tous les exemples sont empruntés à toutes sortes de mondes sociaux, sauf les rapports économiques d'exploitation.

[67] La tactique demeure, au sens de De Certeau, là où les privilégiés sociaux ont dès la prime enfance des possibilités nombreuses de différencier le monde, de le comparer, de découvrir paisiblement matière à instruction et interrogations scolaires, familiales ou amicales.

« *collaborateur* », « *kapo* », « *prominent* », « *complice* », « *fayot* », « *indicateur* », « *balance* », « *mouchard* », « *rouffion*[68] », « *jaune* », « *sycophante* », « *askari* », « *briseur de grève* »[69]. Tous ces auxiliaires à la domination imparfaite seront pensés en relation structurale avec le jeu des classes sociales qui se rencontrent sur les terrains bien concrets de l'exploitation, du contrôle, de la disqualification ou de la répression. La tripartition résume, en une expression simple, ce schème ternaire rendant compte des intermédiaires situés entre les dominants et les dominés, la carrière morale des uns venant compenser la carrière morale des autres. Or, ces auxiliaires au service des dominants, favorisant une « meilleure » domination, sont pour la plupart issus des groupes dominés[70]. Comment peut-on être à ce point dans la renonciation à la défense des intérêts des membres de son groupe ? Comment est-il possible d'ailleurs, aussi bien sociologiquement qu'anthropologiquement, de devenir un traître à son propre groupe ? Et à partir de quel seuil ou palier devient-on un *prominent* (chapitre 9) ? La tripartition doit s'entendre comme tout processus d'intermédiation de la domination par des dominés – ou par des dominants spécifiques censés être au service des dominés (disons les intellectuels pour le moment) – fabriqué par des élites cherchant à protéger leurs intérêts en divisant les personnes qu'elles dirigent. Dans ce cadre, on étudiera différentes fractions des classes populaires qui se trouvent être objectivement, par leur position et par leurs fonctions, au service de diverses élites, en exerçant un travail social spécifique accentuant les mécanismes de la reproduction sociale, à savoir le maintien des privilèges des dirigeants de ce monde. Mais on se penchera aussi sur deux variantes importantes qui constituent des zones frontières de l'objet, examinées dans les deux premiers chapitres : les intellectuels organiques des dominants et le sens commun dominant (chapitres 1 et 2).

La tripartition est un rôle social tenu par un individu indissociable d'un contrôle qui se joue en interaction *en mobilisant un savoir-pouvoir*. Le délateur, la balance, le mouchard semblent autant impliqués dans le jeu de la tripartition que les intermédiaires répressifs. C'est l'importance du renseignement dans les mondes sociaux – totalitaires (camp, plantation, guerre coloniale) ou non (école, usine, foyer, hôpital) – qui tient à sa fonction d'anticipation dans les pratiques de pouvoir. Chez les militaires comme chez les policiers, il est « vital ». Mais il n'en est pas moins central dans tous les mécanismes de domination, ce que le capitalisme algorithmique porte à incandescence (chapitre 10). Les êtres sociaux sont dotés de capacités de stockage d'informations qui leur servent dans toutes les opérations de la vie sociale. Divulguer à autrui, l'autrui d'un pouvoir donné, des informations à l'encontre d'un individu ou d'un groupe donnés, dans le but de neutraliser ou freiner une capacité de faire, une intelligence collective, un projet d'action, c'est contribuer activement à interdire une façon d'être, une forme de vie sociale, voire même une montée en puissance (dans une grève par exemple) ; c'est participer selon des intensités variables à neutraliser une riposte, c'est manifester du zèle dans l'entreprise visant à empêcher une révolte ou, au pire, c'est avoir un rôle déterminant dans l'action d'assujettir encore plus, de briser les dernières résistances, de faciliter un renvoi ou une mise au placard. La collaboration utilise le *renseignement* parce que les rapports de classe ne sont jamais transparents. Se servir d'un agent, d'un espion, c'est mobiliser une ressource dans la lutte des classes. Il n'y a pas de guerre sans espionnage, sans délation, sans traîtres. Il sera

[68] Un « jaune » dans le langage des mineurs du Nord au XIX[e] siècle. Il n'y a aucune définition de ce terme sur Google.
[69] *Scab, strikebreaker, blackleg* dans le monde anglosaxon.
[70] C'est dans l'introduction que sera détaillé le rôle spécifique des intellectuels organiques.

dit ici qu'il n'y a pas de vie sociale tout court sans espionnage[71], sans délation, sans traître. Si, à l'heure actuelle, la science sociale a prioritairement mené des recherches sur les solidarités de groupe et sur leurs modalités de résistance, il faut s'interroger à la fois sur ce silence et ouvrir le débat sur les dimensions de ces trahisons. Le capitalisme des surplus comportementaux utilise des techniciens, sans forcément racoler des dominés. Le ciblage des futurs objets marchandisés que sont les consommateurs ne rentre pas dans l'objet de cet ouvrage, sauf que l'information provient aussi des clients eux-mêmes (chapitre 10), ce qui soutient la démonstration de la complicité au regard des nouveaux visages de la délation alimentés par le fonctionnement pervers des plateformes de service.

Répression ou contrôle, renseignement et zèle. La tripartition se déploie dans une allégeance soutenue. Les ouvriers stakhanovistes ou délateurs, les élèves fayots, les privilégiés des asiles, se distinguent des autres par leur entrain, leurs capacités d'anticipation dans le service rendu. Ils font toujours plus que nécessaire, au prix d'un surcroit de dépense physique, de perte temporelle, d'oubli de soi, de traquage actif des autres refusant les cadences ou les normes. Les domestiques s'illustrent particulièrement bien dans cette fonction de dévouement à la cause du patron, du maître aristocrate. Sans s'étendre sur sa fonction, C. Grignon et J.C. Passeron évoquent la figure du vilain dans l'œuvre d'E. Renan, sans faire le lien avec les serviteurs modernes en usine ou dans les entreprises : « *Comme composante d'une ambivalence, c'est celui que Renan décrivait pour le vilain d'Ancien régime, acceptant de vivre par procuration et délégation sa dignité sociale dans la puissance et les plaisirs du maître* »[72]. Les deux sociologues touchent ici le mécanisme fondamental de la tripartition sans l'appliquer à l'analyse des propriétés capitalistes de la division sociale du travail. La lucidité sur le passé semble interdire sa reproduction infâmante dans l'étude de la « classe ouvrière ». Toute l'histoire du mouvement ouvrier peut se lire comme la lutte acharnée contre ces brebis galeuses afin d'échafauder un schéma collectif de freinage contre les cadences imposées.

Dernière dimension de la tripartition : *un jeu relationnel*. La vie de tous les jours, le monde social contemporain, sont traversés de part en part par ces jeux de complicités qui sont loin d'être résiduels quand on cherche à expliquer les routines, le cela va de soi, « l'huile dans les rouages ». L'analyse sera donc éminemment relationnelle, à l'opposé des cadrages qui privilégient l'institution, le champ, le travail, la position. Non pas les ouvriers, la maîtrise, les cadres, mais les ouvriers intermédiaires qui jouent le jeu des patrons au sein de marchandages, de tentations, d'évaluations, de progressions, de coups. Non pas les travailleurs sociaux comme profession mais comme acteurs en partie issus des classes populaires qui participent au contrôle social au sein de dispositifs concrets. Non pas les forces de l'ordre comme monopole de la violence physique légitime, mais les

---

[71] L'espionnage dans les usines ne passe pas forcément par des délateurs, des mouchards, des fayots. Dans les années 1970, l'encadrement branchait des micros dans les ateliers, « un système fort simple d'espionnage : elle branche son réseau de micros ». M. Caille, *L'assassin était chez Citroën*, Paris, Les Editions sociales, 1978, notamment p. 19.

[72] *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, *op. cit.,* p. 88-89. Dans *l'Eloge du vilain*, Ernest Renan réduit la figure du vilain à un simple être abject ou déchu venant des roturiers sans statut tout en lui reconnaissant une fonction sociale essentielle, celle du serviteur, à la fois loyal et indispensable au maître aristocrate. Le vilain, malgré son absence de titre ou de noblesse, est présenté par Renan comme l'homme de service, de fidélité et de compagnie, dont la condition se définit dans la dépendance active. Renan rappelle que le vilain, bien qu'exclu de la hiérarchie symbolique de l'honneur, participe au maintien de la maison seigneuriale : il « *suit le maître, veille sur ses biens et prend soin de son cheval* ». Son existence est liée à celle du seigneur qu'il sert. Ce service n'est pas pure exploitation : c'est une cohabitation sociale fondée sur la proximité du corps et la confiance pratique. Le vilain « *tient la maison, porte le manteau, prépare la marche* » ; il est, pour le maître, un prolongement utile, constant et robuste de son propre corps. Renan évoque aussi le courage servile du vilain : « *Il n'est pas digne du combat des chevaliers, mais il sait défendre de la main son maître, la maison et la terre.* » https://ici-et-ailleurs.org/voyons-ou-la-philo-mene/article/eloge-du-vilain Cette capacité à protéger et seconder le noble traduit le rôle spécifique du vilain : il incarne la collaboration de classe, possédant le bâton, dans l'arbitraire qui sera celui de tous les nervis, « jaunes » et briseurs de grèves. En fait, il parfait la prétention au monopole de la violence physique légitime, celle qui se mire dans le vigilantisme.

agents issus des classes populaires endossant le rôle répressif dans des interactions concrètes ; non pas les chômeurs ou les exclus, mais les auxiliaires des travailleurs sociaux dans les centres d'hébergement d'urgence en contact avec les hébergés ; non pas le champ scientifique mais les chercheurs travaillant pour l'Etat et jouant le jeu des grands en se prenant pour des grands ; non pas les journalistes mais les nouveaux chiens de garde au service des milliardaires qui contrôlent les médias ; ces deux derniers groupes formant les « intellectuels organiques » complices de la domination dans le champ du pouvoir.

Prenons le temps du soupçon. Cet objet a-t-il une consistance scientifique, au-delà de la dénonciation, dans le sens commun, de ceux qui ne sont pas jugés loyaux par tel ou tel groupe ? La sociologie de la collaboration serait d'entrée de jeu minée. Elle est minée parce qu'on ne saurait en préciser les contours. Immergée dans la sociologie de la guerre, elle parait évidente. Mais quand on la fait glisser vers les mondes de paix, n'en perd-on pas le sens ? Là où elle parait indiscutable, notamment quand elle a pour effet la mort de la cible, elle devient molle, discutable, un mot trop fort pour caractériser la chose. Importer la notion ne semble pas aller de soi. Et, on l'a annoncé dans l'avant-propos, tout le champ universitaire a évacué l'analyse des mondes de paix au moyen de ce type de notion. C'est sans doute qu'elle était contre nature, impossible à plaquer sans dévoiler immédiatement ses limites. Sans le risque de mort, que vaut-elle ? Elle est aussi problématique parce qu'elle semble accusatoire, dénonciatrice, morale. Le chercheur serait transformé en juge de l'histoire des humains. L'objet même serait sans fondement. Un philosophe en vogue, perclus d'abstractions hors du monde réel des rapports sociaux – ce qui constitue toujours le problème avec les philosophes – prétend que la « société postmoderne » serait un espace libre où « *la société fournit le ciseau en même temps que les patrons à découper pour guider le modeleur. Mais la responsabilité de l'entreprise et de sa bonne évolution repose à présent tout entière sur les épaules du sculpteur. Le surveillant, le contremaître et l'enseignant, tous disparaissent, et avec eux leur pouvoir de coercition mais aussi d'affranchissement de la responsabilité. Tout est désormais affaire de surveillance, d'examen et d'enseignement personnels. L'individu est son propre garde et enseignant* »[73]. Ce type de niaiserie intellectuelle surfe sur la vague des illusions selon lesquelles le monde ouvrier et plus largement encore la structure capitaliste disparaitraient et avec eux « *le monde de la certitude et de la discipline* » typiques de la « *modernité* » selon le même Z. Bauman. Plusieurs recherches ont comme ressuscité la réalité des classes sociales et notamment des classes populaires contre l'illusion de la « moyennisation » de la société[74] et, pire encore,

---

[73] Z. Bauman, *La vie en miettes. Expérience postmoderne et moralité*, (1995), (trad.), Le Rouergue, Chambon, Pluriel, 2003, p. 75. Il est comique de constater que presque tous les concepts mobilisés sont, point pour point, à l'opposé des catégories socio-économiques et socio-politiques utilisées pour penser le monde actuel. Mentionnons « le flâneur », « le vagabond », « le pèlerin », « le touriste », « le joueur », « l'étranger », « le déviant », « l'individu », « l'homme », « les hommes et femmes ordinaires », « les gens rationnels », « les Juifs », « les néo-tribus » ; et leur environnement, « le corps », « la ville », « la violence », « l'holocauste », « les intellectuels », « la cruauté », « la civilisation », « l'Etat oppressif », « le nouveau désordre mondial », « les camps », « l'Europe des nations ». Que de grands combats planétaires bien à la taille du philosophe penseur du monde tandis que demeurent non pensées les milles facettes bien concrètes de la caporalisation. Parmi les métastases sémantiques, relevons celle-ci : « *L'être-pour, selon moi, signifie un engagement émotionnel avec l'Autre avant d'être engagé dans un déroulement d'action spécifique concernant l'Autre* ». *Ibid*, p. 333. Ce livre est exactement le contraire : l'être-contre, selon moi, signifie un engagement émotionnel contre l'Autre avant d'être engagé dans un déroulement d'action spécifique concernant l'Autre. A la lecture de ce type de renoncement scientifique pourtant reconnu dans la sauce médiatique dominante, on ne peut que se dire qu'une des réponses aux interrogations des chercheurs se situe dans la trahison des clercs, au vu du hiatus entre les élucubrations postmodernistes et la réalité sociale des classes sociales : « Comment expliquer que les ouvriers constituent toujours le groupe social le plus important de la société française et que leur existence passe de plus en plus inaperçue ? ». S. Beaud, M. Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière, op. cit*, p. 14. Autrement dit, parler de la collaboration, c'est d'entrée de jeu, penser les conditions sociales de son invisibilisation dans le monde social, notamment dans le monde prétendument intellectuel.

[74] Sur cette « fin des classes », se reporter notamment à ces sociologues de la « stratification sociale » et de la « fin des luttes de classe », O. Galland & Y. Lemel (dir.), *La société française. Pesanteurs et mutations : le bilan*, Paris, Armand Colin, 2006, p 57 et 242. s. L. Boltanski & E. Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999. « *Des analystes sociaux de renom peuvent affirmer sans rire que la classe ouvrière n'existe plus* ». *Ibid*., p.242. Louis Chauvel, S. Beaud & M. Pialoux, notamment, ont déconstruit cette illusion sociale fabriquée par les intellectuels organiques soucieux d'éradiquer tout ce qui s'apparente, de près ou de loin, à l'existence de classes sociales. Nombreux sont les travaux qui ont pointé les principaux facteurs de cette

l'idéologie de l'individuation de l'action sociale à la Z. Bauman. Ce livre a la prétention de nous ramener sur le sol ferme de la domination dans ses dimensions les plus insoupçonnables, celles du soupçon justement. Seront invités à la barre ces profils sociaux qui, intermédiaires complices ou institutions tampon, désertent le camp d'où ils sont partis pour nourrir la puissance des élites.

Trois grandes dimensions de la tripartition émergent dans cet ouvrage. *L'alignement*, *le retournement et le renoncement à la mission* (chapitre 9). L'alignement désigne en fait le cela va de soi et les conduites normées (chapitre 2, 3, 5) comme incrustées dans « le tissu social ». Tous les acteurs sociaux, en dépit d'une socialisation dans un monde de gouvernance et de dominance, ne sont pas des alignés. Les subcultures rappellent que l'ordre social se paye au prix d'une action sans répit contre les bandits, les grévistes, les zadistes et routards, les alternatifs, les révolutionnaires ou les punks à chiens. Ces acteurs sont variablement distants de l'ordre social. On sait aussi que la carrière d'un délinquant/déviant peut commencer dans les illégalités et se terminer par le blanchiment et un mode de vie conformiste dans le luxe. C'est en ce sens que l'on peut penser l'intégration comme forme basse, à faible intensité, de la zone grise. L'alignement, c'est aussi penser la surnormalisation, c'est-à-dire tous les agents chargés de rappeler les normes, de les enfoncer dans le crâne des subalternes, travailleurs pauvres et chômeurs. Les travailleurs sociaux et les forces de l'ordre seront abordées comme deux variantes essentielles de la surnormalisation au sens où ce sont des agents issus des groupes dominés qui, soit par mobilité sociale (plus de 40 % des fils d'ouvriers connaissaient une mobilité sociale au tournant des années 2000[75]), soit du fait de la reproduction (un militaire produit un militaire), occupent les places stratégiques d'auxiliaire du capital. L'histoire des dames patronnesses issues de l'aristocratie ou de la grande bourgeoisie a été remplacée par l'action besogneuse des intermédiaires disposant de la force de persuasion et de la force physique afin d'aider les dominants à faire accepter leurs normes comme étant des normes universelles (la loi expression de la volonté générale) ou des normes du bien contre le mal (moralisme essentialiste de la bonne famille). L'alignement désigne ainsi toutes les pratiques sociales visant à légitimer symboliquement ou physiquement, par les mots ou par les corps. Sur ce dernier point, il est crucial de bien saisir que la présence physique des forces de l'ordre est le rempart ultime des riches, comme toute l'histoire le montre aisément. Quand les Etats étaient plus faibles, les paysans ou les compagnons se rendaient directement dans les propriétés des élites pour les brûler, les piller et tuer leur propriétaire. S'aligner physiquement c'est d'abord endosser les « valeurs de la nation », mais c'est surtout remplacer le corps de l'aristocrate armé (chevalier) ou du bourgeois armé (garde nationale dissoute en 1872) pour se proposer comme corps de remplacement, dans le même prolongement de sauvegarde de tout l'existant (chapitre 6).

Le retournement est le concept clé qui permet de penser la collaboration de classe au sens où des dominés vont, soit se proposer (recrutement des fonctionnaires alignés) soit être sélectionnés d'en haut (le patron vers le jaune) pour participer au travail de domination. Ce retournement connait plusieurs strates. Il peut être réalisé de manière fragmentée, capillaire, informel – le promu ou le mouchard en usine – dans le cadre d'une organisation donnée. Il peut

---

pseudo-disparition ou qui l'on accompagné par leurs propres travaux : philosophes organiques de la « fin de l'histoire », puissance sociale des économistes de la liberté individuelle, vogue des recherches sur les dimensions individuelles du social (souffrances, vie privée, santé, préférences culturelles), effacement de la thématique du travail par celle de l'inclusion et de l'exclusion, toute puissance des médias et des *reality shows*, écrasement générationnel de l'intérêt pour la politique au profit des spiritismes, psychothérapies et autres techniques de promotion du moi, ce qui se reflète dans les rayons de la FNAC en moins d'une dizaine d'années.

[75] B. Lahire, *La culture des individus. Dissonances culturelles et distinction de soi*, Paris, La Découverte, 2004, p. 414.

recevoir une forme institutionnelle – travail social et forces de l'ordre – et être alors enseveli dans plusieurs couches de légitimation qui en rendent la définition scientifique plus difficile[76] (chapitre 3 à 7). En effet, la pêche aux fils de prolétaires reconvertis en éducateurs et policiers va faire l'objet de tout un travail de traduction qui rend invisible, aux yeux mêmes de l'acteur, le sens de la trahison. Loin d'une idée de retournement, le monde social protège l'élu en « mobilité sociale » qui va « entrer dans le corps », baigner dans les « hautes » valeur du « devoir » et recevoir toute une batterie de références (« la nation », « le soldat de la loi ») qui lui feront quitter son monde originel pour devenir existentiellement un gendarme ou un policier, un éduc ou un médiateur. Ces métiers sont tellement exigeants – parce qu'ils se prennent en pleine figure la question sociale que l'organisation élude – qu'ils appellent le sens de la « passion » ou de la « vocation ». Les valeurs du corps ou de la profession ne suffisent donc pas. S'ajoute au régime sec du respect des normes à assumer, toute une panoplie identitaire, psycho-culturelle, allant du Rambo au vieux flic alcoolique divorcé des polars, en passant par l'éduc aux cheveux longs ou « grand-frère ». En ce sens, si la loi du silence entourant la corruption d'un « ripoux » de la police/gendarmerie est hors-sujet[77], elle indique que la tolérance va davantage vers le sens de l'intérêt individuel que dans le sens de la fraternisation. Au final, les exécutants, massivement d'origine populaire, vont servir l'Etat qui protège les intérêts de la bourgeoisie (chapitre 6). [78]Si la bavure sert la hiérarchie – parce qu'un exécutant trop violent demeure fidèle à l'Etat – une unité timorée qui pourrait fraterniser avec « le peuple » porte en elle un risque majeur pour l'ordre social global. C'est une des raisons essentielles pour lesquelles le pouvoir politique demeure silencieux, voire soutient activement sa police même quand la population générale soutient un mouvement de révolte, comme ce fut le cas récemment avec le refus de la réforme des retraites en France. Une police zélée rassure les élites car ce sont des exécutants originaires de groupes dominés qui font « le sale boulot » au sens d'H. Hughes (*dirty*

---

[76] D'aucuns diront que cette perspective en termes d'appareils idéologiques et répressifs d'Etat est une sauce à peine remaniée d'Althusser, autrement dit d'un mauvais marxisme daté. Or, rien n'est plus faux. La théorie de la tripartition n'a jamais été pensée par les marxistes, sauf peut-être Marx à propos du lumpenproletariat, facette du sous-prolétariat très peu étudié d'ailleurs par des marxistes polarisés sur les prolétaires, les travailleurs et l'avant-garde.

[77] Le ripoux ou le corrompu sont des acteurs qui faillissent à leur mission. Ils ne facilitent pas le travail de l'intermédiation et se positionnent comme des sortants du système officiel organisationnels, tout en étant dans le système global, puisqu'ils demeurent conformistes et cherchent l'argent, non la transformation sociale.

[78] Si la collaboration est une trahison, toutes les trahisons n'entrent pas dans l'objet « collaboration ». On peut trahir sa mission de fonctionnaire, l'Etat ou la Loi, sans être un complice de la domination, bien au contraire. La loi du silence, dans la police, destinée à protéger les collègues dans le cadre d'une bavure, d'un abus de pouvoir, vise à contrecarrer le risque de la dénonciation. Le phénomène des brebis galeuses ou d'unités d'extrême-droite dissimulées sous l'uniforme de l'Etat de droit, même s'il porte gravement atteinte à l'image de la police au service de la justice dans un cadre démocratique, reflète la même idée de « cohésion » et de « solidarité de groupe » qui prime sur les règles juridiques. On ne balance pas un collègue, exacte réplique des maffieux qui ont le même code d'honneur. C'est ce qu'à vécu, de l'intérieur, ce journaliste infiltré dans la police, ayant passé le concours, suivi la formation et ayant intégré un commissariat dans le 19e arrondissement de Paris. Témoin de multiples scènes de tabassages dit-il « sous les radars », sans aucune trace écrite et sans aucune réaction de la hiérarchie parfaitement au courant, il tient à préciser que ce sont des policiers fascistes peu appréciés de leurs collègues. Mais « *on ne balance pas dans la police* » conclut-il.
https://www.tiktok.com/@lois_et_chandelles/video/7378890871397453088?_d=secCgYIASAHKAESPgo84%2BgQtJ%2Bo80acHBwy6jI0lQbaYBZOeQyoAdmvjbJQNbsbtYWq4vVN69I58ohCDtnCFNh7PXVJ67P1yxC2GgA%3D&_r=1&preview_pb=0&sec_user_id=MS4wLjABAAAAFSppP3EmucG0a99pxSswtJAr44qCl1MxauCfj7sy18TQblqFGEgGqsR8iApH0pHi&share_app_name=musically&share_item_id=7378890871397453088&share_link_id=31f7d723-d606-4dcd-9ff7-b59fc5cabbb8&sharer_language=fr&source=h5_m&timestamp=1718181758&u_code=dll72afm6fggmh&user_id=7032983248528557061&utm_campaign=client_share&utm_medium=android&utm_source=copy
Ripoux ou monstres fascistes ont donc leur équivalent dans le banditisme. En ce sens, aussi difficile que cela soit de le reconnaitre, les « bœuf/carottes », la police des polices, passe pour être constituée de traîtres qui font tomber des collègues. L'indic ou la balance, à savoir le bandit qui informe la police sur les agissements de ses amis ou relations, constitue en revanche le modèle type du collabo. Il est le comble du salaud qui, s'il est attrapé par ses pairs, sera très certainement tué, voire copieusement torturé préalablement. La déviance se paye au prix de la loyauté trahie et, comme l'a bien rappelé P. Lévi, les maffias du monde entier cherchent à s'assurer de la fidélité de leurs troupes en les mouillant d'entrée de jeu par le truchement d'un acte irrémédiable commis contre une victime, acte qui fige la situation « sans retour possible ». Le jeu social autour de la trahison, dans le domaine de la police et de la « délinquance », illustre de manière dichotomique le propos tenu dans cet ouvrage. Les dominants peuvent être des traîtres mais ne peuvent être des collabos parce qu'ils servent le pouvoir et, quand ils sont déviants, se servent sur le dos de l'Etat sans pour autant trahir un groupe subissant des pertes. L'Etat perd, mais pas les policiers. En revanche, quand on raisonne du côté des *subalterns*, notamment en pensant aux balances, on remarque que la trahison est une agression directe contre le groupe.

work). Dès lors, sans parler de la hiérarchie, on peut dire que les forces de l'ordre, structurellement, représentent un cas particulièrement pur de trahison sociale. Le ripoux ou la bavure pourront être sanctionnés mais ils n'effraient pas la hiérarchie. Refuser d'accomplir son devoir est « une haute trahison » pour l'Etat, un refus de servir les intérêts de la classe dirigeante laquelle a délégué la dimension corporelle de sa domination aux corps des dominés dont une partie doit nécessairement être retournée chaque année.

Le renoncement à la mission catapulte les intellectuels dans le concept de collaboration (chapitre 1 et 8). Du fait de leurs avantages culturels, ils prennent conscience du monde et de ce fait, ils savent très bien comment fonctionnent les dominants. En renonçant à leur « mission » – ce qu'on appelle diversement intelligentsia, intellectuels, ou militants par conscience – ils deviennent des organes complémentaires aux autres organes de l'assujettissement. Ils deviennent, nous dit Antonio Gramsci, des « *intellectuels organiques* ». Deux grands savants seront discutés, Antonio Gramsci et Paul Nizan, tous deux épris d'une passion pour la dénonciation des cerveaux « passés à l'ennemi de classe ».

Pour être plus précis, il faut ajouter une dose de *proportionnalité* dans l'analyse du phénomène de complicité (chapitre 9). Moins la violence sociale s'exprime, et plus la collaboration est diluée dans la participation, l'adhésion, la socialisation (chapitres 2, 3, 6 et 7). Plus l'oppression est directe, et plus la complicité s'arme de demandes directes d'allégeance qui s'extraient davantage des inconscients sociaux pour accéder à l'interactionnisme constructiviste des marchandages et des négociations d'intérêts (chapitres 1, 4, 5, 8 et 10) où les gratifications apparaissent à nu. Car parallèlement aux circuits culturels de l'adhésion (mobilité, carrière, promotion) qui reposent sur la légitimité sociale de tels dérapages vers le haut, et reposant tout autant sur des biens matériels et symboliques, coexiste la sociologie du calcul et de l'intérêt individuel que résument les termes gratifications ou instrumentalisations. Parallèlement à la valorisation morale de la progression dans l'échelle sociale, une autre dimension morale se plante dans le décor : jouer le jeu des pairs ou bien accepter de trahir en devenant briseur de grève (chapitre 4) ? Ce que les sociologues appellent bien rapidement les normes -avec à l'opposé la déviance[79]- comportent en fait deux leviers moraux autorisant la collaboration de classe, l'un plutôt officiel et publiquement encouragé, qui court de l'insertion sociale à la promotion sociale sur le tapis immanent de la socialisation et de l'imprégnation culturelle débouchant sur ce que P. Berger et Luckmann nomment « *l'intersubjectivité* » ; et l'autre, plutôt officieux et relevant de procédures relativement clandestines,

[79] La sociologie de la déviance se contente d'analyser les modalités de catégorisation et d'étiquetage des individus dits déviants. Dans cette veine, on se contenterait de rendre compte de la manière dont les acteurs sociaux se classent mutuellement dans les cases, sans oublier bien sûr le catalogueur en chef, l'élite dominante. Or, dans ces jeux d'assignation et de disqualification (« délinquant », « fainéant », « voleur », « incapable », « profiteur », « fraudeur », « assisté »), rares sont les chercheurs qui prennent pour objet un autre type de questionnement : Qui porte les voix de la domination ? Qui participe à l'étiquetage ? Qui s'en prend aux grévistes ? Qui délégitime celle ou celui qui ne se laisse pas faire ? Qui a intérêt à enfermer l'autre dans la définition négative alors qu'il a été licencié ou expulsé sans faute personnelle ? Qui participe à ces jeux d'inversion où la qualification sociologique (la déviance) s'aligne avec les cibles du pouvoir (les déviants) ? On ne peut se suffire de la classification subjectiviste des acteurs (l'Etat ou les civils). Au-delà de la polysémie culturaliste des assignations, il faut proposer une sociologie plus équilibrée où, sans prendre parti, le chercheur édifie un modèle dont la balance positionne les uns dans la loyauté de la collaboration, les autres dans la loyauté de la dissidence. Il est bien trop suspect de reprendre à son compte les mots du pouvoir en se persuadant trop naïvement que le compte est bon. Car la théorie de l'étiquetage oublie de sortir les contre-normativités du champ normatif des dominants. Se suffire des objectivations des opérations de délégitimation des fumeurs de cannabis revient à manquer de signaler un monde autre. S'opposer au monde normé ne s'épuise pas à y être indexé comme déviant puisque, en ce cas, on se limite à suivre le pouvoir en action. On l'a dit : la tripartition est un modèle structural qui sort des présupposés des normes occidentales de la socialisation comme « culture » apprise. Avec « la déviance », est charrié le spectre d'un refus de l'intégration qui n'a pas fondamentalement de sens.

visant à corrompre et à acheter des dominés en vue d'un transfert de loyauté. Cette perspective, profondément anti-durkheimienne (chapitre préliminaire) remet en cause autant le socle paradigmatique de la division sociale du travail ou la division du travail social « *solidariste* » que l'illusion d'une sociologie pacifiée des places et des fonctions alors que l'achat des personnes repose sur des marchandages qui renvoient in fine à des violences sociales qui sont au fondement des trahisons comme des modalités même d'une participation visant à défaire des faibles.

Les institutions (totales) étatiques et économiques occidentales forment ainsi des concentrés de zone grise où la part du marchandage intéressé est première tandis que dans les ordres pacifiés, les intérêts sont dilués dans les processus de socialisation sans s'y confondre. L'adhésion à l'ordre établi (le respect de la légalité, l'amour des cadres comme le sport, le drapeau) ne préjuge en rien de l'attitude pratique de nombreuses fractions sociales puisque les trajectoires de mobilités trahissent cette volonté d'arrachement à son sort pour espérer et avoir mieux, matériellement et symboliquement. Les organisations sociales de souffrance sont bien présentes et agissantes dans les Etats pacifiés ou civilisés, à l'instar, en tout premier lieu, de l'usine, autrement nommée « bagne industriel » par les anarcho-syndicaliste. Parce que ces univers sont proprement invivables, qu'ils suscitent des réactions de rejet[80] et, de fait, façonnent des éveils que les dominants cherchent, par tous les moyens, à réduire au silence, ces derniers cherchent à juguler, autant que possible, les voies multiples de la résistance en introduisant un dégradé de serviteurs tampons et avertisseurs traqueurs auxquels vont être attachés un répertoire de récompenses en fonction des services rendus. Un des outils les plus efficaces de la domination consiste à forcer certains dominés à participer avec zèle au « système » en échange de gratifications : *si l'oppression suscite automatiquement un habitus de conscientisation de la souffrance, l'inverse consiste pour les dominants, à fabriquer de l'aliénation,* notamment au moyen de toutes les combines pour *acheter* un collaborateur, un soutien, un complice, un coopérant. En offrant un poste plus sécurisé, mieux rémunéré, des avantages symboliques (statut reconnu, capacités à fréquenter un cercle fermé, médailles ou titres), un système donné de domination, global (plantation) ou spécifique (tel patron dans telle usine ou dans telle branche industrielle) peut relativement facilement circonvenir des « faibles ». Les postes de choix se trouvent par définition dans les institutions totales (usines, hôpitaux, prisons, internats, petit séminaire) où les opportunités de pouvoir mettre à distance les contraintes de l'institution sont dépendantes de la propension des dirigeants à fabriquer des relations de service, notamment en encourageant celle-ci à manifester du zèle récompensé. Les gratifications retirées du service commandé commencent, ideal-type, avec la neutralisation de sa propre mort : échapper à sa propre mort, différer à tout le moins la sienne en envoyant les autres à sa place est le lieu commun de toutes les trahisons orchestrées par les services de contre-espionnage. Dans les camps comme dans les plantations ou dans les systèmes d'apartheid, le rebelle pourtant solidement ancré dans ses valeurs morales, préfère rarement encourir le risque de mourir plutôt que de participer à la sélection de ses proches pour un abattoir dont il réchappe. « *Why would black people voluntarily submit to a system that systematically discriminated against them and which, in addition, made them complicit in the oppression of other*

[80] En usine : Freinage, absentéisme, agressions, insultes, assauts au domicile, perruque, moqueries, vols, sabotages, démissions, prises d'otages, grèves, etc. Le freinage, identifié par les ethnographes américains D. Roy et M. Burawoy, et faisant l'objet de nombreux travaux, est systématique dans les grandes usines. C. Durand, *Le travail enchaîné. Organisation du travail et domination sociale*, Paris, Seuil, 1978, p. 7. Si le zèle, souvent arraché dans les positions subalternes du stakhanovisme et du tâcheronnage, révèle une intensité inhabituelle dans les efforts productifs, le freinage vise en sens inverse, à travailler subtilement le non travail, à réduire autant que possible, sous la surveillance des chefs, les dépenses du corps. L'économie politique du corps est essentielle à la compréhension tant de la complicité que de la défection. Chez les dominés, s'épargner vient avant d'épargner.

black people ? »[81] lance l'anthropologue Julia Hornberger à propos de la participation active d'une caste intermédiaire de civils et fonctionnaires noirs au service quotidien de la machine totalitaire de l'Apartheid. Dans son ouvrage *Askari*, Dlamini dessine le portrait d'un militant de l'ANC de Mendela retourné par la police des Blancs racistes au pouvoir en Afrique du Sud. Au-delà du cas individuel, c'est toute la machine étatique qui, dans l'oppression dualisée Blancs/Noirs, cherche à forcer la collaboration d'une armée de traître destinée à infiltrer l'ANC de Mandela. Arrêtés, torturés, les militants n'accèdent à la liberté que sous réserve de devenir des espions. S'il s'agit bien de garder la vie sauve, en revanche, au-delà du cas individuel s'exprimant en ces termes, force est de constater que la collusion envers le groupe oppresseur participe de tout un ensemble de profits spécifiques qui sont proportionnels aux violences endurées. Nombre d'Askaris sont devenus riches ou, à tout le moins, des classes moyennes stabilisées. L'auteur montre que, par tous les avantages accordés aux « Noirs » retournés, un groupe social en vient progressivement à se constituer dans la société raciste d'apartheid – comme probablement en Israël avec une partie des Palestiniens arabisés[82]- « *creating a black petite bourgeoisie class* » :

« Sedibe went into exile in 1977 and became an ANC and MK comrade. He operated mainly out of Swaziland and Mozambique until he was captured in 1986. By the time of his death in 1994 at the age of 40, he had been working for the apartheid security branch and military intelligence for nearly eight years. He had participated, by then, as a state witness against former comrades he had helped capture and had also actively perpetrated acts of violence against other activists. Sedibe was what the state would call a 'rehabilitated terrorist' and worked out of the South African Police Counterinsurgency headquarters at Vlakplaas farm situated just outside of Pretoria. Dlamini moves back and forth in time to try and explain why a former 'terrorist' joined the ranks of those they had previously fought against. All the while the author gives an uneasy humanity to the Askari who confronted violence, death, murder and mayhem every day. To be sure, captured activists were tortured and forced to decide between life and death. When confronted with these two choices it was not easy to take the path of martyrdom (death), the idealized symbolic gesture associated with political activism. Dlamini subtly points out that simple survival strategies or rational choices were not only the preserve of ordinary citizens living under apartheid but also of activists, even those trained to withstand torture. However, torture was not the only motivation and other activists turned because the incentives of a good life and financial reward were alluring. Moni, for example, states in 1986 when giving evidence for the state against his former comrades, that he got "tamed" [turned against his former comrades] when he "…thought about [his] conditions, conditions of life on earth, conditions at home" (Dlamini, 2014 : 168). It must be remembered that South Africa in the mid-1980s, despite its internal political turmoil, was slowly creating a black *petite* bourgeoisie

[81] J. Hornberger, *Policing and human rights : The meaning of violence and justice in the everyday policing of Johannesburg,* New York, Routledge, 2011, p. 33.
[82] Les colonialistes israéliens, autour de Ben Gourion, ont toujours cherché à fabriquer des informateurs et collaborateurs palestiniens, bien avant la création de l'Etat d'Israël. « *En 1943, ils ont eu l'impression d'avoir mis en place un système d'informateurs convenable. Ce fut essentiellement l'œuvre d'Ezra Danin, qui allait jouer un rôle crucial dans le nettoyage ethnique de la Palestine* ». I. Pappé, *Le nettoyage ethnique de la Palestine*, Paris, La Fabrique Editions, [2006] 2023, p. 49 (lire aussi p. 87 et 238). Et c'est une des pages les plus tragiques de la colonisation de cet Etat colonial totalitaire que d'avoir cherché systématiquement à retourner le plus possible de Palestiniens à la moindre occasion qu'il leur a été donné de forcer un marchandage (accès à des soins, accès à un emploi, maintien de la maison en Cisjordanie sans qu'elle soit détruite, protection contre des tirs de snipers, facilités de scolarisation pour les enfants, etc.). La perversité de tels régime est sans doute inassimilable à toute perspective sociologique, quand le bourreau en vient -à l'image des mafias sur les prostituées- à menacer de mort toute la famille de la victime si elle ne collabore pas. L'absence de toute humanité se retrouve dans toutes les guerres et dans toutes les formes d'oppression (économique, raciale) où la violence physique s'exerce « comme un droit », souvent au nom de la sauvegarde de la nation ou de la race en péril. Ce n'est donc pas un hasard si les services secrets et autres officines au service de ce type d'activités puisent largement dans les bas-fonds de la criminalité -où de tels monstres sont habitués à torturer- pour trouver des aides précieuses et parfaitement fonctionnelles dans l'effectuation de ce travail de persuasion qui nécessite autrement de former des êtres à ce genre de tâches. La mobilisation des tueurs et volontaires de ces besognes, sans parler de la monstruosité interne des services de police et de larges fractions de l'armée, explique largement la volonté systématique de destruction des archives quand les acteurs savent que, à la faveur d'un passage vers « la démocratie », ils seront perçus comme des monstres et sans doute bannis de l'humanité. C'est ce que constate J. Dlamini en évoquant « *the industrial-scale destruction of at least 44 tonnes of the apartheid state's security archive by the military, police and intelligence services in 1993, shortly before the advent of democracy* ». *Askari*, *op. cit.*, p. 13.

class backed by the new COSATU union. Money had become another component of the struggle in this decade and should also be considered when explaining the many ways in which it was possible for activists to be tempted by state machinery. I would further argue that material satisfaction had become an actual way of activism for many ordinary South Africans in addition to the armed struggle »[83].

Les historiens de l'empire romain ont montré que les *dolatores*, ces aristocrates inquisiteurs « *grâce à la collaboration d'un réseau de dénonciateurs* » traquaient – Sénèque les appelait les « traqueurs » – toute forme de remise en cause du pouvoir de l'empereur. Mais les contemporains ne se privaient pas de remarquer leur esprit de « *lucre* ». Ils pouvaient convoiter les biens confisqués du sénateur arrêté, ce qui fit réagir l'Empereur Tibère constatant amèrement que l'Empire ne tenait finalement que dans le maintien de ces récompenses systématiques et non dans le sens de la patrie ou du bien public[84].

L'enjeu pour la sociologie est clair mais néanmoins complexe. *Clair* dans la mesure où tous les réductionnismes aux déterminations sociales ne pourront venir à bout des calculs rationnels qui s'introduisent comme par effraction dans la vie des gens à qui un choix est proposé entre deux options radicalement opposées. Seul face aux séries d'implications implacables qui découleront de la préférence retenue, l'individu est comme extrait du social pour se ratatiner en un exemplaire tragique de l'humanité face à ce dilemme : succomber aux appels de la facilité – suivre les normes, suivre « les autres » et en tirer avantages – ou préférer le groupe d'appartenance – les frères de misère – dans la lutte ou dans l'édification de contre-normes ? Bien sûr, la dilution de la « moralité » dans la loyauté des traîtres est nourrie par tout un ensemble de gratifications qui, justement, vont souvent changer radicalement le cours de la vie des complices. *Complexe* car il est pratiquement impossible, scientifiquement parlant, de prédire qui prêtera attention aux sirènes patronales fléchissant la résistance des syndicalistes en offrant des prêts pour une maison ou de meilleures places « au chaud » dans l'entreprise. Qui est prêt à trahir la confiance des camarades pour ces avantages est sans doute la question qui partage l'humanité dans les termes de valeurs morales. Les chapitres 4 et 5, portant sur l'usine capitaliste, constituent sans doute l'axe directeur de cette analyse. Nuls mieux que les ouvriers eux-mêmes seront mis à contribution pour détailler les modalités de cette grande tension entre *instrumentalisation* et distanciation protectrice.

D'un autre côté, ce que gagne le retourné ou l'aligné rend possible une limitation des demandes des cibles visées par le dominant ayant recruté ainsi ses agents traqueurs et affaiblisseurs. Si le terme « collaborateur » est aussi fort dans l'imaginaire collectif, c'est qu'il renvoie à des pratiques visant à diminuer les forces de cibles qui, sans cet acte, auraient pu mieux exister, s'enfuir ou tout simplement ne pas subir quelque chose. Si le monde social est de part en part violent, destructeur, producteur d'inégalités, on ne s'attendrait pas à ce qu'il porte en lui *des agents travaillant contre le groupe auquel il appartient.* C'est bien parce que le traitre double la mise qu'il est le symbole de la perfidie. Il agit contre un groupe déjà faible. Et en plus il capte de nouvelles ressources au passage. Voilà les deux données chevillées indissolublement. *Au nom de son intérêt propre, il trahit les intérêts d'un*

---

[83] W. Moore, « J. Dlamini, *Askari : A story of collaboration and betrayal in the anti-apartheid struggle », New Contree,* N° 77, December, Book Reviews, 2016, pp. 124-153.
[84] Y. Rivière, « Rome impériale : les délateurs, le prince, le tribunal », in J.P. Braudeur & F. Jobard, *Citoyens et délateurs. La délation peut-elle être civique ?* Paris, Autrement, 2005, p. 26-38.

ensemble d'individus avec lesquels il entretenait des liens, soit dans les mondes de ses origines sociales (chapitre 5 et 6)*, soit dans ses fonctions attendues* (chapitre 1 et 8), *soit dans son propre milieu (*chapitres 2, 3, 4, 7 et 10). La collaboration s'inscrit dans un jeu de capitalisation où la victime perd des ressources tandis que le profiteur en retire de substantiels avantages. Il devient un privilégié. Il revient donc au chercheur de rendre compte à la fois des typifications sociales existantes et simultanément de les dépasser en offrant une analyse objective, autrement dit une sociologie comparative des modes de collaboration, dans les dimensions évoquées du subjectif (classifications, dénonciations, qualifications) et de l'objectif (mesure des pertes, mesure des gratifications).

La sociologie des complices de la domination place donc au cœur du système *l'intérêt individuel* (sauver sa peau, gagner de l'argent, appartenir aux élites) ou *collectif* (les affranchis mulâtres dans le système de domination de la plantation) *à s'épargner en tant qu'opprimé tout en gagnant des avantages sur le dos des frères de misère.* Il nous faut donc partir de certaines évidences : la guerre[85], les situations politiques extrêmes, les dominations économiques inhumaines, les institutions totales, les services de l'Etat, forment un bloc d'où s'extraient assez régulièrement pour ne pas dire systématiquement des figures que l'on peut regrouper sous le terme « collaborateurs » ou « complices ». Certaines furent imposées (*judenrat*, milices chasseurs d'esclaves fugitifs, mouchards dans les usines), d'autres sont diluées dans la reproduction sociale (contrôle social et répression). Mais il y a toujours une carotte, qu'elle soit provisoire ou transmise aux futures générations dans la double invitation morale à suivre globalement les marches à suivre sociales (chapitre 2 et 3) ou à coopérer plus stratégiquement et officiellement dans la mission de contrôler ou réprimer les récalcitrants. Que ce soient des cultivés (chapitre 1) ou des guerriers (chapitre 6), des transfuges (chapitre 5, 6 et 7) ou des acteurs maintenus en maintenance à leur place (chapitre 1, 2, 3 et 8), des êtres moralement immergés dans la norme civilisée de la politesse et de la légalité (chapitres 1, 2, 3,5, 6, 7 et 8) et des êtres révélés dans leurs capacités à se transformer en traîtres cyniques au service des maîtres (chapitre 4), les figures comme les densités sont variables et appellent des monographies spécifiques en fonction des « cas d'espèces ».

Nous allons aborder de nombreuses situations d'oppressions, lesquelles subsument des réalités que nous aborderons au travers de quelques grandes figures : les modes de production de la traitrise dans le monde intellectuel (chapitres 1 et 8), dans les univers des sous-prolétaires et des prolétaires (chapitres 3, 4), dans les mondes des transfuges de classe (chapitres 1, 5, 6, 8) ; et aussi, forme extrême du raisonnement, dans l'ensemble du corps social (chapitre 2). Si l'on recentre l'objet sur ses dimensions les plus exemplaires, les auxiliaires existent dans trois grands compartiments de la vie sociale : les dominés dominants censés représenter les dominés (les intellectuels mais aussi des dominants dominés), les classes populaires dans le procès de production et les classes moyennes issues des classes populaires dont les fonctions consistent à veiller à l'ordre social. Mais on peut parler, comme on vient de le dire, d'un quatrième compartiment : le social lui-même. C'est à la frontière de l'objet que l'on se situe (chapitre 2) mais il m'a semblé important de

[85] Lors de mes terrains dans la police, au temps où j'effectuais ma thèse sur le maintien de l'ordre, je rencontrais pas mal d'officiers de police. Un jour, un de ces cadres me confia que la Préfecture de police détenait des centaines de cartons d'archives jamais versées aux archives nationales. Ces cartons contiennent des centaines de milliers de lettres de délation : des Français dénonçant d'autres Français aux autorités de Vichy ou aux Nazis. Combien de voisins, de familles, d'escrocs, de pervers, ont-ils joué la carte de l'occupant en accusant « à tort ou à raison » (au sens de factuellement exact) le résistant ou l'adepte du marché noir ? La question de la collaboration nous entraine dans les méandres de la symbolique de la dénonciation en situation de collaboration : la jalousie et l'envie de prendre la place de l'autre, la haine et la frustration reportés sur un tiers, le rejet de l'étranger ou du nouvel arrivé dans un village ou un quartier. Le courage et la lâcheté ne sont pratiquement jamais travaillé en science sociale alors que, au-delà des positions, il y a mille manières d'acquérir une position, de glaner ses médailles sociales.

relever le défi dans la mesure où il permet de discuter la théorie de la domination brassant les concepts de « capital symbolique » et de « complicité des dominés à la reproduction de la domination ». La sociologie de la collaboration se penche de ce fait sur un versant insoupçonné, la vie ordinaire elle-même, laquelle n'est jamais ordinaire puisque les dissidences sont nombreuses. On touche là aux confins de l'objet. Si tout le monde est collabo, alors personne ne l'est. Sauf que ce livre montrera que tel n'est pas le cas. Si suivre l'ordre social est, comme l'a vu Goffman, une participation que récusent des dissidents, alors la norme sociale assumée est le degré zéro de la collaboration (chapitre 2).

La tripartition ou la collaboration ont-elles à voir avec les théories de l'aliénation ? Devenir l'objet du patron ne renvoie-t-il pas finalement au même concept, à savoir une position contre ses propres intérêts ? « *On pourrait aussi parler d' « aliénation » (Marx) puisque la (dé)formation intellectuelle des internautes vise à leur faire accepter leur propre « exploitation » (Marx), celle de leur vie privée volée et monétisée sans que la valeur monétaire revienne au propriétaire réel : l'individu tracé* »[86]. La sociologie de l'aliénation[87] des classes dominées est aujourd'hui considérée comme désuète. Les années heureuses du marxisme, dans les années 1960 et 1970, remplissaient les librairies d'ouvrages consacrés à ce thème. Il fallait trouver la conscience de classe contre l'emprise de l'idéologie dominante. Les prolétaires n'étaient jamais pensés comme des agents zélés du capital, mais comme des acteurs soumis ayant, pour les uns, intériorisé les normes dominantes, pour les autres, approprié la parole libératrice de l'avant-garde prolétarienne. La part subjectivante positive était celle des militants, la part subjectivante des auxiliaires actifs étant passée sous silence, sauf dans ces moments précis de lutte où le « jaune » apparaissait. La tradition sociologique a, de façon plus générale, dualisé le comportement des dominés. D'un côté les classes populaires intégrées dans la « vie ordinaire » (ou misérabilisme) ; de l'autre les ouvriers mobilisés dans les organisations syndicales ou politiques (ou populisme). Aucune place n'a été faite aux dissidents qui ne jouent pas le jeu de leur groupe, sauf à penser « la mobilité sociale » des classes populaires dans une sociologie de la stratification sociale[88]. L'aliénation vaut aussi bien pour les ouvriers ordinaires que pour les traîtres et de ce fait n'apparait pas au premier abord d'une grande utilité pour penser le phénomène de la complicité à l'ordre établi. Elle sert tout de même à planter le décor (chapitre 2), au sens d'une participation des dominés au monde social, au sens bourdieusien de la légitimité.

Si l'on « sort » de la question séculaire du rôle de la classe ouvrière dans l'histoire, et que l'on envisage plus globalement la question de la relation des dominés aux dominants, force est de constater que l'omission du problème demeure. La sociologie critique a enfermé les dominés dans le capital symbolique et la « méconnaissance/reconnaissance », tandis que, de l'autre côté, les

---

[86] J. Valluy, *Humanité et numérique(s). De l'histoire de l'informatique en expansion sociétale…au capitalisme de surveillance et d'influence (1890-2023),* Collection HNP, TERRA-HN-éditions, 2023, p. 169. http://www.reseau-terra.eu/article1347.html

[87] L'aliénation, si elle est essentiellement polarisée sur les dominés économiques, concerne aussi des minorités diverses. Les sourds, comme beaucoup d'handicapés, sont plus que dépendants des groupes « entendant ». Paradoxalement, la pose d'implants auditifs dits cochléaires peut renforcer dans un premier temps le sentiment d'aliénation. La soumission aux contraintes médicales est renforcée dans la période de transition, sans parler de l'effet psychologique associé au fait d'être « possédé » par un objet dans son propre corps. « *Le corps devient un corps objet* ». Quant à la famille, celle-ci peut être « *confrontée à deux corps étrangers : la surdité de l'enfant et l'appareillage par implant cochléaire* ». M. Cesca, *L'intégration sociale des porteurs d'implant cochléaire. Pratiques, entourages et représentations sociales de la surdité*, Thèse de doctorat en sociologie, Université de Lorraine, 2021, p. 102-103.

[88] « *Face au sentiment d'aliénation, les différentes voies offertes pour se reprendre et donner du sens à l'expérience de l'immédiat, s'inscrivent dans des temporalités d'amplitudes différentes (…) Pour l'équipe, et la hiérarchie, ces initiatives sont interprétées, selon leur cohérence, comme une inscription dans le collectif ouvrier ou au contraire une disponibilité pour une promotion ultérieure* ». N Hatzfeld, « Retour en chaîne et histoire d'usine. Une interférence des temporalités », in A.M. Arborio (et al.), *Observer le travail. Histoire, ethnographie, approches combinées*, Paris, La Découverte, 2008, (p. 137-151), p. 143. Si l'on sort du jargon de l'auteur, on comprend aisément que l'alternative trahit un choix de vie opposé : la solidarité de l'équipe en atelier dans un cas, le jeu individuel dans le jeu du patron de l'autre. La norme n'est pas normale, elle porte avec elle des effets de pouvoir et des effets moraux aussi bien symboliques qu'identitaires.

dominés conscients et rebelles à la J. Scott se sont empressés de dénicher les multiples voies d'une résistance sourde. A côté de ce champ de recherches, les analystes des mobilités sociales ont enregistré en comptables les mobilités ascendantes et descendantes, évaluant la République méritocratique dans ses capacités à permettre aux dominés de gravir l'échelle sociale grâce à l'école ; tandis que les derniers travaux, depuis une dizaine d'années, se polarisent sur le déclassement et la précarisation des classes populaires et des petites classes moyennes, sans s'appesantir sur les mille façons, dans un tel univers de concurrence, de prendre la place d'un autre, de surjouer la coopération et la bonne attitude. Si l'aliénation est un concept qui sépare les ouvriers militants de ceux qui obéissent en tous points aux patrons, elle révèle dans le même temps que la passivité sociale, le respect des lois, l'amour du pays, pourraient bien constituer le premier seuil, quasi imperceptible, de la collaboration (chapitre 2). Penser la collaboration, c'est tenter de la repositionner dans cette *échelle* des allégeances aux dominants où le concept « socialisation » peut apparaître comme le premier degré de l'aliénation. *Il ne s'agit donc pas de penser l'aliénation comme déprise mais bien plutôt l'aliénation comme emprise*, comme mode de production d'un acteur social dominé participant « activement » au travail de domination imparfaite pour le compte d'autrui, aussi bien sous la forme d'un engagement social dilué que d'une posture conscientisée de trahison. Dans cet ouvrage, il s'agit toujours de penser cette dimension de « l'attachement » des dominés aux dominants, mais sous un point de vue inversé à ce que l'on entend habituellement par aliénation. Il ne s'agit plus de se polariser sur le « sujet » de classe, mais sur *l'anti-sujet de classe*, *cette fraction des classes populaires qui va comme s'extraire de son groupe d'appartenance pour servir « celui au-dessus »*. C'est cette *excroissance* qui est quasiment toujours passée sous silence, alors que le traître devient « objet » du patron et que le bon joueur social s'aligne comme collaborateur au maintien des normes et collaborateur lointain à ceux qui ont édifié les « institutions ». Loin des poncifs sur la chosification ou la réification des dominés, *il faut tout au contraire voir que l'aliénation suppose parfois un travail actif, tout un cheminement de clarification et d'acquiescement pour enfin servir sans honte le chef « en rajoutant une couche » ;* surproduction qui atteint le pinacle avec les briseurs de grèves. L'aliénation sera pensée ici autant comme objectivation du moi (socialisation, carrière) que comme conscientisation d'un changement de loyauté (délateur/balance, briseur de grève, intellectuel organique au sens de G. Noiriel, « *intellectuel de gouvernement* »).

Cette recherche sur la tripartition ne consiste pas uniquement à recenser les zones grises dans la double dimension morale évoquée. L'effort consiste à *formaliser structuralement la tripartition* : *l'auxiliaire ne peut être vu à proprement parler sans que ne soit posé simultanément son double opposé*[89]. Or, c'est bien en pensant le dominé hors-jeu -dont les symboles universels demeurent Spartacus ou Sankara- que dans cet ensemble global apparaissent le complice, l'auxiliaire, le collaborateur, le traitre, le salaud, le délateur, le mouchard, le kapo, etc. ; dans cette configuration qui n'oublie ni les lutteurs (voice), ni les réfractaires (exit). C'est en important cette figure rebelle de tous les camps, de toutes les plantations, dont le fameux « Marron » ayant fui les plantations et la position d'esclave, mais aussi, plus proche de nous, le syndicaliste révolutionnaire opposé aux soumis de toutes les usines, de toutes les écoles, qu'il devient possible de poser la théorie objective des conditions sociales de possibilité de la fabrication et des conditions d'exercices des collaborateurs selon la déclinaison des

[89] C'est tout le sens de la citation -en début de livre- de T. Négri, en contrepoint de Primo Lévi évoquant les zélés *prominents*.

loyautés soumises au processus de conscientisation au même titre que celui des dissidents (chapitre préliminaire).[90] Pour contribuer à parfaire cette théorie de la complicité, il faut introduire, non un principe de liberté philosophique, de sujet sartrien, de cogito ethnocentriste, mais des notions sociologiques de conscientisation sociale en relation avec les organisations traversées dans le monde professionnel ou dans l'espace public. Le collabo n'est que la face inversée du refus en acte, de la dissidence travaillée dans la lutte. *C'est en relativisant le capital symbolique que l'on peut mieux voir comment la lutte des uns favorise simultanément une conscience stratégique quoique dramatisée des dominants en vue de parfaire leur domination auprès d'acteurs avec qui les tractations opèrent*.

Diviser pour régner, mais aussi instrumentaliser, gradualiser, introduire des strates de contrôleurs. D'où cette sorte de typologie qui fonctionne en filigrane tout le long de la démonstration, en fonction des populations : des ouvriers ordinaires, des contestataires et des complices dans l'entreprise (chapitre 4) ; des intellectuels mobilisés contre des intellectuels à la solde du pouvoir (chapitre 1) ; des exclus, et parmi eux des éducateurs bis du contrôle social (chapitre 7) ; des enfants des classes populaires devenant les salariés de l'Etat dans le sale boulot du contrôle hiérarchique (chapitre 5) ou du contrôle social global (chapitre 6) ; des ouvriers intégrés et proches des notables contre des ouvriers déracinés ou contestataires (chapitre 3) ; des socialisations marquant tous les dominés en situation de dédoublement face au pouvoir, entre soumission et dissidence[91] (chapitre 2) ; et finalement une lutte permanente entre les rebelles et les zélés défenseurs, avec « au milieu » les *subalterns* reproducteurs ordinaires, ce qui constitue une autre façon de penser les classes populaires dans une dynamique de luttes des classes surdéterminées où les dominants s'invitent sans cesse dans les pratiques et les cerveaux des dominés, dans leurs corps et les places attribuées, en déplaçant *une bonne partie* d'entre elles et d'entre eux vers le service commandé de la mise en sujétion relationnelle des autres. Car, à l'heure actuelle, il n'existe pas de

---

[90] Il est nécessaire de moduler cette analyse en ajoutant que l'on s'est efforcé de traquer jusque dans le sens commun une forme de complicité (chapitre 2). C'est là tout l'impensé de la sociologie objectiviste, fonctionnaliste et déterministe de Bourdieu, quoi qu'on en dise, sans doute aussi parce que, comme l'ont bien vu les auteurs d'un précieux ouvrage collectif. B. Lahire (dir), *Le travail sociologique de Pierre Bourdieu. Dettes et critiques*, Paris, La Découverte, 2001. Bourdieu était lui-même pris dans ce rôle de défenseur des légitimités culturelles, entre la défense de la culture légitime de l'habitus secondaire d'où ne pouvait venir que le salut des dominés piégés par la non-conscience d'une part et, d'autre part, les effets de l'habitus primaire originaire, n'ayant jamais cessé de le situer en opposition avec le monde conforme. Reconnaître ces limites ne nous exonère pas de reconnaître les apports centraux de la théorie de la domination à celle de la tripartition. D'ailleurs, cette dernière ne vise-t-elle pas à proposer un complément utile à la première ?

[91] C'est le sens du livre *Les mondes rêvés de Georges,* Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016. A l'échelle collective, il existe de par le monde des micro-communautés clairement positionnées contre l'ordre capitaliste. En laissant de côté les sectes religieuses souvent fascisantes, force est de constater que les groupes politiques alternatifs sont de plus en plus nombreux. Un des plus anciens est Longo Maï. « Longo Maï, sur les sentiers de l'Utopie », *Le Monde diplomatique*, août 2023. Le titre, franchement mauvais, reproduit le discours dominant, suscitant l'ironie. Cette communauté est parvenue à mettre en place un maillage de coopératives bio et autogérées -y compris dans le domaine artisanal à caractère micro-industriel- dans plusieurs pays européens. Il existe notamment des filatures autogestionnaires qui auraient enchanté les ouvriers de LIP. Il n'y a pas d'ouvrier au sens capitaliste, mais des travailleurs productifs dont le produit du travail est partagé après la vente sur les marchés locaux. C'est, à ce jour, probablement la seule initiative politique crédible à l'univers capitaliste en France. La clé de la réussite ? Avant tout se protéger contre l'Etat capitaliste lui-même en étant propriétaire des terres. Ce que nous apprend d'ailleurs un remarquable colloque international sur la reproduction sociale. (« Théories de la reproduction sociale », co-organisé par les universités Grenoble Alpes et Paris 1 Panthéon-Sorbonne, du 22 mai au 24 mai à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne). Le grand échec des zadistes, c'est de tenter de vivre sur les terres des autres, ce qui en font des parias et des illégalistes. L'Etat en profite en montant en épingle la dimension déviante des barbares qui s'en prennent aux biens, cette propriété privée sanctifiée dans la déclaration des droits de l'homme ! Dans les années 1970, les militants gauchistes avaient acheté pour une bouchée de pain des terres dans le Lubéron. Les bourgeois et autres milliardaires n'avaient pas encore envahi la contrée, faisant monter en flèche le prix du mètre carré. C'est donc sur leur bande montagneuse de 300 hectares que le premier groupe s'est installé. Après plus de 50 ans, le groupe s'est consolidé, nourri aussi par des réseaux avec les militants altermondialistes du monde entier. C'est par le truchement de leurs centaines d'émissions sur radio Zinzine que l'on peut avoir un aperçu de leur capital politique autochtoniste universel, à savoir une interdépendance en réseaux mondialisés avec la plupart des entreprises de réappropriation des terres, dont les Zapatistes venus en délégation en 2022. D'autres expériences essaiment en Europe et aux USA, notamment dans l'écoféminisme. C. Lecerf Maulpoix, *Écologies déviantes, Voyage en terres queers*, Paris, Cambourakis, 2022. Dans le Sud, la question stratégique est double. Il y a à la fois un manque financier pour l'achat des terres et surtout un obstacle politico-capitaliste, les Etats fascistes réprimant dans le sang les revendications des « sans terre ». Toute l'Amérique centrale et du Sud a été un laboratoire des tentatives de sortir du capitalisme agraire des multinationales protégées par des élites pseudo-démocratiques. Aujourd'hui ne subsistent que quelques communautés éparses, la plupart du temps sur des terres de mauvaise qualité. Ce développement ne concerne pas, bien sûr, le génocide des populations autochtones qui ont été spoliées de leurs terres, lesquelles sont devenues des immenses domaines mondialisés.

bourgeois retournés par des ouvriers pour les servir dans une quelconque cause de changement social.



Chapitre préliminaire

– Tripartition, double loyauté, refus de l'ordre social

1/ De la double loyauté aux alternatives sociales

E. Goffman expose dans *Asiles* la tension constitutive d'un pouvoir sans domination qui doit aller chercher de la matière humaine pour compenser l'absence de capital symbolique. Loin de nous faire croire que les rites d'intronisation dans l'hôpital participent d'une inculcation de nouvelles règles au moyen d'un marquage fort[92], tout au contraire, les violences sur le corps signent une faiblesse majeure des institutions totales : elles ne reposent jamais sur la légitimité, pas plus que sur une quelconque forme d'intériorisation des normes reconnues. Toute approche théorique de la tripartition procède de cet examen des *modalités de compensation* de la vacuité totale de toute idéologie performante. La soumission propre aux institutions structurées en appareil est une inclination forcée, très rarement une inclinaison assumée. Le pouvoir n'est pas pour autant pure contrainte. Il joue, sur le fil des formules d'intéressement, sur la rationalité wébérienne en finalité ou sur les jeux de dépendances/marchandages à la Foucault. Il attache, en explorant ses possibilités sur la surface des adhésions. Son filet de pêche lancé, il récupère de bonnes âmes qui, en échange d'avantages, vont se plier au jeu sans s'y perdre. Pour bien saisir le rôle, la fonction et le statut du complice tel que l'entend Goffman, il faut faire un détour par les fausses dualités qui demeurent encore à ce jour la lecture dominante de cette œuvre majeure relative à la sociologie de la collaboration.

Tel que son travail est appréhendé, Goffman est lu sous le prisme d'une relation frontale entre les « reclus » et « le personnel » de ces organisations fermées qu'il nomme « institutions totales ». Cette dualité est relevée par tous les commentateurs qui insistent sur les opérations de dépouillement à l'arrivée du malade, symbole d'un pouvoir institutionnel qui fouille le corps avant de tenter de marquer son empreinte sur les identités ou, à tout le moins, sur les comportements[93]. Cette première dualité se double d'une seconde en ricochet, l'imposition des normes de l'hôpital

---

[92] Cet aveuglement se retrouve dans les propos de C. de Montlibert qui, dans son manuel de sociologie, présente *Asiles* comme exemple type de contrôle d'un groupe sur un autre sans donner à voir le spectre de la distance au rôle. « *Une telle démarche permet de saisir les stratégies que développe un groupe (les infirmiers) pour s'imposer à un autre groupe (les malades)* ». *Introduction au raisonnement sociologique*, Strasbourg, P.U. de Strasbourg, 1990, p. 151. Quelle démarche ? Les opérations de dépouillement entendent « *briser son identité pour en faire un individu soumis à l'organisation dans laquelle il va vivre désormais* ». *Ibid.* Or, à aucun moment, Goffman n'établit de corrélation entre la soumission et la reconnaissance. Tout au contraire, il ne cesse de montrer comment cette apparente soumission va de pair avec tout un spectre complexe de marchandages, de manipulations, de détournements en vue d'améliorer son sort. Pour autant, aucune distinction n'est opérée entre les soumis ordinaires, les soumis apparents en résistance cachée et les zélés accédant à des postes intermédiaires informels de privilégiés.

[93] Dans son *Introduction à l'analyse des phénomènes sociaux*, L. Van Campenhoudt, montre bien que l'institution totale instaure « *un efficace système de privilèges* » en accordant un « *ensemble de faveurs et de récompenses en échange de sa soumission et de sa collaboration* ». Paris, Dunod, 2001, p. 38. Cependant, si les dirigeants offrent de telles gratifications, pourquoi les reclus éprouveraient-ils le besoin de mettre en place des « *adaptations secondaires* » « *afin d'obtenir des satisfactions interdites* ? ». *Ibid.*, p. 39. L'auteur ne s'appesantit pas sur cette contradiction, révélant en fait une incompréhension de la logique de la domination qui trie, au sein de la population, entre les complices méritants et les « mauvaises têtes » qui, à cause « *des jeux d'argent, des trafics de cigarettes, d'alcool ou de drogues* » qui sont autant de « *ficelles* », de « *trucs* », « *d'occases* » ou de « *combines* » (*Ibid*, p. 39), s'opposeront aux collaborateurs. Le privilégié officiel recevant des récompenses s'oppose au privilégié informel combinard qui peut tout perdre à tout moment tout en étant, avec des moyens clandestins, davantage favorisé par rapport au reclus lambda qui se contente de respecter les règles sans se faire remarquer. En donnant une image homogène du reclus indistinctement récompensé s'il se comporte bien mais étant simultanément porté à résister avec ses adaptations secondaires, l'auteur ne permet pas de voir les deux carrières types possibles, le courtisan et le déviant, le complice et le résistant, tandis que la masse des malades mentaux reclus est prise entre la soumission aux règles du « soin » et les menus avantages retirés de leur soumission et participation moyenne. C'est hélas juste ponctuellement, sans hiérarchiser cette observation cruciale qu'il note au passage : « *Chaque reclus tente, comme il le peut, de s'adapter aux contraintes de l'institution. Tantôt, il le fait dans la déviance des adaptations secondaires en refusant de collaborer à quoi que ce soit. Tantôt, au contraire, il s'adapte en faisant preuve d'hyperconformisme, il en fait trop comme cet interné qui adopte carrément 'le style et la tenue des infirmiers pour aider à s'occuper des autres patients avec une rigueur qui surpasse parfois celle du personnel lui-même'* ». *Ibid.* Bien sûr, la notion « *d'hyperconformisme* » est encore bien loin du concept « complicité » alors même qu'il parle incidemment de « *collaboration* ». Pour autant, il repère une idée fondamentale, à savoir le mécanisme du reclus privilégié qui peut s'autoriser à avoir un pouvoir délégué par l'encadrement au point même de l'afficher plus durement que les infirmiers eux-mêmes. Or, cette information, en soi hallucinante puisqu'aux antipodes des adaptations secondaires et révélatrice d'une kaporalisation typique des institutions totales, aurait du orienter le chercheur belge à prendre conscience d'une logique de tripartition puisque, en ce cas, le reclus n'est plus du tout un reclus.

d'un côté et la résistance qu'elles engendrent de l'autre. En effet, domine, dans le champ scientifique, une vision populiste des malades hissés en héros de leur propre histoire tragique, enfermés qu'ils sont dans un établissement psychiatrique. Le champ académique n'a retenu de son œuvre que la dimension « morale » de la résistance des reclus – les « adaptations secondaires » – ou tactiques de résistance afin de se ménager quelques marges de manœuvre, ce qui est largement commenté dans la longue préface de Robert Castel. Or, ce faisant, le phénomène de kaporalisation ou de zone grise, au sens de P. Lévi, a totalement été passé sous silence. Dans toute institution totale, les agents de pouvoir vont chercher à compenser la faiblesse extrême de la « reconnaissance » en sélectionnant de bons éléments tampon entre la direction administrative et la masse des internés. Ceux qui prennent le parti de cette loyauté de trahison envers les pairs sont particulièrement bien dessinés dans Asiles.

Pourtant, tout se passe comme si cette dimension comportementale des reclus zélés était insignifiante, donc passée sous silence. Or, tout son exposé est traversé par la tension entre la *collaboration avec les membres de l'organisation* (administration, infirmiers, médecins) et la *collaboration avec les internés de base*. Cette focalisation sur les deux dualités précédemment évoquées a rendu méconnaissable la logique de tripartition à l'œuvre dans toute organisation totale et sans doute aussi dans toute organisation sociale : *la double loyauté* qui se décline dans *l'adhésion aux supérieurs ou le repli exigeant dans le groupe des pairs*. Autrement dit, caricaturalement, Goffman identifie le traître qui, « heureux » dans l'institution totale, déroule ses tactiques de séduction envers une hiérarchie qui répond d'autant mieux à ses appels que ceux-ci sont tout autant la résultante d'invitations incessantes de la part des agents de la direction à collaborer aux soins et plus généralement aux règles internes. Si les cérémonies de dépersonnalisation qui ouvrent les premières descriptions ethnographiques du livre n'invitent pas à croire qu'une partie des « malades » se jetterait dans les bras de l'institution, ce premier traitement opère en fait comme un piège qui ne prédispose pas le chercheur – non pas Goffman mais ses lecteurs – à saisir les logiques de retournement par lesquelles certains reclus vont activement s'implémenter dans les injonctions internes de l'appareil médical qui comprennent tout un ensemble d'incitations à « participer » au jeu interne et à s'inscrire ainsi dans une zone tampon entre les dirigeants et les internés.

Pour bien rendre compte de cette triple ligne de conduite possible – soumission, allégeance active ou résistance – il faut avouer qu'il est nécessaire de recomposer un ordre logique qui n'apparaît pas d'emblée dans les dénominations des chapitres. D'ailleurs, les analyses de Goffman ne sont pas exemptes d'une certaine ambiguïté. Explication. Les filous combinards des hôpitaux psychiatriques qu'il a étudiés et qui refusent l'allégeance tout en essayant de tirer parti de la connaissance du milieu pour en tirer le maximum d'avantages (les « résistants ») se trouvent de facto dans une position de privilégiés ; et cette position se trouve être formellement identique à celle des zélés de l'allégeance active. Cette ambiguïté n'a jamais été levée par le sociologue américain. Les deux types de privilégiés, de l'extérieur, se ressemblent. Mais leur univers mental est radicalement opposé. Les filous veulent préserver leur âme tandis que les zélés sont prêts à tout pour séduire le personnel et obtenir des faveurs. Loyauté envers le statut d'interné d'un côté ; loyauté envers l'équipe dirigeante de l'autre. C'est à cause de cet amalgame possible entre deux figures de reclus avantagés que la fonction tampon n'a pas été identifiée à sa juste mesure. En améliorant leur situation par la ruse, les résistants dotés de leur morale de voleurs de ressources se trouvent pourtant placés dans la même position objective que les coopérants qui accèdent eux-

aussi aux mêmes privilèges (meilleure chambre, possibilité de sortie, accès au réfectoire du personnel, avantages matériels, etc) tout en ayant relationnellement tissés des liens d'intermédiaire typique de la collaboration (délateur, surveillance informelle, fayotage, services rendus). Le monde de Goffman fait surgir ainsi *deux figures de privilégiés*, les uns étant pourtant repliés dans leurs « adaptations secondaires » – expression qui connaitra la postérité que l'on sait – les autres jouant ouvertement le jeu des « *adaptations primaires* » en se socialisant aux règles officielles de l'institution totale *tout en faisant justement carrière dans les pouvoirs, statuts et gratifications*. Et ils savent qu'au moindre faux pas, l'arbitraire des professionnels de l'institution n'a d'égal que l'absence de tout droit capitalisable des reclus de service. La grande masse des reclus, quant à elle, poursuit une carrière de soumission et d'application ambivalente des normes, en version tempérée au regard des deux profils de privilégiés. Dans l'imaginaire des sociologues, les refusants correspondent à ce qu'ils perçoivent comme étant l'image classique du « nous » contre les « eux ». Ils ne relèvent, pris dans la topique « populisme/misérabilisme », que la dualité entre les reclus ordinaires et les reclus combattifs s'aménageant des zones tactiques de résistance. Les complices n'ont aucune place dans les commentaires. Ce faisant, les spécialistes des sciences sociales se refusent à comparer ce type d'institution totale avec d'autres institutions de même nature (plantations, camps, prisons) recourant à ce mécanisme de la tripartition. Sans doute parce que Goffman dévoile ces rôles par le bas, par le répertoire d'action des coopérants, et non par le haut comme la plupart des travaux sur les institutions totales s'y emploient en identifiant les rôles officiels de kapos (camp), de commandeurs (plantation) ou de *snitches* (prison), les contemporains n'ont pas correctement saisi une découverte relativement diffuse, quand bien même les analyses sont clairement énoncées dans les différents chapitres. A être trop interactionniste, Goffman n'a pas simplifié les choses en ne prenant pas le temps de montrer les fonctions d'auxiliaire implémentées par les équipes administratives et sanitaires de professionnels. Du coup, la division du travail de manipulation des internés n'est pas présentée.

De manière générale, les privilégiés ne sont pas pensés dans leur diversité dans un chapitre spécifique tandis que les analyses les concernant jalonnent tout l'ouvrage. Les uns sont des refusants conformistes cherchant, en tant que reclus prisonniers d'un univers fermé, à améliorer leur sort sans se corrompre avec le personnel hospitalier (« les James scottiens »). Les autres cherchent à s'intégrer et, parmi eux, une minorité montera les échelons pour obtenir un meilleur statut et des gratifications spécifiques qui fera d'eux aussi des privilégiés (« les Primo léviens »). Cet amalgame entre les deux figures de favorisés a sans doute contribué à brouiller la piste de la tripartition et de la double loyauté. En effet, le privilégié, bicéphale est ainsi, soit proche des refusants en général - c'est la loyauté des pairs qu'il partage avec tous les réfractaires, y compris celles et ceux sans avantages- tout en manœuvrant subtilement pour améliorer son sort ; soit proche des chiens de garde, du point de vue de la position objective de « favorisé » courtisan ayant suffisamment investi « le système » pour en tirer profit dans le sens du complice collaborateur œuvrant en coopération avec l'encadrement. Le premier type est à l'origine du brouillage : le pratiquant des adaptations secondaires, pourtant capable d'accéder à des positions de privilégié, n'est jamais un collaborateur du personnel médical ou administratif. *Privilégié ne veut donc pas dire mécaniquement collaborateur*. Là est l'ambiguïté dans une lecture simpliste de l'ouvrage. De même, l'adapté qu'il appelle « *primaire* », lequel s'inscrit dans la socialisation secondaire de l'hôpital après les épreuves de dépouillement, peut aussi bien constituer une personne soumise au cadre, intégrée, mais « sans en faire plus »,

qu'une personne véritablement auxiliaire des supérieurs recherchant ou acceptant leur appui pour monter dans la hiérarchie des reclus et devenir ainsi un membre d'une caste de privilégiés. Quelles que soient ces ambiguïtés autour de ce groupe des intermédiaires entre les « simples malades » et les professionnels – n'oublions pas que les adaptations secondaires sont avant tout pensées par Goffman pour étudier les privilèges, à savoir le jeu des intérêts individuels pour sortir des positions les plus basses, et non pour s'appesantir sur des résistances – le sociologue américain marque clairement dans son ouvrage cette inclinaison pour étudier ce qu'il appelle la « *distanciation au rôle* » dans le sens d'une réflexivité permanente afin de maximiser les avantages recherchés[94]. Il ne pense pas les alignés. Il pense les retournés, tout en ayant maladroitement associé « les adaptés secondaires » comme les « adaptés primaires » ayant fait carrière au sein de la même catégorie des privilégiés. En mettant tous les profils d'arrivistes dans le même sac, il n'a pu distinguer le complice du privilégié[95]. Disons-le encore une fois. La sortie de la conformité de base peut s'actualiser soit dans la fabrication clandestine de gains, soit dans la négociation plus ou moins officielle avec l'encadrement. C'est dans la troisième partie de son livre (la plus importante en pages) qu'il aborde ces deux faces des privilégiés. Les filous entrepreneurs indépendants sont davantage étudiés dans les sous-parties « adaptations primaires et adaptations secondaires » et dans « terrains de manœuvres ». La collaboration plutôt officielle ferme la partie avec le chapitre « la structure sociale » : un titre qui résume l'ambition de montrer que les fonctions intermédiaires de tripartition constituent l'ossature des institutions sociales totales.

Le sociologue américain invente un appareil conceptuel permettant de dessiner toutes les facettes de la coopération ou du refus de collaborer. Son fameux concept « carrière morale » fait apparaître deux moralités : la loyauté au personnel bureaucratique ou la loyauté au groupe des pairs. *Asiles* enseigne, au cœur des routines des sociétés pacifiées, que le lien social ne va pas de soi, qu'on ne peut pas se contenter de « marquer le coup », d'indiquer simplement qu'un tel est « monté dans la hiérarchie » et que tel autre appartient à telle classe sociale ou même qu'il vivrait une « vie ordinaire ». Il n'y a pas de vie ordinaire ou d'intégration sociale dans les univers étudiés. *Les rôles sont dramatisés en ce sens qu'ils opèrent comme des procureurs*. En ce sens, son œuvre contribue à démolir l'illusion de l'intégration ou de l'unidirectionnalité des normes sociales, comme s'il ne pouvait y avoir qu'une forme de légitimité principale, l'intégration aux normes, ce qu'il appelle « *l'adaptation primaire* » (chapitre 2). Il est clair que, privilégiant l'analyse de la distance au rôle, Goffman ne centralise pas l'adaptation primaire, « le lien social », « l'intégration sociale », « la socialisation », « les pratiques sociales » commandées par les règles de l'organisation. Ce qui le captive procède de l'examen des fabrications de soi, « *tous les procédés mis en œuvre par les victimes pour donner à leur vie quelque consistance* »[96]. Ces inventions, au-delà du suivisme après l'apprentissage du milieu dans lequel baignent les reclus, sont de deux sortes : les « *systèmes d'échanges* »[97] entre malades et personnels étudiés dans la « *structure sociale* », les « *techniques de distanciation* » des réfractaires au sein des adaptations secondaires, celles-ci servant paradoxalement de conclusion au chapitre sur la

[94] Pour une théorisation de cet univers de réflexivité chez les agents sociaux, et notamment les capacités d'évaluation morale des positions et des actions à envisager, sans les rapporter à des effets mécaniques des inculcations, P. Pharo, *Sociologie de l'esprit. Conceptualisation et vie sociale*, Paris, PUF, 1997.
[95] Tandis que, dans les camps, tous les privilégiés sont des complices, sans dans quelques rares camps où les groupes communistes étaient parvenus à prendre le pouvoir.
[96] E. Goffman, *Asiles, op cit.*, p. 358.
[97] *Ibid.*, p. 318-355.

collaboration afin sans doute d'en nuancer les effets. Goffman insiste alors sur les oppositions marquées, « *surdéterminées* », identiques au cadre scottien des tactiques de résistance. Cela est paradoxal dans la mesure où tout l'ouvrage, sauf cette conclusion, se penche davantage sur les profits attendus des adaptations secondaires. Ici, dans cette touche finale, comme une politesse rendue au reclus, le chercheur entend finir sur les « *insubordinations qui ne procurent aucun bénéfice* »[98].

Cette circulation complexe de l'auteur entre « engagement » et « repli » d'une part et, d'autre part, entre recherche de gratifications par le dominant ou par les moyens du bord sans égard pour l'organisation – les deux étant alors des privilégiés – a sans aucun doute contribué à masquer la dialectique entre les deux carrières morales.

Cette dialectique est toutefois notée dans la première partie, « *L'univers du reclus* », chapitre 6, « *La stratégie de l'adaptation aux institutions totales* ». Goffman pose clairement la logique des deux loyautés tout en nuançant la dualité puisque, en situation extrême, la survie fait surgir la prédation, entre la solidarité de groupe et la complicité de zone grise. Néanmoins, tout en remarquant que, de ce fait, « *la solidarité, fraternisation ou formation de clans, n'en demeurent pas moins limitées »,* le sociologue insiste sur l'existence des deux pôles au niveau de l'acteur, ce qui plante exactement le décor du point de vue de ce qu'on peut appeler le dilemme moral *: « Cependant, même si la loyauté à l'égard du groupe est en réalité assez peu répandue, le fait que l'on s'attende à l'y rencontrer fait partie de la culture des reclus et est à l'origine de l'hostilité témoignée à ceux qui rompent la solidarité du groupe (compagnons qui dénoncent) (…) Le même reclus peut avoir recours à différents modes personnels d'adaptation selon le développement de sa carrière morale, à moins qu'il ne fasse, dans la même période, usage alternativement de telle ou telle tactique* »[99]. Le sociologue américain entérinera l'importance de cette dialectique dans la conclusion consacrée justement à cette tension intérieure entre la culture du « *clan* »[100] et l'allégeance aux dirigeants de l'hôpital. « *La genèse du moi* » (chapitre 5 de la conclusion[101]), c'est justement, aux prises avec l'extrême et l'obligation de naviguer entre plusieurs affiliations possibles, ce surgissement de la subjectivation qui est à la fois une réduction sur l'habitus, et aussi une capacité à s'engager, se rétracter et varier. Certes, dans la réalité, la carrière se fige le plus souvent et entraine le survivant dans un clan duquel il ne peut que très difficilement s'extraire, qu'il soit kapo ou reclus. Néanmoins, sur un plan logique, Goffman insiste sur la fluidité des choix et l'apparition du sujet quand une tension entre les deux loyautés s'actualise en situation extrême. Il le dira à deux reprises : « *A l'hôpital donc, l'interné apprend que le moi, loin d'être une forteresse, ressemble plutôt à une petite ville ouverte et il peut se lasser d'avoir à exprimer tantôt de la satisfaction, lorsqu'elle est occupée par ses propres troupes, et tantôt du mécontentement lorsqu'elle est tenue par l'ennemi* »[102]. Il reformule ce principe dans la conclusion du livre : « *L'individu, dans une perspective sociologique, est capable d'adopter une position intermédiaire entre l'identification et l'opposition à l'institution et prêt, à la moindre pression, à réagir en modifiant son attitude dans un sens ou dans l'autre pour retrouver son équilibre. C'est donc contre quelque chose que le moi peut s'affirmer* » dans les situations totales « *et ne pourrait-on pas en dire autant de la société libre ?* »[103]. L'invitation de Goffman est l'objet même de ce livre.

La partie 2 s'intitule d'ailleurs « *la carrière morale du malade mental* », ce qui ne simplifie par les choses. Pour lui, quoique tous les chapitres déclinent les deux faces de la carrière, la dimension « *morale* » de la « *carrière* » est formellement définie comme le « *cycle des modifications qui interviennent dans la personnalité du fait de cette carrière et aux modifications du système de représentations par lesquelles l'individu prend conscience de lui-même et appréhende les autres* »[104]. Et l'on serait bien en peine de comprendre les

[98] *Ibid.*, p. 368.
[99] *Ibid.*, p. 105.
[100] Sur la résistance : p. 103-106, 110, 147, 243-245, 255, 358-371.
[101] *Ibid.*, p. 372.
[102] *Ibid.*, p. 221.
[103] *Ibid.*, p. 373.
[104] *Ibid.*, p. 179-180.

deux facettes de cette carrière en se contentant de lire la suite de la seconde partie, « *la phase pré-hospitalière* » et « *la phase hospitalière* » qui se distribuent selon un axe temporel et non analytique. Il faut donc prendre tous les chapitres, un à un, pour saisir le déroulé des variations possibles entre les deux postures. C'est notamment au détour de la présentation de la carrière morale dans la phase hospitalière que se découvre la base structurelle des deux carrières : « *le système des quartiers* »[105]. C'est à ce point précis que l'ouvrage bascule de la dimension négative du dépouillement et des pertes[106] à celle des orientations pour améliorer sa position dans une structure hospitalière faites de « quartiers » différenciés, un peu comme le classement à étoiles des hôtels. La topographie témoigne d'une segmentation des reclus caractérisée par une économie politique des traitements pourtant formellement sanitaires :

« Au plus bas niveau, on ne trouve généralement que des bancs de bois, une nourriture insipide, un coin pour dormir. Au niveau le meilleur, on peut bénéficier d'une pièce pour soi, du privilège de sortir dans le parc ou en ville, de contacts à peu près neutres avec le personnel, d'une nourriture qui passe pour bonne et de nombreuses possibilités de divertissements. L'institutionnalisation de ces niveaux de vie radicalement différents les uns des autres jette une lumière crue sur tout ce qu'impliquent pour le moi les éléments du cadre social »[107].

Ces « *conditions objectives de l'organisation* », rappelle-t-il, poussent les internés à penser qu'ils ont « *toutes les raisons de réclamer de meilleures conditions d'existence* »[108]. En créant, dans l'institution totale, toutes les apparences de la hiérarchie sociale et des paliers de la mobilité sociale, les élites qui gèrent ces établissements créent le mécanisme de la loyauté institutionnelle tandis que d'autres refuseront d'être asservis au rôle du rat expérimental qui est gratifié quand il donne les bonnes réponses. Il y a bien un lien structural entre la disposition des lieux et les dispositions mentales à collaborer ou à entrer en résistance :

« Le système des quartiers procure donc un exemple extrême de la façon dont l'organisation matérielle d'un établissement peut être explicitement utilisée pour modifier l'opinion qu'un individu se fait de lui-même »[109].

Cette phrase en apparence « évidente », enferme en fait le principe de la double loyauté. En effet, « *la modification de l'opinion* » sur soi peut jouer dans les deux sens de l'acceptation du jeu officiel ou de l'adaptation secondaire dans toutes ses déclinaisons possibles (pillage, dénigrement, sabotage, moqueries, refus d'obtempérer, etc). En passant de personne vivant à l'extérieur à personne internée devant apprendre de nouveaux codes et se mouvoir au-dedans, le reclus découvre une gamme variée de possibilités instaurées par l'organisation de façon stratégique, lesquelles se

---

[105] *Ibid.*, p. 203 et s.
[106] Le chapitre « *rites et cérémonies rituelles* » clôture en quelque sorte la première partie relative aux « *caractéristiques des institutions totales* » en détaillant les formes sociales les plus conventionnelles du lien social entre les reclus et les soignants : sport, fêtes, ateliers collectifs et « *présentation de l'institution* » (p. 155) au public invité une fois par an où les bons sujets ont le droit de présenter une exposition photo ou des fresques. Ce chapitre est toutefois une invitation à déjà penser les fayots ou les manipulateurs des adaptations secondaires qui donnent le change, qui se font bien voir pendant ces manifestations communes, écartent les doutes quant à leur engagement auprès de l'encadrement, ce qui leur permet de redoubler d'efforts dans leurs manœuvres clandestines, tandis que les zélateurs officiels peuvent étaler leur complaisance et gagner du galon. C'est ce que Goffman signale d'entrée de jeu à la fin de cette première partie assez segmentée ou « *les reclus* » et « *le personnel* » ont été présentés séparément. Dans ce chapitre, il évoque la figure du collaborateur « *adoptant le rôle d'homme de confiance* », reclus « *qui finissent par s'identifier pour de bon à l'agresseur* ». *Ibid.*, p. 143. De leur côté, sans jamais vraiment savoir à qui ils ont affaire, les personnels salariés, du fait d'octroyer le « *privilège de passer quelques temps dans un milieu relativement libéral et égalitaire* » attendent en retour des heureux élus « *qu'ils soient moins solidaires des pratiques de résistance* ». *Ibid.*, p. 147.
[107] *Ibid.*, p. 204.
[108] *Ibid.*, p. 205.
[109] *Ibid.*

résument en fait à deux postures majeures : se faire le serviteur secondaire de l'encadrement en accumulant des gratifications[110] et des privilèges ou refuser d'être zélateur (rester à sa place en demeurant en bas de l'échelle, ou au contraire manipuler les rôles pour tirer la couverture à soi dans le spectre des adaptations secondaires). La carrière morale s'institue dans ce dilemme qui s'offre à l'interné comme un choix fortement subjectivisé lié à l'attrait d'une potentielle amélioration du sort que le reclus accepte ou non de saisir selon, non pas ses préférences d'acteur rationnel dans le système de consommation, mais d'acteur rationnel en finalité et en valeur au sein d'une organisation politique contraignante.

La réflexion scientifique, en méconnaissant ce cadre théorique central de Goffman, s'est concentrée platement sur les modalités culturelles d'une résistance (versus la soumission à l'ordre asilaire) conceptualisées dans le fameux concept d'adaptations secondaires. La réalité *morale ou politique* de *l'engagement, du zèle, du fayotage,* ou, au contraire, de l'engagement dans les groupes primaires, voire le repli et l'isolement, clive les trajectoires selon une évaluation qui s'offre presque à tous les reclus, sauf celles et ceux qui sont trop enfermés dans leur maladie mentale pour se permettre des tactiques de confrontation ou de manipulation. Dans *Asiles*, tous les développements croisent cette problématique de la coopération/trahison que le reclus gère face aux surveillants, soit en s'y soumettant avec zèle, soit en adoptant discrètement des conduites de résistance. E. Goffman balance sans cesse de l'analyse des assignations aux normes institutionnelles (dépouillement, enfermement dans l'univers du reclus, carrière morale conforme) à celle de la dissidence ou à celle de la collaboration[111]. Son cadre théorique puise dans le jeu dialectique entre la résistance (les adaptations secondaires et les techniques de distanciation) et la soumission passive ou zélée aux règles du jeu. Tous ses chapitres égrènent les dispositifs administratifs d'accès aux privilèges des internés les plus soumis au jeu interne et à l'application des règles médicales. Une véritable division des internés les hiérarchisent, au sein d'espaces séparés (des quartiers), de fonctions séparées (des postes, des exemptions, des accès à des facilités), les reclus connaissant de la sorte deux carrières opposées selon qu'ils obéissent, s'alignent et célèbrent les normes de l'institution ou, tout au contraire, selon qu'ils adoptent des comportements de résistance les confinant au bas de l'échelle sociale, à moins de s'ouvrir à « une vie clandestine » et de s'aménager des prises sur « l'ennemi », terme utilisé par le sociologue américain. Deux grandes figures de la collaboration sont distinguées par le sociologue américain. La basse intensité est commandée par le cadre totalisant des institutions carcérales. Tous les reclus, quels que soient les organisations de ce type, doivent afficher des « *signes de déférences* »[112]. « *Il en résulte – différence essentielle avec la vie civile – que dans les institutions totales, la déférence se trouve placée sur un plan institutionnel et s'accompagne d'exigences spécifiques et de punitions spécifiques en cas d'infraction* »[113]. Sans aller jusqu'à dire que l'adhésion à l'ordre établi participe du même état d'esprit de déférence (chapitre 2), il note pourtant la réalité de cet

[110] Sur les exemples précis de gratifications et de privilèges, p. 92, 105, 204, 219, 223, 234, 237, 256, 281, 289, 318, 339 et s., notamment.
[111] Hélas, par un aveuglement sociologique qui ne cesse d'interroger, les exégètes du sociologue américain n'ont pas cerné son cadre théorique. De la même manière qu'on ne retient de N. Elias que la thématique de la discrimination (chapitre 3), E. Goffman n'est interprété et utilisé que sous l'angle de l'opposition entre les reclus et la direction de l'hôpital, schéma interprétatif de D. Lyon renouant avec le vieux « eux » / « nous » de R. Hoggart. C'est ainsi que D. Lyon, dans sa recension exhaustive des théories de la surveillance, présente les travaux d'E. Goffman en formulant une synthèse qui reprend cette division dualisée entre les dominants et les dominés, sans jamais faire état des deux carrières morales des reclus. Cet aveuglement est d'autant plus surprenant que tous les chapitres de l'ouvrage de E. Goffman abordent, après un examen inaugural des rituels de mortification réunissant effectivement tous les internés, les trajectoires différenciées des patients selon qu'ils collaborent avec l'organisation ou selon qu'ils tentent de s'opposer au cadre imposé. *Surveillance studies. An Overview, op. cit.*, p. 82.
[112] *Asiles, op. cit.*, p. 167 et s.
[113] *Ibid.*

alignement, que l'on peut globalement dénommer la collaboration minimale institutionnelle ou sociétale.

La seconde figure est celle qui retient davantage notre attention puisqu'elle met l'accent sur le fait que « *les deux groupes en présence* », les reclus et les agents institutionnels, peuvent « *masquer des caractéristiques spécifiques importantes* ». Il s'explique : « *Dans certains établissements, les fonctions et les prérogatives du reclus occupant certains postes d'hommes de confiance ou d'auxiliaires ne sont pas tellement éloignées de celles des gardiens qui font partie du personnel subalterne. En fait il arrive parfois que l'homme le plus haut placé de la catégorie la plus basse dispose d'un pouvoir plus étendu et d'une autorité plus grande que celui qui se trouve au plus bas niveau de la catégorie supérieure* »[114]. La tripartition est située comme point intermédiaire de bascule entre les deux conditions, le complice étant des deux mondes sans jamais vraiment relever d'aucun d'entre eux. Pour autant, le message n'est pas totalement clair. Car, dans les univers extrêmes de survie, des prédateurs peuvent acquérir du pouvoir sur les autres détenus sans qu'il n'y ait forcément une collaboration avec « l'ennemi »[115]. Ce qu'il importe de retenir des propos de l'ethnographe, c'est bien l'identification de la tripartition comme zone tampon entre les deux mondes. Si la loyauté envers le groupe des pairs signe la dualisation des rapports de force, la loyauté envers le personnel fait éclater celle-ci en faisant éclore une nouvelle dimension dans l'expression du pouvoir : les auxiliaires du commandement.

Au niveau « moyen » de la collaboration où le phénomène est observable à l'échelle des interactions entre acteurs, le livre de Goffman fourmille, dans tous ses chapitres, d'analyses multiples sur le fonctionnement de l'auxiliariat. Que ce soient les développements relatifs à « *la complicité dans la réclusion* », le « *système des privilèges* », « *la conversion* »[116] ou encore les passages sur « *l'engagement et l'attachement* » et « *le problème que pose la participation* »[117], le sociologue des institutions totales ne cesse de dresser, dans les parties deux et trois, après un exposé du cadre « totalitaire » (partie 1), les portraits variés de la zone grise dans les institutions totales au travers des dispositifs « d'intégration », lesquels sont aussi des dispositifs de relégation des « déviants » et des aspirateurs des bonnes volontés souhaitant « participer ». Loin d'être uniquement un reclus, l'interné est soit un aligné inaugurant une carrière « normale-isée », soumis aux « *signes de déférence* » voire un être zélé ajoutant son énergie au management en place, soit un rebelle dans l'empire de ce qu'il appelle les « *adaptations secondaires* » au service d'une loyauté envers le groupe des reclus ou tout simplement d'une loyauté envers son propre moi dissident. Loyauté et trahison dessinent les contours du concept biface de « *carrière morale* » puisque des valeurs positives s'accolent au moindre des comportements en situation totale. Du côté des stratèges conformistes, tout un spectre de « l'adhésion » et de la « mobilité sociale » est disséqué : les mille petits boulots planqués[118] (des planques aux liens quasi-ordinaires avec la hiérarchie et les petits emplois proches du droit commun), les quartiers de favorisés occupés de haute lutte[119], les plaisirs concédés aux méritants (des sucreries aux objets achetés à l'extérieur de l'enceinte par dérogations), les libertés de

[114] *Ibid.*, p. 168-169.
[115] La percée dans l'autre camp peut même parfois aboutir à des situations de potentats atypiques pouvant dérouter les membres des échelons subalternes du pouvoir bureaucratique, comme cela s'est vu à Buchenwald ou Dachau où le « clan » communiste est parvenu à mettre sous emprise une partie des SS. Pour les hôpitaux psychiatriques, Goffman parle de « *situation de caste* » pour singulariser « *les caïds* » (*Ibid.*, p 272) qui parviennent à se hisser à un statut n'ayant presque plus rien de comparable avec la notion de « malade » ou de « reclus ».
[116] *Ibid.,* p. 96-109.
[117] *Ibid.*, p. 229-243.
[118] *Ibid.*, p. 259.
[119] *Ibid.*, p. 203-205.

mouvement surdéterminées par les tactiques des auxiliaires les mieux placés renchérissant dans « *l'exploitation des affectations* » pour faire croire au désintéressement du privilégié[120], « *les promotions et rétrogradations* »[121], « *les stimulants* »[122], les proximités sociales avec les surveillants, presque tout concorde entre Erving Goffman et Primo Lévi du point de vue des privilèges et des stratégies de l'organisation pour diviser et régner. Dans la partie « *rites et cérémonies rituelles* », ce sont toutes les jonctions officielles entre les reclus et les surveillants qui sont traquées, dans ces zones intermédiaires de « *confiance* » où le reclus « *adoptant le rôle d'homme de confiance, finit par s'identifier pour de bon à l'agresseur lorsque s'établissent des relations plus ou moins intimes et inhabituelles par-dessus la ligne de partage entre personnel et reclus* »[123], ce que Goffman appelle le « *coefficient de perméabilité* »[124] dont le taux le plus élevé renvoie aux « *territoires réservés* » où « *surveillants et malades forment une sorte de classe dirigeante, se mêlent sur un pied d'égalité comme s'ils se trouvaient dans un mess de sous-officiers* »[125]. Le concept « *coefficient de perméabilité* » sera utilisé tout au long de cet ouvrage afin de montrer les modulations de la complicité, les niveaux de participation, les degrés d'engagement, l'intensité de la collaboration. A la fin de son ouvrage, le sociologue intitule un chapitre « *la structure sociale* » afin de rendre compte de « *cette utilisation d'autrui dans la vie clandestine du reclus* »[126]. La vie sociale n'existe pas telle que la sociologie l'enseigne dans les manuels, comme si un électrocardiogramme plat de la vie sociale révélait pour tous une intégration moyenne par « le lien social ». La structure sociale décline en fait deux figures, celle de l'affilié et celle du refusant, ce dernier éclatant de célérité dans tous les compartiments de la vie sociale, ce que les élites appellent « déviants ». Au-delà des petits arrangements épisodiques dans les petits groupes, *c'est une réflexion globale sur la fabrication des complicités qui est restituée en prenant appui sur la réalité des capacités de refus de nombre de reclus*. L'ethnographe pense alors les relations en surplomb de « *patrons à protégés* »[127] qui ont des « *malades à leur disposition* »[128] « *métamorphosés en zélateurs actifs* »[129]. La relation soignant/patient, purement médicale, ne peut fonctionner dans l'organisation sans que n'existe la relation proprement sociale entre un ensemble de dominants (et de fonctionnaires) et un ensemble de reclus promus dans une zone grise faisant tampon avec la grande masse des internés. Le lien entre les magouilles circonstancielles et la force structurale de la zone grise diluée dans toute l'organisation, est fermement établi : « *L'organisation de l'hôpital donne une base officielle au système du patronage* »[130]. On retrouve, à l'échelle d'une organisation de gestion de la déviance, le principe du clientélisme auparavant activé sur les scènes locales dites « normales ». Dans ce jeu où les suceurs ont l'appui des médecins et du personnel administratif, le déviant ou résistant doit faire attention. La distanciation au rôle ne consiste pas seulement à fabriquer du « mieux » en clandestinité en se méfiant des autorités. Il faut simultanément se méfier des collabos, lesquels n'agrègent pas uniquement des gratifications mais aussi des obligations maussiennes à rendre ; autrement dit à fournir du renseignement, à être des informateurs. Cette multiplicité de rôles de complices (privilégiés et proches de la hiérarchie ; délateur et découvreur

[120] *Ibid.*, p. 274.
[121] *Ibid.*, p. 223.
[122] *Ibid.*, p. 234.
[123] *Ibid.*, p. 143.
[124] *Ibid.*, p. 170.
[125] *Ibid.*, p. 295.
[126] *Ibid.*, p. 317.
[127] *Ibid.*, p. 339 et s.
[128] *Ibid.*, p. 340.
[129] *Ibid.*, p. 344.
[130] *Ibid.*, p. 341.

de magouilles pour les dénoncer) s'articule étroitement aux comportements des réfractaires qui, coincés dans les mêmes lieux que les privilégiés auxiliaires, doivent prévoir des façades adaptées :

« L'existence d'adaptations secondaires permet de penser que le groupe des reclus a élaboré une sorte de code et des moyens implicites de contrôle social pour se garantir contre la délation qui pourrait en menacer le fonctionnement. Dans le même ordre d'idées, on peut penser que le principe de la différenciation sociale tel que l'élabore le reclus relève, pour une part, de ce souci de sécurité dans la mesure où il aboutit à définir d'un côté les 'cafards', les 'mouchards', les 'moutons' ou les 'faux jetons' et de l'autre les 'types réguliers' »[131].

Dans ce jeu d'interdépendances entre les manipulations officielles (le dégradé des postes et des planques, les rétrogradations, la hiérarchie des quartiers) et les marchandages inter-individuels, la caporalisation s'invite, stricto sensu, comme dans toutes les institutions totales et les formes autoritaires du lien social dit « traditionnel » : « *Les surveillants ont un ou deux 'hommes à tout faire' qui les aident de façon régulière à faire marcher le quartier* »[132]. Les kapos/courtiers des nobles qui menaient collectivement les paysans au bureau de vote tout au long du XIX[e] siècle ne fonctionnaient pas autrement. Il serait misérabiliste d'ignorer que les intermédiaires acquièrent un certain pouvoir, bien loin de la condition du reclus lambda : « *Les fonctions de contrôle que l'on doit confier à un malade pour rendre plus efficace sa collaboration avec son patron lui permettent d'acquérir à son tour un certain droit de patronage* »[133]. Si le succès posthume *d'Asiles* est surtout polarisé sur « *les adaptations secondaires* » (les résistances tactiques des reclus), on voit bien que sa lecture est affectée d'une lourde ambiguïté. S'il est vrai que le champ scientifique s'est enrichi par l'usage désormais banalisé du concept « *carrière morale* »[134], hélas, cette ouverture vers les trajectoires des acteurs s'est concentrée sur la mobilité personnelle de l'agent dominé et « *les modifications qui interviennent dans la personnalité du fait de cette carrière* »[135], à savoir ce « *remodelage social* »[136] qui signifie que la personne est façonnée par les étiquetages et devient performativement ce qu'on veut qu'elle devienne, ce que H. Becker a si bien décortiqué dans *Outsider* à propos des fumeurs de marijuana. Or, ainsi employé, le concept *amalgame* deux positions radicalement différentes dans l'organisation. D'un côté la carrière morale épouse les contraintes d'une acculturation *limitée* aux règles du jeu interne – dépouillement, apprentissage des règles et résistances, d'où l'étiquetage et la stigmatisation, mais aussi la vie clandestine avec les capacités de s'adjoindre des biens supplémentaires. De l'autre, la carrière morale rend compte de l'appropriation peu à peu assumée des cadrages internes au sein d'une trajectoire faite de promotions, d'avantages et d'alliances ; conversion qui signe une pleine collaboration instrumentale avec les surveillants, les médecins et l'administration en général, le reclus devenant un privilégié au sens de Primo Lévi, un *prominent* disposant de statuts variables selon les grades acquis dans les pratiques de coopération. Autrement dit, l'institution totale cache ce bien-être spécifique des reclus « privilégiés » qui, quels que soient le « camp », l'enceinte, l'établissement total, s'opposent à la masse des autres reclus confinés dans leur place (sauf pour les engagés clandestins dans les adaptations secondaires), dont la retraite dans le texte caché masque là encore plusieurs degrés dans

---

[131] *Ibid.*, p. 99.
[132] *Ibid.*, p. 344.
[133] *Ibid.*, p. 343. « *Ainsi, le malade responsable de la pièce du sous-sol y a bien sûr son propre bureau (…) De même l'homme de confiance qui a la haute main sur la cuisine lors des fêtes données au foyer, possède la clef de cette pièce peut ainsi faire entre n'importe quel ami* ».
[134] *Ibid.*, Partie 2, p. 179-225.
[135] *Ibid.*, p. 179.
[136] *Ibid.*, p. 181.

la carrière de résistance. Goffman utilise d'ailleurs le même terme que P. Lévi (« *prominents/privilégiés* »). S'il est patent que les hôpitaux psychiatriques de la période actuelle n'ont plus grand-chose à voir avec les grands dépôts caractéristiques de l'enfermement foucaldien, au sein desquels il était possible qu'existe « *un membre déguisé du personnel ou un mouchard à la solde de l'administration* »[137], le cadre conceptuel proposé par Goffman conserve toute sa pertinence, comme l'attestent les différents chapitres de ce livre. Si *Asiles* fournit des clés d'une grande richesse pour penser la théorie de la complicité, force est de constater *qu'aucune recherche n'a jamais existé sur le thème de la collaboration dans les sociétés industrielles*.

Aiguillonné par les travaux pionniers sur les complices du champ culturel, puis sur ceux de Goffman autour des deux « *carrières morales* », le travail de conceptualisation consiste en un affinage plus général du « *coefficient de perméabilité* » dans les sociétés de paix.

La prise de conscience initiale, en un mot – puisqu'il ne s'agit pas dans cet avant-propos de défricher le cadre théorique de la complicité mais de situer l'auteur – se résume à cet art de faire : la domination ne fonctionne jamais sans une sorte de drame individuel que je nomme, dans la suite théorique posée par Goffman, *le dilemme de la double loyauté*. Une fabrication d'intermédiaires se glisse dans le processus de domination, où trois entités se confrontent : le maître, l'esclave et le complice ; ce dernier subissant la tension entre la participation ou la défection. Il n'y a jamais eu de dualisme patrons/ouvriers. La science sociale des complices refusant de faire grève ou acceptant les promotions internes là où d'autres refusent pose ainsi le thème de la double loyauté qui est la subjectivation du concept objectiviste tripartition. Au sein des classes populaires, la propension à devenir des sortes de mercenaires d'entreprises pour « briser les grèves »[138] est un des chapitres les moins détaillés de l'historiographie du mouvement ouvrier. Pourtant, le terme « jaune » est devenu une sorte de drapeau négatif utilisé dans tout l'occident[139]. Prélevé dans le bouillonnant vivier des classes sociales, cet exemple est loin d'épuiser la matière, que chaque chapitre égrène.

Quoi de commun entre l'essai de Primo Lévi consacré à « *la zone grise* » dans les camps de concentration et le Foucault gauchiste des « *micropouvoirs des petits chefs* » dans les entreprises privées, entre le texte militant et révolutionnaire de Toni Négri rédigé au moment où l'Italie, dans les années 1970 dites « années de plomb », semblait basculer dans la guerre sociale, et l'autobiographie d'un mineur dénonçant les « *rouffions* » ? Le concept « complices de la domination » permet de comparer toutes sortes *d'arènes sociales où, au cœur des rapports conflictuels de classe à la fois capitalistes et impérialistes, des dominés font le jeu des dominants, tandis que d'autres demeureront des dissidents en fuite ou en lutte, sur fond d'alignement majoritaire des agents socialisés*. D'un côté, des hommes participent à l'extermination

---

[137] *Asiles*, *op. cit.*, p. 319.

[138] Se reporter au chapitre 4. Sur ce thème, l'histoire américaine est riche. S. H. Norwood, *Strikebreaking and Intimidation : Mercenaries and Masculinity in Twentieth-Century America*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2002. Des firmes, comme Pinkerton assistance, Bergoff Bros & Waddell, ont joué un rôle crucial dans la fourniture de main-d'œuvre de remplacement, en prenant des ouvriers mais aussi des étudiants désargentés, en recrutant souvent des hommes de main issus de gangs comme le Monk Eastman gang ou encore les dénommés Quarante voleurs ; bref, toutes les fractions disponibles du sous-prolétariat, mais aussi d'autres catégories sociales « disponibles » pour la préservation des seuls intérêts des capitalistes. « The workers who do not join the strike » sont dénommés péjorativement 'scab, blackleg, bootlicker, blackguard or knobstick', expressions qui renvoient toutes à la lâcheté du 'galeux', du 'jaune', du 'bras cassé', du flagorneur, ou de la 'matraque' au service du capital. https://en.wikipedia.org/wiki/Strikebreaker

[139] « *The term "Yellow" is a synonym for strikebreaker in many European societies (gelbe, amarillo, giallo, etc.). In pre-1914 Europe, which remained dominated by monarchies, only in republican France this term was explicitly used by a nationalist armed group of strikebreakers, namely, the Yellow movement. In 1899-1901, the French and industrial society experienced an unprecedented wave of massive strikes. Historians saw this popular mobilisation as a prefiguration of the "great labour unrest", which subsequently affected the United Kingdom, between 1911 and 1914. The mobilisation of French workers and republican citizens in this fin de siècle took place in the industrial stronghold of France, along the German border. As a reaction, powerful industrialists created the first "Yellow" organisations. They explicitly conceived them as their "social movement". At the turn of the century, these strikebreakers were officially recognised by octroy. This differentiated the Yellow movement (with a capital "Y") from the many informal yellow organisations which emerged concomitantly, with the same antidemocratic purpose* ». R. Bonnet, « The Making of Counter-Internationalism. Political Violence. Strikebreaking and the Yellow movement in pre-1914 Europe », *PArtecipazione e COnflitto, The Open Journal of Sociopolitical Studies, PACO*, Issue 13(1) 2020, p. 740-771.

d'autres hommes, au service des SS alors qu'ils sont eux-mêmes des déportés voués à une mort certaine ; de l'autre, un intellectuel à l'image de Toni Négri se lance dans une résistance radicale contre un ordre ordinaire d'oppression économique tandis que les journalistes chiens de garde légitiment à tout va l'ordre néolibéral[140]. Dans ce grand écart a priori un peu mystérieux ou incongru se tient la proposition majeure de cet ouvrage. La formule constitutive de l'objet, laquelle traduit chaque chapitre en autant de démultiplications qui brassent les figures de la collaboration dans le monde social actuel, peut être rédigée ainsi : *c'est parce que la conscience de la domination extrême produit la possibilité d'une dissidence qu'elle rend possible l'identification d'une partie de la division sociale du travail comme complicité d'alignement ou de retournement*. Autrement dit, la réalité sociale des « sorties » des normes atteste la possibilité d'une vie réfractaire, laquelle se mire aussi *dans* l'ordre social au travers de la double loyauté, la revendication de soi dans le groupe des dominés ou l'acceptation d'une pleine collaboration avec les « supérieurs ». La « société » n'existe que comme raccourci commode pour qualifier un univers social donné de formes diverses de dominations et de pouvoirs, lesquelles sont, en réalité, déformées par des conflits de classe appelant une contre-insurrection permanente capillaire : des oppositions multiples traversent « le corps social » dans la mesure où les violences subies dans les rapports de classe induisent des réactions de défense tant des dominés que des dominants. Face aux violences constitutives de l'ordre capitaliste et des contraintes liées à la vie encagée dans un Etat, les humains disposent de quatre possibilités de réagir : la fuite, le suicide, la collaboration, la protestation. Ce sont les quatre formes d'action sociale dans la trame marécageuse des socialisations, des identités, des appartenances, des cultures assimilables à de l'impensé, de l'inculcation largement ingurgités sans réflexivité. On peut, dans ce bain de l'immersion sociale, concentrer les « réactions » des opprimés en deux attitudes fondamentales : la loyauté ou la résistance[141], lesquelles sont indissociables du travail de défense des dominants. Pour résumer en une formule lapidaire, il est possible de dire que sur le tapis des adhésions sociales immanentes aux

---

[140] Ce capitalisme qui broie les travailleurs dans cette « *société industrielle* » si bien nommée par les intellectuels organiques selon l'expression éponyme de R. Aron qu'il reprend à A. Comte. On pourrait fournir une liste comprenant notamment J. Galbraith, M. Crozier, J. Fourastié, A. Touraine, R. Sainsaulieu, Y. Meynaud, J. Duvignaud ; autant d'intellectuels témoignant de cette pensée holiste hypostasiant le capitalisme comme entité sociale partagée, synonyme « d'ordre social » ou de « système social », autant de notions problématiques qui normalisent en fin de compte l'être en société comme allant de soi.

[141] D'autres variantes sont tout autant importantes, notamment la séparation entre les alignés ordinaires et ceux qui font du zèle, notamment les engagés dans la collaboration. La loyauté envers le système est une forme de collaboration (chapitre 2) théoriquement « phénomène analyseur » par le truchement de la résistance. Or, la résistance peut aussi être brisée et déboucher sur une des pires formes de collaboration, le travail avec les pouvoirs oppressifs pour traquer les autres résistants. C'est cette réversibilité qui introduit en fait deux formes de collaboration, ceux qui sont attrapés comme résistants et retournés, et ceux qui se portent volontaires pour se mettre au service de l'ennemi. Quand J. Dlamini étudie les collaborateurs noirs en Afrique du Sud au temps de l'Apartheid, il oublie de mentionner ces deux trajectoires. Il oppose les alignés ordinaires aux retournés capturés par les forces de répression, sans penser aux volontaires. Si le volontaire ne risquait pas la mort, le retourné anciennement résistant a dû, quant à lui, faire ce choix. D'où la partition qu'il introduit dans son étude : « *There is a yawning gap separating the collaborators who staffed apartheid's bureaucracies of repression and the millions of South Africans who had no choice but to live with its police, its soldiers and its functionaries* ». J. Dlamini, *Askari, A story of collaboration and betrayal in the anti-apartheid struggle*, Auckland Park, Jacana Media, 2014, p. 18. En fait, en pratique, la loyauté envers l'ennemi se démultiplie en une myriade de manières de faire, les lettres anonymes de dénonciation, l'aide dans des tâches subalternes, l'engagement militaire, l'espionnage, la propagande, la création de partis politiques alignés. Les retournés, anciens résistants, sont paradoxalement les pires traîtres sous la menace de la torture ou de la mort, parce qu'ils peuvent « faire tomber » tout un réseau de résistance. Ils sont toujours poussés à devenir des espions et à dénoncer des camarades qui, de ce fait, seront tués. Beaucoup de complices volontaires ne vont pas ou ne peuvent pas aller jusque-là, tandis que le résistant retourné voit son destin tragique se teinter de « lâcheté ». D'où la grandeur absolue d'un Jean Moulin, torturé et mort sans n'avoir jamais « rien lâché ». La dualité « loyauté envers le système -y compris celui de l'ennemi- et résistance » est donc complexe puisque la résistance peut entrainer les pires formes de collaboration. C'est la aussi où la sociologie est comme remisée dans les brancards, incapable de penser ces réversibilités sans détermination autre que le pur pouvoir foucaldien. En fait, si le cas de conscience extrême du résistant et des modalités de son orientation vers la mort ou vers la collaboration sont à jamais perdus par la science sociale, en revanche, il est toujours possible de penser les formes de la collaboration, le répertoire de la traîtrise. Chercher à rendre raison des cheminements conduisant vers telle ou telle loyauté est vaine, sauf à expliquer en surface les gratifications octroyées. Mais savoir pourquoi tel ouvrier acceptera d'être « un jaune » et pourquoi tel autre se risquera à occuper l'usine avec « les camarades » sans défaillir ne fait pas partie des ambitions de cet ouvrage. Car, la question morale demeure une question de subjectivité prise en situation (accepter le prêt du patron, continuer à se rendre au travail pendant une grève), tandis que le coefficient de perméabilité peut être étudié « extérieurement » en disséquant le fonctionnement de l'organisation, le dispositif de pression et les avantages « mis sur la table ». Disséquer les univers de la complicité ne nous aidera jamais à comprendre les ressorts, dans tel groupe donné dont les agents partagent les mêmes propriétés sociales, des choix conduisant vers une ou l'autre des deux loyautés sociales : jouer le jeu du système avec toutes les variations possibles ou préférer la résistance, la encore avec toutes les gradations possibles. Dans le registre de la collaboration, de la complicité, de la participation zélée, de la traîtrise, disséquer les habitus en vue d'une étiologie du passage vers telle ou telle posture relève encore d'hypothèses plus qu'hasardeuses.

transmissions parentales et institutionnelles, certains sont réfractaires aux normes, tandis que d'autres surjouent, en se faisant les auxiliaires zélés de l'ordre social parce que cet ordre social est le fait d'humains qui se mobilisent pour défendre leurs capitaux. Revenons aux réactions de rejet.

La fuite peut être une résistance lorsque l'alternative consiste à fabriquer un autre monde, à l'image des zadistes, des communautés hippies ou anarchistes auto-gestionnaires qui détournent le sens juridique de la propriété privée pour créer des espaces autonomes interdisant l'expulsion[142]. La protestation se situe à cheval entre les deux modalités de réaction. Elle peut n'être que corporatiste et s'accomplir, notamment lors des « trente glorieuses », en vue d'accroître sa propre part du gâteau. En ce cas, le conformisme est la règle, la collaboration se donnant à voir, et dans le mode de vie normé, et dans l'intention de vivre encore mieux dans cette vie-là en luttant pour dégager des ressources supplémentaires. En revanche, elle peut être inquiétante pour le pouvoir lorsqu'elle prend la forme d'émeutes, d'insurrections ou de révolutions[143].

La dialectique entre la collaboration (alignement, retournement) et la dissidence (groupale avec la loyauté envers le groupe des pairs ou globale avec la sortie vers une vie alternative) est ce qui permet d'identifier la complicité au cœur des mécanismes amorphes de la vie sociale et de sa reproduction jamais exempts de réactivité ; et ce sont dans les choix cornéliens des dominés qu'elle se révèle le mieux. Ce sont dans les marges de jeu des acteurs violentés par des conditions de vie au sens fort du terme que l'on peut relativiser le poids des « déterminations » sociales, marges qui apparaissent beaucoup plus fortement chez les dominés que chez les profiteurs naturels du système (des cadres aux patrons, en passant par toutes les gammes de classes moyennes et supérieures). Alors que le champ sociologique s'est largement concentré – et souvent à juste titre – sur les violences subies par les classes populaires cerclées dans une culture de la reproduction, nuançant le propos par quelques modulations secondaires (vie privée, résistances de freinage, syndicalisation), il n'a pas bien pris la mesure de *l'immensité des « déviances » de ces classes populaires affrontant le choc de l'exploitation*, de la relégation, du racisme, du mal-logement, de la réduction de l'accès aux services publics ; déviances qui ne sont en fin de compte que des formes de refus s'exprimant par des illégalismes multiples (vol, rackets, insultes, fraudes, escroqueries, meurtres, pillages, destructions, souillures), des pratiques inversées de domination (proxénétisme, pédophilie, trafics de migrants pour du travail au noir) et des défonces (addictions, pratiques à risque) que les entrepreneurs de morale enferment dans une double peine. Le paradigme de l'intégration biaise l'analyse des classes sociales, on le sait. Mais il freine les efforts, y compris dans le modèle de la domination verticale et de la reproduction, pour penser, dans ces dynamiques de position des dominés, une dimension taboue : collaborer. On le verra dans cet ouvrage, « accepter » peut conduire les acteurs vers l'alignement, la normalisation résignée, l'aspiration à la mobilité, la délation, alors même que d'autres choisissent la lutte individuelle ou collective, la fuite, les déviances. Et c'est au travers des figures des refusants que s'éclaire d'autant mieux la posture de l'adhérent, de celui qui colle aux normes au point de faire du zèle et même mieux, de devenir un support supplémentaire de la domination. Se dessinent alors deux carrières morales, idéal-typiques, la loyauté envers le système (les alignés et les zélés) et la loyauté envers les défaits (dans le groupe où hors-cadre). Choix cornélien qui pose l'enjeu central des subjectivations de celles et ceux qui, en souffrance, au cœur de l'exploitation ou des ségrégations, virent vers l'intégration passive ou active ou privilégient d'autres orientations a-normales.

---

[142] Lire plus avant les analyses sur les univers de dissidence, chapitre 2.
[143] M. Kokoreff, *Emeute*, Paris, Anamosa, 2025.

La part si prégnante des comportements « déviants » des supposés dominés aurait dû éveiller les consciences des chercheurs quant à la tension quasi systématique entre aller à l'usine ou « mal tourner », entre « se ranger » en finissant à l'usine (après la phase mouvementée de la jeunesse abordée par N. Elias, R. Hoggart ou G. Mauger) ou se professionnaliser dans la « criminalité », le militantisme ou les coopératives autogestionnaires. C'est dans ce dilemme des dominés affrontés aux violences de l'assignation aux normes du travail forcé pour lesquelles les bourgeois ont lutté plus d'un siècle pour mettre au pas les ouvriers disciplinés, que toute la problématique de cet ouvrage trouve sa force. La sociologie de la complicité ne s'épuise pourtant pas à l'unique question de l'adhésion ou non des prolétaires au système. Elle se retrouve dans tous les segments du social et c'est la raison pour laquelle cet ouvrage se décline en chapitres brassant à chaque fois un aspect particulier d'un régime de complicité fonctionnellement adossé à la bonne marche des sociétés capitalistes indissociablement immergées dans des Etats impérialistes.

Alignement et retournement, mais aussi double loyauté et défection, structurent les modalités de ce rapport à l'ordre des classes populaires. *Ce jeu de bascule d'une loyauté vers une autre – logique de tension entre les groupes –, ou encore celui de la participation ou de la défection vers d'autres vies sociales – logique de tension entre adhésion et démission – définit en propre l'objet de ce livre articulant le structural et le travail relationnel de collaboration sans jamais prétendre enfermer les acteurs dans des destins déjà construits.* Toutes ces tensions fourmillent dans ces fabrications symboliques que sont la littérature, le cinéma ou le théâtre. Dans toutes ces constructions fictionnelles amplifiant le jeu social, les « écrivains » au sens large s'interrogent sur les modulations de l'âme, les réversibilités dans les comportements, traçant des multitudes de *story telling* dans toutes les couches sociales, dont les dominés qui basculent (ou non) vers le « service social », en s'engageant pleinement dans tous les postes, positions et postures d'auxiliaires, trahissant ou espionnant, retournant sa veste ou refusant les normes. Qui endosse le rôle d'espion, de traître, de salaud, de collabo, de balance, de jaune, de briseur de grève ? L'aligné bourdieusien a une démarche bien militaire si peu révélatrice d'un ensemble, certes structuralement compréhensible, de démarches chaotiques parce que justement la domination est une tension permanente.

Revenons encore un peu au monde ouvrier. Le « racisme » d'une fraction des classes populaires, son vote à droite et plus encore à l'extrême-droite, ne sont pas interrogés sous le prisme de la collaboration mais du fractionnement entrainant une précarisation et, par voie de conséquence une déréliction et une perdition. L'actualité politique occidentale, depuis plus de 30 ans confronte les chercheurs à ce basculement populaire vers le fascisme, l'autoritarisme bourgeois, l'ordre contre les contestataires, la répression des prolétaires racisés. A l'heure actuelle, il est tout aussi compliqué de comprendre la ventilation entre le vote de gauche (ou d'extrême-gauche) et le vote de droite (ou d'extrême-droite) des classes populaires. Quelles que soient les conditions de vie des classes populaires précarisées, avec les logiques de frustrations et de ressentiment afférents, on sait encore peu de choses sur le déroulement ultime associé à une prise de position (vote, opinion donnée lors d'un sondage ou au chercheur), d'un côté contestataire/sociale, de l'autre dénonciatrice/réactionnaire. Loyauté globale envers le groupe des dominés des « nous » ou remise de soi aux élites « sachantes » contre une « partie du peuple » ? La « triangulation » pensée par A. Collowald et O. Schwartz évoque uniquement deux formes de distanciation des classes populaires, en omettant d'étudier l'inverse, à savoir, deux formes de collaboration ou de loyauté, l'une envers un groupe des pairs, l'autre en fractionnant les intérêts du groupe tout en validant une « alliance » avec des autorités sociales : « *On pourrait dire que c'est un schéma non pas dichotomique mais triangulaire. C'est l'idée qu'il y a le haut, le bas, et « nous », coincés entre les deux. Le haut, ce sont les mêmes que tout à l'heure.*

Le bas, ce sont les familles pauvres qui profitent de l'assistance, les immigrés qui ne veulent pas « s'intégrer », les jeunes qui font partie de la « racaille ». Et « nous », finalement, on est lésés à la fois par rapport aux uns et par rapport aux autres »[144]. Tous les travaux sociologiques de ces trente dernières années insistent uniquement sur les processus de différenciation de la classe ouvrière en classes populaires, les fractions précarisées étant étudiées à la loupe, sans que ne soit interrogées les mécanismes variés d'hybridation culturelle poussant vers la loyauté envers les classes moyennes ou l'ordre social d'un côté (chapitre 3), et de l'autre, vers la loyauté envers un groupe primaire considéré comme un bloc nous/eux ; étant considéré que ces formes d'écartèlement ne signifient aucunement que la trahison ne viendrait que des plus stables ou des fractions « acculturées » par l'école ou la stabilité sociale, chaque fraction, tout au contraire, étant justiciable d'une analyse spécifique des conditions de possibilité du passage à la collaboration dans le milieu professionnel (chapitre 4 et 5) ou hors du cadre ouvrier (chapitre 6 et 7).

Le « *rouffion* », nous dit A. Théret, c'est l'ouvrier aligné sur ce qu'on lui demande de faire, et ce faire est quotidiennement parsemé d'obligations à se méfier les uns des autres voire à prendre les devants en dénonçant par anticipation le camarade de travail. L'ouvrier « normal », nous dit le syndicaliste qui a été une « gueule noire », s'épuise en fait à refuser cet ordre-là, à s'y cogner sans cesse au risque permanent du licenciement ou, à tout le moins, du discrédit auprès de ses « camarades ». Voilà bien *une inversion des perspectives* qui recentre le débat. Le « vrai » ouvrier, pour A. Théret, c'est celui qui « ouvre sa gueule », c'est celui qui ne se laisse pas faire. « La culture ouvrière » est parsemée de résistances multiples dans l'épreuve du travail et dans les performances des luttes syndicales ou de la grève. C'est celui qui s'organise avec les autres « camarades » contre l'ordre productif « normal ». On verra que ce profil ressemble trait pour trait à ce que E. Goffman nomme, dans *Les rites d'interaction*, « *l'action sociale* », par opposition aux routines. Or, cette action sociale révèle que les routines ou le cela va de soi sont bien loin de définir l'organisation d'une « société », surtout dans « les bas étages ». C'est dans la mesure où la révolte est possible que la définition du monde ordinaire comme un ensevelissement dans les « choses à faire » n'en est justement pas un. Et que l'inculcation ou la socialisation ou la familiarisation, chez les dominés, sont toujours sujets à caution *parce que ce qui fait mal crée la conscience du mal* et que de cette conscientisation nait la dualité de la prise de position : accepter son sort ou bien se révolter comme on peut. La « vie sociale » est donc un mauvais concept qui interroge le sociologue, lequel, de ce point de vue-là, peut la penser comme une *adhésion* au sens fort du terme ; autrement dit, une forme de complicité active, quels que soient les impensés culturels et les « déterminations » multiples qui sont soulevés pour exonérer les « agents sociaux » du sens de leur « participation ». Sans forcément être un sujet libre sartrien, le dominé n'est pas un poisson dans l'eau et à ce titre, il est souvent « entre deux eaux ».

Toutes les structures du monde social sont pétries de cet appel à collaborer. Sans prétendre pontifier, l'enjeu consiste aussi à poser une critique sociale des présupposés sociologiques. L'auxiliaire étant le tiers, le concept qui subsume toutes les notions courantes peut recevoir la forme linguistique appropriée renvoyant à ce tiers complice : la « tripartition ». En pratique, j'utiliserai

---

[144] « Haut, bas, fragile : sociologies du populaire. Entretien avec Annie Collovald & Olivier Schwartz », *Vacarme*, n°37, 2006, p. 50-55. Les auteurs rabattent sur Lénine ce qui sera appelé « *populisme* » : « Sur le plan politique, le populisme, selon Lénine « *servait autrefois, selon la définition de Lénine, à dénoncer une stratégie dévoyée de mobilisation du peuple contre ses propres intérêts et contre ses principaux défenseurs, le peuple était alors perçu comme la principale victime de la manipulation intéressée des élites* ». *Ibid.* Les sociologues projettent sur le politique ce qui est déjà et avant tout un alignement social (chapitre 2) et tout un ensemble de dispositifs d'adhésion au sens commun que Berger et Luckmann nomment « *l'intersubjectivité* », oubliant au passage de dire que les dominés ne partent pas gagnant dans la course aux normes communes et que celles et ceux qui les contrôlent les triturent aussi de nature à « faire consensus », ce que les sociologues américains prennent pour argent comptant.

aussi bien ce néologisme que les notions de la vie ordinaire en cherchant avant tout la contextualisation favorisant l'usage le plus proche de la pratique des acteurs. « Jaunes » ou « briseurs de grève » fait davantage sens quand on parle des grèves ou des contre-mobilisations patronales[145].

2/ Une remise en cause des évidences durkheimiennes sur l'intégration

Le concept « tripartition » a pour ambition de montrer que *le monde social n'oppose pas les classes sociales de façon dualiste, les « eux » et les « nous », pas plus qu'il est constitué d'une chaine linéaire de coopération au sein d'une hiérarchie fonctionnelle dénommée « division sociale du travail »*. L'ordre social repose sur l'organisation des activités sociales, des pratiques fonctionnelles et, nécessairement de la participation, de la coopération, de la collaboration, lesquelles soulèvent la question de la loyauté. Du coup, la coopération s'oppose à l'intégration mécanique, « organique », le postulat théorique de Durkheim ; ce qui offre l'image d'une certaine fluidité dans le fonctionnement de la « société » correspond à une sorte d'implicite qui masque les conditions d'un engagement préférentiel pour un « clan » (si l'on reprend les termes de Goffman) plutôt qu'un autre. Une hiérarchie, une division du travail portent en elles une torsion pour faire adhérer. Quand les différences sociales s'exposent dans les organisations et collectifs de travail, les dirigeants soumettent les salariés et autres assujettis à des pressions. Les postes comme les postures sont des positions de bascule, où se jouent des interdépendances négociées et des carrières morales ; lesquelles ouvrent le continent sociologique des tensions permanentes autour des loyautés : des arrachements et des dénonciations ; des achats de paix sociale et des zones tampon ; des pressions et des menaces ; des statuts rêvés et des salauds agressés. Il y a un monde, dans le champ scientifique, entre penser « le lien social » et « la complicité sociale » ; l'intégration et la fidélité ; l'ordre et l'allégeance ; la normalité et la soumission assumée, la routine et le zèle. Or, cet ordre social là, pensé dans ce décalage, dès lors fondé sur la complicité, la docilité active, autrement dit ce gonflement de l'intention dans l'action sociale, ne va pas de soi sur le plan théorique.

---

[145] Par provocation ou sens de l'imperturbable légitimité, le patronat s'érigea au début du XX[e] siècle, suite à une vague de grèves dans le Nord industriel, en fédération nationale des jaunes de France, organisation officielle de briseurs de grève structurée sur le modèle américain très développé. Il utilisa (notamment la famille Schneider) un ouvrier qualifié conducteur cheminot, Paul Lanoir, pour faire accroire à l'existence d'un syndicat ouvrier. Tous les chercheurs ont constaté des financements importants de la part des industriels et ont prouvé que les industriels ont secrètement monté ces organisations jaunes, dont celle de Paul Lanoir. Ces « syndicats » assuraient en fait une fonction de police privée illégale, « *les soldats de l'armée de la paix sociale* » comme certains de ses dirigeants nommaient ce type de maffia économico-politique. C'est grâce à ces réseaux souterrains que la FNJF fut reçue par le président de la République Emile Loubet en 1902 qui se félicita de remiser « *l'utopie des luttes de classes* ». Maillard, *Un syndicalisme impossible ? L'aventure oubliée des Jaunes*, Paris, Vendémiaire, 2017 ; R. Bonnet, « The Making of Counter-Internationalism. Political Violence, Strikebreaking and the Yellow movement in pre-1914 Europe », *Partecipazione e Conflitto, The Open Journal of Sociopolitical Studies*, mars 2020. http://siba-ese.unisalento.it/index.php/paco Lire aussi « L'extrême droite au travail », *Les cahiers de l'Institut CGT d'histoire sociale*, https://www.ihs.cgt.fr/wp-content/uploads/2018/11/137-dossier.pdf
Personne ne sait -car aucune enquête n'a été menée- pourquoi les ouvriers de métier ou qualifiés peuvent se trouver des deux côtés de la balance, aussi bien acteurs révolutionnaires suivis par J. Rancière qu'aristocratie dénonciatrice des assistés selon O. Schwartz. En tout état de cause, il faut bien des talents d'organisateur pour monter un syndicat, quel que soit son bord politique, ce qui rend improbable -mais non impossible- l'existence de montages de la sorte par des fractions du sous-prolétariat, sauf à trouver des autodidactes. La probabilité sociologique d'être contestataire ou un jaune revendiqué dépend comme toujours de multiples variables qui supposent de descendre dans l'étude de cas, le portrait, la trajectoire. Le fait d'exercer comme ouvrier dans un milieu contrôlé par des notables, l'origine paysanne ou une origine sociale liée à une fonction autoritaire -comme cela a été le cas de Paul Lanoir, fils de gendarme, particulièrement exposé et prédisposé à revendiquer « Travail, famille, patrie », slogan qui sera repris par Vichy- peut expliquer, autant que l'intérêt individuel (introduction) aux gratifications, le passage explicitement réactionnaire vers un syndicalisme de lutte contre les ouvriers et avec, dans l'organisation, des ouvriers comme des patrons. Mais n'oublions pas que Lanoir, comme son successeur, étaient fortement intéressés par le fait de se « faire de l'argent sur le dos des travailleurs ». R. Bonnet, « The Making… », *Ibid.*, p. 742 et note 7. Il y aurait eu en tout une cinquantaine de ce type d'organisation au niveau local, ce qui contraste fortement avec les fabrications proprement patronales aux USA qui se structurèrent sur le modèle d'armées de mercenaires manutentionnaires de plusieurs milliers d'agents regroupés dans de grandes fédérations et dépêchés sur les lieux de grève. H. Ford, par exemple, monta une organisation d'environ 5000 jaunes disponibles autant pour casser physiquement des piquets de grèves que pour remplacer des grévistes partout sur le sol américain dans le domaine automobile. S. Norwood, *Strikebreaking & intimidation. Mercenaries and Masculinity in twentieth-Century America*, *op. cit.*

Sociologue noir, E. Anderson pointe, dans sa préface (p. xxii) au livre du premier sociologue noir W.E.B. Dubois, un fait de collaboration forcée développé dans son ouvrage *The Philadelphia Negro, a Social Study*[146]. Cette participation forcée des prolétaires noirs est consentie du fait qu'elle dérive d'une manipulation des patrons. Embauchés par des patrons blancs désireux de baisser les salaires de tous les salariés, pour la plupart des prolétaires blancs, les chômeurs noirs promus ouvriers endossent malgré eux la figure du collabo, du jaune, du fayot. L'ouvrier noir traditionnellement hors du travail régulier dans les USA de la fin du XIX[e] siècle peut enfin accéder au salariat de droit commun au prix d'une complicité avec les élites économiques, lesquelles licencient des Blancs, recrutent « *a gang of Negroes* » avec des bas salaires « *and then if Whites wish to regain their places, they must accept the lower wages* ». (Le même phénomène est clairement attesté en France avec sa politique d'immigration[147]. Et on a vu que le patronat américain faisait appel à des entreprises de *strikebreaking* en mobilisant des troupes de chômeurs noirs afin de briser les grèves. Cette production de zone grise, proche du kapo recruté par le bourreau, est bien plus visible que celle qui procède d'une sorte de rencontre médiée, lamellisée, par la méritocratie scolaire et les formations intermédiaires (voir les chapitres 2 et 6), entre ceux qui aspirent à briguer les postes de la fonction publique, notamment celui de policier, et ceux qui sont en ligne directe recrutés par les prédateurs industriels. Dans l'Amérique raciste ségrégationniste de cette époque, il n'était pas sans conséquence d'occuper de tels postes (une soixantaine sur 4000 à Philadelphie au début du XX[e] siècle), ce que WEB Dubois ne perçoit pas comme une caporalisation de la domination sur la population noire du ghetto, mais uniquement comme une mobilité sociale valorisante pour « la communauté noire ». A la grande différence de E.F. Frazier qui centre toute son analyse de la bourgeoisie noire sur son alignement socio-racial sur le monde des Blancs (y compris en devenant propriétaire d'esclaves puis, après l'abolition de l'esclavage, patrons ou professions libérales), WEB Dubois, proche de M. Weber, se concentre sur la stratification sociale et les statuts, *passant son temps à glorifier la norme, la politesse, la bonne vertu des classes supérieures noires* (p. 316-319), ce qu'il a lui-même dû subir pour devenir sociologue, sans toutefois être intégré à l'Ecole de Chicago. Il ne voit donc aucunement, en mentionnant à une seule reprise le terme de « *mulattoes* », que ces Bourgeois se différencient fortement des couches inférieures, non pas seulement du point de vue de leur ségrégation résidentielle ou de leurs revenus, mais aussi de la place tenue comme affranchis dans la structure socio-raciale, c'est-à-dire comme alliés des anciens colons les ayant libérés, en conservant des liens de proximité et en mimant leur comportement, ce dont Frazier rend magistralement compte dans *La bourgeoisie noire*[148].

Une double loyauté est posée : se rapprocher du maître et faire carrière ou demeurer avec les pairs ? C'est le dilemme moral que soulève la question de la complicité : *« Dans les affaires de complicité, l'éthique du sujet est inévitablement politique, traversée par l'ambiguïté et le doute. Elle lie l'individu au collectif et transforme la distance en proximité »*[149]. Dans le propos de ces deux anthropologues de la complicité, l'enjeu est semble-t-il unidirectionnel. Or, la question politique inférée par l'engagement pour un camp ou pour un autre fonctionne dans les deux directions, selon les deux loyautés. Quitter son groupe d'ouvriers pour devenir chef d'équipe peut être bien vécu, comme honneur d'être reconnu par le chef et, de fait, se séparer des « anciens copains » pour assumer au mieux la nouvelle fonction. Mais il peut aussi être une promotion refusée (chapitre 4 et 5) lorsque les récipiendaires

---

[146] *The Philadelphia Negro, a Social Study*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, [1899], 1995, p. 135.
[147] G. Noiriel, *Etat, nation et immigration, op. cit.*, p. 71-77.
[148] Sur cette socio-histoire, et pour le cas monographique de la Martinique, P. Bruneteaux, *Le colonialisme oublié, op. cit.*
[149] É. Mahieddin & J. Soldani, « Tous complices ? Penser les relations troubles », *op. cit.*, p. 3-29.

estiment préférables pour eux de continuer à bénéficier de l'amitié ou de la solidarité du groupe des pairs. Soit la carrière n'est en ce cas pas recherchée, soit le salarié décline l'offre de l'encadrement au risque d'être renvoyé ou mis au placard. Le concept de « collaboration » lui aussi fait mal, parce qu'il révèle un monde social jamais ordinaire, jamais stabilisé – n'en déplaise à R. Castel et ses supports dans le salariat prétendument heureux –, jamais inoffensif ; mais tout au contraire, un monde qui fait toujours mal et dont les pics de souffrance sont des marqueurs du « *coefficient de perméabilité* » induisant le type de loyauté choisi. Penser l'oxymorique coopération des opprimés, autrement dit, de l'immense partie des « acteurs sociaux » qui peuplent les ouvrages consacrés aux « groupes », « communautés », « cultures », c'est penser ce tiraillement où le continent des fantasmes sociaux de compensation si bien pensé par N. Elias ne peut trouver, dans le réel, qu'énergie limitée investie dans les boyaux autorisés, sauf à accepter le coût du retrait et de l'escapisme. Si la *tripartition est la vaseline des relations sociales*, elle n'existe que dans un état social défini par la violence d'oppresseurs qui ne peuvent mécaniquement « faire passer la pilule comme si de rien n'était » tandis que, au sein des masses prisonnières de leurs places, une fraction se laisse tenter par la laisse du chien de garde.

S'invite, autour de cette sociologie dialectique de la participation zélée *et* de la résistance des réfractaires au système des « normalités », *une théorie socio-anthropologique des mondes sociaux où la double loyauté interroge la réversibilité du sens pratique*. D'où un cadre théorique anti-durkheimien qui remet en cause la division sociale du travail soutenue par *l'illusion d'une intégration sociale normée allant de soi*. Les dirigeants des multiples institutions sociales peuvent utiliser, souvent de façon perverse, à coup de pressions, de chantages et de propositions alléchantes, les couches dites « inférieures » de la société. Cet essai remet en cause la linéarité des positions sociales au sens d'une hiérarchisation qui ne poserait pas de problème épistémologique, parce que, dans « le système social », s'introduisent de multiples ruptures, contradictions, et oppositions. Et c'est dans la réalité des refus, des dissidences, des formes multiples de comportements réfractaires que se niche la découverte d'un secteur trop largement méconnu du monde social : le travail de manipulation, par les diverses élites, *accentuant le processus fonctionnel d'alignement* des couches dominées par *le retournement d'une fraction* des opprimés afin que ces derniers participent à leur niveau et avec leurs moyens au maintien et à la perpétuation de l'ordre social. Dirigé et contrôlé par des élites invisibilisées dans les mots abstraits « capitalisme », « néolibéralisme », « travail en entreprise », « salariat dans les organisations », ce monde est *activement* celui d'un travail social omniprésent de captation des allégeances, bien au-delà des mécanismes de socialisation. En choisissant le camp des vainqueurs, le vaincu trahit son groupe, à la suite d'un « examen de conscience » inévitable, ce que la sociologie des trahisons identifie nettement : « *Portraying the third party as only contemptuous would be a simplification. Ideational morality here, as is often the case, is modified by reality. Reality allows a 'stretching' of values, and the individual hence tends to 'negotiate' with himself or with others* »[150].

L'ambition de cet ouvrage consiste à revenir sur certains concepts majeurs de la science sociale en montrant la tension – et donc la controverse – entre la vision durkheimienne de la division sociale du travail et *une perspective de sociologie critique de la hiérarchie*. Loin de postuler une division fonctionnelle des tâches et une interdépendance, le regard sociologique interroge la relation entre le cela va de soi et la domination traversant les couches dominées. C'est au carrefour des apories du monde social, entre adhésion fonctionnelle à la domination et oppositions à ses

[150] M. Åkerström, *Betrayal and Betrayers : The Sociology of Treachery,* London & New York, [1991], Routledge, 2007, p. 33.

violences renvoyant la norme *comme forme de coopération – un point aveugle dans les théories d'inspiration bourdieusiennes – que l'on mettra en perspective les enjeux oxymoriques – terme clé de P. Lévi relevé par C. Ginzburg – autour des positions hiérarchiques de dominés,* autour, aussi, de leur mobilité sociale, de leur carrière, et même de leur « cela va de soi » toujours finalement partiel et chaotique ; ce que N. Murard, avec bien d'autres, nomme, pour les définir, « *l'ambivalence du moi* ». Autrement dit, interroger les acquis de la socialisation et des marquages sociaux chez les dominés suppose d'annexer à la théorie de l'habitus, le concept de complicité *parce que s'en remettre à un dominant est aussi une carrière morale*[151]. *Penser l'adhésion ou l'illusio impose de penser simultanément les pratiques sociales de refus, fondement d'une sociologie morale de la collaboration*[152]. Ce livre n'est donc pas une sociologie de la domination stricto sensu. Il entend se pencher sur *les mécanismes de la domination mobilisant les dominés*, en affinant le processus de fonctionnalité par *un engagement, une énergie, un zèle*, tandis que d'autres privilégient la dissidence, la fuite, la lutte, ou simplement la soumission ordinaire « sans faire de vagues ». Il ne s'agit plus uniquement de penser des positions et des prises de position, ce qui confine le regard sur la dimension statique des « appartenances » et, justement, des cela va de soi. Les routines ne sont pas des routines. Elles sont traversées par des logiques d'intensité, d'adhésion, de revendication, comme des appels à se montrer bon élève ou au contraire à s'armer de courage pour s'opposer aux « rouffions », « fayots », « mouchards », « jaunes », « balances » ou « chien de gardes ». Cet essai, issu de recherches empiriques sur les mondes coloniaux et les mondes sous-prolétaires, dessine les visages des collaborations, des participations, tout cela impliquant une énergie de mobilisation pratique, physique, émotionnelle et morale : immanence de la complicité dans le cela va de soi (chapitre 2), docilité volontaire diffuse dans les organisations ou la vie locale (chapitre 3 et 4), aspiration à la carrière au travers des métiers d'encadrement subalternes (chapitre 5 et 7), transfuges assumés dans les positions institutionnelles de contrôle ou de répression (chapitre 6), engagement dans les activités de légitimation au nom de « l'intellectuel libre » censé dénoncer les pouvoirs et en le faisant pas (chapitre 1) ; et même, dimension tragique, résidus d'intellectuel organique chez les intellectuels critiques les plus reconnus (chapitre 8).

Prenons un exemple clé du modèle repoussoir, au travers des études portant sur le « social ». Un assaut généralisé des « solidaristes » s'aligne sur le fondateur de la sociologie française pour imposer, dans le monde occidental, la doxa « scientifique » de l'intégration, de l'insertion, de la cohésion. Nul autre mieux que R. Castel, suivi par M. Messu, S. Paugam, J.F. Laé, P. Artières, N. Duvoux, P. Pichon (et tant d'autres suivistes), n'a véhiculé cette illusion naturaliste de l'intégration sociale dont le « support », dit-il, serait le salariat stable. En forcené des « *zones d'intégration* »[153], le sociologue français le plus cité sur « la question sociale » réussit le tour de force, avec un lapsus magistral, d'aborder, dans le même passage, *« avant cette invention du social (…) les modes systématiques d'intervention à l'égard de certaines populations : répression du vagabondage, obligation du travail, contrôle de la circulation de la main-d'œuvre. Il existait donc alors non seulement ce que j'appellerai le 'social-assistantiel', mais aussi des interventions publiques à travers lesquelles l'Etat jouait le rôle de garant (*sic*) du maintien de l'organisation du travail et de régulateur (*sic*) de la mobilité des travailleurs* »[154] ou chacun a « *une place assignée* »[155]. Que

[151] Ce concept clé de la sociologie d'E. Goffman et d'H. Becker sera traité plus avant. Il est essentiel dans la théorisation de la tripartition. Disons ici rapidement que les « traîtres », notamment ceux étudiés par E. Goffman dans les hôpitaux psychiatriques américains des années 1950, regroupent ces tiers qui se mettent au service des médecins pour parvenir à gérer l'ensemble des patients.
[152] On reviendra plus tard sur le sens que l'on entend donner au syntagme « sociologie morale ».
[153] R. Castel, *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris, Fayard, 1995, p. 17.
[154], *Ibid.*, p. 26.
[155] *Ibid.*, p. 16. Il faudrait faire une socio-histoire spécifique de la « place » dans les mondes dits modernes. Les historiens ont largement documenté l'invention douloureuse, par le patronat, d'un ouvrier attaché à son poste (sans absentéisme, sans démission ou fuite) dans ce grand passage entre l'ouvrier de métier et l'ouvrier prolétaire de la « révolution industrielle ». Outre la socialisation progressive au poste, à la station statique mortifère de l'OS sur « son poste de travail » que maints journalistes de TV filment à la sauvette pendant que le cadre pérore sur les performances de sa

l'on puisse énoncer les dimensions connues des violences de l'exploitation capitaliste et celles de l'Etat en les retournant en puissance « *régulatrice* » de la « *mobilité des travailleurs* » indique le jusqu'au boutisme durkheimien de R. Castel visant à dénier l'oppression – reconnue ponctuellement et disséminée dans une histoire de 800 pages – pour en mâcher la substance mortifère et la régurgiter en modalité bienfaitrice de l'Etat « social » symbolisé par « *la société salariale* »[156] « *même si ce n'est pas le triomphe de la condition ouvrière* »[157]. Il s'agit moins de reprocher à Castel son faible sens des nuances dans l'analyse des fractions et groupes concurrents de la [158]société salariale – ce qui ne l'interdit pas de mentionner, pour les années 1970 « que les catégories populaires sont encore bien loin d'avoir refait leur retard » – que de passer totalement sous silence toutes les formes d'oppression (sauf à noter incidemment en bas de page à propos des OS « *la pénibilité de nombreuses tâches* »[159]) et, plus encore, toutes les stratégies favorisant l'adhésion forcée, l'achat de la paix sociale, les calculs patronaux autorisant les divisions internes, le montage des milices, des matons de toutes sortes, jusqu'aux pressions pour prendre un verre avec les cadres[160]. Il parle des immigrés et des femmes sans rapporter ces fractions salariées aux processus impérialistes et capitalistes de domination où le thème de la fidélisation se situe au cœur des démarches patronales d'importation de main d'œuvre corvéable et docile[161]. Le même auteur qui parle de R. Linhart uniquement en note de bas de page euphémise totalement la portée de son entrisme révélant l'univers des manipulations et des humiliations, thème central de son passage chez les OS (voir le chapitre 4). On abordera longuement, dès le premier chapitre, ce rôle conformiste des sociologues intellectuels organiques, dont les fondements théoriques ont été jetés par Gramsci et Nizan, légitimant l'ordre social en proposant un ensemble de notions holistes réunissant toute la population intégrée, en « cohésion sociale », pour le plus grand bénéfice des dominants externalisés, comme exfiltrés et comme protégés de toute approche méticuleuse les concernant dans leurs bagnes industriels, cachés derrière la façade des grands mots ne mettant en lumière que des abstractions, dont celles que véhicule l'Etat et ses représentants autour du bien commun, de l'intérêt général, du service public, du contrat social, de la participation des citoyens. Autant de catégories qui aident à pondérer les pratiques de domination, avec les politiques sociales qui suivent. Mais les mettre au premier plan, c'est inverser les charges sociales, les pesanteurs bien consistantes qu'affrontent au quotidien les classes populaires. Bien sûr, dans ce type d'analyse où tout le monde s'incline et joue le jeu face à

---

nouvelle machine-outil ou de son nouveau partenariat avec les équipes, les dirigeants des usines n'ont eu de cesse de policer les conduites dans cette gestion incessante de l'espace ; pour interdire la perruque, les pauses indues, les vols ou les sabotages. « *D'où le renforcement dans toutes les usines sidérurgiques des services de garde et de pointage. 'Cette question touche de près celle de la surveillance générale et de la circulation du personnel pendant le travail qui est un problème important à résoudre dans une entreprise organisée rationnellement'. C'est dans ce domaine que l'offensive est la plus énergique : 'surveillance constante affirment les dirigeants de Pont-à-Mousson. Un ouvrier ne doit jamais travailler sans la présence d'un chef à proximité'. Partout, ce mot d'ordre est martelé : 'La sécurité exige une place pour chaque chose et chaque chose à sa place'* ». G. Noiriel, *Immigrés et prolétaires*, *Longwy, 1880-1980, op. cit.*,p. 232-233. S'il revient à Foucault d'avoir inventorié dans les grandes lignes des régimes disciplinaires dans les écoles, les hôpitaux, les prisons, les couvents ou les usines, au temps de leur mise en place, ces cadres sociaux n'ont plus été étudiés en tant que tels. Une sociologie des « positions », des « places », des « postes », des « gardes » s'oppose ainsi aux corps circulant de l'Ancien régime où les « cases » n'existaient presque pas. La distribution des corps dans les organisations, dans ces « boites » rationnalisées à la loupe, est sans doute l'invention la plus typique de l'Occident, le travail posté des OS sa pointe avancée. Les individus demeurent, dans notre formation sociale, des heures et des heures assis, figés, bureaucrates ou travailleurs dans une même division sociale du travail dont les dimensions mortifères sont largement passées sous silence, tandis que les médecins et psychologues font la comptabilité des dépressions, suicides, arrêts maladie, problèmes corporels, addictions multiples aux médicaments comme à l'alcool ou aux drogues. Paradoxalement, la station immobile est aussi utilisée -à moins que ce ne soit qu'une intensité extrême non voulue mais logiquement coordonnée aux mêmes habitus disciplinaires- pour punir. Dans ces mondes fous, il faut alors bouger en dehors du travail, faire du sport. Des entreprises mettent « au service du personnel » des salles spéciales pour se « maintenir en forme », comme s'il s'agissait d'une gratification. Toutes ces violences sociales sont passées sous silence quand on ne retient du salariat que « la sécurité de l'emploi avec le CDI » ou « l'amélioration de la condition ouvrière » du fait de la consommation. Le corps affecté à une place est un corps affecté pathologiquement. Les zoos parlent de « cages », mais éthologiquement, la souffrance de l'enfermement sur un territoire minuscule est commune à toutes les formes de vie. Le capital, disait Marx, est cette forme aliénée de la vie captée.

[156] *Ibid.*, p. 581.

[157] *Ibid.*, p. 521.

[158] *Ibid.*, p. 595.

[159] *Ibid.*, p. 579.

[160] Se reporter aux chapitres 4 et 5 où cette technologie de l'attachement est disséquée pour ce qui a trait au monde des entreprises.

[161] En revanche, c'est ce que décrit remarquablement bien G. Noiriel, *Immigrés et prolétaires, 1880-1980*, Paris, PUF, 1984.

quelque chose qui n'est pas loin du meilleur des mondes, la complicité globale des travailleurs dominés postés et *in fine* participants consommateurs (chapitre 2) ne peut être paradoxalement aperçue ni nommée, encore moins tous les échelons intermédiaires qui mettent de l'huile dans les rouages, que ce soit les délateurs en place (chapitre 3 et 4) ou les transfuges complices (chapitre 5 et 6). Or, ce sont ces *auxiliaires* qui précisément nourrissent cet ouvrage remettant en cause les cadres théoriques dominants en termes de stratification sociale linéaire, « *ces groupes inscrits dans le continuum des positions qui constituent la société salariale, principe de différenciation généralisée* »[162] ; cette société de « *relative intégration de la majorité des* [163]travailleurs » désormais secondés – et sans doute prochainement dépassés – par l'intelligence artificielle, laquelle se déploie aussi bien dans l'espace public – c'est l'aspect le plus connu, celui de la techno-surveillance policière – que dans les administrations sociales (contrôle redoublé des assistés par les CAF[164]) ou même sur le théâtre des guerres et des génocides[165]. Contre cette vision durkheimienne de l'intégration, c'est le modèle de la surveillance, des disciplines, de la domination, mais aussi de *la manipulation stratégique* qui nous conduira vers M. Foucault, mais aussi vers E. Goffman dont le cadre théorique de l'institution totale est central pour penser *les deux carrières morales possibles des reclus* et plus généralement des *subalterns* dans les organisations.

Paradoxalement, si toute la science sociale ou presque s'appesantit platement sur les « relations sociales », la « socialisation », « les liens forts et les liens faibles » et, bien sûr, « l'intégration sociale », elle a fui comme la peste la question morale des appartenances au regard d'un monde de domination qui fait mal et qui, dans l'entreprise, blesse continuellement des agents aux prises avec des conditions inhumaines de travail, tandis que le stratosphérique Durkheim n'y voit qu'une division du travail où chacun est à sa place, thèse que consacre encore de nos jours des sociologues de gouvernement :

« N'en déplaise à certains, travailler ne sert pas qu'à gagner sa vie. Travailler, c'est aussi s'intégrer au monde social, tisser des relations avec autrui. Telle est, d'ailleurs, la thèse majeure d'E. Durkheim dans *De la division du travail social*. Observant les mutations du droit sur une longue période, le sociologue conclut que, dans la modernité, la division du travail n'est pas source de rupture, elle produit au contraire de la dépendance réciproque et donc de la solidarité. Non seulement l'érection de la société industrielle a permis de tisser de nouveaux liens mais son développement s'est également accompagné de luttes (…) pour affermir l'attache des travailleurs à ladite société. Comme l'a montré R. Castel, l'histoire du salariat peut se lire ainsi, c'est-à-dire en suivant le fil de l'intégration ou, autrement dit encore, de la lente normalisation du statut salarié au sein du corps social » [166].

De la part d'un sociologue du « travail » reconnu, ce type d'écriture, sur la forme comme dans le fond – parler en effet de « corps social » ou de « tissu social » suffit à classer ce type de

---

[162] R. Castel, *Les métamorphoses de la question sociale, op. cit.*, p. 596.
[163] *Ibid.*, p. 597.
[164] Les Caisses d'allocations familiales. Se reporter au chapitre 10.
[165] Israël, avec le soutien des USA, à la pointe de cette nouvelle technologie, expérimente les derniers raffinements des drones sur les corps des Palestiniens comme des Libanais. La reconnaissance faciale permet à des drones statiques d'isoler une zone bombardée pour que les cibles, essayant de sortir des décombres, soient tuées dès leur apparition. Identiquement, les secours venant à la recousse sont impitoyablement tués. « La nouvelle guerre du Liban », Conférence de Ziad Majed, professeur de science politique, chercheur franco-libanais, devant la société des Amis du monde diplomatique, Avignon, 12 décembre 2024. Que ce soit à Gaza ou au Liban, un bruit assommant, régulier, envahit les quartiers saturés de drones suivant impitoyablement chaque cible désignée jusqu'à ce que mort s'ensuive. Les expérimentations sont effectuées sur toutes sortes de victimes, y compris des enfants, des journalistes, des médecins, des vieillards.
[166] M. Lallement, « Transformations des temps, Mutations du travail », in P. Cingolani (dir.), *Un travail sans limites ? Subordination, tensions, résistances*, Toulouse, Erès, 2012, p. 17-34.

sociologues – naturalise, essentialise l'adhésion des dominés en diabolisant toute perspective centrée sur les violences et les divisions. Derrière l'apparence d'une science irréprochable de la mesure et de la retenue se nichent les excès et les outrances de la collaboration implicite à un ordre ainsi fondé organiquement par les scientifiques. Plus que jamais, la référence à Durkheim signe le renoncement à toute entrée dans les mondes concrets d'une oppression capitaliste et étatique dont les déclinaisons pratiques (chantage, menaces, agressions) sont toujours des appels à la participation entre « collaborateurs » (chapitre 2). Si un sociologue comme M. Lallement rabat le fondateur de la sociologie française sur la nécessité de la collaboration de classe, d'autres croient faussement qu'il serait socialiste et n'aurait pas été « un intellectuel de gouvernement » mais uniquement un « intellectuel spécifique » éloigné de la scène du pouvoir.

Si l'ouvrage de G. Noiriel est sans doute la meilleure analyse qui ait été faite de la typologie des intellectuels organiques de gauche comme de droite, en revanche, les positions adoptées à propos d'E. Durkheim, perçu non pas comme « *intellectuel de gouvernement* » mais comme « *intellectuel spécifique* », sont largement contestables. En prétendant l'inclure dans le groupe de tous les scientifiques se contentant de mettre leur science au service des citoyens, G. Noiriel survalorise le rôle « socialiste » du maître à penser de la République (p. 210 et s.) alors que ce dernier a été un des pivots – donc intellectuel de gouvernement – de l'idéologie du juste milieu entre conservatisme (ou anti-républicanisme) et groupes révolutionnaires prônant à l'époque la violence armée (anarcho-syndicalisme) ou défendant une vision classiste du social (partis communistes affiliés à la 3e internationale). Durkheim n'a jamais centré sa sociologie sur la domination ou les classes sociales, n'étudiant jamais les ouvriers comme le fit Max Weber, qui plus est en montrant l'oppression et les tactiques de freinage, bien avant D. Roy aux USA[167]. En fait, « *un nouveau système éducatif se met en place qui tente d'inculquer à tous les vertus de l'ordre républicain. Très tôt, Durkheim s'avère sensible à ces évolutions* »[168].

Les sociologues, pétris de durkheimisme, ont passé sous silence les implications politiques du holisme – « l'ordre social » ; « la société » – ou de ses dérivés essentialistes – « le lien social » ; « la sociabilité »- voire même de ses déclinaisons dynamiques : « l'intégration sociale », « l'insertion sociale », hors desquels il n'y a point de perspective sociologique[169]. Pourtant, l'acharnement avec lequel le Durkheim fonctionnaliste a imposé une vision holiste des attentes solidaristes des acteurs aurait dû inciter à relativiser fortement sa pensée. S'il est vrai que l'épistémologie qu'il pose est toujours d'actualité, ses fondements théoriques du social sont largement une politisation réifiée d'un social enchanté, forçant la résolution du conflit de classe :

> « Son effort pour édifier une sociologie de l'intégration et de l'ordre » [renvoie à] « des intérêts politiques : quelle solution apporter à la question sociale ? Comment réaliser la démocratie ? Or, les concepts dominants de la théorie de l'intégration sociale ne lui permettent pas totalement cet accord aux faits. Ainsi le thème de l'harmonisation spontanée des intérêts des groupes rivaux dans la participation aux valeurs et symboles collectifs, et le thème de la nécessité de structures inégalitaires expriment eux-mêmes la façon contradictoire dont Durkheim a voulu, par le biais d'une sociologie de la cohésion, répondre à un projet de changement et d'action. L'obsession intégrationniste, le consensus à tout prix, rendent difficiles l'acceptation du conflit (…) Etre éducateur, et Durkheim voudra d'une certaine

[167] M. Weber, S*ur le travail industriel,* Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles,[1908] 2012.
[168] R. Weil, E. « Durkheim », in K.M. Van Meter, *La sociologie*, Paris, Larousse, 1992, p. 255-284.
[169] On peut retrouver ce type de perspective chez de nombreux anthropologues comme R. Linton, *De l'homme*, Paris, (trad.) Ed. de Minuit, 1970 ; chez les psychologues de la socialisation chez l'enfant de manière générale Comme C. Piaget, et parmi une grande majorité des sociologues de la socialisation polarisés sur les apprentissages individualisés chez l'enfant. C. Dubar, *La socialisation*, Paris, Armand Colin, 2000. Contre ce type de point de vue, il y a de rares travaux comme ceux de L. Boltanski, *Prime éducation et morale de classe*, Paris/La Haye, Mouton, 1977.

façon toujours l'être, n'est-ce pas dans ces conditions enseigner aux hommes à trouver une unité de sentiments et d'esprit ? Une lecture de Durkheim qui serait attentive à son arrière-plan psychologique, pourrait ici permettre de cerner très tôt chez Durkheim un double besoin : une exigence de communion d'abord [fils de rabbin devenu agnostique transférant le sacré du social dans la volonté collective] liée au sentiment que l'homme n'existe que par l'autre, par la chaleur du groupe, la participation communielle ; un besoin de loi ensuite, en rapport à cette impression que l'homme ne peut vivre hors d'un encadrement »[170].

La prégnance du paradigme durkheimien s'est figé dans un ensemble de prérequis puissants assimilant la sociologie à une science du calme, des places attribuées si pratiques pour la statistique, de l'ordre à enregistrer, « *une science positive des faits moraux* »[171], des structures, des fonctionnements, des configurations, du lien social, du « *besoin de sociabilité* »[172], des politiques publiques ou de l'action publique d'un Etat œuvrant pour le bien commun, des déterminations à être dans des positions données relativement interdépendantes. « *Une industrie ne peut vivre que si elle répond à quelque besoin. Une fonction ne peut se spécialiser qui si cette spécialisation correspond à quelque besoin de la société* »[173]. Durkheim a fréquenté des hommes de gouvernement, comme Millerand, avec qui il discutait notamment de la syndicalisation des fonctionnaires, ce à quoi il rétorquait :

« Toute la question qui est agitée, cette année, dans ces *Entretiens*, revient à savoir si l'organisation des fonctionnaires publics doit être modelée sur celle des fonctionnaires privés [ce qui signifie pour lui tous les salariés des entreprises privées qui servent l'intérêt supérieur de la société]. Le syndicat, c'est l'organisation que s'est donnée la vie industrielle. Or, il suffit de poser le problème en ces termes pour apercevoir tout ce qu'il y a de rétrograde dans une telle conception [autoriser le syndicalisme dans la fonction publique] malgré son apparence révolutionnaire (…) Le progrès semble consister à réclamer, pour l'employé privé, un peu des garanties et de la stabilité dont jouit l'employé public (avec les obligations correspondantes) et non à introduire dans les emplois publics l'anarchie »[174].

La vision de son « socialisme » se réduit à sa solidarité, fondement de l'Etat providence et de la social-démocratie. La vision des dominés s'épuise à recommander à ce qu'ils respectent leurs « *obligations* », ce qui revient à transmettre, en provenance de la fonction publique, le sens du travail bien fait, la soumission aux supérieurs hiérarchiques, le devoir de réserve et l'obligation à un service minimum. Du coup, dans ce monde régit pas l'octroi de miettes des « riches » vers les « pauvres », « *si parfaite que soit la solidarité, jamais l'intérêt individuel ne pourra coïncider exactement avec l'intérêt social [et il faut] instituer une organisation stable qui fasse la loi aux intérêts particuliers au nom des nécessités collectives (…) Pour introduire plus de justice rétributive et distributive, il n'est pas nécessaire de bouleverser de fond en comble le système complet de la possession, de la production et des échanges. Quoi qu'on fasse, on ne pourra jamais abolir la possession privée* »[175].

---

[170] J.C. Filloux, introduction à E. Durkheim, *La science sociale et l'action*, Paris, PUF, 1987, p. 5-68.
[171] E. Durkheim, *Journal sociologique*, Paris, PUF, 1969, p. 467.
[172] E. Durkheim, *La science sociale et l'action, op. cit.,* p. 201. Le suicide, l'anomie, la déviance, ne sont que les ratés d'un système qui, en temps de crise ou à cause de bouleversements sociaux, ne parvient pas à se réguler. La solidarité organique, l'interdépendance, la division du travail social participent de l'équilibre de la « société » pensée comme un tout homogène. Rien n'est plus éloigné du fondateur de la science « sociale » que le clivage en classes sociales. Le rapport entre les aptitudes et les fonctions occupées doit naturellement fonctionner, sans qu'aucune pensée de la discrimination ou de la domination n'interfère. La sociologie a donc choisi pour « fondateur » un être profondément conservateur posant comme établi que la conscience collective existe et est sacrée, immanence de la volonté collective qui n'interdit aucunement une sociologie de la liberté des individus dans le monde moderne puisqu'ils sont, de toutes les manières, happés par le leg des générations, la force externe des institutions et des traditions, et l'interdépendance sociale.
[173] *Ibid.*, p. 255.
[174] E. Durkheim, « Les fonctionnaires et l'Etat », in Textes, 3, *Fonctions sociales et institutions*, Paris, Editions de Minuit, 1975, p. 201.
[175] E. Durkheim, « Le problème du socialisme », in Textes, 3, *Fonctions sociales et institutions, op. cit.,* p. 166-167.

Les violences, les haines, les maltraitances, les coups bas, en un mot le désordre de la lutte avec, comme dans la guerre, ses alliés et ses ennemis, sont toujours demeurés secondaires et « pathologiques » en science sociale. Apologie de la règle, des normes et du droit qui ouvre sur une dénonciation claire de tous ceux qui ne jouent pas le jeu, « les déviants » qui, quoi qu'on en dise -ce serait le langage des autres, le « labelling »- structure bien le langage des sociologues. Où est la fameuse « solidarité » quand, immergé dans le confort bourgeois des dirigeants issus de Normale Sup cinglés par Nizan, le même Durkheim professe que « *la propriété individuelle est la loi même de la vie* »[176] ? Et qu'il égrène des pages ultra-conservatrices sur le contrôle social des familles populaires « déviantes » -ce qui est le fondement de sa sociologie des menaces avec « *l'anomie* », le « *dérèglement* »- légitimant in fine le placement des enfants :

« C'est à ce désarroi général qu'il faut attribuer avant tout l'effroyable montée de la criminalité juvénile. Mais par quels moyens lutter contre le mal ? M. Fouillée en propose un assez grand nombre : législation contre les progrès de l'alcoolisme, contre la licence des rues, des théâtres, qui excite à la débauche, expansion plus grande des institutions de bienfaisance pour prévenir les tentations de la misère, renforcement de la législation répressive. Mais, de tous les remèdes, le plus important et le plus efficace, c'est une réforme profonde de l'éducation. C'est en agissant sur les jeunes générations que l'on peut empêcher la corruption de se propager et de s'aggraver en se propageant. Le malaise actuel tient essentiellement à une dissolution de nos croyances morales. Les fins auxquelles nos parents étaient attachés ont perdu leur autorité et leur attrait. Il en résulte un véritable vide dans notre conscience morale. Les faiblesses du magistrat et du législateur ne font que traduire, tout en la renforçant, la désorientation ambiante et qu'il faut avant tout mettre un terme à celle-ci. L'accroissement de la criminalité juvénile est un fait constant dans tous les pays civilisés [lié à] l'absence de surveillance morale exercée sur de jeunes travailleurs depuis que la corporation a cessé de jouer le rôle qui lui incombait autrefois. Les remèdes proposés sont : une législation protectrice du travail qui prévienne la désorganisation de la famille dans les classes ouvrières, des réformes pédagogiques, des établissements d'éducation spéciale pour les jeunes criminels, le droit, pour l'Etat, de surveiller la manière dont les enfants sont élevés dans les familles et de les en retirer s'ils y sont exposés à de mauvaises influences »[177].

Quand bien même la sociologie interactionniste a démontré la part politique de l'assignation à la « déviance », *le thème dominant demeure la déviance, non la contre-normativité.* Il est toujours fait allusion à un centre à partir duquel se déclinent les périphéries, les « outsiders », les exclus, les marginaux, les hors la loi et autres délinquants. Redire la disqualification dans les termes de la construction sociale, par les dominants, de l'invalidation sociale, *n'implique jamais la requalification du centre comme centralité à discuter, comme norme arbitraire, comme ordre fondé sur la violence.* L'intégration sociale demeure toujours un socle à préserver, quoique les sociologues « comprennent » et « expliquent » ces tragédies sociales imposées par le centre normatif. *Outsiders*, d'O. Becker, a l'immense avantage épistémique de parler des gens à côté des normes tandis qu'il explique simultanément l'étiquetage par le pouvoir des opposants à ses normes, normalisation qu'il qualifie justement de « *politique* »[178]. De ce fait, les prérequis des « criminologues » et autres juges scientifiques de la déviance anomique ou délinquante ont déteint sur la sociologie des intérêts, du pouvoir et de la domination, la rendant quelque part aussi ordonnée que l'ordre lui-même. N'importe quel universitaire peut parler en boucle des intérêts personnels ou des stratégies sans rendre compte en pratique de ce qu'ils signifient concrètement dans les relations sociales, dans les interactions quotidiennes parsemées de coups bas, de coups tordus et de coups durs pour ceux qui subissent les « ordres », endurent les brimades et les sanctions, survivent dans les privations et les exclusions. Or, on ne peut extraire la logique goffmanienne *d'Asiles* pour l'appliquer à tous les champs sociaux routiniers si l'on ne se redonne pas la possibilité de penser ce substrat du social porté par des générations de

[176] E. Durkheim, *Journal sociologique,* Paris, PUF, [1969], 2003, p. 171.
[177] E. Durkheim, *Journal sociologique, op. cit.*, p. 303-304.
[178] Paris, Métailié, 1985, Introduction.

philosophes/sociologues animés par une vie académique interdisant ce type de comparaison « déplacé ». La bienséance a repoussé l'immersion dans les contre-normes, toujours évoquées comme « vice », « meurtres », « assistanat », « marginalités ». A un stade plus invisible des médias et visiblement de la science sociale centrale, les « gens » ne sont pas d'abord et principalement figés à leur place et intégrés. Ils détestent leur sort, envient le voisin, rêvent du groupe de référence, mettent des bâtons dans les roues au proche accessible, passent à l'acte et suppriment les concurrents gênants, quittes à devenir des délateurs et à larguer des bombes informationnelles vraies ou fausses. D'ailleurs, résume G. Noiriel à la fin de son ouvrage, tous les intellectuels critiques ou spécifiques sont revenus de la « cité savante » selon eux, finalement, utopique et fictionnelle[179]. La phénoménologie de la vie sociale, ce sont les cadavres de la carrière, comme dans un combat originaire menant au statut convoité de chef ou de sous-chef, ce qu'ont bien compris les autorités militaires qui ont créé une myriade de statuts et de grades. Les stratégies de disqualification des autres sont premières dans le monde social, et, dès l'école primaire, la socialisation individuelle convoque la performance solitaire, l'accès aux positions de leader, rituellement consacrées dans ces cérémonies de dégradation que sont les remises des copies, et la remise des « félicitations », avec images et récompenses. Les « récréations », véritable microcosme de la jungle, déploient le spectacle cauchemardesque de la violence où les caïds tentent d'inverser la donne, le racket et les coups des « mauvais élèves » ne durant qu'un temps avant que « l'orientation » ne vienne les guillotiner socialement[180]. Des alliances ponctuelles ou contre-nature peuvent se manifester, un faible payant sa protection, d'autres acceptant de se soumettre au chef de la bande. Les moqueries, ragots, médisances, génèrent un climat généralisé du soupçon, de la dénonciation, et souvent des agressions ou des calomnies conduisant à des suicides ou des fugues. Comment ce beau tableau de l'école « républicaine » ou du « service public » n'a-t-il pas inspiré les chercheurs ayant devant leurs yeux un lieu central de fabrication et d'élévation des adultes au monde qui les attend ? La vie sociale est épreuve et tout oppose l'individualité conforme à la Durkheim, nichée dans la stratosphère idéaliste d'un personnalisme partagé où « *la solidarité vient du dedans, les hommes s'attirent entre eux aussi naturellement que les atomes du minéral* »[181], à l'individualité observable dans les mondes sociaux où l'agression, la demande de performance, l'évaluation des faits et gestes, l'assignation aux disciplines, les dénonciations de toutes sortes et l'empire des sanctions, morales ou judiciaires, gouvernent la plupart des activités sociales. Le mouchard ou celui qui retourne sa veste ne sont, dans cet ouvrage, que la pointe émergée de l'iceberg, les figures éponymes de la zone grise, leurs doubles dupliqués dans tous les champs sociaux. Les capitaux sont individuels, et ces armures se déploient dans des

---

[179] *Dire la vérité au pouvoir, op. cit.*, notamment p. 252-259.

[180] Nous l'avons dit, le point aveugle de cet ouvrage est le monde de « l'éducation nationale », lequel est sans doute la plus belle entreprise de retournement des classes populaires. Combien de fils de paysans et d'ouvriers sont-ils devenus instituteurs ? Bien que stationnés dans des postes subalternes, ce sont eux qui gouvernent les consciences des enfants, appliquant méthodiquement, en « *hussards noirs de la République* », les « *programmes* » inventés par les élites pour remplir les cerveaux de contenus alignés sur la « grandeur de la nation » en faisant accroire le célèbre mythe de la méritocratie contraire à tous les verdicts de la statistique. Sur le rêve d'ascension sociale des ouvriers via l'école et l'illusion de la réussite selon les capacités personnelles, T. Poullaouec, *Le diplôme, arme des faibles. Les familles ouvrières et l'école*, Paris, La Dispute, 2010. Cette croyance dans les vertus de l'école, de la promotion, voire des métiers scolaires ne signifie aucunement une réduction mécanique à la reconnaissance de tous ses acteurs. Les milieux populaires, dans ce jeu, peuvent se méfier des verdicts des chefs d'établissement. G. Felouzis (al.), *Les marchés scolaires. Sociologie d'une politique publique d'éducation*, Paris, PUF, 2012, p. 109. Dans des sociétés pacifiées recourant massivement aux diplômes et au capital culturel afin de monter dans « l'échelle sociale », les classes populaires, bien que pénalisées par les lois de la reproduction, parviennent tout de même à considérer pour presque la moitié qu'il est préférable de ne pas avoir un métier d'ouvrier, qu'il faut pousser ses enfants vers le lycée général plus les moyennes sont élevées. Si la moitié des fils d'ouvriers demeure ouvrier, une mobilité existe, dont une partie dans la fonction publique. Dans l'entre-deux-guerres, 13 % des instituteurs était d'origine ouvrière. Aujourd'hui, 20 % des fils d'ouvriers accèdent à des professions intermédiaires dont le métier de professeur des écoles. Entre 10 et 15 % des enseignants sont d'origine populaire. J.F. Chanet, « Le recrutement des instituteurs dans l'entre-deux-guerres : une approche quantitative », *Siècles, Revue d'histoire « Espaces et cultures »*, n°6, 1997, p. 69-83. La tripartition, en ce domaine, mériterait une étude en soi afin de savoir, notamment, comment l'alignement et le retournement sont non seulement intériorisés par des oblats qui doivent tout à l'institution, comme le remarque P. Bourdieu, mais aussi activés dans les cours et dans les interactions avec les parents des différentes classes sociales. Ont-ils tendance à surnoter les élèves d'origine inférieure ou tout au contraire entrent-ils dans la schéma triangulaire d'O. Schwartz mettant en lumière le racisme social des prolétaires aristocrates -et donc des petites mains des cols blancs à l'égard des assistés et des incapables ?

[181] E. Durkheim, *La science sociale et l'action, op. cit.*, p. 212.

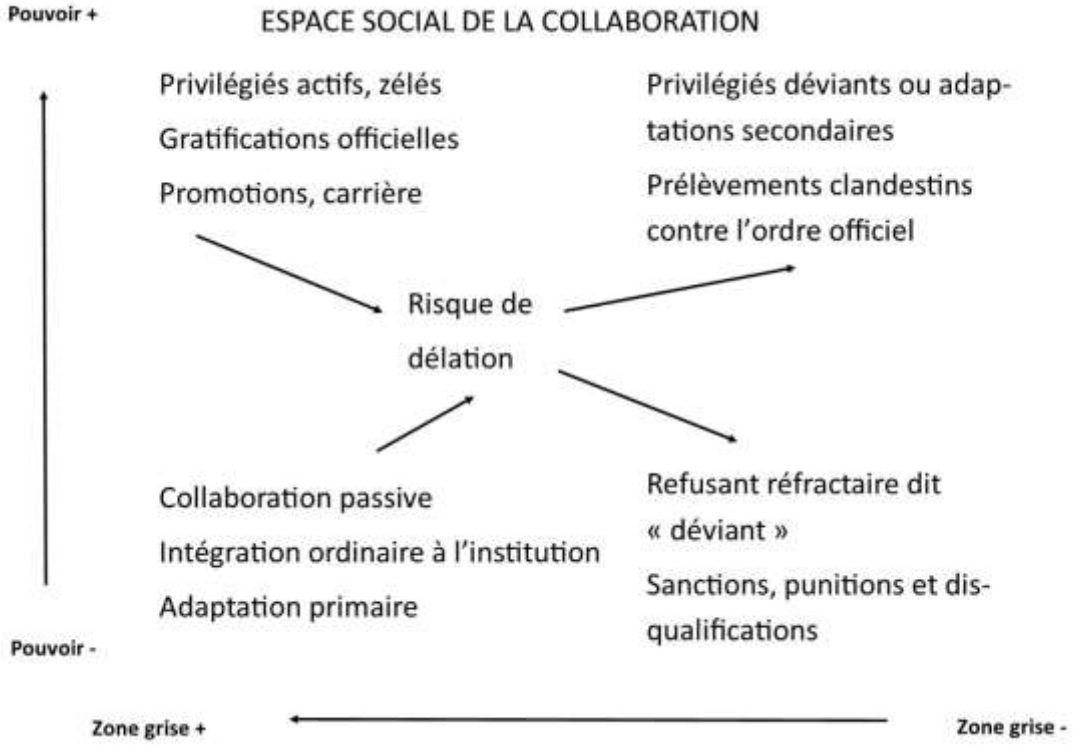
arènes avec des clans pudiquement présentés dans l'expression abstraite « capital social ». Le népotisme, le clientélisme, la secte, le parti, la bande, le clan régentent les relations ordinaires nouées en multiples féodalités, dont l'université est loin d'être avare. A l'opposé de ces luttes de classement et de ces agressions, Durkheim promeut une sociologique figée de la distribution des places simplement contrariée par les valeurs personnelles méritocratiques pouvant s'exprimer par les performances scolaires. Hors de cette petite sphère de mobilité sociale, point de liberté individuelle (alors qu'il en parle abstraitement). Il faut river l'individu à l'Etat, à son groupement professionnel et à sa place dument gratifiée d'obligations à respecter. Dans le domaine privé, la conformité sociale est de mise : « *Toute union sexuelle qui ne se contracte pas dans la forme matrimoniale est perturbatrice du devoir, du lien domestique et elle trouble l'ordre public. Il n'y a pas de société morale dont les membres n'aient les uns envers les autres des obligations* »[182].

On peut dire que la petite bourgeoisie méritocratique et la grande bourgeoisie conservatrice ont pu piocher ensemble dans les œuvres du « maître fondateur » les éléments de langage permettant d'asseoir la science sociale comme institution modérée, social-démocrate, masquant son absence d'objectivité par le recours au même centrisme que celui des enseignants du lycée martelant leurs cours de cette obligation à lire *Le Monde* du fait de son « *objectivité* ». C'est dans cet ordre des pouvoirs en recherche d'accroissement permanent -comme l'est la recherche effrénée de l'accumulation du capital quel que soit « le champ »- que se localise le sous-secteur des complicités. La tripartition, bien loin des obligations morales, révèle la cruauté d'un social qui ne repose pas sur le droit, les obligations, la morale, la liberté de l'individu et le progrès. Elle signe et éclaire l'un des segments où s'exprime le désordre social indéfectiblement corrélé aux chaines de commandement et aux maltraitances dont elles se nourrissent, avec ces zones frontières locales où s'achètent les acteurs et où les autres se rebiffent et tentent d'échapper aux tentatives d'emprise. Au cœur des grandes distributions de masses dominées et de minorités dominantes, les coups, les meurtrissures, les atteintes au travail, les agressions sexuelles, les phénomènes d'emprise et de harcèlement, sous-tendent l'exercice de la collaboration, laquelle n'est qu'un des rouages de « la division du travail social ». Les peines du monde débordent pourrait-on dire constamment du cadre de l'action officielle inscrite dans les beaux habits du fonctionnalisme durkheimien. L'habitus devient lui aussi un concept trop fonctionnaliste faisant fi des souffrances, ruptures, violences appelant les volontés de vengeance handicapant la bonne marche attendue par « la société ». Goffman et Scott prolongent en quelque sorte le marxisme en montrant, au cœur des violences d'une institution totale ou d'un régime agraire féodal et autocratique, des capacités dualisées à devenir privilégié ou au contraire à privilégier la défiance voire la déviance ou la violence insurrectionnelle. Le Durkheimisme, académiquement surdéterminé, car associé aux effets d'une curialisation de fonctionnaires du savoir, débouche sur les confortables analyses des gens assis, assurés de toucher leur salaire sans coup férir, sans rebondissement, observant de loin les affres du monde et celles et ceux qui trahissent ou se comportent en salauds. Ce tropisme de l'académisme, confinant les chercheurs à travailler en boucle sur « l'école », « la culture », « le sport », [183]« le travail » des mondes européens ou modernes – il y a si peu d'ethnographies des prolétariats mondialisés, et presque jamais de laboratoires spécialisés sur les guerres ou les génocides – aurait dû permettre de réinterroger le concept « habitus », lequel induit l'idée fausse que le monde est ordonné,

[182] E. Durkheim, « La famille conjugale », in *Textes*, 3, *Fonctions sociales et institutions, op. cit.,* p. 48.
[183] Exception faite de la sociologie des bandes ou des gangs. Mais là encore, pour quelques études clairsemées sur les « subcultures de rue » ou les « cités de banlieue », « *projects* » ou « *inner cities* », combien de groupes dissidents ont été abandonnés ? Par exemple, les coopératives autogérées de Mondragon en Espagne. E.O. Wright, *Utopies réelles*, Paris, (trad.) La Découverte, 2020 ; ou les communautés isolées communistes ou anarchistes aux USA entre le XIX[e] et le XX[e] siècle. T. Depastino, *Citizen Hobo. How a Century of Homelessness Shaped America*, Chicago & London, University of Chicago Press, 2003.

intérieurement comme extérieurement, statistiquement distribuable en places, postes, positions et, in fine, en « ordre intérieur », en « système de dispositions ». Les tiraillements induits par la course aux promotions (tout faire pour passer devant un concurrent) comme les obligations à se taire en cas de harcèlement de collègues (lâcheté) ne contribuent pas à faire des dispositions des structures structurées, lesquelles, si elles existent, sont perpétuellement traversées d'enjeux déroutants (à tous les sens). A ce titre, G. Noiriel révèle avec brio les trajectoires biographiques torturées des intellectuels français sur une centaine d'années, qu'ils soient racisés (Juifs en l'occurrence), d'origine sociale modeste voire pauvre, ou frustrés de n'avoir pas pu briller dans l'édification de la cité scientifique spécifique qu'ils attendaient. Si la socialisation se niche dans les schèmes et autres dispositions, *les effets de domination quant à eux, broient en quelque sorte ces forteresses symboliques*, assiégées par les coups du sort, les licenciements, les expulsions, les dettes, les règlements de compte dans les quartiers ou à l'école, les maltraitances au travail, les souffrances du banlieusard transporté dans les affres du réseau RER ou du provincial sans transport public. Les classifications ou les rapports de force viennent comme en surplomb, tandis que la pensée scholastique déroule les verdicts à propos d'un social étudiable en objet, en chose[184], ce qui est confondre la démarche épistémologique initiatique de tout chercheur avec l'examen effectif des mondes sociaux dont la réalité se fracasse en myriades de combinaisons de dominance, de maltraitances et de complicités. La domination n'est pas prioritairement reconnaissance mais souffrances, frustrations, humiliations et ségrégations, discriminations et répressions, invalidations et exclusions, disqualifications et expulsions, criminalisations et incarcérations, déportations et exterminations.

[184] Et c'est bien là où Le métier de sociologue vient confirmer l'approche durkheimienne, en plein dans ces années 1960 faites de croissance, de stabilité sociale relative et d'essor de la consommation de masse.


Pouvoir +
ESPACE SOCIAL DE LA COLLABORATION
Privilégiés actifs, zélés
Gratifications officielles
Promotions, carrière
Privilégiés déviants ou adaptations secondaires
Prélèvements clandestins contre l'ordre officiel
Risque de délation
Collaboration passive
Intégration ordinaire à l'institution
Adaptation primaire
Refusant réfractaire dit « déviant »
Sanctions, punitions et disqualifications
Pouvoir -
Zone grise +
Zone grise -



Chapitre 1
–
Les cadrages symboliques “superstructurels” de la tripartition

▲▼

« Malgré leurs nombreuses différences, la sociologie sociale et la sociologie expérimentale partagent néanmoins des détestations communes. Par exemple, parce qu'il a perdu toute velléité critique en se mettant au service des pouvoirs (point de vue critique du sociologue social) et parce qu'il a perdu toute autonomie scientifique et toute perspective de connaissance pour devenir « un homme d'action », le sociologue d'institution (sociologue d'entreprise, sociologue d'Etat, conseiller du prince) qui revendique une utilité et une prise sur le réel contre tous les « idéalistes » refusant d'affronter les réalités du pouvoir est mis au banc de la sociologie par ces deux courants ».

B. Lahire, « Utilité. Entre la sociologie sociale et la sociologie expérimentale », in *A quoi sert la sociologie ?,* Paris, La Découverte, 2002, p. 43-66.

« A Serge July. 'Les années Libé : peut-être les historiens de l'avenir appelleront-ils ainsi cette étrange époque où les rescapés du gauchisme rompaient avec le marxisme, redécouvraient le capitalisme' dit un critique pour présenter le livre que tu as pondu en célébrant les années Mitterrand. En gros, toi, tu serais un parfait salaud. La Gauche prolétarienne comme école des futurs Tapie ? Tes éditoriaux s'adressent au seul président, ton expérience de Mao aux maîtres de forges. Pauvres ouvriers de la sidérurgie, tu t'établissais donc dans leurs usines pour les espionner et dresser la liste des futures reconversions et licenciements ?

G. Hocquenghem, *Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary*, Paris, Albin Michel, 1986, p. 104-112.

« Jean-Paul Sartre, dans son introduction à l'anthologie de la poésie nègre et malgache nous dit que le poète noir se retournera contre la langue française, mais cela est faux quant aux poètes antillais ».

F. Fanon, *Peau noire, masque blanc,* Paris, Seuil, 1955, p. 41.

« Cette démission a son sens. Lénine, du dehors, du milieu de la foule vulgaire des profanes, a mis la main sur l'argument. 'En politique, indifférent veut dire satisfait. L'étiquette de « sans parti » dans la société bourgeoise n'est que l'expression voilée, hypocrite, passive, de l'appartenance au parti des repus'. Il faudra dire : en philosophie, indifférent veut dire satisfait. Sans parti veut dire exploiteur. L'abstention trouve ici tout son sens ».

Paul Nizan, *Les chiens de garde*, Paris, Maspéro, 1965, p. 51.

« Les intellectuels de gouvernement ont pris l'initiative en publiant, dans Le Monde, un texte de soutien au plan de réforme de la Sécurité sociale présenté par le Premier ministre Alain Juppé, avec l'aval de la CFDT. Au nom de la justice sociale, les auteurs dénoncent les atermoiement de la gauche et plaident pour une réorganisation du système d'assurances permettant de combler les déficits (…). La liste des signataires du texte « Réforme » est sans surprise : les proches d'Esprit sont fortement représentés (dont Paul Ricoeur et Michel Winock) ; et les têtes pensantes de la CFDT (Jacques Julliard, Pierre

Rosanvallon), de même que les sociologues de la deuxième gauche -Alain Touraine et ses élèves, notamment François Dubet et Michel Wiéviorka) et les chefs de fils du réseau médiatique hostile à la 'pensée 68' (Pascal Bruckner, Alain Finkielkraut). Depuis l'affaire Dreyfus, un intellectuel français signe des appels pour dire la vérité au pouvoir au nom des opprimés, pas pour dire la vérité aux opprimés au nom du pouvoir ».

Gérard Noiriel, *Dire la vérité au pouvoir. Les intellectuels en question,* Marseille, Agone, 2010, p. 195-196.

1/ La part active de la science sociale auxiliaire des pouvoirs

▲▼

La sociologie de la collaboration se penche sur les processus de retournement des dominés en auxiliaires des dominants. Pour autant, penser les dominés ne signifie pas les isoler de façon essentialiste (ou substantialiste, ou réifiante ou hypostasiante) dans un périmètre étanche culturaliste. Si les ouvriers sont des dominés, si une fraction des paysans sont des dominés, si les déportés sont des dominés, si les chômeurs et exclus (sous-prolétariat) sont des dominés, ils évoluent dans un monde où, depuis l'Antiquité, des intellectuels, de Socrate à Galilée, tentent de s'affranchir des pouvoirs et de « *dire la vérité au pouvoir au nom des opprimés* »[185], car, parlant de P. Nizan, G. Noiriel précise que « *l'intellectuel soucieux de ne pas trahir doit nécessairement défendre la cause du prolétariat* »[186]. Pendant plus d'un siècle, jusqu'à Sartre et Foucault, la cause prolétarienne sera le baromètre de l'engagement sans complicité de l'intellectuel : « *Foucault estime que, pendant longtemps, l'intellectuel dit de gauche a pris la parole et s'est vu reconnaitre le droit de parler en tant que maître de vérité et de justice. On l'écoutait comme représentant de l'universel. Il y avait là, ajoute-t-il, 'une idée transposée à partir du marxisme', l'intellectuel étant le porte-parole du prolétariat considéré comme une classe universelle* »[187]. Sans que cet arrachement ne soit pour autant un basculement permanent vers la défense des opprimés, le seul fait de prendre position contre le sens commun dominant participe d'une contre-collaboration objective ou structurale contre un ordre dominant mutualisant les intérêts réciproques des « deux groupes », surtout dans les régimes autoritaires ou totalitaires[188]. La pensée de la complicité et de la trahison jalonne tous les combats des « intellectuels » dans la mesure où les « *intellectuels critiques* » ou les « *intellectuels révolutionnaires* » sont contrés par les « *intellectuels de gouvernement* » (selon la taxinomie de G. Noiriel), autrement dit les chiens de garde. Les « *intellectuels spécifiques* » demeurent des scientifiques n'intervenant que rarement dans le débat public, sauf pour s'inscrire sur un domaine de compétence autorisant une prise de position modérée en s'adaptant au cadre politico-médiatique. Sont-ils des complices du pouvoir quand leur prétention scientifique les conduit à défendre l'ordre établi, à la manière d'un M. Crozier ou d'un P. Rosanvallon[189] ? G. Noiriel ne prend

[185] G. Noiriel, *Dire la vérité au pouvoir. Les intellectuels en question*, Marseille, Agone, 2010, p. 10.
[186] *Ibid.*, p. 95.
[187] *Ibid.*, p. 240.
[188] Sanford V. & A. Angel-Ajani, *Engaged Observer. Anthropology, Advocacy and Activism*. New Brunswick, Rutgers University Press, 2006.
[189] Le problème n'est pourtant pas aussi simple. Il est plus généralement envisageable que des positions inverses critiques servent aussi paradoxalement l'ordre dominant, dès lors que la perspective permet au système de s'améliorer, d'être plus vertueux : « *En analysant les causes de la*

que des exemples (Durkheim ou Bourdieu) qui alimentent selon lui[190] la version « social-démocrate » du bras gauche de l'Etat. L'autre problème majeur de sa classification des intellectuels repose sur l'usage d'antonymes tels que « *intellectuel révolutionnaire de droite* » dans la rubrique « *intellectuel de parti* », ce qui n'a aucun sens. Mettre au même niveau, en tant « *qu'intellectuels révolutionnaires* » R. Brasillach et P. Nizan est totalement absurde. C'est nier le fascisme de l'un et la cause révolutionnaire de l'autre et finalement ridiculiser le second.

La formation historique des groupes économiquement productifs s'associe à la formation historique de groupes satellites « d'accompagnants », qu'A. Gramsci qualifie « *d'intellectuels organiques* ». On pense aux syndicats, aux partis, à l'Internationale, aux intellectuels. Il faut y inclure une partie du monde scientifique, dans cette lutte entre adhésion aux valeurs capitalistes et impériales des élites[191], ou aux valeurs de résistance en vue de l'amélioration des conditions de vie des personnes exploitées ou, pour reprendre la terminologie actuelle, vulnérabilisées. Dans cette optique, l'étude du positionnement de la science sociale participe à la compréhension du phénomène de la tripartition. P. Bourdieu est sans doute le seul sociologue « critique » à avoir autant mené de recherches sur le champ scientifique, s'auto-habilitant à dire sa « *transgression* » et sa « *trahison* » en « *vendant la mèche* »[192]. Qualifications qu'il peut d'autant plus s'attribuer que sa trahison ne fonctionne pas dans le sens de la soumission aux élites, mais dans sa capacité à dire que son monde y participe. A sa mort, ses collègues et amis rédigent un ouvrage, lequel délivre des informations de coulisses particulièrement significatives du point de vue de la problématique de la collaboration. J. C. Passeron évoque ainsi une passe d'arme avec Bourdieu autour de ce qu'il appelle « *la collaboration politique* » :

« Le niveau hiérarchique, plus ou moins élevé sur l'échelle du pouvoir, des gouvernants avec lesquels on passe un compromis raisonné de collaboration politique – qui est presque toujours interprété par les collègues comme un détournement de légitimité scientifique par un supposé chercheur au choix indécrottablement naïf ou méchamment arriviste – jouerait-il aussi un rôle dans l'appréciation de l'usage 'académiquement correct' des engagements tolérables chez un savant ? C'est encore Bourdieu – j'ai entendu le même conseil de la bouche de bien d'autres notoriétés intellectuelles – qui me glissa, peu après 1981, que j'avais tort d'avoir accepté de figurer dans une 'mission' nommée pour conseiller une énième réforme de la politique scientifique des grands organismes publics de la recherche, dont le

---

corruption, du parasitisme et de la subversion à l'intérieur du corps politique, la sociologie coopère indirectement à la sauvegarde de la démocratie ». S. Giner, *Initiation à l'intelligence sociologique*, Toulouse, Privat, 1970, p. 137.

[190] Selon lui en effet dans la mesure où positionner Durkheim comme intellectuel spécifique plutôt qu'intellectuel de gouvernement est très discutable. C'est ce que ce chapitre entend démontrer à propos du fondateur de la science sociale, en l'alignant catégoriquement du côté des intellectuels de gouvernement. La frontière entre réformateur par la sociologie et sociologue des cadres sociaux servant la République constitue la ligne de partage des eaux. Pour le dire d'un trait, Durkheim a parlé de « *socialisme des choses* » ou de « *réforme morale* » sans décrire précisément ce qu'il entendait par cela. Il est clairement contre « *le conflit de classe* » qui ne sert qu'à « *la propagande de parti* » et dont les « *postulats sont démodés* ». *Textes, 3, Fonctions sociales et institutions*, Paris, Editions de Minuit, 1975, p. 163-172. En revendiquant une société plus juste et « *une plus grande égalité dans les conditions sociales* », il ne remet aucunement en cause la distribution des places qui, selon lui, correspondent à la hiérarchie des mérites. « *Plus de justice rétributive et distributive* » le place dans un républicanisme de gauche où la solidarité doit s'entendre globalement comme une société plus juste pour tous « *si le socialisme renonçait enfin à confondre la question sociale avec la question ouvrière* » car « *le malaise dont nous souffrons n'est pas localisé dans une classe déterminée ; il est général dans toute l'étendue de la société. Il atteint les patrons (sic) aussi bien que les ouvriers (…) La société souffre dans toutes ses classes* ». *Ibid*., p. 169. On fait mieux en matière de socialisme. Contrairement à ce que dit G. Noiriel -« *il partage avec les philosophes marxistes* » (*Dire la vérité…, op. cit*., p. 216)- Durkheim s'est non seulement positionné contre les marxistes « *démodés* » mais il a clairement collaboré avec des ministres lors de colloques où il prend notamment position contre le droit syndical dans la fonction publique. A la même époque, Georges Sorel et Charles Péguy défendent l'action directe et rejettent tous les porte-paroles, y compris les intellectuels (*Ibid*., p. 72-73), ce qui est contradictoire. Mais la comparaison avec la position universitaire à l'époque profondément conservatrice, chargée de valeurs notabiliaires, avec des acteurs tous issus de la bourgeoisie, montre clairement les camps respectifs. Même si « *seule une infime minorité des intellectuels de cette époque ont rejoint les rangs du prolétariat révolutionnaire* » (Ibid., p. 73), cela a existé et, en plus, pour ces deux-là, a été le fait de personnes intégrées, devenues des notables, renonçant à tous leurs privilèges pour revendiquer une liberté totale. Et Sorel fustige justement Durkheim car « *le socialisme a devant lui un adversaire de première force* ». *Ibid*., p. 77. Et pour Nizan aussi, Durkheim est « *l'ennemi numéro 1* » puisque sa sociologie est « *une doctrine d'obéissance, de conformisme et de respect social* ». *Ibid*., p. 93. Bien sûr, nous partageons entièrement ce point de vue.

[191] Sur l'alignement aux valeurs coloniales, C. Charle, « Enseignement supérieur et expansion internationale (1870-1930). Des instituts pour un nouvel empire ? », in J. Heilbron, R. Lenoir, G. Sapiro, & P. Pargamin, *Pour une histoire des sciences sociales, op. cit.,* p. 323-347. L'auteur montre que les scientifiques des différentes « Ecoles françaises » des colonies ont pu avoir des ressources financières importantes, des débouchés pour des publications et des carrières plus assurées, notamment grâce à tout un ensemble de « parrainages » dépendant du « ministère des colonies ». Plus généralement, sur la question de la légitimation de l'Etat racial et raciste républicain par plusieurs générations d'universitaires des sciences sociales, L. Mucchielli, *La découverte du social. Naissance de la sociologie en France*, Paris, La Découverte, 1998.

[192] P. Bourdieu, *Homo Academicus*, Paris, Editions de Minuit, 1984, p. 15.

CNRS, auprès d'un ministre qui était alors Chevènement : 'Ce vieux Kroumir' bougonna-t-il, visant un apparatchik rompu aux travaux d'escalade dans un appareil, un bureaucrate calculateur ou trop fine lame pour être honnête, 'dont tout sociologue devrait s'écarter d'instinct, comme de tout cabinet ministériel, ne serait-ce que par souci de sa dignité de chercheur'. Quand un universitaire invoque la 'dignité' ou 'l'honnêteté' face à un autre, l'accusation ultime de 'prostitution' de la pensée n'est pas loin. Quelques années après, j'appris que Pierre Bourdieu avait accepté de conduire une enquête et un rapport au collège de France proposant des idées pour réformer l'école et la recherche. La demande venait de l'Elysée (…) Je n'eus pas le plaisir de lui demander de vive voix quels étaient les variables ou les paramètres sociologiques qui distinguaient les deux cas : je suis sûr que nous aurions pu en rire ensemble »[193].

Bien en deça de la propension à jouer au « conseiller du Prince »[194], la collaboration désigne toutes les pratiques sociales par lesquelles, objectivement, structuralement, le champ scientifique participe à la reproduction du système social en produisant du capital culturel et en contribuant à sacraliser les savoirs dominants. S'il correspond au « *moins illégitime des pouvoirs symboliques* »[195], le champ scientifique n'en demeure pas moins une pièce maîtresse dans le travail de légitimation de l'appareil d'Etat et de l'univers social national en général. Cécité croisée que reconnait clairement M. Burawoy :

« Il est plus facile pour les intellectuels et les universitaires d'attaquer les excès du marché que de se confronter à la domination symbolique qu'ils exercent au sein de la société au nom de l'autonomie qu'ils défendent si résolument. Alors que les intellectuels dénoncent la violence physique dans le monde, ils rechignent à reconnaître qu'ils sont aussi les auteurs de violences, d'une violence symbolique qui garantit une soumission non questionnée doxique à la domination, intégrée dans le langage et les corps. Ainsi, bien qu'ils se perçoivent eux-mêmes comme autonomes, les intellectuels sont impliqués dans l'Etat du fait du monopole qu'il possède de l'usage légitime de la violence symbolique, par le biais de classements et de catégories consacrées. Mais les intellectuels, les universitaires et les chercheurs en sciences sociales ne constituent pas un bloc homogène. Si la plupart d'entre eux ne reconnaissent pas leur contribution à la domination symbolique, certains, comme les héritiers de Bourdieu, propagent la vérité de la domination symbolique (…) ce qui montre les façons que nous avons de nous mentir à nous-mêmes et aux autres »[196].

Sauf à essentialiser cet univers, M. Burawoy a raison de pointer le fait que ce monde de la conscientisation aigüe des rapports de domination héberge à la fois les thuriféraires de cet ordre et ses dénonciateurs. On sait aujourd'hui que, loin d'être dans la « neutralité axiologique » wébérienne, les chercheurs ne peuvent aucunement se débarrasser comme par magie de leurs dispositions sociales ancrées dans leur corps, et bien sûr dans leur cerveau. C'est en fait l'énergie de dénonciation qui est utilisée au service de la logique et de l'empirique. L'acharnement à produire des preuves, comme un bon policier, au moyen de la statistique ou de l'ethnographie, se règle désormais dans le champ scientifique à coup de controverses et d'opposabilité d'arguments. L'espace de la réfutabilité n'est certes pas mécanique comme en physique mais il fonctionne tout de même au travers du partage des mêmes outils qui sont sans cesse plus sophistiqués. C'est par la statistique que l'autre statistique sera contestée et reprise comme piètre argumentation critiquée d'où découlera son invalidation. En résumé, cet univers clivé fonctionne comme champ de luttes entre les intellectuels

---

[193] J.C. Passeron, « Mort d'un ami, disparition d'un penseur », in P. Encrevé & R.M Lagrave, *Travailler avec Bourdieu*, Paris, Flammarion, 2003, p. 17-90.

[194] La prostitution scientifique dont parle J.C. Passeron affecte directement les intellectuels qui fréquentent le pouvoir politique, à l'instar de M. Crozier, A. Touraine ou E. Morin, dont on reparlera. Au plus près du pouvoir, on trouve les « traîtres absolus », les intellectuels qui « mangent », à savoir celles et ceux qui vivent avec, qui circulent dans les couloirs et les réceptions petits fours, qui sont aussi membres attitrés de cabinets ou de missions à répétitions, comme J. Attali ou A. Minc. Peu d'universitaires sont à ce point « mouillés » avec les élus, sauf justement ceux issus des grandes écoles, les économistes, les technocrates issus de Science Po et de l'ENA et qui se prennent pour des intellectuels, à grand renfort de soutiens prostitutionnels des médias *mainstreams*. A un niveau au-dessous, dans un cercle plus large, on trouve les universitaires, à commencer par les politistes, qui fréquentent certains partis politiques, notamment les politistes de l'Université Paris 1 qui auront été très proches de feu le parti socialiste, dans sa période de grandeur. Soit en étant nommés dans les cabinets ministériels, soit en remettant des rapports sur la réforme de l'Université ou sur n'importe quel segment de l'Etat, ce qui est fréquent (avec les sociologues « crozériens »), ces universitaires auront été bien plus collaborateurs que des sociologues ou des anthropologues qui, de par leurs objets, sont le plus souvent des OVNIS pour les acteurs politiques.

[195] *Leçon sur la leçon*, Paris, Editions de Minuit, p. 56.

[196] M. Burawoy, chapitre « La sociologie comme sport de combat », *Conversations avec Bourdieu*, Paris, Editions Amsterdam, 2019, p. 63.

organiques contemplateurs du monde social et les intellectuels organiques contempteurs du même ordre.

Or, le monde scientifique est traversé par une lutte de classes qui ne dit pas son nom. Les luttes s'effectuent au cœur des articles et des ouvrages mais aussi, du point de vue du « pouvoir temporel », au travers de la structuration sociale de la recherche en science sociale. M. Burawoy, ancien président de l'association américaine de sociologie, ajoute que « *dans la pratique, le champ scientifique ne représente pas moins qu'un autre une zone de combat à l'intérieur de laquelle les acteurs s'affrontent pour imposer leur vision du monde* »[197]. Chaque société impose ses lois sociales de la production et du contrôle de la recherche. Dans ce jeu de dépendances aux élites politiques et technocratiques contrôlant les ministères de la recherche et de l'enseignement supérieur, on verra que certains chercheurs ou certains laboratoires se prêtent particulièrement bien à l'exercice de génuflexion. D'autres, au contraire, se tiennent éloignés des sirènes de la reconnaissance facile par des titres et des responsabilités que le Prince accorde. Mais l'histoire des disciplines des sciences humaines montre que le profilage structurel est très différent selon les sociétés occidentales. Aux USA, ce qui est impensable en France, de nombreux sociologues ont reçu une formation dans les écoles de commerce, lesquelles participent même à la survie des disciplines en sciences sociales[198]. On imagine mal cela en France où ces écoles fabriquent les intellectuels organiques de l'économie néolibérale où la théorie de l'acteur rationnel, la mathématisation et la modélisation servent – ou servent mal – le fonctionnement des entreprises ou des politiques financières des Etats ou des instances affiliées à l'ONU. Plus généralement, les universités sont davantage mobilisées pour le changement social là où les grandes écoles participent directement à la reproduction des forces établies. Aux USA, cette partition fonctionne de manière plus complexe en fonction des modes de financement. Dans un pays dit libre, le secteur public est perçu comme dangereusement orienté vers le communisme. La part des financements privés est beaucoup plus importante et cela crée une dépendance directe aux intérêts sociaux des élites, quoiqu'en disent certains quant à « *la survie des sciences sociales* »[199]. Ce n'est pas parce que des « sociologues » sont formés que la science sociale s'en porte mieux. Les recherches sont davantage appliquées, centrées sur les intérêts immédiats des commanditaires. Tout dépend en conséquence de ce que les « sociologues » ainsi formés sont prêts à entreprendre comme recherche et avec quels soubassements financiers et éthiques. La politisation des sciences humaines, sciences des « valeurs », renvoie avant tout au fait de savoir qui finance, la question des statuts et des marges d'autonomie venant dans la foulée des mécanismes centraux de fabrication des chaines de dépendance.

Des savoirs au service des dominants ou de la libération des opprimés ?

---

[197] *Ibid*., p. 64. Le sociologue américain est un des rares, sinon le seul, à observer les limites de Bourdieu quant à ses capacités d'auto-objectivation, ce qui m'avait frappé en lisant son esquisse d'auto-analyse sociologique. En effet, il est remarquable de constater que, comme R. Hoggart, Bourdieu se contente d'étudier son habitus primaire, et jamais ses activités dans le champ scientifique, « *sans rien nous dire ou presque du Bourdieu combattant dans le champ académique* » (*Ibid*., p. 65) ; autrement dit, tous les compromis qu'il a dû faire pour se hisser au rang de professeur au collège de France, à commencer par ses pratiques en Algérie, ses négociations avec R. Aron avant de devenir directeur d'Etudes, ses soumissions au champ éditorial pour devenir directeur d'une collection publiant autant d'ouvrages aux Editions de Minuit, ne forment aucunement un « objet » pour le chantre de la sociologie de la sociologie. Loin de lui lancer la pierre, puisque personne parmi les « Grands », ne dévoile ses magouilles pour se hisser au nirvana, cette attente d'objectivation renseigne en fait sur les facultés qu'il avait de rendre compte de ses propres complicités avec le monde académique, parcours fait de positions en « mobilité sociale ascendante » dans le champ. Favorable à la cooptation, il signait là sa soumission au secret des grands, protégeant les réseaux de pouvoir, les modalités de marchandage avant une élection ou une nomination. En dépit de son image de sociologue de la domination, il reçut la médaille d'or du CNRS parce que ses ressources proprement académiques formaient une garantie de loyauté au système pour une institution conservatrice cherchant à légitimer l'autonomie relative des instances dirigeantes du monde scientifique face aux autres domaines étatiques.

[198] C. Calhoun, « Les transformations institutionnelles des sciences sociales américaines », in *Pour une histoire des sciences sociales, op cit.,* (263-280), p. 273.

[199] *Ibid*., p. 273.

Ceci étant dit, ne peut-on pas dire, de manière plus générale, que le champ scientifique participe plus globalement d'une mission, variablement endossée par ses agents, de défense de l'Etat, de promotion de la science au service de la société dominante, laquelle promotion passe par *les usages de ses résultats* dans les politiques publiques et les institutions ? En participant à la réforme de l'Etat, via des appels d'offre, des rapports et des missions d'expertise ou de consulting, le monde universitaire ne donne-t-il pas des armes aux dominants ? De manière plus perverse : *la publicisation de la recherche* n'aide-t-elle pas les dominants à s'en servir pour mieux dominer ? Comment savoir et selon quelles modalités que la science sociale aide davantage les classes populaires que les classes dirigeantes ? L'extrait qui suit aide à voir l'empire des effets possibles de la sociologie du point de vue du concept de trahison sociale :

« Dans le cas du sida, des chercheurs qui ont eu des financements ANRS sont allés embêter les gens sur leur lit d'hôpital pendant des années. Ces gens sont morts et parfois, la seule fois où ils ont parlé de leur maladie véritablement, c'est à ces personnes-là. Est-ce que les chercheurs avaient vraiment un droit ? C'est la question du consentement : qu'est-ce que ça veut dire ? « Est-ce que vous voulez bien répondre à mes questions ? – Ben, oui. » Ensuite quelque chose s'engage, dont on a du mal à se déprendre. Surtout quand on est dans une situation qui est bien là une situation de domination totale, quand on est dans son lit. Eh bien, c'est incroyable : ils ne veulent pas donner leurs bandes magnétiques. Et aujourd'hui encore, les procédures d'entretiens en sciences sociales ne sont pas des procédures dans lesquelles on pose clairement la question de l'archivage. On dit : « Est-ce que vous acceptez de répondre ? », « Est-ce que vous acceptez que je publie ? » Mais pas : « Est-ce que vous acceptez que tout ce que vous avez dit là soit archivé tel qu'il a été enregistré ? » On pense que remettre aux Archives nationales ou donner aux archives départementales des écrits qui ont été produits dans des dispositifs soit militants soit même de recherche, c'est trahir, c'est aller du côté de l'ennemi. Parce que c'étaient des gens dominés, parce que c'étaient des « sans-voix »… Cela m'apparaît comme un contresens (…) Mais pour un certain nombre de groupes, un chercheur en sciences sociales, c'est l'État, c'est les flics, le pouvoir et pas autre chose »[200].

Cette analyse d'un historien reconnu n'est pas isolée. On pourrait même dire qu'elle touche un nœud gordien de la science sociale, la place de la recherche dans le monde social (agent de l'Etat capitaliste ? agent au service des dominés ?) et la place du chercheur dans le groupe (alliance ou défiance, allié ou traître). En tant que fonctionnaire, je n'hésite pas à me reconnaître comme un traître à différentes périodes de ma vie (rapports sur les SDF, enquête pour un maire en 1991 alors que le quartier était en proie à des émeutes), et intrinsèquement, de par ma position dans l'Etat[201]. D'un point de vue objectiviste, le statut impose d'ailleurs une obligation de réserve, autre façon de dire que le chercheur fonctionnaire ne peut pas tout dire, à commencer par une pensée critique contre son employeur. Un des outils mis à la disposition de l'Etat est la carrière, la course éthologique au silence en grimpant les échelons en toute respectabilité, en toute responsabilité. Une autre dimension patente apparait avec la revendication de la neutralité, laquelle est d'abord une docile maîtrise de soi que l'on repère dans la manière de parler, cet académisme fait corps si bien détaillé par Bourdieu dans ses *Méditations pascaliennes*[202]. Cette neutralité n'est-elle pas une laisse, une auto-contrainte et une auto-censure faisant passer le renoncement pour un refus d'intervention dans les luttes de classe ?

---

[200] Entretien avec Philippe Artières, in Benjamin Ferron, Émilie Née et Claire Oger (dir.), *Donner la parole aux « sans-voix » ? Construction sociale et mise en discours d'un problème public*, PUR, 2022, p. 43-44.

[201] L'avant-propos détaille certaines dimensions de la collaboration, mais aussi des refus, notamment de travailler dans la gendarmerie en endossant un poste à responsabilité grassement payé.

[202] Pascal a été un philosophe conservateur paradoxalement à distance des intrigues de caste. Replié dans sa chambre, il vivait pauvrement, sans chercher à courtiser, à monter dans les « bonnes grâces ». Ce modèle de la modestie et de l'humilité, qui devrait interroger les universitaires addictifs aux congrès et aux colloques où la péroraison l'emporte souvent sur la restitution des recherches, se situe aux antipodes du tout petit monde universitaire où il s'agit davantage de rechercher l'invitation (au séminaire, au jury de thèse) que de briller uniquement pour la présentation d'une recherche précise. Pascal, *Œuvres. Pensées, lettres et opuscules divers*, Chez Napoléon Chaix Imprimeurs et Cie, Paris, 1864.

Ce chercheur, participant ainsi en tant que dominant dominé, au monde des élites, est ainsi particulièrement visé dès lors qu'il se lance dans une investigation auprès des différentes fractions de dominés. L'unique position objective où il est pris comme une menace pour le système prend sens dans la comparaison entre ses rôles en démocraties ou au sein de dictatures. Pour l'Etat birman, par exemple, tous les ethnographes sont de dangereux dénonciateurs – donc des traîtres – dans la mesure où le simple fait de donner à voir la réalité de la dictature porte en lui, comme l'explique P. Bourgois, une dénonciation du régime[203]. Hors de ce cadre précis, le champ scientifique mobilise un ensemble d'agents qui sont vus, comme les journalistes, avec l'image de collecteurs d'informations pour les forces répressives :

« Même si [l'observateur] observe à travers un trou de serrure, il joue un rôle, celui d'*espion*. Et lorsqu'il rapporte ce qu'il a ainsi observé, il devient une sorte de *dénonciateur*. S'il observe en tant que membre du groupe, il risque d'être considéré comme *traître* dès qu'il rapporte ses observations »[204].

L'assignation aux rôles de comparse ou de collaborateur est un basique de la recherche ethnographique. Le groupe que l'on investit voit forcément le chercheur comme un étranger toujours soupçonné de retourner sa veste, soit pour aller voir la police quand il s'agit de « délinquants »[205], soit pour défendre ses intérêts propres forcément différents de ceux du groupe investigué, à commencer par le jugement de disqualification du mode de vie de pauvres. Si la science sociale se rapproche des situations de guerre, c'est que la position est homologique. Dans un cas, la question de vie ou de mort est renseignée par des informations qui permettent de liquider physiquement l'ennemi dans des enjeux collectifs. Dans l'autre cas, la question de vie ou de mort est attestée par la remise en cause radicale des valeurs du groupe du fait que l'ethnographe étranger peut livrer des « tuyaux » aux autres autour de tactiques de survie (on rejoint alors ici la situation guerrière en ce sens qu'il peut s'agir d'un façon de faire assurant la survie physiologique du groupe - moins payer d'impôts ou accéder clandestinement à une ressource comme l'eau) ou invalider ces mêmes valeurs par une analyse « objective » qui semble condamner socialement le groupe. Cette condamnation est d'autant plus perçue comme définitive par les membres du groupe étudié que les valeurs en question croisent la question de la vie et de la mort. N. Scheper-Hughes en a fait les frais dans les années 1980 en étudiant la vie sociale des coupeuses de canne à sucre au Brésil[206]. En prenant acte de la mort fréquente des enfants par malnutrition, elle voit son analyse de la survie être dénoncée par les femmes de la plantation. Celles-ci ne voulaient pas que le livre mette en lumière de façon aussi centrale cette réalité de la survie par abandon des bouches en trop, associée à l'enfanticide. Même si la chercheuse américaine a balayé tout l'univers de l'exploitation et des mécanismes de solidarité entre femmes, l'insistance sur ces dimensions négatives de la survie, autrement dit les « pratiques non intentionnelles de mise à mort des enfants », a été perçue comme une sorte de dénonciation implicite de ces femmes « mauvaises mères ». Tout se passe comme si, en donnant une portée officielle et publique à ces « laisser mourir-laisser vivre » foucaldiens, l'ethnographe se rendait coupable d'une divulgation criminalisant malgré elle ses enquêtées. Les femmes concernées lui demandèrent de quitter la plantation. Elle ne put y revenir qu'après de longues années de tractation. Le chercheur ne peut croire qu'il peut effectuer son travail sans

[203] Préface de P. Bourgois à l'ouvrage de Sanford V. & A. Angel-Ajani, *Engaged Observer. Anthropology, Advocacy and Activism*. New Brunswick, Rutgers University Press, 2006.
[204] Hughes E. C., *Le regard sociologique : essais choisis,* Paris, Éditions de l'EHESS, 1996, p. 278.
[205] Bruneteaux P. & D. Terrolle, *L'arrière-cour de la mondialisation. Ethnographie des paupérisés*, Bellecombes-en-Bauges, Edition du Croquant, 2010.
[206] Scheper-Hughes N., *Death without Weeping. The violence of the everyday Life in Brazil*, Los Angeles, University of California Press, 1992.

conséquences quand il est pris dans des enjeux de vie et de mort entre exploiteurs et exploités, les deux côtés cherchant à éprouver sa loyauté.

La circulation des informations n'est jamais neutre. Elle est assimilée aux valeurs de tel ou tel groupe, toutes les fois où le savoir détient un rôle central dans une logique de pouvoir ou de sa contestation. Quand M. Crozier, sociologue néolibéral avant l'heure, a mené des investigations dans l'usine d'Etat de la Seita à la demande de l'élite technocratique gaullienne, il a cherché à dénicher les pouvoirs cachés des ouvriers d'entretien. De fait, il a collaboré avec le patronat public en aidant à neutraliser un mode de résistance des dominés[207]. Quand j'ai travaillé à Mantes la Jolie au début des années 1990, le quartier était « à feu et à sang ». Il s'agissait d'une sorte de mini guerre civile où la dualisation était très forte. Toutes les maisons de quartier avaient été incendiées, le centre commercial avait lui aussi fini dans les flammes. Des groupes de jeunes surgissaient de nulle part en guet-apens digne des exploits de la cour des miracles[208] et encerclaient les passants aux arrêts de bus pour les dépouiller, ce que j'ai vécu une fois. Tout le monde avait peur, les agressions se succédant jour après jour. Le directeur du service jeunesse ne pouvait plus se rendre dans les centres où les jeunes étaient accompagnés par des grands frères seuls maîtres à bord[209]. Dans ce contexte-là, la police m'a appelé « pour avoir des noms ». J'ai dit que j'étais mandaté par le maire pour mener une enquête, pas pour être l'auxiliaire de la police. Cela n'a pas été plus loin mais j'avais été choqué par cette manœuvre finalement basique dans le mode de fonctionnement de la police républicaine. Il existe même des fonds secrets du ministère de l'intérieur pour rémunérer les informateurs. On l'a su quand Claude Guéant a détourné 500 000 euros pour acheter un tableau. L'informateur est un des modèles exemplaires de la collaboration, dans une logique où il s'agit encore d'une sorte de guerre, une guerre sociale contre le grand banditisme, des gens armés qui peuvent tuer en attaquant des banques, en kidnappant des gens riches pour des rançons. Pourtant, dans une logique de « basse intensité », des petits dealers deviennent des informateurs de la police. Et il ne faut pas grand-chose pour être assimilé à une balance. Quand je travaillais dans une cité à Saint-Denis autour des femmes-relais, lesquelles pouvaient d'ailleurs être perçues comme des traîtres puisqu'elles travaillaient avec des éducateurs et plus généralement les services publics[210], j'avais reçu le témoignage d'un jeune qui m'avait raconté un fait relevant de notre champ d'études. Un animateur de quartier était passé dans un journal local, *Le Parisien*. Ce journal est lu par tous les jeunes car il consigne les actions guerrières des bandes dans leurs combats inter-cités et leurs faits et gestes contre les pouvoirs publics. Or, ce jeune avait trahi les caïds locaux en répondant à une question du journaliste lui demandant comment être sûr que des bandes existent avec à leur tête des caïds : « *Il suffit de regarder où est garée la BMW* ». Les puissants de la barre allèrent voir « la balance » qui, selon eux, avait désigné directement le chef local. Ils lui donnèrent 24 heures pour déménager, après quoi la sentence serait irrémédiable. La question des informateurs et des balances est un classique du fonctionnement des banlieues populaires. La vie sociale locale est ainsi infestée par cette question lancinante de la loyauté et de la traitrise. La suspicion est telle que le moindre faux pas peut être interprété comme un signe volontaire de délation. S. Aquatias raconte comment, après

[207] M. Crozier, *Le phénomène bureaucratique*, Paris, Seuil, 1963.
[208] R. Chesnais, *SDF, truands et assassins dans le Paris du roi-soleil*, Paris, L'Esprit frappeur, 1998.
[209] P. Bruneteaux, « Les institutions et les paumés : les logiques de la surenchère ». In *Critiques sociales* n°5/6, janvier 1994, p. 107-120.
[210] Sur cette dualisation nous/eux entre les habitants et les services publics petits-bourgeois, lire R. Hoggart, *La Culture du pauvre*, (trad.) Editions de Minuit, [1957], 1970.

plusieurs années de recherches dans les mêmes cités du 93, il subit cette imputation[211]. Alors qu'il avait quitté son poste pour fêter noël en famille, une descente de police eut lieu le même soir. Quand il revint, nombre de jeunes pensèrent qu'il était impliqué dans cette action de police, étant « comme par hasard » absent au moment des faits. Il eut toutes les peines du monde à se faire entendre. Etranger il l'était quand il était arrivé dans cette cité. Etranger il le demeurait tout au long d'un travail ethnographique pollué par la scène rémanente de la collaboration. Parce qu'il était « blanc », en dépit de son origine sociale populaire, parce qu'il était chercheur, en dépit de son engagement envers les jeunes, il était de toutes les manières un « traître en puissance ». Il suffisait d'une étincelle pour devenir un « traître réel ».

La science sociale, en Europe, est effectivement, davantage traversée par des conflits de classe et, du coup, par des logiques de dualisation pourtant proches de celles que pointent les situations de guerre. On peut alors parler de guerre sociale. Le chercheur de gauche ne saurait « vendre » ses données à l'Etat et ainsi devenir ce « socio-flic » conspué le plus souvent dans les milieux d'extrême-gauche. Ne pas donner ses « informateurs », comme pour le journaliste, passe encore reconnait P. Artières, mais pourquoi ne pas communiquer les matériaux mêmes de l'enquête ? Naïveté pourrait-on lui rétorquer. La relation de confiance établie avec un enquêté serait telle que ses propos bruts, même anonymisés, pourraient alors circuler et « tomber dans de mauvaises mains ». Le chercheur serait garant d'un filtrage où le produit fini – l'article, le livre – ne « livrerait » pas tout. La transcription éparse dans un ouvrage ne serait pas de même facture que l'usage du support complet, a fortiori une bande magnétique où l'on pourrait reconnaître la voix. Il est vrai que, lorsqu'on a affaire à des militants zadistes en butte à des procès ou des mises en accusation, comme ce fut le cas avec l'affaire dite de Tarnac[212], verser aux archives des « voix » qui relatent des faits contestataires pourrait servir de support à un juge cherchant à inculper des militants potentiellement recherchés. En ce sens, le sociologue serait un « collabo » dans la mesure où l'enregistrement facilite la qualification des faits et l'identification de son auteur. C'est une confidence en confiance retournée en aveux arrachés comme si le chercheur avait tendu un piège. On se retrouve bien dans le scénario classique de l'espionnage.

La sociologie de la zone grise a pour confins la sociologie de l'alignement politique « social-démocrate »[213]. Le tabou n'est pas seulement distillé dans le monde social, il est aussi très fortement présent dans le monde scientifique. Le déni des collaborateurs transpire dans la plupart des objets des chercheurs. La façade de la bonne conscience se fait jour dans le relativisme, dans le respect des subjectivités, dans la légitimité de l'ordre démocratique, dans les vertus de l'intégration sociale, dans la légitimité des solidarités, dans la pondération avec laquelle on parle des inégalités, des dominations, des violences ; dans la mise à distance du militantisme voire du travail avec des journalistes. Le relativisme culturel, la pragmatique subjectiviste rendant compte des constructions des acteurs sociaux, très en vogue ces dernières années, sonnent le glas du structuralisme, de la

---

[211] « Aux risques du terrain. Quelques aspects de méthode dans la recherche sur les pratiques délictueuses des jeunes dans des quartiers ségrégués », In P. Bruneteaux**,** D. Terrolle**,** *L'arrière-cour de la mondialisation. Ethnographie des paupérisés***,** *op. cit.*, p. 269-287.

[212] M. Kokoreff, *La diagonale de la rage*, *op. cit.*
https://fr.wikipedia.org/wiki/Affaire_de_Tarnac

[213] Au Lycée, tous mes professeurs de science sociale et économiques nous recommandaient de lire Le Monde, parce qu'il était un « *journal objectif* ». L'illusion de la scientificité fonctionne avec un langage de « neutralité axiologique » qui libère un produit culturel aplani, sorte de modération apparente dans les analyses équivalente à une livraison du vrai. Or, cette retenue n'est rien d'autre qu'un effet de l'académisme qui se situe au cœur de la rédaction des articles et des thèses, supports qui sont au principe de la formation universitaire des professeurs certifiés ou agrégés qui lisent circulairement leur monde, à savoir Le Monde. Cet effet d'objectivité n'est rien d'autre que l'invisibilisation du processus d'homogamie sémantique et l'insensibilisation à la piqure idéologique.

pensée morphologique où se plante la graine du caché à découvrir au sein des organisations, des entreprises, des ateliers. La science sociale est ainsi traversée par ces effets d'hégémonie au sein même de ses paradigmes[214]. La disparition du marxisme, depuis la fin des années 1970, et la domination actuelle du constructivisme pragmatiste, entre contextes et interactions, approches conversationnelles et épreuves, entre mondes de légitimité et variations individuelles, se déploie magistralement dans les recherches consacrées au « sans-abrisme » ; un terme culturaliste régressif où domine le concept durkheimien de la « solidarité », laquelle est éprouvée en acte, au travers des mille petits gestes de « justice » et « d'amour » que des chercheurs comme S. Paugam, D. Céfaï, E. Gardella, N. Duvoux ou P. Pichon ne cessent de mettre en miroir les uns les autres, tout en ayant prise sur la plupart des appels d'offre de l'Etat sur la pauvreté. Comme l'Etat qui ne peut penser l'esclavage que sous la forme des rituels de commémoration de son abolition en 1848, ces intellectuels organiques ne peuvent penser la ségrégation sociale que sous les apparats de l'interventionnisme étatique, la solidarité républicaine écrasant le sens de toutes les études portant sur les violences subies. Le « sans-abrisme » est une pauvrologie compassionnelle des proies et victimes du capitalisme où le culturalisme individualisant suinte dans l'étiologie des « *violences familiales* », des « *addictions* », des « *ruptures sociales* », tandis que les travailleurs sociaux sont héroïsés en « *funambules du tact* », selon la formule de Céfaï et Gardella.

L'alignement néolibéral à la performance

Sans être réductibles pour autant au seul monde des intellectuels organiques, les scientifiques ne peuvent se prévaloir de l'idée selon laquelle ils peuvent échapper aux effets de collaboration au système dominant. Comparés aux journalistes défenseurs du néolibéralisme, aux médias mainstream dirigés par quelques milliardaires plaçant la France entre les 15 et 25e rang des pays respectant la liberté de la presse, les sciences humaines demeurent largement un univers critique, libre, avec ses traditions de recherche sans (trop) pression des puissants. Mais, en y regardant de plus près, on peut tout de même identifier une zone organique de plus en plus étendue au fur et à mesure que l'Etat néolibéral veut mettre au pas les scientifiques. Bourdieu prophétisait la mort de la sociologie critique. Jeune étudiant assistant à ses conférences au Collège de France, je prenais cela pour de la coquetterie d'un intellectuel protégé voulant se faire peur. J'ai appris à objectiver les entreprises de mainmise sur la science sociale, et les soumissions zélées de nombre d'universitaires accourant dans les nouveaux dispositifs de savoir-pouvoir. Qui a combattu l'instauration des évaluations notées des laboratoires par l'Etat, tandis qu'il aura fallu une action extérieure d'un élu pour abolir ce carcan[215] ? Qui, aujourd'hui, mène ses recherches sans avoir jamais candidaté à un appel d'offre de l'Etat[216] ? Alors que Bourdieu appelait sa tutelle à laisser la

[214] Je vois et je vis tous les jours, dans un laboratoire de sociologie critique qui n'échappe pas aux sirènes du légitimisme, la force de la reproduction du système. Les meilleurs doctorants sont recrutés, ce qui signifie que les méritocratiques issus des classes populaires ayant un moins bon dossier sont laissés sur la touche. J'en ai fait les frais à plusieurs reprises, en présentant des réfugiés palestiniens ou des postulants étrangers ayant eu des parcours plus chaotiques que les enfants de la bourgeoisie issus des « meilleures » universités américaines. J'ai toujours vécu cela comme une trahison du message, une schizophrénie scandaleuse associant une façade critique (articles scientifiques dits critiques) avec une vie sociale conservatrice autorisant dans ses grandes lignes la reproduction du monde universitaire.

[215] L'abolition du système d'évaluation universitaire incarné par le HCERES (Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur), a été initiée et votée majoritairement par des député·es du groupe Écologiste et Social à l'Assemblée nationale, notamment Hendrik Davi, lors d'un amendement adopté le 24 mars 2025 dans le cadre du projet de loi relatif à la simplification de la vie économique. Cette suppression, jamais actée par les universitaires eux-mêmes, avait pour but de dénoncer un système jugé bureaucratique, managérial, coûteux, et destructeur pour la communauté universitaire. Mais pendant tout le temps de son existence, cette institution a fait courir les chiens de garde avide de reconnaissance et de pouvoir temporel, exerçant leurs petites évaluations avec le plus grand sérieux. Ce système de flicage avait été instauré par De Villepin/Chirac en 2006.

[216] Sur ce thème, A. Caillé, *La démission des clercs. La crise des sciences sociales et l'oubli du politique*, Paris, La Découverte, 1993. Derrière une façade critique, dont le titre est le plus illustre exemple, cet essai s'interdit de démontrer quoi que ce soit qui relève de la domination dans le champ universitaire.

science faire ce qu'elle a à faire dans son champ spécifique, dans son « autonomie relative », les financeurs ne l'ont guère écouté. La mise au pas des sciences humaines s'est réalisée à coup de suppressions de postes, de concurrence de tous contre tous, d'appel du pied pour des collaborations scientifiques, des expertises communes, de la recherche sur commande. Dans ce grand chantier néolibéral, beaucoup ont chanté comme des sirènes en appelant de leurs vœux une rationalisation des modes de fonctionnement des Universités, quand d'autres écrivaient sur les nécessaires rationalisations des politiques de l'emploi[217].

Les laboratoires luttent désormais pour l'obtention de contrats de recherches, pour la quête d'évaluations plus favorables signifiant plus de « dotations financières » et davantage de « contrats de doctorants ». Cette lutte, individuelle et collective, s'arrime aux attentes de l'Etat, des ministères de tutelle et des administrations représentées, depuis la loi LRU, par un président doté de nombreux pouvoirs de commande. La collaboration institutionnelle fonctionne désormais sur la base de la soumission aux logiques du marché : mise en concurrence entre les Universités et les organismes de recherche ; contractualisation publique (ANR, on y reviendra) et aussi privée (notamment dans les organismes de recherche impactant directement le profit des entreprises, comme la biologie ou la physique) ; ouverture des conseils d'administration au secteur privé ; refonte des enseignements, plus spécifiquement dans les IUT et les BTS, dans le sens des attentes des entreprises privées[218] ; soumission aux objets de recherche liés aux commandes sociales ; valorisation du « cheffalisme » et du pilotage vertical ; augmentation des pressions pour des résultats quantitatifs de performance ; dévalorisation de tout ce qui a trait à la qualité des conditions de travail[219].

Ces actions politiques néolibérales ne sont pas dissociables de stratégies visant à réduire les libertés scientifiques. J. Chirac et D. De Villepin ont ainsi œuvré pour castrer l'Université en imposant des budgets sur contrat lancés par l'agence nationale de la recherche (ANR). Ce sont les sujets qui intéressent l'Etat qui seront financés, sujets derrière lesquels les sociologues courent. J'ai couru, comme d'autres, après les appels d'offre sur la question sociale, notamment le « problème » des SDF, lorsque je n'avais pas de poste au CNRS puis une fois nommé, pour satisfaire aux obligations statutaires. Rien ne m'y obligeait formellement, si ce n'est, quand on est un jeune chercheur, l'incitation à montrer « patte blanche », offrir des gages au recruteur comme quoi le nouvel élément s'insère sans contestation apparente dans la commande sociale. Toutes les directions de laboratoire forcent leurs recrutés à s'investir dans des « projets collectifs ».

On aurait pu croire le contraire en lisant, d'entrée de jeu, que les « *spécialistes des sciences sociales (abdiquent) leur rôle d'éclaireurs et d'éveilleurs de la conscience collective* » (p. 7). Or, la critique tourne court. En tirant à blanc sur une institution qui aurait renié son pari originel et sa dimension normative, l'auteur tourne en rond, ne démontrant rien d'autre que sa propre incompétence à objectiver l'instrumentalisation de la science sociale par les pouvoirs établis, lesquels ne sont jamais mentionnés. Noter la vogue des paradigmes individualistes ou rationalistes de « *l'utilitarisme généralisé* » (p. 42) au détriment de la « *justice économique* » (p. 32), indiquer bien trop allusivement « *l'étiolement croissant du discours de la lutte des classes* » (p. 57), dénoncer l'ultra spécialisation des chercheurs et les micro-objets, ou l'assèchement cognitif et « *l'oubli des valeurs* » (p. 34), s'en prendre aux précaires qui ne trouvent du travail que « *dans le secteur de la formation au travail social* » (p. 97), se perdre dans une critique de la sociologie qui n'aurait « *pas d'objet* » (p. 107), sombrer dans des délires futiles autour du « *don* » pour tenter de trouver un « *nouveau paradigme* » et l'essence de la sociologie dans « *la camaraderie et l'amitié, la vie associative* » (p. 134-137), c'est refuser de se pencher sur le tragique de la situation ; à savoir que la science sociale, pot de terre, sera toujours en tensions et en risques de perdre ses quelques marges de manœuvre face au pot de fer de ses tutelles. Et que la politisation des sciences sociales comprend notamment la lutte contre toutes les formes d'euphémisation et de neutralisation du travail scientifique, objet étrangement absent de cette sociologie sans objet.

[217] Pour une vision conformiste des réformes du travail en France, P. Cingolani, *Un travail sans limites ? Subordination, tensions, résistances,* Paris, Erès, 2012. Le titre n'indique pas du tout le sens des propos des communiquants de cet ouvrage collectif. La plupart des contributions s'alignent sur le processus néolibéral en cours, notamment celles, caricaturales, de M. Lallement et de C.N. Drancourt.

[218] J. Gervais, C. Lemercier, W. Pelletier, *La valeur du service public*, Paris, La Découverte, 2021.

[219] A. Jeantet & S. Le Lay, « Violences et souffrances académiques », *Mouvements* n°13, printemps 2023.

Dans le même temps, la contractualisation des recrutés a entrainé une paupérisation et une vulnérabilisation qui ont facilité le repositionnement sur les contrats ANR. Les têtes de labos ont vu comme une manne ces financements publics tandis que se tarissaient les recrutements en CDI et que la financiarisation de la recherche sur commande devenait la norme. Une grande partie des ressources des Universités a ainsi été externalisée, sapant du même coup l'autonomie de ces professionnels de la recherche de moins en moins professionnels, de plus en plus vacataires ou professionnels dirigeant une armée de vacataires aux abois. Dans le même temps, l'Etat a dépublicisé l'Université, faisant entrer dans les conseils d'administration des patrons et autres acteurs du privé. La recherche fondamentale a cédé le pas aux recherches « utiles », sans parler du contenu des enseignements délivrés aux étudiants[220]. Des universitaires précaires jouent le jeu de la « caporalisation », « *reconnaissant d'avoir été recrutés* » et formant une « *colonie de contents qui rendaient compliqués d'être discordants* »[221]. « *Il a fallu l'affaire Sonia pour que les enseignants fonctionnaires perçoivent à quel point les personnels du secteur privé étaient présents dans l'Université* ». Les auteurs du livre *La valeur du service public* livrent des cas concrets. Dans ce système de la LRU, le président d'Université Thomas fait figure de kapo en chef. Aux ordres de l'Etat, avec des scènes de colères à l'encontre de certains enseignants mis à l'index, intermédiaire entre la tutelle et le corps enseignant, il introduit tous les outils de la surveillance et des sanctions pour celles et ceux qui « sortent du rang », de la privatisation (emplois du privé ressources venant des entreprises), de la précarisation et de l'alignement sur les savoirs néolibéraux (définition de l'offre de formation, impositions précises sur les contenus et les programmes).

Sociologues de droite, sociologues de gauche

La complicité se dévoile très facilement au travers des positions politiques. Il y a des luttes de classement entre scientifiques qui n'ont pas d'autre fondement que l'opposition gauche/droite. L'idéologie ou plutôt la mythologie de la science sociale fait accroire qu'il existerait une neutralité à partir de laquelle, tout impétrant doté d'un titre de doctorat deviendrait comme par enchantement, par un travail d'objectivation sur soi, un être sans valeur ou capable de les neutraliser. Cette mythologie, comme celle des médecins qui resteraient de marbre devant le corps nu d'une femme parce qu'ils sont « médecins », participe de l'orchestration de tout un ensemble de paravents destinés à entériner la grandeur d'êtres « hors du commun ». Le statut du chercheur coïncide avec cette grandeur associant la capacité à dévoiler (résultats) et la capacité à savoir trouver la vérité (modus operandi). Or, tout le monde le sait, un Michel Crozier issu de HEC ne fera pas un sociologue marxiste. Il sera d'ailleurs un des rares sociologues « invités » par les organisateurs du congrès des travailleurs sociaux dans les années 1945-1968 (l'ANAS), avec George Friedmann[222] ; un groupe collaborateur longuement étudié dans le chapitre 5 de cet ouvrage. Pensons par exemple à Alain Touraine, Pierre Rosanvallon ou Edgar Morin ayant directement

[220] Sur cette mise en coupe réglée des Universités par le poids du privé et des injonctions néolibérales, lire l'ouvrage édifiant de J. Gervais, C. Lermercier & W. Pelletier, *La valeur du service public*, *op. cit.*, p. 53-69.
[221] *Ibid.*, p. 62.
[222] J. Verdès-Leroux, *Le travail social*, Paris, Editions de Minuit, 1978, p. 73 et 77. Cet ouvrage exceptionnel, unique, dissèque l'histoire sociale de la constitution des intermédiaires sociaux entre le patronat et les ouvriers. Dans les années 1970, les Bourdieusiens sont très proches de l'analyse marxiste sur les chiens de garde. Le chapitre consacré aux travailleurs sociaux repose largement sur les analyses de cette sociologue d'une très grande finesse. Elle évoque notamment la pleine participation de M. Crozier et de son équipe de « sociologues des organisations ». « *Au congrès de 1973, des chercheurs du Groupe de sociologie des organisations (direction M. Crozier) n'ont pas simplement fait un exposé ; ils ont « animé » le congrès et lorsque pour la première fois l'ANAS a « décidé pour la première fois d'organiser des sessions de formation », c'est à eux qu'elle s'est adressée* ». *Ibid.*, p. 77.

soutenu le rapport d'Alain Minc remis en 1994 au gouvernement Balladur, un pseudo rapport entérinant une fois de plus les « réformes » néolibérales[223] ; les mêmes poursuivant sur leur lancée leur obédience à A. Juppé et ses réformes « pour éviter la France qui tombe » en 1995[224].

Un R. Aron, M. Crozier ou S. Paugam, intellectuels organiques de droite, ne parleront jamais de contrôle social. Il suffit de lire leur dernier héritier, E. Gardella, pour prendre la mesure de l'abîme qui sépare la sociologie du caché de ceux qui légitiment avec tous les moyens possibles « *les funambules du tact* » du Samu social créé par Chirac pour nettoyer les rues. Ces caricatures sociales de l'ordre dominant, véritables chiens de garde au service direct des entreprises et des instances dominantes du travail social[225], ne se pencheront pas plus sur les causes de la destruction capitaliste des corps. Ils œuvreront pour imposer le silence aux ouvriers rebelles, notamment ces ouvriers de production que M. Crozier a traqué dans son ethnographie secrète menée au service de la Seita (entreprise publique de fabrication de cigarettes)[226] ; et tous les autres parleront des trente glorieuses, de l'amélioration des conditions de travail des classes populaires, de la fatigante CGT instrument du parti communiste qui freine la « liberté du travail » et la prospérité du pays, de l'immense bonté des intermédiaires sociaux qui s'occupent avec les meilleures intentions des brebis galeuses, ce « quart-monde » importé d'ATD par S. Paugam pour l'enfermer dans le culturalisme de la « désocialisation » ; personnes bloquées de générations en générations à cause de l'alcool et des violences intra-familiales, sens commun dominant des travailleurs sociaux dont ces intellectuels organiques se font l'écho[227]. La plaque tectonique de l'alcool, leitmotiv de tous les discours depuis plus de 150 ans de dames patronnesses, vise à invalider les classes populaires alors que toutes les enquêtes montrent que les cadres ont les mêmes pratiques de « défonce » ; alors même que les ethnographes des « SDF » ou « prolétaires » montrent comment l'alcool sert de moyen d'emprise sur les hébergés des foyers pour ne pas regarder de près les formes d'exploitation au travail[228]. La focale mise sur les dominés ordinaires déviants, désocialisés, handicapés, assistés, (chômeurs ou travailleurs, SDF ou mal-logés) rend impossible la présentation des classes populaires agressées par le patronat leur volant une partie de leurs éléments pour en faire des « salauds » ou des « défoncés » usés par l'exploitation de leur corps. D'une certaine façon, le misérabilisme fait accroire que ces chercheurs sont progressistes alors qu'ils proposent une victimisation qui écœure, dégoûte et détourne le regard, non seulement sur les réels processus qui aboutissent à leur monstruosité sociale (pour les sous-prolétaires sombrant dans le vagabondage ou le fonctionnement bidochon), mais aussi, quand ils sont ordinaires[229], sur les formes d'oppressions invisibles qu'ils subissent. La pitié sociale d'un E. Gardella masque une défense absolue du travail social sous les dehors hypocrites

---

[223] S. Halimi, *Les nouveaux chiens de garde*, *op. cit.*, p. 99.
[224] *Ibid.*, p. 115.
[225] Parmi les petits signes dilués « mine de rien », la salle Michel Crozier à l'Ecole des hautes études de la santé publique à Rennes.
[226] Un des fleurons de la science sociale française, reconnue dans le monde entier, est la « sociologie des organisations », matrice de toutes les déconstructions des maigres pouvoirs des ouvriers et des dominés depuis M. Crozier et son « phénomène bureaucratique » où il dénichait les micro-pouvoirs des ouvriers d'entretien dans l'usine Seita fabriquant des cigarettes.
[227] S. Paugam & M. Clémençon, *Détresse et ruptures sociales*, Paris, FNARS, Avril 2002. Le titre, de facture « catholicisme social », la publication par l'instance dominante représentant le travail social en France, les contenus culturalistes assommant l'analyse sans aucune liaison avec l'Etat capitaliste (travail non qualifié et ses effets destructeurs, logement insalubre, absence de moyens pour les vacances, déficit de santé dans les budgets serrés sans fruits ou légumes) participent d'une analyse psycho-sociale sur les « handicaps » de ces familles, dans la lignée du pire sens commun dominant du ministre giscardien R. Lenoir sur *Les Exclus*, deux ouvrages presque similaires dans leur contenu.
[228] V. Lyon-Callo, « Medicalizing Homelessness : The Production of Self-Blame and Self-Governing within Homeless Shelters », *Medical Anthropology Quartely*, Vol 14 (3), septembre 2000, pp. 328-345 ; *Inequality, Poverty, and Neoliberal Governance : Activist Ethnography in the Homeless Sheltering Industry*, Peterborough, Ontario, Broadview Press, 2004.
[229] Deux exemples dans le prolétariat ordinaire le plus exploité : Liebow E., *Tally's Corner*, *Les Noirs du coin de la rue*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, coll. « Le sens social », [1967] 2010 ; Jounin N., *Chantier interdit au public. Enquête parmi les travailleurs du bâtiment*, La Découverte, coll. « textes à l'appui », 2008.

d'un « souci des SDF » et de leur bonne prise en charge grâce à ses « règles de justice », tandis que rien n'est dit sur les politiques du logement, les violences de l'accueil en hébergement d'urgence, lesquelles sont traitées sur un mode mineur qui fait passer la pilule, quant au fonctionnement de l'Etat néolibéral.

La science politique, épinglée dès le premier numéro des *Actes de la Recherche en Science sociale*, est particulièrement caricaturale dans le dévoilement de son pôle conservateur :

« En janvier 1971 à Arras, P. Bourdieu donne une conférence intitulée « l'opinion publique n'existe pas ». La critique qu'il effectue des sondages d'opinion et de leur usage s'adresse à la fois aux chercheurs qui les réalisent et aux politiques qui en font un argument d'autorité. Cette critique surprend dans un premier temps les politologues, avant de réagir sur des bases politiques [comme le fera A. Lancelot]. En outre, la critique des usages politologiques de « l'opinion publique constitue, selon P. Bourdieu, une défense de l'autonomie de la sociologie au moment même où les chercheurs se trouvent subordonnés aux demandes politiques et administratives, de plus en plus dominés par un pôle de recherche appliquée dont le principal représentant dans les années 1970 est Jean Stoetzel, alors en position dominante. Alors professeur à Paris1, il dirige l'IFOP qui a développé la technique des sondages, importés des USA »[230].

Rien n'est plus opposé au déni constitutif de l'habitus des dominants du champ scientifique que le fait de livrer au public la vie pratique de coulisses selon laquelle tous les collègues ont des opinions politiques qui interfèrent d'une manière ou d'une autre avec la manière de constituer leur objet. En soi, cela n'est pas bien grave puisque l'administration de la preuve contraint fortement le travail des chercheurs. Pour autant, les classements politiques sont en relation avec le choix des objets et les modèles théoriques. Un M. Crozier s'en prenant à l'Etat social n'est pas un hasard. Un A. Touraine engagé dans « *l'intervention sociologique* »[231] sera proche du PS[232] ou des centristes, quoique son soutien à Balladur puis à Juppé puisse le situer nettement à droite en 1995[233]. Un Sébastian Roché obtiendra ses distinctions fonctionnelles en traquant les « *incivilités* » et les « *délinquances* » des dominés, et en valorisant utilement son point de vue à l'école nationale supérieure de la police[234]. En tant qu'ancien spécialiste du maintien de l'ordre, un répertoire d'action dans la gestion des foules, je suis particulièrement averti des risques qui existent entre mener une recherche sociologique sur les organes coercitifs de l'Etat et se faire le porte-drapeau de ces instances répressives. Il est vrai qu'on pourrait me reprocher d'avoir collaboré avec les forces de l'ordre dans la mesure où il a bien fallu montrer « patte blanche » pour entrer dans ces unités policières et effectuer un travail socio-historique et ethnographique. Ce que n'a pas manqué de me reprocher M. Offerlé pendant ma soutenance de thèse en me qualifiant « *d'intellectuel organique de la gendarmerie* »[235]. On le voit, l'expression gramscienne n'a pas perdu de sa superbe. De même, je me suis rendu au Ministère de l'Intérieur en 2020, après le mouvement des Gilets jaunes, afin de tenter de peser sur les réflexions des appareils policiers lors de la refonte du schéma de maintien de

---

[230] « Contre la science de la dépossession politique », in *Interventions, op. cit.*, p. 81-82.

[231] Cette démarche consiste à travailler avec les équipes municipales, en dressant un diagnostic local. Ce rassemblement des faits est l'occasion de produire simultanément une mobilisation dans la phase de recueil des données ; puis un rassemblement des leaders locaux, des porte-paroles estimés important, en présence d'un « grand » sociologue du laboratoire du CADIS (D. Lapeyronnie, F. Dubet…) qui conviera alors les élus dans un grand débat avec les citoyens ainsi sélectionnés « sur le terrain ». De là doit émerger un conflit constructeur favorisant progressivement l'édification d'une dynamique locale lors de laquelle tous ces acteurs seront à la source d'une politique en faveur des jeunes ou des populations marginalisées.

[232] Un alignement identique vaut pour les associations récentes d'hébergement de SDF. Aurore est proche du PS, SOS de Renaissance. Les deux l'affirment de manière explicite en se montrant publiquement avec les élus concernés.

[233] Les remises en cause de l'Etat providence -dont l'acmé est la réforme des retraites- ont permis de « manger » à un grand nombre d'universitaires. B. Ducoudré et E Heyer (OFCE - Sciences Po) ont rédigé des analyses macroéconomiques sur l'impact de la réforme des retraites, notamment un rapport commandé pour évaluer les conséquences économiques et sociales. B. Palier (CNRS) a rendu plusieurs rapports et études sur la réforme des retraites pour le ministre du travail. X. Ragot (économiste, Sciences Po, OFCE) a collaboré à la préparation d'études sur les effets économiques de la réforme, en particulier sur l'emploi des seniors.

[234] https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000034133859

[235] J'analyse, en miroir, dans un autre ouvrage lié à celui-ci, ma propre trajectoire scientifique pour la passer au crible de cet inventaire des chiens de garde de la science sociale.

l'ordre[236]. Mais, si j'ai effectivement écrit sur le processus de pacification démocratique de la répression des dominés, il m'a semblé légitime scientifiquement de faire la part des choses entre les tirs à balle réelles dans les dictatures et Etats totalitaires d'une part et, d'autre part, les « agressions des sens » en recourant aux gaz lacrymogènes et lanceurs à eau. Là où la violence démocratique rejoint une zone frontière avec les Etats autoritaires, c'est quand l'emploi des armes dites « *faiblement létales* » (OF, GLI-4, GM2L, LBD, grenades de désencerclement) se généralise au point de devenir la quasi-norme dès qu'une « violence manifestante » est identifiée. On pourra, de toutes les manières, me « taxer » de collabo dans la mesure où je n'ai pas réifié la « répression » dans un paquet global diabolisant la police et la gendarmerie. S'il est clair que je me passerai bien de la police en tant que manifestant, surtout actuellement au vu des exactions par ces armes, du fait aussi des matraquages, des fausses interpellations pour outrages, des insultes et menaces, des arrestations préventives nourries d'allégations plus que douteuses sur les armes par destination, je prends le risque de maintenir l'idée que les forces de l'ordre, en Occident, avec des modalités variables selon les pays, les époques et les gouvernements, sont moins violentes que dans les pays autoritaires et totalitaires. Cela ne m'interdit pas de penser que la position d'un S. Roché est clairement de droite, que ses ouvrages stigmatisent les dominés et que le fait d'enseigner pour les cadres de la police entérine ce point de vue. Pour ma part, j'avais refusé de devenir un contractuel de la gendarmerie nationale en 2016 à la suite de la proposition qui m'avait été faite de diriger le tout nouveau centre de prospective de la gendarmerie nationale. Pour autant, cette socio-analyse critique est utile et je pense que je ne suis pas exempt d'une objectivation qui irait dans le sens d'une collusion si l'on adopte le point de vue ultra ou gauchiste, celle qui consiste à dire que j'ai minoré le rôle purement répressif de ces forces en les qualifiant de « démocratique ». J'assume cette position, même si le tableau actuel me fait frémir et que mes interventions en radio ou sur les plateaux TV entendent dénoncer ces dérives autoritaires.

Les scientifiques sont avant tout des êtres politiques qui veulent changer le monde social, soit en aidant les puissants (experts, consultants, penseurs essayistes surfant sur le sens commun des problèmes du moment) soit en devenant les militants par conscience des dominés, ce que sont les intellectuels critiques, les sociologues engagés, les chercheurs marxistes, ce que G. Noiriel appelle les « *intellectuels spécifiques* ». D'ailleurs, les choix des mots sont révélateurs des positionnements respectifs. Ceux qui s'alignent sous la bannière des « *postcolonial studies* » seront majoritairement des gens faiblement engagés dans les luttes de décolonisation. Mais il y encore ceux qui dénoncent ceux qui dénoncent tout colonialisme[237]. Ils parleront de « *leg* » colonial, à la manière de J.F. Bayard cherchant à minimiser les déstructurations et les effets dans la période actuelle néo-coloniale, et n'étudieront jamais les pires aspects de la domination impérialiste sur le plan individuel (tortures, disparitions, massacres, corruption) et collectif (effet du franc CFA sur le blocage économique, présence des multinationales françaises et accumulation du capital, effets

[236] Je n'ai jamais su qui m'avait sollicité. J'ai reçu par mail une invitation, un peu dans le même style que le personnage principal du Château. Il est probable que l'appel vient des instances dirigeantes de la gendarmerie qui ne supportent pas de voir des « amateurs » (BAC, forces de commissariat, bravM) intervenir en MO, d'être relégués et soumis aux autorités civiles de la Préfecture de police sur Paris. De manière plus générale, la gendarmerie a été rattachée au Ministère de l'Intérieur, choc traumatique pour cette police militaire transformée radicalement en auxiliaire de la police dans les opérations de maintien de l'ordre. Auparavant plus autonomes (il fallait les « *réquisitionner* » en bonne et due forme), elles se sont vues rabaissées par la police civile dont les syndicats sont devenus les maîtres du ministère. Les récentes droitisations radicales des syndicats de police, notamment après l'assassinat de Nahel, appelant à la « guerre » contre les « nuisibles », effraient les forces de gendarmerie qui se positionnent traditionnellement en rempart de la République depuis le 6 février 1934, sans aller vers les positions politiques radicales. On met à part la collaboration pendant la seconde guerre mondiale où la gendarmerie comme la police se firent les complices souvent zélés de Vichy mais aussi des Nazis, notamment dans la garde des camps de concentration en France.

[237] J.F. Bayard, *Les études postcoloniales. Un carnaval académique*, Paris, Karthala, 2010.

macro-sociaux de l'ONU/USA avec sa banque mondiale et son FMI dans le jeu des « ajustements structurels »). Ceux qui recourent au concept « *néocolonialisme* » reprendront ces thématiques et seront alors attaqués systématiquement par les premiers y voyant du militantisme, de la dénonciation, voire une preuve de leur disqualification. Les seconds y verront de la sociologie critique et jetteront dans les cordes les intellectuels organiques du ministère de la Françafrique qui s'en prennent aux élites africaines corrompues qui ont, dit un J.F. Bayard, leur part de responsabilité dans leur propre histoire, comme si les fils n'étaient pas tirés par la corruption, les services secrets ou la simple acceptation du pillage du pays par les multinationales. N'oublions pas que le père de J.F. Bayard était un gouverneur du Cameroun et que son fils n'a cessé de « botter en touche » les réalités de l'impérialisme français en réduisant à un « leg » ce qui est toujours emprise, tandis que l'historicité des pays africains est remise à l'honneur afin d'accentuer la responsabilité sur les élites africaines. « La culture du ventre » nourrit une vision fallacieuse et culturaliste des élites corrompues qui nourrissent le clan tandis que l'Occident fabrique ces nouvelles dépendances et adhésions par des « réformes structurelles » ou des pressions individuelles. Si les origines sociales ne sauraient encager définitivement l'individu, elles agissent puissamment dans le sens de l'euphémisation des violences coloniales. L'analyse qui est faite de Fanon dans cet ouvrage montre justement, en dépit de toute sa bonne volonté, les scories d'un habitus tentant de protéger le groupe social dont il est issu (chapitre 8).

Le positionnement politique des chercheurs conservateurs s'observe plus tragiquement encore quand ils sont directement mobilisés dans la défense des intérêts privés. La lutte des classes entre « professionnels des sciences humaines » ne se voit jamais mieux que dans les expressions les plus manifestes de cette lutte. La convocation des juges, les attaques judiciaires, les procès, donnent à voir les points d'orgue de cette lutte entre les sociologues engagés et les sociologues collaborateurs. Un ouvrage particulièrement stimulant fait le point sur la question[238]. Plusieurs enseignements sont à dégager. D'une part, la traitrise frontale se dessine clairement lorsque le patronat, lors d'un procès, convoque un universitaire, en plus des avocats serviteurs afin de contrer l'assaut en justice de collectifs contre les atteintes aux humains (la plupart du temps des cancers liés aux nuisances d'industries chimiques diverses). Ce fut le cas lorsque, au début des années 2000, plus de 20 multinationales de la chimie attaquèrent par avocats interposés deux scientifiques, les historiens américains D. Rosner et G. Markowitz.

> « Ces auteurs de *Deceit and Denial : The Deadly Politics Of Industrial Pollution* (2002) montraient tout à la fois les liens entre les produits que ces compagnies mettaient sur le marché et le cancer, leur connaissance de ces risques pour la santé des travailleurs et pour celle de la population, en enfin leurs stratégies pour les occulter (…) The University of California Press, la maison d'édition ayant publié l'ouvrage, la fondation qui en était coéditeur et cinq des huit évaluateurs du manuscrit pour le compte de la maison d'édition ont alors été assignés à comparaître à la demande du collectif des avocats de l'industrie. En parallèle, ces derniers ont recruté un autre historien afin de mettre en doute le professionnalisme et donc la fiabilité des résultats présentés par ses collègues »[239].

Ce cas est particulièrement éclairant, presque caricatural. Le grand patronat parvient à utiliser la science sociale pour invalider la science sociale engagée contre les dérives du capitalisme. S'il fallait donner un type idéal de la collaboration, ce serait celle-là. L'enseignement de cette judiciarisation est la politique de terreur exercée par les élites économiques qui libèrent alors un message de menace à la communauté scientifique critique. Vous n'aurez pas la liberté de

[238] L. Atlanni-Duault & S. Dufoix (dir.), « Chercheurs à la barre », *Socio* n°3, 2014.
[239] L. Atlanni-Duault & S. Dufoix, « Les sciences sociales saisies par la justice », in, « Chercheurs à la barre », *op. cit.*, p. 9-47.

« dénoncer » nos agissements, nous ne nous laisseront pas faire. La science est forcée, convoquée, d'entrer dans une lutte des classes tandis que des traîtres sont mobilisés, moyennant finances, afin de défendre les intérêts de l'autre camp. « *Et en plus, ils ont recruté un historien pour dire de nous que nous sommes des historiens nuls et sans éthique, pour attaquer des notes de bas de page mineures dans notre livre* », *qui n'étaient pas fausses mais qu'ils considéraient comme erronées. Nous avons clairement été attaqués* » se défendent les historiens[240]. Les accusations de diffamations deviennent des outils des dominants, lesquels sont aidés par des intellectuels organiques prêts à tout pour gagner un peu d'argent et, pourquoi pas, une renommée sur le dos des collègues « descendus ».

Par ailleurs, des chercheurs au-dessus de tout soupçon peuvent devenir complices d'une situation dans le sens où ils laissent se débrouiller les moins dotés de capital tandis que les plus reconnus sont soutenus par des collectifs et leur institution de rattachement. Cette collaboration passive est dénoncée par les deux directeurs de la revue publiant ce dossier « Chercheurs à la barre »[241]. Les doctorants pourront être lâchés, et parfois condamnés, ce qui sera le cas de Lutard-Tavard en appel[242].

Enfin, une dernière manifestation de cette collusion judiciaire consiste tout simplement à solliciter la justice au lieu de se contenter de la controverse scientifique. En faisant cela, les auteurs portent atteinte à la liberté scientifique et au droit des chercheurs à régler leurs comptes entre eux. Mandater la justice, c'est fragiliser un espace universitaire qui perd de son autonomie relative. C'est aussi, involontairement, adresser un message à tous les membres de la communauté scientifique qui, dès lors, sauront qu'il est possible que, sur un sujet délicat, leurs travaux soient attaqués en justice. En fait, le paradoxe de la situation provient du fait que c'est toujours sur les sujets brûlants que le risque de judiciarisation est le plus fort. Autrement dit, c'est quand les chercheurs font vraiment leur travail, en pensant l'extrême, en objectivant les pires logiques sociales de domination, que les freins seront posés à leur éthique de la responsabilité.

J. Valluy montre comment « *les discours d'escorte* » essaiment désormais, du fait que les multinationales du numérique lâchent des pseudos sociologues qui en fait empoisonnent la réflexion en noyautant le monde académique. Le lien avec le capitalisme n'est plus uniquement l'instrumentalisation en cas de procès, mais, en amont, la collusion directe avec l'entreprise. Jusque-là, les chercheurs appointés se faisaient discrets. Par exemple, un professeur de science po, au CERI, m'avait embarqué dans les années 1994 avec la Délégation générale à l'armement, sur une commande dont j'appris bien plus tard les dessous. Il s'agissait, pour l'armée, de savoir si l'impérialisme français au Rwanda était compris ou pas. J'exhumais pour ma part la presse régionale, sans comprendre autre chose que ma tâche : recueillir toutes les informations traitant du Rwanda et les classer. Ce contrat de gré à gré est rare. La plupart du temps, les « intellectuels » passent par les appels d'offre de l'Etat, forme de médiation qui fait passer la pilule. Plus que jamais, « Science-po » est le lieu de l'aide à la production idéologique des dominants. Dans le cas présent, le spécialiste du numérique montre dramatiquement que, dans le capitalisme de surveillance, les experts académiques seront forcément courtisés à grande échelle :

---

[240] *Ibid.*, p. 15.
[241] *Ibid.*, p. 21.
[242] C. Lutard-Tavard, « Etre à la barre, être accusée », in « Chercheurs à la barre », *op. cit.*, p. 63-78.

La nouvelle superstructure est à la fois produite par l'infrastructure en mutation – donc instable – et productrice de « discours d'escorte », au sens premier de l'escorte, c'est-à-dire « *action d'escorter (quelqu'un, quelque chose) pour protéger, surveiller.* » et au sens second de « *cortège qui accompagne une personne pour l'honorer* ». Il s'agit ici de discours tendant à défendre et honorer le nouveau système économique. L'illustration de ce concept est à trouver dans les discours des spécialistes, marchands et universitaires, du marketing numérique, mais aussi dans d'autres types de discours, experts, journalistiques et politiques. Le concept est critique et, face à ce type de critique, les escorteurs, universitaires notamment, réclament très vite « des noms ! », pour tenter de mettre en difficulté le chercheur qui ne voudrait pas critiquer ses collègues, par intérêt personnel de carrière notamment. La demande est malheureusement devenue aisée à satisfaire tant les discours d'escorte ont été nombreux dans la recherche qui, depuis plus d'un siècle, dépend massivement de l'argent public venant d'États-utilisateurs et d'entreprises du secteur. Les journalistes commencent à faire le travail de mise en visibilité de ce type de dépendance universitaire aux antipodes de l'indépendance constitutionnalisée, par exemple en France, par la jurisprudence du Conseil Constitutionnel relative aux « *Principes fondamentaux reconnus par les lois de la République* » ; ce principe étant à la fois une protection statutaire des professeurs, au bénéfice des étudiants, et un principe déontologique. « *Universitaires ou lobbyistes ?* » demande *Le Monde*, en 2023, au sujet de deux économistes Nicolas Bouzou et Augustin Landier – ce dernier étant universitaire – travaillant sous contrat avec Uber. Mais il faut reconnaître aussi que le même journal a été capable en 2014 de présenter le livre de Danah Boyd « C'est compliqué », sans la moindre interrogation quant aux problèmes de dépendances – dans un article signé par la rédaction –, avec seulement la brève mention « *chercheuse chez Microsoft Research* ». Pour reprendre le concept d'Antonio Gramsci, voilà une « intellectuelle organique » des GAFAM qui est arrivée à se faire passer à la fois pour une militante de la cause des jeunes et pour une scientifique de haut vol, accueillie à bras ouverts dans les milieux universitaires tout en produisant une sociologie parfaitement adaptée au pillage de données personnelles par son employeur. Formée au MIT, Dannah Boyd avait pourtant, quand *Le Monde* publie cet article le 12 mars 2014, déjà une longue carrière de collaboration chez les GAFAM, notamment Google (2004-2005), Yahoo (2006) avant de devenir, en 2009, chercheuse de la division recherche de Microsoft puis « Senior Researcher » (2010-2013) : « *It's complicated : the social lives of networked teens veut expliquer aux parents ce que font concrètement leurs enfants sur internet, s'attachant à démonter plusieurs fantasmes et à nuancer les risques les plus couramment évoqués par les parents (cyber-addiction, perte d'identité, disparition de leur vie privée, harcèlement, mauvaises rencontres…).* » (*op. cit.*). La rédaction du journal *Le Monde* commence à élever son niveau de compétence collective le 19 mai 2014, en créant la rubrique *Pixel* autour de quatre thèmes : vie en ligne, jeux vidéo, cultures web et banc d'essai… reflétant une perception sociale encore essentiellement ludique des nouvelles technologies. Danah Boyd continuera sa carrière chez Microsoft en devenant « Principal Researcher » (2013-2016) et enfin « Partner Researcher » (2016-2023) et se payera le luxe de donner des leçons à la presse – l'accusant d'être « manipulée » – sur l'utilisation des sondages pendant la campagne américaine de 2016 dont on sait aujourd'hui que des dizaines de millions de comptes furent manipulés par Facebook et Cambridge Analytica. Voilà donc un auteur, un livre et un article de presse qui illustrent parfaitement le concept de « discours d'escorte » du capitalisme de surveillance et d'influence[243].

La naturalisation idéologique va de pair avec le recul des protections juridiques et l'adhésion sans réserve aux « facilités » proposées par un outil qui, à la différence de l'outil de production, n'apparait pas d'emblée comme une forme d'exploitation. Le vol et la recomposition des données, l'obscurité juridique, l'invisibilité et l'impossibilité de l'accès aux managers sont passés sous silence tandis que se vendent le « lien social numérique », la liberté de « partager », l'accès aux savoirs et l'aide trompeuse de l'IA. Le discours d'escorte s'arrime à cette double logique de consumérisme et

[243] J. Valluy, *Humanité et numérique(s),* seconde édition*, op. cit.*, p. 214-216.

de facilitation qui, comme dans les plateformes de service, édifie l'usager ou le client en juge suprême de la prestation (chapitre 10).

Faire le jeu de l'organisation fonctionnelle

La collaboration, on le verra distinctement à propos du monde ouvrier de l'usine, fonctionne avec le jeu de la stratification. Celle-ci est présentée comme naturelle, évidente, toujours là, et pour le bien de la communauté. La carrière, la promotion, la mobilité, sont étudiées par les scientifiques dans leur volet positif. L'acteur a réussi. Il a été reconnu par ses pairs. Il a méritocratiquement grimpé dans l'échelle sociale. Il a travaillé dur pour y arriver. Rares sont les recherches qui pointent les effets négatifs, dont les effets pervers du carriérisme qui pousse certains vers le « *bougisme* » évoqué par C. Dejours[244], l'acharnement à investir le poste au détriment des conditions de travail, le fait d'être prêt à toutes les bassesses et compromissions pour « y arriver », y compris, et c'est très fréquent dans l'académisme supérieur, de renoncer à la propriété des travaux en les « laissant » au chef du laboratoire qui pillera tranquillement une enquête collective où il se sera contenté de mettre son nom sur l'intitulé du projet sans véritablement mener de recherches à titre personnel. Cette attitude de pourrissement des relations sociales professionnelles ordinaires par des « jusqu'aux boutistes » peut aller jusqu'aux compromissions sexuelles, l'endossement de comportements de « servitude volontaire », la délation d'étudiants ou de collègues qui ne jouent pas le jeu du « patron ». Bien sûr, les scientifiques mènent très peu de recherches sur le monde académique, ce qui est le meilleur moyen de nier la réalité de tels phénomènes de collaboration et de production de chiens de garde. Une récente recherche collective sur la « *violence académique* » évoque cette relation congruente entre le « *désir de carrière* » et la « *complicité à toutes ces activités* » qui peuvent avoir pour finalité « *d'écraser autrui* ». La collaboration des sciences sociales au système, c'est d'abord la projection institutionnelle des modes capitalistes de fonctionnement à l'intérieur même de l'appareil universitaire au sens large :

« La sidération et l'action des défenses ne sont pas les seules dynamiques subjectives et sociales bloquant potentiellement le travail de recherche sur les violences académiques. Un troisième élément d'ordre clinique peut être convoqué : la servitude volontaire. Accepter l'idée selon laquelle des individus, dans le cadre de leurs activités professionnelles, en arrivent parfois à renoncer volontairement à l'application pratique de leur sens moral n'est pas facile. Et pourtant… Comment qualifier autrement le fait d'utiliser tous les moyens nécessaires pour satisfaire son désir de carrière, quitte pour cela à écraser autrui (ses concurrent·es, ses subordonné·es) ou à agir contre l'éthique du métier ? Comment expliquer autrement les tentations de certain·es scientifiques à céder à la censure en raison de pressions institutionnelles, comme ce fut par exemple récemment le cas à l'occasion d'un colloque consacré aux effets subjectifs du chômage organisé par le CNAM ? Le fait que la direction de la communication de Pôle Emploi n'ait pas apprécié le titre d'une communication proposée par l'un de nous (Stéphane Le Lay) et un collègue, pourtant acceptée par le comité d'organisation, justifiait-il une éviction du programme officiel suite au refus de modifier ledit titre ? Charlie Smith et Eda Ulus soulignent finalement la question dérangeante de « notre complicité à toutes ces activités » potentiellement délétères pour l'intégrité physique et mentale des travailleurs et travailleuses académiques. Lorsque de nombreux agents se concurrencent dans un champ, à la recherche de la satisfaction prioritaire du jugement d'utilité institutionnel (primes, décorations officielles, positions institutionnelles, visibilité médiatique, etc.), au point que cette recherche l'emporte sur la plupart des autres considérations, il n'est pas rare qu'elle entraîne dans son sillage son lot d'actes peu respectueux de l'éthique professionnelle envers celles ou ceux perçues comme des obstacles sur la voie de l' « excellence » individuelle »[245].

[244] https://static.convergencerh.com/medias/3/Subjectivite_et_travail_C_Dejours.pdf
[245] S. Le Lay & O. Chambart, « Quand les violences du champ académique rencontrent les violences néolibérales », *op. cit.,* p. 19-20.

Les auteurs dévoilent cette dimension cachée de la complicité au système au travers de l'introjection organisationnelle des règles de fonctionnement de la dominance qui comprennent l'équipement spécifique que l'on nomme la complicité. Collaboration à la dominance, collaboration par la délation, collaboration par le suivisme contractuel de la commande sociale, collaboration par respect des hiérarchies et même adulation quasi-esclavagisée des « grands »[246], collaboration par la recherche éhontée de la performance jalonnée de mises à relégation d'autres prétendants, en « *écrasant autrui* ». Directeur du CNRS, Antoine Petit, fils d'un historien engagé du mouvement ouvrier, est devenu le soldat d'Emmanuel Macron, défendant la logique darwinienne du capitalisme néolibéral et sa récente loi de programmation de la recherche. Ceux dont on aurait attendu *a minima* une défense du service public se muent en zélateurs actifs de la destruction du bien commun au nom de la loi du plus fort. Les auteurs saisissent le fait mais semblent déconcertés par le retournement de position, ce qui n'est pas étonnant compte tenu de l'omerta qui règne dans « notre science sociale » du point de vue des recherches totalement libres, donc particulièrement gênantes pour tout pouvoir :

« La LPR cherche à accentuer le processus actuel de concentration des financements sur quelques-un·es (individus ou établissements), quitte à laisser mourir les autres, les « non-excellent·es », selon la logique darwinienne défendue en ces termes par le président du CNRS, Antoine Petit, exigeant à propos de la LPR « une loi ambitieuse, inégalitaire – oui, inégalitaire, une loi vertueuse et darwinienne, qui encourage les scientifiques, équipes, laboratoires, établissements les plus performants à l'échelle internationale » (*Les Échos*, 26/11/2019). Une telle déclaration a pu surprendre, en raison notamment des propriétés sociales de son auteur : petit-fils de Jean Maitron, le célèbre historien du mouvement et des figures ouvrières, Antoine Petit est devenu agrégé de mathématiques en 1982, docteur ès sciences en 1985, et Professeur des universités (PU) à l'École normale supérieure de Cachan depuis 1994. Pourtant, force est de constater que ces dispositions et capitaux initiaux ont produit des effets sociologiquement peu prévisibles (*PB : reconnaissance de l'incapacité à objectiver la collaboration*), renseignant sur la puissance subjective mobilisée par la recherche du jugement d'utilité institutionnelle. En effet, Antoine Petit a rapidement occupé des postes institutionnels, y compris au ministère de la Recherche, alors qu'il n'était pas encore PU, avant de devenir Président-Directeur général (P-DG) de l'Institut national de recherche en informatique et en automatique (Inria) pendant près de quatre ans (2014-2018), et d'être finalement nommé P-DG du CNRS sous la présidence Macron, en janvier 2018. Par ailleurs, il a accumulé, durant toute sa carrière d'enseignant-chercheur statutaire, des « charges » dans différents groupes de travail, conseils et autres comités de pilotage, n'hésitant pas à vanter l' « esprit d'entreprise » dans un ouvrage co-écrit avec Laurent Kott. Finalement, ses activités de recherche semblent avoir été moins investies que ses activités « annexes », du moins si l'on se borne – certes de manière provocatrice, tant on sait que le travail est irréductible à des données quantifiées – à l'un des indices institutionnels de l'évaluation individualisée des performances particulièrement scrutés dans les rapports d'activité : au petit jeu de la « bibliométrie sauvage », on peut ainsi noter que depuis 1985 la production scientifique d'Antoine Petit s'élève à 45 publications (dont quatre articles « en solo » et deux livres) et 188 citations (…) Le benchmarking n'est-il pas également érigé comme outil de progression professionnelle ? Sans être totalement désinvesties, les activités scientifiques d'Antoine Petit semblent passer au second rang, et l'on peut poser l'hypothèse qu'il est caractéristique du bougisme décrit plus haut, et de tout ce que cela implique du point de vue du jugement d'utilité institutionnel (point d'ailleurs renforcé par les décorations officielles obtenues par le P-DG du CNRS). Pour cette figure managériale de la recherche, il semble donc que le darwinisme revendiqué passe par une propension à assurer sa survie grâce aux mécanismes bureaucratiques protecteurs de l'ESR davantage que par ses mécanismes scientifiques précarisés aux résultats souvent hasardeux »[247].

---

[246] Qui a osé, en science sociale, établir la comparaison entre les grands noms et l'adulation sectaire ? Pourquoi les chercheurs du clan conservent-ils pieusement les ragots et les turpitudes internes, pardonnant au maître ou interdisant à quiconque de le critiquer ? Je me souviens, alors que plusieurs camarades avaient travaillé pour la *Misère du monde*, de la réaction furieuse du jeune doctorant -devenu le collaborateur attitré de Bourdieu au Collège de France- quand, dans le métro, je demandais à mes amis tout autant « bourdieusiens » s'ils avaient reçu des indemnités ou des droits d'auteur. Les renoncements, les refoulements, les dénégations, les rationalisations, participent des propriétés typiques de la science sociale tout à fait comparable à ce qui relèverait d'une sociologie religieuse de type sectaire. Mener une enquête autour des femmes reconnaissant avoir eu des rapports sexuels avec le maître ou celles ayant dépensé sans compter leur temps au point de faire une dépression après la publication d'un ouvrage au sein duquel elles espéraient la co-rédaction, serait aussi un moyen d'obtenir des indicateurs fiables des dérives typiques des mouvements sectaires dans l'univers académique. Les violences sexuelles y sont très fréquentes et j'ai à l'esprit de nombreux noms que je ne peux citer par peur d'être attaqué en diffamation. Ce sont des récits d'étudiantes, et lorsque j'étais jeune doctorant, ma petite amie de l'époque avait été victime d'un chantage sexuel à la thèse de la part d'un universitaire ayant publié sur les viols !

[247] S. Le Lay & O. Chambart, « Quand les violences du champ académique rencontrent les violences néolibérales », *Mouvements*, *op. cit.*, p. 22.

La science humaine n'est pas épargnée par les phénomènes de tripartition, de trahison, de loyauté à l'égard des pouvoirs au point d'endosser leur jeu de manière particulièrement zélée. Ceci étant dit, il ne saurait être question de nier l'existence d'une recherche exigeante, engagée, qui déconstruit les pouvoirs et les dominations. Hélas, cette science-là est aussi rétive à « taper dans la fourmilière » au vu des enjeux actuels de préservation du service public. Au-delà de la défense collective d'une institution « au service des libertés », il faut bien reconnaître que la logique informelle interindividuelle (directeur de thèse/doctorant), la prééminence des travaux individuels sur les travaux collectifs, la puissance de l'adoration clanique et les révérences en chaine qu'elle implique, la toute-puissance du « maître » et sa reconnaissance exclusive quand bien même telle ou telle recherche a été collectivement réalisée, ne sont que quelques indices de règles internes au milieu qui ont attiré les vocations et pas mal de prédateurs, quand ce ne furent pas des prédateurs sexuels[248]. Rien n'est plus faux que de croire que, magiquement, les universitaires seraient à l'abri de vils calculs parce qu'ils seraient « désintéressés », « pour le bien public », « *fonctionnaires de l'humanité* ». La lutte pour « le vrai » passe aussi par l'obligation de déshabiller l'éminence grise, comme Brecht se plaisait à le faire au début de ses pièces de théâtre. C'est la raison pour laquelle je me suis mis aussi dans l'objet[249] car il est rare de ne pas relever, à un titre ou un autre – dont le socio-flic au service de la commande sociale – de la raison d'Etat dans sa duplication académique. Les quartiers d'infâmie – exact opposé des quartiers de la noblesse (titres, décorations, célébrations médiatiques) – sont souvent l'arrière-cour de la fabrication de la reconnaissance. Ils s'entremêlent différemment selon les carrières et les prestiges obtenus. Mais ils se nourrissent mutuellement selon des degrés variables. Comment ne pas reconnaître l'honnêteté de J. Beaubérot revenant sur ses rôles dans la commission Stasi qui fabriqua un pont d'or à Chirac en légitimant sa loi contre le port du foulard, du fait notamment de la remise d'un « rapport » au président par d'éminents spécialistes de la laïcité[250] ? Les organisateurs de l'ouvrage collectif manient avec des pincettes les enjeux de ce type de collaboration, « l'autonomie relative du champ scientifique » étant prise en défaut par les arrangements directs entre amis ou, plus intéressant, par les manipulations d'un pouvoir qui berne les bonnes intentions de chercheurs qui plaident des causes plus modérées :

« Les sociologues engagés par une institution – par nomination, par contrat – pour leur expertise s'inscrivent dans un rapport social non exempt de subordination[251]. J. Beaubérot, qui analyse sa participation à la

[248] Je l'ai vécu dans mon propre laboratoire, avec notamment une étudiante venue pleurer dans mon bureau parce que tel professeur les avait caressées sans témoin dans son bureau, plainte sans suite de peur de ne pas pouvoir soutenir sa thèse ; de peur de ne pas obtenir de poste dans l'Université avec « cette casserole au cul ». Lors d'une AG de rentrée des doctorants, j'ai publiquement annoncé la réalité de la situation sans pouvoir donner de noms. Nous n'étions que trois hommes, l'enquête était facile à mener. La directrice de l'Ecole doctorale, après mon intervention, prit rapidement la parole pour « passer à autre chose ». Elle présenta notamment sa successeure à la tête de l'ED, aucune des deux mandarines ne faisant la moindre remarque. Et pour cause, les deux professeures faisaient partie du même clan en science politique. Ces démissions sont autant de petites reproductions du système, avec l'aval de femmes qui, en gardant le silence et en minorant ma prise de parole, ont ainsi développé la jurisprudence du milieu, à savoir que la complicité bien défendue avertit les futures judiciables sur le peu de chance de voir aboutir une plainte en la matière. Dois-je parler de dégoût à propos des « intellectuels libres » qui se vantent de produire la vérité alors qu'ils manifestent au grand jour les plus lâches loyautés ? Non, uniquement un intérêt encore plus fort à écrire sur la sociologie de la collaboration, en commençant par l'Université même si j'aurais préféré rédiger un ouvrage contre les politiques néolibérales à l'œuvre contre le service public.

[249] Se reporter à l'ouvrage en miroir à paraître aux Editions Terra-HN.

[250] D. Naudier & M. Simonet (dir.), *Des sociologues sans qualité ? Pratiques de la recherche et engagements,* Paris, La Découverte, 2011.

[251] Quelle litote ! « *non exempt de subordination* », *Ibid.*, p. 18. Quand les chercheurs euphémisent à ce point le langage de la domination -un professeur inconnu versus un président de la République ayant été un personnage incontournable de la V[e] République- en faisant comme si, en entrant dans une commission, on pouvait envisager, éventuellement, de figurer dans un rapport social affecté par quelques touches de subordination ne remettant pas en cause un travail d'ensemble, alors on se dit que les Universitaires baignent dans l'académisme où il leur faut trouver des beaux mots polis pour désigner une mécanique implacable du pouvoir. On ne peut mieux voir les effets de l'académisme pudibond travaillé par Bourdieu dans ses méditations pascaliennes que dans ces petites expressions toutes en nuance alors que le chercheur qui met ses pieds dans cet univers sait fort bien ce qui l'attend. Cela ne remet aucunement en question les tentatives de Beaubérot afin de se faire entendre et il lui faut même du courage pour échapper aux jeux délétères de la camaraderie autour des déjeuners. Cela bloque juste la sociologie de la sociologie appliquée en montrant clairement qui on a en face avec les mots adaptés. La trahison n'est pas forcément l'acceptation de tenter quelque chose dans ces enceintes du pouvoir quasi

commission Stasi, montre, empiriquement, les difficultés (sic) à tenir une position indépendante quand l'effet du travail de groupe (sic) et l'agenda politique (sic) interfèrent (sic) avec la logique scientifique. Comme en attestent diverses expériences de chercheur-e-s engagé-e-s en qualité de spécialiste d'un sujet au service d'un gouvernement, il s'avère souvent que l'expertise 'échappe à son auteur, surtout sur les points les plus sensibles ». En cela, l'expérience de Jean Beaubérot dans la commission Stasi est bien révélatrice des limites (sic) de l'exercice du métier de chercheur-e quand les conditions temporelles (sic) et la maitrise des enjeux (sic) échappent en grande partie aux conventions scientifiques' »[252].

La science sociale se doit de descendre dans les étages inférieurs de la manipulation. Alors que De Gaulle en appelait à la troupe en admonestant ses cadres en mai 68 – « Mais donnez-leur de la gnôle ! » – les dominants n'ont pas oublié cette leçon élémentaire : la corruption des âmes n'exige pas un tour de main particulier. Il faut « régaler » – il veut « manger » disait Sankara –, ce que J. Beaubérot décrit remarquablement à son corps défendant :

« La commission fonctionnait ainsi. Le mardi et le vendredi, des auditions avaient lieu de 9 h à 13 heures et la commission en discutait ensuite autour d'un repas. L'idée du repas avait paru bonne pour gagner du temps. Ces repas créèrent un climat de grande convivialité au détriment d'un débat en profondeur. Favorisant les propos au premier degré, immédiatement compréhensibles par tous, difficiles à contester frontalement sans se marginaliser par rapport au groupe. Ces repas jouèrent donc un rôle important dans la constitution d'un certain conformisme d'ensemble et dans l'absence d'opposition au staff, même quand celui-ci a pris des décisions contestables. Peu à peu, dans la perspective de rédiger un texte commun, la commission devint un groupe de personnes ayant de l'estime, de m'amitié et même une certaine affection réciproque. Une communauté chaleureuse se façonnait entre gens charmants intelligents, personnalités pleines d'humour et de gentillesse »[253].

La collaboration n'est pas la même pour tous. La pleine participation aux attentes des entreprises ou de l'Etat – la sociologie des organisations en France – n'est pas de même facture que l'entrisme de bonne volonté d'Universitaires qui tentent de changer les choses ou de modérer l'ardeur d'un gouvernement sur une politique qui sera de toutes les façons réactionnaire. En revanche, la trahison est structuralement présente dans l'académisme remarquablement déconstruit par P. Bourdieu, quand les chercheurs « noient le poisson » en recourant à des termes à ce point « rabotés jusqu'au silence » qu'un profane n'y « voit que du feu ». Qui a compris ce que signifient « *les conditions temporelles* » ? Le ton accusatoire est de mise quand un tel esprit petit-bourgeois presque obséquieux inonde une analyse où la limonade perd ses bulles. Par ailleurs, qui pourrait supputer que J. Beaubérot ne maitrise pas les enjeux politiques qui s'actualisent douloureusement sous ses yeux alors même qu'il tentera à plusieurs reprises de s'opposer au texte vital, notamment en imposant son abstention contre la fausse « unanimité » lancée par le service communication de la présidence aux journalistes ? La maitrise des enjeux est même particulièrement bien maitrisée par des chercheurs dont les conventions scientifiques (formation, rigueur, outils méthodologiques) les aident à les identifier et les maitriser ! Peu de chercheurs ont restitué leurs négociations avec des élus locaux ou nationaux pour obtenir des contrats de recherche, une place dans une « commission » ou tout simplement une possibilité de recherche, à l'image de M. Abélès demandant à Fabius de l'aider à mener une ethnographie à l'Assemblée nationale. D'où sort leur « amitié » ? Font-ils partie de la même loge de Franc-maçonnerie ? Se sont-ils rencontrés au PS ou bien ont-ils

monarchique, elle est dans l'accomplissement zélé du travail de service (ce qui n'est pas le cas de Beaubérot) et dans l'absence d'une analyse des manipulations à l'œuvre qui ne peuvent être restituées avec les mots doux de la « subordination » encore rabotés avec « *non exempt de subordination* ».

[252] *Ibid.*, p. 18.

[253] J. Beaubérot, « L'acteur et le sociologue. La commission Stasi », in D. Naudier & M. Simonet (dir.), *Des sociologues sans qualité ?*, *op. cit.*, p. 101-133 (p. 105).

des membres communs dans leur famille ? On ne saura rien, dans les autobiographies d'un Hoggart ou d'un Bourdieu, sur leur vie professionnelle concrète ! Ils sont bien prolixes sur leur jeunesse, et puis rien… Pour Bourdieu, s'arrêtant sur les violences de l'internat, il faudra attendre l'article de A. Kadri pour éclairer un peu mieux le « service militaire » de celui qui deviendra un grand intellectuel critique après avoir été, jeune enrôlé, au service de l'Etat-major des Armée pendant la guerre d'Algérie (chapitre 8). Le reconnaître, ce n'est pas le juger parce qu'après tout, si j'avais été normalement piégé en 1959, aurais-je eu le cran d'aller dans un « bagne militaire » comme tant de jeunes militants des années 1970 ? Ou perdre mes chances d'obtenir un poste à l'Université ? Le reconnaître, c'est assumer le devoir de vérité de tout chercheur, ce qui est loin, très loin d'être le cas dans ces enceintes du « savoir libre », c'est-à-dire de la liberté de définir ce que sera le savoir dicible.

Qui se soucie de l'armée de prolétaires ou même de cadres *au service* des chercheurs, véritables nababs qui invisibilisent toutes « les petites mains » ? Les Universitaires se comportent parfois comme des aristocrates, le plus souvent dénués, non de sentiments d'empathie à l'égard des subordonnés, mais d'un sens pratique commandant une proximité sociale assumée dans des actes au quotidien. Bien sûr, toute généralisation serait abusive. En revanche, une enquête effectuée auprès des personnels qui s'occupent de la diffusion des résultats (articles dans des revues, direction d'ouvrages chez des éditeurs publics scientifiques), réalisée dans plusieurs types d'organismes (CNRS, Université, EHESS) fait apparaître son lot de maltraitances : invisibilisation du travail de mise en forme ; ignorance ou refus de voir les dégradations des conditions de travail, dont la contractualisation et la précarisation ; assignation des « éditeurs/éditrices » au care typographique et au care relationnel tandis que la fonction de maître d'œuvre est déniée et fait l'objet de dénigrements et de postures de rabaissement.

« Tous les cas de souffrances ou de violences psychologiques vécues par certaines enquêtées dont il a été (tardivement) question au cours de l'enquête sont le fait d'un rapport de domination/subordination abusif instauré par les enseignant·es-chercheur·euses et les chercheur·euses membres d'une équipe éditoriale, quelle que soit leur fonction au sein de cette équipe. Tous les cas, qui ont mené à un moment ou un autre à un syndrome dépressif de la part de l'éditrice, ont en commun cette violence : nier, passer outre, non seulement la fonction, le métier du personnel d'édition, mais également sa personne. On préfère au maître d'œuvre un·e exécutant·e docile, si possible muet·te… »[254].

Si cette assertion renvoie au processus de domination des « dominants dominés » bourdieusiens, elle a aussi à avoir avec l'analyse retenue ici. En assumant les postures de pouvoir, en légitimant les différences hiérarchiques au creux des relations de travail, en minimisant la part prise par les aidants à la valorisation des aristocrates du dire, en n'utilisant pas leur capital culturel pour des causes universalistes qui dépassent leur corporatisme, les chercheurs et enseignants chercheurs participent à la reproduction du système de dominance dans ses dimensions les plus autocratiques. Si les instances dirigeantes de l'académisme (CNRS, Inserm, INED, Université, EHESS…) forcent les personnels liés à la diffusion de la recherche à s'aligner au nouveau management de la recherche (flexibilité, précarisation, non reconnaissance, blocage des carrières, surcharge de travail), les fonctionnaires régalés ne s'opposent que très rarement à leur hiérarchie dans ses activités de gestion des subordonnés, ce qui les place directement dans le rôle des petits chefs, qu'ils le pensent ou non ; ils ne se penchent presque jamais sur le sort des personnels dits

[254] C. Noûs-Aussi, « Tensions éditoriales en contexte de science ouverte », *Mouvements*, n°3, Printemps 2023, p. 52-65.

« personnels d'appui à la recherche », cautionnant de facto le fonctionnement de leur direction. Et que dire des prolétaires qui leur « cirent les pompes », tous ces immigrés et immigrées qui viennent nettoyer leurs bureaux et leurs salles de cours tandis que leurs conditions de travail apparemment normales masquent tous les arbitraires i(ni)maginables : l'absence de contrat, les congés payés non payés, les retenues sur salaires en cas d'arrêt maladie, les tâches impossibles à réaliser dans les délais impartis, le harcèlement sexuel, les licenciements abusifs, l'extorsion de travail gratuit, la fragmentation du travail, le racisme voire… En revanche, les récriminations des universitaires à propos des « *espaces mal nettoyés* » ! seront relevés.[255] Les intellectuels aristocratiquement bercés par les appuis des auxiliaires ne dévoilent jamais aussi bien leur position de classe que dans leur rapport d'instrumentalisation déshumanisé des subordonnés. La langue pendue du potentiel conseiller du prince a pour équivalent le mépris (de l'indifférence au refus de supporter l'expertise des éditrices par exemple) pour les « petites gens ».

Je finirais par cet exemple qui renvoie à une expérience directe de mépris pour les subalternes. Pendant plus de 20 ans, la secrétaire de mon laboratoire a été laissée dans l'entrée, exposée aux courants d'air, au flux des étudiants et des membres de l'unité de recherche, ouvrant et fermant la porte des dizaines de fois chaque jour. A chaque nouveau directeur et à chaque nouvelle directrice, j'ai fait part de mon dégoût de voir la « secrétaire » (mais en fait une ingénieure capable de gérer les contrats de recherche nationaux et européens) ainsi maltraitée. Pourtant, Elle ne se plaignait jamais. L'indifférence la plus policée quoique sordide a été la réponse habituelle, tandis que le bureau du chef se situait au fond d'un traversant de salles à franchir, donc à l'abri des passages. Les « collègues » aimaient venir prendre le café gentiment avec elle et faire « le bureau des pleurs », sans jamais s'émouvoir des perturbations incessantes affectant ses conditions de travail. Mais aucun des bavards n'a cru bon de protester contre le sort qui lui était fait. Bien plus, c'étaient les universitaires qui venaient s'épancher pour évoquer les mesquineries du laboratoire. Il a fallu qu'une nouvelle recrue refuse cet emplacement en « faisant la forte tête » pour que la direction cède et qu'une bonne place lui soit octroyée. L'ancienne est partie à la retraite avec une maladie de peau incurable aux mains et un cancer. Et désormais, le bureau administratif est situé hors de l'entrée. Pourquoi ? Pourquoi cette maltraitance pendant de si nombreuses années, attestée par cette nouvelle situation issue d'un « coup de gueule » ? Pourquoi tous ces gens qui se targuent d'être humanistes ont-ils été des salauds ? Mon laboratoire se prétend « sociologie critique » et toutes celles et ceux qui liront ces lignes ne pourront contester ce fait. Ils m'ont entendu gueuler en réunion de laboratoire, pour elle, pour les étudiants précaires, pour faire du « social », pour travailler le samedi ou le soir en semaine en faveur des étudiants salariés chez Mac Do. Je n'ai rien d'un héros mais j'ai reçu en retour, de la part des mandarins, l'étiquette de « fou ». Il est vrai que je n'ai jamais été syndiqué et que le « cri du cœur » n'a pas de résonance quand la cage de réception se garde bien de laisser fuiter sa lâcheté et son goût des situations acquises. La carrière gagne à être engrossée par un bon syndicalisme bien clientéliste. Patronage et cooptation règnent en maître à l'Université, dans ce monde informel des allégeances et du capital symbolique. En revanche, après presque trente années de présence, j'ai pu observer que les conditions d'accueil des étudiants se sont nettement améliorées. La plupart des financements leur sont alloués. Mais il subsiste toujours, en coulisses, un mépris pour des sans postes qui « demandent toujours trop », ces étudiants qui « revendiquent une salle » pour elles/eux dans laquelle, disent toujours les mandarins, « ils ne se rendent presque jamais », etc. Surtout, la précarité des étudiants, phénomène structurel, n'est jamais débattu dans les réunions de l'Ecole doctorale. Aucune réflexion n'a été menée sur la façon de mieux

[255] H. Bret, « L'université : un terrain de lutte pour les agents de nettoyage en sous-traitance ? », *Mouvements*, n°3, Printemps 2023, p. 40-51.

accompagner pédagogiquement les précaires (par exemple en donnant des cours le soir ou le samedi), sur la reconnaissance d'un droit de prise sur les maigres vacations/heures complémentaires disponibles (des professeurs donnent des vacations en étant payés comme des rois alors qu'ils n'ont pas à voler ces heures de cours tandis que, pour le même travail, le doctorant, le « non titulaire » sera payé des miettes), sur le partage des revenus lors des recherches sur contrat étant précisé que si le personnel CNRS n'a pas le droit d'être rémunéré en plus de son salaire, cela n'est pas le cas des universitaires qui peuvent doubler voire tripler leurs revenus quand ils répondent à des appels d'offre, leur temps de travail étant officiellement de six heures par semaine. Je me souviens de la réponse d'un directeur de l'ED quand j'abordais la question de la présence des précaires qui travaillent chez Mac Donald lors de la mise en place du « *séminaire général obligatoire* » (jouant dans la mise en place des points pendant la thèse, les « ECTS »), ce qui leur faisait perdre une après-midi de travail : « *Mais ils viendront. Ils aiment ce qu'ils font, ça ne leur pose pas de problème* ». Ce professeur de science politique baignait dans la sociologie de la domination, du moins dans ses livres. Le pire est sans doute le légitimisme qui défie quiconque de défendre un potentiel doctorant moyen. Les Ecoles doctorales jouent à fond la révérence aux titres scolaires anciens, aux « parcours brillants », sans donner leur chance, surtout dans les Universités populaires ou les Départements comme le mien qui se targuent de se situer dans le courant de la « sociologie critique », à des étudiant-es moyen-nes. J'ai fait l'expérience de soutenir un candidat ayant vécu dans des camps de réfugiés, ayant traversé l'Europe en clandestin, ayant repris des études universitaires. Son projet était moyen, mais je me devais politiquement de soutenir, d'accompagner et de tout faire pour donner sa chance à un tel candidat. La rapporteuse « l'exécuta » pour non maîtrise des référentiels majeurs sur « la politisation » ; un professeur rit fortement en détectant une référence très datée (G. Rocher). Le palestinien regagna sa place comme salarié du Samu Social en charge des migrants qui échouent chaque jour en Europe. Ce légitimisme caché, pourtant exposé clairement dans chaque débat sur les « qualités » du candidat, provient justement de l'habitus de la plupart des universitaires privilégiés.

Comment ne pas conclure ce court exposé sur les servitudes organisées sans voir que le « masculinisme », le « patriarcalisme », le « machisme », bref le fascisme criminel des mâles ont droit de cité à l'Université en général, et particulièrement dans les grandes écoles ? Comment ne pas laisser une place à la collaboration sexuelle quand les étudiants prédateurs sont couverts par une hiérarchie qui s'est régalée la génération d'avant ? Comment ne pas penser la collaboration sexuelle tant les instances dominantes de l'académisme protègent ou, à tout le moins, sont systématiquement frileuses dès lors qu'il s'agit d'enquêter sur un enseignant douteux ou « *une tradition de merde d'étudiants fachistes qui mériteraient un pieu dans le cul pour comprendre ce que signifie faire violence aux autres en prétendant être dans l'humour et « les traditions »* »[256]. L'université est d'autant plus « un écosystème propice » aux prédateurs sexuels que la dichotomie entre le mandarin reconnu et l'étudiante précaire est poussée à son paroxysme avec la menace supplémentaire de l'accès au poste. Quel citoyen, extérieur à l'Université, prendrait conscience que l'on parle d'elle ici ?

« Comme décrit dans le texte introductif du dossier 2, les réformes institutionnelles des dernières décennies n'ont cessé d'accélérer cette déstructuration des collectifs et des conditions de travail. C'est un univers marqué par la compétition pour la reconnaissance, par la servitude volontaire, par l'organisation perverse du travail souvent invisibilisé, par la pénurie de main-d'œuvre, par

[256] Interview anonyme d'une ancienne membre d'un collectif universitaire contre les violences sexistes et sexuelles. J'ai apprécié cette réactivité et, au vu du cyberharcèlement dont sont victimes les militantes de ces collectifs, sans parler de l'indifférence des instances académiques, il demeure une réflexion sur les punitions à trouver contre les prédateurs, dans le cadre universitaire : radiation ? Interdiction d'encadrer des étudiantes ? amendes lourdes ? Suivi thérapeutique obligatoire ?

l'organisation collective du déni et par le manque de réflexivité sur les conditions de production du savoir scientifique. Vingt ans de réformes néolibérales de l'Enseignement supérieur et de la recherche ont produit des formes d'exploitation des individus et d'atomisation du travail qui laissent la porte ouverte aux comportements de prédation et constituent un terreau structurellement favorable aux violences sexuelles et sexistes. Et au-delà de l'organisation du travail, dans un espace structuré par la recherche de la reconnaissance symbolique et par la mise en compétition permanente, le sexisme, comme le racisme et les inégalités sociales, est l'une des formes pratiques de la lutte pour les places et la reconnaissance scientifique. Cette double dynamique, associant les violences néolibérales d'un univers professionnel fait de précarité et de compétition, et les rapports de domination sexistes d'un univers de distinction et d'économie de la (re)connaissance, produit des mécanismes délétères. Ces derniers perdurent malgré la réalité des prises de conscience et la mise en place de dispositifs dédiés censés y faire face »[257].

Dans le cadre de mes activités d'encadrement doctoral, j'ai reçu des étudiantes victimes de harcèlement. J'en ai toujours parlé autour de moi, y compris aux victimes, mais c'était avant 2018 et le mouvement de S. Cromer et de C. Guillopé du SNESUP-FSU contre les violences sexuelles et sexistes à l'Université. Récemment, une doctorante m'a raconté comment, lors d'une soirée de préparation au colloque des doctorants, des prédateurs ont tenté de passer à l'acte. « Mon étudiante » ainsi que trois autres femmes ont été harcelées. Je lui ai demandé de porter plainte devant les instances ad hoc mais elles ont préféré régler cela à l'amiable. La sociologie de la victime doit prendre en compte ce jeu d'interconnaissance qui fait taire une réplique judiciaire contre un petit chef sexuel pouvant à terme devenir un prédateur calfeutré dans son bureau et bien plus dangereux. La collaboration renvoie ici à des atteintes graves au corps et à l'identité de la personne. C'est une sorte de collusion, très forte dans les corporations d'étudiants et d'anciens étudiants devenus enseignants ou dirigeants, le petit ayant « la voie ouverte » par le consentement des plus grands au nom des traditions et de l'humour, derniers bastions des idéologies d'extrême-droite, en ligne directe avec les corporations d'étudiants fascistes français existant depuis la fin du XIX^{e} siècle, lesquels ont été beaucoup plus structurés et réactionnaires en Allemagne tels qu'ils furent étudiés par N. Elias[258]. Ces pratiques d'agressions sexuelles, d'attouchements « rituels » pendant les bizutages, quand ce ne sont pas purement et simplement des viols, sont encore largement sous-documentées. Les travaux en la matière font frémir tant les instances universitaires répugnent à poursuivre les monstres déviants[259] qui se targuent de se situer dans une convention sociale, laquelle n'est rien d'autre qu'un « droit de cuissage » calfeutré dans les corps fermés contrôlés par des mâles dominants trop heureux d'être légitimés par la relève étudiante.

[257] A. Andro, « Mind the gap. Avancées et résistances dans la prise en charge des violences sexuelles et sexistes dans le monde académiques », *Mouvements*, n°3, Printemps 2023, p. 109-118.
[258] N. Elias, The *Germans. Power struggles and the development of habitus in the nineteenth and twentieth centuries*, New York, Columbia University Press, 1996.
[259] Témoignage, « dix ans de lutte contre les violences sexistes et sexuelles dans des grandes écoles », *Mouvements*, n°3, Printemps 2023, p.94-100.

2/ Les intellectuels organiques : des chiens de garde porte-paroles du sens commun dominant.

Le propos consacré aux sciences sociales a montré que le champ scientifique, sans le dire expressément, est clivé entre deux camps idéaux-typiques. Le camp de la science conformiste, avec ses objets travaillés sur mesure et avec mesure pour conforter la propension à lire le monde au travers de prises de positions « républicaines » réformistes ; avec notamment la figure du sociologue expert attitré qui tente de « rationnaliser » le monde social au moyen d'une sociologie appliquée à portée limitée. Le camp de la science du dévoilement, marxisant ou porteur d'une vision critique, lequel accomplit son travail en cherchant à rendre compte du fonctionnement caché du « monde social », lequel comprend, avant tout autre chose, l'examen des pratiques de ceux qui élaborent les stratagèmes permettant de *disposer* les objets (positions, ressources, dispositifs) ; contrôle de *l'ordre* des choses qui définit en propre les pouvoirs, autrement dit les violences des impositions des grandes mains sur les petites mains[260]. Une de ces constellations de choses dans le monde contemporain s'appelle un champ, une *pose* d'êtres et de choses matérielles et symboliques dont la science est la dépose symbolique, chacun de ses univers « dis-posant » de leurs luttes spécifiques à basse (finances, art) ou forte intensité (école, travail). La science, notamment depuis Bachelard, ne vaut que par sa capacité à restituer du caché, ces coulisses qui nécessitent souvent un long travail d'immersion afin de gagner la confiance des intéressés. Fossoyeur, le chercheur déterre les cadavres cachés dans les placards ou dans les sous-sols, les coulisses, les zones de la « méconnaissance/reconnaissance ». Quand des parleurs accompagnent cet empilement de mots et de choses, pour les naturaliser, les justifier, le rendre encore plus solide voire embelli, on parlera alors d'intellectuels organiques. Beaucoup de professions, et pas uniquement les chercheurs, aspirent à produire ce type de fausse vérité agissante, donc vrai en tant que support d'une efficacité symbolique. M. Foucault en a fait un principe de travail au travers de son concept « les régimes de vérité ». Le pouvoir cherche lui-aussi des idéologies trafiquées pour apparaître en « vérités » (judiciaire, psychiatrique, politique) afin de renforcer la naturalité de la vie sociale au travers de l'évidence rationnelle des « preuves » apportées dans l'orientation des luttes de classe. Le mot « idéologie » ne rend pas bien compte de cet effet de brouillage lorsque les dominants convoquent « la science », notamment la psychiatrie judiciaire, la sociologie sur appels d'offre, les déclarations et interventions des intellocrates signataires des réformes conservatrices. Mais ce « savoir », s'il n'est pas de même nature que le savoir des universitaires, n'incline-t-il pas une partie des universitaires à rejoindre ces « intellectuels » ; lesquels, aujourd'hui, comprennent des journalistes reconnus[261], des « experts » économiques, dans la course à l'imposition de la pensée du pouvoir, que résume aujourd'hui le courant néolibéral ? Une des figures les plus exemplaires de cet alignement est représentée par Michel Onfray, fonctionnaire philosophe, conseiller idéologique de *Cnews*. On le voit désormais commenter les « banlieues » en sombrant dans le culturalisme islamophobe le plus raciste, sorte de guerre dualisée du « gaullisme rassembleur » contre les Arabes « émeutiers » qui dénoncent la « *civilisation occidentale* » avec l'abaya. Fustigeant « *la faiblesse de nos gouvernants* » qui

[260] Parmi celles et ceux qui s'engagent dans cet effort continu, je pense tout particulièrement aux recherches des Pinçon-Charlot sur la « haute » bourgeoisie. Notamment, leurs derniers ouvrages, les plus décapant, sans manquer aux exigences de la preuve.

[261] Et donc se détachent des journalistes moins ou non reconnus, à l'instar justement des journalistes sociaux, lesquels ont longtemps été proches du mouvement ouvrier avant de neutraliser leur rapport aux travailleurs dans la seconde partie du XXe siècle. S. Lévêque, *Les journalistes sociaux. Histoire et sociologie d'une spécialité journalistique*, Rennes, PUR, 2000.

passeraient leur temps à s'excuser du colonialisme, il rappelle que « *cela fait plus d'un demi-siècle que l'Algérie est indépendante mais j'y étais récemment et à la TV ils passaient que des émissions sur la guerre d'Algérie et 1962. Alors forcément ils détestent les Français. Et ces jeunes filles détestent cette France faible. Il faut arrêter de se croire collaborateurs si on refuse de s'excuser avec les islamogauchistes* ». Certes, il faut « *intégrer, être rassembleur, ne pas diviser comme Zemmour ou Macron* », mais il ne faut plus « *avoir honte de notre passé, c'est leur histoire à eux maintenant et les généraux s'en mettent pleins les poches avec le pétrole et donc il faut arrêter l'immigration* »[262]. Le culturalisme des intellectuels organiques est un naturalisme des cultures, prenant les effets pour les causes, les violences structurales pour une culture de haine, mélangeant et amalgamant les processus dans une grande réplique diplomatique des combats entre l'Occident et l'Orient. Toute l'histoire séculaire de la France impériale est passée à la trappe, et ne restent plus que les comportements réactifs du sous-prolétariat symbolisant la détestation de la civilisation occidentale. « *L'abaya n'est pas un vêtement religieux. J'ai lu le Coran, les textes religieux. C'est une manifestation civilisationnelle de rejet de notre monde* »[263]. M. Onfray, un temps « à gauche » avec son « université populaire » n'est que la réplique d'un phénomène plus large qui traverse tous les univers culturels et toutes les périodes. Les revirements des journalistes de *Libération* dans les années 1980 en sont un illustre exemple. Dans le monde militant ou intellectuel, des forces identiques sont à l'œuvre. C'est le cas de la génération des militants gauchistes qui, après Mai 68, sont devenus des consultants, des journalistes bon teint ou des acteurs politiques « socio-démocrates » à l'image de Cohn-Bendit. Les dirigeants politiques ou d'organes de presse – déjà des patrons – ont pour la plupart sauté à pieds joints dans les wagons du pouvoir.

« Chers ex-contestataires, Le retour de la droite ne vous rendra pas votre jeunesse. Mais c'est bien la gauche au pouvoir qui vous l'a fait perdre. Définitivement, ce fut sous Mitterrand que vous vous êtes 'normalisé' ; et sous Fabius que vous avez viré votre cuti. Pour devenir les néo-bourgeois des années 1980, les maos-gauchos-contestos crachant sur leur passé. Deux reniements ainsi se sont alliés : celui des 'ex' de Mai 68 devenus conseillers ministériels, patrons de choc ou nouveaux guerriers en chambre, et celui du socialisme passé plus à droite que la droite. Votre apostasie servit d'aiguillon à celle de la gauche officielle. Mais 68-mai 86 : vos carrières ont atteint leur majorité. Tous les conformismes, tout ce qui avait été critique, contesté depuis vingt ans, est revenu sur le devant de la scène : le culte de l'arrivisme, de la bombe, de la raison d'Etat et du fric. De quoi Serge July (journal *Libération*) se déclare-t-il le plus fier ? D'avoir, sous la gauche, soutenu la politique d'austérité et la haine anti-pacifiste. Le technocratisme scientiste, le réarmement nucléaire, la pub-média, le retour d'un sacré répressif et d'un Dieu de police, le libéralisme contre les pauvres et la valorisation du Pouvoir et de la Raison d'Etat contre les libertés, voilà les traits de votre consensus. Camarades congénères, c'est-à-dire de la même génération, vous êtes, comme les terroristes italiens passés indics qui achètent leur grâce contre la dénonciation de leurs complices, des repentis. La camaraderie qui subsiste entre ceux qui n'ont plus en commun avec les ans, que le reniement de leur contestation passée, prend un goût amer, ignoble, de complicité. Petits chefs à mentalité manipulatrice. Quand les Maos prétendaient, au début des années 1970, combattre les 'petits chefs'

---

[262] *Cnews*, matinale, l'invité de 8 h 30, Michel Onfray, 11 septembre 2023.

[263] En fait, l'analyse critique des intellectuels organiques comprend celle de leurs positionnements, mais aussi celle de leurs revirements, définitifs ou partiels. Entre collaboration initiale et collaboration biographique, en passant par les instrumentalisations contextuelles et les retours en arrière sur le tard (par exemple E. Plenel balladurien au *Monde* qui redevient un journaliste d'investigation dans *Médiapart*), sans oublier les doubles postures, tout un spectre de « bougeottes » est à identifier et disséquer. « *Avant de mourir, à 41 ans, Guy Hocquenghem a tiré un coup de pistolet dans la messe des reniements. Il fut un des premiers à nous signifier que, derrière la reptation des "repentis" socialistes et gauchistes vers le sommet de la pyramide, il n'y avait pas méprise mais accomplissement, qu'un exercice prolongé du pouvoir les avait révélés davantage qu'il les avait trahis. On sait désormais de quel prix – chômage, restructurations, argent fou, dithyrambe des patrons – fut payé un parcours que Serge July résuma en trois mots : "Tout m'a profité." Cet ouvrage qui a plus de vingt-cinq ans ne porte guère de ride. L'auteur nous parle déjà de Finkielkraut, de BHL, de Cohn-Bendit, de Bruckner. Et déjà, il nous en dit l'essentiel. Renonçant aux apparences de la bienséance, de la suavité bourgeoise propres, Guy Hocquenghem a usé de la truculence, de la démesure. Son livre éclaire le volet intellectuel de l'ère des restaurations. Les forces sociales qui la pilotaient tiennent encore fermement la barre ; les résistances, bien qu'ascendantes, demeurent éparses et confuses. Nous ne sommes donc pas au bout de nos peines. Les repentis ont pris de l'âge et la société a vieilli avec eux. L'hédonisme a cédé la place à la peur, le culte de l'"entreprise" à celui de la police. Favorisés par l'appât du gain et par l'exhibitionnisme médiatique, de nouveaux retournements vont survenir. Lire Guy Hocquenghem nous arme pour y répondre avec ceux qui savent désormais où ils mènent* ». S. Halimi, préface de l'ouvrage de G. Hocquenghem, *Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary*, Marseille, Agone, Contre-feux, 2003. Si les anciens militants bourgeois « marxistes » des années 1968, les journalistes chiens de garde sont analysés de façon précise, le monde de l'édition est davantage méconnu. T. Discepolo, *La trahison des éditeurs*, Marseille, Agone, (rééd) 2023. Enfin, à propos des doubles postures, comment ne pas évoquer le traître Voltaire qui, toute sa vie, a dénoncé « *l'infâme* » mais s'est lâché contre Rousseau pour mieux l'écraser quand ce dernier fut poursuivi par les justices royales européennes à la sortie de *l'Emile*, comprenant sa *Profession de foi d'un vicaire savoyard*. Voltaire publia un *Sentiment des citoyens* anonyme où « *il se fait passer pour un calviniste indigné appelant les autorités genevoises à la répression contre l'œuvre et l'auteur* ». J.J. Rousseau, *Profession de foi d'un vicaire savoyard*, Paris, Flammarion, 1996, Préface de B. Bernardi, p. 12-13.

dans les usines, c'étaient déjà eux, les sales petits chefs hargneux jamais économes du sang ou des risques courus par les exécutants, les manœuvres de leurs chaînes de groupuscule »[264].

Comme pour les sociologues cachés dans l'exercice corrompu de leurs carrières, de leur pouvoir, lequel les fait cavaler prestement au service des censeurs et des évaluateurs pour donner des notes aux laboratoires et aux Universités, ces dirigeants militants étaient déjà, dans les modalités d'exercice de leur direction gauchiste de la « révolution », des acteurs avec la mentalité du petit chef rêvant de devenir un grand chef, avec le tropisme du conseiller du prince. Par simple changement de surface, sans muer, ils se sont comme préparés, avec la gestion des affaires militantes, au futur business néolibéral. Le langage a changé, alors que pour bon nombre d'entre eux les pratiques étaient les mêmes, notamment dans les relations entretenues avec les femmes. Au-delà des reniements d'intellectuels de la cause dont on a compris qu'ils étaient déjà des intellectuels organiques du Pouvoir, c'est un système de docilité organisée qu'il faut restituer. L'Etat, s'il s'acharne à rapetisser le domaine des sciences sociales et à ouvrir grand les bras aux cabinets de « conseil », aux soi-disant économistes qui ne sont le plus souvent que les programmateurs des « nécessités réalistes » du capitalisme mondialisé, est largement secondé aujourd'hui par toute une cohorte de parleurs qui ont « pignon sur rue ». Les journalistes sont devenus la pointe avancée de ce travail d'occupation du sens. En laissant 9 ou 10 milliardaires contrôler les médias dominants en France, les pouvoirs publics occupés par les alliés technocrates de cet ordre marchand, produisent et défendent ces infrastructures qui distillent dans leur *programmation* les marionnettes accoucheurs de normes en leur accordant de larges places dans les *émissions* de sons. La socio-histoire du journalisme permet de restituer les différentes périodes où s'ingénient, en fonction des infrastructures disponibles, ces producteurs du sens dominant.

Pendant toute la période qui a précédé les médias modernes, les zélateurs ont largement été issus des franges de la noblesse ou de bourgeoisie elles-mêmes. Au début du XX^{e} siècle, avec l'essor des moyens financiers des Etats, l'école s'est gonflée de professeurs appointés, pas nécessairement tous issus des classes dominantes, exerçant en oblats le contre-don de leur position privilégiée. Si l'on part de l'œuvre de Paul Nizan et de son bélier contre Normale Sup, on constate que les intellectuels conformistes sont, à l'époque, des fonctionnaires, des inventeurs d'abstractions déréalisantes.

« Démission des philosophes. Nous vivons dans un temps où les philosophes s'abstiennent. Ils vivent dans un état de scandaleuse absence. Il existe un scandaleux écart, une scandaleuse distance entre ce qu'énonce la philosophie et ce qui arrive aux hommes en dépit de sa promesse. La philosophie est en fuite. Elle n'est jamais là où l'on aurait besoin de ses services. Elle est, ou plutôt paraît, démissionnaire. Il faudra même parler d'abandon de poste, de trahison. Quand on entend que la philosophie parle encore de relations et de rapports, de phénomènes et de réalités, d'élans vitaux et de noumènes, d'immanence et de transcendance (…) on ne voit pas comment ces produits tératologiques de la méditation pourraient expliquer aux hommes vulgaires la tuberculose de leurs filles, les colères de leurs femmes, leur service militaire et ses humiliations, leur travail, leur chômage, leurs vacances, les guerres, les grèves, les pourritures de leurs parlements et l'insolence des pouvoirs. Les philosophes paraissent ignorer comment sont bâtis les hommes, ne point connaître ce qu'ils mangent, les maisons où ils habitent, les vêtements qu'ils portent, la façon dont ils meurent, le travail qu'ils accomplissent, la manière dont ils soignent leurs maladies. La philosophie contemple une Idée de l'Homme et elle pose et résout un certain nombre de questions à son sujet mais non au sujet de tel homme particulier qui existe et qui doit manger. Par exemple, la liberté est pour elle un enchaînement de concepts. Mais que diront de

[264] G. Hocquenghem, *Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary*, *op. cit.,* p. 13-23. Pour un portrait d'un cas idéal-typique, dans le même ouvrage, « Transe II : A sa transcendance Béachelle », p. 157-165. Il s'agit bien sûr de « BHL », dont la critique, en 1986, n'a pas perdu une ride si on la compare avec les vitupérations récentes, en 2023, de Marianne lors de la sortie du dernier documentaire du « philosophe » sur l'Ukraine.

ces jeux les hommes qui travaillent à la chaîne, pour qui la liberté n'est rien que la dramatique conquête de tout ce qu'ils n'ont pas ? »[265].

Nizan s'en prend aux philosophes appointés, porte-paroles du sens commun dominant, tranquillement installés dans les fauteuils de la rue d'Ulm en dissertant sur la liberté, le sujet ou l'absolu dans une période où les enfants travaillaient dans les usines. Ces rapprochements chocs font partie de la démonstration du rebelle qui met en perspective d'un côté « *les privilégiés soustraits aux exigences du temps qui passe (qui) échangent patiemment des propos rigoureusement établis sur des thèmes aussi intemporels qu'eux-mêmes* », avec, de l'autre, « *l'exploitation présente des ouvriers, l'anarchie de la terre, la corruption des politiques, la misère sentimentale dont tout le monde est en train de mourir* »[266]. Cette astuce rhétorique soulève un écœurement face au déni du réel constitutif de la fonction des intellectuels organiques : ne pas penser la domination est leur première tâche alors qu'ils en ont tout à fait les moyens intellectuels. La tripartition s'origine dans l'action de cette caste volubile qui ne s'appesantit jamais sur les pesanteurs de la vie sociale. Il montre que l'efficace propre des philosophes tient à l'effet supplémentaire de la forme dont « *l'architecture et le style commun* » convergent vers un discours qui parait profond, d'une vérité docte et inaccessible aux masses bêtes et confuses ; une vérité qui émerge dans le refus du vulgaire en « *faisant croire que l'authenticité de la philosophie est marquée par un éloignement aussi grand que possible des souillures de l'homme vulgaire. Les philosophes sont d'autant plus grands qu'ils sont extérieurement plus semblables à de parfaites, à d'anonymes machines* »[267]. Aucun déterminisme culturaliste ne doit déceler, dans cette disposition à collaborer une sorte d'évidence mécaniste, laquelle serait trompeuse. Il faut étudier chaque pays, chaque période. En effet, dans le même temps, aux USA, une tradition de dénonciation des élites corrompues a existé au début du XX[e] siècle, bien loin des alignements de la presse française de l'époque :

« The American investigative tradition spans back to the first decade of the twentieth century, when so-called "muckrakers" became celebrities exposing the crimes of magnates, politicians, and other actors of an incipient industrial society. While these early investigative journalists were initially able to influence progressive reformers, their relevance declined from the 1920s »[268].

En transposant cette réflexion aujourd'hui, on lui découvre toute son actualité : les doctes économistes écrasant sur les chaines TV les militants de la NUPES en leur posant des questions pièges comme à de vulgaires étudiants, les experts et cabinets de conseils monopolisant les « rapports » sur les « réformes nécessaires » à grand renforts de statistiques invérifiables et de prévision magiques, les sociologues ou historiens « retournant leur veste » (E. Morin, A. Touraine), ou ayant toujours été du côté du marteau (P. Rosanvallon, E. Todd, M. Crozier) pour nous convaincre que les gouvernants corrompus sont sages et éclairés, remplacent les anciens philosophes martelant leur goût de classe contre « la naïveté arrogante » de Marx[269]. Derrière la magie des grands mots assénés dans des lieux impressionnants autour d'un aéropage de pairs s'auto-congratulant, il y a, déconstruit Nizan, des êtres ordinaires qui font un travail pseudo-philosophique au service des élites en place. Ces êtres ordinaires défendent de nobles causes (liberté, vérité,

[265] P. Nizan, *Les chiens de garde*, *op. cit.,* p. 33-34.
[266] *Ibid*., respectivement p. 22 et 15.
[267] *Ibid*., p. 23.
[268] B . León-Reyes*, An analysis of post-Snowden civil society accountability, in* D. Bigo, E. Mc Cluskey & F. Tréguer *Intelligence oversight in times of transnational impunity. Who will watch the watchers ?,* Abingdon & New York, 2024, p. 152-172.
[269] P. Nizan, *Les chiens de garde*, *op. cit.,* p 23, un propos du professeur Brunschvicg.

science, justice, humanisme, progrès, raison, etc) mais n'y mettent aucune réalité concrète, aucune observation des conditions matérielles des opprimés. « *Ils aiment la justice, moins le travail forcé* »[270]. Cette position en flottaison, dans la tour d'ivoire de l'académisme et le confort matériel d'une vie tranquille, les éloignent des « *rudes objets particuliers* », dont « *le travail dans les usines* »[271]. Toutes les sagesses des philosophes de bonne volonté ne sont qu'un paravent afin que les élites se voient belles et progressistes :

« Enrichissement de la personne ? Pour un manœuvre qui travaille à la chaine, qui chôme, qui est amputé par les machines auxquelles il est asservi ? Harmonie du monde pour un homme dont les protestations sont étouffées par les gardes mobiles ? En vain la philosophie assure-t-elle que les valeurs qu'elle propose conviennent à tous les destins : la même sagesse, la même morale, la même vision du monde ne sauraient également satisfaire les maîtres et les serviteurs. Des hommes privés de toute satisfaction réelle n'ont que faire de ces inventions des mondes imaginaires bâtis par la pensée bourgeoise (…) Ainsi, toute philosophie sert à voiler les misères de l'époque »[272].

L'idéologie portée par les penseurs dits « philosophes » installés dans la littérature, le journalisme ou l'essayisme politique, signale leur fonction par ce qu'elle occupe et par ce qu'elle dénie. L'occupation des places sert l'occupation d'une place symbolique qui constitue un déplacement, une couverture à tous les sens du terme : « *Les philosophies produites par la bourgeoisie au pouvoir, par la pensée bourgeoise installée au pouvoir spirituel sont des philosophies incomplètes ; car elles ne tiennent aucun compte de l'état de pauvreté, de l'état de servitude. C'est pourquoi elles ne conviennent, encore une fois, qu'aux oppresseurs* »[273]. Tout le travail de Nizan vise ce décalage entre les horreurs de son époque (colonialisme, capitalisme, répression politique) et la douceur des concepts philosophiques qu'il fustige au travers d'une galerie de quelques portraits de « penseurs » qui sont autant de pièces dans « *un véritable appareil d'Etat, comme la justice, comme la police* ». Nizan dépasse l'analyse de groupe pour montrer la délégation d'Etat à des « *salariés de l'Etat* »[274]. Cette invitation à penser structuralement les intellectuels, dès lors, organiques, organes en « *délégation* » d'un organe plus vaste, fait du travail de Nizan un chef d'œuvre de réflexion autour de la « *trahison* »[275] des intellectuels censés être critiques, en phase avec les horreurs de leur temps. Cette déconstruction de l'idéologie philosophique universitaire qui, dans la période considérée, tenait le « haut du pavé » dans l'édification des rationalisations du pouvoir, n'a pas son équivalent dans la période contemporaine. Le travail de P. Nizan a été poursuivi, même s'il ne le mentionne pas, par toute l'œuvre de P. Bourdieu sur le champ scolaire. Si l'Université produit les « grands intellectuels organiques », l'école intègre dans ses routines des fonctionnaires intermédiaires qui portent le sens commun dominant écumant les échelons scolaires des scories apportées par les « mauvais élèves ». L'institution scolaire, en tant que machine gigantesque, premier secteur budgétaire de l'Etat, délègue à la petite bourgeoisie, le soin de légitimer la sortie des perdants (ils n'ont pas joué le jeu de la méritocratie et de l'égalité formelle) et d'entériner la victoire des gagnants (effet du diplôme). Ce ne sont pas à proprement parler des kapos, des dominés retournés par le pouvoir. Mais ils ont tout de même une place structurale de dominés dans le système global, au regard des dominants (patrons, professions libérales, gros commerçants, rentiers, artistes reconnus). Par ailleurs, depuis le XIX[e] siècle, beaucoup d'enseignants ont été issus des classes populaires, ascenseur social qui participe justement

[270] *Ibid.*, p. 66.
[271] *Ibid.*, p. 67.
[272] *Ibid.*, p. 91 et 93.
[273] *Ibid.*, p. 94.
[274] *Ibid.*, p. 102-103.
[275] *Ibid.*, p. 113. Il s'affiche comme traître à la clique des philosophes organiques, ce qui revient à poser comme concept le même mot dès lors qu'on change de position. Les philosophes sont alors les traîtres à l'égard de la classe ouvrière.

de l'idéologie jacobine de l'effort et du mérite. Tous les travaux français sur l'éducation, depuis les années 1960, ont remarquablement étayé statistiquement le rôle clé du capital culturel dont les oblats et les classes moyennes enseignantes ont été les producteurs délégués. Ce qui fait dire à Bourdieu, dès 1966 :

« Les valeurs que les enseignants engagent dans leur enseignement sont-elles parfaitement neutres socialement ? Produits d'un système voué à transmettre une culture aristocratique dans son contenu et dans son esprit, ils sont enclins à en épouser les valeurs avec d'autant plus d'ardeur qu'ils y reconnaissent plus complètement leur culture et le symbole de leur réussite sociale. Comment les professeurs n'engageraient-ils pas, même et surtout à leur insu, dans leur manière d'enseigner et dans leur façon de juger, les valeurs de leur milieu d'origine ? Sans doute serait-il abusif et sommaire de décrire les rapports entre les classes supérieures et les enseignants dans le langage du complot. En fait, il s'agit, et c'est peut-être le plus grave, d'une *complicité* qui s'ignore, et qui se dissimule souvent à elle-même sans les professions de foi généreuses, complicité fondée sur l'affinité de style de vie et de valeurs »[276].

On lit distinctement, dans cet extrait, la relation d'intermédiation, d'accompagnement, d'auxiliaire, jouée par les enseignants dans la production et la reproduction des différences sociales. Cette fabrique de la domination s'adosse à l'action complice de petites élites qui prennent d'autant plus leur travail à cœur que, collectivement comme personnellement, tout concourt à leur faciliter la tâche, quand ce n'est pas « spontanément » une reconnaissance d'oblat que P. Bourdieu a identifié dans toutes ses recherches. Autrement dit, les plus zélés défenseurs de l'école méritocratique – et c'est le facteur clé de la détestation des élites du PC contre Les Héritiers et La Reproduction – sont les représentants communistes issus de l'école et y ayant réussi : un Pierre Juquin agrégé sera publiquement un opposant radical à la sociologie de l'éducation. Mais là n'est pas le plus significatif. C'est en prenant la mesure du boulevard qui leur est concédé dans l'application des « programmes » que l'on peut saisir toute la monstruosité de l'idéologie du don, des « aptitudes naturelles », des capacités individuelles, laquelle contribue à la passivité des enseignants du point de vue de la pédagogie, signant par là l'arrêt de mort sociale des enfants des classes populaires « non doués » :

« Les valeurs implicitement engagées dans l'enseignement ne sont que celles de la classe cultivée. Je prendrai un seul exemple, la croyance, si fortement répandue chez les professeurs et chez les élèves, en l'existence de dons naturels. L'idéologie du don est à mes yeux, la clé de voute de tout ce système. En effet, elle permet de vivre et de traiter comme aptitudes naturelles et personnelles des aptitudes socialement acquises et, du même coup, elle dispense les enseignants de donner à ceux qui n'ont pas reçu ces aptitudes de leur milieu familial les moyens de les acquérir »[277].

Il y a ainsi, depuis une centaine d'années, un continuum de la pensée critique, issue des intellectuels critiques, mettant en valeur le rôle central du langage et de la culture, mobilisés par des « délégués » attachés au système. Ces « intellectuels organiques » ont été historiquement dénommés de la sorte par A. Gramsci. En Italie, sous Mussolini, cette perspective est développée par un marxiste révolutionnaire, ce qui n'est guère étonnant. La notion d'intellectuel organique est purement formelle ; ce qui signifie que chaque groupe peut développer son propre tissu d'intellectuels attachés à le défendre. C'est ce que suggère *a contrario* P. Willis quand il revient sur sa célèbre étude dans le milieu ouvrier anglais et qu'on lui demande de ne pas franchir le rubicon. « *Stuart Hall m'a encouragé dans mon doctorat à avoir une forme de connexion avec la classe ouvrière, non pas dans le sens où je devais être un intellectuel organique censé modeler un mouvement, mais dans le sens où je serais en connexion avec des cultures populaires vivantes* »[278]. Dans la recherche du penseur anglais, le syntagme est

[276] Communication à la Semaine de la pensée marxiste, 9-15 mars 1966, parue dans *Démocratie et liberté*, 1966, repris dans « L'idéologie jacobine », in P. Bourdieu, *Interventions*, 1961-2001, Marseille, Agone, 2002, p. 55-61.
[277] *Ibid*., p. 58-59.
[278] P. Willis, *L'école des ouvriers,* Marseille, (trad.) Agone, 2011, p. 357.

unilatéral, il sert à qualifier le travail idéologique des sociologues engagés, ce qui s'aligne sur un des versants proposés par Gramsci. Pour autant, l'expression qualifie principalement les auxiliaires complices d'une forme d'attachement idéologique aux cadres dominants les poussant à poser leur pierre à l'édifice. De ce fait, A. Gramsci a été interprété comme visant principalement les catégories d'entendement dominantes, et moins les intellectuels au service de la cause ouvrière, même si les deux acceptions sont posées dans son œuvre.

« Chaque groupe social, naissant sur le terrain originel d'une fonction essentielle dans le monde de la production économique, crée, en même temps que lui, organiquement, une ou plusieurs couches d'intellectuels qui lui donnent son homogénéité et la conscience de sa propre fonction, non seulement dans le domaine économique, mais aussi dans le domaine politique et social »[279].

Pour le philosophe emprisonné, le chef d'entreprise est aussi un intellectuel à sa façon, contribuant idéologiquement au monde (paternalisme, corporatisme, fascisme), monde qui se nourrit aussi des artistes, écrivains ou scientifiques alignés. Gramsci confond ainsi la socialisation avec la fonction de représentation du groupe social. On est loin, avec lui, des rôles de traitrise puisque chaque groupe secrète son représentant légitime, les porte-voix allant de la zone molle (chaque agent porteur d'une parcelle de lucidité) à la zone dure (les intellectuels identifiés comme tels et reconnus par les mandants). La notion de retournement des dominés n'existe pas distinctement dans la pensée Gramscienne, sauf à penser l'imprégnation globale des catégories dominantes par les dominés et leur emprise par les catégories symboliques diffusées par les intellectuels organiques au service des élites. En ce cas, les intellectuels organiques des dominants vont jouer un rôle important dans le processus d'adhésion de toutes les couches sociales aux valeurs des mondes du pouvoir :

« Le rapport entre les intellectuels et le monde de la production n'est pas immédiat, comme cela se produit pour les groupes sociaux fondamentaux, mais il est médiat, à des degrés divers, par l'intermédiaire de toute la trame sociale, du complexe des infrastructures, dont précisément les intellectuels sont les fonctionnaires. On peut pour le moment, établir deux grands étages dans les superstructures, celui qu'on peut appeler l'étage de la société civile, c'est-à-dire l'ensemble des organismes vulgairement dits « privés », et celui de la « société politique » ou de l'Etat ; ils correspondent à la fonction d'hégémonie que le groupe dominant exerce sur toute la société. Les intellectuels sont les commis du groupe dominant pour l'exercice des fonctions subalternes de l'hégémonie sociale et du gouvernement politique, c'est-à-dire : l'accord spontané donné par les grandes masses de la population à l'orientation imprimée à la vie sociale par le groupe social fondamental dominant, accord qui nait historiquement du prestige qu'a le groupe dominant (et de la confiance qu'il inspire) du fait de sa fonction dans le monde de la production »[280].

Les analyses, en prison, du penseur italien, peuvent sembler moins profondes, moins percutantes que celles de Nizan. Effectivement, celui-ci affine le rôle de déréalisation des philosophes là où celui-là pose globalement le diagnostic du travail de légitimation des représentants intellectuels des dominants, lesquels sont aussi pour lui les scientifiques, les artistes, les écrivains. En revanche, la réflexion sur la tripartition est absente des analyses du marxiste italien. Est-ce que, en dépit de leurs limites, ces deux œuvres centrales pour notre propos ont permis d'ensemencer la science sociale ? Est-ce que le travail effectué par Nizan a été poursuivi ? Est-ce que sa manière de poser le rôle des intellectuels a été prolongé par la science sociale ? Il serait bien présomptueux de répondre par la négative. Un courant de pensée critique sur les sciences sociales a traversé le siècle nourri par des dizaines d'auteurs. Presque toutes les revues de science sociale

[279] *Grasmsci dans le texte*, Paris, Editions sociales, 1975, p. 597.
[280] *Ibid*., p. 606-607.

ont, à un moment ou un autre, tenté d'aborder le rôle des intellectuels ou celui de la science sociale dans la cité. Pour autant, du point de vue de l'objet qui nous retient, peu de philosophes des sciences ou de sociologues de la sociologie ont pris le chemin tortueux de la zone grise, en dépit des remarques de Bourdieu sur les « complicités » des enseignants. Si l'engagement a presque toujours servi de caution aux risques de normalisation des écrits scientifiques, la complicité est demeurée dans l'ombre. On a pu remarquer avec quelle superficialité A. Caillé a pu mener sa recherche sur la politisation de la science sociale. Cette dénégation est appelée « implication » par René Lourau :

« J'appelle implication l'ensemble des rapports que l'intellectuel refuse, consciemment ou non, d'analyser dans sa pratique, qu'il s'agisse des rapports à ses objets d'étude, à l'institution culturelle, à son entourage familial ou autre, à l'argent, au pouvoir, à la libido, et en général à la société dont il fait partie. Alors que l'intellectuel se croit très capable d'analyser et d'objectiver ce qui arrive aux autres, y compris, parfois, à des catégories d'intellectuels dont il s'exclut d'office »[281].

Or, R. Lourau ne propose pas davantage un examen attentif du fonctionnement de monde académique. Il se contente de dresser le portrait des courants intellectuels, d'aborder quelques auteurs spécialisés comme K. Mannheim ou J. Schumpeter. Il faut attendre les toutes dernières lignes de son livre pour découvrir une légère incise sur la trahison des intellectuels pendant la guerre d'Algérie.

« La lamentable liquidation du colonialisme français est la véritable affaire, en grande partie refoulée. Les hésitations et les compromissions de la gauche dans la colonisation et jusque dans la guerre d'Algérie expliquent la démission quasi générale de l'intelligentsia, laquelle n'a presque jamais compris ses implications dans la « mission civilisatrice de la France », c'est-à-dire dans l'exploitation despotique des peuples soumis à la domination de nos militaires et de nos capitalistes. Peut-être parce que j'ai vécu cette « grande » affaire, je me sens plein de honte en l'évoquant »[282].

Hélas, il n'ira guère plus loin dans le détricotage des « *accointances sociales de la science* »[283] effectué par le centre national des jeunes scientifiques autour de leur revue *Porisme*. Dans un entretien réalisé avec D. Eribon et au titre évocateur, « *Comment libérer les intellectuels libres ?* »[284], P. Bourdieu traque moins des intentions explicites de collusion avec le pouvoir que les pesanteurs sociales -les déterminations- qui pèsent sur ceux qui croient au « sujet », à la « liberté », à commencer par les structures qui sont à la source de la production de la « valeur » de leurs discours, notamment au travers de la réitération circulaire des éloges entre philosophes ou essayistes à la mode et journalistes de la presse dominante, ouvrant notamment sur l'attribution de gratifications (postes d'académiciens, invitations à l'étranger, revenus importants liés aux contrats d'édition, aux traductions et à la diffusion par des capitalistes de l'édition). C'est ainsi que cette « *fraction dominée de la classe dominante* » flotte dans les courants d'air des postures en vogue (« *marxisme puis anti-marxisme* »[285]) qui s'arriment en fait à tout un ensemble de privilèges matériels. Dans la veine du Jdanovisme, P. Bourdieu rappelle le jeu d'alignement de tous les philosophes seconds couteaux ou les oblats en dette :

---

[281] R. Lourau, *Le lapsus des intellectuels*, Toulouse, Privat, 1981, p. 24.
[282] *Ibid.*, p. 229.
[283] *Ibid.*, p. 232.
[284] P. Bourdieu, *Questions de sociologie*, Paris, Editions de minuit, 1980, p. 67-85.
[285] *Ibid.*, p. 71. Quand l'époque du marxisme autorise l'intégration dans les appareils contestataires (édition, université, journalisme, appareils des partis), l'anti-marxisme ouvre de bien plus belles portes. Sur ce thème des renégats qui entrent, avec le parti socialiste, dans l'appareil du pouvoir, l'économie et le conseil, la philosophie de supermarché distribué par Hachette, les postes de cabinet ministériel, les fonctions de représentation dans les événements diplomatiques et culturels, G. Hocquenghem, *Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary, op. cit.* ; T. Discepolo, *La trahison des éditeurs*, *op. cit.*

« Ceux que l'école a libéré sont plus que tous les autres enclins à croire en l'école libératrice. Aliénés par leur libération, ils mettent leur foi en l'école libératrice au service de l'école conservatrice qui doit au mythe de l'école libératrice une part de son pouvoir de conservation »[286].

Le sociologue de l'éducation n'effectue pas de césure entre ceux qui effectueraient dignement leur œuvre d'application des préceptes en vigueur de tous ceux qui refusent de pactiser et qui, selon des modalités variables, tentent d'effectuer *in situ*, un travail de détricotage des attentes de l'institution. Que ce soit à l'Université ou dans le second degré, de nombreux enseignants « contestataires » tentent d'informer les élèves sur les fonctions du système éducatif[287]. De même, il existe des espaces rebelles au cœur même des appareils, comme les lycées autogérés créés par des proches de Mitterrand en 1982, aujourd'hui menacés par Macron et Attal[288].

Dans l'ensemble, les sociologies des intellectuels sont décevantes. On attend en vain un travail critique de la part d'A. Caillé dont le titre prometteur, « La démission des clercs », n'est pas à la hauteur de l'ambition annoncée. Sa pseudo-dénonciation de la dépolitisation des sciences sociales n'est pas un plaidoyer visant à expliciter les mécanismes de soumission de la recherche à l'Etat – ce qui est abordé de façon mineure – mais à interroger la perte d'intentions politiques de la science sociale, une fois obtenues ses soit-disant attentes de modernité (démocratie, science, égalité, économie du marché). A aucun moment, le mot de « domination » n'est utilisé, encore moins les rôles d'auxiliaires zélés. Cette caricature de philosophie des sciences révèle, au cœur de l'objet même, les freins idéologiques qui subsistent, l'auteur réduisant le social aux « interactions » de « dons » entre des acteurs abstraits. En fait, la démission des clercs, c'est, sans qu'il le sache, le type même de produit abstrait qu'il écrit et qui est bien fait pour déréaliser les rapports sociaux de domination et d'assujettissement auxquels participent les clercs en promouvant des discours effaçant les positions de classe au travers de formes d'énonciation abstraites qui évacuent la question de l'engagement.

Une question majeure traverse les sciences sociales. Dans quelle mesure les universitaires collaborent-ils avec le pouvoir ? Dans quelle mesure les intellectuels, nés dans leur opposition aux pouvoirs, peuvent-ils verser dans le bord opposé et devenir des intellectuels au service des pouvoirs, des intellectuels organiques ? Quels sont leurs liens avec les « tutelles », administratives et politiques ? Quels sont leurs envies de pouvoir, leur appel du prince, leur volonté de conseiller les puissants, leurs amitiés avec le show bizz des médias et de l'édition garants de la divulgation de leurs idées ?

Depuis l'essor des mass média, conjointement à la société de consommation qui jalonne le processus d'acquisition de télévisions et de radios, un quatrième pouvoir est apparu. Serge Halimi a eu le courage et la bonne idée de reprendre le concept de Paul Nizan et de l'appliquer aux journalistes *maintreams*. Contrôlés par des milliardaires, ces médias produisent leurs propres discours

---

[286] P. Bourdieu, *Interventions*, *op. cit.,* p. 49.
[287] Je pourrais prendre mon cas personnel, mais « on » hurlerait à la fausseté de l'exemplification. Je l'explicite quand même. J'ai failli être orienté en « 3eme » vers le lycée professionnel, ayant de mauvaises notes. Au « lycée général », je redouble ensuite « la seconde ». Or, les trois années suivantes, mon professeur de sciences économiques et sociales sera une femme agrégée d'économie, maire adjointe communiste d'Evry. C'est cette femme qui agira en moi comme un révélateur, posant du sens sur ma rage de fils de prolétaire rejetant l'école. De manière identique, Y. Amrani cite le cas d'enseignants cherchant à divulguer la sociologie de P. Bourdieu aux jeunes issus de l'immigration dans les lycées de banlieue. Y. Amrani, S. Beaud, *Pays de malheur. Un jeune de cité écrit à un sociologue*, Paris, La Découverte, 2004.
[288] P. Bruneteaux et Olivier Grieco, « Sous les lapsus de l'actu », radio *Cause commune*, 23 septembre 2023 : https://cause-commune.fm/podcast/10-sous-les-lapsus-de-lactu/

de légitimation, en parlant des contraintes des annonceurs (la publicité pousse au scoop) tout en défendant l'idée d'une liberté de la presse, liberté formelle selon l'expression de Marx. En effet, la structure des médias est intimement liée au capitalisme. Le coût des équipements, le contrôle des canaux de diffusion par l'Etat, la concentration des compétences dans un champ médiatique investi par les enfants de la bourgeoisie, rendent illusoire l'idée d'un système d'information démocratique. L'ouvrage de Serge Halimi, *Les nouveaux chiens de garde*, donne la mesure des collusions entre ceux qui dirigent « la presse » (écrite ou audiovisuelle) et les serviteurs aux ordres, derrière une façade de presse d'opinion de gauche ou de droite. Faut-il, pour autant, parler de collaboration, ou simplement de domination sociale au sein du quatrième pouvoir ? La sociologie des intellectuels organiques (scientifiques, experts, journalistes) s'installe clairement dans le monde de la « liberté d'informer ». Si l'on prend au mot le projet démocratique, voire même le mot d'ordre du libéralisme voyant dans la liberté d'opinion et dans la liberté de la presse son droit patrimonial à débattre et à se confronter dans la gestion des affaires publiques et privées, alors il s'agit bien de trahison et de collaboration. La concentration des moyens audiovisuels aux mains de quelques milliardaires, plaçant la France loin derrière les pays européens du Nord dans le classement des pays libres, est déjà un premier indice. Le rapport Oxfam France fait état de cette concentration :

« En France, la concentration des médias interroge. Selon le décompte de Libération, 11 milliardaires français détiennent aujourd'hui plus de 80 % des diffusions de titres de presse nationale, 57 % des parts d'audience TV et 47 % des parts d'audience radios. Ces milliardaires utilisent leurs médias pour promouvoir leurs intérêts économiques ou politiques. L'économiste Julia Cagé et la chercheuse Claire Sécail ont ainsi démontré comment la reprise du groupe CNEWS avait permis d'augmenter le temps de passage de la droite et de l'extrême droite durant la présidentielle au détriment des autres partis »[289].

Du point de vue des dominants eux-mêmes, dont les discours portent sur la concurrence et la lutte contre les monopoles, force est de constater que cette démission met en cause les élites politiques de gouvernement. S. Halimi parle même de « *forfaiture des élus* »[290]. Campés dans un silence accusatoire, les élus et les gouvernants se tiennent la main pour banaliser un dessaisissement des représentants de la démocratie : « *La question essentielle de la démocratisation de l'information, c'est-à-dire la fin du monopole bourgeois sur celle-ci, n'est en effet presque jamais soulevée* »[291]. Cette démission met aussi en cause les journalistes qui, selon S. Halimi, doivent aussi rendre des comptes : « *Pourquoi en effet, les journalistes n'auraient-ils pas à répondre de leurs paroles alors qu'ils exercent un tel pouvoir sur le monde social ?* »[292]. La collaboration signifie précisément une remise de soi des intermédiaires du peuple aux puissances d'argent, lesquelles s'invitent ouvertement dans les programmations, dans les émissions, dans les invitations, dans le choix des directeurs (et dans le pouvoir de démission), dans les pressions faites sur les sujets imposés. S. Halimi montre comment les classes populaires en font les frais, presque aucun article n'étant rédigé pour rendre compte des conditions de vie des ouvriers dans les entreprises aujourd'hui. Laurent Joffrin, une des têtes du journalisme de gauche, directeur de rédaction à *Libération* dont le plus gros actionnaire n'est autre qu'un rejeton de la famille Rothschild, pourra dire sans gêne : « *On a été les instruments de la victoire du capitalisme dans la gauche* »[293], dimension économico-politique d'un projet plus global résumé par Patrick Poivre d'Arvor : « *Nous sommes là*

[289] *Les fractures de la crise. Quand la France fait payer l'addition aux plus précaires*, 2023.
[290] *Les nouveaux chiens de garde*, *op. cit.,* p. 13.
[291] *Ibid.*, p. 20.
[292] *Ibid.*, p. 23.
[293] *Ibid.,* p. 98.

pour donner une image lisse du monde »[294]. Le « *journalisme de révérence* »[295], « *le journalisme de racolage* »[296] est « *un univers de connivences* »[297], lequel est détaillé avec une précision remarquable au travers des liens concrets entre patrons, hommes politiques et grands barons du journalisme. « *La révérence devant le pouvoir* »[298] n'a même pas besoin de génuflexion puisque la célébrité des « grandes figures » (Chazal, Ockrent, D'Arvor, Field, Durand, Cavada, Elkabbach, Brusini, Pujadas, Ardisson, Carolis) attire autant qu'elle inspire les investissements des grandes figures du capital[299] (Pinault, Arnaud, Lagardère, Dassault, Bolloré), comme les principaux ministres des gouvernements, présents aux mariages comme aux enterrements[300]. L'auteur détaille avec le sens de la sidération les célébrations dignes de chefs d'Etat quand un milliardaire de la TV décède (Bouygues, Lagardère). Les serviteurs déversent des louanges que l'on imaginerait plutôt envers un prix nobel.

Les milliardaires, présentés par les journalistes les plus connus – tenant les autres journalistes – comme des amis[301] fréquentés au quotidien (parrains des enfants, voisins dans les mêmes quartiers, touristes invités sur les mêmes yachts, etc.), s'inscrivent dans le déroulé de la fabrication des informations. Imposant leurs sujets, leurs invités, les patrons, au sens économique, ne manifestent aucun scrupule, leurs affidés célébrant mythiquement la liberté de la presse au travers de la privatisation de la presse, « *le privé étant synonyme de liberté* »[302]. Cette manipulation idéologique autorise alors l'alignement sur la loi des marchés, le partage du gâteau entre quelques milliardaires, la concentration, les pressions directes alliées de l'auto-censure des journalistes zélés. Tout en s'armant d'une « *glose façon science-po* »[303], ce clan fait accroire au pluralisme alors que l'alignement revient comme une équation sous la plume du critique : « *La somme des sujets tenus à distance et des non-sujets matraqués en permanence étend le royaume de la pensée conforme* »[304]. L'auteur présente un tableau exhaustif de l'ensemble des journalistes connus de la population française qui, toutes et tous, étendent toute leur vie leur réseau dans le monde politique (parfois en devenant même un politique comme J.M. Cavada, B. Ghetta ou même E. Zemmour) et dans les milieux d'affaire, cumulant des salaires mirobolant avec des places de plus en plus importantes dans les officines de l'Etat (« Conseil de surveillance », « commission d'enquête », « mission d'expertise », « fonction de direction », « structure consultative », « conseil technique ») ou dans les grands groupes de la « communication ». La collaboration se déploie dans une toile d'araignée, avec ses fortes et basses intensités. Le journaliste de base suit : « *Coincé entre son propriétaire, son rédacteur en chef, son audimat, sa précarité, sa concurrence et ses complicités croisées, le journaliste de base n'a plus guère d'autonomie* »[305]. Il conclut presque au détour de chaque paragraphe : « *Le journalisme est devenu presque partout : creux et*

---

[294] *Ibid.*, p. 26.
[295] *Ibid.*, p. 40,
[296] *Ibid.*, p. 15.
[297] *Ibid.*, p. 121.
[298] *Ibid.*, p. 31.
[299] « *S'adressant en août 1996 aux cadres supérieurs de Thomson-CSF, qu'il cherchait alors à séduire, Jean-Luc Lagardère leur explique : 'Un groupe de presse, vous verrez, c'est capital pour décrocher des commandes'* » *Ibid.*, p. 67. C'est surtout, à la télé, le moyen de marchandiser les consciences et de supprimer toute fonction informationnelle au journalisme. Le directeur de TF1, Lelay, lâcha dans un livre : « *Nos émissions ont pour vocation de rendre le téléspectateur disponible : c'est-à-dire de le divertir, de le détendre pour le préparer entre deux messages. Ce que nous vendons à Coca cola, c'est du temps de cerveau humain disponible* ». *Ibid.*, p. 77.
[300] Il faut absolument lire les louages dignes des hérauts du Moyen-Age devant leur suzerain, ici Bouygues, là Lagardère. Le niveau dithyrambique frôle la perfection. *Ibid.*, p. 70-71.
[301] Tout au long du livre, les journalistes évoquent leur amitié, qui avec tel gouvernant, qui avec le milliardaire. Le mot revient sans cesse, comme l'attestation d'un lien naturel qui saborde définitivement l'idée d'une division du pouvoir et du devoir d'indépendance. L'absence de tout scrupule fait résonner l'avertissement du magnat de la presse américain Murdoch qui posa fièrement que la bataille était gagnée.
[302] *Ibid.*, p. 33.
[303] *Ibid.*, p. 120.
[304] *Ibid.*, p. 87.
[305] *Ibid.*, p. 27.

révérencieux »[306] tandis que le pouvoir politique achève sa mue dans une boucle endogamique : « *Les anciens ministres cherchent refuge et couvert (en argent) dans les conseils d'administration de multinationales liées aux médias* »[307]. Caricature absolue du journalisme, le journalisme de télévision porte d'autant plus la responsabilité du silence organisé que son impact est déterminant sur la population française. Pour donner une illustration concrète des liens endogamiques entre le trio journalistes, politiques et affairistes, il faut lire, à chaque page, les remises de légion d'honneur, les invitations aux mariages quand ce ne sont pas les mariages croisés, les défilés aux enterrements, les amitiés et les renvois d'ascenseur (notamment les biographies des « grands » à l'instar de Chazal sur Balladur), les circulations dans les places et les pantouflages permanents, les trajectoires communes depuis science-po où « *l'un devient journaliste, l'autre homme politique* »[308]. Quelle meilleure conclusion que cet aveu d'Elkabbach digne d'un mafioso à l'égard du *padre* ou d'un esclave de Mauritanie envers son maître : « *J'appartiens au groupe Lagardère* »[309] ?

Et pourtant, un sociologue comme C. Lemieux, typique des sociologues wébériens pragmatiques attachés à « comprendre » le point de vue des acteurs, entreprend de donner raison à Laurent Joffrin quand il critique S. Halimi. Le spécialiste des médias, « pragmatique » et « postmoderne », se positionne scientifiquement comme un chercheur ne pouvant dépasser une critique qui ne permettrait pas un débat avec les intéressés. Non pas aligner les méchants journalistes au service du sens commun dominant, mais restituer la « *pluralité des logiques qui sont engagées dans le travail de gens de presse. Mon hypothèse était en effet que l'efficacité d'une critique dépend du degré auquel le critiqueur reconnait la complexité de l'activité qu'il entend critiquer* »[310]. En défendant une sociologie wébérienne compréhensive des points de vue des acteurs, l'auteur rend justice des arguments fondés (statuts, droit, épreuves, affaires, morale, rôle de l'Etat) des journalistes pour dire qu'ils ne sont pas tous, citant R. Modiano[311], des « *pourris aux ordres du capital* ». En ce sens, le chercheur croit les journalistes quand ils se défendent d'être les « collabos » des actionnaires au motif que, d'une part, l'Etat leur garantit un statut d'indépendance, et que, d'autre part, ils mobilisent une morale, une déontologie professionnelle[312]. Quand L. Joffrin oppose cela à S. Halimi, C. Lemieux prend son parti en parlant d'une « *critique recevable* »[313]. Contre les critiques « *globalisantes* » qui doivent être « *relativisées* » et « *situées* », l'auteur prend le temps d'exposer longuement le point de vue du rédacteur

---

[306] *Ibid.*, p. 43.
[307] *Ibid.*, p. 44.
[308] *Ibid.*, p. 47.
[309] *Ibid.*, p. 46.
[310] *Mauvaise presse. Une sociologie compréhensive du travail journalistique et de ses critiques*, Paris, Métailié, 2000, p. 8.
[311] *La presse pourrie aux ordres du capital*, Paris, Librairie populaire, 1935, p. XI. Cité par C. Lemieux.
[312] Un point de vue identique est porté par S. Lévêque dans son ouvrage *Les journalistes sociaux, op. cit.* S'écartant d'un « *sociologisme réduisant les prises de position aux intérêts de ceux qui les tiennent* » (p. 71), elle produit ainsi une sociologie bourdieusienne mésographique d'un champ journalistique jamais interrogé du point de vue des allégeances aux pouvoirs, quand bien même existe un ensemble de journalistes sociaux originellement de gauche et proches du mouvement ouvrier. En s'enfermant dans la seule détermination des contenus et des « *logiques internes propres à la presse* » (p. 72), elle se donne un objet lisse et propre facilitant le déni des relations entre le capital, les postes et le travail journalistique, en s'activant uniquement à soulever les micro-autonomies d'une pratique globalement conforme aux attentes des élites. En prenant au sérieux les revendications d'un professionnalisme associé à son régime propre de savoir-pouvoir investi d'une fonction neutre « d'informations », elle tombe comme C. Lemieux et les Bourdieusiens dans une sorte de révérence paradoxale de sociologues « critiques » reconnaissant les valeurs internes du champ dans une démocratie qui accorde des accords mineurs (presse de gauche, journalistes sociaux, statut, syndicats de journalistes pour défendre le métier contre les directeurs et les patrons de presse, etc.) à une partition parfaitement conformiste au regard des valeurs républicaines. Abordant toujours à la marge les ressources externes des journalistes (« *grandeurs dans d'autres sphères de l'espace social* » p. 69), renvoyant à une formule générale non travaillée l'organisation de ce pouvoir médiatique en dépendance étroite du pouvoir politique (« *la presse telle qu'elle était organisée* » p. 46), la chercheuse peut conclure en affirmant sans rire que « *les journalistes sont ainsi associés aux processus de décision publique ce qui induit une collaboration entre les partenaires* » (p. 207). Elle peut aussi à bon compte célébrer implicitement, au travers de ses « luttes de classement » (pour le statut, pour le professionnalisme, pour le social), un univers qui comprend pourtant une masse globale de journalistes inféodés aux grands organes de presse et tributaires des possibilités d'accès aux organes de l'Etat (des attachés de presses aux bonnes relations avec les communicateurs) qui, globalement font le job (fait divers, célébration des Grands, pragmatisme économique, dénonciation des grèves et des « violences », etc.). C'est, avec une image non sans rapport avec le concept de Nizan, une façon de laisser aux sociologues « un os à ronger ».
[313] *Mauvaise presse, op. cit.*, p. 99-100.

en chef de Libération au lieu de discuter les arguments de S. Halimi et toutes ses preuves de collusion des dirigeants des médias avec les plus grands patrons du monde économique qui s'avèrent être aussi des patrons de presse. En croyant à « *l'intervention de l'Etat qui garantit désormais aux journalistes un statut professionnel* » et à « *la morale professionnelle* »[314], le sociologue peut apparaître comme un homme responsable, modéré, sérieux, professionnel, avec toutes les apparences de la scientificité, discutant paisiblement les façons dont les journalistes se défendent contre la pensée totalisante « *par amalgame et généralisation militante* »[315], celle qui aligne les porte-parole du sens commun dominant sur les exigences de leurs patrons au travers le plus souvent d'habitus orchestrés qui, en pratique, bien loin d'ordres imposés d'en haut, se « liment » et s'ajustent pendant les soirées mondaines, les mariages ou les enterrements. En se gardant de prendre parti du « haut » d'une sociologie structurale, le sociologue des médias se fond dans une sociologie postmoderniste des points de vue « *internes* » et « *situés* », « *contraintes de circonscription de la critique* » qui « *ont pour effet de rejeter du côté de l'amalgame les critiques généralisantes lancées de façon indifférenciée contre les journalistes en général* »[316]. Sous prétexte de ne pas prendre position dans ces « *arènes* » de justifications où les critiques postmodernistes ont droit de cité, la restitution de ces « *impératifs de communication* » enferme le lecteur dans des débats sans fin sur la collaboration ou l'indépendance (prônée d'ailleurs par L. Joffrin qui parle même de « *'l'entièreté de l'autonomie intellectuelle et politique' de nombre de rédactions* »[317]) tandis que les liens concrets de dépendance et de « loyauté » sont passés sous silence. Surtout, en se cachant derrière « *la filiation Durkheimienne* » et sa noble pensée moderniste et réformatrice du « *vivre ensemble* »[318] dans les limites de l'Etat capitaliste, l'auteur a beau jeu de croire au rôle régulateur de l'Etat, aux effets du statut sur l'indépendance ou, plus caricatural encore, sur la morale ou la déontologie des journalistes ; bref « *au-delà des inévitables conflits d'intérêts des membres d'un groupe social, concevoir l'union des parties qu'ils forment à un tout qui les dépasse* »[319]. En dénonçant l'économisme de S. Halimi, c'est cette limite qui est atteinte, celle qui consiste à ne pas faire l'ethnographie des liens de pouvoirs et de servitude de toute cette chaine du profit matériel et symbolique qui va des journalistes stagiaires aux actionnaires. Pourtant, dans un article rédigé dans un ouvrage collectif présentant la pensée de Bourdieu, C. Lemieux reconnait ce rôle déterminant de « complicité » entre les journalistes et les actionnaires :

> « Dans la démonstration entreprise par Pierre Bourdieu, le point fondamental est que la révolution qu'entraine l'avènement de la télévision dans le champ journalistique a des effets politiques et sociaux très profonds sur l'ensemble des autres champs de production culturelle. Le premier de ces effets serait l'imposition, dans l'accès à l'espace public, d'une 'censure structurale' s'exerçant à l'insu des journalistes et qui aurait pour principaux résultats la dépolitisation du discours et son uniformisation (…) renforcement des logiques commerciales qui mène à privilégier les faits divers, les nouvelles sportives et moralisme larmoyant des soirées téléthon. La circulation circulaire des informations peut être renvoyée d'abord à la fermeture sociale du petit monde des élites journalistiques – et l'on retrouve ici, presque inchangées, les analyses des décades précédentes sur la caste des intellectuels médiatiques et des doxosophes adeptes du *fast food* culturel (…) théâtre d'une censure antidémocratique (…) Ce type de logiques adaptatives est la clef d'interprétation de la subversion profonde que fait subir le champ journalistique aux mécanismes de consécration et aux principes interne des champs les plus autonomes (comme la science ou le droit), en faisant pression sur leur côté le plus soumis aux effets de nombre et de marché, c'est-à-dire en attirant à lui les entreprises et les agents les plus 'enclins à céder à la séduction des profits externes parce qu'ils sont moins riches en capital spécifique'. C'est avec l'aide

[314] *Ibid.*, p. 99.
[315] *Ibid.*, p. 101.
[316] *Ibid.*, p. 97.
[317] *Ibid.*, p. 99.
[318] *Ibid.*, p. 13.
[319] *Ibid.*, p. 13.

de ce type de « complicités » intéressées que les médias saperaient, peu à peu, les acquis précieux de toute une civilisation ».[320]

Les intellectuels organiques, renommés « *doxosophes* » ou porteurs du sens commun dominant par Bourdieu, connectent différentes fractions : journalistes mainstream, philosophes de bas étage, intellocrates issus des grandes écoles ou du grand patronat, essayistes de tout poil. Ces vulgarisateurs de pseudos faits « faussement vrais » participent à l'abrutissement de tous les auditeurs et lecteurs comprimés sur les faits divers ou toutes les informations construites dans le sens unique de la dépolitisation, de la déconscientisation. La complicité avec ce qui autorise, grâce à cette vulgate, l'adhésion du plus grand nombre, comble les attentes des actionnaires financeurs de la presse écrite et audiovisuelle. C'est là où on peut parler d'une complicité structurale des journalistes et des actionnaires. L'alignement du champ politique sur la « Réal-économie » facilite ce processus de convergence entre les différentes castes d'intellectuels organiques, englobant les maîtres à penser des partis politiques. C'est ainsi que les principaux doctrinaires du parti socialiste participent de la construction d'idéologies fragmentées qui se rejoignent autour du principe de la valorisation des chefs, du self made man, et de la nécessité de freiner par tous les moyens les dépenses publiques (vulgate de la performance économique, héros et starisation dans le sport, biopics sur les « grands » des arts et de la culture dominante, dénonciation des coûts de l'Etat et destruction des services publics). Si, pour Bourdieu, la chose est claire, il s'agit bien d'une trahison des Socialistes du fait de leur collaboration à l'idéologie néolibérale elle-même divulguée de manière systématique dans tous les médias : « *La conversion collective à la vision néolibérale…achevée avec le ralliement des socialistes ne s'est pas limitée à ces transformations de l'humeur idéologique que les philosophes médiatiques annoncent comme 'retour du sujet'. Il s'est accompagné d'une démolition de l'idée de service public, à laquelle les nouveaux maîtres à penser ont collaboré par une série de faux en écriture* »[321], en revanche, les travaux de C. Lemieux ou de S. Lévêque, apparaissent bien plus timorés quant à l'examen des rôles en chiens de garde des journalistes de la presse.

Les journalistes, intellocrates et doxosophes ne seraient pas aussi puissants s'ils n'étaient pas ainsi épargnés par toute critique en provenance du monde politique. Il aura fallu attendre l'émergence de LFI pour voir une critique systématique de l'idéologie réactionnaire des médias. S'il est évident que nombre de journalistes d'investigation rapportent des enquêtes aussi valides que nombre de travaux sociologiques, l'enjeu n'est pas là. Car quelques professionnels courageux, le plus souvent contre tout un ordre social (c'est le cas de G. Walraff déguisé en prolétaire turc en Allemagne) ne représentent qu'une infime partie des journalistes. Paradoxalement, ils sont par la suite instrumentalisés de façon « postmoderne » (comme dans le cas du Watergate) pour crier à la beauté et à l'indépendance des médias « qui font vraiment leur travail ». En s'adossant à la sociologie pragmatique contre la sociologie structurale, C. Lemieux révèle tout simplement que la sociologie de la collaboration traverse aussi de manière sous-jacente les constructions d'objets comme les résultats à moyenne portée bien fait pour ne pas « lever le nez » vers ce qui fait mal, ce qui pue ou dérange ou incommode. En prétendant faussement qu'une « *dimension contraignante est attachée aux formes mêmes de l'action et du jugement public, liée par conséquent à la possibilité de fonder des accords intersubjectifs par delà ses intérêts égoïstes* »[322], C. Lemieux ne fait rien d'autre que de jouer avec les représentations

[320] C. Lemieux, « Une critique sans raison ? L'approche bourdieusienne des médias et ses limites », in B. Lahire, *Le travail sociologique de Pierre Bourdieu, op. cit.*, p. 205-229.
[321] P. Bourdieu et al., *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993, p. 221.
[322] *Mauvaise presse, op. cit.*, p. 12-13.

des journalistes et renoncer à entreprendre une sociologie des pouvoirs et des collaborations. Analyser les interdépendances des journalistes et les controverses diverses où la critique « située » a cours n'apprend rien sur la structure qui englobe et dépasse les journalistes. Et c'est bien ce qu'a entrepris S. Halimi, tandis que C. Lemieux prétend qu'il ne fait qu'ouvrir des portes ouvertes, que l'on sait cela depuis le XIX[e] siècle (la dépendance aux capitalistes évoquée par toutes et tous, un truisme !), mais que cela n'enferme aucunement l'objet, lequel transpire de mille autre feux, l'Etat démocratique et les valeurs des journalistes apportant d'autres réalités qui écrasent fortement la prétention structurale à poser un cadre univoque sur le réel. En sortant des rapports de force les plus déterminants (coulisses des actionnaires, rôle des directions et rédacteurs en chef, journalistes stars) et en privilégiant l'étude des « *grammaires, ensemble de règles auxquels les professionnels de l'information s'obligent mutuellement* »[323], cette sociologie à moyenne portée de type culturaliste s'interdit d'entrée de jeu de déterminer le cadre du pensable, en s'étendant à loisir sur les luttes symboliques parfaitement tolérables dans le monde capitaliste et politique même si quelques acteurs dominants en font les frais (l'affaire Bérégovoy) tandis que d'autres « tirent les marrons du feu ». La tromperie structurale dérive du fait que les luttes politiques sont réintroduites par l'auteur comme une preuve d'indépendance des journalistes alors que ce sont le plus souvent des informations lâchées par les dominants en vue de détruire les positions des uns pour renforcer celles des autres ; tandis que les journalistes, le plus souvent, à la façon de la restitution du conseil des ministres, ne font que courir après les faits officiels. Loin de créer l'événement, ils ne font qu'enregistrer les versions, les affaires, les statistiques, les sorties des élus et les petites phrases, les projets politiques et les annonces. Bien sûr, de façon résiduelle, des médias indépendants luttent réellement pour une vraie information critique (Médiapart, Le Canard, Reporterre, Blast, Le média, Contrattaque, etc.) et c'est justement leur marginalité même qui révèle la loi social-démocrate de la minorité peu écoutée, tolérée sous les radars tout en assumant paradoxalement – effet émergent – un rôle central en tant que vecteur de légitimation du système aligné.

Ce que S. Halimi a réalisé pour le groupe des journalistes, on l'attend en vain dans notre propre milieu professionnel. Les études sur les effets délétères de la privatisation, de la marchandisation, de la déstructuration du service public, sur les souffrances liées à toutes les violences sociales administrées dans les différents secteurs sociaux, dont l'Université, rendent illégitimes le fait de « tirer sur l'ambulance ». N'est-ce pas être traître que de mener une recherche critique sur les traîtres du monde scientifique en fragilisant ainsi un milieu déjà fragilisé ?

A l'heure actuelle, les intellectuels organiques les plus percutants, au sens de l'efficacité sociale, sont les penseurs de la performance dans les entreprises qui « *prétendent libérer les individus des pouvoirs et des hiérarchies sclérosés, développer l'autonomie, la prise de parole, la participation de tous* »[324]. P. Nizan n'aurait jamais pu imaginer « le meilleur des mondes », lui qui était plongé, à l'époque, dans l'entre-deux-guerres, dans un dualisme tendu entre la bourgeoisie et le prolétariat. Il aurait pu décortiquer l'idéologie dominante des économistes néo-classiques inféodés totalement au capitalisme, dont une des preuves les plus flagrantes de leur état de valet rationalisateur découle de leur vision du chômage. En distinguant le « *chômage par frottement* » et le « *chômage volontaire* »[325], ils offrent sur un

[323] *Ibid.*
[324] J.P. Le Goff, *La barbarie douce. La modernisation aveugle des entreprises et de l'école*, Paris, La Découverte, 1999, p. 71.
[325] D. Glaymann, *La vie en intérim*, Paris, Fayard, 2005, p. 84. Il ajoute que « *le chômage involontaire est réfuté par les néo-classiques* » et que J.M. Keynes sera le premier à remettre en cause ce cadre absurde oubliant les phénomènes massifs de chômage ; ce qui était justement le cas après la crise de 1929.

« plateau d'argent » la caution scientifique à toute réglementation répressive contre les assistés qui ne veulent pas travailler, ces « assistés » et ces « fraudeurs » qui sont lynchés régulièrement dans les médias et par l'immense majorité des élus.

Depuis le début des années 1970 dans les pays anglo-saxons, les années 1980 pour le reste de l'Europe, le patronat a mis au point, inspiré aussi par le savoir-faire « despotique » asiatique[326], une armée nouvelle d'experts en extraction de productivité. Les ressources humaines et les DHR, les cabinets de conseil et les consultants, les écoles de commerce et les experts (économistes, DRH, consultants, ingénieurs) aux différents postes promouvant la performance, la compétence, la disponibilité, l'évaluation, les capacités de changement, la fidélité à l'entreprise, forment désormais les bataillons du capital aux côtés des actionnaires et de la technocratie économique habituelle (ingénieurs de production, dirigeants). La place de ces cabinets de conseil est déterminante et les entreprises ne cessent de faire appel à ces cabinets extérieurs pour mettre en place des « indicateurs » de performance fondés sur la chasse aux temps morts et la réduction des espaces. La pensée néo-libérale se déroule en toute une chaine de commandement opérationnel qui fonctionne dans le domaine économique mais aussi aux côtés des « opérateurs » politiques dont on se demande si la décision « politique » existe encore. En témoigne la soumission servile du président de la République au cabinet Mc Kinsey. Il s'agit bien d'une armée de professionnels diligentés par les multinationales pour mettre au pas l'ensemble de la société, désormais au service de la productivité optimale, de l'intensification du travail, de l'optimisation de la collaboration. Ce que J.P. Le Goff nomme avec courage « *la barbarie douce* »[327]. Si le travail à la chaine n'a jamais cessé d'être un laboratoire de l'acharnement à produire au moindre coût en tuant à petit feu mais bien involontairement les ouvriers, d'autres « bassins d'emploi » ont été des pépinières dans le registre de la déshumanisation : les téléopératrices et toutes les plates-formes du numérique, l'agro-alimentaire et les nouvelles chaines d'abattage, le bâtiment et la construction avec le jeu de dominos entre les salariés usés et absentéistes et les intérimaires ultra-exploités. Les experts du capital s'en donnent « à cœur joie », tandis que les « dégâts du progrès » se font sentir dans les statistiques des maladies professionnelles[328]. Ces nouveaux intellectuels organiques du capital ont pour propriété de chercher à entrer dans les cultures sociales. Par le biais des écoles de commerce ou de gestion où ils sont formés, avec aussi Science-po et ses IEP disséminés partout en France, les intermédiaires symboliques distillent une culture professionnelle de la servitude volontaire au travers d'une recherche maximale de la participation. On passe d'un monde frontal avec des pôles de résistance et des cultures ouvrières et syndicales, au « meilleur des mondes » avec une culture de l'engagement personnel qui devient un savoir-être, un « en-soi » pour l'autre. Ce ne sont plus seulement les cadres et les petits chefs qui jouent le jeu mais une grande partie du personnel ouvrier, devenu aussi un « collaborateur ». Une psychologie de l'implication personnelle irrigue désormais les comportements au travail, avec *in fine* une recherche de l'auto-évaluation des dominés. Comme le dit J.P. Le Goff, « *si le 'petit chef' autoritaire et buté n'a pas complètement disparu, il est supplanté par un encadrement plus formé qui fait appel à la participation des salariés* »[329]. « La cerise sur le gâteau » est sans

[326] Sur l'importation du lexique et des méthodes de management du personnel en provenance du Japon, L. Théry, *Le travail intenable. Résister collectivement à l'intensification du travail*, Paris, La Découverte, 2006. Pour un exemple de « *folie* » managériale d'un cabinet de conseil ayant mis au point des « *indicateurs* » de performance par « *quartiles* » produisant des « *individus virtuels* » et des « *résultats quasiment impossibles* » à atteindre, *ibid.*, p. 118-119.
[327] *La barbarie douce. La modernisation aveugle des entreprises et de l'école*, *op. cit.*
[328] L. Théry, *Le travail intenable. Résister collectivement à l'intensification du travail*, *op. cit.*
[329] *La barbarie douce, op. cit.,* p. 13.

conteste cette forme accomplie de servage[330], dans un contexte de recul syndical, d'accroissement de l'aliénation par les médias privilégiant les performances individuelles dans les jeux télévisés, de démantèlement et de parcellarisation du groupe de travail ouvrier (quels ouvriers d'un abattoir, d'un centre d'appel et d'une chaine automobile se sentiront spontanément proches les uns des autres ?) et de scolarisation accrue rendant perméable le salarié à la culture de l'individu responsable. La multiplication des outils de l'auto-contrainte, des pressions et incitations, des acteurs intervenants comme consultants, y compris à l'Université dans la formation des maîtres de conférences, des gratifications (primes, médailles, portrait du meilleur salarié de la semaine à la sauce japonaise), induit des crises de culpabilité, des *burn out*, des suicides, des sentiments d'échecs, des somatisations. La haine de soi ou la promotion de « *l'auto-flagellation* »[331] prend la relève au sein d'une aliénation générale tandis que les psychologues « entrent dans la danse », soit en participant aux cercles de qualités, soit en récupérant dans leurs cabinets les salariés usés ou jetés[332]. Bienvenue dans le nouveau monde du productivisme, de la course à la consommation dans un univers de folie où chacun participe à cette démesure en consommant massivement, compulsivement et passionnément les objets fabriqués de manière inhumaine. La dette, le crédit, comme l'ont bien vu J. Peneff et M. El Miri, deviennent les supports à la mise en esclavage généralisé des clients[333].

Or, ce qui se joue à l'échelle de l'entreprise, se joue globalement à l'échelle mondiale. Autrement dit, la folie de cet univers de l'aliénation ouverte dans le microscopique de l'atelier se dédouble à l'infini sur les arènes multiples du capitalisme mondialisé. L'analyse de J. Peneff et de M. El Miri montre comment fonctionne à la fois la mise en dépendance des clients des Etats riches mais aussi leur complicité active au fonctionnement du système au sein duquel ils occupent une position de pouvoir, un rôle d'intermédiaire organique. Cette zone grise est sans doute la plus invisible qui soit. Qui se sent kapo en consommant du cacao ? Et pourtant, il n'est pas loin le temps du « Y'a bon banania » qui fleurait bon le colonialisme conquérant, voire même tout simplement archi-vainqueur au point d'exposer en ridicule la trogne du bon nègre. A l'heure du capitalisme impérial où tous les pays pauvres nous donnent leurs matières premières pour le plus grand bonheur de notre consommation frénétique, nous sommes clairement les collaborateurs d'un ordre au sein duquel nous hurlons que nous ne sommes responsables en rien de cette machine-là. Qui, autour de soi, n'a pas entendu dans sa famille ou de la part de ses proches : « J'y suis pour rien » ; « Moi je n'y suis pas dans cette filière », « Je n'ai pas l'information que toi tu as avec tes études » ; « C'est pas mon entreprise », « J'ai jamais mis les pieds là-bas » ; « C'est du passé, aujourd'hui les gens vivent mieux » ; « Ils passent leur temps à faire appel aux Occidentaux » ; « Quand on y va, on leur donne du travail » ; « Ils n'ont qu'à avoir des dirigeants non corrompus ». La collaboration n'est pas forcément associée à une prise de position claire de complicité active. Que la consommation soit à distance ou locale ne change rien à l'analyse. Les conditions de vie de l'Occident sont préservées par le jeu des crédits et des dettes des classes sociales des pays riches tandis que les banques et les multinationales qui « prêtent » aux individus comme aux Etats (plans de relance)

---

[330] A. Scotté, *Bienvenue dans un monde d'esclaves. La face cachée des entreprises des services du numérique*, Paris, Editions du Sextant, 2014.

[331] L. Théry, *Le travail intenable, op. cit.,* p. 117. « Il faut créer les conditions pour que les salariés fassent, d'eux-mêmes (c'est ça l'astuce) plus que ce qu'on leur demande. Alors on utilise la rhétorique du sport et à grand renfort de 'challenge', il va s'agit de 'gagner', de 'vaincre', d'être parmi les 'meilleurs', voire « d'écraser ses adversaires ou concurrents'. Si on n'y arrive pas, on est fermement invité à chercher ce qui a pu pécher dans son comportement et à réfléchir à ce qu'il faut faire pour s'améliorer ». *Ibid*., p. 117-118.

[332] L. Uchitelle, *Le salarié jetable. Enquête sur les licenciements aux Etats-Unis*, Paris, Demopolis, 2008.

[333] *Maintenant, le règne des banquiers va commencer. Les luttes de classes en France et ailleurs*, Paris, Les empêcheurs de tourner en rond & La Découverte, 2010 ; lire aussi P. Bouffartigue, « Du système d'inégalités aux classes sociales », in *Le retour des classes sociales, op. cit.*, (p. 37-53), p. 30 : « *Ces aristocraties ouvrières bénéficiant d'une redistribution des profits liés à l'exploitation néocoloniale* ».

s'appuient elles-mêmes sur leurs propres profits de pillages, de placements ou d'intérêts de banques d'affaires, ou sur le crédit issu des capitaux accumulés par les banques chinoises, indiennes, arabes ou japonaises sur leurs masses exploitées :

« La fin de la classe ouvrière en Occident, amorcée par les délocalisations, a été la grande surprise de la fin du XXe siècle. Le défaut de solidarité internationale qui s'est alors manifesté témoigne du manque d'organisations collectives des prolétaires. La dispersion géographique, l'absence d'un grand parti de gauche, le manque de leader de stature internationale et d'un lieu de rencontre que l'Internationale socialiste, moribonde, n'est pas capable d'être, traduisent le fait que les ouvriers des pays avancés n'ont plus les moyens d'apprendre à travailler ensemble. La formation militante internationale a existé dans le passé. La mutualisation des intérêts des exploités et des colonisés avait alors lieu en Europe. C'est actuellement le contraire. Les classes ouvrières dans le monde occidental sont indirectement bénéficiaires des activités prédatrices des différents capitalismes et elles sont, au mieux, indifférentes les unes envers les autres. Aucun leader ni aucune organisation ne les aident à réfléchir au fait qu'elles retirent des profits indirects de la plus-value générale dispersée. Ce sont donc des transferts de plus-value qui se produisent d'un continent à l'autre. La circulation continentale des avantages ou des sacrifices se fait, en bout de course, au détriment du Chinois pauvre ou du paysan indien obligé à l'exode rural, et au profit de l'ouvrier ou de l'employé des grandes usines américaines. Les ouvriers surexploités de ces jeunes pays produisent donc des bénéfices qui, exportés sous forme de prêts et de fourniture de capitaux, assurent nos plans de relance et soutiennent notre consommation. Cela donne une combinaison étrange de modes d'exploitation permettant à la population riche de vivre selon ses propres standards. L'exploitation verticale n'est plus l'oppression physique sur des démunis (la colonisation pure n'est plus envisageable) ; elle ne passe plus par l'immigration d'ouvriers qui bénéficiaient, même à un moindre degré, du capitalisme avancé. C'est l'exploitation horizontale qui l'emporte grâce à la finance. Ce sont les banques qui, dans le monde nouveau, organisent ce mouvement de circulation. La plus-value produite grâce à un taux extravagant de « surtravail » dans le cadre de la division des tâches d'extorsion au sein du continent asiatique, de l'Amérique du Sud ou de l'Afrique, transite sous de multiples statuts financiers, du légal à l'illégal (…) Organiser la concurrence entre ouvriers est un classique. Nord contre Sud. On ménagera dans les pays riches des niches de consommation, des aires d'habitat pour des minorités ouvrières[334].

Parallèlement aux logiques de maintien de la consommation de toutes les classes sociales des pays riches, les classes moyennes réinvestissent l'espace colonial dans une relation néocoloniale de consommation de l'autre. Consommation de l'authenticité culturelle, consommation pure et simple en transportant son style de vie, en fonction des souhaits des uns et des autres[335]. La collaboration avec l'ordre des choses peut se dérouler à l'infini, entre l'aventure à la dure ou le repli dans les niches de relaxation luxueuses qui se ressemblent toutes, quel que soit le pays visité sur la planète :

« Générer des îlots de luxe au sein de la misère, voici un nouvel art de vivre. Lors des déplacements exotiques, on ne regarde plus la destination géographique mais la nature et le contenu des loisirs dans les ghettos dorés des hôtels quatre ou cinq étoiles. Le rapport aux diverses régions du monde, le nomadisme africain, le trek au Tibet, la croisière de luxe, sont venus remplacer, sans scrupule, le camping des vieux parents, alors que la population visitée est restée misérable (…) L'absence de conscience de la prise en otage des pays pauvres, confrontés au coût écologique et moral de ces étrangers donneurs de conseils et distributeurs d'aumônes, indirectement par des crédits internationaux ou des projets de développement, ne choque plus. La contradiction entre les idéaux de rapprochements ethniques, l'antiracisme, et le luxe des établissements des destinataires, est assumée sans mauvaise conscience »[336].

La zone grise des naufragés comprend un spectre qui suppose la prise en compte des différentes positions occupées au regard de ce qui permet de jouer un rôle d'auxiliaire actif et complice dans la perpétuation de la domination capitaliste et impérialiste actuelle. Elle fonctionne à l'échelle de l'atelier ou de l'entreprise, au niveau national (intellectuels organiques) et au niveau international, quand la recherche du maintien de notre « niveau de vie » suppose de jouer avec les « conditions de vie » des autres. S'extraire de tout et se croire « non responsable de ce qui se passe

[334] *Maintenant le règne des banquiers va commencer, op. cit*, p. 80-85.
[335] P. Bruneteaux & O. Pulvar, *Les Métropolitains à la Martinique. Une migration de confort*, *op. cit.*
[336] *Maintenant le règne des banquiers va commencer, op. cit*., p. 77-78.

dans le monde » est la défense bien connue de tous les fonctionnaires de la banalité du mal. « Je n'ai fait qu'obéir aux ordres ». « Je n'en savais pas plus ». Il sera toujours possible – aux aliénés subitement conscients de leur volonté de distance à la souffrance des autres qu'ils ne peuvent pourtant ignorer aujourd'hui du fait des relais auxquels ils sont chevillés avec les médias et les réseaux sociaux – de conserver le « nez sur le guidon » et en appeler à la lutte pour ses enfants ou à la faiblesse des ressources des classes populaires, effectivement toujours exploitées. L'intérêt de cette perspective élargie des mécanismes de la traitrise provient de la mise en perspective qu'elle autorise du point de vue du cela va de soi. Il n'est plus possible, aujourd'hui, de ne pas subir « *la souffrance à distance* »[337], de ne pas être affecté par les famines ou les catastrophes climatiques, les guerres exportées par nos multinationales de l'armement ou nos coups d'Etat à cause desquels des populations subissent des traumatismes et des séquelles innombrables. C'est cette mauvaise conscience qui s'infiltre dans ce qui pouvait apparaître comme un cela va de soi, un habitus immergé dans sa petite vie de banlieue ou de campagne. Paradoxalement, la pensée de la mauvaise conscience a besoin de ce détour par l'international et l'inaccessibilité, pour nous toucher dans notre quotidien. L'accroissement sans précédent des réseaux sociaux et des sources d'information risquent bien de faire grossir ce qui pourrait devenir le complexe de la collaboration. Encore faut-il, pour cela, mettre en perspective les capacités d'accès aux médias indépendants présents dans les réseaux sociaux (instagram et tiktok notamment) avec les instruments du capitalisme de surveillance (chapitre 10).

[337] Sur l'accès à l'autre sur la scène internationale, L. Boltanski, *La souffrance à distance. Morale humanitaire, médias et politique*, paris, Métailié, 1993 ; D. Fassin et R. Rechtman, *L'empire du traumatisme. Enquête sur la condition de victime*, Paris, Flammarion, 2007 ; R. Brauman, *Utopies sanitaires*, Editions le Pommier/Médecins sans frontières, 2000 ; E. Renault, *Souffrances sociales. Philosophie, psychologie et politique*, Paris, La Découverte, 2008 ; D. Fassin & P. Bourdelais, *Les constructions de l'intolérable. Etudes d'anthropologie et d'histoire sur les frontières de l'espace moral*, Paris, La Découverte, 2005.



Chapitre 2
–
Les mondes ordinaires de la complicité

1

▲▼

« A la maison, ma mère me chante, en français, des romances françaises où il n'est jamais question de nègres. Quand je désobéis, on me dit de ne pas 'faire le nègre' ».

Frantz Fanon*, Peau noire, masque blanc*, Paris, Seuil, 1951, p. 175.

« Le XIX^e^ siècle avait pratiqué sa manière spécifique de répression du prolétariat. Divers droits politiques lui furent accordés, liberté d'opinion, droits syndicaux, mais inversement, la bourgeoisie obtint du prolétariat la promesse d'une bonne conduite politique et la renonciation à la rébellion ouverte. Les masses populaires ne pouvaient exercer leurs maigres droits qu'en se pliant aux règles du jeu de la classe dominante. De sorte que le prolétariat a intériorisé une part de l'idéologie dominante. Cette part qui concerne l'usage de la violence, l'insurrection, la délinquance, le sous-prolétariat, les marginaux de la société ».

Michel Foucault, *Dits et écrits, Paris, Gallimard, 2012, tome 1, 1964-1975, (discours en 1972), p. 1171.*

« '*Nul n'est épargné par le système, pas plus les 'gauchistes'* ('*Un grand nombre de ceux qui veulent renverser la classe dominante sont imbibés des interdits culturels qui permettent à la classe exploitante de régner*') *que les ouvriers* ('*le tourneur qui reste communiste met une cravate pour la première communion de sa fille, martyrise un peu moins sa bourgeoise depuis qu'ils passent leurs soirées devant la télé et utilise son dimanche à lire France-dimanche ou à laver sa bagnole*'). Ce nouveau messianisme de la petite-bourgeoisie a vocation à l'universalité. '*Qui est petit-bourgeois ? Nous le sommes tous, d'une manière différente et à des degrés divers de l'aliénation*' ».

Gérard Mauger, « Etudiants, ouvriers, tous unis ! Eléments pour l'histoire des avatars d'un mot d'ordre », *Les Temps Modernes*, n°370, mai 1977, p. 1879-1897.

***« Au-delà de cette logique de nécessité, certains chauffeurs associent le métier à une opportunité d'ascension sociale par la voie économique (…) les ressources économiques et l'accès au statut d'indépendant jouent un rôle essentiel dans la représentation de leur parcours comme une ascension sociale qui leur serait autrement hors d'atteinte (…) Comme tous ceux qui voient le métier comme une opportunité d'ascension sociale, Aziz insiste beaucoup, sur l'éthique du travail et de l'effort qui lui a été transmise par sa famille et dénonce à l'inverse la fainéantise des « assistés ». Ayant fait le choix de composer avec la stigmatisation plutôt que de s'y opposer, ces travailleurs racisés, confrontés aux discriminations et aux inégalités, ont intégré l'idée selon laquelle ils doivent « en faire mieux et plus » que les autres pour réussir. Ils tiennent à se distinguer des membres du groupe qui contribueraient à renforcer, par leurs comportements, sa stigmatisation. Ils adhèrent ainsi à une idéologie néolibérale valorisant la prise de risque et la réussite individuelle* »**
Sophie Bernard, *Uberusés, le capitalisme racial de plateforme*, p. 172-173.

« *J'ai été contraint de trahir le voleur que j'étais afin de devenir le poète que j'espère être devenu. Mais cette 'légalité' ne m'a pas rendu plus heureux pour autant'. Cette confidence, Jean Genet l'a faite dans l'une de ses rares interviews. A quoi le traître Jean Genet est-il donc fidèle ? A ne pas croire que la légalité rend heureux. A sa traîtrise même, non pas la*

petite traîtrise de l'écrivain qui a réussi, mais la grande, celle de l'homosexuel voleur qui n'a pas renoncé à son âme de révolté **».**

Guy Hocquenghem, ***Lettre à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary, op. cit.*****, p. 87.**

« La personne est prise dans un flux temporel qui est à la fois l'histoire de son groupe et son histoire personnelle : il faut penser le sujet dans son projet, et celui-ci n'est ni purement individuel, ni fixé une fois pour toutes. Comme le montre bien l'histoire, on peut se convertir, changer de parti politique, se mettre à la sculpture, se remarier, partir en guerre, commettre un meurtre, et rien n'est jamais, comme le défendait Sartre, définitivement joué. Il ne faut rien considérer comme étant fixe, pas plus un ordre politique qu'un système de parenté. Il suffit d'écouter et de regarder sans a priori typologique. Les Kanaks, par exemple, ne cessent de bricoler leur généalogie — comment j'ai changé de nom, pourquoi je considère désormais untel, qui était mon père, comme mon oncle maternel, etc. Tout bouge. Et à mon avis, l'anthropologie devrait être davantage la science sociale du mouvement ».

Alban Bensa, « De l'autre côté du mythe, entretien avec Alban Bensa », ***Vacarme, n°44, juin 2008, p. 4-14.***

« In the 1970s, it seemed clear to me that labor mattered deeply to working-class men I interviewed as a source of family and communal honor, quite apart from whatever satisfactions a job brought in itself. their work identity, that is, lay in the social consequences of their labor. (…) What I had got right was the importance of the organizations themselves. The pyramids had relatively clear and stable identities, and this mattered to workers in their sense of themselves. Well-run companies provided a sense of pride. For black and immigrant workers, fixed-work bureaucracies had a further meaning : these institutions served as a promissory note for social inclusion. In both countries, working for the government achieved the status of officialdom ».

Richard Sennet, ***The culture of new capitalism*****, New Haven & London, Yale University Press, 2006, p. 72-74.**

1/ socialisation et adhésion partiale à l'ordre établi

▲▼

Ce chapitre entend décliner l'hypothèse du degré zéro, si l'on veut, du « coefficient de perméabilité » aux dominants, un zéro qui n'en est pas un en fin de compte puisqu'il ouvre le bal des complicités par cette zone diffuse des formes primaires et secondaires « d'intégration ». L'expression « degré zéro » n'est qu'une image puisqu'en fin de compte, le compteur n'est pas à zéro. La complicité commence avec l'immersion dans une culture, l'appropriation malgré soi de parcelles d'éléments sociaux dits « culturels » qui, dans une société différenciée structurée en classes sociales avec des élites dominantes, signifie ipso facto, l'ingurgitation de « graines » ou ce qu'on pourrait appeler des neuroleptiques sociaux. Cette anesthésie sociale qui fait prendre le monde tel qu'il est alors qu'il est produit et contrôlé (notamment les médias, l'école, l'usine, l'armée, et même le sport, le tourisme ou la culture) par d'immenses institutions dispatchées en secteurs ou en champs spécialisés, a pour corollaire que les dominés, comme le constate R. Sennet, sont fiers d'être stabilisés dans un travail qui ne nous appartient pas, comme s'il existait une sorte de contre-don à l'apprentissage social : ce que tu m'as donné, je te le redonne en confiance, en crédit, en jetons de présence. Durkheim a beau jeu d'identifier le social dans le langage et d'en faire, avec le droit, deux éléments fondamentaux d'un social qui transcende les individus que ces derniers s'approprieraient pour faire « corps social ». Il masque, avec son « social », sa « société », cette division dont il parle pourtant tout le temps, sans jamais positionner – c'est là l'entourloupe majeure de la sociologie (pas que) fonctionnaliste – les élites dans leur rôle de remorqueur de toutes les institutions qu'ils contrôlent et dont ils tirent profit et reconnaissance. Dans l'exemple du langage, présent avant la naissance des nouvelles générations de son époque, il pointe l'existence de ce produit culturel qui, on le sait désormais, est très inégalement approprié par les classes sociales, et, de toutes les manières, fabriqué et contrôlé par les académies et les écrivains conformes, sans parler des policiers spéciaux que sont les correcteurs scolaires. On vit notre vie avec le langage mais il agit aussi comme une puce électronique en partie activée à distance, parce que les ressorts en sont largement maîtrisés par les capteurs télévisuels et la plupart des acteurs politiques « interpeleurs ». Il nous fait indistinctement être socialement et être socialement à une place déterminée en jouant en partie le jeu du sens commun dominant si utile pour aimer les chansons de Michel Sardou ou les discours des « représentants » du peuple. Il y a bien, dans la sociologie de la complicité, une zone frontière incertaine entre la complicité diffuse dite « intégration sociale » et la complicité explicite de la carrière morale conformiste ; entre la collaboration non intentionnelle de l'adhésion aux normes et les postes *officiels* (chapitre 1, 5 à 7) ou postures officieuses (chapitre 2 à 4, et 8) du contrôle social délégués ou assumés par une partie des dominés. C'est cette part diffuse qui fait l'objet du présent chapitre.

L'ingurgitation du social n'est jamais mécanique, purement fonctionnelle, comme apprendre la langue de la « nation ». L'intégration sociale se déploie dans une myriade de constructions où une part importante du réel s'offre comme des grandeurs masquant le marché de

dupes. R. Sennet a raison de dire que le fondement de la complicité est à rechercher dans la socialisation mais aussi dans l'autorité comme « *processus social complexe de dépendance* »[338].

Une approche intéressante de l'immersion heureuse dans le « degré plancher » est développée par M. Edelman, inspiré par la psychologie sociale de G.H. Mead. Il consacre sa réflexion au « *symbolisme de condensation* ». On peut sommairement le définir comme toutes les traces idéelles et matérielles que l'ordre dominant offre au « peuple », devenant de ce fait des symboles, des leviers sémantiques qui font pleurer, crier son appartenance. Le drapeau n'en est que l'illustration la plus facile. Si la socialisation est le piège global par lequel, en accédant à la culture, les dominés impriment en fait un ordre social donné pour argent comptant et prennent le monde tel qu'il est et tel qu'il advient, le monde social « l'aide » encore plus à choisir le bon chemin avec des procédés non conscients de manipulation. Au moyen de symboles, de notions politiques sacralisées (démocratie, intérêt général, justice), mais aussi de bâtiments publics auréolés de prestige et favorisant l'idée de l'immuable, du patrimoine, du bien commun ainsi disposé aux quatre coins du territoire (« *symbolisme architectural* »), les agents sociaux sont ainsi davantage réceptifs au consensualisme statique des élites qu'aux pensées critiques[339]. Cette analyse n'est en fin de compte qu'un cas particulier de la fabrication de l'autorité qui, elle-même, est comprise dans le cadre plus global de la légitimation du monde social.

On sait que la société moderne – on dit aussi hypermoderne – repose sur le jeu de tentation entre le producteur (l'ouvrier) et le consommateur. L'intégration sociale, dans les pays riches, se paie au prix d'une réduction à un ensemble de comportements orientés vers la consommation de biens, élevant dit-on « le niveau » de vie. La domination ne peut se comprendre sans ces formes capillaires d'autorité que la publicité joue en inversion, courtisant un dominé hissé au rang d'un noble emprunteur entouré de choses puissantes (dont la fameuse grosse voiture en lising). Le patron comme le banquier participent de cette aspiration (au sens de l'aspirateur) vers les statuts attendus de consommateur, de sportif, et de touriste (d'où la citation en exergue du livre). Le tourisme incarne cette intégration sociale normalisée qui, hors production, fait accroire à une liberté ou une joie de vivre refaçonnées en plaisirs planifiés dans le sens d'un bonheur fabriqué selon les normes dominantes. R. Christin et P. Bourdeau[340] ont remarquablement démontré comment cette grandeur (le salarié du Nord a droit au visa : le salarié du Nord surfe sur toutes les destinations mondiales sans risque pour sa personne et consomme ce qu'il a choisi) fonctionne dans l'ordre capitaliste impérial. La norme est intériorisée d'autant plus facilement que le dominé de l'Occident dispose de « loisirs », de capacités à se déplacer et d'un répertoire ficelé de choses à consommer dans « l'ailleurs ». Notre intégration s'arrime au jeu capitaliste et impérial où le migrant rejeté en tant que déplacé devient en revanche consommable dans l'exotisme choisi de son espace

---

[338] Richard Sennet, *The culture of new capitalism*, *op. cit.*, p. 58. La croyance immédiate dans la légitimité et la grandeur n'a pas besoin, pour s'actualiser, d'une reconnaissance pleine et entière, comme il l'explique en citant R. Bendix mais pas J. Scott et en parlant de « *la dualité de l'autorité* » comme soumission et engagement d'une part mais aussi, d'autre part, médisance et refus de la loyauté. Il affirme même que le nouveau capitalisme se moque de la loyauté quand l'embauche est temporaire. La précarisation s'oppose ainsi au salariat stable proche selon lui du modèle bureaucratique dont il serait une extension. Il n'en demeure pas moins que sa vision de la loyauté est très conformiste. Il déclare que les salariés éprouvant un faible degré de loyauté envers leur entreprise éprouvent du stress et développent des maladies ! *Ibid.*, p. 65-66.

[339] M. Edelman, « L'espace et l'ordre social », *Politix*, Vol. 25, n° 97, 2012, p. 9-24. Les connexions renforcent le pouvoir légitimant des parties ainsi mises en relation : « *Pour la plupart des Américains, le Bureau ovale symbolise le pouvoir de la présidence, lui-même issu de la volonté du peuple, et il rend donc impensable toute opposition tranchée au président, toute méfiance envers l'institution présidentielle, ou toute ambivalence sur ces deux points. Les actes prennent toujours place dans un cadre spatial* ». *Ibid.*, p. 12. Il poursuit en montrant cette fois-ci la déclinaison en termes de classe sociale : « *Un immeuble, mais aussi son quartier d'implantation, rappellent constamment à ses habitants et aux autres quelle est leur valeur. Même si, cet effet n'est pas délibérément recherché, le quartier délabré, la façade décrépite et l'intérieur miteux et encombré qui sont le lot des pauvres risquent fort de susciter manque d'estime de soi, défaitisme, absence d'aspirations, et par conséquent docilité et maintien de l'ordre établi. Les inégalités propres à la structure sociale dans son ensemble se réfractent dans diverses structures secondaires et se perpétuent via leurs conséquences psychologiques* ». *Ibid.*, p. 16.

[340] *Le tourisme : émancipation ou contrôle social ?, op. cit.*

patrimonialisé, folklorisé et muséifié. Voilà en quoi notre intégration normalisée équivaut à une place de complice dans cet ordre mondialisé de la consommation des lieux et des êtres humains. La prostitution, centrale pour les auteurs, n'est que le cas extrême d'une marchandisation du Sud, caricaturale lors des jeux olympiques ou des mondiaux de football où les supporters en déplacement consomment des masses de corps, quel que soit l'âge et le genre[341]. Grandeur et bonheur dans leur relation aux normes et à l'intégration sociale disions-nous : tels sont effectivement les ingrédients avec lesquels les élites achètent les dominés, consommateurs, fans, supporters, touristes (sexuels), miroirs d'un narcissisme concédé dans des usages des plaisirs calibrés pour être « dans la mesure ». Le touriste rejoue le colon, sa berline à crédit singe le maître, autant de supports de projection vers le groupe référentiel qui arriment tout ce petit monde aux lois structurales du capitalisme et de l'impérialisme. Les normes sont donc d'autant plus acceptées dans la dimension extatique qu'elles sont en phase avec les vecteurs culturels attendus des entreprises et des Etats. Et on devine du même coup comment ce dominé plonge sans le savoir dans les répétitions attendues, en modèle réduit (tourisme sexuel rejouant le patron disposant du « droit de cuissage » ou, plus loin, le féodal disposant du droit de prise sur le corps de la paysanne avant son mariage) ou par procuration (adulation d'une star surpayée ou d'un sportif surdopé). La complicité apparaît en pointillé dans cette division des bonheurs consuméristes activant l'ordre différencié des prises sur le corps des autres, de leur corps propre comme de leur espace et de leur passé (patrimonialisation orchestrée) : « *L'exotisme, donc, ne joue pas seulement avec l'espace mais aussi avec le temps* »[342]. Il n'y a pas d'intégration sociale qui ne soit pas, d'une manière ou d'une autre, collaboration avec une normalisation qui écrase, ou, à tout le moins, pétrit l'autre dans le sens attendu de la jouissance octroyée. La norme n'existe que dans une opposition à un autre qui n'en jouit pas ou pas autant. La gentille intégration durkheimienne n'est que la projection petite bourgeoise d'une volonté de faire consensus entre des groupes antinomiques alors qu'il légitime la hiérarchie et la distribution inégale des dividendes selon les capacités.

A un niveau plus microsocial, l'adhésion au monde social peut s'épargner les actes intentionnels d'attachement ou de dévouement au groupe d'appartenance dont les leviers sont activés, notamment au travers du syndicalisme, afin de produire une symbiose horizontale. Il suffit pour cela de se laisser happer par la dimension verticale de l'ordre social (chapitre 5), l'illusio carriériste, lequel ne se mire pas uniquement dans les statuts « supérieurs » dans lesquels les individus s'emboitent toute leur vie, mais aussi dans ce sentiment microscopique de sa propre valeur. Pour se sentir légitime dans l'existence quotidienne, les acteurs sociaux se dupent eux-mêmes en se croyant plus forts, davantage supérieurs, simplement en dévaluant un « inférieur » du même groupe (chapitre 3). Les jalousies de voisinage témoignent de cette lutte de concurrence des victimes. Les mises en concurrence des ouvriers ou des cadres dans les entreprises procèdent d'une logique identique. S'invitent alors les pratiques du harcèlement, de la dévaluation d'un plus faible, pratiques oh combien routinières dans les écoles, dans toutes les écoles du monde. Ce régime pénètre même les groupes les plus faibles :

« Tous les individus, stigmatisés ou non, vont donc recourir à diverses stratégies psychologiques pour construire, maintenir et protéger leur estime de soi. Trois stratégies (de

[341] F. Ollier, « Manifestations sportives et tourisme de masse : un mélange totalitaire », in R. Christin et P. Bourdeau, *Le tourisme : émancipation ou contrôle social ?, op.cit.,* p. 75-117.
[342] R. Christin et P. Bourdeau, *Le tourisme : émancipation ou contrôle social ?, op. cit.,* p. 22.

l'identité sociale) ont été plus particulièrement étudiées : la comparaison avec d'autres individus stigmatisés plutôt qu'avec les dominants, l'attribution de ce qui arrive aux préjugés des dominants et le désengagement des domaines où les individus stigmatisés sont menacés. Quand le but est la protection de l'estime de soi, l'individu aura tendance à se comparer avec d'autres personnes plus mauvaises que lui (…) via des comparaisons descendantes, c'est-à-dire en choisissant de se comparer à des individus plus mal lotis qu'eux (…) Mais le corollaire est que cette restauration de l'estime de soi au niveau individuel condamne toute amélioration du statut collectif »[343].

Si la vénération des Grands et la dénonciation des plus faibles concourent à faire en sorte que les acteurs sociaux, au-delà de leur socialisation, sont engagés dans une construction sociale permanente du noble et de l'ignoble dont les contours sont bien évidemment définis par les élites sociales, il faut bien constater que toutes et tous ne jouent pas ce jeu (escrocs, révolutionnaires, escapistes, déserteurs, aventuriers voyageurs, membres de gang, et même écrivains[344]). A l'opposé, mais dans une dynamique identique du déplacement hors des places assignées, il y a aussi les intégrés zélés qui vont comme quitter leur place pour en faire trop ; autrement dit pour jouer à fond l'aspiration à être ou à se croire un dominant quand bien même les moyens réels d'y parvenir ne le sont le plus souvent que par procurations (fans, spectateurs) ou par l'octroi de miettes (chapitre 4 sur les menues rétributions des mouchards dans les usines). Dans ce registre, l'œuvre de P. Bourdieu peut être lue comme la tentative de résolution du problème de l'adhésion à l'ordre établi. Et pourtant, à aucun moment, il n'aborde de front, ni la question de la dissidence, ni celle de la *participation* au sens du *décrochage d'une fraction des dominés pour le service actif auprès des dominants*. La collaboration est remisée au profit d'un questionnement sur l'inoculation diffuse (famille) ou institutionnelle (école) des normes, lesquelles sont uniquement perçues au travers de normes comme M. Edelman : « s'en sortir »[345] par le miracle de la méritocratie scolaire est largement identifié dans le champ académique comme quelque chose allant de soi. Or, avoir son BAC pour devenir policier ou assistant social (chapitre 6), avoir une licence pour devenir inspecteur ou responsable des « ressources humaines »[346] dans une usine, ou encore être fils de mineur et devenir un bachelier cadre du Front national[347], est-ce uniquement la problématique du transfuge, de celle ou celui qui a « réussit » à l'école ? Que cette participation provienne du bas (transfuge scolaire puis professionnel) ou bien qu'elle soit implémentée par le haut, cela ne change rien à l'interrogation autour du *sens* des normes. Les chercheurs en science humaine ont toujours privilégié le sens au sens de ce qui fait sens plutôt que le sens au sens de l'orientation normative, c'est-à-dire une adhésion heureuse ou accomplie, telle qu'on l'a développé un peu plus haut. Dans ce dernier cas,

---

[343] J.C. Croizet & J.P. Leyens, *Mauvaises réputations. Réalités en enjeux de la stigmatisation sociale*, Paris, Armand Colin, 2003, p. 34-35 et 40.

[344] Que ce soit J. Kessel, J. London, M. Orlan, G. Perec, F. Bon, J. Rolin, P. Vasset, J.G. Ballard, B. Bégout, sans parler des routards écrivains comme J. Kérouac ou N. Bouvier, voire même des truands écrivains, comme H. de Monfreid ou C. Zykë.

[345] L. Balland, « Un cas d'école. L'entrée dans le métier de professeur d'une 'enfant de la démocratisation scolaire' », *ARSS*, 2012/1, n°191-192, p. 40-47. La médiation de la promotion sociale par l'école rend invisible le passage de l'origine sociale (classe populaire) vers la nouvelle position sociale, notamment lorsque celle-ci croise le fonctionnariat de la répression.

[346] Le film éponyme de L. Cantet a cette perversité utile consistant à décrire un transfuge dont le père est demeuré ouvrier dans la même usine où opère son fils devenu cadre. La question de la trahison se situe au cœur du film sans que l'on sache vraiment si le réalisateur a intentionnellement repensé la lutte des classes dans une filiation intenable où le fils devient un salaud responsable d'une « charrette » dont le père fait partie. Le réalisateur, dans le pitch, plaide plutôt pour une vision intermédiaire. La direction recrute le fils en lui faisant croire qu'il va aider à implémenter les 35 heures, alors que, une fois en poste, on l'oblige à organiser des entretiens en vue de licencier une partie du personnel, dont son père.
https://www.google.com/search?q=film+ressources+humaines&rlz=1C1GCEU_frFR951FR951&oq=film+resso&gs_lcrp=EgZjaHJvbWUqCggAEAAY4wIYgAQyCggAEAAY4wIYgAQyBwgBEC4YgAQyBggCEEUYOTIHCAMQABiABDIHCAQQABiABDIHCAUQABiABDIHCAYQABiABDIHCAcQABiABDIICAgQABgWGB4yCAgJEAAYFhgeqAIMsAIB&sourceid=chrome&ie=UTF-8.

[347] I. Bruneau, « Un mode d'engagement singulier au Front national. La trajectoire scolaire effective d'un fils de mineur », *Politix*, vol. 15, n°57, Premier trimestre 2002, p. 183-211. A la lecture de l'article, on découvre mieux l'antinomie radicale entre la scolarisation supposée « civiliser » (se sont d'ailleurs les statistiques sur les jeunes et le vote Lepen) et le visage réel de ce jeune adhérant au FN à la suite d'un blocage des cours jugé insupportable car « *à cause d'un bougnoule* » (la mort de Malik Oussekine tué par les voltigeurs de Pasqua).

l'orientation a toujours été pensée comme allant de soi (carrière, promotion, mobilité sociale, ascension sociale, méritocratie sociale[348]), jamais comme pouvant être envisagé dans le sens d'une trahison, à tout le moins d'un conflit de loyautés au sens des deux carrières morales étudiées par Goffman dans *Asiles* ; ce qu'identifient pourtant toujours très nettement les membres d'une subculture au regard des prises de position de leurs membres à l'égard de la cohésion du micro-groupe face « à la société ». Dans le cas des minorités migrantes sommées de s'intégrer, la visibilité de l'orientation agressive de l'inclusion est encore plus nette dans le cas du *Visibility management*, le *workfare* dans sa dimension extrême où l'aspirant à l'intégration doit travailler gratuitement, preuve de sa bonne volonté :

« À cet égard, on peut remarquer que ce n'est pas n'importe quel.le étranger-ère qui peut être inclus.e, mais bien celui/celle qui montre un sens de la communauté et une quête de reconnaissance (comme lors de la prise de parole pendant la fête), et qui met en pratique cette attitude en se rendant disponible au bénévolat. Les autres, ceux et celles qui ne répondent pas aux injonctions de l'intégration, sortent de la représentation : ils et elles ne semblent pas pouvoir accéder au droit d'avoir « un visage », deviennent invisibles »[349].

Le cela va de soi, l'ordre social, les normes sociales, ne vont pas de soi pour celles et ceux qui jouent perdant en les suivant. Si les dominants aiguillent (au sens de l'aiguillage des trains) les masses populaires vers certaines lignes plutôt euphorisantes (carrière, service d'Etat, sport, tourisme, spectacles, consommations diverses), ils ne parviennent pas pour autant à faire oublier l'exploitation et les conditions de vie qui précèdent toujours les moments festifs. Si la norme fait mal, et qu'elle suscite des sauts éthologiques – à la façon des expériences d'H. Laborit sur les rats – pour se sortir du mauvais pas, c'est que l'intégration n'en est pas une pour l'immense masse des classes populaires ; qu'elle implique une intégration avec le dédoublement subséquent de l'envie d'en sortir ; fuir les postes pénibles, quitter les cités à réputation négative. Et pourtant, la science sociale des « mobilités sociales » (se reporter au chapitre 5) témoigne de ce tropisme en ce qu'elle prend fait et cause pour le système de stratification, sans rapporter ces mouvements à la structure des luttes de classe et des classements ; ainsi qu'aux stratégies de *contre-mobilisations des chefs d'entreprise et des gouvernants* qui à la fois régulent les promotions des méritants et organisent stratégiquement le taux de profit en licenciant ou précarisant, hors ou presque de tout contrôle étatique, lequel se positionne favorablement sur le marché du *workfare* et du « *travail gratuit* »[350]. Or, c'est dans la comparaison entre le bain social des « Français » et la piqûre de « l'assimilation » des « étrangers » que se donne le mieux à voir la dimension normative puissante du « cela va de soi », de la « culture ». Le cas français est sans doute le modèle le plus accentué de cette pression culturelle puisque, à la différence des pays anglo-saxons, l'identité nationale n'est pas dissociée des traditions culturelles. L'assignation à l'assimilation totale disqualifie ainsi *toutes* « *les spécificités culturelles des*

[348] Force est de constater que, de même qu'il existe un degré zéro de la collaboration (ce chapitre), il existe un degré zéro de la complicité des chercheurs (chapitre 1), prisonniers de leur paradigme fonctionnaliste durkheimien au sein duquel ils entonnent l'hymne de la gloire sociétale à tenir ses membres. Les assises statutaires n'y sont pas pour rien, sans parler de la « neutralité axiologique » mal comprise et du « refus d'être un prophète de chaire », autant de rappels à l'ordre qui est parfaitement entendu dans les petits mondes petits bourgeois de l'académisme dont le pôle bourgeois tient les rênes. L'irresponsabilité épistémique foncière de tous ceux qui prennent les rétributions stratégiques du social pour des valeurs sociales indiscutables (carrière, division du travail social, etc.) en reprenant la même terminologie que celle du social d'ailleurs, n'a d'égal que le continent de mauvaise foi qui est débité chaque fois qu'on les entend dénoncer vertement les « marxistes », les « militants cachés », « le pathos du ressentiment ». L'immense pesanteur tenant au fait d'être payé par l'Etat et d'exister statutairement par l'Etat n'est jamais pensée dans ses racines cognitives, celles qui cadrent le paradigme de ce qui est « scientifiquement » recevable.

[349] S. Di Cecco, *Le « sale boulot » de l'intégration. Travail et racisme dans les programmes de bénévolat pour personnes demandeuses d'asile en Italie*, Thèse de sociologie, Université Paris Diderot, 2021, p. 213.

[350] M. Simonet, *Travail gratuit : la nouvelle exploitation ?*, Paris, Textuel, coll. « Petite encyclopédie critique », 2018.

communautés immigrées »[351]. Les marquages idéologiques des politiques françaises sur les immigrés convergent vers une sorte d'expérimentation sociale permanente autour de l'imposition paradoxale d'un cela va de soi français, en pratique impossible mais révélateur des dimensions normatives et violentes d'une banale culture dans laquelle, selon des coefficients de perméabilité variables (on pense aux Bretons ou aux Basques), baignent les « Français ». En ce sens, la trahison s'invite toutes les fois où les prolétaires « français » reprochent aux prolétaires « immigrés » leur présence, leur « accoutrement », leur moindre intégration ou leur usage des prestations sociales, au même titre que les premiers prolongent ce rôle de zone grise en s'en prenant à leurs pairs tombés dans « l'assistanat ». Sans que ce phénomène ne soit concerté – c'est ce qui s'appellerait alors le fonctionnalisme du pire – les ouvriers « français » rejoignent ainsi les attentes des dominants aux postes dans l'Etat et dans la grande industrie. C'est en cela qu'ils deviennent des collaborateurs, tout en étant pour partie des acteurs non contrôlables, comme on le voit bien dès que leur vote protestataire dérive vers l'extrême-droite ; ce qui n'est donc pas étonnant dans le modèle français « confusionniste » selon D. Schnapper[352].

L'ingurgitation d'une « culture » dans les vécus géographiques, la vie de famille, l'inculcation scolaire, la propagande des médias, les assauts symboliques des élites politiques, signifie l'incorporation impensée de normes plus ou moins instrumentalisées par les élites où *s'appliquer* signifie collaborer au maintien du « système ». L'exposition permanente aux messages des dominants dans une réitération circulaire scolaire[353] ou médiatique bloque l'accès à des sources alternatives de sens (radios contestataires, expériences différentes des cultures, science sociale critique, art dénonciateur, etc…). Cette extorsion de soumissions aux apparences de la loyauté et, mieux, de « l'intégration sociale »[354], dérive d'une submersion de produits symboliques (famille, école, médias, dont les mille émissions TV sur les faits divers, la vie des Stars ou des personnes

---

[351] G. Noiriel, *Etat, nation et immigration, op. cit*., p. 70.

[352] Citée par G. Noiriel, *Ibid*., p. 70 et p. 357.

[353] Dans mon atelier doctoral où je formais sommairement des doctorants à la démarche basique de l'ethnographe, l'enjeu premier était de traquer les zones profondes de ce cela va de soi. Plusieurs exercices étaient proposés, certains renvoyant aux inputs scolaires jamais interrogés par la plupart des Français. Dire, par exemple, que Christophe Colomb a *découvert* l'Amérique, c'est s'asseoir sur 3000 ans d'histoire caribéenne, ignorer les peuples vivant originellement sur ces territoires, dont les indiens Arawaks qui furent exterminés par les soldats et colons français (et anglais, et hollandais, et espagnols…). C'est non seulement produire l'idée que la terre était vierge (alors que les élites françaises laissent rappeler que les Américains ont exterminé leurs indiens), que la venue était sympathique en tant que découverte quasi-scientifique, et essentielle du point de vue de la richesse et de l'extension de l'Europe « moderne », mais c'est réactualiser en permanence le fait que les Occidentaux, les « Blancs » disposent d'une sorte de droit souverain et universel à se balader partout sur cette terre, ce qui est sans cesse attesté par les cohortes de touristes, d'aventuriers et de voyageurs routards qui essaiment de par le monde, les visas étant automatiquement acquis, sauf peut-être pour Israël très méfiant à l'égard des militants du monde entier qui viennent pour lutter en faveur de la Palestine. Bien plus, c'est ce droit à se présenter partout qui légitime la venue banalisée des nouveaux colons, les Métropolitains qui, venant de « l'Hexagone », se déploient sur les îles de « l'Outre-mer » sans jamais s'interroger sur les effets politiques d'une telle migration, en lien structural avec la migration des peuples colonisés vers « l'Hexagone ». Ce double flux, proprement colonial et désormais néo-colonial compte tenu de diverses transformations politiques (dont la démocratie et les droits, comprenant « l'égalité juridique » tant raillée par le premier E. Glissant), est, bien entendu, totalement baigné dans l'imprégnation et les évidences propres au sens commun dominant. Les métropolitains étudiés à la Martinique n'y échappant pas, aucun des enquêtés se considérant mal à l'aise en vivant dans le second espace impérial au monde. P. Bruneteaux & O. Pulvar, *Les métropolitains à la Martinique. Une migration de confort*, *op. cit*. Combien d'enfants, en France, ont presque hurlé « 1515 » ou « Marignan » à l'énoncé du nom de François 1er ? Or, qui sait que les batailles menées en Lombardie ont été d'une cruauté digne des pires génocides ? Que faisait la France en « Italie » ? Pourquoi célébrer un roi qui lance des guerres ? Que signifie fabriquer une « nation » en s'adossant à des actes de barbarie ? Les concepteurs des manuels scolaires, sous la IIIe République, savaient parfaitement que la célébration des dominants, de leurs guerres, étaient bien plus importants que le rappel de l'existence de rois honnis par un régime encore inquiété par les aspirations royalistes. En préparant la revanche, il s'agissait -et c'est toujours encore le cas- de produire un cerveau banalisant le service militaire, de légitimer le fait de prendre les armes pour aller tuer « un ennemi ». L'histoire enseignée dilue un sens commun de la polarisation qui fabrique le sentiment d'appartenance à la nation en s'opposant à d'autres, ce qui permet, dans le tour de magie, de faire disparaitre les intérêts propres des dominants dans ces affaires diplomatiques puis guerrières.

[354] Toute la sociologie française repose sur l'évidence de la nécessaire « intégration sociale », qu'elle soit assurancielle ou assistancielle. Quels que soient les spécialistes de la question sociale, les mêmes impensés autour du cadre minimaliste républicain fourvoient le lecteur quant aux possibilités politiques de résoudre cette question des « pauvres ». Quelles soient les variations des politiques publiques, les mêmes pré-requis sont mobilisés, comme si l'académisme équivalait à du clonage, de Castel à Paugam, de Pichon à Astier, de Gardella à Lévy, toutes et tous roucoulant dans les catégories dicibles de l'Etat social et la nécessaire intégration sociale. Pour un exemple parmi d'autres, I. Astier, *Les nouvelles règles du social*, Paris, PUF, 2007.

ordinaires, les pseudos débats) ; lesquels forment un ensemble de violences symboliques[355] qui, pourtant, apparaissent en raison sociale comme une « culture » revendiquée, des « valeurs » assumées, autrement dit une reconnaissance de « biens » symboliques. Cette perspective, dont l'apport est incontestable, oublie de traiter, par l'accent mis sur l'imposition méconnue de l'arbitraire des dominants, la fameuse question des « marges de jeu » au sens de la mécanique, abordées dans l'avant-propos. Penser la collaboration, c'est penser *les jeux différenciés d'adhésion*, ce « *coefficient de perméabilité* » abordé par E. Goffman dans *Asiles* qui contextualise les « choix », les orientations, les trajectoires, les bifurcations, en fonction des expériences concrètes dans les différentes boites sociales que sont les organisations. La domination symbolique ainsi restituée au travers de toute une batterie de concepts (méconnaissance/reconnaissance ; habitus ; domination, *illusio*, etc.) omet de soulever, de par sa généralité, *les différences observables chez les dominés,* lesquelles se résument entre les deux extrêmes des restants et des partants, des affiliés et des refusants, des alignés et des déviants[356]. Dans une même existence, une personne – on pense aux criminels repentis – peut se définir socialement comme une balance entre les poids conformistes et les poids dissidents. En proposant une sociologie du temps de paix où les situations des uns et des autres sont considérées comme équivalentes, le sociologue béarnais peut poser comme principe que, « *lorsque l'histoire faite chose et l'histoire faite corps s'accordent parfaitement, comme chez le joueur de football, les règles du jeu et le sens du jeu, l'acteur fait exactement ce qu'il a à faire, « la seule chose à faire », comme on dit, sans même avoir besoin de savoir ce qu'il fait* »[357]. Or, Bourdieu assène à tous les dominés un principe de fonctionnement qui ne montre pas ce « coefficient de perméabilité », à savoir aussi bien les *réversibilités* que *les variations d'intensité* selon les individus dans une même position occupée. Une gamme variée d'indicateurs confère à chaque sujet social une idiosyncrasie que l'on peut appeler l'habitus individuel, lequel doit, quand on pense les classes populaires, être peaufiné à la lumière de cette tension permanente entre l'alignement et la dissidence, dont la complexité est travaillée à l'aune des cultures locales, des types d'emploi, des histoires familiales, des événements marquants. Les profilisations individuelles ne sont jamais en vol libre car elles sont comme collées et décollées des positions de classe, lesquelles ouvrent sur une multiplicité d'expériences, de rencontres, de préférences. Pourquoi, dans une même famille prolétaire, se découvriront un ouvrier d'usine et un bandit, un éducateur et un zadiste, un policier et un routard ? Variations qu'un auteur comme B. Lahire s'emploie davantage à prendre en compte en proposant un approfondissement du cadre théorique de l'habitus. Dans son ouvrage *La culture des individus*, il s'attache précisément à relever, à partir de l'individu justement (et non de la structure ou du champ), tous les points de bifurcation, de recomposition, de versatilité, d'opportunité qui affectent la vie sociale microsociologique des acteurs dans leurs choix culturels souvent mixés et dans les morphologies imposées (notamment la place dans les fratries et tous les effets associés au genre, à l'âge, aux vécus internes familiaux). L'être social est cet être individué, happé par les logiques du temps présent, les contextes des multiples moments d'un jour donné, les situations pesantes de la vie concrète ici et maintenant comme les « événements », les drames ou les crises. Prisonniers des logiques de la vie quotidienne,

---

[355] A l'opposé de cette sociologie critique insistant sur la domination, on peut trouver tout le fatras d'académiciens conformes qui, telle Régine Pernoud, peut lâcher sans craindre du ridicule, qu'au Moyen Age, « *jamais les contacts ne furent plus étroits entre les classes dites dirigeantes -ici les nobles- et le peuple : contacts que facilitent la notion du lien personnel* ». *Lumière du Moyen-Age*, Paris, Grasset, 1981, p. 51.

[356] Cette ambivalence est rapportée par M. Kuhlmann et M. Schumann : « *Les ouvriers coopèrent avec l'entreprise, participent au progrès de la productivité et développent une représentation propre en termes d'experts ès rationalisation. Pour autant, ils n'abandonnent pas la distance critique qu'ils manifestent par rapport à l'entreprise « capitaliste » et, dans une certaine mesure, cette distance guide leurs actions. On observe alors une structure double : d'une part avoir une représentation de soi comme expert conduisant à vouloir faire siens les objectifs de l'entreprise, à affronter ensemble la concurrence extérieure, d'autre part persister à se considérer comme inférieurs dans l'entreprise* ». « Que reste-t-il de la solidarité ouvrière ? » *Ethnologie française*, 2001/3 (Vol. 31), p. 477 à 491.

[357] *Questions de sociologie*, Paris, Editions de Minuit, 1980, p. 74.

les dominés vivent en situation une oppression dont l'intensité est d'autant plus forte qu'elle se joue dans le temps présent, dans la « lourdeur » des interactions tenaces, des situations « pesantes », d'où paradoxalement le poids des crises ou des ruptures situationnelles au cœur de cette immanence de l'acteur où s'invitent les urgences, les fatigues, les ripostes, les pauses, les jouissances, les fuites, les combines, les secrets :

« Il est assez surprenant de voir comment la tradition sociologique qui met l'accent sur le « poids du passé » peut, en fin de compte, négliger le rôle de la situation présente qui « décide » pourtant souvent de ce qui du passé, va ressurgir et agir au cœur de l'action présente. Il suffit d'ailleurs de penser à ces schèmes qui ne trouvent plus, pour des raisons de transformations sociales radicales ou de transplantations individuelles plus ou moins forcées d'un univers social à un autre, les conditions de leur actualisation heureuse, harmonieuse, pour rappeler ou se convaincre de l'importance de la situation présente »[358].

Si l'on transpose le point de vue de B. Lahire au monde de l'entreprise[359], la structure se liquéfie en myriades de logiques situationnelles où se jouent les pivotements d'une position à une autre, les infléchissements, les changements d'alliance. Les pesanteurs de l'atelier – en tant que segment premier d'une institution, l'usine (chapitre 4) dont on saisit pleinement les logiques de marquage en situation- constituent paradoxalement le creuset de scènes multiformes ou se composent et se recomposent les alliances entre ouvriers et encadrement. Dans l'espace-temps serré et contraint de l'usine, jour après jour, sous les lumières permanentes et insidieuses des surveillants et de leurs rappels à l'ordre, on comprend mieux comment opère en pratique ce que le sociologue décrit comme force agissante du contexte, sans qu'il soit nécessaire de se rapporter aux origines sociales, aux appartenances de classe et aux socialisations précoces :

« Cela signifie très concrètement – on pourrait presque dire politiquement – que les situations sociales (des plus formelles et institutionnelles aux plus informelles) dans lesquelles nous vivons constituent de véritables « activateurs » des abrégés d'expériences incorporés que sont nos schèmes d'action ou nos habitudes et que nous dépendons ainsi fortement de ces contextes sociaux (institutionnels ou non) qui « tirent » de nous certaines expériences et en laissent d'autres à l'état de gestation ou de veille. Changer de contexte (professionnel, conjugal, familiale, amical, religieux, politique…), c'est changer les forces qui agissent en nous »[360].

Ces réflexions aident à penser le poids des contextes organisationnels [espace urbain ou bassin d'emploi (chapitre 3), entreprise, (chapitre 4 et 5), situation de guerre coloniale, (chapitre 8) ou des opportunités de rencontre (bifurcations vers les métiers du contrôle, chapitre 6 et 7] dans les définitions sociales des acteurs en faveur ou contre l'ordre établi. Pour autant, ni chez B. Lahire, ni chez d'autres « modulateurs », la dimension de la complicité n'est abordée. Les propos de B. Lahire demeurent pourtant bien abstraits pour qui veut comprendre la chair concrète de la loyauté, au cœur d'interactions complexes où se trament des luttes, des résistances, les préparations de grève ou des négociations diverses quand d'autres assument les rôles d'espion, de perturbateurs ou de faux militants cherchant à orienter les salariés dans le sens du patron. Que Bourdieu ne veuille pas moduler ses analyses en tenant compte des *cultural studies* (surtout P. Willis et R. Hoggart), des recherches marxisantes américaines (de D. Roy à M. Burawoy[361]) ou du paradigme scottien, indique

[358] B. Lahire, *L'homme pluriel, op. cit.*, p. 91.
[359] Mais on aurait pu tout aussi bien évoquer les luttes contre le fayotage des enfants de prolétaires étudiés longuement par P. Willis, *L'école des ouvriers*, *op. cit.*
[360] B. Lahire, *L'homme pluriel, op. cit.*, p. 101.
[361] Ce qui est d'autant plus étrange que M. Burawoy propose une théorisation du consentement dans l'usine qui s'aligne sur la notion de capital symbolique. P. Fournier, « Deux regards sur le travail ouvrier : à propos de Roy et Burawoy, 1945-1975 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 115, décembre 1996, p. 80-93. Si l'auteur, commentant les deux sociologues américains ayant travaillé en usine, s'intéresse bien à la question de la

une tendance à l'homogénéisation essentialiste des classes populaires, alors même qu'il avait sous les yeux un travailleur OS capable de jouer les meneurs charismatiques devant 5000 ouvriers en grève en 1981. Les relations entre le prolétaire C. Corouge et le sociologue M. Pialoux, pendant plus d'une trentaine d'années, ont montré la multiplicité des profils des travailleurs, leurs divisions internes, les capacités différenciées de mobilisation, les phases d'abattement et de reprise des luttes chez un même individu, sans oublier les flottements dans les capacités d'agir, les faiblesses conduisant à des tentatives de suicide ; ce que P. Bourdieu suivait pourtant de près en encourageant même M. Pialoux à persévérer dans la compréhension de la spécificité de ce représentant insolite des ouvriers[362]. D'ailleurs, les violences symboliques étaient aussi produites au sein des organisations ouvrières, notamment « *l'excommunication* » (c'est son propre terme) de C. Corouge du Parti communiste et de la CGT, le rebelle OS révélant des informations de coulisses sur les petits arrangements entre les syndicalistes et le patronat (dont des aides financières pour accéder à la propriété, un indicateur clé de la collaboration). On a là encore un exemple éloquent de complicité des dominés institutionnels envers les élites patronales locales explicitées par un OS dont la conscience de classe transpire dans les duels analytiques menées avec le sociologue M. Pialoux. L'empire de la dénonciation, de la délation, de l'auxiliaire, où C. Corouge excelle dans l'examen des menus chez Peugeot, ajoute encore aux variations « ordinaires » de comportement dans les classes populaires du fait des conséquences lourdes -et des « *fautes lourdes* » dit le code du travail- qui menacent l'existence des gens démunis des blindages que sont les capitaux ou les pouvoirs[363]. C'est ce à quoi conclut R. Sainsaulieu au terme de ses investigations sociologiques et ethnographiques dans les entreprises, au cœur des ateliers de production :

> « Conclusion : relations humaines et travail ouvrier.
>
> Le milieu quotidien du travail est un centre d'échanges humains où des habitudes de relations finissent par se prendre. Mais entrer en rapports de travail avec un chef, un collègue ou un subordonné, c'est une séquence de rapports stratégiques plus vastes ou chacun, de façon plus ou moins consciente, édifie et recompose en permanence la défense de ses intérêts dans un monde de coopération totale impossible. Les moyens de contrôle que chacun possède sur telle ou telle incertitude dans la situation deviendront alors d'utiles atouts dans les relations de pouvoir, qui vont ainsi former la trame des *alliances* (sic) au sein du système social des rapports humains de travail (…) Un refus stratégique de s'engager

---

« *coopération des travailleurs, sur les raisons de leur participation à l'ordre productif* », l'approche n'est pas pour autant structurale, relationnelle. Elle oublie la chaine des relations, le « liannage » subtil autorisé par des hiérarchies formelles et informelles, notamment des allégeances discrètes voire secrètes (comme celle du mouchard) et des postes spécifiques de contrôle, avec toutes les modalités possibles de l'attachement. A contrario, les dominants identifient correctement le « *traître* » (P. Fournier, « Deux regards… », *Ibid.*, p. 84), sous les traits de l'ouvrier qui freine, notamment en période de guerre, laquelle impose, selon le code de l'unité nationale, un engagement entier dans la production. Il est regrettable que les élites sachent parfaitement repérer et qualifier les acteurs dissidents quand la science sociale, de son côté, ne parvient pas à saisir le même phénomène du côté des auxiliaires du pouvoir. Or, P. Fournier analyse finement les différenciations entre ouvriers étudiées par D. Roy, notamment « les non-conformes » qui sont en fait les ouvriers refusant le freinage, alignés sur le respect du travail. Ces agents respectant l'encadrement étaient davantage des anciens ruraux, plus proches du modèle du chef d'exploitation. Ceux que l'on appelle les zélés se retrouvent donc parmi certaines fractions des ouvriers, plus conservateurs, plus proches du cela va de soi des normes établies, de la loi et des normes de la production. Par ailleurs, P. Fournier remarque que Burawoy se démarque de Roy en ce sens que si ce dernier s'intéresse à la limitation de la production, le premier se penche sur le phénomène de l'obéissance en tant que tel. Et il indique que, à trente années de distance, « *la coercition exercée par l'encadrement* » a diminué, ce qui expliquerait un plus fort consentement des ouvriers moins brimés. Tous loupent en quelque sorte la variable « zone grise » dans leurs explications, quoique la frôlant par moments. Tout le tissu social des emprises et des pressions à la coopération demeure une boite noire. En affirmant d'entrée de jeu que « *la contrainte hiérarchique n'explique pas tout* », la focale est mise sur l'ouvrier, ses stratégies, ses affiliations de façon culturaliste. La limite du travail ethnographique en immersion momentanée sur quelques mois s'observe au fait de s'inscrire dans une analyse où les effets de violence en institution totale ne portent pas sur une courte durée, où le poids coercitif des délateurs et autres chronométreurs ou chef d'équipe ne se ressent pas ; comme si finalement, tout n'était qu'un jeu avec ses prises de notes, ses observations distanciées, ses pratiques en décalage, l'absence de toute identification au monde ouvrier. En se concentrant sur la culture interne des ouvriers en atelier, sur la concurrence symbolique autour de l'honneur « d'y trouver son compte », d'être à la hauteur, de gagner en prestige aux yeux des autres, les auteurs manquent le phénomène dont on parle.

[362] Les coulisses de cette relation sont restituées dans cet article : S. Beaud & M. Pialoux, « Ethnographie ouvrière et sociologie. Faire équipe », in P. Encrevé et R.M. Lagrave, *Travailler avec Bourdieu, op. cit.*, p. 111-117.

[363] Ces variations peuvent être si importantes qu'elles qualifient alors parfois tout un ensemble social, à l'image de ces paysans bourguignons élevés tout au long du XIX[e] siècle dans la distance à l'Etat parisien : « *Echapper à l'obligation scolaire, disparaître devant la conscription militaire, voilà des jeux enivrants qui préparent à ces mystifications majeures, comme la fraude fiscale, qui sont le sel de l'existence et qu'un homme avisé peut, et doit, prolonger jusqu'à sa mort. Organiser sa vie dans le but de tromper « les autres », d'échapper au commun, d'être à volonté en état d'exception, ivresse incomparable. Cela se cultive dès la plus tendre enfance, avec le petit braconnage enfantin et le plaisir de piéger les bicornots. Avouons, frères Bourguignons, qu'avoir une autorité à tromper, un censeur à mystifier, un contrôleur à frauder, stimule bigrement notre esprit* ». H. Vincenot, *La vie quotidienne des paysans bourguignons au temps de Lamartine*, Paris, Hachette, 1976, p. 218.

dans les rapports humains avec les collègues du travail conduit à une position de *retrait* (sic) du groupe des pairs et de forte dépendance à l'égard de la personne des chefs officiels, qui polarisent alors un vaste contingent de relations affectives de compensation[364] de tout ce qu'on s'interdit de vivre quotidiennement avec les collègues »[365].

Ce que nous dit ce texte ouvre le champ des possibles dans un des lieux centraux de la vie sociale. Entre le marteau et l'enclume, entre les pairs et tout le spectre de la hiérarchie, les combinaisons des formes pratiques de relations instaurées par les salariés autour de leur « poste de travail » sont multiples, en tensions, dans cette équation personnelle où l'intérêt personnel croise le fer avec les enjeux collectifs. Dans chaque entreprise, dans chaque atelier, se nichent des configurations mêlant des habitus spécifiques, dessinant un paysage particulier d'ouvriers et de chefs où les histoires locales ne font que complexifier encore les formes de la « coopération ». Les définitions de la situation, les propriétés des contextes, liées à ces micro-groupes connectés dans les interactions d'atelier, dans les histoires locales et régionales[366] dans lesquelles baignent ces entreprises, ajoutent leur poids spécifique aux grandes déterminations sociales où se déploient plus distinctement les rapports de classe. Pour chacun de ces milliers de contextes d'atelier, « *le coefficient de perméabilité* » joue pour chaque acteur en prise avec les autres individus du secteur considéré. Et ce sont dans ces micro-rapports de force que l'on peut saisir comment un ouvrier peut basculer vers « *la grande souplesse tactique* »[367] le conduisant à fricoter avec le chef d'équipe ou à devenir lui-même un mouchard. Ce que R. Sainsaulieu soulève comme contrepartie à la trahison, « *les relations affectives de compensation* » « *à l'égard des chefs* » n'est rien moins que l'étude nécessaire des capitaux alternatifs et des mécanismes quasi-anthropologiques d'accès à une certaine liberté de mouvement qu'on appelle aussi le pouvoir, en l'occurrence le pouvoir de manœuvrer, de bouger, voire de migrer, d'améliorer sa condition. Si les dominants peuvent surfer sur les pratiques des dominés, c'est que ces derniers les aident involontairement en cherchant à vivre mieux. Le tremplin porte avec lui la fonction d'auxiliaire. Le pouvoir n'est que la forme extrême de cette disposition anthropologique, comme processus et comme arrivée. S'il fallait une seule raison pour invalider tout complotisme ou le fonctionnalisme du pire, il faudrait rappeler que « l'intérêt » – dont la version extrême est d'améliorer son sort dans un camp de la mort- n'est que la face économique de la disposition humaine à ne pas souffrir, à vivre mieux, à avoir à sa disposition les réserves nécessaires au confort (de la grotte au château) et à se protéger de tout concurrent indésirable (des envahisseurs comme des envieux), notamment en créant « l'Etat » et les forces armées permettant d'assurer la sécurité « à l'intérieur » comme « à l'extérieur ». C'est sur cette base que les dominants des mondes modernes ont produit « le consommateur », petit chevalier des temps modernes, lequel, désormais, devient le modèle international des frustrations sociales tempérées par ces nouveaux accaparements. Ce combat pour « l'avoir » comme prolongation du corps à préserver et faire durer, pour soi, sa famille ou son groupe social – à commencer par le bourgeois – facilite grandement le travail social des puissants puisque la plupart des individus sur terre aspirent à améliorer leur « au niveau de vie », ces lignes changeantes des moyens acquis et à acquérir lors d'une vie ou à travers les générations. La collaboration ne s'obtient pas uniquement par des offres de trahison. Elle se lisse dans le déploiement de toute la gamme des facilitations qu'aspire à recevoir chaque strate de groupes sociaux. N'importe quel SDF dispose d'un téléphone portable, parce qu'il

[364] R. Sainsaulieu oublie bizarrement les relations matérielles de compensation : salaires ou primes, meilleure place moins pénible, incorporation dans un groupe de référence, carrière, etc.
[365] R. Sainsaulieu, *L'identité au travail, op. cit.*, p. 110-111.
[366] Le cas des Bourguignons précédemment évoqué est plus qu'éloquent.
[367] *L'identité au travail, op. cit.*

lui est plus facile d'améliorer son sort par cette prise directe sur le monde des objets que par l'intermédiaire d'une épargne monétaire fastidieuse pour l'acquisition d'un logement. Toutes les enquêtes françaises menées auprès des migrants indiquent ce rêve de construire sa maison au pays, de gagner suffisamment d'argent pour rentrer la tête haute, des Portugais aux Roms en passant par les Maghrébins ou les Roumains. Les migrations sociales peuvent être lues comme des processus de sauvetage en vue d'une meilleure condition sociale, laquelle passe aussi par une augmentation des pouvoirs sociaux, une moindre dépendance aux mondes ici-bas et à ses détenteurs, chefs de village, pères chefs de lignées, féodaux, patrons et boss de toute nature, notamment dans un cadre régional[368]. *La petite migration statutaire en usine* est inaperçue dans sa puissance d'évocation, celle d'une déprise (fin de la loyauté avec le groupe des pairs dans une condition servile où pèse toute la hiérarchie usinière) pour une emprise plus souple dans un cadre qui accorde une meilleure situation, a minima celle de délateur favorisé ou de petit chef d'équipe, au mieux « cadre maison » en « fin de carrière ». Les gratifications peuvent être statutaires (devenir un sous-chef, être intégré aux petits cercles du pouvoir et aux apéritifs du soir) comme matérielles (primes, poste « planqué », embauche d'un proche). La sociologie interactionniste – notamment les élèves de E. Hughes, à savoir E. Goffman, H. Becker et A. Strauss – a largement documenté « les marges de manœuvres » des acteurs pris dans la même situation. Pour E. Goffman, certains suivront les routines (notamment « *le monde du travail sérieux et collectivement organisé où les efforts de chacun s'engrènent à la demande des autres* »[369]), d'autres se projetteront dans un changement social qu'il appelle les « *lieux de l'action* »[370] au sein desquels les acteurs créent les « *moments de prendre des risques et de saisir l'occasion* »[371]. A l'opposé des routines et de toutes les contraintes dites fatales où « *l'existence est rangée* » et dans le cadre desquelles « *la société peut se servir de l'individu* »[372], Goffman insère paradoxalement dans sa sociologie fixiste des rites, les mondes de l'action où « *les individus ne craignent pas de monter en première ligne. A chaque occasion, ils sont prêts à mettre en jeu leur bien-être et leur réputation, à transformer toute rencontre en une confrontation* »[373]. L'incursion dans l'action est détaillée au travers des profils psychosociologiques que le chercheur américain passe en revue, notamment « *les marginaux qui ont peu ou pas encore beaucoup à perdre* »[374], mais aussi tous les forts « *caractères* » qui s'extraient d'un groupe donné pour tenter leur chance « *avec cran* » ou « *sang-froid* », cette « *capacité de s'en tenir opiniâtrement à une activité, au mépris des revers* »[375]. On voit bien comment appliquer ce modèle dans les situations d'atelier où certains ouvriers décideront, contre la loyauté au groupe, contre le freinage collectif, contre les tactiques de résistance commune, de jouer le jeu personnel consistant à assumer la nouvelle allégeance à la hiérarchie sans cesse orientée dans sa fonction d'aspirateur pour d'autres aspirations. Le même

---

[368] P. Ariès dévoile l'énigme de la chute de la natalité en Aquitaine. « *Cette chute est la conséquence du développement de la petite propriété au cours de la seconde moitié du XIX^e^ siècle* ». *Histoire des populations françaises*, Paris, Seuil, 1971, p. 23. Il montre que « *la tendance à l'embourgeoisement, à la propriété individuelle, n'ont pas été sans influence sur le développement d'un malthusianisme précoce* ». (*Ibid.*, p. 30). Il explique que l'appauvrissement de la petite noblesse densément présente de cette région et leur départ vers la ville ou la migration hors de l'Hexagone, a eu pour effet de créer un appel d'air pour les couches subalternes des anciens métayers « *que la soif de la terre rongeait depuis une ou deux générations* » (*Ibid.*, p. 27), lesquels se sont jetés sur les propriétés foncières convoitées. Le sens de l'adhésion à l'ordre établi, par le jeu de l'adoration des pouvoirs des autres, est sans doute le mimétisme conformiste -comme les sous-prolétaires bandits avides de BMW- qui participe le plus à la logique de base de l'alignement sur la norme sociale, à condition que celui-ci rime avec amélioration de son sort. La complicité a un prix. Il y a une économie politique de la loyauté. Et aussi une économie politique de la démographie puisque la petite-bourgeoisie, loi mondiale, fait moins d'enfants que les classes populaires et les classes supérieures (il en est de même des consommations d'alcool). Tout faire pour réussir dans le monde devant soi, celui qui s'offre en escalier, à l'instar des rats de H. Laborit. Améliorer sa position dans le jeu -ce qui a été au fondement du plaisir de vivre de E. Goffman dans les casinos et son soubassement matériel pour entreprendre sa sociologie- est la substance anthropologique de l'adhésion à la complicité.

[369] *Les rites d'interaction*, Paris, Minuit, 1974, p. 133.

[370] *Ibid.*, p. 121-225. « *L'action, célébration du libre arbitre* » (p. 175) et « *prise de conscience* » (p. 177).

[371] *Ibid.*, p. 131.

[372] *Ibid.*, p. 143.

[373] *Ibid.*, p. 149.

[374] *Ibid.*, p. 173.

[375] *Ibid.*, p. 179.

entrain peut se rapporter au détachement du groupe d'appartenance pour entrer dans une entreprise de sécurité tandis que l'on est un jeune de cité (chapitre 6). « *C'est au moment précis où la tentation de dévier est la plus grande que l'individu peut démontrer le plus efficacement la force de son caractère* »[376]. Des analyses fort comparables sont produites par A. Strauss[377]. La sociologie des bifurcations, des changements de posture ou de position des acteurs saisis en situation, s'inspire de l'interactionnisme en dévoilant ces variations partielles des individus aux prises avec leur profession ou leurs organisations.

Revenons à C. Corouge. Le sociologue de la domination, excellant dans la saisie du passage de la classe en soi à la classe pour soi, et du rôle afférant de spécialistes, de représentants parlant au nom des autres (la *fides implicita*), avait donc sous les yeux des acteurs dominés manifestant une grande capacité de création, d'adaptation, sans oublier certaines séquences hors normes : le fait, pour C. Corouge, OS « anti-appareil », de parler sans préparation devant 5000 ouvriers lors de la grève de 1981 qu'il contribua à lancer dans les usines Peugeot[378], est en soi une énigme sociologique pour tout Bourdieusien déployant les concepts de capital et des conditions de légitimité ou de félicité à « prendre la parole » et par la suite parler à une assistance captivée qui à la fois rigole et adhère au discours. Toute la base structurale des élasticités comportementales des acteurs appartenant à un même groupe « sur le papier » s'est donnée à voir de son vivant. Ce qu'il a accompli dans le versant « résistance », d'autres dominés l'ont pratiqué en sens inverse dans la collaboration. De la mobilité en posture de représentation à la mobilité ascensionnelle, de celle-ci aux postes d'auxiliaires directs des élites, il s'agit du même phénomène : sur fond de domination physique et symbolique, des dominés circulent, s'opposent ou se rétractent[379], contestent formellement ou négocient en coulisse de meilleures situations personnelles, freinent ou adhèrent, voire s'avancent en volontaires zélés. Si la pente de la collaboration a été paradoxalement minorée, c'est qu'elle est plus douce à vivre, puisqu'elle suppose de suivre le courant. A l'opposé, à l'image d'A. Théret[380], C. Corouge a été un meneur charismatique mais aussi un homme brisé, ayant succombé à plusieurs tentatives de suicide, dans une fluctuation radicale qui interroge nécessairement la sociologie de la reproduction et de la soumission aux verdicts sociaux.

Ce côté généralisateur du chercheur assignant indistinctement à tous les dominés la même « strate » symbolique est une facette connue de P. Bourdieu, et elle est rappelée par ses anciens collègues, dans l'ouvrage posthume qui lui fut consacré sur le mode du récit biographique intimiste[381]. Cette vision globale des dominés possédés par la « méconnaissance/reconnaissance », prisonniers du « choix du nécessaire » ou enkystés dans un habitus sans autre marge de manœuvre que celle qui découle de l'espace des positions ou du sens du placement, est donc fortement à moduler[382]. Si la domination et le capital symbolique fondent toute perspective actionnelle, ils n'en

---

[376] *Ibid*., p. 193.
[377] *Miroirs et masques. Une introduction à l'interactionnisme*, Paris, Métailié, 1992. L'auteur enfonce le clou de la subjectivité agissante en situation en développant les mondes de « *l'imagination* », du « rêve éveillé » et des « *fantasmagories agissantes* ». *Ibid*., p. 68 et s.
[378] Pialoux M & C. Corouge, *Résister à la chaîne. Dialogues entre un ouvrier de Peugeot et un sociologue*. Marseille, Agone, 2011.
[379] Deux portraits éloquents de hustlers, de sous-prolétaires à capital guerrier, sont dessinés finement par L. Wacquant et P. Bourgois, *Actes de la Recherche en sciences sociales*, n°93, juin 1992. On y décèle toute l'amplitude des choix, des bifurcations, des occasions saisies ou manquées, des alliances ou des défections de la part de ces rebelles qui, dans leur monde, sont des prédateurs dominants fonctionnant comme des chefs d'entreprise.
[380] *Parole d'ouvrier*, Paris, Grasset, 1978.
[381] P. Encrevé et R.M. Lagrave, *Travailler avec Bourdieu, op. cit*.
[382] J'ai tenté de proposer une dérivation possible de l'habitus au travers du concept « onirisme social ». *Les mondes rêvés de Georges. Fabrications identitaires et alternatives à la domination*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016. Toute une sociologie phénoménologique aborde la question des rêves éveillés, des espoirs, autre versant des frustrations qui favorisent la production d'une énergie sociale du désir de changement, laquelle est variablement mise en pratique, dans une tension entre fantasmes déclarés et passages à l'acte.

épuisent pas les mouvements possibles. Entre les ouvriers d'ateliers unis dans le freinage ou l'art de ne pas travailler d'un côté et, de l'autre, tous les fidèles au poste, il y a un spectre dramatiquement élargi à interroger ; quand bien même la plupart des compartiments sociaux de vie s'alignent sur le cela va de soi, le monde social est fait de ratés (faiblesses, arrêts maladie, suicides), de personnes qui se défilent (fuite, combines, migration), d'autres qui font face (action collective, « cran » goffmanien), enfin d'individus, les plus nombreux, qui recherchent toute leur vie l'amélioration de leur vie, s'invitant et étant invités à jouer le jeu des supérieurs. Il suffit de penser à l'éducation conservatrice des filles de K. Marx pour sentir ce bornage des zones de vie et l'existence de choix antinomiques chez la même personne. Les uns luttent comme ils peuvent tout en ayant intériorisé de larges pans de l'ordre social ; les autres sont tout autant socialisés à l'ordre économique tout en faisant preuve en revanche d'un zèle à contre sens. Les dominés ne collaborent pas « culturellement » ou « symboliquement » indistinctement au monde dominant. Un gouffre sépare différents milieux dominés, ouvriers ou paysans, travailleurs ou chômeurs, dans la réception de la culture légitime et dans l'usage qu'ils en font, quand bien même ils sont pris variablement dans des schèmes épousant les contours de ce qu'on attend d'eux. La spécificité des entreprises, l'histoire syndicale, les trajectoires géographiques du personnel recruté, les normes familiales, le poids du conjoint dans les discussions du soir à table, l'intensité des liens sociaux hors usine, les expériences de quartier, diversifient les effets de loyauté à l'égard de patrons soit définitivement détestés, soit vraiment respectés, soit perçus comme une fatalité avec laquelle il faut, avec les ressources données, faire bonne figure, en tentant ou pas, individuellement (zone grise) ou collectivement (syndicalisation) d'améliorer son sort. Cet effet de masse radicalement erroné, chez un Bourdieu plus alerte dans la détection des nuances dans l'objectivation des positions et prises de positions des « Grands » dans leurs champs respectifs (noblesse d'Etat, académisme, univers des patrons, champ artistique, champ littéraire, champ religieux) que dans la détection des conduites ambivalentes des dominés, l'a rendu aveugle aux mille déclinaisons de l'obéissance et de la résistance chez « les Petits ». En ce sens, il est patent que *La distinction* doit se lire comme un cadre global abstrait qui appelle des affinements nombreux plutôt que comme une analyse précise des modes de vie populaires. Or, cette vision légitimiste a tout de même comme limite majeure l'incapacité à saisir le sens pratique de la vie d'un dominé, tiraillé entre les sirènes de l'évidence à « faire son devoir » et les aboiements syndicaux ou politiques appelant à la lutte, quand ce ne sont pas les mille piqûres de conscientisation issues des tiraillements à pousser les jours sans pouvoir effacer les dettes et les harcèlements. Comme il y a mille façons de déserter ou de musarder, il y a mille façons de collaborer à l'ordre dominant, surtout quand l'initiative, le zèle, ou l'intérêt à sortir de sa condition commandent de faire plus que simplement « *rester à sa place tout en en pensant pas moins* »[383]. C'est donc dans *ces écarts d'engagements* que se joue la différence entre l'analyse bourdieusienne des positions dans le champ des entreprises, et l'analyse toute en tensions des personnes prises dans les déchirements dramaturgiques *qui ne sont jamais que des positions mais aussi des apories existentielles* continues dont une des voies d'apaisement consiste dans « les plus à gagner » au sein d'une forme donnée de collaboration. *La condition des dominés n'est justement pas une condition*,

[383] « *Les pratiques de résistance traditionnelles perdurent. Freinage : la première fois que Naïm adresse la parole à Lionel Duroy, c'est pour lui dire qu'il travaille trop vite. Mais l'exercice de la domination se heurte surtout à l'indifférence des ouvriers, jusqu'à la limite de l'affront. Lorsque le contremaître annonce à Naïm que Lionel Duroy va travailler avec lui, c'est à peine s'il lui répond. Distance sans résistance, refus de s'investir, de s'impliquer, de manifester plus d'intérêt qu'il n'est strictement nécessaire, refus de participation. Loin que la conscience professionnelle soit source de fierté, tout se passe ici comme si la sauvegarde de la dignité passait par le désintérêt affiché à l'égard du travail. Manifester de l'intérêt pour un travail aussi dévaloriser, s'identifier à sa tâche, ce serait accepter de se dévaloriser soi-même : la préservation de l'estime de soi passe par la mise à distance symbolique du travail* ». L. Duroy, « Embauché en usine », *Actes de la recherche en science sociale*, n°115, 1996, p. 38-47.

mais une mise sous tensions. Et quand on se penche sur les ethnographies des mondes sous-prolétaires, celles-ci sont largement faites de contradictions, de réversibilités, d'incertitudes, de coups qui font ruminer, de calibrage des esquives entre plusieurs options dans un monde où cohabitent plusieurs figures du prolétariat et du sous-prolétariat[384], et où il faut apprendre à nager, à éviter de prendre des coups, à assurer dans les épreuves de réputation, à s'engager pleinement dans les prises de risque, à préparer ses allégeances du mieux possible pour tenter de monter dans la hiérarchie de la délinquance, à être sur le qui-vive en permanence pour ne pas se faire prendre, et, aussi, à donner le change quand on endosse un rôle de patron et qu'il faut un fort sens de la diplomatie pour retourner des gars et passer de lieutenant à celui de boss en prenant la place du chef[385].

C'est la raison pour laquelle la théorie de la collaboration vient en appui du modèle de la domination symbolique et de la domination tout court en prenant en compte ces décalages autour de l'endossement de positions qui donnent une si mauvaise image de la vie concrète des classes populaires. Ces *effets d'écartèlement* sont à rapprocher des logiques de guerre puisque dans la guerre sociale, il y a des menaces, des risques de chute ou d'humiliation, des dégradations, des harcèlements, des assignations à choisir son camp, ce que l'analyse statistique ne peut montrer parce que l'expérience au jour le jour ajoute son lot de micro-déterminations au quotidien à gérer. En pratique, certains agents s'insèreront dans les organisations protestataires tandis que d'autres s'ouvriront aux sirènes de la soumission active ; complicité qui se décline en fonction de tout un ensemble de paramètres qu'il n'est pas possible de saisir sans suivre les individus concrets dans leurs contextes de vie.

La sociologie du traître, en tous les cas, reste à faire, même si elle ne peut être réalisée qu'en tenant compte des formes d'intérêt, d'attachement, de gratification qui font « passer de l'autre côté ». *C'est la raison pour laquelle il faut à la fois réaliser une sociologie des complices et une sociologie de la complicité*. L'une renvoie aux interactions dans les micro-groupes, focale locale du rapport de classe (chapitres 3 à 5, 8). L'autre vise la formation de groupes entiers, des organisations ou des institutions (intellectuels organiques, travail social, forces de l'ordre, pairs-aidants, chapitre 1, 6 et 7)[386]. Si la tripartition est structurale, propre aux formations capitalistes ou impériales, ses modes d'examen se situent en pratique dans cette double configuration, avec d'un côté celle des ateliers et des équipes, celle des situations précises où se réalisent les pressions, les menaces, les « relations » conduisant à des revirements de comportement pour « pencher d'un côté ou de l'autre de la barrière » ; et de l'autre la division sociale du travail conduisant à la formation et à la reproduction de groupes spécifiques issus des couches populaires assumant un rôle clé de médiation entre les classes, soit dans le contrôle, soit dans la répression. C'est ce que, pour la première dimension, F. Ewald a parfaitement restitué en rendant compte de l'autobiographie romancée d'A. Théret[387]. Plus qu'une préface de son livre, ce chercheur propose une théorie de la zone grise dans les grandes

---

[384] La coexistence difficile entre les travailleurs et les jeunes déscolarisés ou sans travail ou trafiquants s'offre, pour les tout jeunes, comme une sorte d'examen entre plusieurs tentations, dont celle, caricaturale, de gagner « le salaire d'un ouvrier » en une semaine tandis que la voix de la sagesse commande de persévérer à l'école.

[385] P. Bourgois, *En quête de respect. Le crack à New York*, Paris, (trad.) Seuil, 2005 ; T. Sauvadet, *Le capital guerrier. Solidarités et concurrence entre les jeunes de cité*, Paris, Armand Colin, 2006 ; S. Venkatesh, *Gang Leader for a Day : A Rogue Sociologist Takes to the Streets*, New York & London, Penguin Press, 2008.

[386] Le présent chapitre interroge la zone frontière entre collusion plus ou moins inconsciente et complicités « objectives », façonnées, matérialisées. Le chapitre 2 constitue une invitation à délimiter l'objet, la notion de degré zéro ou plancher relayant cette réflexion incertaine sur les complicités « socle » dans les mondes sociaux.

[387] Dans *Parole d'ouvrier*, l'historien propose une sorte de double, un ouvrage dans l'ouvrage, *La condition du mineur*, p. 7-60. Sur plus de 50 pages, le chercheur expose une théorie de la zone grise s'adossant à l'ouvrage de l'ouvrier objet de toutes les manœuvres imaginables du patronat et de tous les surveillants corrompant les ouvriers devenus des « *rouffions* ».

entreprises[388]. La recherche de docilité zélée de quelques ouvriers va de pair avec la production d'une méfiance généralisée au sein des travailleurs pouvant aller jusqu'à la recherche de destruction[389]. Cette terreur douce qualifie le type de normes en tensions se manifestant dans ce monde spécifique de la grande industrie entre la fin du XIX^{e} siècle et la fin des années 1970. Et c'est avec la fin des « rapports frontaux de classe » que l'on voit émerger une frange nouvelle d'intellectuels organiques au service de la « nouvelle société », celle de la « participation » qui culmine dans les années 2020 avec la généralisation de la qualification des salariés comme « collaborateurs » ! Cependant, avant que ne se déploie ce nouveau référentiel que résume l'expression « Toyotisme », la conformité au groupe de travail ne se libérait pas dans une banalité univoque du rapport au travail. Elle s'exprimait dans un climat que l'auteur désigne comme un pourrissement routinier où tout le monde vivait dans la peur de l'autre, du ragot, de la délation ; où le moindre comportement devenait suspect et susceptible d'enclencher une spirale de disqualification ; où les chefs d'équipe, les chronométreurs et les surveillants de la plupart des usines écumaient toutes les allées, presque tous les recoins des ateliers. La pression était si prégnante, dans les bassins miniers, que les surveillants parvenant à s'entourer de nombreux « rouffions » parmi les travailleurs, traquaient la moindre blague à l'encontre de la « direction ». La collaboration accède ainsi à la réalité officielle d'une désignation équivalente à celle du « fayot » ou du « mouchard », avec ceci de particulier que ce terme spécifique de « rouffions » identifie d'un point de vue émique la zone grise dans les mines et uniquement dans les bassins miniers. C'est dire que, dans certains espaces sociaux, le cela va de soi n'épuise pas la réalité d'une collaboration par adhérence impensée et incorporée au monde établi. Il est dépassé par une forme explicite plus dense issue du monde des opprimés. Elle colle à une vie professionnelle traversée de part en part par une explicitation sociale de la collaboration au cœur des opérations ordinaires en cours dans ce monde d'exploitation.

Que l'on ait affaire à des champs, des organisations ou des institutions, les places assignées aux acteurs sociaux ne préjugent pas des attitudes qu'ils auront à l'égard du pouvoir. Non seulement, parce que les effets de contexte sont déterminants, mais aussi parce que, en surimpression, *les crises ou les tensions viennent accentuer ces jeux d'interaction* où la dimension émotionnelle surcharge les pratiques qui y ont court. C'est uniquement dans l'épreuve de l'ethnographie que le scientifique accède à la raison pratique, les gens déclinant alors mille facettes dans des conjonctures aussi complexes, avec des points de rencontre où se jouent encore une multitude de déclinaisons des attachements ou des répulsions. Y. Raison du Cleuziou[390] détaille les modalités de l'adhésion dans une « institution en crise » et mentionne que la socialisation ne suffit pas pour penser les attitudes des agents :

> « Le dualisme entre l'acteur et l'institution laisse dans l'ombre les processus d'institutionnalisation, c'est-à-dire l'interaction entre l'objectivé et les investissements qui conditionne la production en pratique de l'institution. Les travaux sur les attitudes des acteurs dans les institutions en crise laissent pourtant percevoir que la question de l'investissement des acteurs dans l'institution est primordiale parce qu'elle montre que la définition des frontières de l'institution, et donc des critères d'appartenance, est un enjeu de lutte, surtout dans les conjonctures critiques »[391].

---

[388] Se reporter aux chapitre 4 et 5.
[389] Sur le sabotage, D. Pinsolle, *Quand les travailleurs sabotaient, France, Etats-Unis, 1897-1918*, Marseille, Agone, 2024 : https://agone.org/du-sabotage-comme-tactique-syndicale/
[390] « Des fidélités paradoxales. Recomposition des appartenances et militantisme institutionnel dans une institution en crise », in J. Lagroye & M. Offerlé (dir.), *Sociologie de l'institution*, Paris, Belin, 2010, p. 267-290. L'auteur rappelle au passage que, « *chez A. Hirschman, dans le domaine politique, la défection peut être qualifiée de trahison* ». *Ibid*., p. 268.
[391] *Ibid*., p. 269.

Si l'auteur ne pense aucunement la fabrication de la complicité des dominés dans une institution (l'usine capitaliste tayloriste, ou les fayots chez les moines…), il soulève utilement l'existence d'un jeu (au sens du roulement à bille), d'une distorsion, d'une élasticité, dans les modalités de l'adhésion exercée en pratique en relation avec les autres. La loyauté peut être passive comme elle peut être active, revendiquée, et devenir une fidélité *pro domo*. En distinguant entre « *la fidélité dans l'institution* » et « *la fidélité à l'institution* », il s'autorise à « *spécifier une forme d'investissement* »[392]. On peut tout à fait importer cette nuance dans les univers où se jouent les mécanismes de complicité, dont l'institution totale qu'il étudiait, le monde fermé des Dominicains. Ainsi, la docilité minimale des ouvriers ordinaires, assumant l'ordre usinier sans en être des défenseurs revendiqués, est à distinguer des fidélités à l'institution qui peuvent s'exprimer selon lui en dehors de l'appartenance à l'institution, notamment en situation de crise ; moment particulièrement dense où se matérialise le fait que « *l'habitus n'est pas l'instrument d'une reproduction mécanique. Car il ne peut échapper aux sollicitations des expériences multiples et des situations antagonistes* »[393]. Cette autonomie relève-t-elle de l'habitus tel qu'il est pensé par Bourdieu ? On peut en douter. Elle doit convoquer d'autres concepts, d'autres notions dans la mesure où la dualisation des choix se situe hors du système actuel de l'habitus enfermé dans une sorte de nasse de la systématicité homogène[394] tandis que les crispations incessantes et les turbulences affectant les dominés se donnent à voir dans des parcours radicalement opposés, des conflits ouverts entre pairs, mais aussi dans ces postures impensables chez les Bourdieusiens que sont les sorties de soi, les transfuges vers les « eux » (travailleurs sociaux, forces de l'ordre, chapitre 6) et tout le grisé des micro-pouvoirs des agents subalternes attentifs aux appels des sirènes du pouvoir car « caressés dans le sens du poil » (chapitre 4 et 7). La fidélité à l'institution ne permet pas uniquement de rendre compte des docilités actives hors de l'institution comme le souligne Y. Raison du Cleuziou en évoquant les « *tentatives de réajustement* » en situation de crise et de « *dissonance (…) quand les conditions structurelles de la docilité s'effritent* »[395]. Si l'auteur insiste, dans son propos, sur « *les subjectivités dissidentes* »[396], la même analyse valide les subjectivités complices. Le syndicaliste jaune, repéré ou retourné dans telle organisation de l'institution Peugeot ou Citroën dans les décennies industrielles, pourra poursuivre sa carrière hors de l'usine où il a commencé sa collaboration, en devenant par exemple membre permanent du syndicat traître CFT ou barbouze d'une milice comme le SAC. A l'heure du démantèlement du syndicalisme, des droits sociaux et des services publics (dont l'inspection du travail), le « new management » fait oublier que les patrons traditionnels peuvent reprendre du galon et réintroduire les formes les plus barbares de l'assujettissement mobilisant la zone grise[397] :

« Ils ont été mis à l'abri, loin des contremaîtres qui les faisaient travailler sous la menace. Ces saisonniers étrangers enrôlés pour les vendanges dans le vignoble champenois sont encore sous le choc de cet enfer. Ils sont une soixantaine de travailleurs migrants, sans papiers pour la majorité d'entre eux. Recrutés par Anavim, un prestataire spécialisé dans les travaux viticoles domicilié rue de la Paix à Paris. Rendez-vous pris porte de la Chapelle, ils sont montés à bord d'un bus, direction la Marne. Ils ont découvert des locaux insalubres. Lors d'un contrôle de routine, les gendarmes ont découvert des travailleurs affamés, épuisés. L'inspection du travail a dressé un constat accablant qui a conduit à la

[392] *Ibid.*, p. 270.
[393] *Ibid.*, p. 271.
[394] Le référencement, sur ce thème, montre que c'est *Le sens pratique* qui est le plus cité, et non pas *Méditations pascaliennes*, théorie plus nuancée dans l'exposition des variations possibles des choix des individus habités par des schèmes hétérogènes.
[395] « Des fidélités paradoxales. Recomposition des appartenances et militantisme institutionnel dans une institution en crise », *op. cit.*, p. 271.
[396] *Ibid.*, p. 272.
[397] Beaucoup de chercheurs pourraient effectivement s'empresser d'affirmer que tout cela est du passé, que l'esclavage industriel est terminé. La généralisation des embauches à temps partiel, la segmentation des phases de travail, la concurrence pour l'accès à l'emploi toujours contrôlé par le capital, le sale boulot délégué aux manutentionnaires des intérims bloqués dans le « on n'a pas le choix », la présence maintenue de toute la hiérarchie de la surveillance, le travail au noir, le recours à des migrants sans papier, parmi d'autres « reliques », n'en finissent pas d'exercer leurs effets délétères sur une solidarité ouvrière mise en pièce.

fermeture des lieux par arrêté préfectoral. « On partait très tôt le matin le ventre vide. A 13 h, ils nous apportaient des sandwichs avariés ». S'ils se plaignaient de la faim, des contremaîtres affectés à leur surveillance, dont l'un était armé d'une bombe lacrymogène, déchainaient sur eux leur colère. Ces vendangeurs trimaient 10 heures par jour ou davantage. Avec des cadences folles, sous les chaleurs accablantes qui ont causé la mort par arrêt cardiaque de 5 vendangeurs dans le vignoble champenois cette année. La patronne d'Anavim, une quadra née au Kirghizistan, (mobilisait) des hommes d'origine ou de nationalité géorgienne pour superviser ces travailleurs, faire pression sur eux. « Ils nous mettaient violemment au travail » soupire Kalulou. Ces encadrants aux pratiques d'hommes de main les ont suivis jusque dans l'hôtel où ils ont trouvé refuge. Le parquet a ouvert une enquête préliminaire pour hébergement indigne et traite d'êtres humains »[398].

La fidélité à l'institution est le premier degré de l'adhésion proprement politique au système dominant, sans forcément être encarté. C'est l'effet du « capital symbolique » autorisant Bourdieu à parler de la « complicité » des « dominés » dans la perpétuation et la reproduction des structures du monde dominant. L'amour zélé de l'ordre (chapitre 6) est davantage qu'une simple soumission incorporée dans l'habitus dont la fermeture ne peut être amendée par quelques hystérésis ou « habitus clivé ». Qu'on l'appelle « *désir* », « *rationalisation* » ou « *réflexivité* »[399], la docilité active signe une complicité autre que celle évoquée par Bourdieu, laquelle déborde la simple considération d'une reconnaissance non contrôlée de la légitimité de l'ordre social. Les nervis du patronat, par idéologie ou intérêt, ont choisi leur camp dans un rapport de force où la conscientisation des enjeux dépasse largement « le sens pratique ». Ils deviennent des chiens de garde, « sur leurs gardes justement », soucieux de veiller à ne pas « se faire avoir », entrant dans la sociologie de l'action de Goffman, faite de calculs, d'anticipations, de pièges à éviter, de coups à porter à l'autre, d'audaces dans des charges et des changements à introduire, peu importe leur vision du monde ou leurs valeurs relatives au capitalisme. L'intérêt individuel à améliorer sa position ne signifie aucunement adhésion aux valeurs globales du cadre dominant. Tout un spectre est possible, depuis l'illuminé enragé « qui y croit » – sur le modèle du jeune fasciste du GUD ou de l'UNI ou de Génération identitaire – jusqu'au cynique « qui se fait sa place ». D'ailleurs, Y. Raison du Cleuziou, presque en catimini, expose à la fin de son article un tableau qui pose clairement les choses. La fidélité se décline en une myriade de figures[400] dont la plus extrême, dans le sens de la dépendance à l'institution, est la « *collaboration active, l'allégeance* »[401]. Cependant, il n'en tire pas toutes les conséquences du point de vue du fonctionnement des relations entre des classes sociales opposées quand ces relations prennent l'aspect local d'interactions situées densifiées par le flot des communications, dont ces histoires partagées publiques et privées des « équipes » qui se cristallisent dans des identités et des identifications (rumeurs, expériences communes, ficelles, sobriquets et farces, etc.). En se cantonnant à l'étude d'une institution religieuse, il ne pouvait pas voir que la collaboration active, en usine ou dans le champ intermédiaire du contrôle et de la répression, a une portée éminemment heuristique du point de vue de la tripartition du monde social.

Devenir auxiliaire, c'est échapper au massacre, c'est jouir des gratifications associées au pouvoir sur autrui, c'est en fin de compte *être épargné en pouvant aussi épargner*. *La complicité est une des formes de la capitalisation*, une variante du capital social appelant le capital économique et le capital symbolique, en tous les cas un mode d'enrichissement qui s'oppose au capital culturel davantage individué dans sa dimension scolaire. La remise de soi à un chef de clan – et il faut à ce titre comparer l'adoubement par le contremaître avec celui effectué par le chef de bande – permet

[398] *L'Humanité*, le 21 septembre 2023.
[399] « Des fidélités paradoxales. Recomposition des appartenances et militantisme institutionnel dans une institution en crise », *op. cit.,* p. 271.
[400] « *Le silence contestataire, la défection interne, le double jeu, l'indifférence, la délégation et la collaboration active* ». *Ibid*., p. 290.
[401] *Ibid*., p. 290.

l'économie du travail personnel d'accumulation des compétences. Tout porte à croire que les complices sont aussi celles et ceux qui, appelés par les sirènes du maître, cherchent à aller au plus vite dans l'accès à une meilleure position. L'assujettissement négocié entre loyauté et trahison est ainsi un élément essentiel dans le fonctionnement de la vie sociale. Le « coefficient de perméabilité » devient un indicateur central du concept de « coopération ». Ce coefficient doit être étudié dans chaque champ, dans chaque région, dans chaque entreprise, dans chaque activité, dans chaque famille, bref dans l'étude de chaque parcours. C'est au carrefour de toutes ces histoires qu'émerge finalement un membre des classes populaires orienté vers la « mobilité sociale » en toute bonne conscience (sur les enfants d'ouvriers devenant policier ou militaire, chapitre 6) ; comme, de la même manière, un identique habitant de cité populaire se retrouvera embarqué dans la dissidence, le prélèvement à usage privé des biens d'autrui, la professionnalisation dans le crime, avec tout un dégradé de division du travail social « déviant » et de division des visions légitimant la position acquise dans l'autre monde[402]. Si la zone grise est autant invisible dans nos mondes « pacifiés », c'est qu'elle est d'abord et avant tout intraçable si l'on mobilise les cerveaux apaisés des fonctionnaires d'Etat circulant de colloques en congrès, de séminaires en conférences, tandis que seuls une minorité portent les voix des opprimés dans ce qu'elles trahissent de soumission désespérée, de courses pour se projeter sur le cheval gagnant ou de luttes pour vivre autrement.

Tout un pan de la sociologie critique a, avec audace, refusé cette connivence académique qui se dévoile dans le ton feutré des articles ou des livres, même quand on parle des camps ou des génocides ; la sociologie critique a refusé ce tropisme durkheimien de révérence à l'égard de l'Etat républicain, sa « solidarité » de juste milieu typique de la social-démocratie où tout se résolve en pot de fin de soutenance amical et désenflammé. Proposer une sociologie des « salauds » serait pire qu'une imposture, une forfaiture appelant des sanctions, des limitations dans l'exercice professionnel, des renvois. Ce sens commun pétri de normativisme imprègne la science sociale de façon religieuse au point de toujours chercher les tranquilles régularités, les sourdes tendances, les sereines cultures, les amusantes modes, les sérieuses pratiques collectives, les logiques statistiques silencieuses à l'œuvre, les lois d'un milieu, les cultures d'un groupe. L'ambivalence, l'hésitation, les torsions, les tortures de l'âme, les déchirements, les revirements, les compartiments contradictoires sont relégués devant l'évidence de ce qui prend place, de ce qui est statique position, description de cadres, confirmation d'un fonctionnement. La zone grise tout au contraire se lit dans l'incertitude des lendemains, elle se déploie dans un contexte d'urgences, de négociation des possibilités d'améliorer son sort, de gravir quelques échelons, de trahir sans trop de « pots cassés ». Sur combien de cadavres faut-il marcher pour arriver au pinacle quand l'ouvrier devient chef d'équipe, quand le résident sous-prolétaire devient « pair-aidant » salarié ? La science sociale banalise la « méritocratie », la compétition scolaire, la lutte pour s'en sortir là où les autres déchoient dans la manutention au jour le jour chez Pôle emploi renommé France travail. La science sociale banalise un ordre social maculé de morts sociaux. *Contreattaque, Blast, Reporterre, Offinvestigation, Médiapart* et tant d'autres décrivent par le menu les mille manipulations à l'œuvre dans les mondes des élites, les primes des préfets alignés sur la « *feuille de route* » à condition de lâcher les forces de l'ordre, les impôts qui financent l'école privée, ces « *Stanislas* » dégoulinant de privilèges dans un

[402] Cette hiérarchie sociale des bandits et cette hiérarchie des perceptions de sa propre valeur en fonction de la place occupée dans la stratification délinquante est parfois reconnaissable par des marqueurs « officiels » ; tel que, par exemple, le niveau de la boite de nuit atteint dans l'espace des possibles d'une ville, ou celui atteint à l'intérieur d'une même boite de nuit compartimentée en zones ressemblant à des castes territorialisées, dont la frontière est tracée par l'accès à telle ou telle loge. M. Kokoreff et A. Grinbou, *Le vieux. Biographie d'un voyou*, Paris, Amsterdam, 2019.

apartheid choisi qui se dit « libre », les mensonges récurrents des élus confrontés aux investigations de journalistes de plus en plus sommés de se justifier devant la justice partisane. Une partition définitive sépare le journalisme de la science sociale, les scandales des régularités, les manipulations des pratiques culturelles, les assauts maffieux des politiques publiques. La science sociale banalise l'existant quand cet existant suppose, pour être maintenu, l'asservissement de centaines de milliers de victimes au « Sud », paysans affamés, pays dont on exploite les mines, dont on contrôle les dirigeants, alors que la science sociale hexagonale limite la construction de l'objet au « cadre national » et limite, du bout des lèvres, au « postcolonial », le droit de s'inviter à condition de n'exister que dans les limbes d'un passé révolu ne pouvant obséder que des mémoires à restituer.

Alors qu'un B. Pudal pourra sans craintes de censures évoquer « *les intellectuels engagés eux-mêmes dans le mouvement ouvrier* »[403], s'alignant sur tout un courant plutôt progressiste de chercheurs attentifs aux formes d'oppression en usine, comment comprendre les retenues de ce même monde universitaire à l'encontre de ses référentiels vénérés ? L'engagement légitime ne saurait être qu'externe, en faveur des dominés en lutte. Mais pourquoi les « engagés » ne portent-ils pas la lutte dans le système universitaire lui-même, dans les profils sociaux des sociologues ? Pourquoi si peu de recherches sont menées sur les complices du système (chapitre 2), sur les vieilleries académiques que l'on continue encore de célébrer en courtisans hagiographes de mythes pourtant réactionnaires ? Ni l'examen des pouvoirs et des capitaux, ni les commentaires sur l'exploitation ou l'aliénation n'ont permis de révéler les violences spécifiques du monde académique, les violences sexuelles, les petits chefs aux ordres, les sectes théoriques et les clones sémantiques, les pillages des travaux des étudiants ou les marchandages autour des carrières, les détournements des budgets, les coteries des sociétés savantes, les courtages machiavéliens en vue de prébendes, les expertises partisanes en vue d'accéder à des postes, les nominations par la clique sous couvert d'élection et des élections institutionnelles avec un seul candidat ? Bien plus, les travaux portant sur la pleine participation des universitaires aux logiques des élites n'existent pratiquement pas, la zone intermédiaire étant constituée par la morale républicaine de tous ceux qui défendent le « bras gauche de l'Etat » et « le service public » dans ce Durkheimisme bon teint[404], lequel accueille les discours retenus sur les pouvoirs, les allégeances étant évoquées sur un ton qui « brouille les cartes » (voir l'avant-propos). Quel sociologue peut se targuer d'avoir tenté de prolonger P. Nizan, si l'on excepte le premier Bourdieu et ses travaux décapants sur « *l'idéologie dominante* » incarnée par les modes de fonctionnement à Science-po dans les années 1970 ?

---

[403] B. Pudal, « Une prise de position dans la sociohistoire du communisme et du militantisme », in D. Nodier & M. Simonet, *Des sociologues sans qualité,* Paris, La Découverte, 2011*,* p. 27. Ou A. Bensa, « Ethnographie et engagement politique en Nouvelle-Calédonie », *Ibid.*, p. 44-61, parle de l'évidence à « *choisir son camp aux côtés des Kanaks* ». On pourrait parler aussi de la légitimité immédiate d'être féministe, pour la défense des minorités ou des pauvres dans le monde. Ce « beau rôle » masque la présence de tous les intellectuels organiques aux rôles et positions variés, comme les Tourainiens qui tentent de gérer la question sociale dans les banlieues du point de vue d'un « conflit constructif », comme les Bourdieusiens qui espèrent sauver les meubles du « service public » sans s'interroger au quotidien sur ce qu'ils défendent comme « service public », à commencer par ce qu'ils font dans leurs laboratoires et ce qu'ils ne défont pas alors qu'ils en appellent à la sociologie pour scander « ce que le monde social a fait, le monde social peut le défaire ». En quoi, dans ces milieux « critiques », dans leurs unités de recherches, le fonctionnement de la vie professionnelle des personnels administratifs, la vie des étudiants, doctorants et titulaires ont-elles été changées ? Quid de l'adaptation aux précaires ? D'une réforme des modes pédagogiques de transmission ? Des processus de travail dans les équipes ? Quand Bourdieu plaidait pour la cooptation, en quoi celle-ci se différenciait concrètement du capital social dominant ou des logiques clientélistes ? Les sociologues critiques ne sont jamais aussi prolixes que lorsque qu'ils objectivent les violences des autres, ce que le même Bourdieu appelait pudiquement « *la cécité croisée* ».

[404] Pour se faire une idée de ce durkheimisme bon teint chez les sociologues critiques, J. Heilbron, R. Lenoir, G. Sapiro & P. Pargamin, *Pour une histoire des sciences sociales, op cit.* Notamment, R. Lenoir, « Durkheim et la famille. Entre sociologie et politique », p. 27-45, qui rend hommage au fondateur de la science sociale et à sa lutte pour « l'autonomie » de la science sociale pourtant payée au prix d'une neutralité engagée pour l'Etat, Bourdieu s'étant toujours fait l'ardent dénonciateur des prophètes de chaires.

Les manuels qui se penchent sur « la socialisation » sont plutôt positionnés sur le versant « transmission fonctionnelle » que sur la pente « reproduction et dérapages ». Si les travaux d'un W. Lignier articulent la socialisation à la reproduction de la domination dès la petite enfance[405], ils demeurent alignés sur ce même courant fonctionnaliste du « monde qui marche ». Dans les manuels de science sociale, la question de l'incorporation des structures sociales est exposée avec la douceur du fonctionnalisme, des transmissions inter-générationnelles[406]. Et, surtout, la question de ce que les dominés en font est presque toujours agencée dans le sens d'une possible dissonance (conflits, absentéisme, texte caché), jamais dans le sens inverse d'un surinvestissement zélé en faveur de la hiérarchie. Les salauds n'existent pas en sociologie. S'il est légitime de célébrer la résistance - ponctuelle et pacifique- des subalternes, tout se passe comme si il était impensable d'imaginer de sombrer dans la pente inverse, et de prendre pour objet des acteurs associés à un phénomène de trahison. Car montrer l'achat de la paix sociale, les collusions et les soumissions larvaires, n'est-ce pas simultanément montrer un visage odieux de la domination et des dominants comme des dominés, donc de toute « la société » ? Le mot « société » est un mot doux, portant à l'apaisement, à l'idée d'une union. Si la sociologie des classes populaires indique clairement l'ambivalence structurale des dominés (eux et nous, le groupe des contres et les fayots, les soumis et les rebelles, les normalisés et les déviants), les courants de la recherche mettant en avant les classes sociales demeurent minoritaires et surtout, *ils montrent systématiquement les respirations sociales, non les contaminations ou les défaillances « contre-nature » offrant l'image peu sociale et peu morale de traîtres alors que la division du travail durkheimienne glisse sans honte sur la nécessaire coopération et intégration*. Il est vrai qu'une certaine histoire des sciences sociales a détourné pour longtemps les savants de l'examen sans concession des pouvoirs qui déterminent leur mode opératoire. Si l'assaut de ceux qui fourbissent les chars de la décolonialité a permis de révéler les conditions de travail impérialistes des anthropologues sur « leur » terrain[407], un exercice identique manque pour ce qui a trait à la sociologie ou même à l'histoire. Dans notre propre milieu, aucune recherche sociologique n'existe sur les relations sociales au sein des laboratoires d'un point de vue monographique. Aucun *covert research*, aucune étude sur les relations entre les directeurs de thèse et leurs doctorants esclaves pour certains promus au rang de lieutenant, n'ont à ce jour été menées. Un monde opaque, sans visibilité et qui ne cesse de parler de « sociologie de la sociologie », cela s'appelle le déni, l'auto-censure ou la stratégie bien comprise de « *dominants dominés* ». Il n'y a de science que de caché disait l'autre. C'est le bottier qui est mal chaussé…Bourdieu lui-même ne plaidait-il pas dans ses interventions pour un recrutement par cooptation ? Où est la sociologie des tractations en vue de nommer un

---

[405] *La société est en nous. Comment le monde social engendre des individus*, Paris, Seuil, 2023.

[406] C. Dubar, *La socialisation*, Paris, Armand Colin, 2010, p. 9 ; en évoquant rapidement Bourdieu puis en se concentrant sur toutes les théories consensualistes ; p 69 et suivant dans le chapitre 3 consacré à l'habitus, mais sans analyse précise de la domination sur les dominés. Dans tout le reste de l'ouvrage, la socialisation est hypostasiée, présentée comme un bloc, valant pour tous les groupes et toutes les civilisations, alors que le thème des classes sociales ou des fractures entre les groupes, à commencer par l'esclavage ou l'oppression des travailleurs n'est pas questionnée au regard des capacités à endosser le monde environnant ; on pense aux coups, aux punitions, aux régimes carcéraux, aux humiliations, aux dépendances, aux addictions, aux vengeances, autant de dimensions centrales jamais abordées. La socialisation est fonction du tropisme universitaire, pacifiée, langagière, évaluative, interactive. La relation de l'enfant à la famille, du jeune aux instances secondaires de socialisation, autorise cette réification, faisant fi des violences multiples qui sont autant au principe du refus par les assujettis, des cadres imposés, que du travail de soumission et de collaboration destiné à juguler les risques de rébellion de ces mêmes subalternes. La « construction sociale de la réalité » est un piège sociologique bien fait pour assimiler l'ordre établi à un simple transfert de valeurs et d'identités, brefs de contenus sociaux pour faire « société ». La phénoménologie, l'ethnométhodologie ou l'interactionnisme prolongent à leur façon les théories de la société, du lien social, qu'elles soient morphologiques, situationnelles ou individuées. L'unique page où l'auteur aurait pu parler de la collaboration est celle où il évoque la socialisation professionnelle et plus spécifiquement l'attirance pour les groupes de référence, un classique de la sociologie de la mobilité (p. 140). Mais rien n'est dit du fonctionnement des collectifs de dominants (usines, bureaucraties) visant à fabriquer ce « promus », donc cet auxiliaire. Tout se passe comme si la perspective demeurait individualiste, hors de toute stratégie de productions de socialisations secondaires professionnelles dans le sens attendu par les dominants.

[407] J. Copans, *Anthropologie et impérialisme*, Paris, Editions Maspéro, 1975.

universitaire au collège de France ? Les dominants dominés ont leurs zones grises, les manutentionnaires précaires qui zèlent pour atteindre un hypothétique statut devenant, dans le monde néolibéral actuel, une tendance lourde dans une concurrence de tous contre tous. Les débats sur la fausse conscience ou l'aliénation, appropriés par les marxistes, ont faussé le débat sur le plan strictement scientifique. Et encore aujourd'hui, le simple fait de penser les classes sociales fait déjà débat, voire problème[408]. La sociologie française et plus encore anglo-saxonne, a posé comme fondateur E. Durkheim et non K. Marx, le premier étant le père du lien social, de la solidarité et de la « coopération » dans « la société » :

« La thèse de Durkheim sur la socialisation est célèbre : 'chacun des individus est beaucoup plus le produit de la société qu'il n'en est l'auteur'. Par suite de la division du travail, l'individualisation progresse et la solidarité organique implique 'la coopération volontaire et non plus l'obéissance passive'. Il existe une socialisation adaptée assurant aux individus une éducation morale, c'est-à-dire l'intériorisation d'un 'corps de croyances et de sentiments communs'. C'est au cœur même de l'économie qu'il faut rétablir des formes de régulation et d'intégration morales qui permettront de vaincre l'anomie [Durkheim dit aussi 'empêcher la loi du plus fort de s'appliquer']. Le paradigme fonctionnaliste devient une version de l'individualisme libéral. L'un des obstacles majeurs à la prise en compte par les sociologues et historiens français [de l'entre-deux-guerres et des lendemains de la seconde guerre mondiale] du paradigme durkheimien tient au fait qu'elle s'opposait complètement à l'idée que les conflits sociaux -et donc la lutte des classes- puisse constituer un élément positif de la dynamique sociale. Or, pendant toute la III^e^ République, la gauche française et ses intellectuels [Dubar sort étonnamment du champ de la science sociale] notamment, tournèrent majoritairement le dos aux positions dites 'corporatistes' qui furent considérées comme foncièrement réactionnaires, puisque marquées du sceau de la 'collaboration de classe' »[409].

S'il a été possible, un jour, notamment dans l'entre-deux-guerres fortement clivée (Front populaire, guerre d'Espagne, montée des fascismes[410], collaboration implicite puis explicite avec les Nazis depuis 1938), de poser le principe de la lutte contre la « collaboration de classe », en épinglant le rôle éminemment fonctionnaliste de Durkheim, en 2024, cette perspective est complètement datée et usée pour les chercheurs « modernes » voire « post-modernes » qui trouvent presque vulgaire que l'on puisse encore, avec cette violence incompréhensible du chercheur aspirant à « régler des comptes », parler de la zone grise économique ou politique.

Le champ sociologique français, si ce n'est mondial, reconnait désormais Durkheim comme le fondateur de la sociologie « scientifique ». Aujourd'hui, ses thèses sur le lien social et la solidarité se retrouvent à chaque coin de phrase des chercheurs du « social », du social dans le social, que ce soit S. Paugam, N. Duvoux ou E. Gardella ; leurs ouvrages ne manquant surtout pas l'occasion de placer le mot « solidarité » dans leur titre, ce qui est le cas pour chacun d'entre eux[411]. La position politique des chercheurs se lit facilement (lire l'annexe sur E. Gardella) au travers des objets, mais avant tout au travers des cadres théoriques mobilisés et des termes employés. Si la solidarité est le maître mot idéologique du système politique actuel, quelle est la stratégie scientifique consistant à

---

[408] F. Schultheis, A. Frauenfelder, C. Delay, N. Pigot et al, *Les classes populaires aujourd'hui*, Paris, L'Harmattan, 2009. « *Comme le montrent Chauvel, Boltanski & Chiappelo, ce phénomène d'oubli des classes sociales se trouve à de nombreux niveaux. La thématique de la domination semble avoir petit à petit cédé le pas à la thématique de l'exclusion. A cet égard, au cours des dernières décennies, les producteurs du discours social officiel des sociétés occidentales ont réussi à euphémiser la question des inégalités sociales et à nier progressivement la pertinence de la notion de classes sociales qui constitue un objet essentiel, et pourtant largement impensé, des sciences sociales contemporaines* ». p. 11.

[409] C. Dubar & P. Tripier, *Sociologie des professions*, Paris, Armand Colin, 1998, p. 66-68.

[410] M. Winock, *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, Paris, Seuil, 1982.

[411] S. Paugam (dir.), *Repenser la solidarité*, Paris, PUF, 2011 ; N. Duvoux, *Le nouvel âge de la solidarité, Pauvreté, précarité et politiques publiques*, Paris, Seuil, 2012 ; E. Gardella, *La solidarité individualiste. L'assistance moderne aux sans-abri et ses pathologies*, Paris, Economica, 2023. N. Duvoux, fort symptomatiquement, vient d'être nommé, en 2023, par le ministère des solidarités (ça ne s'invente pas) *« président du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale »*. Parler d'intellectuel organique, comme A. Gramsci, n'est pas un dandysme universitaire de la dénonciation facile. C'est le concept opératoire pour analyser la lobotomisation de la pensée théorique libre, l'alignement conformiste sur les attentes de l'Etat, bref, la soumission aux catégories du sens commun dominant et à ce qu'elle signifie d'occupation de postes de collaboration. S. Paugam, qui vient de sortir un livre sur « l'attachement social », ne pouvait pas se douter, dans son monde de la dépendance complice, que son titre qualifiait parfaitement ce qu'il est, un type de sociologue appointé lesté de sa bien pensance néochrétienne.

s'en faire le perroquet, si ce n'est d'être le courtier apaisé du sens commun dominant ? La notion d'adhésion à l'ordre établi, au sens d'une collusion avec quelque chose qui serait à rejeter, est forcément impensable pour ceux qui considèrent que la « société » (brouillage permanent dans ce mot fétiche substantialiste) existe « bien », qu'elle est la meilleure (Etat de droit, démocratie, solidarité, etc…), qu'elle forme un tout, qu'elle est en progression constante avec le sens du pragmatisme (Etat social, droit d'asile, humanitaire, relégation de l'impérialisme dur) et qu'elle déploie de nombreux dispositifs pour aider les dominés. Dans la veine du médiatique éducateur Franck Lepage qui traque l'idéologie, comment est-il possible de s'en prendre à « la solidarité » ? Comment lutter contre « un plan de sauvetage de l'emploi » ? Alors, penser, au sein des dominés, l'existence de « traîtres » qui avec zèle vont défendre l'ordre établi est totalement absurde pour ces académiciens au sens où les dominants sont légitimes et ne peuvent être considérés comme des ennemis capables du pire ; comme susciter la division (mais cette fois-ci pas au sens de Durkheim) entre les salariés. Le social, d'entrée de jeu, est moderne, rationnel, équilibré, juste, avec des imperfections certes, mais globalement respectueux d'un Etat de droit favorable à tout le monde à condition de respecter « le sens du jeu ».

Il n'est pas étonnant que, dans l'empire de ce cela va de soi, la sociologie critique, a fortiori celle qui offre toutes les apparences de la dénonciation masquée, soit accusée de sortir de « l'arc républicain ». La diabolisation de ceux qui grattent les couches est totalement en décalage avec le sens commun dominant qui, hélas, innerve la direction des organismes de recherche rattachés à l'Etat ; soutien institutionnel qui facilite le placement de tels écrits, largement lus par les travailleurs sociaux, dont les incontournables Axel Honneth, Jürgen Habermas, ou Paul Ricoeur, autant d'auteurs au centre des « débats » autour du lien social, du « vivre ensemble », entre reconnaissance, morale, subjectivité et intentions de partager avec autrui ; bref de tout ce qui fait plaisir à un pouvoir ainsi passé sous silence par des « penseurs » qui n'ont jamais mis les pieds en usine ou dans un quartier populaire, dans un centre d'hébergement d'urgence ou une prison. Les philosophes nizaniens sont toujours là.

Si la collaboration est une tripartition, comment peut-on alors inférer, du fait de sa présence immanente dans les couches profondes de la vie sociale, l'existence de cette intermédiation comme coupure, stratification ? Si la collaboration est partout, nichée dans tous les habitus des dominés, comment peut-elle être une entreprise individuelle de subjectivation dans les différentes institutions du pouvoir autorisant l'apparition de positions, et donc de postures spécifiques ? En fait, quelle que soit l'intensité de la collaboration, dans la quotidienneté (laisser ses enfants aller à l'école, aller travailler tous les jours à l'usine, chapitre 2 et 3) ou dans la particularité des places d'auxiliaires (chapitres 4 à 6), la preuve attestée de la complicité ne peut être que relationnelle, au-delà des effets structuraux de soumission à l'ordre établi.

Nous verrons que l'obéissance ordinaire, la soumission habituelle, le respect des lois, l'usage pratique des organisations qui s'offrent aux acteurs sociaux, ne prennent sens comme « participation » que dans l'objectivation, par le chercheur, de *l'existence de refusants*. Les personnes qui sortent du système, celles et ceux qui s'y affrontent ou qui le contournent, libèrent en quelque sorte le matériau social autorisant la comparaison et, du coup, le repérage de la tripartition : monde

bourgeois des dominants, masse soumise, dissidents des subcultures « out »[412] : freineurs, déviants, voleurs, routards, squatteurs, zadistes, paysans bourguignons en déphasage constant avec les emprises étatiques, autant de figures de mise à distance du cela va de soi. La grande énigme de la science sociale réside dans cette grande polarité des dominés : d'un côté les assujettis qui seraient inféodés à la socialisation et au cela va de soi, ou même, occupent des positions intermédiaires (travailleurs sociaux, policiers) ; de l'autre les refusants qui volent en usine (perruque), qui en font le moins possible (freinage, bars clandestins, solidarité d'équipe pour faire un tour), qui quittent l'usine ou un poste trop exposé, qui se rebellent et passent à l'action dans tout le spectre des répliques possibles : grèves, attentats, séquestrations, manifestations, insurrections, meurtres. Prenons ce cas extrême pour illustrer le propos :

« Les masses que domine la Démocratie Chrétienne ne parlent pas leur colère, mais la font exploser de manière imprévisible, idéologie implicite, hostile à l'Etat et au pouvoir tel qu'il est, légitimant la violence, ou si l'on préfère, la contre-violence comme riposte à l'arbitraire quotidien (…) Contradictions internes du système. Avant d'éclater à travers les mouvements divers des années 1968-1971, l'explosion de colère des 'clients' peut se lire dans certains faits de criminalités des années soixante. Ainsi, un ancien gendarme sarde, qui ne parvenait pas à se faire régler la retraite à laquelle il avait droit, et à qui le chef de service responsable avait fait interdire l'entrée du ministère de la Défense, est-il venu attendre le dit chef de service à la sortir du ministère, en plein centre de Rome et en plein midi, et l'a-t-il abattu devant des centaines de passant »[413].

Dans l'Italie de la mafia et de la corruption où aucune alternance politique n'existait, nombreux étaient ceux qui considéraient l'ordre « légal » comme totalement illégitime, y compris des gendarmes ! Quand le lecteur aura achevé le chapitre 6, il comprendra mieux le choix de cet exemple parmi les forces de l'ordre. Dans la vie ordinaire des sociétés riches, la haine de l'autre ne prend pas cette envergure et seuls les plus dominés subissent le joug des appareils, tout en pouvant, à la marge, bénéficier du crédit ou des aides ponctuelles de la « *solidarité* » représentée par les assistantes sociales dispensant à compte-goutte des « *allocations mensuelles extra-ordinaires* ». En revanche, dans la plupart des sociétés pauvres, l'action du petit fonctionnaire castrateur ou les répressions des grandes milices armées -comme celles du Sud de l'Italie- peuvent engendrer rapidement le chaos, au point que les parents acculés soient contraints de vendre leurs enfants[414] (dans le modèle de la soumission) ou tuent le dominant local, à l'image de ce gendarme sarde « au bout du rouleau ». Les refusants ne sont guère étudiés en science sociale, sauf à être pensés comme « déviants », « criminels » ou « délinquants », confinés à une « anomie », une absence de *nomos*, de loi. La sociabilité de la contre-socialisation invite à penser tous ceux qui « prennent sur eux » pour sortir du lit et renoncer au salariat. L'immense continent de la délinquance, des bandits, des trafiquants de drogue, des voleurs, des souteneurs, des escrocs, appelle à lui seul une interrogation légitime sur les formes de rupture avec le cela va de soi, quand bien même une immense majorité des « préleveurs » s'alignent sur les normes dominantes en consommant des objets de luxe avec les ressources accaparées. Sur un plan plus politique, alors que le phénomène explose sous nos yeux, combien de chercheurs entreprennent un travail ethnographique dans les dizaines de communautés zadistes et autres groupes opposés aux « projets inutiles » que recense par centaines le site *Reporterre* ? Et pourtant, les spécialistes de la fonction publique semblent bien distants, à commencer par les « anthropologues » et autres « ethnologues » assoiffés de communautés indigènes, à

[412] Aujourd'hui, tout le monde cite le maître à penser de ce courant des refusants, J. Scott. *Weapons of the Weak. Everyday Forms of Peasant Resistance*, New Haven, Yale University Press, 1985. *De la résistance et des arts de la résistance*, (trad.) Paris, Amsterdam, 2010.
[413] Y. Benot, *L'autre Italie. 1968-1976. Problème de la dictature du prolétariat*, Paris, Cahiers libres 333, Maspéro, 1977, p. 67.
[414] J. Peneff & M. El Miri, *Maintenant le règne des banquiers va commencer. Les luttes de classes en France et Ailleurs*, Paris, Les empêcheurs de tourner en rond/La Découverte, 2010.

condition que l'alter soit légitime, exotique, et non contestataire. Aujourd'hui, il est si peu légitime d'étudier cette génération de dissidents (*Anticor, zadistes, Soulèvement de la Terre*…) qu'on peut parler de collaboration passive au monde global de la part des fonctionnaires chercheurs. Adorateurs des cadres socio-démocrates, de la solidarité républicaine, du bras gauche de l'Etat (y compris Bourdieu et nombre de ses « descendants »), du droit syndical et des associations humanitaires, le monde de la recherche et de l'Université semble dégoûté à l'idée de produire un effet de réel en prenant pour objet ces « déviants » assimilés aux « Black blocs », aux « ultras », aux gauchistes et anarchistes rejetant « la société », le « travail », les « règles du vivre ensemble ». Comment oublier que R. Castel a fondé toute sa sociologie de l'intégration sociale sur la stabilité salariale, omettant au passage de reprendre l'histoire des violences en entreprise et de la disciplinarisation séculaire et fastidieuse de prolétaires retords. Je dédie ce court passage de P. Nizan à tous les « bras gauches de l'Etat », de Robert Castel au tout jeune reproducteur E. Gardella :

« Les philosophes sont satisfaits. Ces hommes qui sont les productions de la démocratie bourgeoise édifient avec reconnaissance tous les mythes qu'elle demande : ils élaborent une philosophie démocratique. Ce régime leur parait le meilleur des mondes possibles. Ils ont une peine infinie à penser qu'il puisse exister d'autres mondes -et leur consentement n'est point le résultat d'une comparaison et d'un choix. C'est ici l'achèvement de l'histoire des hommes : les méditations cardinales étant accomplies, Descartes, Rousseau et Kant ayant vécu, les grandes inventions étant faites, les continents explorés, les révolutions achevées, tout concourant à la perfection de la démocratie, ils sentent assez clairement qu'ils ont la bonne fortune de penser, d'enseigner et de vivre dans ce qu'ils appelleraient volontiers la société sociale par excellence. M Bouglé approuve, justifie, du haut de la sociologie de son maître Durkheim, le progrès des idées égalitaires, il les assoit sur la Science et flétrit comme il faut un régime des castes. Ils dessinent tous cette célèbre et heureuse courbe qui part du Sage antique et aboutit au citoyen »[415].

Il y a aujourd'hui, sur le sol français, des formes alternatives de vie qui sont pourtant pragmatiques, ancrées dans des économies locales, révélatrices de nouveaux rapports hors du cadre patronal. Des coopératives bio, des fermes autogérées, des lieux de vie alternatifs au capitalisme[416], en zad ou dans des lieux reculés qui ne veulent pas de publicité, essaiment en Europe. Qui n'a jamais entendu parler du sérieux de ces groupes capables de vivre à plusieurs dizaines en produisant de l'agriculture, des vêtements, de l'élevage, tout en étant autonome sur le plan énergétique et tout en disposant d'une radio émettant depuis des dizaines d'années ? Les sociologues de la ville sont « à la traine », engagés politiquement pour appeler à la défense du salariat en CDI quand ils oublient l'espace des possibles, lequel comprend d'autres formes de vie sociale hors du travail salarié sous contrat de travail. Surtout, ils sont prisonniers de leurs schèmes de pensée hérités de leurs études conformistes, de leurs soirées étudiantes et de leur carrière méritée auto-congratulée dans les congrès et les colloques d'où aucune critique ne sort, sauf pour les minorités agissantes (féminisme, LGBT, handicap, racialisme). On connait le groupe de J. Coupat depuis la publication de son ouvrage à succès, *L'insurrection qui vient*, imprimé à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires, mais personne ne connait le réseau des coopératives autogestionnaires qui vivent en dehors du système, à l'échelle de l'Europe et même du monde. Un groupe de zapatistes, plus d'une vingtaine, est venue en 2022 en France « visiter » l'une de ces communautés afin d'échanger sur les modes de vie alter, hors du « monde ordinaire » qui est le nôtre[417]. Il y a, tout autour de la terre, bien des univers hors

[415] P. Nizan, *Les chiens de garde*, *op. cit.*, p. 59.
[416] B. Graf, *Longo Maï. Révolte et utopie après 68. Vie et autogestion dans les coopératives européennes*, Château-Arnoux, Thesis Verlag, Série ars historica, 2006.
[417] Longo Maï, issu d'une communauté gauchiste des années 1970, est devenue un réseau européen de coopératives produisant en autarcie une agriculture bio (fruits, légumes, pain, vin…), des fermes animalières, plusieurs filatures. Des rencontres militantes sont sans cesse organisées, en France ou à l'étranger. Les groupes fonctionnent sur le modèle autogestionnaire. De grandes fêtes sont organisées chaque année, brassant des milliers de personnes. A plusieurs reprises, je m'y suis rendu, notamment dans le cadre d'émissions de radio, radio Zinzine émettant depuis plus de 50 ans. J'ai participé à la vente de produits sur les marchés, assisté aux agoras permanentes qui guident la formulation des projets individuels ou collectifs.

des cadres dominants. Quelques sociologues se sont risqués à en proposer une approche « théorique ». Mais les monographies sont rares[418]. Les refusants sont difficiles à étudier, confinés à l'incompréhensible refus de valeurs « évidentes », comme celle du travail[419]. Or, il y a des « grains de sable » dans le cerveau et nombreux sont celles et ceux qui « sautent le pas » et « franchissent le Rubicon ». Faire la sociologie du cela va de soi, comme celle des places de zone grise, c'est donc proposer ici une partition *entre les normalisés et les affranchis*, entre les joueurs intra-système et les exploreurs de voies parallèles ou centripètes ; tensions au sein desquelles les dominants essaient de « tirer les fils » dans leur direction, en aggravant les mécanismes d'adhésion, en forçant à faire plus que de nécessité ; bref, en faisant en sorte que les subalternes endossent la casquette du petit kapo. *C'est donc bien l'existence des dominés rebelles qui autorise le recentrage théorique de la tripartition comme modèle pouvant rendre compte aussi bien des routiniers -suivisme complice- que des zélés organisés qui détiennent des positions clé dans l'espace social. La collaboration de classe est un chapitre essentiel de la domination parce qu'elle est un des rouages concrets, relationnel, pratique, du pouvoir en marche prenant sens par la possibilité sociale des contre-normativités à combattre ou à neutraliser.*

Comment trouver les signes ou indices de la collaboration ordinaire dans les structures de la « société » ? Faut-il partir de l'incorporation des structures sociales et remonter à la « *prime éducation, morale de classe* »[420] chère au premier Luc Boltanski ? Mais comment établir des liens entre ces socialisations primaires et des mécanismes de soumission qui ne sont jamais inculqués ? Prenons un exemple caricatural qui est particulièrement instructif. Le monde des médias est parvenu, du haut de son « autonomie relative », à fabriquer de l'amour par procuration. Prisonniers du star système, les agents du « peuple », collés à leur TV, vont assister en pleurs aux obsèques de Claude François ou de Johnny Halliday par millions. Ils vont aimer Michel Sardou et dénoncer avec lui dans le plus basique des nationalismes de pacotille l'aventure malheureuse du paquebot France où ils ne mettront jamais les pieds, sauf dans les soutes. Personne ne peut dire que cela procède d'une inculcation. Se fonder sur la socialisation dans toutes ses dimensions n'aide pas forcément l'analyse quand on étudie des situations concrètes, notamment l'adoration de « vedettes » qui peuvent être des élites politiques charismatiques[421]. La fascination pour les maîtres obéit à des processus complexes qui ne se réduisent pas à des inculcations directes, officielles, institutionnelles (chapitre 6 sur le rapport à l'ordre). Repérer la masse de celles et ceux qui vont quotidiennement travailler dans les usines sans jamais protester ne signifie pas forcément que le lien logique est à retrouver dans les socialisations familiales et scolaires puisque, en usine, des comportements radicalement opposés sont observables alors que les origines sociales sont largement identiques. Il serait donc nécessaire d'identifier les chainons manquants, ce qui ne peut qu'être suggéré dans le cadre de cet essai synthétique où la démonstration s'attache avant tout à repérer la présence structurale des auxiliaires. La psychanalyse serait d'un grand secours pour saisir les transferts analogiques de schèmes entre l'autorité du père et l'amour du « grand » en général, qu'il soit un présidentiable crédible pour les classes populaires (« il parle bien », « il fait sérieux », « tout le monde parle de lui », « il a été dans les écoles » ou « il connait bien les entreprises »), un chanteur adulé par

---

[418] Celle par exemple de S. Bulle, *Irréductibles. Enquête sur des milieux de vie de Bure et Notre dame des Landes*, *op. cit.*
[419] C. Dorival, *Le travail, non merci !,* Alternatives économiques, Paris, Les petits matins, 2011.
[420] EPHE, 1969.
[421] J'avais cinq ans quand j'ai vu ma mère pleurer devant la TV lors de l'enterrement de De Gaulle, alors qu'elle n'a jamais été « politisée ». Toute ma famille a pleuré lors de l'annonce de la mort de Claude François, y compris les jours suivant, lorsque Guy Lux lança une rétrospective de sa vie aux heures de « grande écoute ». Mon père, ouvrier P2 et ma même, infirmière psy, sont passés du HLM au petit pavillon de banlieue des années Giscard. Ils ont passé leur vie collée à la TV, hors de toute association ou engagement pour une cause.

les présentateurs et magiquement fabriqué dans le disque ou le CD, sans parler du fait de passer dans la boite magique télévisuelle, ou encore un écrivain largement diffusé et donc ensuite adoubé par France-Loisir. On devra, dans la même veine, tenter de saisir en quoi l'ordre familial local, la paix des ménages, se dupliquent dans l'attente de paix sociale, cette vision conservatrice qui a pour conséquence quasi mathématique que les « désordres » et les « violences des casseurs » entrent si facilement dans la tête des classes populaires quand le « baratin » est dramatiquement diffusé par les journalistes mainstream, ce qu'on a vu tout le temps dans tous les pays, notamment pendant les Gilets jaunes ou la réforme des retraites. Ce casse-tête des organisations contestataires est redoutable et les dominants savent très bien instrumentaliser « l'opinion publique » dès qu'une lutte sociale se prolonge un peu trop au goût des actionnaires. La peur du désordre est alimentée par des images sélectionnées diabolisant le rebelle, toujours dans la posture du problème. Et, plus que jamais, les journalistes de la presse audiovisuelle s'adonnent à ce sport symbolique imparable, imposant la dissertation à Mélenchon, comme avant lui, d'autres représentants de gauche depuis des dizaines d'années : « Condamnez-vous les violences de rue ? » ; « Appelez-vous au calme » ? ne cessent d'asséner les porte-paroles du sens commun dominant dans les journaux TV. La dernière séquence autour des retraites, en 2023, a été, une fois de plus, révélatrice de ces usages stratégiques des habitus conformes aspirant à la paix sociale en faisant croire que l'altérité ne peut être que synonyme de « violences », assimilées à « l'anarchie ». Pour beaucoup de ces cerveaux, casser des vitrines de banque devient « une violence extrême » légitimant le fait d'infliger des blessures gravissimes sur le corps des protestataires dont on oublie si facilement qu'ils sont des êtres humains. La complicité à la domination commence avec ces barrages mentaux, cet encagement symbolique polyphonique qui peut se prêter à un faux pluralisme. Ce sont des informations travaillées jusqu'à saturation par les dominants, sorte de « lavage du cerveau » qui opère sans lien mécanique avec une socialisation donnée et qui trouve ses adeptes.

La socialisation est ainsi une affaire compliquée qui conjugue plusieurs variables ou propriétés de cet ordre établi qui façonne un sens commun fait et à faire. Elle est une forme de collaboration, la plus impitoyable de toute car l'incorporation est largement inconsciente. Un exemple ? Un enfant breton qui se rend à l'école publique -si l'on a en mémoire Eugen Weber, la colonisation intérieure des régions de France, les violences linguistiques et *La Fin des terroirs*- n'entre-t-il pas avec ses parents dans le processus colonial qui donnera raison à la France en parlant français ? Les hussards noirs de la République sont, dans ce registre, bien loin de l'école laïque « égalitaire » prônée par Durkheim « *pour préparer l'homme à la vie sociale, former le citoyen* »[422] et plus encore « *l'être social…système d'idées de sentiments et d'habitudes qui expriment en nous le groupe ou les différents groupes dont nous faisons partie, croyances et pratiques morales, traditions nationales ou professionnelles, opinions collectives de toutes sortes (…) Constituer cet être en chacun de nous, telle est la fin de l'éducation* »[423] ? Si on transpose la lutte des Antillais ou des Corses, derniers survivants du patrimoine linguistique local revendiqué comme lutte contre l'Occupant, ne décèle-t-on pas chez Durkheim une légitimation claire de l'impérialisme intérieur français sur les régions qui scella « le pacte républicain » ? Ne voit-on point se dessiner un écrasement de vaincus alignés à l'impérialisme linguistique du colon parisien que fut ce sociologue fonctionnaliste parlant de « société » et de « nation » ? Comparativement, le gouvernement canadien s'est excusé d'avoir forcé les Indiens inuits à

[422] P. Fauconnet, introduction, in E. Durkheim, *Education et sociologie*, Paris, PUF, [1922], 1980, p. 20.
[423] E. Durkheim, *Education et sociologie*, *op. cit.*, p. 13.

apprendre l'anglais. E. Durkheim, derrière le holisme du tout de la volonté collective, défendait l'ordre des places et la supériorité du français, dont l'ultime conséquence dans la division sociale du travail est de légitimer la place des élites et la souveraineté du français : « *Une règle de la conduite humaine nous ordonne de nous consacrer à une tâche spéciale et restreinte. Nous ne pouvons pas et ne devons pas nous vouer tous au même genre de vie ; nous avons, suivant nos aptitudes, des fonctions différentes à remplir. Nous ne sommes pas tous faits pour réfléchir* »[424]. Ce fonctionnalisme conservateur réitéré dans tous les objets de Durkheim (suicide, éducation, criminalité, droit, travail) a été perçu comme équilibré dans la constitution d'une science sociale « responsable ». Peu de chercheurs oseront remettre en cause ce mythe de l'ordre social des places assignées par le fondateur de la science sérieuse qui est plus que jamais commenté dans toutes les écoles sociologiques. Proposer une « ouverture » vers les contre-normativités catalogue le « provocateur » et le place en dehors de « l'arc républicain », autrement dit en dehors de l'honnête sociologue écrivant avec prudence, modération et pragmatisme.

Que ce soit l'aristocratie ouvrière ou différentes couches de classes moyennes, les pratiques ordinaires de la participation active sont à étudier comme n'importe quel objet social. Si le monde social intègre en son sein des « salauds », pourquoi ne pas prendre au sérieux leur existence ? Si la morale sociale est choquée de découvrir que la « société moderne » comprend en son sein une division sociale du travail dont quelques échelons, dans certaines institutions, participent de l'élaboration de la complicité, de la fidélité, de la loyauté des dominés envers les dominants, pourquoi ne pas l'étudier au sein de la fameuse « sociologie de la sociologie » ? Rien n'est simple assurément dès lors que le chercheur fouille les mondes du caché. Les bassesses du social sont souvent assimilées à du voyeurisme[425]. Cette objectivation dévoile autant les manipulations des élites que les « magouilles » internes des dominés[426], quoique l'essentiel du regard porte sur la fraction d'entre eux prêts à être recrutés par les services d'ordre comme le SAC, la CFT ou n'importe quelle milice patronale. Le rôle du PC en mai 68 pourra être catalogué comme une allégeance de zone grise en faveur du régime. Avec les accords de Grenelle, d'ailleurs grignotés dès juin 68 par le patronat, il est possible de dire que le parti communiste a sinon sauvé le capitalisme, tout au moins stoppé une montée vers les extrêmes. Le refus de toute discussion sur le processus de production ou le partage des richesses s'est accompagné de l'obtention résiduelle d'augmentations de salaires et de quelques améliorations syndicales qui ont profité au syndicat CGT d'obédience communiste.

Il semble évident que la sociologie de la collaboration a des choses à dire qui ne sont pas celles des diplomates, des essayistes ou des résistants dont les milliers d'ouvrages sur l'espionnage nous bercent d'illusion quant au caractère ciblé de l'exercice (services étatiques de renseignement). En fait, l'espionnage est un mode opératoire central dans les activités sociales. Les historiens nous ont ouverts des pans entiers de cette face cachée de la collusion avec les rôles complices de la domesticité dans l'espace colonial ou pendant l'Ancien régime. Leurs activités de délation et de pêche aux renseignements ont jalonné des siècles d'activités au service du maître, ce qui en constitue

---

[424] *Ibid.*, p. 42.

[425] Par exemple, des examinateurs de mon article sur l'accueil de jour pour SDF à Lyon, au milieu des années 1990, me firent supprimer les descriptions des violences physiques ayant court dans les foyers, jugeant trop voyeuriste le fait de s'appesantir sur ce que subissent parfois les hébergés durant la nuit, alors que ces violences étaient courantes à cette époque du fait de l'entassement dans des grands dortoirs.

[426] Les dominés ne sont pas que des victimes. Pour avoir un exemple, entre mille, des effets de violence au raz des pratiques sociales du travail dans le monde ouvrier, hors de toutes pression patronale, A. Viseux, *Mineur de fond. Fosses de Lens. Soixante ans de combat et de solidarité*, Paris, Plon, Terre humaine, 1991, p. 125 et s. Les humiliations sont notamment fréquentes à l'endroit des nouveaux arrivés, stagiaires, mousses et autres apprentis.

d'ailleurs une extension logique compte tenu de cette relation de service. De même, le « grand mot » espionnage dissimule la myriade des actions de délation dans la vie des organisations. Que l'on pense aux analyses de Gaulejac et ses collègues sur la concurrence entre cadres dans les multinationales qui fonctionne sur la rumeur et la dénonciation[427]. L'article de L. Boltanski sur la dénonciation a ouvert un champ important de la sociologie de la collaboration, la dénonciation n'étant rien d'autre, quand elle circule dans l'entre-soi du village ou de l'entreprise que du mouchardage en direction de la « dominance » ; sens commun, normes sociales et recherche de récompenses. Plus incroyable encore, il est possible d'indexer plusieurs manifestations du carnaval sur ce registre de la délation publique. Les Bwa bwa, manifestations populaires de la mise en dérision du mari volage, ne sont rien d'autre qu'une dénonciation conformiste et un rappel à la norme[428]. Cette dimension ambivalente du carnaval, dont on ne retient généralement que la face provocatrice, voire rebelle[429], masque, une fois de plus, le monde de la collaboration dont les acteurs sociaux sont complices dans leur ensemble ; mise à part le déviant (le mari trompeur, le maire corrompu) cible de toutes les attaques. Si le carnaval est un temps de fête, de luxure, de démesure dans les comportements, il est aussi un temps social de désordre très ambivalent, les dominants pouvant être chahutés tandis que d'autres seront paradoxalement dénoncés pour leur manquement à la morale publique, alignée sur les valeurs traditionnelles (on ne trompe pas sa femme, on ne détourne pas le budget public).

2/ Penser la collaboration ordinaire et les contre-normativités chez les dominés

▲▼

La collaboration, dans le monde ordinaire, s'identifie au cela va de soi, c'est-à-dire à la participation sociale, au suivi des normes sociales, ce que les sociologues nomment plutôt « pratiques sociales ». Un des référents majeurs des *cultural studies* britanniques renvoie à la notion de trahison. La lutte des classes dans les classes a été documentée par P. Willis. Dans *L'école des ouvriers*, il montre comment les fils de dominés s'auto-excluent d'une institution de pouvoir qui, les rejetant en bloc, anticipent cette sélection en rejetant ceux qui s'alignent aux verdicts attendus. Les bons élèves sont alors nommés « *fayots* », comme plus tard, dans l'atelier, les ouvriers traîtres seront eux aussi nommés « *fayots* » ou « *mouchards* »[430]. Dès la jeunesse, sans incorporer l'ensemble des catégories du monde dominant, les enfants des classes populaires font l'expérience du décrochage qui n'est pas que le choix du nécessaire. C'est aussi, dans la frustration sans doute, l'expérience du refus d'être comme « eux » qui s'exprime d'entrée de jeu dans les discussions avec Paul Willis. « *Opposition à l'autorité* » titre-t-il d'emblée en laissant la parole à un groupe de jeunes : « *Ils peuvent nous punir, et on essaye de prendre notre revanche* »[431], et l'auteur de détailler la construction de cet univers

---

[427] M. Pagès, D. Bonetti, V. de Gaulejac et D. Descendre, *L'emprise de l'organisation*, Paris, Desclée de Brouwer, 1979.

[428] P. Bruneteaux, « *La mise en scène de la sexualité masculine dans le carnaval martiniquais : entre inversion sexuelle et obscénité conformiste* », communication au colloque « Obscénité, pornographie et censure (19e – 20e siècles) (Avec V. Rochais). Sous la direction de R. Beauthier, J.M. Méon, B. Truffin, « Les mises en scènes de la sexualité et leur (dis)qualification », Bruxelles, Université libre de Bruxelles, 18 et 19 avril 2008. Publié sur internet, 2009. http://digistore.bib.ulb.ac.be/2010/noncat000024_000_f.pdf ; P. Bruneteaux, « Couleurs sur corps noirs et carnaval à la Martinique » in G. Boëtsch, D. Chevé, C. Claudot-Hawad, *Décors des corps*, Paris, Editions du CNRS (avec V. Rochais), 2010, pp. 231-241. P. Bruneteaux, « Le carnaval des travestis makoumè à la Martinique. Quelques propositions sur le sens de l'inversion sexuelle », (avec V. Rochais), B. Ndagano (dir.), *Penser le Carnaval. Variations, discours et représentations*, Paris, Karthala, 2010, pp. 113-137. P. Bruneteaux, « Figures du travestissement dans le carnaval martiniquais » (avec V. Rochais), in *Carnavals et mascarades*, sous la direction de Michel Agier, Musée Dapper, 2011, p 179-203.

[429] E. Le Roy Ladurie, *Le carnaval de Romans, De la chandeleur au mercredi des cendres*, Paris, Gallimard, 1979.

[430] *L'école des ouvriers, op. cit.,* p. 201.

[431] *Ibid.*., p. 19.

d'opposition où il s'agit de « *construire des cartes alternatives de la réalité sociale* (…) *arracher un espace symbolique et physique à l'institution* »[432]. « *Il s'agit, à proprement parler d'appropriations* »[433]. « *La classe ouvrière n'a pas besoin de croire à l'idéologie dominante. Elle n'a pas besoin du masque de la démocratie pour couvrir le visage de l'oppression* »[434]. C'est bien l'existence de refusants qui fonde sociologiquement l'existence des fayots et de suiveurs, perspective opposée au holisme fonctionnaliste durkheimien repris par l'immense majorité des sociologues et anthropologues. L'existence de cette dissidence explique la voie du prélèvement direct à usage privé, expression qui se veut une coupure objectiviste contre la reprise du sens commun dominant si rapidement « réintégré » dans le langage sociologique de « la délinquance ». Derrière l'évidence du vol chez les dominés[435] se cache une économie politique de la dissidence, du capital guerrier de la captation des ressources des autres, même si, on le verra un peu en dessous, les bandits se différencient en fonction des valeurs politiques[436] ; ces acteurs rejouant ainsi les hordes primitives de guerriers qui fonderont l'Etat et « les prélèvements directs obligatoires » qui assècheront les paysans pendant des siècles. Dans ce même monde paysan émergeront ce que E. Hobsbawm a bien étudié sous la figure du bandit sorti des rangs de la misère et de l'exploitation, « *les primitifs de la révolte* » au sens où l'intérêt immédiat et personnel l'emporte sur l'universalité de la cause. De même, R. Hoggart n'aura de cesse de montrer les rappels à l'ordre incessants qui structurent le monde populaire ouvrier contre les « eux », les petits fonctionnaires des services publics. A une époque où les classes ressemblaient à des castes, les cols bleus sentaient le mépris de classe des cols blancs. Les avertissements étaient clairs. Ceux qui passaient de l'autre côté ou qui tentaient quelque rapprochement avec les « eux » n'appartenaient plus aux « nous ». Il n'y a probablement pas d'ouvrage plus incisif en la matière que celui de S. Livrozet, *De la prison à la révolte*, préfacé par M. Foucault, lequel célèbre la construction politique de cet autodidacte, ancien manœuvre tombé pour vols, pensant clairement la différence entre les truands conformistes avide de consommation intégrée et la minorité de rebelles qui, même après la prison et « l'intégration » dans les postes subalternes du prolétariat qu'un R. Castel complice a appelé « les supports du salariat stable » mais qu'un S. Livrozet nomme « *l'esclavage d'un travail abrutissant* »[437], « *s'insurge, ne participe en aucune manière à la continuation de l'ordre social actuel* »[438]. Dans la prétention à nouer ensemble propriété privée et propriété sociale, le salariat stable avec l'Etat assurantiel[439], nombreux sont les sociologues à se faire les zélateurs discrets de l'ordre social, masquant l'horreur de l'exploitation en usine ou dans les entreprises industrielles du secteur public[440] sous la défense d'un « statut » qui autorise, par les prélèvements sociaux, à rendre possible une pacification par redistribution externe, sans rien changer des rapports sociaux de production depuis l'époque de Marx. Cette célébration de l'Etat social redistributif (maladie, handicap, retraites…) est systématique, rendant inaudible la voix des

---

[432] *Ibid*., p. 46-47.
[433] *Ibid*., p. 92.
[434] *Ibid*., p. 218.
[435] « *'Récupérer' » certaines choses est aussi répandu à l'usine que le vol l'est parmi 'les gars* ». *Ibid*., p. 96.
[436] Ce qui veut dire que les « autres », pour les bandits conformistes ne recherchant que le prélèvement direct quel qu'il soit, peuvent aussi bien être des nantis que des prolétaires. C'est notamment le profil étudié par M. Congoste, *Le Vol et la Morale. L'ordinaire d'un voleur,* Toulouse, Anacharsis, 2012 ; tandis que d'autres ne pourront accepter de voler « des petits ». Georges, un temps voleur, a refusé rapidement de suivre ses copains de galère qui cambriolaient dans les quartiers de Montreuil, du fait de ses valeurs communistes. P. Bruneteaux, *Les mondes rêvés de Georges*, *op. cit*. C'est aussi le cas de S. Livrozet, *De la prison à la révolte. Essai-témoignage*, *op. cit.*
[437] S. Livrozet, *De la prison à la révolte. Essai-témoignage*, *op. cit*., p. 201. D'ailleurs, S. Livrozet constate une chose identique aux constats de P. Willis parmi le prolétariat anglais : la généralité de la fauche dans les ateliers, le vol étant depuis l'origine du capitalisme une des formes de résistance des ouvriers face à la dépossession des moyens de production et à la faiblesse des salaires. P. 70 notamment.
[438] *Ibid*., p. 51.
[439] Ce qui est très clair dans cette série d'entretiens : R. Castel & C. Haroche, *Propriété privée, propriété sociale, propriété de soi. Entretiens sur la construction de l'individu moderne*, Paris, Fayard, 2001.
[440] Par exemple les usines d'entretien des wagons de la RATP, M. Thibaut, *Ouvriers malgré nous. Enquête sur les ateliers de maintenance des trains de la régie autonomes des transports parisiens*, Paris, Raisons d'agir, 2013.

invisibles portant conscients de lancer leur propre guerre sociale comme la déshumanisation qu'ils subissent en usine. La démocratie en usine n'existera probablement jamais tant qu'il y aura des actionnaires, qui plus est des actionnaires pris dans la logique financière du profit à court terme. Ne vivant pas en usine, l'absence de l'expérience de l'oppression économique fabrique, sans doute involontairement, une cohorte de chiens de garde à faible intensité qui, de Ewald à Castel en passant par Rosanvallon ou toute la tribu des solidaristes du sans-abrisme, et peut-être même les suiveurs du « bras gauche de l'Etat », célèbrent « les protections sociales ». Le bandit politique montre remarquablement bien l'opposition non seulement à la norme sociale (passage par « l'apprentissage » et la mise au pas, faible rémunération et pauvreté persistante qui plus est en vivant dans une famille monoparentale, métier imposé qui ne lui plait pas, conditions de travail dangereuses, logement top cher, humiliations des patrons, impossibilité de profiter de la société de consommation et hontes sociales avec les copines, métiers interdits après la prison, absence de soutiens à la réinsertion et ulcération dans la découverte des foyers) mais aussi à deux groupes de délinquants auxquels il se distingue fortement : les bandits de la pègre et la masse des petits voyous (90 % selon lui), les premiers n'aspirant qu'à « *établir ou consolider leur pouvoir et leur fortune. Ils ne représentent toutefois qu'une faible minorité par rapport à la masse des délinquants sur laquelle ils exercent une indéniable fascination, chaque petit voyou aspirant de toutes ses forces à les égaler. La pègre aussi possède son prolétariat et ses nantis. Et ces derniers n'aspirent en rien à une révolution sociale. Je n'ai jamais vu ni entendu plus réactionnaire qu'un voleur qui a réussi ou qui est seulement persuadé qu'il réussira (…) Le véritable truand se trouve dans cette société comme un poisson dans l'eau et il n'aspire qu'à s'y intégrer. Le truand est un homme de droite* »[441]. Tout à l'opposé, S. Livrozet indique que, à l'usine ou en prison, pauvre ou riche (quand il était un voleur comblé avant d'aller en prison), « *l'assouvissement de mes propres besoins ne saurait me faire oublier que des milliers d'individus continuent à végéter* »[442].

« J'ai l'honneur d'être prolétaire, le plaisir d'être voleur et l'indifférence d'être français (…) Une seule chose m'intéresse : c'est le voleur en tant qu'individu opposé aux institutions car il représente à mes yeux l'archétype du réprouvé et du révolté social (…) Exploités dès l'âge de 14 ans, combien sommes-nous à l'avoir été ? C'est l'apprentissage, le salaire de misère versé telle une aumône. Oui, nous sommes nombreux à avoir vécu cette jeunesse misérable et besogneuse qui vouait à l'échec notre vie d'adulte. A 17 ans, les douze heures de travail par jour ne m'impressionnaient pas. Je ne comprends pas et je me demande s'il n'est pas dégradant pour l'humanité entière d'assister à une telle prédisposition collective pour la passivité et l'esclavage. Le plus fort, c'est que la pauvreté matérielle n'est encore rien comparée à l'assujettissement psychique qu'elle entraine infailliblement (…) Je pars en guerre contre leurs richesses outrées en employant le seul moyen qui apparaisse d'emblée à un esprit simple et dépourvu de formation politique : le vol, qui constitue bel et bien, quoi qu'on en pense sur le plan de la morale, la manière la plus expéditive et la plus sûre de faire rendre gorge aux nantis sans scrupules. Et c'est parce que nous représentons un danger immédiat pour les structures sociales favorables à la haute bourgeoisie que nous sommes l'objet d'une répression si sévère »[443].

En ayant à l'esprit cette frontière entre les suivistes normalisés et les dissidents subissant le joug d'un ordre dont ils estiment ne retirer que des miettes, quels degrés de « responsabilité » sont-ils à défricher dans les différents milieux sociaux, surtout parmi les plus dépossédés des

[441] *Ibid.*, p. 39 et 48.
[442] *Ibid.*, p. 49.
[443] *Ibid.*, p. 20, 34, 63-64 et 80 et 125.

« supports » ? Est-ce que, en allant faire nos courses, le respect de la norme capitaliste ne nous met-il pas dans un même embarras ? Quand un ouvrier va faire ses courses alors qu'il est communiste ou anarcho-syndicaliste prônant la grève générale, ne se met-il pas en porte-à-faux ? N'est-il pas complice du système ? La perspective structurale des réfractaires trouve son application interactionnelle. C'est ce que nous invite à penser E. Goffman quand il nous expose cette sorte de parabole. Il souligne la force heuristique de cette question de la loyauté par rapport au monde social dominant en situation totalitaire : « *Les situations extrêmes sont particulièrement riches en enseignements, moins sur les formes les plus spectaculaires de loyauté ou de trahison que sur les petits faits de la vie quotidienne. Peut-être est-ce seulement en étudiant, dans les mémoires d'idéalistes scrupuleux comme les prisonniers politiques ou les objecteurs de conscience, les problèmes que pose le degré de 'coopération' permise avec les autorités, que l'on commence à voir tout ce qu'implique pour la personnalité la moindre concession à l'organisation* (…) *Le problème de la coopération avec l'ennemi est ainsi posé* »[444]. E. Goffman en fournit un exemple édifiant. La loyauté et la non loyauté semblent pourtant disparaître du champ de l'objectivable, surtout lorsque l'on pense ceux qui s'écartent de la norme, mais cela n'est qu'une apparence chez l'expert de la carrière morale : « *Lorsque nous savons que certains pickpockets professionnels, parce qu'ils ont trop d'amour-propre pour acheter purement et simplement ce dont ils ont besoin, commettent des larcins sans grande importance mais dangereux, nous mesurons combien les emplettes que nous effectuons dans nos Monoprix peuvent être révélatrices de notre personnalité* »[445]. Autrement dit, ceux qui achètent leurs courses font sans le savoir une profession de foi en la légalité qui est simultanément une soumission politique aux normes établies. Tous les philosophes depuis l'Antiquité réfléchissent aux conditions politiques pour « faire société ». Ils n'en oublient pas moins que toute loi porte en elle la discrimination par rapport aux capacités de certains -les plus nombreux à vrai dire- à la respecter sans perdre du pouvoir sur eux-mêmes tandis que les bénéficiaires en retirent des avantages bien plus importants pour le maintien de leurs ressources. R. Castel identifie ainsi l'aporie de la révolution française qui, face à l'impossibilité de rendre tout le monde propriétaire, laisse sur la route de la citoyenneté tous les crève-la-faim « *non propriétaires* »[446]. Cependant, il estime que l'Etat assurantiel propose une solution plausible à cette contradiction relevée par Marx bien avant lui, tandis que le fondateur de l'Internationale ne pouvait pas anticiper le fait que la richesse des nations – sur le dos de l'extraction de la plus-value faut-il le rappeler – allait rendre possible une possible « redistribution » un siècle plus tard.

Obéir à la loi est une forme de complicité, surtout quand elle s'adosse au principe du respect de la propriété du dominant, quand « l'optimisation fiscale » est un refus de contribution faisant de la « double profitation » la symétrique provocation à la double peine des prolétaires immigrés ou des prolétaires sortants de prison. La légitimité sociale s'incarne dans la règle de droit sanctionnant les inégalités et, pour les plus démunis, suivre cette dernière est alors une forme de complicité, une soumission de droite pour copier l'image de S. Livrozet à propos des truands de droite ; ce que les Bourdieusiens appellent « la doxa » ou « le sens commun ». En refusant d'aligner les actes du pickpocket sur les notions de délinquance, d'incivilités ou de déviance (sic !) et en se soumettant au point de vue de la personne dans sa quête ou non de loyauté par rapport à ses propres normes – lesquelles viennent ici télescoper les normes dominantes d'un monde ordinaire auquel nous collaborons et pas ce voleur – E. Goffman aide à penser la zone grise, y compris au cœur des actes ordinaires d'un monde pacifié au sein duquel nous ne nous percevons pas collaborateur de cet

---

[444] *Asiles, op. cit.,* p. 236-237.
[445] *Ibid*., p. 238.
[446] R. Castel & C. Haroche, *Propriété privée, propriété sociale, propriété de soi. Entretiens sur la construction de l'individu moderne, op. cit.,* p. 41 et s.

ordre établi en payant nos courses « au prix fort ». Paradoxalement, cette docilité active se situe du côté des agents ordinaires, lesquels poliment et en toute loyauté sociale, font leurs emplettes en payant la valeur officielle de la marchandise, en se soumettant alors aux normes des capitalistes qui imposent leurs prix ; lesquels, on le voit aux Antilles, est de la pure extorsion de fond, du racket social frôlant le banditisme capitaliste. Ce rapport à la consommation est loin d'être anecdotique. Tout le travail du capitalisme repose sur la dissolution des valeurs ouvrières au travers du processus de fabrication du consommateur[447]. Au prix fort, le dominé passe son temps à payer le prix de « l'abondance » dans la « modernité capitaliste ». En suivant la logique d'E. Goffman, l'attitude du résistant de la guerre de 39/45 face aux Nazis est homologue sociologiquement à celle du pickpocket vis-à-vis des capitalistes, lequel est, aux yeux des contestataires, un vrai résistant. *Seulement, la distance entre la sociologie des institutions totalitaires et celle des institutions des mondes pacifiés est telle que la carrière morale de l'un devient l'inverse de la carrière morale de l'autre.* Tandis que le résistant est perçu comme la figure légitime d'une non-loyauté, le pickpocket devient la figure *illégitime* de la non-loyauté. D'où la perplexité de certains résistants communistes qui, de retour dans la société civile, ont eu du mal à déposer les armes et à devenir de simples consommateurs[448]. Le retournement d'un monde à un autre est bien rendu par le terme « collaborateur », selon qu'il soit envisagé comme un terme approprié, pour penser un engagement pendant la guerre ou, actuellement, penser une participation volontaire boétienne en tant que travailleur salarié en entreprise.

La question de la tripartition, on le voit, est indissociable de la question des valeurs et plus précisément du positionnement par rapport aux valeurs. Si la norme prise en compte est celle de l'ordre dominant, alors le délinquant peut, dans son monde de déviance, qualifier le paiement de traitrise. C'est en ce sens qu'H. Becker propose une double perspective dans son étude *Outsiders*. « *L'individu étiqueté comme étranger peut voir les choses autrement. Il se peut qu'il n'accepte pas la norme selon laquelle on le juge ou qu'il dénie à ceux qui le jugent la compétence ou la légitimité pour le faire. Il en découle un deuxième sens du terme : le transgresseur peut estimer que ses juges sont étrangers à son univers* »[449]. En revanche, de l'autre côté, il sera perçu comme un délinquant et aura de fortes probabilités d'endosser le stigmate dans une carrière morale l'enfermant dans une identité sociale de paria[450]. Presque toute la sociologie de la déviance s'adosse à cette production sociale d'étiquetage pour penser les dominés qui ne jouent pas le jeu, sans voir que, faisant cela, elle oublie de prendre au sérieux le déviant qui assume sa déviation, comme le suggère H. Becker. En dehors de la disqualification, point de salut, pas de réalité à prendre pour objet *normal*. La science politique de l'étiquetage a masqué et même annihilé toute possibilité de prendre au sérieux les mondes sociaux de la dissidence où le déviant ne se vit pas comme déviant. Le sociologue de gauche de l'étiquetage devient un sociologue de droite toutes les fois où il refuse de « valoriser » comme objet sociologique les valeurs propres des « criminels », notamment en reprenant des termes comme délinquance, crime ou déviance, des

---

[447] Bien avant J. Baudrillard, H. Lefebvre avait identifié cette puissance de destruction de la consommation capitaliste chez les dominés. L'acte de consommation est aussi une production paradoxale de passivité, un spectacle : « *Le glissement du champ vers le signal (…) Le détournement de l'énergie créatrice d'œuvres vers la mise en spectacle, vers la visualisation spectaculaire du monde (cinéma, télévision). Le spectacle du monde devient consommation de spectacle et spectacle de la consommation* ». *La vie quotidienne dans le monde moderne*, Paris, Gallimard, 1968, p. 121-122. C'est ce qu'il appelle « *la société bureaucratique de consommation dirigée* ». *Ibid*., p. 117. L'achat, l'appropriation, devient l'activité sociale (courses, loisirs, vacances, soirées), ce qui fragmente la classe ouvrière, abolit ses espaces de rencontre, dilue ses capacités d'engendrement culturel.

[448] P. Bruneteaux, *Maintenir l'ordre*, Paris, Presses de Science-Po, 1996, chapitre Logiques de sortie de guerre et crise de légitimité.

[449] *Outsiders. Etudes de sociologie de la déviance*, (trad.) Métailié, 1985, p. 25.

[450] Pour un bon exemple de tension entre altérité des normes et ressentis de l'invalidation sociale, M. Congoste, *Le vol et la morale. L'ordinaire d'un voleur*, Toulouse, Anarcharsis, 2012.

mots porteurs de culpabilité dans l'acte même d'objectivation. Même Bourdieu est persuadé que les subalternes « ne s'en sortent pas », matériellement et aussi bien sûr symboliquement, emprisonnés dans leur dépréciation laquelle est simultanément reconnaissance des qualités des dominants. Il est bien rare que les chercheurs aient suivi le conseil d'H. Becker en relativisant les normes sociales[451]. Les subcultures déviantes ne sont jamais mises sur un pied d'égalité[452] avec les normes du monde social qui sont aussi celles des scientifiques. Tout se passe comme si on étudiait « la société » sur un mode majeur et les dissidents, minoritaires, sur un mode mineur (à tous les sens du terme). En se contentant d'un point de vue constructiviste de mesurer la distance des refusants aux normes qui leur sont assignés, la sociologie de la déviance manque l'analyse objectiviste critique des valeurs des dissidents en soi, comme monde normal. En étant toujours comparés à la norme dominante, ils ne disposent d'aucune autonomie véritable ; base normative implicite à partir de laquelle il est possible de relativiser le point de vue relativiste sur les fabrications de disqualification de la part des dominants. Car, si les dirigeants sont capables de rabaisser ceux qui ne jouent pas le jeu, cela veut dire qu'il existe objectivement des refusants qui peuvent parfaitement assumer leur subculture[453]. A l'opposé, de l'autre bord, cela signifie que l'avertissement social établit le coût de la dissidence pour les scientifiques légalistes qui ne font qu'enregistrer les verdicts sociaux à l'encontre des dissidents. On perçoit mieux, et l'acharnement avec lequel la déviance est construite, et la propension à obéir, voire à devancer les sirènes de l'allégeance dans le refus implicite de se pencher sur les bonheurs associés au fait de kidnapper des patrons ou des généraux, de voler dans les châteaux où d'escroquer des banques. C'est en s'autorisant à avoir un spectre plus large embrassant ceux qui sont disqualifiés et ceux qui collaborent et ne risquent donc pas de tomber sous les « fourches caudines » de la hiérarchie que l'on tient ensemble la sociologie des complices de la domination.

Si la science sociale relate l'assaut des dominants qui discriminent, elle demeure silencieuse quant à la position des dominés et aux effets induits par elles dans les logiques pratiques de discrimination. Cette capacité d'action dans les situations est accentuée par le poids des institutions totales qui invite à penser, dans la fausse dualisation du monde – comme en guerre : en être ou pas – tout le jeu des pressions pour gagner l'autre à sa cause. Or, si les collaborateurs sont aspirés par ces dominants qui « tirent » vers eux certains membres de l'autre bord, nombreux sont ceux à demeurer dissidents de cet ordre, y compris jusqu'en assumant la criminalisation et l'emprisonnement. Dans la vie ordinaire, les dissidents ne sont pas acceptés parce que les normes renvoient à un ordre social jugé bon pour tous. On peut citer en vrac les routards accablés par la police quand, saisonniers exploités, ils stationnent leur camion sur une place publique[454]. Les arrêtés anti-mendicités, depuis les années 1990, ont fleuri dans toutes les municipalités de France. Les pauvres, de manière générale, sont perçus par les élites comme des profiteurs, alors même que les chômeurs ont cotisé légalement. La chasse aux fraudeurs des prestations sociales, récemment

---

[451] Parmi les chercheurs ayant tenté de rendre compte du mieux possible de valeurs alternatives en soi, sans forcément les rapporter à la déviance, ou partir du cadre des illégalismes ou des représentations officielles en termes de labelling, M. Congoste, *Le Vol et la Morale, op. cit.* Et, bien sûr, E. H. Sutherland, *The Professional Thief*, Chicago, University of Chicago Press, [1937] 1989.

[452] De fait, alors que les normes durkheimiennes sont posées comme un bien commun, des « valeurs collectives », les normes définies par le sociologue de Chicago sont des instruments de pouvoir : « *Dans la mesure où un groupe tente d'imposer ses normes à d'autres groupes de la société, nous rencontrons (cette) question : quelles catégories sont capables, en pratique, d'obliger les autres à accepter leurs normes, et quelles sont les causes du succès d'une telle entreprise ? C'est évidemment une question de pouvoir économique et politique* ». *Ibid.*, p. 40.

[453] Pour une analyse théorique des refusants, P. Bruneteaux, *Les mondes rêvés de George, op. cit.*, chapitres 4 et 5.

[454] E. Auger, « Mon camion, c'est ma maison. Quand le véhicule-habitation vient questionner la norme habitat », in M. Aranda, G. e Goff & J. Lévy, Sans-abri : expériences et politiques*, Revue française des affaires sociales*, n°1, janvier-mars 2023, p. 89-108.

lancée par G. Attal, vient jeter la suspicion sur l'ensemble du groupe des assistés sociaux. Tout au contraire, le point de vue de Goffman est une invitation à interroger le point de vue dominant dans sa prétention à la domination systématique sur les « valeurs ». Le tact du voleur ne se voit pas, pas plus que l'obéissance servile des consommateurs face aux grands distributeurs. En revanche, la profusion de gangs dans les « sociétés industrielles », de bandes armées parvenant à mettre la main sur des mines en Afrique, d'anciens caïds reconvertis dans le commerce légalisant leurs activités criminelles ou la politique crapuleuse, devraient nous « mettre la puce à l'oreille » : nombre de dominés ne se laissent pas faire et sont parfaitement capable d'inventer des identités, des sorties, des ressources et même parfois des mondes à part, à l'instar des maffias installées contrôlant des territoires, quand ce n'est pas l'Etat lui-même. La parabole de Goffman nous aide à poser le dilemme de la zone grise. A partir de quand le pickpocket serait-il collabo ? Et si les dominés aiment certaines valeurs du monde dominant, qui a le droit de les déclarer aliénés ? Et si l'adhésion à des réalités du cela va de soi ne porte pas préjudice au voisin prolétaire, faut-il encore parler de traîtrise ? Or, après tout, donner son argent à un actionnaire d'un hypermarché, n'est-ce pas renforcer un ordre social et donc consolider aussi le travail à la chaine et, par là, porter atteinte au voisin prolétaire ? Le terrain est miné et pourtant le raisonnement est riche sur le plan épistémologique. En partant de cette idée, celle des inégalités et des injustices, n'est-il pas fondé de dire que ceux qui participent un tant soit peu à la perpétuation de cet ordre, sans se situer dans le militantisme, sont bien des collaborateurs du système ? Si les journalistes sont des « chiens de garde » pour S. Halimi enquêtant sur les médias mainstream, si les ouvriers « jaunes » refusant de faire grève deviennent des « briseurs de grève », si les forces armées composées de fils de paysans et d'ouvriers « retournent leur veste » en défendant la propriété des riches et forment des « kapos » d'un monde violent qui non seulement exploite mais aussi réprime les citoyens contestataires, parfois dans le sang, alors se dessine de manière confuse des éléments probants qui invitent à fonder l'objet comme pertinent au travers de toute une hiérarchisation des formes de participation.

Si l'on suit le schéma de l'obéissance aux lois et aux normes sociales, alors, d'un strict point de vue objectif, seuls les voleurs et les révolutionnaires s'affranchissent de l'éthique de la collaboration « normale » au sens de l'idéologie de « l'intégration sociale ». Si l'on veut bien adopter le regard du paléontologue sur notre société ou, à tout le moins, celui de l'historien de l'Ancien régime, alors on peut essayer de se regarder comme étrangers, comme OVNI relevant de l'anthropologie de l'altérité. Cette vision froide et détachée nous aidera à prendre conscience que le respect des normes dominantes fait des dominés des perdants qui demeurent à leur place tout en participant à la reproduction du système. Le chef détient les cordons de la bourse, a le pouvoir d'édicter des lois contraignant le capturé : aller au travail et devoir travailler un nombre d'heures déterminées, demander la permission de pouvoir quitter son poste de travail, ne pas avoir le droit de protester au-delà de certaines limites, respecter des dizaines de codes, vivre son corps dans les cadres de la respectabilité publique, trouver du travail dans un délai raisonnable sans quoi la menace de radiation risque de devenir effective, être astreint à servir – payer ses impôts, faire son service militaire, aller voter, etc. Ces multiples sujétions ne deviennent effectivement des manifestations de la collaboration que *dans la mesure où d'autres les refusent*. La tripartition segmente un monde social ou les dissidents s'auto-éliminent, refusent le travail, vivent dans des ZAD ou des communautés alternatives, émigrent ou tuent les « petits chefs » comme en Italie pendant les « années de plomb ». Pour autant, la fuite n'est pas mécaniquement un retrait du monde dominant. Un délinquant peut paradoxalement être un collaborateur au moment où, dans sa fuite, il est rattrapé et accepte d'entrer

dans la légion étrangère. Retourné, avec la promesse d'un allègement de peine, il devient clairement un indicateur, une balance. Tous les délinquants attrapés par la police à qui on propose de se racheter en entrant dans la légion, reconvertissent leur capital guerrier et deviennent en quelque sorte les bourreaux volontaires de l'impérialisme français. Les légionnaires se sont particulièrement illustrés dans les guerres coloniales, servant sans peur et sans reproche, avec les gratifications annexes (viols, pillage).

3/ Parenthèse : le monde ordinaire des dominants : du profit à la profitation

▲▼

Les dominants sont des traîtres de deux points de vue. D'une part, au sein de la même nation ou de la même horde, ils se trahissent sans cesse entre eux pour le pouvoir, pour l'accession au trône[455], pour la prééminence dans un parti, pour l'accès à un poste rare dans un ministère. Mais, dans ce combat, ils ne sont pas des collabos. Ils luttent simplement pour la dominance. Cependant, il est possible de repérer une zone grise, au sens d'une trahison du peuple de la part d'une fraction des élites censées représenter le peuple. Il ne s'agit pas de dire que le mandat représentatif, en tant que tel, serait la porte ouverte à la collaboration, ce qui est pourtant le cas de la part des représentants, y compris et surtout des socialistes qui, plus que tout autre parti de gouvernement, n'ont cessé de rafler les votes populaires tout en faisant une politique de droite. L'argument retenu ici est encore pire. En fait, les élites de la fonction publique, censées être au service de l'Etat, et donc du souverain, s'avèrent être de plus en plus au service des dominants du privé. Les élites comprennent une fraction de collaborateurs au sens d'un préjudice pour l'ensemble de la nation considérée, donc aussi et essentiellement à l'encontre des millions d'habitants bien plus pauvres que la petite élite au pouvoir. Dans un livre trop rare sur la corruption dans la république, Y. Mény, que personne ne pourra taxer d'être à gauche, évoque simplement le mécanisme du « pantouflage », un vernaculaire doucereux bien fait pour désigner la trahison de la haute fonction publique avide de gains monétaires :

« La France est décidemment un pays paradoxal. Plus que partout ailleurs, la rhétorique politico-administrative cultive la distinction du public et de privé, la séparation de l'intérêt national et des intérêts particuliers, plaçant au sommet celles qui se rattachent à l'Etat. Pourtant, pratiques et conventions modifient sensiblement cette construction (…) En France, l'évasion temporaire ou définitive des hauts fonctionnaires est si habituelle et massive qu'elle est devenue un élément structurant des stratégies de recrutement et de carrière. On estime que près d'un quart des 3500 élèves de l'ENA ne sont plus au service de l'Etat »[456].

Ces « *fugues* » ou « *évasions* » comme les nomme l'auteur, constituent en fait des manifestations d'une collaboration contre l'Etat et en faveur des entreprises. Non seulement parce que les citoyens imposés paient la formation de ces élites administratives qui ne remboursent pas leur passage vers le privé ; mais aussi parce que les élites passées par les ministères vont vendre –

---

[455] Pour avoir une bonne vision du pugilat incessant pendant la guerre de cent ans dans les milieux aristocratiques, M. Mollat du Jourdin, *La guerre de Cent ans vue par ceux qui l'ont vécue*, Paris, Seuil, 1992. On peut même dire que la guerre de Cent ans a débuté par un acte magistral de trahison, un agent français indiquant aux Anglais comment trouver un gué pour circuler dans les marécages de la Somme et s'implanter dans une position avantageuse qui produira le désastre de Crécy en 1346. *Ibid.,* p. 30.

[456] Y. Mény, *La corruption de la République*, Paris, fayard, 1992, p. 120. Sur la trahison des hauts-fonctionnaires et des élites politiques néo-libérales, il faut lire l'ouvrage remarque de J. Gervais, W. Pelletier et C. Lemercier, *La valeur du service public*, Paris, La Découverte, 2021. Ouvrage, il faut le préciser, qui a été rédigé par plusieurs dizaines de personnes qui ont contribué, à un titre ou un autre, à cette somme critique contre le néolibéralisme dans sa dimension la plus criminogène, la collaboration des fonctionnaires à la privatisation du service public et à son démantèlement.

le mot le dit bien, ce sont des « vendus » car ils sont grassement payés par ceux qui les emploient dans le secteur privé – leur savoir (réseau de clientèle, informations clés, appuis divers) aux dirigeants des grandes entreprises. Cette circulation entre le privé et le public peut révéler différentes formes d'atteintes aux ressources de l'Etat (conflit d'intérêt, népotisme comme l'affaire Fillion l'a montré dramatiquement). La trahison de la nation est tangible, tandis que les élites instrumentalisent l'Etat, voire le pillent en créant une dette publique alimentée par de généreux cadeaux fiscaux aux entreprises. Un quart du budget de l'Etat est consacré à ces « aides » arrachées aux citoyens par le truchement de l'impôt. J.C. Monod, dans un ouvrage critique consacré à l'œuvre de Bourdieu, livre non sans irritation ce qui est pourtant un des plus grands actes de corruption dans la République :

« 'Main gauche et main droite de l'Etat', ce sont donc d'un côté l'Etat authentiquement dévoué au bien public, c'est-à-dire ses agents sociaux, et de l'autre les énarques corrompus, mais c'est aussi et peut-être d'abord, par toute une série de connotations, de 'contaminations', d'amalgames, P. Bourdieu lui-même face à ces jeunes philosophes qui ont commis le crime de lèse-majesté de l'attaquer et qui, selon lui, 'expriment très directement la vision et les intérêts de la grande noblesse d'Etat, issue de l'ENA et formée à l'enseignement de Science Po' : l'identification est telle qu'on ne sait plus très bien de qui il s'agit lorsque P. Bourdieu s'en prend à 'ces nouveaux mandarins, friands de primes et toujours prêts au pantouflage' ».[457]

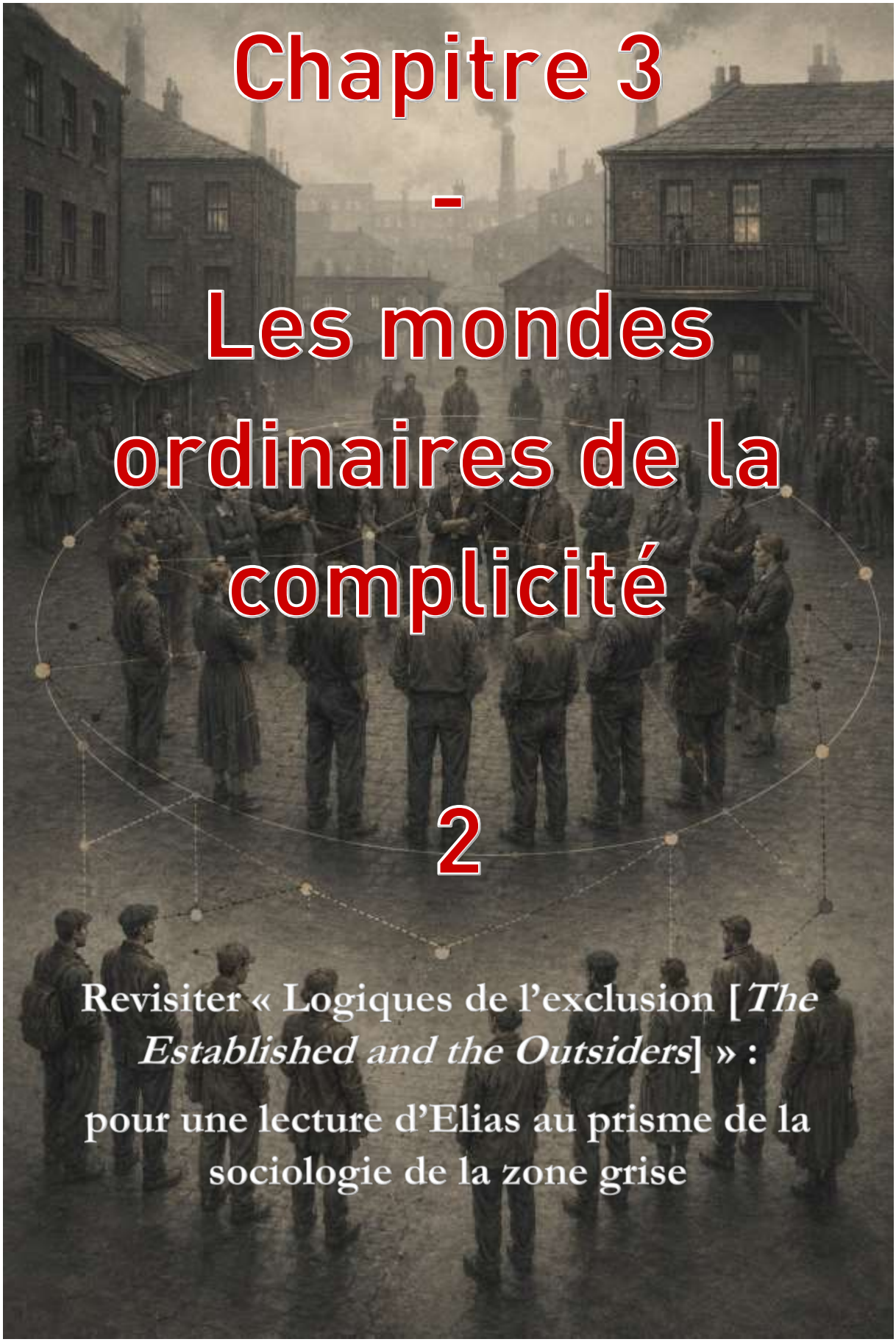
Tous les débats autour des retraites, du recul des droits syndicaux, du démantèlement des services publics oublient les coulisses du massacre à la tronçonneuse. Les élites mettent en dette l'Etat (passage des prêts publics aux prêts exorbitants sur les marchés), le pillent (vente des secteurs d'Etat les plus lucratifs au secteur privé comme les concessions de service publics des autoroutes l'illustrent tristement, dénationalisations et privatisations définitives, externalisation de services au privé comme le nettoyage ou le conseil). La trahison signifie en ce cas précis la perte de l'intérêt général au profit du pillage en faveur des plus riches. Dans cette histoire, le pire n'est pas uniquement que ces profiteurs ne soient pas arrêtés pour « haute trahison », ce qui est pourtant prévu par la constitution – sur 7000 élus pris la main dans le sac, seuls moins d'une dizaine ont fait de la prison (révisée en assignation à résidence et port d'un bracelet magnétique) – mais que dans un même temps, on arrête en comparution immédiate des pauvres qui volent pour survivre ou commettent quelques petits trafics de shit. L'économie de la survie est criminalisée tandis que la criminalité en col blanc, Wright Mills le disait déjà aux USA dans les années 1950/1960, est rarement épinglée par les dignes autorités judiciaires. Les trahisons s'enchainent, la science sociale par exemple tapant abondamment sur le populisme[458], l'horreur insondable d'un peuple qui se défie de ses élites néolibérales prédatrices, au lieu de s'en prendre courageusement à la source du problème[459]. Ces experts préfèrent protéger leur carrière plutôt que de faire leur djob, à savoir produire de la vérité sociologique sur les crapules déguisées en représentants. En s'appuyant sur les effets des méfaits du système, la science sociale mainstream collabore outrageusement au fonctionnement de la corruption. Rien de moins, rien de plus.

D'autre part, dans une configuration plus large, spécialement celle que J.P. Dozon nomme « *l'Etat franco-africain* »,[460] les élus et gouvernants organisent la trahison entre élites, notamment dans le cadre de l'impérialisme où les élites africaines sont achetées ou se laissent acheter par les « maîtres

---

[457] J.C. Monod, « Une politique du symbolique », *op. cit.*, p. 234.
[458] Se reporter à ma critique des analyses du populisme. Cause commune, dans l'émission que j'anime : Les mondes rêvés de George.
[459] Ce qu'ont fait pendant plus d'une trentaine d'années les époux Pinçon-Charlot dans le cadre de leurs recherches ethnographiques dans la grande bourgeoisie.
[460] *Frères et sujets, la France et l'Afrique en perspective*, Paris, Flammarion, 2003.

blancs » depuis les indépendances, le meilleur moyen de les faire « jouer » étant d'assassiner les mauvais joueurs, Modibo Keita ou Thomas Sankara dans le cas français. Un bon « coup » pour indiquer aux autres le coût du refus, l'alignement sur les règles du jeu de la compromission structurelle ne supportant pas la moindre riposte. Il semble que l'avertissement fonctionne très bien. La collaboration signifie alors jouer le jeu d'une clique contre une autre, plus légitime. Mais ce qui en spécifie la valeur renvoie à la trahison des élites nationales indépendantes foudroyées par la critique de Fanon dans *Les damnés de la terre*. La misère du monde se joue actuellement dans cette production de milices politiques du Sud au service des Multinationales et des Etats du nord. Un des enjeux majeurs des sciences sociales aujourd'hui réside dans les luttes des sciences sociales autour de la qualification des *postcolonial studies*. Pour les uns, comme J.F.Bayard, A. Mbembe ou A. Taguieff, le carnaval académique s'en prend à l'Occident alors que les élites africaines sont pleines et entières dans leur historicité propre, ce qui signifie concrètement qu'elles sont pleinement responsables de leur corruption. Pour les autres, d'inspiration marxiste, cet achat – souvent caricatural – de marionnettes politiques mis en place n'est que l'épiphénomène d'un écrasement du Sud par le FMI, la Banque mondiale, les Etats du Nord, leurs multinationales. Dans le cadre impérialiste, les profiteurs et exploiteurs des nations africaines aident les anciens colons à toujours piller le pays, ce qui était parfaitement identifié par F. Fanon dans *Les damnés de la terre*. Les chercheurs organiques se situent donc au cœur de la remise de soi dans les appareils idéologiques d'Etat, au même niveau que ces remarquables sujets que sont Alain Minc ou Bernard-Henri Lévy. Plus que jamais, l'article de Bourdieu de 1976 consacré à l'idéologie dominante fabriquée à science po, donc aussi au CERI ou au CEVIPOF, est d'actualité. Les intellectuels organiques n'occupent pas une place secondaire dans la reproduction de l'ordre mondial. Ils assurent, de par la légitimité que leur confère leur statut de chercheur ou leur appartenance à des institutions prestigieuses (EHESS, CNRS), un rôle de médiation et de dénaturation « capital » au service du capital. Cette servilité leur assure une place de choix dans les médias audiovisuels dominants. Au bout du compte, les migrants apparaîtront toujours comme des intrus qu'a minima on peut tolérer à condition qu'ils travaillent dans les conditions qu'on leur offre, tandis que les Blancs exportés dans les comptoirs dénommés « Outre-mer » demeureront totalement invisibles. Le juridisme des élites achève la trahison des peuples en faisant des assujettis des citoyens de départements, ce qu'Edouard Glissant a, de longue date, dénoncé dans *Le discours antillais*.



Chapitre 3

–

Les mondes ordinaires de la complicité

2

Revisiter « Logiques de l'exclusion [*The Established and the Outsiders*] » : pour une lecture d'Elias au prisme de la sociologie de la zone grise

▲▼

1/ Introduction : l'aveuglement autour de l'enjeu de la recherche

▲▼

Quand on dit que le point de vue crée l'objet, cette formule trouve un débouché inattendu dans la relecture de ce monument sociologique qu'est Logiques de l'exclusion. Cet ouvrage est, en effet, une œuvre de toute première importance sur le thème du labelling, des désignations stigmatisantes et des discriminations qui s'en suivent. Pourtant, ce qui lui a valu un succès légitime a masqué une autre dimension heuristique de la démonstration, comme en surimpression. *L'intention développée ici est de le rebasculer de la sociologie de la disqualification vers la sociologie de la complicité*.

Si l'on en croit la préface française rédigée par M. Wiéviorka, le message d'Elias serait clair. L'exilé allemand tracerait le chemin de la science de l'étiquetage, avec H. Becker. Il est le père spirituel de toutes les analyses « *qui renvoient très directement au racisme (et notamment) le racisme sans race* »[461]. Dans la foulée, le Tourainien entérine cette version prônant une interprétation en termes de « racisme social », de « disqualifications », de « stigmatisations », de « différences culturelles », de « groupe minoritaire stigmatisé ». Ce culturalisme de la dénonciation des forts à l'encontre des faibles a marginalisé l'analyse de la tripartition, tous ces groupes ou acteurs d'auxiliaires de la domination provenant des couches dominées elles-mêmes. En effet, les deux sociologues identifient clairement trois groupes : les disqualifiés, les ouvriers intégrés et les notables. Or, Logiques de l'exclusion pourrait s'écrire aussi : Logique de l'inclusion. Comment ne pas voir, en effet, que toute la démonstration tourne autour du groupe pivot des ouvriers « intégrés », lesquels lorgnent vers les dominants dans tous les compartiments de leur existence (placement immobilier, activités culturelles, pubs, religion…) tandis qu'ils rejettent dans le même mouvement les nouveaux arrivants ouvriers ? Cette forme de complicité structurale, nichée dans un petit bassin industriel de l'Angleterre des années 1950, se jouait de façon identique en France dans les mêmes structures morphologiques où existait un prolétariat rejeté récemment arrivé, souvent « immigré »[462]. Elle révèle un mécanisme d'allégeance à l'égard des élites locales qui, pour une toute petite minorité des Installés, signifie aussi une mobilité sociale à l'égard du groupe de référence. Au-delà de la concurrence à l'égard des nouveaux venus qui pourraient bien prendre la place des « installés », il y a le jeu central du positionnement intermédiaire des ouvriers affiliés, entre disposition symbolique au respect et imitation sociale dans le cadre de la mobilité sociale. Et c'est dans la mesure où il s'agit d'une œuvre connue internationalement que l'aveuglement autour des « traîtres » est d'autant plus intéressant à débusquer. Le racisme social, la ségrégation, la disqualification sont des notions importantes mais limitées parce qu'elles manquent, avec le dualisme ouvrier/ouvrier, la cible structurale du triptyque bourgeoisie locale/ouvriers implantés dans des statuts/ouvriers rejetés et marginalisés. Il est vrai que le zèle des travailleurs statutaires envers les notables n'est pas traité de façon systématique, alors que les pratiques de distanciation avec les nouveaux installés fait l'objet d'une analyse serrée chapitre après chapitre. Pour autant, tout l'ouvrage dissémine des indices multiples des liens étroits noués localement avec le groupe de référence, à ceci près qu'en l'absence d'une ethnographie des usines locales, Elias manque les liens économiques d'affiliation avec tous

[461] « Avant-propos de Michel Wiéviorka », in N. Elias et J. L. Scotson., *Logiques de l'exclusion*, Paris, Fayard, 1998, p.12.
[462] G. Noiriel, *Immigrés et prolétaires, Longwy, 1880-1980, op. cit.,* p. 519, à propos du *« fort noyau d'ouvriers enracinés, rejetant sur ses marges les nouveaux venus ».*

les effets « d'interdépendance » qui se reportent dans l'espace de la ville. C'est donc aussi dans le parti pris du chercheur, refusant de détailler les modalités d'allégeance, d'adhésion à l'ordre établi, allant de soi (c'est tout le sens du chapitre précédent), que l'on repère aussi le biais principal de l'analyse. C'est en partant du faux principe de l'intégration sociale et de la banalité de l'existence ordinaire entre ouvriers intégrés et notables, que la complicité objective des dominés envers les dominants locaux ne se voit pas, à l'image de la plupart des œuvres sociologiques portant sur « le lien social », « l'ordre social », « l'intégration sociale », « la mobilité sociale ». Pour autant, la multiplicité des indices laissés par les deux sociologues de terrain, en dépit des absences et des manques importants (la cooptation, le clientélisme, les gratifications, le népotisme, le capital social local, le capital d'autochtonie ou d'ancienneté) du point de vue de tout le tissu local des appartenances et des interdépendances locales, autorise largement une reprise de l'argumentation en filigrane.

L'enjeu de cette analyse est de montrer la face non vue d'une œuvre, comme si la force d'un paradigme dominant – en l'occurrence celui de l'étiquetage et du racisme – interdisait de « voir autre chose », à savoir la pure tripartition étudiée à Winston Parva, la ville étudiée par N. Elias et son collègue. En forçant le trait, on pourrait dire que derrière le sens apparent étudié – le rejet d'une partie des ouvriers par une autre partie plus dominante – le sens majeur de cet ouvrage a comme été dénié, le rejet masquant les causes du rejet : l'éclairage retenu par le champ scientifique a non seulement évincé la « part maudite » mais a surtout dénaturé et affaibli sa puissance explicative. La proposition pourrait ainsi se formuler : la disqualification des outsiders ne peut être pensée sans une analyse structurale de la tripartition. Le tiers, le groupe des ouvriers intégrés, ne peut être entièrement révélé dans sa capacité à segmenter le monde ouvrier sans que ne lui soit simultanément accordé (au deux sens) le privilège de s'inféoder aux élites locales qui les reconnaissant comme fondés à vivre ensemble dans la « communauté ». Pour ne pas laisser le lecteur dans le flou des abstractions théoriques, citons ce passage fort éclairant de la tripartition annexant le commérage à son principe de fonctionnement : « *Le groupe établi développa une 'idéologie' qui représentait les marginaux comme brutaux, frustes, sales et délinquants. Dans ce processus, le commérage joua un rôle prépondérant (…) Le groupe établi cancanait aussi sur lui-même (…) Mais dans ce commérage, sur lui, la sélectivité tendait à opérer dans la direction opposée : il tendait à devenir une 'rumeur flatteuse', bâtie à partir d'une vision élitiste 'd'individus exceptionnels'* »[463]. Les ouvriers intégrés sont les complices d'un système où le rejet des uns ne peut pas être étudié sans l'alignement sur les valeurs des autres. En oubliant cette double relation sociale, la sociologie n'a accentué que la première dimension, érodant de ce fait la force des liens locaux, l'intéressement des dominés au statut de respectabilité lié à la proximité avec les élites. Si le processus d'exclusion est culturaliste, la fonction d'auxiliariat quant à elle campe sur le terrain des classes sociales révélant, dans leurs luttes de classement, le double jeu/je du groupe des ouvriers divisés.

La sociologie de la disqualification, largement inspirée des découvertes des deux chercheurs à Winston Parva, est duale. Le titre le dit simplement et puissamment. En revanche, la sociologie de la tripartition est un processus impliquant trois groupes, et le groupe établi, servant de pivot, assume ainsi deux logiques antagoniques mais logiquement cohérentes. L'axiome serait : le dominé

[463] S. Mennell, « L'envers de la médaille : les processus de décivilisation », in A. Garrigou & B. Lacroix (dir.), *Norbert Elias. La politique et l'histoire*, Paris, La Découverte, 1997, p. 213-236.

participe à la fabrication du dominant en produisant en tant que tiers une force centrifuge et une force centripète, un rejet et une adhésion, une séparation de sa partie dangereuse et une intégration avec sa partie étrangère, une construction de la distance aux mêmes et une remise de soi aux autres, une détestation des moins dotés parmi les moins dotés et une séduction affirmée à l'égard des puissants. C'est en déniant aux dominés/dominants ce double jeu du tiers que l'unique perspective en termes de rejet rate sa cible. Les *Established* forment en fait, non pas prioritairement des agents intégrés rejetant des outsiders, non pas des familles cohérentes dans un village soudé aux activités sociales multiples fermant la porte aux nouveaux arrivants, mais des agents au service des dominants, pour tout dire des serviteurs qui, dans cette posture structurale, mettent aussi à distance celles et ceux qui « menacent » la vie « communautaire ». Or, la fonction de service, les pratiques d'obédience, la co-participation au capital symbolique, l'alignement au groupe supérieur de référence, parce qu'ils ne sont pas détachables du travail d'invalidation des relégués, participent d'une logique de tripartition. Quoique la période étudiée incline à penser ce système de façon « fonctionnelle », et à sous-estimer les possibilités de dissidence, le principe structural continue de fonctionner jusqu'à nos jours, avec des modalités nouvelles[464].

L'enjeu théorique est de taille et porte en lui le sens de la dénégation dans le champ scientifique. Importer le concept de collaboration, de « zone grise » au sens de Primo Lévi, c'est casser les codes implicites de la science sociale qui repose sur des concepts plus consensuels : « carrière », « mobilité ascendante » ou « groupe de référence ». En s'ancrant toujours naturellement dans la sociologie de la stratification, et en rejetant dans l'impensé tout ce qui annonce une coupure avec le cela va de soi, avec ce qui marche, la sociologie s'est offerte à bon compte une conscience critique à la marge. La science de la disqualification -dans la logique des travaux de H. Becker- a pu ainsi rendre si peu perceptible, les logiques inverses de l'aide des dominés aux dominants. La force sociale de la traitrise ne puise pas tant sa source dans son invisibilité symbolique que dans ses fonctions objectives de consolidation de l'ordre social. Car les dominants, toujours en minorité quantitative, ne peuvent physiquement dominer sans l'adhésion de ces intermédiaires sociaux. Le poids social des collaborateurs se joue donc au niveau des propriétés morphologiques des groupes intermédiaires, bien avant de déployer la palette des valorisations symboliques. Dans ce basculement de leur énergie sociale vers le haut plutôt que dans leur engagement vers le bas, les intermédiaires façonnent l'impensable trame des interdépendances avec les gestionnaires du pouvoir alors que la propension à « aller naturellement » vers les dominés du même groupe est requalifiée en coupure essentielle.

2/ Un monde ouvrier divisé et le rejet des nouveaux arrivants

▲▼

[464] Il est certain, notamment dans les années 1980 en Grande Bretagne, que les conflits collectifs ont émaillé cette entente et ont d'ailleurs surgi au moment du démantèlement du monde des ouvriers intégrés. Pour autant, ce lien structural n'a jamais cessé historiquement, qu'il se joue dans les logiques directes de services (domestiques, « jaunes », syndicats tels que la CFT dans les années 1970 et la CFDT depuis son virage néolibéral), dans l'invisibilité de la trame du quotidien (légitimation familiale de l'ordre et des valeurs nationales, carrière ascendante, vote de droite), ou encore au travers des situations spécifiques déviantes (rejet des OS par les OQ dans les fonctions syndicales, traditions catholiques dans la JOC, engagement des enfants d'ouvriers dans les fonctions répressives -du contrôle social aux rôles guerriers/policiers) au sens de ce qui dévie de l'appartenance de classe.

Partons d'abord de la découverte dite majeure des deux auteurs. L'ouvrage de N. Elias et J. L. Scotson, *Logiques de l'exclusion*, originellement paru en 1965 sous son titre anglais, *The Established and the Outsiders*, et maladroitement[465] traduit en français en 1997 (d'où le terme « exclusion », très en vogue à cette époque de visibilité des SDF qui donnera « La loi contre les exclusions » en 1998), est devenu un classique des sciences sociales. Cela tient certes à la notoriété internationale d'Elias, mais aussi à la singularité de l'œuvre. En effet, alors que tout porte à croire que les intérêts de classe conduisent les ouvriers à se mobiliser contre leurs ennemis « naturels », autrement dit les patrons (voire les cadres, les contremaîtres ou les chefs d'équipe), cette recherche menée à l'Université de Leicester et réalisée dans une banlieue anonymisée, Winston Parva, vient contredire, tout au moins partiellement, une vision classique en termes d'antagonismes de classe. L'enquête révèle en effet des divisions internes dans le monde ouvrier[466]. Ce qui est aujourd'hui relativement balisé n'était, à l'époque, presque jamais envisagé. Souvenons-nous des *cultural studies* anglaises, de Richard Hoggart décrivant un monde ouvrier opposé aux autres et à sa fameuse distinction entre les « nous » (tout le bloc des ouvriers vivant dans le même quartier- et les « eux » (les fonctionnaires locaux, les dominants de l'entreprise), à Paul Willis abordant les fils de prolétaires déscolarisés dénonçant les « fayots » à l'école, pris entre la petite délinquance et l'entrée inévitable dans l'usine. De même, les travaux classiques de Donald Roy vont dans le même sens, celui de l'unité des ouvriers de production d'un atelier donné contre les injonctions au rendement[467]. Et même jusqu'à aujourd'hui, les divisions dans le monde ouvrier ont rarement été nettement avancées[468]. Les travaux marxisants des années 1950/1970 ne sont pas en reste, au travers d'approches hypostasiant la classe ou l'identité ouvrière[469]. Dans ces années-là, fortement marquées par la domination du paradigme marxiste, relever les oppositions internes chez les prolétaires procède d'une apostasie quasi criminelle. Toute la tradition marxiste du mouvement ouvrier et du front de classe a imprégné une science sociale centrée sur le conflit en entreprise (grèves, freinage, syndicalisme, combines et détournements), sans que ne soient presque jamais pensées les relations entre des catégories opposées : ouvriers installés et arrivés, ouvriers nationaux et migrants, ouvriers qualifiés et OS, etc. Il faut attendre l'arrivée massive des ouvriers sans qualification immigrés pour que la fracture soit alors repérée. Depuis les années 1970, les divisions sont largement disséquées. La sociologie bourdieusienne s'est alors penchée sur les oppositions internes entre ouvriers non qualifiés et qualifiés, ainsi que sur les ouvriers immigrés rejetés par les travailleurs nationaux[470]. Les travaux des chercheurs anglais introduisent ainsi une coupure radicale avec le mainstream sociologique n'épargnant pas la science sociale dans son ensemble dans les années d'après-guerre. Le paradigme de la disqualification au sein des dominés eux-mêmes constituait alors une petite révolution mentale, avec sa double pente : du côté des *Established* celle de la dépendance au groupe de

---

[465] Le titre est très mauvais. Il fait perdre de vue l'existence séquentielle de strates et la dialectique de rapport de force entre les deux mondes ouvriers. Il dérive vers un processus abstrait là où les auteurs plantaient l'objet dans des groupes sociaux. Il est faux, dans la mesure où les *Established* sont bien intégrés. Il ne permet donc pas de comprendre les exclus (les outsiders) et la production des exclus (par les *Established*).

[466] La portée universelle de l'ouvrage ne provient pas justement de l'analyse monographique d'une division hiérarchique propre à l'entreprise - essentiellement entre les ouvriers qualifiés et les ouvriers dits « OS » ou manutentionnaires ou non qualifiés. Elle utilise comme support un univers ouvrier pour montrer un processus de distinction et de disqualification affectant deux groupes selon des enjeux spécifiques : anciens/nouveaux ; nationaux/étrangers ; étrangers légitimes/étrangers illégitimes ; pauvres assimilés/pauvres dangereux.

[467] D. Roy, « Deux formes de freinage dans un atelier de mécanique : respecter les quotas et tirer au flanc », *Sociétés contemporaines*, n°40, 2000, p. 29-56.

[468] L'approche culturaliste « homogène » est très nette dans l'œuvre de Michel Verret ou dans les productions des Tourainiens de la première heure.

[469] J.P. Molinari, *Les ouvriers communistes*, Thonon, L'albaron présence du livre, 1990 ; J.N. Retière, *Identités ouvrières. Histoire sociale d'un fief ouvrier en Bretagne. 1909-1990*, Paris, L'Harmattan, 1994.

[470] C. Corouge & M. Pialoux, *Résister à la chaîne. Dialogue entre un ouvrier de Peugeot et un sociologue*, Marseille, Agone, 2012 ; P. Bruneteaux, « Une sociologie atypique d'un syndicalisme atypique, lecture critique du livre de C. Corouge et M. Pialoux, *Résister à la chaîne. Dialogue entre un ouvrier de Peugeot et un sociologue*, Agone 2011 », *Revue Française de Science politique*, Vol. 63, n° 5, octobre 2013, p.944-947.

référence, aux valeurs et aux goûts classés des classes moyennes ; et du côté des *Outsiders* celle de la réaction à la défiance des premiers qui, du fait du processus de labellisation, conduit une partie de ces derniers à accentuer la logique de la désaffection aux normes établies. Cette sociologie du classement, que l'on ne pouvait pas trouver dans l'École de Chicago – bien trop centrée sur les déclassés repliés sur leur monde, à commencer par les migrants dans toutes leurs déclinaisons ethniques (Polonais, Italiens, Allemands, anciens esclaves Noirs), et surtout les déviants : les hobos[471], les délinquants[472], les danseuses/prostituées des taxi dance halls[473] –, est donc inaugurée par N. Elias et J.L Scotson.

À cette question insolite des haines de classe entre ouvriers, les auteurs répondent par un postulat a priori simple : les ouvriers plus anciennement arrivés rejettent les nouveaux arrivants (p.31). Le facteur le plus discriminant est selon eux la forte cohésion des premiers en « communauté », un terme typique du monde culturel anglosaxon qui n'a aucun équivalent en France, sauf sur le plan politique, au travers d'une dénonciation du communautarisme des non-nationaux. Alors que chez les Britanniques, le terme est hautement valorisé et exemplifie les groupes nationaux, il désigne, en France, un repli sur soi dangereux des groupes étrangers alors que l'Universalisme républicain appelle à l'assimilation toute minorité nouvelle arrivant sur le sol national. Pourquoi cette communauté est-elle donc fermée au point de stigmatiser les « nouveaux » arrivants ? L'explication des chercheurs semble tautologique : cette communauté reposerait sur une forte cohésion interne. Pourtant, la démonstration est remarquablement menée. À la façon d'un zoom de réalisateur, les enquêteurs présentent l'histoire sociale des quartiers de Winston Parva, en montrant pas à pas que la zone 2 comprend les anciens et la zone 3, sur un territoire connexe, toutes sortes de populations « immigrées » : des ouvriers londoniens ayant fui les bombardements de la guerre, des ouvriers provenant en fait de plusieurs régions du Royaume Uni. Les deux chercheurs montrent ensuite des liens très forts unissant les familles installées dans la zone 2 depuis plus de 80 ans. La focale s'accentue sur la vie locale en montrant le lien étroit entre ces vieilles familles et le tissu associatif qui draine les forces vives de la zone 2. Les chercheurs progressent alors en affinant la notion de classement et en étudiant le rôle que jouent les dénonciations (ragots, potins) dans la réaffirmation des valeurs conservatrices du groupe légitime. Finalement, en analysant les propriétés de la zone 3, ils donnent à voir un aspect central de leur recherche : la disqualification affecte d'autant plus les membres de la zone 3 que celle-ci intègre en son sein une frange marginale hautement visible : les jeunes déviants, au sens désormais classique d'Howard Becker, c'est-à-dire au sens d'une construction sociale externe finalement politique, sont perçus comme le reflet d'un groupe de familles qui ne tiennent pas leurs enfants. L'indiscipline, le bruit, le vêtement, le langage, spécialement dans les points de regroupement des deux populations (cinéma notamment) exacerbent les peurs des installés. Le point de vue politique dominant de la zone 2 associe la résistance de l'infra-politique à la déviance pure et simple. Autrement dit, les cris et manifestations classiques des jeunes « en bandes », sans être forcément délinquantes, sont catégorisés comme « déviants ». De ce fait, le discrédit jeté sur la minorité la plus jeune des membres de la zone 3 rejaillit sur l'ensemble de la population, alors même que dans sa grande majorité, celle-

[471] N. Anderson, *The Hobo. The Sociology of the Homeless Man*, Chicago &London, The University of Chicago Press, [1923], 1961.
[472] E.H. Sutherland, *The Professional Thief*, Chicago &London, The University of Chicago Press, [1932], 1989 ; F. Thrasher, *The Gang*, Chicago &London, The University of Chicago Press [1927] 1968.
[473] P. G. Cressey., *The Taxi-dance Hall. A Sociological Study in Commercialized Recreation & City Life*, Chicago, The University of Chicago Press, [1932], 1992.

ci est travailleuse, disciplinée et côtoie les ouvriers de la zone 2 (p.34). Telle est la loi sociologique que l'on peut facilement utiliser comme modèle ; pour penser la relégation des Noirs aux États-Unis, à savoir « *l'underclass* », catégorie déconstruite par Herbert Ganz[474] ; pour penser les SDF qualifiés de « mauvais pauvres », que toute l'historiographie a restitué quels que soient les pays européens ; pour penser aussi les gens du voyage, Tsiganes et/ou Roms marqués du sceau de l'infâmie. Comme le résument les deux chercheurs sous la forme d'un axiome : « *Un groupe installé a tendance à attribuer à son groupe intrus, dans sa totalité, les 'mauvaises' caractéristiques de ses « pires » éléments, de sa minorité anomique* » (p.34).

3/ Des ouvriers attachés aux normes sociales conservatrices de la bourgeoisie locale

▲▼

Les deux chercheurs sont pourtant bien loin d'avoir divulgué tout leur savoir-faire sociologique. Alors même qu'ils prétendent se concentrer sur les deux groupes ouvriers, la zone 2 et la zone 3, ils donnent à voir le conflit de classe. Non pas sous ses formes les plus connues que sont la grève, la confrontation dans la rue, l'action syndicale ou encore les revendications militantes, mais sous sa forme la plus routinière, encastrée dans les rapports sociaux qui « vont de soi ». L'ambivalence du monde ouvrier, c'est de faire naître sa progéniture dans un monde qu'il fait sien et, en même temps, dans un monde qui fait vivre l'exploitation. Cette dernière est source de souffrances et, par là, d'une prise de conscience que quelque chose ne va pas, que le sens commun se heurte à l'existence de manques. Là où la sociologie bourdieusienne du sens pratique et du cela va de soi trouve ses limites, c'est bien dans cette impossibilité de vivre le monde comme allant de soi, tout du moins si l'on postule que *l'illusio* fonctionne dans tous les compartiments de la vie sociale. Le rapport à la police, le regard insistant des « installés », les échecs scolaires, les ordres et vexations des petits chefs, le poids du contrôle social, redoublés par les secousses qu'elles instillent dans les familles (alcoolisme, maltraitances voire même déshumanisation dans l'inceste[475] et les abandons[476]), désarticulent en permanence, dans la trame du quotidien, le rapport au monde social. Si les ouvriers de la zone 3 entrent dans ce cadre, ceux de la zone 2 y entrent comme mémoire de ce à quoi ils ont échappé. La peur de retomber, la peur de perdre son emploi, façonnent un habitus docile, cristallisé dans les gratifications retirées de la conformité au mode de vie local « tenue » par les notables. La course vers le haut est dynamitée par cette frayeur autant que par la joie d'accéder à des récompenses « supérieures ».

Dans cette tension entre adhésion et défection, trois chemins sont envisageables pour améliorer sa position : jouer le jeu et tenter de « progresser », ce que font les installés en majorité du fait de cette « mémoire apeurée du déclin » ; contester et rompre avec l'ordre établi, ce que les

---

[474] *The War Against The Poor, The Underclass and Antipoverty Policy*, New York, Basic Books, 1995.

[475] Pour une vision extrême du lien entre sous-prolétariat quart-mondisé et incestes généralisés, il faut interroger l'affaire des pédophiles d'Angers où plus de 66 personnes « assistées » ont violenté pendant des années plus d'une trentaine d'enfants de 5 à 12 ans. Hélas, le plus souvent, la sociologie est absente sur ces terrains extrêmes. https://www.youtube.com/watch?v=GjZp41g5Q0c
Il n'est pas surprenant qu'une association comme Primo Lévi, qui offre une clinique spécifique aux réfugiés victimes de violences politiques, n'invite jamais ou presque de sociologues dans ses journées d'études. Voir par exemple celle-ci : https://primolevi.org/colloques/colloque-silences-et-ecoute.html

[476] N. Scheper-Hughes, *Death without Weeping. The violence of the everyday Life in Brazil. The Violence of Everyday Life in Brazil*, Los Angeles, University of California Press, 1992.

installés ont vécu dans les années 1980 au moment de la désindustrialisation ; enfin partir (migration, déviance, mercenaire), ce que firent les ancêtres des installés, notamment lors de la grande famine en Irlande. Loin des luttes de classe frontales, on a affaire ici à des luttes de classement en toute loyauté ; des luttes de stratification, des luttes de mouvements, comme si le monde social était une échelle à gravir en donnant des coups de pied à celui d'en dessous tandis qu'on tend la main à celui du dessus. Tout l'ouvrage nous montre la respectabilité des ouvriers de la zone 2 qui se « tiennent », fermement accrochés au gouvernail de la communauté, « *monopolisant les positions clés au sein des églises locales, des associations et des autres foyers de la vie associative* »[477], tout en rejetant les concurrents potentiels relégués dans la cale. Sans utiliser le mot, les auteurs montrent pourtant très clairement une *dépendance* des ouvriers aux normes sociales conservatrices contrôlées par la zone 1, les membres locaux de la bourgeoisie, entrepreneurs industriels, professions libérales et notables dominant la vie religieuse et politique locale. Alors qu'Elias défend avec ardeur l'analyse monographique d'une configuration communautaire (p.31 et suivantes), il détaille en fait l'emprise « *quasi-féodale de dépendance* » (p.144) des dominants de la zone 1 sur les ouvriers de la zone 2 : toutes les familles « anciennes » sont reliées par un tissu inextricable d'associations très investies (fanfare, club des anciens, aides philanthropiques et caritatives, clubs de sport) chevillées à la nébuleuse anglicane (p.129) contrôlée par les puissants de la zone 1, dont le fameux Drew, élu sans étiquette mais représentant en fait les conservateurs. De la même façon, André Théret décrit le rôle joué par un ingénieur des mines dans la vie locale : « *Il était catholique, assurait la présidence du cercle local. On le voyait dans les compétitions sportives : football, boxe, gymnastique. Il connaissait très bien son monde, par les rapports qu'il avait de ses chefs de service. Il était le chef suprême de son établissement* »[478].

En hésitant ainsi entre l'analyse « raciale » des ouvriers rejetant les « autres » – au point de créer une segmentation radicale entre les pubs – et l'analyse globale des classes, les auteurs brouillent un peu les pistes, mais ils annoncent tout de même la structure de la tripartition. Quand, dans l'introduction, ils abordent les dimensions centrales de la « cohésion », ils insistent d'abord sur une perspective en termes de configuration locale « entre ouvriers » : « *la forte cohésion des familles* » matérialisée par la mainmise sur les « *postes clés des organisations locales – conseil, église, club – aux gens de leur espèce* » a pour effet « *l'exclusion et la stigmatisation des intrus* » pour « *affirmer sa supériorité* » (p.31). Ce point de vue, que l'on dirait aujourd'hui culturaliste, proche des analyses « écologiques » de l'École de Chicago, est posé d'emblée comme le cadrage théorique fondamental alors que tout l'ouvrage détaille de façon magistrale le jeu « vertical » d'admiration envers les groupes de référence, « respect » qui emprisonne la classe ouvrière de la zone 2 dans les mains des dominants de la zone 1, la zone 3 des « immigrants » étant rejetée par les deux premières. Si la postérité de cette recherche puise dans l'exhumation des mises à distance entre ouvriers, elle masque comme une dénégation la puissance des rapprochements paradoxaux entre les élites locales et les dominés intégrés. La disqualification, la labellisation, l'étiquetage, la stigmatisation, autant de concepts qui se sont banalisés depuis les travaux de H. Becker ou de E. Goffman. Et on laisse, dans les coulisses, une

---

[477] S. Mennell, « L'envers de la médaille : les processus de décivilisation », *op. cit.*, p.220.

[478] *Parole d'ouvrier,* Paris, Grasset, 1978, p.104 et 129. L'auteur évoque aussi, à un échelon plus bas, un rôle identique tenu par l'aristocratie ouvrière au service du patronat : « *En cette période de préparation des élections de délégués mineurs, l'atmosphère de suspicion se développa, la méfiance était monnaie courante. Les insultes, les calomnies les plus basses, les plus abjectes, sentaient l'intellectuel soumis à la dévotion de ses maîtres de la direction. Dans chaque siège, chaque puits, la direction avait ses candidats maisons. Sa tactique était partout la même. Son candidat était toujours un père de famille nombreuse ayant quelque titre honorifique de membre honoraire dans les sociétés de musique, de gymnastique, sociétés mutuelles. C'étaient les seules références militantes qu'ils pouvaient étaler* ». A. Théret y voit « *les marchandages les plus immondes* » de la part de ces « *lâches et rouffions* » qui sont récompensés par les bourgeois des mines en occupant « *un emploi à la mine donné à des privilégiés : meneur de chevaux, accompagnateur du délégué, ce dernier poste étant marque de confiance et considération de la direction envers un de ses 'rouffions'* ». *Ibid.*, p.129-130.

réflexion dialectique sur l'adoration référentielle des dominés envers les dominants et les stratégies inverses et connexes de captation par ces mêmes dominants des ouvriers par toutes sortes de procédés d'intéressement, de participation, de gratification, autant de rétribution concourant à des pratiques de complicité. La démonstration la plus éclairante ne se situe pas tant dans le travail scientifique révélant les dégoûts des ouvriers intégrés envers les « *cockneys* » et les « *grands mal-lavés* » (p.43) – ragots sur le « *trou à rats* » (p.87), rejets dans les pubs, contrôle des postes dans les associations, stigmatisation puissante des jeunes délinquants – que dans la mise au jour de la chaine des dépendances – plus que des interdépendances – s'articulant toujours en direction des faveurs attendues des membres de la zone 1. En effet, plus qu'une étude de la division du travail (et donc de l'interdépendance), c'est un tableau de la collaboration de classe qui est décrit, sous l'appellation « *village* ». Ce que la sociologie nomme « ordre social » est bien une prescription qui découle en fait de tout un travail social d'affiliation (aux mêmes structures), de reconnaissance/méconnaissance (capital symbolique) et de distinctions (postes de pouvoir, relations de proximité dans le service, petits privilèges, passe-droits).

4/ L'existence d'une « aristocratie ouvrière » proche des notables ou le racisme social au prisme de la sociologie des grandeurs.

▲▼

Tout d'abord, au conflit de classe des ouvriers intégrés contre les dirigeants locaux, se substitue un respect global de la hiérarchie : « *Tout le monde reconnaissait la supériorité de la zone 1* » (p.102). Sur le plan territorial, une « *aristocratie ouvrière* » est implantée dans la zone 1 (p.77, 86) et dans la zone 2, sorte de groupe tampon entre le quartier des puissants et les ouvriers moins qualifiés ou moins riches de la zone 2. « *Certaines familles avaient donc des ramifications à la fois dans les zones 1 et 2, les premières formant une sorte de « haute société » pour le « village » comme pour Winston Parva dans son ensemble* » (p.86). « *Les habitants sont fiers de ceux qui ont réussi, et aspirent à devenir comme eux* » (p.108-109). Outre l'aristocratie ouvrière, il y a aussi une porosité entre la zone 1 et la zone 2 du fait de la présence de familles bourgeoises dans les « *meilleures rues* » de la zone 2 (p.77). Les auteurs précisent que « *dans les meilleures rues de la zone 2 (au nord) habitaient quelques familles qui relevaient de la classe II (positions de classe moyenne). Le nombre d'habitants bourgeois était réduit. Mais en tant que facteur de la configuration qui donnait aux deux rues une position supérieure, cette minorité de voisins plus haut placés jouait certainement un rôle hors de proportion avec son importance numérique : il était presque invariablement question d'eux dans les entretiens* » (p.111). Dans la logique du groupe de référence, « *la minorité de la zone 2 était mentionnée par les résidents, toujours avec une évidente fierté* » (p.77). On voit poindre, derrière les grands postulats de départ, une brèche qui nous conduit vers cette autre problématique, celle de la tripartition : « *Il fallait avoir quelque lumière sur la naissance de cette relation (de rejet entre 2 et 3) pour comprendre comment on en était arrivé là : comment les habitants de la zone 2 pouvaient revendiquer un statut plus élevé que celui des habitants de la zone 3 tout en reconnaissant un statut supérieur à la plupart des résidents de la zone 1. À défaut d'éclairer et d'expliquer cet ordre hiérarchique, il manquait la clé pour comprendre d'autres aspects de la vie collective* » (p. 89). On le discerne nettement : les deux chercheurs ont parfaitement conscience que le cadrage est plus général qu'il n'y parait et que le rejet entre anciens et nouveaux ouvriers n'est qu'une première marche dans un système explicatif plus global. Elias ne retient pourtant que cette dimension culturaliste dans son introduction, alors que l'analyse monographique

s'appuie vraiment sur une analyse structurale de la lutte des classements à la sauce « communautaire » anglaise. Car il ne faut pas oublier que le système social anglais, localiste et communautaire est très différent du modèle français, aussi bien du point de vue des élites que de la structuration des syndicats et des partis. Comment comprendre cette minoration dans l'analyse globale du livre alors que la tripartition est parfaitement identifiée par les deux auteurs ?

Norbert Elias est obnubilé par les processus d'infériorisation des minorités sociales. Son ouvrage porte sur le stigmate que l'inférieur intériorise (Elias parle « *d'aliénation* » et de « *réification* » p.51) ou parfois, parvient à neutraliser (p.36, 159). On retrouve là tout le poids du déterminisme individuel sur le rapport à la science. D'un côté, Elias projette sur ses objets de recherche les effets de sa propre trajectoire, en s'intéressant aux stigmates et traumatismes sociaux, ce qu'analyse Bernard Lacroix en montrant que le sociologue juif allemand a toujours été un étranger sous-estimé ; incapable d'obtenir un poste à l'Université en Allemagne, ancien combattant blessé de guerre, émigré en exil mal intégré en Grande Bretagne, son invalidation sociale a été redoublée dans ses effets par le *double bind* dérivant de l'assignation à réussir simultanément une vie intellectuelle : « *Norbert Elias ne cesse d'être fait étranger au monde dans lequel il aspire en pratique à se fondre* »[479]. De l'autre, il parvient à subsumer cette invalidation personnelle en orientant ses recherches sur les grandeurs qui participent à la structuration du racisme social. Il apprivoise le concept de tripartition. C'est ce qu'il appelle les « *fantasmes collectifs* » (p.51). Le groupe légitime ne cesse de se louer et de louer ceux du dessus. Le chercheur allemand, un intellectuel juif ayant fui le nazisme, passera aussi sa vie à étudier les délires de grandeurs, ce qui signifie aussi les disgrâces des inférieurs. Dans l'introduction théorique de l'ouvrage, il se laisse aller à son anthropologie des groupes humains, voyageant à travers le monde (il s'abreuve à l'histoire antique, à l'Inde, au Japon), dépeçant les fascismes culturels qui se nichent dans leurs prétentions à la supériorité sur les autres, au point de les démolir symboliquement ou de les annihiler physiquement. Qu'il nous parle du « rêve américain », du « rêve russe » ou du « *rêve du troisième Reich* » (p.53), on est bien loin de la sociologie de la communauté anglaise : « *Au faîte de leur puissance, les groupes dirigeants des nations, des classes sociales ou d'autres ensembles d'êtres humains, cultivent des idées de grandeur* » (p.63). « *Un idéal du nous excessivement développé est un symptôme de maladie collective* » (p.62). Elias voit dans le fonctionnement de la zone 2, dans cette petite communauté en apparence tranquille, le spectre du racisme, face inversée des fantasmes de grandeur qui portent en eux la maladie de la déshumanisation de l'autre. Derrière l'exclusion ou la stigmatisation visible à Winston Parva, il y a la conviction personnelle d'assister, en micro, à la répétition du scénario qui l'a conduit à devoir fuir l'Allemagne, persécuté par la démence politique d'un Hitler suivi par des millions d'Allemands. Qu'elle soit petite ou grande, l'attribution de la souillure et de l'impureté est un fait général de tous les groupes sociaux, avec des intensités variables. Le travail de disqualification est bien un racisme, un racisme social renvoyant à cette culture du chercheur allemand en fuite ayant vécu dans sa chair cette déshumanisation.

Les coupures essentialistes entre démocratie et totalitarisme, dualismes pourtant chers à tant d'intellectuels (dont Hannah Arendt ou Raymond Aron) sont ici particulièrement bien déconstruites. Elias ouvre la voie à une sociologie de la tripartition qui repose sur une nécessité structurale. A la grandeur des uns répond un abaissement des autres. Des classes laborieuses

[479] B. Lacroix, « Portrait sociologique de l'auteur », in A. Garrigou Alain & B. Lacroix (dir.), *Norbert Elias. La Politique et l'histoire, op cit*., p.46.

dangereuses aux mauvais pauvres (vagabonds) en passant par les Noirs fainéants (*Underclass*) ou les « arabes violeurs », c'est un même processus de distinction biface qui est à l'œuvre. Ce qui frappe l'esprit du chercheur allemand, c'est que le système de rejet en fonctionnement à Winston Parva ne repose sur presque rien[480]. Les ouvriers de la zone 3 n'ont rien fait, si l'on met à part les dérèglements de leurs rejetons, lanceurs d'alerte involontaires de « l'anomie » (terme employé par Elias) des jeunesses occidentales populaires ou, si l'on veut, de l'espace des possibles entre déviance et résistance. Mais leurs parents travaillent comme les autres, veulent se distraire comme les autres, vivent grosso modo comme les autres. Et que font leurs enfants ? Du chahut aux abords du cinéma, quelques déprédations sur les voitures, des bagarres dans les bals. La bourgeoisie locale devrait être rassurée : la grève générale est bien loin, de même que les attaques de banques ou les atteintes aux propriétés privées. Et pourtant, la zone 3 est diabolisée. La moindre incartade est relatée dans la presse locale et fait les choux gras des potineurs, cette rumeur qui nourrit en acte les classements sociaux. La logique du classement social, dérivée de [481]cette logique de zone grise qu'il n'identifie pas comme telle – il y a un écart sémantique fort entre les rêves de grandeur et les collaborations pratiques – est alors implacable : la violence symbolique se déchaine, et l'autre devient une cible permanente.

5/ Vécu du racisme et sociologie de la disqualification

▲▼

Si Elias a touché sans vraiment le formaliser le concept de tripartition, il ne va pas vraiment s'appesantir sur les à-côtés de la grandeur, laquelle impose une relation de service ; condition indispensable pour faire partie de la cour de ceux qui bénéficient des gratifications. Dans ce registre de la collaboration déniée, le racisme social, la dénonciation de l'inférieur, le rejet du discriminé prennent le devant de la scène sur les indicateurs concrets des alliances, adhésions et révérences. Les auteurs mettent davantage en lumière les homologies entre les différentes situations de « racisme », perspective qui noie d'une certaine façon la possibilité de révéler l'autre face du nazisme : la complicité dans la mise en œuvre de l'ordre social local. D'une certaine façon, le poids de l'histoire qui pèse sur Elias ne s'est pas joué de manière uniforme dans son habitus. Il a été davantage marqué par le racisme individuel subi que par le nazisme en tant que système fasciste imposant la collaboration de classe. L'accent mis sur le « rejet » ou « les fantasmes collectifs d'immortalité » a donc pris la place de l'étude du nazisme en tant que fabrication de l'adhésion des couches dominées à un ordre comprenant le rejet des minorités dangereuses. Ce sont les effets de relégation du nazisme sur les opprimés, les mécanismes de dissociation du corps collectif qui vont retenir toute son attention ; et non le nazisme en tant que mécanique relationnelle du pouvoir totalitaire, fabrique de SA, SS et kapos, autrement dit de dominés retournés ; élément somme toute marginal pour tout chercheur non spécialisé sur les dimensions spécifiques du nazisme comme totalitarisme mobilisant des dominés[482] (à commencer par exécutants dans les camps). Quand des

[480] Ce qui renvoie à une remarque identique à propose de l'extermination des Juifs. N. Elias, *The Germans. Power Struggles and the Development of Habitus in the Nineteenth and Twentieth Centuries*, New York, Columbia University Press, 1996, p.313.
[481] Sur ce thème, P. Bruneteaux, *Les mondes rêvés de Georges. Fabrications identitaires et alternatives à la domination*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016.
[482] Le nazisme n'est pas totalement totalitaire. Le monde économique a conservé de larges pans de liberté d'entreprendre. Les grandes entreprises n'ont pas été nationalisées. Les libertés de voyager n'ont pas été abolies et durant toute la période précédant la guerre, les Juifs, morts socialement,

chercheurs se penchent sur la biographie du penseur juif allemand, ils ne peuvent pas évacuer ce marquage traumatique lié à la « *rencontre avec l'hitlérisme* » et « *les difficultés de l'exil* »[483]. Mais ce qu'ils n'identifient pas, ce sont les effets du tropisme affectant l'auteur dans sa manière de privilégier tel ou tel axe dans le même objet. D'où cette surprise de lire, dans une œuvre consacrée à la vie ordinaire d'ouvriers, une analyse théorique sur les fantasmes collectifs de grandeur qui désarçonne M. Wieviorka dans son propos introductif. Parce que ce concept *a priori* étonnant aide à penser la dialectique entre légitimité sociale des dominés conformes et illégitimité des dominés catégorisés comme déviants. En attendant un meilleur sort, les ouvriers anglais de la zone 2 vivent une « *gloire par procuration* » (p. 101) et jouissent des « gratifications » associées au respect qui rejaillit sur eux toutes les fois où la norme est respectée. Cette situation mène à une épuration sociale dans les pubs (interdiction de fréquenter les mal-lavés), dans les associations (exclusion, ou relégation hors des postes à responsabilité), mais aussi dans les mots (disgrâce et infamie de la zone 3). Voilà pourquoi Elias délaisse, sans toutefois l'abandonner complètement – il parle bien de la course à la reconnaissance des dominés – l'analyse des structures du classement social, laquelle devait le conduire à embrasser d'un seul tenant les trois termes du fonctionnement local, et à poser à la fois la force du groupe de référence que sont les notables (zone 1) et la force du groupe repoussoir (zone 3). Ce qui le travaille davantage, c'est fouiller les déclinaisons du mépris plutôt que les déclinaisons des appartenances qui se tiennent, celles-ci mettant en scène les zones 1 et 2, celles-là mettant en scène essentiellement les zones 2 et 3. Il marginalise en théorie le poids structural incontournable de la zone 1 – et ses effets d'aspiration (aux deux sens) de la zone 2 – tout en développant avec brio les effets traversant du légitimisme : les figures patriciennes locales, les vieilles familles, les institutions du village, les admirations de référence, l'acharnement à l'entre-soi. Il pose, pourrait-on dire, la légitimité sociale des Grands, sans en restituer le travail relationnel en direction de ceux qui vont les admirer et, de fait, accentuer cette dépendance en rejetant les « autres ». Le chainon manquant n'est pas l'évocation de l'existence de dominants, ce qu'il dévoile clairement. C'est de produire le même travail dans les deux zones de contact : le travail systématique de décrédibilisation des nouveaux venus « parqués » dans la zone 3 aurait dû avoir son équivalent du côté des dominants, les deux universitaires n'étant pas partis alors à la recherche de tous les supports favorisant l'amarrage des groupes prolétaires « aristocrates » aux formes de prestige vécues par les élites locales. En marginalisant l'analyse du jeu de fidélisation entre la zone 1 et 2, entre les notables locaux et les ouvriers traditionnels consacrés dans les formes autorisées du rapprochement (églises, pub, sport, etc.), via notamment la description socio-historique des pratiques de l'aristocratie ouvrière des vieilles familles, et en posant uniquement l'existence des puissants en arrière-plan de l'étude, il en vient forcément à se polariser davantage sur les mécanismes de la dénonciation, en ayant en tête sa quête de compréhension des racismes sociaux. Elias manque en fait tout l'intérêt en soi des mécanismes d'alliance entre les *Established* et les différentes fractions de dominants locaux. Il aurait pu pourtant, là encore, généraliser, en montrant la face inversée du racisme, l'adoration du bourreau transfiguré en « Grand ».

Car, en y regardant de près, la sociologie de l'adhésion aux valeurs dominantes peut être reliée à l'anthropologie des complicités. Et N. Elias ne pouvait pas ne pas connaître les écrits sur

---

conservaient « la liberté » de s'exiler. Hitler a même été contraint, à la veille de la guerre, de renoncer au programme T4 face à la pression d'un évêque courageux. Et n'oublions pas qu'en 1936, il a dû accepter la victoire d'athlètes noirs sur des « Aryens ».

[483] A. Garrigou & B. Lacroix, *Norbert Elias. La politique et l'histoire*, *op. cit.,* p.8-9.

les camps de concentration, lui qui écrira un ouvrage majeur sur le nazisme[484]. En accentuant un mode de fonctionnement du nazisme – le racisme retraduit en racisme social – il omet de voir que ce racisme est implémenté par des acteurs sociaux qui, se faisant, nourrissent des ambitions de zèle stratégique : se sauver de la domination la plus dure (chômage, postes les plus durs en usine) en s'offrant aux élites qu'ils fréquentent de près, comme dans les camps, comme dans les plantations, comme dans les entreprises, comme dans les prisons, comme dans les hôpitaux psychiatriques où Erving Goffman identifie distinctement la figure du « privilégié », en employant le même concept que Primo Lévi[485]. La « carrière morale » se décline en deux postures. Le rejet et les adaptations secondaires d'une part et, d'autre part, la carrière interne avec les jeux de séduction en vue d'attirer les faveurs et de meilleurs statuts sous la coupe du personnel soignant[486]. Tout au long de son ouvrage magistral, Goffman pense alors les relations en surplomb de « *patrons à protégés* »[487] qui ont des « *malades à leur disposition* »[488] « *métamorphosés en zélateurs actifs* »[489]. Sauf que dans le cas présent, il ne s'agit pas de chômeurs anomiques ou de reclus enfermés. C'est au cœur de la condition ouvrière stable, n'en déplaise à Robert Castel, que s'expriment ces ressentis de la honte de soi projetée sur l'Autre où opère alors la détestation d'un « moins que moi ». La peur de mourir, la peur de déchoir, la peur de l'invalidation, dès lors répercutées sur « la victime émissaire », nourrissent la posture de soumission zélée. La collaboration anime l'inférieur qui aspire à l'imitation, la disqualification s'éprouvant comme une dénonciation pour se sauver, et pour se voir octroyer des privilèges. Autrement dit, Logiques de l'exclusion, en se focalisant sur la labellisation, invite à penser la complicité qui déborde dialectiquement. L'abaissement des autres pour s'attirer les faveurs du puissant est au principe de l'étiquetage. Elias a privilégié le négatif, sans tirer toutes les conséquences de ce qu'il avait identifié dans le jeu des grandeurs, mais en les abordant tout de même en dessinant *les relations* de village. Tous les groupes sociaux du « milieu » sont prédisposés à collaborer à la désignation des classes dangereuses, pour autant qu'ils soient associés au jeu dominant au travers de pratiques valorisées. Les classés comme les déclassés participent à la consolidation de l'ordre social, du moins tant que les élites savent surfer sur la disqualification de « l'immigré », de « l'assisté », du « mendiant agressif », tout en proposant un répertoire de récompenses aux intégrés. C'est un peu la destinée tragique de cette œuvre. La découverte importante de la mise au ban ne constitue qu'un élément d'une trame plus vaste dont l'ostracisme n'est qu'une partie finalement partielle dans la compréhension des processus de fabrication de l'ordre social et de sa hiérarchie complaisante. Grâce au microcosme ainsi inventorié, en accentuant la lumière sur un petit monde ainsi dramatisé dans ses parties élémentaires liées entre elles, les deux chercheurs nous donnent les moyens de voir en grand : le capitalisme, comme le nazisme, comme le système plantationnaire, comme le monde militaire, comme le monde antique, se dotent de troupes intermédiaires pour contrôler l'ensemble d'un jeu social. Winston Parva est, localement, la métonymie du monde humain en société. Pour faire société, il faut une zone grise, parfois barbare, souvent pacifiée et diluée dans la stratification de « l'ordre social ». La recherche des variations devient un enjeu de premier ordre, que le champ scientifique minore, pris dans l'illusion de coupures radicales, essentielles, entre les démocraties et les totalitarismes, entre les mondes pacifiés

[484] N. Elias, *The Germans*, *op. cit.*
[485] P. Lévi, *Les naufragés et les rescapés*, Paris, (trad.) Gallimard, 1989, p.17-20 et 41-43.
[486] E. Goffman, *Asiles*, *op. cit.*
[487] *Ibid.*, p.339 et s.
[488] *Ibid.*, p.340.
[489] *Ibid.*, p.344.

ou civilisés et les mondes autoritaires ou en guerre. Depuis les Lumières, la grande partition idéologique nourrit les épistémologies occidentales, alors même que les pires horreurs ont été commises par ces mêmes démocraties dites civilisées[490]. C'est dire que, sachant commettre « l'irréparable », elles savent parfaitement huiler le court ordinaire de la domination, toujours fondé sur des aménagements multiples de classes moyennes, de techniciens, de cadres, d'enseignants, d'agents de sécurité et de travailleurs sociaux. Tout l'imaginaire de notre civilisation ou, dans le langage d'Elias, de l'habitus pacifié occidental, se fonde sur les Droits de l'homme, la solidarité, le légalisme. La répugnance à objectiver les mondes totalitaires, les tortures, la corruption, la raison d'Etat, les actions impérialistes, rend difficile l'objectivation des collaborations sociales, les dénonciations, les rumeurs, les meurtres, le clientélisme, les violences de genre, les traitrises. On le voit d'ailleurs, comme dans un texte expérimental, dans le succès différencié des œuvres d'Elias lui-même. Là où *La civilisation des mœurs* a connu un important succès éditorial en France[491], *The Germans* est passé totalement inaperçu. Le champ scientifique est majoritairement constitué d'études sur les activités de paix (travail, école, sport, loisirs, médias, arts, musique, fonctionnement démocratique -partis, élections, presse) et plus secondairement sur les violences sociales. Et quand il s'agit des violences, la prime va aux violences de moyenne portée, le racisme ordinaire, les inégalités, les souffrances au travail, tandis que les figures des surnuméraires n'en finissent pas d'interroger les intellectuels interloqués par tant d'émeutiers, de délinquants ou de marginaux.

Le couple intégration des « nous » et rejet des « eux » – sur le modèle cher à Richard Hoggart – n'est pas uniquement la résultante de la vie au village. On le voit, les ouvriers doivent se soumettre aux valeurs de leurs patriciens, en jouissant de deux avantages : la participation aux organes du « village », avec l'effet de grandeur associé au fait de côtoyer les membres de la zone 1 ; et le droit de rêver d'une meilleure condition, en louant ceux qui ont réussi et en se persuadant d'avoir une meilleure situation que les relégués. Ce double mouvement de « collaboration » n'est pas pensé aussi explicitement par les deux chercheurs. S'ils identifient la posture du « traître » allant s'encanailler avec les plus désaffiliés de la zone 3 – ce qui est d'ailleurs rarissime dans leur texte –, ils ne parviennent pas à voir que leur propre public est catégorisable sociologiquement sous la même appellation de traître, ou, dans les termes de Primo Lévi, de « zone grise », tels qu'ils sont théorisés dans *Les naufragés et les rescapés*. Les Kapos des camps étaient des déportés œuvrant pour les nazis. Les « Jaunes » sont des ouvriers qui cassent les grèves[492]. Les commandeurs étaient des esclaves travaillant pour les planteurs, frappant les travailleurs et pourchassant les fugitifs (les « marrons »). Les légionnaires sont souvent des anciens délinquants d'origine populaire partis travailler pour l'État, souvent en réprimant les peuples colonisés. L'origine paysanne ou ouvrière des agents des forces de l'ordre éclaire cette réflexion dans le domaine de la répression. La question pourrait être la suivante : dans la tension précédemment évoquée dans la condition « populaire », qu'est-ce qui active la soumission zélée à l'ordre dominant contre « les frères de misère » ou, à l'inverse, explique la rébellion d'un Spartacus, et de tant de dominés de par le monde réunis sous des formes d'actions collectives ? Dans la monographie faite à Winston Parva, la collusion de la zone 2 avec la zone 1 est tellement accentuée, pour un Français choqué par un tel

[490] M. Davis, *Catastrophes naturelles et famines coloniales, 1870-1900. Aux origines du sous-développement*, Paris (trad.) La Découverte, 2003.
[491] A. Garrigou & B. Lacroix, *Norbert Elias. La politique et l'histoire*, *op. cit*, p.20-21.
[492] La mise en scène de l'entrée des « Jaunes » est évoquée par cette journaliste américaine ayant reçu de l'administration Roosevelt, avec d'autres chercheurs et journalistes, la mission de rencontrer des ouvriers et ouvrières et de récolter les ressentis liés à la crise de 1929. M. Gellhorn, *J'ai vu la misère, récits d'une Amérique en crise*, Paris, (trad.) Les Editions du Sonneur, 2017.

communautarisme entre « villageois », que l'on est en droit de se poser la question. Simple mécanisme du « cela va de soi » dans un monde industriel traditionnel en disparition comme disent les auteurs, ou constitution d'une zone grise comparable à d'autres univers sociaux ?

6/ Privilèges et légitimité sociale comme carburant de la complicité

▲▼

Cette situation est-elle liée à une sorte de barbarisation sociale ? Dans leur introduction théorique et socio-historique, les auteurs voient bien que cette population, dans un jeu de « castes », vit dans les « conditions féodales de la pré-industrialisation », sans en déduire le principe de leur conduite. Bien plus qu'un rejet dual des « nouveaux », il s'agit d'une adhésion « ternaire » au monde social où se joue en fait dans un même mouvement, la soumission zélée aux ordres traditionnels et l'obligation plus ou moins consciente de mettre à distance les derniers arrivés. De fait, se découvre une triangulation typique des zones grises, des formes de collaboration en situation autoritaire. Et quand les chercheurs avancent que les statuts sont identiques en usine, en dehors de toute étude interne dans les entreprises, alors même que le système du *closed shop* (contrôle partiel de l'embauche par les syndicats ouvriers eux-mêmes, puisque le patron ne peut qu'embaucher des ouvriers syndiqués, donc des ouvriers de la zone 2) fonctionne à plein en cette période, ils ne peuvent produire les données qui soutiendraient leur postulat de l'homogénéité des deux groupes d'ouvriers. Or, tout porte à croire que les plus anciens ont des postes dominants dans les syndicats, dans les places les plus confortables de l'usine. D'ailleurs, on l'apprend incidemment, seuls les ouvriers de la zone 3 travaillent dans les usines les plus pénibles de la région, où les conditions de travail sont les plus drastiques. De la même façon qu'Elliot Liebow[493] ou Elijah Anderson[494] ont montré que les ouvriers afro-américains venus du Sud, quoiqu'affranchis, se sont vus octroyer les pires travaux manuels, les meilleures places étant réservées aux ouvriers blancs, les chercheurs britanniques auraient sans doute observé, dans les usines de Winston Parva toutes situées d'ailleurs dans la zone 2, une très sélective distribution des postes en fonction des allégeances et des reconnaissances locales. Ce qui est clairement identifié pour le quartier – les mères de la zone 2 négociant avec le bailleur (notable local) la possibilité d'obtenir un logement proche de chez elles pour leurs filles mariées – aurait pu l'être pour l'usine.

Toutes ces remarques ne visent qu'à s'adosser aux découvertes d'Elias pour mieux les mettre en valeur. Le « grand » sociologue, n'ayant pas étudié Mozart par hasard, ouvre le chantier des « grandeurs » et des « fantasmes d'immortalité », les place aux côtés d'autres notions voisines (capital symbolique, légitimité, statut, idéologie, etc.) en réintroduisant ainsi une anthropologie de la condition humaine avec ses déclinaisons sociologiques. De même, en défrichant une zone presque invisible de racisme, il est devenu un pilier des études sur la stigmatisation, la disqualification, l'étiquetage, la dénonciation. Il reste que bien peu de chercheurs ont suivi son paradigme précis, celui des fantasmes transcendantaux, sortes de maladie des cultures qui apparaissent en période de crise, mais qui renvoient aussi à la théorie de la domination au sens de la théorie des légitimités. C'est la conclusion de chercheurs qui rapatrient cette interrogation sur la

[493] E. Liebow, *Tally's Corner*, *Les Noirs du coin de la rue*, Rennes, (trad.) Presses Universitaires de Rennes, coll. « Le sens social », [1967] 2010.
[494] E. Anderson, *A Place on the Corner,* Chicago, University of Chicago Press, 1976.

trajectoire de N. Elias et voient dans cette recherche « *une interrogation sur les formes de construction et d'objectivation de la légitimité sociale, ainsi que sur la possibilité offerte aux individus en fonction des rapports (de distance ou de proximité) qu'ils entretiennent avec elle, bref, une interrogation sur le problème de la légitimité sociale, comme on le voit par exemple dans le travail sur les 'établis' et les 'marginaux'* »[495].

Mais il ne faudrait pas se tromper. Etudier la légitimité sociale, c'est encore évacuer la question, relationnelle, du travail de retournement des assujettis et des logiques de conviction participant à l'enrôlement dans les jeux prescrits d'une configuration sociale. La recette mélange des acteurs, des pouvoirs, des masses, des fonctions, des récompenses, le tout ouvrant sur une voute de capital symbolique plus ou intériorisée, en tous les cas davantage par les bénéficiaires que par les relégués. Car, encore un paradoxe, pris par la beauté de *La dynamique de l'Occident*, les chercheurs ont surtout utilisé Elias pour penser la civilisation occidentale, les mécanismes de la pacification, des interdépendances et de l'autocontrainte alors que, dans le même temps, et sans pouvoir articuler les deux modèles théoriques, Elias se penchait sur les dérives des régimes pacifiés en univers de la destruction. Que ce soit dans *La solitude des mourants* ou au travers des « *déformalisations* » qui traversent *The Germans*, le brillant intellectuel a pris le contrepied de ce qui l'a rendu célèbre, en développant une théorie extrêmement originale relative aux logiques mortifères qui poussent certains groupes, dans certaines conditions historiques de crise et de perdition– et l'on sait à quel point pour lui toute sociologie est de part en part historique – à devenir des prédateurs et des exterminateurs en se prétendant souverainement purs et authentiquement supérieurs à tous les autres. En proposant une anthropologie émergeant au travers de l'étude des sociétés en crise, il montre que les acteurs développent des supports d'identification radicaux afin que chacun puisse ré-exister dans la « toute puissance » d'une transcendance personnalisée[496]. Les « *religions séculières* », comme les a nommées dit R. Aron, lecteur attentif du jeune N. Elias, proposent une couverture de complétude en valorisant des adeptes, avant-gardes mettant au pas les profanes et les inférieurs. Le nationalisme poussé à son extrême répond ainsi, nous dit Elias, à une angoisse de mort, rapportée à l'individualisation, à la sécularisation et aux crises majeures des sociétés modernes. Au carrefour de la psychanalyse et de l'anthropologie, le penseur allemand a aussi inauguré des pistes novatrices et stimulantes révélant l'inversion des négativités sociales en productions positives de transcendance. Et pourtant, paradoxalement, dans l'étude de Winston Parva, le penseur des grandeurs omet de retrouver les marqueurs de cette vitalisation au sein du groupe des ouvriers intégrés qui appartiennent, c'est capital, à une configuration sociale en déclin, celle de l'autorité traditionnelle et du patronage tout azimut. Dans cette recherche sur une société en paix, le sociologue Elias a ainsi presque effacé les découvertes de l'anthropologue Elias des violences extrêmes, pointant bien trop rapidement les formes d'adorations de certains dominés participant aux « fantasmes collectifs » aux côtés des notables. L'adhésion aux grandeurs proposées (la communion religieuse, le moi collectif autour de la fanfare, la fête incandescence du social), fabrique l'auxiliaire reconnu et l'accaparement par lui de ces ressources contre tout nouvel entrant. Ces « valeurs » sont bien plus perceptibles dans les phases de crise car elles dualisent le social. Les ouvriers, installés dans cette communauté fragile, ont choisi leur camp. Dans ce va et vient entre guerre et paix, totalitarisme et démocratie, Elias nous donne des bases d'appui pour penser la

[495] B. Lacroix, « Portrait sociologique de l'auteur », in A. Garrigou & B. Lacroix (dir.), *Norbert Elias. La Politique et l'histoire, op cit*., p.50.
[496] P. Bruneteaux, « N. Elias et la question du génocide. Hypothèses explicites et hypothèses implicites du dédoublement », in Y. Bonny, J.M De Queiroz & E. Neveu, *Norbert Elias et la théorie de la civilisation*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2003, pp.97-121 ; P. Bruneteaux, *Devenir un Dieu, op. cit.*

tripartition, y compris à propos d'un objet minuscule comme celui de ce village anglais où, pourtant l'amour contre nature y règne de façon caricaturale empêchant, comme tout clientélisme, « *la formation de solidarités de classe et par là les mobilisations idéologiques constituées autour d'identités collectives* »[497]. L'utilisation de découvertes majeures du chercheur allemand sur les circulations symboliques et pratiques des dominés ne s'est pas véritablement réalisée, comme un angle mort qui nous interdit de pointer le regard sur les opérations de huilage des rapports sociaux qu'il faut aller glaner dans son œuvre. La suprématie de la domination réussie, c'est bien ce donnant donnant inégal entre dirigeants et auxiliaires, ces dons et contre-dons au sein desquels l'accès à des postes et des titres suppose en contrepartie de déléguer en partie aux dominés eux-mêmes, le soin de créer ou, à tout le moins, de gérer, symboliquement ou pratiquement. La fameuse coupure foucaldienne des prolétaires et de la « *plèbe sous-prolétarienne* »[498] prend ici tout son sens, Elias montrant en acte les modalités de cette mise à distance des classes dangereuses, lesquelles sont présumées telles par ceux qui, dominés intégrés, leur montrent ainsi qu'elles n'ont pas prouvé leur allégeance. C'est dans le déni du zèle que la légitimité se renforce par le truchement de la dénonciation. Telles sont les deux dimensions indissociables de la tripartition.

[497] J.L Briquet & F. Sawicki, *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, PUF, 1998, p. 24.
[498] M. Foucault, *Dits et écrits, tome 1, 1954-1975*, Paris, Gallimard, 1994, p.1181-1234.



Chapitre 4

–

Les complices et les complicités dans les entreprises capitalistes

▲▼

« C'était donc ce gamin qui avait été désigné pour lire le compliment au chef d'atelier. Kautz avait commis deux erreurs : celle d'avoir confiance dans la bassesse du gamin et celle de croire que la flagornerie était une qualité du père. Celui-ci s'arrangeait toujours, si un rapport confidentiel lui était demandé sur l'un des ouvriers, pour dissimuler aux yeux des gens de la direction deux ouvriers militants syndicalistes, jusqu'au jour où ceux-ci furent découverts par les services spéciaux de police de la direction. Donc un naturel élan poussait Victor à se prendre de sympathie pour son mousse, alors que les Duvergeon, Jules, père Eugène et d'autres, eux-mêmes zélés délateurs, avaient vu dans le gosse une concurrence. Ces principes de mouchardage étaient une des spécialités policières des compagnies minières. Elles avaient pour but de créer et d'alimenter la suspicion parmi les travailleurs (…) Donc ce jour-là, tout ce beau monde d'agents de maîtrise étaient réunis dans le bureau du grand patron. En plus des chefs, les sous-chefs, les petits surveillants étaient au grand complet (…) 'Donc messieurs, nous allons prendre des dispositions pour mettre la main au collet de ce mauvais français (…) Mes vues étaient justes sur ce Victor. J'ai quelques ouvriers qui me sont dévoués, sur lesquels je peux compter ; je leur ai donnés des instructions pour se rapprocher de lui, converser avec lui et lui tirer les vers du nez. Il faut que le service des gardes (actifs dans le coron) entre en action. Jusqu'à maintenant nous ne savons pas grand-chose sur sa vie privée. Vos braves ouvriers, Kautz, qui sont en l'occurrence vos auxiliaires, le font bénévolement ? Je serais d'accord de leur accorder une faveur de suite, pour les encourager, surtout que nous leur demandons un travail bien ingrat' (…) Instinctivement, tous se méfiaient les uns des autres. Les plus acharnés dans ce combat, saisissant l'occasion de manifester leur attachement à la direction, sans scrupules de s'avilir, de se dégrader au niveau de rampant, de fidèle chien de garde, c'étaient on le devine, Duvergeon, Gustin et Jules Frévin, se ravalant au plus avilissant des métiers, celui d'espion et de délateur (…) Un ouvrier communiste devait lutter contre l'hostilité injurieuse de ses camarades de travail, exploités au même niveau que lui, contre les contraintes de surveillance dans les corons, dans la vie publique et privée. Si l'on peut dépeindre ces années, il y manquera toujours et à jamais l'odeur pourrie de cette atmosphère, où la violence faite à la raison, à l'esprit de respect du prochain se révèle la pire des discriminations. Les compagnies ont, sous l'égide des intellectuels de l'industrie, fécondé un nouvel hybride de monstruosité : la surveillance inlassable, concentrationnaire des corons, implacable envers les exploités, ses esclaves et que les gueules noires appelleront le 'rouffionage'. (…) Le délateur de tous les temps, de tous les régimes, a toujours été sacré pour les hommes de la direction du pouvoir. Combien d'hommes de probité, hélas, ont été les victimes de leurs amis qui les ont trahis et poignardés dans le dos. Ce rôle de dénonciateur fut, dès les premières concentrations ouvrières, baptisé 'rouffion' ».

A. Théret, *Parole d'ouvrier*, Paris, Grasset, 1978, p. 92-93 ; 104 ; 115 ; 118-121 ; 125 ; 157-158 et 192.

« Petit chef oh petit chef, tu sens de la frustration, la frustration mais oh petit chef, petit chef n'est pas là pour le pognon, oh non. Petit chef, oh petit chef, tu es là pour la soumission. Oh petit chef oh petit chef, un jour on te rentrera dans les roustons. Oh petit chef oh petit chef, tu veux mettre la pression, mais tu n'es qu'un bouffon, qu'un bouffon. Oh petit chef oh petit chef, tu te comportes comme un maton, comme un maton, mais petit chef oh petit chef, dans la rue, tu évites la confrontation, la confrontation. Mais ce n'est pas pour toi qu'on travaillera, non ce n'est pas pour ça qu'on se soumettra, non ce n'est pas pour ça qu'on la fermera, mais c'est contre toi qu'un jour on se battra. Tu n'es que de la faiblesse. Nous la tête haute, on ne sera jamais ta détresse ».

Groupe punk *Faute de frappe*, Album *Le retour aux vraies valeurs*, chanson « Petit chef ».

« Il apparaît vite que le patronat, seul ou en association avec l'appareil d'État, a déployé une large palette de stratégies pour interdire toute transformation d'ampleur de l'ordre usinier. Par là, on désigne l'organisation traditionnelle du travail industriel, caractérisée par la présence d'une hiérarchie censée faire respecter les méthodes de travail, les cadences et la discipline. L'ordre usinier se traduit également par un cloisonnement des espaces, une limitation de la circulation dans les ateliers, l'imposition de certains gestes et la prohibition d'autres, etc. au service d'une maximisation de l'engagement des ouvriers dans leur travail afin que la production soit la plus élevée et de la meilleure qualité possible. Globalement, parce que la confrontation l'emporte sur la conciliation, la réponse patronale consiste d'abord à récuser la pression des salariés en jouant sur le 'pourrissement du conflit' ou en sollicitant le personnel non gréviste, voire en licenciant tout bonnement les grévistes. En outre, le patronat peut solliciter des syndicats 'jaunes', voire les créer (…) Pour une fraction du patronat pourtant, le rôle des forces de l'ordre ne suffit pas, de sorte qu'elle mobilise des cadres, des gardiens, des vigiles et autres gros bras, tantôt pour faire le coup de poing avec les grévistes, tantôt pour dissuader les militants, notamment d'extrême gauche, d'intervenir aux portes des usines ».

X. Vigna, « Préserver l'ordre usinier en France à la fin des années 68 », *Agone*, 2013/1, n°50, p. 115-133.

« La culture d'atelier repose aussi sur la même unité fondamentale d'organisation que la culture anti-école. Le groupe informel ancre et rend possible toutes ses manifestations. C'est dans cette zone que les stratégies destinées à prendre le contrôle de l'espace symbolique et réel sont conçues et menées. C'est la très forte présence de cette organisation informelle qui fait la différence principale entre la culture d'atelier et les cultures petites-bourgeoises au travail. Parmi les ouvriers, cette organisation suppose également des marchandages considérables, des combines et une organisation contre 'les mouchards'. Il s'agit là de formes culturelles pleinement développées de ce que font 'les gars' à l'école. Le groupe informel à l'atelier montre la même attitude que « les gars » à l'égard des conformistes et des informateurs ».

P. Willis, *L'école des ouvriers, Comment les enfants d'*ouvriers *obtiennent des boulots d'*ouvriers*,* Marseille, Agone, coll. « L'ordre des choses », 2012, p. 95.

« La 'méthode' proposée par Taylor est scientifique dans la mesure où elle repose sur des « lois », des 'principes', des 'systèmes' en vue de répondre à 'quatre opérations' principales. 1 : 'Développer pour chaque élément du travail de l'ouvrier, une science remplaçant les anciennes méthodes empiriques ; 2 : Spécialiser, former et entraîner l'ouvrier, au lieu de le laisser choisir son métier comme autrefois et l'apprendre comme il le pouvait ; 3 : Suivre de près chaque homme, pour s'assurer que le travail est bien fait suivant les principes posés ; 4 : Partager également la responsabilité et la tâche entre la direction et les ouvriers, la direction se chargeant de tout ce qui dépasse la compétence de ceux-ci' ».

Charles Taylor, *L'organisation scientifique du travail*, 1911, p. 53, cité par Olivier Naïm, *Les théories de la surveillance. Du panoptique aux Surveillance Studies*, Paris, Armand Colin, 2020, Introduction, p. 7-14.

.

1/ Les fondements structuraux de la collaboration de classe dans les entreprises

▲▼

Si l'ouvrage d'Elias pointe la démonstration relative à la tripartition autour de l'adhésion d'une partie des membres des classes populaires des petites villes anglaises des années 1950 aux notables locaux activement présents sur les lieux de vie, il éclaire sans trop le savoir un phénomène de fidélisation organisée qui trouve pourtant sa source dans la dépendance structurale des travailleurs aux patrons, lesquels octroient les salaires et donc les conditions de vie au sens fort du terme. Cette dépendance de facto et de jure (le contrat) ne suffit pas à faire accepter une position d'esclave moderne qui sera immortalisée, dans la grande industrie, avec le taylorisme et la caricature qu'en donnera Charlie Chaplin. Tout ce chapitre entend éclairer le basculement de l'analyse en termes de hiérarchie vers la théorie de la complicité.

La surveillance humaine se situe au cœur du procès de production, comme l'a vu Marx :

« La surveillance est au cœur de la description que fait Marx de l'organisation des usines, et elle sous-tend la discussion marxiste sur les changements dans les stratégies managériales capitalistes. La surveillance était au cœur de l'explication par Harry Braverman de la gestion scientifique en tant que stratégie visant à contrôler les flux de travail afin de segmenter, de déqualifier et d'accélérer la production, comme en témoigne sa description évocatrice du contremaître « superviseur » qui chronomètre le travail physique brutal de Schmidt. Les exposés marxistes sur le travail étaient conscients de la surveillance technique « dure » exercée au moyen d'horloges, de mesures et d'autres techniques prétendument scientifiques, ainsi que des stratégies de surveillance « douce » qui impliquaient que les cadres et les professionnels du personnel observent et enregistrent les interactions des travailleurs avec les cadres et entre eux, et sondent même leur vie en dehors du travail. La surveillance peut impliquer l'observation directe, la tenue de registres et la quantification, ainsi que la pression des pairs et la persuasion morale. Les données, tant qualitatives que quantitatives, n'étaient pas seulement utilisées pour discipliner et punir, mais aussi pour modifier les comportements, les attitudes et les cultures de travail habituelles, voire pour prédire les problèmes futurs. Le fordisme est né non seulement sur la chaîne de montage, mais aussi grâce à la surveillance indirecte du département sociologique de Ford, qui espionnait les travailleurs à leur domicile afin de remodeler la famille de la classe ouvrière et d'endiguer leurs opinions politiques oppositionnelles »[499].

Marx, revisité par J. Sangster, dévoile ainsi la double emprise sur les travailleurs, par « la pression des pairs » et par les « intellectuels organiques » directement indexés au processus de production, les équipes de sociologues appointés comme C. Taylor auprès de Ford ou M. Crozier en France[500]. La violence avec laquelle les capitalistes ont cherché à stabiliser (contre la circulation) et à prolétariser (mécanisation) les ouvriers renvoie avant tout à la recherche d'un temps de travail maximal lié à l'obtention maximal du profit. La surveillance n'a aucune utilité en soi si ce n'est de faire respecter le diktat de la présence forcée, rapportée de nos jours par les travaux des historiens comme G. Noiriel pour le XX[e] siècle, en liaison avec les recherches inaugurales de Marx au XIX[e]

[499] J. Sangster, *« The surveillance of service labour : conditions and possibilities of resistance »*, in L. Panitch & G. Albo, *Beyong Digital Capitalism, New Ways of Living*, Socialist register, 2021, (p. 175-200), p. 180.
[500] *Le phénomène bureaucratique*, Paris, Seuil, 1963. L'auteur s'emploie minutieusement à dénicher les marges de résistance des ouvriers afin de les neutraliser, payé par la Seita, entreprise d'Etat fabriquant des cigarettes.

siècle[501]. Marx énonce clairement la loi de la surveillance humaine dans la division « non durkheimienne » du travail, sans pouvoir toucher le mécanisme de la zone grise :

« Quand le capitaliste grandit et avec lui la force collective qu'il exploite, il se démet de sa fonction de surveillance immédiate et assidue des ouvriers et des groupes d'ouvriers et la transfère à une espèce particulière de salariés. Dès qu'il se trouve à la tête d'une armée industrielle, il lui faut des officiers supérieurs (directeurs, gérants) et des officiers inférieurs (surveillants, inspecteurs, contremaîtres) qui, pendant le procès du travail, commandent au nom du capital. Le travail de la surveillance devient leur fonction exclusive »[502].

Dans son chapitre XIV, Marx analyse longuement le regroupement des forces productive au sein de la manufacture, de la fabrique puis de la grande entreprise, lieu de ce qu'il appelle aussi « *la division du travail* »[503] intégrant l'exploitation des enfants à laquelle il consacre de très nombreux développements. Celle-ci oppose radicalement les ouvriers « *aux officiers inférieurs et supérieurs* ». Il n'y a pas de solidarité organique en usine mais une mort sociale des premiers et aussi leur mort physique prématurée du fait de « *la dilapidation sans limites et sans gêne de la vie humaine* »[504], des constats étayés par les statistiques, notamment fournies par G. Noiriel dans les houillères[505]. Pour autant, les deux siècles passés ont montré combien les résistances à la prolétarisation – tant de la part des ouvriers de métier que des paysans-manœuvres saisonniers – ont été fortes du fait de la construction d'un rapport salarial « froid », ne reposant sur aucun lien social préexistant (autorité du seigneur, du prêtre ; patronage et philanthropie, obligations traditionnelles). C'est tout le mérite de la première *Cultural studies* de l'avoir démontré. E.P. Thompson, dans son exigeante socio-histoire de la fabrication de la classe ouvrière[506], a exploré les lignes de force de ce processus, cette « *growing distance between master and man ; the transparancy of the exploitation at the source of their new wealth and power ; the loss of status and above all of independence for the worker, his reduction to total dependence of the master's instruments of production ; the disruption of the traditional family economy ; the discipline, monotony, hours and conditions of work ; loss of leisure and amenities ; the reduction of the man to the status on an 'instrument'* »[507]. L'impersonnalisation du pouvoir brut et brutal n'a d'équivalent que celui de l'impossibilité d'accepter une telle condition d'aliénation, de dépossession et de violence dans l'extorsion brutale du produit de la force de travail[508]. La fuite, l'émeute, la destruction des machines, les bagarres émaillent l'histoire du capitalisme. Les USA offrent le panorama de la plus cynique des zones grises. On en relèvera que deux exemples particulièrement illustratifs de la complicité hissée à son plus haut niveau de performance. Le premier a trait à l'utilisation, en pleine ségrégation raciale, d' « *african american strikebreakers* » utilisés par les patrons non seulement pour briser les grèves avec des « jaunes » venus d'une autre région, lesquels découvraient uniquement en arrivant le sort qui leur était réservé ; mais aussi pour détourner les ouvriers blancs de toute forme de solidarité entre ouvriers, quelle que soit la race, autrement dit en renversant le sens de la lutte pour en faire une

[501] *Le Capital*, tome 1, Paris, Editions sociales, 1977, chapitre X., plus spécifique à partir des pages 201 et s.
[502] *Ibid.*, p. 243.
[503] Laquelle disparaîtra dans l'annihilation du capitalisme, car « *le terme final est la suppression de l'ancienne division du travail* ». *Ibid.*, p. 347.
[504] *Ibid.*, p. 339.
[505] *Immigrés et prolétaires*, *op. cit.*, notamment p. 242, 250, 264, 265, 269, 278, 384.
[506] *The making of the english working class*, New York, Vintage book, 1966.
[507] *Ibid.*, p. 202-203.
[508] La sociologie du XX[e] siècle, faite par des fonctionnaires apaisés dans un monde domestiqué de consommateurs occidentaux pillant le reste du monde, est marquée par cet ethnocentrisme conduisant à croire que les rapports sociaux sont essentiellement adossés à des mécanismes d'intériorisation, à des dimensions inconscientes d'apprentissage des places et de reconnaissance des puissants ; autrement dit cette science sociale de « *l'illusio* » et du « sens du jeu » des années 1960 et 1970 qui font oublier la sauvagerie des rapports de domination des siècles passés, à commencer par celle du XIX[e] siècle lors de laquelle les capitalistes ont du apprivoiser la bête sauvage qu'ils ont fabriqué en imposant cette instrumentalisation du corps dont parle A Thompson.

haine raciale d'ouvriers blancs contre des briseurs de grève noirs ne travaillant pas dans l'usine en question et ne pouvant pas être embauché pendant de longues années après cette instrumentalisation digne des pires colons[509]. L'autre exemple donne à voir la violence la plus crue des employeurs américains : autorisés par les élites locales à utiliser des mercenaires recrutant des chômeurs blancs et noirs ainsi que des gangsters, les patrons des usines en grève n'hésitent pas à recourir à des entreprises en brisure de grève dotant les employés d'armes à feu et leur donnant tout pouvoir pour menacer et frapper les grévistes. Il ne s'agit pas uniquement de briser les grèves mais aussi de les rendre impossible, en terrorisant les ouvriers à domicile (violences physiques, viol des femmes et des filles) comme sur leur lieu de travail. Les historiens américains, à grands renforts d'images, montrent les assauts de ces entreprises illégales protégées par des gouverneurs d'Etat leur concédant parfois l'usage de la police ; une patrimonialisation qui décrasse le monopole en libérant des fractions de forces répressives renommées « *police du charbon et de l'acier* »[510]. Parallèlement à ce détournement des forces d'Etat (voir le chapitre 6), les patrons font largement usage du « *lumpenprolétariat* », ainsi nommé par S.H Norwood, rassemblant les chômeurs comme les bandits et sortants de prison. On y voit, à satiété, des usines protégées par des hommes armés de fusils laissant entrer les jaunes dans les entreprises ainsi toujours en activité. Il faut adjoindre à ces entreprises au service du capital les agences de détectives effectuant un travail de renseignement à l'encontre des leaders, d'une part pour les démasquer, d'autre part pour découvrir l'agenda des grévistes et nuire à la réputation des « meneurs », enfin pour briser plus efficacement la rébellion. Il aura fallu la rupture occasionnée par la seconde guerre mondiale pour rendre caduque ces contre-mobilisations, au moyen notamment d'une législation interdisant l'espionnage des syndicats. En tuant parfois les leaders syndicaux, à l'image de Carnegie Steel ayant fait appel à la société de mercenaires Pinkerton, le syndicalisme de cette branche industrielle a mis plus de 50 ans à se relever. L'apparition d'un cadre réglementaire davantage protecteur n'exerce pas les mêmes effets que la terreur pratique exercée sur le terrain des luttes sociales. La répression fasciste aux USA, dans la suite de la conquête de l'Ouest et de l'extermination des Indiens, relativise grandement la portée d'un Tocqueville et interroge cette démocratie qui utilisera massivement des « *labor spying* » connectés aux « *armed mercenaries* » fonctionnant autant comme « *great industrial reserve army* » que comme troupe guerrière de répression, laissera les grandes compagnies diviser les classes populaires en captant « l'armée de réserve », soit ponctuellement (ramassage dans les rues pour une activité ponctuelle) soit de façon stable dans des armées de salariés de remplacement pouvant compter jusqu'à 6000 hommes dans un secteur donné (l'automobile) au point d'être plus efficaces que le gouvernement fédéral lui-même, dixit ces mêmes historiens.

---

[509] C. Tilly avait signalé l'importance de prendre en compte, dans les conflits entre les patrons et les ouvriers, le rôle des « polices privées ». Charles Tilly, « Theories and Realities » in L. H. Haimson and C. Tilly, *Strikes, Wars and Revolutions in an International Perspective : Strike Waves in the Late Nineteenth and Early Twentieth Centuries*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989, p. 11. Parmi une très vaste littérature sur la question des complices du capital aux USA, S. Norwood, *Strikebreaking & intimidation. Mercenaries and Masculinity in twentieth-Century America*, *op. cit* ; R. Arnesen, « Specter of the Black Strikebreaker : Race, Employment, and Labor Activism in the Industrial Era », *Labor History*, Vol. 44, No. 3, 2003, p. 319-335 ; R. M. Smith, *From Blackjacks to Briefcases. A History of Commercialized Strikebreaking and Union-busting in the United States*, Athens, Ohio University Press, 2003 ; P. Moreno, *Black Americans and organized labor : a new History*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 2006. Outre les entreprises guerrières de « brisure » de grève, la sociohistoire de la collaboration économique comprend aussi tous les montages structurels autour de syndicats alignés. G. Alderman, « The National Free Labour Association. A Case-Study of Organised Strikebreaking in the Late Nineteenth and Early Twentieth Century », *International Review of Social History*, n°21, 1976, p. 309–336.

[510] *Strikebreaking and intimidation, op cit*., p. 121. ; R.M. Smith, *From Blackjacks to Briefcases : A History of Commercialized Strikebreaking and Unionbusting in the United States*, *op. cit.*

La tripartition peut être comprise comme un des outils à disposition des élites économiques visant à compenser la perte des attaches traditionnelles au sein d'un nouveau type d'esclavage ; ce qui indique en passant la pertinence du cadre théorique insistant sur la « passation de pouvoir » du totalitaire vers le démocratique d'une part et, d'autre part, la comparabilité entre les deux termes du point de vue de l'analyse de toutes les formes d'institutions totales. Effectivement, si les luttes contre l'exploitation capitaliste ont lesté les rapports entre employeurs et employés d'un lourd contentieux systémique, elles ont largement masqué une lutte plus sourde comprise dans celle, plus globale, des conflits de classe, visant à recréer des « attaches » verticales. En effet, des deux côtés du rideau, les patrons ont cherché à fabriquer de la « coopération » (terme utilisé par Marx d'ailleurs dans *Le Capital*) là où les ouvriers « *voice* » ou « *exit* » ont cherché désespérément à s'autonomiser de la tutelle imposée par les relations de travail au sein des usines.

S'appesantir désormais sur le monde des entreprises, c'est rendre compte territorialement, comme dans une jungle, de cette lutte biface entre la volonté d'affilier et de soumettre du côté des patrons, et la volonté de recréer de l'indépendance du côté des ouvriers, cette dialectique ayant pour nom la lutte contre les mouchards, les « jaunes », les « rouffions », les « traîtres », les « fayots », les zélés, les stakhanovistes, « les bons éléments », les « canards » ; lutte qui constitue une dimension sous-traitée de la sous-traitance de la domination par *la zone grise ouvrière* dont une des dimensions[511] a été détaillée dans l'examen de la monographie d'Elias et Scotson portant sur la vie locale. Là où les deux chercheurs ont dessiné le portrait social du collaborateur mou (l'alignement *en dehors* de l'entreprise), les historiens des *strikebreakings* ont quant à eux largement brossé le portrait des entrepreneurs de causes patronales intervenant dans les entreprises, dans leurs abords et même dans les domiciles des leaders, n'hésitant pas à tuer des cadres syndicaux. On sort ainsi de l'adhésion/collaboration au sens de *l'illusio*, de « *loyalty* », du cela va de soi, de l'intériorisation des valeurs et normes de « la société » – avec toutes les réserves formulées dans le chapitre 2 – pour embrasser l'aspect plus ferme de *la participation active des dominés au maintien et à la perpétuation des différents supports de la domination capitaliste*.

La sociologie des classes populaires oscille, de ce fait, non pas entre « *exit, voice et loyalty* » comme le pense le socio-économiste A. Hirshmann[512], mais entre exit (rébellion par la fuite[513] ou escapisme), soumission ordinaire (loyalty), participation active (zone grise) et voice (rébellion sur place).

« C'est ainsi que les mondes du prolétariat et du sous-prolétariat sont souvent pensés comme des univers séparés ou hétérogènes (« prostitution », « toxicomanie », « cité », « délinquance », « salarié contractuel », « foyers sociaux », « « squats », « assistance caritative », « Rmistes », « mendiant »…) alors qu'ils dessinent les figures ambivalentes et dynamiques de retours à l'ordre et de temps

[511] Il faut entendre par là que l'enquête des deux chercheurs a été réalisée dans les années 1950, soit après 150 années de « fabrication de la classe ouvrière » en Grande Bretagne, et aussi dans une région industrielle donnée.

[512] *Exit, Voice and Loyalty. Responses to decline in firms, organizations and states,* Harward University Press, 1970. Pour l'auteur, demeurer à sa place est signe de loyauté. Nous montrons ici que cette vision est trop restrictive et que si effectivement, la soumission aux cadres ordinaires (chapitre 2) renseigne sur ce qu'on appelle le « degré zéro » de l'adhésion au statut de salarié ou de consommateur, elle manque, de par l'instance sur la passivité, tous les rôles actifs de complicité. Mais A. Hirschman insiste à juste titre sur une notion clé de la science sociale, cette « loyauté » si peu étudiée et pourtant si centrale dans la compréhension du sens du jeu. Avec le concept de « perméabilité », E. Goffman ouvre une dimension constructiviste de la fabrication de la collaboration. La tripartition est une notion dont les ramifications sont nombreuses. Il nous appartient de dresser l'inventaire de cette socio-histoire quasi-clandestine des analyses sociologiques de la complicité dans les processus de domination.

[513] Cette notion de fuite peut sembler saugrenue. Elle renvoie pourtant à une pratique régulière dans le monde ouvrier, soit pour changer de patron et en trouver un autre plus conciliant, soit pour changer d'emploi voire de région ou de pays. G. Noiriel, *Etat, nation et immigration. Vers une histoire du pouvoir,* Paris, Belin, 2001, notamment p. 73 et p. 198-199. A propos de ces fuites, l'auteur parle « *des résistances des classes populaires françaises à l'industrialisation* » ou « *à la prolétarisation* ».

tactiques de déprise, d'adhésion partielle aux normes et de « points de chute » temporels dans la survie ou les cordes de l'Etat (de la prison à la prison). Le monde dominant joue pour eux comme un aimant qui est alternativement dans l'ordre et à l'envers, dans le champ de l'attraction et dans celui de la répulsion. C'est parce que ces acteurs sont immergés dans des mondes de contraintes qu'ils supportent et endossent les habits du prolétaire ; c'est parce qu'il s'agit aussi de mondes repoussoirs qu'ils les rejettent totalement ou en partie (conditions de travail en usine, logement HLM déshumanisé, charges matérielles qui amputent le salaire, exhibition de la société de consommation sans « pouvoir d'achat », effets des contraintes sur la vie conjugale…) et se fabriquent variablement des espaces alternatifs, dont le café populaire, mais aussi le banditisme ou les conversions religieuses, si prégnantes dans les classes populaires du monde entier »[514].

Si les démissions/défaites ou les luttes/mouvements sociaux sont largement renseignés dans le champ scientifique, notamment dans la sociologie politique des mobilisations ou de l'action collective, les *formes de la participation zélée sont bannies de l'intelligence collective*, comme si un verrou était posé sur l'espace du dicible, comme si objectiver ce mécanisme subtil et souvent pervers de contrôle était synonyme de « tirer sur l'ambulance ». Dans les 800 pages d'*Immigrés et prolétaires* de G. Noiriel, il n'y a pas une ligne sur les divisions internes fabriquées et manipulées par le patron. Or, loin de s'appesantir sur un culturalisme de l'obéissance (dans la veine de la personnalité autoritaire d'Adorno), l'enjeu de ce chapitre essentiel est bien de montrer que *la zone grise est constitutive du mode de fonctionnement du capitalisme et de son soutien étatique*. Et que traiter ces ruptures internes à « la classe ouvrière », masquées notamment par les approches individualistes de la carrière ou de la promotion ou de l'intégration, autant que par le jeu mécanique du « eux/nous »[515], c'est rendre compte du cœur de cette théorie de la complicité appliquée dans le secteur vital de la production de la plus-value.

Pour bien appréhender la caporalisation dans l'entreprise[516], il faut plus spécifiquement s'attacher à décrire son point d'orgue organisationnel, l'usine.

L'usine, comme toute institution totale en démocratie, est un univers clos, où les dominants peuvent appliquer une réglementation interne dérogatoire du droit commun : privation de liberté (hôpital psychiatrique, prison), punitions corporelles (hôpital psychiatrique, prison, foyers d'urgence), humiliations et violences psychiques diverses (les mêmes…et les internats, les foyers de l'ASE). Bien sûr, les institutions totales en démocratie ont des affinités avec les mêmes organisations en dictature. Les tortures ou mises à mort existent dans les deux cas, sauf que c'est

---

[514] P. Bruneteaux, *Les mondes rêvés de Georges, op. cit.,* p. 288.

[515] Des auteurs comme M. Messu ou J.F. Laé peuvent d'autant plus facilement « s'en prendre » à cette notion qu'elle conserve un caractère primaire aisément critiquable. M. Messu, *La société protectrice*, CNRS Editions, 1997 ; J.F. Laé, *Une fille en correction*, CNRS Editions, 2018. Décidemment, l'institution CNRS semble particulièrement apprécier les auteurs défendant l'Etat solidariste et l'amour des travailleurs sociaux pour leurs surnuméraires enfermés. En effet, le « eux/nous » masque l'empire des concurrences entre ouvriers pour les promotions ou l'accès à des postes moins pénibles ; les différences majeures dans les profils, genrés, racisés et classés ; les cultures régionales ; les traditions religieuses ; toutes ces dimensions ayant été travaillées de très près par les patrons afin de cristalliser ces différences afin d'amoindrir les capacités de regroupement. L'ouvrage de J.F Laé est presque un « faux en écriture ». Les portraits iréniques qu'il brosse de la jeune maman enfermée en foyer maternel écrivant à « son » assistance sociale maître du jeu, biaise la réalité des rapports en carcéralité par une surinterprétation d'ancien éducateur sans doute avide de retrouver ses amours de jeunesse. Il suffit de lire, écrit à la même époque, l'autobiographie de cette jeune fille elle aussi enfermée dans un foyer de bonnes sœurs pour découvrir les violences hallucinantes qu'elle et ses coreligionnaires ont subi de la part des envoyées de Dieu. L'obligation formelle de se soumettre et de montrer patte blanche, notamment dans des écrits surveillés et épiés, montre la très faible importance de ces courriers et lettres porteuses de ces mille attentions afin de ne pas souffrir de mesures de rétorsion.

[516] Beaucoup de chercheurs, pourtant immergés dans les ateliers d'usine, n'ont jamais identifié ce phénomène alors même que l'objet de leur recherche est « *l'obtention du consentement à produire* ». N Hatzfeld, « Retour en chaîne et histoire d'usine. Une interférence des temporalités », in A.M. Arborio (et al.), *Observer le travail. Histoire, ethnographie, approches combinées*, *op. cit.* L'auteur a beau évoquer en passant « *le poids des chefs* » (*ibid*., p. 139), à aucun moment le jeu pratique des pressions hiérarchiques et des fabrications de la complicité ne sont pris au sérieux. Il faudrait écrire un ouvrage spécifique autour des aveuglements des « intellectuels de gauche » en général, sans doute parce que les positions sociales occupées rendent difficile, même en immersion ethnographique, de prendre la mesure d'une vie entière plongée dans l'oppression, avec le surdosage de la kaporalisation. Par ailleurs, là où R. Linhart, établi révolutionnaire, ouvrier de la base, dissèque les mille visages de la zone grise, un N. Hatzfeld, « *entré dans l'usine par le haut* » (*Ibid*., p. 141), ne peut pas saisir les pratiques réelles de l'encadrement dans les ateliers.

l'exception dans les Etats de droit, sauf pour les minorités haïes (racisme colonial qui perdure le plus souvent), tandis que c'est la règle dans les régimes totalitaires (Corée du Nord) ou dans les Etats autoritaires aux forts accents totalitaires, dont l'Iran, la Chine, la Birmanie, l'Egypte, la Russie, actuellement. La kaporalisation ne se voit jamais aussi distinctement qu'en étudiant les mondes totalitaires (plantations, camps) où elle est consubstantielle au mode de fonctionnement du système de contraintes imposé afin de soumettre un individu par définition hostile et dissident. L'usine participe des régimes disciplinaires détaillés par Foucault dans *Surveiller et punir*. Mais elle a été, jusqu'à une période récente, beaucoup plus proche des camps de travail forcé que des écoles du point de vue de son mode de fonctionnement. L'emprise de l'encadrement s'est exercée sur le corps des femmes – dont l'histoire des viols et agressions sexuelles reste à faire – et sur le corps des hommes, sans même parler du corps des enfants tout au long du XIX^{e} siècle. C'est dans ce cadre, comme dans toutes les institutions totales, que les dominants traquent les réfractaires. Un des leviers les plus courants consiste à infiltrer les subordonnés, ce que certains sociologues appellent eux-mêmes les fayots (P. Willis, M. Pialoux & C. Corouge). Les fayots ne représentent qu'une des facettes de la collaboration en entreprise (dénoncer), d'autres figures existent telle que la promotion dans les postes subalternes de l'encadrement ou encore l'attachement au lien social organique, notamment en faisant doucement pression pour que l'ouvrier vive avec les blouses blanches (postes protégés, fêtes et pots divers, aides financières), ce qui constitue un des fils directeurs de l'ouvrage *l'Etabli* de R. Linhart mis en film en 2023, lequel restitue remarquablement cette construction du lien social de dépendance au travers du personnage de D. Podalydès, un pervers ordinaire dans les « ressources humaines » de l'époque.

Dans cet univers usinier, les dominants économiques écrasent leurs salariés dans les deux compartiments de leur vie sociale productive : les luttes elles-mêmes et la vie en usine. Point de sociologie de la tripartition sans une analyse préalable de l'oppression économique.

Partons tout d'abord des luttes ou des crises. Dès que l'ouvrier lève la tête, « bombe le torse », une mécanique économico-politique se met en branle pour le réduire au silence. Les élites, à commencer par le patronat, disposent d'un savoir-pouvoir étendu afin de contrer les rébellions des manuels et autres prolétaires. La fermeture des usines (lock-out), la criminalisation (sanctions financières, interdiction de territoire, prison), la répression (matraquage pour « libérer le travail » contre les piquets de grève, assauts des forces de l'ordre contre les manifestants), l'épuisement dans le jeu du temps long (la grève coûte chère à l'ouvrier tandis que le capitaliste et l'homme d'Etat s'appuient sur leurs rentes), les stratégies de division (monter l'opinion publique contre la « minorité » des contestataires au regard des bons travailleurs, ou contre la minorité des « casseurs » et autres « nuisibles ») en mobilisant les médias locaux et nationaux, la propagation de rumeurs pour diffuser des informations contradictoires freinant la mobilisation, l'achat d'ouvriers et « *les solutions individuelles de reclassement pour diviser les ouvriers entre eux, la prime et les préretraites qui vont dégager des places qui permettront à ceux qui restent d'espérer être repris à la place du voisin* »[517] (mutation dans une

[517] G. Noiriel, *Vivre et lutter à Longwy*, Paris, Maspéro, 1980, p. 73. L'ouvrage de ce professeur d'histoire à Longwy qui deviendra un historien renommé résume, à 40 ans de distance, une identique stratégie du pouvoir politique visible pendant les luttes contre la réforme des retraites en 2023. L'assignation au mauvais rôle (« vous êtes violent » ou « vous avez des éléments violents »), le pourrissement dans le temps contre celles et ceux qui n'ont pas les moyens de faire durer, la défense de la République ou de la démocratie contre les « factieux », l'illusion de négocier avec les partenaires sociaux, les manœuvres de division entre syndicats, la mobilisation de tous les médias mainstream pour rendre sympathiques les élus et pour justifier les réformes, les justifications fallacieuses à propos des nécessités technico-économiques, les fausses promesses latérales (aides sociales, nouveau bassin d'emploi, autre réforme à venir très sociale), les coups bas sordides et discrets (comme la suppression de la pétition déposée à l'Assemblée nationale) constituent quelques recettes qui, outre les attaques individualisées (contrôles, matraquages, arrestations, pénalisations, blessures et peur de manifester), prouvent que les élus n'ont aucune considération pour le peuple qui souffre. Les dominants peuvent, en plus, se cacher derrière les dénonciations du populisme -avec leurs collaborateurs scientifiques de la science politique et des médias- pour faire croire que le mandat représentatif est la meilleure garantie du fonctionnement démocratique. Tout ce qui s'apparente de près ou de loin à la participation des citoyens est remisé (référendum, investissement local dans les commissions municipales, associations en expertise comme Anticor ou les ONG anti-corruption) tandis

autre région avec augmentation, licenciements partiels), le recours à l'emploi de travailleurs intérimaires, l'emploi de travailleurs étrangers avant tout étrangers à la culture des luttes locales, forment un vaste répertoire d'action dans lequel les dominants, avec les représentants politiques, puisent variablement pour neutraliser les velléités de résistance de ceux qui doivent briser le cela va de soi et parvenir à inverser le cours des choses. On ne peut conclure cette liste partielle sans évoquer la délicate question de la trahison des représentants des classes populaires. En démocratie, les corps intermédiaires comprennent les organisations professionnelles chères à Durkheim. Or, les syndicats ou les partis politiques « prolétariens » monopolisent la prise de parole « en direction » (à tous les sens du terme) des ouvriers[518]. Il est rare que ces derniers se rebellent contre leurs représentants[519], surtout avec l'abrutissante idéologie de l'avant-garde du prolétariat qui a pollué les luttes collectives pendant presque une centaine d'années. La soumission zélée aux autorités consacrées du syndicat ou du parti a été au principe, en juin 1968, du large suivisme des ouvriers, en dépit de poches de résistance. Les accords de Grenelle, rapidement rognés par des patrons comme Citroën ou Simca, ont été, sur le fond, parfois contestés par des salariés de base. On peut dire, sans trop déformer la réalité, que le Parti communiste et la CGT se sont soumis au pouvoir gaulliste en acceptant des avancées réformistes limitées. Tel est en tous cas l'opinion des ouvriers réunis autour d'un ouvrage de dénonciation de cette collusion. Voilà ce que des ouvriers CGT dissidents, réfractaires à l'accord PC/gouvernement précisent dans un tract après Mai 68 :

« Nous vous informons de notre décision collective de démissionner du PC (…) son incapacité à refléter l'opinion de la base, sa volonté de s'opposer à l'union des travailleurs et des étudiants et à leur désir commun d'être majeurs et maître de leur destin. Nous reprochons à la direction du parti de n'avoir pas exploité le grand mouvement de contestation des structures bourgeoises et d'avoir dévié de cet élan vers des questions purement revendicatives, nécessaires certes mais insuffisantes. L'action du Parti a ainsi consisté à canaliser l'action des travailleurs dans un chemin opposé à leurs aspirations profondes. Elle a été marquée par la volonté de négocier à tout prix avec le patronat, à n'importe quel échelon, et elle a dévié tous les espoirs vers des succès parlementaires illusoires »[520].

La question de la collaboration n'est donc pas purement individuelle. Toute la question de la représentation syndicale et surtout politique est comprise dans cette précédente réplique des ouvriers qui se sentent « mal représentés ». Pour bon nombre d'ouvriers – d'après les récits disponibles des ouvriers eux-mêmes – les permanents syndicaux sont des phraseurs qui s'arrangent avec les patrons et ne sont pas loin d'être des « *fayots* » :

« Du point de vue ouvrier, qui s'est forgé dans la confrontation avec l'école, le travail intellectuel est associé aux enseignants mais aussi aux cols blancs, c'est-à-dire aux 'fayots' respectueux de l'ordre scolaire qui sont ensuite bien placés dans la hiérarchie usinière. La division manuel/intellectuel est intériorisée par les jeunes ouvriers dans le cadre d'une opposition à la valorisation du travail

que le pouvoir instrumentalise cette participation selon ses cadres à lui (pairs-aidants, convention citoyenne sur le climat). Toute dénonciation de ces pseudo-mobilisations citoyennes est réduite à une remise en cause de la démocratie alors qu'elle n'est qu'une critique de l'oligarchie accaparant le suffrage universel pour en faire l'unique référent de ce qui est démocratique. La grande question demeure : pourquoi les dominés votent-ils pour des dominants (oligarchie) ou pour des représentants de diversion (Front national) toujours alliés des premiers ?

[518] Pas toujours il est vrai. De nombreux cas de dissidence de la « base » se sont manifestés historiquement. Une des plus connues est celle de C. Corouge, l'OS exclu de la CGT qui mena la grande grève contre Peugeot en 1981. C. Corouge & M. Pialoux, *Résister à la chaîne, op cit.*

[519] C'est le cas de Michel, dont le portrait est restitué avec force par N. Murard, *La morale de la question sociale, op. cit.,* p. 133-142. L'ouvrier rebelle s'en prend notamment aux syndicalistes racistes et aux traîtres de la CFT.

[520] *Ouvriers face aux appareils. Une expérience de militantisme chez Hispano-Suiza*, Cahiers libres 183-184, Paris, Maspéro, 1970, p. 14-15.

intellectuel portée par l'école : ils y opposent une culture de classe valorisant l'immédiateté et l'utilité »[521].

Les professionnels de la politique comme les permanents syndicaux constituent des acteurs hors du monde du travail, le plus souvent chevillés à des organisations séparées des habitus professionnels des salariés exploités dans les entreprises. Sans en inférer pour autant une généralité, cette position du sachant décalé de la base est notée dans la plupart des études sur le monde ouvrier :

« L'accès au statut de permanent implique, en revanche, une sortie effective de l'univers professionnel. Cet éloignement suscite d'ailleurs des réactions critiques de la part des militants de base. En 1968, le rapport sur la conférence de la section de Vincennes relève que l'élection de Robert Taillade, évoquée précédemment, 'n'a semble-t-il pas été acceptée' par les militants de l'usine Kodak qui expriment 'une animosité certaine à l'encontre de la fédération qui, disent-ils, les a laissé tomber' »[522].

Si, en juin 1968, il est apparu assez clair aux yeux de beaucoup que le PC jouait la carte de la démocratie représentative, cela a été retraduit, pour ces ouvriers, dans le langage de la collaboration. *La Gauche prolétarienne* dénonçait « les briseurs de grève ». Les travaux de C. Durand et de P. Dubois, se fondant sur l'étude de 123 conflits du travail en 1971, indiquent clairement le défoulement de la « base » contre la direction (maitrise, cadres, direction), essentiellement des OS et des femmes non qualifiées, en s'opposant aux procédés classiques de la « revendication » syndicale : violences verbales (32%), piquets de grèves avec blocages contre l'entrée des « jaunes » (25%), occupations d'usines (20%), violences physiques et séquestrations (20%). « L'illégalité » des luttes revient dans 50% des cas et concerne plus du tiers des travailleurs[523].

Il est clair que ce que le PS a entrepris à partir de 1983 – on l'a abordé dans le chapitre 1 à propos des intellectuels organiques – est on ne peut plus collaborationniste et tout à fait aligné avec les atermoiements du PC en 1968. On peut dire qu'en France, c'est le PS au pouvoir qui a mené « les réformes » les plus importantes en matière de déstructuration systématique des rôles sociaux de l'Etat, un détricotage néolibéral qui est désormais largement documenté, même s'il plonge ses racines dans l'entre-deux-guerres[524]. Du point de vue des engagements formels de ces représentants « socialistes » envers les « opprimés » – soit a minima la défense de l'Etat social, des services publics – il y a bien conceptuellement un alignement sur des pratiques qu'on peut sans peine qualifier de trahison (chapitre 1). Il existe ainsi toutes sortes de constructions sociales de la zone grise politique, économique, syndicale, professionnelle, croisant plus ou moins l'interprétation sociologique retenue. On peut dire que la trajectoire classique des représentants de « gauche » commence avec une certaine radicalisation et, une fois le « capital symbolique d'estime » acquis, les relations ancrées

---

[521] C. Lomba & J. Mischi, « Ouvriers et intellectuels face à l'ordre usinier », *Actes de la Recherche en Science Sociale*, 2013/1, n°196-197, p. 4-19. Lire aussi Corouge C. & M. Pialoux, *Résister à la chaîne. Dialogue entre un ouvrier de Peugeot et un sociologue*, Marseille, Agone, 2012.

[522] P. Boulland, « Sortir du rang ? Rapports à l'usine des cadres ouvriers communistes », *Actes de la Recherche en Science Sociale*, 2013/1, n°196-197, p. 54-71.

[523] *La grève, enquête sociologique*, Paris, FNSP/Armand Colin, 1975.

[524] M. et M. Pinçon-Charlot, *Le Président des riches. Enquête sur l'oligarchie dans la France de Nicolas Sarkozy*, Paris, La Découverte, 2010 ; *L'Argent sans foi ni loi*, Paris, Editions Textuel, 2012 ; *La violence des riches - Chronique d'une immense casse sociale*, Paris, Zones, 2013 ; *Tentative d'évasion (fiscale)*, Paris, Zones, 2015 ; *Les prédateurs au pouvoir. Main basse sur notre avenir*, Paris, Textuel, 2017. Lire aussi F. Denord, *Le néolibéralisme à la Française. Histoire d'une idéologie politique*, Marseille, Agone, 2016 ; « The Long road of French Neoliberalism Postwar Conservatism. A Transnational investigation », *Springer International Publishing*, 2017, p. 79-94. On pourrait, dans cette veine, établir des paliers dans la traitrise, un Manuel Walls -parmi d'autres- représentant à la fois la droite dure de « la gauche » mais aussi un complice de la droite en s'abaissant à toutes les démissions pour pouvoir séduire E. Macron et finalement revenir comme ministre d'Etat dans un gouvernement de crise.

dans le monde de la politique, les professionnels s'autonomisent progressivement en pouvant surfer sur les positions offertes par les anciens traîtres ou leurs aides (pantouflage vers des grandes entreprises, nomination à un poste de haut fonctionnaire par la voie politique, modalités d'entrée que le PS a d'ailleurs étendues, poste planqué dans une « commission » dont le nombre et l'inutilité sont dénoncés régulièrement par la cour des comptes, parachutage à l'international, mission exceptionnelle à l'image de S. Royal ambassadrice écologique, reconversions dans l'expertise en ouvrant un « cabinet de conseil » ou en investissant les multiples opportunités offertes dans la société des « services » dénommé « tertiaire »[525].

Si Mai 68 a joué le rôle d'un révélateur des positions conservatrices des « organisations révolutionnaires », à l'image du Parti communiste français et aussi de nombreux dirigeants gauchistes[526], les routines syndicales éclairent tout autant le mécanisme similaire de l'adhésion aux normes. Cette dimension de la servitude volontaire est bien connue dans les situations de co-gestion en Allemagne, de « trade-unionisme » en Grande Bretagne, cas exemplaires, sinon paradigmatiques, du conflit organisé sous la forme d'une co-participation aux affaires du capitalisme, y compris dans le « droit » au déclenchement des grèves. On ne saurait mieux « tenir » les travailleurs, ce qui explique aussi le type de communauté « soudée » étudié par Elias et Scotson dans les années 1950. Aux USA, la neutralisation du système Hobo, au début du XX^{e} siècle[527], a détruit une forme d'anarcho-syndicalisme pratique au sein duquel la classe ouvrière itinérante disposait d'une capacité importante de négociation dans le rapport de force économique autour du montant des salaires. Le réseau hobo jouissait aussi de bases de repli dans les quartiers des grandes villes dénommés *hobohémias*. Ce système, dont les principaux « meneurs » ont été arrêtés et envoyés sur le front européen en 1917 pour les exterminer avec succès, a laissé la place à un système de réformisme intégré ; quand il ne vire pas purement et simplement au clientélisme maffieux que l'on retrouve aussi au Japon où les Yakuzas kidnappent les SDF pour les imposer aux patrons partenaires. La collaboration de la pègre au système, comme auxiliaire du capital, est encore un impensé de la science sociale[528]. Quelles que soient les spécificités nationales, les Etats occidentaux capitalistes sont parvenus, peu à peu, à affilier les syndicats aux règles du jeu : « *L'expérience montre que la garantie des libertés publiques sur les lieux de travail n'apporte, en elle-même pas la moindre parcelle de pouvoir ou de contrôle ouvrier ; et que ces libertés, tant qu'elles sont abstraites et formelles, peuvent favoriser aussi bien les tentatives d'intégration du syndicat dans le système, leur bureaucratisation et la coopération des syndicats bureaucratisés avec le paternalisme patronal* »[529]. La collaboration unit étroitement les ouvriers et les

---

[525] T. Discepolo, *La trahison des Editeurs*, *op. cit.*

[526] G. Hocquenghem, *Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au rotary*, Paris, Albin Michel, 1986.

[527] T. Depastino, *Citizen Hobo. How a Century of Homelessness Shaped America*, Chicago & London, University of Chicago Press, 2003.

[528] Sans aucune conscience politique, sauf à croire à la mythologie du banditisme social, la pègre pourtant issue de la « *plèbe sous-prolétaire* » pour parler comme Foucault, a d'autant plus renié ses origines que ses membres ont connu un parcours ascendant vers la bourgeoisie. Les mémoires des grands truands (M. Kokoreff et A. Grinbou, *Le vieux, mémoires d'un voyou*, Editions Amsterdam, 2020) comme ceux des stars droguées (et il faut lire les mémoires de Keith Richard) révèlent ces proximités sociales nocturnes et cavalières entre une certaine bourgeoisie défroquée et le milieu. L'alliance forte entre les droits communs (les « verts ») et les SS dans les camps se retrouve dans le monde ordinaire au travers de cet acharnement pour accumuler (illégalement) l'argent, pour ensuite le « blanchir » et vivre comme un nabab rentier conformiste avec villa et piscine, comme l'a bien découvert aussi S. Venkatesh en suivant le petit caïd de la cité américaine à une fête réunissant les têtes des *Blacks Kings* dans un palace privé. *Gang Leader for a Day : A Rogue Sociologist Takes to the Streets*, New York & London, Penguin Press, 2008. Au Japon, une partie du travail des Yakuzas consiste à forcer des chômeurs et SDF à travailler dans les entreprises avec lesquelles un contrat est passé. M. Hours, *La pauvreté et l'assistance au Japon : traitement administratif et vécu des allocataires*, thèse de sociologie, Université Paris III, 2012.

[529] A. Gorz, *Stratégie ouvrière et néocapitalisme,* Paris, Seuil, 1964, p. 43. Tout l'ouvrage repose sur la tentative de fonder, en théorie marxiste, un syndicalisme qui ne soit pas dans la « *collaboration de classe* ». *Ibid.*, p. 49. L'auteur essaye de cheviller ensemble le contrôle ouvrier sur l'appareil de production, les luttes sociales, et la mobilisation d'un syndicat œuvrant pour des avancées anticapitalistes dans le monde capitaliste, la lutte insurrectionnelle n'étant plus « réaliste », notamment du fait du recul de la misère et de l'attachement au statut de consommateur. Si l'essayiste dissident propose une analyse remarquable de l'aliénation sous toutes ses formes, il est en revanche totalement aveugle aux formes relationnelles d'emprise dans les ateliers. Il se contente de parler de l'automate prisonnier de la machine et d'un cadre usinier qui s'impose à lui. Cet effet d'académisme de l'intellectuel incapable de repérer les jeux concrets de la dépendance a pour conséquence de rendre totalement naïve sa politique

syndicats sur le lieu de travail, les « accords d'entreprise » opérant toujours hors du contrôle sur le processus de production :

« Par pouvoirs subalternes, il faut entendre l'association ou la participation des travailleurs à une politique et à une gestion économique dont on les incite à partager la responsabilité au niveau des résultats et de l'exécution, tout en leur interdisant de se mêler des décisions et des critères en vertu desquels cette politique et cette gestion ont été arrêtées. Le syndicat, par exemple, est invité à 's'insérer' dans une politique prédéterminée en dehors de lui, au niveau de l'entreprise, et à 'participer' à la mise en œuvre de cette politique. Il lui est permis de 'contester' la mise en œuvre, ou même les effets de la gestion capitaliste. Mais, on espère bien, en même temps, qu'il ne pourra contester les effets, puisqu'on l'a rendu complice au départ des prémisses dont ils découlent »[530].

Venons-en maintenant au second point préalable, la « vie quotidienne » en usine : « *Le rêve de la grande industrie mécanisée* », rappelle A. Gorz, « *c'est l'intégration du travailleur du berceau à la tombe 'pour éviter les problèmes d'adaptation' expliquait avec candeur, à une table ronde patronale, un grand industriel français* »[531]. Si le paternalisme a rendu l'âme, si les ouvriers ont obtenu, de haute lutte, le droit à une vie privée en dehors du cadre usinier et de ses largesses intéressées, les patrons n'ont jamais cessé, dans l'entreprise, de contrôler l'ensemble du processus de production, de l'embauche jusqu'au licenciement. Le droit de propriété, « inviolable et sacré », rappellent les bourgeois de 1789, sanctifié par les instances « constitutionnelles » du monde entier, protège l'institution totale et « *la dictature de fait du secteur monopoliste sur tous les domaines de l'activité économique* »[532], comme la nomme pour sa part A. Gorz. Or, il ne suffit pas de détenir un pouvoir d'ensemble. *L'activité capitaliste est une oppression qui décline une police économique.* M. Verret indique trop rapidement, dans l'ensemble de son œuvre portant sur la classe ouvrière, les modalités de la domination patronale française. Les chefs d'entreprise ont déployé un arsenal particulièrement sophistiqué en matière de police des ateliers. L'auteur amalgame domination et collaboration, mais son analyse a le mérite de pointer la lourdeur de l'encadrement direct dans les entreprises françaises, sans doute un effet de la culture protestataire hexagonale au regard des autres Etats occidentaux[533] :

« Le règlement d'usine, c'est le code du comportement quotidien dans l'usine. Cette règle, le patron seul la définit : tout son empire y éclate. Sur les corps sinon sur les âmes. Un formidable empire : assignant les temps d'entrée, de sortir, de pause à la minute près ; affectant les places de l'homme, de l'outillage, de la lumière ; limitant les déplacements, en fixant les itinéraires ; réglant les rythmes physiologiques de l'alimentation, de l'hygiène, de l'excrétion ; imposant silence à la parole, au chant, au cri ; définissant les normes du vêtement, de la présentation, de la déférence, le règlement règle à peu près tout, sauf l'opinion, mais si l'on ne peut parler… Empire discrétionnaire, on le voit. Empire exécutif aussi. Car le droit qui interdit quiconque à se faire justice soi-même, admet ici la juridiction privée de l'employeur. Droit de police : gardiens et vigiles disposant du droit d'arrêt, de rétention, de fouille. Droit de sanction : l'amende reste interdite mais la prime (6,9 % du salaire en 1978) reste discrétionnaire, objet fréquent de sanction privative. Le déplacement d'emploi reste toujours possible (…) Embauche, règlement, licenciement, impossible pour l'ouvrier d'oublier le pouvoir du maître. D'autant qu'il se monnaye en celui de la maîtrise, c'est le même mot et la même

---

du contrôle ouvrier. L'absence de toute sociologie des liens de chaînage, des cultures ouvrières multiformes, fait accroire, dans la logique opéraiste italienne, que les luttes accoucheraient d'un « pouvoir ouvrier autonome », concept central de sa projection onirique.

[530] *Ibid.*, p. 14.

[531] *Ibid.*, p. 37.

[532] *Ibid.,* p. 63.

[533] Cela ne veut pas dire que les Allemands n'aient pas mieux réussi leur organisation de la collaboration, puisque celle-ci est institutionnalisée dans la « co-gestion », ce qui se retrouve aussi dans les formes négociées de la contestation, avec la théorie étatique et les pratiques policières de la désescalade menées conjointement avec les dirigeants des forces contestataires.

racine (magister, *magis*, c'est celui qui vaut plus). Une maîtrise et un encadrement, c'est bien dit aussi (le cadre, c'est ce qui limite et enferme un espace). Tout un appareil de délégation du pouvoir patronal met en œuvre dans l'usine les techniques de contrôle des hommes élaborées dans les grandes institutions disciplinaires que furent, avant l'usine, les armées, les couvents, les collèges : art de réduction des incertitudes d'obéissance. Il semble que le capital français ait fait et fasse encore plus de place que d'autres pays à l'appareil de commandement industriel, sous des formes à la fois plus pléthoriques et plus autoritaires. Aujourd'hui encore, le taux d'encadrement de l'industrie française est très supérieur à celui de l'industrie allemande. Ce poids de sujétion est particulièrement ressenti dans la classe ouvrière française, surtout par les ouvriers de grande série, qui ne voient plus dans le contremaître le compagnon particulièrement qualifié qu'il peut être dans le petit atelier à travail complexe, mais le 'petit chef' dont la dispense productive est le prix du zèle mis à tirer d'eux les dernières fatigues »[534].

La complicité capitaliste dérive d'une longue histoire de la manipulation organisée des travailleurs visant à fractionner le groupe en accentuant sa hiérarchisation, autrement dit sa *division* à tous les sens du terme (division du travail et divisions entre les membres du groupe). On connait la séparation entre les OS et les ouvriers qualifiés. On connait moins les divisions entre les ouvriers de production et les ouvriers d'entretien : « *Les ouvriers de la fabrication détestent les mécanos de l'entretien* »[535]. Plus stratégiquement encore, les employeurs ont cherché à museler le potentiel contestataire des ouvriers en recrutant des femmes, des immigrés d'Europe ou de l'Afrique[536], des jeunes, des précaires : « *Les discriminations fondées sur la nationalité permirent au patronat de trouver une main d'œuvre docile pour les emplois pénibles et mal payés que les ouvriers français refusaient d'occuper. Dès le départ, le clivage national recoupa le clivage des qualifications professionnelles* »[537].

Et le spécialiste de la sociologie des organisations de s'étonner : « *Toutes ces différences qui encombrent (sic) les rapports de travail sont-elles compatibles avec le thème de la solidarité réactive qui existe tout autant que les clivages ?* »[538]. On le voit, la sociologie de la zone grise semble constituer une couche souterraine invisible conduisant le scientifique à postuler un « encombrement », une sorte d'irrationalité non voulue là où il s'agit d'une stratégie huilée de pouvoir et de domination. La division interne a toujours été le préalable, dans cette fissure « congénitale » propre à la division sociale du travail usinier, au montage de la zone grise. Les patrons ont cherché, pendant des dizaines d'années, sur plus de deux siècles, à trouver les moyens de contraindre les ouvriers à être le plus fidèle possible, pour devenir des « *ouvriers dociles* »[539]. Et la première condition, entre toutes, a été de faire en sorte qu'ils demeurent à leur poste[540]. C'est en fabricant cette culture du prolétaire attaché

---

[534] M. Verret, *L'ouvrier français. Le travail ouvrier*, Paris, Armand Colin, 1982, p. 99-101.
[535] R. Sainsaulieu, *L'identité au travail, op. cit.*, p. 48.
[536] X. Vigna, « Préserver l'ordre usinier en France à la fin des années 68 », *op. cit.,* p. 130. Il faudrait un livre entier pour rendre compte de cette forme de division entre ouvriers. N'oublions pas que la caporalisation vient de l'espace colonial, avec les troupes d'auxiliaires de toutes les armées coloniales occidentales mobilisés pour faire le sale boulot. On l'a déjà abordé dans l'avant-propos et dans l'introduction (se reporter aussi au chapitre 9). La soumission des troupes de prolétaires étrangers a été d'autant plus assurée que les migrants devaient coûte que coûte ramener de l'argent au pays, sans quoi la honte s'abattait sur le migrant « déshonoré ». Sayad A., *La double absence*, Paris, Seuil, 1999 ; Pétonnet C., *On est tous dans le brouillard. Ethnologie des banlieues*, Paris, Galilée, (rééd.) 1985 ; G. Noiriel, *Etat, nation et immigration, op. cit.*
[537] G. Noiriel, *Immigrés et prolétaires*, Marseille, réédition Agone, 2019, préface à l'édition de 2019, p. 21.
[538] R. Sainsaulieu, *L'identité au travail, op. cit.*, p. 49.
[539] X. Vigna, « Préserver l'ordre usinier en France à la fin des années 68 », *op. cit.,* p. 129.
[540] Comme le rappellent A. Mattelart et A. Vitalis, la liberté de circulation héritée des principes bourgeois individualistes et libéraux de la Révolution française, va de pair avec la mise en place de dispositifs accentués de surveillance des dominés. *Le profilage des populations. Du livret ouvrier au cybercontrôle*, Paris, La Découverte, 2014. C'est la raison pour laquelle le droit de circulation ne figure dans aucune déclaration des droits, sauf la déclaration universelle des droits de l'homme de 1948. En effet, les dominants recherchent simultanément la circulation des marchandises -et donc des gens qui les transportent et les valorisent- et la fixation concomitante de celles et ceux qui les produisent. Tout se passe comme si, une fois atteinte, la sédentarisation des dominés pouvait laisser le champ libre aux dominants du monde pour consacrer la liberté de circulation de *tous*, devenus des consommateurs et des touristes.

à l'usine que l'exit, ainsi que *voice* ont été tendanciellement neutralisés, *loyalty* pour les patrons allant de pair avec la trahison des pairs, laquelle a eu des habits aux mensurations variables. C'est en fabriquant ces divisions et ces placements que les dominants ont pu chercher à faire travailler plus ; autrement dit à ne pas fuir ou à ne pas faire grève tout en devant subir un appareil de contrainte sans cesse plus sophistiqué. Cet acharnement à mobiliser la force de travail des exploités s'explique largement par le fait que le refus de travailler dans des conditions pénibles a été au fondement des pratiques des dominés du monde usinier ou de l'univers des mines.

« C'est dans les mines que l'on peut suivre le mieux, à cette époque, l'histoire de la guérilla des mineurs contre l'inculcation d'une mentalité industrielle et productiviste. La répugnance pour les travaux souterrains s'est transformée en une véritable répulsion. La question de la pénurie de la main d'œuvre revient comme une antienne. Ils n'acceptaient un tel travail, constate un ingénieur et ne surmontaient la répugnance spontanée qu'il leur procurait [que par] l'extrême nécessité. Les mineurs arrivent à la mine, fatigués, et limitent « *l'effort utile* ». Le directeur reconnait qu'ils « *n'aiment ni le travail ni le séjour à la mine* ». Cet aveu est intéressant car les dirigeants des compagnies minières ont souvent dépeint le mineur comme aimant son métier »[541].

Loin d'être anecdotique, la recherche de la docilité[542], sanctifiée par l'intellectuel organique Durkheim et sa solidarité organique, fonde, dans les premiers temps de la société industrielle, l'organisation même du travail. S'adossant aux logiques des camps de concentration ou des plantations, les patrons ont inventé la société industrielle au moyen de ce transfert analogique de schèmes, la violence séculaire sur le corps étant au principe de la fabrication du prolétaire moderne. La recherche d'une soumission se vivait de la sorte par les patrons, employant le langage de la guerre -et donc de l'institution totale- au sein d'une guerre sociale où l'emploi de la zone grise découlait « naturellement » de cet état de fait.

« Comment gagner la guerre ? Comment réduire les forces de l'adversaire ? Comment pacifier le champ de bataille ? Ce sont les questions perpétuellement débattues sous le second Empire où l'on verra se multiplier inventions tactiques et propositions disciplinaires qui, en étant annexées et intégrées aux appareils de production, devaient réduire la résistance ouvrière : tactique du meilleur mode de rémunération (marchandage, salaire à la tâche), participation des ouvriers aux bénéfices, logements ouvriers, etc… »[543].

Le processus de prolétarisation constitue un processus de disciplinarisation signifiant à la fois la mise au travail forcé (contre les fuites, démissions et absentéismes fréquents) et la valorisation de la performance (paiement à la tâche, mise en concurrence avec le marchandage, évaluation des bons ouvriers). C'est un cadrage indissociablement technique et moral :

« Les Ateliers nationaux envisagent la quantité de travail accompli, et font dépendre le salaire de cette nouvelle valeur travail pour « combattre l'oisiveté ». Les patrons des différentes compagnies vont s'engouffrer dans cette brèche et tenter d'ancrer la conception d'un salaire à la tâche conforme aux exigences productivistes du capitalisme industriel. Les 'premiers devoirs de l'ouvrier note

---

[541] B. Mattei, *Rebelle, Rebelle !, op. cit.,* p. 31-33.

[542] La prise sur les corps n'opère pas uniquement dans les enceintes des bagnes industriels. Si l'espace fait l'objet d'un découpage et d'un réglage des intensités, le temps devient lui aussi un temps rationnel. L'horloge symbolise ce contrôle sur le temps naturel devenu apprivoisé par les dominants *comme un chien de garde mécanique*, technique, en vue du comptage précis des heures de travail et des vérifications de la présence, notamment avec les « horloges de présence » que furent les pointeuses, inventées à la fin des années 1880. E.P. Thompson, « Time, Work-discipline and industrial capitalism », *Past and Present*, n°38, 1967, p. 56-97. C'est bien ce chronométrage des gestes qui atteindra son apogée avec le taylorisme (*watch-box*), le bureau des méthodes et le cadrage des ouvriers par les chronométreurs.

[543] F. Ewald, « Dossier Justice, discipline, production », *Les Temps modernes*, n°355, janvier 1976. Cité par B. Mattei, *op. cit.*, p. 27.

l'économiste Leroy-Beaulieu, sont l'assiduité au travail et l'énergie dans le travail ; point d'ouvrier moral qui n'ait ces deux qualités'. Pour imposer ce nouvel habitus, 'il faut donc remédier à la volonté qui est généralement faible chez l'ouvrier' ; preuve de la suspicion où les patrons tiennent les ouvriers [d'où la] moralisation de cette classe ouvrière qui fait si peur »[544].

Compte tenu du fait que le capitalisme repose sur la peau de chagrin de la contractualisation se résumant à l'équation force de travail contre salaire, les moyens de paiement ont été un des vecteurs principaux de la relation de domination. Deux grandes tactiques de rémunération ont été utilisées par les ingénieurs et les patrons pour susciter la « participation » et la « coopération » de ceux que l'on appelle aujourd'hui et sans ironie des « collaborateurs ». Le paiement à la tâche (en lieu et place d'un prix de journée qui deviendra ensuite le salariat) et le marchandage. Le paiement à la tâche a visé à diviser les travailleurs en valorisant l'agent le plus productif. Le plus zélé était récompensé, sa gratification étant inclue dans un salaire proportionnel au travail engagé. Toutes les luttes ouvrières du XIX[e] siècle et de la première moitié du XX[e] siècle ont été polarisées sur cette revendication, à savoir l'extinction de ce type de salaire « méritocratique » à la « tâche » au profit d'un revenu stable à la journée. On devine facilement comment une zone grise était impliquée par les logiques même du profit. La sanction par le mérite, dans des emplois aussi difficiles que la mine ou la métallurgie, signifiait la mort prématurée des plus forts, même s'ils étaient mieux payés que les « plus faibles ». La culture du freinage s'est imposée parmi les ouvriers du monde capitaliste en son entier comme la tactique de résistance la plus efficace pour réguler l'intensité du travail imposé dans la concurrence de tous contre tous. La loyauté et la solidarité des prolétaires ont consisté, bien loin des visées de Durkheim, à refuser le lien avec les dominants, à briser les cadences autant que faire se peut ; et, au pire, à demander une augmentation du paiement à la pièce ou une limitation des heures de travail en attendant de supprimer ce type de salaire.

Le marchandage, quant à lui, était un système de division et de mise en concurrence consistant à s'appuyer sur un kapo recruteur. Ce dernier devait choisir « ses hommes », ce qui fut la norme jusqu'à la première guerre mondiale. Par la suite, les différents recruteurs subissaient une sorte de mise aux enchères, le moins cher emportant le « contrat » avec telle ou telle compagnie minière ou entreprise cherchant à recruter de la main d'œuvre à bas prix. « *L'exploitation d'une veine déterminée* » est « *adjugée par voie d'enchères au rabais* »[545]. G. Noiriel ajoute : « *Une des formes principales du recrutement dans ce contexte est le marchandage, le contract system des pays anglo-saxons : l'entreprise sous-traite une tâche à un chef d'équipe, le marchandeur, lequel est entièrement responsable de constituer l'équipe de travail* »[546]. Même si le marchandage a disparu, le système qu'il représente est demeuré en filigrane toutes les fois où les capitalistes ne parviennent pas à soumettre les ouvriers à un poste de travail infernal. Ainsi, le « tâcheronnage » est-il maintenu dans les nouvelles chaînes taylordienne de l'agro-alimentaire, n'en déplaise à la foule des économistes et des sociologues qui pensent que l'on serait passé largement dans le new management « post-fordiste » centré sur l'autonomie des travailleurs et le travail auto-régulé en équipes sans « hiérarchie » sur le dos[547]. Certes, jusque dans les années

---

[544] B. Mattei, *Rebelle, Rebelle ! op. cit.*, p. 28. La peur découle de l'effet de masse des ouvriers, face à une minorité de dirigeants, masse contre laquelle les entrepreneurs érigent une digue humaine, ce barrage qui a nom tripartition. Mais la peur dérive aussi des passages à l'acte documentés par la presse et les rapports des préfets lorsque les ouvriers « envahirent les habitations de plusieurs industriels et y détruisirent les meubles ». P. Pouchain, *Les maîtres du Nord, du XIX[e] siècle à nos jours*, Paris, Perrin, 1998, p. 168.

[545] B. Mattei, *Rebelle, Rebelle !, op. cit.,* p., p. 37.

[546] S. Magri & C. Topalov, « Pratiques ouvrières et changements structurels dans l'espace des grandes villes du premier XXe siècle », *op. cit*, p. 26.

[547] L. Boltanski et E. Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme, op. cit.*, p. 93-238 ; P. Cingolani (dir.), *Un travail sans limites, op. cit.* ; M. Pialoux & S. Beaud, *Retour sur la question ouvrière, op cit.* Pour un exemple de continuité dans l'exploitation capitaliste, D. Méda, « Le travail est devenu insoutenable », Collège de France, rubrique La vie des idées, 16 juin 2023. https://www.youtube.com/watch?v=3ZpSh5pO9SI&t=97s

1970, point d'orgue de la répression patronale et des actions coup de poing visant à raffermir une « autorité » battue en brèche par les soulèvements des plus opprimés des ouvriers (OS en général, mais aussi et surtout les femmes et les immigrés), les pressions ont été maximales[548]. Depuis les années 1990, le management est parvenu à lisser son système de caporalisation : d'une fabrique hiérarchisée de l'encadrement, il est parvenu à distiller, diffuser, jusqu'à le dissoudre dans la trame des relations de travail, le système de la participation. Là où trop de sociologues y voient une construction de l'autonomie et de nouvelles modalités de la production et du travail, *il s'agit en fait d'une extension, d'une généralisation du modèle de la participation*. Le capital ne se cache même plus. Tous les travailleurs deviennent des « collaborateurs ». Le toyotisme, s'il a gagné des places dans l'organisation du travail, n'a pas éliminé, bien au contraire, l'exploitation économique[549]. Il a fait digérer aux salariés le mécanisme de la soumission active en « responsabilisant » les unités de production, les petites équipes de travail intériorisant plus complètement, désormais, les attentes des actionnaires externalisées dans la course aux attentes des clients. La complicité active du plus grand nombre cohabite avec le maintien des anciennes formes de servage. Les chaines taylordiennes classiques, quant à elles, se sont trouvées de nouveaux débouchés dans le secteur alimentaire, premier poste d'emploi d'ouvriers non qualifiés en France. Dans ces fabriques de la mort, le travail répugnant est largement fui par les travailleurs. Les patrons de la volaille et de la filière bovine recourent au droit des affaires pour faciliter leur petit jeu :

« Le droit encadre et distingue précisément l'intérim et le tâcheronnage. L'intérim relève du droit du travail. Le tâcheronnage relève, lui, du droit des affaires et se fonde sur un contrat de prestation de service (…) décomptée en nombre de pièces à réaliser et dont elle a négocié le prix unitaire, ce qu'on appelle dans le jargon un chantier ou un lot (…) L'entreprise n'a aucune obligation à l'égard de la main d'œuvre qui le réalise. L'entreprise achète une production et n'en prend aucun des risques [sur] des postes pénibles sur lesquels aucun aménagement de sécurité n'est réalisé »[550].

Comme aux temps du marchandage, « un responsable du chantier » va recruter son personnel, la plupart du temps des migrants à la recherche désespérée d'un travail, dans un mixte

---

[548] Lire notamment le témoignage de D. Bouvet, *L'usine de la peur*, Paris, Stock, 1975. C'est l'un des très rares documents révélant en acte le retournement d'un couple d'ouvriers cégétistes en mouchards. Il a fallu tout le courage et la solidité morale de ces travailleurs pour parvenir à sortir des griffes de l'encadrement et à expliquer la manière dont on les a rendus traîtres dans leur usine. « *Pressions morales et physiques, calomnies, insultes, provocations, tout y passe, pour faire craquer un être humain. Non, Daniel, tu n'es pas un salaud, un traître. Le 28e congrès de la fédération des travailleurs de la métallurgie CGT te l'a montré. Il t'en a fallu du courage pour expliquer aux délégués ce qui t'es arrivé* ». Cette préface du secrétaire général de la fédération des travailleurs de la métallurgie CGT semble sortir d'un cauchemar en Russie stalinienne. La direction laisse les jaunes de la CFT déambuler dans les ateliers pour prendre la carte maison. Devant son refus et celui de de sa femme (entre-temps ils sont devenus délégués syndicaux CGT), les contremaîtres alternent les réprimandes, les changements de poste, les mises à pied, les surveillances insistantes, les postes les plus durs, ls convocations à la direction et les menaces de mort, l'interdiction de parler aux camarades de l'atelier, les lettres anonymes de la pire espèce, des inscriptions salaces dans les WC dénonçant le cocu, les menaces contre un autre ouvrier en prétextant que c'est la faute du délégué syndical CGT, un travail d'isolement autour d'eux en menaçant les autres ouvriers, des agressions physiques incessantes, l'imposition de mouchardage des autres ouvriers sur Daniel, le retournement d'un délégué syndical CGT obligé de mener des agressions physiques contre Daniel, etc. Dans le même temps, les ouvriers de la CFT « *vont tous se réunir autour du bureau du chef d'équipe* ». *Ibid.*, p. 52. L'union départementale, avertie, n'a rien fait pour le défendre. Finalement, il craque et accepte la proposition du chef du personnel. Il part avec une « prime » et démissionne. La dépression survient peu après. Il se sent complice des patrons en quittant le navire. « *Je suis un lâche, un traître* ». *Ibid.*, p. 90. En fait, l'ouvrier, harcelé par le Kapo Allix, est travaillé au corps pendant des mois : « *Ce qui vous use, ce sont les paroles répétées des dizaines et des dizaines de fois. Vous êtes déboussolé, vous finissez par penser comme eux. Vous êtes considéré comme un lépreux, un criminel…surveillé comme un prisonnier, isolé de vos camarades, mis en quarantaine, traqué comme une bête féroce. Citroën, c'est un bagne* ». *Ibid.*, p. 92.

[549] « *A partir des années 1970, les normes gestionnaires ont introduit dans les grandes, puis dans une partie des petites entreprises, le principe de la participation des ouvriers dans des groupes de qualité. D'une certaine manière, les ouvriers ont été officiellement promus « intellectuels », ou du moins intelligents, capables de définir des problèmes et de présenter des solutions pour les résoudre. Ce sont encore bien souvent les ouvriers les plus ajustés à l'ordre scolaire qui se sont le plus engagés dans ces dispositifs comme on a pu l'observer dans des formations au management participatif dans l'industrie métallurgique (en salle, avec des exercices sans liens avec le monde réel, avec un usage systématique de méthodologies de sciences de la gestion, etc.). Toutefois, ces groupes n'ont pas radicalement bouleversé les positions dans l'espace de l'usine, dans la mesure où les principes de division de l'intelligence du travail se sont maintenus, et où la multiplication des plans sociaux a rappelé aux ouvriers qu'ils constituent, non pas « la richesse de l'entreprise » comme on peut le lire dans la vulgate managériale, mais des coûts qu'il s'agit de réduire* ». C. Lomba, J. Mischi, « Ouvriers et intellectuels face à l'ordre usinier », *ARSS*, 2013/1, n°196-197, p. 4-19.

[550] S. Célérier, « Le salariat dans la chair. Ambivalences du tâcheronnat dans les industries de viande de volaille », in P. Cingolani, *Un travail sans limites, op. cit.,* p. 81-100.

entre officialité et travail au noir. Le maffieux recruteur négocie avec le patron un prix global, pour ensuite imposer des cadences infernales aux tâcherons qui doivent atteindre le quota. Les salariés de ces usines observent ces ouvriers d'abattage (à tous les sens du terme) qui subissent l'exploitation la plus extrême. Dans ce secteur, intérim ou tâcheronnage, seuls 10 % des recrutés atteignent la fin de leur « contrat » :

« Certaines entreprises d'un même bassin d'emploi s'organisent et obtiennent des autorités administratives des facilités d'accueil des migrants. Reste l'immigration clandestine, très vraisemblable. Cette main-d'œuvre est pour le moins réticente à s'employer dans la volaille. Les bêtes mortes, l'odeur des viscères qui saisit dès l'abord des usines, la chaleur des étuves, le froid des ateliers de découpe, le bruit permanent, sont autant de repoussoirs. Il faut aussi travailler à des heures impossibles. La chaine d'abattage ou de découpe présente aujourd'hui un poulet toutes les trois secondes devant chaque opérateur. La répétitivité des gestes, principale cause reconnue des troubles musculo-squelettiques fait de la viande de volaille un des secteurs les plus dangereux pour ses salariés. La difficulté s'est accrue avec la montée des cadences dans les années 1990. Les responsables du CHSCT dit qu'on y a « cassé les gens ». Le poste d'accrochage des bêtes vivantes est de ceux-là. Il faut, à raison de 6000 bêtes à l'heure, saisir les pattes du volatile et le fixer sur les supports de la chaine. On embauche aux premières heures du matin, le bruit est infernal, la poussière compacte, le risque de griffures permanent et les dix kilos d'une dinde ou les 25 kilos d'un dindon cumulent des charges journalières effrayantes. Ces opérations n'ont fait l'objet d'aucune opération de prévention, les obligations légales y sont comme mises en suspens »[551].

Les patrons prétendent que ce mode de recrutement se caractérise par une « *faible diffusion* » à cause de sa « *cherté* », le recruteur intermédiaire sachant que le patron subit une crise d'embauche structurelle sur de tels postes qui plus est « *stratégiques pour les entreprises* »[552]. Cela est sans doute faux puisque le travail illégal est massivement présent dès qu'il s'agit de recrutement de migrants[553]. La plus grande discrétion règne dans ce « milieu », les usines étant dispersées dans la campagne proche des exploitations de « viande », les humains comme alignés sur la filière du bétail.

---

[551] *Ibid.*, p. 87-94.
[552] *Ibid.*, p. 93.
[553] Les migrants subissent la kaporalisation des marchands d'ouvrage. Ils subissent aussi la violence des marchands de sommeil « modernes ». Le dispositif de mise à disposition temporaire de locaux vacants, institué à titre expérimental par la loi MOLLE (article 101 de la Loi. n° 2009-323, 25 mars 2009) après le mouvement des Enfants de Don Quichotte, « expérimentation » prolongée par la loi ALUR (L. n° 2014-366, 24 mars 2014) et renouvelée par l'article 29 de la loi ELAN (Loi. n° 2018-1021, 23 nov. 2018), est la porte ouverte à tous les marchands de sommeil maffieux. La législation assouplit considérablement les conditions d'octroi de l'autorisation, n'importe quel « organisme » pouvant faire du « social » sur l'ensemble du territoire sans avoir à renouveler son agrément. Les organisations du « social », dans une lettre publique adressée aux sénateurs à la veille de l'adoption de la loi (Fondation Abbé Pierre, Armée du Salut, FAPIL, etc.), dénoncent le détournement d'un dispositif déjà réactionnaire par de nouveaux kapos : « *Pour mémoire, l'article 29 de la loi ELAN précise que l'expérimentation de ce dispositif est prévue «* notamment à des fins de logement, d'hébergement, d'insertion et d'accompagnement social *» et que l'obtention de l'agrément est conditionnée à l'engagement d'un organisme ou d'une association vis-à-vis des personnes vulnérables. Le dispositif d'occupation temporaire des locaux a, en ce sens, un intérêt s'il permet d'augmenter le vivier de solutions de logement/d'hébergement pour les personnes précaires par la mobilisation des logements vacants couplé à un accompagnement social. Les acteurs du logement d'insertion et de l'habitat intercalaire constatent cependant que dans, les faits, ce dispositif est majoritairement mobilisé par des sociétés de gardiennage afin de proposer aux propriétaires une solution de "gardiennage par l'occupation" de leur bien vacant. Cette utilisation diffère indéniablement de l'objectif initial* ». Le film *Anti-squat* montre de façon remarquable la concrétisation de leurs craintes. Parallèlement aux associations caritatives ou laïques reconnues, n'importe qui peut solliciter un agrément en vue de démarcher des entreprises dont les locaux vacants peuvent être prêtés afin de neutraliser l'occupation illégale (le squat). Le marchand intermédiaire peut loger des « sans logis » moyennant un loyer de 200 euros, avec l'obligation d'entretenir voire de mieux mettre en valeur les locaux. A terme, le kapo peut permettre à l'entreprise de revendre avec plus-value ses locaux revalorisés, laquelle entreprise est assurée de ne pas voir ses locaux dégradés par des « squatteurs ». Dans le film, la collaboration est mise en scène de façon paradigmatique. Le Kapo négociateur recrute une chômeuse bientôt expulsée ayant travaillé dans l'immobilier, disposant de compétences dans l'entreprenariat. Après une rapide audition, elle devient « sous-chef », recrute et sélectionne les personnes qui se pressent en masse devant l'entrée du bâtiment. Elle applique avec fermeté un règlement intérieur qui interdit à peu près toute vie ordinaire aux personnes tandis qu'il impose ce fameux temps bénévole d'entretien, ce que dénoncent tous les occupants à temps partiel sachant que leur « bail » dure au maximum 6 mois. En dépit de ces fortes tensions, son « exercice » est marqué par des cris, des renvois, des menaces où elle tient « la dragée haute ». Elle est pourtant une mère écoutant le rap de son enfant rebelle. Finalement, elle se rapproche peu à peu des résidents puisqu'elle est aussi elle-même une résidente chef sur place mais, alors que le Kapo lui propose un CDI et une promotion dans l'entreprise d'intermédiation « locative », elle trahit les occupants qui seront tous virés *manu militari* tandis qu'elle peut enfin retrouver un logement de droit commun à proximité de l'école de son fils.

Cet acharnement à extraire la plus-value au moyen de la prolétarisation des ouvriers, de leur formatage en produit insérable dans l'investissement, s'accompagne d'une recherche frénétique de la productivité. Discipline d'uniformisation et performance exercent une telle violence sur le dominé que la société industrielle -bel oxymore- serait ingérable sans l'importation des technologies sociales de la neutralisation des forces ainsi érigées en potentielle force d'opposition voire de rébellion. Pour diviser cette force, les capitalistes ont inventé une division sociale du travail, laquelle comprend une part technique logique (ingénieurs des bureaux d'étude, encadrement technique, ouvriers) et une part purement disciplinaire (chronométreurs, chefs d'équipe, gardes, surveillants, mouchards). Cette division stratégique du travail rend mal compte de tout ce qui ne relève pas du travail mais du contrôle social. Et c'est en s'appropriant une fraction des dominés, comme dans les camps ou les plantations, que les différentes catégories de dirigeants ont été amenées à lisser un « lien social », une « intégration ». Mieux, les dominants sont parvenus à inverser le cours des énergies. Du négatif (grèves, sabotage, absentéisme, freinage…), ils ont mis en place des dispositifs identiques à ceux décrits par Goffman pour les hôpitaux psychiatriques : séparations dans l'espace, intéressement au capital, gratifications (primes, invitations auprès des chefs, taux bancaires plus bas), postes allégés, rôles répressifs et micro-pouvoirs. R. Sainsaulieu parle des « *difficultés de relations entre ouvriers dès lors qu'ils voient entre eux de véritables relations de pouvoir. Les boni et les primes, les promotions, les mutations sont des occasions de négociations plus ou moins ouvertes. Un système de relations de pouvoir fondées sur l'ancienneté, la qualification, la parole et les différences de métier agite en permanence la vie concrète des ateliers* »[554]. Toute l'histoire du salariat doit être relue sous l'optique des triturages visant à en extraire le maximum d'avantages pour les patrons, notamment en divisant les ouvriers en fonction des primes : « Des recherches extrêmement poussées entrainent la mise au point de systèmes de salaire multipliant les primes (de rendement, économie de matière, etc.) »[555].

De leur côté, les dominés ont largement identifié les cibles. Les grèves révèlent en creux l'enjeu majeur consistant à neutraliser autant que possible les « jaunes », les « briseurs de grèves », les modalités premières de l'action n'étant pas la réussite de la revendication mais la réussite du rapport de force. « *Les grévistes essayaient de se glisser jusqu'aux puits pour régler leur compte à ceux qui continuaient de travailler* »[556]. Un des moyens de pression utilisés dans les corons consistait à défiler en frappant à la porte de la maison de chaque travailleur pour l'avertir du début du mouvement ; « avertissement » qui équivalait à rendre traître tout travailleur « jaune ». De manière plus symptomatique encore, les ouvriers mobilisés s'en prenaient systématiquement aux porions dans

---

[554] R. Sainsaulieu, *L'identité au travail, op. cit.*, p. 72.
[555] G. Noiriel, *Immigrés et prolétaires, Longwy, 1880-1980, op. cit.,* p. 232.
[556] B. Mattei, *Rebelle, Rebelle !, op. cit.*, p. 19. Lire aussi p. 8-49 ; p. 55, 59, 123, 149, 168-169 (avec une photo montrant des gendarmes empêchant « *des mineurs grévistes de pénétrer dans le coron et de s'en prendre aux mineurs non-grévistes qui se rendent à leur travail* » ; et une autre montrant la maison « *dévastée par les grévistes en guise d'avertissement* » adressé à un collaborateur au moyen de pierres et pavés bombardés sur les fenêtres et jonchant le sol intérieur d'une pièce). Les « jaunes » sont dénommés « *rouffions* », « *traîtres* » ou « *faux-frères* ». Il arrive, à la fin du XIX[e] siècle, que des maisons de collaborateurs soit dynamitées. *Ibid.*, p. 125. En 1893, des centaines de grévistes licenciés doivent quitter leur domicile. Les kapos -les porions- viennent les chercher à leur domicile avec des gendarmes. On ne peut mieux identifier la fonction officielle des « auxiliaires » des dirigeants des compagnies minières. *Ibid.*, p. 127. Sans cette mémoire que les travailleurs gardent en eux, maillant une association d'idées (le porion au travail, le porion et ses primes, le porion comme aide des gendarmes, le porion invité chez le patron, le porion faisant affaire avec le patron, etc.) renvoyant au zèle des kapos économiques, il n'est pas possible de comprendre l'habitus ouvrier de la période industrielle. N. Green décrit les grèves des ouvriers du vêtement dans les quartiers d'immigration juive du début du XX[e] siècle en montrant les violences exercées contre « les jaunes ». *Les travailleurs immigrés juifs de la Belle époque : le Pletzl de Paris*, Paris, Fayard, 1985.

les bassins miniers, car ces petits chefs[557] étaient payés en primes proportionnels aux résultats obtenus dans leur secteur, ce qui débouchait surtout sur des manœuvres criminelles[558].

La zone grise est l'incarnation structurale de la lutte des classes et de la tentative patronale de sa neutralisation par tous les procédés possibles de la coopération, de la collaboration. « *La conséquence du système était, en définitive, de rendre les ouvriers complices de leur exploitation (…) Pour bannir la révolte ouvrière, il convient de favoriser les processus d'identification de l'ouvrier à son entreprise* »[559]. Dans cette dialectique du refus et du zèle, la complicité est le versant opposé de la lutte, avec, « au centre », la soumission ordinaire travaillée sur plusieurs décennies, rendant le cela va de soi totalement invisible dans ses dimensions faussement passives « d'acceptation » de l'ordre établi. Si la routinisation est la résultante d'un long processus de disciplinarisation des dominés -formatage du prolétariat stabilisé en usine- elle doit être pensée comme la première marche de la collaboration, la zone grise procédant d'une réussite certaine dans la performance recherchée par les patrons. Si le zèle est recherché dans l'organisation interne du travail (rémunération à la tâche, marchandage, primes, promotions), il se voit adjoindre un autre cadre, celui de la hiérarchie, avec toutes les strates imaginables de la domination. Les mines représentent à ce titre une sorte de type idéal du rapport d'hommes à hommes, de l'emprise relationnelle, où la mise en place de la zone grise est loin d'être acceptée :

« Comme le note F. Ewald, 'le problème de la production ne se pose pas dans les mines comme dans les autres industries. Les mines ne sont pas mécanisées (qu'après la Libération) de sorte que le rythme de travail, son rendement ne sont pas imposés par le mouvement uniforme de la machine qu'il faut suivre ; il dépend de la volonté de l'ouvrier, de son acharnement, de son ardeur, en un mot de sa volonté (…) Former un mineur, ce ne peut être seulement contraindre son corps -ce qui serait susciter autant de résistances que de mauvaise volonté- que chercher à l'investir, à le pénétrer, à s'en faire un point d'appui ; c'est par son âme qu'on atteindra le corps de l'ouvrier. D'où, à côté des formes proprement répressives du pouvoir, les formes les plus douces, multiples et malignes de domination des âmes'. Les nouveaux dispositifs d'organisation du travail constituent autant de moyens pour investir l'âme du mineur, et en faire un prolétaire accompli. Imposition de la discipline et de la hiérarchie, fixation d'horaires précis, mode de paiement à la tâche : toutes ces tactiques disciplinaires donnent lieu à l'incessantes escarmouches, comme à des mouvements de plus grande ampleur. Imposer l'autorité du contremaître n'était rien moins qu'évident. Plusieurs grèves ont pour origine des conflits qui opposent des mineurs à leurs contremaîtres, appelés les maîtres-mineurs. Les ouvriers demandent à plusieurs reprises le renvoi de chefs particulièrement haïs pour leur arrogance ou leur autoritarisme. En juillet 1859, le directeur signale au préfet que « *les chargeurs et les*

---

[557] Il est rarissime que les ingénieurs et agents de maîtrise des usines écrivent pour exposer leur point de vue. En 1982, alors que le patronat français pense encore que le socialisme va accoucher de la révolution sociale, ce dernier lance ses chiens de garde. Suite à une grève importante dans les usines Citroën, traditionnellement défendues par des milices d'extrême-droite, un ouvrage complotiste caricatural dénonce l'emprise du PC et l'insurrection à venir en France (sic). Les auxiliaires du patronat dénoncent symptomatiquement les actions coup de point de la CGT qui passerait son temps à menacer les ouvriers « bons travailleurs » de « *cassage de gueule* » s'ils ne rejoignent pas les rangs des grévistes. F. Ewald, *L'école des esclaves*, Paris, La Table ronde, 1982, p. 185. Par cet effet de miroir, les cadres identifient leur ennemi social, les ouvriers en lutte qui font débrayer les ouvriers indécis complices de l'ordre ordinaire de la production. Ce sont bien ces derniers qui sont perçus alors comme des victimes des commandos révolutionnaires. La définition est claire. Un bon ouvrier ne fait pas grève. La grève est le produit d'agitateurs. Structuralement, ce type de propagande se retrouve sur deux siècles d'idéologie dominante contre les « agitateurs professionnels ».

[558] B. Mattei, *Rebelle, Rebelle ! op. cit.*, p. 62. Un des effets pervers de cette décision des patrons a une lourde conséquence. Non seulement les porions ont tout intérêt à faire travailleur au maximum leurs esclaves industriels, mais surtout, ils cherchent à faire des économies sur les dépenses de bois nécessaires à la consolidation des galeries ; ce qui les rend particulièrement détestables aux yeux des ouvriers mis gravement en danger dans les mines. La haine de la hiérarchie ne résulte pas d'une sorte d'honneur des dominés se situant sous les « supérieurs ». Elle est fondée sur des critères objectifs résultant directement du système patronal d'exploitation rendant particulièrement criminels leurs auxiliaires.

[559] *Ibid.*, p. 37 et 52. C'est l'exact opposé des idées de 1848, journées révolutionnaires lors desquelles les ouvriers luttaient pour la disparition du marchandage, « *la demande d'égalité des salaires* » signifiant que « *le fort travaille pour le faible et non contre lui* ». *Ibid.*, p. 38.

rouleurs de la Grillatié se livraient à des actes d'insolence envers les chefs. Ainsi, les porions et aides-porions sont poursuivis chaque matin par des hués, ils sont assaillis d'injures »[560].

Pendant des décennies, le patronat a perfectionné sa machine productiviste. Avec, à leurs côtés, des élus républicains mandataires de l'Etat capitaliste. Ces derniers ont tenté, vainement, d'officialiser des syndicats jaunes. À la suite de la grève générale de Schneider au Creusot en 1899, la volonté d'arbitrage des gouvernants et des préfets a débouché, notamment, sur une politique de manipulation du syndicalisme ; des conventions ou contrats collectifs officialisant et légalisant la création de « syndicats ouvriers » à l'initiative des employeurs. Le Schneider de l'époque s'engouffre dans la brèche et crée le 29 octobre 1899 le « *syndicat des corporations ouvrières du Creusot et de ses dépendances* ». Le préfet de Saône-et-Loire donne le ton : « *Ce nouveau syndicat, formé à l'instigation de l'administration des usines, n'est composé que d'ouvriers favorables au patron et n'a d'autre but que d'entraver l'action du premier syndicat ouvrier* »[561]. Ce que les patrons appelaient aussi, rappelle l'historien, des *« syndicats mixtes dont on sait que tout le pouvoir y appartenait dans la pratique aux patrons » : « Longtemps une fraction de grands entrepreneurs du textile s'accroche à la notion de syndicat mixte, espérant ainsi contrôler la pression ouvrière ; à Lille même, on en trouve le noyau actif dans les entreprises Vrau et Boutry* »[562]. Ces syndicats rejouent en interne le paternalisme, accordant aux « ouvriers méritants » « *les secours mutuels, les crèches, les indemnités compensatoires de la maladie ou du chômage* ». Mais ils forment aussi parfois une milice, un capital guerrier, un véritable syndicat jaune tels qu'on les connaîtra dans les années 1970 : « *Paul Féron-Vrau n'hésite pas à suggérer que 'les honnêtes gens organisent des groupes d'hommes solides et courageux qui maintiennent l'ordre' (contre) 'la véritable terreur que fait subir un dixième des ouvriers aux neuf dixièmes qui ne tiennent pas à se mettre en grève'* »[563]. C'est uniquement par le combat et de nombreux morts que le *mouvement* ouvrier s'est désencastré de la gangue paternaliste, de ces logiques d'attachement qui sont constitutives du « réflexe » patronal, de son ADN. Fixer, faire adhérer (au double sens de la colle et de la servitude volontaire), contraindre en déployant des machineries de la dépendance, tel est le but premier du capitaliste face à un prolétaire non pas seulement à discipliner mais à rendre malléable, complice.

Si le paternalisme a visé l'ensemble des travailleurs embauchés en imposant un contrôle social diffus, les syndicats patronaux d'ouvriers, avec l'aide des élus, ont cherché directement à noyauter la contestation en s'attachant le service d'ouvriers recrutés pour la cause. Cette anticipation organisationnelle ressemble étroitement à la « *collaboration de classe* » qui sera mise en œuvre sous Pétain avec le système des « *corporations* ». Ce que l'on prend pour une invention *ad hoc* de Vichy provient des institutions totales en démocratie, portées par les habitus patronaux. Cette volonté d'emprise, de contrôle des âmes ouvrières, d'entrisme culturel des dominants, s'observe clairement dans cette situation de crise « morale » que représenta pour eux le Front populaire et surtout l'occupation des usines. L'unique revendication des patrons, bien avant de combattre l'augmentation des salaires, consiste à évacuer les usines occupées. Les patrons, par l'intermédiaire de P. Thiriez, le disent frontalement au gouvernement : « *Le conflit actuel est un conflit d'autorité. Ayant refusé l'arbitrage du ministre Roger Salengro et du président du conseil, les membres de la délégation patronale*

---

[560] B. Mattei, *Rebelle, rebelle ! Révolte et mythes du mineur, 1830-1946*, Paris, Champ Vallon, 1987, p. 34.
[561] R.P. Parize, *Le Creusot 1898-1900. La naissance du syndicalisme et les mouvements sociaux à l'aube du XXe siècle*, Le Creusot, Les Nouvelles Éditions du Creusot, 2009, p. 189.
[562] P. Pouchain, *Les maîtres du Nord, op. cit.*, respectivement p. 239 et p. 157.
[563] *Ibid.*, p. 157.

réitèrent leur exigence d'évacuation des usines. Un accord se fit enfin »[564]. Le mouchard ou le fayot, le jaune ou le « bon » ouvrier fidèle « qui travaille bien », dérivent de cette idéologie patronale de l'allégeance au maître, ces lambeaux de mentalité de mise en esclavage qui court depuis l'aube des temps, laquelle bénéficiera de la rationalité de la « société industrielle ». Au lieu de n'y voir, comme Marx, qu'un instrument pour perfectionner les conditions du profit maximal, l'économie politique des entreprises -le bras droit de l'exploitation, des contraintes et des répressions- a manqué la sociologie politique de la tripartition, son « bras gauche », la guimauve de la complicité et des gratifications concédées aux fidèles serviteurs.

Le faux « contrat librement négocié » de la fiction juridique du travail ne montre jamais aussi bien sa vraie nature qu'en cas de licenciement. Bien que le droit du travail ait, un temps, imposé un « motif légitime et sérieux » en cas de licenciement, au début des années Mitterrand, en pratique, les patrons ont toujours pu se débarrasser à leur guise des « hommes en trop ». Dans ces périodes dramatiques où la perception du chômage suffit à engendrer des angoisses terribles chez les travailleurs[565], les dirigeants des entreprises jouissent en quelque sorte d'un pouvoir hors du commun. Ils disposent d'une sorte de droit de vie et de mort sociale, et, parfois en usent de façon stratégique. Ce fut le cas lors des différents plans de licenciements chez « Chausson » dans les années 1990. A chaque plan, la direction montait structurellement les ouvriers les uns contre les autres. Les élus hors des « charrettes » successives recevaient l'ordre de ne pas manifester avec les exclus : « *La direction fait pression sur ceux qui restent pour qu'ils arrêtent la grève et organisent même des manifestations contre les piquets de grévistes. Les non-grévistes sont amenés en car pour protester contre ceux qui les empêchent d'aller travailler* »[566].

Outre la collusion aménagée dans l'entreprise par l'action déterminée du patronat -précisons qu'il n'y a presque jamais de volontaire- les classes populaires participent plus largement à l'ordre social au travers des aspirations à la promotion, ce qui n'est pas un des moindres paradoxes de cette affaire. La tripartition n'est pas séparable, au sens éthologique ou anthropologique, des gratifications au sens d'Henri Laborit. La distribution statutaire des honneurs sociaux, sans même parler de la hausse des salaires pour les « favorisés » (littéralement ceux qui reçoivent des faveurs), explique grandement, dans la « société industrielle », les formes d'asservissement « volontaires ».

« Le capitalisme monopoliste d'Etat rassemble ce type de travailleurs au sein d'unités de production de plus en plus vastes ; par là même, il développe un mouvement de socialisation et de solidarité d'intérêts qu'ont reflété les récentes luttes ; contradictoirement, il pousse aussi loin que possible la différenciation des salaires, des postes, la diversification apparente des couches hiérarchiques. Avancement et promotion se trouvent individualisés à l'extrême. Cela sur un mode concurrent ; situation où les individus s'opposent et se combattent, et qui peut masquer le contenu réel du système pour faire apparaître la promotion dans les différents niveaux de la hiérarchie (et par là même de la structure sociale globale) comme techniquement équitable. Cadre de concurrence perpétuelle qui rend ainsi difficile une prise de conscience complète des racines réelles des besoins et activités individuelles et tend à faire de la personne une réalité active mais fondée seulement sur elle-même »[567].

---

[564] *Ibid.*, p. 262.
[565] D. Linhart, *Perte d'emploi, perte de soi*, Ramonville Saint-Agne, Erès, 2004.
[566] *Ibid.*, p. 75.
[567] A. Casanova, Cl. Prévost, J. Metzger, *Les intellectuels et les luttes de classes*, Paris, Editions sociales, 1970, p. 75.

Cette vision objectiviste de l'usine et du pouvoir est un contrepoint utile à la sociologie ouvrière centrée sur le texte caché, les petites résistances d'un côté et, de l'autre, sur les grandes mobilisations (1936, grèves dites insurrectionnelles de 1947/1948, Mai 68, LIP, etc). Mais simultanément, elle masque un phénomène plus complexe : la part d'autonomie des ouvriers dans leurs appartenances et leurs distributions de soutiens. Plutôt que de segmenter de manière trop essentialiste les bons résistants et les mauvais collabos, il est préférable de s'aligner sur cette idée inspirée des travaux de B. Lahire. L'habitus ne saurait être homogène. L'ouvrier est un mixte contradictoire, comme tout agent social, entre loyauté et dissidence, en fonction des moments de vie (jeune/vieux ; énergie de résistance ou acceptation d'une offre alléchante), des arènes investies (par exemple petits ateliers ou grande usine), des lieux de travail (régionalisme, présence d'un syndicat fort et actif), des contextes (commencer à travailler après une mobilisation réussie ou ayant échoué). « Les multiples inscriptions contextuelles » des ouvriers sont souvent mal analysées, comme le résume ce spécialiste de l'identité plurielle :

« Etudiant des individus sur des scènes particulières, dans le cadre d'un seul domaine de pratiques (suivant un découpage sous-disciplinaire particulièrement contestable scientifiquement : sociologie de la famille, de l'éducation, de la culture, de l'art, du travail, de la santé, de la jeunesse, sociologie religieuse, politique, juridique), on s'empresse, souvent à tort, de déduire de l'analyse des comportements observés sur ces scènes des dispositions générales, des habitus, des visions du monde ou des rapports au monde généraux »[568].

Si l'on suit cette perspective, non seulement le même individu peut varier ses comportements dans un domaine d'activités donné, en l'occurrence le travail, mais a fortiori il pourra manifester une palette diversifiée d'attitudes dans les différents mondes sociaux que la sociologie pragmatique a cherché à inventorier. On peut être plus ou moins collaborateur, plus ou moins pour une grève. Et même pendant une grève, les grévistes sont souvent divisés quant à l'intensité du combat à mener. C'est ce nuancier que l'on a voulu pointer dans cet ouvrage en distinguant le cela va de soi et l'implication dans des rôles structurés comme celui d'indicateur ou de fayot « *prêts à en découdre* »[569]. On peut l'être à certains moments et pas à d'autres (fatigue, faiblesse du syndicalisme, banalisation de la posture de la mobilité sociale, encouragements de la famille à être en phase avec la promotion, valeurs de l'ordre, de la discipline, peur de perdre son travail à un âge avancé ou dans un contexte de chômage). On peut l'être sur le plan directement professionnel mais être engagé dans des causes ou des formes de dissidence dans la vie para-professionnel (la syndicalisation territoriale, les rôles ambivalents entre représentation et négociations avec le patronat). Ce que la sociologie du texte caché[570] révèle, c'est bien la plasticité des habitus entre évidences de la conformité et évidences de la mise à distance de ce qui fait mal. Ceux qui vont se réfugier dans le freinage, les moqueries ou les mille adaptations secondaires ne représentent que l'une des faces sociales des dominés, ces derniers pouvant tout aussi bien jouer le même jeu (le confort, se retrouver, faire des pauses) *mais dans l'autre sens* : les adaptations au monde de l'usine se

[568] « De la théorie de l'habitus à une sociologie psychologique », in B. Lahire, *Le travail sociologique de Pierre Bourdieu, op. cit.,* p. 121-152.
[569] Une expression que les ethnographes des forces de l'ordre ou les historiens du temps présent peuvent noter parmi les cadres de la police et le corps des préfets ; elle est parfois reprise par un ministre de l'Intérieur à « poignes ».
[570] J. Scott, *Weapons of the Weak, op. cit.* Le professeur de science politique est désormais connu mondialement. Contre la sociologie bourdieusienne de l'incorporation, il avance que les dominés sont parfaitement conscients du monde social de la domination et œuvrent quotidiennement à mettre à distance discrètement ses logiques (moqueries, contes, petits coups bas, etc). Un des enjeux majeurs de la science sociale des classes populaires consiste à parvenir à concilier ces deux points de vue théoriques qui sont respectivement incontournables. Les travaux de B Lahire autour de la plasticité des habitus, rejoignent l'intention identique, avec la tripartition, de connecter les concepts « capital symbolique » et « texte caché ».

dirigeront alors dans le sens du confort, de l'apaisement, de la docilité, des gratifications des chefs, des primes diverses à la « bonne volonté » ; les bars clandestins dans un sens, les pots avec les chefs dans l'autre ; le freinage pour s'épargner dans un sens, la petite facilitation (meilleur poste, petite promotion) pour s'épargner dans l'autre sens. La sociologie des dominés, et notamment des ouvriers, doit composer avec cette tension sociale structurale et donc avec l'analyse de toutes les formes de zone grise qui, d'un point de vue formel, sont l'exacte pratique inverse du texte caché.

2/ Figures de la zone grise informelle dans les entreprises de salariés ouvriers

▲▼

La condition ouvrière est essentiellement associée à l'analyse de la vie professionnelle et privée des ouvriers ou à leurs luttes et mouvements de contestations frontales contre les patrons, c'est ce que reflète un panorama de la littérature en science sociale[571]. Or, ces deux perspectives centrales de la recherche sociologique oublient « la participation » ou, mieux, « la coopération », maître mot de la sociologie des organisations[572]. Un ouvrage comme celui de R. Sainsaulieu, *L'identité au travail. Les effets culturels de l'organisation*, est en ce sens remarquable[573]. Avec les lunettes de la tripartition, on est saisi par la finesse des analyses autour de la caporalisation, l'affectant lui aussi comme « *mouchard* » ou « *espion* » potentiel au vu de son statut atypique d'ouvrier étudiant : « *J'étais soupçonné d'être un jaune, un émissaire du patronat envoyé pour contrôler la vie intime de l'atelier* »[574]. Plus profondément, ce sont tous les milieux industriels étudiés dans les années 1960 qui procède de cette sous-lutte de classe entre ouvriers et patrons autour de la loyauté et de la trahison. Sa présence ethnographique au long cours est précieuse et révèle les mille facettes de cette surveillance des surveillants et de leurs complices, sur fond de médisances incessantes contre tous les petits chefs officiels et officieux et de tactiques de résistance désormais connues (sabotage, vols, mises en scène, camouflage pour se ménager des zones de tranquillité). Même si l'auteur ne perçoit pas les divisions entre travailleurs, la culture ouvrière y est décrite de façon nouvelle comme une mobilisation contre le « *fayotage* ».[575]

---

[571] Bien sûr, existe aussi une « sociologie » organique qui prend toutes les apparences de l'objectivité afin d'éradiquer toute dimension critique. Ainsi de l'ouvrage collectif de chercheurs du CNRS, *Pour une analyse des conditions du travail ouvrier dans l'entreprise*, Laboratoire d'économie et de sociologie du travail, Aix en Provence, Armand Colin, 1975. Pour « *établir un diagnostic* » « *à l'intention des hommes d'entreprise* », les auteurs recherchent « *la charge mentale* » et « *les aspects psycho-sociologiques* ». Cette individualisation de l'analyse, centrée comme E. Mayo sur « *la tâche* », sur l'opération à effectuer, se garde bien d'étudier les relations de domination, bref tout ce qui fait du lieu une institution totale. Le but est d'étudier les conditions nécessaires à la réalisation du maximum de productivité sans détruire la « force humaine » grâce à une « *connaissance des principales nuisances contre lesquelles il faut lutter* (…) *L'analyse concerne l'environnement physique du travail (ambiance thermique, bruit, éclairage, vibrations*, ». Préface et introduction. Il y a un passage savoureux sur « *la coopération* » dans le chapitre « *aspects psycho-sociologiques* » concernant « *les études de motivation de l'homme au travail* » (p. 156). « *Les indicateurs sont : l'initiative, le statut social, les possibilités de communication, la coopération dans le travail, l'identification du produit* » (p. 159). Tout le propos est orienté du point de vue de l'augmentation des capacités de travail de l'ouvrier. En ce sens, « *la coopération ne concerne que les relations que doit avoir* pour son travail (en italique dans le texte) *le travailleur avec ses camarades ou avec la hiérarchie* » (p. 163). Une ligne dans tout le livre est consacrée « *à la principale nuisance ressentie par les travailleurs (qui) est le contremaître* », mais heureusement, « *cela n'est pas exact partout* » (p. 164).

[572] Il faudrait reprendre toute la sociologie des organisations, impulsée par M. Crozier en France, un maître chez les intellectuels organiques de la science sociale, pour analyser en détail les mille recherches sur la « coopération », la « participation », « l'intégration dans le groupe », « la gestion des conflits ». L'enjeu principal, outre le profit, consiste à désamorcer les « défaillances » (grèves, absentéisme, perruque, freinage). On oublie aussi que, dans cet « état d'esprit », le système fonctionne avec la zone grise, en achetant notamment la soumission par des gratifications, dont une des moindres n'est pas la sortie du groupe ouvrier grâce à des positions antérieures de petit chef : « *Toute position élevée ouvre vers d'autres horizons, et de nombreux responsables de collectifs de travail passent une bonne partie de leur temps à l'extérieur des équipes. Les échanges avec l'extérieur sont pour tous une source d'autonomie et favorisent les reconversions* ». M. Dinu Gheorghiu & F. Moatty, « Groupes sociaux et enjeux de la coopération au travail dans l'industrie », *Réseaux*, n°6, 2005, p. 91-122.

[573] Presses de la FNSP, [1977], 1988.

[574] *Ibid.*, p. 44.

[575] *Ibid.*, p. 37.

L'appartenance au social normé légitime revêt deux facettes. Tout d'abord, elle se manifeste par le rejet des rejetés, comme une sorte de double peine infligée par les dominés eux-mêmes (chapitre 7). Les classes populaires liées à l'usine, à la production industrielle ont toujours été fractionnées entre « le fer de lance » de la classe ouvrière, l'aristocratie ouvrière entre l'artisanat révolutionnaire et les « prolétaires de l'usine » d'une part et, d'autre part, les chômeurs, les assistés sociaux, les relégués, les sans-emploi. On verra dans le chapitre suivant que la fraction la plus précaire de la classe ouvrière -les ouvriers sans qualification, les intérimaires, les OS, les manœuvres- ont été les premiers à faire les frais des licenciements massifs qui ont accompagné le néolibéralisme et la reconversion du capital depuis les années 1970. Cette population hors du salariat -les sous-prolétaires-, a presque toujours été considérée comme des traîtres[576], notamment en vertu du fait que sa frange déviante a prouvé en maintes occasion sa propension à « filer un coup de main » aux patrons ou même à l'Etat pour maintenir l'ordre[577]. C'est une des raisons pour lesquelles, nous rappelle le député socialiste J.M. Belorgey, les socialistes ont mis si longtemps à accorder une aide sociale aux plus déshérités[578]. Le RMI n'est rentré en vigueur qu'en 1988, et R. Castel a ainsi ignoré dans son magnifique ouvrage pluriséculaire sur la formation du salariat moderne les causes de l'absence de toute couverture sociale en faveur du « mauvais pauvre » jusqu'à une période très récente ; non pas au sens de « vagabond sans feu ni lieu », mais au sens de paria de la classe ouvrière. Loin d'être uniquement la figure repoussoir du vagabond sans attache, ce mauvais pauvre a aussi été, dès le début du XIX^{e} siècle, l'ouvrier sans ouvrage, le chômeur fainéant, le complice des basses œuvres de la police. Si la morale bourgeoise a été de la partie, elle n'est qu'une partie. L'histoire sociale française est aussi celle de la déliaison entre prolétaires et sous-prolétaires, ouvriers et chômeurs, y compris dans les élites de gauche. Là encore, c'est une histoire sociale et politique qui n'a guère été écrite.

Or, des deux côtés, la « classe ouvrière » est tenue en échec. En effet, elle se méfie de ceux d'en dessous, suspectée de prendre les armes pour la réprimer (dénonciation des sous-prolétaires, aveuglement sur l'importance des complicités des ouvriers[579], dénigrement des « sans-statut ») (chapitre 7). Par ailleurs, elle se méfie aussi de ceux d'en dessus, chefs d'équipe ou contremaîtres issus du groupe mais qui vont alors défendre les intérêts du patron. Si un grand nombre de travailleurs ne sont ni encartés dans un parti, ni adhérents à un syndicat, ils font partie d'un vaste système hiérarchisé de zones grises sur lesquelles on va se pencher dans ce chapitre central. Et parmi les « suivistes », lesquels comprennent d'ailleurs un certain nombre de syndicalistes « fonctionnels », certains vont être happés par les sirènes des micro-pouvoirs. Les dominants d'usine créent une tripartition destinée à renforcer l'encadrement des ouvriers au travail. Le monde social de la surveillance commence avec l'emploi de « traîtres » divers contre lesquels les ouvriers rebelles vont s'affronter quotidiennement.

Une immense partie des classes populaires, après les « Trente glorieuses », aspire à ce que leurs enfants réussissent leurs études et gravissent les échelons[580]. Or, cela n'est jamais pensé

---

[576] « *Pour Marx comme pour ses disciples, le « sous-prolétariat » (lumpenproletariat, prolétariat en haillons), « constitué par des gens sans aveu », des « gueux », bref « la voyoucratie », ne présente aucun intérêt* ». P. Pierrard, *Les pauvres et leur histoire*, Paris, Bayard, 2005, p. 65-66.

[577] On ne parle pas ici du SDF dans sa version « clochard », mais du sans emploi qui devient bandit et qui mobilise son capital guerrier pour travailler dans les entreprises de sécurité, se mettre au service de milices défendant le patron lors des grèves, s'engager dans la légion ou devenir un monstre (maquereau, trafiquant d'organes) pour servir les attentes sexuelles de dominants.

[578] *La gauche et les pauvres*, Paris, Syros, 1988.

[579] D. Martinez, *Carnets d'un intérimaire. Préface de Michel Pialoux*, Marseille, Agone, 2003.

[580] M. Pialoux & S. Beaud, *Retour sur la question ouvrière*, Fayard, 2003. Leur ouvrage reprend une trentaine d'années de recherches sur (et non dans) les usines Peugeot à Sochaux-Montbéliard. Les auteurs parlent dans l'introduction d'enquête ethnographique, ce qui est faux. M. Pialoux n'a jamais

comme éclairant la sociologie de la trahison de classe ou de la collaboration avec l'ennemi, les « eux », les sachants, les classes moyennes passées par l'école. Et, de ce côté-là de la trahison, les conséquences en sont bien plus redoutables. Car c'est la « culture ouvrière » qui est « dénoncée ». Si le sociologue prétend se situer « au-dessus de la mêlée », alors il se contente d'enregistrer les normes des uns et des autres dans un merveilleux relativisme. La neutralité axiologique est tellement bien faite qu'elle s'aligne sur les verdicts sociaux dominant, sans voir que les classements sociaux intègrent aussi cette question de la trahison, cette fois-ci, du côté des subalternes, de ceux d'en bas. Ne pas impliquer le chercheur dans ces mouvements troubles où l'abandon d'un groupe signifie améliorer sa situation *dans le monde* de la domination, c'est prendre parti pour une vision légitime des classements sociaux. Jouer le jeu de la promotion peut tout à fait être pensé selon la norme dominante, celle des forces qui viennent renforcer l'évidence du jeu : accepter la gratification, glorifier la gratification, être fier de diriger les dominés, de « monter » dans la hiérarchie, de « gravir » les échelons. De nombreux travaux sur le monde du travail pointent comme évident ou sans enjeu l'évocation de la mobilité, de la carrière[581]. Derrière ce constat de la verticalité métaphorisant la hiérarchie sociale, pourtant normative et à sens unique[582], se cache les mots trompeurs car chargés idéologiquement : « promotion », « mobilité sociale », « carrière ». Il suffit de mentionner le refus de la promotion par de nombreux ouvriers[583] pour voir que la vision normalisée de la carrière participe de la vision dominante du monde capitaliste actuel. De fait, rien ne devrait pouvoir interdire au chercheur de tordre la barre dans l'autre sens que celui de l'ordre social[584] et, au lieu d'y voir du positif, déceler aussi le fonctionnalisme du service. Dans ce combat des normes, dans cette lutte de classement proprement sociologique, il est sain de sociologiser les catégories sociologiques et de prendre acte du fait qu'elles vont presque toujours dans le sens du jeu dominant, celui des règles du jeu qui valorisent toujours ceux d'en haut ou ceux qui montent, « gravissent l'échelle sociale » : ce qui est socialement qualifié de « promotion » sera étudié par le sociologue aligné -ou organique- comme « une mobilité sociale ascendante » et, dans la fonction publique

---

entrepris une observation des ateliers. Les deux sociologues ont procédé par entretiens réguliers avec des ouvriers, tout en créant un lien durable avec un informateur, Christian Corouge.

581 Ce qui n'est pas étonnant de la part de M. Lallement, *Le travail. Une sociologie contemporaine*, Paris, Gallimard, 2007, dont on a vu précédemment l'envolée lyrique vantant l'adhésion des travailleurs au salariat. M. Crozier, C. Dubar ou R. Sainsaulieu se situent dans la même veine théorique normalisante, considérant la promotion ou la carrière comme une valeur en soi, ou secondairement comme névrose de classe (*Ibid.*, p. 268-271) pouvant susciter « *un sentiment de trahison* » (*Ibid.*, p. 269), tandis que toute perspective en termes d'aliénation est rejetée. *Ibid.*, p. 243-247. Sans se rendre compte des implications théoriques de ses propos, l'auteur expose sans souci un des questionnements du livre : « *Comment inciter, dans de telles conditions, à la collaboration durable ?* ». *Ibid.*, p. 220. Dans un ouvrage de plus de 600 pages, seule une page est consacrée aux kapos : « *Dans Travaux, qu'il publie en 1945, G. Navel décrit son expérience d'ouvrier mécanicien. A la brutalité d'un environnement physique qui détruit le corps, se surajoute la domination sans fard d'un petit peuple de contrôleurs à casquette qui n'hésitent pas à aller jusque dans les cabinets pour vérifier que les travailleurs ne bravent pas l'interdiction de fumer dans l'usine* ». *Ibid.*, p. 239. Les têtes de chapitres ont des noms fonctionnalistes « Ce que le travail vaut », « Intégration », « Des qualifications aux compétences », « Coopération », « régulation », « rationalisations organisationnelles », « acteurs et règles des relations professionnelles », même si sa synthèse évoque marginalement quelques sociologues critiques de la « division ».

582 Aucune institution d'Etat ne valorise la dissidence, le séparatisme, les coopératives, les ZAD, les mondes de l'autogestion, les écoles parallèles, etc.

583 B. Mattei, *Rebelle, rebelle !, op. cit.,* « *L'ouvrier carmausien préférait rester un manœuvre au travail assez grossier, plutôt que de devenir un vrai ouvrier mineur* ». p. 36 ; et tout l'ouvrage de M. Durand, *Grain de sable sous le capot. Résistance & culture ouvrière : les chaines de montage de Peugeot (1972-2003),* Marseille, Agone, 2006, traite de l'unité du petit groupe d'OS à la chaine contre la promotion assimilée aux fayots et aux traîtres à la classe ouvrière. Lire aussi l'ouvrage collectif J.P. De Gaudemar (dir.), *Usines et ouvriers. Figures du nouvel ordre productif*, Paris, Maspéro, 1980, p. 16 : « *Au lieu de revendiquer de façon analogue à l'ouvrier professionnel, une qualification, les voilà parfois à se battre contre cette qualification* ». S. Belforte, M. Ciatti et A. Magnaghi remarquent, pour les ouvriers non qualifiés de l'industrie automobile dans l'Italie des années 1970, que « *la plupart des jeunes ouvriers enquêtés se sentent de passage dans le travail ouvrier. Cette attitude se lit très distinctement dans le taux très élevé d'absentéisme, 80 % dans les 4 premiers mois* ». « Restructuration productive et composition de classe à la Fiat de Turin », J.P. De Gaudemar (dir.), *Usines et ouvriers, op. cit.,* p. 93-103. Si, dans le bras de fer qui traverse l'habitus ouvrier pris dans les rets de l'ordre usinier et dans le refus de l'exploitation, la plupart d'entre eux ont oublié la lutte séculaire pour routiniser la coopération, il n'en reste pas moins que cette tension subsiste aujourd'hui, même si toute l'idéologie dominante, appuyée par les petites classes moyennes, légitime la promotion par la voie scolaire et la « voix patronale ». La sociologie de l'Exit devrait constituer un secteur important de la science sociale. P. Bruneteaux, *Les mondes rêvés de Georges, op. cit.*, chapitre V « Déprises et prises sur la vie ».

584 Pour un exemple caricatural d'alignement normatif sur les « ordres sociaux », P. Favre, « Quand la police fabrique l'ordre social. Un en deça des politiques publiques de la police ? », *Revue française de science politique*, n° 59, p. 1231-1248.

« hiérarchisée », comme une chose normale dans une « carrière »[585] que tout « fonctionnaire » recherche. La sociologie des classifications emploie des notions qui, d'entrée de jeu, exercent des effets de valorisation de la pacification sociale et de la performance interne. Ceux qui ne s'impliquent pas dans le jeu sont des ratés voués au « ressentiment » comme disent les dominants de l'Université[586] tandis que les milliers de licenciements demeureront le plus souvent des morts sociales invisibles ; l'invitation d'un patron à la TV est une chose normale quand les ouvriers ne sont jamais sur les plateaux médiatiques. La liste est longue, et l'on pourrait noircir les pages de ces ponctuations sociales, le conseil des ministres tous les mercredis dont la grandeur indépassable, comme les invitations de chefs d'Etat, noie incommensurablement dans l'insipide vide sémantique des faits tout aussi importants – mais tout dépend de la norme utilisée – tels que des inventions d'ingénieurs humanistes, des procès gagnés d'associations écologiques ou des témoignages de solidarité envers des « déshérités ». Tout le poids du sens social vient porter les journalistes vers la reprise des prises de parole autorisées au point de diaboliser « les violences », les « black blocs » ou les écrits « subversifs » ou « factieux » ; au point de rendre même monstrueux, le simple parti sociologique d'objectiver le social avec l'étalon du dominé ; même si ce dominé peut, dans l'espace ainsi défini, « choisir » le parti des dominants et ne pas s'aligner sur ceux qui résistent, qui contestent, qui dénoncent, qui volent, qui fuient, qui se moquent, qui inventent des ailleurs. La sociologie de la collaboration est porteuse de cette fragilité sémantique radicale, celle d'être opposée au courant des valeurs, au sens des enjeux sociaux, au flux écrasant du sens commun. Il faut en assumer les risques ou les failles épistémologiques[587]. Il sera facile d'invalider « l'extrémisme » de ce point de vue, quand personne ne dénonce « la servilité » de la science sociale conforme *qui se conforme à l'esprit des lois*, en enregistrant les conduites de pouvoirs avec des mots bien habillés de juridisme formel[588]. Le fonctionnalisme, à l'origine de la science sociale, avec le racisme[589], s'assume d'entrée de jeu en opposition avec le marxisme et tous ceux qui dévoilent les combines et combinaisons des dominants. Celles-ci disparaissent totalement des radars avec la sociologie durkheimienne.

La science sociale de la collaboration doit pourtant se défaire de tous les discours, coups bas pour la plupart, qui assignent à ce terme un unique destin de dénonciation dans les luttes

---

[585] Chargé de cours à Vincennes, réfutant les propos de B. Pivot à propos de ses « fonctions professorales » compatibles avec le journalisme militant à Libération, G. Hocquenghem rejette le fait d'avoir et de vouloir une « carrière ». Ce qui le place dans une position tout à fait marginale par rapport à tous les gauchistes renégats carriéristes qui aident à penser le lien étroit entre subordination sociale et zèle actif en faveur de l'ordre dominant. https://www.google.com/search?q=guy+hocquenghem+apostrophes&rlz=1C1GCEU_frFR951FR951&oq=Guy+Hocquenghem&aqs=chrome.1.69i57j0i512j46i512j0i512j0i22i30l5.8932j0j7&sourceid=chrome&ie=UTF-8#fpstate=ive&vld=cid:c75cbdb0,vid:n9r9GHbrUFM,st:0

[586] Sur toutes les chaines d'information, le 11 mai 2023. Le monde social répète à l'envie, notamment dans les nécrologies, que la mort du pape nous fait entrer dans une heure grave alors que des milliers d'ouvriers meurent d'accidents du travail ; alors que, plus comparativement, Pierre Rabi vient de décéder dans un silence général alors qu'il aurait mérité la légion d'honneur ou le Panthéon à la place de tous les crétins du *show bizz* ; alors que le « social légitime » le condamne à l'indifférence « nationale » au moment même où l'écologie est devenue le référentiel dominant ; la simple nomination d'un évêque comme archevêque est en France une information de « grandeur » nationale.

[587] La principale étant d'être assimilée aux gauchistes, à l'extrême-gauche, ou à la logique de la vengeance politique dissimulée dans le langage sociologique. Si la critique sociologique partage avec la critique sociale une même vision des objets à traiter -la domination, les violences de tout ordre- celle-là s'emploie à fournir des preuves qui ne sont pas celles de la politique ou du militantisme. Pour ne prendre qu'un exemple symbolique. Quand Mélenchon prend la parole après les émeutes de 2023, tout son discours est centré sur l'illusion libérale et humaniste de l'individu libre des Lumières, autrement dit tout ce contre quoi la science sociale critique s'oppose en proposant une étiologie des structures, des déterminations et des facteurs qui prend racine dans les têtes des gens, dans les habitus comme dans les institutions. L'idéalisme d'un Mélenchon est désespérant tant il empêche de prendre toute la dimension des pesanteurs « culturelles » qui pèsent sur les jeunes sous-prolétaires racisés des cités ségrégués. Or, de son point de vue, il ne peut faire autrement puisque sa contrainte politique du « devoir-être » le persuade qu'il suffit de vouloir pour pouvoir.

[588] Sur cette supercherie du droit dans l'Etat impérial français, O. Le Cour Grandmaison, *La République impériale. Politique et racisme d'Etat*, Paris, Fayard, 2009, plus spécifiquement p. 86 et s. à propos des faux en écritures constitutionnalistes.

[589] *Ibid.* Lire aussi L. Mucchielli, *La découverte du social. Naissance de la sociologie en France (1870-1914),* Paris, La Découverte, 1998 ; M. Rigouste, *L'ennemi intérieur. La généalogie coloniale et militaire de l'ordre sécuritaire dans la France contemporaine*, Paris, La Découverte, 2009.

sociales et politiques[590]. Le cadre retenu ici est celui de l'institution totale[591] où se joue un rapport de domination et où les maîtres introduisent des « brebis galeuses » au sein même des équipes d'ouvriers dans les usines. En fabriquant des intermédiaires entre la bourgeoisie et le prolétariat qui viendront discipliner, culpabiliser ou sanctionner les récalcitrants, les classes dominantes fabriquent, dans le monde économique, une tripartition spécifique, laquelle connait plusieurs degrés (informels : mouchards, fayots, ouvriers zélés anti-grève ; formels : chefs d'équipe, techniciens et chronométreurs, contremaîtres, agents de maîtrise). Elle est plus généralement présente dans le groupe ouvrier lui-même, entre les ouvriers travailleurs et les ouvriers sous-prolétaires, entre les ouvriers/paysans qui feront des ouvriers/paysans et les ouvriers/paysans qui feront des policiers ; elle est présente dans les différentes fractions d'intellectuels organiques qui représentent les intérêts dominants, journalistes, travailleurs sociaux, personnels politiques. Elle est présente dans l'usine sous la forme des professions intermédiaires de surveillance, à propos desquelles Marx incluait d'ailleurs les cadres dans ce travail de discipline entre les ouvriers et les patrons[592].

A l'intérieur de l'entreprise, la trahison en vient même à être le projet de base des dirigeants. En effet, après avoir entériné le modèle taylorien de la discipline brutale et du conflit frontal, les capitalistes ont joué à fond la carte japonaise de la collaboration :

« Le nouveau modèle exige des ouvriers, qui vont bientôt être baptisés 'opérateurs', qu'ils soient 'coopératifs', 'participatifs', 'disponibles', doués d'initiatives pour anticiper les pannes, détecter les défauts, contrôler leur production. Que faire de l'héritage taylordien ? (…) Car l'héritage du mode de production taylordien n'est pas seulement matériel, il est aussi présent dans 'les têtes' des ouvriers comme des cadres. Ces derniers ont maintenant largement intériorisé l'idée que ces ouvriers appartiennent à un monde archaïque (la 'lutte', le conflit), qu'ils seront difficiles à réformer, 'inconvertibles' (c'est ce terme que les ouvriers proches du pôle militant se sont mis à utiliser par autodérision et pour dénoncer le regard méprisant de la direction »[593].

---

[590] Quand le conseiller de Zemmour parle des « gauchos collabos » (des émeutiers après la mort de Nahel), il entreprend sans le savoir un travail de sape de la catégorie dans le champ scientifique. Les mêmes logiques sont à l'œuvre dans tous les compartiments de la « société ». Le collabo est celui qui est mis à l'index d'un groupe donné, comme cela a été au moins une fois avéré dans l'histoire sociale lorsque des « policiers agents provocateurs » se sont infiltrés dans la manifestation de 1979, laquelle mobilisait toute la région de Longwy. R. de Castelnau, D. Voguet, F. Salvaing, *La provocation*, Paris, Edition sociales, 1980 ; G. Noiriel, *Vivre et lutter à Longwy, op. cit*. Dans la pièce de théâtre mettant en scène l'épisode de LIP, les comédiens emploient à plusieurs reprises le terme « traître » à propos des syndicalistes qui acceptent trop rapidement le plan de licenciement du patron soutenu par le gouvernement et son émissaire. « On fabrique, on vend, on se paie », *Théâtre des Carmes*, festival d'Avignon, 21-25 juillet 2023.

[591] Ce concept est issu des travaux d'E. Goffman, *Asiles*, Paris, (trad.) Editions de Minuit, 1974, à propos duquel l'introduction a rapporté la dimension heuristique. Il montre, bientôt suivi par M. Foucault, que l'ordre pacifié de l'Etat de droit des démocraties occidentales cohabite avec des niches totalitaires aux intensités variables. Si on laisse de côté les guerres et les massacres coloniaux, mentionnons uniquement, en « métropole », La prison, les casernes, l'usine, les couvents, l'hôpital psychiatrique, les foyers de jeunes « délinquants », les hébergements pour SDF et, dans une moindre mesure, l'école et les internats. Ces institutions totales sont des espaces clos, où les reclus subissent des épreuves d'entrée de dépouillement afin de les discipliner, de leur imposer le règlement intérieur. L'absence de droits personnels et les systèmes variés de punitions sont aussi des critères communs. Des formes de dilution « souillent » des environnements associés aux institutions totales. Ainsi, au temps du capitalisme autoritaire du XIXe siècle et des premières décennies du XXe siècle, les habitations des mineurs étaient concentrées dans des corons ceints de murs. Les patrons pouvaient, à leur guise, enfermer les ouvriers au moyen de hautes grilles : « *En cas de grève, les compagnies empêchaient les mineurs de sortir et d'aller propager la grève dans les cités voisines* ». B. Mattei, *Rebelle, rebelle ! Révolte et mythes du mineur, 1830-1946*, Paris, Champ Vallon, 1987, p. 169. Parmi les multiples formes de refus des « normes ordinaires » à propos desquelles se dessine clairement leur dimension fascisante au moins jusqu'à la seconde guerre mondiale, il faut mentionner l'absentéisme en usine -un cas exemplaire parmi tous les comportements anti-institutionnels- qui peut atteindre des taux de 20 % au sein de la population ouvrière. M. Berra & M. Revelli, « Absentéisme et conflictualité : l'usine reniée. Crise de la centralité de l'usine et nouveaux comportements ouvriers », in J.P. de Gaudemar, *Usines et ouvriers, op. cit*., p. 105-136. Les auteurs parlent quant à eux de « *despotisme* » et « *l'usine se dresse comme une puissance étrangère* (…) *comme la mort du sujet* ». *Ibid*., p. 134. Dans cette guerre contre l'institution oppressive, Toni Négri appellera au « *sabotage* », une inflexion radicale de l'opéraisme italien et de « *l'autonomisme ouvrier* » contre « l'ouvrier-masse », l'ouvrier déqualifié affecté aux tâches parcellaires fordiennes, dans la suite de toutes les recherches à dimension totalitaire de Le Play, Taylor et Mayo. Ce n'est même plus l'organisation du travail qui est dénoncée mais en travail en lui-même ; ce qui rejoint les analyses d'un Goffman sur le relativisme des valeurs du point de vue des dominés, dont celles du voleur. Le sabotage comme l'absentéisme sont définis alors comme les expressions du texte caché des ouvriers dissidents, une remise en cause des normes du monde dominant, autant de pistes pour travailler davantage le concept de capital symbolique. T. Négri, « Sabotage et autovalorisation ouvrière », *Ibid*., p. 145-160. « *C'est dans cette activité de franc-tireur, de saboteur, d'absentéiste, de déviant, de criminel que je me trouve alors vivre* ». *Ibid*., p. 147. Avec ce type d'appel à la révolte qu'il voit déjà intrinsèquement dans les comportements ouvriers, T. Négri finira en prison dans les années 1970. Une équation du hors-jeu peut alors être énoncée : le voleur prélève, le dissident vit à côté, l'autonome fuit ou détruit.

[592] « *Du fait que les cadres ont pour fonction un rôle d'encadrement de la production capitaliste, rôle qu'ils exercent au nom du capitaliste qui 'se démet de sa fonction de surveillance immédiate et assidue des ouvriers et des groupes d'ouvriers et la transfère à une espèce spéciale de salariés' (Le Capital, Livre 1, tome 2, p. 24), ils sont censés devoir reprendre à leur compte le capitalisme, s'y identifier* ». A. Casanova, Cl. Prévost, J. Metzger, *Les intellectuels et les luttes de classes*, Paris, Editions sociales, p. 44.

[593] M. Pialoux & S. Beaud, *Retour sur la question ouvrière, op. cit*., p. 30.

Alors même que le capitalisme s'entoure désormais de « *collaborateurs* », que les entreprises les plus portées à l'exploitation sont parvenues avec succès à revendiquer une participation des dominés pressurés dans « *le travail enchaîné* »[594], et qu'il « *s'agit là d'une rupture importante dans l'histoire des rapports de classe* »[595], aucune interrogation ne vient spécifiquement dessiner les contours de cette « conversion » et l'interroger comme il se doit. De même qu'un régime peut être « collabo », une classe sociale ou une de ses fractions peut aussi le devenir. Les modalités de fabrication ne sont pas les mêmes, mais le mode de fonctionnement et la portée du fait sont parfaitement comparables. Il y a un alignement sur une exploitation avec une contestation résiduelle : capitaliste-groupe aligné-rebelles. Dans le monde de paix, les résistants ont aussi pris le maquis. Quand le territoire du pouvoir est rejeté, alors les refusants s'échappent, fuient, dans les ZAD ou dans les contournements de l'aide sociale. Ce sont bien ces derniers qui, structuralement, révèlent la place des collaborateurs. Penser l'usine aujourd'hui ne revient pas à accuser les nouveaux prolétaires de la même façon que Maurice Alline le faisait dans les années 1920/1930[596]. Les petits kapos des usines d'alors ne sont pas les collaborateurs d'aujourd'hui. La comparabilité suppose des études de cas, par culture nationale, par type d'entreprise (Michelin, Simca, Peugeot, Citroën), par périodes. Si l'on sait que les ouvriers qualifiés ont porté la rébellion au XIX^{e} siècle[597], ces fractions aristocratiques des travailleurs manuels ont connu aussi d'autres destins. Une partie a viré vers l'artisanat et a connu le poujadisme ou le rassemblement national ; une autre, hors de toute considération politique, a privilégié l'exit, notamment la mobilité sociale. On a vu dans un chapitre précédent comment le cela va de soi de la stratification sociale peut être pensé sous les auspices de la participation revendiquée aux normes dominantes.

Mais il existe aussi un « problème » interne à ce vaste groupe de professions et de trajectoires que l'on inclut dans « la classe ouvrière ». Parce que l'exploitation et les souffrances sociales commettent des ravages dans le monde populaire, les luttes syndicales et politiques n'ont jamais cessé, en dépit du contrôle parfois musclé de certains patrons imposant des « syndicats maison » à la sauce pétainiste, comme chez Michelin ou Simca. Or, le droit capitaliste pose en son principe premier l'idéologie de la liberté. Liberté de circuler contre la liberté de manifester, liberté du travail contre la liberté de faire grève. Du coup, les ouvriers qui veulent poursuivre la production sont légalement soutenus par ce droit inscrit dans le code du travail et sans doute aussi dans le code civil. N'oublions pas l'article 4 de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen qui stipule : « *La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui. Ainsi, l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres Membres de la Société la jouissance de ces mêmes droits. Ces bornes ne peuvent être déterminées que par la Loi* ». De fait, comme de jure, les travailleurs sont donc pleinement soutenus par les patrons et l'Etat dès lors qu'ils veulent poursuivre le travail. Or, les dirigeants ont eu une interprétation particulièrement extensive de cette disposition. En effet, si cette mesure peut parfaitement s'entendre pour le personnel travaillant déjà dans l'entreprise, elle devient arbitraire chaque fois que le patron va faire appel à des travailleurs externes, intérimaires

[594] *Ibid.*, p. 17.
[595] *Ibid.*, p. 16.
[596] M. Alline, *Quand j'étais ouvrier. 1930-1948*, Rennes, Editions Ouest-France, 2003. On commentera longuement cet ouvrage, un modèle du genre. Fils de prolétaire, ouvrier qualifié lui-même, M. Alline détaille par le menu les mille formes de collaboration dans l'usine.
[597] J. Rancière, *La nuit des prolétaires*, Paris, La Découverte, 1981.

ou, pire, nouveaux salariés remplaçant les « mauvaises têtes » licenciées d'une manière ou d'une autre.

Qu'en est-il alors du « briseur de grève » qui, sans tuer personne, n'en porte pas moins la « responsabilité » d'avoir lésé les intérêts de ses « frères de misère » parce qu'il n'a rien à faire dans cette entreprise si ce n'est avoir été appelé en renfort uniquement pour casser le mouvement des ouvriers de l'entreprise ? Dès lors, en occupant le site, les ouvriers peuvent avoir la garantie que le travail ne se poursuivra pas par le concours de « briseurs de grèves » ravissant le poste de travail mais aussi, parfois, le contrat de travail. L'histoire de la prolétarisation, on l'a vu, mais aussi celle du syndicalisme, forment une histoire des luttes pour faire respecter « le droit de grève » contre les tentatives multiples de désolidarisation. Le retour au néolibéralisme signifie souvent recruter à la journée afin de casser toute logique communautaire dans l'enceinte de l'unité de production. En recrutant à « la tête du client » et en sélectionnant les « bons éléments » tout en évinçant « les fortes têtes », le porion ou le marchand d'ouvrage ont porté en kapo cette logique de neutralisation à la base. « Le jaune » est inscrit dans la structure même de l'ordre productif, d'où son recrutement sous la figure d'un chef au salaire bien fourni. En étant « grassement payé », le recruteur ne risque pas d'être corrompu. Il permet à la société qui emploie de « séparer le bon grain de l'ivraie » assurée de ne jamais trouver de travail. Des listes noires circulent, rendant quasiment impossible l'embauche du trublion présumé.

L'ouvrage de M. Alline libère la mémoire ouvrière en offrant un cas d'école de la dénonciation de la dénonciation. Militant trotskyste d'inspiration libertaire refusant toute forme d'autorité, cet ouvrier fournit des descriptions fines de l'intimité de cette trahison ouvrière au cœur du fonctionnement des ateliers. Dans les années 1930, l'usine conserve le profil du bagne. Il suffit de restituer les conditions de travail de sa mère, ouvrière dans une usine de fabrication de piano.

« Six cents ouvriers y travaillaient dans des conditions souvent très pénibles. On y usinait des petites pièces en bois qui constituaient la mécanique du piano. C'était un travail épuisant les obligeant à répéter le même geste des milliers de fois dans la journée. Mais le pire est qu'il fallait maintenir dans l'atelier une température constante de 30° pour permettre l'assemblage des pièces avec une colle à base de poisson. On ne pouvait ouvrir les lucarnes donnant sur le toit sous peine de faire figer cette colle. La poussière fine des bois exotiques et la chaleur rendaient l'air irrespirable. Certaines ouvrières tombaient gravement malade. Elles se mettaient à cracher du sang. La connaissance de ces scandaleuses conditions de travail m'a probablement prédisposé à devenir par la suite un révolutionnaire »[598].

Le monde social semble s'agenouiller devant l'usine, l'éducation primaire comme les soins dans les hôpitaux s'administrant d'une main de maître. Les descriptions qui sont faites de l'école comme des hôpitaux font frémir et l'enfant Alline subit un dressage qui s'effectue dans toutes les institutions sociales. Des ordres, de la discipline régimentaire, des sanctions, des punitions, des violences physiques, des humiliations[599] émaillent sa vie dans ces organisations disciplinaires. Puis, à l'usine dès 12 ans, Alline découvre une autre prison qu'il évalue comme se situant dans le prolongement des espaces disciplinaires précédents[600]. Pas de vacances. « *Deux raisons à cela. Il n'y*

[598] *Ibid.*, p. 26.
[599] *Ibid.*, p. 45-48.
[600] C'est sans doute jusqu'aux « trente glorieuses » que le modèle disciplinaire est le cadre le plus fermement appliqué. Mais c'est justement dans le monde économique, lieu de la production de la valeur, que les changements sont les plus lents. Si l'hôpital devient un lieu de prises en charge humanitaire, si les écoles voient les châtiments physiques disparaître largement après Mai 68, si le travail social glisse subrepticement de la

avait pas de congés payés, et même en les prenant à leurs frais, les ouvriers n'obtenaient que très rarement l'autorisation de s'absenter »[601]. Par ailleurs, au quotidien, la demande de présence était très clairement imposée. « *Ceux qui arrivaient quelques minutes en retard se faisaient rabrouer. S'ils récidivaient, ils écopaient d'une amende* »[602].

« L'encadrement était très hiérarchisé. Au sommet de chaque département, un chef d'atelier sous les ordres, sous ses ordres des contremaîtres et à la base de cette pyramide, *des chefs d'équipe généralement issus de la classe ouvrière* (souligné par PB). Le climat humain à l'intérieur de cette immense caserne était détestable, partout des surveillants et surtout des petits chefs particulièrement zélés. Ceux qui faisaient preuve d'humanité ne conservaient pas longtemps leur poste. Une armée de chronométreurs faisaient en sorte que le rendement soit maximum. La seule riposte ouvrière consistait à tricher et quand cela était possible, à déjouer leur vigilance. Il aurait vraiment fallu être bonne poire pour être loyal envers un système qui multipliait les occasions de nous exploiter. Pas question de s'organiser à l'intérieur d'un syndicat. La délation était telle qu'on était aussitôt repéré et mis à la porte. Avant les grandes grèves de 36, il y avait chez Renault, sur les 32000 ouvriers, quelques dizaines de syndiqués seulement. Deux ans après mon entrée chez Renault, j'étais devenu un bon compagnon grâce aux ouvriers qualifiés qui m'entouraient. Dans mon atelier, nous n'étions que trois arpètes. L'un d'eux, de petite taille, me paraissait sympathique, mais mon maître, le père Tripier qui l'avait formé, m'avait mis en garde. Il le soupçonnait de moucharder auprès du chef d'atelier »[603].

Les descriptions de l'asservissement au travail forcé dans la grande usine fordienne sont associées à des analyses de la surveillance généralisée qui semble se dupliquer du côté des contestataires : « *Il était très difficile à un militant communiste de survivre dans une pareille ambiance. Il fut vite repéré et mis à la porte. En fait, ce militant n'était plus membre du parti dont il avait été exclu (…) Et aussitôt calomnié, traité d'agent du patronat, traître à la classe ouvrière* »[604].

« C'est à cette époque que je me suis rendu compte que ce qui est moral pour les uns ne l'est pas forcément pour les autres. Pourtant, la société ne pourrait pas exister s'il n'y avait pas une morale dominante, commune à l'ensemble des citoyens. Il existe cependant des morales ou des intérêts de classe. Enfin, il existe également des morales ou des intérêts de groupe, des intérêts plus ou moins corporatistes. Tout dépend donc avec quelles lunettes on considère ces choses-là. Si l'on pense, et c'était mon cas, que les intérêts ouvriers et capitalistes sont inconciliables, *toute collaboration apparaît comme inconcevable*, (souligné par PB) voire immorale. Si un ouvrier réalisait en dix heures un travail prévu en vingt heures, ce qui augmentait son rendement de 100 %, son salaire n'augmentait que de 2 ou 3 %. Il fallait vraiment être bouché pour ne pas comprendre qu'il aurait été stupide de se crever pour si peu. Comment, dans ces conditions, parler d'une collaboration entre patrons et ouvriers ? C'était un marché de dupes. C'est dans cet esprit qu'étant ouvrier, *je m'opposais farouchement à toute collaboration de classe qui, à mes yeux, était la trahison suprême* (souligné par PB). Il faut dire que l'image impitoyable qu'offrait le patronat à cette époque n'incitait guère à la collaboration sociale. Mais seul, comment s'opposer à un système si bien rodé ? Il était évident qu'il fallait essayer de s'organiser entre salariés. Mais à qui s'adresser ? Cet ouvrier qui travaillait là, à côté de moi, pouvais-je lui faire confiance ? N'allait-il pas me dénoncer à la direction pour être bien noté ? Les mouchards étaient nombreux et tenter d'établir des contacts était difficile »[605].

---

dénonciation morale à la psychologisation et au face à face conversationnel du case work, le service militaire demeure un espace coercitif comme l'usine.

[601] *Ibid.*, p. 28.
[602] *Ibid.*, p. 73.
[603] *Ibid.*, p. 77-81.
[604] *Ibid.*, p. 89.
[605] *Ibid.*, p. 100-102.

Cette première dimension de la zone grise, frontale, renvoie à la lutte syndicale ou politique contre la direction. S'opposer, c'est prendre le risque d'être dénoncé car tout ouvrier est une menace. Au plus haut niveau de danger, le risque d'être licencié se situe dans le prolongement du « cadre de délations » favorisé par la propension à voir des intéressés gagner l'estime de l'encadrement en déjouant une menace. La délation, le mouchardage contre les « brebis galeuses » font que les ouvriers doivent à la fois lutter contre les cadences et dissimuler leurs tactiques de résistance à des proches qui ne sont pas si proches que cela. M. Alline explique que la solidarité d'atelier autour des cadences produisait *ipso facto* une réaction patronale souvent anticipée par « *les salauds* » qui ne tenaient pas compte de leurs frères de misère :

« Il eût été immoral, quand on était jeune, en bonne santé, en pleine possession de ses moyens, de réaliser des travaux à une vitesse que les ouvriers plus âgés n'auraient pu atteindre. Sinon, les chronométreurs n'auraient pas manqué de diminuer le prix alloué à chaque pièce. Ceux d'entre nous qui ne respectaient pas cette règle de conduite étaient très mal vus. C'étaient à nos yeux des salauds n'ayant aucun esprit de solidarité »[606].

Ce qu'on appelle la culture ouvrière est d'abord une stratégie d'auto-conservation du petit groupe de soutien des copains de l'équipe face au travail aliénant et destructeur. Limiter la casse se joue comme dans un camp de concentration. Limiter, freiner, pour ne pas s'affaiblir, s'affaiblir dans le temps, voire mourir à la tâche. En ce sens, celui qui en fait trop participe au raccourcissement de la vie. Il est un « salaud » dans le sens de l'inhumanité. La morale de classe est une compréhension mutuelle d'opposition aux zélés, à ceux qui dénoncent, à ceux qui rendent compte, à ceux qui veulent se donner à fond. La performance est une trahison, comme ces déportés qui cherchaient à multiplier les charges pour bien se faire voir du SS. Le fayot se situe au cœur de la riposte à la solidarité ouvrière. En tant que figure repoussoir, il est la figure inversée de la « *camaraderie qui nous aidait à supporter toutes les épreuves. Heureusement, nous repérions les mouchards. Pour ma part, sans y avoir aucun mérite, j'avais un flair très performant pour les détecter. Même chez certains, apparemment sympathiques, je décelais je ne sais quoi d'indéfinissable, de vaguement louche, qui me les rendait suspects. Leur comportement ultérieur, pendant les grandes grèves de 36, révéla que j'avais souvent vu juste* »[607].

M. Alline fournit une description du petit chef dans l'armée, qui vaut pour l'usine jusque vers la fin des années 1980[608]. On perçoit nettement les micro-pouvoirs et leur articulation avec toutes sortes de gratifications matérielles et symboliques, dont une des plus importantes est d'abord l'accès à un poste à responsabilité, lequel permet au collaborateur de jouir de privilèges et de garantir un portefeuille symbolique qui fonctionne aussi bien dans l'estime de soi que sur le marché matrimonial. Ce modèle de la culture ouvrière d'opposition, ici racontée dans la chair, est remarquablement restitué par P. Willis, lequel l'articule longitudinalement depuis l'enfance jusqu'à l'atelier[609]. Le sociologue anglais dégage les constantes culturelles d'un milieu opprimé par l'école

---

[606] *Ibid.*, p. 117.
[607] *Ibid.*, p. 118-119.
[608] « La discipline était féroce : on devait se présenter sur le poste habillé en sécurité cinq minutes avant l'heure. Pour trente secondes ou une minute de retard, on nous enlevait un quart d'heure sur la paie. On devait rester à son poste jusqu'à la dernière minute, ainsi que pendant les pannes. Il n'était pas recommandé de parler. C'était le pouvoir absolu des petits chefs, certains très humains, d'autres pas mauvais dans le fond mais terrorisés à l'idée de perdre leur place et faisant preuve d'un zèle imbécile, d'autres, enfin, petits nazillons heureusement très minoritaires ». J. Verlhac, « Quarante ans à Renault Flins », *Les Temps modernes*, 2015/3, n°684-685, p. 266-277.
[609] P. Willis, *L'école des ouvriers. Comment les enfants d'ouvriers obtiennent des boulots d'ouvriers, op. cit.*

puis par l'usine, institutions au sein desquelles le contrôle suppose une hiérarchie mais aussi tout un dégradé de délateurs, d'informateurs, de mouchards[610].

Rares sont les chercheurs des classes populaires à avoir simultanément identifié l'institution totale, la déprise des ouvriers et la menace de la zone grise. Ce modèle, stabilisé dès la fin du XIX[e] siècle, a perduré jusqu'à la fin des années 1970. Il s'appuie structuralement sur le risque de licenciement, ce droit patronal de mort sociale qu'aucun droit d'aucun Etat démocratique n'a supprimé, comme le résume M. Burawoy :

« Le secret de tout despotisme de fabrique, c'est le fait que la survie matérielle hors du travail dépende de la performance à l'usine. Voilà l'aiguillon de la direction, son pouvoir de contrainte. Mais cette dépendance peut prendre plusieurs formes. Dans le capitalisme à ses débuts, les travailleurs étaient soumis aux caprices de leurs surveillants et directeurs qui pouvaient embaucher et licencier à leur guise »[611].

Dans les grands ensembles usiniers, la dualisation entre les « copains » et « les fayots » est demeurée une constante de la culture ouvrière :

« A la faveur de la stabilisation des collectifs de travail dans les années 1970 et des luttes menées dans les ateliers, s'est progressivement développé, puis consolidé, ce qu'on peut appeler un système quotidien de solidarités pratiques, à l'intérieur duquel était inscrit le travail politique conduit par les délégués d'atelier. Ces derniers contribuaient, par leur travail mené au jour le jour, à faire vivre les oppositions tranchées entre, d'un côté, les 'fayots', ceux qui étaient du 'côté du patron', et de l'autre, les 'copains' »[612].

Les analyses de ces chercheurs confinent pourtant à l'amalgame. En confondant le processus de domination et le rejet des chefs avec le mécanisme de la tripartition (les fayots), nombre de spécialistes du monde ouvrier ne distinguent pas ce qui fait en propre un collaborateur. Tout se passe comme si la réalité de l'usine était meulée, rabotée par la pensée petite-bourgeoise des chercheurs qui « ne veulent pas voir le mal » ou le minorent. Alors que les mémoires de M. Alline sont très proches de celles de M. Durand quant aux zélés ouvriers, les sociologues s'éparpillent dans une vision d'ensemble qui ne rend pas compte de la densité de la traîtrise, tout en essuyant les effets en boomerang des retours des ouvriers enquêtés, leurs entretiens martelant cette dépendance aux complices qui leur « font la misère ». En fait, la phénoménologie de la condition ouvrière est celle de la menace permanente de la dénonciation des secrets d'ateliers, des contournements, des baisses de régime. Le fayot n'est pas un personnage exotique qui serait à part. Il se situe au cœur de la mécanique de l'exploitation, le rendement appelant une surveillance de tous les « participants », les fayots comme les chronométreurs, les petits chefs comme les ouvriers délateurs, les ouvriers zélés comme les nervis au service de la matraque. Et c'est dans cette guerre entre le *Grain de sable sous le capot*[613], selon l'expression de Marcel Durand, et les agents obéissants qui font leur travail dans le respect des règles des cravates (les cadres) que la dualisation opère. Autrement dit, c'est dans l'épreuve de la souffrance au travail que le rejet des fayots prend tout son sens. Mais c'est aussi dans la riposte réalisée dans le monde souterrain des combines que prend

---

[610] *Ibid.*, p. 95-96.
[611] « L'odyssée d'une ethnographie marxiste », in A.M Arborio et al., *Observer le travail. Histoire, ethnographie, approches combinées*, Paris, La Découverte, 2010, p. 153-168.
[612] S. Beaud et M. Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière*, *op. cit.,* p. 32.
[613] M. Durand, *Grain de sable sous le capot. Résistance & culture ouvrière : les chaines de montage de Peugeot (1972-2003),* Marseille, Agone, 2006.

racine la tâche d'épier les « fortes têtes ». L'auxiliaire peut à tout moment remettre en cause les ajustements que le groupe de copain a mis sur pied pour organiser le freinage (un magnifique exemple est offert dans l'ouvrage de M. Alline, venant exemplifier l'analyse de D. Roy aux USA), pour souffler un peu, pour se sentir bien entre soi en sortant des blagues ou en se moquant de la hiérarchie. Bien plus encore, il ne s'agit pas uniquement de débusquer celui qui nous dénonce. Il y a un rejet global de celui qui fait de son mieux, qui respecte les normes du poste, qui se soumet sans broncher à ce que les chefs lui commandent de faire. Celui qui obéit est déjà quelque part, en puissance, un petit kapo. En dépit d'une forte proximité avec des ouvriers (en fait essentiellement M. Pialoux), les deux chercheurs ne voient pas la réalité de l'usine, sans doute du fait de l'absence d'une enquête ethnographique au cœur de l'atelier :

« Pour évoquer la manière dont une culture d'atelier existait dans les secteurs d'OS de l'usine de Sochaux, on dispose d'un document assez exceptionnel qui peut être utilisé d'une manière quasi ethnographique (sic !) sur ce qu'a été l'ambiance d'atelier dans l'usine de carrosserie des années 1970 : il s'agit du livre de Marcel Durand, *Grain de sable sous le capot*, écrit après la grève de 1989. La première partie du livre couvre les années 1973-1974, relate les aventures au travail de quatre OS de chaine qui forment le 'clan des planches de bord'. Ils sont les héros de multiples saynètes de la culture d'atelier où fusent blagues, facéties, inversions symboliques de rapports de force. On y voit alors émerger quelques personnages centraux de l'atelier : la hiérarchie et les chefs (le contremaître, les chefs d'équipes surnommés 'le zèbre' ou 'mon nœud'), ensuite l'ensemble des personnes qui transmettent les ordres, donnent du travail ou surveillent les ouvriers – les chronométreurs, dépanneurs caristes – toujours suspectés d'en rajouter dans leur soumission aux chefs et d'être plus ou moins planqués, enfin les autres camarades (bons ou mauvais) de travail (…) On découvre la mécanique complexe des rapports de pouvoir : la 'guéguerre' quotidienne avec les chefs (…) opposant radicalement le 'Nous' du groupe ouvrier et le 'eux' des autres, de ceux qui ne participent pas de cette culture, que l'on rejette violemment et dont on se moque (les 'fayots', les chefs, les 'cravates') c'est-à-dire les cadres »[614].

Or, « *le nous du groupe ouvrier* » comprend les fayots, qui sont des ouvriers, ce qui contredit le propos tenu dans l'extrait. En ne séparant pas théoriquement « le nous du groupe des ouvriers » dans l'entre-soi rebelle, du groupe ouvrier de l'usine en son entier auquel appartiennent les soumis, les planqués, les délateurs et les nervis – à savoir les quatre figures de la zone grise en usine –, les deux auteurs ne peuvent pas saisir la mécanique à l'œuvre dans la tripartition. Le « Nous » est justement le micro-groupe qui s'agrège contre l'ensemble des autres ouvriers disciplinés, plus ou moins zélés qui, du fait des gratifications retirées de leur position plus enviable, n'ont aucun intérêt à se joindre aux mouvements tactiques de résistance. Loin de croire à une opposition frontale dualisée entre les ouvriers et la hiérarchie comme l'exposent les chercheurs, on a ici très clairement une tripartition. Le « Nous » est une vigilance de tous les instants contre ceux qui sont ici là même, au milieu de nous, les mêmes ouvriers qui pourtant ne sont pas les mêmes, qui ne sont pas « Nous », le petit groupe d'agents actifs « qui foutent le bordel » et qui sont mal vu par les autres ouvriers comme par les syndicats. Or, il ne s'agit pas de la maîtrise qui vient de temps en temps. La vigilance s'exerce en premier lieu contre ceux qui ne partagent pas cette résistance au quotidien, faite de luttes et de carnaval, de grèves et de mises en dérision, autrement dit d'une remise en cause de tous les instants, de tous les orifices de la peau. L'amalgame qui est fait dans l'analyse des deux sociologues minore l'importance du fayot, agrégé faussement au rejet des chefs, ce qui n'a aucun

[614] S. Beaud et M. Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière*, *op. cit.,* p. 33.

sens, tout au moins pour celui qui vit la résistance et donc la traitrise. C'est une preuve indirecte du fait que, sans armature théorique de la collaboration, le phénomène ne se détache pas, et cela d'autant plus que le projet des auteurs était de rendre compte du fait que « *le livre s'est construit non pas autour de l'entreprise, ni du travail, ni de l'école, mais autour du groupe ouvrier* »[615]. En affichant trop une intention de saisir un « groupe », une identité collective, bref une solidarité face aux dominants, les sociologues oublient de mentionner que les dominés peuvent être des aliénés. Paradoxalement, en postulant l'existence d'une culture ouvrière, ils auraient dû sentir alors les « mauvais élèves » et en proposer une étude à part. Or, dans la préface qu'il rédige de l'œuvre de M. Durand, M. Pialoux identifie cette résistance des appareils et des autres ouvriers à la résistance politique de tous les instants à la broyeuse qu'est la chaine de montage. A part ses potes proches, personne n'a aimé le livre, personne n'a voulu le lire et ceux qui l'ont lu l'ont rejeté comme invalidant l'image des ouvriers « jouant aux enfants » (les blagues) ou, « *grand grief* », faisant « *le jeu des patrons* »[616] en révélant des petits secrets de respiration. M. Pialoux insiste aussi sur le fait que ces manières de faire n'avaient de valeur « *que parce qu'ils étaient dits en privé dans le cercle des camarades, dans l'intimité des ateliers* »[617]. En résumé, Pialoux affirme que le rejet de cette forme de lutte au quotidien par la généralité des ouvriers des usines Peugeot provient du fait que « *Marcel Durand évoque plusieurs formes de lutte* indignes *(« sabotage », « pinaille », « gaspillage »), tout un ensemble de conduites qui ne s'accordent pas du tout à l'image de l'ouvrier* digne »[618]. Ce passage sibyllin enferme en fait la vérité des oppositions entre, d'un côté, les ouvriers dans le cela va de soi (les dignes), les ouvriers contestataires classiques (la représentation conforme des luttes les faisant basculer aussi dans le camp des dignes), et, de l'autre, les ouvriers au cœur de la lutte des classes contre toutes les formes de dominations, y compris les plus capillaires, comme les surveillances de tous les collaborateurs, contre lesquelles s'insurge l'équipe incroyable de M. Durand. M. Pialoux manque ce classement, cette lutte de classement entre l'infra-politique scottien qui ne cesse de toucher la question des collaborateurs et la politique officielle des syndicats et des partis qui passent sous silence cette réalité de la division entre ouvriers ; une autre division qui n'est pas celle des représentants consacrés, lesquels participent fondamentalement, derrière l'apparence des luttes, au système hiérarchique des honneurs dont les collaborateurs font partie. Parler des « conditions de travail », ce n'est pas, comme dit C. Corouge l'OS rebelle, parler comme l'organe de la CGT *La voix ouvrière* (sic), c'est parler comme l'ouvrier M. Durand. L'OS Corouge n'a cessé de montrer la relégation des OS par les appareils de représentation, lesquels sont contrôlés par les ouvriers qualifiés et des cadres permanents qui ont quitté le milieu professionnel. Tous ces représentants ont partie liée avec la segmentation ouvrière entre non qualifiés et qualifiés. Ce n'est pas un hasard si, en 1973, la lutte autogestionnaire des ouvriers de LIP, dont la majorité était formée d'OS femmes, a élevé en principe l'abolition des statuts entre ouvriers et employés[619]. Les collaborateurs, quels que soient les dégradés de « fonctions » dans l'entreprise, sont pris objectivement dans la trame des promotions, mobilités, primes, avantages, gratifications, liens sociaux internes, positions supérieures qui sont aussi celles des représentants des syndicats et, par définition, de la plupart des ouvriers qualifiés. L'ouvrage de M. Durand crève les yeux, et pourtant la préface de M. Pialoux n'en dit presque pas un mot, sauf ce lapsus en début de sa présentation : « *Il faut insister sur la manière dont a existé, dans une usine comme celle de Sochaux, un ensemble de croyances*

---

[615] S. Beaud & M. Pialoux, *Retour que la condition ouvrière*, *op. cit.*, p. 21.
[616] *Grain de sable sous le capot*, Préface de M. Pialoux, p. 31.
[617] *Ibid.*, p. 34.
[618] *Ibid.*, p. 38.
[619] E. Maire, C. Piaget et al., *Lip 73*, Paris, Seuil, 1973.

partagées par tout un groupe social [ce qui est faux au vu de ce qu'on vient de dire précédemment] *Durand croit, avec beaucoup d'autres* [ce n'est plus tout le groupe social…], *à l'existence et la permanence d'une classe ouvrière, à la possibilité de construire d'autres rapports sociaux, en même temps qu'à la nécessité de se défendre chaque jour contre les exigences des patrons, ces deux thématiques étant intimement liées. Des mots sont sans cesse « naturellement » employés qui font sens immédiatement : classe, lutte, solidarité, patron, fayot, trahison, refus du compromis* ». A aucun moment, M. Pialoux ne développera le sens des mots « *fayot* » ou « *trahison* », préférant poursuivre faussement sur : « *Ces mots renvoient d'abord à des expériences concrètes dans le travail* [lesquelles ?] *en même temps qu'au thème de la virilité militante* [hors-sujet] *et de la fraternité qui se construit dans la lutte* [ah oui ? Contre qui ? Contre toutes les espèces de fayots justement…][620]. L'ouvrage de M. Durand porte en lui une valeur de premier plan du point de vue de l'identification précise des fayots et autres traîtres, en tant que places et fonctions objectives dans le processus de domination usinier, de leurs pratiques quotidiennes incessantes de contrôle et des ripostes souterraines des rebelles, notamment des inventions souvent hallucinantes pour les mettre en déroute, retourner l'humiliation et inverser ponctuellement le rapport de force. C'est sans doute l'unique fois dans l'histoire qu'un ouvrier analyse aussi finement son petit groupe d'auto-défense très actif, lequel invente une myriade de combinaisons pour travailler moins, pour ne pas produire[621], se ménager des pauses, débusquer et neutraliser les ouvriers collaborateurs, monter des plans pour les atteindre, parfois avec brio. Il était donc d'une urgence sociologique absolue d'en faire l'inventaire et de montrer du même coup que les sociologues ont inconsciemment minimisé cette lutte d'inversion des rapports de force qui contient en elle une lutte de classement, la légitimité de l'être humain face à l'oppression qui rend le travail normal illégitime. La dignité dont parle à juste titre M. Pialoux, s'obtient dans la mise à distance des traîtres et du travail ordinaire avec cette touche finale qui consiste en succès clandestins du groupe de copains en combat permanent contre tous ceux qui jouent le jeu, baignent dans le cela va de soi du travail à faire. Dans l'équipe de travail de M. Durand et de ses trois collègues, personne ne joue le jeu, personne n'est enfermé dans les normes à suivre. Ce sont tous des rebelles, de remarquables organisateurs qui perturbent sans cesse le fonctionnement de leur atelier, un fonctionnement qui oppose de ce fait les ouvriers dissidents cherchant à bloquer la chaine[622] à tous les autres, à tous ceux qui s'emploient à « travailler ordinairement » et qui, de facto, sont pour eux des « fayots ». De ce fait, en parfaite inversion avec les collaborateurs complices du système, tous les copains qui participent à ces rébellions quotidiennes anti-système sont nommés « *complices* »[623]. Les autres sont des « *fayots* » :

« Le nombre important d'options équipant les planches de bord de la 504 multiplie les risques d'erreur (…) En réalité, il y en a souvent et les intéressés se rejettent les responsabilités. 'C'est pas moi, c'est le télex !', 'C'est pas la préparation, c'est le monteur de planches !' Si l'erreur ne vient pas de nous, deux solutions se présentent : ou bien on laisse aller et c'est un des fayots du chef ou le chef lui-même qui rattrape le boulot…ou bien on se dépêche de monter cette planche non conforme. Le fayot doit d'abord la démonter, puis refixer la bonne. On l'encourage en lui criant : 'Travaille, feignant !'. Il nous arrive aussi de nous tromper volontairement de planche (…) Rien de plus simple. Il y a juste à changer les étiquettes. Nous montons l'indésirable vite fait bien fait, puis nous faisons constater la non-conformité au chef, histoire de l'occuper. Devons-nous préciser que démonter une planche après le contrôle, cela signifie aussi enlever le pare-brise, le pédalier, la

[620] *Grain de sable sous le capot, op. cit.,* p. 15-16.
[621] « *Nous avons parlé des nombreuses malfaçons incombant au poste des planches de bord. A la réprimande des grincheux (chef, contremaître ou autre empêcheur de travailler relax), nous prenons l'habitude de répliquer : 'C'est pas nous. C'est le dépanneur !' Ou encore : 'C'est l'autre tournée'* ». *Ibid.*, p. 75.
[622] Pour un exemple de sabotage direct qui arrête la chaîne, *Ibid.*, p. 111.
[623] *Ibid.*, p. 76, 80 notamment.

tablette vide-poche et débrancher un tas de fils ? Nous nous offrons parfois le luxe d'oublier carrément de monter la planche. Une petite astuce pour laisser un peu de boulot aux autres : nous cachons le reste des supports de fixation ou d'autres pièces. Le fayot doit d'abord trouver ailleurs les pièces prétendument épuisées, puis terminer notre travail »[624].

Certains fayots ont droit à leur sobriquet, comme *Boule de suif* « *la crème des fayots* »[625] ou *La Menace*, jouissant d'une entreprise de persécution systématique de la part de ce petit groupe soudé d'ouvriers réfractaires :

« Inventions aquatico-hydrauliques. La plus perfectionnée de nos inventions hydrauliques, la plus folle, c'est sans conteste notre installation giclante. A la cave où les cannettes sont planquées, nous avons placé un gros bocal de lave-glace. Un tuyau le relie à une pompe manuelle fixée sur le châssis de la table (…) Du poste de la mise à feu à l'objectif, il y a une trentaine de mètres. Un guetteur avertit. L'artilleur se met au poste de combat. Et hop ! Une giclée venant d'en haut, on ne sait trop d'où (…) Nous mettons aussi en service un autre circuit aboutissant à une cabine téléphonique. Nous ne l'employons qu'à l'égard des téléphonistes occasionnels, blousards, chefs ou fayots d'autres secteurs. La Menace, un pisteur, passe de nombreuses fois dans la grande allée. Il a droit à une giclée à chaque coup »[626].

La première attitude des dissidents consiste à refuser toute promotion, toute formation, toute responsabilité, toute gratification. OS ils sont, OS ils demeureront. Le clan reste soudé, fraternité de combat bien plus que d'autre chose (virilité, équipe de travail pour respecter les tâches, etc).

« Alaing doit prendre la place du Gros. Le Zèbre a décidé de faire passer le Gros remplaçant, puis dépanneur. L'Arpette a refusé cet avancement. Il y était avant, dépanneur. Il sait ce que c'est. Non merci. A Nanard, le Zèbre ne prend même pas la peine de demander. Nanard, quitte à rester OS toute sa vie, préfère garder l'avantage de pouvoir dire merde quand il le veut, à qui il veut. Sa devise : ne jamais rentrer dans leur système de cons »[627].

La seconde attitude est le « lien du sang », la fraternité de l'entre-soi dans la fabrication d'un autre monde qui produit la dignité en invalidant l'adversaire. Ce qui signifie deux choses. La première, c'est de faire « bande à part », résister aux pressions incessantes de l'encadrement pour fabriquer une hiérarchie légitime. « *Les fayots font la séance apéritive au bureau du chef, quand la journée de travail est terminée. Ils invitent toute l'équipe et surtout le chef à trinquer avec eux. Notre comité des fêtes est plus restreint* »[628]. La seconde, c'est la structuration de la « bande » grâce à la réitération des coups

---

[624] *Ibid.*, p. 67.
[625] *Ibid.*, p. 106.
[626] *Ibid.*, p. 95-96.
[627] *Ibid.*, p. 73. Par ailleurs, rester à sa place permet de devenir un ancien, rodé à la manœuvre. Du coup, « *on acquiert une certaine habileté. D'où le désir pour certains de préférer rester toujours au même poste* ». *Ibid.*, p. 78.
[628] *Ibid.*, p. 87. Il est symptomatique de constater, dans le grand vide que constitue la sociologie de la tripartition, l'impossibilité de saisir, quand l'occasion se présente, toute la portée d'un geste signant la collaboration. Ainsi, le pot est central dans l'ouvrage *L'établi*, le chef ne cessant d'inviter l'ouvrier gauchiste à prendre un pot le soir avec « les autres », à savoir l'encadrement. Et pourtant, alors que des chercheurs le citent, ils ne voient pas du tout le sens de cette « interaction » alors qu'ils se font les ardents défenseurs de la compétence sociologique de terrain en appelant à étudier les interactions de travail. Ils évoquent ainsi « *la diversité des pratiques de non-travail au travail* » tout en pointant la difficulté « *de savoir de quel côté de la frontière se situent d'autres activités comme les pots organisés par un membre du personnel pour une occasion donnée* ». C. Avril, M. Cartier & S. Serre, *Enquêter sur le travail. Concepts, méthodes, récits*, Paris, La Découverte, 2010, p. 51. Passer ainsi à côté de l'une des pratiques typiques de la dynamique de micro-pouvoir capillaire induisant le « mouillage » dans le lien social hiérarchique, c'est prouver que la sociologie du travail a systématiquement marginalisé la variable « collaboration ». C'est ainsi que, même en ayant sous les yeux les propos des ouvrières -que relatent deux chercheuses ayant suivi une grève dans l'industrie textile- dénonçant « *la hiérarchie des petits chefs* », aucune exploitation théorique ne sera faite. *Ibid.*, p. 193. Or, leur ouvrage, original, dresse des leçons méthodologiques et conceptuelles après l'analyse de chaque recherche et lecture d'un auteur donné. Quelles seront les enseignements tirés de l'analyse de l'ouvrage de Borzeix et Maruani (*Le temps des chemises*) ? *« Envisager les collectifs de travail comme des processus » ; « identifier les formes moins visibles de précarité de l'emploi » ; « faire attention aux différences internes à une même forme d'emploi » ; « comparer les conditions d'emploi à travail égal »,*

solidaires. Ce groupe de choc fonctionne selon deux logiques. Une logique de confrontation permanente avec tel ou tel collaborateur. « *Nous, les anciens, nous provoquons des prises de gueule avec le Zèbre sans véritable raison, juste pour mettre de l'ambiance, et plus le Zèbre cherche à nous mater, plus il tombe sur nos quatre os d'OS* »[629]. Une logique de secret. Les succès sont engrangés dans le partage symbolique d'une effusion émotionnelle qui ne dépasse pas le petit groupe soudé des complices. La hiérarchie ne sait même pas que ce micro-groupe existe. C'est une pure résistance à la Scott, le texte caché au sens propre.

La troisième attitude consiste à déployer une combinatoire de mouvements destinée à créer un cadre ou plutôt un anti-cadre à l'atelier comme espace-temps fonctionnel du « travail ». L'anti-cadre est de pure sociabilité. Mais une sociabilité qui s'arrache sur le dos des autres, de ceux qui font souffrir, de ceux qui admonestent pour que le « travail soit bien fait » et toujours plus rapidement achevé[630]. Si la joie et le rire sont systématiquement présents, ils n'existent que par la symétrisation qu'ils opèrent avec le marquage des corps. Faire perdre du temps[631], faire perdre la boussole aux supérieurs, corrompre l'un ou l'autre en le débusquant simultanément aux yeux d'un supérieur un peu plus supérieur, atteindre le corps (faire peur, mouiller, forcer à entendre des bruits[632]) sont des pratiques qui déroulent une histoire, un cadrage anti-cadre.

« Chaque équipe est dotée d'un téléphone à trois chiffres reliés aux divers services de l'usine carrosserie (…) La carrosserie ne compte que deux ou trois cabines publiques pour plus de cinq mille ouvriers par tournée. Placé juste à côté des planches, le téléphone de l'équipe sonne plusieurs fois dans la journée : gueulante du contremaître, réclamation du chef de contrôle, du bureau de pointage, etc. Dès qu'il sonne, si le chef n'est pas là, le fayot le plus proche se précipite en se mettant au garde-à-vous. Nous lui adressons des gentillesses pendant qu'il tient le combiné d'une main tremblante et moite. Parfois le fayot n'a pas le temps d'atteindre le téléphone. Une main leste et anonyme a soulevé le combiné et l'a reposé brutalement. Coupée la communication ! Le fayot a beau répéter 'Allo, Allo' ?, ça ne passe plus. Il en reste tout con »[633].

Des préparatifs, des combines, des montages sont nécessaires, bien souvent en détournant du matériel de l'usine. Cette temporalité parallèle fabrique un autre espace-temps où il sera possible d'inverser la tendance, de juguler la routine de l'exploitation, de neutraliser l'évidence de la soumission. Une fois la préparation achevée, le drame se déroule et, de près ou de loin en fonction des situations, les ouvriers assistent à la scène, vivent la scène, se délectent de l'histoire en train de se jouer. La situation créée est un véritable théâtre privatif au cœur de l'espace public de l'atelier, de la chaine de montage. Les ressentis de jouissance s'articulent à cette réalité parallèle et les

---

etc. Pire encore, en présentant le travail de N. Jounin auprès des intérimaires du bâtiment -ouvrage aussi étudié dans cet ouvrage tant il porte à considérer les maltraitances des petits chefs ethno-racisés comme un enjeu central de la condition de ces prolétaires précaires- rien n'est dit à propos de ces formes de collaboration de classe. *Ibid*., p. 222.

[629] *Ibid*., p. 74. Une des formes de confrontation les plus subtiles consiste à « mouiller » le chefaillon en le faisant participer à un marché parallèle (ici de nourriture provenant des jardins personnels). Et, une fois « complice », les ouvriers s'arrangent pour qu'un supérieur le prenne en « *flagrant délit* ». *Ibid*., p. 88.

[630] « *Jouer, toujours jouer. Atténuer la fatigue physique et nerveuse occasionnée par le travail en jouant. Tout utiliser pour le jeu. Réinventer à chaque instant. Rester créatif. Ne pas se plier au rythme de la machine. Garder sa personnalité. Mettre tout sa fougue dans le jeu. Laisser déborder tous les refoulements accumulés par le travail abrutissant* ». *Ibid*., p. 78.

[631] « *Parfois, nous refusons de faire une opération très insignifiante : passer tel fil à gauche d'un tuyau. 'C'est pas marqué sur la feuille !'. Le contremaître va chercher un énorme classeur. Tous les détails concernant les différentes opérations de montage du poste des planches de bord de la chaîne 531 y sont répertoriés, croquisés. Notre courageux contremaître ne met pas loin d'une heure à chercher, puis à trouver la preuve que c'est nous qui devons passer le fil à gauche. Nous sommes satisfaits. Nous avons réussi à occuper un individu qui, en général, ne sait pas trop comment tuer le temps ». Ibid.,* p. 68.

[632] *Ibid*., p. 82-83, « *la symphonie de la chaine* », expression ironique pour caractériser l'imposition de sons qui n'ont pas leur place en usine. Et « *parfois, c'est tout simplement une clameur générale qui déferle comme un raz-de-marée sur tout l'atelier* ». Parfois, ce ne sont que « *cris et rugissements* ». p. 80-82. « *Nous défions n'importe quel chef d'interrompre notre chorale* ». p. 80.

[633] *Ibid*., p. 100-101.

ouvriers ne sont plus des ouvriers. Ce sont des dramaturges dans un ballet humain où les graves dominants deviennent de piètres manipulés. Le salaud devient un minable dupé. Plusieurs cadres sont inventés : freiner le processus de production avec s'il le faut du sabotage ; imposer des sons ; s'aménager des pauses ; mais le plus important est de débusquer les capos et de les tourner en dérision : cela fait partie de cette lutte des classes sans représentation, sans mot d'ordre, une lutte pour améliorer le quotidien du travail hors de toute possibilité de l'obtenir par les voies officielles du syndicalisme. Dans la scène qui suit, les anciens forment un nouveau qui est particulièrement zélé avec les chefs. Voilà la leçon :

« Gratte-couilles, en quelques mois, grimpe les échelons à tout vitesse. De simple OS, il est passé remplaçant puis dépanneur, et le voilà qui apprend tous les postes de la chaîne pour passer son P1. Nous le surnommons gratte-couilles parce que son tic préféré consiste à se les gratter en toutes circonstances. Nous, ça ne nous dérange pas. Au contraire, ça augmente notre hilarité de le voir se les gratter en tournant autour d'une dame pour faire l'intéressant. Mais là où nous prenons le plus notre pied, c'est quand il est en présence du contremaître. Ne sachant que faire pour fayoter au maximum, il se les gratte de plus belle. Où nous rions moins, c'est quand il prend des airs hautains. Il n'y a pas de quoi être fier. Fayoter ouvertement et sans complexe pour obtenir le P1, tu parles d'une gloire ! Nous l'attendons au virage. Le voilà qui vient apprendre les planches et, inévitablement, avec le plus ancien : Nanard. Gratte-couilles a droit au même régime sec que Fangio. Il rogne toutes les têtes de vis parce qu'il ne tient pas la visseuse en face. Nanard ne le lui fait pas remarquer. Ça s'agite au contrôle. Le Zèbre intervient en poussant ses hurlements habituels. 'Il faut apprendre comme il faut, toutes les vis sont foirées'—'Mais chef, un dépanneur, ça doit quand même savoir comment ne pas esquinter une tête de vis non ?' »[634].

La quatrième attitude est la gratification spécifique, l'exact opposé des gratifications des ouvriers dociles. Les explosions de rire ponctuent les victoires contre les chefs, les petits chefs, les mouchards et les fayots. En ce sens, rien n'est plus opposé au sérieux des « représentants ouvriers » que ces travailleurs de terrain qui visent avant tout à marquer l'ennemi, à le ridiculiser, à l'humilier, à l'atteindre ; autrement dit à inverser l'ordre des légitimités.

Ces tactiques de résistance, ces identités de « contre-culture ouvrière » comme le dit M. Pialoux, ces arts sophistiqués de la déprise et de la prise sur un monde bien à part de la débrouille et de la contre-offensive ne valent pas uniquement en soi, mais bien comme place et fonction spécifique dans le monde capitaliste. C'est grâce à l'identification de ces positions hors position que les positions ordinaires peuvent être repensées comme positions de collaboration. Ce qui, en fait, inverse totalement l'ordre des choses. Au lieu d'y voir un phénomène marginal de l'usine, dans ses marges, tandis que la lutte ouvrière prend la première place, le phénomène des luttes souterraines requalifie aussi bien le travail ouvrier que les actions de ses représentants, tout au moins quand ces derniers marginalisent et prennent de haut, de manière agacée, ces répliques des travailleurs « de base ». A tout le moins, est-il possible de dire que les luttes des ouvriers prennent deux dimensions pas toujours complémentaires. C. Corouge a raison de le rappeler quand il parle de la corruption des syndiqués qui bénéficient de privilèges octroyés par la direction[635]. Cela n'est qu'un exemple mais il a été livré par un syndicaliste OS ayant été viré de la CGT, « *excommunié* » selon ses propres termes. Un ouvrier qui deviendra un meneur d'envergure portant une grève importante en 1981,

[634] *Ibid.*, p. 72.
[635] *Résister à la chaîne, op. cit.*

haranguant une foule de plus de 5000 personnes. Les chercheurs ont pris comme allant de soi « la condition ouvrière » alors qu'elle est imposée et que tout l'environnement social appartient au patron. Comme dans toute institution totale -et l'usine en est une- l'insubordination est une réaction de l'habitus en souffrance, une conscientisation indissociable d'une maltraitance qui appelle la fuite, la riposte, le rejet, la vengeance. C'est dans cette tension que se distribuent ceux qui en font leur affaire et ceux qui prennent le parti de s'opposer au « réel ». Ces derniers, et c'est le plus intéressant, catégorisent alors les premiers « fayots ». C'est sans doute un abus que de s'adosser au discours des acteurs pour chercher une validation conceptuelle. Au vu de la dimension programmatique de cette recherche, il était central de montrer que ces hypothèses ne circulent pas dans « le ciel des idées ».

Revenons une dernière fois sur les ratés de la science sociale. Un même aveuglement est partagé par la quasi-totalité des chercheurs qui s'appesantissent sur le monde ouvrier. X. Vigna, défend tout au long de son ouvrage[636], l'idée « *d'une bipartition fondamentale qui structure les luttes ouvrières* » reposant sur le clivage classique « eux » et « nous » qu'il emprunte à R. Hoggart, d'ailleurs pris dans la même erreur. Alors même qu'il a sous les yeux le phénomène de la tripartition, il ne le voit pas parce qu'un déni est à l'œuvre, comme les auteurs précédents. Il poursuit :

« En janvier 1964, le syndicat CGT de l'usine Ducellier diffuse le tract suivant à l'usine de Grosmenil : 'Camarades il faut attirer votre attention sur la façon de payer. Les ouvriers de mécanique ont été payés individuellement. Certains ont touché 40 % du boni, d'autres se sont contentés de 25 %. La direction veut ainsi créer la division des travailleurs. (…) Aussi prenez les devants, groupes vous et refusez d'aller seuls au bureau du chef d'atelier comme on vous le demande et n'acceptez de discuter qu'avec la présence d'un délégué du personnel. Montrez à la direction que vous êtes des hommes et non des gens que l'on peut manœuvrer à son aise, que vous voulez pouvoir vivre en travaillant et non en engraissant la famille Ducellier et ses gardes chiourmes. Ne vous laissez pas intimider par d'odieux chronométrages et par un chef de fabrication qui pense peut-être nous faire vivre comme autrefois le peuple algérien et vivre eux-mêmes en vrai colons »[637].

Le tract énonce clairement la notion de zone grise du propriétaire capitaliste (quoique sans détailler), en évoquant différents intervenants : les ouvriers privilégiés, les chronométreurs, le chef d'atelier, la direction. L'expression « garde chiourmes » provient du monde militaire et est l'équivalent français de la *chicken shit* anglaise. Par ailleurs, les militants établissent un lien entre le bagne usinier et la domination coloniale. Tous les ingrédients sont réunis pour poser la sociologie de la collaboration. Que nous dit X. Vigna qui prend pourtant ce texte comme symbole de son argumentation de son chapitre 4 centrée sur les « *productions politiques des ouvriers* » ? Pour commencer, un ton moral typique de la petite bourgeoisie offensée : « *le tract CGT au ton extrêmement dur* »[638]. Pas du tout. Il s'aligne sur le réel, décrit un mécanisme de division du groupe ouvrier, une fabrication limpide de la zone grise, la pression exercée sur chaque ouvrier subissant une intimidation dans le bureau du chef d'atelier, le favoritisme des uns dans une politique d'achat du silence. X. Vigna n'y voit rien d'autre que « *l'opposition entre eux et nous qui se décline ici sous l'opposition entre la société Ducellier, la direction et tous ses gardes chiourmes : le chef d'atelier et le chef de fabrication d'un côté ; de l'autre, les ouvriers de mécanique, les travailleurs, les ouvriers et ouvrières de Grosmenil et le délégué du*

[636] *L'insubordination ouvrière dans les années 68. Essai d'histoire politique des usines*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007.
[637] *Op. cit*, p. 186.
[638] *Ibid*., p. 187.

personnel »[639]. Or, c'est écrit – d'où le déni – le tract mentionne bien que les ouvriers n'ont pas la même position. Il y a des privilégiés et des renégats. Toujours en se fondant sur des documents émanant des ouvriers et de leurs représentants, il évoque encore, dans une autre entreprise, cette même logique des capos :

« Derrière l'encodage syndical perce une parole ouvrière nourrie de colère. C'est cet encodage que saisit la caméra de François Chardeaux dans son œuvre sur Billancourt. Il film en effet une scène extraordinaire de rédaction d'un cahier où des ouvriers professionnels dictent leurs revendications au délégué qu'ils entourent. On entend les insultes qui fusent, les dénonciations, que le délégué met en forme en réclamant 'une meilleure compréhension de la maitrise à tous les échelons vis-à-vis des ouvriers pour éviter cette méthode dite des gardes chiourmes [sic] à l'honneur pendant l'occupation » '. Toutefois, ces revendications particulières ne sont quasiment jamais abordées dans les négociations »[640].

Au lieu de saisir ce matériau et l'interroger (après le colon, maintenant le profil du traître sous l'occupation), l'historien se contente de parler de « colère ouvrière » et de retraduction par le travail syndical. L'analyse est à côté de la plaque, alors que le menu est déroulé : violences extrêmes dans la gestion du personnel qui va de pair avec la violence extrême dans les conditions de travail. L'institution totale est là, étalée devant nos yeux, avec des comparaisons suggestives avec des périodes totalitaires.

Le patronat travaille à diviser les ouvriers en fabriquant des soumis mieux payés[641], lesquels ne seront pas solidaires d'autres plus mal payés, sans doute les « fortes têtes », les « freineurs », les syndiqués, les moins productifs (absentéisme, arrêts maladie[642]). Même sans connaître les détails de la préférence individuelle, le chercheur a tout de même sous les yeux le fonctionnement basique de la tripartition. On lui offre même les notions, avec le très illustratif syntagme « *garde chiourmes* ». Le déni est là. On pourrait multiplier les exemples en les empruntant aux principaux spécialistes de la classe ouvrière. On a voulu faire référence ici au déni, au fait d'être pris la main dans le sac, lorsque les acteurs sociaux parlent eux-mêmes de zone grise et qu'il n'y a rien à rajouter, rien d'autre à faire que de s'appuyer sur l'expertise de la conscience de classe pour proposer une sociologie de la collaboration qui peut tout à fait, au-delà des témoignages, aller voir sur le terrain ses modes opératoires. Le patronat a toujours fonctionné avec des auxiliaires multiples, soit institutionnels (agents de sécurité, contrôleurs, chefs d'équipe, chronométreurs), soit distillés dans l'espace de la classification ouvrière. On pourrait, en sortant des figures sociales de l'atelier, mettre le doigt sur d'autres dimensions qui s'offrent comme des satellites de l'orbite usinière : la trahison du syndicalisme, notamment après mai 68, les OS dominés par les OQ monopolisant les positions syndicales, les femmes soumises aux hommes unis entre eux, quels que soient les postes dans l'entreprise, etc.

La sociologie de la collaboration a ce mérite de convoquer une analyse de procédés relativement visibles *in situ*, et c'est la raison pour laquelle on peut s'appuyer sur un film pour montrer que les démissions de la science sociale sont aveuglantes sous cet aspect du refus de se

[639] *Ibid.*
[640] *Ibid.*, p. 51.
[641] Il le redit encore p. 167 « les grévistes dénoncent le système des primes accordés à la tête du client et donc la politique de division du personnel ».
[642] Il en parle pourtant. *Ibid.*, p. 173. Il prend acte « de la volonté de quitter l'usine par tous les moyens » sans en déduire toutes les conséquences en termes d'institution totale qui, de fait, doit retenir et gratifier les affiliés soumis contre ceux qui verseront dans la dénonciation, le syndicalisme, les grèves.

pencher sur les « puanteurs » du fonctionnement social. Il y a des manières de parler de la domination qui la rend presque buvable, comme si tous les étudiants pouvaient manipuler le concept sans se brûler. C'est tout le contraire avec le film sorti en 2025, *Établi*, réalisé d'après l'ouvrage célèbre de Robert Linhart, professeur de philosophie à Vincennes qui s'engagea comme ouvrier dans les usines Citroën dans l'après Mai 68.

Le récit de la vie usinière de l'intellectuel débute d'entrée de jeu par le rituel vexatoire de l'embauche qui montre le dressage inaugural des ouvriers. Les agents de maîtrise sont tout de suite présents, menaçants. C'est la zone grise des intermédiaires institutionnels (section 2 plus avant). Puis, de retour chez lui, il entame un dialogue avec un jeune militant gauchiste qui encourage son camarade en dénonçant les universitaires gramsciens : « *Les études fabriquent les chiens de garde de la bourgeoisie* ». La scène suivante parle de la zone grise minimale par intégration sociale. En effet la soumission est garante d'une gratification : « *Les ouvriers gueulent. Ils ne vont pas avoir de prime* ». Le simple fait d'obéir est déjà un signe involontaire de zèle puisque, dans l'usine, comme dans un camp, la logique de la survie commande de partir. Le patron n'est pas dupe. Il sait bien que la dureté des conditions de travail suscite le *turn over*, l'arrêt maladie, les revendications, les mille astuces pour freiner, la perruque, les malfaçons, l'absentéisme, les prises à partie directe avec l'encadrement immédiat. La prime est un remerciement attribué à ceux qui vont se dissocier de cette solidarité de base. La scène suivante montre l'acteur Podalydès, « *chef du recrutement* » (il n'existait pas encore de « ressources humaines » à l'époque), en train d'essayer de soudoyer l'établi qui vient juste d'arriver dans l'entreprise : « *Venez prendre l'apéro la semaine prochaine, il y aura des ouvriers et des cadres, c'est très sympa* ». Les « cercles de qualité » n'existent pas encore. Il faut créer l'alliance, l'intégration sociale dans le monde de l'usine. La collaboration de classe est dressée par une pression insidieuse de tous les instants. Le cinéaste nous plante le décor. A tous les niveaux de la hiérarchie, chacun s'emploie à faire plier l'ouvrier. Du plus haut au plus petit de la maîtrise. Les relations de genre ne sont pas épargnées. Combien de petits chefs ont, dans les usines du monde entier, fait un chantage à l'emploi aux femmes ? On a une scène avec une ouvrière yougoslave qui s'en prend, lors d'une réunion entre ouvriers, aux mâles qu'elle dénonce : « *Quand le contremaître nous demande de le sucer, qui d'entre vous vient pour le défoncer ?* ». Les hommes se taisent. Puis on voit, à la sortie de l'usine, un militant distribuer des tracts. Aussitôt plusieurs membres de la sécurité surgissent, le repoussant en le frappant. De manière encore plus suggestive, le scénario met en avant un prêtre ouvrier (Olivier Gourmet) qui parle avec l'établi dans un café : « *Chez Citroën, il y a un syndicat jaune qui est à la botte du capital. Le cégétiste avance le chiffre de 500* ». La conclusion tombe *« Ici ça ne bougera plus… Survivre. On s'habitue à tout parait-il* ». Le film parle des « *petits chefs* » recrutés dans le vivier « *des anciens militaires de la coloniale* ». On voit tout le temps les agents de maîtrise, les chefs d'équipe, passer entre les ouvriers pour se mettre derrière eux et contrôler leur travail. Un jeune est vu en train de fumer. Le chef ira dire au contremaître que la cadence peut donc être augmentée. Nouvelle réunion, nouvelle entrée de femmes au milieu d'hommes : « *Vous n'êtes pas mieux que les petits chefs* ». Puis vient un début de grève. Un mouchard est présent dans le groupe. Résultat, les tracts cachés dans la veste de l'un des ouvriers rebelle sont tout de suite trouvés par les membres de la sécurité qui fouillent immédiatement l'ouvrier Boubakar. Pendant tout le film, les travailleurs contestataires sont à la recherche du délateur. Ce sera finalement l'un des tribuns du groupe, un ancien repris de justice à qui la direction a fait du chantage, ce qui est d'ailleurs évoqué par Alline dans son autobiographie. La recherche du mouchard fait dégénérer l'ambiance dans le groupe pilote qui lance la grève. Une bagarre se déclenche, un jeune est faussement accusé. La grève est désormais lancée, pour s'opposer

au non-paiement d'heures supplémentaires, ce qui est illégal au regard des accords de Grenelle. La direction de Citroën tente de revenir en arrière en rognant les acquis sociaux par des actes discrétionnaires. Le débrayage est organisé chaque soir pour ne pas travailler gratuitement. Très rapidement, la direction réplique en travaillant au corps les ouvriers migrants. De deux façons. Des interprètes entrent dans la cantine et vont s'expliquer en face à face, individuellement, avec chaque membre du groupe ethnique. On les voit parler à voix basse : « *Mais tu es bien en France. On t'a permis de travailler. Alors il faut être reconnaissant et ne pas poser de problème. Après tu ne pourras plus envoyer d'argent à ta famille. Tu dois respecter les lois françaises* ». Gourmet se lève et lance à tout le groupe. « *Vous avez le droit de grève en France. C'est un droit. Si vous avez un problème, venez me voir, je vous aiderai* ». Le lendemain, un camion arrive et des nervis jettent les affaires des ouvriers migrants à même le sol. Ils sont expulsés des foyers paternalistes. Le jeune ouvrier que l'on croyait mouchard se jette sur eux et les frappe. Les auxiliaires se débinent. Il faut loger tous les expulsés. Linhart commence à déprimer. Il se sent responsable de cet échec. Finalement le cadre Podalydès organise un référendum truqué qui donne une fausse majorité aux ouvriers. Le jeune mouchard brûle alors les urnes, ce qui décrédibilise les organisateurs « trop violents » aux yeux de beaucoup d'ouvriers indécis. Une scène révèle la fabrique du mouchard. A cause de son casier judiciaire, un ouvrier doit accepter un sale boulot, celui d'infiltrer le groupe des grévistes. C'était pourtant un tribun, mais il est retourné par la direction. Celui qui aurait pu avoir un avenir dans le syndicalisme est « tué dans l'œuf » en devenant un délateur infiltré dans le rôle du briseur de grève. Il craque et part, comme d'autres ouvriers rebelles qui sont licenciés à la fin du mouvement social. La dernière scène montre l'établi au milieu de nouveaux recrutés, dociles, passifs, travailleurs. Un agent de maîtrise surgit et lui montre que son poste est pris par un autre, obéissant. Il devra balayer. Un autre « petit chef » s'acharne sur lui, l'insulte, lance des débris sur le sol pour le faire travailler avant de hurler dans l'atelier qu'il est un établi qui vit en bourgeois. Linhart quitte l'usine. On voit qu'il a été en hôpital psychiatrique où il a retrouvé Boubakar, lui aussi cramé par la direction. L'ambiance du film est sans appel. A aucun moment, les ouvriers ne peuvent être sur un territoire propre comme dirait De Certeau. Ils ne peuvent que très difficilement mettre au point une stratégie de lutte. Ils sont réduits à obéir et souffrir ou tentent de se ménager des « grains de sable », comme ces trois ouvrières yougoslaves qui parviennent à organiser une relève puisque deux suffisent pour atteindre la production de trois. L'adaptation de L'établi déroule les multiples dimensions de la surveillance en usine dans les années post 68. Les ouvriers sont traqués, contrôlés, dans leurs moindres gestes ; leurs luttes neutralisées ; les pressions incessantes sur les « brebis galeuses » dont certaines sont retournées pour devenir des informateurs. L'usine est une institution totale et à ce titre, elle fonctionne avec la zone grise.

Il est dommageable, pour la science sociale, de ne pas avoir pointé cette dimension centrale de la lutte des classes qui est la contre-lutte des classes. Le contre-mouvement est structuralement, dialectiquement, indissociable des mouvements de contestation. La grève, les conflits du travail, les tactiques de résistance, le texte caché, ont pour frère jumeau maudit, le lock out, le licenciement des délégués syndicaux, les jaunes, les syndicats maison, la délation, la pression par les chefs d'équipe. Dans ce dernier paragraphe, nous allons montrer, dans un effet grossisseur revendiqué contre

l'euphémisation d'une grande partie de la science sociale, parfois jusqu'à la caricature[643], la réalité de ces contre-mouvements.

L'histoire du mouvement ouvrier est parsemée de piques, de coups bas visant à freiner, invalider, affaiblir, délégitimer les luttes des travailleurs. Dans ce combat des dominants pour rappeler à l'ordre les brebis galeuses, les patrons ont fonctionné comme les ancêtres totalitaires : fabriquer une zone grise. La substance même de la zone grise est un capital guerrier. Les commandeurs et milices chasseurs de marrons dans les plantations esclavagistes, les Kapos dans les camps de concentration. La sociologie de la schlague renvoie à la mobilisation des « salauds », à commencer par ceux qui étaient dénoncés par Marx, les chômeurs prêts à tout pour gagner quelques sous, mais aussi les « *truands du patronat* »[644]. Une trilogie a été écrite par les Editions sociales dans les années 1970, avec la contribution essentielle du secteur *Libertés, Droits et Action juridique* de la CGT. Le thème essentiel porte que la mobilisation des anciens sous-prolétaires devenus bandits instrumentalisés par les dirigeants, mais aussi sur les ouvriers retournés en combattants frappeurs. L'histoire du syndicat maison, La Confédération Française du travail (CFT), illustre cette pente fascisante du patronat après Mai 68, la Révolution appelant la contre-révolution. « *Ils sont trois militants de la CGT qui viennent de tomber ce dimanche 5 juin 1977, sous les balles d'un commando fasciste des membres de la CFT. Le crime de Reims qui va secouer la France entière vient d'être commis, et Pierre Maître va en mourir* »[645]. Cette entrée en matière manque pourtant l'essentiel : « *Tous adhérents à la CFT, ils font partie de l'équipe d'intervention que Leconte dirige à l'usine Citroën de Reims ; une équipe chargée de la surveillance du personnel de l'usine et des coups de main contre les grévistes de la région*[646] *(…) Tous travaillent chez Citroën. Tous sont membres de la CFT et deux au moins ont leur carte du SAC* »[647]. Le capital guerrier ouvrier retourné, tel est le concept qui manque en science sociale. « *A Issy-les-Moulineaux, à Montbéliard, à Saint-Etienne, à Mulhouse, à Reims, à Levallois, à Aulnay, à Poissy, à Bordeaux, partout et toujours où des travailleurs et des militants de la CGT seront agressés dans l'exercice de leurs fonctions syndicales, il y aura, impliqués, des hommes de la CFT* »[648]. Il faut préciser que la CFT se fera connaître pour ses plasticages de nombreux sièges du Parti communiste, une bombe au siège du MRAP, des bombes devant les domiciles d'avocats défendant des ouvriers, plasticages enfin aux Editions sociales. A l'époque, et c'est le cas de M. Caille, on parle de « *mercenaires* », de « *forces paramilitaires* » ou de « *milices du patronat* ». Quand le Front national se présente comme le premier parti ouvrier de France, il donne à voir, tout en brouillant les cartes (appel à la Nation, pas d'appel direct à lutter contre les ouvriers des usines !), cette possibilité du « mauvais choix », cette tangente entre la classe en soi et la classe pour soi qui pousse dans les bras du « capital »[649]. Sauf que la médiation par le Politique fait oublier que la voie majeure de la trahison passe justement par le capital guerrier, lequel est la base idéologique de l'extrême-droite masqué par le terme « Nation ». Derrière ce beau mot, il y a la

---

[643] L'ouvrage collectif, *Observer le travail*, est sans doute, dans sa modération même, une des caricatures les plus intéressantes à étudier.
[644] C'est le titre du premier ouvrage de la trilogie. Dans le dernier aussi. « *L'emploi de gangsters dans des opérations contre les travailleurs, a été reconnu et dénoncé* ». M. Caille, *L'assassin était chez Citroën*, *op. cit.*, p. 35.
[645] M. Caille, *L'assassin était chez Citroën*, *op. cit.*, p. 11.
[646] *Ibid.*, p. 12.
[647] *Ibid.*, p. 28-29.
[648] *Ibid.*, p. 30.
[649] La grande différence entre les deux scènes réside dans une atténuation de la force de la trahison dans le cas du FN. Tous les observateurs du système démocratique notent cette participation des ouvriers, sans qu'elle ne soit pour autant massive, autour de 20 à 30 %. Pour autant, quelles que soient les analyses en termes de populisme et de versatilité du vote ouvrier depuis les années 1980, aucun analyste ne mentionne cette possibilité structurale de la contre-mobilisation. Les travaux sont toujours circonstanciels, opposant l'ancien vote ouvrier pour les « vrais » représentants de gauche, et le nouveau vote fragmenté.

défense de l'armée, de l'ordre établi et de la répression de toute contestation sociale. Selon cette stratégie, une des tactiques consiste à retourner le cerveau des dominés.

En voici un exemple édifiant. M. Caille parle de la trajectoire structurale de la collaboration avec le fil rouge du capital guerrier. Ce type de preuve est rare, documenté et révélateur du basculement entre la position de dominé et l'utilité sociale répressive. Ce que nous analyserons de manière institutionnelle avec la création des forces de l'ordre est ici étudié sous la forme d'une sorte de fabrication artisanale, une bulle grossissante éclairant le phénomène dans son ensemble. Peu de chercheurs montrent aujourd'hui l'efficace de cette circulation entre une position sociale de dominé et l'élevage du produit jusqu'au plaisir de la schlague :

« L'une de ses grandes initiatives (Papon préfet de police de 1958 à 1966) fut la mise en place, en 1960 et 1961, de 'forces supplétives' qui se firent remarquer pour leur fanatisme et leur violence. Recrutés parmi les anciens paras d'Indochine et d'Algérie, ces mercenaires d'un nouveau genre furent lancés, notamment le 8 février 1962, contre des manifestants parisiens. On releva 8 morts et en avril un blessé succomba. Henri Rollin, alors secrétaire du syndicat CGT de Chrysler, recueillera plus tard le témoignage de l'un de ces « supplétifs ». Travailleur à la firme de Poissy, cet ouvrier membre des milices patronales de l'usine, avait été mobilisé pour ce soir-là, habillé en policier et s'en était donné à cœur joie. Engagé volontaire vers 1949, il avait fait toutes les campagnes, y compris Dien-Bien-Phu, où il avait été fait prisonnier. Dès 1958, démobilisé, il était entré au SAC où il devint responsable régional. Au moment de Charonne, il fut donc 'ramassé' à son domicile par un 4X4. Il était, disait-il, l'ami intime de Sapède, chef du personnel chez Simca, pour lequel il faisait certaines opérations. Si j'en parle au passé, c'est parce qu'on l'a retrouvé mort, dans un champ, le 29 décembre 1970. L'enquête n'a jamais abouti »[650].

Que nous dit ce passage ? Le flux linéaire entre la collaboration du cela va de soi (engagé volontaire pour les guerres coloniales), sa cristallisation dans une organisation fasciste (l'adhésion au SAC), le retour de la position originelle (ouvrier chez Simca), la mobilisation régulière dans « certaines opérations » parallèlement à son travail en usine. Le couplage de deux formes de collaboration est ainsi condensé dans un habitus individuel, un concentré de capital guerrier : capital physique masculin, capital militaire, capital collectif fasciste. Les dominés des colonies l'ont fait prisonnier, ce qui ajoute sans doute à l'esprit de corps et à la volonté de vengeance, ingrédient parfaitement utilisé par les intermédiaires de l'usine pour déployer au mieux la hargne contre les frères de misère totalement perdus de vu au fur et à mesure que se sont interposés les écrans successifs : valeurs militaires, haine de l'étranger, humiliation liée au statut de prisonnier, gratifications associée au fait d'être reconnu par l'encadrement et de partager son existence en dehors de l'usine, esprit de corps alimenté et engendré dans l'action de lutte contre les grévistes. La dissociation de la classe en soi et de la classe pour soi se mire ici, dans tous les processus de re-fabrication de l'intermédiaire, ce pour quoi il n'y aura jamais, chez lui, de classe pour soi.

Un des leviers qui confère sa force au retournement provient de l'hétérogénéité de l'habitus individuel. On sait que Clémenceau a réprimé les émeutes viticoles de 1907 en faisant appel aux troupes coloniales. Les tirailleurs sénégalais (voir le chapitre sur la collaboration coloniale autour de Fanon) ont été largement mobilisés pendant le soulèvement de Madagascar. Dans les usines, le patronat a largement fait appel aux travailleurs immigrés, peu portés par la culture ouvrière

[650] *Ibid.*, p. 18-19.

occidentale depuis une centaine d'années. Même si le syndicalisme a combattu cette propension à « la neutralité », notamment les syndiqués OS contre les « petits blancs au pouvoir » que sont les ouvriers qualifiés monopolisant les postes syndicaux[651], le « travail de solidarité » a été long à se mettre en place et à s'étendre à tous les appareils syndicaux. Notamment parce que les cerveaux du « cela va de soi » ont été travaillés dans le sens de la haine de l'autre, imbibés de manuels scolaires, de « sociologie de la collaboration »[652] et de discours politiques xénophobes incessants depuis plus d'un siècle, rejoints par la presse jusqu'à aujourd'hui[653]. Si une recherche spécifique devrait être menée sur le sujet, force est de constater la présence d'ouvriers espagnols ou italiens dans la CFT :

« De Souza (faisant partie du groupe commando ayant commis le crime) c'est aussi un produit maison. Entré comme OS en 1951 chez Citroën, son ascension au sein de la hiérarchie est citée en exemple. M. de Souza est, depuis un petit mois, directeur de production dans une autre entreprise de Reims »[654].

En conclusion de ce chapitre si important, il faut rappeler que la séquencialisation par période significative est plus que nécessaire. La grande usine fordienne, à la base de cette analyse, s'est transformée dans le temps. Beaud & Pialoux, dans *Retour sur la condition ouvrière*, ont montré le changement entre la période dure de caporalisation et de hiérarchie toute puissante, encore en vigueur dans les années 1970 et les nouvelles années de la managérialisation. Ces dernières, depuis une quarantaine d'années, ont pour principe de responsabiliser le salarié, de l'autonomiser en lui assignant des quotas et des évaluations. Comme le dit J.P. Le Goff : « *En l'espace d'une vingtaine d'années, les changements dans les entreprises sont considérables. L'ordre productif issu du XIXe siècle et l'organisation taylorienne ont cédé la place à de nouvelles formes d'organisation du travail et de management qui peuvent paraître libératrices. Il n'y a plus de « chef du personnel » mais des « DRH ». Si le « petit chef » autoritaire et buté n'a pas complètement disparu, il est supplanté par un encadrement plus formé qui fait appel à la participation des salariés* »[655]. Plus que jamais, les stratégies des patrons s'affinent, adossées aux évaluations, aux leçons du passé, aux enseignements tirés des modalités de fonctionnement des grandes entreprises dans d'autres pays, ce qu'on a appelé le modèle Toyota[656]. Toutes sortes de cabinets d'expertises rivalisent, de penseurs capitalistes comme A. Minc dans les années 1990. L'intérim est un de ces puissants leviers car il rejoue la division ouvrière comme le dualisme OS et OQ, mais cette fois-ci sous l'angle du statut. Il faut ajouter à cela la racialisation du travail qui compartimente les ethnies : les descendants des migrants maghrébins sont devenus davantage des chefs d'équipe ou des

---

[651] Corouge C. & M. Pialoux, *Résister à la chaîne, op. cit.*

[652] Le racisme scientifique est hélas totalement inscrit dans l'ADN des sciences sociales originelles. C. Letourneau, dont plus personne ne parle, fut, à l'époque d'E. Durkheim, un sociologue reconnu uniquement polarisé sur la légitimation de la suprématie raciale des Blancs. Comme presque tous ses collègues. C. Letourneau, *La sociologie, d'après l'ethnographie*, Bibliothèque des sciences contemporaines, Paris, Reinwald, 1880. Ce morceau, parmi d'autres : « *Seules les races blanches ont entièrement abandonné la sauvagerie primitive. La race influe donc plus que le milieu sur le développement sociologique* », p. 25 ; « *En Tasmanie, les femmes ressemblaient à des singes* », Ibid., p 121 ; Lire aussi ce livre de chevet de Hitler, *La psychologie ethnique. Mentalité des races et des peuples,* Bibliothèques des sciences contemporaines, Schleicher Frères, sans date. Sur la généralisation du discours racial dans la science sociale de la fin du XIXe siècle, L. Mucchielli, *La découverte du social, op. cit.*

[653] Le coup de gueule du patron de Médiapart, Edwy Plenel, n'est pas dû au hasard. Ayant vécu dans l'espace colonial, ce journaliste reconnu est très au fait de l'impérialisme français. Son ouvrage *Pour les Musulmans*, sonne comme le manuel de « l'islamo-gauchiste » contre le diktat des médias audioviduels mettant en avant, comme événement -ce qu'il dénonce sur un plateau de France 5 en s'en prenant à Patrick Cohen ayant hurlé avec les loups contre l'atteinte à la civilisation- de simples produits « littéraires », à l'image de « l'écrivain » Ouelbecq monté en épingle comme phénomène à débattre en tant que « fait ». Cette déconstruction proposée par le patron du nouveau journal de la dénonciation a pratiquement soulevé une émeute en studio, le sieur Cohen se levant de son siège alors qu'on lui rappelait ses phrases contre l'islam. Tous les journalistes lui coupaient la parole dès le début de chacun de ses propos, preuve s'il en est de l'interdit de liberté de « manifester ses opinions » sur un plateau de TV. P. Bourdieu connut les mêmes assauts quand il sortit son livre sur la télévision, deux chiens de garde se succédant pour l'empêcher de développer ses propos.

[654] M. Caille, *L'assassin était chez Citroën*, *op. cit.*, p. 39.

[655] J.P. Le Goff, *La barbarie douce, op. cit.*, p. 13.

[656] Pour une analyse de l'application de ce modèle japonais dans une entreprise allemande, D. Corteel, « Les paradoxes du travail en groupe : l'usine Volkswagen de Hanovre », *Ethnologie française*, 2001/3, vol 31, p. 441-452. On découvre clairement le piège de la responsabilité de groupe.

superviseurs, jouant désormais le rôle de petit chef avec les « Français » à l'encontre des « *Mamadous* », comme l'a montré ethnographiquement N. Jounin. La tripartition se dilue dans un ensemble de hiérarchies multiples qui mélangent les statuts sociaux, les statuts ethniques, les statuts juridiques, au plus grand profit des dirigeants qui neutralisent ainsi les mouvements sociaux tout en attisant les braises entre travailleurs.



Chapitre 5

–

Hiérarchie, mobilité sociale et carrière

La relation statutaire de service et ses gratifications

▲▼

« Les trajectoires des ouvriers, qualifiés ou non, sont particulièrement lestées du poids de l'histoire sociale parce que les individus se meuvent dans un cadre qui subit des contraintes fortes, où ils sont menacés en permanence d'être détruits. Le manque de sécurité est perceptible dans la vie vécue. Le manque de solidarité est évident lui aussi. Le prix à payer pour la stabilité et de bonnes conditions de travail est la soumission, un certain de degré de participation étant accordé au fur et à mesure que l'on progresse dans la hiérarchie des emplois (…) Le siècle, conclut Michel Verret, pourrait bien se clore sur le triomphe total d'une bourgeoisie qui a vaincu et détruit la classe ouvrière. La conséquence de la stratégie des employeurs, est la production de la haine, qui vous fait travailler avec l'acharnement désiré par le patron. Suivre une formation pour quitter la chaîne est une trahison. Le nouveau taylorisme ruine la vieille stratégie de résistance qui consiste à ralentir les cadences. Résister, ralentir, est une traîtrise à l'égard des autres qui sont sur la chaîne. Ces deux sortes de trahison fragilisent la solution militante. Chacun désire secrètement quitter la condition ouvrière ».

N. Murard, *La morale de la question sociale, op cit.,* p 154-155 et 159.

« D'autres enfin, espéraient monter dans la hiérarchie vers la maîtrise. La dernière forme particulière de réactions individuelles du monde des autres et du travail est celle des évasionnistes : ceux qui ne pensent qu'à une seule chose : sortir de l'usine et ne plus y retourner de leur vie. Quelques individus peu nombreux vivent à l'usine un appel permanent vers d'autres métiers ou vers la hiérarchie. Ce type de profil les isole du groupe, ils s'habillent autrement au travail et en dehors, où leur objectif est de montrer le moins possible qu'ils sont ouvriers (…) Sur le problème de la promotion interne jusqu'à chef d'équipe ou contremaître par cours du soir, les positions étaient également fort variées aux usines d'alimentation. Appâtés par la politique du personnel, certains ouvriers acceptaient la responsabilité de chefs de file : les 'cheffaillons' comme on les nommait, avaient un galon rouge sur le calot blanc de la boulange. Leur position d'informateurs privilégiés de la direction était très inconfortable, on parlait même d'un cas de suicide manqué d'un chef d'équipe passé par cette position de chef de file. Contre l'avis des syndicats et de l'ensemble du personnel, certains acceptaient parfois de tenter la promotion sous le regard narquois de leurs voisins de poste (…) Les chefs d'équipe et contremaîtres, eux-mêmes encore très proches du milieu ouvrier, sont effectivement écartelés entre plusieurs univers de référence. Les chefs d'équipe sont d'ailleurs les plus nombreux à avoir abandonné le syndicat ouvrier, et leur position de petit chef les isole du groupe des anciens camarades ».

R. Sainsaulieu, *L'identité au travail, op. cit.*, p. 38, 48 et 71.

« Je reviendrai sur l'hétérogénéité de la classe ouvrière dès les années 1980 pour appréhender les mobilités sociales analysées à l'échelle des familles et pour m'interroger sur le destin de l'ancienne exigence ouvrière d'égalité mise à mal à l'échelle de l'atelier par les politiques salariales. Cet ethos de classe reposait sur une exigence d'égalité. Ses adeptes se tenaient à égale distance des agents de maitrise et des 'assistés'. Certes, j'avais rencontré des membres des deux autres fractions : des ménages de contremaîtres mus par une volonté d'ascension sociale et politiquement proches de la droite, rêvant d'une vraie 'déprolétarisation' pour eux-mêmes et leurs enfants. Des représentants de la figure de l'ouvrier précaire, contraints d'accepter l'aide sociale, d'autant plus agressifs envers les ouvriers plus respectables qu'ils sentent leur réprobation ».

F. Weber, « L'exigence ouvrière d'égalité : mutations et résistance », in N. Duvoux et C. Lomba, *Ou va la France populaire ?* PUF, 2019, p. 11-25.

« L'ouvrier, à condition qu'il admette qu'il y a une limite infranchissable (en général le poste de contremaître) dans l'espace social, est en droit et même en devoir de tout faire pour 'grimper' (selon le terme souvent employé par les travailleurs eux-mêmes). Il donne ainsi la preuve qu'il reconnait la nécessité de la hiérarchie, qu'il se soumet à la règle du jeu. D'ailleurs, le plus souvent, à l'usine, la valeur attend le nombre des années et le mousse qui a commencé à treize ans comme 'leveur de porte' ou 'marqueur' peut espérer terminer sa carrière comme chef d'équipe ou contremaître, ce qui est la preuve d'une belle réussite personnelle, d'une existence bien remplie ».

G. Noiriel, *Immigrés et prolétaires, op. cit.*, p. 287.

« Dès 1936, la CGT avait fait l'amère expérience de la 'désaffection des techniciens à l'égard du monde ouvrier' ».

Robert Castel, *Les métamorphoses de la question sociale,* Paris, Gallimard, 1995, p. 577.

1/ La mobilité sociale comme position de collaboration

Il est symptomatique de constater que la sociologie parle du « sale boulot » du côté des employés guichetiers qui doivent « gérer » les prolétaires ou sous-prolétaires « mauvais usagers » alors qu'ils ne voient pas que c'est à l'intérieur des classes populaires que ce mécanisme de stratification statutaire opère. Quand E. Hughes a créé le concept *Dirty Work*, repris en France par des auteurs comme A. Spire ou V. Dubois, a-t-il pris conscience du fait que l'aristocratie ouvrière, comme la petite-bourgeoisie, pouvaient être pensées comme des groupes intermédiaires loyaux envers le système, donc structuralement en posture de trahison ? Quand C. Grignon et J.C Passeron entreprennent leur épistémologie de la sociologie des cultures populaires en s'attachant à défaire le misérabilisme comme le populisme, leur dualisme domination/autonomie ne cesse pas pour autant. A aucun moment, ils ne pensent les formes d'intermédiation par lesquelles les dominants arrachent en quelque sorte des « éléments » de la classe ouvrière pour les propulser dans des positions ou des postes spécifiques. Ainsi, en pensant cette « classe ouvrière », ils reprennent le « *code des CSP qui distingue entre les manœuvres, les OS, les ouvriers qualifiés et les contremaîtres* » sans jamais s'interroger sur les effets de bascule associés à cette « *stratification sociale* »[657]. La domination n'est pas la même selon qu'elle procède d'un travail des dominants ou d'un travail des dominés orchestré par les dominants. Tout le monde reprend, en science sociale, la notion de sale boulot. Qui est sale ? Le fait de devoir se frotter aux pauvres ou de devoir les maltraiter au guichet ou dans les entreprises ? Pourquoi personne n'a pris la peine de se pencher sur l'enjeu relationnel : qui est celui qui malmène ainsi l'assisté, le chômeur ou l'ouvrier en intérim ? Pourquoi circonscrire l'apport de ce concept aux « guichetiers » et ne pas voir que les contremaîtres ou chefs d'équipe en font partie ? Du sale boulot comme pratique de domination, on extrait la substance spécifique de la zone grise en se posant alors cette question : Appartient-il à la petite-bourgeoisie ou bien est-il issu du groupe des classes populaires ? Dans ce dernier cas, comment se fait-il qu'un acteur issu d'un groupe de pairs puisse à ce point « tourner sa veste » et maltraiter ses pairs au guichet ou en usine ? Autrement dit, pourquoi ces agents des fractions inférieures des classes moyennes ou des fractions supérieures des classes populaires invalideraient à ce point celui d'en dessous quand il ne parvient pas à s'y retrouver dans ses papiers sociaux et autres formulaires administratifs, ou quand il n'exécute pas assez rapidement sa « tâche » ? Quand on lit par exemple les travaux récents des sociologues des classes populaires (M. Pialoux, P. Bouffartigue, F. Weber, O. Schwartz, P. Gilbert, D. Gaborieau), l'insistance sur la fragmentation du groupe, son hétérogénéité entre les fractions stables et les parties précaires, entre les cités et les pavillons péri-urbains, interroge pourtant d'entrée de jeu le chercheur sur les mécanismes éliasiens de la discrimination envers le groupe « inférieur ». Ces effets de division ne sont-ils pas devant nos yeux ? Parmi les travailleurs, le rejet des assistés sociaux

[657] *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, *op. cit.*, p. 121. Accessoirement, ils évoquent les effets « *d'ambivalence* » des fractions supérieures de la classe ouvrière, notamment celle dont « *la culture technique constitue une propriété conquise qui, outre qu'elle sert à la sélection de l'élite ouvrière, peut induire une forme particulière de reconnaissance des hiérarchies culturelles dominantes* ». *Ibid.*, p. 125. Ils manquent totalement le repérage des formes de domination des dominés. En revanche, ils identifient parfaitement bien (dans la logique du chapitre 2) la culture dominante partagée entre toutes les classes sociales, ce qu'ils appellent épistémologiquement le « *dominomorphisme* ». Les variations entre les classes supposent, au préalable de toute pensée de l'autonomisation, un alignement de collaboration de tous les groupes sociaux d'une formation sociale donnée : « *On ne peut poser pour de bon la question de l'hétérogénéité de l'espace social et de l'espace symbolique que si l'on s'est d'abord donné les moyens de rétablir la continuité de l'espace social et de l'espace symbolique* ». *Ibid.*, p. 137.

« fainéants » et individualistes repliés sur la consommation des aides sociales, est une constante que l'on retrouve dans tous les pays capitalistes. La conscience sociale ternaire ou triangulaire est étudiée par O. Schwartz[658]. La fraction supérieure des classes populaires promue à des postes d'intermédiation (contremaîtres, chefs d'équipe) aspire à la « *déprolétarisation* » comme dit F. Weber. On est tout de même frappé par l'absence de mise en relation entre la sociologie de l'intégration sociale, de la promotion, de la mobilité d'une part et, d'autre part, de cette sociologie des haines inter-individuelles, des recherches de différenciation et de séparation, voire des productions de discrimination directe (dont l'idéal-type est traité par N. Elias, chapitre 3). Tous les termes équivalents à « mobilité sociale » demeurent aseptisés et dessinent l'image d'une société irénique où l'on passe d'une case à une autre. On lit pourtant distinctement dans toutes ces recherches une tension très forte entre demeurer (de force) dans le groupe des ouvriers ou des précaires d'une part et, de l'autre, une envie sourde ou explicite de quitter le « nous » pour s'encanailler avec les « messieurs qui font les fiers ». Ce qu'a longuement détaille W. Mills dans son ouvrage *Les cols blancs*, pour une part notable issus des classes populaires.

« Il fallait des machines au bureau pour suivre les effets des machines de l'usine (…) Entre le bureau ancien et le bureau d'avant-garde entièrement standardisé, il existe un type intermédiaire très répandu. Au sommet, les grands chefs, directeurs et membres du conseil d'administration. Au dessous d'eux se trouvait la caste des jeunes gens d'avenir qui obtiendraient un poste de directeur. Mêlés à ces derniers, les cadres subalternes, chefs de bureau et comptables faisaient les empressés envers leurs supérieurs mais tarabustaient d'un ton nasillard leurs subordonnés. Ratés eux-mêmes, ils regardaient d'un air revêche les dactylos qui demandaient une augmentation de deux dollars par semaine. Un peu hors de la hiérarchie, le petit groupe des secrétaires particulières, dont chacune était la confidente quotidienne de l'un des dieux. Elles étaient divisées par des querelles de faction (…) La jeune fille au col blanc commence à apprécier son travail et à obtenir des promotions ; après avoir plafonné un certain temps, elle est toujours sur le chemin ascendant. Comme elle réussit dans son métier, elle désire de plus en plus épouser un homme de la classe supérieure. Elle refoule un amour pour son patron marié et se rend indispensable en faisant les corvées à sa place (…) A l'intérieur des bureaux et entre eux, il existe généralement un système de coteries, qui souvent court-circuite la hiérarchie officielle de l'autorité et du travail. Grâce à ces coteries, l'homme qui est dans le coup peut éviter des paperasses et des démarches ; un contact fictif avec les sources de l'autorité donne souvent un grand prestige. Ainsi, les secrétaires particulières et assistantes confidentielles sont souvent des personnages importants. Parce qu'elles s'identifient intérieurement avec l'autorité, elles ont souvent l'illusion d'en avoir. Les directeurs ne cherchent pas à les en empêcher, car l'abîme qui sépare la confidente et les 'filles' est une garantie de loyauté »[659].

Toutes ces formes de disqualifications en chaine (des intermédiaires du contrôle envers les prolétaires dont ils sont issus, des ouvriers stables envers les précaires, des précaires envers les exclus) ne sont pas sans ressembler à ceux qui rejetaient les nouveaux arrivants de Winston Parva (chapitre 3). Les coteries dont parle W. Mills fonctionnent à l'état pratique comme des luttes de classement pouvant dépasser le statut, comme il le montre à propos des secrétaires des directeurs. A aucun moment, dans ces recherches, ces spécialistes n'interrogent en soi cette maltraitance démultipliée dans le cadre d'un ordre établi qui recherche la division, la concurrence, la séparation, « la lutte de classement » contre la lutte de classes. Entre fraternité de classe (et donc loyauté

[658] A. Collovald, & O. Schwartz, « Haut, bas, fragile : sociologies du populaire », *Vacarme*, n°37, 2006, p. 9-29.
[659] W. Mills, *Les cols Blancs*, cité par K.M Van Meter, *La sociologie*, Paris, Larousse, p. 627-645. Présentation par L.M. de Bellaing.

ouvrière) et rejets en cascades (jeu statutaire de la valeur sociale) de ceux « en dessous » (et donc loyauté envers les normes dominantes y compris de la part des ouvriers stables fraternels qui rejettent les « assistés »), c'est bien ce coefficient de perméabilité au capital symbolique qui n'est jamais abordé alors même que se dessinent différents visages de la collaboration avec l'Etat capitaliste. Certes, l'exemple donné est celui des positions subalternes de la bureaucratie. Mais celles-ci sont homologues des positions de chefs d'équipe ou de contremaître dans l'usine, selon le modèle de comparabilité évoqué par le sociologue américain. Les machines au bureau et les machines en usine mettent aux prises les mêmes hiérarchies et les mêmes logiques d'oblation dans les mécanismes « d'élévation » sociale. Que ce soit en dénonçant la condition ouvrière en « aspirant à s'élever » ou bien en dénonçant ceux qui « biberonnent » aux aides sociales alors que « nous on travaille »[660], c'est l'alignement des victimes de la concurrence qui se déploie au sein même des couches populaires. Pourquoi les sociologues ont-ils comme accompagné cette sociologie de la stratification et de la déviance sans en tirer les conséquences théoriques ? Ces médisances, ces dénonciations, ces souillures de la « saleté » prolétarienne ou de la « fainéantise » des « incapables » sont bien à recoller à la science sociale de la tripartition. La sociologie de la zone grise ne se place pas à côté de la sociologie de la déviance, elle en est un contre-point ; celle-ci est un des outils des fractions dominantes, courant tout au long de la stratification sociale, s'encastrant dans celle-là tout en venant illustrer un de ses mécanismes les plus apparents. La dénonciation publique, étatique ou sociale, n'est finalement que l'épiphénomène symbolique des pratiques sociales de distanciation des dominés et d'attachement des autres dominés à la course aux dénonciations. Le petit fonctionnaire au guichet est un chasseur de pauvres comme les contrôleurs de la CAF qui viennent renifler les slips dans les appartements des femmes surnuméraires pour vérifier si elles ne fraudent pas en partageant la vie avec un homme ; comme les conseillères ESF qui « aident » les « ménages en difficulté » à alimenter leurs enfants en serrant avec eux le budget des dépenses de consommation[661] (chapitre 6) ; comme ces aristocrates des milieux populaires qui « ne rêvent que de déprolétarisation » tandis que les rares ouvriers stables s'en prennent, au nom du « respect du travail » à tous les individus assistés qui prendraient « du bon temps ». Sous la face émergée de l'iceberg, les jaunes ou les forces de l'ordre issues des couches populaires, toute une armée de petites classes moyennes, en partie originaires des classes populaires, fait « marcher le système », y compris les franges intégrées de la classe ouvrière. Pour autant, toute une fraction de petits fonctionnaires est plutôt bien considérée par les dominés, ce que M. Cartier nuance remarquablement à propos des facteurs en révélant dans le même temps le poids de la zone grise dans les représentations des groupes ouvriers communautaires. Sa lecture de R. Hoggart est lumineuse sur ce point :

« Dans son étude de la vie quotidienne d'un quartier ouvrier du Nord de l'Angleterre des années 1930 aux années 1950, R. Hoggart formule des observations intéressantes pour penser le positionnement social des petits fonctionnaires. Il constate d'abord la méfiance des classes populaires envers les petits fonctionnaires perçus comme les agents des autres. Il cite précisément les fonctionnaires de l'autorité centrale ou locale, les instituteurs, les assistantes sociales et les juges

[660] Il n'existe sans doute pas d'analyse plus lucide que celle de R. Lourau dans son étude sur LIP. Derrière l'autogestion défendue par les travailleurs, il y a le paradoxe de l'aliénation au travail de celles et ceux qui entrent encore essentiellement dans le système par la valorisation du travail. La défense des « vacances », des « congés », du droit à la profitation, à la vie, au farniente, au militantisme comme aux sorties, est analysée par le professeur de Paris VIII au temps de l'Université de Vincennes comme le contrepoint oublié à la valorisation de l'autogestion, perçue pourtant comme une forme radicale de contestation du capitalisme. D'ailleurs, il cite un romancier défenseur du vol en entreprise, ce qui fait le lien entre deux formes de dissidences, le prélèvement direct de biens à usage privé et le prélèvement du temps par refus de la norme travail.

[661] J'ai vécu avec une assistante sociale, boulot alimentaire d'une chercheuse en finition de thèse, et nous en parlions tous les jours. Dans les années 1990, les circonscriptions d'action sociale dites polyvalence de secteur faisaient entendre aux familles des cités qu'une maman pouvait nourrir ses gosses avec 30 euros par mois. La collaboration est capillaire dans ces moments-là. Il faut être sur le terrain pour en découvrir toutes les ramifications.

de correctionnelle. 'De même que les policiers, les petits bureaucrates qui sont des serviteurs pour les classes aisées, apparaissent pour les classes populaires comme les agents des autres : on ne leur fait jamais confiance (…) Ils peuvent manifester toute l'insolence du clerc, toute la brutalité du sous-officier : ce sont les créatures des patrons. Les membres des classes populaires hésitent souvent à devenir contremaître ou sous-officiers, craignant qu'on ne les accuse d'être passés de l'autre côté'. Mais il évoque aussi d'autres visiteurs professionnels de bas niveau que les membres des classes populaires reconnaissent comme 'pas trop éloignés sur l'échelle sociale' et auxquels ils accordent leur confiance, comme le releveur des compteurs électriques ou à gaz »[662].

S'il est de bon ton de citer à « tour de bras » R. Hoggart et les cultures du pauvre, au sein d'une vision circulaire culturaliste, en revanche, repenser la division sociale du travail en interrogeant les implicites de Durkheim soulève beaucoup plus de réserves dans le champ académique. Qui a pris pour objet « les agents des autres » en déconstruisant les mobilités sociales qui font les transfuges de classe aux ordres des dominants ? Certes, R. Hoggart s'en sort en postulant que les ouvriers du quartier étudié refuseraient « de passer de l'autre côté », ce qui en aucun cas est attesté par des données précises. Or, tout au contraire, les troupes coloniales anglaises comme les forces policières ont abondamment puisé dans le réservoir des classes populaires, que ce soit celle du monde paysan ou celui des travailleurs urbains. Quel que soit le pays occidental, les mêmes cohortes de reproducteurs de l'ordre social sont invitées à se présenter au bureau du recrutement, qu'ils soient équipementiers du contrôle social ou de la police.

Prenons un article caractéristique de cette démarche dont voici le résumé :

« Les mobilités professionnelles sont peu étudiées en tant que telles, alors qu'elles représentent une dimension importante de l'expérience du travail dans les classes populaires et qu'elles sont au centre des politiques de l'emploi. À partir des données de l'enquête « Formation et qualification professionnelle » de 2014, qui offrent un suivi complet des trajectoires individuelles sur cinq ans, cet article propose une analyse synthétique de ces mobilités chez les ouvriers et les employés. De cette analyse ressortent cinq types de mobilité. Entre 2009 et 2014, près de la moitié des mobilités des ouvriers et employés sont des sorties longues voire définitives de l'emploi, soit six fois plus que les promotions internes et les mises à son compte. En plus de ces trois situations classiques, l'article met en lumière deux types de mobilités discrètes, les mobilités sur place et les mobilités sectorielles. Ces mobilités internes aux classes populaires sont généralement invisibilisées par l'étude des grands déplacements sociaux. Pourtant leur poids est majeur dans le salariat d'exécution, puisqu'il est équivalent à celui des sorties de l'emploi. À partir de cette typologie de mobilités, l'article contribue également à l'étude de la stratification interne des classes populaires grâce à cette vision dynamique des trajectoires et perspectives de déplacement professionnel »[663].

C.L. Dubost & L. Tranchant constatent, à partir des statistiques étatiques de 2014, « Formation et qualification professionnelle » rendant compte de tous les salariés français, le phénomène formel du « *déplacement social* », de « *la stratification interne des classes populaires* », des « *parcours professionnels* » en s'appesantissant sur les grandes distributions (plus de 50 % des ouvriers ont une « mobilité »), mais sans jamais regarder les attaches relationnelles au principe d'une promotion : « *Il s'agit d'un phénomène complexe à interpréter, dans la mesure où il résulte à la fois de la diffusion*

[662] M. Cartier, *Les facteurs et leurs tournées. Un service public au quotidien*, Paris, La Découverte, 2003, p. 13-14.
[663] C.L. Dubost & L. Tranchant, « Changer d'emploi, est-ce changer de position sociale ? La structure des classes populaires au prisme des mobilités professionnelles des ouvriers et des employés », *Sociétés contemporaines*, 2019/2, n°114, p. 59-88.

des contrats courts et précaires et des aspirations professionnelles des individus ». Il y a même une philosophie implicite qui porte comme un regret implicite le « *ralentissement de la mobilité ascendante* », « *la stagnation sociale* », versus « *l'ascension sociale* » ou « *la qualité de l'emploi* ». Un même parfum normatif implicite se retrouve dans des phrases du genre : « *Cette typologie fait d'abord ressortir la fréquence des situations de passage durable par le non-emploi, montrant la prégnance des situations de précarité professionnelle dans les classes populaires, et la rareté des trajectoires de promotion interne ou de mise à son compte* ». En fait, sur la base d'un sens commun partagé du haut et du bas, ainsi que des « *gratifications* »[664] légitimes, les termes « *ascension* » ou « *promotion* » sont chargés de valeurs positives ; tandis que « *ralentissement* » ou « *stagnation* » indiquent une moindre performance du social dans l'aide aux plus démunis qui jouent le jeu en tentant de mieux se placer sur « le marché de l'emploi ». Mieux, « *la surexposition au non emploi* » dans les couches populaires est comme un gage de bonne conscience sociologique à l'égard de ces dominés qui ont connu davantage « *le chômage* » et « *la précarité* » que « *les professions intermédiaires* ». Ce risque de mise en abime vient à point nommé pour rendre digeste pour ne pas dire enviable une promotion ou une ascension dans « l'échelle sociale ». Enfin, la phrase a priori simple et sans équivoque – « *Ainsi, 10,2 % des ouvriers et des employés mobiles ont évolué vers un emploi de profession intermédiaire ou de cadres et professions intellectuelles supérieures* » – convoque en fait toute l'armature théorique de cet ouvrage. Ces 10 % contiennent la socio-histoire des rétributions pour bons et loyaux services internes comme les capacités d'auto-régulation interne en sortant de la condition ouvrière pour mieux capitaliser dans le système, notamment en appartenant aux fractions du contrôle social. Il aurait été intéressant de connaître la proportion des ouvriers ayant quitté de gré ou de force leur emploi pour devenir travailleurs sociaux ou membres de forces de l'ordre (chapitre 6). Il faut pour cela le cadre théorique des complicités de la domination seul à même de rendre pertinente la recherche de la donnée statistique.

La promotion de la mobilité sociale n'est que le point d'orgue d'une tendance centrale des sciences sociales[665] consistant à se « contenir » dans les bornes de l'Etat de droit tel qu'il existe sous son format démocratie libérale, et, par voie de conséquence, à célébrer l'insertion ou l'intégration, en l'opposant à « l'exclusion » et toutes les formes de « déviance », terme bien commode pour ne pas aller voir directement les formes alternatives de vie. De Castel à Touraine en passant par Paugam[666], la discipline s'est immergée dans le sens commun dominant d'un salariat stabilisé comme figure ultime de la vie sociale légitime. Et la *Misère du Monde* de Bourdieu et de son équipe va dans le même sens avec « les misères de position » renvoyant à la défense de l'Etat social-démocrate. En contrepoint de cette euphorie des trente glorieuses, se déploie la pente apocalyptique de la désaffiliation, de la désorganisation, de l'exclusion, de la précarité, du chômage massif ou du sans-abrisme. La culture d'un peuple ne saurait, dans cet esprit, être dissociée d'un holisme de l'intégration dans une nation, laquelle aménage des poches de mobilité sociale tout en, à l'extrême de cette posture, critiquant les conditions de travail les plus pénibles. Or, dans ce canevas qui ressemble fort à un paradigme dominant kuhnien, il n'y a pas de perspective, si ce n'est marxiste, visant à sortir du cadre pour le penser de l'extérieur. Entériner ainsi le « travail », « le

---

[664] G. Noiriel, *Immigrés et prolétaires*, *Longwy, 1880-1980, op. cit.*,p. 297. L'auteur évoque la politique des médailles des maîtres de forge, remises accompagnées de cérémonies lors desquelles tous les ouvriers doivent être présents. De manière caricaturale, ces « *gratifications symboliques* » consistent parfois en « *témoignages publics* » de reconnaissance envers le patron, avec remise « *d'un bouquet de fleurs* ». *Ibid*., p. 299.

[665] G. Noiriel rappelle notamment cette position globale du groupe des historiens en France : « *Par exemple, un large consensus existe parmi les historiens français pour affirmer que les universitaires dont les travaux ne respectent pas les valeurs essentielles de la République doivent être poursuivis par les tribunaux et exclus de la profession* », *Etat, nation et immigration, op. cit*., p. 15.

[666] De manière encore plus symptomatique, W.E.B Dubois s'acharne littéralement, dans *The philadelphia negro*, à prouver que les Noirs seront de bons sujets sociaux et que la criminalité est malheureusement liée à la pauvreté et aux blocages dans l'accès à la condition d'ouvrier.

statut », « le CDI », « l'Etat providence », c'est prolonger une vision durkheimienne proche on le sait de la social-démocratie. Dans ce domaine académique, une caricature existe. Elle provient d'un historien célèbre, B. Geremek, maintes fois cité dans le champ de la pauvreté, un incontournable des recherches sur « les vagabonds et SDF ». La vision durkheimienne y est poussée dans ses retranchements, à moins de préférer la notion idéal-typique pour le caractériser :

« La composition des marges est déterminée par deux facteurs. Tout d'abord, la société exclut les groupes qui vivent en contradiction avec le bon ordre ou qui se livrent à des activités honteuses (les prostituées, les mendiants). Certains individus se séparent ensuite d'eux-mêmes, du corps social. Ce sont ceux qui enfreignent les normes de la vie collective, ceux qui s'adonnent aux activités criminelles. Il s'agit de ceux qui portent atteinte à l'autorité sociale, qui violent l'éminente dignité du système collectif. L'historien demeure impuissant devant les questions du criminologue. Il lui sera impossible d'établir quelle réaction chimique se produit dans le corps du bandit au moment où il commet son forfait. Nous nous attarderons spécialement sur un groupe que l'on qualifie traditionnellement de professionnels du crime. L'observateur oscille entre une répulsion morale et le pittoresque (…) François Villon le poète vagabond, c'est-à-dire, la couleur, la diversité d'un monde socialement malade. Nous ne faisons connaissance avec les marginaux qu'au moment où ils entrent en conflit avec les normes juridiques admises, le couronnement de cette façon de vivre typique. Il est révélateur de voir quels suspects sont visés dans ce recueil (du droit coutumier). Ce sont ceux qui ne peuvent attester ni propriété, ni moyen honnête de subsistance et qui se complaisent dans les tavernes (…). Au cours des premières étapes de la formation des agglomérations, les éléments d'immigration, socialement instables, ne veulent toujours pas se soumettre aux impératifs de travail et d'ordre »[667].

La linéarité de ce type de point de vue laisse peu de place aux sociologies critiques du monde capitaliste en tant que tel, ne renvoyant pas seulement aux luttes de classe et de race « en interne », mais aussi au procès structurel de son « ordre », appelant de ce fait une comparaison avec toutes les formes possibles « modernes » de vie sociale ; en particulier les recherches prenant au sérieux les perspectives alternatives ou challengeante du réel[668]. Partir d'un cadre théorique qui pose comme présupposé que le cela va de soi est déjà une emprise favorisant la collaboration à l'ordre social est une façon « externe » de qualifier les mondes sociaux, en dosant, pour chaque dimension de ces formations, chaque « groupe » ou « profession », pour chaque type de classe et de fraction de classe, leur « coefficient de perméabilité ». E.O. Wright, notamment, montre que les ouvriers qualifiés sont beaucoup plus « intégrés » dans l'ordre social dominant que les ouvriers non qualifiés[669]. Pris dans une « *contradictory class location »,* ils manifestent cette ambivalence entre deux loyautés, ambivalence que l'on retrouve dans les deux carrières morales possibles des reclus de E. Goffman ou encore dans la position intermédiaire des ouvriers anglais des petites villes de province décrites par N. Elias.

Le système de la collaboration a été défini comme une série de cercles qui empoisonnent littéralement la vie des dominés, des cercles de plus en plus larges. La part écrasante de la littérature portant sur les modes de vie, les mondes privés des ouvriers, les cultures d'atelier, les grèves et les

---

[667] *Les marginaux parisiens aux XIV^e et XV^e siècle*, Paris, Flammarion, 1976, respectivement p. 15-20 et p. 32. Tout l'ouvrage est parsemé de jugements de valeurs associant la dangerosité, la maladie, la nécessaire punition des marginaux, la dénonciation des luttes des ouvriers des villes. C'est un rare florilège de racisme social, et pourtant, cet « historien » fait partie des auteurs les plus cités dans le champ de la pauvreté, comme s'il passait bien finalement…

[668] Selon la proposition d'E. O. Wright, *Utopies réelles*, Paris, (trad.) La Découverte, coll. « L'horizon des possibles », [2010], 2017.

[669] *Classes*, Londres, Verso, 1985.

conflits collectifs omet de restituer à sa juste valeur la gangue des chaines relationnelles, *des jeux d'extraction des collaborateurs*, par « la mobilité sociale », laquelle se distribue dans toutes les arènes des micro-pouvoirs, dont ces fameux employés en « col blanc » à l'interface de l'aristocratie ouvrière et de la toute petite bourgeoisie. C'est la collaboration de retournement dont la figure caricaturale est le voleur issu de cité qui s'engage dans la légion ou l'ouvrier fidélisé en bureaucratisé du syndicat « maison » n'hésitant pas à recourir à la violence physique pour briser tout mouvement de revendication. Le cercle du contrôle comprend essentiellement les travailleurs sociaux et les forces de l'ordre. L'Etat s'entoure de fidèles puisés pour une partie au sein des classes populaires. Il est vrai que d'autres fractions en font partie et J. Verdès-Leroux a bien montré que l'origine sociale des intervenants sociaux s'est sans cesse abaissée sur une centaine d'années. L'immense majorité des moniteurs éducateurs et des éducateurs de rue proviennent des milieux précaires des classes populaires. Il reste que les professionnels du social comprennent encore une partie d'agents issus des petites classes moyennes. On ne saurait parler pour eux de retournement au sens classique. Ce sont des unités mixtes, associant deux grandes classes sociales sur le papier, au sens wébérien. La collaboration sera dite fonctionnelle ou organique au sens de Durkheim. Il y a une division du travail de collaboration, des strates, et les contrôleurs définissent un étage nettement identifiable. Tandis que le premier cercle est central dans le vécu des ouvriers mais secondaire dans l'identification par les sociologues. La petite fonction publique se concentre sur ses tâches de domination, à l'exception des professionnels hors d'un rapport de pouvoir, comme M. Cartier l'a bien analysé à propos des facteurs.

L'analyse des classes sociales s'est toujours organisée autour d' « ensembles » mis cote à cote. Même les stratifications reprennent le même schéma de délimitation ou de frontières. Les groupes de production, de statut ou de pouvoir sont toujours des groupes réels ou de papier qui sont comme juxtaposés, plaqués, figés comme des pions. La grande erreur a été de ne pas les penser, non pas de façon relationnelle, mais en « arrachages », un peu comme des particules qu'on libère d'un corps plus vaste. Avec Durkheim ou Elias, La division sociale du travail n'est pas pensée dans *cette logique de prise pour fabriquer une emprise*. L'interdépendance est spontanément fonctionnelle de groupe à groupe. Or, sur les frontières (les marches au sens du Moyen-Age), des éléments instables – puisque sous pression, courtisés ou menacés – sont arrachés pour servir de support au groupe au-dessus. Quand on a évoqué le cas des ouvriers chez Citroën devenant des kapos fascistes capables de tirer sur leurs collègues, on se situe de façon exemplaire dans cette fonction d'arrachage organisée par le patronat, moyennant des gratifications diverses. En offrant des positions de prestige, des promotions statutaires, de meilleurs postes professionnels, des planques, aux nervis qui ont freiné les luttes de classe dans les années 1970, c'est une partie de la classe ouvrière qui est fragmentée, comme éventrée. Cette fonction d'éviscération, d'éventration, se joue sur les frontières. Les militants cégétistes ou les communautés ouvrières soudées ne seront sans doute pas retournés, mais les prolétaires précaires, les groupes ouvriers déjà sous la coupe d'une hiérarchie tatillonne, les paumés, les immigrés ou les fiers de leurs muscles seront captés aux marges. Ces niches ne forment pas l'armée de réserve traitre dont parle Engels. Mais ce sont quand même des armées (les forces de l'ordre, les travailleurs sociaux, et même les fonctionnaires à capital culturel) qui grapillent ou sécabilisent des forces dans les forces populaires ; qui retournent des dominés, par la mobilité, par le statut (le prestige de l'uniforme des cols blancs, y compris dans l'armée, s'oppose aux vêtements sales – encore la saleté – des ouvriers si bien rendus par M. Thibaut dans *Ouvriers malgré*

tout qui découvre la crasse du nettoyage des rames de la RATP), par les gains matériels, par la jouissance de croiser ou de fréquenter des grands (la poignée de main d'un patron content après une purge ou une ratonnade). A l'opposé du plaquage des groupes ou des classes dans les classifications sociologiques, il faut au contraire promouvoir un regard sur la porosité, sur la faible appartenance, sur les ambivalences, sur les dissociations entre conditions matérielles de vie (ouvriers) et valeurs (les « personnalités autoritaires » chez les philosophes traumatisés de l'Ecole de Franckfort que l'on retrouve encore dans *La Distinction* de Bourdieu). La tradition marxiste a hanté la science sociale, forçant les intellectuels organiques affiliés à la contestation à faire perdurer le réalisme des classes quelles que soient les intensités (position économique, communauté d'appartenance matérielle dans les taudis ou les HLM, vote communiste, partage de loisirs, endogamie, etc). Presque jamais, les cinq dimensions/questions de la fuite/dissidence (ou escapisme), du retournement (sauf avec les études sur les mobilités), des bifurcations (changement de profession), et de la déviance (sauf peut-être cette dernière du fait de la peur qu'elle inspire aux possédants avec le banditisme et les illégalismes en général) des classes populaires, n'ont vraiment été mises à plat pour en finir avec le concept de classe populaire traditionnellement posé comme presque étanche aux autres groupes sociaux.

La porosité des classes provient de leur non existence comme groupe réel. Les travaux sur les classes de papier montrent que, sans un travail de réunification le plus souvent entrepris pas des syndicats, des partis ou des associations, les dominés partagent des conditions de vie très diverses, avec des styles de vie eux-mêmes différenciés, affectés par les relations tissées avec de multiples acteurs appartenant à d'autres groupes sociaux. Il peut s'agir de notables, d'agents religieux, comme à Winston Parva. Mais il y a aussi des allégeances qui se fondent sur le partage du pouvoir dans l'entreprise. Il y a aussi des lieux de mixité qui brouillent les appartenances sociales, comme les salles de sport où des membres des classes populaires peuvent côtoyer des membres des classes supérieures et nouer des « copinages ». Ce point de vue a le mérite d'insister sur ce qui divise le groupe des dominés : « nulle barrière infranchissable ne sépare des groupes » à condition de localiser, dans les organisations de travail ou dans les activités de loisir, les échelles d'attirance ou d'allégeance. La mobilité sociale, les circulations fonctionnent sur les proximités des dispositions sociales avec les postes sociaux offerts, les « offres d'achat » exercées, les collusions rétribuées, les opportunités saisies. Une des tâches les plus ardue de la science sociale est de comprendre comment le cela va de soi peut induire des dispositions autoritaires qui se joue dans l'intimité (violences conjugales) comme dans le quartier (caïdat). Les ouvriers favorables à la peine de mort, dont la personnalité autoritaire s'exprime notamment dans l'éducation des enfants, issus de familles ayant des membres enrôlés dans les forces répressives ou ayant des parcours de banditisme mettant à l'honneur la capacité guerrière auront sans doute des facilités dans les « transferts de schème » les faisant saisir l'opportunité d'un emploi comme gardien, agent de sécurité ou policier. S'ils sont ouvriers, ils seront plus ouverts « au dégradé de positions » les inclinant à accepter un poste de commandement dans l'usine, une fonction de contrôle, de rappel à l'ordre ou à la loi. La zone grise trouve là sa meilleure option. Les classes populaires réunissent ainsi un aggloméré, un conglomérat de cultures régionales, de profilages familiaux, de pentes ascendantes ou descendantes qui crée des opportunités pour les dominants, lesquels, le plus souvent, se contentent de dresser des « offres d'emploi ». Il faut ajouter à cela la déformalisation du groupe ouvrier, découpé en fractions professionnelles qui ne facilitent pas la visibilité d'une appartenance communautaire :

« L'Insee comptabilise près de 8 millions d'ouvriers en 1975 et près de 7 millions en 2002 (…) Deux processus sont ici en marche : une désouvriérisation de l'appareil productif français (…) Entre 1876 -un ouvrier sur deux travaille alors dans l'agriculture ou la pêche- et 2002, où on ne compte plus que quatre ouvriers agricoles sur cent ouvriers, la part des ouvriers industriels (transports compris) semble promise à devenir jusqu'en 1975 à devenir la composante principale de la classe, passant en cent ans de 42,2 % à 76,6 %. Aujourd'hui, alors que la statistique verse les transports dans le tertiaire et que les contremaîtres ne sont plus recensés comme ouvriers, le secteur secondaire ne représente plus que 49,5 % des ouvriers. La classe ouvrière cesse d'être à majorité industrielle pour devenir un nouvel ensemble social dont les emplois les plus fréquents se situent dans le commerce, les services marchands, les services non marchands, les transports. Les ouvriers d'industrie y représentent 35,6 % des ouvriers ayant un emploi, les ouvriers de la construction 13,9 % ceux du tertiaire 46,1 %. »[670].

Ce sont ainsi ces grandes masses fragmentées qui s'ouvrent à d'autres fragmentations en se distribuant dans les corps intermédiaires, non seulement pour fuir les postes ouvriers et les métiers les plus pénibles, mais aussi parce qu'ils sont invités par les pouvoirs en place à passer de l'autre côté de la barrière. La question des violences est centrale dans l'orientation des dispositions héritées. L'axiome est le suivant : plus la souffrance est forte, et plus la conscientisation de l'enfer est nette et plus la propension à fuir est forte. Fuir ou trahir ? Dans les camps, les plantations et les bagnes industriels au tournant du XX^{e} siècle, les choix sont vite faits. La survie, « les conditions de vie » au sens littéral, commandent un accord sans réserve lorsque le planteur ou le patron choisit les élus qui commanderont et cingleront les mauvais éléments, dont les fugitifs ou les fainéants. C'est donc à la fois l'orientation de l'opprimé mais aussi le niveau de violence subie qui fait « pencher la balance » dans un sens ou un autre. *Penser l'ordre social, c'est mettre en tension la fabrication des classes sociales en luttes d'un côté et, de l'autre, penser le travail de fragmentation entrepris inlassablement par les dominants*. C'est, au-delà du droit social (vacances, consommation, droits individuels et libertés publiques) et des cultures de marge (bars, bricolage, pêche, clubs de fans et de collectionneurs, déviances), le travail incessant des cadrages sociaux fonctionnels pour diluer les pratiques, segmenter les approches : passivité encouragée dans le collectif (religion, associations ludiques) ou l'individuel (jardin potager, accession à la propriété individuelle), menaces (contrôle social, pressions au stage), violences (prisons, matraquage, assassinats, licenciements, perte des avantages du paternalisme), retournement (métiers de la sécurité, métiers du contrôle social, du bandit à la légion), idéologie de la méritocratie (surmédiatisation de la volonté individuelle, du self made man), cultures occupationnelles (promotions d'associations ludiques ou culturelles comme les confréries, les chorales et fanfares, les activités des MJC).

Tout se passe comme si les sociologues du temps présent avaient sous les yeux le phénomène de la zone grise. Toutes les entreprises parlent aujourd'hui de « *collaborateurs* » et de « *coopération* »[671]. Qui n'est pas au courant de « *la déstabilisation d'une part croissante de la main-d'œuvre ouvrière et une mise en concurrence des ouvriers sur les marchés du travail* »[672], notamment par l'utilisation des intérimaires, mais aussi par la vieille méthode du paiement individualisé grâce aux « *primes sur les résultats, l'individualisation des salaires* » ? Qui ne connait pas ce constat : « *La condition ouvrière au travail est placée sous le signe d'évolutions contraires sur les versants desquels les ouvriers peuvent être conduits à émettre des*

[670] P. Bouffartigue, « Du système d'inégalités aux classes sociales », in *Le retour des classes sociales, op. cit.*, p. 80-81.
[671] *Ibid.*, p. 32.
[672] *Ibid.*, p. 82.

jugements contradictoires ou incertains (…) Les échelles de grandeur et de valeur différencient des unités de capital enveloppant des mondes ouvriers industriels hétérogènes »[673] ?

Surtout, alors que tout cet ouvrage porte sur le phénomène de loyauté des ouvriers, et des dominés en général, avec cet arrière-plan d'incongruité, le processus identique du côté des cadres semble évident et s'intègre à sa sociologie dès son origine. Le travail inaugural de L. Boltanski sur les cadres montre clairement la position d'entre-deux de ce groupe créé dans l'entre-deux-guerres tout en étant un auxiliaire naturel du patronat. S'il ne s'agit aucunement de tripartition ici, mais de division sociale du travail de domination -les cadres n'étant pas dans leur immense majorité issus des classes populaires- P. Bouffartigues énonce tout de même la notion de « *salariat de confiance* » :

« L'accent sur leur fonction de relais dans la domination sociale (…) C'est pourquoi une conceptualisation en termes de salariat de confiance s'avère féconde. La singularité et l'ambivalence de leur position professionnelle est d'emprunter à la fois à la notion de subordination et à celle de la confiance, c'est-à-dire de délégation qui leur est faite d'une part d'autonomie et de responsabilité. Ces notions accompagnent nécessairement une délégation d'autorité hiérarchique. L'employeur s'assure donc d'un minimum de loyauté en concédant à ses agents des avantages spécifiques, une garantie d'emploi et des perspectives de carrière »[674].

La zone grise, au sens large, est inscrite structuralement dans une distribution globale des classes sociales où le mécanisme de la collusion fonctionne aussi au sein des classes dirigeantes, notamment entre les actionnaires et la technostructure. Sous cet angle, il faut alors subsumer le groupe « classe moyenne » sous le concept d'auxiliaire du rapport de domination, mais sans lui imputer sociologiquement un rôle assimilable à la zone grise. La collaboration de classe est évidente, mais sans traitrise puisque les cadres sont des petits du monde dominant, remplissant parfois des fonctions faisant d'eux de « grands bourgeois » aux fortunes importantes, avec des carrières politiques. On sait que, dans le champ politique, la Troisième République a nourri nombre d'avocats. Le champ économique, d'autant plus poreux qu'il s'est mondialisé, offre de multiples opportunités aux « cadres » avides de carrières, de promotions, au point de devenir eux-mêmes patrons avec les start up. Ce que l'extrait de Bouffartigue apporte au débat, c'est la lucidité sur une position scientifique banale à propos de ces intermédiaires et auxiliaires ; lucidité qui s'efface en science sociale dès lors qu'on tire le curseur vers les classes populaires ; ces dernières n'étant pensées que sous l'angle d'un groupe (appartenance, communauté, culture) et d'un groupe rebelle (mobilisation, dissidences individuelles, résistances du micro-groupe d'atelier ou de quartier). Sans être un salariat de confiance, l'ensemble des postes de commandement et de contrôle endogènes (commandeurs, chefs d'équipe zélés, mouchards, jaunes, nervis en service commandé) n'ont jamais constitué un objet légitime en science sociale. Or, ce qui est valable pour les cadres l'est pour tous les groupes sociaux. C'est ce que cet ouvrage a voulu réintégrer dans la pensée sociologique.

Au-delà de ces auxiliaires fondamentaux du système que sont les troupes issues des classes populaires, on a les chefs d'équipe et les contremaîtres qui distillent aux aussi le bâton dans le monde des entreprises. Et, hors des boites organisationnelles, se découvrent les établis de Winston Parva étudiés par Elias et qui font exemplairement « les chiens de garde » auprès de l'élite locale en

[673] *Ibid.*, p. 83.
[674] *Ibid.*, p. 116-117.

discriminant la zone 3 des ouvriers dit outsiders et en rêvant mobilité résidentielle et rapprochement avec l'édilité locale.

Sans que cela n'ait suscité la moindre vocation dans une sociologie si prompte d'ordinaire à jouer aux marxistes et aux pourfendeurs des dominations, « le passage en force » vers les couches moyennes de la zone grise – que la vulgate académique nomme « division du travail », « mobilité sociale », « promotion », « carrière »[675]- n'est jamais pensé comme « l'occupation » de places pour assumer le jeu de la collaboration de classe. Or, les « intermédiaires » (professions intermédiaires) représentent désormais plus de 20 % de la population active en 2002, contre 11 % en 1962[676]. La masse à contrôler (ouvriers et employés, soit 55 %) voit les troupes de la caporalisation doubler en 40 ans.

A. Bihr et R. Pfefferkorn exposent les trois conceptions possibles des classes sociales. La perspective holiste où « *les classes sociales sont tout, c'est-à-dire des groupements où leurs membres partagent des conditions identiques* », forment « *un acteur collectif capable de s'organiser. Autrement dit, chaque classe sociale constitue une partie de la société globale* ». La perspective wébérienne où les classes sociales « *ne constituent qu'un type particulier de groupement* » dans un ensemble accueillant d'autres formes de segmentation (groupes de statut, partis politiques), selon le triptyque richesse, prestige, pouvoir. Enfin, la dernière conceptualisation précise que « *les classes sociales ne sont rien* ». Le raisonnement va nous être utile :

« Dans cette perspective, les processus de segmentation, de hiérarchisation, et d'opposition conflictuelle qui structurent les sociétés contemporaines ne donnent naissance à aucun groupement social réel. Ils ne mettent en jeu que des individus, qui peuvent certes partager des caractéristiques communes (une même position dans l'ordre de la richesse, du prestige ou du pouvoir) mais sans constituer pour autant des groupements sociaux réels. En effet, dans cette perspective : nulle discontinuité, nul fossé, nulle barrière infranchissable, ne sépare des groupes relativement fermés sur eux-mêmes. Au contraire, on insistera sur l'incessante circulation des individus entre les différentes positions sociales, autrement dit sur la mobilité sociale. La hiérarchie sociale se présente comme une sorte d'échelle continue de positions donnant au mieux naissance à des couches ou des strates sociales. La société se présente alors à l'image d'une coupe géologique ou d'un millefeuille, comme un empilement de couches ou de strates, comme un dégradé de positions (…) En aucun cas, il ne s'agit de groupements sociaux réels : par exemple, leurs membres ne possèdent pas de conscience d'appartenance commune ; et ils ne sont pas capables d'une action collective organisée en vue de défendre des intérêts communs. Quant à la conflictualité sociale, elle se réduit à la concurrence entre les individus pour l'accès aux différentes positions (aux différents échelons) de la hiérarchie sociale. Pas de lutte des classes, mais une intense et constante lutte des places opposant des individus ». Dans cette perspective, le seul acteur réel de la vie sociale est l'individu, un individu essentiellement individualiste, c'est-à-dire atomisé, séparé des autres individus par la lutte concurrentielle qui l'oppose à eux, essentiellement pour ne pas dire exclusivement préoccupé par ses intérêts singuliers, et ne pouvant d'ailleurs compter que sur lui pour s'assurer, conserver ou améliorer sa position sociale. En définitive, c'est cet individualisme, caractéristique de la société capitaliste, qui empêcherait la constitution de classes sociales. Individualisme qui se manifeste notamment par la lutte concurrentielle entre les individus à l'intérieur d'une même classe comme

[675] Il est tellement délicieux de lire Bourdieu, de penser Bourdieu, de respirer Bourdieu et de pérorer contre l'académisme et ses mille neutralisations et abstractions. Mais quand il s'agit de l'appliquer dans le cadre bien concret des opérations de nettoyage symbolique dans le champ scientifique académique, les chercheurs se protègent derrière une soumission de fausse humilité en ne critiquant guère les « pères fondateurs ». Il est pourtant au principe de la science sociale de ne jamais se situer dans le sacré ou la vénération. C'est ce type de contradiction qui se retrouve dans toutes les formes d'incapacité à mettre en pratique les recommandations anti-académiques de Bourdieu.
[676] P. Bouffartigue, « Classes et catégories sociales : quelques repères », *op. cit.*, p. 31.

par la possibilité qui leur est donné de changer de « classe » au cours de leur existence ou dans le fil des générations »[677].

Peu importe que les auteurs ne soient pas en accord avec cette vision qui a « *largement inspiré la sociologie américaine* »[678] et lui préfèrent la première option réaliste proche des marxistes. Cette analyse brosse, sans que les auteurs en ait bien sûr l'intention, le profil type du traître au sens sociologique. On y lit distinctement, au sein de la première conceptualisation réaliste où existent des ouvriers en lutte, l'existence d'éléments non contrôlables qui forment des sortent d'électrons libres recherchant l'alliance avec les chefs ou se prêtant rapidement au jeu de ces derniers moyennant des gratifications. En fait, compte tenu du cela va de soi, de l'inculcation de valeurs conformistes et des pressions constantes des institutions pour contrôler et rectifier les « fortes têtes », une grande partie des dominés se plie à ce jeu individualiste de la carotte. C'est donc dans la tension entre la constitution de la classe pour soi d'une part (famille dissidente, syndicalisme critique, mouvements sociaux, vies alternatives) et, d'autre part, la soumission à l'habitus national, selon l'expression de G. Mauger[679] -que l'on peut comprendre comme l'ensemble des inputs dominants dans l'habitus individuel et de classe des membres d'un Etat donné- que peuvent agir des individus collaborateurs. Leurs stratégies individuelles, contre le groupe « de base » vis-à-vis duquel aucune indentification n'a cours mécaniquement -concurrence, jalousie-, vont s'exprimer dans le sens des attentes des chefs et selon leurs directives (moucharder, dénoncer, accepter des positions de contrôle ou de répression, rechercher la promotion sociale en rendant service, etc). De la classe sur le papier à la classe mobilisée, il y a tout un parcours d'arrachement avec le cela va de soi et les injonctions institutionnelles au respect de la norme (école, entreprise, services sociaux, police, psychiatrie, prisons…) que le collaborateur n'a pas à entreprendre. D'une certaine manière, rien n'est plus probable socialement que la posture du fayot. Tout l'ordre social l'impose et les dominés en échec ou en résistance -avec la même clairvoyance- vont catégoriser l'autre comme fayot. Le passage de la société traditionnelle à la société industrielle a signifié une segmentation favorisant les deux postures, avec ceci de goffmanien que les dominés, au second degré, rendent leur pièce aux dominants en parvenant à extraire le cela va de soi (de la participation fonctionnelle) de son invisibilité et à en faire une catégorisation au sens des Grecs anciens, une accusation publique : « Tu es un fayot ». Ce déracinement des valeurs n'existe, on l'a dit, que dans la mesure où les violences sociales de l'exploitation -singulièrement en usine- introduisent une conscientisation du vécu de l'institution totale[680], et pour certains une mentalisation politique qui autorisera le processus vers un habitus de contestataire. Le cheminement est long, entre le grain de sable sous le capot -d'ailleurs dénoncé par maints syndicalistes engagés comme l'a bien constaté M. Pialoux, et ces mêmes engagés aux représentations multiples, des syndicalistes les plus mitigés aux rebelles révolutionnaires. Les découvertes bourdieusiennes, réinterrogées par un B. Lahire ou un G. Mauger, permettent de creuser la question des fidèles au poste, des arrachés de leur condition, des mous et des durs, bref, de l'espace des possibles des habitus individuels au cœur des habitus de classe. Hélas, ils n'ont pas pensé les complices de la domination, ces rôles et postures sans lesquels le pouvoir du haut ne peut s'exercer quotidiennement sur ceux d'en bas, à l'encontre surtout des

---

[677] A. Bihr et R. Pfefferkorn, « Du système d'inégalités aux classes sociales », in P. Bouffartigue (dir.), *Le retour des classes sociales. Inégalités, dominations, conflits*, *op. cit*., p. 37-53.
[678] *Ibid*., p. 45.
[679] *Avec Bourdieu, op. cit.* p. 67.
[680] P. Bruneteaux, *Les mondes rêvés de George*, *op. cit.*

récalcitrants qu'il faut surveiller et punir, mettre au pas de toutes les manières possibles : avertissements, sanctions, licenciements, humiliations, psychologisation, enfermement, moralisation, etc. Dans l'usine ou dans la cité, dans l'école ou en prison, en psy (CMPP, CMP, Hôpital) ou dans la version soft de l'accompagnement à la santé (PMI), les classes populaires sont encerclées par ces complices pour la plupart issues de leur groupe, et quand elles sortent dans l'espace public pour protester, tout un arsenal de châtiments (matraquage et blessures physiques, arrestations, garde à vue, amendes pour outrages, judiciarisations diverses) s'abat sur elles. Les collaborateurs forment une strate d'intervenants, soit dilués dans l'institution (le mouchard de l'usine, le fayot de l'école, l'indic ou la balance de la police ou de la prison), soit institutionnalisés (travailleurs sociaux, policiers). Mentionnons en passant que l'une des figures les plus connues, dans le milieu policier, est incarnée par l'indicateur, la balance. Toute l'histoire des relations entre les dissidents bandits et la police est traversée par l'enjeu informationnel de la dénonciation par « l'indic » ou, dans le jargon interne, « la balance ». Et, on l'a vu dans le chapitre 1, la science sociale peut aussi être dénoncée comme une balance puisque le sociologue rapporte les dires de groupes dissidents qui n'aspirent pas à la publicité. L'une des tâches de la sociologie, non des moindres et sans doute l'une des plus difficiles, consiste à repérer les conditions sociales de fabrication des habitus individuels des dominés telles qu'une part d'entre eux s'orientera vers les métiers de la complicité, une autre part dans les métiers éloignés de cette relation de service de l'Etat et des dirigeants (paysan, artisan, ouvriers sans engagement ni zèle, humanitaire en ONG, écologie, etc…), une dernière part dans le groupe en soi mobilisé pour mener des luttes sociales. B. Lahire, s'il montre la variété des contextes ou des dissonances marquant les individus d'une même famille[681], ne se penche pas sur les orientations précises qui conduiront certains jeunes des cités vers les métiers de la sécurité. C'est cette aberration sociologique que l'on va étudier, si l'on se situe du point de vue des « intérêts de classe », mais qui devient une trajectoire parfaitement plausible, si l'on retient la troisième option détaillée par A. Bihr et R. Pfefferkorn. Pour cela, il faut commencer par identifier et « localiser » le phénomène, ce qui, on l'a dit, demeure encore une sorte d'approche souterraine.

2/ De la hiérarchie dans le monde ouvrier.

▲▼

Les développements précédents ont montré qu'une partie de la classe ouvrière est structurellement inscrite dans la collaboration de classe. Elle est promue par les patrons dans le cadre de sa propre hiérarchie. « *La délégation a aussi pour fonction une certaine intégration de la maîtrise, que l'on souhaite revaloriser, c'est-à-dire rapprocher du corps directionnel. Le travail en équipes, nécessitant une bonne entente, faisait que la maîtrise, souvent issue de la base, restait assez proche du collectif ouvrier, chose inquiétante pour la direction* »[682]. De rares travaux présentent les flux de mobilité concernant les ouvriers promus dans les postes de l'encadrement. Ainsi, sur les 6 millions d'ouvriers en 1980, 59 000 sont devenus contremaîtres en 1985 – et 11000 contremaîtres sont devenus ouvriers – tandis que 42000 ouvriers sont devenus techniciens[683]. Ces chiffres gagneraient à être affinés afin de voir, ce qui est probable, que la grande majorité des chefs d'équipe, soit le premier échelon des contremaîtres, provient de la

[681] *L'homme pluriel, op. cit.*
[682] R. Galle & F. Vatin, « L'idéal de fluidité : industrie pétrolière et organisation du travail », in J.P. de Gaudemar (dir.), *Usines et ouvriers, op. cit.*, p. 77-92.
[683] F. de Singly & C. Thélot, *Gens du privé, gens du public*, Paris, Dunod, 1988, p. 70.

classe ouvrière, au double sens des ouvriers actifs d'atelier promus et des enfants d'ouvriers devenant directement agents de maîtrise.

L'encadrement cherche systématiquement « la collaboration de classe ». *Grain de sable sous le capot* nous a révélé les stratégies employées, notamment les pots après le travail. Tout l'ouvrage L'établi – et le film qui en est extrait – met en scène un contremaître cherchant à domestiquer d'entrée de jeu le nouvel arrivant en lui demandant de se méfier des « mauvais ouvriers » et de participer à la vraie vie sociale de l'entreprise. Citons encore ce passage ordinaire de la corruption légale des cerveaux ouvriers que M. Durand restitue en parlant de l'un des 4 potes de son équipe dans l'atelier des planches de bord :

« En octobre 1968, quoi de plus naturel, quand on habite Montbéliard, qu'on sort de l'école à 18 ans, que de se présenter au bureau d'embauche de Peugeot-Sochaux. Voilà comment le Gros touche à la chaîne. En 1972, il est parachuté au poste des planches de bord. Le Gras (contremaître de la chaîne) lui affirme au cours de l'entretien psychologique de mise en condition (bourrage de crâne) que c'est un poste de confiance, qu'on ne peut pas y mettre n'importe qui. Bref, le Gros doit se sentir honoré de cette faveur. Doit-il remercier son bienfaiteur, l'embrasser ? Non, mais sans blagues, ces chefaillons nous prennent vraiment pour des cons ! »[684].

G. Noiriel note incidemment les situations de concurrence révélées par les archives qui « *illustrent les jalousies de ceux qui ont vu leur ancien camarade d'atelier prendre la place de contremaître qu'ils espéraient* »[685]. Eternelle tension entre embourgeoisement ou loyauté, les deux carrières morales énoncées par E. Goffman se rejouent dans tous les secteurs économiques fonctionnant à la « carrière », la « promotion ». Si Marx ou Castel ont épargné la classe ouvrière salariée en tant que telle, victime de l'oppression car possédée par le statut du salariat, aujourd'hui, plus personne ne contesterait l'idée que le CDI est une mesure de protection des travailleurs contre l'arbitraire patronal : le temps partiel, l'intérim ou le travail à la journée, sont revenus à l'ordre du jour dès les années 1980 dans le régime Thatcher, notamment chez les Dockers filmés par Ken Loach. Le chapitre précédent portant sur la collaboration ordinaire a révélé le piège du cela va de soi, de l'intériorisation des normes dominantes au point que, puisque les bourgeois parviennent à faire de leur intérêt particulier un intérêt universel (la nécessité des marchés, le réalisme des lois économique, les châteaux privés comme patrimoine[686]), l'acceptation de l'ordre établi va bien plus loin que la simple intériorisation du « réel ». Il y a amour du bourreau, ce qui constitue une forme de collaboration, de servitude volontaire comme disait si bien La Boétie. Les ouvriers ordinaires travailleurs consciencieux sont en fait, objectivement, au regard de l'existence des réfractaires aux normes, des complices de l'ordre productif. Mais cette mise en dépendance ne serait pas ce qu'elle est sans l'armature hiérarchique de tous les « petits chefs » présents dans les ateliers pour encourager, attiser le zèle, surveiller, sanctionner. Dans l'ordre ordinaire de la production, la surveillance vise la discipline et l'assiduité dans le travail demandé. Mais il y a de nombreux cas où cette inféodation de la « maîtrise » au patronat signifie accepter de jouer les gardes chiourmes avec des buts criminels :

---

[684] *Grain de sable sous le capot*, *op. cit.,* p. 57.
[685] G. Noiriel, *Immigrés et prolétaires*, *Longwy, 1880-1980, op. cit.,* p. 225. Et l'auteur de poursuivre : « *Le plus souvent, les patrons préfèrent nommer à cette fonction des anciens ouvriers, parce que cela donne des perspectives de 'carrière' aux plus dévoués, c'est donc un moyen de les rendre plus dociles. De plus c'est un moyen non négligeable pour la direction de légitimer la fonction de 'chef' réservée dit-on 'aux meilleurs ouvriers'* ». G. Noiriel, *Immigrés et prolétaires*, *Longwy, 1880-1980, op. cit.*, p. 229.
[686] M. Pinçon-Charlot & M. Pinçon-Charlot, S. Beaud & M. Pialoux, A. Collovald, F. Ruffin, entretiens menés par J. Fidaz, *Classes en lutte. Entretiens*, Paris, Ed. Bruno Leprince, 2010, p. 34-35.

« Un vendredi, une entreprise sous-traitante appelle l'agence d'intérim dans laquelle Gaetano est inscrit. 'Nous avons besoin d'un intérimaire pour de la manutention sur le chantier'. Il s'agit du site d'une filiale d'Usinor-Sacilor. La mission est présentée ainsi : 'tri de tôles au sol'. Le lundi matin, avec le chef d'équipe de l'entreprise sous-traitante, il arrive sur le site de l'entreprise sidérurgique. L'un et l'autre découvrent alors qu'il ne s'agit pas d'un stock de tôles à trier au sol : il faut monter à neuf mètres de haut et couper au chalumeau la structure d'une charpente métallique 'jugée dangereuse' précise le journaliste qui rapportera les faits deux mois plus tard lorsque la famille se constituera partie civile. Ce n'est pas du tout un travail de manutentionnaire. Découper des tôles au chalumeau en hauteur, c'est un métier : chalumiste-monteur. Ce métier suppose une qualification (…) Gaetano tente d'expliquer au chef d'équipe que ce travail-là, il ne l'a jamais fait (…). Le chef d'équipe insiste. Il est pressé. 'Tu montes couper les tôles' ; 'Mais je ne sais pas faire ça, je ne l'ai jamais fait' ; 'Tiens, avec le harnais de sécurité, tu ne risques rien !' Gaetano est donc monté. Mais la tôle a coupé le harnais. Il a été tué sur le coup. Cet accident n'est pas une erreur mais un homicide »[687].

Dans l'analyse du fonctionnement de l'entreprise, en plus particulièrement de l'usine, que l'on vient de faire, la collaboration n'apparait qu'au travers de la traitrise la plus apparente, la plus immorale : les petits chefs qui font pression sur de jeunes intérimaires afin de leur faire faire les « sales boulots » ; les « Jaunes » qui continuent à travailler en délégitimant la grève ; et tous les mouchards et petits chefs qui essaiment autour des ateliers pour faire du zèle. Qu'en est-il des ouvriers qualifiés « dépanneurs », des superviseurs, des chefs d'équipes et des contremaîtres, ces derniers ayant été associés aux ouvriers dans les nomenclatures statistiques jusqu'au début des années 2000 ? Penser avec les mots qui font mal -traître, collabo, chien de garde- c'est d'une certaine façon remettre en cause la notion même de hiérarchie dans sa version légitime : « promotion », « mobilité », « carrière ».

Faut-il s'adosser à la réalité de la domination et des micro-pouvoirs pour s'infiltrer dans la brèche et aller au fond des choses, en disant : les luttes sociales sont contrariées par les mécanismes d'affiliation, de cela va de soi, de *fides implicita*, de capital symbolique, et aussi de service actif, de participation pleine et entière, locale ou nationale, à l'ordre, notamment dans la recherche des postes d'encadrement ? Ou bien faut-il prendre acte des différentes cultures ouvrières, des multiples prises de position des agents des classes dominées, sans pouvoir trancher, en mettant en avant le relativisme des valeurs ? Si tel ouvrier intégré anglais aime son patricien (chapitre 3), est-ce une prise de position d'un collaborateur ou une prise de position d'un habitus comme un autre, un tel pouvant glorifier un membre d'une élite, un autre un artiste ou un joueur de football ? Où mettre le curseur ? Comment penser la différence entre participer à ses activités professionnelles ou privées dans une horizontalité des valeurs d'une part et, d'autre part, être engagé, objectivement, dans un processus qui dépasse la personne et qui lui assigne une fonction verticale définie avant tout par le chercheur trop heureux de catégoriser avec ces ciseaux théoriques (chapitre 9) ? Les propos précédents ont indiqué que le postulat de départ de cette recherche consistait à prendre appui sur les « out » pour penser les « in ». [688]Non pas le point de vue souverain du chercheur hors

[687] A. Thébaut-Mony, *Travailler peut nuire gravement à votre santé*, Paris, La Découverte, 2007, p. 24-25.

[688] Le simple fait que la science sociale ait choisi de s'aligner sur les juges et les politiciens au pouvoir en banalisant le concept « délinquance », quand bien même celui de « déviance » existe aussi et fonde un courant important du milieu scientifique rendant compte des catégorisations des élites, plutôt que de symétriser le pouvoir (les prélèvements obligatoires) en défendant le concept « prélèvement direct à usage privé » par exemple -qui fera hurler les porte-paroles des institutions de recherche, montre bien que le relativisme est souvent à sens unique. Le durkheimisme a tracé la ligne à ne pas franchir, et je le répète, à ce jour, aucun laboratoire de recherche n'est spécialisé sur le colonialisme ou, mieux encore, la « France-Afrique », considérée comme une outrance verbale. Le syntagme absurde sémantiquement « outre-mer » est une catégorie juridique aussi idéologique que dire

de tout – et promouvant le relativisme si tant est qu'il soit possible – mais la mise en relation comparée des freineurs ou des grévistes d'un côté avec les zélés, les jaunes, les délateurs de l'autre.

Si le dilemme entre collaboration et résistance renvoie à une question morale – qui aurait le courage de sacrifier sa vie ou simplement risquer son emploi ? – ne faut-il pas l'implanter aussi dans les sociétés de paix ? Ce qui donnerait à peu près ceci : au nom de quel principe épistémologique le sociologue serait-il souverainement habilité à jouer au juge en décrétant que telle ou telle fonction sociale équivaudrait à une répugnante basse besogne dans l'appareil économique ou étatique ? Et que peut-on vouloir à quelqu'un qui risque de perdre son emploi en refusant une promotion ou en refusant, notamment les RH, de faire le boulot de licenciement pour lequel ils ont été formés par des enseignants pouvant parfaitement avoir été des militants par conscience le dimanche ? Si la science sociale est une physique sociale -ce que *Le Sens pratique* nous enseigne- elle ne pourra jamais s'y réduire. Au-delà des *illusio* et des engagements, n'y a-t-il pas d'abord une question de vie et de mort physique ou sociale dans les stratégies d'acharnement, qu'elles prennent pour nom « mobilité sociale », « promotion », ou « carrière » ? Si Bourdieu, au début de sa carrière, a « *voulu établir le principe de la différence entre prolétariat et sous-prolétariat* »[689], il reste qu'il est tout aussi important de comprendre le passage du prolétariat à quelque chose qui « fait moins mal » pour les intéressés, à condition de servir « ceux d'en haut ». La fuite hors des conditions les plus dures de la survie, la sortie des mondes dominés (ouvrier, salarié agricole, chômeur, jeune sans emploi, sortant de prison), sont des « sauve-qui-peut » favorisant, du côté du pouvoir, une sorte de chantage. « Tu en réchappe, d'accord, mais tu vas me rendre un service, autrement… ». Les violences des cols blancs dans les guichets, les humiliations des jurys à cause d'un accent ou d'une posture, les rappels à l'ordre dans la rue, sont autant de services, de sévices, que les petits bourgeois épargnés doivent rendre -au sens de Marcel Mauss- aux dominants.

En plus de la participation zélée au monde dominant (sa culture comme violence symbolique), en plus de devoir subir les mille visages de la caporalisation des ouvriers, les dirigeants économiques ont fabriqué une chaine de dépendances. Le terme le plus courant est « *hiérarchie* ». Encore un mot raboté jusqu'au silence ou, mieux, un mot écran qui banalise les formes d'emprise en cascade. Là où la science sociale dominante préfère « *interdépendance* » ou « *division du travail* », la sociologie critique de la tripartition dénichera des formes de corruption des subordonnés. Les patrons ne dirigent pas eux-mêmes leurs entreprises. La plupart du temps, ils se calent dans des fauteuils pour attendre les chiffres des experts comptables sur les dividendes dans les conseils d'administration. Alors que le travail est la valeur cardinale du capitalisme, les propres thuriféraires de ce modèle sont des subalternes formés dans les écoles de commerce ou de gestion. Ils deviennent « cadres », « agents de maitrise », « contremaîtres », « chef d'équipe », « régisseurs ». Ce qui nous intéresse ici n'est pas la domination en tant que telle mais sa réalité pratique au travers du maillage de postes d'intermédiaires. La tripartition impose de nous concentrer sur les petits postes

---

que l'Algérie était un département, envisagé autrement que comme imposition idéologique coloniale, à savoir comme une réalité sociale défendue comme un fait social aussi tangible que l'indépendance de la France ou la réalité de l'Etat. Personne ne s'aviserait de postuler cela. Et pourtant, toute la science sociale utilise « outre-mer » et « départements » comme un fait de base. Dans un numéro spécial de TERRA, « Quel colonialisme dans la France d'Outre-mer, j'ai essayé, avec d'autres, de porter le débat sur cet aspect catégoriel et donc conceptuel. A ce jour, presque personne ne cite ce numéro de recherche du côté des spécialistes des « Outre-mers ».

[689] P. Bourdieu, *Interventions, 1961-2001. Science sociale et action politique*, Marseille, Agone, 2002, p. 17.

d'encadrement, ceux qui ont été obtenus par les ouvriers dans les entreprises[690]. Les récits ouvriers ont déjà fourni plusieurs portraits de « petits chefs ». Il reste à en extraire le principe de fonctionnement.

La mobilité sociale ouvrière, en usine, est indissociable de la sociologie de la collaboration. Non seulement parce que c'est un fait objectif (dissociation des valeurs ouvrières, acceptation d'un rôle d'autorité, pouvoir discrétionnaire de certains et abus de pouvoir) mais aussi parce que ceux d'en bas ont presque toujours, dans les usines, dans les ateliers, au cœur du processus de l'exploitation, cherché à mettre des bâtons dans les roues au nouveau chef. L'histoire de la « maîtrise », des chefs d'équipes, des contremaîtres, est parsemée d'éclats d'obus dans une guerre de tranchées où les subalternes ont davantage souffert de la promotion de l'un des leurs que de leur soumission à un chef déjà là ou venu d'ailleurs. Il s'avère que, dans ma propre famille, mon père a été promu chef d'équipe dans la métallurgie. Les jours suivant sa promotion, ses copains d'atelier l'ont pris en grippe et l'ont dénigré. C'est un souvenir cuisant pour lui. Cette tension psychologique renvoie, selon V. de Gaulejac, aux troubles induits par le changement ascensionnel de position dans les étages sociaux. Les conflits psychologiques proviennent notamment du « *sentiment de trahison* »[691].

Dans les années 1970, en Italie, les ouvriers ont fréquemment externalisé leur haine des petits chefs en demandant aux militants des brigades rouges de les liquider purement et simplement. C'est dire que, dans les moments les plus sanglants des luttes de classe, les cibles ne se portent pas uniquement sur les représentants politiques ou les groupes « fascistes » organisés. Les personnes visées appartiennent directement au processus de production. Si Michel Verret se désolait que les ouvriers ne puissent pas bénéficier de l'appui purement technique des contremaîtres, c'est qu'il se refuse à aller au bout de son propre raisonnement. L'encadrement technique ne peut être dissocié de la fonction objective remplie par ces acteurs dans la structure usinière. C'est faire comme si le camp de concentration n'existait pas et qu'il fallait juste demander au SS d'être modéré. Cette vision individualiste du sociologue des ouvriers fait l'impasse sur les positionnements structuraux, notamment les pressions exercées par les grands chefs sur les contremaîtres et chefs d'équipe afin de maximiser la productivité des ouvriers. Le capitalisme est un maillage où les organisations sont liées les unes avec les autres autour du marché, autour de la concurrence et, aussi, autour du respect des normes sociales de productivité à propos desquelles toutes les études ont révélé leur source : l'intensification du travail, l'auto-discipline, la surveillance du groupe d'atelier, la mise en concurrence de groupes autour de performances récompensées. A ce jour, même dans les coopératives, aucune usine n'a renoncé à la chaine de commandement pour imposer un travail soutenu aux personnels. Il va sans dire que si une telle usine alternative voyait le jour, tous les patrons feraient bloc – on l'a vu avec LIP – pour rendre impossible l'autogestion ouvrière ou toute

---

[690] L'exit des ouvriers n'est pas de facto hors-sujet puisque le passage dans l'artisanat, la reconversion dans la fonction publique, témoignent d'un alignement sur le cela va de soi des postes intégrés. Mais le cœur de la démonstration consiste à prendre pour objet ceux qui demeurent dans les usines et deviennent, dit vulgairement, les capos des anciens camarades. La sociologie de la morale de la relation professionnelle indique, au travers des dizaines de récits d'ouvriers, que quelques « supérieurs hiérarchiques » demeurent « respectés » parce qu'ils ne sont pas des « garde-chiourmes » (lire notamment la myriade de mots utilisés par D. Martinez, *Carnets d'un intérimaire*, *op. cit.*). Mais les descriptions qui sont faites indiquent plutôt le contraire. Surveillés eux-mêmes par l'encadrement, poussés à ce comportement de harcèlement et de médisance (N. Jounin le montre clairement aussi dans son ethnographie du bâtiment, *Chantier interdit au public*, les insultes sont le mode langagier habituel sur les intérimaires et les manœuvres) pour espérer monter encore dans la hiérarchie « en étant bien notés », les petits chefs sont par définition dans une position difficile, au « contact » direct avec les dominés.

[691] Il est plus que probable que la recherche doive mettre en lumière la partition entre la hiérarchie complice, zélée, et l'encadrement technique, fonctionnel, sans intention d'harceler au quotidien les subalternes. Les promus peuvent ressentir aussi, cela est un troisième cas de figure, une névrose de classe. M. Lallement, *Le travail. Une sociologie contemporaine, op. cit.*, p. 269.

reprise d'une entreprise par les salariés eux-mêmes, phénomène rare en tous les cas[692]. Les contre-mobilisations des patrons sont rarement étudiées. Et pourtant, les dominants préfèreront un Tapie « repreneur » de sociétés pour un franc symbolique plutôt que de permettre aux salariés occupant leur outil de travail de pouvoir proposer une alternative dangereuse qui pourrait faire « tâche d'huile ».

Qu'ils soient parachutés en fonction d'un diplôme (BTS, DUT, ou même CAP ou BAC Pro) ou qu'ils soient promus à l'ancienneté, les petits chefs sont pris dans un autoritarisme qui vise à édifier une digue symbolique entre les ouvriers et eux, comme si une peur de la contamination, une frayeur d'être rattrapé par ceux d'en bas, les faisaient advenir de véritables petits salauds. Comme ce conducteur de travaux décrit par N. Jounin de nos jours :

« Le lundi, à 7 h 45, j'arrive au chantier. Il s'agit d'un immeuble en réhabilitation. Il y a trente à quarante ouvriers, la plupart sont employés par des entreprises sous-traitantes. A part moi, il y a d'autres intérimaires arrivés ce matin seulement : un maçon et Hassane, un manœuvre. Hassane est sénégalais (…) Les deux supérieurs auxquels j'ai affaire sont Tonio un jeune chef d'équipe portugais et le conducteur de travaux. Les deux distribuent des ordres qui me font naviguer du rez-de-chaussée au troisième étage pour des tâches souvent interrompues par une nouvelle consigne. (…) Pendant trois quarts d'heures qui suivent, nous descendons toutes ces portes, tandis que le conducteur de travaux nous suit, nous surveille et nous abreuve d'aimables remarques : « Eh bien alors ? Le problème, c'est que moi je peux la porter tout seul » ; « Vous dormez ? ». Ma couleur de peau blanche m'en épargne certaines, qu'il adresse plus spécifiquement à Lansana, du type : « Tu as niqué ta femme numéro combien ce week end ? » Puis c'est Tonio : « Dégage-toi de la benne, ne te coince pas ! De toute façon, si tu meurs, il y a plein de Noirs »[693]. « Mamadou suit d'un regard une femme marchant sur le trottoir d'en face. Brice l'interpelle. « Eh, Mamadou, elle est pas pour toi la femme blanche (…) Le Blanc il te nique Mamadou ». Rires. Brice conclut : « Au fond, je suis sûr que tu as une petite queue ». Mais en fin de journée, la musique des injures subit une inflexion. Laurent, un ouvrier qualifié, français, nerveux, excédé par une série de contretemps, finit toutes les phrases destinées à Mamadou par un « macaque » agressif. Mamadou répond par des vannes, des gestes obscènes, mais jamais il ne profère une insulte équivalente à « macaque » ou « cafard ». L'humiliation fonctionne comme un rappel à l'ordre du statut. « Où il est mon Noir ? », c'est toujours de cette manière que Frédéric demande si l'on n'a pas croisé Jean »[694].

Les nouvelles formes d'exploitation renouent parfois avec les anciennes (retour des missions à la journée, pénibilité des charges, accidents du travail, facilité de licenciement le jour même, harcèlement, injures) tout en définissant un monde nouveau, caractérisé par l'embauche quasi-exclusive d'un prolétariat étranger, notamment africain, dans les chantiers de construction (courtes missions dues au statut des sans-papiers, racisme généralisé, aucune syndicalisation possible). L'apartheid professionnel rive les ouvriers africains dans les basses positions de manœuvre, tandis que les anciens dominés (du pourtour méditerranéen) occupent les postes subalternes de commandement avec les Français. Le racisme y est banalisé, avec son lot de provocations et de mensonges, la concurrence pour l'embauche facilitant la toute puissance des petits chefs pour l'immense majorité des Occidentaux. De ce fait, la domination économique est couplée avec la domination raciale, plongeant de ce fait le capitalisme dans un « néocolonialisme

[692] C'est le cas de l'usine de madeleines Jeannette qui, sans procéder strictement de l'auto-gestion, a connu une liquidation en 2013 avant une reprise par les salariés avec un financement participatif en 2015 et une gestion solidaire avec une hiérarchie technique mais sans les procédés ordinaires du contrôle.
[693] N. Jounin, *Chantier interdit au public, op. cit.,* p. 6-7.
[694] *Ibid*., p. 26 et 33.

de maison » qui prolonge sous de nouveaux horizons hexagonaux les oppressions de jadis, là-bas. « *Jeunes immigrés, souvent sans-papiers, mal payés, peu regardant par obligation* »[695], ce nouveau prolétariat est pressuré et moqué par des promus qui occupaient autrefois leur place. N. Jounin rappelle « *la peur des mouchards* » et détaille le mode de fonctionnement des « *institutionnels* » et des informels dans les différentes entreprises qu'il a fréquentées[696]. Entre les syndicats « maison », le compagnonnage personnel de tel ou tel patron et les ouvriers fidélisés par leur « *chef* » le suivant sur tous les chantiers, toute une gamme d'encadrement et de subalternes aux ordres essaime dans les chantiers de construction. Un conducteur de travaux se confie à l'auteur :

« Un chef de chantier, principalement, c'est un meneur d'hommes. Et il y a deux techniques pour être meneur d'hommes. La première, c'est la confiance. Tu mets en confiance, t'instaures un climat sympathique en faisant comprendre que si tu travailles c'est pour le bien de tout le monde. Et puis il y a la manière en gueulant, en se montrant pas sympathique, alors que des fois on l'est mais il faut pas le montrer, gueuler tout le temps, essayer d'instaurer un climat, un peu, presque de terreur, pour faire avancer les équipes comme ça »[697].

Le témoignage de D. Martinez, intérimaire sur des dizaines de chantiers divers, autorise une montée en généralité autour des « petits chefs », toujours en train de surveiller, de traquer la faute ou le repos à l'arrache, de provoquer, d'insulter, de donner un surplus de travail. Ces actes d'initiative, détaillés dans l'ordre disciplinaire (l'armée avec la *chicken shit*[698], les matons pervers des prisons) ou totalitaire (les camps avec les Kapos), sont rarement mis en avant dans l'analyse des « sociétés de paix », notamment dans les institutions économiques. Or, ils participent de la même logique. Dans un milieu contraint, la propension à trahir est proportionnelle au degré de maltraitance subie : « *Plus l'oppression est dure et plus la disponibilité à collaborer avec les oppresseurs est répandue parmi les opprimés* »[699]. Il faudrait ajouter, plus l'oppression est dure et moins les possibilités de riposter sont importantes. Dans les usines, en régime démocratique, la syndicalisation, les grèves, les démissions, voire les ripostes physiques immédiates sont possibles et limitent le phénomène tactique de collaboration avec l'ennemi. Pour autant, l'aspiration à la dominance, l'appel d'air vers le matonnage est présent et encouragé tandis que la recherche de neutralisation des dissidences est scrupuleusement aiguillonnée dans les relations d'atelier[700]. Les nombreux récits d'ouvriers viennent souvent en contrepoint des analyses sociologiques de l'usine, du « travail ouvrier », des « organisations ». Le quotidien est fait, pour les ouvriers, les intérimaires, les manœuvres, d'un lot de pressions systématiques qui s'agrémentent d'actes d'initiatives (blagues racistes, petites tâches annexes vexatoires, harcèlement). Tout au bas de l'échelle des ouvriers, intérimaire manœuvre, salarié des basses besognes, les plus pénibles, les plus dangereuses aussi, D. Martinez a enchainé les missions en décrivant les dizaines de chantiers où les petits chefs se sont illustrés. Une seule fois, lui et ses collègues tiennent tête à une « ordure » qui menace de les licencier le jour même à cause d'une protestation de l'un d'entre eux[701] (les intérimaires pouvant être virés sur le champ après appel de la société d'intérim). La plupart du temps, il doit travailler avec, dans son dos, à ses côtés

---

[695] *Ibid.*, p. 73.
[696] *Ibid.*, p. 153 et s.
[697] *Ibid.*, p. 158.
[698] P. Fussell, *A la guerre. Psychologie et comportements pendant la seconde guerre mondiale*, Paris, (trad.) Seuil, 1992, chapitre 8.
[699] P. Lévi, *Les naufragés et les rescapés*, *op. cit.*, p. 43.
[700] D. Bouvet, *L'usine de la peur, op. cit.* L'auteur détaille par le menu les pressions des petits chefs pour ne pas se présenter comme délégué CGT dans une usine Citroën.
[701] L'épisode est relaté in extenso et mérite la lecture. *Carnets d'un intérimaire, op. cit.*, p. 94-98.

ou de loin, le regard et la présence du « *garde-chiourme* ». Le regard de mépris ou « *le demi-sourire goguenard au coin des lèvres* »[702], « *le sourire narquois à la commissure des lèvres* »[703], la façon de donner des ordres en « *éructant* » avec « *la rage de l'impuissance* »[704], supporter la litanie des « *reproches* » et l'impression d'être traité « *comme des serfs* »[705], « *les paroles blessantes qui claquent comme un coup de fouet* »[706], « *les remarques acerbes d'un petit chef de seconde zone à propos du peu d'enthousiasme que je manifestais dans l'accomplissement de cette tâche très valorisante…* »[707], les insultes « *nous ne sommes pas là pour nous branler* »[708] « *Vous n'aurez jamais fini ce soir bordel…si c'est pas fini, vous allez rester ce soir…et bien sûr il n'y a ni syndicat ni délégué du personnel* »[709], « *les brimades et menaces de sanctions* »[710], « *l'exécution des ordres* » à la lettre « *sans aucune prise d'initiative de notre part* »[711], s'abattent sur les intérimaires en plus des conditions de travail dangereuses et souvent sous la pluie, sans comité CHSCT d'hygiène, avec des missions qui équivalent le plus souvent à des tâches de forçats (charges lourdes) sans les protections nécessaires, sans l'obtention des primes dues ; avec du coup, une accumulation de fatigue, des accidents du travail, des maladies, des tensions dans les couples. La perversité de la collaboration se mire dans cette intention d'écrasement, dans la jouissance du mépris de l'autre, dans cette accumulation de grossièretés et d'injures qui sabordent le moral et éveillent la haine quand, à la charge du travail, vient s'adjoindre une surcharge tout à fait symptomatique de l'acte d'initiative :

« Maintenant, nous déchargeons des panneaux de placo. Le chef de chantier, jugeant qu'un panneau ce n'est pas lourd, nous ordonne d'en prendre deux à chaque voyage. Il faut noter que, même si le poids est supportable, ils sont assez volumineux. Nous devons ensuite les monter au second étage en empruntant un escalier très raide. Je vois Thierry grimacer. Ses yeux indiquent qu'il peste intérieurement contre le connard qui nous commande. Ils brillent d'un éclat particulier. Intense. Une dégaine pas possible, ce responsable des travaux. Tout à fait le genre de mec qui y croit. Un dynamique, un fonceur. En bref, un emmerdeur, champion du léchage de cul de ses supérieurs hiérarchiques »[712].

Quelle magnifique transition avant d'aborder le travail social que l'analyse interne de D. Martinez à propos des kapos étatiques de « Pôle-emploi » ou des « ASSEDICS ». L'usine n'est pas seule en cause dans les petits martyrs des prolétaires. Depuis les mauvais pauvres jusqu'aux assistés fainéants en passants par les chômeurs qui ne cherchent pas du travail, les élites politiques n'ont eu de cesse de mobiliser des intermédiaires afin de créer une police du travail. Laissons la parole à l'intéressé :

« Le travailleur intérimaire essaie par tous les moyens d'échapper à sa misérable condition en retrouvant un emploi stable – ce qui apparait actuellement une utopie dans ce pays. L'obsession est là : échapper à la précarité – qui me semble l'une des raisons majeures pour laquelle nombre d'intérimaires sont toujours inscrits sur les listes de l'Agence nationale pour l'emploi. D'autre part, retrouver de nouveaux jobs ouvre des droits nouveaux en matière de taux d'allocation chômage.

---

[702] *Ibid.*, p. 30.
[703] *Ibid.*, p. 46.
[704] *Ibid.*, p. 32.
[705] *Ibid.*, p. 35.
[706] *Ibid.*, p. 51.
[707] *Ibid.*, p. 37.
[708] *Ibid.*, p. 61. Et aussi p. 64.
[709] *Ibid.*, p. 63.
[710] *Ibid.*, p. 42.
[711] *Ibid.*, p. 47.
[712] *Ibid.*, p. 90.

Mais une telle existence est par trop sujette aux tracasseries administratives de l'ASSEDIC. Les intérimaires font en effet l'objet d'une surveillance vigilante de leurs services - au cas où il leur viendrait l'idée malsaine de frauder. Cet organisme traque ceux qui ne déclarent pas l'intégralité de leurs missions temporaires. Je n'ai pas honte de l'avouer : parfois, lorsque j'ai été appelé pour un travail d'une matinée -manutentions diverses, inventaire, déchargement d'un camion- il m'est arrivé de ne pas le mentionner sur ma carte de pointage. Nombre d'intérimaires agissaient de la sorte en réaction à une telle exploitation. Mais ce n'est plus possible maintenant. Ils s'y entendent en matière de recherches, d'enquêtes et d'investigations, ces fouilles merdes, depuis que les sociaux-traîtres ont accentué leurs pouvoirs. C'est en effet Martine Aubry qui exigea, avec l'aval de Bérégovoy, l'ouverture du fichier informatique et libertés afin d'exercer une stricte surveillance à l'encontre des chômeurs, mais surtout pour pouvoir coincer les malheureux qui effectuaient quelques petits boulots précaires, souvent pour pouvoir bouffer. Ce flicage, indignes de soi-disant socialistes, eut pour effet de radier de nombreux demandeurs d'emploi et, ainsi, d'en éliminer le plus possible des statistiques de l'ANPE »[713].

Dans un ouvrage clé sur les nouvelles figures du sous-prolétariat et du prolétariat, un collectif de sociologues, journalistes et écrivains constate les effets d'invalidation des contrats temporaires d'activité auprès des salariés en CDI, division pensée dans les termes de la collaboration.

« Au bout d'un an de contrat dans la même entreprise, son constat (Samir) est amer, celui d'un « apartheid social » invisible. Ceux qu'il appelle « les embauchés » traitent les intérimaires par le silence, sinon par le mépris. Différences de génération, d'aspiration, de mentalité ou d'intérêt syndical contribuent à maintenir les travailleurs précaires à l'écart – eux qui justement, font la plupart des sales boulots. Du coup, entre ces deux mondes en chiens de faïence, les intérimaires qui désireraient « se poser un peu ou se marier » sont contraints de faire du zèle auprès du chef de service ou des « prolos embourgeoisés » dans l'espoir de transformer leur mercenariat hebdomadaire en vrai CDI. Comme dans les cours de récréation, ces fayots-là sont baptisés « suceurs ». Ainsi va le jeu de la carotte et du bâton ; Entre promesse d'embauche ferme et possibilité de résiliation à la semaine, il insère cette main-d'œuvre éjectable et corvéable à merci dans une logique de débrouille individuelle, la privant des formes de solidarité de la culture ouvrière, ce qui contribue à l'exclure et à la stigmatiser »[714].

La mise en concurrence entre les salariés, depuis les années 1970, n'est donc pas qu'une stratégie économique en vue de soutirer le maximum de travail au moindre coût de la part de ces prolétaires non protégés, ni par l'encadrement, ni par les autres salariés. Un enjeu de management, associé à la division du groupe ouvrier, s'implémente avec les résultats que l'on sait. Les plus exploités sont rejetés par les « *embauchés* » « *fayots* » (les auteurs) et « *suceurs* » (Samir) qui sont, à la base, des ouvriers jouissant d'un statut qu'ils ne veulent pas perdre. Les « *embourgeoisés* » sont pris dans cette spirale de dépendance et de menaces. Sans leur adhésion et leur loyauté, le risque est d'être licenciés et de se retrouver dans la position d'intérimaire par la suite. Cet effet de miroir est donc indissociablement un phénomène individuel de traître, mais aussi un phénomène structural de « *fayots* » comme l'affirment les auteurs de l'ouvrage collectif. Le capitalisme ne produit donc pas à la marge la zone grise. Celle-ci est consubstantielle aux stratégies les plus opératoires de la domination. Cette dernière peut être paternaliste (Michelin), consensuelle (accords réguliers)

[713] *Ibid.,* p. 43-44.
[714] S. Beaud, J. Confavreux, J. Lindgaard (dir.), *La France invisible*, Paris, La Découverte, 2008, p. 231-232.

conflictuelle (grandes entreprises avec des syndicats structurés) ou fondée sur la peur, la menace du précariat.

La socio-histoire de l'exploitation restitue les couches archéologiques du processus de segmentation – et d'une unique division morphologique, erreur de Durkheim – des ouvriers. R. Castel a montré comment le salariat a constitué la forme la plus basse du statut social sous l'Ancien Régime. A peine affranchi du servage et rejeté des corporatismes urbains qui disparaitrons au XIX[e] siècle, le salarié ouvrier va devenir une matière corvéable que le capitaliste a toujours voulu conserver dans cet état grégaire. Condamné à survivre jour après jour, l'ouvrier était livré aux kapos de l'époque, les marchands d'ouvrage. Ces intermédiaires, ayant toute la confiance des patrons, recrutaient les travailleurs loyaux et fidèles qui allaient travailler sans éprouver la moindre velléité de soulèvement. Pour ces services rendus, le marchand était grassement payé et le plus souvent ne donnait même pas le salaire promis aux recrutés, les taxant au passage de l'accès au travail. Ce servage à peine déguisé fut la norme au XIXe siècle. Le mouvement ouvrier et l'Etat (en 1848) tentèrent de contrer ces fascistes économiques avec les bourses du travail et les bureaux de placement. Il faut attendre la Libération et le poids du Conseil national de la Résistance pour découvrir officiellement une interprétation bien différente et qui ne durera guère :

« Durant cette période, le travail temporaire est à la marge de la légalité puisqu'une ordonnance de 1945 interdit le placement de main d'œuvre à but lucratif, auquel on peut l'assimiler. Cette interdiction réfère à une histoire sociale déjà ancienne : 'Accusés de se comporter en marchands d'hommes et éventuellement en briseurs de grève, les bureaux de placement qui pouvaient exister font l'objet d'une condamnation par le mouvement ouvrier naissant qui, en même temps qu'il met en place des bourses du travail dont une des fonctions sera d'assurer le placement des travailleurs, appuie l'idée d'un service public de l'emploi. C'est ainsi qu'en France, en 1848, la commission du Luxembourg dont la présidence avait été confiée à Louis Blanc recommandait simultanément la réduction de la durée du travail, l'abolition du marchandage et l'organisation des bureaux de placement' »[715].

Le marchandage est au bureau de placement ce que l'individuel est au collectif, ce que l'intérêt individuel est au sens de l'universel. Le premier est de type maffieux et vise à soumettre avant de sélectionner professionnellement le travailleur. Le second s'adosse sur les qualités techniques de l'ouvrier. Voilà pourquoi le marchandage avoisine avec l'Ancien régime et les formes de servage étudiés par Marx. Les intérimaires sont les descendants de ces marchands économiques de la main d'œuvre, véritables kapos civils qui avaient l'aval des patrons. Pourtant réprouvé suite à la délégitimation du patronat collabo en 1945, il refait surface après les résurgences des habitus du cela va de soi, à commencer par les harcèlements tout azimut d'un patronat en odeur de revanche. Il aura tout de même fallu attendre 1969 pour que la CGT négocie avec Manpower la première convention en vue de contrôler un tant soit peu cette machine venue des USA, qu'on pourrait résumer d'un trait : « Trouve-moi des ouvriers obéissants ». Du coup, la zone grise fonctionne dans plusieurs directions : ce sont les sociétés d'intérim, kapos organisationnels du capital ; ce sont les ouvriers en CDI dont on vient de voir qu'ils vivent à côté du servage moderne en se différenciant

[715] D. Glaymann, *La vie en intérim*, Paris, Fayard, 2005, p. 51. Cet ouvrage pro-capitaliste souvent caricatural ne pouvait pas ne pas aborder les origines de l'intérim. Mais il faut avoir le courage de livre en entier cet ouvrage de sens commun dominant où il peut être dit, tranquillement, que « *le travail temporaire répond à un besoin limité mais certain de la société contemporaine* ». *Ibid.*, p. 61.

des parias tout en vivant en miroir dans la crainte du déclassement ; ce sont les petits chefs aux statuts multiples qui s'interposent dans la hiérarchie entre des cadres apeurés et des ouvriers frustrés prêt à se rebiffer ; ce sont les agents de sécurité dont on a vu la progression quantitative incoercible dans l'espace économique marchand. Le capitalisme crée une véritable division du travail de service. Une hiérarchisation de zones grises interconnectées. Rien n'est plus opposé au postmodernisme que ce monde de l'interdit de conscience.

La division sociale de la domination économique ne suffit pas à faire taire les opprimés. Le contrôle social vient, en surplomb, apporter sa contribution à la dénonciation de ces exploités renommés fainéants, assistés, profiteurs, joueurs, alcooliques, violents, « intolérants à la frustration » comme se plaisent à le dire les psychologues des pauvres relayés par les travailleurs sociaux. « *Un pauvre qui arrive à survivre sans travailler c'est malsain, il donne le mauvais exemple à ceux qui survivent en travaillant* »[716], conclut D. Martinez fort justement en montrant comment le pouvoir justifie l'emploi des intermédiaires sociaux en leur offrant une noble mission. La petite-bourgeoisie du contrôle s'imprègne de ces valeurs d'ordre, d'exécution stricte de la règle, du respect des codes d'effort et de bonne volonté. Il revient au travail social de prendre en charge ces prolétaires et ces exclus qui demeurent des mauvais travailleurs ou des mauvais pauvres, leitmotiv des dominants depuis la nuit des temps.

[716] D. Martinez, *Carnets d'un intérimaire, op. cit.*, p. 69.



Chapitre 6

– Contrôle social et répression

les intermédiaires du rappel aux normes sociales

▲▼

« Toutes ces institutions qui, en France, paraissent si humanitaires, si médicales, si scientifiques, les centres prophylactiques, les foyers pour jeunes en danger, les maisons d'éducation surveillée, dirigés par des gens qui ont l'air d'assistants sociaux, d'éducateurs, de médecins, mais qui finalement, sont des policiers : dans ce large éventail de professions si différentes en apparence, on constate une fonction commune qui les enchaine ensemble, celle de geôlier. Toutes ces professions ont pour fonction commune la surveillance, le maintien sous les verrous des existences marginales qui ne sont ni vraiment criminelles ni vraiment pathologiques ».

M. Foucault, *Dits et écrits,* Paris, Gallimard, 2012, tome 1, 1964-1975, p. 1167.

« Vidocq, fils d'un boulanger d'Arras, s'était enfui de chez lui très jeune pour s'engager dans l'armée de Dumouriez. Emprisonné pour faux, il fut condamné à 8 ans de travaux forcés. Deux fois il s'évada et il fut repris. Il réussit à sa troisième tentative et regagna Paris où il vécut parmi les voleurs, étudiant leurs méthodes. La première chose qu'il apprit sur leur mode de vie, c'est que la société ne leur permet pas de vivre honnêtement. Il alla trouver certains responsables de la police et leur proposa un marché : en échange de son amnistie, il offrait ses services. Il était prêt à utiliser sa profonde connaissance du milieu de la pègre pour faciliter la capture des criminels ; il constituerait sa propre force de police basée sur ce principe : se servir des voleurs pour prendre les voleurs. Les policiers étaient incapables d'enrayer une vague de criminalité qui ne cessait de monter depuis la révolution. Les hommes de Vidocq, bientôt connus sous le nom de « la bande à Vidocq », formèrent le premier corps de détective de France dont l'extension progressive aboutit à la Sûreté ».

B. Lévi, *Les Sanson. Une dynastie de Bourreaux*, Paris, Mercure de France, 1976, p. 243-244.

« François Dubet dans son livre de 1987 sur la galère notait que beaucoup de jeunes de cité avaient acquis, au contact des travailleurs sociaux, des éléments de culture « psy » qui apparaissaient dans leur manière de s'exprimer, de parler d'eux-mêmes (« ça dépend de la personnalité », « je suis pas bien dans ma tête », etc.). Il est important, je crois, d'être attentif à ces questions si l'on veut parler de classes populaires dans la France d'aujourd'hui. Un paradoxe de la situation française, c'est qu'il y a à la fois un très net durcissement de la domination sociale à laquelle sont soumises les catégories populaires depuis vingt ou trente ans, dans le monde du travail notamment, en même temps qu'une tendance sensible de ces mêmes milieux populaires au désenclavement culturel ».

« Haut, bas, fragile : sociologies du populaire. Entretien avec Annie Collovald & Olivier Schwartz », *Vacarme*, n°37, 2006, p. 50-55.

« Les espaces de travail dans les bâtiments administratifs permettent d'illustrer cette idée. Aux yeux des employés et des observateurs extérieurs, ils rappellent constamment ces distinctions : qui détient le pouvoir de récompenser ou de punir, qui est compétent et indépendant, ou qui, par opposition, est sous surveillance et doit être suivi pour ne pas sombrer dans la non-conformité et l'incompétence. À cet égard, les caractéristiques architecturales créent de subtiles distinctions, au moyen de symboles que tout un chacun

apprend à reconnaître : un meuble de bureau rangé et ordonné symbolise la délégation du travail à des subalternes, quand la même surface encombrée de papiers est signe au contraire de tâches qui ne peuvent être évitées ou confiées à d'autres. Il en va de même pour les espaces de travail, de tailles différentes, décorés ou non ; un bureau formé de cloisons qui ne vont pas jusqu'au plafond ou un espace de travail dans une grande salle de rédaction ; la salle d'un service de dactylographie ou un loft industriel ; un lit dans une caserne, ou dans un dortoir d'hôpital psychiatrique ou d'une prison ; avec des infirmiers ou des gardes susceptibles d'écouter les conversations et d'exercer une surveillance invisible au moyen d'un système de télésurveillance ».
M. Edelman, « L'espace et l'ordre social », *Politix*, n° 97, 2012, p. 7-24.

« *Le consensus de toutes les 'professions sociales' : la famille n'était plus capable de faire face à ses obligations. Médecins, psychiatres, experts de développement de l'enfant, représentants de cours de justice pour adolescents, animateurs du mouvement pour l'hygiène publique, tous disaient la même chose. Ellen Richards, fondatrice de l'assistance sociale dans sa forme moderne, affirmait : 'Dans la République sociale, l'enfant est, en tant que futur citoyen, un bien de l'Etat et non la propriété de ses parents' (…) Selon la nouvelle pensée gouvernant la réforme sociale, les droits des parents sur leurs enfants étaient fonction de la bonne volonté avec laquelle ils coopéraient avec les tribunaux. 'Nulle concession ne doit être faite au parent inapte'. Suivant la même logique, un autre représentant des professions de l'assistance expliquait que le refus de coopérer avec les cours de justice et les autres institutions prouvait que le parent 'avait une vue erronée des autorités constituées ; il perdait ainsi le droit de s'occuper de ses enfants. Les réformateurs pouvaient alors concevoir 'la socialisation des travailleurs' comme la solution aux conflits de classe* ».

C. Lash, *La culture du narcissisme. La vie américaine à un âge de déclin des espérances*, [1979], Paris, (trad.) Flammarion, 2006, p. 200-201.

Foucault : Le travail social s'inscrit à l'intérieur d'une grande fonction qui n'a cessé de prendre des dimensions nouvelles depuis des siècles, qui est la fonction de surveillance-correction. Surveiller les individus et les corriger, dans les deux sens du terme, c'est-à-dire les punir ou les pédagogiser.
Tréanton : Les travailleurs sociaux contribuent, la plupart du temps implicitement et sans le vouloir, au maintien de l'ordre.

M. Foucault*, Dits et écrits,* Paris, Gallimard, 2012, tome 1, 1964-1975, p. 1181-1234.

1/ Introduction : transfuges et complicité

▲▼

Cet extrait de M. Foucault mettra tous les chercheurs actuels sur le « social » dans l'embarras. A commencer par des chercheurs comme M. Chauvière[717] qui, dans la lignée d'un (vieux) R. Castel, prétendent que le travail social ferait partie des « supports » fondamentaux des « précaires » dans une société « d'individus hypermodernes » recentrés sur un destin tragique n'identifiant plus leurs protecteurs. Des « géôliers » nous dit un M. Foucault dans la pensée critique des années 1970 de fait bien enfouie aujourd'hui dans la tombe d'un renoncement complice ? En fait, paradoxalement, le philosophe historien ne va pas assez loin, quand bien même il place au même niveau théorique les forces de l'ordre et les travailleurs sociaux. La position de collaborateur masque le phénomène de la mobilité, celui de l'origine sociale, celui du décrochage et de l'adhésion au groupe supérieur, d'autant plus lié à des logiques de loyauté que l'engagement dans le « service » de l'Etat est fort. La projection de certains membres des fractions populaires vers ces deux mamelles de l'Etat de surveillance (et de répression) que sont les corps armés (police et armée) et les « aidants sociaux » se situe au cœur de ce chapitre. Par un tour de passe-passe digne d'un magicien – dans une homologie avec le magico-religieux « d'en bas » – l'Etat bourgeois s'est consolidé dans un double mouvement de spécialisation des élites dans l'économie (disparition de la force combattante propre à l'aristocratie dont le statut de seigneur est indissociablement militaire et économique) et donc de retrait de certaines activités d'une part et, d'autre part, de création de corps spécifiques d'intermédiaires *participant* (au sens fort) à la production et la reproduction de l'Etat. Ce qu'on a dit du colonial (Introduction et chapitre 8), sa fabrication d'une zone tampon d'auxiliaires favorisant l'émergence d'une petite-bourgeoisie de fonctionnaires au service des esclavagistes ou des colonialistes, n'est que le calque de ce que l'Etat, de façon bien plus organisée, a mis au point et institutionnalisé, en le naturalisant dans des notions telles que « fonctionnaires », « service public », « ordre public », « intérêt général », etc.

Bien avant que ne soient mis sur pied des services sociaux, l'Etat, féodal ou capitaliste, s'est d'abord constitué dans un mouvement d'attachement de soldats extraits souvent par la force de leur milieu de vie paysan. Combien de troupes royales, de milices paysannes et de mercenaire ont fini d'ailleurs déserteurs ?

---

[717] M. Chauvière, « Des supports de l'individu moderne à la casse des métiers », in R. Castel & C. Martin (dir.), *Changements et pensées du changement. Echanges avec Robert Castel*, Paris, La Découverte, 2012, p. 120-131. Dans la même veine, R. Gaillard, *Solidarité à crédit. Sociologie de l'argent social*, Rennes, PUR, 2023. A l'opposé de ce que M. Chauvière appelle « *les métiers de l'intelligence sociale appliquée à des énigmes* » ou ce que R. Gaillard nomme pour sa part « *les métiers du social comme support* » du fait de la « *clinique et ce qu'elle contient de possibilités d'échanges, de rencontres et d'écoute propre au travail social* », il faut rappeler d'abord que jamais le travail social ne s'est proposé d'entrer dans les usines pour contraindre les patrons à améliorer les conditions de travail des salariés, base structurelle à partir de laquelle tout s'enchaine : faibles rémunérations, travail dangereux voire mortel, usure et dépression ouvrant la porte aux addictions compensatoires. La « clinique » bienveillante des effets de l'exploitation est un royal mensonge que seuls les intellectuels organiques de la légitimation petite-bourgeoise de « la citoyenneté sociale » sont capables de rendre digeste dans un langage soit-disant au chevet des plus souffrants. L'allocation des « droits », maître mot de la nouvelle idéologie du gentil travail social, fait l'impasse sur ce qu'apportent réellement ces « droits » (comme le droit au logement qui ne l'a jamais été, qu'il y ait une loi ou non) comme elle omet d'aborder tout ce qui se situe encore hors du droit, autrement dit toutes les violences sociales néolibérales actuelles (faibles salaires, flexibilisation, conditions de travail épuisantes, faibles protections…), sans parler des contreparties associées à ces maigres droits, les devoirs du *workfare*, les assignations au statut de profiteur, et toutes les formes misérables d'accueil dans le social à propos desquelles on ne dira jamais assez qu'elles enfreignent les droits fondamentaux des êtres humains à la lumière des interdits à l'intimité, à la vie privée et à la sexualité ; interdits qui demeurent la règle dans l'immense majorité des foyers de « l'inclusion sociale » de la « République sociale ».

« L'extension des effectifs ne se fit pas sans difficultés. Il fallait se procurer des hommes, donc souvent acheter leurs services. Cela incita les souverains soit à s'adresser à de véritables entrepreneurs de guerre, soit à rappeler le devoir militaire des sujets. La seconde solution devait l'emporter et amener au XVIII[e] siècle à l'idée de conscription »[718].

Que ce soit par la conscription ou au moyen d'un corps de militaires professionnels (armée ou milice sur le modèle anglais), les élites militaires consolidant l'Etat et le protégeant de toutes les tentatives de subversion, se sont presque toujours abreuvées dans le corps populaire, les milices bourgeoises ayant toujours eu quantitativement et qualitativement un rôle secondaire (avec le guêt). Même au temps des chevaliers, les fantassins étaient massivement recrutés dans le monde paysan le plus précaire. Les royautés avaient sans cesse besoin de sang neuf, non seulement du fait des hécatombes sur le champ de bataille, mais aussi à cause de l'ampleur des désertions, parfois des bataillons entiers. Le recrutement s'effectuait effectivement sous la contrainte[719], « *des enrôlés de force* », mais il y avait aussi de nombreux volontaires, « *pauvres affamés à qui l'armée offrait l'une des rares chances de survie* »[720]. A moins de rapiner et de tomber sous le coup de la loi, et d'être contraint alors, selon un cercle infernal, de se trouver enrôlé de force. La désobéissance par désertion, par l'enrôlement incertain du fait de l'impossibilité de trouver du travail ou de se trouver à manger, sans parler des bandits attrapés et dont le chantage consistait à proposer le service armé ou la pendaison (voire, au mieux le bagne ou les galères), dévoilaient l'incertitude quant à la fidélisation des troupes. Les nobles militaires, l'aristocratie guerrière, ont été totalement dépassés par la révolution militaire des années 1500-1800 étudiée par G. Parker, nécessitant des « levées en masse » de plusieurs centaines de milliers d'hommes. Seules les menaces judiciaires[721] et, pour les non condamnables, la « *prime d'enrôlement payée comptant et un nouvel habit avec la promesse d'une paie régulière et de butin à venir* »[722], permettaient de laisser en suspens, avant de découvrir l'horreur des champs de bataille[723], la fameuse question de la loyauté.

Ce monde populaire, aussi bien issu des campagnes que des villes, n'était pas uniquement convoqué sur le théâtre des guerres, et prêt à s'échapper à la moindre occasion. Sous l'Ancien régime, avec des fantassins mais aussi des argousins et des pertuisaniers, des troupes spéciales étaient aussi chargées de surveiller les forçats et galériens de la déviance populaire[724]. Mais certains

---

[718] A. Corvisier, *Armées et sociétés en Europe de 1494 à 1789*, Paris, PUF, 1976, p. 52.

[719] « *Les chefs militaires mandatés par les rois avaient tout pouvoir pour recruter « tous les gredins solides et adroits dits Egyptiens [gypsies, romanichels], aussi bien que mendiants, vagabonds, homme sans patron et rôdeurs désoeuvrés, néanmoins solides et robustes, qui n'ont ni état ni profession, ni moyens suffisants de vivre [chômeurs]* ». *Ceux qui manifesteraient une résistance seraient emprisonnés jusqu'à la mise en route du transport* ». G. Parker, *La révolution militaire. La guerre et l'essor de l'Occident. 1500-1800*, [1988] Paris, Gallimard, 1993, p. 75.

[720] G. Parker, *La révolution militaire. La guerre et l'essor de l'Occident. 1500-1800*, op. cit., p. 71.

[721] « *Il y a avait des criminels pour qui l'expatriation militaire était la seule échappatoire à l'exécution* ». *Ibid.*, p. 75.

[722] *Ibid.*, p. 72.

[723] « *L'incorporation était devenue une sentence de mort (…) Ce gaspillage militaire était-il caractéristique ? Certainement. Il y a de fortes raisons de penser qu'une proportion élevée des hommes envoyés aux armées en opérations extérieures ne revinrent jamais* ». *Ibid.*, p. 79.

[724] En fait, au-delà des rôles officiels des bureaucrates de la répression, zone grise officielle décrite dans ce chapitre (travailleurs sociaux, forces de l'ordre, surveillants de prison, éducateurs des foyers fermés), il ne faut pas oublier la zone grise classique équivalente à celle des camps de concentration. En effet, dans les prisons comme dans les bagnes, l'administration fonctionne en créant une hiérarchisation des rôles débordant sur les prisonniers. Tous les ordres totalitaires utilisent le capital guerrier des détenus, des kapos aux « *contremaîtres de discipline* » dans les bagnes français. M. Pierre, *Bagnards, op. cit.*, p. 91. Une division du travail consolide la logique de fidélisation, les bagnards pouvant espérer, en cas de bonne conduite, de passer d'une catégorie à une autre. Ils sont divisés en cinq classes, la première classe pouvant se voir déléguer « *des travaux des divers services publics* ». *Ibid.*, p. 93. La zone grise est présente structurellement mais aussi comportementalement puisque « *le passage d'une classe à une autre se fait en fonction de la conduite, de l'acharnement au travail, de l'observation de la discipline, du degré de soumission, de l'aptitude au mouchardage* ». *Ibid.* La délation constitue un des fondements de la complicité. On imagine aisément le régime de terreur fondé sur la peur permanente d'être dénoncé comme un mauvais forçat par un autre aspirant décidé à changer de « classe » ! Sortir de la condition mortifère du forçat moyen condamné à mourir lors des travaux dans la jungle pousse chacun à écraser le détenu en jouant ainsi le jeu de la direction. « *Les places les plus recherchées sont celles de cuisinier, d'infirmier (sic), de magasinier et de boulanger* ». *Ibid.*, p. 97. « *A côté du prolétariat des travaux forcés taillable et corvéable à merci, le bagne a aussi son aristocratie. Les privilégiés sont secrétaires, plantons, arracheurs d'herbe, ouvriers d'art* ». *Ibid.*, p. 104.

fraternisaient avec les détenus issus des mêmes couches sociales, voire désertaient. A côté de la guerre où l'ennemi ne suscite pas de symétrisation, cette population civile d'esclaves sociaux attirait parfois la compassion et provoquait tout simplement des pratiques communes (alcool, vols, jeux…). Pendant des dizaines d'années, la hiérarchie nobiliaire s'est méfiée de ces gardes populaires. Elle a édicté des sanctions draconiennes suivies de peu d'effet parmi ces forces de l'ordre peu « fonctionnarisées ». Le travail de surveillance opérait tant bien que mal[725]. Tout au long de ces siècles de féodalisme et de monarchie secondés par des juristes s'employant à enrégimenter des troupes, les émeutes rurales et urbaines ont été réprimées par des soldats-paysans, des milices bourgeoises ou issues des différents métiers des corporations et des chefs militaires issus de l'aristocratie. En cas de fort soulèvement, les dominants prélevaient dans des couches populaires la force contre-insurrectionnelle nécessaire pour mater la rébellion, en les payant grassement et surtout en leur fournissant « *un salaire régulier* »[726]. Pendant tout le XIX[e] siècle insurrectionnel français, nombreuses furent les fraternisations, à l'image de la garde nationale qui en 1831, passa du côté des insurgés[727]. La fraternisation s'expliquait par le fait qu'une partie de ses membres était issue des canuts (petits artisans, Maîtres déclassés), sans faire partie forcément des plus pauvres. La commune de 1871 a aussi été le théâtre de scènes identiques de retournement de la part des militaires. Le pouvoir militaire, tenu par des officiers aristocrates, s'est toujours méfié de ses troupes. Jaurès, dans *L'armée nouvelle*, croyait que la démocratie allait régler les choses. Le peuple en armes, issu de la souveraineté populaire enfin établie après un siècle d'échecs après la Révolution française, ne saurait tirer sur la foule manifestante composée de ses proches. Après des répressions sanglantes de la part des troupes et des gendarmes, après la fraternisation de 1907 qui traumatisa l'armée, l'Etat pris en main les choses au sortir de la première guerre mondiale. Les premières forces de l'ordre professionnelles, fonctionnaires, spécialisées, les pelotons mobiles de gendarmerie, furent créées en 1921[728]. Ce n'est ainsi que dans la période moderne qu'une intériorisation des normes dominantes a pu devenir possible, dans le secret des casernes, envers des « agents » désormais séparés de la société civile. La greffe a pu opérer, grâce à une coupure symbolique dont la modalisation essentielle est l'entrainement, la répétition des scènes, la discipline, et la loyauté envers le corps. Le recrutement populaire ne pouvait plus faire peur aux dominants. Les forces de l'ordre « obéissant au doigt et à l'œil » à leurs chefs, et cela d'autant plus que la loyauté pouvait désormais s'exprimer par le boyau de la primauté du respect des valeurs du « corps », sans nécessairement passer par la vénération de la hiérarchie, étaient tenues dans la main du ministre de l'Intérieur. Les formations militaires ou policières connaissant leur propre segmentation, chacune des institutions cultivant sa mémoire, ses valeurs, sa *self-estim*, une spécialisation a débouché sur une structure où la direction (officiers, cadres) contrôle le capital guerrier, direction provenant largement des couches supérieures de la société (avec un fort endo-recrutement de militaires). Entre l'intériorisation de normes intermédiaires raccordées aux normes suprêmes (respect du régime, cordons d'honneur pour accompagner les dignitaires de l'Etat, notamment la garde républicaine issue de la gendarmerie) et les multiples gratifications matérielles et symboliques, les personnels ont été peu à peu arrachés à leurs conditions d'origine, « faisant corps » avec l'Etat.

[725] F. Joannic-Seta, *Le bagne de Brest. Naissance d'une institution carcérale au siècle des Lumières*, Rennes, PUR, 2000.
[726] M. Mollat & P. Wolff, *Les révolutions populaires en Europe aux XIV[e] et XV[e] siècle*, Paris, Flammarion, 1993, p. 152.
[727] M. Kokoreff, *Emeute*, Paris, Anamosa, 2025, p. 62.
[728] P. Bruneteaux, *Maintenir l'ordre.* Paris, Presses de Science-Po, 1996.

D'où proviennent ces intermédiaires ? Comment est-il possible qu'ils trahissent leur milieu d'appartenance, à l'image de Vidocq, là où, solidement, les plus déviants mettent à distance les « balances » et autres « informateurs » ou « indicateurs » ? Les intermédiaires du contrôle social et de la coercition sont certes des complices dans le travail institutionnel de domination globale, mais entrent-ils dans l'objet dès lors que l'on manque de saisir l'analyse de leur provenance ? Etudier les ouvriers ou les chômeurs en tant qu'agents au service des dirigeants des entreprises est-il comparable aux propriétés des membres des petites classes moyennes (travailleurs sociaux et policiers/militaires) qui non seulement portent avec eux une mission d'Etat et dès lors des moyens considérables pour assurer « l'ordre social », mais témoignent une position sociale différente ? En effet, ils ont pour particularité de se situer à la jonction entre les fractions ascendantes des prolétaires (salariés, ouvriers, employés) et toutes les autres fractions des classes moyennes (petite-bourgeoisie, enfants déclassés issus des classes supérieures). Le cas de Vidocq le montre : fils d'un boulanger, donc petit-bourgeois, il devient un chef important de la police et ne fait tomber nombre de voleurs issus des « bas-fonds » que par une connaissance du milieu cerclée par une troupe de fidèles provenant aussi du monde des classes populaires. Parfois même, comme on le verra à propos des premières cohortes d'assistantes sociales, ces intermédiaires sont issus de certaines fractions dominantes[729], à l'instar des femmes de patron qui s'improvisaient « dames patronnesses » porteuses de la bonne parole morale envers les ouvriers buveurs ou joueurs. C'est dire que, comparée aux zones grises de l'usine ou de l'atelier directement agissantes dans les rapports d'exploitation, cette couche supplémentaire institutionnelle d'auxiliaires de la domination – noyée dans une division fonctionnelle du travail chez Durkheim, Merton ou Parsons renvoyant à la « solidarité organique » et à la « régulation sociale » – agrège en son sein toutes sortes de fractions de différentes classes. Mais il est certain qu'une partie non négligeable des travailleurs sociaux proviennent des milieux sur lesquels ils vont agir, comme le sont les franges inférieures du contrôle social disciplinaire, gardiens de prisons ou gardiens d'immeubles toutes et tous issus des couches populaires[730].

Penser « le corps » des gendarmes ou les dizaines de milliers d'assistantes sociales n'est pas du même format que penser les capos zélés mais informels des entreprises capitalistes issus en ligne directe des classes ouvrières. Si la comparaison terme à terme n'en est pas pour autant impossible (les inférieurs du travail social, comme les moniteurs éducateurs, provenant massivement des cités et banlieues pauvres), elle n'épuise pas pour autant le sens à extraire de ces rapprochements. En effet, ce qui a été rapporté pour les ouvriers devenus contremaîtres est valable pour les travailleurs sociaux passant du statut d'ouvrier à celui de salarié de la fonction publique (par l'origine sociale des parents) ou suivant une carrière interne. Les échelons intermédiaires (du chef d'équipe au contremaître en passant par toute la gamme des contrôleurs) qui alors deviennent l'ossature même de la division moderne du travail dans les différents secteurs professionnels, participent de l'analyse des mobilités de loyauté de ces transfuges de classe.

Pour autant, leur visibilité sociale est moindre, la masse des auxiliaires du contrôle social étant paradoxalement diffuse dans le corps social puisque, au fond, toute la société dans son ensemble est structurée sur le principe du maillage social des dominés : si les travailleurs sociaux

[729] M.C. Bureau & I. Sainsaulieu (dir.), *Reconfigurations de l'Etat social en pratique*, Lille, Presses universitaires du Septentrion, 2011, p. 10-11.
[730] J.F. Laé, *Dans l'œil du gardien*, Paris, Seuil, 2015 ; A. Frayer, *Dans la peau d'un maton*, Paris, Fayard, 2011.

sont partout, comme les policiers ou les militaires, le rapport de pression et d'oppression est moins directement accessible que « le jaune », « la balance » ou « le petit chef ». C'est la raison pour laquelle les théories globales ne mentionnent jamais, même les approches marxistes ou marxisantes comme celle de Bourdieu, les « liants » entre les groupes dominants et les groupes dominés telles que les forces de l'ordre ou les agents du « social ». Penser l'intériorisation n'est pas de même facture que penser le cheminement qui conduit des classes populaires aux petites couches moyennes « aux ordres ». Quand P. Bouffartigue s'emploie, de manière opiniâtre, à réintégrer les classes sociales dans la théorie sociologique, il présente notamment le travail de F. Dubet sans jamais identifier cette absence criante de « liannage », de « chaînage », *entre les classes populaires et les postes de contrôle* à l'étage supérieur. La citation qui suit est révélatrice de ce plaquage de catégories étanches, la typologie portant avec elle des frontières discrètes interdisant de penser les relations nécessaires du « haut » vers le « bas » et du bas vers le haut, au sens de l'exercice dialectique de la domination :

« Il (Dubet) avance ainsi une représentation de la structure sociale en quatre ensembles, en précisant que chacun d'entre eux est traversé par des rapports de classe plus traditionnels : les *compétitifs* - monde dominant des secteurs économiques de pointe tournés vers l'exportation -, les *précaires* - monde des entreprises dépendantes du premier -, les *protégés* -celui du secteur public et des professions dépendantes de l'Etat -, les *exclus* -monde de l'assistance et de l'économie parallèle »[731].

Au travers de ce cas relatant l'approche théorique de l'un des dirigeants de l'école tourainienne, on ne peut qu'être frappé par *l'oblitération des pratiques de circulation dans l'exercice même de la domination par les intermédiaires*. Et, bien sûr, il est hors de question d'imaginer, dans ce type de sociologie, une quelconque approche visant à entrer dans le détail des processus de maintenance des dominés à leur place, notamment au travers de l'examen des complicités sociales de groupes spécifiques où se jouent les loyautés et les trahisons. Les nouveaux collaborateurs ne sont plus uniquement les intellectuels organiques mais se composent de tous les *opérateurs* issus pour une part des classes populaires et effectuant le sale boulot de « mise au travail » ou de légitimation de l'inclusion périphérique dans les poches du hors salariat (stages, contrats aidés, aides sociales) ; non seulement les éducateurs, les conseilleurs des missions locales et de Pôle emploi, mais aussi et surtout, dans la dernière période, toute la cohorte des récupérés du sous-prolétariat retournés en auxiliaires précaires du travail social (médiateurs, pairs-aidants, « grands-frères » et « femmes-relais », médiatrices scolaires, chapitre 7). Effectivement, non seulement une part non négligeable de travailleurs sociaux (les moniteurs éducateurs plus particulièrement) est issue des couches populaires, mais aussi la quasi-totalité des exécutants des forces de l'ordre[732]. « *Majoritairement issus du monde rural au début du siècle et jusqu'à la fin des années 1930, les gendarmes venaient entre 1950 et 1980 des régions urbaines et des milieux ouvriers. Sur un effectif global de 3000 nouveaux venus, près de 40 % étaient d'origine ouvrière, moins de 20 % étaient composés de fils d'employés, 10 % avaient un père militaire* ». L'origine

[731] P. Bouffartigue, « Classes et catégories sociales : quelques repères », in P. Bouffartigue (dir.), *Le retour des classes sociales, op. cit.,* p. 26.

[732] Si les ouvriers ont des enfants qui, pour une partie d'entre eux, deviennent des policiers ou des gendarmes, tandis que l'immense majorité des exécutants provient des classes populaires (intégrant les employés), les enquêtes statistiques montrent, ce qui est encore plus significatif, qu'une fraction des ouvriers change d'emploi « en cours de route » pour devenir directement agent de la répression. C'est le cas pour 15 000 d'entre eux entre 1980 et 1985. F. de Singly & C. Thélot, *Gens du privé, gens du public, op. cit.,* p. 69-72. « *L'accès à la fonction publique en cours de carrière sur une brève période (1980-1985) est très limité. Et il se produit par le « bas » de la hiérarchie sociale, c'est-à-dire par les employés, et pour les hommes, en plus, par la police et la gendarmerie (…) Si les flux supérieurs à 10 000 personnes sont considérés comme des flux significatifs, seuls les mouvements suivants entre sphères sont perceptibles : les ouvriers devenant employés des collectivités locales, employés de l'Etat, policiers ou hommes du rang* ».

sociale se mesure aussi au capital culturel. Dans la même période, « *seuls 5 % étaient titulaires du BAC, contre environ 80 % ayant le CAP/BEP* »[733].

Avant de commencer l'examen de ces deux grandes catégories d'acteurs collaborateurs – les travailleurs sociaux et les forces de l'ordre – on prendra un exemple très concret de collaboration qui passe totalement inaperçu dans l'analyse des résultats de la recherche. Il s'agit d'une contribution de l'économiste Pierre Simula à un ouvrage portant sur le sous-prolétariat…pardon, « Quand les jeunes entrent dans l'emploi », paru chez un éditeur a priori critique[734]. L'article pose « *l'insertion* » dans le métier de la sécurité (traduction : la protection des entreprises) comme un accès au travail ordinaire, à un statut de salarié de droit commun ; passe-partout pour les jeunes des cités sans emploi. Autrement dit, n'importe quel emploi vaut un autre emploi pour les membres des classes populaires, a fortiori pour sa fraction racisée et surnuméraire (traduction : ayant subi le colonialisme et le capitalisme). Dans le social, tout se vaut. Cet économiste ne dira jamais :

« un jeune issu des quartiers, subissant les assauts réguliers des policiers, va pourtant trouver normal de se présenter à un poste de vigile, trahissant les siens doublement du fait d'une solidarité avec le principe des forces de l'ordre et en devenant une barrière entre le capital et les jeunes potentiellement voleurs dans tel ou tel supermarché d'une part et, d'autre part, en étant adoubé par le capitalisme qui l'a relégué dans le non-travail tout en ayant exploité ses parents dans le cadre d'une immigration économique implacable depuis les années 1960, laquelle a été largement au principe d'une vie de famille favorisant la justification d'une relégation scolaire qui a abouti à l'éjection de plusieurs centaines de milliers de jeunes du système scolaire chaque année, dont les jeunes que j'étudie dans le cadre de cet article ».

L'article commence avec l'annonce classique qui externalise le rapport du jeune à l'emploi avec les causes macrosociologiques de la demande de vigiles : « *Le sentiment d'insécurité suscite en France comme ailleurs un accroissement de la demande sociale de sécurité* »[735]. D'entrée de jeu, la légitimité sociale du « *volume de l'offre* »[736] est posée, rendant caduque toute interrogation sur la production des complices de la domination imposant de prélever de la force physique chez les dominés. Autre dénégation, en début d'article, celle des classes sociales : « *Cette profession est avant tout ouverte aux jeunes de sexe masculin…population débutante* »[737]. Dans ce type de phrase, le passage du sous-prolétariat au prolétariat est totalement impensé comme est totalement impensable le rapprochement avec les analyses de Marx sur le recrutement de chômeurs et autres voleurs pendant la répression des insurrections de 1848 ; ou celles de A. Corvisier sur le recrutement des bandits par la maréchaussée[738], aujourd'hui plutôt la légion étrangère. Les pages suivantes plongent dans l'abstraction de « *l'émergence d'un modèle type professionnel* » (l'agent de sécurité dans le privé) aligné sur « *la légitimité du modèle régalien* » (les forces de l'ordre) alors que tout parle en filigrane du recrutement de la force guerrière des sous-prolétaires retournée au service des entreprises :

---

[733] P. Bruneteaux, « La spécificité de la gendarmerie appréhendée dans le cadre de la formation des sous-officiers », in « Gendarmeries et polices à statut militaire », *Les Cahiers de l'IHESI*, n° 11, novembre 1992/janvier 1993, p. 93-102.
[734] P. Simula, « Relation aléatoire au travail : le cas des agents de sécurité privés », in M. Arliaud & H. Eckert, *Quand les jeunes entrent dans l'emploi*, Paris, La Dispute, 2000/2002, p. 209-224.
[735] *Ibid.*, p. 209.
[736] *Ibid.*
[737] *Ibid.*, p. 210.
[738] *Armées et sociétés*, *op. cit.*, p. 144.

« Les entreprises de sécurité infléchissent la norme professionnelle vers leur propre modèle de recrutement qui s'impose de fait. Celui-ci se veut avant tout masculin. Plus généralement, les entrants ne dépassent qu'exceptionnellement la trentaine ; ils se situent même dans la majorité des cas sous la barre des vingt-cinq ans. Les critères d'employabilité privilégient moins la connaissance du milieu d'intervention que l'affichage traditionnel de la force physique, symbolisée par l'homme dans la force de l'âge. Les profils se resserrent autour de l'image stéréotypée d'une dissuasion virile et en quelque sorte paramilitaire. Reconstruite dans un creuset différent, la profession se bâtit à coup de ressemblances accrues avec les corps institués de la force publique d'Etat, un peu comme si le modèle régalien, socialement reconnu et ancré dans les représentations collectives, était le seul à porter les marques de la légitimité professionnelle »[739].

L'embauche des jeunes sans emploi dans ces métiers de la « sécurité » (dressée contre qui on se le demande) ne peut questionner le sens d'une inscription qui est totalement banale car elle puise sa légitimité dans l'implicite, dans la fonctionnelle complicité liée au maintien de l'ordre des choses aligné dans la conception dépolitisée de l'intégration à la Durkheim : une demande sociale, des représentations collectives, un modèle politique, une profession utile. Tout se passe comme si le jeune était invité à servir ces grandeurs et ces valeurs indiscutables, à venir se couler dans le moule, sa réalité sociale advenant par l'accès à l'emploi et non du fait d'un parcours hautement sali par les origines de classe et de race, un parcours scolaire sans diplôme, les fautes éventuelles dans la vie de quartier. Du haut de sa position bureaucratique au Céreq, l'économiste peut aborder « *la flexibilité productive et le réservoir de main-d'œuvre…une main d'œuvre jeune, débutante et sans qualification reconnue* »[740], et traiter enfin la classe sociale uniquement sous le verdict de gens de rien qui ne peuvent exister que par l'ordre économique dominant :

« Le plus souvent, le père et la mère se caractérisent par une absence de diplôme, *et leur vie professionnelle s'attache essentiellement au statut d'ouvrier ou d'employé* (souligné par PB). En première analyse, ces statuts différencient mal la sécurité privée de la sécurité publique. *Apparemment, les deux professions prélèvent dans les mêmes couches sociales* (souligné par PB). L'entrée dans la fonction publique, si l'on tient compte des niveaux de formation des titulaires et du statut social attaché à leur profession, s'inscrit davantage sur une trajectoire intergénérationnelle ascendante. Le marché des agents de sécurité se dessine en revanche à l'image du milieu social dont il est principalement issu. Un tel enracinement dans les couches défavorisées de la population trouve un écho important dans un autre registre : le privé concentre beaucoup plus que le public les marques d'une sur-représentation de la main d'œuvre immigrée »[741].

La comparaison entre le secteur privé et le secteur public est édifiante. On y lit distinctement deux parcours séparés, avec d'un côté le sous-prolétariat immigré accédant aux postes précaires de la sécurité privée en phase avec d'autres types d'emplois « *récurrents entre emploi et chômage* », l'auteur précisant « *des ruptures fréquentes dans la chaine des activités exercées* » ; de l'autre, des prolétaires employés ou ouvriers stables originaires de l'Europe de l'Ouest qui recherchent la fameuse mobilité sociale que l'auteur appelle « *trajectoire intergénérationnelle ascendante* »[742] au sein des forces publiques de sécurité[743]. Cette distinction entre le sous-prolétariat/prolétariat précaire issu des colonies d'un côté

[739] *Quand les jeunes entrent dans l'emploi*, *op. cit.*, p. 214-215.
[740] *Ibid.*, p 215 et 217.
[741] *Ibid.*, p. 217-218.
[742] *Ibid.*, p. 218.
[743] L'accès à la fonction publique a toujours représenté, dans l'ambivalence entre les deux loyautés, la voie royale de la reconnaissance sociale espérée, à l'instar des « cols blancs » antillais pleins de mépris pour les « negs en ba feuille »

et, de l'autre, le prolétariat stable de l'aristocratie des ouvriers qualifiés et des employés aux statuts sociaux plus légitimes car inscrits dans « la nation », dont les enfants grossiront les rangs des forces de l'ordre ou du travail social, peut être lue en filigrane, décodée, mais en tous les cas elle reste fortement épineuse et problématique pour des lecteurs non avertis. Au bout du compte, ce que nous dit fortement cet économiste, c'est que le vivier de recrutement des deux secteurs de la sécurité se réalise bien dans les couches populaires. Le retournement du capital guerrier est certes totalement obturé dans le cerveau conformiste de ce type de chercheurs organique de l'Etat. Mais il n'en dévoile pas moins, avec la bonne traduction, le phénomène dont on parle. C'est ce que l'on va détailler désormais, en distinguant deux sous-champ de l'emprise en zone grise, le travail social et les forces de l'ordre.

Pour finir cette introduction sur les métiers de la surveillance et du contrôle social, il est nécessaire de rappeler le rôle parallèle -par définition- des auxiliaires de ces auxiliaires étatisés. Tous les groupes se constituant en force armée au service de l'ordre établi sont regroupés sous l'appellation de vigilantisme. Dans le propos qui nous préoccupe, il n'est pas possible d'amalgamer des troupes populaires qui se défendent contre des intrusions de voleurs, avec les possédants qui montent des bandes armées pour se protéger qu'ils soient isolés localement ou fortement organisés ou tolérés par l'Etat, à l'instar des escadrons de la mort qui fourmillent en Amérique du Sud mais aussi en Asie ou en Afrique. Dans une synthèse stimulante, deux chercheurs explorent toutes les facettes des Vigilantes au niveau mondial[744]. Or, ils mélangent totalement la complicité avec ceux d'en-haut avec la résistance d'en-bas. Les auteurs n'établissent pas de distinction claire, parmi les *vigilantes*, entre les serviteurs populaires de l'ordre social (par exemple les vigilantistes qui pratiquent le lynchage dans le Sud raciste[745]) et ceux qui, parmi les opprimés, tentent de se constituer en groupe armé afin de se défendre contre des criminels (forme d'alignement au service policier) ou se mobilisent en force armée en s'en prenant directement aux autorités. En ce dernier cas, il s'agit de refusants improprement dénommés *vigilantes* par les auteurs. De même, les auteurs confondent les groupes de la société civile et les paramilitaires comprenant souvent des policiers « justiciers en uniforme ». D'un côté, les auteurs prétendent se concentrer sur les serviteurs de l'ordre : « *La défense de la propriété et la protection des intérêts des notables locaux sont au cœur des préoccupations des vigilantes. Le vigilantisme contribue alors à maintenir par la violence les acquis de l'élite possédante et l'ordre établi. Inspirée par le roman Les raisins de la colère, la chanson Vigilante man dénonce ainsi le rôle des vigilantes dans la répression des grandes luttes sociales du début du XX^e^ siècle, à commencer par le mouvement des Wobblies* »[746]. Identiquement, les groupes de *Limpieza* en Colombie mais en fait dans toute l'Amérique latine attaquent les leaders syndicaux « *et accélèrent la désorganisation des classes laborieuses* »[747]. De l'autre, les deux chercheurs amalgament toutes les formes de justice extra-légale, confondant la justice réactionnaire meurtrière contre des délinquants ou des opposants d'une part et, d'autre part, la justice révolutionnaire s'en prenant à des propriétaires fonciers, des policiers corrompus au service de potentats locaux maffieux. Leurs analyses les plus originales concernent l'examen des justiciers sociaux russes ou indiens qui parviennent -avant d'être assassinés- à repousser les exactions les plus criantes des élites locales utilisant « *certains ouvriers forts en gueule claquant la porte du monde ouvrier pour former des bandes*

[744] G. Favarel-Garrigues & L. Gayer, *Fiers de punir. Le monde des justiciers hors la loi*, *op. cit.*
[745] *Ibid.*, p. 30.
[746] *Ibid.,* p. 32.
[747] *Ibid.*, p. 185.

(pour) réprimer l'agitation ouvrière pour le compte du patronat (lequel fabrique) des syndicats jaunes »[748] ; et donnant souvent carte blanche aux policiers pour pratiquer toutes sortes de rackets maffieux sur la population la plus démunie. Les premiers n'hésitent pas à assassiner des membres de la police dénoncés comme des intermédiaires « *assurant l'impunité des élites* »[749], quand les seconds parviennent à dominer un temps le champ politique local en neutralisant la terreur quotidienne exercée par les kapos locaux privés (souvent des bandits « corsaires ») ou policiers. Abdur Rehman, ouvrier, incarne la figure de la justice populaire, le réfractaire à la violence d'Etat mais aussi au double auxiliariat de ces policiers à la fois au service de l'ordre et par-dessus le marché bandits maffieux prélevant leur dime dans l'acte de servir la corruption d'un dirigeant local (maire, gouverneur) malmenant la population la plus pauvre. Il ne se contente pas de s'opposer à ces policiers véreux terrorisant les couches populaires, il prend aussi à partie ceux qui rackettent les petits commerçants : « *La mise au pas des 'voyous' exécutant les basses œuvres du patronat et extorquant les commerçants figure en bonne place parmi les demandes de justice adressées à Rehman* »[750]. De fait, quand les élites politiques ou économiques font appel à des policiers pour les corrompre en les mouillant dans l'extorsion des classes populaires ou dans la répression illégale des opposants (assassinats, tortures, syndicats jaunes, pressions et amendes), elles ne peuvent précisément délimiter la sphère d'intervention des manutentionnaires du capital guerrier. Alors quand s'adjoignent à ces « fonctionnaires » des anciens ouvriers retournés ou des bandits, la loi de la jungle de ces intermédiaires « libérés » peut être encore pire que celle des policiers. La terreur et le pillage peut se répandre sur les couches populaires mais aussi sur les commerçants, cible favorite de toutes les maffias du monde. Parfois, les deux politistes prennent conscience de l'amalgame et précisent que « *les assassins de la police donnent peut-être à voir le chainon manquant qui sépare le vigilantisme de la justice révolutionnaire* »[751]. Un principe simple permet d'ailleurs de séparer les deux types de formation. Les mercenaires au service des puissants sont tous intéressés par des gratifications matérielles, quel que soit le pays ou la configuration sociale.[752] Dans les situations où les fonctionnaires sont des pilleurs de pauvres, « *le policier est avant tout soucieux de compléter un salaire indigent* »[753].

2/ Attacher les exécutants des forces de maintien de l'ordre au service de l'Etat : le retournement du capital guerrier d'une fraction des classes populaires

▲▼

Si les travailleurs sociaux édifient un carcan social dans la trame du quotidien, les forces de l'ordre édifient un carcan social dans les épisodes de soulèvement populaire (grèves, manifestations, occupations, actions commandos, émeutes urbaines) ; répression que la pensée républicaine tente de fixer dans le cadrage des « conflits collectifs » entre « partenaires sociaux »[754]. Ce que les uns font

[748] *Ibid.*, p. 142.
[749] *Ibid.*, p. 113.
[750] *Ibid.*, p. 144.
[751] *Ibid.*, p. 139.
[752] Pour un exemple entre mille : « *S'employant avant tout à faire fructifier leur entreprise, les vigilantes russes conditionnent leur loyauté envers le pouvoir aux bénéfices qu'ils attendent de cette allégeance* », *Ibid.*, p. 60.
[753] *Ibid.*, p. 120.
[754] Pour une accentuation de cette logique à l'ère néolibérale macronnienne, se reporter au podcast de mon émission de radio *Cause commune* où Stéphane Sirot, socio-historien du syndicalisme explique comment la réduction des conflits du travail à de la quasi figuration va de pair avec la destruction des acquis sociaux et des droits des syndicats.
https://cause-commune.fm/podcast/les-mondes-reves-de-georges-108/

sur le corps singulier du dominé (ménages des cités, délinquants, handicapés, SDF), les autres le réalisent sur le corps collectif (grévistes, rebelles des cités). Mais pour comprendre le rôle spécifique des forces de l'ordre dans la société capitaliste occidentale du dernier siècle, un retour par l'histoire est indispensable.

Chaque société se constitue autour d'élites qui aspirent à se défendre ardemment contre les tentatives sociales de débordement des « inférieurs ». Sous l'empire romain, parmi les nombreuses formations militaires, il existait aussi un corps spécial d'esclaves dévoués chargés de maintenir l'ordre dans la ville[755]. Pendant le Moyen-âge, le rôle militaire a perduré dans la mesure où le corps de police n'existait pas. En revanche, des milices de toutes sortes ont été mises sur pied, en fonction des desiderata des patriciens de telle ou telle cité. Dans l'ensemble, ce sont les corps sociaux les plus intégrés qui se protègent eux-mêmes. Les codes criminels de l'époque mentionnent que « *celui qui surprend un voleur in flagranti jouit aussitôt des prérogatives d'un sergent. Il arrive que des témoins ou des spectateurs organisent immédiatement la chasse à l'homme* »[756]. Ce que l'on sait moins, en revanche, c'est la capacité qu'avaient les élites à instrumentaliser les dominés en cas de rébellion ou d'insurrection. Il suffisait de leur proposer de l'argent et, surtout, un « *salaire régulier (…) afin de normaliser et d'encadrer les troupes populaires* »[757]. L'astuce consiste à prendre la force guerrière du peuple révolté, de trier les éléments susceptibles de vouloir rendre service au nom du bon ordre profitable à toute la collectivité en montant des procès contre les meneurs corrompus, pour ensuite, peu à peu, diriger cette troupe aux ordres contre les éléments considérés comme les plus violents. La sécurité matérielle ayant fait changer de statut les nouveaux élus, ces nouveaux retournés sont convertis à la cause de l'ordre, tout au moins tant qu'ils sont grassement payés ; lesquels sont regardés comme des sauveurs par les patriciens et les édilités locales. Il va de soi que, en cas de soulèvement plus durable ou considérable, l'armée royale se déplace pour mater la canaille. Mais cela est fort coûteux. Chacun sait qu'il aura fallu plus de 10 000 soldats pour mater le célèbre réfractaire Mandrin. Diviser pour régner est le maître mot, à condition de bien savoir gratifier, élément manquant à E. de La Boétie face à l'inconnue (au sens mathématique) de la servitude volontaire.

Sous le siècle du roi soleil, les nobles savaient tout autant se battre et, disposant des meilleures ressources en capital guerrier, n'avaient guère peur de se promener dans les villes ou de traverser les campagnes. Pour autant, le peuple de Paris était très fréquemment armé et n'hésitait pas à rançonner des aristocrates isolés dans la rue comme dans leur domicile. Le premier « vrai » préfet de police de l'époque, La Reynie, y mettra fin en « nettoyant » la capitale de ses niches de sous-prolétaires armés, ces « cours de miracle » pouvant accueillir parfois plusieurs centaines d'individus dissidents, y compris des enfants habiles à manier le couteau[758]. D'un côté l'Etat et ses prélèvements obligatoires ; de l'autre les hordes populaires sorties de l'oppression quotidienne du servage ou des travaux à la journée, préférant le prélèvement direct à usage privé, ce que les dominants nomment « la délinquance ». Dans ce manège, les nobles n'entraient pas dans les zones les plus à risque, là où se repliaient de vastes portions de pauvres endurcis au sein de quartiers presqu'entièrement contrôlés par des bandits « professionnalisés ». Dans le reste de l'espace public, il n'était pas rare que ces mêmes aristocrates protégés soient eux-mêmes à l'origine de pillages de

[755] M.I Finley, *Esclavage antique et idéologie moderne*, Paris, Editions de Minuit, 1981.
[756] B. Geremek, *Les marginaux parisiens, op. cit.,* p. 26.
[757] M. Mollat & P. Wolff, *Les révolutions populaires en Europe aux XIVe et XVe siècle*, Paris, Flammarion, 1993, p. 152.
[758] Robert Chesnais, *SDF, truands et assassins dans le Paris du Roi-Soleil,* Paris, L'esprit frappeur, 1998.

passants ou de commerçants, aidés de leurs domestiques, ces auxiliaires que l'histoire n'a pas pensés comme des troupes d'intermédiaires fortement fonctionnels du point de vue de la délation, de la surveillance et des capacités guerrières. Outre le fait qu'ils savaient se battre, ils étaient le plus souvent juridiquement protégés, quels que soient leurs méfaits ; leur statut de « protégés » des nobles les exemptait d'une punition exemplaire pour de menus larcins contre des roturiers. Les courtisans allaient voir le roi qui donnait les ordres nécessaires afin que « justice soit faite ». Or, dans ce jeu du désordre organisé, les valets de ces seigneurs s'en donnaient à cœur joie. Des dizaines de laquais pillaient, violaient, rançonnaient, assurés la plupart du temps de l'impunité la plus totale grâce à leurs maîtres intouchables déléguant en parfaite « division sociale du travail » cette intouchabilité. Cette zone grise domestique, au service des nobles, pouvait ainsi maltraiter n'importe quel roturier, même des commerçants. La domesticité, parce qu'elle vit avec le maître et obtient de nombreuses faveurs, a toujours constitué un des groupes de collaborateurs les plus efficaces pour déjouer les soulèvements des esclaves dans les colonies. On a très peu étudié leur rôle dans le maillage d'un pays où, faisant les courses pour le seigneur, s'effilochant dans les couches populaires d'où ils provenaient, ils prenaient constamment le pouls de la nation contre des paysans pressurés par les taxes. Jusqu'au début du XX[e] siècle, ils étaient plus nombreux à Paris que les ouvriers. Les historiens des garnis et hôtels meublés les retrouvent en plus grand nombre dans les « logements » parisiens[759]. Réduits dans la période contemporaine à la portion congrue d'une domesticité au service du luxe, alors qu'ils étaient encore le groupe professionnel les plus important parmi les prolétaires parisiens féminins au tournant du XX[e] siècle[760], les domestiques ont largement conservé cette culture de la déférence[761].

Or, avec la Révolution française, les choses vont changer. Le peuple en armes va devenir la règle, sanctifiée sous la Troisième République par le principe de la conscription en 1872. Non sans quelques épisodes intermédiaires. Compte-tenu des épisodes révolutionnaires, les forces armées ne suffisent généralement pas pour réprimer les soulèvements ouvriers. On a vu, avec Marx et son 18 Brumaire, que Napoléon III recrutera des hommes de main parmi les chômeurs et les déclassés de toutes sortes en 1848, y compris des bandits et des déserteurs de l'armée. Même la première République fera flèche de tout bois en recrutant en hâte des ouvriers et paysans au chômage ou déclassés dans des formations ponctuelles dénommées « gardes mobiles ». Il est savoureux de noter les commentaires des communistes des Editions sociales faisant un cours à distance (temporelle) à Marx en distinguant les armées de gueux des armées de prolétaires. Parlant de « *l'insurrection de juin, l'événement le plus colossal de l'histoire des guerres civiles européennes* », Marx explique que la « *République bourgeoise* » formée notamment de « *l'aristocratie financière et de la bourgeoisie industrielle* », s'allie avec « *les*

---

[759] J. Valdour, *Ateliers et garnis de la banlieue de Paris*, Paris, Editions SPES, 1923 ; G. Jacquemet, *Belleville au XIX[e] siècle. Du faubourg à la ville, Paris*, Editions de l'EHESS, 1984 ; G. Groux & C. Lévy, *La possession ouvrière. Du taudis à la propriété. XIX[e]-XX[e] siècle*, Paris, Editions de l'Atelier, 1993 ; A. Faure & C. Lévy-Vroelant, *Une chambre en ville. Hôtels meublés et garnis à Paris. 1860-1990*, Saint-Etienne, Créaphis, 2007.

[760] S. Magri & C. Topalov, *Villes ouvrières, 1900-1950*, Paris, L'Harmattan, 1989.

[761] Sur la relation de servage économique envers les dominants, G. Pinna & B. Réau, « Service de luxe et classes sociales. À propos de Rachel Sherman, *Class Acts : Service and Inequality in Luxury Hotels*, Berkeley/Los Angeles, University of California Press, 2007 », *ARSS* n° 190, 2001/5, p. 72-77. « *Pour Sherman, dans les hôtels de luxe, l'enjeu n'est pas seulement l'exploitation des salariés, mais aussi l'acceptation de la part de ces mêmes salariés d'un système de distribution inégal des droits entre eux et les clients. Ainsi, les clients sont légitimés à recevoir non seulement un travail matériel important de la part des salariés, mais aussi un « travail émotionnel » au sens où les salariés, notamment ceux en interaction avec les clients, doivent garder une gentillesse déférente et « spontanée » dans n'importe quelle situation de travail (…) et fournir un travail physique illimité (au travers notamment) de démonstrations de travail (…) Au lieu d'exprimer du ressentiment ou un sentiment d'aliénation, les salariés sont engagés dans leur travail et semblent l'apprécier* ». Les auteurs expliquent que la valorisation de leur identité professionnelle, le prestige attaché au service, est déjà en soi un mode de gratification au sens où la relation « personnelle » fait accroire que l'individualisation du service épargne les prolétaires d'une prise de conscience d'une exploitation collective dans les hôtels de luxe. On se retrouve dans la même situation intime caractéristique « d'une relation personnelle » que celle qui définit le zèle en interaction entre l'ouvrier « attaché à son rôle » et les agents de maîtrise. Se reporter au chapitre 4 et la discussion autour des modulations de l'habitus, dans la suite des recherches de B. Lahire.

classes moyennes, la petite bourgeoisie, l'armée, le lumpenprolétariat organisé en garde mobile et toute la population rurale. Avec cette défaite, le prolétariat passe à l'arrière-plan ». Ce à quoi les contradicteurs répondent :

« La garde mobile avait été créée par le gouvernement provisoire. Bien que Marx partage une impression assez courante à l'époque, il n'est pas exact d'assimiler la garde mobile au sous-prolétariat. Les gardes mobiles sont pour la plupart de jeunes ouvriers, parisiens de fraiche date, ouvriers qualifiés mais sans expérience professionnelle, non imprégnés de l'idéologie démocratique et révolutionnaire qui était celle des travailleurs plus âgés »[762].

Compte tenu des informations disponibles, les historiens ne peuvent identifier précisément les origines sociales des recrutés, sauf incidemment quand les patrons de Longwy recensent l'absentéisme et les fuites hors du bagne industriel, « *les mouvements du personnel* » permettant alors de savoir qu'un tel « *a quitté l'usine pour s'engager* », « *pour rentrer dans la gendarmerie belge* », pour « *partir pour le Congo* » « *plutôt que de recevoir les observations de son contremaître* »[763]. Ce qui est sûr, en revanche, c'est que ces corps hybrides, mi-fonctionnaires, mi corps-francs, étaient issus des classes populaires, avec des fractions variables d'ouvriers, de paysans, de chômeurs, et de bandits. Les exégètes de Marx s'en sortent en opposant les jeunes ouvriers aux vieux expérimentés dotés d'une conscience de classe. Mais en fait, cette garde mobile réunissait différentes populations de dominés, tandis que les Bourgeois étaient armés par et dans la garde nationale, corps privé auquel on appartenait en fonction du niveau d'impôt payé, dans la logique censitaire.

Tout le XIX[e] siècle monarchique et révolutionnaire sera un fouillis de corps armés, en partie composés de fonctionnaires (l'armée de ligne), de milices de classe (garde nationale), de formations circonstancielles dissoutes après une répression sanglante (pour 1848, plus de 4000 morts). Telle est le cas de cette garde mobile, plusieurs fois constituée et dissoute[764]. Il faut attendre la III[e] République pour que la dimension patrimoniale des forces armées disparaisse. Non seulement les dominants n'ont plus le droit de porter des armes (disparition de la garde nationale en 1872, interdiction du duel[765]), mais en plus ils doivent se protéger en prélevant le capital guerrier chez leurs ennemis, les pauvres paysans et les ouvriers. Toute l'ambiguïté de l'Etat repose sur cette contradiction notée par les exégètes de Marx. Une zone grise fondamentale apparait, la force armée nécessaire pour mater les insurrections, émeutes et autres troubles à l'ordre public provenant exclusivement des classes populaires. Les troupes de lignes massacreront ainsi les communards, fils de paysans et d'ouvriers s'en prenant à des révolutionnaires portant la lutte formellement en leur faveur. En étant alors soldats et en s'en prenant « aux parisiens rebelles », les dominés massacreront d'autres dominés. Jusque dans les années 1920, la répression des mouvements sociaux sera actée par des soldats issus des classes populaires. Les conscrits interviendront dans les manifestations et grèves. C'est dans le cadre de ma thèse consacrée à la genèse des forces de l'ordre que j'ai pu identifier cette contradiction structurelle. La répression est toute entière une zone grise, une collaboration. Issus du peuple et potentiellement capables de retourner les armes, les exécutants vont travailler pour les dominants tout en étant issus des dominés. C'est la raison pour laquelle les

---

[762] *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte,* Paris, Editions sociales, 1982., p. 78, note 22.
[763] G. Noiriel, *Immigrés et prolétaires*, *Longwy, 1880-1980, op. cit.,* p. 114.
[764] P. Bruneteaux, *La violence d'Etat dans un régime démocratique. Les forces de maintien de l'ordre en France : 1880-1980,* Thèse de science politique, Université Paris I, 1993 ; G. Carrot, *Le maintien de l'ordre en France depuis la fin de l'Ancien Régime jusqu'à 1968*, Toulouse, Presses de l'Institut Politique de Toulouse, 1984 ; G. Carrot, *Histoire des forces civiles de maintien de l'ordre en France*, Toulouse, Centre d'études et de recherches sur la police, 1984.
[765] Sur la prolongation du duel en Allemagne et la prolongation des structures autoritaires de l'Etat allemand dans les classes moyennes cultivées, notamment les corporations étudiantes, N. Elias, *The Germans.* New York, Columbia University Press, 1996.

enfants du peuple deviendront des fonctionnaires dument travaillés sur leur corps et leur cerveau afin qu'ils appartiennent à l'Etat, adoptent les « nouveaux codes » et ne se mettent surtout jamais au service des opprimés.

Les intermédiaires du capital guerrier sont partout. Il y a les pauvres, forcés ou non, qui entrent dans la Légion et qui participent à l'ordre colonial puis impérial[766], les légionnaires et les tirailleurs sénégalais qui ont massacré plus de 100 000 malgaches en 1947 ; il y a tous les agents de sécurité qui protègent les banques -ou livrent l'argent (convoyeurs)- et qui sont largement recruté dans le sous-prolétariat « africain » ; il y a les gardiens de prison, que l'on pourrait aussi appeler les recalés de la police ; il y a les gardiens des logements sociaux et de toutes les formes de résidences sociales[767] ; il y a les dominés dans l'ordre interne avec les policiers et gendarmes qui viennent des classes populaires et qui sont longuement formés pour que leur habitus ancien deviennent flou et que jaillisse les valeurs du corps auxquelles ils sont sommés d'adhérer, à grand renfort de primes pendant les interventions musclées, comme celles auxquelles on assiste en ce moment dans les rues de Paris alors que le pouvoir entérine une fois de plus les lois néolibérales mortifères sur les retraites. Le décrochage existe déjà dans les familles puisque la démarche d'adhésion aux forces de l'ordre signe déjà une intention d'appartenir au « service d'Etat ». La formation reçue et l'encadrement strict des subordonnés feront le reste. A terme, ils ne savent même plus qu'ils répriment leurs frères de misère, sauf lors de situations caricaturales ou l'identification est possible ; à l'image des événements symboliques de 1907 quand les « piou piou », de jeunes conscrits issus de familles paysannes, avaient dû réprimer leurs propres familles dans le Sud viticole. C'est alors qu'ils levèrent leurs baïonnettes en l'air, refusant de tirer sur les viticulteurs mobilisés, leurs pères, oncles, cousins et frères. La conscience de leur position sociale les avait momentanément détachés des logiques de l'obéissance aux ordres et de la conformité au groupe. L'inculcation du nouvel habitus n'avait pas encore été traduite dans des politiques publiques de démarcation (casernement, formation longue, inculcation de valeurs de « service à l'Etat », conditions matérielles nettement supérieures au prolétariat des usines). Tout ce travail sera entrepris avec les premières forces de l'ordre professionnelles créées au lendemain de la première guerre mondiale ; dès 1921 avec la création des premiers pelotons mobiles de gendarmerie. Pour ce « fait d'arme », Clémenceau déportera le 17e d'infanterie à Biribi dans le désert maghrébin. Le grand journaliste Albert Londres en fera un livre courageux. Il relatera leur exécution masquée, leur détention en camp de concentration à Biribi, dans le Sud algérien, aboutissant à leur mise à mort invisible dans des conditions effroyables. On ne trahit pas impunément l'Etat républicain. Avec le processus de rationalisation de l'Etat, ces forces vont être travaillées, polies, afin de produire une culture du corps, un monde fermé qui, au sens fort, fabrique son monde intermédiaire de la collaboration sans être forcément obligé de faire la génuflexion aux élites souvent peu appréciées. Désormais, ces

---

[766] La filière est classique. Ce sont les prolétaires les plus déracinés, souvent passés par des maisons de correction, des placements dans des fermes, un niveau scolaire ne dépassant par le primaire, qui se recrutent massivement dans la légion. J. Labbens, *Le quart-monde, op. cit*., p. 77. On a bien là une confirmation des préventions de Marx à propos du lumpenprolétariat. Cela dit, il ne s'agit que d'une fraction du sous-prolétariat, celle des petits blancs miséreux.

[767] Certains gardiens sont explicitement mandatés pour traquer les dominés. G. Lion décrit ethnographiquement, lors d'une mobilisation contre la fermeture d'un camping dans lequel une cinquantaine de personnes vivent dans des caravanes pourries, le processus par lequel un maire gérant un camping hébergeant ces pauvres à l'année va effectuer une investigation de type policier afin de déceler les « militants » et tous ceux qui voudraient rester sur place, questionnant « *ses interlocuteurs sur leur vie privée et sur leurs motivations à vouloir fréquenter le camping, à leur demander des justificatifs de domicile* ». Dans cette contre-mobilisation du maire répressif, un travailleur social s'illustre particulièrement dans la pression faite sur les plus précaires, établissant un état de leurs dettes, leur disant que « *le maire a la loi pour lui* », et qu'avec leur mobilisation, les résidents vont se retrouver « *à la rue* ». G. Lion, *Vivre au camping*, Paris, Seuil, 2024, p. 224 et s. Dans la lutte qui s'instaure, même les employés municipaux seront invités à intimider l'un des leaders du mouvement en lui coupant l'eau et l'électricité. C'est tout le « service public » qui collabore à cette mission consistant à exclure tous les résidents permanents du camping afin d'en faire uniquement un lieu touristique, la dimension sociale faisant « tâche » pour le maire.

professionnels « tiennent » par les valeurs du corps collectif, le statut, la carrière, les honneurs, les primes, sans relation de vassalité personnelle à des dominants, sans clientélisme non plus. La modernité d'Etat va de pair avec une abstraction sociale, les liens d'affiliation personnelle disparaissant au profit de services rendus à des entités dites collectives, « l'Etat », « la nation », « la patrie », « le pays », « la France ».

Pour autant, ces agents éprouvent eux aussi l'idée du sale boulot et beaucoup en ont conscience dans des situations délicates. C'est un classique des études sur les CRS et les gendarmes mobiles. Ces troupes sont mal à l'aise quand elles doivent taper sur des ouvriers au chômage ou des paysans luttant pour leur emploi. De D. Montjardet à O. Fillieule, un constat identique est établi parmi les sociologues de la police. Et le mouvement des Gilets jaunes, quoi qu'on en pense, a aussi été un moment de flottement dans les forces de l'ordre, lesquelles, par leurs origines sociales, voyaient plutôt d'un bon œil la révolte de « la France profonde »[768]. De manière générale, elles préfèrent taper sur les étudiants fortement urbanisés et aux valeurs internationalistes que sur les ouvriers ou les paysans « bien de chez nous ». Et quand il y a des hésitations, le pouvoir met des casques à pointe volontaires, des sortes de corps francs internes, les fameuses BAC -les Brigades Anti-Criminalité- des cités qui se déploient aujourd'hui avec les BRAV'M composées elles-aussi de volontaires. C'est dire que même au sein de la fonction publique, on retrouve cette dimension de zèle de kapo parmi les forces de l'ordre elles-mêmes. Sans atteindre le niveau des vigilantes d'Amérique du Sud ou d'Asie, ces forces spéciales -parfois dissoutes pour corruption comme à Marseille- sont dans l'ensemble républicaines et légales. Mais, souvent racistes, travaillées de l'intérieur par des syndicats fascisants, ces formations sont rapidement dualisées au contact du sous-prolétariat tandis qu'elles proviennent quant à elles de tout le spectre des couches populaires et des petites classes moyennes. D'ailleurs, ces « troupes d'élite » sont fortement reconnues en interne, le capital guerrier primant toujours sur les rôles plus modérés (de même le GIGN versus le gendarme des brigades ou le RAID versus le policier de commissariat). Les durs à cuire de la BAC se situent au pôle opposé des policiers sociaux, les agents de la Brigade d'Aide aux Personnes Sans Abri, totalement illégitimes dans la police, y compris à leurs propres yeux. La collaboration se joue là au second degré. En plus d'être un participant institutionnel, l'agent est un bourreau volontaire valorisant la force physique, la capacité à frapper son prochain. Avec sa CRS 8, Darmanin tire les forces de l'ordre professionnelles vers un modèle contraire aux principes initiaux de retenue qui prévalaient jusque dans les années 1990. Il a simplement joué sur la dynamique structurale du capital guerrier, laquelle s'oppose aux logiques bien difficiles à tenir de pacification de la répression dans un cadre démocratique censé ne pas martyriser les citoyens. Désormais, il faut frapper, marquer, arrêter, condamner les manifestants. La nouvelle politique sécuritaire illibérale va sans doute susciter des cas de conscience. Ils demeurent minoritaires à l'heure actuelle, les forces de police étant comme portées par une fascisation globale que banalise le Rassemblement national. Mais, pour ces fractions-là, tout au contraire, c'est le zèle qui s'accomplit dans la béatitude du rôle de dernier rempart contre le désordre.

Peu d'enquêtes se penchent sur les modalités du recrutement des futurs militaires ou policiers. D'ailleurs, l'Etat est fin stratège en la matière. Aucun bureau de recrutement n'existe spécifiquement pour enrôler des forces de l'ordre : « Venez dans les CRS. Vous aurez un métier

[768] O. Fillieule et F. Jobard, *Politiques du désordre*, Paris, Seuil, 2022.

captivant, avec beaucoup de voyages en France et dans les DOM-TOM, des heures bloqués dans les cars, des barrages fixes fermés pendant des heures interminables ; mais aussi du bon temps avec la course à l'échalotte qu'on vous accorde avec un bâton de défense plutôt offensif, des LBD qui éborgnent ». Ce raisonnement par l'absurde aide à voir, à l'inverse, la finesse des formateurs de la haute fonction publique (officiers et grands corps de l'Etat). Le recrutement est fondé sur le principe de la généralité. La personne est attirée par des vidéos passant à la télévision où le métier, comme pour les militaires, est avant tout présenté dans un esprit d'aventures, d'initiatives, de nouveautés permanentes, d'enrichissement personnel, et de services tout en grandeur pour « *la nation* », « *l'Etat de droit* », « *la République* », « *le service public* ». Il existe d'ailleurs des ouvrages de juristes présentant le concours pour « *entrer dans la gendarmerie* », plus exactement pour devenir « *sous-officier de la gendarmerie* ». Tous les fascicules en vente -et ils sont nombreux, comme les sites des ministères- montrent une image avenante, jamais un agent en tenue de maintien de l'ordre. C'est en signant son engagement que le jeune stagiaire découvrira, une fois entré, qu'il sera versé durant toutes ses premières années d'activité professionnelle, dans les CRS ou la gendarmerie mobile. Cette manipulation montre, en creux, que les impétrants n'auraient peut-être pas signé s'ils avaient su à l'avance ce qui les attendaient. La déception, la frustration, et l'attente inquiète de sortir de ces formations répressives après plusieurs années de service, sont probablement massives dans les diverses unités. Quand je menais mes investigations à Saint-Astier, un centre de formation au maintien de l'ordre, je pouvais observer, pendant des semaines, « les têtes » que faisaient les gendarmes mobilisés lors des exercices de « *recyclage* » dans ce village artificiel. La fatigue se lisait sur leurs visages, l'exaspération de devoir attendre, toujours attendre, pour ensuite « camphrer » en devant répéter des exercices au milieu des gaz lacrymogènes. Je fus même introduit clandestinement dans une section, au milieu des gaz, et le travail à faire, épuisant, pendant des heures, avec des temps d'attente entre chaque exercice, sans pouvoir fumer ni se dégourdir les jambes, engoncé dans les habits robocop, ne semblait pas du tout leur plaire. C'était comme un travail d'usine, mais du côté de l'Etat. Un travail à la chaine, conditionné sur un poste, avec des gestes mécaniques et des ordres verticaux sans possibilité de contestation ni d'échappatoire pour se reposer. Et comme je n'y connaissais rien, je m'étais fait engueuler par les deux « collègues » à mes côtés parce que je ne « *giclais pas bien dans les bonds offensifs* ». Quelle ne fut pas leur surprise quand ils découvrirent que j'étais un « traître », placé là par des officiers pour sentir de l'intérieur le métier. C'est tout du moins ce qu'ils auraient pu penser de moi, un infiltré pour les surveiller ou colporter leurs propos contre les chefs. Car, à n'en pas douter, les exécutants se méfient de leur hiérarchie et une bonne partie d'entre eux s'en moquent, ce qui m'a été donné à observer en évoluant quelques semaines dans le cantonnement d'une brigade de gendarmerie. Tout porte à croire, comme dans le monde de l'usine, que ces dominés de l'Etat forment une culture de l'entre soi ; un monde qui s'en prend aux zélés et fayots qui courtisent les chefs, lesquels sont nombreux comme dans les usines. Parce que ces dominés ont aussi leur art de ne pas travailler, leurs plans pour améliorer l'ordinaire (de l'eau de vie à la campagne aux petites pépites d'or en Guyane, des objets saisis dans les douanes aux prises de cannabis dans les appartements des « nourrices »), ils doivent se méfier de la hiérarchie et donc aussi des mouchards. Une des leçons de formation, pour le gendarme nouvellement recruté, consiste à le tester en situation. Lors d'une saisie, les comparses proposent discrètement de l'argent au « nouveau » pour tester sa loyauté envers l'Etat. Les gendarmes de base se savent surveillés, puisqu'ils sont notés toute l'année afin d'être évalués. Seule une minorité est promue dans les grades supérieurs de la caste des sous-officiers (major et adjudants chefs), la majorité finissant maréchal

des logis (chef). Les officiers surveillent les subordonnés comme un contremaître surveille un ouvrier, la carrière étant tout de même plus sûre dans la fonction publique puisque les recrutés sont volontaires et aspirent de toutes les façons « à rendre service » ! Pour autant, ce rôle d'auxiliaire des pouvoirs n'interdit pas une lutte de classe interne, dans la logique d'ailleurs profondément conformiste « laver son linge sale en famille ». Prisonniers des textes cachés scottiens, les inférieurs ne peuvent pas s'en prendre directement aux supérieurs, le syndicat étant interdit en gendarmerie. Dans la police, le pouvoir syndical d'exécutants ayant fait carrière peut être tel qu'un simple policier pourra parler d'égal à égal avec un commissaire ou un commandant. Ce n'est pas le cas dans la gendarmerie. Une bonne partie des discussions, pendant le sempiternel apéro, consistait à dénigrer les incompétents, les alcooliques, les petits chefs « aux ordres » des supérieurs, les petits chefs qui assignent les subordonnés à des corvées ou aux sales boulots. Il n'est pas forcément question de dénonciation précise de mouchards, car la présence du sociologue n'est pas assez longue pour créer un climat de confiance. Cependant, les rumeurs, les plaintes, les dénonciations contre la hiérarchie sont légion, formant le terreau incontournable de tous ceux qui, formant le groupe des réprouvés, des « exécutants », vont se méfier de ceux au-dessus et de tous ceux qui pourraient les renseigner, ce qui suppose de bien choisir ses collègues pendant l'apéro.

Outre cette arnaque à l'embauche, il faut comprendre les motivations qui poussent des enfants du peuple à chercher le métier de policier ou de gendarme. Une évidence s'impose. Depuis la prime enfance, le monde social encourage les enfants à manifester leur capital guerrier. Les mamans laissent leurs petits mâles jouer aux cow boys et aux indiens, faire des sports de combat (comme les filles qui d'ailleurs, depuis qu'elles en font, investissent aussi la police ou les métiers physiques), lire des histoires de guerre. L'école vante les armées royales ou napoléoniennes. Nombre d'agents issus des classes populaires disent affectionner l'histoire, alors qu'ils s'abreuvent de récits et de faits concernant les différentes guerres, nationales ou impériales. Les parents accordent sans filtre à leurs enfants le droit de suivre des séries télévisées où les feuilletons policiers tiennent largement le haut du pavé. Les enseignants laissent les enfants se battre dans la cour de récréation, ce qui en fait un espace de légitimation du petit caïd admiré par une partie des filles formées sur les mêmes étalons (à tous les sens).

Que se passe-t-il ensuite à l'âge adulte, entre la sortie de l'école et l'entrée sur le marché du travail ? Il y a tout d'abord un refus du travail ouvrier, un escapisme dont on a déjà parlé. Fuir les lieux les plus oppressifs du monde du travail. La fonction publique figure en bonne place dans les stratégies d'échappatoire. Les cols blancs s'opposent radicalement aux cols bleus. Sauf que les agents des classes populaires vont occuper les postes « cols bleus » des espaces cols blancs, ce dont ils ne prennent pas forcément conscience en s'imaginant avec l'uniforme « impeccable » de policier. Le salaire du fonctionnaire, sans risque de chômage, est attesté dans toutes les enquêtes comme faisant partie des critères d'excellence parmi les raisons pour lesquelles le bureau de recrutement est investi.

L'image de la fonction publique policière est associée à un monde de pouvoirs propres. C'est là où la conversion opère. L'Etat est bien obligé de déléguer une parcelle de la puissance publique aux exécutants puisque, par définition, elle a besoin de cette force pour se maintenir au pouvoir. L'agent va fantasmer sur son nouveau rôle. Il était un citoyen perdu dans sa cité ou son lotissement de banlieue. Il se transforme, au bout de quelques mois, en un personnage craint, capable de donner des ordres, doté d'un pouvoir de coercition. Le dominé devient un chef

puisqu'on doit lui obéir, quand bien même il demeure un exécutant sur le terrain. Or, si ce pouvoir est pratiqué en mode « joug » pendant la journée où les « agents de base » et les « gradés » sont sous l'emprise des inspecteurs, des commandants ou des commissaires, le soir, après 19 heures, quand tous les supérieurs rentrent à leur domicile, le mode « liberté » est activé. Pendant les patrouilles, de jour mais beaucoup plus lors des activités de nuit, les policiers ou les gendarmes profitent alors de leur liberté de manœuvre[769]. On le voit de manière caricaturale avec les BAC, ces policiers chargés de la surveillance des cités et qui disposent de larges capacités d'action dans les temps d'opération nocturnes. C'est par l'intermédiation de ces micro-pouvoirs et de la *chicken shit* qu'elle autorise[770], qu'opère en fait la délégation de la puissance publique, faisant des anciens dominés, des petits chefs fiers de leur mission. En fait, la gratification est toute entière présente dans le poste, assumé avec les collègues comme une sorte d'entreprise artisanale, une micro-horde capable de conformité au petit groupe des pairs face à la meute d'en face.

En réalité, ces micropouvoirs s'adossent à un mécanisme de légitimité du recours à la force dans les classes populaires. L. Mucchielli évoque dans ses recherches le risque de dérapage des policiers au contact des bandits, les agents de la sécurité publique se transformant par mimétisme en casseurs, hurleurs, bagarreurs, *cow boys* dont les dernières images de la Brav'm tendent à illustrer de manière symptomatique cette dérive du *bad boy* en lâcher prise[771]. Ces comportements sont d'autant plus prévisibles qu'ils réactivent une des dispositions majeures des modèles masculins des classes populaires dont le principe d'honneur commande de réagir en cas de « provocation ». Les bagarres dans les bals, à l'usine ou dans les cités indiquent que le capital guerrier transite par les corps des dominés qui règlent entre eux leurs querelles. La capacité à être à la hauteur des défis et des agressions entre mâles définit d'ailleurs les quartiers de noblesse dans ces milieux de petites bandes. Le critère de recrutement, dans une bande ou un gang, passe obligatoirement par la capacité à endosser un test de violence, soit contre son propre corps, soit contre le corps d'une victime, souvent une femme qui doit être violée ou tuée[772]. D'ailleurs, les violences conjugales, d'un point de vue statistique, concernent principalement les dominés. Autrement dit, sans que les élites ne le sachent vraiment, le capital corporel d'honneur et de vaillance est sans doute le maillon intermédiaire le plus efficace dans la production de la zone grise, sans qu'aucun processus de légitimation des élites ne soit nécessaire.

La question subsidiaire s'inscrit dans l'énigme sociologique de la distribution des uns, dans l'usine, des autres dans les postes de la répression. Faut-il tenir compte des valeurs familiales, des traditions de lutte, des appartenances syndicales ? Probablement. Le passage vers les forces de l'ordre -on le sait bien à propos du recrutement des légionnaires- touche d'abord les dominés perdus, sans repères, un pied dans l'intérim, un autre dans la précarité, au sein de familles souvent

---

[769] M. Jeanjean, *Un ethnologue chez les policiers*, Paris, Métailié, 1990.
[770] P. Fussell, *A la guerre*, Paris, (trad.) Seuil, 1992.
[771] L. Mucchielli, *Violences et insécurité. Fantasmes et réalités dans le débat français*, Paris, La Découverte, 2007. J'ai été souvent sollicité par les médias pendant les luttes contre la réforme à 64 ans. A leur demande, je visionnais des vidéos d'amateurs rendant compte d'un défoulement hallucinant des policiers contre des manifestants isolés. Matraquages musclés et répétés à terre, écrasement du corps à 4 ou 5 policiers sur un citoyen ne bougeant plus, fusil mis devant la figure d'une journaliste avec injures et menaces d'un « outrage à agent », gazage à bout portant avec une bombe à main devant un bar où un policier isolé tente d'appréhender un jeune qui lui aurait fait un doigt d'honneur quelques minutes auparavant, hors vidéo, etc. Toute la question du fascisme rampant des fils de prolétaires ouvriers ou paysans retournant leur capital guerrier au service des dominants se donnent à voir dans ces scènes où les gros bras sont fiers d'eux, fiers de jouer à l'homme dur sous couvert de respect de la loi, protégés par le bouclier légal de leur assermentation et de leur fonction au service des dominants, surpuissants dans leur effet de meute, la conformité au groupe se changeant en situation en adhésion groupale à la jouissance de tabasser comme bon leur semble donc de s'illusionner sur un pouvoir qu'ils n'ont que négativement, en réprimant.
[772] P. Bourgois, *En quête de respect*, Paris, Seuil, 1995.

déchirées et où le travail scolaire était secondarisé. On retrouve l'idée développée par Marx à propos du sous-prolétariat. Une partie des bandits va se diriger vers la légion, soit quand le chantage à la prison les saisit à la gorge, soit quand l'illégalité qui grise est rejointe par la lassitude d'être rattrapé par la justice. La présence, dans les familles, d'un frère ou d'un oncle, d'un grand-père ou d'un beau-père ayant été engagé dans les batailles coloniales ou des aventures musclées, facilite la bascule. Ce qui fonctionne pour la légion étrangère fonctionne a minima pour les policiers ou les gendarmes. La fascination pour ces métiers d'aventure a d'autant plus de chance de « matcher » que certains membres de la famille ou des proches dans le coron ou la cité facilitent l'héroïsation de la mission. Pour avoir fait mon service militaire dans les commandos de l'armée de l'air[773], j'ai pu observer de l'intérieur cette glorification des capacités physiques de la part des enfants issus de la paysannerie ou des ouvriers déqualifiés. Par analogies qui se répondent, la force physique et l'endurance, les comparaisons sur les performances sexuelles, les tolérances à l'inconfort, la bravoure face au danger, la supportabilité de la souffrance en cas de blessure, les discussions dualisées sur les femmes et la valorisation anthropomorphisée de « la baise » font accepter le travail militaire comme une mission, un destin, une passion. Le port de l'uniforme guerrier (le treillis) et de l'arme (le famas), le sport, les marches de nuit, les punitions rituelles, sont vécues comme autant de performances aboutissant à « faire des hommes » sans qu'à aucun moment, les « copains » ne parlent le langage de la fierté à servir la patrie. Tout mon mémoire, *Le marquage politique du corps*, avait pour finalité de retrouver les effets d'inculcation hors discours[774]. La fierté d'avoir le corps à la hauteur des attentes du Corps d'armée se lisait à chaque instant dans les conversations où les bidasses se répétaient les exercices, chacun y allant de son savoir-faire lors des manœuvres, des tirs, des missions. Chaque soir, la journée passée était retraduite en récit, souvent onirique, des souffrances endurées et dépassées, des bravoures démontrées, des performances personnelles pendant les « perms ». La blague, saturant les discours, est mobilisée comme un procédé de survol. Elle sert à montrer que les acteurs endossent la posture « comme si de rien n'était », « fastoche ». Loin d'être misérabilistes, les appelés se transcendent en revendiquant la capacité à être plus fort que ce que l'on demande d'eux, s'en prenant aux souffre-douleurs incapables de « suivre ». Et pourtant, entre 17 heures et minuit, qu'avions-nous d'autre à faire que de faire du mieux possible notre lit avant la « revue » du soir en faisant de tout le dortoir ce qu'une fée du logis aurait été incapable de réaliser ?

La mutation du dominé en policier ou en gendarme ne peut être présentée sans tenir compte de tous les appels du pied du social. Dans les familles, dans les médias, dans les lieux de vie, des acteurs, des scènes, des exemples se diffusent (au sens du thé) et transpirent dans les schèmes des dominés qui peuvent être sensibles aux sirènes de la puissance, une force qui est déjà, paradoxalement, un des vecteurs majeurs de la fierté populaire, les fêtes foraines n'étant que la cerise sur le gâteau lorsque le gagnant, ayant atteint sa cible, est fier d'offrir un doudou à sa sœur, sa fille, sa femme ou sa mère. Hélas, peu d'enquêtes documentent ce « *monde privé des ouvriers* »[775], surtout avant d'être ouvrier, lors de ce moment capital où les destinées fabriquent les classes sociales, ce temps de bifurcation où les uns deviendront les futurs traîtres à une classe sociale qu'ils

[773] P. Bruneteaux, *Le marquage politique du corps*, Mémoire de master 2, Université paris 1, 1987.
[774] Le jeune Bourdieu avait été stupéfait d'observer la rapidité avec laquelle les appelés en Algérie endossaient les habits du guerrier. Cependant, il réduit l'efficace du soldat à l'endoctrinement subi par les instructeurs, aux souvenirs militaires hérités, à l'usage de tout le vocabulaire du racisme. A. Pérez, *Combattre en sociologue. Pierre Bourdieu & Abdelmalek Sayad dans une guerre de libération (Algérie 1958-1964),* Marseille, Agone, 2022, p. 73.
[775] O. Schwartz, *Le monde privé des ouvriers*, Paris, PUF, 1990.

ne connaîtront jamais. La science sociale de la masculinité n'en a pas fini avec les recherches pointant les directions de son actualisation dans les classes populaires : tout d'abord dans les bandes et le prélèvement direct sur un territoire contrôlé au point de faire le nettoyage attendu par les élites. « Tuez-vous entre vous » semblent dire les élites si l'on suit la sociologie américaine des gangs[776]. Les policiers ne rentrent plus dans les ghettos, laissent faire tant que les meurtres ne débordent pas sur les quartiers des Blancs. Une zone grise implicite, comme un service de sécurité diabolique, se déploie dans tous les quartiers du monde. Ma ville originelle, Sainte Geneviève des bois, que je croyais si banale, a été le lieu d'actes de barbarie entre jeunes de cité, telle bande s'en prenant à celle de Saint-Michel en torturant et en exécutant des jeunes à coup de marteau, en mettant à nu le corps supplicié et en urinant dessus collectivement pendant l'agonie. Le tout mis en vidéo et posté avec comme titres successifs en fonction des épisodes : « Actes de barbarie 1, 2, 3, 4… ». Le sous-prolétariat relégué et humilié en vient à concentrer sa force physique pour en faire une force de combat afin d'humilier d'autres sous-prolétaires et de gagner de l'argent par tous les moyens possibles (vol, prostitution trafic de drogue). La domination produit la violence qui produit sa contre-violence, laquelle n'est pas violence contre mais uniquement violence conformiste de prélèvement. Pour autant, ces illégalismes rejoignent l'idée d'une déprise du monde ordinaire, tout au moins tant que cette force de combat n'est pas récupérée par les institutions charnières comme celles des militaires.

Dans les métiers de l'ordre, métiers de prestige, l'unique capital demandé est le corps : l'armée, la police, la sécurité proposent un statut enviable. Par une alchimie qui fait le bonheur des dominants, le recrutement fonctionne, cohorte après cohorte. Les dominés ne se pensent jamais exécuteurs des basses œuvres, ce qu'ils sont et font objectivement. Ils sont possédés par le capital symbolique qu'ils s'auto-administrent en se sachant forts et validés dans leur puissance par des supérieurs qui les adoubent au travers de grades et de distinctions. Presqu'aucune propagande n'est nécessaire pour « rejoindre les rangs ». L'identification avec « Top gun » est presque mécanique, directe, charnelle, la hiérarchie et les supérieurs pouvant n'être célébrés qu'au travers de quelque héros maison (comme ce colonel qui a donné sa vie sur un parking pour neutraliser un fondamentaliste). Ce sont les muscles qui parlent. Musclor est tout entier dans le vêtement qui fait le dur qui mérite le vêtement. Ce sont les mêmes déchainements d'aliénation corporelle qui font la « fierté » du « travail bien fait », cette exposition commune des ouvriers dans la dureté du labeur qui soude l'équipe. Toutes les forces fonctionnent à la solidarité du groupe, à la fraternisation, au sens de la fidélité aux copains dans un travail solidaire à accomplir. Le capital individuel vient se fondre dans le capital collectif. Avant que la coopération ne devienne collaboration, elle est déjà en soi un alignement aux valeurs dominantes. Le corps est le premier complice, le plus fidèle qui soit. Comme la musique pour Bourdieu, il est un langage qui se passe de langage. Il est tout entier là, dans une présence immédiate, un cela va de soi incorporé sans inculcation. Le corps est le plus parfait complice des dominants, comme un tiers entre l'exécutant et son ordonnateur. En ce sens, rien n'est plus vrai que la remarque selon laquelle peuvent coexister, chez le même individu « dominé », des schèmes contradictoires. Le corps parle à droite quand la socialisation familiale parle à gauche. Cela est le cas de nombreuses familles de syndicalistes ou même d'ouvriers

[776] E. Anderson, Anderson E., *Codes of the Street. Decency, Violence and the Moral Life of the Inner City*. New York, Norton & Compagny, 1999 ; Bourgois P., *En quête de respect. Le crack à New York*, Paris, (trad.) Seuil, 2005 ; Wilson W. J., *When work disappears. The World of the New Urban Poor*, New York, Vintage, 1996 ; Venkatesh S., *Gang Leader for a Day : A Rogue Sociologist Takes to the Streets*, New York & London, Penguin Press, 2008.

révolutionnaires. La vaillance guerrière des services d'ordre de la CGT, les envolées assassines des militants des brigades rouges au service du prolétariat italien oppressé par les petits chefs et autres nervis locaux, représentent quelques exemples extrêmes de cette juxtaposition de dispositions[777]. En ce sens, on peut effectivement suivre B. Lahire quand il soutient l'existence de « *l'hétérogénéité du stock de schèmes d'action incorporés par l'acteur* » sans qu'il n'y ait forcément des « *expériences socialisatrices systématiquement contradictoires* ». Si le dédoublement social des dominés existe (« *transfuges de classe, miraculés, déclassés par le haut, boursiers, autodidactes sortis de leurs conditions sociales d'origine par la voie scolaire* »), il n'épuise pas la question des facteurs de réversibilité de l'agent en collaborateur. L'auteur évoque notamment *« les décalages entre certaines propriétés sociales de l'acteur et celles de son environnement social »*[778]. Or, rien n'est plus culturellement dichotomique que l'expérience des enfants d'ouvriers élevés dans la haine du patron – ou à tout le moins dans la distance par les effets indirects de l'entre-soi – et qui se retrouvent à l'usine, prolongement de l'ordre social et des pressions sournoises des cela va de soi multiples et non repérables ; tous ces *sens* communs qui se fondent dans l'évidence d'être fier d'en être, à commencer par le cadre urbain arpenté en vélo – fondement de ces identifications territoriales si puissantes autour de sa ville, son village ou son quartier –, le tracé des routes qui mènent à l'usine, les « mêmes » qui parlent le même français, les pairs immergés dans des références communes au sport, les refrains partagés de l'actualité commentée, les éloges du mérite dans les cancans de l'atelier ; autant de chansons reprises dans l'usine, soutenues par tout le sens commun local, y compris le vernaculaire des autres ouvriers : « Quand faut y aller, faut y aller », « faut bien casser sa croûte », etc. C'est là où le corps peut jouer comme traître, effectuant les tâches sous le regard admiratif de l'encadrement, forçant peu à peu, pour certains, le barrage de l'altérité pour créer les conditions de félicité de l'alignement social, bien avant l'alignement idéologique. On a pu voir (chapitre 1) comment des intellectuels peuvent être amenés, peu à peu, baignés dans une ambiance cordiale, nourris autour d'un repas plein de consistance idéologique, à devenir plus mous, gagnés progressivement à la cause d'un rapporteur technocratique sur une question sociale/raciale épineuse (le foulard, l'immigration). L'usine, elle, est quotidienne. Elle taraude les consciences, râpe les certitudes, creuse les convictions. C'est tout l'univers de l'oppression qui peut soit entériner l'aversion, soit favoriser des alliances contre nature. Le territoire, le local, le contexte, sont à étudier en relation avec chaque parcours de vie. C'est bien ici que se révèle toute la complexité du social, au carrefour du sociologique et des failles ou résistances psychologiques façonnées dans la trajectoire d'un habitus individuel. Le corps est une boite noire de la sociologie. Les passages à l'acte de gamins de cité, comme lors des émeutes de juin 2023, enseignent cette ignorance sur les conditions individuelles et collectives de la légitimité à exister par les mains brandies, les lancés de projectiles, les frôlements ou les ballets avec l'adversaire, les entourages dramatiques (le feu, les cris, le mobilier public détruit), les victoires à l'arraché (parvenir à tout détruire sans être arrêté, en faisant peur à tout le monde[779]). Analogiquement, ce sont les mêmes leviers qui sont à l'œuvre lorsque le nouvel entrant découvre la vigueur du corps collectif policier ou gendarmique, lors des marches de nuits, du partage des résistances aux épreuves physiques, lors des rituels du pas collectif en rythme, lors des épreuves professionnelles qui « soudent le corps », cette obéissance au groupe qui est

[777] J'ai connu un réfugié politique italien issu des Brigades rouges refusant toute anesthésie, en France, lors de soins dentaires.
[778] *L'Homme pluriel, op. cit.*, respectivement p. 70 et 84.
[779] Comme dans les coups de pression interactionnels typiques des relations entre jeunes en bas des barres. T. Sauvadet, *Le capital Guerrier. Concurrence et solidarité entre jeunes des cités*, Paris, Armand Colin, 2006. Dans la même veine : S. Poignant, *La baston ou les adolescents de la rue*, Paris, L'Harmattan, 1991 ; G. Mauger, *Les bandes, le milieu et la bohème populaire*, Paris, Belin, 2006 ; E. Anderson, *Codes of the Street. Decency, Violence ans the Moral Life of the Inner City*, New York/London, Norton & Company, 2000.

résonnance immédiate des corps en action comme l'a bien vu C. Browning à propos des troupes auxiliaires d'extermination lors de la seconde guerre mondiale[780]. Le corps est cette surface prédisposée à exprimer des émotions, des emportements, une animalité qui fait jouir. La toute-puissance des psychologues est là, dans ce capital disponible pour « être supérieur à l'autre », dans la destruction de l'adversaire[781] ou la confrontation à un adversaire (les forces de l'ordre) qui attestent de notre propre force. La lutte est un miroir en soi de la *capacité*, au sens d'une attestation de compétence, d'une preuve de la *valeur* qui reste quand tous les autres capitaux sont vacants. Voilà sans doute une des raisons pour lesquelles les chômeurs s'enrôlent et pourquoi tant de fils des classes populaires trouvent gratifiant d'entrer dans les forces de l'ordre.

3/ Les agents du contrôle social des dominés : remettre à leur place les déviants

▲▼

Quand on se penche sur la cohorte des travailleurs sociaux, rares sont ceux aujourd'hui, parmi les chercheurs, qui les affubleraient de cette dénomination presque infâmante : les professionnels du contrôle social[782]. Il est loin le temps où on lisait J. Verdès-Leroux en ce sens et c'est la raison pour laquelle son ouvrage sera présenté en détail. Cette dernière est désormais présentée comme une sorte de monstre caricatural marginalisé dans tous les travaux de science sociale :

« Une certaine sociologie et une certaine littérature dont l'archétype pourrait être *Le travail social* de J. Verdès-Leroux s'étaient spécialisées dans la *dénonciation* (souligné par PB) du contrôle social qu'exercent effectivement les agents du secteur. Le modèle d'analyse hyper déterministe utilisé à l'époque concluait fatalement à une reproduction systématique du travail de domination et de contrôle, excluant toute analyse stratégique et toute alternative progressiste, en niant les contradictions internes et externes, en confondant les intérêts des travailleurs sociaux et ceux de la bourgeoisie »[783].

---

[780] *Des hommes ordinaires*, Paris, (trad.) 10/18, 1992.

[781] E. Canetti, *Masse et puissance*, Paris, (trad.) Gallimard, 1986 ; A. Parrau, *Ecrire les camps*, Paris, Belin, 1995 ; A. Brossat, *Le corps de l'ennemi. Hyperviolence et démocratie*, Paris, La Fabrique éditions, 1998.

[782] Il faut pour cela aller piocher dans les revues confidentielles de l'extrême-gauche, en sortant même de la plupart des éditeurs dits de la nouvelle gauche critique (La Dispute, Le Croquant, Divergences, Les Empêcheurs de tourner en rond, etc). Par exemple dans *Z, Revue itinérante d'enquête et de critique sociale*, hébergée par les éditions Agone. Notamment son numéro 11, « Travail social », octobre 2017. « *Maintien de l'ordre social* », « *contrôle social* », « *charité bien ordonnée* », constituent le pôle dominant du travail social tandis que les auteurs défendent « *les mutuelles, caisses de secours, mouvement associatif et éducation populaire* ». La dernière phrase de l'introduction du numéro soulève cette question qui résume toute l'ambition de notre ouvrage : « *Depuis, les exilés ont constitué le grand public actuel du travail social (…), la politique de non accueil à la française. Dans les lieux d'hébergement pour demandeurs d'asile comme dans le centre « humanitaire » de la Chapelle, se pose à nouveau la question lancée en 1974 par des travailleurs sociaux en lutte : « Qui servons-nous ? »* ».

[783] E. Marteau, « Le travail social à l'épreuve de l'insécurité : résistance à la logique capitaliste ? », in « Travail social et néolibéralisme », *Contradictions*, n°101, 2003, p. 5-28. Dans un registre moins dénonciateur, d'autres sociologues insistent pourtant sur l'atypicité de cette chercheuse : « *Les analyses de Jacques Ion et Bertrand Ravon soulignent l'origine conservatrice du travail social. Auparavant, la sociologue Jeannine Verdès-Leroux considérait qu'il avait toujours cherché fondamentalement à contrôler les pauvres. Cette approche jette une lumière crue sur le travail social comme facteur d'ordre. Elle étayée par l'évidence sociologique du recrutement des assistantes sociales* ». M.C. Bureau & I. Sainsaulieu, *Reconfigurations de l'Etat social en pratique, op. cit.,* Introduction, p.10. A aucun moment, les différents chercheurs qui la citent ne cherchent à invalider ses analyses. Ils se contentent d'exprimer un ressenti, sans prendre au sérieux les pratiques effectives de contrôle social et, surtout, leurs effets concrets sur les populations surnuméraires en termes d'assignation intériorisée à respecter l'ordre établi. La quasi-totalité des recherches pointe les effets de subjectivation, de fausse autonomisation, d'individualisation, sans raccorder cette emprise au service rendu aux dominants. La seule description des processus concrets des politiques publiques sur le terrain confine l'objectivation à la seule saisie de l'enfermement des dominés dans le *do it yourself*, sans relier ces effets sociaux au processus global de reproduction des classes sociales, point aveugle de toutes ces analyses des « politiques publiques ». Pour un exemple édifiant, I. Astier, *Les nouvelles règles du social*, Paris, PUF, 2007.

Dans les années 1970, la part des prolétaires dans cette fonction d'intermédiaire était encore largement résiduelle. 65 % des assistantes sociales provenaient des classes supérieures contre 8 % de milieu ouvrier[784]. La prolétarisation a avancé à grand pas, du fait de l'instrumentalisation stratégique des plus précaires dans la gestion des plus précaires (chapitre 7). Cette utilisation massive des surnuméraires, des chômeurs, des SDF, des racisés des ghettos urbains, des malades mentaux, dans « *l'activation* » ou « *l'accompagnement* » de leurs pairs (écoles des quartiers « chauds », centres de travail adaptés, hôpitaux, centres de cures, foyers d'urgence) a considérablement dualisé le champ du travail social, ces derniers demeurant d'ailleurs le plus souvent précaires et mal considérés. Ce mouvement de flux fonctionnels en tampon (gérer les violences bien sûr, mais aussi le redressement, ce qu'on appelle aujourd'hui le « *rétablissement* » dans toutes les bouches des intervenants sociaux) n'est jamais pensé en science sociale. La prise sur le corps des dominés pour les acheminer vers les zones à risque (sorties scolaires, sorties de prison, foyers d'urgence, établissements de « santé mentale »), figure majeure de la sociologie dans les années 1960 et 1970, a tout simplement été abandonné comme perspective crédible de la recherche. A l'heure actuelle, l'immense majorité des professionnels de la « science sociale » se penche sur les intermédiaires sociaux soit en les encensant -les travaux autour du care[785]- soit en les plaignant -la misère de position de Bourdieu défendant « le service public » du travail social dans *Misère du monde*- soit en en faisant une profession comme une autre[786], soit enfin en insistant sur le déclassement des classes moyennes[787] ou la dualisation du travail social depuis l'introduction des sous-prolétaires dans le travail social[788]. La mobilité sociale des agents issus des classes populaires se trouvant recrutés dans les professions intermédiaires du contrôle social ou de la répression n'est presque jamais questionnée, sauf en les abandonnant dans l'acte de les identifier dans leur nouvelle fonction : pair, médiateur scolaire, animateur, accompagnant éducatif, interprète, etc. Or, compte-tenu de la sociologie ouvrière déjà évoquée, elle ne va pas de soi. *Grain de sable sous le capot* dévoile cette lutte pour ne pas changer de camp, pour ne pas aller chez l'ennemi, pour demeurer entre soi. Cependant, la loyauté envers le groupe d'appartenance devient plus que poreuse quand elle se joue depuis la cité ou un milieu de vie et ce d'autant plus que l'on s'éloigne de l'homogénéité sociale des bassins ouvriers où a grandi R. Hoggart[789]. *La culture du pauvre* fait place à des sites prolétaires et sous-prolétaires, à des agents « de souche » et d'autres racisés, à des jeunes scolarisés et d'autres fortement emportés dans le prélèvement direct à usage privé (racket, trafic de drogue, prostitution, vol, prédations[790]), des acteurs syndiqués ou engagés, et d'autres fortement attirés par le machisme,

---

[784] M.C. Bureau & I. Sainsaulieu, *Reconfigurations de l'Etat social en pratique, op. cit.,* Introduction, p.10-11.

[785] J.P. Payet et al., *La relation d'enquête. La sociologie au défi des acteurs faibles*, Rennes, PUR, 2010. Lire mon compte-rendu critique dans la revue en ligne TERRA paru en septembre 2011.
http://reseau-terra.eu/article1190.html

[786] A.M. Arborio et al., *Observer le travail, op. cit.* ; C. Avril, M. Cartier, D. Serre, *Enquêter sur le travail, op. cit.*

[787] L. Uchitelle, *Le salarié jetable. Enquête sur les licenciements aux Etats-Unis*, Paris, Demopolis, 2008 ; E. Maurin, *La peur du déclassement. Une sociologie des récessions*, Paris, Seuil, 2009.

[788] M.C. Bureau & I. Sainsaulieu, *Reconfigurations de l'Etat social en pratique, op. cit.,* p. 13.

[789] Il faut nuancer le propos. En fonction des bassins industriels, les patrons n'ont pas eu les mêmes politiques de manipulation de leur personnel. Certains d'entre eux, conseillés par des éminences grises comme Raoul Dautry, polytechnicien qui deviendra ministre du logement, mettent en place des actions sociales communautaires, mouillant de la sorte les ouvriers dans leur propre prise en charge. Les cités industrielles de la Compagnie du Nord, dans les années 1920, créent 32 cités-jardins, chacune étant gérée par un conseil de cité. « *Un contenu moral, social où l'auto-responsabilisation promue des agents, notamment en tant qu'animateurs des multiples œuvres sociales, vise à créer une mentalité nouvelle faite d'initiative cordiale et de raison pratique où les consciences s'épurent'. La panoplie des équipements collectifs des cités révèle une stratégie de prise en charge totale agents et de leurs familles* ». G. Ribeill, « Politiques et pratiques sociales du logement dans les compagnies de chemins de fer », in S. Magri & C. Topalov, *Villes ouvrières, op. cit*, p. 155-170. Outre ce retournement des ouvriers au service de la nouvelle morale de la participation, l'auteur décrit le degré d'abaissement moral des délégués syndicaux, véritables chiens de garde locaux des patrons : « *L'enfermement corporatif a contribué à la constitution d'un double patronage, plutôt complémentaire que concurrentiel, s'exerçant sur bon nombre d'agents, avec un volet syndical ou politique d'une part, un volet social ou clérical de l'autre. Dans la cité du Nord, au fond, le délégué syndical peut côtoyer pacifiquement l'assistante sociale* ». *Ibid.*, p. 168.

[790] T. Sauvadet, *Voyoucratie et travail social. Enquêtes dans les quartiers de la politique de la ville*, Vulaines sur Seine, Le Croquant, 2023.

la violence et les métiers de la sécurité, comme on vient de le dessiner à grands traits dans l'introduction de ce chapitre. Les « chiens de garde » ne sont pas que des journalistes, même si Serge Halimi en a disséqué les modalités de service auprès des patrons et des élites politiques[791]. Paul Nizan, créateur du concept, s'attaquait aux philosophes intellectuels au début du XX^e^ siècle dans une perspective marxiste très proche des propos tenus ici. Mais quid des professionnels du gouvernement des corps ? L'immense troupe des agents du contrôle n'est jamais pensée dans ces termes, ce qui est confirmé par les thèmes développés dans les revues *Empan* ou *Le sociographe*, revues largement consacrées au travail social qui n'ont jamais proposé un seul dossier portant sur la corrélation entre la profession et la classe sociale. C'est l'un des succès majeurs des dominants que d'avoir réussi à rendre invisible le travail de soumission entrepris originellement par ces anciennes dames patronnesses qui, peu à peu, dans le courant du XX^e^ siècle, s'est élargi aux couches moyennes conservatrices et à certaines personnes issues des couches les plus défavorisées. Le sale boulot est plus que jamais à penser dans les termes d'une délégation de l'énergie de cadrage des dominés à tous les intermédiaires qui y voient une sortie de la précarité (métiers de la sécurité, service public de l'animation, médiateurs inclus dans le salariat de l'animation, moniteurs-éducateurs effectuant leur stage comme médiateurs scolaires) quand les autres deviennent des collaborateurs ponctuels et éternellement remplaçables (les multiples pairs-aidants mal payés ou en CDD qui foisonnent depuis une dizaine d'années).

L'ouvrage de J. Verdès-Leroux est d'une importance capitale. Elle détaille les groupes, les institutions, les codes, les cadrages idéologiques, mis en place progressivement, lors des périodes historiques successives marquées par des pratiques spécifiques pour chacune d'elles, lesquelles obéissent à des logiques particulières[792] de domination ne remettant pas en cause la logique d'ensemble : contrôler les dominés avec ou sans leur participation. On ne s'attachera donc pas ici aux spécificités de chaque période pour ne retenir que les principes généraux du travail social dans lequel s'engouffrent des dizaines de milliers de jeunes issus des classes populaires chaque année :

« Exercée par une fraction dominée mais objectivement intégrée sur le plan culturel et moral à la classe dominante dont elle reproduit l'arbitraire culturel et moral, et disposant, dans les limites de son mandat, d'une autorité déléguée sur les couches dominées, l'action du travail social conduit à poser la question de la légitimité de l'intervention, question qui, si on l'envisage du point de vue de la population qui en est la cible, amène celle de la violence symbolique nécessaire à l'imposition »[793].

La sociologie de la caporalisation est clairement énoncée dans son principe. Il s'agit de délégitimer toute forme d'autonomie des luttes ouvrières et les rapportant à des déviations qui ne peuvent être traitées qu'individuellement au travers d'une prise en charge psychologique des déviants. Tel est le mandat des travailleurs sociaux :

---

[791] D'ailleurs, s'il est rarissime que des universitaires (sauf pendant la période coloniale fermée en Algérie) jouent le jeu du pouvoir d'Etat dans ses basses œuvres, cela n'est pas rare du côté des journalistes. Au sein d'une profession peu codifiée, certains d'entre eux peuvent devenir de sombres collaborateurs de la raison d'Etat, notamment en assumant des rôles de mercenaires, d'agents secrets ou de barbouzes divers. P. Péan, *Affaires africaines*, Paris, Fayard, 1983.

[792] « *Les différentes phases de cette évolution -expérimentation avant 1914, période probatoire après 1920, élaboration des défenses sous le front populaire, institutionnalisation après 1945- comme les différents modes du discours social – mission éducative, réadaptation correctrice, dissimulation humaniste, psychologisation, montrent, au-delà des ajustements tactiques, un mouvement irréversible* », *Le travail social, op. cit.*, p. 55.

[793] *Ibid.*, p. 10.

« L'allégeance des agents à la classe dont ils expriment les intérêts matériels et moraux n'a pas toujours été dissimulée (…) Contre-mouvement se proposant d'arracher la classe ouvrière au socialisme en lui démontrant l'inutilité de la révolution pour améliorer sa condition, l'assistance sociale est conçue, financée et mise en œuvre par les éléments de la fraction dominante constituée de grands bourgeois et d'aristocrates (…) Les pionniers de l'assistance sociale (sont) au service d'un dessein clairement revendiqué : « l'union intime et féconde de toutes les classes » (…) L'assistance sociale se constituant, désigne et précise sa cible, *la classe ouvrière urbaine*, c'est-à-dire que l'assistance sociale abandonne à l'assistance publique et à la charité chrétienne les indigents ou autres « irrelevables » qui constituent un groupe improductif et, pour elle, politiquement sans danger. La classe ouvrière apparait comme le groupe le plus menaçant en raison de la nature du risque de subversion qu'elle fait courir, la révolution se substituant à l'émeute (…) L'imminence du péril social, sans cette rappelée, ne s'enracine pas seulement dans le souvenir de la commune mais dans l'actualité la plus quotidienne qui, de la défenestration de Watrin à Decazeville en passant par l'entrée des socialistes au parlement, la constitution de la CGT, fait peser sur la bourgeoisie la peur du grand soir (…) Le conflit est réduit à une interprétation psychologique. La classe ouvrière, ignorante et vicieuse, n'est capable ni de s'assurer le bien être théoriquement accessible à chacun ni, faute d'armature morale, d'assumer sa condition en adhérant de façon réaliste à l'ordre établi. Le rendement de ce principe d'interprétation apparait dans le résultat atteint – justifier pour la classe dominante l'entreprise de contrôle et d'imposition d'une hégémonie culturelle »[794].

Ces intermédiaires sociaux ont donc commencé par travailler directement pour le patronat, ce qui n'est plus trop visible aujourd'hui. Dans les débuts du travail social, la relation avec les industriels était directe. Une grande partie des assistantes sociales œuvrait à l'intérieur des usines. On les appelait les surintendantes d'usine. J. Verdès-Leroux en fait une description saisissante au travers d'un « *vigoureux programme de redressement* »[795] :

« A la rencontre policée d'avant 1914 succède l'affrontement sans ménagement sur le terrain des dominés, l'usine ou la cité ouvrière. En quelques années, le service social d'entreprise, celui des caisses de compensation de la région parisienne, celui des HBM de la ville de Paris, celui de la caisse d'assurances sociales, etc, sont créés et la fonction d'assistance se diversifie : infirmière-visiteuse, surintendante d'usine, visiteuse-contrôleuse des assurances sociales, assistante polyvalente familiale. Cette multiplication des lieux d'intervention vise à permettre une emprise généralisée sur la vie quotidienne des classes populaires. L'assistance sociale trouve reconnaissance et commandite auprès du gouvernement et des milieux politiques et auprès de certaines fractions du patronat. En retour, le discours des assistantes dépasse l'expression de la solidarité de classe pour développer un éloge sans réserve du groupe dont il se reconnait l'allié naturel, le patronat des Peugeot et Michelin. La surveillance à l'usine constitue le terrain d'affrontement le plus direct ; il est aussi l'émetteur des critiques les plus vives et même violentes, et il est celui qui a parlé le plus. Tout se passe comme s'il fallait, à cette phase, convaincre de la rentabilité du mandat ; pour s'imposer sur le marché, obtenir au plan matériel comme dans le registre symbolique, les moyens nécessaires, le groupe intermédiaire devra multiplier les déclarations d'allégeance »[796].

On fera l'économie des injures – « le désastre moral » – qui sont rapportées au fil des pages à l'encontre d'une classe ouvrière jugée débile, irresponsable, immature, immorale, vicieuse, jouisseuse, alcoolique, grossière, débauchée, etc., pour se concentrer sur les missions réalisées. « *La tâche de surveillance morale* » s'effectue avec zèle dans les usines et aux abords des habitations afin

[794] *Ibid.*
[795] *Ibid.*, p. 18.
[796] *Ibid.*, p. 23-26.

« *d'éduquer avec la sévérité nécessaire cette classe affaissée* »[797]. Au travers de jugements permanents d'invalidation, « *C'est cette conscience de classe en formation qui est attaquée de l'intérieur, à la racine, lorsqu'on s'en prend au mode de vie séparé de la classe ouvrière (…) en niant qu'il puisse y avoir une autre conception du monde que celui de la classe dominante* »[798]. La « *propreté morale* », « *l'hygiène morale* », « *le redressement moral* », « *le relèvement moral* », « *le perfectionnement moral* » légitiment une surveillance sur les lieux de travail, au domicile, en se reconnaissant « *un droit d'inquisition sans limite* »[799]. Cette couverture disciplinaire supplémentaire, en plus de tout l'appareil de surveillance en usine, vise à offrir un complément d'emprise sur des travailleuses et des travailleurs toujours suspectés d'immoralité et de dissidence. Ce travail d'encadrement a pour objectif de fidéliser les cibles, ce qui est en propre la fabrication de la collaboration de classe :

« Pour le patronat, le but est le maintien d'un « bon esprit » chez les ouvriers. Le bon ouvrier n'est pas seulement celui qui travaille beaucoup, il doit être sincère, pur, dévoué, acceptant 'librement et joyeusement' sa discipline et son traitement. La surintendante est chargée de maintenir un climat « confiant », de « tendre la main de la part du chef d'entreprise qui ne peut pas tout faire lui-même ». Bref, il lui revient de travailler à la collaboration de classe et sa valeur se mesure à l'absence de revendication et de grèves dans l'usine. Le gouvernement délègue dans les assemblées de l'Association un représentant qui vient exprimer son « admiration » et sa « gratitude » pour le travail accompli : en écartant les mauvais ouvriers, en signalant les « prétendues accidents », « les maladies simulées », en empêchant le sabotage, le gaspillage, les malfaçons, les surintendantes ont permis d'augmenter la production ouvrière »[800].

C'est au moment du Front populaire que le positionnement des travailleurs sociaux s'illustre de manière caricaturale. La collaboration ne s'épuise pas à la mission de domestication des prolétaires. Elle s'exemplifie dans le combat direct contre tout ce qui procède d'une avancée sociale en faveur des ouvriers. Si la peur d'une réaction trop frontale appelle un « travestissement » nouveau en mettant en avant « la neutralité », en revanche, sur le terrain, les surintendantes tentent par tous les moyens d'invalider les accords Matignon :

« L'accueil que les assistantes sociales font à la mise en place des délégués d'atelier confirme cette analyse (…) Elles avancent des objections techniques qui leur permettent de minimiser la portée de ses mesures et surtout de justifier l'opposition à leur application. Les délégués « nous portent un très grand tort car ils agissent sur des terrains qui devraient nous être réservés : hygiène des ateliers, amélioration des conditions de travail ». Ce conflit qui parcourt l'histoire du service sociale d'entreprise, assistantes affrontées aux délégués, aux comités d'entreprise, aux syndicats, traduit le refus d'admettre l'ouvrier comme individu majeur »[801].

La sociologue découvre un univers qui a pour particularité de muer en permanence, au point d'apparaître comme fondamentalement « au service des pauvres ». Ce tour de passe-passe s'est joué en plusieurs actes : capacité de faire profil bas pendant les périodes de crise (front populaire, Libération, Mai 68) où les dominés relèvent la tête ; diversification des écoles et des recrutés au point qu'une vanne est même ouverte en direction du sous-prolétariat (aide-éducateur,

[797] *Ibid.*, p. 29.
[798] *Ibid.*, p. 30.
[799] *Ibid.*, p. 32.
[800] *Ibid.*, p. 35-36.
[801] *Ibid.*, p. 42-43.

pair-aidant) ; idéologie de la vocation armée par l'illusion du désintéressement[802] ; profusion de démarches, dispositifs, projets brouillant les cartes (protection de l'enfance, gestion des délinquants, gestion des SDF, gestion des familles précaires, gestion des femmes dans les PMI, accompagnement des malades dans les CMP et hôpitaux) ; militantisme camouflant paradoxalement les enjeux structuraux ; mobilisation des sociologues dans les dispositifs de recherche appliquée.

Aujourd'hui, cette relation directe de service au profit des patrons a disparu. C'est d'ailleurs le « marché de dupes » le plus extraordinaire du point de vue de la zone grise. Si le maton de prison[803], le petit chef d'atelier, l'agent des forces de l'ordre sont immédiatement « lisibles » dans leur fonction coercitive, en revanche, les intervenants sociaux sont largement parvenus à se désencastrer de leur fonction essentielle : tenir les dominés dans l'ordre établi dans ce mandat flou entre solidarisme et contrôle en masquant leur fonction de classe intermédiaire tampon entre le capital et le travail, ce qui implique « *d'occulter l'un des caractères sociologiquement pertinent du service social : l'appartenance massive des « clients » aux fractions inférieures non qualifiées, de la classe ouvrière* »[804]. L'apparence d'autonomie « *pour produire ce qu'on attend d'eux* »[805] a été travaillée spatialement. Les travailleurs sociaux sont désormais concentrés dans des espaces spécifiques d'intervention et de réception des « gens », même si les centres se trouvent à proximité du « public ». La Polyvalence de secteur constitue un lieu administratif proche des cités HLM ou des cités de transit où sont regroupés les assistantes sociales, les éducateurs de l'ASE et les conseillères en économie sociale et familiales. Les stratégies de « professionnalisation » (formation dans des IRTS), la « scientificité » proclamée (psychologie, expertises, intervention d'universitaires dans les formations[806]), la « neutralité » revendiquée, « la morale humaniste » ou même « la défense des droits » ont apporté des couches de sédimentation recouvrant le terreau initial. Ainsi, la nouvelle idéologie de « l'accès aux droits » ferait uniquement de ces intermédiaires des facilitateurs, des relais afin de booster « l'Etat de droit », comme si ces derniers n'étaient plus que des vecteurs des politiques sociales, sans aucune intervention parallèle, sans voir aussi que l'Etat a produit les « sans-papiers » depuis le début des années 1970. Or, plus que jamais, et aussi parce qu'ils sont passés par une psychothérapie fortement encouragée pendant leur formation initiale, les intervenants sociaux défendent toujours une approche individuelle des problèmes sociaux ; ce qui les apparentent eux-mêmes à des serviteurs de bonne conscience défendant le beau côté de l'Etat (les « droits ») sans lutter contre la raison d'Etat et les mesures destinées à faciliter l'exploitation économique des « immigrés » et autres « migrants » surexploités, monde de l'entreprise dans lequel ils ne rentrent jamais ni ne prétendent d'ailleurs vouloir y entrer pour ce qui serait éminemment utile : imposer le droit ou transformer les relations de travail. Même sans pouvoir remettre en cause les « nouvelles pauvretés » ou les précarités multiples qui toucheraient toujours, dans leur discours, de « nouvelles populations », les travailleurs sociaux dénient aux violences économiques et politiques le poids qu'elles ont dans la

---

[802] *« L'intervention des travailleurs sociaux n'est pas rémunérée par la personne à laquelle elle s'applique ; celle-ci, dans la grande majorité des cas, n'a pas sollicité cette intervention. La disjonction entre intervention et rémunération fonde l'exigence du travail social à être reconnu comme service public, au même titre que l'école. Elle renforce l'idéologie du désintéressement, de l'altruisme, du don de soi, essentielle à des professions qui se réfèrent à des « choix vocationnels »* ». *Ibid.*, p. 103.

[803] L'origine sociale des gardiens de prison est livrée au compte-goutte dans le travail d'investigation souterrain de ce journaliste, A. Frayer, *Dans la peau d'un maton*, Paris, Fayard, 2011. On y trouve des filiations avec le capital guerrier récupéré par l'Etat (parents militaires ou policiers de base), des échoués dans la course scolaire, sans BAC ou avec un diplôme universitaire « en voie de garage », des anciens manutentionnaires (ouvriers, jardiniers, vendeurs, agents de service).

[804] J. Verdès-Leroux*, Le travail social, op. cit.*, p. 99.

[805] *Ibid.*, p. 9.

[806] Cette connexion est évoquée par A. Caillé, *La démission des clercs*, *op. cit.*, p. 19-22.

détermination des abîmes dont souffrent le sous-prolétariat et les couches précarisées de la classe ouvrière jamais nommées comme telles. La segmentation en « madame », « monsieur », « famille lamba », « cas social X », « longue histoire personnelle de fragilisation », « perte du lien social » est toujours consacrée par cette idéologie familialiste ou individualiste, à grand renfort d'une sociologie déréalisée des « conflits intra-familiaux » et des « handicaps » incarnée par S. Paugam, et ses élèves (E. Gardella, P. Pichon). Aujourd'hui, la majeure partie de la sociologie de la « pauvreté » vient en appui du travail social en supposant que le problème majeur serait la « désaffiliation » (rôle central de R. Castel dans ce culturalisme), la perte des « repères », les « difficultés » liées à « l'isolement » et à « la perte de soi » (les philosophes du social, de la reconnaissance comme A. Honneth, P. Ricoeur) alors que les lois économiques néolibérales ne cessent depuis les années 1980 de détruire le droit social, de détricoter les acquis sociaux, de juguler le droit syndical, de sévir contre les chômeurs, de « flexibiliser » l'ensemble des travailleurs. Les sociologues, dans ces nouveaux habits du « lien social », sont aussi organiques que les agents de l'Etat qui déplacent l'enjeu de la redistribution de la valeur vers des « politiques de la ville », hypostasiant un cadre urbain et déréalisant une fois de plus les questions sociales et raciales du capitalisme et du colonialisme. C'est finalement presque toute la recherche en science sociale sur les classes pauvres qui a abdiqué les recherches autour des violences du contrôle social, préférant collaborer à une « meilleure prise en charge des publics » avec les acteurs du « bien vivre ensemble ». Que ce soit les travailleurs sociaux ou les politiques annexes qui se sont déployées depuis l'arrivée des Socialistes au pouvoir (politiques de la ville remarquablement écrite pour ne pas penser les classes sociales, politiques d'accès aux droits et à la santé, politiques de l'urgence sociale), un maillage de plus en plus sophistiqué rend désormais presque provocateur l'idée même d'une sociologie à la Verdès-Leroux, remisée dans les queues de comète d'un marxisme 68tard suranné ; au mieux, il demeure tellement amusant de lire ces auteurs « dépassés » pour mesurer le chemin parcouru dans l'excellence actuelle du travail social ! Outre l'individualisation des « problèmes », outre la dissociation de la prise en charge de toute « question sociale », outre l'assignation à la sociabilité dans les cadres de l'ordre établi, le travail social parvient à flouter son rôle en jouant sur les deux fonctions de l'Etat. Si le cadre répressif n'est jamais absent (mandat du juge dans les AEMO des adolescents et jeunes « délinquants », mandat du juge dans la trame du signalement jusqu'au « placement » de l'enfant, suivi des dépenses par les « conseillères » ESF, contrôle de la tenue du foyer par les « visites à domicile »), l'essentiel de l'image du travail social repose sur l'amour de l'autre ; un amour qui serait tellement inconditionnel qu'il supposerait toujours l'adhésion du sujet, sa pleine participation au « projet » qui s'impose à lui « pour s'en sortir » ; c'est justement en apparaissant humaniste et aidant que les dominés sont captés et que les dominants sont rassurés ; ce en quoi les intermédiaires sociaux remplissent pleinement leur contrat social de collaboration :

« On peut chercher à spécifier l'activité de ces « praticiens de la relation » en les situant par rapport aux deux pôles constitués par la pratique libérale (avocats, médecins) et la pratique réglementaire (magistrats). Au pôle libéral se rattachent l'existence d'une « relation duelle » (le « colloque singulier »), la revendication d'une déontologie. Au pôle réglementaire se rattachent le contrôle par l'Etat de la sélection et de la formation, le caractère officiel du mandat. Ces rapprochements font apparaitre des traits spécifiques ; en particulier, le fait qu'en définissant son intervention à partir des intérêts de personnes (la meilleure insertion de sujets particuliers) et non à partir des intérêts globaux de la société (par exemple le respect des lois) comme dans le pôle réglementaire, la pratique des travailleurs sociaux renvoie à une doctrine implicite selon laquelle l'harmonie sociale coïncide avec l'épanouissement personnel. C'est par référence à cette doctrine qu'on recherche

explicitement une adhésion du sujet aux principes qui fondent les interventions pratiquées et les mesures prises à son endroit (…) Parce que le seul capital symbolique dont dispose le travail social, c'est-à-dire la seule force qu'il soit capable de mobiliser, est l'inquiétude de la classe dominante, se sentant menacée par les dominés, et que la garantie d'existence et de développement de ce secteur tient au crédit qui lui est fait pour la conjurer et la réduire »[807].

Et, de fait, ces rôles s'actualisent depuis cette place d'intermédiaire, sans concertation avec la police (sauf pour le placement des enfants), sans appui des juges (sauf pour le même placement, les violences conjugales et les mesures de « suivi » des jeunes en AEMO ou en foyer), sans jamais évoquer ou invoquer l'Etat et le mandat, ce qui situe ce secteur dans une « *relative autonomie* »[808]. Compte tenu de l'abandon du sous-prolétariat par le syndicalisme depuis l'accusation marxiste d'infâmie et de trahison, les contestataires participent, sans le savoir, à ce rôle passif de collaboration. Dans de rares occasions, et parce que le référentiel prolétaire n'est pas loin, les syndicats peuvent se mobiliser pour certains surnuméraires, comme les chômeurs en 1998[809], lesquels ont vandalisé des ANPE, pôles emplois et autres lieux des redistributions financières pour les « pauvres ». Mais dans l'ensemble, les sous-prolétaires sont abandonnés, dans leur cité de transit ou leur HLM, dans leur bidonville ou leur squat, aux mains des caritatifs, des assistants sociaux ou des humanitaires comme MDM. Du coup, le travail de prise de conscience de ce qu'ils subissent avec les professionnels du tampon (« *the buffer* » chez O. Patterson pour penser les Mulâtres dans l'espace colonial, voir le dernier chapitre) nécessite un tel travail de désenffouissage, d'objectivation, d'analyse socio-historique que les sous-prolétaires sont le plus souvent condamnés, sinon à la soumission honteuse, du moins à des ripostes partielles scottiennes. Les mobilisations dans les cités sont rares et les habitants subissent, lot par lot, appartement par appartement, famille par famille, les assauts des contrôleurs de la CAF, des conseillères ESF ou des assistantes sociales, quand ce ne sont pas ceux des éducateurs des « clubs de prévention »[810] qui serpentent en bas des HLM à la recherche des jeunes en dérive. Sur ce dernier point, rappelons qu'aujourd'hui, avec les rebellions des jeunes d'origine maghrébine et la mobilisation de leur capital guerrier, les éducateurs ne font plus le poids et un nouveau rapport de force s'est manifesté ; cela d'autant plus que la militarisation de ce capital guerrier commande désormais presque uniquement l'intervention des forces de police (dont la désormais célèbre CRS 8 formée contre les « violences urbaines » -toujours ce langage de la « ville »), dernier rempart à la dissidence de cette fraction du sous-prolétariat reconvertie dans des trafics leur permettant de vivre un temps (avant la case prison) comme des classes moyennes supérieures. Mais pour l'ensemble des familles ou « ménages » sous-prolétaires, l'essentiel de la vie quotidienne est ensemencé par les aides sociales, RMI et RSA négociés dans le cadre des « contrats d'insertion », contrepartie incontournable à la solidarité républicaine ; dernier avatar de la « responsabilisation » de ces classes sociales marginalisées par le capitalisme et les lois scélérates en faveur du travail flexible. Plus que jamais, les élites politiques stigmatisent celles et ceux qu'elles ont produits comme « exclus » du salariat ordinaire en favorisant les libertés d'entreprendre, et donc les libertés de licenciement ou les libertés de contractualiser à temps partiel ou avec le support intérimaire. Paradoxalement, dans cette ambiance délétère, il reste les travailleurs sociaux pour

[807] *Le travail social, op. cit.*, p. 104-105.
[808] *Ibid.*, p. 107.
[809] X. Dunezat, *Chômage et action collective. Luttes dans la lutte. Mouvements de chômeurs et chômeuses de 1997-1998 en Bretagne et rapports sociaux de sexe*, Thèse de sociologie, Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, décembre 2004.
[810] « *Séparée de l'instance judiciaire, la prévention apparait étrangère aux actions de répression et peut donc mieux faire accepter le travail qu'elle effectue* ». *Le travail social, op. cit.*, p. 180.

tendre les bras à ces populations abandonnées, lesquelles parlent, avouent, se confient, s'épanchent (le schéma foucaldien est parfait en la matière), rejetées par les forces protestataires comme par l'Etat, tandis que les intermédiaires sociaux, dans les filets de l'urgence sociale ou dans les prises en charge familiales territorialisées (HLM et autres lieux populaires), génération après génération[811], deviennent les seules figures de la fraternité ! Or, et ce sera le mot de la fin, la fraternité ne peut exister parce que le travail social botte en touche. Il ne vise pas à rééquilibrer les rapports de force, à redonner plus de pouvoirs aux dominés dans les luttes de classe. Tout au contraire, il les enfonce en en « remettant une couche » :

« L'accent était mis dès l'origine, sur cette spécificité de l'assistance sociale : promouvoir l'ouvrier par une pédagogie de « relèvement ». Cette affirmation du primat du spirituel, c'est-à-dire de l'action rééducative, permettait de méconnaître l'origine socio-économique des problèmes et justifiait la relative indifférence portée à leur solution matérielle. Ce primat est conservé dans les énoncés actuels qui s'attachent aux troubles « relationnels », aux problèmes psycho-psychiatriques ; devenu primat de l'affectif, il s'accompagne toujours de la dépréciation des secours matériels »[812].

« Les exclus », « les inadaptés sociaux » offrent une image fracturée d'une multitude de portraits qui viennent attester la force en quelque sorte du déni étiologique au sein des élites économiques et politiques comme au sein du monde des intervenants sociaux. Le lieu commun le plus puissant, toujours actif, peut-être même encore davantage aujourd'hui où les sondages précisent qu'une majorité de Français ont peur de tomber dans la rue, consiste à dire que « ça peut arriver à tout le monde ». Alors que toutes les enquêtes, y compris celles des services publics (statistiques de l'ANAS, études des caisses d'allocations familiales, rapports du Plan, études internes sur les fichiers de suivi des équipes sociales) montrent que ce sont les plus dominés économiquement qui sont le cœur de cible et la priorité des « mesures d'accompagnement », la vulgate transmise dans les écoles de travailleurs sociaux comme dans la presse nationale semble se concentrer sur cette phrase, bien sûr reprise par le ministre R. Lenoir dans son ouvrage *Les Exclus* très largement cité dans le champ concerné jusqu'à aujourd'hui : « *Aucune classe sociale, aucun âge ne sont indemnes* »[813]. Ce déni du facteur économique, pourtant aveuglant, puisque l'auteur reconnait lui-même que « *quinze millions de personnes au moins vivent encore dans les zones de pauvreté et de dénuement* » et ne sauraient constitués quinze millions d'inadaptés sociaux pour des motifs « psychologiques », jalonne la moindre publication émanant du monde du travail social. En appui de cette construction de la mauvaise foi, le jargon interne déploie une série de portraits de débiles et de monstres qui permettent de brouiller les pistes tout en produisant la peur sociale des couches intégrées : « *délinquants, alcooliques, fugueurs, suicidaires, vagabonds, ex-détenus, immigrés, enfants en danger, prostituées, mères célibataires, marginaux, asociaux, drogués, une fraction des Français musulmans* » détaille Lenoir comme d'ailleurs en chœur l'ensemble des professions du social dans les discours que j'ai recueillis depuis près d'une trentaine d'années. « *La juxtaposition de groupes disparates a pour vertu de faire disparaître en tant que tel le principe de classement économico-politique, en même temps que de faire rejaillir sur l'ensemble des groupes énumérés la coloration « criminelle » de certains termes* »[814]. Rien n'est plus opposé à cet univers que la reconnaissance qu'ils gèrent tous les rejetés du néolibéralisme ayant développé des

[811] J.F. Laé & N. Murard, *Deux générations dans la débine. Enquête dans la pauvreté ouvrière*, Paris, Bayard, 2011.
[812] J. Verdès-Leroux, *Le travail social, op.cit.,* p. 219.
[813] *Ibid*., p. 247.
[814] *Ibid*., p. 249.

voies parallèles d'adaptation, tous les « mêmes pas entrés » dans le salariat (jeunes des cités) ; toutes et tous formant différentes fractions du prolétariat (CDI, partiels, au noir, sans-papiers) et du sous-prolétariat (routards/squatteurs et désormais zadistes, bandits et autres préleveurs directs à usage privé, prostitués permanents et occasionnels) avec des « non-ressources » différenciées, et aussi avec des stratégies et des tactiques de survie, de résistance et d'échappatoires qui se situent aux antipodes des classifications du champ social[815]. Cet acharnement à ne pas voir, cette envolée dans les taxinomies disqualifiantes, ce rouleau compresseur de la psychologisation individualisante, indiquent que ces acteurs se situent au cœur du processus de déstructuration de la classe ouvrière et forment bien un groupe de collaborateurs efficaces dans la reproduction de l'ordre établi.

Certes, aujourd'hui, les travailleurs sociaux comptent dans leurs rangs de nombreux jeunes qui ont eu des parcours de précarité et qui ne pensent plus comme leurs aînés. Les origines sociales sont plus populaires qu'auparavant et la fonction de tampon moins assumée. D'ailleurs, la précarité touche aussi les travailleurs sociaux, notamment dans le nouveau domaine de l'urgence sociale[816] que J. Verdès-Leroux n'évoque même pas dans son ouvrage alors qu'elle balaye l'ensemble des types de professions et d'institutions de rattachement. En 1978, l'urgence sociale n'existait encore qu'à l'état d'embryon, accueillant la figure du vagabond totalement déconnectée de la condition ouvrière. Le sous-prolétariat des taudis, des baraquements et des bidonvilles, pour l'essentiel étranger, n'est qu'à peine évoqué par la sociologue qui ne traite que des ouvriers et des moins qualifiés de la classe ouvrière. J. Verdès-Leroux omet complètement de penser les différenciations d'intervention en fonction des fractions de classe populaire à une époque où la « crise économique » n'avait pas encore apporté son lot de « nouveaux pauvres » qui feront florès dans les années 1980. Ce faisant, elle ne traite aucunement de l'empire caritatif qui constitue un domaine d'intervention essentiel dans la prise en charge des surnuméraires justement abandonné par la classe ouvrière, notamment depuis que les sociétés de secours mutuels de la fin du XIX^{e} siècle ont échoué à prendre en charge les exclus de l'armée de réserve du capital. Les assurances sociales et les mutuelles n'ont œuvré que pour la classe ouvrière intégrée. Comme chacun sait, il faudra attendre 1988 avec l'instauration du RMI pour que les premières prestations financières soient allouées « en droit » au sous-prolétariat. Hors de l'Etat social, les licenciés et chômeurs n'ont pu compter que sur les maigres ressources des plus grandes municipalités mettant à disposition des dépotoirs immondes faisant fonction d'asiles de nuit pour quelques nuits. Et ce jusqu'à la fin des années 1990 tandis que la mendicité a été un délit du code pénal jusqu'en 1993. C'est dire que, dans cette structure de différenciation entre les trente glorieuses du prolétariat et la remise des autres dans les filets du municipalisme résiduel, ce sont les travailleurs sociaux qui ont étendu leur emprise dans ce champ que J. Donzelot a défini comme *L'invention du social*[817] : déni du politique à l'égard des effets de l'économie capitaliste, refus de politiques économiques volontaristes, refus d'attribuer un droit au travail aux ouvriers. Le social, champ nouveau qui n'existe pratiquement nulle part ailleurs que dans les Etats occidentaux, s'est nourri de l'absence de l'Etat social (dames patronnesses puis surintendantes d'usine) puis, à partir de la fin de la seconde guerre mondiale, s'est adossé aux multiples politiques publiques visant à lutter contre « l'inadaptation sociale »[818], maître mot des

[815] P. Bruneteaux & D. Terrolle, *l'Arrière-cour de la mondialisation, op. cit.*
[816] Il y a eu ces dernières années de nombreuses mobilisations de la part des travailleurs sociaux du Samu social de Paris.
[817] Paris, Fayard, 1984.
[818] « L'aide sociale à l'enfance », « les mesures visant l'accès à l'emploi », « les politiques familiales », « la politique de la vieillesse », « la protection judiciaire de la jeunesse », « les clubs de prévention », « la formation professionnelle », « la polyvalence de secteur », les politiques de santé dont la

politiques républicaines entre 1945 et le début des années 1980. Une des formes les plus abouties de la collaboration revient à cette fraction de la petite-bourgeoisie qui est même parvenue à attirer des membres des classes populaires (dont les éducateurs, d'origine plus populaires que les assistantes sociales). Beaucoup de médiateurs issus des quartiers ont pris le relais des éducateurs. Et dans le champ de l'urgence sociale, émerge désormais la figure des pairs-aidants dont on brossera le portrait dans un chapitre qui suit. S'il est vrai que l'Etat a toujours eu une position ambivalente à l'égard du social, donc à l'égard des professionnels à la fois protégés dans un statut mais souvent « lâchés » dans l'arène sociale, sans véritables moyens, il n'en reste pas moins que tout l'édifice social repose sur une division du travail qui n'est pas vectorisée à sens unique (chacun à sa place pour un rôle spécifique dont le tout œuvre au bien commun) mais fonctionne en pôles dualisés (éducateur/jeune marginal ; policier/jeune délinquant ; assistante sociale/famille en difficulté financière ou éducative, etc) où se joue, comme pour l'ouvrier face aux agents de maîtrise, la bonne marche de l'énergie sociale des dominés dans les boyaux attendus des appareils et organisations. La misère de position des travailleurs sociaux n'a jamais interdit de penser le fonctionnement globalement efficace de l'assujettissement des dominés dans les politiques de « rétablissement », « d'insertion », de promotion de l'individu vers son « autonomie ».

Pour finir, il faudrait évoquer dans le détail les modalités pratiques d'une « aide » qui, pour les classes populaires, peut signifier le contraire de l'appui demandé. Ainsi, compte tenu du racisme de classe mais aussi d'une économie de moyens, les intervenants tranchent souvent dans le lard en préférant la sécurité d'une partie des personnes à la protection de tous. Dans l'exemple qui suit, toujours d'actualité, l'interpellation du service social aboutit en fait à une violence supérieure à celle que la « cliente » demandait à faire cesser avec l'aide d'un travailleur social :

« Les organismes d'aide sociale peuvent être qualifiés de traîtres en ce sens, par exemple, lorsqu'ils ont recours à certaines normes que leurs clients ne connaissent pas au préalable. Si vous vous tournez vers eux avec confiance et croyez que vous formez un Nous avec eux, en attendant de l'aide mais en obtenant des résultats néfastes, vous êtes susceptible de vous sentir trahi. Un exemple a été donné dans une étude sur les femmes battues. (Schillinger 1988) L'une des femmes interrogées avait appelé la police après qu'un ancien petit ami se soit introduit dans son mobil-home et l'ait battue, elle et ses enfants. Le travailleur social qui a été appelé avait placé les enfants dans des foyers d'accueil. Après cela, la colère de la femme battue a été dirigée contre les autorités au lieu de l'ancien petit ami. Mis à part le fait que la perte des enfants a probablement été plus douloureuse que les coups, elle pourrait aussi se sentir trahie parce qu'elle croyait que dans ce cas elle était une « victime méritante » droit à l'aide et qu'elle formerait un Nous avec la police et le travailleur social contre le petit ami. Au lieu de cela, les autorités se sont retournées contre elle en lui enlevant ses enfants. Schillinger fait le commentaire général : 'Ce qui m'a étonné, cependant, c'est que dans la plupart des cas, le principal objet de leur colère considérable n'était pas dirigé contre l'agresseur, mais contre ce qui était perçu comme étant une bureaucratie sociale tout aussi brutale et patriarcale' »[819].

---

gestion des hôpitaux et « la protection maternelle et infantile ». Sur tous ces secteurs, M.T. Joint-Lambert (dir.), *Politiques sociales*, Paris, Daloz/Presses de la FNSP, 1994. On peut noter de sa part une quasi-ignorance des politiques assistancielles, dont celle en faveur des surnuméraires à la rue dont les maigres pages (pp. 476-482) consacrées à la nouvelle pauvreté oblitère totalement l'urgence sociale. Et, bien sûr, rien n'est dit du rôle trouble des intermédiaires du social. Tout se passe comme si l'immaculée conception de la solidarité ne pouvait qu'être positive, en faveur des malheureux et des abandonnés forcément heureux, dès lors, d'être remplis des inputs apportés par les mesures sociales, quelles qu'elles soient. Cet angélisme durkheimien se répand chez les Bourdieusiens, lesquels, dans *Misères du monde*, associent, sans problème théorique, les dominés avec ceux qui les contrôlent, la misère de position venant s'aligner sur la misère de condition. Depuis lors, ces deux notions sont rentrées dans les « basiques » de la pensée « critique », dans une grande renonciation -ou plutôt un grand déni-.au modèle du contrôle social cher à J. Verdès-Leroux.

[819] M. Àkerstrôm, *Betrayal and Betrayers. The Sociology of Treachery*, *op. cit.*, p. 6.

Plutôt que de tout mettre en œuvre afin que la famille puisse vivre en paix en repoussant le prédateur, les travailleurs sociaux préfèrent mettre en sécurité les enfants, même si cela signifie la destruction de la vie quotidienne des parents ou du parent. Le placement des enfants concerne plus de 500 000 jeunes en France. La gestion des effets du capitalisme mais aussi des violences sociales qui lui sont liées (masculinisme ou sexisme) permet ainsi d'ajouter une violence supplémentaire aux violences déjà subies. Un ethnographe américain ayant infiltré des mois durant un foyer pour SDF a pu observer des travailleurs sociaux imposer à un résident, sous la menace de l'expulsion, d'abandonner son travail afin de suivre une cure de désintoxication alcoolique[820]. Ce qu'on pourrait appeler le paradoxe de l'aide sociale découle en fait du mandat par lequel ces acteurs disposent de la force publique, qu'elle soit effective ou non dans les situations, afin d'imposer le chemin le plus rapide vers la normalité. Si la défense des migrants et des pauvres en général est désormais incarnée dans une mission solidariste beaucoup moins coercitive que dans le cours du XX^{e} siècle, les placements des enfants ou les suivis judiciaires des fractions sous-prolétaires demeurent des mandats dévolus au travail social. L'urgence sociale, parce qu'elle n'implique aucun caractère dangereux pour le maintien de l'ordre social, peut apparaître désormais comme la face avouable du travail social, où les agents prennent leur temps et « font avec la personne ». En revanche, quand l'ordre normé de la famille semble perturbé, où les infractions au code de la légalité enfreintes, alors les intervenants sociaux se mobilisent aux côtés de la police et de la justice pour faire prédominer la conception doxique de l'ordre social. Plus que jamais, les assistants sont les collaborateurs des juges d'application des peines, œuvrant pour que la personne retrouve une formation et un travail. Même s'ils n'en ont pas les moyens, parce qu'ils ne peuvent rien imposer aux patrons, ils font tout pour que le « client » fasse des « démarches en vue de sa réinsertion », concourant ainsi à la légitimation des couloirs sociaux autorisés.

[820] Lyon-Callo V., « Medicalizing Homelessness : The Production of Self-Blame and Self-Governing within Homeless Shelters », *Medical Anthropology Quartely*, Vol 14 (3), septembre 2000, pp. 328-345.



Chapitre 7
–
Le sous-prolétariat moderne en posture de collaboration

Les pairs-aidants SDF et le care étatique dans la gestion des surnuméraires.

1/ Du lumpenprolétariat au sous-prolétariat

Dans *Le 18 Brumaire de Napoléon Bonaparte*, Marx fustige le lumpenprolétariat qu'il associe à un ensemble disparate de paumés, de déclassés, de bandits sans morale regroupés dans « *la société du dix décembre* » [821], armée prétorienne de l'aventurier Bonaparte, lui-même « *lumpenprolétaire princier* »[822] : La révolution de 1848 a été selon lui réprimée avec « *des roués ruinés aux moyens d'existence douteux, et d'origine également douteux […] d'aventuriers et de déchets corrompus de la bourgeoisie, on y trouvait des vagabonds, des soldats licenciés, des forçats sortis du bagne, des galériens en rupture de ban, des filous, des charlatans, des lazzararoni, des pickpockets, des escamoteurs, des joueurs, des maquereaux, des tenanciers de bordels, des portefaix, des écrivassiers, des joueurs d'orgue de barbarie, des chiffonniers, des rémouleurs, des rétameurs, mendiants, en un mot toute cette masse confuse, décomposée, flottante, que les Français appellent 'la bohème'* »[823]. Ces retournés évoqués par le leader de la révolution sont particulièrement intéressants dans l'analyse. Non seulement ils appartiennent au sous-prolétariat de par leurs origines sociales, mais ils informent aussi le chercheur sur les propriétés spécifiques de l'une des fractions de ces surnuméraires. Ces acteurs sont des agents dotés de capital guerrier. Les anciens soldats, déserteurs et écorcheurs, ont souvent écumé les campagnes pendant des siècles. Dans l'espace urbain, en 1848, ils ont « repris du service ». Par ailleurs, les bandits (maquereaux, patrons de bordels), les anciens prisonniers forment une population à part. Ce sont des déviants qui à la fois disposent d'une force de combat importante (auparavant les cours des miracles de plusieurs centaines de personnes ; tueurs à gage qui tuent les leaders des grèves en Amérique du Sud, en mobilisant sans vergogne des enfants dits sicaires, ces enfants tueurs sous-traités qui sont tués à leur tour après leur mission) et qui travaillent le plus souvent avec les dominants. Les briseurs de grève proviennent souvent de la pègre et ils n'hésitent pas à supprimer physiquement tout contestataire[824]. Il suffit d'y mettre le prix, ce qui ne pose pas trop de problème, sur ce plan, aux membres de la bourgeoisie. Marx réduit Bonaparte à un chef détrousseur pilleur de l'Etat, terrorisant les populations à Paris et en province (convoyés en chemins de fer), en mobilisant ces « *sections secrètes avec à la tête de chacune d'entre elles des agents bonapartistes* »[825] ; pour « *insulter et rosser les Républicains, naturellement sous la protection de la police* »[826]. « *Il ramasse 10 000 gueux pour représenter le peuple* »[827]. Il se fait chef d'une cour des miracles, prenant le pouvoir par la magie du nom et le transfert de charisme sur sa personne, autre rapt. Marx prend soin de montrer qu'il n'est guère différent d'un bandit, gérant l'Etat comme une bande de voleurs, révoquant sans base juridique, amassant un trésor, usant sans cesse de la violence, soutenu par des mercenaires sachant se battre, pour aboutir à un coup d'Etat.

Au-delà de cet aspect déviant des sous-prolétaires, il ne faut pas oublier le sort de la grande masse des surnuméraires de l'époque. Sans conscience de classe, le chômeur est prêt à tous les

---

[821] *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Paris, Editions sociales, 1984. Il faut se reporter au chapitre sur le colonial. Précisons juste ici que, à l'opposé de Marx, Fanon défend le sous-prolétariat. Dans *Les Damnés de la terre*, il avance que la majorité des dominés de l'espace colonial est constituée de précaires, d'ultra-exploités qui forment la grande masse de la population. De ce fait, à l'opposé des pays occidentaux, c'est la structure même des classes sociales qui donne la possibilité, chez Fanon, de soutenir l'idée d'une force révolutionnaire du sous-prolétariat. Il a décrit le lumpenprolétariat comme « l'une des forces la plus spontanée et la plus radicalement révolutionnaire d'un peuple colonisé ». Il parle de l'immense partie de la paysannerie pauvre, les abandonnés des bidonvilles, tandis que les ouvriers en salariat stable forme l'infime partie de la population.
[822] *Ibid.*, p. 146.
[823] *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte, op. cit.,* p. 135.
[824] M. Agulhon et F. Barrat, *CRS à Marseille, 1944-1947*, Paris, Armand Colin, 1971 ; N.H. Stephen, *Strikebreaking & Intimidation : Mercenaries and Masculinity in Twentieth-Century America, op. cit.*
[825] *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte, op. cit.,* p. 135
[826] *Ibid.,* p. 137.
[827] *Ibid.*, p. 136.

compromis, voire toutes les lâchetés pour ne pas mourir. A cette époque, l'expression les « conditions de vie » était à comprendre au sens littéral. Le travail était payé à la journée et la faim n'était jamais bien loin[828]. La première république fera naufrage du fait que la pression des chômeurs ne sera jamais relâchée, en dépit des ateliers nationaux. La mise au travail ne sera jamais suffisante pour passer du sous-prolétariat « frustré » au prolétariat « stable ». Les masses de surnuméraires n'étaient d'ailleurs guère éloignées des ouvriers au travail, la circulation d'un état à un autre étant habituelle voire structurelle à cette époque. Les CDI n'existaient pas et les marchands d'ouvrage choisissaient quotidiennement ceux qui allaient devenir les élus du jour. Pour Marx, le lumpen est disqualifié de multiples manières. La page wikipédia « lumpenprolétariat » est centrée sur la notion de collaboration :

« Le lumpenprolétariat (de l'allemand *Lumpenproletariat*, « prolétariat en haillons »), ou, parfois, « sous-prolétariat », est, dans le marxisme la partie du prolétariat constituée des « éléments déclassés, voyous, mendiants, voleurs, indicateurs de police. Dans la pensée marxiste, les membres du lumpenprolétariat n'ont aucune conscience de classe, ne veulent pas en avoir, et sont incapables de mener une lutte politique organisée ; leur instabilité morale, leur paresse, leur manque d'éducation, leur penchant pour l'aventure, leur violence potentielle permettent à la bourgeoisie d'utiliser certains de ses représentants comme briseurs de grève (…) Engels insiste sur leur cupidité et leur violence, en évoquant le lumpenprolétariat napolitain, appelé 'lazzaroni', en l'illustrant par son opposition aux autres prolétaires lors de la répression de la révolution de 1848 à Naples (…) « Cette action du sous-prolétariat napolitain a décidé de la défaite de la révolution. Des gardes suisses, des soldats napolitains et des lazzaroni (voyous des rues napolitaines) se sont rués tous ensemble sur les défenseurs des barricades » (K. Marx, Révolution et contre révolution en Europe, Œuvres, IV, Politique I, Paris, Gallimard, 1994, p. 80-82) »[829].

J.C. Bourdin ne dit pas autrement les choses quand il positionne ce « groupe » dans les classes populaires dominées du XIX[e] siècle. Tous les ingrédients de la trahison y sont développés, surtout, avant tout, leur rôle répressif, à l'image des chasseurs de marron ou des kapos. Il est question de vie et de mort, à une époque où les luttes étaient des luttes armées avec de nombreux morts. Les conflits sociaux étaient imbriqués dans des luttes politiques et les journées révolutionnaires devenaient un magma associant critique du régime politique et critique sociale comme l'a révélé J. Donzelot. Du coup, les insurrections se définissaient comme une guerre civile sans pitié, comme on le verra pendant la Commune. A l'époque, Marx et Engels observent le cas français, lequel n'est guère différent du cas italien ou du cas allemand. Le capitalisme est structuralement le même, avec les mêmes groupes sociaux, et des fonctionnements identiques des surnuméraires, tout au moins d'une fraction d'entre eux qui a fait payer sa participation à la répression de ses frères de misère :

« Engels, dans *La Guerre des paysans en Allemagne* (1850), distingue des classes et, suivant la thèse implicite qui identifie les intérêts de chaque classe et son comportement politique, évalue les chances de solidité de l'alliance recherchée. Analysant l' « *opposition plébéienne* [composée] *d'éléments très mélangés* » au patriciat des villes à la fin du Moyen-Âge, il distingue à côté de bourgeois déclassés, de compagnons journaliers privés des droits civiques, le « *lumpenprolétariat, cette racaille que l'on retrouve même aux degrés les plus bas du développement des villes* » et les éléments embryonnaires de la société bourgeoise dont des éléments « *prolétariens non développés encore* » (Friedrich Engels, *La Guerre des paysans en Allemagne*, Paris). Engels précise que le lumpenprolétariat

[828] Les chômeurs n'ont droit au mieux qu'à 3 jours d'hébergement d'urgence tous les deux mois sous la Troisième République. L. Katz, *L'avènement du sans-abri. Les asiles de nuit, 1871-1914*, Paris, Libertalia, 2015.Et il faudra attendre la lutte des Enfants de Don Quichotte pour que les SDF disposent enfin du droit de demeurer dans leur foyer, quoique cette loi Molle de 2009 ne soit pas appliquée sur l'ensemble du territoire français. P. Bruneteaux & C. Blanchard, *L'intimité dans les foyers en France*, rapport CNAF, 2017 ; Entretien avec la directrice du Samu social, février 2023.

[829] https://fr.wikipedia.org/wiki/Lumpenprol%C3%A9tariat

est issu de « *la décomposition du féodalisme* » qui suit le déclin des protections professionnelles traditionnelles, grossissant la masse des vagabonds, des mendiants et des journaliers citadins travaillant misérablement dans les interstices laissés par les corporations (*Ibid.*, pp. 36-37). C'est pourquoi, dans la préface de 1874, il met en garde les socialistes allemands : « *Le lumpenprolétariat, cette lie d'individus dévoyés de toutes les classes, qui établit son quartier général dans les grandes villes, est de tous les alliés possibles, le pire. Cette racaille est absolument vénale et importune. Tout chef ouvrier qui emploie ces vagabonds comme gardes du corps, ou qui s'appuie sur eux, prouve déjà par là qu'il n'est qu'un traître au mouvement* » (*Ibid.*, p. 20). On a sans doute relevé une ambiguïté dans les explications d'Engels. La « décomposition » des structures corporatives féodales rend compte de l'apparition du lumpenprolétariat. Mais elle affecte aussi les paysans et les « gens de service » ainsi que les artisans compagnons. Selon la sphère qui est touchée, on mesure l'écart des couches par rapport à leur devenir de prolétaires : paysans et domestiques ne sont pas *encore* prolétaires, les compagnons ne le sont *pas complètement* (*Ibid.*, p. 36.) L'explication par la décomposition produit ainsi des effets différents par rapport à la constitution du prolétariat : ceux qui s'inscrivent dans son histoire et ceux, le lumpenprolétariat, qui n'y accèdent jamais, car ils représentent quelque chose comme un reste qui ne s'intègre pas à l'histoire du prolétariat. C'est pour cette raison que, quand il lui arrive de participer à ses luttes, il le fait en élément étranger, hostile et toujours néfaste : dans la guerre des paysans, ses membres furent les supplétifs des princes ou, ayant rejoint les paysans, ils eurent une « *influence démoralisante* (*ibid.*) »[830].

Une fois de plus, se pose la question de la morale de classe face à la souffrance, la vue que les parents ont de leurs enfants avec le ventre vide. Que faire ? Mourir en silence ou accepter d'être un traître en prenant les armes contre les frères de misère ? La question se complique quand le prolétariat, loin d'être passif, se met en ordre de bataille. Pourtant, les dominants ont les moyens de convaincre. La lutte avec le ventre vide d'un côté, ne pèse pas lourd pour certains quand la contre-révolution s'effectue de l'autre côté avec de la monnaie sonnante et trébuchante et tous les avantages symboliques liés au service de la cause normative. Cet usage du sous-prolétariat a aiguillé les stratégies des capitalistes du monde entier. Certains aventuriers, mercenaires du capital, en ont profité pour monter des entreprises au service des entreprises. L'une des plus connues au monde fut, au début du XX^{e} siècle jusqu'à la seconde guerre [831]mondiale, l'entreprise Bergoff. L'intelligence artificielle (Perplexity), nous aide à cibler les sous-populations de sous-prolétaires recrutées par ces briseurs de grève :

PB : Comment Bergoff a-t-il réussi à recruter des hommes pour ses opérations de *strikebreaking* ?

IA Perplexity : Pearl Bergoff a réussi à recruter des hommes pour ses opérations de brisure de grève en utilisant plusieurs stratégies :

1. **Recrutement dans les milieux marginaux** : Bergoff recrutait souvent des hommes dans des milieux marginaux, comme les saloons, les flophouses et les agences d'emploi caritative de Manhattan. Ces individus étaient attirés par la promesse d'un salaire journalier de 5 dollars, ce qui était une somme attractive pour les personnes sans emploi ou en difficulté financière.
2. **Disponibilité immédiate** : Bergoff cherchait des hommes prêts à travailler immédiatement. Les chômeurs ou ceux en difficulté financière étaient attirés par la promesse d'un salaire journalier de 5 dollars, ce qui était une somme attractive à l'époque.
3. **Utilisation de gangs criminels** : Bergoff a également utilisé des membres de gangs criminels, comme le Monk Eastman gang, pour recruter et contrôler ses briseurs de grève. Ces hommes étaient connus pour leur brutalité et leur efficacité dans les affrontements physiques.
4. **Promesses de travail et de paiement** : Bergoff promettait du travail et un paiement régulier, ce qui était particulièrement attractif pour les immigrants et les personnes en situation précaire.

[830] J.C. Bourdin, « Marx et le lumpenproletariat », *Actuel Marx*, 2013/2, n°54, p. 39-55.
[831] N.H. Stephen, *Strikebreaking & Intimidation : Mercenaries and Masculinity in Twentieth-Century America*, Chapel Hill, N.C., University of North Carolina Press, 2002.

Cependant, de nombreux briseurs de grève se plaignaient de ne pas être payés comme promis ou d'être trompés sur leurs conditions de travail.

5. **Recrutement d'immigrants** : Bergoff a également recruté des immigrants, souvent sans leur expliquer clairement les conditions de travail ou les risques impliqués. Ces travailleurs étaient parfois déposés directement dans les zones de conflit, sans être préparés aux violences qui les attendaient.
6. **Absence de liens avec les syndicats** : Bergoff évitait de recruter des hommes ayant des liens avec les syndicats ou des sympathies pour les grévistes. Il préférait des individus sans attaches avec les communautés ouvrières locales pour minimiser les risques de défection ou de sympathie avec les grévistes.

En combinant ces stratégies, Bergoff a pu recruter et maintenir une large force de briseurs de grève, malgré les conditions difficiles et les risques associés à ce travail. Pearl Bergoff offrait plusieurs avantages aux hommes qu'il recrutait pour ses opérations de brisure de grève :

1. **Salaire journalier attractif** : Bergoff offrait un salaire journalier de 5 dollars, ce qui était une somme attractive pour les personnes sans emploi ou en difficulté financière à l'époque.
2. **Emploi immédiat** : Les recrues étaient souvent embauchées immédiatement, ce qui représentait une opportunité pour ceux qui cherchaient du travail rapidement.
3. **Nourriture et logement** : Bergoff prenait en charge le logement et la nourriture de ses briseurs de grève, ce qui était un avantage supplémentaire pour ceux qui n'avaient pas les moyens de se loger ou de se nourrir correctement.
4. **Protection et armement** : Dans certains cas, les briseurs de grève étaient armés et protégés par des lieutenants de Bergoff, ce qui leur offrait une certaine sécurité face aux affrontements violents avec les grévistes.

Comment Pearl Bergoff évaluait-il la loyauté de ses employés au vu d'un premier déracinement du groupe des pairs (pour les anciens ouvriers ou pour les chômeurs l'ayant été) et de l'usage de bandits dont une des propriétés culturelles est la recherche de la domination exclusive et la captation des ressources à son seul avantage ? L'IA répond ainsi, en concordance avec l'ouvrage de référence en la matière :

1. **Discipline et obéissance** : Bergoff organisait ses opérations de manière militarisée, avec une structure hiérarchique stricte. Cela suggère qu'il valorisait la discipline et l'obéissance parmi ses employés. Ceux qui suivaient les ordres sans hésitation étaient probablement considérés comme loyaux.
2. **Utilisation de « Musclemen »** : Bergoff employait des « musclemen » pour maintenir l'ordre parmi ses troupes. Ces hommes étaient chargés de gérer tout « graft » (corruption) et de s'assurer que les briseurs de grève restaient en ligne. Cela implique que Bergoff utilisait des méthodes coercitives pour maintenir la loyauté.
3. **Conditions de Travail Difficiles** : Les briseurs de grève de Bergoff étaient souvent soumis à des conditions de travail difficiles, y compris des violences physiques et des mauvais traitements. Ceux qui acceptaient ces conditions sans se plaindre étaient probablement considérés comme plus loyaux.
4. **Intimidation et Contrôle** : Bergoff utilisait l'intimidation pour contrôler ses employés. Par exemple, ses « lieutenants » étaient connus pour intimider et voler les briseurs de grève qui ne suivaient pas les ordres. Cela suggère que la loyauté était souvent obtenue par la peur plutôt que par la confiance ou la récompense.

Même si les techniques d'infiltration concernent le monde des entreprises (chapitre 4 et 5), ce développement se cale dans le présent chapitre puisqu'il est essentiellement question de retournement des fractions les plus précarisées des classes populaires. Et, pour des raisons identiques, il ne s'agit pas non plus de forces de sécurité (chapitre 6) même s'il est question de force guerrière et d'usages répressifs dans la brisure de grève. Appartenant au monde civil, les

entrepreneurs de zone grise industrielle jonglaient entre la collusion implicite ou explicite de l'Etat et les lois protégeant les travailleurs. La légalité de leur entreprise, de même que celle des syndicats patronaux jaunes, a été remise en cause à la fin de l'entre-deux-guerres. Ces complices, issus des précaires de la civilisation industrielle, étaient embauchés et dirigés pour effectuer le sale boulot de jaune. L'IA est à nouveau convoquée, au moyen d'une série de questions serrées et redondantes dont la synthèse est la suivante :

Il n'y a pas d'informations spécifiques sur la manière dont Pearl Bergoff utilisait les espions du travail pour évaluer la loyauté de ses employés. Cependant, les agences de brisure de grève, dont celles avec lesquelles Bergoff a pu collaborer, ont souvent utilisé des espions du travail pour s'infiltrer parmi les grévistes et les briseurs de grève eux-mêmes.

Utilisation des Espions du Travail

1. **Gathering Intelligence** : Les espions du travail étaient utilisés pour recueillir des informations sur les activités syndicales et les plans des grévistes. Cela pouvait inclure des renseignements sur les réunions secrètes, les stratégies de grève, et les relations entre les syndicats et les grévistes.
2. **Sowing Dissent** : Les espions pouvaient s'infiltrer dans les syndicats pour semer la discorde et créer des divisions parmi les membres. Cela était souvent fait en répandant des rumeurs ou en manipulant les informations pour affaiblir la solidarité des grévistes.
3. **Surveillance des Briseurs de Grève** : Dans certains cas, les employeurs ont utilisé des espions pour surveiller leurs propres briseurs de grève. Cela permettait de vérifier leur loyauté et de s'assurer qu'ils ne sympathisaient pas avec les grévistes.
4. **Missionary Work** : Les « missionnaires » étaient des espions qui se faisaient passer pour des sympathisants des grévistes ou des briseurs de grève. Ils utilisaient des techniques de manipulation pour créer des tensions et affaiblir les mouvements syndicaux.

Bien que ces méthodes soient généralement associées à l'espionnage du travail dans le contexte des conflits du travail, il n'y a pas de preuves directes que Bergoff ait utilisé ces techniques spécifiquement pour évaluer la loyauté de ses employés. Cependant, son implication dans le domaine de la brisure de grève et son recours à des méthodes coercitives suggèrent qu'il aurait pu utiliser des stratégies similaires pour maintenir le contrôle sur ses troupes.
Le concept de « missionnaire » dans le contexte de la brisure de grève et du renseignement industriel fait référence à des espions qui se faisaient passer pour des sympathisants des grévistes ou des briseurs de grève. Voici comment ces « missionnaires » opéraient :

Techniques Utilisées

1. **Whispering Campaigns** : Les missionnaires lançaient des campagnes de rumeurs et de dénigrement pour semer la méfiance parmi les grévistes. Ces rumeurs pouvaient concerner la gestion des fonds de grève, les intentions des dirigeants syndicaux, ou même des accusations personnelles contre des membres du syndicat.
2. **Infiltration** : Les missionnaires étaient des agents infiltrés qui se faisaient passer pour des membres ou des sympathisants des syndicats ou des groupes de grévistes. Leur objectif principal était de recueillir des informations sensibles sur les plans et les stratégies des grévistes.
3. **Création de Dissension** : Une fois infiltrés, ces agents cherchaient à créer de la dissension et des divisions au sein des groupes de grévistes. Ils utilisaient des techniques telles que les rumeurs, les campagnes de dénigrement, et les fausses informations pour affaiblir la solidarité des grévistes.
4. **Manipulation des Informations** : Les missionnaires manipulaient les informations pour faire croire que les grévistes étaient divisés ou que leurs dirigeants étaient corrompus. Cela pouvait inclure la diffusion de fausses nouvelles ou la manipulation des documents internes du syndicat.
5. **Sabotage des Fonds des Grèves** : Ils pouvaient s'infiltrer dans les comités de secours des grèves pour saboter les fonds de soutien, essentiels au maintien des grèves. En créant des doutes sur la gestion des fonds ou en encourageant des demandes excessives, ils affaiblissaient la capacité des grévistes à poursuivre leurs actions.

6. **Manipulation des Émotions** : Les « missionnaires » utilisaient des techniques de manipulation émotionnelle pour influencer les familles des grévistes. Par exemple, ils pouvaient visiter les épouses des grévistes pour répandre des informations négatives ou des histoires tristes sur les conséquences des grèves, ce qui pouvait miner la détermination des grévistes.

Impact

- **Destruction des Syndicats** : Les campagnes des missionnaires ont souvent réussi à affaiblir voire à détruire des syndicats. En créant des divisions internes et en sapant la confiance entre les membres, ces agents pouvaient empêcher les syndicats de mener des actions efficaces contre les employeurs.
- **Affaiblissement des Grèves** : Les grèves étaient souvent brisées ou affaiblies par ces tactiques, car les grévistes perdaient confiance en leurs dirigeants ou en leur cause. Cela permettait aux employeurs de maintenir le contrôle sur leurs usines et à réduire l'influence des syndicats.

En résumé, les « missionnaires » étaient des agents secrets qui utilisaient des techniques de manipulation pour affaiblir les syndicats et briser les grèves. Leur rôle était crucial dans les stratégies anti-syndicales employées par les employeurs pour maintenir le contrôle sur leurs travailleurs.
Les « missionnaires » dans le contexte des conflits du travail, comme ceux utilisés par les agences de brisure de grève, créaient des rumeurs pour diviser les grévistes en utilisant plusieurs techniques de manipulation psychologique et sociale. Bien que les sources ne fournissent pas d'informations spécifiques sur les méthodes utilisées par les « missionnaires » de Bergoff, voici quelques techniques générales qui auraient pu être employées :
Techniques de Manipulation

1. **Diffusion de Fausses Informations** : Les missionnaires pouvaient répandre des rumeurs sur les dirigeants syndicaux, comme des accusations de corruption ou de mauvaise gestion des fonds de grève. Cela visait à créer des doutes et des divisions parmi les grévistes.
2. **Exploitation des Peurs** : En jouant sur les peurs des grévistes, comme la perte d'emploi ou les difficultés financières, les missionnaires pouvaient semer la méfiance et affaiblir la solidarité.
3. **Création de Schismes** : En attisant les différences entre les grévistes, par exemple en exploitant les tensions entre les différentes factions syndicales ou entre les travailleurs de différents niveaux hiérarchiques, les missionnaires pouvaient créer des divisions internes.
4. **Utilisation de la Propagande** : Les missionnaires pouvaient utiliser des messages propagandistes pour discréditer les dirigeants syndicaux ou les grévistes eux-mêmes, en les présentant comme irresponsables ou extrémistes.
5. **Infiltration et Manipulation** : En se faisant passer pour des sympathisants ou des membres du syndicat, les missionnaires pouvaient influencer les décisions internes et manipuler les discussions pour créer des conflits.

Ces techniques, bien que non spécifiquement attribuées aux « missionnaires » de Bergoff, sont typiques des méthodes utilisées pour diviser et affaiblir les mouvements de grève.

In fine, les gratifications, matérielles et symboliques, donnaient l'impression aux traîtres de cette zone grise industrielle qu'ils avaient de la valeur, au-delà de la seule mission accomplie pour le « bien » de l'entreprise. La collaboration est peut-être forcée dans les situations totalitaires (chantage à la vie, menaces sur les proches), mais elle est intéressée et négociée dans les sociétés de paix.

PB : Quelles étaient les motivations des « missionnaires » lorsqu'ils travaillaient pour les entreprises ?

IA Perplexity : Les motivations des « missionnaires » lorsqu'ils travaillaient pour les entreprises dans le contexte des conflits du travail étaient principalement économiques et stratégiques. Voici quelques-unes de ces motivations :

1. **Gain Financier** : Les « missionnaires » étaient souvent motivés par des récompenses financières. Ils étaient payés pour infiltrer les syndicats, recueillir des informations, et semer la discorde parmi les grévistes. Le gain financier était un facteur clé dans leur engagement dans ces activités.
2. **Carrière et Avancement** : Pour certains, travailler comme « missionnaires » offrait des opportunités de carrière et d'avancement. En réussissant leurs missions, ils pouvaient gagner la confiance des employeurs et obtenir des postes plus importants ou des missions plus lucratives.
3. **Influence et Pouvoir** : Les « missionnaires » avaient souvent une influence significative sur les événements qu'ils manipulaient. En créant des divisions ou en affaiblissant les syndicats, ils pouvaient exercer un pouvoir considérable sur le déroulement des conflits du travail.
4. **Protection des Intérêts des Employeurs** : Les « missionnaires » étaient également motivés par la nécessité de protéger les intérêts économiques des entreprises. En brisant les grèves et en affaiblissant les syndicats, ils contribuaient à maintenir la stabilité financière et la compétitivité des entreprises.

Si les sous-prolétaires forment une matière corvéable assez facile à retourner, elle est consécutivement sujette à caution du point de vue de la fidélité aux opérateurs. Les mêmes raisons qui ont participé à la possibilité de leur recrutement concourent à expliquer le faible engagement, les défections possibles, en leur sein. D'où, pour les dirigeants des entreprises, l'intérêt à faire usage de membres issu du banditisme ou des gangs ; acteurs habitués à subir la violence et à exercer la coercition, donc parfaitement capables de mater les briseurs de grève eux-mêmes, à tout le moins les surveiller en opération. L'absence de « conscience de classe » participe de l'ambivalence de l'achat de service et tarit les capacités de loyauté envers le recruteur. Dans le cas monographique qui suit, la fidélité fonctionne d'autant mieux qu'il ne s'agit pas de doubler les travailleurs mais d'aider justement d'autres sous-prolétaires à s'en sortir. Structuralement, la mission demeure la même. C'est une fonction de normalisation, surtout dans des organisations qui ne connaissent pas le syndicalisme et qui instrumentalisent des auxiliaires pour juguler des troubles internes entre les résidents des foyers et les équipes sociales en apportant du « social ». Quoique tout soit présenté pour en faire la pointe avancée de la modernité humaniste, il est tout à fait possible de définir les pairs SDF comme le symbole de la modernité néolibérale.

2/ Les sous-prolétaires apprivoisés engagés dans le « social »

▲▼

De la même façon que les notions de sens commun « sans-abri » ou « SDF » ne permettent pas de les relier aux classes sociales[832], celles qui renvoient à la « pair-aidance » ou aux « médiateurs » imposent de rompre avec le culturalisme de la monographie sectorielle. Les pairs-aidants sont des hébergés des foyers d'urgence qui appartiennent aux surnuméraires du capitalisme, tout au moins pour une large part d'entre eux. Les dirigeants des ministères sont très doués pour affubler chaque fraction gérée avec des catégories appropriées. Les « sortis du système » deviendront des « toxicomanes » pour le ministère de la santé, des « sortants de prison » pour le ministère de la justice, des « SDF » pour le ministère des affaires sociales, « les chômeurs de longue durée » pour le ministère du travail, etc. Mais c'est sans conteste le ministère des affaires sociales qui a le plus jonglé avec les appellations depuis une centaine d'années, variant les désignations au gré des usages

[832] Ce culturalisme a partie lie avec le travail d'universitaires acceptant d'être les intellectuels organiques de l'Etat, c'est-à-dire en acceptant les notions, référentiels et modes d'action de l'Etat d'urgence. Pourtant dotés de titres universitaires prestigieux (EHESS, Université) et de statuts légitimes (directeur d'études, professeurs), des sociologues ont joué le jeu des pouvoirs publics et des associations caritatives en adoptant les notions « d'exclusion » et de « sans-abrisme », participant de ce fait à la dénégation de l'Etat néolibéral dans la production du sous-prolétariat issu du démantèlement du salariat ouvrier de la seconde révolution industrielle. Sur la critique du culturalisme, P. Bruneteaux & D. Terrolle, *L'arrière-cour de la mondialisation, op. cit.*

des publics ainsi traités : « vagabonds ou mendiants », « (grands)exclus », « nouveaux pauvres », « sans logis », et, plus récemment, « pairs-aidants ». L'Etat social ponctionne ainsi dans la grande masse des « SDF » hébergés dans les foyers dits d'urgence pour les « faire travailler ».

A ce titre, ce sont des « sans-abris » momentanément accueillis dans les structures de l'assistance sociale auxquels les directions proposent un salaire pour s'occuper de leurs pairs demeurés quant à eux de simples résidents de l'aide sociale. Ces sous-prolétaires promus provisoirement salariés, donc prolétaires du social, doivent-ils être pensés comme des complices des entrepreneurs sociaux ? Le fait qu'ils ne bénéficient souvent que de contrats à durée déterminée, qu'ils représentent uniquement quelques individus sur une masse de plusieurs centaines de milliers de sans logis, participent-ils vraiment d'un phénomène social comparable aux travailleurs sociaux ou à toutes les professions de la surveillance ? Même si la réponse est négative, force est de constater que le principe de la médiation est fortement enclavé dans les politiques sociales, depuis les grands frères ou les femmes relais dans les banlieues jusqu'aux groupes de pairs en santé mentale en passant par les médiateurs culturels dans l'Education nationale. Les pairs-aidants « SDF » ne constituent donc pas un phénomène marginal. Ils participent bien à un mouvement global de « participation » des publics précaires et des « désaffiliés » aux logiques d'intégration sociale portées par l'Etat social.

Dans le cas présent, les pairs étudiés le sont dans le cadre d'une expérimentation ayant eu lieu dans une grande association caritative. Suite à ce coup d'essai, les médiateurs ont pour la plupart été salariés dans l'organisation, sans qu'il n'y ait pour autant d'institutionnalisation de la démarche. De façon diluée, pourrait-on dire, deux ou trois personnes relais ont été salariées dans les foyers contrôlés par les initiateurs (deux directeurs) sans que la direction de l'association d'envergure internationale ne valide le principe et ne l'étende à toute la filière « hébergement d'urgence ».

La logique du processus débute avec la position des personnes dans le sous-prolétariat ; et c'est d'ailleurs cette « expertise de rue » qui est convoquée pour signifier la compétence des personnes recrutées. Il s'agit à l'origine d'une initiative publique offrant, sur appel d'offre, un budget provisoire à une grande organisation caritative afin de voir dans quelles conditions certains « chômeurs de longue durée sans logement » ou les « travailleurs pauvres sans logement », réunis dans les centres d'hébergement d'urgence, peuvent être capables, depuis leur position de démunis, d'activer des savoir-faire mobilisables dans les structures qui œuvrent pour l'insertion sociale.

Le fait d'inverser les positions n'est pas forcément bien vu par tous les professionnels du social. Leur arrivée dans les établissements a été perçue par beaucoup comme une preuve supplémentaire de la déstructuration du service public ; l'embauche d'intérimaires au rabais, puisque non formés, étant vue comme une dévalorisation du travail social ; sans parler d'une sorte de concurrence entre ces nouveaux acteurs, faisant baisser le niveau de compétence dans les prises en charge mais s'appuyant sur leur savoir-être, et les professionnels du social reconnus statutairement depuis une centaine d'années. Comment qualifier sociologiquement cette initiative vue pourtant par la grande majorité des intervenants sociaux comme un progrès, une avancée dans la démocratie sociale ?

L'imposition d'une sociologie critique sur un objet « progressiste » ressemble à l'expression « tirer sur une ambulance ». Pourquoi rapporter à des enjeux de pouvoir et de domination une initiative assez répandue qui viserait à étendre le jeu démocratique dans le social ? En effet, dans le vernaculaire des « appareils idéologiques d'Etat », la pair-aidance est associée aux termes élogieux de « participation », « auto-support », « communauté », « rétablissement », « réduction des risques ».

Derrière ces termes feutrés, les professionnels du « social » ne veulent-ils pas associer les pauvres à l'action sociale qui les concerne ? Il faut à ce titre, relire J. Verdès-Leroux et sa juste remarque à propos des inflexions du travail social qui, après la seconde guerre mondiale, se positionne résolument dans une démarche anti-autoritaire : « *La technique doit permettre le passage de méthodes autoritaires d'imposition à des méthodes plus subtiles : la « participation » du client, obtenue grâce au recours à une psychologie dynamique sommaire, succède aux méthodes autoritaires ou brutales utilisées pendant longtemps sans remord et sans déguisement* »[833].

Cette grande bascule, entre la toute puissance de la surintendante d'usine ou l'AS des grandes institutions de la « solidarité » (Assurances sociales, logement social, CCAS des mairies, hôpitaux, associations caritatives ou laïques) et la nouvelle AS de « l'écoute », n'a pu s'effectuer que dans un nouveau cadre, le case work, importé des USA :

« Technique et spiritualité dans l'affrontement des classes : le case work comme philosophie pratique. L'appartenance de classe et les liens d'allégeance entretenus vis-à-vis de la classe dominante, laissent les assistantes sociales particulièrement démunies lorsqu'il s'agit d'affronter concrètement certaines fractions de la classe ouvrière, dont le style de vie leur est totalement étranger. Ce handicap est d'autant plus lourd qu'il ne peut être surmonté en faisant appel aux formes traditionnelles ouvertes de l'autorité. Il était donc indispensable que la profession se dote de moyens d'intervention spécialisés, ce qui a été fait à partir des années 50. On veut analyser comment la profession a pu, grâce au case-work, s'adapter aux attentes des pouvoirs publics et aux transformations des rapports de domination, tout en travaillant à améliorer sa propre image et son statut (…) Philosophie accordée aux concepts éthiques et politiques de la démocratie : respect de la personne et de son autonomie, conviction que l'homme est capable de progrès et que chacun détient les moyens de sa promotion sociale (…) Perçu non plus comme un pauvre ou une personne ayant avant tout des difficultés socio-économiques, mais comme une personne en qui quelque chose ne va pas, le « client » doit être traité (…) C'est armées de telles notions que les assistantes peuvent faire face à une « clientèle » de travailleurs non qualifiés, marquée par les difficultés économiques, les problèmes de santé, le chômage, etc, dont elles vont interpréter les conditions d'existence, les « échecs », à partir d'une grille sommaire, un savoir psychologique permettant de bien juger, de bien discerner les besoins réels de chacun »[834].

L'une des meilleures théorisations du contrôle social a été écrite par S. Cohen. Il compare différentes périodes historiques du travail social en Occident depuis la fin du XVIII^e^ siècle jusqu'aux années 1980. Il montre que le XX^e^ siècle s'oppose au XIX^e^ siècle en ce sens que les prises en charge « sociales » se sont faites moins répressives. Même si les grands principes de répression n'ont pas disparu, la tendance est désormais à la prévention, la « *décarcération* », « *la décriminalisation* », le « *contrôle dispersé et diffus* », le « *brouillage des frontières entre le public et le communautaire* », « *la déprofessionnalisation* ». Il pointe le fait que le grand mouvement de l'anti-psychiatrie et du communautaire des années 1970 a profondément affecté la manière dont les élites surveillent les pauvres, laissant le champ libre aux initiatives locales, aux expérimentations, à partir du moment où les filets de sécurité demeurent en place (police, justice et prison). Surtout, la logique de participation est pensée par l'Etat, « *all this is directed to obtaining greater citizen cooperation in the form of reporting and informal surveillance (…) Volunteers are to be found in every part of the control system* »[835]. Dans

[833] *Le travail social, op. cit.*, p. 78.
[834] *Le travail social, op. cit.*, p. 82-93.
[835] *Visions of Social control*, Cambridge, Polity Press, 1985, p. 66-68.

le mouvement de cette « *quest for community* »[836] et du « *self-help group* »[837], S. Cohen détaille comment des auxiliaires citoyens ont pris racine auprès de la police, de la justice et des services sociaux dans une Amérique très consensualiste et communautariste qui a fondé, ne l'oublions pas, le mouvement international des Alcooliques anonymes. Un tel degré de coopération n'a pas été possible en France, terre des révoltes populaires. Et effectivement, il aura fallu attendre le début du XXI[e] siècle pour voir s'amorcer une légère déprofessionnalisation du social ; débureaucratisation qui s'est importée dans le travail social désormais un peu plus « communautaire », ouvert à la participation des usagers.

C'est dans cette perspective nouvelle de l'action sociale, celle du respect formel de la personne, de son écoute, de la valeur de ses capacités à agir, que peu à peu, les professionnels français vont s'ouvrir à une doxa mondialement partagée dans les milieux les plus progressistes (Canada, Belgique), l'expertise des « clients ». Comme si « *les marges, subrepticement, nous fourniraient les nouvelles « grammaires », codes et articulations du social* »[838]. Toute une série d'intellectuels organiques ont cherché, en France, à sanctuariser cette démarche en la fondant dans une mixture associant la sociologie durkheimienne, la sociologie pragmatique et la sociologie tout court de légitimation du travail social. Mais personne n'a, à ce jour, atteint la virtuosité d'E. Gardella ou de N. Duvoux dans la mise en forme de cette doxa. A quoi assiste-t-on ici si l'on prend le temps de mesurer le grand écart entre la perception des classes dangereuses et, désormais, le « grand bond en avant » vers l'expertise des plus dominés ? De la même façon que le new management commande de laisser l'acteur décider, que les industriels néolibéraux demandent aux ouvriers des chaînes de production de contrôler eux-mêmes le processus de fabrication[839], les assistés vont devenir, plus exactement leur élite, des leviers afin de faire passer la pilule de l'insertion.

En fait, c'est bien le cloisonnement circulaire des intéressés dans « leur propre objet » qui contribue à fonder une perspective irénique de ce processus de mobilisation des usagers à leur propre cause. La pair-aidance est-elle une nouvelle modalité de légitimation du travail auprès des « exclus », « marginaux » ou « précaire » dans un contexte de démantèlement des services publics ? Tout porte à croire que l'emprise extrêmement forte du secteur médico-social dans la production des informations concernant ce nouveau « travail », « métier » ou « bénévolat », outre qu'elle fait accroire que l'on peut étudier une politique sociale de manière isolée, sans tenir compte de la structure et des fonctions de l'Etat ou même, des variations dans les périodisations de l'économie capitaliste, renvoie à une alliance entre l'Etat et la science appliquée. Une économie politique de la production d'une politique en faveur des « *experts par profession* »[840] est donc nécessaire. Or, ce point de vue scientifique se situe en totale extériorité par rapport à l'espace cognitif actuel, largement monopolisé par les professionnels de la santé mentale (psychiatres, psychologues, responsables dans le travail social ayant un parcours universitaire) et les sociologues de la santé publique[841]. En ce cas, tout se passe comme si on pouvait parler des « SDF pairs-aidant » sans parler du champ de la prise en charge du sous-prolétariat[842]. Pour ce faire, il faut commencer par s'interroger sur les

---

[836] *Ibid.*, p. 115.
[837] *Ibid.*, p. 130.
[838] S. Pasquier & J. Rémy, « Être soi peut-il être professionnel ? Le cas des médiateurs sociaux », *Sociologie*, [En ligne], « Théories et recherches », mis en ligne le 08 janvier 2008, consulté le 23 janvier 2023.
URL :http://journals.openedition.org/sociologies/1443 ; DOI : https://doi.org/10.4000/sociologies.1443
[839] S. Beaud, M. Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière, op. cit.* ; C. Dorival, *Le travail, non merci*, *op. cit.* ; D. Linhart (dir), *Perte d'emploi, perte de soi*, *op. cit* ;. M. Thibaut, *Ouvriers malgré tout*, *op. cit.*
[840] M. Darmon, « La notion de carrière : un instrument interactionniste d'objectivation », *Politix*, 2008/2, n°82, 149-167.
[841] E. Gardien, *L'accompagnement et le soutien par les pairs*, Rennes, PUR, 2017.
[842] c'est-à-dire de toutes les fractions d'assistés (malades en hôpitaux psy, SDF dans les CHU, jeunes de l'ASE), de marginaux (par exemple le SDF hors structures et droits, des squateurs) et de rebelles (jeunes des cités, prisonniers, zadistes, squatteurs) sortis du salariat de droit commun.

notions utilisées[843], dérivant toutes du champ médico-social et plus spécifiquement encore, des professionnels de la santé mentale innervant toutes les structures du « social »[844].

Pourquoi l'Etat capitaliste, autrement dit les élites bourgeoises, se sont-elles éprises des plus pauvres au point de les promouvoir en quasi travailleurs sociaux ? Comment rendre compte de cette logique aberrante de l'Etat, faisant fi du régime de la domination par des intermédiaires sociaux professionnalisés, au point de mettre en place des faisant-fonction issus des groupes perçus comme les plus « assistés » ? Qu'est-ce qui se joue dans cette prise de risque ? N'est-il pas aberrant de donner des armes aux plus dominés ? En fait, il est possible d'inverser totalement la perspective.

Dans une perspective fanonienne (identique à la « zone grise » de Primo Lévi ou aux « chiens de garde » de Paul Nizan), ne faut-il pas penser ces « auxiliaires » du travail social issus de la nébuleuse des SDF comme des « chiens de garde » ou « kapos » du travail social (les « Jaunes » casseurs de grève dans l'entreprise, mais aussi les auxiliaires SDF du CHU d'Etat de Nanterre) venant court-circuiter les possibilités de luttes dans les foyers[845] ? *En ne demandant pas à ces aidants de choisir leur mode de défense des dominés et en leur demandant uniquement d'être complémentaires des travailleurs sociaux,* l'Etat, les grandes associations privées dotées d'une mission de service public et les collectivités locales fabriquent de nouveaux auxiliaires au service des professionnels de l'insertion dans le droit commun. Si tout le social est orchestré par les objectifs fonctionnels d'intégration paisible dans les statuts existants (travail précaire, bas salaires, conditions de travail exécrables, intérimaires, humiliations sur le chantier, pressions en workfare de pôle emploi, travail gratuit), les pairs-aidants sont accompagnés en vue de suivre une seule voie ; celle du travail social. Le fait d'être résident impose-t-il de s'aligner uniquement sur « l'accès aux droits » qui est surtout et avant tout une soumission aux statuts actuels de la société précariale ? Pourquoi ne pas chercher à créer des coopératives alternatives ? Pourquoi ne pas monter un syndicat ? Pourquoi ne pas former une masse contestataire pour aller protester devant les centres du pouvoir les plus réactionnaires en France ? Pourquoi ne pas mettre en place une Université populaire afin de créer une nouvelle intelligentsia ? Voilà pourquoi, devant cet espace des possibles[846], le parti pris de positionner le

---

[843] Plusieurs enjeux peuvent être déclinés. La question centrale est celle du salaire, forme première du statut et du « métier ». L'Etat en est le premier à en prendre connaissance. « La notion de « Travailleur pair » renvoie à des approches comparables, mais suggère également que l'objectif à atteindre est la création d'un nouveau métier. La notion de « Pair aidant » est plus ambiguë, avec par exemple de nombreuses critiques en gérontologie sur la notion d'aidant, renvoyant la personne « aidée » à son statut de personne fragilisée et la personne « aidante » en mal de reconnaissance d'une véritable compétence. 3 Bien que cette proposition ne fasse pas consensus, il est possible de distinguer la pair aidance (le recours à un pair au sens large, sous la forme de bénévolat, de salariat…) et le travail pair (sous-groupe qui concerne uniquement les pairs ayant un contrat de travail). 4 Le CCPA, réuni le 9 juin 2016 autour du thème de la pair aidance, s'est prononcé en faveur du nom « Travailleur pair » (14 voix), suivi d' « Accompagnateur aidant » (8 voix), au milieu de nombreuses autres propositions ». Ministère du logement, DIHAL, *La pair-aidance, document de travail*, 13 juillet 2016. Un autre enjeu est politique. Les organismes publics vont plutôt fonctionnariser le travail (pair-aidant, travailleur-pair), le privé peut librement investir une cause. Au Québec, dans le champ de la santé mentale, certains acteurs parlent même « d'autogestion », comme l'association Relief. http://www.revivre.org/wp-content/uploads/2017/07/Handirect-167.pdf. Enfin, au « mitan », on peut trouver des associations ou des ONG qui privilégient une approche d'expertise communautaire, que l'on retrouve dans l'expression « groupe d'auto-support » ou « santé communautaire ».

[844] On ne peut, dans cette économie politique, brosser ici la socio-histoire de cette alliance structurale entre le social et le psy. Disons que la fonctionnalité première de la psy réside dans l'individualisation de la cause du « mal ». Rendre invisible les sources proprement sociales des souffrances des « malades mentaux » comme des « SDF » est une sorte de mission implicite, de contrat tacite, assumé dans deux directions : une polarisation systématique sur l'individu, pensé dans sa seule dynamique familiale ; un déni des positions de pouvoir, celle des psys, comme celle de l'institution dans laquelle ils travaillent, sans même parler de l'Etat comme délégataire premier.

[845] Aussi incroyable que cela puisse paraître, au vu de l'image charriée d'un public amorphe de « clochards », des luttes ont existé. En, 1976, une grève des femmes hébergées dans l'établissement social Pauline Roland appartenant aux services sociaux de la mairie de Paris avait pour enjeu la remise en cause du règlement intérieur fondé sur une soumission totale des femmes et un fonctionnement vertical sans partage issu en droite ligne des façons de faire du XIX[e] siècle. La dénonciation du « foyer-prison » de Pauline Roland où le port de l'uniforme va de pair avec l'obligation de travailler pour un pécule de misère, fait l'objet d'un article de *Libération* daté du 25 octobre 1976. Juste avant le mouvement des Enfants de Don Quichotte, une occupation d'un foyer d'urgence dans le quinzième arrondissement de Paris, dit « Duranton », entre septembre et décembre 2006, a duré trois mois, au terme desquels chaque SDF a été relogé, dont Georges, le SDF avec lequel j'ai mené un compagnonnage scientifique d'une décennie et qui fut alors un des artisans de l'occupation du foyer.

[846] Le raisonnement par l'absurde aide à comprendre qu'un espace des possibles existe : au lieu d'être « complémentaires » des travailleurs sociaux statutaires, les travailleurs pairs auraient pu former un syndicat pour défendre les droits des usagers, ce qui est parfaitement justifié compte tenu du vide total en la matière dans les foyers sociaux. Ils auraient pu choisir d'intervenir dans la rue, dans une approche « éducateur de rue », « maraudeur » ou « médiateur de cité », leur rôle aurait été de « ramasser » les SDF, d'être des rabatteurs dans une logique d'accès « forcé » vers les structures

travail des pairs-aidant comme des aidants complémentaires des travailleurs sociaux est une pratique visant à fabriquer des alignés de l'ordre normatif.

Dans la mesure où ces instances dirigeantes et leurs équipes (les travailleurs sociaux, les psychologues et psychiatres) participent du bras gauche de l'Etat, l'ambiguïté associée à cette pointe avancée de l'innovation brouille la perspective en matière de contrôle social des précaires. Ces nouveaux intermédiaires sociaux issus de la population des sous-prolétaires hébergés sont instrumentalisés sans que la démarche ne puisse vraiment être ressentie comme telle ; cheval de Troie facilitant l'acceptation douce du « projet personnel », du « contrat moral », de la nécessaire « mobilisation personnelle en vue de la réinsertion sociale » qui, comme les travaux de M. Simonet l'attestent, consistent à prolonger le plus possible le bénévolat ou les petits salaires de l'insertion. La sociologie de la complicité des hébergés sortis par « le haut » signifie leur « participation » au projet institutionnel sans que toute la hiérarchie des politiques sociales publiques ne soit visible. La bonne gouvernance des intermédiaires sociaux renforcée par la participation de ces hébergés apparait formellement comme un dessaisissement des « bureaucrates » dans l'acte illusoire de leur donner du « pouvoir » tout en bas de l'échelle.

Qui, parmi les « SDF exclus » accepte de devenir les « SDF pair-aidant » ? Comment s'effectue la rencontre entre les donneurs d'ordre (conseil d'administration d'un HP ou organisation caritative, initiative d'un chef de service) et les SDF sélectionnés ? Le fait de jouer le jeu de l'embauche, du recrutement, signifie-t-il, en pratique, le même alignement dans les usages du rôle ? Autrement dit, les pairs-aidants seront-ils pleinement loyaux ou bien manifesteront-ils des formes de dissidence ? Sans conscience de classe, sans syndicat, sans mémoire collective, sans identité propre, les SDF sont désignés, nourris, logés et accompagnés par les dominants. Extraire de ce groupe des participants implique-t-il forcément un suivisme en matière de pratiques « sociales » ?[847]. Si ces nouveaux intermédiaires sociaux apparaissent à une période où les plus « exclus » ne sont plus perçus comme dangereux mais uniquement comme de « grands exclus » appelant l'aide de l'Etat et de tous les « partenaires sociaux », les capacités de résistance des nouveaux intermédiaires seraient-elles réduites à néant ? Si les sous-prolétaires des cités sont loin de correspondre au modèle marxien du collabo (rebelles, révoltés, disposant de ressources « d'entrepreneuriat »), en revanche, dans cette fraction du sous-prolétariat sérialisée des « personnes accueillies » dans les CHU, « l'aller-vers » est d'autant plus réalisable que, par en haut, les élites de l'Etat les voient plutôt d'un bon œil, dans la continuité du clochard alcoolique, malade et vulnérable. La question est donc celle-là : comment rendre compte de la congruence entre l'expérimentation sociale implémentée par l'Etat et, d'autre part, l'acceptation de cet enrôlement par les SDF accueillis dans les foyers d'urgence ?

Ces questionnements indiquent dans le même temps la délimitation de l'objet. Non pas les groupes d'entraide mutuelle ou les groupes d'auto-support, forme communautaire autonome, mais les usagers d'une institution sociale produits comme « assimilés professionnels » intervenant auprès d'autres usagers. La question du mandat vertical est donc essentielle dans la définition du pair-

assistancielles ; démarche qui aurait d'ailleurs été fortement légitime aux yeux du pouvoir qui cherche toujours à contraindre les SDF à sortir de la rue.

[847] L'absence de « conscience de classe » du lumpen est une constante dans les milieux militants comme dans une large partie de la sociologie des classes populaires. Peu de sociologues ont cherché à étudier les fractions sous-prolétaires dans cette direction. L'essentiel des recherches a porté sur les résistances ouvertes ou en pointillé des fractions de travailleurs (*cultural studies*, approche des *subalterns* dans l'optique de J. Scott, mouvements sociaux) et sur les déviances des marginaux dans leur subculture (Ecole de Chicago et ses dérivés dont O. Lewis, sociologie de la délinquance et des illégalismes). Rares sont ceux qui ont tenté de prendre pour objet les fractions du sous-prolétariat dans l'ambivalence de la rébellion interne (démissions partielles à la Roy/Buravoy, repos tactiques à la Corouge/Durand) ou externe (routards, squateur/zadiste/corner dans le refus du travail à la Cingolani/Murard/Liebow, toxicomanes *righteous dopefiend* à la Bourgois) d'une part et, d'autre part, de la collaboration (recrutement dans la légion, indicateurs, jaunes, hommes de main).

aidant fabriqué par l'Etat et ses mandataires, en l'espèce une association caritative, suite à un appel d'offre lancé par la DIHAL[848].

L'Etat dit « constitutionnel-pluraliste », selon la formule de R. Aron, témoigne de cette ambiguïté constitutive des Etats classiques ayant un projet « social ». Dans l'expression du philosophe de la politique se retrouve la prudence de celui qui hésite entre démocratie et dictature. Contre une normalisation essentialiste, le politiste préfère une technicisation des « progrès ». Il y a bien une constitution qui sépare les trois pouvoirs et de ce fait en limite les dérives. La notion de pluralisme se réfère à l'existence de partis politiques qui, par le conflit, expriment une seconde dimension du jeu démocratique : la libre expression. Contraintes sur le pouvoir d'un côté et ouverture des droits à la contestation de l'autre, voilà une façon minimaliste mais pertinente de définir la démocratie : ne pas croire d'entrée de jeu à l'existence d'une sorte de plénitude de la démocratie, comme si elle innervait tous les ressorts d'une communauté politique. Cette prudence révèle en filigrane une absence : la dimension dictatoriale de l'Etat démocratique. L'Etat dérive de longs siècles de démesure, de violences multiples, issus de l'aristocratie guerrière puis de la bourgeoisie colonialiste. Cette dimension, toujours cachée par les élites et les chercheurs, notamment en science politique[849], est pourtant constitutive de l'Etat démocratique. L'Etat dispose du monopole de la violence dite légitime et il en use et abuse[850]. Les élites politiques accaparant l'Etat fabriquent donc leurs ennemis (y compris à l'intérieur de l'Etat en « *dégraissant le mammouth* »[851]) et leurs amis. Il est ainsi possible de dresser, selon les périodes, une « carte curseurisée » des groupes menaçants et des groupes à aider. Si les pauvres exclus du travail et du logement ont été, jusqu'aux années 1980, des classes dangereuses variablement criminalisées[852], elles ont basculé tout récemment vers un autre régime de savoir-pouvoir. Sans doute faut-il, dans l'esprit de cette approche structurale ambivalente[853] des amis/ennemis, penser cette atténuation de l'étiquetage dans une logique multifactorielle. On peut identifier au moins deux grandes transformations. La disparition tendancielle de la menace communiste a signifié une domestication de la classe ouvrière et, de proche en proche, de ses conurbations sociales : syndicalistes, chômeurs, SDF. Les dominés assistés sont apparus, avec l'aide des associations caritatives, des dominés agréables, demeurant à leur place, et pouvant de ce fait attirer la bienveillance des dominants, notamment dans le fait

---

[848] La Délégation Interministérielle à l'Hébergement et à l'Accès au Logement. L'Etat lance en 2015 un appel à projets visant à promouvoir des expérimentations autour de ce type de médiation : « innovation sociale dans le champ de l'hébergement et de l'accès au logement » Son axe 4 précise : « Soutenir la mise en place de dispositifs de pair-aidance qui permettent de développer de nouvelles méthodes et pratiques d'intervention auprès des personnes sans domicile, mal logées ou risquant de l'être par l'intégration et la reconnaissance au sein d'une équipe, d'un service, d'une structure etc. d'une ou plusieurs personnes en processus de rétablissement ayant connu les mêmes difficultés que les personnes accompagnées (parcours de rue, problématique d'addiction, de santé mentale etc.), capables par la mise en place d'un soutien adapté, d'apporter son expertise à ses pairs et aux professionnels, et d'assurer la pleine participation des personnes dans leur parcours de (ré)insertion ». Suite à cet appel d'offre la proposition de deux directeurs de CHU (centre d'hébergement d'urgence) de la Fondation de l'Armée du salut a été validée. Un groupe de 5 pairs-aidants, 2 femmes (deux africaines) et 3 hommes (deux Maghrébins et un Français) vont travailler pendant 2 années en contrat à durée déterminée. Bénévolement, j'ai accompagné sociologiquement cette démarche, étant déjà présent à la Fondation du fait d'un travail ethnographique au long cours dans plusieurs CHU parisiens. Je connaissais donc déjà personnellement les deux directeurs. Après discussion avec ces derniers, il a été décidé d'organiser des rencontres régulières en équipe ou individuellement sous forme d'entretiens semi-directifs. La démarche ethnographique a été refusée pour ne pas perturber la difficile gestion des relations avec les résidents par ces « novices » de l'intervention sociale. L'enquête s'est donc déroulée en 2016 et 2017 dans deux CHU dirigés par les deux directeurs ayant répondu à l'appel d'offre, les autres directeurs de la Fondation n'ayant pas vraiment adhéré au projet.

[849] Les principaux thèmes de recherches, dans les laboratoires, sont la démocratie, les élections, les partis politiques, les médias, les conflits/mouvements sociaux et politiques. Presque rien n'existe en science sociale à propos de la diplomatie, des services secrets, de la domination impérialiste en Afrique, de l'armée en général, des logiques politiques traversant la police et la justice, sans même parler de la corruption et des crimes d'Etat. Tous ces domaines sont laissés aux journalistes.

[850] Actuellement sur les « candidats au Jihad » et les « jeunes des cités », « l'ultra-gauche » et les « Roms ». I. Coutant, *Délit de jeunesse. La justice face aux quartiers*, Paris, La Découverte, 2005 ; V. Codaccioni, *Justice d'exception. L'Etat face aux crimes politiques et terroristes*, Paris, CNRS Editions, 2015, p. 12. M. & M. Pinçon-Charlot, *La violence des riches, op. cit.*, notamment p. 64-79. Sur le plan international, la « françafrique » est bien plus criminogène, avec des assassinats programmés au plus haut sommet (notamment ce qui fut l'archipel Foccart) ou des accompagnements ciblés lors de génocides ou de massacres.

[851] Pour une synthèse remarquable : J. Gervais, C. Lemercier et W. Pelletier, *La valeur du service public*, *op. cit.*

[852] Jusqu'à la seconde guerre mondiale, la récidive en vagabondage était punie de peines pouvant aller jusqu'à la déportation. P. Gaboriau, *SDF à la Belle époque*, Paris, Desclée de Brouwer, 1998.

[853] J.P. Dozon, *Frères et sujets. La France et l'Afrique en perspectives*, *op. cit.*

d'accepter globalement les troupes de maraudeurs[854], ou, encore, en mourant « à leur place » et en se faisant enterrer par des acteurs bien intégrés socialement qui s'occupent d'eux « à leur place »[855]. A la geste héroïque du corps guerrier des ouvriers[856] a succédé l'émasculé sans-abri quémandant une aide[857]. De même, on ne peut penser le traitement réservé (au double sens du terme) à l'armée de réserve sans tenir compte des reconversions successives de la domination impériale, passant de la gestion brutale des populations étrangères (invasions républicaines en Afrique et en Asie[858]) à la logique des flux d'une immigration économiquement surexploitée (travail manutentionnaire épuisant, accidents du travail[859] et parquage dans les sonacotra[860]), puis à la gestion territorialisée des banlieues (des cités de transit aux HLM, politiques de la ville, actions des services sociaux dont les missions locales). La moindre dangerosité des prolétaires et de leurs organes de défense ainsi que la pacification tendancielle de l'Etat impérialiste à l'égard des colonisés (de l'esclavage au BUMIDOM, des indigènes aux « sans-papier ») ont concomitamment généré une polarisation sur « la personne en souffrance ». L'individualisation de la prise en charge des sous-prolétaires, autrement dit la dé-groupalisation partielle[861] du traitement des « vulnérables » au plus bas de la société (« chômeurs », « vagabonds », « mendiants », « migrants ») a rendu possible, dans cette balance ami/ennemi, la *réarmisation* de la force du sous-prolétaire. De « classe dangereuse », il est devenu un auxiliaire efficace du pouvoir, tout au moins des intermédiaires sociaux, comme l'a constaté S. Cohen dans l'après Mai 68 américain. Cette réversibilité, visible du point de vue stratosphérique des rapports de classe et de race, fait donc de l'ancien errant menaçant un être serviable au service de la cause des « sans » qui sera « doté de pouvoirs sociaux » pour intervenir auprès de ses pairs[862]. Si la peur des migrants dans la population générale aiguisée par le frontisme est désormais un effet néocolonial incontournable dans les politiques dites sécuritaires, les « SDF » quant à eux ne font guère peur. Il arrive encore que la proximité d'un CHU avec les élites bourgeoises déclenche un tollé au sein des « plus favorisés », comme ce fut le cas il y a quelques

---

[854] E. Gardella, *La solidarité individualiste*, Paris, Economica, 2023. Voir l'encadré en annexe se rapportant à la note critique sur cet ouvrage.

[855] Il y a en France plusieurs collectifs de la sorte qui offrent des obsèques dignes, dont le plus connu se trouve sur Paris, le collectif Les morts de la rue. On retrouve une fois de plus les militants par conscience issus des classes moyennes.

[856] La capacité à se battre des ouvriers américains au chômage dans les années 1930 est narrée par la journaliste M. Gellhorn, *J'ai vu la misère. Récits d'une Amérique en crise*, (trad.) Editions du Sonneur, 2017. Elle fut mandatée par l'administration du président Roosevelt avec 15 autres enquêteurs afin de prolonger qualitativement les recherches sur les chômeurs après la crise de 1929. Elle décrit, dans les usines qui licencient, les batailles rangées entre policiers et nouveaux chômeurs, les actions coup de poing étant valorisées et même attendues de la part d'ouvriers dont les habitus sont traversés par les cultures du *Far west* et de *Hobohemia*. On peut aussi retrouver toute la panoplie des actions guerrières, des anarcho-syndicalistes aux actions « coup de poing » de la CGT ou du SO de la LCR, en passant par de véritables pugilats entre ouvriers et policiers (les mineurs en 1947/1948, les chantiers navals de Saint-Nazaire en 1955, les marins pêcheurs en 1994, etc.).

[857] Il n'y a pas de périodisation nettement tranchée, les grèves dites insurrectionnelles de 1947-1948 jalonnant l'insurrection de la bonté de l'Abbé Pierre en 1954, la criminalisation de la mendicité jusqu'en 1993 avec l'essor des CHRS dans les années 1950. Pour autant, on peut voir clairement une évolution dans les budgets et les dispositifs de l'Etat, le point de basculement étant l'instauration d'un revenu minimum pour les « assistés » en 1988, toujours refusé depuis l'avènement de la 3eme République en 1877. Tous les chercheurs s'alignent sur cette idée d'une disparition tendancielle de la répression physique (déportation, incarcération, amendes, prises discrétionnaires des SDF dans les rues, violences policières, enfermement dans les CHU et règlements intérieurs draconniens, brimades de la part des surveillants et micro-pouvoirs) et de la consolidation d'un champ de l'aide sociale d'urgence (humanisation des CHU et stabilisation des personnes, aides financières institutionnalisées, professionnalisation des acteurs sociaux, rationalisation des aides dans une logique de parcours).

[858] Pour un exemple éloquent de la Geste coloniale, au Niger, B. Taithe, *The Killer Trail. A Colonial Scandal in the Heart of Africa*. Oxford, Oxford University Press, 2009.

[859] Plus de 1000 morts sur les chantiers de construction chaque année entre 1950 et 1970. J.P. Flamand, *Loger le peuple. Histoire du logement social*, Paris, La Découverte, 1989.

[860] M. Bernardot, *Loger les immigrés. La Sonacotra 1956-2006*, Bellecombes-en-Bauges, Éditions du Croquant 2008.

[861] Si le terme « exclus » a un temps saturé les discours des acteurs, l'essentiel du travail social auprès des SDF opère à partir de l'individu sans étiquette. Les catégories séculaires fortement ancrées dans les textes législatifs comme dans les représentations des élites dirigeantes (celles surtout de vagabonds et de mendiants remarquablement rapportées par R. Castel), laissent place à une idéologie nouvelle, largement inspirée de la psychologie toute puissante dans le secteur « médico-social », plaçant la « personne » au centre de toute démarche (un individu et son histoire, sa demande, sa volonté, son projet) dans le cadre de l'idéologie libérale humanitaire. P. Bruneteaux, « La prise en charge nocturne des sous-prolétaires à la rue : du hors-droit à la profilisation humanitaire de l'urgence sociale. 1980-2015 », *Cultures et Conflits*, « Politiques de la nuit », n° 105-106, 2017, p. 145-162.

[862] Bien sûr, l'ambivalence est toujours de mise, mais selon des intensités qui indiquent un pointage différent sur le curseur. La dénonciation par les politiques de la fainéantise des chômeurs et autres SDF assistés est toujours de mise et unit la classe politique du (feu) parti socialiste au FN. Et les baisses régulières des allocations chômage par « *les présidents des riches* » (selon l'heureuse expression des Pinçon-Charlot, *La violence des riches*, Paris, La Découverte, 2022) illustrent la légitimité de ces mesures coercitives auprès de la population français.

années dans le XVIe arrondissement de Paris. Pour autant, l'effet NIMBY demeure relativement invisible sur l'ensemble du territoire, mais il est bien présent[863].

Au-delà de ces peurs et de ces haines à l'encontre des prolétaires et sous-prolétaires, nationaux ou étrangers, savamment entretenues par des médias contrôlés par quelques milliardaires[864], règne un consensus général sur la non-dangerosité globale des minorités hors du travail « prises en charge » dans les structures de l'aide médico-sociale. Au pire, elles seront accusées de préférer « l'assistanat » au travail. Dans l'ensemble, les professionnels du social vont se féliciter de la montée en puissance des exclus. Mais de quelle montée en puissance s'agit-il ? Celle qu'ils appellent « *l'empowerment* », la « *capabilité* », « *le pouvoir d'agir* », « *la résilience* », autrement dit une énergie[865] propre de la personne destinée à son insertion, à son « *rétablissement* » et son « *insertion* », maîtres mots de toutes les démarches « *auprès des personnes* ». Il s'agit toujours de rentrer individuellement, selon son « *projet personnel* », dans les places disponibles du social : Pôle-emploi, stages, formation, soins, écoute. Quel que soit l'Etat occidental, la démarche est identique, que l'on se trouve du côté de l'Etat social (démocratie participative) ou de l'Etat néolibéral (baisse des coûts)[866].

C'est donc dans ce cadre relativement pacifié, contrôlé, aseptisé, que le dispositif de la pair-aidance peut opérer. Historiquement, l'autodétermination des sous-prolétaires n'a pas forcément suivi cette « ligne de conduite ». L'auto-organisation des dominés a une histoire propre[867] qui s'est constituée, dans la période contemporaine, dans le refus presque systématique d'une dépendance aux agences du travail social. Si les squats, ZAD et autres espaces gauchistes se sont constitués dans la distance avec tout acteur institutionnel, et ils le sont encore fortement aujourd'hui, comme une sorte de contre-organisation, ce qui est même la définition principale des squats autogérés, ils ne sont jamais pensés structuralement comme des tiers lieux, entre le droit commun (HLM, travail) et les filets solidaristes. Autrement dit, l'attache structurale de ces lieux dits « marginaux » signifie que *la ZAD et les camps alternatifs constituent l'opposé structural de la pair-aidance*, leur double négatif, au même titre que le routard voyageur dans l'escapisme hirschmanien ou le néo-rural travaillant dans une coopérative auto-gérée comme Longo Maï, communauté libertaire disposant de « coopératives » un peu partout en Europe.

La généalogie des médiateurs commence, si l'on peut dire, avec l'histoire des banlieues. L'histoire des « grands-frères » révèle une volonté identique d'auto-organisation locale relativement illégitime rattrapée par les politiques dites de la Ville. Si ces derniers ont le plus souvent été instrumentalisés par les municipalités dans un but de paix sociale, ils n'ont jamais été associés aux prises de décision locale et n'ont pu entrer dans les appareils politiques[868]. Les assauts incessants menés contre le « communautarisme » et le « séparatisme » prennent leur source dans le racisme politique anti-migrants et la peur des classes dangereuses, justement parce que cette fraction du

---

[863] P. Bruneteaux & C. Lanzarini, « Susciter le désir par la tendresse. Les cadres de l'accueil caritatif sur une péniche Lyonnaise », in *Politix*, n°34, 1996, pp. 134-163. Ce lieu d'accueil de jour s'est édifié sur le Rhône, les rejets successifs des associations de riverains ayant déterminé les pilotes de ce projet à s'embarquer sur un espace public « traditionnel », renouant avec la nef des fous révélée par M. Foucault.

[864] D'où la position de la France (entre 20e et 30e) par rapport à l'Allemagne (13e à 16e) sur la liste rédigée par *Reporter sans Frontière* du point de vue des libertés réelles des médias, très loin derrière les pays nordiques. https://rsf.org/fr/classement-mondial-de-la-libert%C3%A9-de-la-presse-2021

[865] Les défenseurs de l'énergie personnelle se trouvent finalement proches de la théorie de l'action déclinée dans le Sens pratique. La physique sociale associée au sens pratique est une anthropologie des dépenses, des énergies, autrement dit, une économie politique (et morale) individuée des investissements sociaux. Sauf que chez les travailleurs sociaux, cette résilience comme force propre de réaction face à l'adversité est réifiée, substance propre de la personne, ce qui constitue une réduction tout à fait logique dans les schémas de la psychologie.

[866] V. Lyon-Callo, « Medicalizing Homelessness », *op. cit.*

[867] La cour des miracles, les voyageurs/routards, la fuite/escapisme, les communautés auto-gérées, etc.

[868] O. Masclet, *La gauche et les cités. Enquête sur un rendez-vous manqué*, Paris, La Dispute, 2003.

sous-prolétariat dispose de capital guerrier[869]. Ces enjeux ont masqué la lutte des populations des cités contre le contrôle social, « l'accès au droit commun » plaçant dans la corbeille « l'insertion normative », laquelle a signifié, depuis « les politiques de la ville », l'acceptation des « stages bidons » et des « formations » non payées[870], sans parler du *workfare* et des emplois les plus difficiles. A l'opposé des cités qui sont des lieux de vie partiellement contrôlés par les intéressés, les SDF sont quant à eux arrimés à des espaces étrangers, dont les hébergements d'urgence. La pair-aidance auprès des SDF est la forme la plus « consensuelle » à ce jour puisqu'elle est entièrement pilotée depuis le centre institutionnel. C'est cette fabrication ex nihilo du profilé SDF travailleur pair dont on va rendre compte désormais. Cependant, il faut préalablement poser la question du conflit de loyauté.

3/ Les pairs comme intermédiaires

▲▼

3.1 La double loyauté à l'œuvre

Les travaux d'E. Goffman[871], largement utilisés tout au long de ces chapitres, trouvent à nouveau une extension dans la démonstration appliquée aux pairs-aidants. Il montre que les usagers des institutions du soin développent des stratégies de résistance au sein de ce qu'il a appelé une « *carrière morale* » dans la mesure où la personne recluse, sujet de violences qu'elle subit dans un univers contraignant, cherche à défendre son moi, entend se protéger en se réservant des territoires personnels. Ce qu'il appelle les « *adaptations secondaires* », on l'a vu (chapitre préliminaire), se déploient dans deux directions : soit les patients collaborent avec les membres du personnel et obtiennent des gratifications, soit ils dissimulent des pratiques de mise à distance (exit, conflits, sabotages divers) afin de se ménager une capacité d'agir. Dans la même lignée, Michel de Certeau les appelle pour sa part des « *tactiques de résistance* »[872]. De la même façon, dans les foyers étudiés, les résidents se situent dans une position ambivalente, entre volonté d'insertion et refus des contraintes les plus infantilisantes. Toute cette frustration non dite a été assimilée par les pairs-aidants qui savent fort bien que les résidents la vivent à leur tour. C'est là sans doute l'indice le plus prégnant d'une « *pairjectivité* »[873] entre « SDF résidents » au sens où la fonction tierce, reposant sur cette identification commune, a consisté à désamorcer le plus possible ces barrages dispositionnels pour se montrer en modèle d'une insertion possible pour une frange du public reconnaissant cette dynamique comme légitime. Cette double conscience, cette ambivalence du moi, définit en propre la position des dominés dans leur relation aux dominants. Que ce soient les afro-américains des ghettos aux USA[874], les reclus des hôpitaux psychiatriques[875] ou les ouvriers occidentaux des usines[876], une même dualité traverse les mentalités des *subalterns* pris entre une double loyauté, celle envers le monde ordinaire (institutions, hiérarchie), celle envers les groupes catégorisés comme

[869] Les émeutes de 2005 ont révélé le potentiel contestataire des jeunes des cités populaires de France. C'est sans doute suite à ces journées de violence que l'Etat a banalisé l'emploi des armes dites intermédiaires, le LBD et les grenades de désencerclement entre autres.
[870] P. Bruneteaux, « Les institutions et les paumés : les logiques de la surenchère », *Critiques sociales* n°5/6, janvier 1994, pp. 107-120.
[871] Goffman E. (1968), *Asiles*, *op. cit.*
[872] *L'Invention du quotidien*, (1990), 1. : *Arts de faire* et 2. : *Habiter, cuisiner*, Paris, Gallimard.
[873] E. Gardien, *L'accompagnement et le soutien par les pairs*, Grenoble, PUG, 2017. Son concept qualifie les pratiques des faibles qui procèdent de trouvailles transmises à d'autres pairs dans le but d'améliorer leur vie ordinaire. Par exemple, un handicapé « ancien » transmettra au novice l'art de traverser la route ou de saisir un tube de dentifrice. Ces savoirs rares sont spécifiques au groupe concerné.
[874] Dubois W.E.B., (2007) *Les âmes du peuple noir*, Paris, (trad.) La Découverte ; Frazier J., ([1964] (2000),*The Negro Family in the United States*, Indiana, University of Notre Dame Press. Le premier auteur parle de la « *double conscience* » des Noirs.
[875] Goffman E. *Asiles*, *op. cit.*
[876] Sainsaulieu R. (1988), *L'identité au travail*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques ; Murard N. (2000), *La morale de la question sociale*, Paris, La Dispute.

déviants. De fait, on ne peut évacuer la question des positions sociales inférieures qui se projettent dans les institutions totales, surtout celles ayant une vocation sociale où l'opposition entre les travailleurs sociaux et les pauvres assistés rejoue cette dichotomie. Si l'on prend conscience, comme cas extrême, de la vigilance de certains groupes à l'égard de membres porteurs de la trahison (les « *balances* » dans le monde des cités, les « *fayots* » pour les écoliers de milieu populaire[877]), on se demande comment les résidents « SDF » des foyers d'urgence se sont positionnés au regard de cette tension constitutive du rapport des populations exclues au « système » dramatisé dans l'établissement fermé dont les règlements intérieurs contraignant, l'astreinte à la vie collective et à la promiscuité invalidant les intimités et l'obligation de s'insérer poussent à penser « le double choix ». Les savoirs expérientiels des pairs-aidants ne fonctionnent donc pas mécaniquement du fait que le public comme eux-mêmes sont traversés par cette double conscience. Les médiateurs ont dû inventer des formes de communication visant à convaincre les hébergés d'adopter telle ou telle attitude facilitant leur prise en charge en institution, en dépit de leur position suspecte de salariés pair-aidants. Si le répertoire mis en œuvre a touché sa cible, alors on pourra parler de pairjectivité pour ceux qui seront alors touchés positivement par « *la sémantisation de l'expérience* »[878] adossée au parcours de sortie de la précarité des modèles. Si les directeurs ont anticipé cette tension en sélectionnant « les bons éléments » ayant déjà subi l'épreuve de loyauté à l'égard des équipes sociales, ils ne pouvaient pas contrôler les attitudes des hébergés envers les tiers tout en sachant, a minima, que ces derniers avaient déjà manifesté une « *appétence indispensable à la relation humaine* »[879]. Les pairs ont pourtant fait état de rejets partiels de la part des personnes qu'ils ont approché. Même s'il n'a pas été possible de demander directement à tous les résidents ce qu'ils pensaient de ces nouveaux intervenants[880], les médiateurs ont révélé cette dualité, somme toute à la marge. K. s'est dit « *révolté* » et toujours en conflit dans les anciens CHU. Relogé en « *coloc* », il est pourtant toujours revenu dans le CHU où officiait un des directeurs et a milité au CCRPA[881] avec lui[882]. M.,

[877] Willis P. (2011), *L'école des ouvriers*, Marseille, [1977] (trad.) Agone.
[878] Gardien E., 2017, *L'accompagnement et le soutien par les pairs*, *op. cit.*, p. 12.
[879] *Ibid.*, p. 81.
[880] Compte tenu des difficultés attendues pour trouver leur place, il n'était pas envisageable d'interférer dans les relations entre les pairs et leur public. Cela était frustrant et a limité la portée de l'enquête du point de vue des résistances virtuelles (ressentis) et réelles (pratiques de défiances).
[881] Comité consultatif régional des personnes accueillies.
[882] Le Conseil National des Personnes Accueillies et/ou Accompagnées (CNPA) est une instance de participation permettant la participation des personnes en situation de pauvreté à l'élaboration, le suivi et l'évaluation des politiques publiques de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale. Cette instance est un moyen d'exercer leur citoyenneté, ainsi que l'outil d'insertion et de développement des compétences**.** Le CNPA est une instance rassemblant des personnes en situation de pauvreté, ou l'ayant été (2/3 des participants), et des intervenants sociaux (professionnels de l'action sociale, bénévoles, représentants d'administration, d'organismes ou services de l'État qui représentent maximum 1/3 des participants) pour construire une parole collective autour des politiques publiques de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale. Ce conseil, porté par la Fondation de l'Armée du Salut depuis sa création, rassemble tous les 2 mois à Paris entre 80 et 100 personnes et produit des recommandations sur des sujets directement liés aux politiques publiques (ex : l'accueil hivernal des personnes sans abri ; accès au logement, accès aux soins, accès à l'emploi…). Les rencontres permettent, à partir de l'expérience personnelle de chacun, de construire une parole, une expertise collective **-** socle des propositions en direction des décideurs des politiques publiques. Cette co-construction se réalise dans une démarche où la parole de l'un vaut la parole de l'autre, dans une dynamique participative qui permet le croisement des connaissances et des expertises. Après cinq ans d'existence de la démarche, cette instance de participation a largement dépassé l'engagement des associations (qui soutient cette démarche au niveau organisationnel, méthodologique et logistique), elle appartient aux personnes elles-mêmes. L'année 2016 a marqué une étape essentielle pour le développement du CNPA et des CRPA avec la parution du décret le 26 octobre 2016 pris en application de l'article 40 de la loi ALUR du 24 mars 2014 concernant la participation des personnes accueillies/accompagnées ou l'ayant été. Le décret consacre officiellement le CNPA et les CRPA en tant qu'instances de concertation permettant d'assurer cette participation effective. L'article 40 de la loi ALUR (Article L115-2-1de la LOI n°2014-366 du 24 mars 2014 stipule que « La définition, le suivi et l'évaluation du dispositif d'accueil, d'hébergement et d'accompagnement vers l'insertion et le logement des personnes sans domicile sont réalisés selon des modalités qui assurent une participation des personnes prises en charge par le dispositif ou l'ayant été. Les instances de concertation permettant d'assurer cette participation ainsi que leurs modalités d'organisation sont précisées par décret ». L'article D115 (Décret n°2016-1440 du 26 octobre 2016 - art. 1) précise que « Les instances de concertation prévues à l'article L. 115-2-1 permettant d'assurer la participation effective des personnes prises en charge, ou l'ayant été, par le dispositif d'accueil, d'hébergement et d'accompagnement vers l'insertion et le logement des personnes sans domicile sont dénommées : " conseil national des personnes accueillies ou accompagnées " et " conseil régional des personnes accueillies ou accompagnées ". Les instances de concertation prévues au premier alinéa sont des lieux d'échanges, de réflexion, de construction collective et d'alerte des pouvoirs publics pour les personnes accueillies ou accompagnées, ou l'ayant été, dans des structures d'hébergement, des pensions de famille ou des résidences sociales et pour les intervenants sociaux ».

Sénégalaise relogée en résidence sociale, a toujours gardé le lien avec ce même directeur. D., (ancien) alcoolique souvent en rechute, disposant lui aussi d'une chambre en résidence sociale, a connu une vie d'ouvrier avant de sombrer dans l'alcool. Son addiction a conduit à la séparation avec sa femme sans qu'il n'ait pu obtenir de droits de garde de sa fille. Cette souffrance l'a plongé pendant des années dans un état extrême dont il n'est sorti qu'à de rares moment de cure. Militant au DAL, il a connu des expériences heureuses en parcourant l'Europe en vélo jusqu'en Turquie pour sensibiliser le public à la question des sans-logis, sous la houlette du DAL. Il a publié un ouvrage relatant ses expériences de SDF, d'alcoolique et de militant. C'est un homme âgé d'une cinquantaine d'années, très marqué physiquement par les épreuves subies. Mais il est très affable et rend toujours service en dépit d'une attitude « dépressive » qui donne l'impression qu'il est en train de couler. La direction a longtemps tergiversé avant de le salarier à cause du risque de rechute, ce qui a été le cas à de nombreuses reprises pendant les deux années de l'expérimentation. J'ai d'ailleurs été le voir en centre de cure pour lui apporter des friandises et des cigarettes, son hospitalisation ayant entrainé des problèmes majeurs de paiement de son AAH par la CAF. Lors des formations, nous déjeunions ensemble le midi et il a à cette occasion repris « la bouteille » alors que je tentais de le dissuader. Il avançait pouvoir « contrôler sa consommation », mais le résultat ne fut pas celui espéré. Les pilotes en furent agacés mais continuèrent à lui faire confiance. Il explique qu'il a refusé le poste d'agent d'accueil et de veilleur de nuit parce qu'il ne veut pas passer de l'autre côté de la barrière, tout en acceptant « du bout du doigt » sa nouvelle fonction :

-D. Je ne veux pas renoncer à ce que je suis. Je sais d'où je viens. Et de là je sais que je peux être avec les gars, être utile vraiment. Je ne peux pas être un gars dans l'institution, une sorte de traître, voilà c'est ça un fayot aux ordres de la hiérarchie. Je n'ai jamais pu me faire à aucune hiérarchie. Regarde là dans le foyer, les règlements, les interdits. Moi quand je militais au DAL, on était dans l'immeuble. Chacun avait sa piaule, on était bien. C'est pour ça que je n'aime pas aller dans leurs réunions où ils parlent des « situations ». Nous on est que des « situations » pour eux.

Cette autre paire-aidante, une femme originaire du Sénégal, fait état de cette double posture liée au franchissement de la barrière entre eux et nous :

-M. Quand je suis passée de résidente à pair-aidante, certains ont accepté, d'autres pas, ils m'ont carrément arrêté de parler parce qu'ils comprennent même pas le fait que je sois… il y a quelques années j'étais en résidente et maintenant je suis salariée, je participe aux réunions et tout ça. Mes collègues m'ont fait des retours comme quoi on disait sur eux : « Regarde celle-là elle se prend pour quoi ? Elle était là il y a quelques années comme moi et maintenant elle veut venir participer aux réunions et se croire pour qui ? » Des commentaires comme ça c'est déjà arrivé à mes oreilles (…) Avec l'histoire de la participation financière, il y a beaucoup de questions qui s'est posé. Le moyen le plus facile c'était quoi ? 'M., elle était avec nous avant, c'est sûr elle va nous dire'. C'était pas le cas, ça reste confidentiel. Dans les visages je voyais que ça changeait un peu.

Dans sa thèse, B. Godrie identifie ce phénomène d'écartèlement du moi : « *Les règles de confidentialité seront plus difficiles à gérer pour les* pairs-aidants *qui attirent souvent plus de confidences de la part*

des usagers et se questionnent sur ce qu'ils doivent ou non partager avec le reste de l'équipe ». Il nomme cette tension « *l'exigence de dévoilement* »[883]. Un autre décalage, bien plus important, provient de l'effet de la domiciliation, comme dans le cas de M. Les savoirs expérientiels peuvent se heurter au fait que la personne a vécu auparavant comme résidente. L'effet pervers de la « promotion sociale » du médiateur est un enjeu aggravé par le fait de travailler dans le CHU où d'autres hébergés l'ont connue comme résident(e). Dans le cas présent, le fait d'être passée de l'autre côté de la barrière n'invalide pas la résidente au statut « supérieur » de pair-aidante. Elle demeure « sœur », « femme », et potentiellement « mère ». C'est ce que dit d'elle une autre salariée, considérée comme la « leader » ; F. ayant un diplôme de médiatrice sociale et ayant largement managé l'équipe dans les premières semaines de travail :

-F. Par exemple, M., elle va vers les personnes, comme elle a déjà vécu au CHU, M., donc elle connait certains résidents. Au contraire de ce que on pensait avant -parce qu'elle avait vécu là-bas, les gens ne vont pas accepter qu'elle revienne aujourd'hui en tant que salariée- ça s'est très bien passé avec les résidents qu'elle a trouvé là-bas et qui ont beaucoup échangé avec elle, qui l'ont apprécié. J'ai vu des amis de M., qui connaissent très bien M. qui disent : 'Bon moi je vais te parler de mon problème et tu gardes pour toi. Moi je vois que tu es une femme, t'as des enfants, voilà, on peut être des sœurs'.

Cette double loyauté ne s'équilibre jamais. Tantôt les pairs défendent les résidents contre les logiques d'un travail social trop bureaucratique. Parfois, au contraire, ils deviennent des gardes-chiourmes. Ce dernier aspect n'a été constaté que rarement. Mais il a été observé une fois, lors d'une discussion collective en équipe lors d'une session de formation. Il est difficile de savoir si le contexte a joué, la présence d'un formateur activant la disposition à aller encore plus dans le sens de l'institution. La discussion commence de façon irénique. Puis F. en vient à développer l'idée d'une compétence qui se déploie alors dans les capacités à déjouer les ficelles des petits résistants. F. défend la spécificité des pairs, revendique un inventaire plus fort sur le caché, sur les coulisses, et s'affiche en super contrôleur contre les fraudeurs. Se découvre alors l'autre face de cette équipe de pairs emportée dans son rôle de collaboration. Une partie des pairs se lance dans une diatribe contre d'éventuels profiteurs et des manipulateurs quand une autre refuse de franchir la ligne. Finalement, c'est le point de vue « anti-collabo » qui primera dans cette joute qui s'est déroulée pendant un débat en formation. Dans cette opposition, c'est la leader qui est mise en minorité, elle qui prétend faire du zèle dans sa fonction de contrôle social :

-F. « Moi je suis technicienne de médiation sociale. Et on a la même formation que les TS. On doit prendre de la distance, on ne doit pas porter de jugement, il n'y a pas de tutoiement. Il y a trop de protocole, alors tu accompagnes quelqu'un avec tout le respect. Donc comment tu peux vraiment te rapprocher de cette personne ? C'est deux choses qui vont pas, la théorie et la pratique. Là au moins je dis aux résidents ce que je pense.
-P. Ah bon (je fais le pro de l'IRTS), qu'est-ce que les travailleurs sociaux ne peuvent pas faire ?
-F. Bah on n'a pas le droit de rentrer dans leur vie…(hésitations) ou porter des jugements, pourquoi vous avez fait ça, pourquoi vous avez pas fait ça. Ils sont là à écouter.
-P. Vous faites-vous des jugements ?
-F. Non c'est ce qu'il faut éviter mais je peux me permettre parfois « écoute, j'ai vécu dans les centres, je sais ce qu'on dit et ce qu'on fait. Les résidents croient que les TS ne connaissent pas leur

[883] *Savoirs d'expérience et savoirs professionnels : un projet expérimental dans le champ de la santé mentale*, *op. cit.*, p. 136.

vie, ce qu'ils font, mais nous on sait, on sait ce qui se passe, je peux avancer des choses qu'une TS ne peut pas. Il y a des gens qui travaillent au noir, qui ont beaucoup d'argent, mais on ne peut pas prendre de participations financières parce qu'il n'y a pas de trace officielle. On peut rien prendre…Des gens qui ont des chaussures de 200 euros… Des gens qui ne se réveillent pas du matin jusqu'au soir. Il y en a qui viennent de recevoir un héritage, et on leur paye un hôtel… Il y avait à Emmaüs un monsieur qui était là parce qu'il se disait isolé. Il avait en fait un bateau. Il s'isolait au réfectoire quand il réglait ses affaires. Mais je l'ai entendu et il m'a dit « garde ça pour toi » et il venait me voir pour me proposer des petits cadeaux ».
-(Autre pair-aidant) Mais pourquoi on dénonce pas ça ?
-F. Mais on ne fait pas de délation ! On n'est pas en Corée du Nord !

3.2 Les limites de la loyauté dans l'alignement à l'insertion sociale

Toute sélection a ses limites. Les profils variés des gens en foyer, reconnus dans tous les travaux[884], rend quasi vaine toute prétention à vouloir « assimiler » les pairs-aidants à leur métier. D'abord parce que les profils diversifiés rendent caduque la prétention à exercer un emploi uniforme. Certains ont connu la rue (K G, D), d'autres la précarité (F, K K, M, D), ce qui introduit aussi une sorte d'altérité vis-à-vis des autres « mêmes ». Ces savoir-faire, compte tenu du fait que la minorité des pairs aidant, dans leur palette pourtant étoffée, ne saurait couvrir l'ensemble des profils des hébergés, ou l'ensemble des situations à gérer. Ensuite et surtout, l'imposition visant à travailler comme des travailleurs sociaux a fait émerger des situations limites contre lesquelles les pairs se refusaient à faire un sale boulot, aspirant par ailleurs à représenter autant que possible les attentes des résidents.

Les refus

Les pairs ont ressenti les risques de dérive autoritaire (le pouvoir sur autrui qui grise, être soumis à des jeux de séductions et avoir des préférences…) contenus dans le contrôle social, figure incontournable de l'insertion sociale. Une des violences les plus manifestes, dans le travail social situé dans les établissements « d'accueil », consiste à contrôler l'état des chambres. C'est une des atteintes à « *l'égale dignité des personnes* » -pour reprendre le langage irénique d'E. Gardella- qui suscite le plus de récriminations, d'hostilité. Ces « *visites* », planifiées, dont les dates sont inscrites sur les portes, correspondent en gros aux visites à domicile pour la polyvalence de secteur. Si elle peut avoir un sens pour éviter les dérives évidentes (maladie Diogène, provocations, mise en danger des autres), la visite des lieux de vie est largement perçue comme intrusive, assimilée à une reprise en main des résidents en leur montrant qu'ils n'habitent pas là[885] et qu'ils doivent respecter un standard de l'hygiène, renouant en cela avec les dames visiteuses de la seconde moitié du XIX^{e} siècle. Il n'est donc pas étonnant que, sur ce point, les pairs refusent d'endosser la posture de garde-chiourme ; ce qui apparemment ne soulève aucune difficulté pour les « professionnels ». K, en revanche, signale son dégoût pour ces contrôles, ce qui indique que la fonction de collaboration n'est pas systématique. Le sens moral d'acteurs dotés de la mémoire d'un vécu traumatique est plaqué sur ce qu'ils ont enduré. Leur savoir-être neutralise des façons de faire et fabrique en cela un répertoire

[884]M. Marpsat & J.M. Firdion, *La rue et le foyer*, PUF/INED, 2000 ; S. Hayoun, *L'urgence sociale : les limites de l'urgence. L'accueil et l'hébergement des personnes dans domicile à Paris*, Mémoire de l'ENSP, 1999/2000 ; P. Vidal-Naquet, « Le paradoxe de l'urgence sociale », CERAS, Revue *Projet* 2005, 1, n°284, p. 10-17.
[885] Sur le monde subtil de l'habiter quand on ne peut pas habiter, C. Sadin-Cesbron, *Habiter en CHRS. Faire comme chez soi quand on n'a pas de chez soi*, Toulouse, Erès, 2023.

spécifique du savoir-faire qui ne vient pas se superposer à celui des intervenants sociaux, y compris dans les logiques d'alignement sur le travail social. Dans les propos qui suivent, les refus se polarisent sur le formalisme bureaucratique et sur les empiètements dans la vie privée. Prenons juste cet exemple :

-K. Dès le début, je voulais pas changer les règles, mais je voulais casser cette façon de faire. Vraiment. Cette façon de faire où tu demandais aux gens de venir dans ton bureau à un certain moment, où t'avais rendez-vous, où tu t'installais, tu te mettais là… Y'a pleins de trucs en fait. Je trouvais ça aberrant. Déjà moi je supportais pas. Les gens ils oublient que la Mouzaïa, ou le bateau, c'est un lieu de vie. Toi, quand t'es chez toi, un membre de ta famille va pas t'appeler au bureau pour parler avec toi ! Mais on avait toujours ce côté formel, où on devait se rencontrer dans un bureau, fermer machin et tout, pour dire plus ou moins la même chose. Il y avait pleins de trucs que je voulais vraiment casser. C'est pour ça le fauteuil je l'ai gardé. Quand je reçois quelqu'un c'est toujours le fauteuil, je fais le café. Je me fais engueuler parce que je propose toujours des cafés, et les gens ils me disent qu'ils viennent juste pour le café, alors que c'est pas vrai. Les premiers temps, faire une réflexion à quelqu'un, même si je sais que des fois, par exemple après l'incendie on était très vigilant, moi jusqu'à aujourd'hui je ne m'autorise pas à le faire. À dire à quelqu'un « t'as pas le droit de faire monter ça, t'as pas le droit de manger ça ». Je peux pas, personnellement. Donc heureusement, j'ai pas été missionné pour ça. Si, une fois on m'a demandé de visiter une cabine, heureusement ce jour-là les TS ne l'ont pas fait, donc j'ai pas fait ça. Tout ce qui est, comme tu dis, ce côté où tu dois imposer des trucs, ou faire rappeler aux gens le règlement, « j'ai entendu ça, j'ai lu ça sur le cahier de liaison ». Y'a un collègue qui a écrit qu'on devrait rappeler aux gens le règlement, moi je me sens pas capable. Je refuse.

Une position intenable

La légitimité sur le terrain[886] est recherchée en essayant de vivre au plus près des « mêmes ». Dans l'exemple qui suit, on voit nettement comment le pair devient un tiers tiraillé entre deux régimes d'action : la nature domestique d'un côté et la nature éthique ou professionnelle de l'autre. Il doit à la fois honorer l'honneur que lui confère l'invitation au mariage décuplé par la remise de soi du couple marié dans l'organisation d'une fête dans le foyer qui suppose d'avoir l'autorisation du chef de service ; et simultanément, il doit montrer sa loyauté à l'égard d'une équipe qui s'est démenée pour trouver un logement à ce couple, lequel le refuse parce qu'il se trouve en banlieue et non à Paris. Dans les deux cas, le pair a de très bonnes raisons d'aller dans les deux sens.

-K. Bien sûr, le couple quand il s'est marié, on m'a invité au mariage et tout, et déjà au mariage il y a un résident qui m'a demandé à quel titre j'étais là. Moi j'ai dit à titre privé, il y a pas de pair-aidant. Parce qu'il était étonné de me voir au mariage

-P. T'étais déjà mis de l'autre côté [rires]

Voilà, j'étais mis de l'autre côté. Très taquin parce qu'il dit : « alors vous êtes bénévole, vous êtes quoi ». Il me taquinait tout le temps en fait. Moi je le laissais faire, donc je ne répondais pas. Il était étonné de me voir. Et moi c'était vraiment personnel, où la personne d'origine différente elle me dit « X vient, ma famille elle veut pas venir, est-ce que tu peux venir ? » Ça m'a touché, j'y suis allé, avec un plaisir. Et quand je suis revenu - donc il y avait ce côté festif et tout - quand je suis revenu il y avait réunion 3-4 jours après, où en même temps à ce monsieur-là, le couple, on avait proposé

[886] Claire Autant-Dorier, « Lutte contre les discriminations », Hommes et migrations [En ligne], 1292 | 2011, mis en ligne le 31 décembre 2013, consulté le 04 juin 2013. URL : http://hommesmigrations.revues.org/631

quelque chose il avait refusé. L'équipe n'était pas très contente. Donc je me suis retrouvé, je pensais qu'on allait me demander comment ça s'était passé, mais non pas du tout : « il a refusé, comment ça, c'était à l'ordre du jour, avec son nom écrit ». Et donc quand je suis sorti de réunion, on m'avait dit « la prochaine fois, s'il refuse, ce sera une expulsion, il a pas le droit de refuser ». Tu vois il y avait le SIAO en fait, c'était pleins d'enjeux en fait, parce qu'ils sont intervenus. C'était terrible.

-P. C'était terrible pour toi ! T'étais l'ami d'un côté, et le foyer de l'autre ! Le travailleur-pair !

Je sors de réunion, la dame elle arrive « alors ils ont parlé de nous ? ». Et en plus on m'a chargé d'annoncer à l'équipe que le couple allait faire un repas pour l'équipe au centre de la Mouzaïa, et le chef de service avait refusé en disant « c'est pas un lieu où on fait des trucs qui touchent ». Je crois qu'il était un peu en colère suite au refus. C'est pour ça maintenant je temporise en fait, vraiment. Parce que j'étais super à charge, il y avait comme un… C'était pas le même ressenti que j'avais, je sais pas comment t'expliquer, mais je me suis senti pas bien. En sortant de la réunion, je suis allé dans mon bureau, la dame elle est arrivé elle a dit « alors les gens ils ont parlé de nous, ils ont aimé ? ». J'ai pas raconté ce qu'il s'était passé. « Alors ils ont parlé de nous ? Ils ont accepté le repas ? ». Le repas il y avait des conditions, il fallait que je sais pas quoi, je me rappelle plus, il fallait qu'il ait un entretien avant avec sa TS pour prendre un autre rendez-vous pour faire une autre demande, tout un tralala. Elle me dit « c'est bon ? on va ramener le repas ? ». Houu Comment tu veux que je m'en sorte… Et bah je lui ai dit la vérité, je lui ai dit « ça s'est mal passé, parce que voilà ». Ce refus-là, il a été mal pris : « Karim je t'ai expliqué.. ». Ce refus là il a été mal pris. Donc la dame, pour elle c'était un refus.

Les accomodements

Les résidents n'ont pas tous connu les mêmes difficultés, tout en ayant subi des parcours difficiles avec des intensités variables de souffrance sociale. En voulant sélectionner le haut du panier, l'aristocratie du sous-prolétariat, la direction a créé un écart qui s'est retrouvé dans les attitudes de certains pairs n'ayant pas connu « la rue ». Par exemple, l'un d'entre eux, précaire n'ayant pas vécu à proprement parlé en « SDF », n'ayant pas été outillé pour survivre, ne connaissant pas les tactiques de survie ainsi que les possibles processus de dégradation de soi, reconnait avec une grande humilité sa différence par rapport à d'autres personnes hébergées et explique la fabrication de son rôle. K2 est un peu un étudiant attardé, un étudiant en audiovisuel sans emploi, coincé en CHRS après avoir été hébergé chez des amis et avoir vécu en squat. Il sera souvent pris à partie par les quatre autres pairs qui lui reprochent son incapacité à saisir les codes spécifiques des foyers et à faire preuve de l'entregent nécessaire avec des « gars cassés ». De fait, peu après l'expérimentation, il a été reconverti en veilleur de nuit dans les établissements de l'association.

-K2. J'ai rencontré trois collègues charmants, avec des personnalités très fortes et très différentes ; de suite après, j'ai atterri à nouveau dans la souffrance, et c'est con à dire, mais vous, pour l'instant, quand je pense à vous, même si ça me fait sourire, ça me rappelle aussi, que on travaille dans un milieu très, très dur, et moi pour le moment je n'ai pas…Je n'ai pas l'habitude du tout de travailler… parce que, moi j'ai pas, voilà, c'est pour ça que je vous demandais, moi c'est la première fois que je travaille dans un milieu avec autant d'histoires dures, pour euh,… arrêter d'utiliser le mot souffrance… et là je commence à comprendre que ce qu'on me raconte tous les jours, ce n'est pas de la fiction, c'est la vraie vie des gens, et elle n'est pas triste : elle est triste pour la plupart, euh… des fois je me dis que je suis obligé de les prendre comme des problèmes fictifs, sinon je n'ai pas cette distance-là. Tu vois ce que je veux dire ? Ca m'aide un peu. Imaginer ces problèmes là comme de la fiction, genre t'écris une histoire et il te faut une fin heureuse. T'es dans le deuxième acte, là où ça commence à partir le plus en cacahuète, rétablis l'histoire pour qu'un troisième acte ce soit

une fin heureuse. C'est comme ça que je vois les choses. Et c'est aspect fiction que je donne par défaut aux situations, elle m'aide à prendre de la distance.

La représentation communautaire

Certains pairs ont cherché à porter les revendications de leurs « frères de misère », manifestant de la sorte une fonction syndicale informelle. Etant proche des populations, ils ont pu écouter des doléances touchant la vie quotidienne dans les foyers. Les intermédiaires assument ainsi une double fonction : une fonction externe, de co-travail avec les professionnels, de mission officielle alignée, essentiellement dans l'accompagnement individuel des situations : une fonction interne, domestique, militante, bénévole, politique ou syndicale, collective, d'écoute et de prise en charge des besoins de tous les résidents ou d'une partie d'entre eux. Dans ce dernier cadre, les pairs peuvent être davantage interpellés qu'ils ne seront force de proposition. Ils peuvent anticiper des plaintes en fonction de leurs préférences personnelles. Presque tous les pairs ont manifesté leur opposition au règlement intérieur, centré sur l'interdiction. Les pairs souhaitaient aller plus loin que les travailleurs sociaux qui souffraient eux aussi du poids de ce règlement.

-D. Oui, en fait en arrivant sur Bonzaï, je me rappelle, je voulais jeter un coup d'œil sur le règlement intérieur. Parce que c'est inhumain en fait. Et en plus moi j'avais vraiment la souffrance des travailleurs sociaux en fait, parce qu'ils nous disaient : « il y a pleins de trucs d'interdit, nous on en a marre d'interdire, alors qu'il s'agissait de nourriture, de ne pas ramener de nourriture, de pas pouvoir héberger des gens, tout ça tout ça ». Entre les deux, j'ai vu que tout le monde était en souffrance en fait. Les TS qui en avaient marre d'interdire, les résidents… voilà. Pleins d'interdictions, etc. Et donc on voulait vraiment, entre pairs aidants, jeter un coup d'œil sur le règlement intérieur.

-M. Parce qu'on est porteurs de messages d'un public qui est derrière nous, qu'on… on le… on les représente. Et voilà, parfois on oublie qu'il y a des gens devant nous, on pense aux autres qui sont derrière nous, on doit lutter pour eux, pour leur cause et tout, on…

-

-F. Le CHU, les gens se plaignent parce qu'ils y vivent depuis des années mais ils ne peuvent jamais voir leur famille ou leurs enfants ou leurs amies, « alors qu'ils ont presque tous des copains ou des copines mais ils ne peuvent jamais les voir au foyer. Ils viennent nous voir pour s'en plaindre. Avant l'incendie, on réfléchissait sur le règlement intérieur pour le changer. Il est CHU mais en fait les gens vivent comme dans un CHRS. On pensait demander une pièce pour recevoir de l'extérieur.

4/ Fabriquer des pairs légitimes : une logique d'appui dans l'intervention sociale

▲▼

Dans l'urgence sociale, on peut dire que les pairs se sont introduits comme par effraction du fait qu'il n'y a aucune demande sociale formulée ; situation typique des sans-abris qui sont aussi souvent des « sans voix »[887]. Ce ne sont pas des collectifs d'usagers qui s'élèvent contre des praticiens « monopolisant » le savoir sur la personne. L'introduction du tiers lors de l'expérimentation sociale dans l'association caritative, interroge donc immédiatement les propriétés

[887] B. Ferron, É. Née et C. Oger (dir.) *Donner la parole aux « sans-voix » ? Construction sociale et mise en discours d'un problème public*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2022.

de l'offre et celles des élus puisqu'ils ont été choisis, sélectionnés en fonction de « leurs qualités ». A l'opposé des groupes communautaires tels que les Alcooliques Anonymes, réunis en groupe spécifique sans lien avec une institution médico-sociale, la pair-aidance sera définie comme la création d'une équipe de pairs-aidants dont l'intervention se déroule entre un public -les hébergés, les résidents- et des praticiens -les équipes sociales des différents établissements de l'association[888]. La pair-aidance est essentiellement à penser, dans le champ de l'urgence sociale, comme une remise en cause militante, par la technocratie du social, des formes actuelles des pratiques verticales dans le champ sanitaire et social, tel qu'on l'a précédemment analysé avec J. Verdès-Leroux. Cette remise en cause est soit impulsée par les publics concernés, ce qui est rarissime dans le champ de l'urgence sociale ; soit anticipée par des acteurs militants du travail social qui cherchent à expérimenter de nouvelles façons de mieux favoriser l'accompagnement et l'insertion des personnes. C'est le cas de l'expérimentation sociale dont nous allons rendre compte, l'initiative en revenant à deux directeurs de CHU de l'Armée du salut, et non pas à des acteurs du terrain. Pour saisir cette logique d'appui, il faut donc identifier l'offre militante ainsi que les différents critères attendus des pairs, ce qui constitue le questionnement premier autour du tiers comme vecteur de valeur ajoutée dans les logiques de l'organisation.

4.1 Le cadrage et l'armature : les appuis avant la logique d'appui.

Les personnes se sont vues offrir un statut, sous la forme d'un contrat dans la durée d'une année renouvelable une année et un salaire. En répondant avec succès à un appel d'offre, l'Armée du salut a bénéficié de 200 000 euros de fonds afin de proposer des salaires aux participants, sur deux années. Les participants, auparavant sans revenus ou au RSA se sont retrouvés du jour au lendemain dans le statut de salarié, avec un contrat d'un an (qui en fait s'est renouvelé sur une seconde année), avec un salaire d'un montant de 800 euros nets. Ils travaillaient à mi-temps, l'autre moitié du temps étant consacrée à leur propre insertion. La confiance dérive du caractère très large des compétences ; l'obligation de suivre une formation en IRTS ; la possibilité d'accéder aux réunions d'équipe et de partager le secret des personnes suivies ; la dimension collective du travail, le travail d'équipe visibilisant le travail auprès des résidents comme de « l'équipe sociale », mais permettant aussi de se soutenir mutuellement. La mobilisation de soi a été sans conteste corrélée à la liberté d'initiative, à la confiance octroyée par la direction en général alors même que chacun des pairs aidant a pleinement conscience d'être amateur, « qu'on n'a pas été préparé pour ça ». L'alignement sur les logiques du travail social autorise ainsi un lâcher-prise d'acteurs intégrés à la logique conformiste de l'unique insertion normative.

La confiance ainsi accordée exerce un effet de contre-don. Trois femmes et trois hommes furent engagés, trois Maghrébins, un Français, et une Africaine. En fait, les directeurs ont placé comme leader informel une des trois femmes, titulaire d'un diplôme en médiation sociale, tropisme conformiste qui accentue la profilisation des acteurs et de leur travail. La médiatrice canalise de fait les façons de faire des premiers temps afin que les équipes ne se sentent pas capables de faire autre chose que l'accompagnement des SDF.

[888] Du fait de l'intervention dans des établissements d'hébergement stabilisés, l'expérience de ce tiers se dédouble en deux dimensions : le vécu propre « hors les murs » et le vécu durable dans l'institution. La compétence sollicitée par les professionnels sollicite ainsi plusieurs tranches d'expertise, la rue ou squat ou route ou groupe et les foyers comme résidents, le foyer comme pair-aidant développant une vie institutionnelle spécifique.

-F. Nous on a quand même eu une chance terrible, le fait d'être [dans ce foyer] qu'on n'a pas des gens derrière nous à chercher, à savoir, mais on nous a donné une confiance. Et tout le temps, j'ai dit à mes collègues : cette confiance, il ne faut pas qu'on la déçoive, et qu'on la garde et qu'on montre qu'on a mérité cette confiance. Pourquoi ? je suis toujours derrière en train de dire : vous savez on n'est pas des professionnels, fais attention, ce qui a été dit à la réunion d'équipe, il ne faut pas qu'on dise que ça a été sorti par nous, euh voilà, parce que c'est là où ils vont nous montrer du doigt que, vous avez vu depuis que vous avez mis des pairs-aidant à la réunion que maintenant tout se produit, il y a des fuites. Et je suis toujours derrière en train de dire voilà quand on parle et qu'il y a des résidents, on ne doit pas parler, on doit attendre que les résidents partent, puis quand on a quelque chose à dire… et là rien que cette fois, je suis sévère, parce que rien que les yeux, quelqu'un rentre, on commence une histoire, je regarde et tout le monde a compris que voilà c'est pas le moment de parler, sans que je parle ou je dis à Karim tais-toi, et je le regarde méchamment et il sait qu'il doit se taire et ainsi de suite. On a essayé de créer nous-mêmes notre place, et chercher à mériter notre place au sein de la « structure » (mot qui remplace le nom). Et je pense qu'on l'a déjà créé cette place, du moment qu'on nous confie des missions très délicates, qu'on n'a pas été préparé pour ça ».

-K. À titre personnel, il y a pleins d'aspects comme ça où ça a vraiment changé. Je me sens plus à l'aise, confirmé. Je sais que maintenant je suis écouté, en réunion, les gens m'écoutent. Et je le sens, dans le regard. J'ai eu cette période, je l'ai pas vécue longtemps, où on disait « pair-aidant ». Maintenant on le dit même plus. Il n'y a plus la même condescendance qu'avant j'ai l'impression. Quand on dit « pair-aidant », « Va voir le pair-aidant », c'est que le pair-aidant peut t'aider. C'est devenu, même pour les résidents, une évidence : aller voir le pair-aidant. On a trouvé notre place. Moi j'ai trouvé en tout cas ma place. Dans les premiers temps j'étais un peu… « Comment je peux faire ». Mais même, je ne dis plus le mot « aider », parce que c'est tellement galvaudé ce truc, je dis « épauler », « du soutien ». Parce que tout ce qui est administratif, ils ont où aller. Du soutien, écouter… »

Une longue formation, sur plusieurs mois a jalonné les mois de pratique, faisant d'elle aussi bien un lieu d'apprentissage (du droit, des dispositifs, d'autres façons de voir au travers de jeux de rôle) qu'un lieu d'expression où les problèmes rencontrés pouvaient se dire en noyautant le cadre. La formation servait informellement de filet de protection de l'Armée du Salut, les différents formateurs pouvant noter des bizarreries répercutables au directeur qui connaissait personnellement l'un des directeurs d'établissement à l'origine de l'expérimentation. Par ailleurs, elle visait un modelage des habitus afin de les aligner sur les logiques du travail social (droits, normes, éthiques, savoir-faire). Ce faisant, les pairs venaient une journée entière tous les quinze jours sur presque 6 mois. En effet, les 7 modules de formation offraient des cadres assez rigides où les pairs demeuraient le plus souvent des récepteurs de l'offre de formation. Il y eu en plus des réunion préparatoires et un rendu final, ce qui faisait plonger les stagiaires dans un lien social rapproché avec les équipes de formateurs de l'IRTS.

Mais, en pratique, les pairs avaient une telle envie de parler de leurs difficultés rencontrées que chaque formateur, à tour de rôle, ne pouvait faire autrement que d'assister silencieux au déferlement des échanges, sauf à accompagner les enjeux brûlants du moment en précisant les termes du débat. J'ai pu ainsi observer ces scènes où se réglaient les conflits présents dans les foyers avec telle ou telle AS d'une équipe, avec tel ou tel résident, ou même au sein de l'équipe. Beaucoup de séances ressemblaient à une sorte de foire d'empoigne où les règlements de compte se libéraient, puisque la pression mise sur les pairs était très forte : il fallait qu'ils soient capables d'aider les travailleurs sociaux, d'avoir des résultats tangibles. S'ils avaient uniquement été libres de converser

avec les résidents ou des SDF dans la rue, ils auraient uniquement mobilisé un langage, une mémoire, des faits de vie, des postures, des histoires communes, des soutiens, de l'écoute. Or, là, ils devaient produire une compétence dont l'efficience était évaluable par les équipes des établissements de l'Armée du salut, ce qui occasionnait de lourdes angoisses.

Le besoin d'une sorte de supervision informelle, avec un tiers, non un supérieur hiérarchique de l'organisation a constitué un gros manque dans l'expérimentation officielle. Si les travailleurs sociaux escomptaient valoriser les expertises de vie, ils n'avaient pas mis en place les supports permettant de gérer l'impact psychologique d'une telle assignation à l'efficience. La formation a été comme squattée en devenant un tiers parce que les pairs se sont exprimés dans une institution (IRTS) et j'observais alors que l'emportement à s'exprimer était beaucoup plus intense que lors de nos réunions d'équipes avec le seul sociologue.

Les discussions portaient ainsi sur des répliques jugées insupportables de la part de travailleurs sociaux ; des demandes de confidentialité dans telle ou telle réunion obligeant les pairs à sortir, humiliés, réduits à des résidents ; des prises en charge jugées réductrices, tel praticien ne laissant les pairs aidant approcher sa file active que pour faire des accompagnements externes dans les services publics, ce qui était qualifié de sale boulot puisque cela consistait à assumer une tâche que l'intervenant social ne voulait pas accomplir ; des conflits entre pairs aussi, tel ce cas ici développé qui concerne un usage pratique a priori anodin qui ne relève pas du travail social et justement des pratiques informelles des pairs aidants ; qui pour le coup, ont complètement dérapé.

La vie interne dans les foyers devient un enjeu central puisque c'est justement l'univers principal où sont baignés les pairs, bien plus que les intervenants statutaires, ce qui induit la fabrication de relations sociales de proximité qui peuvent améliorer le lien social et la prise en charge ou, tout au contraire, entrainer une équivalence avec la vie privée, c'est-à-dire une crise, un conflit interpersonnel, comme entre amis ou en famille. C'est dans ce piège que l'un des pairs aidant a été pris. Le fait est devenu affaire et, de là, un pourrissement qui a beaucoup affecté le pair, proche de la démission. Cette situation est loin d'être exceptionnelle dans les foyers, sauf qu'ici, elle implique un ancien résident nouvellement élu pair aidant, d'où le risque de décrédibilisation. A la base de cette affaire, il y a une intention de proximité. Les savoirs du vécu, c'est l'écoute, le tutoiement, l'informalité, les petites affaires faites ensemble dans la logique du lien social, des complicités du faire. Casser les codes bureaucratiques, fonctionner à la demande, donner le portable, le tutoiement, les bises, les rires, les partages d'information sur la vie personnelle, les échanges de photos, les invitations sélectives à la maison, des sorties dans la ville à deux. L'idée est de révolutionner la « prise en charge » afin d'être un peu plus dans la déprise, « *sortir les gens de l'isolement par ce moyen-là, aller vers eux comme ça, faire des petites choses avec eux* ».

-K. Mais j'arrivais plus à gérer, j'ai été voir les collègues. C'est une dame qui veut que quand elle est là, c'est elle seule, elle ne veut pas qu'on parle à d'autres personnes. Mais donc moi je dois être là aussi pour d'autres. Quand elle m'a vu m'amuser avec d'autres, elle a créé une histoire de photos. J'ai envoyé sa photo à une autre résidente, sa copine d'ailleurs mais elle l'a super mal pris. En fait, elle ne supporte pas d'être prise en photo.
-D. Oui moi aussi j'ai eu ce problème. Elle aime qu'on la prenne en photo mais uniquement pour lui donner à elle. Elle ne veut pas que ça se diffuse.
-F. Tous les résidents de M. ont été au courant de cette histoire. Ça a fait un bruit. On a du en parler au chef de service. Pour moi elle a raison, on n'a pas le droit de diffuser sa photo. Car quand elle commence, ça ne s'arrête pas. J'ai été la voir. Je lui ai dit : « quand vous avez vu Karim arriver, vous l'avez pris comme votre fils. Alors arrêtez de calomnier cette personne. Voilà ce qui va se passer si vous continuez. Si vous voulez changer de centre, alors arrêtez ce truc sinon a va aller voir

tout de suite le chef de service (F). Elle a laissé tomber. Karim avait arrêté de travailler pendant 3 jours. Quand je lui ai dit qu'il s'était arrêté, elle a pleuré. Elle m'a dit qu'elle était allergique aux photos. Elle m'a raconté qu'elle s'était séparée de son mari, qu'elle ne voyait pas ses enfants dans de bonnes conditions et que depuis elle n'aimait pas les photos.
-K. Moi je me suis senti mal : je ne voulais pas créer de situation que je ne sais pas gérer par la suite. C'est ce que j'ai dit la première fois à la première réunion qu'on a eu ensemble. En plus, à ce moment-là, j'étais encore hébergé dans un foyer. Je me sentais encore résident. Bon, ça fait un an maintenant, mais je ne me suis pas protégé à l'époque. En tant que résident, je n'aurais jamais laissé la résidente faire ce qu'elle m'a fait. Elle ne me parlait qu'en dialecte algérien.
-F. Et on ne pouvait pas manger tranquillement.
-K. A l'époque, il y avait des résidents et des travailleurs sociaux qui prenaient ma défense, mais à chaque fois au foyer, elle revenait, pourquoi tu as utilisé ma photo ! Depuis ce jour-là, je ne prends plus de photos de résident. Je ne propose plus et je ne prends plus.
-L. Nous, à Belfort, on leur fait signer une autorisation (autre paire-aidante de la formation mais venant d'une autre structure de l'Armée du salut).
-K. Pour moi, tout a été amplifié. C'est anecdotique. C'était sur Wiber. On peut supprimer. Mais ça a continué. Moi, je n'ai plus le même rapport…Il y a eu un avant et un après Mme Z. Ah oui, ça m'a traumatisé.
-F. Ce ne sont pas des gens qui sont bien. Ils peuvent même monter des histoires. Au début, K me voyait trop sévère ! Trop administrative. Mais quand cette histoire est arrivée…
-P. Pourquoi vous avez dramatisé ce drame ? Ok, c'est une erreur…
-F. Sur le fond elle avait raison.
-K. Moi je me suis excusé ! Mais même le pardon, elle ne l'entendait pas. Ça mettait en jeu ma crédibilité par rapport à mes collègues. Ça se faisait au début, on était pairs que depuis quelques semaines, j'avais cette responsabilité. Au début, ça se passait bien, je la faisais marrer. Et là. Maintenant, je vais aller voir le chef de service.
-F. C'est comme s'il faisait échouer la pair-aidance. Heureusement qu'il y a eu cette erreur. J'avais déjà travaillé ça avant. Je connaissais. Maintenant, il faut avancer, raisonner autrement que les résidents. La distance qu'il faut prendre. Maintenant, K est un vrai pair aidant. Je sais accompagner. Je vais jusqu'au bout. Avant je n'étais jamais satisfait. Là, j'ai laissé au psychiatre et je laisse. Avant, je laissais mon portable et je demandais à ce qu'elle me rappelle.
-K. Drame oui parce que je n'étais pas préparé. Mais en tant que résident, elle ne m'aurait pas fait le dixième de ce qu'elle m'a fait.
-F. Dès qu'on arrivait au centre, c'était, « K est là, K est là ? K est là ? On ne pouvait pas travailler jusqu'au manger. K ne s'attendait pas à ce genre de conflit inutile. Mais nous on n'arrivait pas à travailler. Oui, notre bureau est fait pour les résidents, mais on a dû changer notre emploi du temps.
-L. Oui mais c'est le travail des pairs aidants de passer des heures s'il le fait avec la personne (Belfort)
-F Parfois il faut faire ça (menacer de faire changer de CHU) parce qu'il y en a qui se croient tout permis. Il y en a un qui gagne très bien sa vie au foyer, il a 1400 euros et à chaque fois qu'il vient au self, il dit « ah on va manger cette merde Mais où va son pays… » Madame, vous vous avez des ressources, alors vous pouvez manger dehors. J'ai pris son plateau et je l'ai mis là-bas. Ça a fait un gros scandale. Elle a crié. Je lui ai dit « allez-y ». Depuis ce jour-là, tout le monde a eu la paix parce qu'elle a arrêté de crier. Elle prend la nourriture et elle monte dans sa chambre. Tu vas insulter le repas, tu vas insulter le directeur. Il y a des situations il nous faut dire stop. J'aime bien cette fonction de pair aidante parce que je suis indépendante et je peux me permettre de dire. Là, tu vas trop loin.
-K. Oui c'est ça la pair-aidance ».

Pendant la journée de formation, des discussions latérales ont lieu, pendant les pauses, le repas du midi ou même pendant l'intervention du formateur, dès que l'occasion est donnée. Ils se racontent des choses vécues en tant que résident avec « la distance » du pair. La formation a souvent été détournée dans le sens de la décompression ou du règlement de compte. L'équipe s'est presque

liguée contre l'un des leurs, K2, ne supportant pas ses facéties, son humour. K2 n'a pas connu la rue et sans être déterministe, cela a joué dans un rapport moins dramatisé au travail. Les souvenirs douloureux dans les CHU dangereux ont refait surface. L'un d'eux se remémore lors d'une pause ce qu'il a vécu dans un CHU. Il avait peur, c'était à la Boulangerie. On parle de violences institutionnelles, de non sécurité des résidents. Et là, à l'époque, en rentrant dans le foyer, un membre du staff lui avait dit : « *Prenez soin de vous !!* ». K mime le fait de se faire sodomiser par un résident en faisant un trou avec ses doigts joints tandis que l'index passe dedans. « *Tu parles, c'était à eux de me protéger !* ». Les impositions symboliques de la part des salariés de foyers d'urgence affectant l'estime de soi à cause d'intrusions dans la vie privée avant d'être pair-aidant se sont fréquemment explicitées. « *Dire ailleurs qu'on s'est fait reprendre parce qu'elle prétendait boire de l'eau minérale, pure perte d'argent pour le professionnel alors que l'eau du robinet est très bonne* ». L'un d'eux a subi des remarques parce qu'il achetait du bon café carte noire pour boire dans sa chambre. Une autre s'est fait reprendre un jour parce qu'elle s'était parfumée. « *Tu n'as pas le droit d'être parfumée ! L'autre m'a dit, 'vous sentez bon !!!' Ils te sentent en fait pour dire après, 'comment vous faites alors pour vous payer ce parfum ?'* ». Une autre parle de ses bijoux en or. Elle demandait à ce qu'ils soient cachés dans le foyer, parce qu'elle ne voulait pas les laisser dans sa chambre. La salariée lui a rétorqué que « *lorsque qu'on est pauvre on ne peut pas avoir tant d'or sur soi* ». « *Désormais, je le cache tout le temps sur moi. Quand je rentre au foyer avec ces produits plus classe, je sors avant avec un sac lidl pour qu'on ne voit pas ce que j'ai acheté et pour que ça fasse je sors de chez lidl* ». Les frustrations liées aux remarques des anciens travailleurs sociaux sont symptomatiquement lâchées dans l'arène de la formation.

L'expérimentation repose sur le recrutement de 6 travailleurs pairs, dont une qui est sortie du dispositif dans la première année en devenant agent d'accueil salariée. La dimension collective du travail a permis d'aller chercher une diversité de profils. Des travailleurs pairs d'origine africaine, maghrébine ou européens, des hommes et des femmes, des jeunes et des moins jeunes, des (anciens) sans papier régularisés et des nationaux, des plus marginalisés et d'autres plus proches des classes moyennes inférieures (la médiatrice sociale). Cette grande souplesse a introduit une division du travail au sens où les hébergés ont pu choisir, dans les établissements où ils opéraient, les hébergés avec lesquels « le courant passait » sans que la logique communautaire ne prime systématiquement. Le collectif des salariés pairs a aussi constitué une ressource propre. Il a permis de se rassurer, d'analyser, de se complémenter. Les pairs formaient une équipe développant un nous propre, notamment grâce à un territoire propre. En ce sens, le bureau n'a pas été uniquement un support technique. Il fut un lieu stratégique, une base à partir de laquelle s'isoler, se retrouver et accueillir ; un espace symbolique, au sens d'un territoire reconnu comme étant celui des pairs, comme le bureau des AS ou du directeur. Cet alignement sur la bureaucratie a surpris les pairs eux-mêmes qui au début de leur action ne semblaient pas convaincus de la valeur du bureau, un cadre qu'ils ont vécu de l'autre côté de la barrière. Ce vécu douloureux n'a donc pas facilité une expertise du vécu, il l'a bloqué. C'est en vivant l'histoire de ce bureau que les qualités opérationnelles comme identitaires de cet espace ont traversé les ressentis et les représentations des salariés. Il a surpris les pairs eux-mêmes qui au début de leur action ne semblaient pas convaincus de la valeur du bureau, un cadre douloureux qu'ils ont vécu de l'autre côté de la barrière. L'inversion a été significative d'un nouveau pouvoir, un pouvoir d'abord de prendre confiance en soi, de s'affirmer dans une zone de repli, de développer sa capacité d'agir dans l'entre soi. La collaboration ne signifie pas une adhésion mécanique à l'autre et à ses modes de fonctionnement. Pour avoir vécu et souffert les effets des rendez-vous et des salles d'attente, des entretiens en bureau et des logiques d'interdit et d'accès, les pairs ont cherché à inventer une solution intermédiaire entre le bureau officiel et le bureau de la

sociabilité. Il est clair que cette narrativité du groupe suppose de saisir aussi les manières de prendre confiance en soi mais aussi envers le groupe, vu que les membres ne se connaissaient pas :

-K2. Mais c'est vrai, dans les premiers temps, c'était qu'est-ce que je fous là ?
-P. Ah oui, au départ c'est ça.
-K. On est parti de loin.
-K2 C'est là où je voulais en venir, en fait, vous avez dit ce que je voulais exprimer, avec d'autres termes, moi un moment donné je me suis même demandé, qu'est-ce qu'on fout tous ici, tous les quatre…
-K. Mais ça, ça n'a pas duré longtemps.
-K2. Et euh… j'ai pensé, pendant, ça a même pas duré, euh allez ouais, une courte semaine, un moment donné je me suis dit, cette équipe elle va exploser, parce qu'on est des très, très forts caractères, et je me suis quand même posé la question, sans en être sûr, est-ce que cette équipe va exploser ou pas ? Pour moi il y avait deux façons de voir les choses : soit cette équipe fonctionne et elle va fonctionner à fond, soit elle va exploser en cours de route, mais je vais dire mais pas loin du décollage hein, et j'ai toujours eu des postes où j'étais toujours le numéro 2, quand c'est premier assistant, c'est l'équivalent de directeur adjoint, je me suis pas placé en directeur adjoint quand je suis arrivé ici parce que déjà je connaissais ni le milieu, ni le domaine, ni rien du tout, j'étais limite stagiaire, en tout cas c'est comme ça que je me suis vu arriver, mais je me suis dit, il faut quelqu'un pour nous diriger un moment donné, si on n'est pas dirigé, on va exploser en cours de route, et c'est là, je me suis même posé la question, au bout d'un moment donné, pourquoi Monsieur O. nous a choisi tous les quatre, y a un truc, il doit y avoir quelque chose derrière, pour l'instant je le vois pas, et je commence à le voir… ».

Qui dit expérimentation collective dit immédiatement rapports de force et leadership dans un groupe. Au tout début de l'action, une femme plus âgée que les quatre autres pairs-aidants jouait à la fois le rôle de leader plus informée sur le social, plus à même de réguler aussi les comportements de nouveaux venus dans le « travail social communautaire ». Dans un premier temps, K a été sous la supervision informelle de F qui partait sur une formation antérieure de médiatrice sociale. C'est dire que, loin d'imaginer que les expertises de rue soient les premières à être mobilisées, c'est bien le tiers en position de tiers, à cheval entre le dedans et le dehors, la compétence sociale et la compétence de vie, qui favorise le plus une « discipline » minimale dans le travail. Les directeurs d'établissement ont recruté ce joker, relogée (la seule des 5), pour lui demander de *tenir le groupe*[889]. De fait, les pairs n'ont cessé de lui demander, qui un appui logistique, qui une solution juridique, qui un conseil sur la façon de présenter les choses, d'entrer en contact avec une personne :

-K2. Parce qu'elle nous recadre, comme une maman. Donc c'est des fois un peu violent, mais avec la bienveillance qui va derrière, comme une maman.
-K. C'est une maman.

[889] En fait, cette dureté provient largement de sa trajectoire « masculinisée ». F, comorienne, a connu un passé de luttes pour survivre et « récupérer » ses enfants en Afrique, clandestinement, contre l'avis du père. Par la suite, elle a dû supporter l'hébergement dans un CHRS d'Emmaüs pendant 5 longues années avec cinq jeunes filles « à protéger ». Elle est parvenue à obtenir un logement HLM dans le même temps où elle obtenait un diplôme de médiatrice sociale. Aux Antilles, ces femmes à poigne luttant pour leur survie dans les classes populaires dénommées « poteau mitan » (milieu), du fait de la place centrale de ces femmes dans la gestion et le portage de toute la famille. J. Halberstam, *Female masculinity*, Duke University Press, 1998. Si le care est statistiquement largement « dévolu » aux femmes, il ne faut pas oublier les variations dans les capacités à acter ce care, que ce soit auprès d'hommes à capital guerrier ou d'équipes à manager.

-K2. Parce qu'on a besoin de cette discipline ! Enfin moi en tout cas j'en ai besoin, d'avoir cette discipline qui me rappelle qu'on n'est pas au cirque. Qu'on est malgré tout dans la grande exclusion et que les gens avec qui tu parles, ce n'est pas des comédiens, ce n'est pas des… enfin si certains des comédiens.

En fait, une sorte de hiérarchie a été recréée dans le social urgentiste avec le travailleur social, la contremaître pair-aidante et les autres pairs-aidants. Le management a été discrètement mis en place afin de fabriquer une chaine de contrôle et d'opérationnalité. En sélectionnant au moins une personne ayant une formation quelconque dans le social, les directeurs ont falsifié l'expérimentation en prenant une personne relogée et une personne dotée d'un diplôme dans le travail social. Cela a permis de neutraliser le dualisme eux/nous en plaçant une cheville ouvrière entre l'équipe sociale et le groupe des pairs. Les référentiels du travail social pouvaient d'autant plus s'imprimer sur l'équipe de pairs que « l'alignée » était déjà dans l'équipe. Sociologiquement parlant, il s'agit bien d'une orchestration de la complicité afin d'être sûr que les pratiques aillent bien dans le sens du travail social et non pas vers un possible non contrôlable. Elle dégageait par ailleurs un charisme qui s'exprimait en pratique au travers de phrases ou de mimiques dans les interactions, au travers de « recentrages » lors des discussions d'équipe. Son expertise, après 5 années passées dans un CHRS avec ses filles, lui a permis d'assumer ce rôle de sas permettant aux autres de se greffer sur le travail social en érodant le plus possible leurs comportements « atypiques ». C'est dire que, loin d'imaginer que les expertises de rue soient les premières à être mobilisées, c'est bien le tiers en position de tiers, à cheval entre le dedans et le dehors, la compétence sociale et la compétence de vie, qui favorise le plus une « discipline » minimale dans le travail. Et ce n'est pas seulement de compétences matérielles en contenus sur le droit ou les procédures administratives dont il s'agit. C'est une sorte d'invitation globale du savoir-faire et du savoir-être, notamment sur la distance, donc la neutralisation justement de la démarche communautaire. Le travail a été mené dans le sens de la verticalité. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, les pairs-aidants ont témoigné d'un apprentissage de la distance avec des situations de souffrances qu'ils ne connaissaient pas tous forcément. Ce sont aussi les effets de leurs propriétés sociales et des modes de sélection qui les a rendus étrangers à certaines fractions de la population accueillie. La leader les a aidés à ne pas prendre trop à bras le corps les problèmes des autres (pour l'un) et à savoir lui demander un appui logistique (l'autre) :

-F. J'ai demandé à toute l'équipe que chacun n'a qu'à essayer de recenser tout ce qu'il a eu à effectuer comme mission, et puis après on va voir d'ici, comme je vous ai parlé du manuel qu'il faut qu'on le mette en route, et essayer de parler de la mission, de ce qu'on a effectué, du problème rencontré, de tout ce qu'on a eu à faire depuis qu'on est là, peut-être un résumé, on a fait une petite synthèse de tout ce qu'on a fait.

-K2. Ça c'est ton côté médiatrice sociale, c'est un côté formaté. Ecoute ça. (rires) Non mais c'est vrai, non mais c'est bien, c'est bien que tu sois là, en fait, avec ce côté… tu recadres. Moi je rigole à chaque fois, mais j'aime bien : à chaque fois que j'ai un problème, je viens te voir, ou même quand j'ai une situation, je viens te voir. Généralement, je vais aller pêcher et quand la situation devient… parce que moi côté administratif franchement je suis une bille, donc je me réfère oui, je me réfère à X en fait. On voit son côté un peu…

-F. J'étais ?!

-K2. Tu es d'ailleurs, parce que tu es toujours (rires) Elle est souvent, et d'ailleurs ça me donne de l'énergie, parce qu'elle y va, un peu costaud, elle est souvent en train de me reprendre, et elle fait bien, parce que, moi j'ai pas, voilà, c'est pour ça que je vous demandais, moi c'est la première fois que je travaille dans un milieu avec autant d'histoires dures, pour euh,… arrêter d'utiliser le mot

souffrance… j'ai un esprit totalement frappa-dingue, je ne le cache pas, j'ai travaillé dans le spectacle avant, j'y travaille toujours mais j'ai totalement un esprit frappa-dingue… elle m'a recadré, comme vous me recadrez depuis le début. Je dis que des conneries des fois en pleine réunions, j'ai ce filtre qui n'est toujours pas activé en fait, un jeu de mot, une bonne phrase, ça me vient, ça sort, bam, mais en réunion de synthèse, où justement là tu parles d'histoires vraies, là on n'est pas dans la blague, moi j'ai… il faut que j'apprenne à commencer à la… boucler. Je suis perdu moi des fois, hein. C'est pour ça qu'en première réunion, je m'étais dit que je me fiais à l'équipe parce que sinon j'allais partir en roue libre. Et X, heureusement qu'on a X !

La sélection des pairs a été un enjeu fondamental puisqu'il n'y a pas de demande primaire. Les entrepreneurs de cause vont fabriquer de toute pièce un profil « adapté » sachant que le résident ne se mobilise pas par lui-même. Le tiers sera institué « représentant » du groupe des hébergés du point de vue de son rôle d'intermédiaire social, sans que le groupe n'ait formulé aucune intention en ce sens : Comment trouver les bons pairs aidants ? Quels sont les critères majeurs et les critères secondaires ? Quelle sera la procédure de sélection ? La collaboration suppose de prendre les acteurs les plus proches du droit commun, les déviant étant mis à l'écart.
Par définition, plusieurs options existaient dans la tâche consistant à trouver les meilleurs relais possibles dans un espace des possibles. Allait-on prendre comme relai un clochard recouvert de parasites ? Allait -t-on prendre un sortant de prison qui a une expérience de rue et qui demeure plus ou moins dans des trafics ? Allait -t-on prendre un ancien violeur, ancien prisonnier et ancien SDF pour accompagner des femmes vers les institutions ? L'évaluation du risque est constitutive de la sélection des opérateurs. Il ne faut pas que les normes de la rue -les experts de vie- ramène trop de vie ou de rue ! Donne-t-on une seconde chance à quelqu'un qui est très loin du droit commun ou bien va-t-on privilégier des individus qui s'en sont presque sortis et qui ont des qualités « morales » défendues et valorisées par les équipes sociales ? La réponse est claire. Entre prendre plutôt quelqu'un qui est proche des valeurs de la rue ou quelqu'un qui est plus proche des valeurs du travail social, voire du travail tout court, les directions ont tranché : si la confiance peut aussi être accordée à un « même » qui se trouve encore dans les pratiques de « la rue », l'objectif recherché était d'être rapidement opératoire au vu des attentes de l'Etat (la DIHAL) et de la direction de l'Armée du Salut, observant de loin les initiatives des deux directeurs d'établissement. Le recentrage des « experts de vie » sur les actions visant à favoriser l'accès au droit commun nécessitait de prendre les meilleurs relais possibles en relation avec les enjeux professionnels des centres d'hébergement d'urgence : aller en complémentarité des autres interventions sociales, permettre une meilleure clarification des relations avec une foule d'autres organisations (CAF, secteur social, soin, préfecture, autres associations…). La question de la sélection soulève toute une série de questions sur la légitimité des profils des personnes, sur le profil éligible. Résumons les critères de la crédibilité : le genre, croisant le care et les capacités à « prendre en main » les autres ; les variables ethniques avec notamment sa prolongation en matière de traduction ; les compétences relationnelles densifiées par le passé bénévole dans la structure ; une fiabilité comportementale avec l'autorité pour ne pas sur-réagir à la moindre contrariété[890], une gestion à peu près assumée du passé traumatique ou d'une addiction ; la possibilité de rentrer dans le statut (ce qui rendit impossible l'arrivée d'une personne qui est depuis longtemps une sorte de pair aidant bénévole, la personne aurait perdu des avantages financiers en prenant le type de contrat trouvé pour être pair-aidant), ce qui suppose d'avoir des papiers. Même si les personnes sont en situation de précarité, aucune n'a

[890] Cette réactivité face à toute remise en cause, très fréquente chez les « SDF » ulcérés par les violences subies, est appelé « *dirty care* » par Elsa Dorlin, *Se défendre, une philosophie de la violence*, Paris, La Découverte, 2017.

été récemment SDF ou ensevelie dans une addiction, même si par la suite des rechutes ont pu exister pour D.

La sélection des candidats a été informelle. Les deux directeurs ont choisi directement les personnes en les joignant au téléphone dans différents établissements CHU et CHRS de la fondation où les deux directeurs ont exercé. Le travail préalable autour des motivations a été réalisé en fonction du sens pratique du chef de l'établissement, de son « flair d'expertise ». La généalogie des candidatures indique qu'il a essayé de tenir compte de plusieurs paramètres. Il a appelé des personnes qu'il connaissait, il a diffusé l'information dans les structures et des résidents ont répondu. Mais il connaissait personnellement chacun des intervenants.

« En fait, on a pris des gens qu'on connaissait, qui nous semblaient déjà des personnes ayant naturellement de la prestance, une sorte de charisme ; des personnes qui avaient montré qu'elles s'impliquaient déjà à titre bénévole ou militant (CCRPA), des personnes qui étaient dotées d'une compétence recherchée (traduction, droit). On a fait aussi un pari sur une personne à cause d'une addiction mais elle était aussi très engagée en interne ».

Il n'y a pas eu d'appel à candidature, sauf semble-t-il pour une personne qui a adressé son CV.

-K. D'accord, moi il ne m'a pas dit. Moi je lui ai envoyé une lettre de motivation, il m'a dit passe me voir, je suis passé le voir, j'ai signé et je me retrouvé pair-aidant (rires). C'est quelqu'un avec qui j'ai beaucoup échangé par le passé, mais là sur le coup…

D'une manière transversale, le premier critère est la disponibilité psychique. Par cette expression, on veut suggérer un état d'esprit favorable à l'institution. S'il est vrai que K est sorti de son foyer en claquant la porte peu après son embauche, il était comme les autres quelqu'un de sociable, conciliant. Il est apparu pourtant comme celui qui était le plus rebelle dans son mode de vie en CHU, ne supportant pas de devoir rendre des comptes aux travailleurs sociaux. En pratique, il est devenu un agent (au sens de P. Bourdieu, un individu assumant son rôle pleinement) de sa fonction de pair-aidant en recherchant au maximum l'aide aux personnes dans le sens des objectifs du travail social (pas forcément de la commande institutionnelle au sens strict). L'adaptation au poste est passée, pour lui, par cette logique de « retournement » d'une certaine énergie de frustration comme hébergé en capacité et volonté d'agir une fois le statut accordé. Beaucoup de sous-prolétaires, en prison ou non, rêvent de devenir éducateur, sauver le monde. L'astuce, pour les dominants, consiste à utiliser cette énergie de « bonne volonté » ou de « réparation ».

« Il y a une très grande amélioration parce que on essaie de mettre derrière ce que nous on a vécu, et on essaie de faire comme si euh, c'est pas nous, que ça ne nous concerne pas directement mais on est là pour travailler, pour aider d'autres personnes, et euh… je pense le début c'est vraiment compliqué parce qu'on se disait, on ne sait pas ce qu'on doit faire, on ne sait pas on est là pourquoi, mais là aujourd'hui on a un boulot, on sait ce qu'on fait et moi personnellement, je… Je sais pourquoi je suis là ».

Le second critère est celui de l'engagement. La capacité de travail, le militantisme, l'engagement, la volonté de bien faire, la présence sans compter son temps sont perceptibles chez tous et toutes. L'un des membres du groupe était déjà bénévole dans son foyer, montant des films gratuitement. Il dispose d'une solide réputation dans les foyers où il est passé, ayant déjà « donné sans compter », ce qui constitue une valeur cardinale dans ces structures « au service des gens

accueillis ». Une autre, médiatrice sociale, plus ou moins « parachutée » comme « meneuse », n'a pas hésité à rejoindre ce poste alors qu'elle gagnait plus en touchant son revenu d'assistance en HLM (elle venait d'être relogée), ce qui n'est pas une mince attitude héroïque. Un autre a écrit un livre sur sa vie où le militantisme au DAL est bien documenté. Lui aussi a dépensé son temps sans compter pour les SDF, qu'ils soient alcooliques ou pas. Une autre pair-aidante est une femme d'Afrique subsaharienne ayant beaucoup d'humour et de tact, à l'aise tout en étant ferme. Elle a été recrutée au fil des mois comme agent d'accueil, ce qui n'est pas un hasard. Une dernière intervenante est une femme ayant aussi été présente dans les actions internes. Je l'avais vu dans un groupe de discussion citoyen dans un foyer. Elle était aussi venue aider à la logistique de la fête du nouvel an. Toutes les personnes retenues ont payé de leur personne pendant leur hébergement comme résident.

Le troisième critère est celui de la compétence. Les candidats sélectionnés sont tous des individus s'exprimant bien, ayant le souci du respect des cadres, ayant un bagage culturel, manifestant une attitude positive. Un parcours scolaire (licence de comptabilité, licence d'audiovisuel, maîtrise de l'arabe littéraire) se découvre. Bénévolat et militantisme en interne ont été largement suivis par 4 sur 5 d'entre eux.

-F. Ben moi, je, je suis pas surprise (par la souffrance, la violence évoquée par un autre pair-aidant) parce que… je…. travaillais… J'ai participé déjà avec le CCRPA (comité consultatif régional des personnes accueillies) qu'on avait mis en place depuis 2011, je faisais partie du CCRPA, qu'on a accueilli pas mal de doléances des usagers, euh… la souffrance, l'accès aux droits, les… la violence, … tout ce qui se passe dans tous les centres d'hébergement, que ça soit d'urgence ou CHRS et j'ai.. j'ai vécu déjà dans les CHRS… j'ai côtoyé toutes sortes de projets, Chacun son projet, j'ai appris à connaître tout ça depuis que je suis venue en France, depuis 2006 que je suis en France. Ça me surprend pas du tout le fait de vivre ou de rencontrer des difficultés avec les usagers parce que je sais que je fais le travail pour ça et que je me suis préparée pour ça.

Ils et elles sont toutes et tous éloignés du profil du clochard même si l'un d'entre eux, aujourd'hui mort, a connu de graves problèmes d'addiction à répétition[891]. On a des gens qui ont vécu à la rue, en foyers, tous ont connu la précarité, des problèmes de logement, de travail, mais de nombreuses ressources affleurent. Ce sont des intellectuels organiques gramsciens en fin de compte, avec des cheminements scolaires pour la plupart, ce qui a facilité l'acceptation de l'expérimentation, des réunions, des questionnements, des apprentissages…et la cohabitation avec les travailleurs sociaux de divers établissements de la grande association caritative.

Les pairs-aidant sont particulièrement à leur place dans les foyers d'urgence où s'établit la jonction entre la rue et l'épreuve du social. Ce sont dans ces zones de fragilité très forte que la force du lien social prend toute sa signification. Les pairs ont payé de leur personne sans qu'ils ne le vivent comme tels. Evoquons l'action de sociabilité de F. auprès de Kadidja. Kadidja est dans le foyer depuis plus de 8 ans. La stabilisation, pour les sans-papier, conduit à une vie morne où les possibilités d'insertion supposent une régularisation qui prend des mois voire des années. Sans travail, pas de régularisation. Et sans régularisation, pas de travail. Face à ce cercle vicieux, et l'impuissance des travailleurs sociaux, les pairs aidants peuvent apporter une aide informelle entre

[891] Dans le cadre de cette publication, aucun contenu relatif à leur trajectoire passée ne sera évoqué. Il est clair que c' est indispensable pour qui veut penser les « experts du vécu ». On ne retiendra que les éléments qui mettent en lien une compétence directe, sans s'appesantir sur des éléments douloureux qui seront d'abord présentés aux intéressés dans un rapport plus confidentiel où ils pourront aussi dire ce qui passe ou pas dans la publicisation de passages de leur histoire de vie.

lien social, aide personnalisée avec le capital social propre de l'entourage, écoute, et invitation au domicile. Ce soutien se manifeste en continu, dans un maillage de la présence qui fait toute la différence entre évocation ponctuelle et accompagnement au quotidien. La loyauté envers les déshérités devient paradoxalement le travail social le plus efficace quand « l'accès au droit commun » apparait chimérique :

-P. Le blocage de la situation.
Oui oui, juste ça. Toujours…
-P. Tourner en rond ?
Rires. Le logement, le travail, les papiers, le moral, c'est trop ça. 4 problèmes à la fois c'est pas facile. Il faut juste une petite fenêtre, avoir de la lumière pour continuer, tu te dis : quand même c'est noir noir, mais tu peux nager vers la lumière.F a vu que je me sentais pas bien, elle m'a fait rapprocher d'elle et après on a parlé. On était dans un bureau ensemble et elle a essayé de me soutenir, elle m'a dit : 't'inquiète pas, tu vas avoir tout ce que tu veux, tu es encore jeune et tout ça', je me suis calmée. Elle m'a parlé plus de son projet pour les gens dans des situations comme moi et tout ça, elle m'a même invitée chez elle mais je n'y ai pas encore été. Mais tu viens, je vais faire le plus possible que je peux faire, même au niveau du travail, de promesse d'embauche elle m'a dit : 'Je vais voir quelqu'un… Je vais voir les gens que je connais'.
-P. Elle t'a invitée chez elle ?
Mais j'ai pas encore été chez elle. Oui, elle m'a dit : tu viens. Elle a une fille, elle m'a raconté même des trucs personnels et sa situation, comment elle a galéré au niveau des papiers tout ça, vraiment elle m'a…des temps en temps on échange des sms, elle m'envoie des petits messages. Quand il y a des occasions, je me sens juste comme ça de lui parler, et voilà.

L'absence de frontières dans l'espace et dans le temps permet de tisser du lien plus facilement. En revanche, ce lien peut être envahissant, débordant, et le problème de la limite peut se poser dans les relations homme/femme comme l'illustre cette situation :

-K. Oui on avait un lien, surtout que cette personne parlait à personne. Super isolée, super timide. Je dis pas que le lien était coupé avec les travailleurs sociaux, mais on voyait que y'avait un truc. Et je sais pas pourquoi, voilà je suis arrivé, déjà je l'ai appelée par son nom (…) vraiment on a consolidé les liens après l'incendie, où je la voyais très angoissée. Donc je l'ai vraiment accompagnée, même le weekend hein. Quand je travaille pas, elle fait appel à moi, on est allé chercher…
-P. Donc en dehors de tes heures de travail, t'as fait du bénévolat quoi.
-K. Oui, j'ai fait du bénévolat, et voilà parce qu'elle était très angoissée en fait. C'est là où je me suis posé la question, jusqu'à où je peux aller en fait. J'apprenais à mes dépends, vraiment. Et même à un moment donné c'était envahissant. Elle m'a invité dans sa chambre parce qu'ils ont été remontés vers un hôtel, et j'avais 30 secondes dans ma tête, enfin une demi-seconde, là où tu te poses la question « est-ce que je le fais, je le fais pas » parce qu'elle insistait et tout, et donc on arrivait dans la chambre, elle parlait de solitude et tout, moi j'ai eu le réflexe de laisser la porte ouverte en fait. Parce que je veux pas en fait… Je m'étais dit en acceptant ce boulot, que je ne veux pas de situations que je ne peux pas gérer. Après c'est trop, c'est trop. Et en plus, moi je suis très tactile, y'a ce côté oriental en fait [rires].

Voici un exemple de questionnement qui est intéressant au sens où il renseigne sur l'expertise du vécu et sa retraduction en situation. Entrer dans la fonction ne se réduit pas à une transposition mécanique de ce que l'on est ou de ce dont on se souvient avoir été capable de faire. C'est parfois le contraire qui est enseigné, un peu comme les médiateurs de quartiers qui sortent des prisons et dissuadent les jeunes de dealer. C'est une prise de distance sur des comportements du passé qui aide à dire à la personne suivie qu'il ne faut pas forcément suivre sur cette voie, déjà

empruntée avec souffrance. En ce sens, les deux loyautés sont convoquées et comme fusionnées. Le code envers les pairs est certes dénoncé mais la « morale » vise juste l'évitement des anti-normes les plus préjudiciables aux hébergés selon les pairs-aidants. Le lien social revendiqué ne se résorbe pas à suivre « l'insertion ». Il s'inspire d'une philosophie plus abstraite de promotion, de défense du moi, de célébration de la vie sociale :

-K. Moi quand j'étais dans ma résidence, j'étais du style… je montrais ma souffrance, en fait, j'étais dans le clash, je revendiquais mes trucs et tout, mais ça m'a isolé, donc moi quand je vois des exemples à la M., je parle de la M parce que on a beaucoup de truc sur la M, quand j'ai vu des gens isolés, je leur disais : tout ton isolement c'est contre-productif, en fait. Si tu ne vas pas vers les autres, tu resteras là pendant des années, et des années, et c'est ce qui s'est passé avec moi.
-K2. Des travailleurs sociaux qui disent « moi j'arrive pas, la situation elle me pèse, j'arrive pas à trouver de solution avec un monsieur untel ». J'ai vu ce côté. Parce que moi, je vivais de l'autre côté. Quand il y avait des réunions il y avait cette paranoïa, « ils sont en train de parler de moi !

4.2 L'alignement et la sécurisation des pratiques

En accompagnant sociologiquement les pairs-aidants, il semble qu'un processus de professionalisation a été enclenché *dans une logique d'alignement sur le travail social*. Salariés, formés, portés par l'effet Noblesse oblige, soutenus par l'équipe sociale, les pairs ont obtenu des résultats et en ont été fiers. S'adossant à leur culture antérieure, ils ont surtout chaussé les chaussures du travail social : écoute, suivi de dossier, accompagnement, réunions d'équipe, rencontre de partenaires. Leur plus-value a résidé dans le fait :

-d'avoir des comportements plus libres, plus informels, plus denses aussi relationnellement

-de manifester de l'enthousiasme prudent en cherchant à se faire connaître, en allant vers l'équipe et vers des partenaires.

-de ne pas perturber le travail des référents. La discrétion, le contrôle des espaces des interactions (bureau, couloirs, accueil) a montré rapidement une civilité dans la capacité à se mettre dans de bonnes dispositions.

-d'apprendre, d'aller vers, d'être toujours disponible, de ne pas se faire porter absent pendant la formation longue proposée à l'IRTS.

-de manifester un sens ou une morale du service public, au sens de la neutralité du guichet, de l'évaluation, du respect du secret, contrôler sa présentation devant les résidents, manifester sa disponibilité à tous sans distinction

-de travailler, en respectant les horaires et en faisant aussi beaucoup d'heures supplémentaires.

-de désamorcer des conflits directement, d'assumer un rôle de passerelle entre certains résidents et leur référent

La co-gestion avec l'équipe sociale, est devenue prioritaire puisqu'il s'est agi rapidement de rendre plus performante la prise en charge sociale. Mais cela n'a pas été aussi évident dans d'autres établissements que ceux où officiaient les deux directeurs impulseurs de l'expérimentation. Loin de leur savoir-faire et savoir-être « antérieurs », ils ont beaucoup appris et ont vécu « comme des travailleurs sociaux ». Ils ont été pleinement assimilés. C'est en ce sens que, insensiblement, s'est distillé l'esprit conformiste et aligné de l'intégration sociale.

L'accès aux réunions d'équipe et le partage du secret : la vigilance inaugurale

Il est clair que les premières semaines ont été des semaines d'angoisse. La sélection, la confiance, les autorisations à faire comme bon leur semble, mais aussi les effets de la formation, les accès aux réunions d'équipe, ont mis la barre haute. Comme me l'a dit un des deux directeurs :

« On les a laissé totalement faire ce qu'ils voulaient. On voulait tester cette liberté sans les guider. Vraiment, on leur a laissé carte blanche. Je vais te prendre un exemple. Quand je vois un travailleur social auprès du distributeur en train de prendre un café, je note le truc et si çà se répète, je dirai à propos ce qu'il faut dire sur les pauses officielles normales. Les pairs, aux, faisaient ce qu'ils voulaient toute la journée. Ils sortaient quand et où ils voulaient, ils pouvaient passer la journée devant le distributeur. Donc le principe, c'était, on cadre pas, on autorise. Donc on a prévenu les équipes. Ils ont le droit de venir aux réunions. Vous gérez avec eux. S'il y a un problème, vous voyez avec le chef de service ».

Prenons comme exemple le fameux secret partagé. Voilà comment la leader du groupe l'a géré :

-F. Nous on a quand même eu une chance terrible, le fait d'être à la M qu'on n'a pas des gens derrière nous à chercher, à savoir, mais on nous a donné une confiance. Et tout le temps, j'ai dit à mes collègues : cette confiance, il ne faut pas qu'on la déçoive, et qu'on la garde et qu'on montre qu'on a mérité cette confiance. Pourquoi ? je suis toujours derrière en train de dire : vous savez on n'est pas des professionnels, fais attention, ce qui a été dit à la réunion d'équipe, il ne faut pas qu'on dise que ça a été sorti par nous, euh voilà, parce que c'est là où ils vont nous montrer du doigt que, vous avez vu depuis que vous avez mis des pairs-aidant à la réunion que maintenant tout se produit, il ya des fuites. Et je suis toujours derrière en train de dire voilà quand on parle et qu'il y a des résidents, on ne doit pas parler, on doit attendre que les résidents partent, puis quand on a quelque chose à dire… et là rien que cette fois, je suis sévère, parce que rien que les yeux, quelqu'un rentre, on commence une histoire, je regarde et tout le monde a compris que voilà c'est pas le moment de parler, sans que je parle ou je dis à K 'tais-toi', et je le regarde méchamment et il sait qu'il doit se taire et ainsi de suite.

La crispation de tout le groupe, au travers des propos de la leader de l'équipe des pairs-aidants, indique à quel point, dans le cadre de cette expérimentation, les membres ont essayé de se concentrer sur les valeurs fondamentales de l'intervention sociale légitime. L'adhésion aux normes professionnelles a été presque totale, mise à part les refus relatifs aux dimensions les plus répressives du contrôle des chambres. C'est dire que l'anticipation des attentes des travailleurs sociaux a été intériorisée par les médiateurs. Une grande liberté d'action pouvait être laissée aux nouveaux entrants alignés sur leurs rôles d'auxiliaires du travail social.

Un travail social qui s'est banalisé

Très rapidement, l'équipe de praticiens, très jeune, a rapidement accepté de gérer les dossiers de suivi avec les travailleurs pairs, ce qui est encore impensable dans la plupart des autres foyers existant. La grande nouveauté de l'expérimentation, c'est ce travail quotidien avec les dossiers des gens, l'apprentissage par les pairs aidant du secret des réunions et la négociation avec les hébergés de ce qu'ils peuvent restituer sans mettre en danger les travailleurs sociaux tout en respect le droit de savoir de la personne. C'est donc *une force de travail social renforcé* qui s'est structurée avec la pair-aidance.

-D. Ca fait un peu bizarre parce que normalement je suis de l'autre côté, du côté des résidents et là c'est la première réunion à laquelle j'assiste. Du coup pour l'instant je trouve ça bien, parce qu'on fait le point sur les choses importantes, on fait le point, on a pris en compte, on nous a donné la parole, on a participé un peu et voilà.

Travailler en réunion sur les cas, c'est devoir gérer cette position nouvelle d'être autant avec les résidents que les travailleurs sociaux et de gérer les suivis en parvenant à ne pas s'aliéner la confiance des résidents. Cette mise en relation a été d'autant plus facile que, outre l'intention politique du chef d'établissement, l'équipe était jeune, renouvelée. Il n'y avait pas de place à défendre, d'encastrement dans des identités professionnelles figées, ce qu'ont bien senti les pairs-aidants :

-K2. Moi j'avais peur du conflit en fait, j'avais peur de la réaction des TS.
-M. Moi aussi j'avais un peu peur, parce que comme je suis résidente depuis un an ici, qu'on me regarde d'une façon différente… j'ai un peu la chance, je ne sais pas si c'est une chance ou pas mais il y a beaucoup d'anciens, des personnes avec lesquelles j'ai vécu qui sont déjà partis. Comme vous avez vu, dans la réunion ils parlaient de gens je ne sais même pas qui ils sont. Je ne connais pas tout le monde.
-D. C'est des nouveaux ouais.
-K. Même les travailleurs sociaux ils ne connaissent pas tout le monde. C'est que des nouveaux, il n'y a personne avec qui j'ai été suivie. Tous ces gens-là les travailleurs sociaux, c'est des nouvelles têtes, je les connaissais pas avant. Peut-être qu'il y a Charlotte, parce qu'elle était en congé maternité, c'est la seule qui reste de quand j'étais ici. C'est pour ça que ça m'a facilité un peu d'intégrer l'équipe. Je dirais que c'est un plus pour moi. C'est vrai qu'il y a un turnover comme ça, je ne sais pas si c'est.

Faire l'intermédiaire, entre l'entre-deux assumé et le réformateur

La délicate fonction d'intermédiaire est posée, entre collaboration/trahison et fonction professionnelle de passerelle. Nul mieux que D., le « Français » ancien militant du DAL, ne l'a exprimé d'un trait :

-D. T'as une réunion de travailleurs sociaux, eux attendent de toi que tu sois fidèle à l'équipe, et de l'autre côté toi tu veux aussi être fidèle aux gens, est-ce que tu peux créer une situation ? Comment tu trouves les mots ?

Un des rôles clés des pairs consiste à faciliter la relation avec les intervenants sociaux. Ce sont en quelque sorte des rabatteurs. Ils portent en eux deux fonctions de médiation : un lien social (écoute, début de prise en charge) qui indirectement facilite la disposition de la personne à aller vers un rendez-vous avec un professionnel. Mais il y a aussi un rôle explicite de facilitateur quand la relation est bloquée avec le praticien officiel. Le rôle d'auxiliaire est alors très explicite :

-K. Ou une fois je me souviens, il y a un problème où il y a une personne qui a refusé un autre hébergement, moi je suis allé voir la personne, demandé pourquoi, il m'a expliqué pourquoi, je suis retourné voir sa travailleure sociale, je lui ai expliqué pourquoi, parce que y'avait comme un malentendu en fait. Et je les ai réunis tous les 2, vraiment à ma demande, pour dire à l'un et à l'autre, Et donc, y'avait la travailleur social qui arrivait pas à voir pourquoi la personne a refusé. Mais moi je sais pourquoi la personne a refusé, elle a eu peur en fait. Elle a déjà eu un appartement, elle pouvait pas payer c'était trop cher pour elle, voilà il s'est retrouvé à la rue et il veut pas refaire la

même chose. Donc ça je l'ai expliqué. Tu vois, et maintenant on m'associe. Donc y'a un autre rdv, avec cette personne, et ils m'ont demandé d'être là, pas pour interpréter même s'il parle le français, mais pour essayer d'être entre les deux pour dire « est-ce que t'as bien compris ? ». Je sais pas comment formuler ça, mais on m'a associé. Ça a commencé par un problème, et là on m'associe sur toute la démarche. J'ai trouvé ça sympa.

Ce travail d'auxiliaire est possible avec certains travailleurs sociaux, moins avec d'autres. Le problème est que chaque pair doit pouvoir jongler avec chaque référent, ce qui pose la question du référent parmi les référents afin de soulager le pair obligé de travailler avec une multitude de professionnels. Les médiateurs permettent dans l'exemple qui suit de rapprocher les professionnels des résidents en débureaucratisant un devoir de présence lors des fêtes de Noël. Ce qui était une sorte de rancœur cachée des deux côtés devient un principe d'acceptation mutuelle. La débureaucratisation de la présence est ainsi analysée du point de vue du changement des pratiques professionnelles proposé aux travailleurs sociaux. Les pairs se font force de proposition dans le lien social entre résidents et équipe sociale, à la façon de consultants, d'experts.

« K. À un moment donné Patrick, c'est que moi je travaille avec l'équipe sociale. J'ai vu des gens en souffrance, j'ai vu des travailleurs sociaux en souffrance. Et quand t'es dans ces réunions, surtout les réunions de situation, moi à un moment donné je confortais ! Par exemple, je te donne un exemple tout bête, la dernière fois on nous a réunis entre salariés, et on nous avait demandé s'il y avait des trucs à remonter. Et donc, ils parlaient de Noël, des fêtes de Noël. Il y en avait qui n'étaient pas très contents parce qu'on leur demandait de…
-P. D'être là.
Et moi je leur ai dit qu'en tant qu'ex-résident, nous ça nous faisait chier pour eux, que les travailleurs sociaux se retrouvent un jour de Noël, au réveillon ou Noël, là. Moi ça me faisait chier à l'époque que les gens se retrouvent là, alors qu'ils seraient mieux avec leur famille. Et ça je crois quand je leur ai dit, ils s'attendaient pas à ce que je dise ça. Si vous demandez aux résidents maintenant, ils vont vous demander « mais pourquoi t'es là ». Parce qu'ils disent, « c'est faussé, parce que c'est une obligation, c'est pas sur la base du volontariat donc les résidents ils pensent que… ». Mais eux-mêmes, tu demandes aux résidents, ils vont te dire : « Pourquoi t'es là, pourquoi t'es pas avec ta famille ? ». Parce les gens c'est des humains, ils savent que Noël c'est important pour les gens. Et sur les règles, je vois le chef de service qui veut changer les règles ! Même pour lui c'est oppressant, t'imagines que le chef de service il dise que même pour moi c'est oppressant, il y a des trucs je suis pas d'accord. Alors voilà, on a des règles parce que sinon on ne peut pas maintenir le centre ouvert ».

L'audace et la confiance en soi devant les partenaires : une vitrine pour l'armée du salut

Bien que la logique de l'appel d'offre fût de laisser les pairs circuler comme bon leur semble, il n'était pas prévisible de savoir s'ils auraient suffisamment confiance en eux pour parler devant des assistances composées de représentants de l'Etat. Ce fut fait et de main de maître, ce qui confirma aux yeux de tous les représentants de la FAS que l'équipe fonctionnait correctement dans le monde du partenariat, facette alignée du travail des pairs-aidants. Bien que l'activité soit essentiellement consacrée aux prises en charges du public, l'équipe est intervenue à plusieurs reprises lors de réunions entre travailleurs sociaux de plusieurs associations. La modélisation des comportements s'est réalisée dans le sens du travail social, pas de l'alignement sur les groupes de résidents. On peut donc parler d'un décrochage avec l'ancien monde, facilité par la contractualisation et la relative stabilisation dans le travail, facilité aussi par la formation, par la

rencontre des partenaires. Les travailleurs pairs ont donc été acculturés à leur nouveau monde sous différents cadrages fortement marquants : rencontrer des experts en formation, rencontrer la hiérarchie des partenaires (élus, préfets, chercheurs dans des journées d'études).

Cette aristocratie des mondes de la précarité (hors salariat pour aller vite) se révèle particulièrement efficace dans les relations partenariales. Là où un clochard imbibé aurait retenu l'attention quelques minutes en inspirant la commisération des participants, les experts du vécu, plus proches du droit commun dans leur style de vie actuel et dans leurs expériences passées, peuvent investir les réunions d'équipe, rencontrer des dirigeants de la FNARS, des préfets ou des directeurs de la DIHAL, et parfois intervenir pour couper la parole à un cadre de la FNARS. F est très fière d'avoir pu réduire au silence une représentante de la FNARS en lui disant qu'elle n'est pas sur le terrain. Le préfet était très intéressé, et il posait des questions, lui donnant la parole.

-F. Rien que la semaine passée, le 9, on était à une réunion à la mairie, donc de la grande précarité. Arrivés dans la salle, on n'a vu personne, voilà, de la grande précarité, et puis on a pu au moins, on ne s'est pas laissé intimidé par les personnes qui étaient venues travailler avec nous, mais au contraire, on a essayé, avec ce que nous on a déjà appris de notre travail, parce que quand même, en moins de quatre mois, je pense qu'on a beaucoup évolué (…) C'est comme, j'étais devant le sous-préfet du 92, on avait cinq commissions de trucs à passer, alors moi j'm'en foutais des calculs, des je ne sais pas quoi, ce n'est pas mon problème, mais là je me suis dit, bon je suis là, je représente les usagers, alors je vais parler que du côté usager. J'ai dit mais monsieur, euh… parce qu'après avoir discuté le projet, on fait rentrer la personne qui a répondu à l'appel d'offre et là, on lui pose des questions et quand il commence à poser leurs questions, des chiffres et tout, alors j'ai dit, moi je ne suis pas là pour le chiffrage, ce n'est pas mon boulot, je suis là pour les usagers. J'ai vu dans le tableau, il y a plus de veilleurs, il y a plus d'éducs, euh voilà, travailleur, y a un seul travailleur social, y a pas d'assistante sociale, y a… je ne comprends pas que vous avez pris un public à bas seuil. Alors je rentre dans ce débat-là qui concerne que les usagers, et là ça a détaché le préfet de son histoire de projet d'argent et venir vers l'histoire humaine, ou quoi.

5/ Les fabrications de la compétence dans les établissements d'urgence

▲▼

5.1 Faire l'histoire. Expérimentation et effet noblesse oblige

▲▼

Tous les parapluies évoqués ont joué leur rôle d'étayage. Mais il y a une variable encore à prendre en compte et qui sera aussi développée, c'est le sentiment de coller à l'historicité de l'événement en l'endossant psychiquement : l'abnégation ou le militantisme des pairs se sont retrouvés chez chacun d'entre eux comme si l'effet de noblesse oblige commandait de se donner à fond, de conjurer la pression en devenant totalement disponible. Les pairs aidants ont été créés dans le cadre d'une expérimentation. On peut remarquer qu'ils sont doublement engagés dans le « regard de l'offre ». Ils sont les produits d'une offre institutionnelle (DIHAL) relayée par une institution reconnue d'utilité publique (Armée du salut). Mais ils se trouvent sous le coup de l'offre d'une autre façon. Par l'effet de l'expérimentation, ils sont pris par l'effet d'une visibilité de leur position. L'effet « noblesse oblige », identifié par P. Bourdieu à propos des élites sursélectionnées, vaut ici pour les *subalterns*. En tant qu'agents promus par l'état pour « tenter quelque chose de nouveau », ils sont sujets à se penser comme participant à une noble cause, à faire l'histoire. Le fait de le savoir, le fait aussi d'être l'objet d'une évaluation permanente par un sociologue et un comité

scientifique, le fait de devoir eux-mêmes écrire leur expérience (ce qui est largement un échec, notamment les enregistreurs qui leur ont été attribués et qui semblent ne pas avoir été utilisés), tout cela participe d'une visibilité forte de leur travail visant à poser un cadre qui vaudra pour les occupants futurs. C'est dire la pression qui s'exerce sur eux dans le sens d'une conformation aux rôles attendus.

Même en ayant la pression de « bien se faire voir », les pairs-aidants se sont trouvés dans une position très valorisante d'expérimentateurs, donc de faire l'histoire, de tracer un chemin, d'ouvrir une voie pour rendre crédible cette nouvelle profession dans le champ des professions de l'intervention sociale. Ils se sont inscrits clairement dans un défi de la reconduction des contrats, d'une certaine formalisation de leurs compétences mais aussi de leurs découvertes. Ils savaient qu'ils pouvaient contribuer à ouvrir une fenêtre, exploitées ensuite par d'autres. Ils se savaient être des pionniers, des ouvreurs, des passeurs. L'expérimentation véhiculait l'idée d'une aventure débouchant sur des formes « enrichies » du travail social : une politique publique, un ouvrage, des groupes de réflexions, des formations en IRTS. Il y a eu un effet boule de neige qui imposait de se donner à fond. Les gratifications associées à la mobilité sociale sont souvent matérielles. Dans l'espace colonial, c'est d'abord éviter les travaux des esclaves en devenant leur bourreau, puis cela a été l'obtention de terres et les aides du Béké lors des premières générations d'affranchis. Ici, l'apport est essentiellement symbolique. Certes, les « assistés » deviennent des salariés et s'approchent du droit commun. Mais ils sont avant tout sous les feux de la rampe. Ils vivent en permanence sous le regard de l'équipe sociale qui loue leur progression ; sous le regard du sociologue que j'étais qui les soutenait dans leur travail ; sous le regard de l'Etat qu'ils allaient finir par rencontrer lors de journées de restitution où les bureaucrates de la DIHAL sortirent enfin de leur bureau à la Défense. Les intervenants avaient conscience que l'expérimentation portait aussi en elle toutes les limites inhérentes à une expérimentation dans le social, dans un contexte peu propice. La précarité des contrats, la faiblesse des rémunérations, les résistances de certains dans les équipes, les conflits aussi entre les membres du groupe, étaient des éléments pesants qui tempéraient les images héroïques d'acteurs inventant un nouveau métier du social.

Faire l'histoire, c'est aussi avoir la mémoire de ce qui s'accomplit, de ce qui se transforme. Toute l'expérimentation était orientée autour de la prise de notes. Un cahier de liaison, comme tout professionnel, était tenu. Un enregistreur a été mis à la disposition de chaque pair-aidant afin de pouvoir capter les impressions du jour, les analyses à chaud. Des débriefings ont régulièrement été organisés, une dizaine en tout[892]. L'intention de se dépasser a toujours été présente lors des réunions. Il ne s'agissait pas simplement de mobiliser des ressources acquises, une sorte de savoir-être débouchant sur le savoir-faire. Des retours sur soi ont été opérés (l'isolement et la rébellion chez Karim), des apprentissages sur le tas avec et grâce aux collègues, des découvertes progressives en habitant les lieux et les espaces de travail des autres intervenants sociaux. Cette dynamique montre que des « ressources bureaucratiques » ont été accumulées en pratique, dans l'histoire et la chronologie des semaines de travail.

Notes réunion d'équipe

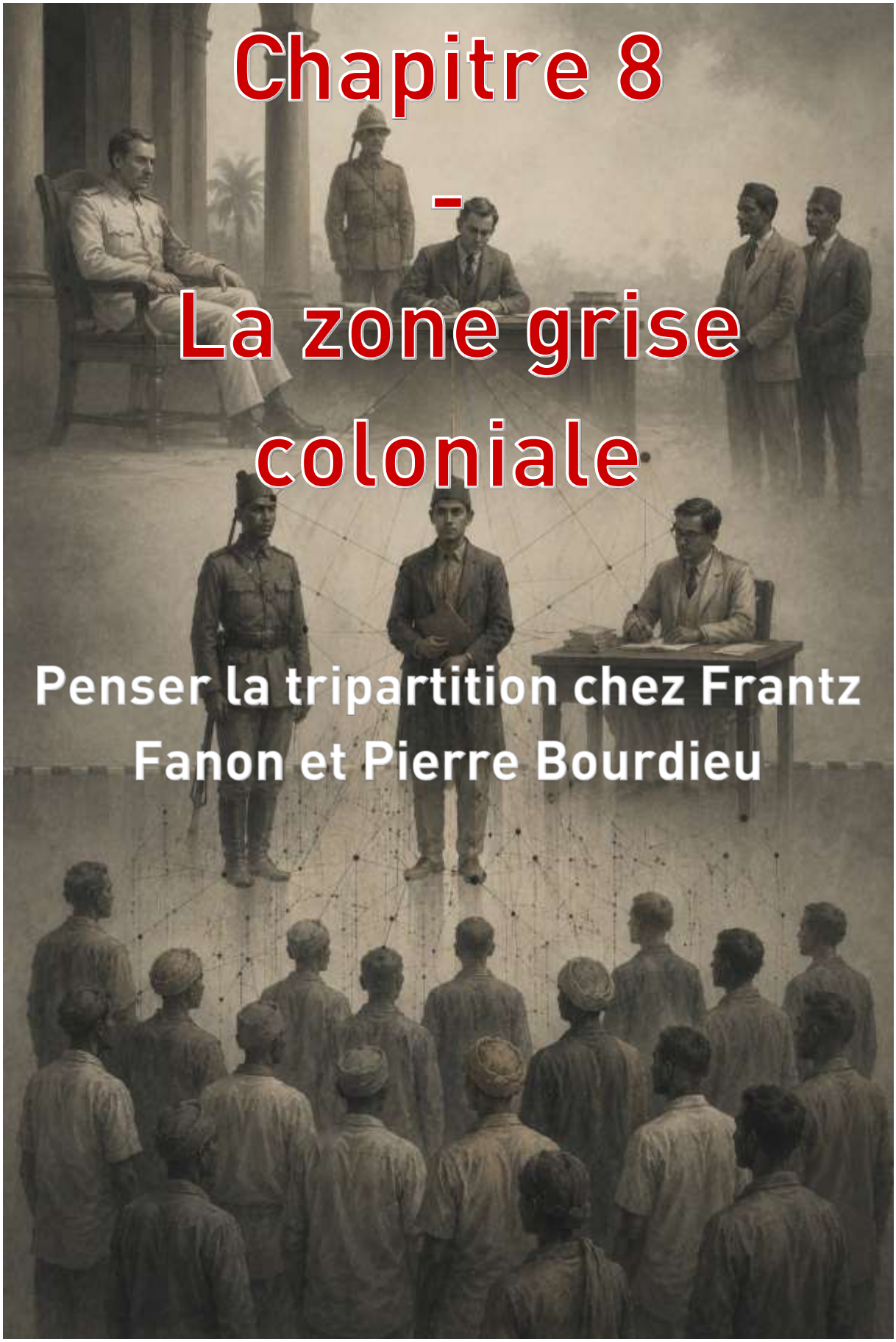
L'autre enjeu, il m'est venu en écoutant M. qui disait qu'elle avait beaucoup appris. Vous l'avez pas dit, mais vous auriez pu le dire, mais en tout cas c'est M. qui l'a explicité, et ça c'est intéressant,

[892] Ces réunions ont été prises sur le temps de travail. Or, l'emploi du temps des pairs-aidants est très dense, compte tenu du mi-temps, des temps de formation, des temps de rencontre avec les partenaires. Il y a aussi la dispersion des médiateurs compte tenu de leurs propres emplois du temps. Plus le temps avançait, plus il a été difficile de les réunir, la surcharge de travail témoignant aussi de leur pugnacité.

c'est-à-dire que à la base du projet, il y avait l'idée dans les pairs-aidants, de se dire : on prend des pairs-aidants, parce que sont des gens qui ont connu la précarité et donc ils savent de quoi ils parlent, donc on part on va dire d'un vécu, d'une compétence, et puis après on va voir comment ça peut devenir une compétence de pairs-aidants, en tout cas il y a cette compétence sociale. Mais, il y a une dimension que tu évoques, qui est celle d'apprendre et donc ça ce serait intéressant qu'on y réfléchisse dans les semaines qui viennent, et que bien sûr on explicite tout ça : c'est quoi apprendre, qu'est-ce qu'on a appris ? Qu'est-ce que chacun d'entre vous a appris, en termes de droit, en termes de capacités à parler aux gens, en termes de négociation avec les travailleurs sociaux, de capacité à prendre la parole devant des publics autres. Parce qu'on se dit 'maintenant j'ai 4 mois dans le ciboulot, je peux parler en face, j'ai fait des choses'. Ce qui n'était peut-être pas le cas au bout de quelques jours où vous étiez pairs-aidants, le devient avec les mois. Donc qu'est-ce qu'on a appris, et comment ça se re-déploie en compétence ? Donc ça c'est la deuxième chose qui me semble très importante.

5.2 Rechercher l'autonomie et sa place : devenir un travailleur social hors normes

Les pairs, au terme des deux années de pratiques, se sont sentis investis d'une mission. Leur vocation s'est imprimée dans la certitude de pouvoir assurer en pleine autonomie des prises en charge officiellement réservées aux travailleurs sociaux diplômés. Défendant l'idée d'une pleine autonomie, ils montraient par là l'endossement parfait de la casquette de travailleur social. Le fait que l'expérimentation repose sur l'autonomie des acteurs a grandement facilité la mobilisation de ces ressources propres. On pourrait appeler cette compétence les capacités de bas seuil. Les pairs aidants étaient attendus sur cette capacité de jonction là où justement le professionnel subit le handicap de l'extériorité. Savoir accueillir, écouter, trouver les bons mots, le bon moment, hors rendez-vous, hors urgence de gestion de la file active, puis accompagner la personne dans ses démarches jusqu'à ce qu'elle quitte le foyer d'urgence pour l'étage supérieur : voilà ce que la plupart des salariés issus des rangs des « SDF » savaient désormais accomplir presque banalement au terme des deux années. Mais tout commençait par l'hameçonnage ! Le pair aidant trainait et ce temps informel favorisait les sociabilités capillaires, les rencontres fugaces, les points d'ancrage, les harmonies situationnelles, des façons de se parler et d'échanger sans la pression de résultats. Ces contacts dispersés et hors des contraintes bureaucratiques ne sont pas étrangers à certains éducateurs loin de là. Les pairs aidants se sont affichés comme les meilleurs preneurs de contact avec les publics les plus « difficiles », à savoir des refusants ou des éloignés. Ils ont souvent pu recréer ce fameux lien, réaliser des accompagnements avec des personnes « violentes » souvent inaccessibles. Ce travail, hors du travail social des équipes sociales, a été perçu comme un travail social hors normes à tous les sens du terme, se passant des « savoir-faire » du travail social officiel tout en cheminant avec lui. Les pairs n'avaient aucun lien obligé avec les équipes tout en travaillant étroitement avec elles. C'est ainsi que s'est achevée cette expérimentation, avec une montée en puissance d'une forme atypique de travail social, en lien avec les savoir-pouvoir légitimes. Cette forme de collaboration, sans pour autant procéder d'une soumission et d'un alignement mécanique, montre une face inédite de la mobilisation du sous-prolétariat au service d'un contrôle social soft n'interdisant pas les manifestations de solidarité entre pairs dérogeant aux attentes officielles.



Chapitre 8

–

La zone grise coloniale

Penser la tripartition chez Frantz Fanon et Pierre Bourdieu

▲▼

« *Il y avait aux Antilles, ce petit hiatus qui existe entre la békaille, la mulâtraille et la négraille* ».
F. Fanon*, Peau noire, masque blanc*, Paris, Seuil, 1952, p. 109.

« *La bourgeoisie de couleur -qui plus que tout autre groupe noir s'était efforcée de ressembler à l'image de l'homme blanc- porte le plus frappant témoignage du complexe d'infériorité de ceux qui veulent renier leurs origines ethniques* ».
F. Frazier, *La bourgeoisie noire,* Paris, (Trad) Plon, 1955, p. 119.

***« La France qui possède un empire colonial dont les indigènes opprimés n'ont pas lieu d'être fiers, se doit d'avoir une littérature coloniale et impérialiste. Elle a toujours possédé des littératures dociles aux mots d'ordre de la rue Oudinot. Il y a toujours eu des officiers de marine, des militaires et des curés pour exalter à l'usage des futurs rengagés de la Coloniale et de la Marine, la gloire et l'avantage d'être un conducteur de noirs et de jaunes. Le chef de l'Etoile d'Argent de Joseph Peyré nous apprend que les gradés méharistes sont des héros, que les révoltés sahariens sont de méchants sauvages dont les crimes sont heureusement compensés par les vertus des indigènes devenus des domestiques de la plus grande France africaine. L'espionnage est une vertu héroïque* ».**
P. Nizan, *Intellectuel communiste. Ecrits et correspondance. 1926-1940*, Paris, Maspéro, 1967, p. 197.

« *Aussi, 'le village de ceux qui ont été à l'école' se voyait-il naturellement investi du rôle d'intermédiaire dans toutes les relations avec l'administration, dans tous les actes exigeant l'usage du français (…) L'ouverture au monde moderne, acquise par l'émigration ou par l'expérience antérieure du travail salarié, et aussi l'instruction, ne sont pas les seuls avantages dans la compétition économique. Il faut prendre en compte aussi l'intervention des autorités. Le renforcement de l'appareil administratif a déterminé la création d'un nombre relativement important d'emplois. Ce sont très souvent les mêmes familles qui fournissent les cadres administratifs et se partagent les principales fonctions économiques, le commerce par exemple. La SAS et la mairie les attribuent en fonction du passé des postulants, des relations qu'ils entretiennent avec les autorités et des services qu'ils peuvent rendre. Par exemple, un notable traditionnel est employé à la mairie. Son fils est harki. Le maire confond volontiers la gestion des affaires de la commune avec celle de ses intérêts propres. Tout postulant qui n'a pas associé le maire à son entreprise est débouté. Les emplois attribués par un service public (commune, SAS) sont la récompense de services rendus. Les emplois deviennent le monopole de quelques uns. Cette minorité de privilégiés, profiteurs, profite de la misère de tous* ».
P. Bourdieu & A. Sayad, *Le déracinement, op. cit,* p. 138-141.

1/ Introduction : retour au colonialisme

▲▼

Ce dernier chapitre est quelque peu frustrant. Il n'est pas possible, ici, de reprendre toutes les analyses socio-historiques consacrées aux mécanismes et aux figures sociales multiples de la zone grise dans l'espace concentrationnaire plantationnaire[893]. En exergue générale, les propos de M. Foucault sur le colonialisme traduisent l'idée défendue dans cet ouvrage. La porosité épistémique entre le totalitarisme et la démocratie renvoie à la continuité entre le capitalisme des Etats pacifiés occidentaux et le capitalisme impérial des colonies. Un même capitalisme du salariat au Nord et de l'engagement et de l'esclavage au Sud homogénéise l'approche théorique de la zone grise. La circulation des « savoir-faire » entre les colonies et les métropoles a inspiré les Centres, notamment dans l'importation du modèle du camp inventé dans les colonies anglaises et françaises. M. Foucault prolonge les analyses de F. Braudel en montrant que le prolétariat des métropoles n'est pas cantonné aux statuts de l'engagement et de l'exploitation mais est affecté aux missions de surveillance des « indigènes » racialisés. De même, en France, ajoute-t-il, une partie du prolétariat est promu aux rôles répressifs de la petite bourgeoisie (armée, prison, police, travail social), ce qui a été démontré dans les chapitres précédents. Le Foucault des années 1970 nous aide ainsi, avec Nizan, Goffman, Elias, et bien d'autres, à penser cette balance ou cette circulation entre les mondes relativement pacifiés des métropoles et les mondes en lâcher-prise de l'oppression directe sans masque dans les mondes coloniaux. Les zones grises des derniers forment un cadre qui s'active et se diffuse dans les « Etats de droits » hébergeant eux aussi des mondes extrêmes (prison, asile, armée, entreprise fordienne) d'où sont d'ailleurs parties les troupes utilisées dans la colonisation des « nouveaux mondes ». Cette dialectique demeure encore largement impensée. Or, en le prenant « par le petit bout de la lorgnette », le type « tripartition » irradie bien tous ces univers, quelles que soient les formes et les intensités. Et l'on verra justement que cette quête des toutes petites traces, des « résidus », va nous entrainer sur un terrain inattendu, la part de zone grise des intellectuels « les plus irréprochables ». En prenant appui sur les « vides » de Bourdieu et de Fanon, sur leurs impensés comme sur leurs silences très instructifs, il est possible de traquer -sans que cela soit secondaire- les « mauvaises consciences » ou les refoulés des plus beaux modèles de l'intellectuel universel. Beaucoup y verront une occasion de « se faire Bourdieu » ou d'en finir avec les icônes révolutionnaires, autant de visions erronées d'autant plus fausses que le lecteur aura pu se faire une idée du sens critique déployé dans cet essai.

En écrivant un ouvrage spécialement centré sur la tripartition dans les mondes coloniaux, nous avions à cœur de montrer que, face à la minorité des planteurs békés, l'attachement de troupes intermédiaires se voyait encore mieux que dans les mondes capitalistes ordinaires où la division sociale du travail entre le champ économique et le champ répressif étatique invisibilise le lien d'aide de ces derniers aux forces d'exploitation économique. Dans le microcosme de la plantation, c'était comme un village translucide où les commandeurs, parmi d'autres, se donnaient à voir dans le cœur de l'oppression plantationnaire. Toute une myriade de privilégiés (le commandeur, les domestiques, les compagnies anti-marronnage, les doudouistes) a été élevée, au sens des Romains, par le colon.

---

[893] Se reporter à l'ouvrage de P. Bruneteaux, *Le colonialisme oublié, op. cit.*, en accès libre sur Terra HN.

Ils ont été fabriqués puis reconnus comme « affranchis », à telle enseigne que toutes ces forces intermédiaires se sont peu à peu cristallisées dans une caste à part, les « Libres de couleur » nommés par la suite les « mulâtres ». *Le colonialisme oublié* retrace finalement le parcours social structural de la collaboration forcée sur la plantation, laquelle a donné naissance à un groupe d'intermédiaires « noirs/blanchis », se reproduisant sous des versions successives et avec des noms variés. Ce n'est que dans les toutes dernières années qu'un travail d'effacement a été accompli par les médias et les professionnels étatiques -comprenant au premier chef les métropolitains[894]- dans une reconstruction des catégories. L'idéologie dominante s'est guimauviée autour d'un nationalisme faisant disparaître formellement les divisions entre Noirs au profit d'un dualisme anti-blanc, externalisation fonctionnelle permettant de masquer les divisions socio-raciales entre « Noirs », une partie d'entre eux jouant en effet, le jeu du système colonial français. C'est la première fois sans doute qu'un ouvrage portait directement sur la collaboration de classe socio-raciale, envisagée du point de vue du régime colonial *local*. C'est un thème nouveau dans les sciences sociales et cette recherche m'a servi de tremplin pour formaliser ici les principes universels[895], dans l'espace occidental, de la collaboration comme tripartition dans le processus de contrôle des classes dominées. Si les « chasseurs de marrons » sont relatés par les historiens, si les milices d'esclaves ou de mulâtres sont documentés et font apparaître l'enrôlement dans les « forces de l'ordre »[896], la théorie de la zone grise n'a pas prolongé ces descriptions épisodiques ou monographiques dans l'ordre ordinaire du monde social occidental. Ce livre avait la prétention de « lancer un pavé dans la mare », de « marquer le coup », de positionner le concept de zone grise dans l'ensemble des espaces totalitaires et démocratiques. Or, une des difficultés majeures que rencontrait la science sociale jusqu'à ces dernières années était son incapacité à penser simultanément des espaces de démocratie et des espaces totalitaires à l'intérieur d'une même nation. L'aventure coloniale de la France, pourtant marquée par des épisodes sanglants, des conquêtes nourries de massacres, des oppressions systématiques, des répressions féroces contre toute rébellion puis des guerres de décolonisation (la guerre d'Algérie qui aura fait le même nombre de morts chez les Algériens que chez les Français en 1914-1918) atteste de l'opacité dans laquelle l'historiographie s'est plongée toute seule, refusant de saisir à bras le corps, comme R. Lourau le disait précédemment (chapitre 1) les violences que les scientifiques ne voulaient pas voir, ajoutant d'autres violences symboliques aux violences physiques et symboliques en cours. *Le colonialisme oublié* porte bien son nom. Il fait « un clin d'œil » à la science sociale comme il montre que cette dimension de l'emprise sur les « sujets » a été secondarisée. Tout l'ouvrage retrace, sur plus de 200 ans, le fonctionnement de cette zone grise, avec ses changements de forme, ses atténuations depuis la période démocratique, mais aussi son ancrage dans les classes socio-raciales de toutes les dépendances coloniales françaises. Le

---

894 Pas dans toutes les configurations coloniales. En effet, en Algérie, P. Bourdieu, après son premier ouvrage « Sociologie de l'Algérie », se fait remettre à sa place par les « Métropolitains enracinés », autrement dit les colons. Plusieurs strates de Blancs migrants se posent et s'interposent, le sociologue étant taxé de « *petit métropolitain qui se mêle de parler de l'Algérie* ». A. Pérez, *Combattre en sociologue,* Marseille, Agone, 2022, p. 98.

895 Entendons, les grandes classes traitées dans cet ouvrage, les zones grises capitalistes internes et externes/coloniales.

896 L'aveuglement des sciences sociales est presque caricatural et manifeste une fois de plus l'idéologie qui traverse ce corps de professionnels de la « vérité ». En effet, quel historien refusera de reconnaître que les forces coloniales ont puisé dans le vivier même des esclaves pour constituer des troupes allant pourchasser les fugitifs ? Et pourtant, il faudra s'attendre à de longs et fastidieux combats théoriques pour faire admettre que les dominants retournent les fils de paysans et de prolétaires pour en faire des CRS et des gendarmes mobiles. Le mot « retourner » les choquera, mais pas quand il s'agit de penser la répression des esclaves. « Ce n'est pas pareil » hurleront-ils à l'unisson, protégés par leur sens commun communautaire et tout l'appareil institutionnel qui les appuie dans leur scientifiquement correct. Là où la simple statistique aveuglante des chiffres du recrutement des agents de base des forces de l'ordre montrera les origines sociales populaires des forces répressives, il y aura des interprètes sociologues pour affirmer qu'en démocratie ce n'est pas pareil, que les lois sociales de l'appartenance, du choix professionnel et de la mobilité répondent à d'autres logiques que celle de la participation à la répression des « frères de misère ». Ces expressions les agaceront, soucieux de jeter aux oubliettes tout ce qui peut se rapprocher, de près ou de loin à de la sociologie de la « traîtrise », horrible dénonciation du chercheur marxiste engagé qui sort de la « vérité objective ».

racialisme n'a d'emprise que dans un système qui a chevillé une partie de la population des esclaves puis des affranchis à son ordre symbolique, à sa vision du monde, à sa culture. Il faut donc partir de la plantation esclavagiste comme des camps allemands si bien restitués par P. Lévi et sa zone grise. C'est dans cette entreprise-là que, en s'adossant aux travaux des historiens, a pu être restituée l'histoire sociale des auxiliaires « noirs » dans les différentes dimensions du service colonial : maintenir l'ordre sur les plantations (commandeur), rechercher les fugitifs et marrons (milices d'esclaves ou d'affranchis), renseigner le maître sur les éventuelles dissidences (domesticité dont les Dâs), collaborer directement au système (affranchis devenus propriétaires d'esclaves, classe politique mulâtre maintenant l'ordre politique jusqu'à aujourd'hui), légitimer le système (littérature créole doudouiste, journalistes chiens de garde, curés locaux appelant à la soumission). La sociologie du tiers, ou de la tripartition, propose une analyse décalée de l'aliénation. En ce cas, le dominé voit une partie de lui-même devenir un autre, et cet autre, le Kapo, devient l'enfer du dominé, son double renversé, désormais tiers et totalement autre. L'aliéné prend son envol et n'est plus le dominé aliéné. Il devient le collaborateur actif, le mulâtre propriétaire d'esclaves. L'ordre colonial, assuré par une minorité de Blancs, n'a pu se maintenir sur des siècles sans cette chaine de privilégiés placés aux avant-postes, dans tous les espaces possibles, économiques, politiques, culturels, médiatiques. C'est ce dont j'ai essayé de rendre compte dans les derniers chapitres de l'ouvrage, *Le colonialisme oublié*. Il est tout de même important de brosser un petit résumé de la tripartition dans les « départements français d'Amérique » puisque, comme il a été dit dans l'avant-propos, c'est bien lors de mes terrains dans ces pays de la négritude que j'ai pu établir la jonction entre la caporalisation des camps de concentration et la caporalisation sur les plantations esclavagistes ; à ceci près que les groupes d'intermédiaires issus du colonialisme n'ont pas disparu, ce qui les distingue des Kapos des camps allemands.

La collaboration, dans les études socio-raciales des *postcolonial studies*, n'est presque jamais abordée. Il est important de lire ce passage rarissime écrit par G. Balandier qui n'est pas particulièrement révolutionnaire, mais signale une liberté de pensée saluée par F. Cooper. En effet, en abordant dès les années 1950 « *la situation coloniale* », G. Balandier osait affirmer une réalité qui demeurait tabou dans le secteur feutré de l'anthropologie française. Il n'hésite pas à en montrer une des facettes les plus inhumaines, bien plus tard étudiée finement par V. Crapanzano. A l'époque, ce type d'analyse était rarissime :

« Nous avons rapidement envisagé les processus qui peuvent engendrer les réactions à la dépendance coloniale. Quelles sont alors les possibilités de l'individu ? Il importe de rappeler que la société coloniale tire son pouvoir de domination des liens qui l'unissent à une puissante métropole. C'est dire que, durant une longue période, les antagonismes directement manifestés seront rares, voire impossibles, dans nombre de pays subordonnés, à moins de pouvoir bénéficier d'appuis extérieurs. Nous pensons cependant utile d'établir la série des comportements conditionnés par la situation de dépendance, qui s'étend de *l'acception active* à *l'opposition active*. 1) L'acceptation active suppose la volonté de servir les buts de la société coloniale, en raison des avantages (matériels et de prestige) accordés par cette dernière, même en desservant de manière grave les intérêts majoritaires de la société colonisée. Elle implique à la limite, le choix de la 'collaboration' ; en donnant à ce mot le sens particulier qu'il prit lors de la dernière guerre[897]. Très

[897] Il est bien dommage que l'auteur n'ait pas poussé plus loin son analyse, laquelle demeure hyper marginale dans l'ensemble de sa réflexion sur les attitudes dans l'espace colonial. Il évoque, sans la prendre pour objet, cette analyse sur les intermédiaires colonisés : « *Dans le cas des minorités dites 'progressistes', c'est toute forme de dépendance qui se trouve dénoncée ; elles affirment leur volonté d'établir une société démocratique rejetant les autorités autochtones (compromises) et la domination coloniale* ». (G. Balandier, *Sens et puissance. Les dynamiques sociales*, Paris, PUF, [1971] 1982, p. 160). En fait, comme les autres scientifiques, tout au long de son ouvrage, l'anthropologue préfère parler des formes de résistance, même s'il évoque aussi les multiples formes de

souvent cette attitude est ambiguë ; elle incite à une sorte de 'double-jeu' qui permet de prendre des garanties pour l'avenir, ou de ménager l'une et l'autre société au mieux des avantages personnels »[898].

Cette analyse précieuse de la zone grise, lucide, pêche, bien sûr, par la posture individualiste et stratégique, comme si, dans la société coloniale, l'individu choisissait sa position à l'égard des colons. Pour contrer le culturalisme des attitudes, il ne faut jamais oublier que l'ordre totalitaire fabrique des bourreaux capables de penser en pratique un pouvoir transitant par des mesures d'attachement des colonisés, de gré ou de force. Cette perspective, si elle fait fi des socialisations musclées à l'ordre colonial, et on le verra, des fabrications sophistiquées des collaborateurs sur les plantations, génération après génération, par les colons, a l'immense mérite de mettre le doigt là où presque jamais l'anthropologie ou la sociologie de l'espace colonial n'ont posé le moindre regard. Cette trahison des clercs est étudiée dans le premier chapitre et on en a là une des manifestations les plus éclairantes. En montrant que le cadre guerrier vaut dans l'ordre colonial ordinaire des sociétés impérialisées, G. Balandier rejoint N. Elias ou E. Goffman (chapitres 2 et 3) dans leur comparatisme fondant épistémologiquement la transversalité du concept « collaboration » dans les différents mondes sociaux.

Dans *Le colonialisme oublié*, la trajectoire sociale des auxiliaires jusqu'à aujourd'hui a été décrite en montrant comment la classe mulâtre, classe bourgeoise inféodée aux Békés et à l'Etat français, a assumé le rôle central de collaboration objective dans le fonctionnement du néocolonialisme : propriétaire d'esclaves, caste politique au service des Békés, y compris Césaire repositionné en « traître » par Raphaël Confiant dans *Une traversée paradoxale du siècle*. Des auteurs comme le sociologue O. Paterson (à travers son concept « *the buffer* » /le tampon) ou l'historien F. Régent ont pris comme objet cette relation de service colonial portée par les Noirs dominants, souvent blanchis par des mariages mixtes réguliers et acharnés. Ce rôle d'intermédiaire central dans un ordre social, guerrier, colonial représente une tripartition forcée (les camps) ou se reproduisant à chaque génération (la plantation). Il est pratiquement impossible de faire la part des choses entre les volontaires et les socialisés, les « sauve-qui-peut » et les légitimistes. Ce qui est presque certain, c'est que, depuis la production des chasseurs de marrons ou de ces affranchis devenus « Libre de couleur », les descendants de parents complices ont probablement épousé, pour une part, sur le mode du cela va de soi, les « valeurs » associées à ces positions « héritées ». Au point d'en faire une culture, notamment le colorisme, entendu comme la culture du blanchiment et le rejet des plus « colorés » étudiés notamment par J.L. Bonniol. Le colonial et le nazisme représentent deux figures totalitaires centrales, lesquelles aident, comme effet grossisseur, à penser les mondes dits ordinaires de la loyauté contre-nature des traîtres.

Entrer dans le monde colonial, le plus pervers qui soit, celui qui rend l'esclave auxiliaire de la répression des esclaves fugitifs ou rebelles, c'est presque proposer un idéal-type webérien. Le planteur, le béké, l'esclavagiste, bref le monstre social, ont créé l'affranchi, le domestique, le Libre de couleur, le sang-mêlé, le mulâtre, le milicien chasseur de marrons, les compagnies d'esclaves

dépendance. Mais sa sociologie de la dépendance en reste à des formules abstraites, macro-sociales, sur la dépendance matérielle ou symbolique, sans jamais entrer dans les mécanismes concrets de l'attachement des élites locales et, bien sûr, sans jamais citer F. Fanon. En revanche, il cite abondamment des auteurs qui aujourd'hui, seraient immédiatement catalogués comme des intellectuels organiques du colonialisme, notamment O. Mannoni tant critiqué par F. Fanon pour sa vision psychologique du « besoin de dépendance du colonisé » à l'égard du colon !

[898] G. Balandier, *Sens et puissance, op. cit.*, p. 162.

enrôlés dans les armées locales. Le cas algérien est encore plus révélateur des formats institutionnalisés de la zone grise.

Les unités auxiliaires sont des unités supplémentaires visant à participer à cette neutralisation de toute forme de dissidence, au sein d'un maillage global. Ecoutons la voix lointaine d'un gouverneur « anthropologue » célébrant l'existence des retournés algériens :

« Algériens, nos frères…Les musulmans français d'Algérie, les anciens combattants qui ont lutté à nos côtés, les hommes qui acceptent aujourd'hui les redoutables responsabilités et courent des dangers mortels sont des Français. Ali Chekkal, le bon et loyal martyr de l'Algérie française, était un Français. Or, ces Algériens français, des Français algériens, quel avenir M. Aron envisage-t-il pour eux ? On les abandonne corps et biens au FLN et à la famine. Point ne sert d'invoquer la fraternité humaine, voire la solidarité nationale qui nous a unis si longtemps, de rappeler les sacrifices consentis par la communauté musulmane au salut de notre patrie commune »[899].

« *Le bon et loyal martyr de l'Algérie française* » est la composante retournée destinée à s'interposer entre les colons et le FLN. Dans l'imaginaire de J. Soustelle, chef du Gouvernement général en Algérie, ce soutien est central, quoique l'abomination de la loyauté volée se nomme « *bon et loyal martyr* » étant donné que le traître, qu'il soit forcé ou volontaire, devient nécessairement pris dans la toile du soulèvement des opprimés imposant leur loyauté propre et condamnant de ce fait tous les collabos, tous les traîtres. J. Soustelle ne s'interroge bien sûr pas sur les raisons de cette vengeance du FLN qui prend racine contre les logiques mêmes de l'ordre colonial totalitaire. La sociologie de la collaboration nait de cette instrumentalisation présente dans tous les régimes du monde, dans toutes les armées du monde, dans toutes les économies du monde. Ainsi, en Algérie, la création, par le décret au 1er avril 1902, « *de trois compagnies des oasis sahariennes, qui ont pour mission l'occupation et la défense des oasis de ces régions (Gourara, Touat, Tidikelt) chacune disposant d'un peloton de méharistes pour patrouiller et prendre en chasse d'éventuels rezzous (…) et qui vont révolutionner le rapport des troupes françaises au désert parce qu'elles intègrent dans leurs rangs des goumiers, ces auxiliaires indigènes* », signifie la création officielle des collaborateurs militaires issus des colonisés[900]. Plus connues, dans la dernière période, sous le nom de « *Harkis* », ces formations d'auxiliaires participaient à la répression des révoltés. Ils furent nombreux et surtout, le pouvoir colonial créa toutes sortes de strates, de statuts, sans doute pour diviser cette force et mieux contrôler tous les groupuscules ainsi mobilisés au service de l'ordre colonial totalitaire :

« En Algérie, les militaires français « créèrent cinq grands groupes d'auxiliaires ainsi que plusieurs milices pro-françaises, chacune dotée d'un statut propre et d'une mission définie (…) Ces supplétifs étaient censés remplir un rôle psychologique, démontrer la force de leurs soutiens parmi la population algérienne. A tout le moins, ils empêchaient les auxiliaires de rejoindre les rangs des moujahidins. En janvier 1955, les groupes mobiles de protection rurale furent chargés de renforcer les forces de police existantes. En mars 1958, ils furent rebaptisés groupes mobiles de sécurité rattachés au corps des CRS. En 1962, il y avait 114 compagnies, soit 3400 hommes. L'année 1955 vit également la création des Moghaznis[901], membres d'une organisation paramilitaire chargée de la protection de la SAS. Ils pouvaient être appelés à participer à des opérations offensives. En 1960, ils étaient 20 000 ». Les unités territoriales n'eurent aucun rôle actif dans la répression. « Les membres des groupes d'auto-défense (GAD), milice de volontaires non rémunérés dont l'objectif était

[899] J. Soustelle, *Le drame algérien et la décadence française. Réponse à Raymond Aron*, Paris, Plon, 1957, p. 22 et 27.
[900] J. Brouste & P. Brullé, *L'appel du Sahara*, Paris, Editions Place des victoires, 2011, p. 15.
[901] https://fr.wikipedia.org/wiki/Moghazni

de défendre leur village ». Bien que composés d'environ 60 000 hommes, ils rejetaient leur mission. « 'Nous avons accepté les armes à contrecœur et par crainte des représailles de la part des forces de l'ordre. Mais nous ne les utiliserons pas contre nos frères combattants'. En fait, nombre d'entre eux soutenaient le FLN. J'ai pu en rencontrer qui affirmaient avoir combattu loyalement pour la France. Les harkis étaient considérés comme des supplétifs de bas niveau. 7500 sur 60 000 faisaient partie de commandos, d'unités de contre guérilla. On exerçait souvent une pression sur eux pour qu'ils intègrent une harka »[902]. « Les effectifs d'ensemble de ces troupes auxiliaires se situeraient entre 147 000 et 160 000 »[903].

Tout l'ouvrage de V. Crapanzano indique clairement que c'est seulement sous l'emprise de la terreur que les Algériens se résignèrent à entrer dans ces différents corps de supplétifs. Une seule exception doit être faite. Les harkis parisiens (ou calots bleus), entre 400 et 600, s'illustrèrent par leurs exactions extrêmes contre les membres présumés du FLN. Ils torturèrent et violèrent fréquemment, jouissant de l'impunité et devenant des auxiliaires appréciés de leurs chefs. Par l'article 1er de l'ordonnance n° 62-801 du 16 juillet 1962, ces troupes étaient « *appelées à participer à des opérations de maintien de l'ordre et de pacification* ». Le retournement forcé des opprimés, dès lors au service de la répression des membres de la communauté arabe, dans les conditions les plus abjectes du sale boulot (tortures) est l'un des aspects les plus « monstrueux » de la colonisation.

A l'opposé des collabos de Vichy, volontaires politiques des sales besognes au service des SS, les auxiliaires de l'armée française étaient pour la plupart recrutés sous la menace ou des pressions diverses. Alors que les Français n'intégraient que fort peu d'Algériens dans leurs écoles, ils imposaient en revanche la levée en masse pour le service répressif, le plus impitoyable existentiellement[904]. Les bourreaux ainsi mouillés, ne peuvent plus demeurer dans leur pays, diaspora qui broie ainsi des familles entières obligées, notamment quand le colon quitte les lieux, à fuir leur propre pays. En revanche, comme si la classe sociale jouait un rôle d'amortisseur, on peut voir à la Libération de nombreux préfets ou sous-préfets de Vichy défiler derrière les tout nouveaux commissaires de la République[905]. Et chacun sait que M. Papon, condamné par la justice pour crime contre l'humanité alors qu'il était secrétaire général de la préfecture de la Gironde sous l'Occupation, sera choisi par De Gaulle en personne pour devenir le préfet de police que l'on sait, ajoutant à ses crimes de guerre d'autres crimes collectifs contre des « étrangers ». La mémoire collective a assimilé le massacre du 17 octobre 1961 contre les populations maghrébines défilant pacifiquement à Paris. Papon a d'ailleurs utilisé des Harkis « *calos bleus* » aux côtés de la police pour réprimer dans le sang les 30 000 manifestants pacifiques. Un « collabo » dans les plus hautes fonctions de la République, c'est tout un symbole, celui du passage de la guerre à la société de paix et du même coup celui de la porosité dans les classifications puisque, avant qu'un procès n'ait lieu, Papon était « assimilé » par la République et surtout par le mythe fondateur du régime politique français, De Gaulle. Que l'on puisse aduler le De Gaulle libérateur sans condamner le De Gaulle de la raison d'Etat -dont la plus déplorable trace est le Service d'action civique, l'infâme SAC ouvrant ses portes à la pègre[906] jusqu'à sa dissolution en 1981- montre la force des classifications dans l'attribution d'une qualité de loyauté ou de traîtrise. Si l'on veut aller au bout du raisonnement concernant la guerre, force est de constater que la frontière entre les complices et les personnes

---

[902] V. Crapanzano*, Les Harkis, mémoires sans issue,* Paris, Gallimard, 2012, p. 72-74.
[903] *Ibid*., p. 82.
[904] Pendant la seconde guerre mondiale, ce furent plus de 80 000 « indigènes » qui partirent en Europe. *Ibid*., p. 70 et s.
[905] Voir les photos de Y. Durand, *Le Loiret dans la guerre. 1939-1945. La vie quotidienne sous l'occupation*, Roanne, Les Editions Horvath, 1983, p. 214.
[906] L'instrumentalisation d'une partie du sous-prolétariat reconverti dans le banditisme a toujours été un sujet de discussion au sein des élites. Les entreprises ont largement puisé dans le vigilantisme, fabriquant des milices patronales avec des nervis souvent issus de la pègre ou du milieu des petits malfrats. Mais les élites au pouvoir n'ont pas toujours vu d'un bon œil le recrutement de tels « agents ». Antoine Claude, qui fut chef de la sûreté sous le Second empire, « *comme beaucoup de fonctionnaires, réprouve le recrutement d'agents de la pègre* ». B. Fuligni (dir.), *Dans les archives secrètes de la police, op. cit*., p. 65.

ordinaires est loin d'être évidente. Outre les « espions » et les « embusqués », comment classer les multiples traîtres qui ont essaimé ? Les escrocs qui rançonnaient les permissionnaires dans les grandes villes ou manipulaient leurs familles éplorées pour leur soutirer de l'argent, n'affaiblissaient-ils pas les capacités de résistance ? Les capitalistes qui fournissaient des marchandises de mauvaise qualité (voire inutilisables) aux Armées ne jouaient-ils pas dans la même cour ? Les gens de l'arrière qui regardaient de plus en plus les soldats d'un mauvais œil à cause des mille soucis de la vie quotidienne ne contribuaient-ils pas à alimenter « le défaitisme » ? Les prostituées répandant des maladies vénériennes sur les corps guerriers affaiblis n'affaiblissaient-elles pas le corps guerrier ?[907] Pour éviter tout essentialisme, il est nécessaire d'illustrer ces zones frontières. Mais, tout en gardant à l'esprit ce nécessaire constructivisme des classifications majeures (une prostituée malade ne pourra jamais être comparée à Papon), le cadre théorique retenu « privilégie » pourrait-on dire les « grands privilégiés », au sens de P. Lévi ou de E. Goffman.

Désormais, ce dominant intermédiaire essaime « en Outre-mer » dans les postes d'édilité locale et collabore à la pérennisation du système actuel de la départementalisation. Le dominé métis retourné en dominant intermédiaire au service du dominant blanc, travaille désormais dans tout un ensemble de professions occidentalisées mêlant intimement l'économique, le politique et le culturel, où la muséographie négationniste ou révisionniste joue un si grand rôle. Le cas de l'Algérie, terre de peuplement de Blancs, est sensiblement différent. La force des colons n'a pas rendu autant nécessaire la coopération de quelques « indigènes », sauf, bien entendu, pendant la guerre de libération. Et c'est justement pendant cette période encore plus totalitaire qu'ont pointé de multiples figures de la collaboration.

Parler de cette dimension du colonialisme devrait nous épargner d'aborder Fanon ou Bourdieu[908], deux penseurs incontournables sur ce thème. Fanon décrit la queue de comète d'un système d'allégeance à l'ordre français qui a traversé sa famille, notamment au travers de la honte d'être « noir », de la honte d'être quelqu'un qui ne parle pas bien comme les colons qui débarquent sur son île par fournées régulières à Fort de France. Bourdieu s'est vu imposer un service militaire qui l'a conduit en Algérie où, fortuitement, a opéré sa prise de conscience des violences sociales et des nécessités de l'objectivation sociologique pour les comprendre. Quoi de plus extérieur, à ces deux monstres sacrés de la critique du pouvoir, que l'examen des figures de la complicité ? Et pourtant, l'exhumation des coulisses de leurs écrits et de leur conduite éclaire, *pour qui refuse la génuflexion a priori et toutes les autocensures associées au souci de conserver le capital d'autochtonie du milieu d'interconnaissance*, des traces ou des lambeaux de complicité qui ne peut échapper à l'intention de celui qui propose cette réflexion sans concession. La collaboration se niche dans les impensés des cultures héritées comme dans les prises de positions lâches ; dans les refoulés des condamnations

---

[907] Sur tous ces thèmes, P. Darmon, *Vivre à Paris pendant la Grande Guerre*, Paris, Fayard, 2002.

[908] Une des voies d'accès à la sociologie de la zone grise consiste à l'identifier a contrario, notamment dans le refus de l'adhésion aux valeurs des « Blancs » ou au refus de l'ascension sociale dans le monde des autres. « *Le poids des normes du groupe a notamment pu jouer. Parce que leurs entraînements les empêchaient d'assister au cours d'arabe à la mosquée et que l'imam était venu se plaindre, Karim et Ali Labed ont ainsi dû arrêter de faire du judo, ce qui a eu un impact sur leurs sociabilités, très restreintes à la cité de transit, ainsi que sur leurs parcours scolaires (le judo avait été conseillé par une infirmière scolaire). On peut également envisager l'influence de ces socialisations familiales comme une force de rappel qui a rendu partiel le franchissement de certaines frontières. Décrit par plusieurs travaux sur la mobilité sociale, l'impératif de la fidélité au milieu d'origine (Lubrano, 2010 ; Naudet, 2012b) paraît ici avoir été incorporé au cours de la socialisation en bidonville et cité de transit par certains enquêtés. Slimane Benzediane décrit par exemple ses multiples retours en tant qu'animateur et éducateur ainsi que la façon dont il a aidé des personnes connues en cité de transit à se faire embaucher par ses employeurs comme un devoir auquel il n'était pas possible de se soustraire ». M. Delon, « Aux frontières de la mobilité sociale. Espaces et socialisations dans les bidonvilles et cités de transit de l'après-guerre », Sociétés Contemporaines, 2019, n°115, (p. 130), p. 123-149. Une double complicité introduit un malaise chez les immigrés promus à l'ascension sociale du fait d'aides extérieures, ce que M. Delon nomme « alliés d'ascension* ». Il y a le rapport horizontal aux valeurs du groupe (pratiques immédiates conformes dans le ghetto) et le rapport vertical lié au fait d'échapper à la vie communautaire via des études ou des mobilités résidentielles renvoyant soit au projet d'ascension sociale lié à la migration, soit à l'effet des « *role-models* » ou « groupes de référence ».

radicales comme dans les cela va de soi les plus innocents ; dans les ambivalences de chacun dans les crises où s'admonestent les injonctions à prendre parti comme dans les engagements a priori les plus insoupçonnés.

Fanon, s'il avait le temps, aurait pu écrire *La Bourgeoisie noire*, que Frantz Frazier a rédigé en proposant une analyse sociologique du groupe principal porteur des logiques de collaboration. Là où Fanon est demeuré centré sur le culturalisme et la psycho-analyse affectant abstraitement tout un chacun, Frazier a dressé un inventaire structural prenant à bras le corps la question des acteurs historiques dominés devenus les serviteurs des maîtres de l'oppression des Noirs. On le verra au travers des propres tabou de Frantz Fanon et des impensés de *Peau noire masque blanc*. Même le grand penseur, le grand révolutionnaire nous invite, avec sa propre grille, à fouiller les interstices du discours. En réhabilitant les *subalterns* aliénés, Fanon omet de parler de ceux qui participent à la perpétuation de cet ordre, à savoir son propre milieu social. Je reporte, répétons-le, le lecteur à l'ouvrage socio-historique qui rend compte du processus structural de fabrication de la tripartition dans l'ordre colonial antillais français. Dans ce chapitre, l'enjeu est de montrer que le travail de fossoyeur est aussi une auto-critique, une analyse biographique de chacune et de chacun. Et il semblait important de ne pas oublier nos icônes, nos modèles. Pris dans les processus sociaux que nous décrivons, nous ne sommes pas au-dessus de « la mêlée », pour reprendre l'expression à Clémenceau, l'un des bourreaux de la classe ouvrière dont la République chante les louanges alors qu'il déporta et mis à mort à Biribi, dans le désert de la future Algérie, les soldats paysans qui osèrent lever la crosse en l'air (chapitre 6). L'idée est d'objectiver les maîtres à penser de la domination coloniale, avec toute l'humilité possible au regard des risques majeurs que prirent ces grands hommes, l'un sacrifiant sa vie pour la cause révolutionnaire algérienne, l'autre tentant de défendre une voie démocratique. Point de génuflexion dans l'analyse scientifique. C'est ma façon de rendre hommage à ces scientifiques doublés de qualités d'action, en bénéficiant de la distance temporelle pour réinterroger certaines postures fortement déniées dans les mondes intellectuels.

2/ Entre déni et dénégations autour de la collaboration : P. Bourdieu

▲▼

F. Fanon comme P. Bourdieu n'échappent pas à cette logique d'emprise structurale qui ne s'observe pas immédiatement, à l'opposé des chapitres précédents. Mais l'intention n'est pas de relativiser leur pensée ou de prendre une position en surplomb bien faite pour rendre justice en toute impunité, à l'abri des enjeux brûlants dans lesquels ils étaient pris, et endosser le rôle du juge. Elle n'est pas non plus de montrer qu'un gauchisme mal intentionné aurait pour ambition de s'en « prendre à son propre camp » de façon à attester de l'impartialité du point de vue ; encore que cette idée soit particulièrement tentante. Il s'agit tout simplement de montrer qu'on n'en a jamais fini avec les enlisements de la zone grise parce que tout notre être est, dès l'enfance, prisonnier des valeurs du monde qui l'entoure et d'une famille déjà là qui est enracinée de mille façons dans « la reproduction » selon des modalités complexes[909] ; poussé aussi par cet intérêt personnel qui nous

[909] Un des ouvrages majeurs sur la question : B. Lahire, *La culture des individus. Dissonances culturelles et distinction du moi*, Paris, La Découverte, 2004. Un ouvrage de presque 800 pages qui dissèque les goûts, notamment, pour notre propos, des transfuges en mobilité sociale tiraillés entre plusieurs cultures hétérogènes. Mais à aucun moment, l'auteur ne se pose la question de la loyauté et de la trahison envers les groupes sociaux.

fait prendre les objets du monde pour de belles choses à convoiter[910], des modulations bien faites pour « se raconter »[911] ou dénier la sociologie de sa propre sociologie, à commencer par le déni de classe qui singularise Fanon et le rôle direct d'intellectuel organique qui affectera le jeune Bourdieu. F. Fanon oublie la position de classe de son groupe racialisé. P. Bourdieu est contrôlé par sa pente sociale lui intimant l'ordre de ne pas trop faire de vague s'il veut faire carrière, d'où ses plaidoiries et ses positions en Algérie auprès des instances coloniales militaires. L'un rompra avec la traîtrise des Mulâtres en se jetant à corps perdu dans la guerre révolutionnaire. L'autre dissimulera savamment sa retenue en fustigeant la cause révolutionnaire armée – « *sortir de l'impasse des théories révolutionnaires qui ne répondent pas aux circonstances complexes* »[912]- tout en dénonçant de manière feutrée les violences coloniales et en s'enfermant dans la très externalisée problématique du paysan déraciné en situation de modernité capitaliste. Il suffit de lire *Le déracinement*[913], coécrit avec A. Sayad, pour saisir cette auto-censure dans l'écriture même qui rend lisible et presque acceptable, sans les étudier en tant que tels, la fameuse « offre » économique, les « producteurs » des champs, devenus invisibles tandis que l'auteur se penche uniquement sur les effets de leurs pratiques. Autrement dit, un culturalisme économique du « *choc des civilisations* » comme dira Bourdieu dans son premier article[914], va forcer l'économie collective traditionnelle à s'aligner sur la propriété individuelle et les logiques du marché. Les violences des militaires sont les autres grands absents des écrits de P. Bourdieu. C'est un peu comme si on pensait Gaza -en évoquant la culture ancienne traditionnelle des Palestiniens d'avant colonisation- d'un point de vue économique sans les exactions organisées de l'Etat raciste israélien dans tous les compartiments de la vie (l'accès à l'eau, à l'école, à la liberté de circuler, au travail…). Cette phrase, entre mille, où l'euphémisation est un prétexte au refus de l'analyse des violences étatiques, parcourt l'œuvre du jeune chercheur. Lorsque l'armée française déplace de force des millions de paysans, elle pille aussi les productions agricoles. Lorsque la SAS stocke la récolte de 760 producteurs, il résume en une formule lapidaire le ressenti d'une telle spoliation : « *Il est superflu d'insister sur le mécontentement que pareilles mesures ont suscité chez les Fellah'in* »[915]. L'euphémisation va de pair avec l'allusion : « *Le renoncement à l'agriculture n'est pas imputable seulement aux obstacles objectifs (sic), mais il tient aussi à un changement de l'attitude envers toute l'existence paysanne* »[916]. Dans tout le texte, il y a cette invisibilité des pratiques socio-historiques de spoliation des terres et de ségrégation sociale concomitantes, soutenues par des pratiques militaires qui, bien avant la guerre, mêlent le pillage, les massacres et les relégations territoriales auxquelles n'échappent que les villageois les plus reculés sur des terres largement arides. Et quand ces forces armées sont évoquées, c'est toujours de manière à raboter le sens, comme il se plaisait à le dire : « *S'ils affaiblissent les anciennes solidarités, le regroupement et l'action économique de l'armée*… »[917]. De manière générale, le pouvoir répressif est le grand absent de ses écrits, comme si l'auteur se cantonnait aux effets du colonial sur les « cultures indigènes », se persuadant, contre G. Tillon et toute l'historiographie coloniale, que le fait

---

910 Et, propulsé dans la transcendance, cet intérêt accordé aux choses de l'environnement récupère les beaux objets du monde pour les insérer dans les mythes et les rites.

911 Y compris dans le sous-prolétariat : P. Bruneteaux, *Les mondes rêvés de Georges. Fabrications identitaires et alternatives à la domination*, Presses universitaires de Rennes, 2016.

912 A. Pérez, *Combattre en sociologue. Pierre Bourdieu et Abdelmalek Sayad dans une guerre de libération (Algérie 1958-1964),* Agone, 2022, p. 111.

913 Y. Tassadit rappelle que cette recherche, non directement commanditée par l'Armée ou le pouvoir colonial local, a été « *effectuée à la demande de la Caisse algérienne pour le développement* ». Y. Tassadit, *Pierre Bourdieu en Algérie (1956-1961),* Vulaines sur Seine, Editions du Croquant, 2022, p. 101. Or, dans le contexte de la guerre, il serait naïf de croire, qui plus est dans un cadre de pouvoir total de l'armée, que les militaires ne contrôlaient pas toutes les initiatives d'une certaine envergure.

914 In *Le sous-développement en Algérie*, Alger, Secrétariat social, 1959.

915 *Le déracinement*, Paris, Minuit, 1964, p. 114.

916 *Ibid*., p. 61.

917 *Ibid*., p. 137.

de ne pas s'appesantir sur le « *magico-religieux ou l'islam* »[918] -indicateur manifeste de l'orientalisme- était déjà une petite révolution épistémologique, ce qui l'était sans doute. Ce dualisme, cette sectorisation, bien évidemment, au-delà de l'oblitération des exactions militaires, oublient le fonctionnement de l'administration coloniale locale en zone grise ainsi que les relations forcées avec les colons[919]. Cette négation des violences d'attachement au colonial le conduit à banaliser le rapport colonial avec tout ce qu'il charriait de mépris et de supériorité : « *La ferme du colon est, pour les chômeurs, la promesse d'un emploi permanent* »[920]. Le normalien dont la mère était issue d'une famille de propriétaires fonciers connus et reconnus (d'où la connaissance directe d'un colonel « ami de la famille » qui s'activera dans le placement du fils Bourdieu pendant son service militaire), libère un sens commun dominant dont l'écriture rend possible l'examen des grands problèmes économiques de cette population à convertir à la modernité salariale -le terme 'promesse' se suffit à lui-même- tout en ignorant les effets concrets des maltraitances extrêmes que subissent les paysans déracinés dans ces lieux de déportation. Le désœuvrement du sous-prolétariat de ces grands « camps de regroupement » est-il intelligible sans l'analyse précise, détaillée, de l'enfermement, des exactions au jour le jour, des privations, des relations d'emprise ?[921]. La moitié des paysans ont été déplacés de « *leur résidence coutumière* » (sic). Et P. Bourdieu a préféré citer quelqu'un d'autre pour parler de « *la mort lente des bidonvilles de regroupement* »[922], c'est-à-dire quand les mots sont cette fois-ci ajustés à ce dont on parle. *Le déracinement* manifeste un économisme culturaliste quand la lecture rétrospective est de nous faire croire qu'il s'agit d'une analyse remarquable des effets du processus structural colonial. L'économisme culturaliste ment par omission à propos des totalitarismes coloniaux localement ancrés, avec leurs lots quotidiens de malfaisances, de maltraitances, d'empêchements à vivre, d'humiliations et d'exploitations, sans parler des tortures, des massacres, des déportations. Bourdieu n'osera jamais se départir de la rigueur juridique coloniale -comme avec « l'Outre-mer » aujourd'hui, expression coloniale reprise aisément dans les cercles universitaires- en parlant sans cesse de « camp de regroupement » comme tant d'autres[923] là où son ami A. Nouschi parlera banalement de « *camp de déportation* »[924].

---

[918] Y. Tassadit,, *Pierre Bourdieu en Algérie (1956-1961), op. cit*, p. 141-169.

[919] Sur la structure des zones grises, voir plus bas.

[920] *Le déracinement, op. cit.*, p. 70.

[921] Pour une analyse de la situation palestinienne où chaque territoire est un camp, S. Latte Abdalah, *La toile carcérale,* Paris, Bayard, 2021. Un des tabous les plus puissants procède du silence autour des zones grises fabriquées par Israël pour contrôler la population palestinienne. Elle en parle dans son livre, ayant fait l'objet d'une interview avec un membre du Centre Arabe d'Etudes Politiques :
I. Ruck : Ce système de contrôle et de répression envers les Palestiniens, tel que vous venez de le décrire, s'exerce en grande partie avec la complaisance de la minorité Druze et certains Palestiniens d'Israël. Vous écrivez d'ailleurs que ce sont souvent eux qui sont l' « *interface* » entre les accusé.es/ incarcéré.es et l'administration pénitentiaire israélienne, soit en tant que traducteurs, soit en tant que policiers. Un interviewé vous répond d'ailleurs : « *On y est habitué, cela fait cinquante ans que c'est ainsi. On se respecte mutuellement. C'est le système. On travaille à l'intérieur du système* » (p.79). Comment expliquer cette collaboration d'une partie des Palestiniens et des Druzes à un système qui opprime leurs compatriotes ?
S. Latte-Abdallah. : Je ne pense pas que l'on puisse dire qu'il s'agit de complaisance, d'autant que l'histoire et la gestion des minorités en Israël ont « druzifié » et ainsi pour partie « désarabisé » les Druzes d'Israël, donc le sentiment d'appartenance à une même communauté palestinienne n'est pas nécessairement partagé. Mais les dynamiques historiques, surtout si l'on considère également les trajectoires des Druzes syriens du Golan occupé par Israël, sont complexes, de même que les retours actuels sur cette histoire. Je retrace dans le chapitre 2 les raisons historiques et économiques qui ont placé la communauté druze de citoyenneté israélienne dans ces situations d'interface : l'obligation de faire le service militaire, les dépossessions territoriales qu'ils ont aussi vécues et le manque de ressources économiques autres que le fonctionnariat dans les régions où ils vivent. Toutefois, des dissensions les ont traversés et les transformations qui sont à présent à l'œuvre tendent à les réinscrire dans une perspective palestinienne. https://www.carep-paris.org/recherche/la-toile-carcerale-ou-la-depossession-des-palestiniens-par-lenfermement/

[922] *Le Déracinement, op. cit.,* p. 12.

[923] F. Sacriste, *Les camps de regroupement en Algérie. Une histoire des déplacements forcés (1954-1962),* Paris, Presses de Sciences Po, coll. « Académique », 2022.

[924] Entretien avec A. Nouschi, in Y. Tassadit,, *Pierre Bourdieu en Algérie (1956-1961), op. cit.*, p. 23-48. Les chiens de garde parleront du « territoire calédonien » sans remiser cette appellation dans le placard des vulgates colonialistes alors que les terres des Kanaks ont tout simplement été occupées, volées, spoliées, associées à une déportation dans des micro-réserves aux terres infertiles, exactement de la même façon que les Indiens d'Amérique. L'extermination était envisagée à l'époque comme une évidence, la population ayant diminué de 50 000 à moins de 20 000 en cinquante ans I. Merle, *Expériences coloniales. La Nouvelle-Calédonie, 1853-1920*, Anarchasis, 2020 ⟨hal-03524461⟩

Par ailleurs, les déplacements des populations paysannes, leur mort sociale et physique, ne sont pas non plus étudiés en tant que tels ; ce qui aurait signifié en rendre compte au travers de monographies précises sur le fait de quitter le village et sa maison jusqu'aux conditions infernales dans les camps où la mort sociale était le lot quotidien. P. Bourdieu l'exprimera dans de trop rares notes sur l'extorsion des maigres ressources des déracinés par la zone grise administrativement protégée et privilégiée. Tout cela est évacué au profit d'une pensée flottante et de réflexions très parisiennes sur l'adaptation au monde de la rationalité, du calcul et de la temporalité, base de sa future *Esquisse d'une théorie de la pratique*. Nulle pensée socio-historique de la colonisation ou de l'impérialisme, nulle pensée du génocide culturel contre la paysannerie écrasée sous le poids des « *réformes* » abolissant le groupe traditionnel depuis les années 1870, ces années victorieuses du Durkheim *De la division du travail social* et de la République de « l'Etat de droit » solidariste ; autant de pensées écran dont on sait aujourd'hui restituer l'ampleur au sein d'une Europe raciale dont le « rayonnement intellectuel » était mesuré à l'aune de la domination impitoyable sur les colonies. Il faudra néanmoins attendre -si l'on excepte les analyses marxistes des années 1970- le début des années 2000 pour assister à ce réveil historiographique dans le champ universitaire académique[925].

Le professionnel de la sociologie critique se fera ainsi le dénonciateur absolu de F. Fanon, du fait de la position défendue, celle de la modération qui le conduira, avec A. Sayad, à préférer le « parti libéral » à la lutte de libération armée. Un des indices de cette complicité honteuse de Bourdieu est l'acharnement avec lequel il dénoncera toujours F. Fanon[926], ce qui a beaucoup étonné et questionné M. Burawoy[927]. Dans deux interviews rapportées par le sociologue américain, P. Bourdieu témoigne d'une rare virulence envers Fanon. La rapidité avec laquelle Bourdieu jette aux oubliettes les analyses de l'anti-colonialiste, alors même que leur analyse théorique du fait colonial est méticuleusement comparée par M. Burawoy en détaillant les proximités et les différences et en avouant ne rien y comprendre, révèle en creux des positions politiques opposées, l'une résistante et l'autre « libérale », au sens d'un ordre colonial à changer de l'intérieur. P. Bourdieu parlera de Fanon et de son œuvre comme « *quelque chose de terrifiant* » ; comme si P. Bourdieu avait aspiré à interdire tout débat avec cette « chose-là », à savoir le militantisme sacrificiel du guerrier ayant démissionné de son poste de fonctionnaire et ayant combattu jusqu'à la mort pour le colonisé, posture équivalant à des « *absurdités* » pour celui qui deviendra professeur au collège de France en commençant sa carrière comme secrétaire de R. Aron. F. Fanon sera réduit au statut de personnage à rejeter en bloc, par définition non discutable scientifiquement, ce qui est une remarquable dénégation de l'autre mais aussi de l'être qu'il incarnait.

« Mais je voulais surtout sortir de la spéculation. A l'époque les livres de Franz Fanon, notamment les damnés de la terre, étaient à la mode et ils me paraissaient à la fois faux et dangereux » ; « Ce que Fanon dit ne correspond à rien. Il est même dangereux de faire croire aux Algériens ce qu'il leur dit. Cela les conduirait à une utopie. Et je pense que ces personnes (Sartre et Fanon) ont leur part de responsabilité dans ce que l'Algérie est devenue, parce qu'ils ont raconté des histoires aux

[925] Pour une bibliographie exhaustive, se reporter aux mémoires, thèses et ouvrages publiés sur le réseau Terra renommé Terra-HN. http://www.reseau-terra.eu/

[926] Pour une perspective radicalement opposée, E. Dorlin, E., « La violence comme praxis libératrice : de Frantz Fanon à l'auto-défense. Entretien avec E. Dorlin », in A. Cukier, F. Delmotte & C. Lavergne, *Emancipation, les métamorphoses de la critique sociale*, Bellecombe-en-Bauges, Editions du Croquant, 2013, p. 231-250.

[927] *Conversations avec Bourdieu*, Paris, Editions Amsterdam, 2019, chapitre 4, « Le colonialisme et la révolution. Fanon rencontre Bourdieu », p. 123-146.

Algériens. Du fait de cette irresponsabilité, les textes de Fanon ont quelque chose de terrifiant. Il fallait être mégalomane pour se croire autorisé à dire de telles absurdités »[928].

Et M. Burawoy de conclure après ces citations : « *La position de Bourdieu vis-à-vis du marxisme devient de plus en plus hostile à mesure que l'on passe de Marx à Gramsci et maintenant à Fanon. S'agissant de Fanon, Bourdieu ne prend plus de gants* ». Et le sociologue américain marxiste de la domination d'ajouter, bien avant que Fanon ne s'engage militairement : « *Bourdieu était un observateur scientifique (…) Fanon s'occupant directement des victimes de la violence des deux côtés de la fracture coloniale* ». Nuance polie qui se garde bien d'évoquer les rôles de Bourdieu au sein des élites politico-militaires en Algérie. Que ce soit dans la position du psychiatre, de l'ancien colonisé martiniquais ou de l'engagement auprès des résistants, Fanon était un praticien du colonialisme, quand bien même il en était aussi l'observateur. Ce rapport à la praxis révèle un Noir volontaire, engagé dans la guerre et survivant des combats menés jusqu'en Allemagne, immergé dans les violences coloniales de son propre pays la Martinique pour en sortir les armes à la main. A l'opposé se trouve un normalien, un Blanc parachuté dans un pays où son seul devoir est de faire son service militaire. M. Burawoy ne nous fournit pas la base comportementale de leurs prises de position. La question de l'autonomie relative de l'intellectuel par rapport à ses déterminations antérieures suppose d'avoir préalablement résolu la question antérieure des parcours atypiques de ces grandes figures de la raison critique. Ce sont deux petits-bourgeois ascensionnels mais dont les positions politiques, les engagements concrets seront radicalement opposés. L'un s'engagera pour faire la guerre et l'autre se plaindra de son internat, deux rapports au corps, à l'engagement physique qui vont se distiller dans le rapport pratique des deux intellectuels en situation coloniale extrême puisque immergée dans la guerre. Les discours de P. Bourdieu sont donc davantage à prendre comme des discours ajustés à une fabrication de soi comme retenue, personnage de bureau, producteur unique d'écrits, homme de salon et de compromis, donc un « libéral » de l'époque, là où F. Fanon est l'icône rare de la combinaison entre l'analyste et le guerrier -et déjà ancien combattant de la campagne de France contre les Nazis- affronté directement au combat, à la mort, au corps meurtri, avec la volonté de vaincre par les armes un ennemi catégorisé comme tel. *Combattre en sociologue* de A. Pérez est donc largement un oxymore qui écrase F. Fanon pour doubler la mise avec P. Bourdieu. Si A. Kadri a raison de soulever, comme M. Burawoy, l'opposition de F. Fanon et de P. Bourdieu quant à leur cible privilégiée -les paysans sous-prolétaires dans un cas, les prolétaires ouvriers dans l'autre, on peut prolonger son analyse en observant que le choix des groupes renvoie à un *illusio* orchestré par le capital corporel des deux hommes :

« Cette approche va de fait télescoper, s'agissant du devenir du processus révolutionnaire, celle de Frantz Fanon qui accorde un rôle quasi messianique aux « damnés de la terre », alors que dans la thèse de Bourdieu ce serait le prolétariat confronté au monde moderne en intériorisant ses règles et ses valeurs qui serait le porteur le plus rationnel des transformations sociales, tandis que le sous-prolétariat, le lumpenprolétariat ne pourrait être qu'une force instrumentalisée par les classes dominantes[929].

Le parti des paysans signe l'engagement dans la lutte armée de ceux qui ont tout perdu. Le parti des ouvriers des villes invite à défendre les intérêts « réformateurs » et *pacifiques* de ceux qui

---

[928] Extraits repris de *Choses dites* et d'une interview à James Le Sueur, « Uncivil War », in M. Burawoy, *Conversations avec Bourdieu*, *op. cit.,* p. 123.
[929] A. Kadri, « Pierre Bourdieu. Le temps de l'Algérie », in « L'impensé colonial des sciences sociales », *Tumultes*, 2022/1-2, n°58-59, (139-164), p. 155.

portent le futur capitalisme de la nation algérienne. A. Kadri explique que le grand absent des analyses de Bourdieu, ce sont bien les différentes forces répressives non seulement au principe des violences coloniales et des « regroupements », mais aussi présentes au jour le jour dans l'oppression affectant toutes les dimensions de la survie dans les camps. Sans que cela ne soit dit par M. Burawoy, on a semble-t-il matière à réflexion sur le rapport au corps dans ce qu'il engage comme posture politique et, en contexte colonial, de radicalisation ami-ennemi entre l'auxiliaire des bourreaux appelant à la modération et le guerrier sacrifié traqué donc forcé d'entrer en guerre. Or, à ce jeu, P. Bourdieu fulminera contre les dispositions guerrières de F. Fanon, sorte de lapsus corporel au travers de l'appel à la raison et à la modération. Penser la sociologie critique des dominations dans les sociétés pacifiées où l'engagement physique n'existe pas n'est pas du tout la même chose que la sociologie critique du totalitarisme colonial qui implique localement de prendre les armes, et d'être prêt à mourir, ce que Fanon, ancien guerrier sur les champs de bataille européen, pouvait se permettre de revendiquer en toute légitimité, et d'accomplir sans coup férir, de démission (de son poste de psychiatre à Blida) en missions clandestines pour le FLN depuis la Tunisie ; ce que Bourdieu, acteur académique préparant sa carrière, n'osait même pas imaginer parce que cet engagement n'avait à ses yeux aucun sens. La virulence des propos de Bourdieu contre Fanon n'a d'autre origine que de masquer cette impuissance, cette distance aux prises de risques physiques, ce déni de la seule voie armée possible pour faire déguerpir la France impériale prête à tout avec la légalisation discrète de la torture, des déportations et des massacres. Ayant à la fois en horreur, perché à Normale sup et en philosophie, la violence physique, son étude, et la capacité à la « prendre à bras le corps » pour en découdre, P. Bourdieu cloue au pilori un Fanon qui a été soldat sur les champs de bataille anti-hitlériens tandis qu'il arbore des positions modérées mettant en lumière un réformisme économique « *libéral* » en plein carnage colonial où tant d'Algériens ont donné leur vie pour déraciner l'occupant.

Sans cette guerre civile, avec les horreurs qui sont bien faites pour dénoncer le FLN comme le Hamas, point de libération étatique. Il est facile, rétrospectivement, de dénoncer les dérives d'un Etat qui n'a pas réalisé « l'utopie ». Ce hiatus, entre la guerre de libération nationale et la captation du pouvoir par une caste militaire, féodale ou bourgeoise, avait pourtant été parfaitement identifiée et disséquée par F. Fanon, et cela sans aucune « *utopie* » dans *Les damnés de la terre* ! Alors qu'il trahit sa mauvaise foi, P. Bourdieu aurait dû respecter les engagements totaux de ces femmes et hommes sacrifiés sur l'autel de la liberté. Reconnaître l'héroïsme des autres était-il si compliqué ? Tout ce continent mondial des luttes meurtrières des peuples contre le joug colonial sanguinaire serait donc, d'un revers de main, jeté aux orties parce qu'il serait dit par Bourdieu que ces prises de positions étaient « *terrifiantes* » et « *utopiques* » ? Cette complicité subtile avec une France coloniale, guerrière, et génocidaire du point de vue des négociations à trouver au sein du parti libéral où s'ancrait une minorité d'étudiants et d'écrivains, est-elle impossible à objectiver ? Pourquoi balayer d'un revers de main une analyse nécessaire mais non faite des logiques guerrières seules à même de pousser l'occupant à quitter le territoire ? Pourquoi cet aveuglement sur les formes stratégiques de décolonisation que F. Fanon défendait comme tant d'autres ? Les lapsus et euphémismes tels que « *traditionnalisme pathologique* »[930], « *l'idéologie humanitaire des officiers SAS* », « *les villages de regroupement* », « *acculturation et déculturation* »[931], sont, nous dit M. Burawoy des relents de durkheimisme. Ils

[930] *Le Déracinement*, *op. cit.* p. 19.
[931] *Ibid.*, respectivement p. 24, 25 et 29.

fourmillent dans les écrits sur *Le déracinement* et rendent agréable une lecture en demi-teinte des violences extrêmes subies lors de ces déplacements équivalents à un nettoyage ethnique ; lequel déracinement est d'ailleurs présenté sans aucune description empirique, ce que note M. Burawoy l'ethnographe. La phrase : « *L'officier libéral et paternaliste, relativement rare, s'efforçait de prendre en considération les attentes et les aspirations de la population* »[932] n'est-elle pas la révérence où Bourdieu se perd en tentant d'adresser indirectement, avec mesure, des remerciements aux officiers qu'il a croisés, notamment Ducourneau, son colonel protecteur qui l'a placé dans sa haute place de sociologue au Gouvernement général ? Pourquoi sa socio-analyse si longue et fastidieuse sur l'internat n'a-t-elle pas été poursuivie par celle, beaucoup plus captivante, de sa « négociation interne » lorsqu'il s'est retrouvé au milieu des tortionnaires dans les temps précis où ces militaires torturaient et massacraient tandis qu'il administrait des questionnaires dans les « camps de regroupement », démonstration d'A. Kadri dont nous nous inspirerons ici ? Ducourneau, ami de ses parents, a-t-il cessé d'exister quand Bourdieu est revenu sur Paris ? Du fait des activités exercées par le futur directeur d'études à l'EHESS, un chantage a-t-il pu se mettre en place, forçant Bourdieu à anticiper son rejet du marxisme (notamment autour de Mai 68) tant que le colonel, de son vivant, disposait d'informations précises sur les activités de son protégé pendant et après son service militaire ? Imagine-t-on les militaires, surtout à ce niveau de responsabilité, ne pas avoir un dossier sur Bourdieu alors qu'il avait rédigé des rapports au plus haut niveau ? Imagine-t-on « cinq minutes » Fanon écrire la phrase ci-dessus à propos de « l'officier libéral », lui qui a démissionné de son poste et pris le maquis en subissant le bombardement de sa voiture ? La question qui taraude est celle-ci : d'où vient l'autorité avec laquelle un normalien complice provisoire de l'état-major des armées (EMA) via le cabinet militaire du Gouvernement général, dénonce radicalement l'engagement armé anticolonialiste sans lequel les paysans seraient encore sous la coupe des militaires « *humanitaires* » ? Les collègues admirateurs du professeur au collège de France ne se sont-ils pas interdits de soumettre aux armes de la critique celui qui dénonçait ceux, « *utopiques* », qui prenaient les armes ?

La grande faille d'A. Pérez, unique biographe de P. Bourdieu en Algérie, c'est d'avoir marginalisé cette opposition radicale entre les deux hommes[933] tout en faisant de P. Bourdieu une sorte de petit Fanon engagé ! Et c'est en ayant à l'esprit les deux positions sociales que l'on comprend et que l'on cerne parfaitement bien les prises de position de P. Bourdieu contre Fanon. Alors que M. Burawoy ou F. Cooper ne manquent pas de rappeler les enjeux de l'époque entre les deux penseurs[934], pourquoi un tel lapsus chez le biographe de P. Bourdieu en Algérie en prétendant, qui plus est, que le titre *Combattre en sociologue* vaudrait radicalité de position ? Comment les Editions Agone, connues pour leur engagement et leur honnêteté intellectuelle, ont-elles pu à ce point se fourvoyer[935] ? C'est dire que la sociologie des complicités s'invite dans cet épineux problème du

---

[932] *Ibid*., p. 36. Ou celle-ci : « *Lors même qu'il se nuance de libéralisme humanitaire, l'interventionnisme colonial…* ». p. 38. Est-ce que ce titre de chapitre « *Les regroupements et la crise de l'agriculture traditionnelle* » donne-t-il, dans le titre, le vrai visage de la colonisation en période de guerre totale ? Quelle « *crise* », pourrait-on ajouter ? Une déstructuration intentionnelle sur des décennies, avec spoliations, massacres et humiliations, peut-elle être subsumée sous ce terme de « crise » ? Ne faut-il pas traquer, dans les mots choisis, le « coefficient de perméabilité » au compromis avec les bourreaux colonialistes ?

[933] A. Pérez, *Combattre en sociologue. Pierre Bourdieu et Abdelmalek Sayad dans une guerre de libération, op. cit.*, p. 133. L'auteur évoque en passant Fanon, uniquement pour dire qu'il a été publié par Maspéro.

[934] F. Cooper, « Grandeur, décadence… et nouvelle grandeur des études coloniales depuis les années 1950 », *Politix*, n° 66, 2004, (p. 17-48), p. 19 ; M. Burawoy, *Conversations avec Bourdieu*, *op cit*.

[935] Le livre de A. Pérez commence arbitrairement en 1958, en évacuant précisément les années 1955-1958 ; années cruciales qui expliquent la présence de Bourdieu en Algérie du fait même de son service militaire, qui permettent de faire le lien entre son capital social étatique local et ses capacités à mener des recherches « libres » après ses obligations militaires tout en ayant des appuis dans l'Etat pour les mener à bien : autorisations militaires, protections militaires sur le terrain, financements étatiques et « *thématiques d'études qui sont le fruit de commandes institutionnelles* », ce que A. Pérez reconnait furtivement (*Combattre en sociologue, op. cit*., p. 134) sans jamais tenter de renouer le fil historique des conditions sociales de possibilité de telles enquêtes

« *coefficient de perméabilité* » goffmanien des uns et des autres, de l'un et de l'autre. Et M. Burawoy, parce qu'il est américain et hors des prises du champ académique français et des apories de cour des « écoles » autour des « maîtres », offre une comparaison fructueuse entre Bourdieu et Fanon à propos de l'Algérie et du colonialisme. Il montre que « *cette hostilité surprenante* » au vu de « *la similarité de leurs analyses du colonialisme* » renvoie tout de même à des cadres théoriques différents et des « *divergences importantes, théorie de la modernisation d'un côté, marxisme tiers-mondiste de l'autre* »[936]. Et l'auteur d'ajouter cette analyse qui conforte le point de vue purement social des positions occupées et à venir, reconverties en « positions intellectuelles » :

« Les raisons du mépris de Bourdieu pour Fanon sont à chercher ailleurs, du côté de leurs positions respectives sur la scène politique et intellectuelle française. Bourdieu et Fanon ne se situaient pas seulement de deux côtés différents de la ligne de couleur au sein d'un champ politique algérien déchiré par la guerre mais d'une manière aussi significative, ils occupaient des places opposées au sein du champ politique français. Lorsque Bourdieu revient en France, malgré sa sympathie pour les colonisés, il se positionne en opposition au tiers-mondisme. [Entre] la révolution anticoloniale [et] le soutien intransigeant au régime colonial, Bourdieu a oscillé de manière hésitante entre les deux. Il est significatif dès lors, qu'avec son immersion dans le champ politique français, Bourdieu ait rompu avec ses propres écrits 'révolutionnaires' sur l'Algérie, pour se tourner vers une interprétation complètement différente de la société algérienne. En effet, ses travaux les plus connus sur l'Algérie ne sont pas les plus précoces, mais les traités hautement théorisés que sont *Esquisse pour une théorie de la pratique* (1972), *Le sens pratique* (1980). Fondés sur la construction d'une Kabylie rurale intemporelle et non contextualisée -une mythologie anthropologique s'il en fut- ces deux ouvrages de Bourdieu voient se développer les concepts de capital symbolique, d'habitus, de doxa, de méconnaissance, utilisés pour repeindre la France aux couleurs du fonctionnalisme. La violence physique se trouve ainsi reléguée à la colonie tandis que la violence symbolique est associée à la métropole. Fanon va de la violence symbolique à la Révolution sociale tandis que Bourdieu prend la direction opposée, de la révolution sociale à la violence symbolique »[937].

La « *mythologie anthropologique* » de P. Bourdieu, nous rappelle M. Burawoy, est celle-là même qui évalue tout le tissu des destructions coloniales depuis 1830, en fabricant l'isolat social de la maison Kabyle, de la culture traditionnelle, du rapport au temps englué dans l'urgence de la survie. La vie locale algérienne est repensée pour les besoins du champ scientifique métropolitain, ce qui permet utilement de ne pas s'encombrer d'une sociologie du rapport colonial, peu propice à l'élaboration apaisée d'une carrière qui, dans les années 1960, passait par l'examen des violences symboliques du monde moderne. Entre cette analyse du sociologue américain et la biographie de P. Bourdieu proposée par A. Pérez qui note au passage sans l'expliquer que le Béarnais *« prend ses distances avec le soutien inconditionnel au FLN des milieux anti-colonialistes »*[938], il y a toute la différence entre une sociologie objective d'une position et une hagiographie destinée à euphémiser les points

---

en contexte de guerre où les sociologues comme les journalistes sont écartés des terrains contrôlés par l'armée, ce qui ne sera jamais le cas de Bourdieu.

[936] *Conversations avec Bourdieu, op. cit.,* p. 124-125.

[937] *Ibid*., p. 125-126.

[938] A. Pérez, *Combattre en sociologue. Pierre Bourdieu et Abdelmalek Sayad dans une guerre de libération, op. cit.*, p. 75. Comme si cette minoration ne suffisait pas -que signifie « prendre ses distances » ?- l'auteur ajoute qu'à l'Université d'Alger, « *les partisans de l'indépendance étaient minoritaires* ». p. 109. Toutes ces petites touches participent d'un travail discret mais efficace de lissage du profil de Bourdieu, lequel est ainsi déresponsabilisé d'un côté (les autres non plus n'étaient pas lancés à corps et à cri dans la lutte pour l'indépendance) et responsabilisé de l'autre (il est modéré et cherche à humaniser la situation des Algériens). A un moment pourtant, A. Pérez légitime directement le refus de la posture anticoloniale de Bourdieu et Sayad : « *Le principal enjeu est de sortir de l'impasse des théories « révolutionnaires » qui ne répondent pas aux circonstances complexes auxquelles ils font face en Algérie* ». *Ibid*., p. 111. On ne saura jamais ce que revêtent ces « *circonstances complexes* » ! Surtout, le biographe, sous prétexte d'exposer une controverse d'intellectuels (Memmi, Fanon, Sartre…), fait passer au second plan la lutte concrète, armée, pour sortir du cadre colonial. Or, ce double enjeu expose Bourdieu, à la fois opposé aux positions radicales indépendantistes et hors d'un combat pratique dont il contribue à geler les potentialités indépendantistes en promouvant une troisième voie.

délicats d'une narration composée par un auteur cherchant avant tout, avec son chapitre « *Résister dans l'Algérie en guerre* » (sic), à offrir une image de subversion là où le sociologue organique était pris dans un enjeu de loyauté. D'un côté le couple maman/Ducourneau, dramatisé par ses liens de pouvoir du temps de son service militaire, de l'autre le monde académique dans lequel il doit construire sa place sans trop se mettre en porte-à-faux avec les intellectuels parisiens occupant les places du pouvoir dans le monde académique, à commencer par R. Aron, sociologue de droite qu'il ne fallait surtout pas brusquer, tout au moins avant d'être directeur d'Etudes à l'EHESS. Le discours tendance soft sur la colonisation est surtout un levier pour réfléchir à l'après-colonial en France, avec une comparaison tradition/modernité qui est utilisable localement tout en étant recevable nationalement une fois remonté sur Paris. L'absence de toute sociologie des luttes politico-militaires locales va de pair avec un intérêt pour la « modernisation » des paysans déracinés, certes perclus de souffrances sociales, mais pensés uniquement et utilement sur le versant économique de leur reconversion vers un individualisme arraché au clan et qui doit bien trouver de nouveaux ancrages puisque, dit-il, ces paysans se détestent désormais eux-mêmes et cherchent des djobs en ville, soumis à la « *fabrique de l'habitus économique* »[939]. Plus abstraite encore, précise M. Burawoy, sera la « théorisation » du capital symbolique et de l'habitus, prenant appui sur une essentialisation culturaliste de la culture kabyle afin de fonder tous ses concepts métropolitains. Il y a, dans cette démarche, une répugnance certaine à penser le local algérien, possédé qu'il est à prouver dans son tropisme qu'il peut proposer une exégèse des formes modernes de la domination à partir des formes traditionnelles des pratiques en urgence. Il y a là un grand écart qui mesure le refus d'une implication anticolonialiste dans les enjeux algériens, derrière l'apparence d'études qui semblent leur être consacrés. Pour ne pas rompre avec ses liens sociaux inauguraux en Algérie, pour ne pas être assassiné par les fascistes universitaires, pour ne pas entacher sa carrière par des prises de positions hasardeuses, P. Bourdieu quitte l'Algérie en 1960 tout en proposant par la suite des interrogations qui servent avant tout une sociologie de la métropole. Il suffit de mentionner quelques « ponctuations » de sa trajectoire en zone grise pour prendre pleinement conscience de la dimension du phénomène.

P. Bourdieu commence son service militaire en 1955 et est affecté en 1956 au Cabinet militaire du Gouvernement général, grâce à ce « *colonel Ducourneau ami de ses parents* »[940], au cœur d'un dispositif de propagande active de l'armée qui, rappelons-le, avait reçu les pleins pouvoirs par le gouvernement Mollet :

« Le 13 mars 1957, en pleine « bataille d'Alger », lors de la réunion du comité qui rassemble six officiers supérieurs et cinq hauts fonctionnaires civils, Bourdieu fait des propositions pour la mise au point en commun avec le service psychologique et de propagande, *« d'une brochure indiquant les méthodes et techniques de l'information faisant le point d'un certain nombre de thèmes permanents de propagande se référant à l'œuvre de la France dans ses territoires africains (SLN), ce qui faciliterait l'orientation et les actions locales des autorités locales et leur permettrait d'adapter à ces vues communes les circonstances quotidiennes* ». *Rapport du comité restreint d'action psychologique, Gouvernement général de l'Algérie,* Direction générale des affaires politiques et de la fonction publique, document AV/SG numéro 250 du 18 mars 1957 »[941].

P. Bourdieu n'est donc pas du tout confiné à un rôle secondaire dans la propagande. A. Pérez fabrique un remarquable lissage de ses rôles au point de produire un faux. Il se serait contenté

[939] *ARSS*, n°150, 2003, p. 79-90.
[940] A. Pérez, *Combattre en sociologue, op. cit.*, p. 73.
[941] A. Kadri, « Pierre Bourdieu. Le temps de l'Algérie », in « L'impensé colonial des sciences sociales », *Tumultes*, 2022/1-2, n°58-59, p. 142.

de brasser des données externes, « *des ressources documentaires accumulées tout au long de ses dix-huit mois au Gouvernement général* »[942] ; des soit-disant comptes-rendus sur les « *opinions internationales* »[943]. Il y a là des mensonges flagrants. Il se trouve, sinon au cœur, du moins au sein du dispositif, en proposant des orientations stratégiques aux officiers. Il est physiquement présent dans leurs réunions, après un travail de fond en lien direct avec les attentes des officiers supérieurs de l'armée œuvrant à ce moment précis, comme le rappelle A. Kadri, à une répression féroce contre les Algériens « terroristes » en lutte : « *Il travaille pour le Gouvernement général, à la source des commandes de recherche-action, soit de la quintessence du pouvoir colonial, alors même que ses travaux seront présentés dans une perspective d'objectivation sociologique* »[944]. N'est-il d'ailleurs pas révélateur de cette division sociale du travail entériné en secret par P. Bourdieu, qu'il n'ait jamais objectivé ses années en Algérie ? Lui, féru de sociologie de la sociologie, n'a jamais raconté clairement dans quel service il travaillait, ni ce qu'il devait faire concrètement au milieu des officiers supérieurs. Quelle belle ethnographie cachée du Gouvernement général aurait-il pu proposer dès les premiers numéros d'Actes de la recherche en science sociale ! Tout le travail ethnographique peut être convoqué, depuis les modalités d'entrée, les formes d'interactions, les rôles obligés et les rôles négociés sans oublier les rôles d'initiative. Comment dans le temps ont évolué ces relations ? C'est bien là le cœur de la démarche ethnographique. Quels liens de travail se sont noués avec les uns et les autres ? Rien, absolument rien ne transparaît dans la « biographie » d'A. Pérez. Et, bien sûr, aucun écrit de P. Bourdieu n'éclaire sa vie d'alors auprès des « autorités militaires ». Il faudrait accéder aux archives du Gouvernement général. D'après A. Kadri, sa valeur est si reconnue au sein de ce Gouvernement que les plus hautes autorités politiques et militaires sont au courant de son existence et font appel à lui dans le sens de ses compétences :

« Au cœur du dispositif du comité de la propagande et de la guerre, Pierre Bourdieu propose lors d'une de ses réunions la mise au point de méthodes et techniques de « pacification ». À la demande de Robert Lacoste, il rédige en outre 'le Bourdieu', un rapport sur l'œuvre française en Algérie — véritable manifeste sur la colonisation positive avant la lettre — que la France va présenter aux Nations Unies pour défendre la présence française en Algérie (…) Toute l'ambiguïté de la situation tient au fait qu'il travaille pour le Gouvernement général, à la source des commandes de recherche-action, soit de la quintessence du pouvoir colonial. Au moment de cette collaboration en tant qu'appelé dans le dispositif sécuritaire du gouvernement général, une répression terrible est menée par les parachutistes, plus de trois mille Algériens vont disparaître sans laisser de traces (…) La torture devient une pratique routinière, au su des autorités civiles et du CICR. On peut alors légitimement s'interroger sur les conditions d'exercice du métier de sociologue dans ce contexte, s'interroger sur ce que veut dire faire de la sociologie en situation de guerre »[945] (…) « Les grandes enquêtes menées par ces équipes ont d'abord poursuivi des objectifs politico-sécuritaires. Dans un premier temps, au moment où éclate l'insurrection algérienne, il s'agissait pour le Gouvernement général de se donner les moyens de réprimer et contrôler les populations locales, et dans un deuxième temps, une fois lancé le Plan de Constantine, face à l'endurance de la résistance, de trouver la manière de les rallier et surtout de produire des élites — moyennes, 'indigènes' — de médiation entre ce qui était pensé comme les radicalismes des deux bords, et de les intégrer dans le dispositif de contrôle »[946] (…) « Il s'agissait également de faire émerger certaines élites auxquelles

[942] *Combattre en sociologue, op. cit.,* p. 88.
[943] *Ibid.*, p. 75.
[944] A. Kadri, « Pierre Bourdieu. Le temps de l'Algérie », *op. cit.*, p. 142.
[945] *Ibid.*, p. 142.
[946] *Ibid.* p. 147.

on souhaitait faire jouer le rôle d'intermédiation entre des « ennemis complémentaires » selon la formule de Germaine Tillion qui occulte là aussi les fondements de la violence coloniale »[947].

Or, non seulement ces enquêtes font apparaître la zone grise comme position (intellectuels organiques au service de l'Etat-major des armées dans sa succursale du Cabinet militaire) mais aussi l'auxiliariat comme fabrication d'une zone grise locale. En effet, A. Kadri rappelle avec une lucidité totalement opposée aux euphémismes d'A. Pérez, que l'objectif de ces « recherches » sur la « modernisation » et le basculement de la paysannerie arriérée vers le prolétariat urbain repose sur l'édification, dans la logique du Plan de Constantine, d'une stratégie visant à « *rallier et surtout de produire des élites -moyennes, 'indigènes'- de médiation entre ce qui était pensé comme les radicalismes des deux bords, et de les intégrer dans le dispositif de contrôle* (…) *Il s'agissait également de faire émerger certaines élites auxquelles on souhaitait faire jouer le rôle d'intermédiation entre des « ennemis complémentaires » selon la formule de Germaine Tillion qui occulte là aussi les fondements de la violence coloniale. Ce qui va être au centre des recherches commanditées à partir de 1958, c'est donc la question du travail, celle du logement et de l'éducation mais également de la participation des populations autochtones à une reproduction inclusive de la domination coloniale.* »[948]. Le mouchardage sociologique a pour finalité la production d'élites traîtres faisant perdurer le nouveau colonialisme de « participation ». On ne peut mieux qualifier la tripartition qu'en posant clairement la stratégie d'intermédiation. Dans ce registre, nul mieux que Senghor incarne le chien de garde caché en poète président inféodé à l'Etat français[949]. P. Bourdieu demeurera fidèle à cette position de compromis(sion) puisqu'il s'ancrera dans la lignée des Libéraux « ni-ni » locaux, pendant un temps favorable à l'Algérie française ainsi décolonisée par ces « réformes économiques ». Il est difficile d'imaginer, derrière les mots « déracinement » ou « camps de regroupement », le génocide culturel de plus de 2 millions et demi de villageois dont les habitations ont été détruites, les habitants déplacés puis enfermés dans des camps sous la surveillance des Mokhaznis, sans plus aucune perspective d'avenir, à la limite de la survie. C'est un véritable nettoyage ethnique sans visée raciale mais affectant irrémédiablement le tissu ethnique de ces millions de personnes ayant à jamais perdu le rapport à leur vie sociale, culturelle, économique et politique essentiellement collective, donc potentiellement subversive dans ce qu'elle avait d'altérité radicale du côté du colonisé ; tandis que, dans ces camps, la zone grise s'en donne à cœur joie pour se faire de l'argent sur le dos des « *sous-prolétaires* » comme les appelle désormais P. Bourdieu, évoquant au passage cette zone grise d'élus locaux et de petits fonctionnaires indigènes, « *cette minorité de privilégiés* » « *qui profite de la misère de tous* »[950].

Se faire le collaborateur de l'armée, pendant son service militaire, n'était pas uniquement pure contrainte, même si celle-ci est déterminante. Il ne fallait pas faire de vagues et gérer au mieux cette période délicate en travaillant à l'Etat-major des Armées. P. Bourdieu en était bien sûr parfaitement conscient. A. Pérez le décrit en proie au « *malaise qu'éprouve le jeune normalien, bien conscient*

---

947 *Ibid.,* p. 153. Bourdieu est pris dans une structure de tripartition, avec tout un ensemble d'autres intellectuels, dont les statisticiens et d'autres sociologues : « *Après un séjour d'un an à la Cornell University aux États-Unis, Renaud Sainsaulieu rejoint le LSHA en tant que lieutenant en Algérie pour travailler dans le département psychologique. Il y développe des tests qu'il fait passer aux Algériens pour « mesurer leurs capacités à s'adapter au monde moderne », une de ses études concluant à « une attractivité de la modernité (chez les musulmans) pour des raisons confuses et imprécises liées à une opposition à la pauvreté, permettant une affirmation du moi* ». Portant sur la question de l'information chez les musulmans, une autre étude avait été menée sur un échantillon de 1200 personnes dans de nombreuses SAS (Sections administratives spécialisées). M. H. Davis, « The Transformation of Man in French Algéria : Economic, Planning and the Postwar Social Sciences (1958-1962) », *Journal of Contemporary History,* 2017, vol. 52 (1), p. 83 ». Citée par A. Kadri, *Ibid.*

948 A. Kadri, *Ibid.*, p. 147 et 153.

949 Pour une analyse détaillée des pratiques répressives de Senghor et de ses élites (notamment le massacre de décembre 1963), en faveur d'un statu quo pro-français après les indépendances, S. N'Dongo, *« Coopération » et néocolonialisme*, Paris, Maspero, 1976, p. 54-61.

950 P. Bourdieu, *Le déracinement*, *op. cit.*, p. 138-141.

des enjeux de son travail pour le gouvernement général »[951]. Malaise, mais à quel titre Mr A. Pérez ? Ce malaise devait être d'autant plus éprouvant que, bien loin d'être « *chargé du suivi de l'opinion publique internationale* »[952], Bourdieu participe en pilote à des études pointues sur les « mentalités » des colonisés. Comment se fait-il qu'A. Pérez s'interdise de rentrer dans les détails de son travail, mais plus largement des relations qu'il devait nécessairement entretenir au quotidien autour de ses missions de sociologie organique au service d'un Etat-major soucieux de servir les dominants économiques cherchant à reconvertir ces « forces productives » ? Alors que l'auteur s'emploie d'entrée de jeu à placer P. Bourdieu et A. Sayad du côté de ceux qui mobilisent un « *savoir subversif* » (chapitre 1 de la première partie), comment peut-il écrire cela tout en évoquant rapidement son « *service militaire au siège du gouvernement général à Alger* »[953] ? Contradictions pitoyables qui ne devraient pas exister en sociologie critique. L'auteur plante le décor de la neutralisation en annonçant qu'en 1954, « *rares sont les intellectuels 'français' qui remettent en cause publiquement le colonialisme (…) L'indépendance reste alors impensable* »[954]. Cette mauvaise foi, identifiable au silence qui entoure le nom de Fanon dans le livre d'A. Pérez -alors que M. Burawoy en fera l'axe central de sa discussion sur le colonial en Algérie en comparant les postures des deux hommes- permet de faire accroire à la normalité du point de vue réformateur de Bourdieu, aligné comme Camus et bien d'autres, sur le maintien de l'Algérie française au sein d'un nouveau contrat « libéral » avec les Algériens. En effet, P. Bourdieu et A. Sayad vont appartenir au centrisme réformateur, s'opposant au moins jusqu'en 1958 à une guerre d'indépendance au sein de laquelle les paysans ne seraient pas prêts à changer de chefs politiques. A. Pérez, sur ces années cruciales de collaboration avec les militaires, « botte en touche » et nous parle des états d'âme de P. Bourdieu, dans une première section intitulée « *le sentiment d'être exilé et isolé en milieu militaire* »[955]. Au lieu de s'interroger sur les rôles attribués au sociologue au siège du pouvoir militaire, le biographe dessine un portrait psychologique abstrait du jeune appelé perdu. Or, « *un colonel béarnais ami de ses parents* »[956] va le propulser sur la scène de la zone grise en comptant sur lui pour briller dans les analyses que le jeune normalien est censé produire pour le plus grand bien de l'Algérie militarisée. A. Pérez n'en dit mot. Il se contente sobrement de mentionner que, « grâce » à cet appui dont probablement il se serait bien passé -la vraie question est qui a contacté le colonel Ducourneau ? Ses parents ?- il se retrouve dans un poste actif au sein de la direction du service de l'information du cabinet militaire du Gouvernement général. L'unique mention de son travail sur « *l'opinion publique internationale* » est un mensonge. P. Bourdieu, avec A. Sayad, vont mener de nombreuses enquêtes sociologiques auprès des paysans enfermés dans les centres de regroupement pour proposer des enquêtes sur leur nouvelle culture prolétarienne. Ils y vont, « protégés » par des détachements de Mokhaznis tandis qu'ils « administrent » des questionnaires et font leurs « observations », moins sur la structure des camps de « regroupement » que sur l'avenir probable de ces futurs ouvriers des villes. Si l'intellectuel organique P. Bourdieu est contraint, pendant son service militaire, à être provisoirement « aux ordres », avait-il la possibilité de demeurer bidasse de second rang sans exercer une fonction d'auxiliaire zélé ? Certainement. Il avait renoncé à faire l'école des officiers, il aurait pu « faire le mort » en demeurant un « rampant » sans aucune responsabilité, ce qu'il fut un temps sur une base aérienne[957]. Il a donc participé activement à sa

[951] A. Pérez, *Combattre en sociologue, op. cit*., p. 78.
[952] A. Pérez, *Ibid*., p. 75.
[953] *Ibid*., p. 35.
[954] *Ibid*., p. 59-60.
[955] *Ibid*., p. 70.
[956] *Ibid*., p. 73.
[957] *Ibid*., p. 71.

« promotion » au Cabinet militaire du Gouvernement général piloté par Robert Lacoste. Pour le dire autrement, il a accepté de suivre le colonel Ducourneau dans une entreprise totalitaire dont il faut présenter plus généralement le système organisé de zone grise coloniale.

Plusieurs sous-couches de tripartition sont mises en place dans les territoires colonisés. On peut distinguer deux grands secteurs, le mental et le physique, le culturel et le guerrier. Il va de soi que Bourdieu occupe le premier secteur. Et Fanon luttera contre le premier comme le second en participant à une contre-offensive symbolique (ses écrits) et physique (son engagement militaire aux côtés du FLN). Rappelons comment fonctionnent la zone grise armée dans l'espace colonial. Deux types de forces armées se singularisent localement : les civils mobilisés et les militaires. Dans *Le colonialisme oublié*, qui se focalise sur le système plantationnaire caribéen, le passage en revue des civils (commandeurs, domestiques, élus, affranchis propriétaires d'esclaves) va de pair avec l'examen des troupes (milices organisées d'esclaves comme de Mulâtres). En Afrique, ce sont les troupes armées qui priment. Depuis la seconde colonisation débutée après la période napoléonienne, les Français ont systématiquement recouru aux troupes auxiliaires.

« L'un des poncifs de l'histoire coloniale veut que tout le mal de la conquête soit venu des 'auxiliaires' africains. L'historien français remet les choses au point. Qui étaient ces 'auxiliaires', ces 'tirailleurs' ? Des guerriers 'libres' recrutés contre promesse de butin et de pillage ; et surtout de très nombreux esclaves. Vendus, écrit Suret-Canale, contre reçu et signature d'un 'acte de libération', le malheureux captif était censé, après avoir été 'libéré', s'être engagé 'volontairement'. De gibier, il devenait chasseur'. Tabler sur la brutalité de ces auxiliaires, nous reconnaissons là l'une des modalités d'application du 'diviser pour régner' si cher au pouvoir colonial »[958].

En Mélanésie française, pour l'essentiel la Nouvelle-Calédonie, le système armé était lui-aussi particulièrement étoffé, mais uniquement au niveau policier.

« Le phénomène (les évadés du Bagne) prend une réelle ampleur entre 1880 et 1884, moment où le bagne se disperse dans l'ensemble du territoire. En 1883, plus de 9 % des forçats en cours de peine tentent l'aventure. Celle-ci, pourtant, est désespérante. La brousse, inconnue, leur est hostile et n'offre guère de ressources. Les uns sont vaincus par le manque de nourriture et reviennent d'eux-mêmes au pénitencier, mendier leur ration quotidienne. Les autres sont rattrapés par la très redoutable police kanak, payée pour les poursuivre. Cette dernière se venge sur ces Blancs déchus, comme si ceux-ci servaient d'exutoire à la haine accumulée contre les Français[959] (…) La composition du peuplement européen, l'économie du territoire, l'atmosphère même qui règne dans l'île, sont largement modelées par la présence du bagne. Celui-ci s'impose comme le principal producteur de la colonie, le plus gros propriétaire foncier, le plus important pourvoyeur de main-d'œuvre. Il sécrète un climat de contrainte, de violence, de peur et de force qui pèse lourdement sur l'ensemble des communautés. Il s'en remet aux Kanaks pour poursuivre les évadés et surveiller les condamnés. Il s'appuie sur les industriels et les colons libres pour exploiter ses « travailleurs forcés »[960].

Plus perfidement encore, ces forces de police ou ces corps d'auxiliaires de l'armée coloniale sont intimement associées au travail de division entre les Kanaks eux-mêmes :

---

[958] S. N'Dongo, *'Coopération' et néo-colonialisme*, Paris, Maspéro, 1976, p. 26-27.
[959] I. Merle, *Expériences coloniales, op. cit.*, p. 184-185.

[960] *Ibid.*, p. 201.

« Le Kanak insaisissable justifie les exactions, l'incendie des plantations et des maisons. Les soldats mènent une guerre qui vise à affamer les populations tout en refusant de dire son nom. Ceci ne fait pas tout à fait partie de « l'art de la guerre » tel qu'ils le conçoivent, mais comme le souligne le Moniteur de la Nouvelle-Calédonie : « Il ne peut être question de tactique militaire en face de sauvages ». Ainsi est arrêté dès les années 1850 le principe des expéditions qui, sans faire un nombre important de victimes, sèment la désolation et la famine sur leur passage. Pour mieux contrôler le pays, le gouverneur ordonne la construction d'un certain nombre de postes militaires et crée en 1857 une compagnie indigène qui « rend de très grands services ». Mais l'armée française utilise surtout à son avantage les divisions et les rivalités qui déchirent la société kanak. Les expéditions de Ponérihouen, en 1864, sont menées avec des auxiliaires de la région et des gens venus de Canala et Houaïlou. Les attaques dans les environs de Gatope, en 1865, sont soutenues par des Mélanésiens de Koné. En 1869, le grand chef Gondu trouve la mort sous les tirs et les coups des guerriers Ounouas. Ces derniers rallient les colonnes françaises pour se venger des mauvais traitements qu'il leur avait infligés. Les contentieux entre chefferies et les soutiens qu'apportent certaines d'entre elles à la cause du conquérant, constituent l'arme la plus sûre contre toute tentative de résistance mélanésienne »[961].

Dans ce cadre colonial indissociable de la mobilisation de zones grises, d'auxiliaires, les acteurs sociaux sont poussés à collaborer. Ce loyalisme, invisible dans la fonctionnalité des routines de la division sociale du travail durkheimien, devient éminemment visible en période de guerre ou de domination coloniale, du fait de la polarisation en blocs. Le rôle des intellectuels organiques, notamment, est de huiler le dispositif, de le justifier, de le rendre beau ou, à tout le moins, moins brutal qu'il ne l'est. En période de guerre, le chien de garde qui, ici, défendait la démocratie libérale au temps du Nizan métropolitain, devient, là, un libéral appelant les camps à « dialoguer », à faire des efforts en vue de compromis. Fabriquer une classe moyenne bourgeoise algérienne capable de mettre au travail les paysans déracinés reconvertis dans la nouvelle économie capitaliste du Plan de Constantine, mobilise ainsi toutes sortes de troupes, dont les intellectuels organiques. P. Bourdieu mène avec A. Sayad des entretiens avec des prisonniers des camps d'internement (anciens paysans déracinés) protégés par les *Mokhaznis*, deux figures juxtaposées de collaborateurs fabriqués par l'Etat colonial, le secteur mental et le secteur physique. Capital guerrier et capital culturel constituent localement les deux faces complémentaires du fonctionnement colonial. Cette conduite peu éthique en science sociale est en partie effacée par le travail du temps. Ils ne publient qu'en 1964 leur étude commanditée, sans doute pour faire taire, nous dit A. Kadri, les mauvaises mémoires. En 1964, en France, l'heure était à la société de consommation et aux trente glorieuses. Personne n'écrivait plus à l'époque sur l'Algérie, pourtant retournée dans le tout nouveau visage de l'impérialisme : l'utilisation des paysans déracinés pour abreuver les multinationales françaises de prolétaires soumis, enfermés dans les sonacotras pilotés par les anciens cadres administratifs de l'Algérie[962]. Bizarrement, P. Bourdieu ne poursuivra pas cette recherche sur la modernisation des comportements des Algériens pris dans le choc des civilisations. Ils devenaient vraiment des prolétaires et sous les vieux habits culturels de la paysannerie, ils commençaient leur toute nouvelle aventure dans les bras du capitalisme. P. Bourdieu aurait pu avoir là un magnifique terrain prolongeant, au-delà des mers, ses diagnostics quant au modelage des nouveaux habitus « modernes ». L'arrêt total de ses recherches sur les transformations de la mentalité traditionnelle,

[961] *Ibid.*, p. 126-127.
[962] Se reporter aux deux thèses de C. Hmed et de M. Bernardot.

alors même qu'il retrouvait à Paris et en région parisienne les flots de ceux qui s'entassaient dans les bidonvilles d'Alger et d'ailleurs, signe là comme un enterrement de quelque chose.

Autrement dit, alors que les travaux de Fanon portaient exclusivement sur l'aliénation et la lutte, en ayant d'ailleurs des visions prophétiques sur la « collaboration » des élites africaines avec les anciens colons après les indépendances -ce qui constitue en fait l'impérialisme moderne- Bourdieu objectivait les *transformations* coloniales à l'œuvre dans le cadre de pratiques totalitaires non prises pour objet (les massacres, les destructions de villages, les déplacements forcés des villageois) ; et ce avec d'autant plus de facilités qu'il pouvait prétendre s'adosser aux villages encore debout des zones que l'armée n'avait pas détruites. Il rendait compte *des effets sociaux* sur la société algérienne d'une occupation et d'une répression militaire qui engendraient aussi des nouvelles couches sociales dans l'ordre capitaliste, notamment des masses « sous-prolétaires » qu'il fallait « moderniser » et qui allaient devenir ces masses de prolétaires venues dans les bidonvilles et échouées désormais dans les cités de banlieue dégradées. En particulier, nous dit A. Kadri, il était mandaté pour offrir des solutions au problème du « *déracinement* » (sic) de ces masses paysannes afin de savoir si elles pouvaient être reconvertibles dans le salariat moderne. Le point de vue de A. Kadri est bien sûr très éloigné de celui d'A. Pérez, la position de Bourdieu comme intellectuel critique tombant à plat face à de telles révélations. Le silence de Bourdieu, notamment dans sa piètre autobiographie consacrée presqu'exclusivement à son internat, est moins intéressante du point de vue de ce qu'il a accompli que du point de vue de la fabrication sociale du silence. Pourquoi l'article de Kadri ne sort-il qu'aujourd'hui ? Pourquoi les Bourdieusiens n'ont-ils jamais objectivé la trajectoire de l'auteur du métier de sociologue prônant l'objectivation du sujet de l'objectivation ? Comment concrètement le monde scientifique issu de la période coloniale s'est empressé d'oublier cette période-là ? Car au-delà de P. Bourdieu, combien d'autres chercheurs, professeurs et intellectuels ont-ils eu des parcours équivalents en Algérie ? Là encore, la perspective en termes de scandale et d'effroi fait partie de l'objet dès lors que l'antinomie résistance/collaboration est posée. Le FLN arguait d'ailleurs que la terreur était un préalable indispensable pour geler les prétentions des « *collaborateurs* » « et *raffermir la discipline nationale* »[963]. On l'aura compris, la mise en perspective de P. Bourdieu n'a d'intérêt que dans l'opposition structurale à Fanon. Fanon éclaire la trajectoire de P. Bourdieu, même si le jugement n'a pas sa place ici. Il ne s'agit aucunement d'une accusation ou d'une dénonciation -dans la lignée de l'avertissement de Primo Lévi- mais d'une recherche de qualification d'un positionnement en période de guerre, la collaboration se dessinant distinctement dans le rapport pratique au monde : l'engagement dans la guerre pour Fanon, la sociologie organique pour P. Bourdieu. A. Kadri pose la question : Etait-ce de la sociologie ? Etait-ce une position banale ? P. Bourdieu a pris le parti de mener une sociologie appliquée en fonction des attentes de l'armée alors qu'il avait les moyens de demeurer à une position silencieuse et subalterne pendant son service militaire. Et il a crucifié Fanon en tant que modèle antithétique de son propre comportement, de son propre consentement. C'est parce qu'il était un refusant que Fanon éclaire la position de Bourdieu comme soumis aux normes coloniales, y compris dans sa « façon » d'accepter un « travail » sociologique orienté dans le sens des intérêts d'une élite coloniale cherchant des collaborateurs.

[963] M. Giraud, « Portée et limites des thèses de Frantz Fanon sur la violence », in *Mémorial Frantz Fanon, 31 mars-3 avril 1982*, Paris, Présence africaine, 1984, p. 81-93.

D'ailleurs, le déroulement même de l'enquête de terrain prête à conséquence. P. Bourdieu et A. Sayad se rendent dans les centres de rétention avec l'appui de gardes armés algériens au service de l'ordre colonial : « *On peut en effet s'interroger sur les conditions de la conduite des entretiens dans des espaces qui constituaient tout de même des camps de rétention, où les enquêteurs étaient accompagnés de Mokhaznis (gardes armés) comme l'a mentionné Said Bouhadja, l'un de ceux qui ont introduit et accompagné l'équipe d'enquêteurs (…) Comment penser que des paysans déracinés, surveillés, contrôlés par les SAS, vivant sous des menaces continues, en attente de subsides alimentaires aléatoires (certains camps ont connu des débuts de famine et de surmortalité d'enfants et de personnes âgées), pouvaient se prêter de manière sereine, avec le poids des contraintes de survie développées dans les camps, aux questions d'enquêteurs perçus sinon comme étant envoyés par les autorités, du moins en ayant leur autorisation et leur confiance* ? »[964]. Et A. Kadri de se demander, fort à propos, pourquoi Bourdieu a attendu plusieurs années avant de publier les résultats de cette enquête, comme s'il avait eu besoin d'effacer les conditions pratiques de sa réalisation. C'est bien ce jeu d'agent double qui explique ce retard dans la publication, la première position critique ayant eu lieu en 1960 à l'occasion de la publication d'un article dans *Esprit* :

« Dans l'intervalle, tout de même long, qui va de 1955 à 1960 il développe ses travaux pionniers dans des contraintes majeures, au fond jamais explicitées. Et ce n'est pas la publication de ces travaux, qui a lieu pour l'essentiel bien après la fin de la guerre, qui pourrait clarifier davantage le double statut de leur production, de connaissance sociologique mais également de soutien à des politiques publiques de maintien de la domination coloniale, voire de répression »[965].

Proposer une analyse sans concession est une chose. Remettre en cause tout un système de représentation perdurant jusqu'à aujourd'hui, dans le sillage d'A. Kadri, c'est forcément susciter les critiques les plus virulentes contre le « traître » -à savoir nous-même- qui ose « franchir les limites ». Or, le traître n'est-il pas justement l'intellectuel « citoyen du monde » qui à l'époque sert les intérêts de l'armée ? Dans un ouvrage apologétique, Tassadit Yacine couvre d'éloges le « maître ». Un des entretiens -réalisés avec des personnes l'ayant fréquenté dans sa « période algérienne »- mené avec André Nouschi[966], atteste de cette « soporifiquation » du réel. On passe du déni[967] des collègues (ne pas parler de ses positions en Algérie, évoquer rapidement « le service militaire », etc) à la dénégation de celles et ceux qui savaient fort bien qu'il avait été affecté au Cabinet militaire, tout en élimant tout risque de dérapage :

André Nouschi : Les Libéraux estimaient que les guerres coloniales étaient hors de saison. Ils étaient liés à Mendès France (…) Bourdieu était paumé, surtout qu'il appartenait au Cabinet de Lacoste. Et, pour moi, le Cabinet de Lacoste.

Tassadit Yacine : Méfiance…

AN : Je savais qu'il faisait partie du cabinet militaire dirigé par le colonel Ducourneau. Vous pensez bien que je n'allais pas me livrer.

TY : Et lui, comment il s'en sortait ?

---

964 A. Kadri, « Pierre Bourdieu, le temps de l'Algérie », *op. cit.,* p. 151.
965 *Ibid*., p. 156.
966 Y. Tassadit, *Pierre Bourdieu en Algérie (1956-1961), op. cit*., p. 23-48.
967 Pour un exemple idéal-typique, citons A. Accardo qui fut membre de l'équipe de Bourdieu sur le terrain à Collo, dans les « centres de regroupement » : « *Nous ne manquions pas d'expliquer à nos interlocuteurs que notre enquête n'avait aucun rapport avec l'armée et que nous étions complètement indépendants du pouvoir militaro-administratif* ». *Ibid*., p. 74.

AN : Il était très prudent. Il ne s'est jamais dévoilé. Il n'osait pas dire tout haut ce qu'il pensait tout bas. Il était au Cabinet, puis à la fac, mais pas avant 58. Il est arrivé fin 55.

TY : Et les prises de position des intellectuels français ?

AN : Ils étaient regardés à Alger comme des doux rêveurs.

TY : C'est justement ce qui a fait dire à Bourdieu que les positions des intellectuels français étaient utopistes, et je crois qu'on ne lui pardonne pas. Est-ce que vous partagez cette opinion ?

A. Nouschi ne répond pas à la question sur Bourdieu et se contente de dire que cette position des intellectuels en faveur de l'indépendance « *procédait d'une analyse lucide* », ce qui constitue une façon courtoise de s'opposer au libéral Bourdieu.

TY : Je reviens maintenant à la question du début. Quand on est attaché au Cabinet militaire comme l'était Bourdieu, qu'est-ce qu'il incombe de faire ?

Cette question reprend tout mon propos sur le rapport ethnographique à un groupe dans lequel on se trouve plongé en tant qu'étranger et devant cette éthique de la responsabilité propre au sachant face à des bourreaux.

AN : On rédige d'abord les papiers du commandant. On lit des livres et on lui fait des notes. On révise les circulaires, on rédige des rapports.

Mauvaise relance de Tassadit Yacine ! C'était pourtant un boulevard pour creuser la question de l'intellectuel organique au plus près de ses fonctions.

TY : Et Bourdieu était heureux de ces fonctions ?

On voit bien que T. Yacine ne demande pas quelle était la nature de ces rapports, thème qui se situe au cœur des découvertes d'A. Kadri. Le lien entre le rapport pour l'autorité militaire et le « renseignement » ou « la propagande » n'est pas envisagé. Le rôle de l'intellectuel organique n'est pas du tout inventorié. L'auteure se contente de formuler une vaseuse question émotionnelle. Et A. Nouschi, à son tour, botte dans le vide de façon scandaleuse au regard du rôle de l'intellectuel.

AN : C'est une position relativement neutre (sic). Il valait mieux être là que d'aller crapahuter dans le bled (sic). C'était un lieu d'observation important. Je pense qu'il a dû ramasser pas mal d'informations (sic).

C'est une analyse totalement absurde qui passe sous silence le rôle central de l'intellectuel comme conseiller technique qui peut aider à donner des armes symboliques à l'Etat-major dans son combat pour gagner les âmes. Bourdieu participait au travail de conception de la propagande à partir d'analyses méticuleuses des Algériens. Tout cela est passé sous silence, grâce à une comparaison avec le rôle du soldat qui réalise un hors-sujet grandiose. Et au lieu de centrer l'analyse sur ce qu'il pouvait apporter à l'armée, A. Nouschi inverse l'ordre des choses en se demandant ce qu'il a pu collecter comme document !! Ce passage illustre un cas exemplaire de dénégation qui ressemble à un mauvais cauchemar ou un film policier dans lesquels un juge offense le sens de la justice, un policier refuse de « voir » les preuves. Appartenir à un Etat-major, en période de guerre, de tortures, d'horreurs dont « les camps de déportation » rappelle A. Nouschi en nommant ainsi ce que Bourdieu qualifiera toujours de « camp de regroupement » dans *Le déracinement*, signe la confiance que les plus hauts officiers témoignaient à l'égard de P. Bourdieu, du fait du lien quasi-

familial entre le colonel Ducourneau et sa famille. Au-delà de cette fidélité passive, le chercheur a été sollicité très directement pour apporter son concours à cette guerre. Ses rapports ont été nombreux, ses missions sur le terrain sans doute protégées par l'armée avant qu'il ne le soit encore du temps de son travail en poste à la faculté d'Alger. Le déni comme la dénégation servent le projet de taire le rôle de zone grise dans un contexte explosif où il n'était pas le seul -on sait le rôle du PC dans le vote des pleins pouvoirs- à abdiquer son indépendance d'esprit[968]. Le plus incroyable aura été sa faculté de dissimuler toute sa vie ces rôles d'auxiliaire (zélé ?) de l'Etat-major des armées. Tout se passe comme si personne, ni dans ses ennemis, ni dans ses amis ou collègues, n'avait osé s'en prendre au « maître ».

Il suffit encore de lire les passages où G. Mauger[969] convoque les concepts bourdieusiens du sens pratique en les faisant jouer alternativement et abstraitement, pour penser la trajectoire de P. Bourdieu, sur le monde paysan béarnais ou sur la situation algérienne, hors de toute contextualisation morphologique : écrasement par la symétrie des objets que Bourdieu utilisera aussi dans son entretien avec Tassadit Yacine. En refusant de cerner le cadre social où opère le chercheur -ici un ordre pluraliste relatif, là un système totalitaire- G. Mauger omet de rendre compte *des variations de régime politique*, et notamment *les obligations militaires* de P. Bourdieu. Ces dénis presque délirants ou schizophréniques, font comme si le scientifique se déplaçait librement sur ses « terrains d'enquête » en pleine guerre coloniale, comme s'il n'était pas affecté par les places qui lui ont été assigné en fonction du cadre politique et plus exactement des injonctions militaires. Il est d'autant plus lié « au service de la propagande » que le colonel Ducourneau, Béarnais comme lui, parvient à le placer dans le Gouvernement général, auprès de Michel Gorlin, direction du service de l'information[970]. A aucun moment, dans l'ensemble de la littérature consacrée au « maître » par les disciples inscrits dans un déni catégorique, n'est pointée l'importance de *la place* occupée par P. Bourdieu à son arrivée en Algérie, citoyen perdu effectuant son service militaire en tentant au mieux de perdre le moins de temps possible. Jeune enseignant écrasé par la machine militaire lui intimant l'ordre de bosser pour elle, il n'avait guère le choix étant donné qu'il avait renoncé à faire jouer du capital social pour demeurer sur Paris, ce qu'il regrettera après coup. Il a la chance d'être placé dans un bureau où il lui sera possible de mener des recherches… pour l'armée. G. Mauger, d'une naïveté sidérante, parle ainsi des « *premières enquêtes en Algérie* » sans rien dévoiler des contextes et sans rien dire des conditions pratiques des « *terrains algériens* »[971]. Tous les collègues sont pris « la main dans le sac » dans un ouvrage collectif à prétention biographique rendu peu de temps après sa mort. J.C. Passeron lâche au passage, dans un article de plus de 80 pages (!), et uniquement dans une parenthèse (!) « *le long et pénible service militaire en Algérie* »[972] ; P.Vidal-Naquet rapporte uniquement les livres « *où il montrait que l'Algérie rurale avait été déracinée. Sur l'Algérie encore, l'article sur la maison kabyle* »[973] ; J. Revel qui ne dit mot de l'Algérie mais insiste sur le fait qu'il « *n'a cessé de revendiquer, chacun le sait, une sociologie de la sociologie qui est au cœur de son effort critique* (sic) »[974] ; A. Bensa qui, connaissant parfaitement la logique totalitaire du colonialisme sur les Kanaks et le poids des

[968] Lucien Bianco évoque un certain Le Meur pour aborder la question de la loyauté ou de la résistance : « Et surtout, que devions-nous faire ? Refuser de servir comme Le Meur ou participer à une guerre coloniale ? ». Entretien avec Lucien Bianco, Y. Tassadit,, *Pierre Bourdieu en Algérie (1956-1961), op. cit.*, p. 49-65.
[969] G. Mauger, *Avec Bourdieu. Un parcours sociologique, op. cit.,* p. 42-43.
[970] A. Pérez, *Combattre en sociologue, op. cit*, p. 74-75.
[971] G. Mauger, *Avec Bourdieu. Un parcours sociologique, op. cit.,* p. 42.
[972] « Mort d'un ami, disparition d'un penseur », in P. Encrevé & R.M. Lagrave, *Travailler avec Bourdieu, op cit.*, p. 50.
[973] *Ibid.*, « Souvenirs à bâtons rompus », *op. cit.*, p. 94.
[974] *Ibid.*, « Une histoire qui n'existe pas », *op. cit*, p. 108.

recherches complices dans le sous-champ colonial institutionnellement fabriqué par l'Etat républicain depuis la fin du XIX[e] siècle[975], ne dit pas un « traître mot » sur la situation particulière de la recherche en situation coloniale en Algérie. Finissons ici -la liste n'est pas finie- avec L. Boltanski qui est le plus prolixe mais qui n'en révèle pas moins un refus catégorique de placer Bourdieu dans sa position de serviteur obligé de l'Armée française. Il a le mérite de commencer son article par l'Algérie :

« C'est en Algérie, au cours d'un service militaire imposé par la guerre, puis prolongé par un poste d'assistant à la faculté d'Alger (mais toujours pendant la guerre ce que L. Boltanski omet de rappeler) que P. Bourdieu découvre la sociologie. Face à l'horreur que lui inspire la situation dans laquelle il s'est trouvé (moralisme abstrait versus conceptualisation bourdieusienne des positions bizarrement absentes ici) malgré lui plongé (apprécions le « malgré lui » qui préfère l'imposition militaire à l'examen serré des services rendus), il se saisit (illusion du volontarisme bien loin de la sociologie alors qu'il travaille sur commande militaire…) de la sociologie comme d'une ressource (…) Premier résultat concret de cet effort (encore le déni de la position externalisant la sociologie en mettant à la place une psychologie de comptoir), la publication en 1958 d'un petit livre, apparemment modeste, un « Que sais-je ? » : Sociologie de l'Algérie. Ces premiers pas (toujours l'abstraction en lieu et place d'une analyse des pratiques concrètes) dans la sociologie empirique (et toujours rien sur le soutien militaire dans ses déplacements dans les camps de regroupement) jouent dans l'élaboration de sa pensée un rôle déterminant. D'abord par les rencontres dont elles sont l'occasion. Notamment celle d'Alain Darbel, administrateur à l'INSEE, alors en poste en Algérie (faux il fait son service militaire avec les mêmes fonctions que Bourdieu, mener des rapports pour l'Etat-major des armées, l'EMA) qui l'introduira à la statistique »[976].

Ces postures perdurent puisque les thuriféraires dominent encore, au Croquant ou chez Agone, pour cacher une réalité qui, au fond, ne peut pas vraiment desservir un jeune appelé normalien sans pouvoir, instrumentalisé par des appareils qui broyaient qui ils voulaient. P. Bourdieu a été un éminent stratège car, sur le dos de son rôle officiel, il a pu publier un ouvrage et commencer l'édification de son capital symbolique. Son protecteur, R. Aron, satisfait par les résultats engrangés en Algérie, lui fera rapidement gravir les marches du pouvoir universitaire.

Pour finir, ne faut-il pas aussi mentionner une force sociale qui poussait à la collaboration ? Pendant la guerre d'Algérie, les intellectuels, dont les chercheurs, savaient qu'ils pouvaient être tués, torturés ou renvoyés en France[977]. Qui peut effectivement savoir si l'on aura le courage de risquer sa peau ? La notion de collaboration constitue une question sociologique indépendamment de ses usages moraux et politiques dramatiques en situation de guerre. Comme le dit fort justement P. Lévi : « *Il serait imprudent de prononcer précipitamment un jugement moral. Il faut poser clairement comme principe que la faute la plus grande pèse sur le système, et qu'il est toujours difficile d'évaluer le concours apporté à la faute par les collaborateurs individuels, grands et petits. C'est un jugement que nous voudrions confier uniquement à ceux qui ont eu la possibilité de vérifier sur eux-mêmes ce que signifie le fait d'agir en situation de contrainte* »[978].

---

975 O. Lecour Grandmaison, *La République impériale, op. cit.*, notamment ses analyses sur la création des « sciences coloniales » portées par des « Académies des sciences coloniales ».
976 « Usages faibles, usages forts de l'habitus », in P. Encrevé & R.M. Lagrave, *Travailler avec Bourdieu, op. cit.,* p. 153.
977 Sur ces arrestations, tortures ou mises à mort d'Universitaires, y compris de psychiatres ayant travaillé à Blida auprès de F. Fanon, D. Macey, *Frantz Fanon. Une vie,* Paris, La Découverte, 2011, p. 311 et 369.
978 P. Lévi, *Les naufragés et les rescapés*, *op cit*., p. 43.

3/ Fanon dans la zone grise

▲▼

L'aliénation ne concerne pas que P. Bourdieu dans cette affaire coloniale. Frantz Fanon fut l'un des tout premiers intellectuels antillais à objectiver cette aliénation dans *Peau noire masque blanc*. Pourtant, il en est lui-même l'objet. C'est un thème limite. Sartre, comme Fanon, fustigeaient les passifs et les spectateurs, les blablateurs universitaires et la gauche molle. F. Fanon dira : « *Tout spectateur est un lâche ou un traître* ». Ce à quoi un universitaire antillais répondra, lors d'un colloque international qui lui était consacré : « *un lâche et un traître* »[979]. La position d'un universitaire français blanc n'est pas la même que celle d'un universitaire antillais, sur une île au sein de laquelle, presque tous les universitaires se sentent prisonniers de « l'Etat colonial français », expression qui est d'ailleurs utilisée par tous les congressistes en 1982 (ce qui est beaucoup moins le cas aujourd'hui dans le discours public universitaire). La question de la traîtrise est banale pour eux et se situe au cœur des thèmes évoqués pendant ce colloque, puisque Fanon symbolise un engagement total qui dramatise le sens des appartenances sociales en situation de guerre coloniale en Algérie. Pour autant, Fanon aura été tout de même rattrapé par la tripartition, ce que les pages qui suivent tentent de démontrer.

Il s'agit de montrer comment la ligne de partage entre l'intellectuel et l'aliéné n'est pas là où on la pense toujours, tout en sachant pertinemment que Fanon est et demeure un rebelle politique fondamentalement honnête ayant payé de sa vie son engagement pour les colonisés ; on le sait, en faveur des colonisés algériens. L'idée est de montrer le poids du colonial dans les esprits chahutés par cette culpabilité associée à la trahison, y compris chez le pourfendeur antillais des compatriotes enfermés dans la révérence à l'égard des colons. C'est d'une certaine façon tenir ici le challenge optimal à propos de la sociologie de la complicité. Fanon, autant par sa formation médicale que du fait de son malaise personnel, va taire son appartenance sociale, ses origines familiales, sa trajectoire sociale. Dans sa socio-analyse, ses tergiversations et ses imprécisions prouvent le terrible fardeau de la collaboration traversant les familles noires acculturées et, par là, porteuses d'une socialisation des enfants véhiculant le respect des valeurs des « Blancs »[980]. Ses ouvrages révèlent des ambiguïtés, des contournements, des allusions, des demi-teintes masquant finalement cette difficulté à affirmer l'existence d'une forme de traîtrise des classes moyennes métissées dans l'espace colonial. Avancer que tous les Noirs sont aliénés est une chose, une chose passive et victimaire, même si le ton est rude quand il en rend compte. Dire, de manière active, qu'un groupe s'est particulièrement illustré dans le travail de collaboration, est beaucoup plus difficile à exprimer, surtout quand ce groupe ou ces acteurs spécifiques intègrent d'une façon assez directe sa propre famille. C'est dans ce déplacement du curseur que la ligne de partage découpe Fanon en deux. Un Fanon qui voit et un Fanon qui ne peut pas voir. L'analyse globale sur « les Noirs » demeure possible quand le déni des zèles mulâtres et de toutes celles et ceux ayant courtisé le Blanc colon recouvre une analyse bien trop globalisante.

Une chose est importante à préciser d'entrée de jeu. Fanon compare la situation antillaise avec les mêmes outils conceptuels que les marxistes anti-impérialistes. Il qualifie les « départements d'outre-mer » de terres sous emprise coloniale, même après 1948, quand tant d'historiens et de

---

[979] Mémorial international, *Frantz Fanon, 31 mars-2 avril 1982, Fort de France*, Paris, Présence africaine, 1984, p. 43. Intervention de Roland Thesauros, président de l'Université Antilles-Guyane.
[980] *Le colonialisme oublié, op. cit.*

sociologues/politistes clameront que la fin de l'esclavage signe la fin officielle du colonialisme. Il n'hésite pas à parler de « *forces d'occupation* », même s'il est vrai qu'il faudra attendre son engagement dans la guerre civile algérienne pour qu'il lance un regard lucide sur la « *trahison nationale et sociale* » des élites[981], et sur les « *traîtres, des vendus* »[982] ? Cela nous plonge dans la version la plus responsable de la complicité, identique à celle de la guerre de 39/45 plaçant les collaborateurs d'un ordre totalitaire comme des êtres criminels à tuer. On est dès lors bien loin, en tous les cas, du format juridique « apaisé » du département que tant d'universitaires français utilisent encore en chiens de garde patentés[983]. Mais il ne faut pas surinterpréter le penseur des luttes indépendantistes. A l'époque de *Peau noire masque blanc*, le penseur antillais produit un premier cadre conceptuel sur la collaboration qui est encore largement emprunt de doutes et de malaises. C'est l'empreinte perverse consistant à « mouiller les victimes » qui se mire dans les hésitations et le floutage involontaire des propos de l'éminent intellectuel critique.

Penser Fanon, c'est nécessairement parler des opprimés. Or, l'apport de *Peau noire masques blancs*, consiste plus précisément à inventorier un complexe d'infériorité des Antillais de couleur, reprenant à son compte sans les nommer ou sans les connaître les analyses des sociologues noirs des USA. L'aliénation se situe au cœur de son analyse, tandis que les *Damnés de la terre* se penche sur la condition sociale du colonisé en Algérie. L'examen des formes d'aliénation culturelle par un colonisé devenu chercheur constitue ainsi à la fois une analyse scientifique et une auto-analyse. Dans le processus même par lequel Fanon démontre l'aliénation des colonisés, transpire un non-dit qui aide à penser un déni renvoyant à une difficulté à auto-objectiver sa propre position sociale, laquelle renvoie à la position objective d'un groupe dans l'ordre socio-racial de la domination coloniale. Il s'agit juste d'inventorier la gêne du rebelle, laquelle nous ouvre les portes d'un système colonial dont le fonctionnement repose sur la participation de certains opprimés à l'oppression de tous les autres opprimés, notamment les élites noires maillon intermédiaire dans l'oppression coloniale. C'est cette inversion aberrante de position qui constitue ce que primo Lévi appelait la zone grise à propos des camps de concentration. Ce mécanisme-là a été consubstantiel au fonctionnement de l'économie politique plantationnaire dans les colonies. Or, dans ses œuvres, Fanon n'en dit pas un mot. *On va donc montrer comment l'écrivain révolutionnaire s'arrange avec l'histoire pour ne proposer de l'aliénation qu'un cadre abstrait et individualiste (« l'Antillais », « le Noir », « le Nègre ») valant indistinctement pour tout colonisé*. L'aliéné cache le collabo. L'aliéné collabo de Fanon dissimule la pleine participation active des élites intermédiaires mulâtres.

---

981 *Les Damnés de la terre, op. cit.*, p. 183.

982 *Ibid.*, p. 150.

983 Les collègues des laboratoires des Antilles comme les chercheurs « hexagonaux » recourent encore et toujours au format « départements d'Outre-mer ». En 2023, un séminaire de recherche, le premier du genre, est consacré aux questions de « l'Outre-mer » sans qu'aucune interrogation sur le choix des termes ne soit proposé à la réflexion. Continuer à parler de situation coloniale suscite l'embarras voire la répulsion. Les Thuriféraires de l'ordre impérial utilisent toutes sortes d'arguments. Le point de vue serait daté, comme si les approximations de jadis amalgamaient l'amateurisme scientifique avec la vindicte militante. Le livre *Les métropolitains à la Martinique*, publié en 2022, parle longuement du néo-colonialisme. Présenté dans un laboratoire de la Martinique, il a reçu les plus vives critiques de la part de « collègues » soucieux de démolir la scientificité du propos mais sans jamais accepter la controverse autour des courants théoriques sur ce thème. C'est dans la population antillaise que la réception a été normale, ce qui en dit long sur la réalité de l'opposition entre les « Mulâtres » traîtres qui siègent avec les Métropolitains dans le champ académique local et les « Nègres » prolétaires opprimés qui vivent au quotidien la réalité de l'oppression. La tripartition est originellement un concept forgé pour penser la triade « Békés, Mulâtres, Nègres » dans l'espace plantationnaire esclavagiste totalitaire caribéen. Le niveau alarmant de pauvreté -équivalent du Brésil pour la Nouvelle-Calédonie- dans « les Outre-mer, le maintien des groupes socio-raciaux de jadis, le monopole des terres par les Békés, l'absence de tout sens critique de la classe politique mulâtre, la répression sanglante de tout soulèvement, comme celui des militants indépendantiste de Guadeloupe en 1967, le maintien des structures économiques agricoles, doublées d'aides « structurelles » françaises ou européennes destinées à geler le cadre économique néo-plantationnaire, relatent autant de dimension pérennes de cette oppression, tandis que le chômage structurel avoisine les 70 à 80 % chez les jeunes des ghettos tout autour de Fort de France.

Si l'on veut bien sortir de l'évidence de l'oppression, des effets immédiats de l'exploitation coloniale, sortir aussi d'une sorte de sidération qui nous rend forcément admiratif du rebelle à la vue d'un destin dont le courage qui s'est exprimé tout au long de sa vie, alors on peut proposer un point de vue purement sociologique d'un auteur qui non seulement en était éloigné, mais qui d'une certaine façon l'a dénié. On peut parler de la négritude, du colorisme, du racisme, de l'écrasement des colonisés noirs ou arabes, mais on peut en parler aussi en oubliant des choses majeures. Fanon paradoxalement fabrique un immense déni dans l'acte d'occuper un terrain largement fondé. Ce qu'il ne dit pas dit à la fois beaucoup de choses sur la réalité socio-raciale des Antilles tout en rendant en partie obscure son analyse emprunte d'un philosophisme psychiatrique de l'aliéné global.

3.1 Déni et tripartition : la complicité dans les « oublis » de l'analyse de la domination coloniale.

Identifier un tiers, cela revient à penser l'auxiliaire dominé qui entre dans le service du dominant. Dans l'ordre colonial, le tiers se double chez Fanon, de la dimension phénotypique, c'est le Noir/Nègre qui aime le Blanc. Dans *Peau noire masque Blanc*, c'est un mouvement négatif d'emprise culturelle, un complexe d'infériorité s'organisant autour du mimétisme, un inauthentisme[984]. Car, hors de toute ontologie, « *le noir n'a plus à être noir, mais à l'être en face du Blanc. Les Nègres, du jour au lendemain, ont eu deux systèmes de référence par rapport auxquels il leur a fallu se situer (…). Le Noir, chez lui, au XX^e^ siècle, ignore le moment où son infériorité passe par l'autre* »[985]. L'internalisation de la haine de l'autre légitime sous la forme d'un complexe d'infériorité, maître mot de Fanon, est un complexe qui se joue en pratique, dans la volonté d'être reconnu par le Blanc. Et c'est parce que le « Blanc » ne reconnait pas le « Noir » à la hauteur des ambitions du Noir que ce Noir est alors stigmatisé et peut chercher à se venger. Ce sera le cas de Fanon qui, en lâchant « *Le beau Nègre vous emmerde madame* »[986] dépasse sa honte mais dispose désormais d'outils, de supports, d'expériences, pour penser « *la honte et le mépris de moi-même* »[987]. L'enjeu est ici de montrer que ce que Fanon pense être une expérience universelle du « Noir/Nègre » est en fait l'expérience d'un affranchi représentant une certaine catégorie socio-raciale.

Le discours de Fanon n'est pas toujours explicite. Parfois il globalise la condition « Nègre » (le mot est utilisé de manière interchangeable avec Noir tout au long de l'ouvrage) : « *le cinquième chapitre que j'ai intitulé 'l'expérience du Noir', est important à plus d'un titre. Il montre le nègre en face de sa race* »[988]. « *Le Noir se comporte différemment avec un Blanc et avec un autre Noir* »[989]. « *Par delà l'Antillais, nous visons tout homme colonisé* »[990] ; « *Le nègre doit, qu'il le veuille ou non, endosser la livrée que lui a faite le Blanc* »[991]. Parfois, il avance de manière alambiquée une complexité non développée « *L'expérience nègre est ambiguë, car il n'y a pas un nègre, mais des nègres* »[992]. Parfois, les propos sont, dans les mêmes phrases, antinomiques et on ne peut plus commenter une contradiction énigmatique : « *Le Noir veut blanchir*

---

[984] D. Macey, *Frantz Fanon. Une vie, op. cit.*, p. 184.
[985] *Peau noire masque blanc, op. cit.,* p. 108-109.
[986] *Ibid.*, p. 112.
[987] *Ibid.*, p. 114.
[988] *Ibid.*, p. 30.
[989] *Peau noire masque blanc, op. cit.*, p. 33.
[990] *Ibid.*, p. 34.
[991] *Ibid.*, p. 47.
[992] *Ibid.*, p. 130.

sa race »[993] ; « *Le Noir veut être Blanc* (… ET)….*Le Blanc est enfermé dans sa blancheur. Le Noir dans sa noirceur (…) Des Noirs veulent démontrer aux Blancs coûte que coûte la richesse de leur pensée* »[994].

Dans l'ensemble, pourrait-on dire, ce qui domine, c'est l'identification de l'aliénation, l'Antillais ne saurait être nègre : « *A vingt ans, l'Antillais s'aperçoit qu'il vit dans l'erreur. Pourquoi cela ? Tout simplement parce que l'Antillais s'est connu comme nègre, mais par un glissement éthique, il s'est aperçu (inconscient collectif) qu'on était nègre dans la mesure où l'on était mauvais, veule, méchant, instinctif. Tout ce qui s'opposait à ces manières d'être nègre était blanc. Il faut voir là l'origine de la négrophobie de l'Antillais (…) D'où, en Martinique, l'habitude de dire d'un mauvais blanc qu'il a une âme de nègre* »[995]. L'aliénation vient alors saisir le jeune Antillais dans ce « *glissement de l'imposition culturelle (où) le glissement éthique ne rencontre pas d'obstacle* »[996]. Fanon endosse l'aliénation et fait sienne une identité rapportée à une masse d'Antillais aspirant à se blanchir. Dans ce mouvement il évoque le racisme antillais à l'égard des Africains, l'Antillais rejetant alors « le nègre » qui ne peut être que le Sénégalais porteur des tares. Fanon est l'enfant issu d'une famille de « petits Mulâtres » adorateurs de la France qui a intériorisé cette culture où le « *nègre c'est le Sénégalais, l'Africain* ». « *Nous avons connu et nous connaissons encore des Antillais qui se vexent quand on les soupçonne d'être sénégalais* » (…) « *C'est que l'Antillais est plus évolué que le Noir d'Afrique* »[997]. Enfin, à côté de ce diagnostic, le discours de Fanon se fait de temps en temps politique, en invalidant toute revendication de couleur : « *Nous estimons qu'un individu doit tendre à assumer l'universalisme inhérent à une condition humaine* »[998].

Fanon veut endosser l'étiquette Noir/Nègre comme dans un procès d'exorcisation qui vise à se faire entièrement posséder par le Blanc pour ensuite le rejeter radicalement. Cette posture est celle d'un habitus mulâtre devenant un révolutionnaire. Tout se passe comme s'il créait un groupe fictif de colonisés entièrement marqués par la même expérience afin, en l'objectivant, de s'en débarrasser. En centrant sur l'expérience et non sur les prises de position en fonction des positions, il écrase les spécificités de la stratification coloniale et néocoloniale. Cette prise de conscience provient d'abord d'une expérience de « possession ». Pris, comme d'autres Antillais assimilés, dans ce schème de la détestation du « Nègre », donc se pensant Noir sans problème donc Blanc, il va prendre en pleine figure le rejet du Français en allant migrer en France alors qu'il idéalise totalement la migration[999]. Ce don de soi est dramatiquement un don de vie puisque Fanon est volontaire pour aller faire la guerre en Europe. Tout son projet phénoménologique retraçant son expérience vécue de jeune mulâtre donnant sa vie pour la France (il a même été grièvement blessé et a été décoré) consiste à requestionner cet orgueil trahi et meurtri qui devient sa pensée analytique en « schéma épidermique » comme il dit. La moindre remarque, même élogieuse, est prise par lui comme une offense. Car il n'est pas « *petit-nègre* »[1000] : « *Ce que nous affirmons, c'est que l'Européen a une idée définie du Noir, et il n'y a rien de plus exaspérant que de s'entendre dire : 'Depuis quand êtes-vous en France ? Vous parlez bien le français'* »[1001]. Fanon, le petit bourgeois mulâtre cultivé du lycée Schoelcher de Fort de France, ne peut supporter cette infantilisation que les dominants blancs adressent au Noir comme s'il était un être qui devait toujours attendre du Blanc un jugement bienveillant car émanant d'une sorte de

[993] *Ibid.*, p. 26.
[994] *Ibid.,* p. 27.
[995] *Ibid.,* p. 175.
[996] *Ibid.*, p. 176.
[997] *Ibid.*, p. 40.
[998] *Ibid.*, p. 28.
[999] *Peau noire masque blanc, op. cit.,* p. 36-37.
[1000] *Ibid.*, p. 47.
[1001] *Ibid.*, p. 48.

juge supérieur paternaliste pouvant toujours, de haut, juger les performances des inférieurs. C'est son orgueil de « maître de la culture française en tant que Noir » qui est ainsi raboté jusqu'au silence. Tout ce travail pour être rabaissé au statut du « nègre banania ».

Dans cette prise de conscience, Fanon vole en quelque sorte au secours de tout son peuple en se persuadant en tous les cas comme tel. La confusion des termes Noir/Nègre vient alors servir un projet de contestation de cette aliénation que le psychiatre annonce sous la forme d'une psychologie, d'une clinique. Lui a les outils, le capital culturel, pour penser la dialectique infernale du colon possédant son congénère sous l'emprise de cette réduction. Le projet politique et analytique de *Peau Noire masque Blanc* forme un tout. Ce qui évacue la question de sa place dans la migration, dans la capacité à mener des études, à se retrouver à Lyon. Dans ce processus, la structuration socio-raciale de la Martinique est non pensée. Si l'on réintroduit de manière objectiviste le Nègre, c'est pour en inférer une position sociale. Fanon l'écrase en lui faisant jouer un rôle identique à celui de Noir, le colorisme permettant le dualisme Blanc/noir dans une analyse essentiellement raciale puisque l'intellectuel antillais reproche l'économisme marxien comme l'ethnocentrisme de la psychanalyse. Fanon veut et peut se penser noir ou nègre alternativement alors que ce n'est pas du tout la même chose. Et ce qu'il écrit pour le Seuil en 1951 est impensable dans la tête des Noirs demeurés aux Antilles qui vivent eux, dans la vie de tous les jours, avec les mots de la tripartition, nègre pour tout en bas, mulâtre pour classe moyenne, Béké pour blanc dominant local. Le métropolitain est alors appelé le « Blanc-France ». Dans l'ensemble de la littérature consacrée à Fanon en provenance de Martiniquais, uniquement un intellectuel antillais pose le constat selon lequel cette réalité est masquée par Fanon, ce qui est pour le moins rarissime[1002] :

« Fanon tente de différencier le processus d'aliénation selon qu'il se rapporte aux intellectuels ou aux travailleurs manuels (il dit bien intellectuels et pas mulâtres). Pour les premiers, l'aliénation se révèle souvent un moyen de 'se déprendre de leur race' par l'appropriation de la culture européenne, alors que les seconds sont touchés 'en tant que victimes d'un régime basé sur l'exploitation d'une certaine race par une autre'. Il est dommage que cette relativisation des phénomènes d'aliénation par le conditionnement social s'en tienne à ce constat. L'approfondissement de l'analyse dans une telle optique aurait sans doute aidé à comprendre en quoi les rapports respectifs au procès d'aliénation dérivent des places et fonctions de chacun dans le procès matériel de la production et de la reproduction sociales. Autrement dit, au-delà du schéma fanonien, il importe d'apprécier dans quelle mesure l'appartenance de classe détermine les modes d'aliénation. Mon hypothèse à ce sujet, quant aux Antilles, est qu'autant la bourgeoisie que la petite bourgeoisie de couleur constituent des agents actifs de l'acculturation assimilationniste, autant les masses laborieuses, prolétariat comme paysannerie, la vivent comme une forme subie de l'oppression coloniale »[1003].

Deux enseignements fondamentaux sont à tirer de cette analyse. D'une part Fanon n'a pas pensé les groupes socio-raciaux dans *Peau noire masque blanc* (alors que *Les Damnés de la terre* oppose radicalement le sous-prolétariat et la bourgeoisie), se privant de l'analyse des groupes intermédiaires qui contribuent à la production de la couleur comme maléfice. D'autre part, et cela montre bien la différence avec la société capitaliste à la Bourdieu où prime l'effet de méconnaissance et reconnaissance, les dominés sont beaucoup moins aliénés que les classes moyennes et supérieures noires/mulâtres, plus proche du modèle français. Bref, dit de façon abrupte, Fanon le petit

---

1002 Si on se reporte à l'usage de Fanon par A. Mbembe par exemple, nul commentaire critique de son œuvre n'apparait. *Critique de la raison nègre*, Paris, La Découverte, 2013.

1003 A. Blérald, « Culture et politique en situation coloniale dans l'œuvre de Frantz Fanon », in *Mémorial Frantz Fanon, 31 mars-3 avril 1982*, p. 140-153.

méritocratique mulâtre se prend pour tous les Antillais, même si « la culture créole » est aussi interclassiste (nourriture, musiques caribéennes dont la béguine, pratiques magico-religieuses). Mais il n'est pas sociologiquement un pauvre vivant dans la ceinture de bidonvilles entourant Fort de France, un dominé noir, un prolétaire noir, l'opprimé des plantations ou des usines sucrières, le djobeur des petits boulots précaires typique de l'impérialisme économique moderne dit « salariat informel ». En amalgamant tous les Noirs et en les subsumant sous la figure d'une expérience vécu commune, Fanon fabrique une identité collective fictive.

En fait, deux hypothèses peuvent être formulées. D'une part, il ne peut lutter sur deux fronts. Il tente de mettre en lumière le mimétisme du noir et ne parvient pas, dans la même analyse, à distinguer des positions différenciées dans le travail de légitimation gramscienne. D'autre part, il se pense dans PNMB comme un acteur social plein de bonnes intentions qui, fasciné par un imaginaire du Blanc (et de la blanche, avec cette pratique consistant à aller coucher avec une femme blanche dès l'arrivée au Havre) va en quelque sorte se retrouver dans l'expérience du migrant au terme d'une série d'épreuves. L'assimilé en quête de reconnaissance sur le territoire français rencontre l'humiliation, la désillusion, la colère (« *Le nègre vous emmerde madame* »), et, plus encore, les faux encouragements qui exacerbent son refus d'endosser le regard raciste ou faussement bienveillant (tu parles bien pour un Antillais) du colonialiste. Comme les travaux de E. Goffman l'enseignent, le stigmate facilite le dédoublement et finalement, la conscience de soi ; socle à partir duquel Fanon va élaborer peu à peu une multitude de consciences : professionnelle, politique, etc ; et aussi, pour notre bonheur, la conscience scientifique puis le révolté mondialement connu.

C'est son expérience personnelle qui est posée dans *Peau noire masque blanc*, ouvrage inclassable d'auto-analyse mélangée avec de la philosophie et de la psychologie qui tiennent à peine sa colère. Il passe de l'hypercorrection inculquée dans sa famille (rejet du créole et des attitudes du nègre) à l'hypersensibilité de l'adulateur giflé qui alors analyse son aliénation dans le mouvement de la prise de conscience du racisme. Si l'on articule les deux hypothèses, on peut dire que l'acharnement à objectiver une aliénation redoublée par l'épreuve du racisme ne pouvait lui laisser la possibilité d'une analyse interne de son propre groupe. A la différence de F. Frazier, lequel a mis un autre acharnement à objectiver les façades de respectabilité de la bourgeoisie noire issue des plantations, F. Fanon tenait à débroussailler une dépendance. Dans le jet inaugural de sa libération intellectuelle, il ne pouvait offrir en quelque sorte des armes à l'ennemi en dévoilant la corruption spécifique d'un groupe collaborateur. Il faut avoir à la conscience cet impensé de classe sociale chez Fanon dans sa relation aux Antilles. Mais comme les rêves ou les actes manqués, le masque mulâtre refait surface sans cesse. Et c'est le mulâtre, le dominant noir humilié, qui va alors déteindre dans *Peau noire masque blanc*, autorisant une sociologie de l'aliénation qui vaut pour une grande partie des colonisés ayant été assimilés. Alors que tout intellectuel antillais connait parfaitement la tripartition nègre/mulâtre/béké, symptomatiquement, Fanon ne parle jamais -sauf à une reprise mais sans aucun intérêt analytique- de cette structuration de la société antillaise. *Peau noire masque blanc* parle uniquement de l'Antillais martiniquais, du Noir, du Nègre. La tripartition est donc à chercher dans le non-dit comme dans les traces éparses du dit.

3.2 Le mulâtre collaborateur dans l'ordre colonial : schème binaire et ternaire dans le jeu des auxiliaires

Ce déni est révélateur de ce que le colonial a fait et que Fanon ne peut dire ouvertement sans s'en prendre à tous les « auxiliaires » mulâtres qui tiennent le système colonial avec les Békés. Pourquoi est-ce un tel déni, est-ce aussi difficile ? Non seulement parce que sa famille est en jeu dans cette analyse. Bachelier, étudiant, chose rarissime pour les prolétaires noirs des Antilles dans les années 1950, il doit au capital familial la possibilité de s'exiler en France. Mais plus profondément encore parce que l'ordre colonial a fabriqué des traîtres, des collaborateurs au sens de complices à l'ordre totalitaire. Les affranchis blanchis sont demeurés proches des maîtres et certains sont devenus eux-mêmes propriétaires d'esclaves, environ 20 % de la masse des opprimés au début du XIX^{e} siècle. Et pendant la première moitié du XIXe siècle, ils ont lutté activement contre les « nègres » pour avoir des droits politiques avec les Békés avant 1848, c'est le cœur de ma recherche Le colonialisme oublié, à savoir le déni et la dénégation organisés dans les musées locaux que C. Chivallon a aussi étudié.

Le Blanc a fabriqué un Noir aux ordres, un Noir affranchi assumant le maintien de l'ordre, la chasse aux marrons, la délation, la reproduction de la structure esclavagiste au travers notamment de la reproduction de la plantation avec des esclaves noirs, l'admiration mimétique, bref une collaboration coloniale dans presque tous les compartiments de l'action sociale. Fanon ne retient que l'aspect superficiel et culturaliste de la langue française, ou des femmes courant après le Blanc. Dans PNMB, Fanon réduit toutes ces différences socio-raciales de pouvoir et fabrique un objet imaginaire du Noir humilié que la fusion de la psychologie et de la politique rend possible. Il se redéfinit en Antillais à la fois Nègre/race et Antillais contre les Nègres/Africains, amalgame qui nous permet tout de même d'entrer dans la réalité de la collaboration grâce à la sociologie préalable des structures socio-raciales dans toutes les Amériques noires.

Le propos de Fanon est d'entrée de jeu pris dans ce qu'il dénonce. Le Noir humilié révèle en fait autre chose, il révèle le Noir pris dans le jeu colonial de l'adhésion ambivalente au monde blanc fait d'attirance vers le dominant et de stigmatisation de ce dernier. Fanon nous le délivre principalement selon un schéma binaire. Une aliénation globale qui, prenant la partie pour le tout, est celle du groupe des affranchis embourgeoisés participant au fonctionnement de l'ordre colonial puis néocolonial. Il serpente, entre déni et colères, toujours en pointillé, entre le dualisme du Noir/blanc et l'évocation plus nette de ce groupe d'intermédiaires complices du système colonial tout en étant marginalisés. Dualisme et schéma ternaire. Il faut donc partir des Blancs et des Noirs dans l'ordre colonial. Fanon ne parle pas de post-colonial comme Bayard et tant d'autres. Il parle d'ordre colonial, pour les Antilles comme pour l'Afrique dite indépendante. Il parle d'occupant, de « *forces d'occupation* »[1004].

En premier lieu le schéma dualiste qui structure son premier ouvrage : *« Le noir n'a plus à être noir, mais à l'être en face du Blanc* »[1005]. C'est dualiste. Le nègre qui aime le Blanc de manière globale, cela se voit encore distinctement ici : « *Nous comprenons maintenant pourquoi le Noir ne peut se complaire dans son insularité. Pour lui, il n'existe qu'une porte de sortie et elle donne sur le monde blanc. La rétractation du moi en tant que processus de défense réussi est impossible au Noir. Il lui faut une sanction blanche »*[1006]. En second

[1004] *Les damnés de la terre, op. cit.*, p. 269.
[1005] *Peau noire masque blanc, op. cit.*, p. 108.
[1006] *Ibid.*, p. 61.

lieu, cette vision dualisée de la collaboration s'ajuste comme en surimpression avec une vision ternaire. Il précise : « *Le Martiniquais ne se compare pas au Blanc, considéré comme le père, le chef, Dieu, mais se compare à son semblable sous le patronage du Blanc* »[1007]. Ici, la tripartition est posée. Elle est posée comme différences entre Noirs sous la lumière de la participation, de la collaboration. Quel est donc ce semblable dont il ne parle pas en le réduisant à cette abstraction de « semblable » ? Pourquoi ne pas être plus précis alors même qu'il énonce une différence entre noirs ?

On le verra plusieurs groupes sont détachables, mais en aucun cas ils ne renvoient aux mulâtres comme bourgeoisie noire au sens de J. Frazier[1008], G. Heuman[1009] ou O. Paterson[1010].

Quels sont alors ces groupes ternaires dans le répertoire en pointillé de Fanon ? Dans *Les Damnés*, il sépare les intellectuels colonisés du peuple, les premiers pensés dans *« la phase de conscience en train de se libérer. Retrouver son peuple, c'est se faire bicot, se faire le plus indigène possible, se couper les ailes qu'on avait laissé pousser. Lorsque les colonialistes qui avaient savouré leur victoire sur ces assimilés, se rendent comptent que ces hommes que l'on croyait sauvés commencent à se dissoudre dans la négraille, tout le système vacille. Chaque colonisé gagné, chaque colonisé qui était passé aux aveux, symbolise le manque de profondeur du travail accompli. Chaque colonisé qui repasse la ligne est une condamnation radicale* »[1011]. Il y a en fait trois phases dans cette libération de l'aliénation coloniale pour les intellectuels noirs. « *Dans une première phase, l'intellectuel colonisé prouve qu'il a assimilé la culture de l'occupant* »[1012]. Il est important de souligner chez lui l'usage du terme « Occupant », un lexique qui rapproche la colonisation de la situation de guerre, celle qui a été oubliée en 1830 puis dans les années de la république impériale. La collaboration s'invite structuralement au débat de par l'homologie de situation. La guerre contre les Allemands est une invasion qui produit des sujets français auxiliaires du nazisme, de la même façon que la colonisation en Algérie produira ses auxiliaires harkis, mokhaznis, sans oublier les délateurs et autres petits kapos informels. Fanon ne voit pas cela. Il poursuit sa vision de la tripartition uniquement dans cette projection abstraite vers des intellectuels. « *C'est la période assimilationniste intégrale (…) Dans un deuxième temps, le colonisé est ébranlé et décide de se souvenir. Mais comme le colonisé n'est pas inséré dans son peuple, comme il entretient des relations d'extériorité avec son peuple, il se contente de se souvenir* ». Ici c'est toute la littérature dite créole, Confiant, Chamoiseau que le révolutionnaire anticipe dans son déroulement à venir. Mais surtout, Fanon pense cette extériorité de manière abstraite, sans étudier les groupes d'assimilés extérieurs au peuple, en les subsumant sous l'appellation « *un chien de nègre* »[1013]. Il poursuit : « *Dans la troisième phase, dite de combat, le colonisé va secouer le peuple. Il se transforme en réveilleur du peuple* »[1014] pour se faire « *le porte-parole d'une nouvelle réalité en actes* »[1015].

Dans *Les Damnés de la terre*, Fanon aggrave si l'on peut dire sa vision dualiste. Quand il parle des colonisés, rien de mal ne peut venir d'eux. La relation entre l'élite locale maghrébine et l'élite des colons est abordée comme un dialogue : « *Pendant la période de décolonisation, certains intellectuels colonisés ont établi un dialogue avec la bourgeoisie du pays colonialiste* »[1016]. Mais « *la population autochtone est*

1007 *Ibid.*, p. 194.
1008 *Bourgeoisie noire*, Paris (trad.) Plon, 1955.
1009 G. Heuman, *Between Black and White : Race, Politics and the Free Colored in Jamaïca, 1792-1865*, Wesport, Greewood Press, 1981.
1010 O. Patterson. *The Sociology of Slavery. An Analysis of the Origins, Development and Structure of Negro Slave Society in Jamaïca*, Londres, Mac Gibbon & Kee, 1967.
1011 *Peau noire masque blanc, op. cit.,* p. 267.
1012 *Ibid.*, p. 268.
1013 *Peau noire masque blanc, op. cit.*, p. 267.
1014 *Ibid.*, p. 268.
1015 *Ibid.*, p. 269.
1016 *Les damnés de la terre, op. cit*, p. 74.

perçue comme masse indistincte ». Il réduit la zone grise aux *« universitaires »*[1017], à « *l'intellectuel colonisé* »[1018]. « *Pour assimiler la culture de l'oppresseur et s'y aventurer, le colonisé à dû fournir des gages. Entre autres, il a dû faire siennes les formes de pensée de la bourgeoisie coloniale* »[1019]. Rien n'est dit à propos de la collaboration économique, politique, le partage du pouvoir, le rôle d'auxiliaire dans l'armée, le travail administratif, les liens matrimoniaux.

Fanon pense le traître dans la généralité d'une masse, et, de temps en temps, on a, à côté de ce dualisme du mimétisme, la spécificité de certaines fractions (souvent non formulée comme telle mais insistante à l'image des intellectuels colonisés dont on vient de parler). On a des surgissements, dans PNMB ou DT, du tiers, ce noir détaché du Noir et qui est plus blanc que d'autres noirs. Voire pire, je cite : « *Le peuple qui au début de la lutte avait adopté le manichéisme du colon les blancs et les noirs, s'aperçoit qu'il arrive à des Noirs d'être plus blancs que les Blancs et que l'éventualité d'un drapeau national n'entraîne pas automatiquement certaines couches de la population à renoncer à leurs privilèges ou à leurs intérêts* » ; « *Certaines fractions de la population possèdent des intérêts particuliers qui ne recouvrent pas toujours l'intérêt national* » ; « *La trahison n'est pas nationale, elle est sociale. Il faut apprendre au peuple à crier au voleur » face « à un autre appareil d'exploitation* »[1020]. Fanon ne parlera jamais clairement de cette bourgeoisie noire inféodée de multiples façons aux Békés et à l'Etat français. Cela affleure en pointillés dans cette excroissance des Noirs privilégiés. Dans les deux cas, la collaboration comme tripartition est là. Le masque blanc oscille entre aliénation de la masse (pas de classe dans PNMB), et de l'autre, dans cette tripartition qui singularise des portraits spécifiques plus aboutis, la femme courtisane du Blanc, le plus riche défendant ses intérêts dans la colonie, l'intellectuel assimilé qu'il incarne dans le portrait de Jean Veneuse.

Le dualisme l'emporte pourtant dans son œuvre sur le schéma ternaire et c'est ce qui fait de lui un tribunitien plus qu'un sociologue, un psychologue doublé d'un leader. Mais il nous ouvre des portes sur l'aliénation, la collaboration, l'assimilé, le mimétique adorateur dans un cadre structural clair, celui de l'ordre colonial. La rupture épistémologique est là, l'approche est une pierre à l'édifice, celui de la zone grise, des formes de participation des dominés à la domination. Il nous aide à saisir ce dédoublement qui n'est jamais un cela va de soi, une socialisation. C'est une traitrise dans une occupation. Et il pense aussi bien le diagnostic que le pronostic au travers de son analyse des mécanismes de libération contre « *les forces d'occupation* »[1021].

3.3 Figures de la tripartition

Le Kapo est d'abord celui qui singe le Blanc. Il le singe en s'appropriant son langage, en parlant parfaitement français. C'est à l'école que tout se joue. Tous les centres administratifs français sont des lieux du bien parler français et y parler créole est interdit. Dans la cour, on parle créole, en classe français. C'est la réalité encore aujourd'hui. Sauf que là ou au temps de Fanon, le parler créole était dénoncé, désormais les élèves se moquent des enseignants métros en créole. La situation

[1017] *Ibid.*, p. 77.
[1018] *Ibid.*, p. 79.
[1019] *Ibid.*, p. 79.
[1020] *Ibid.*, p. 182-183.
[1021] *Ibid.*., p. 269.

est identique dans tous les Dom-Tom. Ce mécanisme convie l'école dans la fabrication de l'habitus du jeune antillais. Fanon prend ses distances avec la psychanalyse[1022], d'autant plus la psy coloniale dont la caricature absolue est représentée par Mannoni. Fanon ne s'enferme pas dans l'inconscient, il voit les forces à l'œuvre, il les a vécues : « *Le Noir Antillais sera d'autant plus Blanc qu'il aura fait sienne la langue française, (…) qu'il aura fait sienne les valeurs culturelles de la métropole* »[1023], en roulant les R, en rejetant le créole, en s'exprimant bien : « *parler comme un Blanc* »[1024]. A l'époque nous dit Fanon « *à l'école, le jeune martiniquais apprend à mépriser le patois* »[1025]. Et « *les instituteurs surveillent étroitement les enfants pour que le créole ne soit pas utilisé* »[1026]. Aujourd'hui, le créole est considéré comme une langue à part entière. « *Aux Antilles, le jeune noir qui à l'école ne cesse de répéter 'nos pères les Gaulois', s'identifie à l'explorateur, au civilisateur, au Blanc qui apporte la vérité aux sauvages, une vérité toute blanche. Il y a identification, c'est-à-dire que le jeune noir adopte subjectivement une attitude de Blanc. Peu à peu, on voit se former et se cristalliser chez le jeune Antillais une attitude une habitude de penser et de voir, qui sont essentiellement blanches. Quand, à l'école, il lui arrive de lire des histoires de sauvages, il pense toujours aux Sénégalais. L'Antillais ne se pense pas noir, il se pense Antillais. Le nègre vit en Afrique* »[1027]. « *Je me demande parfois si les inspecteurs d'enseignement et les chefs de service sont conscients de leurs rôles aux colonies. Pendant 20 ans, ils s'acharnent par leurs programmes à faire du nègre un blanc. A la fin, ils le lâchent et lui disent : 'Vous avez incontestablement un complexe de dépendance vis-à-vis du Blanc'* »[1028].

La diglossie à la Martinique participe de cette double conscience évoquée par Frazier et Du Bois, le français étranger, le créole honteux, le français obligé, le créole heureux. Mais toujours une bataille avec le Français entre légitimité et rejet. Collaboration et résistance.

Les valeurs du Blanc, dans et hors de la famille.

La sociologie de la famille, dans cette analyse de la collaboration, montre la collaboration des deux côtés. Du côté de la famille, des parents. La socialisation participe de la caporalisation : « *Certaines familles interdisent l'usage du créole et les mamans traitent leurs enfants de tibandes quand ils l'emploient* »[1029]. Ce qui était le cas dans sa propre famille à son égard, ce que le biographe David Macey nous restitue. On voit bien ici comme l'ordre colonial va chercher des collaborations, y compris dans les familles, dans cette capillarité foucaldienne qui pour le coup ici est très visible. Il cite un poème de Léon Damas au titre évocateur, « Hoquet », où il est dit « *cet enfant sera la honte de notre nom* ». Le complice peut être un être spécifique dans une division du travail. Il peut être tout un chacun, tout au moins ces mamans prises par l'inculcation de l'infériorité raciale et de la course vers la légitimation mimétique. Le cela va de soi bourdieusien cache ces schizophrénies routinières de l'ordre colonial. « *Qui dira le désespoir des petits pays-chauds que leurs parents implantent en France trop tôt dans le dessein d'en faire de vrais Français ! Ils les internent du jour au lendemain dans un lycée* »[1030]

[1022] *Peau noire masque blanc, op. cit.,* p. 142-143.
[1023] *Peau noire masque blanc, op. cit.*, p. 34.
[1024] *Ibid.*, p. 36.
[1025] *Ibid.*, p. 35.
[1026] *Ibid.*, p. 42.
[1027] *Ibid.*, p. 140.
[1028] *Ibid.*, p. 195.
[1029] *Ibid.*, p. 35.
[1030] *Ibid.*, p. 80.

Du côté des enfants : « *L'Antillais doit alors choisir entre sa famille et la société européenne ; autrement dit, l'individu qui monte vers la société -la blanche, la civilisée- tend à rejeter la famille -la noire, la sauvage* »[1031].

La relation de service évoquée mais pas théorisée

La relation de service est morphologiquement nécessaire. Fanon le pointe de temps en temps, mais de façon insistante : « *Les rapports colons-colonisés sont des rapports de masse. Au nombre, le colon oppose sa force* »[1032]. Il ajoute « *Il est d'autant plus facile de neutraliser cette classe bourgeoise (il parle là après l'indépendance) qu'elle est numériquement faible* »[1033]. « *Il y a en Martinique 200 Blancs qui s'estiment supérieurs à 300000 éléments de couleur. En Afrique australe, il y a 2 000 000 de blancs pour 13 000 000 d'indigènes* »[1034]. La collaboration se décline selon des spécificités en fonction des formations sociales. Mais la question du nombre est structurale. C'est à cause de la minorité de colons que la zone grise s'interpose. Le capital guerrier est la première forme de collaboration. Et d'ailleurs pendant la guerre, les vrais collabos, ce sont les miliciens, les bandits à la solde des SS, et secondairement les artistes ou les entreprises comme Renault qui sera nationalisée. Dans les plantations comme dans les camps, les affranchis chassent les marrons, les fuyards, comme les capos font régner la terreur parmi les déportés

Dans ce rapport au français comme langue, il parle des tirailleurs sénégalais. Le guerrier à la solde du colon est une des figures centrales du capo. Forcé ou volontaire, et volontaire instrumental ou volontaire idéologique. Mais là, il en parle surtout du côté des officiers tirailleurs, interprètes pour « *transmettre les ordres du maître* »[1035]. Fanon signale la relation de service, mais n'analyse pas la tripartition sous l'angle du capital guerrier intermédiaire, ce qui nous conduit directement au commandeur dans les plantations ou au capo dans les camps. On sait que dans toutes les colonisations, le colon a monté une ethnie contre une autre, en donnant des privilèges à l'une contre l'autre, dont le droit de prendre les terres, les femmes et de tuer les résistants. Il faut lire G. Taithe sur la conquête du Niger à la fin du XIXe siècle, *The Killer Trail*. Comme dans tout processus de colonisation, le maître divise pour régner, monte une ethnie contre une autre en formalisant les frontières du groupe. Pourtant, Fanon va nous parler du rôle des tirailleurs sénégalais dans la répression coloniale à Madagascar sans rapporter ce capital guerrier collaborateur aux mêmes antillais enrôlés en milices chassant les marrons ou réprimant les insurrections ; sans penser aussi les différentes troupes auxiliaires algériennes, ces troupes supplétives locales qui aidèrent l'armée française à massacrer d'autres Algériens, troupes dont parle A. Kadri et qui aidèrent même P. Bourdieu et son équipe à « faire passer » son questionnaire sociologique aux indigènes enfermés dans les camps d'internement dits « lieux de regroupement ».

La double conscience ou le double bind : aller vers ou fuir ?

L'aliéné n'est jamais chez lui, à la bonne place. Il a la conscience aigüe, celle du stigmatisé. Il doit faire bonne figure tout en faisant profil bas. C'est une attitude de stigmatisé à la Goffman,

---

1031 *Ibid.*, p. 141.
1032 *Les damnés de la terre, op. cit*, p. 84.
1033 *Ibid.*, p. 218.
1034 *Peau noire masque blanc, op. cit.,* p. 95.
1035 *Ibid.*, p. 34.

« *épiant les moindres réactions des autres* »[1036]. WEB Du Bois a travaillé toute sa vie cette dimension de la double conscience, d'être toujours en train de penser la bonne position pour ne pas déplaire, pour ne pas être lynché, d'autres pour attirer les faveurs. « *Il cherche la tranquillité, la permission dans les yeux du Blanc. (…) L'abandonnique a un sentiment extrêmement pénible et obsédant d'exclusion, de n'avoir nulle part sa place. Etre l'autre, c'est se sentir toujours en position instable, demeurer sur le qui-vive, prêt à être répudié* »[1037]. « *Face à l'arrangement colonial, le colonisé se trouve dans un état de tension permanente. Le monde du colon est un monde qui rejette mais dans le même temps c'est un monde qui fait envie (…) le colonisé est un persécuté qui rêve en permanence de devenir un persécuteur (…) Cette impulsion à prendre la place du colon entretient un tonus musculaire de tous les instants* »[1038].

Fanon partage cette idée de double conscience, par abstractions psycho-sociologiques, sans ancrage dans les stratégies de pouvoir des groupes. Le « tous nègres » l'emporte sur de fines distinctions socio-raciales à apporter aux fractions de mulâtres liées à l'ordre colonial, ce qui est à distinguer d'une analyse de la bourgeoisie noire. Le « peuple » en son entier se déteste et triangularise ses relations entre le haut et le bas. « *Cette agressivité sédimentée, le colonisé va la manifester d'abord contre des siens. C'est la période où les nègres se bouffent entre eux…l'étonnante criminalité nord africaine* »[1039]. « *Nous avons vu que le colonisé rêve toujours de s'installer à la place du colon* »[1040]. « *Le colonisé est un persécuté qui rêve en permanence de devenir un persécuteur* »[1041].

La différenciation des couleurs et des origines.

L'aspect le plus connu de *Peau noire masque blanc*, c'est le jeu des couleurs. La couleur comme maléfice nous dit Bonniol. Les groupes socio-raciaux fonctionnent à la couleur dans toute la Caraïbe, et dans toutes les Amériques noires pour parler comme Balandier. Des USA au Brésil. Mais Fanon se perd dans une psychologie sociale abstraite du Noir cherchant le Blanc alors qu'il y a toute une hiérarchie hallucinante des teintes, des intensités, des variations. La créolisation est passée par là. Le tiers est métis, chabin, plus clair de peau. Le dualisme fonctionne ici sous la forme d'une masse liquéfiée, une lutte de classement généralisée. Tout le monde cherche à blanchir sa peau, mais certains sont déjà plus clairs de peau dans ce jeu qui commence avec l'esclavage et les affranchis. On retrouve les mulâtres de manière informelle. La hiérarchie des couleurs montre que plus on s'approche du Blanc, et plus on monte dans l'échelle des statuts sociaux et des respectabilités. Là encore, aujourd'hui, beaucoup de choses ont changé. Depuis la montée des partis indépendantismes, des enfants de la même famille édifient des stratégies autour des couleurs. Le plus blanchi demandera à se faire accompagner par le frère ou la sœur plus noire. Mais cette sociologie du colorisme, très développée, se replie sur la stratification linéaire, de Bonniol à Pap Ndiaye. La collaboration est là encore sociale et diffuse.

Dans ce travail de différenciation des autres, typique du schème éliasien du rejet de l'inférieur se joue l'effet de genre. C'est la femme de couleur qui recherche un mariage avec un Blanc. La collaboration est genrée. Fanon part de l'ouvrage « Je suis martiniquaise » de Mayotte

---

1036 *Ibid.*, p. 36.
1037 *Peau noire masque blanc, op. cit.*, p. 81.
1038 *Les damnés de la terre, op. cit.*, p. 83-84.
1039 *Peau noire masque blanc, op. cit.*, p. 83
1040 *Ibid.*, p. 83.
1041 *Ibid.*, p. 84.

Capécia et de son « *j'aurais voulu me marier, mais avec un Blanc* »[1042]. C'est dit-il « *vers la lactification que tend Mayotte car enfin il faut blanchir la race ; cela, toutes les Martiniquaises le savent, le disent, le répètent. Blanchir la race, sauver la race* »[1043].

La zone grise approchée dans la classe moyenne

Fanon aborde incidemment, en pointillés, le rôle des Mulâtres. Il parle clairement du tiers, « *la békaille, la mulatraille et la nègraille* »[1044]. Mais il ne relie pas ces groupes socio-raciaux à la tripartition. Et ce sera la seule référence directe à la tripartition ternaire. Ses propos demeureront toujours allusifs, comme celui-ci : « *C'est l'opposition entre le colonisé exclu des avantages du colonialisme et celui qui s'arrange pour tirer parti de l'exploitation coloniale* »[1045].

On l'a dit, Fanon ne parle pas des Mulâtres comme une zone grise. Il n'établit pas le lien entre le masque blanc et la réalité d'un groupe qui activement occupe les places intermédiaires. Mais il évoque de manière flou le groupe de référence. Sur des dizaines de pages, Fanon dresse le portrait de celui qui parle bien français et de ce fait se voit « *ouvrir des portes* »[1046]. Aux Antilles, l'agent administratif antillais a été longtemps un levier pour échapper aux travaux agricoles et avoir les « mains blanches ». Il a été très souvent perçu comme un petit-bourgeois qui méprise le prolétaire, le pauvre, l'être en haillons nu pied. C'était très prégnant au temps de Fanon, ça l'est beaucoup moins aujourd'hui et d'ailleurs une grande partie des cadres indépendantistes sont des fonctionnaires.

Très symptomatiquement, il dit « *la bourgeoisie aux Antilles ne parle pas créole, sauf dans ses rapports avec les domestiques* »[1047]. Cela a bien changé aujourd'hui, le créole est à l'honneur. Mais à l'époque, les Békés comme les Mulâtres rejetaient le créole et Ulrike Zander dans sa thèse a bien montré comment les classes populaires ont cru y voir, au moment de sa légitimation, comme un piège des Mulâtres pour que les dominés ne maitrisent pas le français et ainsi, ne puissent s'échapper de leur condition.

Entre les deux ouvrages, une différence de taille est à apporter. Fanon pense les Antilles dans son premier opus et l'Algérie dans le second. Or, la structure des bourgeoisies n'est pas la même dans les deux cas. Dans le cas algérien, ce qu'il appelle la bourgeoisie nationale est composée des dominants algériens arabes. Il y en avait peu au moment de la libération, et ce sont les dirigeants du FLN, purge après purge, qui vont se répartir les secteurs laissés vacants. Et dans les *Damnés*, le penseur s'en prend à toutes les bourgeoisies nationales en montrant un rôle de zone grise maintenu après les indépendances. A la Martinique, il y a deux bourgeoisies nationales. Il y a les Békés et les Mulâtres, une blanche et une noire, une blanche raciste et une noire blanchie guère éloignée du racisme. Fanon ne nuance jamais dans ses deux ouvrages de qui il parle précisément, faisant marcher des collectifs comme aux plus beaux jours des marxistes à la Poulantzas ou à la Althusser. Par exemple, dans *Les Damnés*, il parle des compromis de la « *jeune bourgeoisie nationale* »[1048] avec le

[1042] *Peau noire masque blanc, op. cit.,* p. 54.
[1043] *Ibid.*, p. 58.
[1044] *Ibid.*, p.109.
[1045] *Les damnés de la terre, op. cit.*, p. 150.
[1046] *Peau noire masque blanc, op. cit.*, p. 50.
[1047] *Ibid.*, p. 35.
[1048] *Les damnés de la terre, op. cit.*, p. 93.

colon, sans plus de détails. Dans ce jeu ambivalent de quête de reconnaissance et de logique de repli face au racisme, la présence en France révèle ces forces antagoniques, comme un rite ambivalent de purification et de stigmatisation. Alors qu'en Martinique, le jeune Mulâtre peut se penser Blanc (« *le noir qui connait la métropole est un demi dieu* »[1049], il évoque « *les bouleversements humoraux des Noirs à leur arrivée en France* »[1050]), en France, il redevient nègre. « *Les jeunes générations d'étudiants débarquant à Paris s'aperçoivent que la ligne d'autovalorisation qui était la leur doit s'inverser. Nous avons vu que l'Antillais qui vient en France conçoit ce voyage comme la dernière étape de sa personnalité. Littéralement nous pouvons dire que l'Antillais qui va en France afin de se persuader de sa blancheur y trouve son véritable visage* »[1051].

L'histoire sociale de la bourgeoisie noire impose de partir de la plantation. F. Frazier fut le premier à entreprendre ce travail d'exhumation des conditions socio-historiques des affranchis. Plusieurs sous-groupes d'esclaves ont formé les premiers bataillons de zone grise : la domesticité qui très vite « finissaient par s'identifier en quelque sorte à leurs maîtres »[1052].

3.4 La tripartition par le bas : le prolétaire noir impensé

L'ouvrage oscille ainsi entre le schème binaire et le schème ternaire, mais toujours pour penser la zone grise abstraite de l'aliéné du point de vue culturel, sans aucun ancrage socio-racial dans les structures économiques et politiques du pays. Or, pour que le concept de tripartition ait un sens, encore faut-il qu'existe un groupe dominé détachable, dans l'ordre de la domination, de ceux qui s'y soumettent volontiers ou s'en font les défenseurs affirmés, comme les anciens légionnaires d'origine populaire qui deviennent les exécuteurs des basses œuvres de l'Etat colonial ; lesquels sont doublement défaillants ou traitres[1053].

L'Antillais replié dans les mornes, le militant résistant, le rebelle en marronnage, n'existent pas dans ce premier ouvrage alors qu'ils seront aux postes clés des *Damnés*. Il pense une masse, sans que l'on sache la pondérer avec toutes ces figures sociales de l'opposition individuelle ou collective. La part de blanchitude qui fait adhérer au monde des Blanc et ne pas aller vers la cause des Noirs, se voit ajouter un grain de sable, sous l'appellation « *rétractation* », cette déprise qui sera sa propre conduite révolutionnaire. N'oublions pas cette arrière-pensée, ce postulat non formulé selon lesquels le Noir doit retrouver son identité. Et Fanon en voudra à Sartre d'avoir minoré la négritude, n'en faisant qu'un passage rapide et sans valeur en soi. Fanon adule le temps de la négritude. C'est

---

1049 *Peau noire masque blanc, op. cit.*, p. 35.
1050 *Ibid.*, p. 37.
1051 *Ibid.*, p. 145.
1052 J. Frazier, *La bourgeoisie noire, op. cit.*, p. 12. Il faut noter que Frazier hésite, en début d'ouvrage, entre deux conceptions du mulâtre. Dans une première acception, il le pense de manière coloriste en tant que croisement des « races ». C'est la raison pour laquelle il soutient ce type de proposition : « *Une grande partie des Mulâtres furent émancipés par leurs pères et formèrent la base de la population libre de couleur. En 1850, Mulâtres et sang-mêlés formaient 37 % de la population noire libre, et seulement 8 % de la population esclave* ». *Ibid.*, p. 13. Dans une seconde acception, le Mulâtre est le dominant noir situé socialement entre le Noir et le Blanc, dont le sommet est constitué de la bourgeoisie noire.
1053 Ils le sont d'abord du côté de leur propre classe sociale. Ils le sont ensuite du point de vue du prolétaire mondialisé, quelles que soient les possessions françaises dans le monde. On les a vus à Madagascar comme en Algérie, en Indochine comme en Afrique noire subsaharienne. Avec la même férocité, la même loyauté. En France, en situation de « repos », on les sait bagarreurs dans les boites de nuit. Ce point est important. De la même façon que les forces de l'ordre s'intègrent à l'Etat par les valeurs du groupe plutôt que par la soumission aux valeurs républicaines, les légionnaires sont fiers de leur corps en sachant le défendre, ce qui passe justement par le corps. Les forces de maintien de l'ordre, confrontées à la violence des manifestants, se jaugent en permanence dans leur capacité à être des policiers à la hauteur. C'est dans l'épreuve du feu, dans la bravoure, dans la performance, que se tissent les expériences communes du groupe, son identité collective faite de mémoire et de preuves de soutiens mutuels. Le jeu de la reproduction de l'ordre établi ne fonctionne pas en relation avec ce qui serait une fidélité aux énarques, aux membres du Conseil d'Etat et autres polytechniciens. Ce sont dans les valeurs à moyenne portée que le jeu réside, un monde du Nous, comme celui des ouvriers, mais dans l'autre sens.

un temps de soulèvement culturel. Mais cette rétractation n'est pas pensée dans le fonctionnement même de la société antillaise. Fanon ne nous pose jamais clairement *le nègre rebelle* comme élément réel du social Antillais, à commencer par tous les résistants tués, héroïsés comme Nanny[1054], Gabriel, Makandal, Boukman, Palmarès, Pagame, Moncouchi, Simao, Secho à la Martinique, dans la Caraïbe et en Amérique du Sud où tant de villages marrons ont existé (plus de 70 000 « noirs-marrons » vivent aujourd'hui en Guyane), comme Louis Delgrès en Guadeloupe morts avec 300 antillais après avoir résisté contre les troupes de napoléon rétablissant l'esclavage[1055].

Le nègre, c'est aussi ce prolétaire noir qui lutte dans le schéma scottien pour se défaire de l'exploitation, de l'oppression et de l'humiliation. Une des plus fortes analyses du marronnage au cœur des routines coloniales d'après 1848 est restituée par Richard Price dans *Le Bagnard et le colonel*, ouvrage qui rend compte de l'histoire d'un marron qui pillera pendant des années les entrepôts des Békés avant d'être déporté en Guyane. Fanon, homme de lettres, a vécu à la Martinique auprès de ses congénères. Il connait parfaitement la réalité différenciée de son île, notamment au travers de ses virées, de ses larcins et du football. Il ne pouvait ignorer les grandes lignes d'une structuration sociale qui se jouait quotidiennement dans le jeu des couleurs, dans les positions sociales occupées, dans les trajectoires scolaires. Certes, il ne connaissait pas toute l'histoire coloniale, comme le biographe David Macey l'explique en évoquant l'idéologie des manuels scolaires[1056]. Il est donc compliqué de démêler la part de l'idéologie sociale de l'assimilation des connaissances pratiques des acteurs, notamment au travers des propos de sa mère.

Fanon croit à la spontanéité de l'insurrection des plus faibles, révélant une fois de plus que les dominés pauvres -ici les paysans algériens- ne jouent pas le même jeu que les classes dominantes antillaises. Dans la logique scottienne, il nous dira : « *Les paysans se sont lancés dans l'insurrection avec d'autant plus d'enthousiasme qu'ils n'avaient point cessé de se crisper sur un mode de vie pratiquement anticolonial* (…) *Les paysans avaient relativement préservé leur subjectivité de l'imposition coloniale* »[1057]. Du côté de ce qu'il appelle le « lumpen prolétariat » ou les « sous-prolétaires », il mise dans les capacités de soulèvement du lumpen, mélangé à ce qu'il appelle les délinquants juvéniles. « *Le bidonville consacre la décision du colonisé d'envahir coute que coûte la citadelle ennemie (…) Ces chômeurs et ces sous-hommes se réhabilitent* » avec dit-il « *les prostituées, les bonnes, les désespérées, toutes celles et ceux qui évoluent entre la folie et le suicide vont se rééquilibrer* »[1058].

On est là aux antipodes de la vision de Marx sur le lumpen évoqué dans un précédent chapitre. Fanon, en pensant aux Jacqueries[1059] verse dans le romantisme révolutionnaire, la pureté de celui qui, n'ayant rien, est prêt à tout, cette « *présence ubiquitaire et dense de la nation* »[1060]. Même s'il a tord sur le sous-prolétariat, il a raison sur l'existence des rébellions des dominés, une constante dans l'histoire. Les mulâtres, eux, ont honte et veulent être reconnus. Fanon s'adosse à cette honte pour la projeter sur tous les Noirs indistinctement.

1054 Y. Debbasch, *Le Marronage : Essai sur la désertion de l'esclave antillais*, P.U.F, 1962 ; E. Dorlin, « Les Espaces-temps des résistances esclaves : des suicidés de Saint-Jean aux marrons de Nanny Town (XVII[e] - XVIII[e] siècles) », *Tumultes*, n° 27, 2006, p. 37-54 ; https://fr.wikipedia.org/wiki/Marronnage_(esclavage)

1055 Lors de mon passage en Guadeloupe, les militants altermondialistes m'emmenèrent directement sur le morne où L. Delgrès fut assassiné par les troupes napoléonniènes avec plus de 300 de ses congénères. Le marronnage fut beaucoup plus développé dans cet espace domien qu'en Martinique où les lieux pour fuir et se cacher étaient plus difficiles.

1056 *Frantz Fanon, une vie*, *op. cit.,* p. 33.

1057 *Les damnés de la terre, op. cit* p. 176.

1058 *Ibid.*, p. 168.

1059 *Ibid.*, p. 169.

1060 *Ibid.*, p. 169.

Il faut reconnaître que Fanon psychiatre a tendance à mettre en accusation tout le peuple antillais au sein d'une psychologie des peuples peu à même de distinguer des groupes socio-raciaux. Il dualise fortement et réifie beaucoup. Il spécifie plus rarement. C'est cette hésitation, ce basculement d'un point de vue à un autre qui rend le mieux justice à un Fanon pris par ses propres démons, étant lui-même originaire d'une famille très francisée le punissant quand il parlait créole ou faisait, dixit sa mère, son nègre. Il ne peut vraiment déterrer le cadavre, celui de l'affranchi qui deviendra mulâtre. Il ne peut décrire l'ensemble de fractions bourgeoises, économiques, culturelles et politiques, faisant le jeu des békés et de l'Etat colonial français. Sur le plan des analyses « économiques », des places dans le fonctionnement colonial de la production, il en reste à de vagues allégations : « *La véritable désaliénation du Noir implique une prise de conscience abrupte des réalités économiques et sociales* »[1061].

Fanon est pris dans le mimétisme à la mode à l'égard de « la dialectique hégélienne ». « *L'ancien esclave veut se faire reconnaître. Il y a à la base de la dialectique hégélienne une réciprocité absolue. C'est en tant que je dépasse mon être immédiat que je réalise l'être de l'autre. Ils se reconnaissent comme se reconnaissant réciproquement* »[1062]. Il va parler individuellement de la psychologie sociale du Noir qui va vers le Blanc. Il s'inscrit dans une perspective individualiste stratégique de l'adhésion aux valeurs, d'attirance physique (mariage, blanchiment de la race), il n'est pas centré sur la tripartition comme rapport entre groupes socio-raciaux. Il parle dans tout son ouvrage des mille facettes du « *complexe d'infériorité* »[1063].

Fanon hésite ainsi entre le dualisme et la caractérisation sociale du tiers, du collaborateur. Il aura beaucoup de développements sur la femme courant après l'homme blanc, sur les intellectuels assimilés, sans prendre « soin » un minimum des structures sociales de la société antillaise. Ce sont certaines femmes qui veulent se marier avec un Blanc. Ce sont les plus cultivés qui veulent singer la culture du Blanc. Ce sont les gens de la ville « *habillés comme l'Européen* »[1064]. L'abstraction, le flou, règnent. Mais le diagnostic de la collaboration est imparable. Beaucoup de « Noir(e)s » courent après les « Blancs ». Les petits blancs qui se rendent à la Martinique participent à la prolongation de cet ordre colonial. C'est le sens du livre *Les Métropolitains à la Martinique. Une migration de confort*.

Beaucoup de mécanismes de collaboration sont mieux vus pendant des phases extrêmes de la vie sociale, à l'instar des guerres, des camps de concentration ou des régimes économiques oppressifs radicaux propres aux « plantations » aussi gentiment dénommés « habitations » ; mais ils perdurent dans les routines goffmaniennes de la vie ordinaire dont nous avons rendu compte dans ces différents chapitres, perspective d'ailleurs que E. Goffman lui-même défend dans *Asiles* en comparant différentes institutions ou organisations tels que les camps, les hôpitaux psychiatriques, les usines, les casernes. Il entérine la pertinence théorique de la comparaison en modulant ses analyses, en postulant des variations d'intensité, mais la comparabilité ne soulève aucune question de son côté. N. Elias éclaire de deux façons, dans Logiques de l'exclusion, ce jeu de bascule dans les comparaisons entre l'extrême et l'ordinaire. D'une part, il dit – c'est très clair dans son introduction, « *qu'il a paru utile d'éclairer le macrocosme des grandes sociétés par le microcosme d'une petite société* »[1065]. Or, les grandes nations dont il parle sont essentiellement la société allemande traumatisée

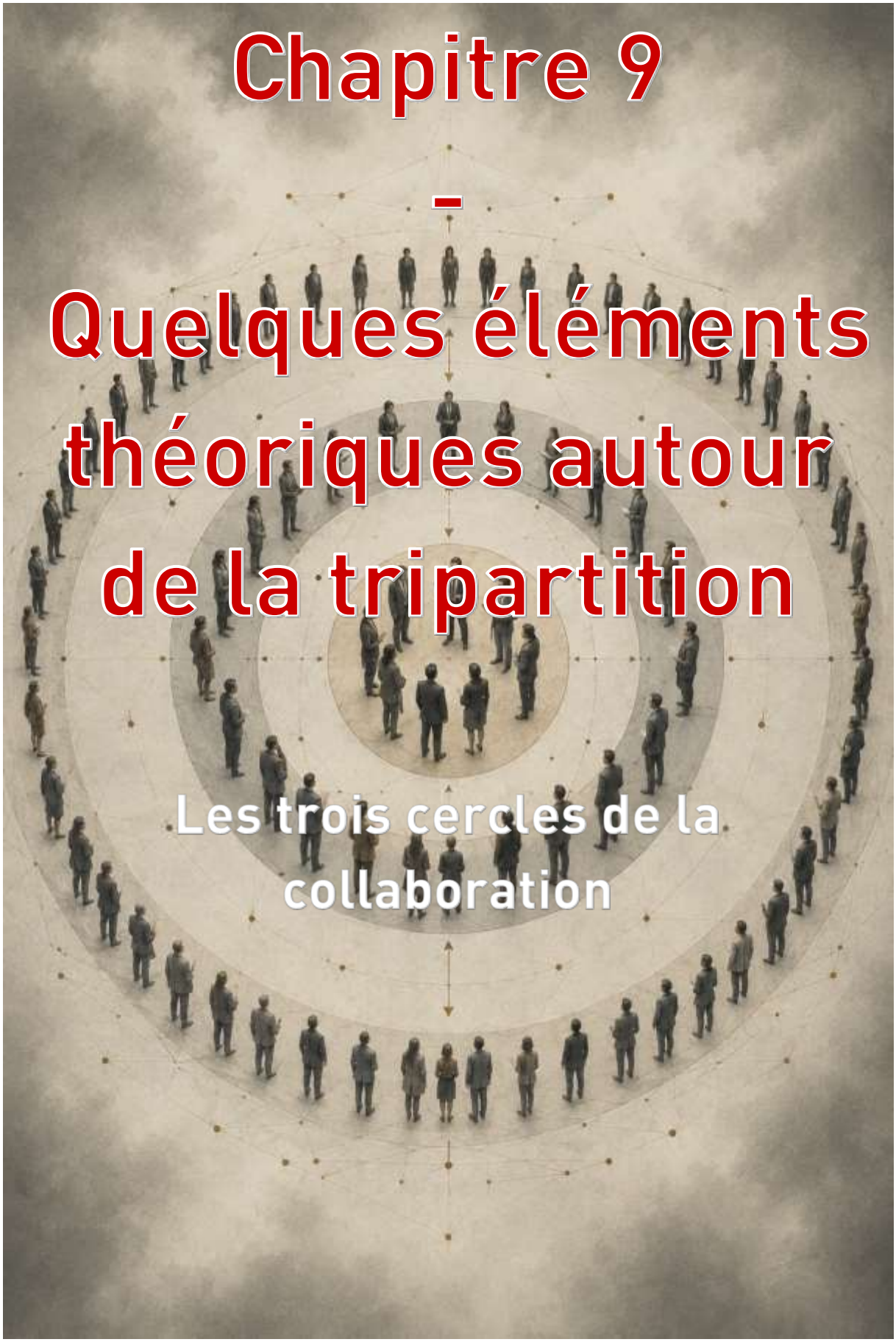
---

1061 *Peau noire masque blanc, op. cit.*, p. 28.
1062 *Ibid.*, p. 196.
1063 *Ibid.,* p. 34.
1064 *Les damnés de la terre, op. cit.,*. p. 150.
1065 *Op. cit.,* p. 61 et 69.

des années post 1918 et les effets génocidaires. Donc la guerre pour penser la paix. D'autre part, il dit « *lorsque s'effondre la structure, il est possible d'observer plus clairement que lors de son fonctionnement normal* ». Et là encore il part de la crise identitaire en Allemagne. C'est bien dans la suite de ces crises que les camps sont apparus et la zone grise comme mode de domination.

Dans cette logique de raisonnement, Fanon comme Césaire établissent d'ailleurs un lien direct entre le capitalisme esclavagiste et son point d'orgue dans le totalitarisme nazi : « *Les déportations, les massacres, le travail forcé, l'esclavagisme, ont été les principaux moyens utilisés par le capitalisme pour augmenter ses richesses et pour établir sa puissance. Il y a peu de temps, le nazisme a transformé la totalité de l'Europe en véritable colonie. Pendant des siècles, les capitalistes se sont comportés dans le monde sous-développé comme de véritables criminels de guerre* »[1066]. C'est en s'appuyant sur ces auteurs majeurs qu'il a été possible de dresser ce premier portrait de la collaboration, sans se faire prendre au piège de la séparation entre l'état de paix et l'état de guerre.

[1066] *Les Damnés de la terre*, p. 135.



Chapitre 9

–

Quelques éléments théoriques autour de la tripartition

Les trois cercles de la collaboration

▲▼

Cet ouvrage brasse un ensemble de formes sociales de la complicité que j'ai définies comme des modalités spécifiques, en fonction des groupes ou des secteurs institutionnels étudiés, de contribution paradoxale à la domination transitant par une espèce particulière d'emprise ou d'accroche sur des acteurs a priori sans ressources. A ce cadrage théorique central s'est comme annexée « l'excroissance » des intellectuels organiques, cette fameuse conscience de classe déléguée à des « supérieurs » aussi différents que des journalistes, des « experts » ou des fonctionnaires des « humanités académiques ». Il s'agit ici de s'expliquer sur cette apparence d'amalgame. Une controverse que je qualifierai de « saine » pourrait ajouter qu'à ce mélange de « classe » se superpose une autre « division du travail ». Il s'agit du chapitre 6 convoquant des intermédiaires institutionnels, forces de l'ordre et travailleurs sociaux, lesquels ne proviennent qu'en partie des classes populaires. Tous les postes subalternes de ces institutions sont pourtant occupés par des individus provenant des couches inférieures des classes moyennes ou dont l'origine sociale les scelle dans le groupe des fractions populaires. Qu'ils soient issus du monde paysan ou des groupes subalternes de l'espace urbain, le brouillage est tel que la division sociale du travail est naturalisée, comme si la hiérarchie, la stratification l'échelle sociale, s'imposaient naturellement alors que ces cases sont des harponnages, des tampons, des intermédiaires assurant le rôle fondamental de la tripartition. Point de linéarité, mais des jeux de divisions, de séparation organisée afin que ces oblats servent les intérêts d'en haut en maintenant à leur place ceux d'en bas.

Peu de gens seraient capables, spontanément, de penser aujourd'hui la trahison d'un gendarme -métier d'Etat perçu par beaucoup de membres des classes populaires comme un beau métier et une « belle situation avec la garantie de l'emploi »- tandis que les dimensions les plus interactionnelles (informateurs, délateurs, fayots), quoique très éloignées de la relation d'autorité, au sens de la reconnaissance d'une supériorité méritée, sont largement perçues par les travailleurs et les salariés. Tous ces dominés retournés (volontairement, par pression ou selon une combinaison des deux) pour le service de domination se ventilent dans une myriade de rôles, de positions et de statuts institutionnels, tout en étant fonctionnellement associés à cette division du travail qui se définit ainsi comme une violence sociale supplémentaire des élites envers les subordonnés. Penser la hiérarchie à la manière de Durkheim, et une bonne partie de la science sociale, revient non seulement à naturaliser la perversion de ce mode opératoire, mais surtout à le rendre enviable, policé, la preuve même de la « méritocratie » républicaine. Tout se passe comme si un Dieu du social avait rédigé cette équation : « Sois un salaud, monte les barreaux de l'échelle sociale en devenant un petit chef puis un moyen chef, fais carrière mon vieux, et tu auras tous les chiens de garde déjà pris au jeu pour te féliciter ». On pourrait croire que ces différents niveaux de la complicité frapperaient comme une évidence les cerveaux des chercheurs en science sociale. Prises séparément, chaque dimension est connue dans « l'opinion publique » comme dans les discours militants, sans pour autant être considérée comme un objet digne d'être étudié. En revanche, la mise en lien de ces territoires de la collaboration découle d'un cadre théorique largement nouveau en science sociale. Il suffit, pour s'en convaincre, de voir comment les chercheurs glissent sur la thématique sans pouvoir créer des passerelles, ajuster des comparabilités, et monter en généralité.

En prenant à titre d'exemple l'ouvrage de L. Mathieu sur les mouvements sociaux post-68[1067], on ne peut qu'être frappé par cette sectorisation monographique interdisant de penser le phénomène de la collaboration de classe, paralysie mentale induisant une incapacité à mettre en lien un type donné de complicité avec un autre. L'auteur identifie nettement une zone grise dans l'usine, en mentionnant une des revendications centrales des ouvriers de l'époque, tout en ne percevant pas la multiplicité des zones grises existante dans ses analyses, ce qui aurait supposé d'avoir mobilisé le concept adéquat, lequel n'apparait presque jamais en science sociale :

« Autre motif récurrent de mécontentement, le travail est encore très largement contrôlé et asservi. Les salariés en bas de l'échelle sont soumis à une hiérarchie dont l'échelon immédiatement supérieur est occupé par les chefs d'atelier et autres 'petits chefs' détestés, fréquemment d'anciens militaires, chargés de faire régner l'ordre productif (…) Bien souvent, les distinctions entre manœuvres ou OS s'appuient sur des logiques racistes et sexistes ».

Ce court extrait enseigne clairement que, « sous les yeux de l'auteur », les fractions de collaboration sautent aux yeux. La division du monde ouvrier semble factuelle, statutaire, nominaliste. Pourtant, à aucun moment, il ne dégage les différentes modalités de la complicité. Certes, il aborde l'aspect le plus visible, celui des « petits chefs » en usine (chapitre 4 et 5). En revanche, il ne fait aucunement le lien avec les militaires en tant que dominés retournés (chapitre 6) alors qu'il les évoque dans le recrutement des petits chefs. La sociologie de la zone grise l'aurait conduit à objectiver ces militaires comme étant aussi des petits chefs hors de l'ordre productif, notamment dans les opérations de maintien de l'ordre, dans le quadrillage des usines en temps de grève par lequel peuvent continuer à travailler tous « les jaunes ». Ce retournement de la force prolétaire en capital guerrier étatique et économique s'exportant dans différents champs et arènes est pourtant distingué empiriquement mais demeure un non sens théorique. La circulation des militaires d'un secteur social à un autre procède d'une fonctionnalité structurale qui se lit dans l'usage stratégique des placements de ces troupeaux de capital guerrier dans les places fortes à préserver si bien présentées par M Foucault : la colonie où la « richesse des nations » se joue, la rue où se trouvent les lieux du pouvoir, l'usine où s'agrègent les profits. Parfois même, les militaires occupent carrément l'usine quand le rapport de force balance trop en faveur des prolétaires, comme le phénomène LIP, très populaire dans l'opinion publique, le révèle distinctement[1068]. L. Mathieu aurait pu monter en généralité, d'autres passages de son livre revenant sur cette question des « *milices patronales* », une expression clé pour dégager un phénomène structural et non des bricolages épisodiques. Il évoque le meurtre de Patrick Overnay par « *un agent de sécurité de Renault en février 1972* » et explique un peu plus loin : « *En Mai 68, la contre-mobilisation gaulliste a déjà pris la forme de comités de défense de la République, en partie organisés par le Service d'action civique (SAC) à l'image d'exécuteur des basses œuvres du gaullisme et alimentés par des militants d'extrême-droite ou proches du milieu du banditisme* »[1069]. La circulation entre le prolétariat et le sous-prolétariat (chapitre 7) n'est pas vue dans

[1067] *Les mouvements sociaux post-68*, Paris, Textuel, 2009.
[1068] R. Lourau, *L'analyseur Lip*, Paris, UGE 10/18, 1974. Même sans l'occupation de l'usine occupée à tour de rôle par des milliers de CRS et gardes mobiles, le mouvement de grève Lip dépasse tous les cadres sociaux de l'époque. Il y a production autogestionnaire de montres vendues par des circuits parallèles, prise de parole militante dans toute l'Europe avec la revendication d'un droit politique à exister hors du travail en défendant une démocratie directe très en vogue à la CFDT de l'époque, accaparement de la production de montres existantes (le fameux « butin » qui ne sera jamais trouvé par la police et les services secrets), autant d'illégalismes pacifiques qui feront de ce robin des bois ouvrier un mouvement très populaire dans toute la France. Le patronat et ses chiens de garde journalistiques feront tout pour tenter de délégitimer le mouvement, en dénonçant les « voyous ». En cela, comme le résume l'auteur dans une approche profondément anti-durkheimienne, Lip aura été « *la destruction des normes et l'innovation de nouvelles normes* ». *Ibid.*, p. 11.
[1069] *Les mouvements sociaux post-68, op. cit.*, p. 59.

la logique de la captation des surnuméraires dont une fraction s'est polarisée sur un banditisme « sans foi ni loi » sauf celle de l'ordre gaulliste qui l'instrumentalise de temps en temps. Les militaires de base, « *exécuteurs de basses œuvres* » eux-aussi d'origine populaire comme une large fraction des bandits, se retrouvent donc dans des places structuralement identiques, ce qui est en soi -« *exécuteurs de basses œuvres* »- une sorte de concept permettant d'atteindre la réflexion sur les capitaux guerriers instrumentalisés pour le compte des classes dites « supérieures ». Soit récupérés par le milieu militaire, soit passés en fuite dans la « criminalité » contre-normative (tout au moins en partie) avant d'être (en partie là encore) captés par le capital dans une multipositionnalité les faisant en alternance être déviants ou « milice patronale », soit inscrits dans la hiérarchie de l'usine (les petits chefs), les auxiliaires de la domination sont pourtant bien visibles et identifiables sociologiquement. On voit bien, au travers de cette lecture « complicité » de l'ouvrage consacré aux mouvements sociaux, que la théorie implicitement présente de la tripartition est totalement passée sous silence dans cet ouvrage sur les mouvements sociaux et les résistances à l'ordre établi. La complicité est non saisie comme un phénomène pourtant central de la domination capitaliste occidentale. Une dernière absence de mise en relation a trait à l'évocation de la division organisée entre salariés (chapitre 4 et 5), ce qui constitue une hiérarchisation organique procédant elle-aussi de la complicité par mise en concurrence des victimes et hiérarchisation statutaire. La stratification des statuts sociaux participe de la même logique que celle de la carrière. Elle oppose les acteurs entre eux tout en offrant une porte de sortie à une minorité d'élus via la « mobilité sociale » et la fierté d'être « au-dessus » de ceux « en-dessous ». La racisation et la relégation genrée[1070] (immigrés et femmes OS versus ouvriers qualifiés « mâles blancs ») participent de cette stratégie de division sociale organique, mais pas au sens de Durkheim, on l'aura compris.

Les différents chapitres de cet ouvrage, bien que découpés de façon analytique, renvoyant à des domaines d'action spécifique, ne peuvent être dissociés d'une pensée globale de la domination *via l'usage* des dominés. Il n'est pas inutile de fournir le catalogue exhaustif de leurs manifestations sociales :

1/ les délateurs, fayots et privilégiés des institutions des Etats modernes dont on a présenté les figures principales (école : Paul Willis ; hôpitaux psy : Erving Goffman ; usines : Marcel Durand), ou des espaces territoriaux en tripartition (à l'image du bassin industriel étudié par Norbert Elias). Les acteurs ordinaires sont suivis dans leurs mondes sociaux « légitimes ».

2/ Les indicateurs/balances/snitches des banlieues/gang/polices. On a là une ressource inépuisable (film, roman, droit criminel américain gorgé d'articles sur le snitching). Les déviants dits « bandits » ou « délinquants » sont plus particulièrement traqués, d'où l'usage massif, par toutes les formes de capital guerrier, du retournement afin de neutraliser ceux qui, hors syndicats, s'en prennent aussi au capital, mais de leur côté uniquement selon un prélèvement direct à usage privé conformiste. S'en prendre au capital sans aucune intermédiation est la base des interventions des intellectuels organiques de tout poil (journalistes, personnel politique, juges…) pour que ces « déviants » et « délinquants » ne parviennent pas en gagner à leur cause la grande masse des prolétaires contraints de gagner leur pain quotidien. La blague des jeunes « guetteurs » comblés

[1070] D. Kergoat, « Ouvriers = ouvrières ? Propositions pour une articulation théorique de deux variables : sexe et classe sociale », *Critiques de l'économie politique*, Nouvelle série n°5, 1978, p. 65-97.

« d'argent sale » contre le copain de cité tricard de l'usine ou de l'emploi jeune qui gagne 10 % de ce que remporte le jeune bandit, est cette rencontre au raz de l'interaction entre les deux groupes structuraux. Foucault et ses amis gauchistes ont longuement disserté sur cette dualisation, le premier en en faisant d'ailleurs un pilier de son analyse du pouvoir et des disciplines. C'est bien en accablant le voleur de tous les vices (d'où une prison bien méritée) que le prolétaire épuisé se lève chaque matin. L'informateur de la police doit être pensé dans ce cadre-là, comme une pièce centrale dans les processus de contrôle social, les dealers ne pouvant avoir d'autre existence réfractaire que celle de poursuivis sociaux avant d'être poursuivis devant la justice.

3/ Les chiens de garde (Paul Nizan)/intellectuels organiques (Antonio Gramsci) qui sont des intellectuels ayant vocation à l'universel mais qui sont retournés par le système finalement (à part Nizan à l'époque avec les philosophe et Serge Halimi récemment avec le succès éditorial que l'on sait pour son ouvrage Les nouveaux chiens de garde). Les penseurs, toujours soupçonnés d'éveiller la conscience du peuple opprimé, sont donc courtisés et dévoyés.

4/ Les intermédiaires du contrôle des classes populaires que sont les travailleurs sociaux (et aussi toutes les formes de médiations/pair-aidance) et les forces de police (comprenant aussi toutes les milices/jaunes/nervis/gros bras de la pègre, les gardiens de prison), chacun de ces « corps » recrutant massivement leurs employés dans les classes populaires. Plus personne ne parle des travailleurs sociaux de ce point de vue là depuis le livre éponyme de Jeannine Verdès-Leroux en 1978. La régression théorique est telle que ces contrôleurs sont désormais les défenseurs du « service public ». Ces petits-bourgeois, hissés dans des postes intermédiaires afin de médiatiser la domination dans le cadre national global, sont bien trop heureux d'échapper à la condition ouvrière pour se penser comme des traîtres à ce que justement ils fuient. Pour autant, il est vrai que la violence du contrôle social ayant eu cours jusque dans les années 1970 s'est éclatée en zones variables de redressement des déviants. L'enfermement des « cas sociaux », encore banal au début des années 1970[1071], explose avec « les années 68 » qui, en plein libéralisme giscardien, verront un étrange mariage entre les nouveaux droits concédés par le pouvoir (des femmes, des handicapés, des ouvriers) et les libertés arrachées par les mouvements sociaux (féministes, écologistes…). Désormais, l'intermédiation sociale est un sous-champ complexe où les militants des droits cohabitent avec les petits fonctionnaires régulateurs et une poignée d'agents publics maltraitants.

5/ les zones grises (Lévi) des camps, de tous les camps/commandeurs et chasseurs de marrons des plantations/des espaces totalitaires renvoient à ce capital guerrier quasi pur au sens d'un pouvoir sans domination[1072]. Dans les espaces pacifiés, les briseurs de grèves et autres « jaunes » ont été analysés comme étant les kapos modernes des systèmes capitalistes. J'ai contribué à poser le cadre théorique de la zone grise dans les espaces totalitaires impérialistes, tandis qu'il y a des analyses sectorielles remarquables sur les traîtres dans cet espace colonial (pendant l'apartheid J. Dlamini ou

---

[1071] P. Pattyn, *Mon enfance assassinée. Le long martyr d'une petite fille du Nord*, Paris, Albin Michel, 1995 ; J.F. Laé, *Une fille en correction*, Paris, CNRS Editions, 2018.

[1072] Il s'agit, là aussi d'une zone limite au concept « les complices de la domination » au sens où, dans les camps totalitaires, ne se manifeste presque plus de la domination. L'exercice pur du pouvoir sur le corps de l'esclave n'appelle que de façon somme toute marginale la substance sociale qui élève l'autorité à s'exercer. On peut encore trouver, parmi les domestiques des maîtres de la plantation, ou certains nervis, une pleine collaboration, et pas seulement un sale boulot réalisé par peur de perdre sa place et d'être remplacé par un autre plus « efficace ». L'identification au bourreau, la fascination pour un être perçu comme surpuissant permettent de confirmer la présence de la domination et pas uniquement le pouvoir au sens de Foucault.

M. C. Campbell). Comme l'introduction l'a précisé, la tripartition s'origine dans les mondes totalitaires où cette pratique est institutionnalisée et plus que cela, elle est un outil central dans l'exercice d'un pouvoir où la domination est quasi-inexistante en tant que rapport de reconnaissance/méconnaissance à la Bourdieu. Le titre *Les complices de la domination* déroute forcément dans la mesure où la plupart des formes de la collaboration apparaissent légitimes et donc tout à fait invisibles. Qui, lors d'un sondage banal dans la rue, dira d'un policier d'origine populaire qu'il est un traître ? En revanche, du côté des dominés, la question des balances et des *snitches* se situe au cœur des subcultures dissidentes, lesquelles sont par définition minoritaires et de toutes les façons largement harponnées par les logiques du labelling, de la disqualification, de l'invalidation. La répression démocratique croise de manière à la fois évidente (les milices patronales, la police et l'armée) et totalement invisible (inexistence d'une quelconque sociologie des policiers d'origine populaire comme agents retournés au service des dominants) la question de la fidélité, de l'allégeance au système, sans toutefois en faire un cadre théorique propre. Les zones grises des camps se prolongent, en situation de paix, par toutes les modalités de participation des faibles au service des puissants. Que ce soient des milices privées de Citröen ou des CRS ne change rien à l'orientation théorique du propos.

6/ Les formes capillaires d'intégration des « alignés » (chapitre 2) constituent le « plancher » de l'objet. D'une certaine façon, il ne peut y avoir de chiens de garde du type des « nouveaux philosophes » des années 1970, des éducateurs ou des policiers sans qu'il n'y ait, de façon plus globale, un enracinement des valeurs de conformité et de loyauté dans l'ensemble de la population « socialisée » à la « culture » d'une « nation ». La lente construction, notamment par le fichage étatique et les identités de papier depuis le XVII^{e} siècle, de l'individu capté, numéroté, assigné à un traçage de sa vie (Etat-civil, carte d'identité), participe de cette profondeur de champ dans ce qui deviendra, au XIX^{e} siècle, la banale apparition de l'individu citoyen construit comme tel par l'école, le service national, le droit de vote, le livret ouvrier, le travail posté salarié. Toutes ces procédures de marquage, de traçage et d'assignation à des places individuées ont jalonné ce travail étatique, économique, culturel, d'emprise sur des « agents » de ce fait intégrés dans la division du travail, inaugurée par la socialisation familiale et l'imprégnation de l'environnement comme allant de soi. Les normes étatiques ont donc élevé le seuil de la normalité, rendant les « déviants » malades ou criminels, récidivistes ou fous beaucoup plus nombreux qu'au Moyen Age. L'altérité étant dans ce processus de plus en plus marginalisée, les « marginaux » sont donc apparus en force, comme contre point du bon agent social disponible pour le travail mais aussi pour le service de l'Etat. Tous les historiens ont retracé ce processus de disciplinarisation des ouvriers, la disparition des marges de liberté des ouvriers de métier, puis la prolétarisation sur les machines ; et inversement la disparition des petits métiers de rue (colporteurs, rémouleurs, livreurs d'eau ou de charbon, etc) avec la criminalisation des « vagabonds » désormais enfermés ou déportés dans les bagnes ou les colonies. La haute estime de soi des « agents du service public », des « fonctionnaires », spécialement les « hussards noirs de la République », participe de cette rencontre entre une fraction des classes populaires et l'ordre normatif à appliquer sur le « corps social » en échappant à l'usine. L'oblation était née, servie plus tard par les sociologues appointés. Le basculement du monde paysan vers le salariat de la prolétarisation n'a rien changé à cette trame, si ce n'est quelques complications dues à cette minorité (rarement majoritaire comme en 1936 ou 1968) de dominés agissants avec le soutien d'une fraction des classes moyennes et quelques appareils progressivement

alignés sur le jeu électoral[1073]. Tous les petits postes de mobilité sociale renvoyant à des « services » (petits chefs, domestiques, nervis) dessinent les contours des allégeances de proximité, comme si ces acteurs étaient des garde-barrières interactionnels, avec des variations tenant notamment aux configurations sociales dans lesquelles ces postes s'inscrivent. Ainsi, dans l'espace colonial, les domestiques peuvent être des esclaves ou des affranchis particulièrement fidèles au maître, comme des personnels dont on se méfie, en particulier pour des raisons raciales condamnant la proximité, comme l'a longuement analysé A. Stoler pour le cas hollandais en Indonésie[1074].

Ces six grandes zones de production de la tripartition occidentale se ventilent ainsi en fonction de trois grandes démarches qui peuvent se coupler : *L'alignement*, *le retournement et le renoncement à la mission*. Ce sont les trois fonctions majeures de la complicité qui suivent socialement le jeu dynamique du fonctionnement global de la « société », assurent les services commandés (pour la plupart en étant devenus des fonctionnaires dans les pays riches, miliciens ou mercenaires dans les pays pauvres) et défendent idéologiquement l'ordre établi.

L'alignement (plus spécifiquement les chapitres 2 et 3 mais en fait dans tous les chapitres) s'échelonne entre la pente normalisatrice de la socialisation et la revendication zélée à l'ordre établi. Il désigne toutes les situations où la personne manifeste un entrain, un zèle, pouvant se distribuer sur différents registres : la dénonciation des « mauvais » joueurs (révélée a contrario par les « coups de force » de tous les copains de Marcel Durand à leur encontre), l'enrôlement dans la plénitude de l'action sociale sans jamais se plaindre, avec les valeurs qui suivent, la recherche d'amélioration de son sort dans la hiérarchie ou au travers de « sauts » dans des positions de clarification (d'ouvrier à syndiqué permanent CFT ou milicien patronal). Entre « demeurer à sa place » et « faire preuve de zèle », les variations d'intensité dans *l'adhésion* (au double sens de la colle et de l'engagement, de faire corps avec le social et d'en être le thuriféraire) indiquent que la saisie du social est chose complexe, tout en montrant que les agents sociaux sont variablement possédés par le social, variablement aussi en position de démission ou de contestation. Comme des volutes dessinant des courbes, le social est fait de ces passions contenues ou démesurées, les biographies révélant aussi cette plasticité à l'échelle d'un même individu. Loin d'être uniquement une « incorporation », la socialisation est comme un mariage d'amour ou un divorce, la dominante étant l'amour du social, miroir de l'amour de soi comme social accepté, dans l'élastique équation courant du « faute de mieux » au j'accoure passionnément. Jusqu'à présent, la science sociale est tiraillée entre Bourdieu et Scott, entre l'impensé social pauvrement subjectivisé dans les stratégies et la conscience permanente des barrières du pouvoir provisoirement levées le temps de quelque carnaval d'inversion. La désincarnation bourdieusienne et la psychologie sociale aigüe du tiraillé entre les deux textes publics et cachés s'inscrivent pourtant dans une même sociologie des normes victorieuses au sein desquelles les acteurs se positionnent, luttent et subissent. Dans ces grands cadres suintent le fayot, le zélé, le courtier et le courtisan, l'exécuteur des basses œuvres, le complice affranchi et le valet de service. Une sociologie morale des loyautés, une sociologie des « *coefficients de perméabilité* » ont toute leur place, bien loin de l'unique sociologie à sens unique des Durkheimiens

[1073] L. Mathieu, *Les années 70, un âge d'or des luttes ?* Paris, Textuel, 2009.
[1074] A.L. Stoler, *Carnal Knowledge and Imperial Power. Race and the Intimate in the Colonial Rule*, Berkeley, University of California Press, 2010.

qui ne voient qu'une loyauté, sauf à la célébrer à contrario dans l'examen des anomies et des déviances.

Aujourd'hui, le mot « collaboration » est retourné dans les entreprises : les « *collaborateurs* » sont tous les salariés « au service de l'entreprise ». Et cela fait le bonheur du sociologue. Car c'est finalement reconnaître, officiellement, que les agents sociaux sont désormais, quels que soient leur appartenance sociale, des auxiliaires actifs qui acceptent sans tiquer cette appellation dans le monde de « l'intégration sociale ». Rien n'est plus étonnant que de constater à quel point la majeure partie de la science sociale a pris fait et cause pour « le lien social », le « vivre ensemble », « les sociabilités juvéniles », « l'insertion ou l'intégration sociale », « la socialisation » ; en somme « une vie normale dans la société moderne de la solidarité organique ». La socialisation au cela va de soi a achevé son travail. Le démantèlement des solidarités ouvrières a fait son chemin, la peur du chômage aidant dans une concurrence des victimes facilitant le « chacun pour soi ». La collaboration est noyée dans une vision large de la participation où l'ouvrier ordinaire est aligné sur un fonctionnement global dans le cadre duquel la personne est dépossédée, réifiée, *un objet producteur devenu uniquement un consommateur d'objets* (se reporter au chapitre 10 sur le rôle désormais fondamental du « client »), y compris lors des « vacances » (citation en début d'ouvrage). L'aliénation peut être très visible, comme à l'usine où le travailleur aligné est réifié, accaparé par le processus de production, la tête basse, dans le texte public. Pour autant, c'est le résistant qui révèle dialectiquement la participation ordinaire au système. Marcel Durand, avec *Grain de sable sous le capot*, D. Roy dans le monde du freinage afin de limiter la production aux pièces, informent tout observateur sur l'opposition entre les deux loyautés sans que jamais, la science sociale n'ait à ce jour compris la distribution des personnes dans ces deux façons d'être, ces deux *carrières morales*. Celui qui joue le jeu est mis en lumière par le comportement réactif du récalcitrant qui jauge les actes les plus infimes de l'existence ordinaire de la complicité, à l'image du voleur de Goffman refusant de payer un euro dans un commerce au risque de perdre la face. La lutte, individuelle ou collective, en fait toute forme de dissidence, révèlent en creux, et de manière objective, comme un réactif chimique, cette caporalisation capillaire, *a fortiori* de celle ou celui qui continue banalement à travailler pendant une grève, attitude perçue clairement par les dominés comme relevant des « *jaunes* », de « *collabos* », de « *traîtres* », de « *rouffions* », de « *briseur de grève* ». Contre une définition essentialiste, s'impose une pensée relationnelle où les contraires font advenir le sens par l'écart comme disait F. de Saussure. Les individus encerclés par des siècles de dispositifs de docilisation (faire du paysan déraciné un prolétaire puis un consommateur) ne sont tels que parce qu'ils sont, outre les diverses socialisations dont celle de l'école, tenus par des cadres au sein d'organisations, cerclés d'acteurs qui les compriment, de surveillants qui les suivent, les orientent, les dirigent et les contrôlent. Ne s'est-on jamais posé la question de l'efficacité de la gendarmerie qui, au tournant du XX^{e} siècle, parvenait à attraper des dizaines de milliers de vagabonds pourtant échaudés après des nuits de prison et des menaces du bagne ? Seule une minorité parvient, selon des modalités encore obscures, à s'extraire en tout ou partie de ces machineries du contrôle, de l'obéissance et du suivisme (routards, alternatifs). La réalité historiciste et constructiviste d'un monde saisi par des rapports de force entre l'intérieur et l'extérieur, la norme et la contre-culture, l'économie politique et l'existence alternative, ne peut être pleinement légitime théoriquement que si on pose l'ensemble des options possibles, lesquelles sont radicalement opposées dans le social lui-même tel qu'il est vécu par les acteurs sociaux eux-mêmes. Le sociologue lui ajoute la clairvoyance, le nettoyage sémantique sur une réalité

embuée de mots déjà présents dans cette bataille autour des normes. Contre Durkheim, il y a place pour cette sociologie morale ou politique des allégeances et des dissidences parce qu'il n'existe aucune logique organique, encore moins de type solidariste. Beaucoup de refusants issus des cités ségréguées s'expriment comme le sociologue, cette « conscience de classe » venant en quelque sorte s'aligner sur l'objectivation sociologique des violences de l'alignement justement rejetées par les réfractaires au suivisme inexistant ou impossible, victimes depuis des lustres de pseudo-stage « d'insertion », de maltraitances policières nichées dans les « refus d'obtempérer », de justice expéditive par « comparution immédiate ». L'alignement n'est donc jamais qu'une socialisation ou une incorporation. C'est un travail personnel et relationnel, une équation humaine contextuelle où, en fonction des lieux de naissance, des parents, des fréquentations et des expériences locales, des gratifications et des sanctions, des échecs et des réussites, le jeu en vaut la chandelle ou pas. Pour les racisés en France, l'équation est forte. Plus la répression nie la division du travail et plus les « jeunes » s'ancrent dans les « pratiques à risque ». Les grandes distributions statistiques demeurent valides. Mais dès que l'on accède à l'individu, cet espace-temps de l'accord ou de la désunion se donne à voir, surtout, bien sûr, du côté des fractions les plus violentées du « corps » social.

Le *renoncement* à la mission concerne essentiellement les chiens de garde, c'est à dire tous les « lettrés » qui peuvent, en tant que transfuges, défendre intellectuellement les dominés de par leurs compétences culturelles alors qu'ils font le travail inverse de légitimation de l'ordre établi. Là encore, un éventail est à inventorier, depuis les instituteurs jusqu'aux intellectuels les plus reconnus. Dans l'acception large de A. Gramsci, un enseignant est un vecteur de l'idéologie dominante, ce qui est exemplairement illustré par les « hussards noirs de la République » qui installèrent littéralement le régime bourgeois et l'Etat libéral dans les bourgades les plus reculées, autorisant peu à peu un relâchement des contraintes et une démocratisation concrètement vécue au travers des services publics. On peut aussi rappeler les sociologies de la critique ou des mondes alternatifs, ce que B. Lahire appelle la « *sociologie sociale* », pour mettre en perspective les sociologies en zone grise portées, notamment sur la question sociale, par des intellectuels organiques comme Paugam, Duvoux, Pichon, Gardella, dont le mot « solidarité » leur colle à la bouche comme un indépassable concept aligné ayant pour enjeu principal la reconnaissance sociale des autorités publiques face aux « assistés » qu'elles créent ; subjectivisme simmelien bien fait pour dénoncer le « substancialisme » de toutes celles et ceux qui ne font que s'extraire des catégories dominantes pour saisir la morphologie des classes sociales et la production sociale étatico-économique du sous-prolétariat. La renonciation des intellectuels organiques se distille dans les mondes scientifiques, raison pour laquelle il n'était pas possible de séparer l'analyse des médias de celles du monde académique (chapitre 1 et 8). Pourquoi la perspective durkheimienne a-t-elle plus de succès que la théorie marxiste ou, plus largement, la sociologie critique, pourtant elle-même traversée par un pan « social-démocrate » du « bras gauche de l'Etat » ? Est-ce le fait d'être fonctionnaire et de mélanger le devoir de réserve avec la neutralité, masquant la première derrière la façade de la seconde ? Sont-ce les origines sociales petites-bourgeoises ou bourgeoises de ce milieu non seulement dans la reproduction sociale favorisée mais aussi fière d'appartenir au monde de la création assistée, bien protégée dans des statuts très valorisants ? Face à la violence sociale actuelle, ces auteurs prétendent occuper le champ de la misère sociale en en barrant les explications les plus déterminantes du point de vue de la reproduction sociale ou des formes dissidentes de la vie sociale qualifiées « d'anomie » ou de « déviance » tandis qu'ils vantent les bienfaits de l'assistanat dont les piliers

s'énumèrent en lois solidaristes. Même si la solidarité républicaine était efficace, elle ne changerait rien aux conditions de travail dans le capitalisme néolibéral, lequel fait fuir des cohortes de jeunes sur les routes, lesquels sont en partie rattrapés par l'alignement au travers du travail saisonnier comme toutes les études le montrent. Les intellectuels organiques sont des gens cultivés qui devraient -et c'est le cas en partie- se mobiliser en faveur des dominés en aiguisant les armes de la critique, en montrant que le « sans-abrisme » n'a aucun sens en le couplant avec les mesures sociales tant que l'on n'étudie pas le mal-logement des classes populaires (garnis, meublés, bidonvilles, baraquements pour immigrés, corons, lotissements pourris, cités de transit, HLM ségrégués, caravanes, etc). On a pu voir que les sociologues occupent une place structurale qui les positionne quand même dans un rôle statutaire de « neutralité » dont les contraintes d'attachement à l'Etat sont souvent déniées. Et, « par-dessus le marché », nombre d'entre eux, se délectent à l'idée de savoir qu'ils participent noblement à la construction de la légitimité des appareils idéologiques d'Etat et de la légitimité de l'Etat tout court. Les sociologues réformistes, les journalistes et économistes néolibéraux, les chercheurs sur commandes, les chercheurs et professeurs fonctionnaires imbus de neutralité axiologique, forment aujourd'hui une troupe de plus de 800 000 agents dans la « société »[1075].

Le « *retournement* » -notion que l'on emprunte à Goffman[1076] tandis que Foucault parle quant à lui de « *prélèvement* »[1077]- est sans doute la dimension la plus dramatique de la tripartition. Les dominants piochent dans les classes dominées l'énergie sociale nécessaire pour faciliter leur travail de domination. Il y a extraction de force : force de surveillance du travail, force de remplacement des grévistes, force de surveillance des cités et des espaces de vie des pauvres dans les foyers « sociaux ». Cette tâche de captation s'effectue de deux manières complémentaires. Dans la version minimaliste, des rôles informels sont distribués. Les usiniers tentent par tous les moyens de diviser les classes populaires. Délateurs, mouchards, fayots essaiment mais seule une poignée est élevée à la dignité institutionnelle en étant promus chefs d'équipe ou contrôleurs, tandis que les sociologues se penchent uniquement sur « les mobilités sociales ». Dans la version majeure, les élites forment des intermédiaires statutairement définis comme intermédiaires (travailleurs sociaux et forces de l'ordre) assurant le service principal de la complicité. Ces auxiliaires organiques au sens de Gramsci, participent pleinement de la division sociale du travail au sens de la division et concurrence entre victimes. Loin d'être organiquement consentie pour fabriquer un tout sociétal, cette complicité est agie contre celles et ceux des étages en dessous. Il n'y a donc point de solidarité, tout au moins comme donnée centrale de l'Etat « social ». Nulle contestation qui ne soit écrasée par les violences policières, nul quartier populaire qui ne soit ceinturé par une polyvalence de secteur, un club de prévention des éducateurs de la protection judiciaire de la jeunesse ou encore une Protection maternelle et infantile chevillée à l'Aide sociale à l'enfance (donc gestionnaire en chef des placements d'enfants des sous-prolétaires « défoncés »). Avec la plus grande mauvaise foi, ces intermédiaires se pensent humanistes tout en ne prenant jamais pour cible les patrons quant à eux bien « insérés », en pansant les plaies des dominés dans le beau tonneau des Danaïdes qu'ils façonnent tous les jours.

[1075] P. Bouffartigues, « Le salariat intermédiaire sous tensions », in P. Bouffartigues (dir.), *Le retour des classes sociales. Inégalités, dominations, conflits*, Paris, La Dispute, 2004, p. 111-124.
[1076] E. Goffman, *Les cadres de l'expérience*, Paris, (trad.) Minuit, 1994, p. 173.
[1077] M. Foucault, *Dits et écrits, tome 1, 1954-1975*, Paris, Gallimard, 1994, p. 1181-1234.

Quand on réunit les trois cercles -horizontalité des conformistes, transfuges intermédiaires et intellectuels en (mauvaise) mission- on peut être déconcerté au premier abord par l'hétérogénéité des positions, comme on l'énonçait au début de ce chapitre. Les uns sont prolétaires ou sous-prolétaires et pensés comme retournés ou alignés. Les deux grands groupes du social et du répressif sont au carrefour des mobilités ascendantes et descendantes, ce qui complexifie le raccordement des surnuméraires aux prolétaires, puisque ces transfuges ne sont qu'en partie issus des premiers. Et pourtant, au sens large, une fraction importante des intermédiaires provient de ces classes populaires. Ce sont des retournés appartenant à tout un spectre de petites classes moyennes aux statuts très différenciés. On sait aujourd'hui que, outre les professionnels classiques (assistantes sociales et éducateurs spécialisés) pour partie issus des couches dominées, sont recrutés des auxiliaires qui sont, quant à eux, presque toutes et tous issus des sous-prolétaires ou prolétaires précarisés (médiateurs scolaires, grands-frères, pairs-aidants, moniteur-éducateur (chapitre 7). Les chercheurs comme les chiens de garde des médias comprennent des renonciateurs participant à ce grand travail de fabrication du capital symbolique. Comme si toutes les classes sociales étaient représentées dans le grand concert de la zone grise. Les termes collaboration, tripartition, zone grise, traîtrise, chiens de garde, ont été avant tout définis pour penser le premier cercle, celui des dominés-un-peu-dominants œuvrant contre d'autres dominés. Si le second cercle peut à la rigueur être rattaché au concept au regard de cette définition, on « tire par les cheveux » l'accrochage des intellectuels organiques au cadre théorique de l'inversion. Les trois notions -collaboration, tripartition, traîtrise- s'appliquent bien à ces intellectuels organiques mais on ne peut pour autant parler de retournement. Partir des origines de classes n'a pas de sens pour ce troisième et dernier cercle puisqu'une immense partie de ces « grands penseurs » provient des classes supérieures ou des fractions supérieures des classes moyennes. En fait, il faut penser les trois cercles ensemble. Les dissocier n'a guère de sens. Sans tomber dans un fonctionnalisme du pire, il faut bien se rendre à l'évidence. La société capitaliste bourgeoise ne peut fonctionner sans cheviller ces trois cercles : quadriller le travail (diviser les ouvriers, faire intervenir les forces de l'ordre), quadriller la vie privée (travail social, PMI) et publique (forces de l'ordre) hors de l'usine, quadriller l'espace du dicible (des programmes scolaires aux journaux en passant par les romanciers « à l'eau de rose »). Production, reproduction, symbolisation ; travail, vie privée, culture. Le travail croise aussi l'espace public (contestation et forces de l'ordre), la vie privée celle de la symbolisation (presse people), la culture celle de la vie privée (sport, bricolage, chasse, bar, vacances, fêtes locales ou nationales) comme celle de la vie publique (médias, élections, militantisme). Il y a bien trois grandes disciplines qui se croisent et s'alimentent réciproquement : jamais le sécuritaire n'a autant pénétré l'espace du travail que sous le capitalisme ; jamais l'Etat n'a autant contrôlé les cerveaux de « la vie privée », de l'école aux suivis sociaux et psychologiques, en passant par les juges d'application des peines et les désormais incontournables applications numériques franchissant les barrières des espaces familiaux intimes ; et jamais les médias n'ont autant investi les foyers, avec leur lot de pseudos grandes figures et autres « entraîneurs » du sens commun. Le monde social des classes populaires ne se réduit pas à cela bien sûr. L'analyse sociologique ne retient que les éléments qui entrent dans l'objet. Mais force est de constater que c'est une part déterminante de la vie populaire (bar, vacances camping, bricolage et déviances) qui se joue dans le cerclage, par tous ces agents « à la solde » du pouvoir, muselant les « classes dangereuses » depuis plusieurs tranchées, plusieurs infiltrations et assauts. On peut même dire que le dernier cercle devient déterminant et traverse les deux autres cercles de vie, quand on prend conscience de l'importance déterminante des médias aujourd'hui. Ce sont bien les

cerveaux du « quatrième pouvoir » qui propulsent les marionnettes du show bizz dans les foyers populaires réduits à voir le monde au travers des lunettes aliénante du « *spectaculaire* »[1078] marginalisant le sens des expériences ordinaires. Ce qui semble le plus loin devient le plus près. Le virtuel devient étonnamment réel et déterminant. Et l'arrivée des Intelligences artificielles va de manière exponentielle démultiplier les capacités d'intrusion dans les vies privées (chapitre 10).

Si les trois cercles appellent une vision d'ensemble du fonctionnement d'une société donnée, notamment dans les mondes occidentaux fonctionnant selon des logiques identiques, c'est qu'ils enseignent une donnée fondamentale. Le capitalisme repose sur l'extraction de valeur issue des corps des dominés, que ce soit leur force de travail ou leur énergie des « temps de repos ». Les élites, dans l'histoire, sont passées de la prédation naturelle (chasse, cueillette, pastoralisme) à la prédation impériale (pillage d'autres sociétés, tributs imposés aux formations envahies) puis à la prédation agricole (servage ou esclavage dans les champs), féodalisme qui annonce déjà le capitalisme. La mise sous dépendance des dominés est inscrite dans ce processus millénaire passant de la prise sur la nature et sur d'autres peuples, *à la prise sur son propre peuple*. Toutes les logiques de zone grise se rabattent sur ce mécanisme endogène essentiel d'auto-suffisance quoique l'impérialisme et le colonialisme aient conservé cette culture de prédation jusqu'à aujourd'hui du point de vue du pillage des matières premières et du travail forcé -forcément gratuit- des populations dites « *indigènes* ». C'est bien avec l'apparition des classes sociales que les élites se sont séparées de leur peuple originel tribal et qu'elles les ont traitées comme des ennemis à exploiter et à contrôler dans « la division du travail social » selon la formule alignée et linéaire de Durkheim. La fabrication des dispositifs d'assujettissement passe par des dispositifs connexes de mélange, d'inversion, de mouillage, *d'hybridation des zones tampon.*

L'organisation de la complicité devient un enjeu majeur pour deux raisons. D'une part, les élites se démilitarisent et leur capital guerrier disparait ; ce vide laissant la place à du capital culturel. Ces élites deviennent des assiégés sans défense. La date clé en France est celle de 1872 lors de laquelle les Bourgeois renoncent à leur garde nationale, queue de comète d'une perte de puissance qui a commencé avec la passation de pouvoir des nobles guerriers aux « barons » de l'industrie, nobles guerriers ayant connu, en eux-mêmes, cette grande fracture de la curialisation si bien expliquée par N. Elias. Il faut donc créer une force guerrière externe. On a vu que les forces de l'ordre, partie tampon d'une armée extraite provisoirement de la répression, deviennent une institution majeure des démocraties bourgeoises à Etat de droit tandis que leur recrutement est essentiellement populaire. Les exactions policières sont tolérées par les puissants dans la mesure où elles vont dans le sens de l'ordre social. Il y a eu suffisamment de manifestations policières dans les rues françaises pour que le bourgeois se rappelle que sans force de l'ordre, leurs entreprises ne seront plus protégées. Le racisme policier des policiers de base, prenant notamment en grippe les prolétaires manifestants mais surtout les sous-prolétaires racisés des banlieues, n'est pas forcément apprécié des élites au pouvoir. Il n'en est pas moins fonctionnel dans le paysage dans la mesure où le contrôle de ces masses immigrées a toujours été une obsession des gouvernants, usant et abusant de cette main d'œuvre corvéable et jetable à merci, le travail forcé gratuit des Africains étant le rêve de la bourgeoisie coloniale actualisé pendant quelques dizaines d'années par toutes les puissances européennes. Depuis que l'Etat de droit s'est imposé, avec des tribunaux paritaires et des

[1078] E. Goffman, *Les cadres de l'expérience*, *op. cit.,* p. 134, 360, 364, 404.

négociations ministérielles, une violence mineure -un « *soft power* » dans les termes de S. Cohen- s'est mise en place, avec moins de morts, mais toujours avec un niveau de répression nécessaire aux « grands équilibres sociaux ». C'était ma thèse sur « la violence d'Etat dans les régimes démocratiques » soutenue en 1993 et elle tient encore la route, en dépit d'une fascisation actuelle qui prend son origine dans la détestation bien ancrée des immigrés qu'un historien de l'an 3000 apercevra facilement comme la queue de comète des habitus coloniaux.

Le retournement organisationnel est la clé de voute de tout le système, les intermédiaires d'usine ou les travailleurs sociaux n'ayant pas la valeur fondamentale des agents répressifs (CRS et gendarmes mobiles) qui seuls, peuvent protéger les usines comme l'appareil d'Etat. Le marxisme des appareils l'a bien perçu et il est toujours valable.

D'autre part, les élites, sur un territoire national sans cesse plus vaste, deviennent un groupe quantitativement minoritaire. C'est une donnée morphologique souvent passée sous silence. Les bourgeois forment un groupe très peu nombreux. Ils ne peuvent régenter un pays sans faire appel à des inférieurs. Les inférieurs dominants (cadres des usines, officiers supérieurs, diplomates, experts, conseillers techniques des cabinets ministériels) jouent dans l'ensemble le jeu, entourés de protections et de gratifications multiples, même si parfois il a fallu lever le poing pour se faire reconnaître[1079]. Mais les dominants ont besoin de piétaille, d'exécutants, pour faire le sale boulot : frapper les manifestants, sortir les ouvriers des usines occupées, arrêter et mettre en prison les voleurs, assister et culpabiliser les pauvres en leur disant de faire des efforts en dénonçant leurs formes d'évasion (jeu, alcool, drogues, bar), nasser les jeunes des cités et faire du chiffre avec « la délinquance » pour créer l'insécurité et le vote à droite. Enfermés dans leurs ghettos d'apartheid social, les ilots de bourgeois tremblent et tentent d'élever les barrières, mais ils sont repérables et l'histoire du mouvement ouvrier montre que les premières manifestations convergeaient vers les domiciles des patrons. Il n'y a, dès lors, que deux solutions : se cacher mieux en se défilant ou mettre un rempart. La première option est devenue une sinécure avec la mondialisation. D'ailleurs, à la Martinique, en cas de mouvement social, les Békés fuient dans leurs autres possessions de la Caraïbe, même pendant des carnavals où des pillages ont lieu lorsque les jeunes sous-prolétaires profitent du désordre pour prélever leur dime dans les magasins. En Europe, les dominants ont élu domicile dans les paradis insulaires. Si leur argent est protégé dans les paradis fiscaux, leur corps est facilement invisibilisé dans les îles paradisiaques, et aussi dans les mégapoles internationales où ils circulent incognito. Mettre un rempart, deuxième option, signifie *utiliser le corps des autres*. Les forces de l'ordre, c'est ma thèse de jeune chercheur, ont mis au point des troupes robocop capables d'encaisser la vindicte populaire. Un des secrets les mieux gardés du pouvoir est cette *dépendance à l'égard des dominés. Il faut sans cesse, génération après génération, piocher dans les classes populaires la portion nécessaire de muscles permettant de neutraliser la force guerrière des dominés mécontents*. Les récents dégâts causés à Sainte Soline montrent que l'instrumentalisation politique des forces de l'ordre n'est pas prête de s'arrêter.

Rechercher l'auto-mobilisation (les travailleurs sociaux misant désormais sur toutes les formes d'activation de la personne) en incitant à suivre un parcours d'insertion pavés de menus avantages pendant des années ; piocher l'étage au-dessus, ceux qui tiennent la matraque au cas où les « régulations sociales » ne marcheraient pas ou plus ; rendre le tout lissé par la bonne parole des

[1079] L. Boltanski, *Les cadres, la formation d'un groupe social*, Paris, Minuit, 1982.

« *évangélistes du marché* »[1080] : les trois cercles de l'apprivoisement se nourrissent essentiellement d'un principe premier : l'adhésion par la participation active au jeu en étant « loyal ». La tripartition est le résultat du processus d'empiètement sur les forces populaires dont le travail d'emprise, mené avec succès, est le retournement des allégeances. C'est un travail, et donc un processus, une mise en œuvre, une démarche, jamais acquis une fois pour toute. C'est la raison pour laquelle les Bourgeois tentent de boucher tous les trous, partout où ils le peuvent : dès la maternelle, à l'école puis à l'usine, mais aussi sur les lieux de vie et, cela va de soi, dans les espaces publics où le décontrôle s'exprime au travers des « manifestations publiques » s'opposant au silence du vote. Le capitalisme de surveillance a connu un succès rapide du fait de toutes les facilitations dont il a bénéficié dans cette entreprise de colmatage systématique des opportunités de liberté des dominés. L'informatique semblait propice à un « *peace and love* » ? Les énergéticiens de la norme ont rapidement recentré le virtuel sur les logiques terre à terre du marché, de la publicité et de la consommation orientée. C'est, bien avant le soulèvement de 68, la peur des échappées belles des classes populaires qui a poussé De Gaulle et ses technocrates à contrôler les déplacements saisonniers des vacanciers en lâchant les « *CRS à la plage* »[1081]. Personne ne se souvient de cette politique fébrile visant à encager les jeunes des milieux populaires pendant les grandes vacances, dès le début des années 1960. De même, dans les cités, les « *opérations prévention été* », dans les années 1990, dans la foulée des grandes émeutes des cités des années 1980, ont consisté à encadrer les jeunes des cités sur leur lieu de vie en les mettant en activité physique, afin que la libération de leur énergie aille dans le sens du sport et non du cassage des commerces. Les sous-prolétaires aliénés sont dupés et jouent alors au football ou au basket avec des CRS dont les agents sont issus des classes populaires ![1082] Pas les mêmes, sans doute, et pour cause : le travail de division a opéré en amont. Les fils de militaires et de CRS engendrent aussi des CRS. Les souchards de province ont appris à se méfier des « *négros* » et des « *ratons* » qui pullulent dans les banlieues où ils ne mettront jamais les pieds, si ce n'est en troupes, sous l'uniforme du gendarme. Le dominant a fabriqué cela, par ses coupes sociales antérieures, comme un couturier du social. Et toujours, il occupe le terrain parce qu'il est stratège, comme l'a bien vu M. de Certeau. Quels que soient les champs, les univers, les espaces, les mondes, l'Etat, forme rationnelle de l'organisation du monde bourgeois, a mis en place des formes de division et de recollage, à savoir *les circuits de l'intrusion dans l'autre*, dont la plus connue est l'espionnage, forme exacerbée de cet espionnage social qu'est le contrôle étudié par les *Surveillance studies*. Goffman n'existerait pas si les dominants n'avaient concocté autant de supports logistiques raffinés pour « rappeler à l'ordre ». Les citations du sociologue américain empruntent massivement aux mondes des services secrets et de la police. L'espionnage constitue le cœur de ses analyses portant sur les « *modalisations* » (qui sont des préparations rationnelles) et, surtout, sur les falsifications des cadres routiniers où baignent les dominés dupés par les « *fabrications* », univers sophistiqué de manipulations en cascade qui a fait les choux gras de sa sociologie des intrusions dans les « mondes ordinaires ». Or, rien de vaut l'infiltration, l'emprise depuis le dedans. L'école choisit, pour contrôler l'information, la voie de l'intériorisation mais aussi celle du panoptique et des CPE soutenus par une armée de psy cachés dans les CMP et CPPN ; l'usine les voies de la délation et du remplacement ; le quartier populaire ou l'espace public, la voix du guidage et des

[1080] K. Dixon, *Les évangélistes du marché. Les intellectuels britannique et le néo-libéralisme*, Paris, raisons d'agir, 2008.
[1081] P. Bruneteaux, « Les CRS à la plage », in dossier « Police et social », *Informations sociales*, n° 92, 2001, pp. 36-41.
[1082] P. Bruneteaux, « Les institutions et les paumés : les logiques de la surenchère ». In *Critiques sociales* n°5/6, janvier 1994. Numéro coordonné par Patrick Bruneteaux et Florence Weber, pp. 107-120.

« conseils » des services sociaux (sans oublier le social judiciaire avec les AEMO), sans oublier le snitching déjà évoqué, avant que ne tombe le couperet des « actions coup de poing ». Chaque coopérant est doté d'une mission, d'un format ou d'un profil spécifiques. Les alignés ont subi l'école obligatoire et les embrigadements multiples (sport, animation, club de prévention, etc), les travailleurs à peine sortis de l'institution sont ferrés par la constellation des gradés, en usine ou à l'armée. Au domicile, la toile du « service social » s'est étendue encore avec les « visites » à domicile que la pudeur actuelle des gentils travailleurs sociaux appelle « VAD ». Les trois cercles fonctionnent selon les registres informationnels de la surveillance qui, lorsqu'ils ne marchent plus, cèdent la place à la répression, à laquelle participent encore les couches dites « dominées » mais cependant kaporalisées (agents de sécurité, vigilantisme, faux syndicats, briseurs de grève). Jamais, une société n'avait à ce point été surveillée. Les libertés publiques de l'Etat libéral, devenu difficilement Etat démocratique, ont impliqué simultanément de massives opérations de disciplinarisation que M. Foucault a si remarquablement historicisées.

Il demeure une dernière question, et non des moindres, celle du sens. Comment rendre compte du chiffrage et du déchiffrage ? Quelles sont les compétences sociales requises pour passer de l'autre côté de la barrière en toute bonne foi ou par cynisme ? Quelles sont les constellations psycho-sociales favorisant ces postures, ces passages à l'acte, ces persévérances dans la carrière ? Y'a-t-il des pragmatiques, des farouches partisans, des pervers, des alignés inconscients, des frustrés avides de reconnaissance, des êtres en souffrance aspirant à limiter les dégâts ? Quel est l'éventail entre le salaud ou le facho pleins d'entrain et doués d'un sens de l'initiative d'un côté et, de l'autre, les suivistes socialisés, les alignés par procuration comme ces gendarmes fils de gendarme fiers de leur père ayant accédé au « statut » après une « ascension » et un arrachement à la condition paysanne ?

En retour, du côté des opprimés, quelles sont les capacités interactionnelles requises pour débusquer les traîtres, les mouchards, les fayots, les balances, les « carriéristes » ? La question sociologique posée est celle du *cryptage des zélés et du décryptage des lutteurs*, entre l'identification des fayots et les capacités de percement des secrets des mouchards. Cet ouvrage n'a pu rentrer, comme le fait la littérature des thrillers ou les meilleurs romans, dans les histoires des personnages confrontés à la gangue des « histoires », des « embrouilles », des dénonciations, des traitrises. Comment les ouvriers peuvent-ils lutter contre les collaborateurs ? Et comme nait un complice des patrons en usine ? Il faudra descendre au seuil biographique des histoires de vie et aussi à celui des monographies locales, pour saisir le montage en acte de tels habitus alignés, retournés ou démasqueurs. Il y a, dans les cités regorgeant de bandes et de gangs, des milliers d'histoire de ce type. Et c'est tout l'enjeu du numéro spécial sur la complicité de la revue *Terrains* que d'avoir pointé la complexité de ces expertises sous-prolétariennes visant à débusquer le traître dans la bande[1083].

La question du sens porte avec elle celle de l'acuité, de la vigilance, de la détection, du théâtre, de l'espionnage et de la manipulation. Plus l'institution est totale, et plus les normes sont officielles et la surveillance aussi concentrée qu'un public au théâtre, signe distincteur, chez Goffman[1084], de la béance entre le fil engagé des interactions de routines et les concentrations ludiques des publics scrutant le moindre détail qui, forcément, dans la parenthèse, a le sens qu'il

[1083] *Terrains, Anthropologie et sciences humaines*, n°77, 2022.
[1084] *Ibid.*, p. 187.

faut pour donner le sens de toute l'histoire. C'est parce que l'on peut compter sur la loyauté de gens malmenés que la conscientisation protestataire a son équivalent du côté du pouvoir, lequel lâche ses chiens de garde dans les différentes arènes avec une montagne de vigilance, de duperie et de manipulation que le journalisme ou la littérature ont bien mieux rendu la chair que la science sociale. Il y a donc de la densité dans la zone grise, sans jeu de mot : de la matière grise, du calcul, des façades, des combines, du second et du troisième degré. Tout une échelle de l'intrusion dans les pratiques des autres peut être identifiée. La rationalité va de pair avec le processus de normalisation évoqué précédemment. Plus le travail de contrôle est important, et plus les savoir-faire des complices et de leurs supérieurs s'étoffent. En ce sens, on peut rapprocher les espionnages biographiques dans les usines, dans la police et dans le travail social comme organisant un ensemble homogène de procédés d'intermédiations en vue de coller au plus près des individus normés ou à normer. Les IA vont-elles prendre la relève ? Le cheminement en tous les cas est logique du point de vue du mode de fonctionnement des Etats capitalistes.

Il y a aussi, dans cette question du sens, celle relative à la question des intensités de la coopération. De notables différences opposent les fayots aux mouchards, les délateurs de syndicalistes ou les briseurs de grève et le volontariste ouvrier cherchant à devenir chef d'équipe. Le premier s'exerce à la vue de tous et se célèbre même parfois ouvertement dans l'acte de se rapprocher d'un membre de la hiérarchie et de réprimer ses frères de misère. Le second vit dans son monde de la mobilité sociale et mobilise sa seule individualité en faisant fi du groupe de référence. Le fayot aligné se sert en quelque sorte. Il défend ses intérêts propres sans attenter au crédit de ses pairs. Il en fait trop sans dénoncer ou mettre des bâtons dans les roues de ses collègues. Il est tourné vers l'ascension de soi. En revanche, le mouchard est missionné par le patron ou le policier pour exercer une action précise, cadre dans le cadre. Il effectue un travail en profondeur, dans la durée, offrant une cartographie précise des contestataires de tout poil. Alors que le fayot est décrié par tout le monde, du côté des rejetés de l'ordre scolaire[1085], les refusants comme les alignés qui jugent son comportement excessivement zélé, la balance demeure un pair (jeune des cités, truand ou ouvrier) ordinaire dont l'activité se dédouble en une part secrète visant à se concentrer sur les figures les plus menaçantes du groupe. Il peut effectuer une veille, assumant un rôle de vigilance. Mais il peut aussi traquer directement des cibles, ce que le chapitre 4 a largement détaillé, ciblage qui peut aller jusqu'à tendre des pièges en agent provocateur pour pousser le rebelle à se démasquer dans un cadre contrôlé par le pouvoir[1086]. Les citations en début d'ouvrage montrent que c'est dans l'espace colonial que cette logique du retournement a été poussée à sa perfection. Mais elle est aussi à l'œuvre toutes les fois que les dominés font vraiment peur, notamment quand ils s'autonomisent, ce qui est le cas avec « l'économie parallèle ». C'est la raison pour laquelle la balance est autant pourchassée. L'indic des nazis « fait tomber » des dizaines, voire des centaines d'individus. Les indics et les balances des banlieues sont le levier ordinaire de toutes les polices occidentales. Ceci étant dit, peut-on vraiment hiérarchiser les formes de collaborations à la manière d'un juge ? La dimension morale libère ici ses limites théoriques. Pourtant, peut-on demeurer extérieur au débat portant sur les effets sociaux des briseurs de grève, sur les agressions physiques, les licenciements, l'aliénation en usine sous le couperet d'un rouffion ? Les souffrances, violences

[1085] T. Sauvadet, *Le capital guerrier. Concurrence et solidarité entre jeunes de cité*, Paris, Arman Colin, 2006, p. 216.
[1086] E. Goffman, *Les cadres de l'expérience, op. cit.*, p. 174 et 468.

et destructions, les pertes de ressources ou suicides induits par les pratiques de complicité ne peuvent-ils être étudiés ?

Si Goffman ne s'est jamais soucié de sortir de l'analyse des cadres de l'espace public (à part *Asiles*), abordant essentiellement ce qui se passe dans la rue ou ce qui est rapporté par la presse publique (perturbations de la vie domestique impliquant le judiciaire et pris en charge par les médias), il n'a pas pu mesurer « *l'incidences des fabrications, abusives ou bénignes, sur les structures sociales* »[1087] qui nous intéressent, à savoir les champs sociaux où s'exercent le pouvoir et la domination. Et pourtant, la question qu'il pose pourrait tout à fait introduire l'ouvrage : « *Quel est le rapport d'une fabrication donnée avec l'état des choses de l'univers social dans lequel elle s'insère ?* »[1088]. Si les alignés et les reproducteurs du cela va de soi ne mentalisent pas leur action conformiste, en revanche, les infiltrés s'échappent de la conception passive de l'habitus *en faisant preuve d'une expertise doublée d'une capacité manœuvrière prêtant à conséquences*.

Une première échelle des intensités permet de procéder à une typologie selon le degré de formalisation des engagements. Les alignés du cela va de soi et les zélés (niveau 1) forment la base « bénigne » de la coopération, avec les privilégiés des asiles qui, se tenant bien, occupent de meilleures situations sans occuper de positions d'autorité. La seconde figure met en scène toute la gamme des infiltrés des fabrications qui témoignent d'un sens aigu de la manipulation en vue d'identifier et de faire tomber les récalcitrants. Mouchards, balances, indics, infiltrés, mais aussi certains médiateurs à cheval entre le communautaire et l'indicateur, n'ont pas de position officielle dans la division sociale du travail de la zone grise. Les pairs, médiateurs et travailleurs sociaux s'inscrivent dans une pratique de délégation du contrôle de leur groupe par l'Etat. On sort de la dilution dans le corps social (niveaux 1 et 2) pour entrer dans le premier étage de la division sociale du travail de la tripartition (niveau 3). A ce même niveau 3 on retrouve tous les agents du capital cognitif (chapitre 1), de l'idéologie dominante, sachant que les travailleurs sociaux édictent aussi, au raz du terrain, des normes avec les personnes suivies. Mais la formalisation la plus soutenue de l'idéologie revient à ce vecteur audio-visuel désormais en passe d'être débouté par les réseaux sociaux et internet. Les forces de l'ordre, les nervis et autres briseurs de grèves, les chefs d'équipe et les contrôleurs, certains médiateurs et *vigilantes*, forment un groupe distinct d'acteurs tampon au cœur du rapport de force social (niveau 4). Désormais, ces acteurs s'inscrivent aussi dans le capital cognitif, les réseaux sociaux, le travail d'identification, le pistage des menaces mobilisant aussi bien des informateurs que des informaticiens (chapitre 10).

Cette échelle qui court de l'informel vers le plus formel, mais aussi du plus symbolique au plus physique, ne correspond pas forcément à une échelle d'intensité dans les nuisances (du point de vue des dominés). En effet, le niveau 2 est particulièrement destructeur lorsque la mise à jour de coulisses, d'un texte caché, de bases de repli ou de la préparation d'une grève ou d'une quelconque action contre les chefs et la hiérarchie, signifie le licenciement des personnes, leur mise au placard ou leur affectation sur les postes les plus difficiles de l'atelier, autant de scènes décrites dans ce livre. Cependant, il est possible de tracer une trame globale selon les enjeux de domination. C'est bien le niveau 4 qui assure, coûte que coûte, le maintien de l'ordre social. Et, comme on n'est jamais mieux servi que par soi-même, l'échelle des intensités place en « second rôle » tous les agents

[1087] *Les cadres de l'expérience, op. cit.*, p. 125.
[1088] *Ibid.*

extérieurs qui servent la cause tandis que seuls les agents internes (niveau 3) sont les professionnels attachés au service de l'Etat. Ce qui ne veut pas dire que les niveaux 1 et 2 soient résiduels. Les différents chapitres de cet ouvrage ont visé justement les alignés et retournés de ces niveaux faibles, quoique fortement efficaces dans les efforts du système pour maintenir l'ordre.

Une dernière question mériterait un ouvrage en soi. Comment se fait-il que les agents ordinaires soient si distinctement et visiblement retournés -appelant une sociologie du choc, des salauds, de la sidération- mais qu'en même temps le processus demeure globalement invisible tant il semble « couler de source » ? On a pu voir l'importance de la relativisation de la théorie de l'habitus, notamment au regard des violences subies productrices paradoxalement de conscientisation[1089]. Mais, en contrepoint, Goffman montre bien que le flux des routines s'orchestre autour d'une certaine relaxation entre les choses à faire et l'engagement cognitif au ralenti[1090]. D'une certaine manière, les acteurs sociaux sont piégés par l'accord relatif entre les acquis intériorisés et les scènes où ils vivent (établissements, famille, activités publiques). Les activités s'enchainent en séquences sans véritable suspicion sur chaque participant, même si la vigilance est de mise dans toutes les scènes tendues et à risque (atelier, classe, abords du quartier, dortoir) où les dominés se savent observés voire traqués. « *A partir du moment où nous comprenons ce qui se passe, nous y conformons nos actions et nous pouvons constater en général que le cours des choses confirme cette conformité* »[1091]. De plus, tout l'ordonnancement social repose sur une distribution qui est là, installée, naturalisée, et qui plus est, légitimée. Aller vers le haut, vers le pouvoir, par la mobilité, l'effort, le dépassement de soi, est totalement couvert par toutes les instances de légitimation. Il est donc particulièrement difficile de détecter, dans ce processus, les manœuvres les plus immorales de la « concurrence des victimes » et la perversion d'un système qui repose en fin de compte sur l'allégeance des victimes, la complicité des « sans-dent ». Le secret achève de rendre tout lisse, tandis que la victime syndicaliste ou rebelle, ne sera certainement pas secourue par « l'opinion publique ». C'est tout le contraire avec le pouvoir. Stratège et conscient de devoir « mener la barque », la conscience de soi bourgeoisie espère avoir un « tour d'avance » en réfléchissant en permanence aux leviers à améliorer pour garantir l'emprise sur les subordonnés. D'où la mobilisation de supports rationnels qui rompent avec le cela va de soi, modèles d'avertissement et d'auto-prévoyance qui se diluent et se diffusent vers les couches dominées complices :

« Le monde des faire-semblant se caractérise, lui, par un scénario plus ou moins sophistiqué qui permet à son auteur de visionner à l'avance ce qui va se dérouler. Quant aux manipulateurs, nous avons vu qu'ils étaient en mesure de changer le cours des choses en déterminant l'issue d'une activité (…) Selon le moment, chaque participant se caractérise par une certaine orientation cognitive, une certaine perspective, un certain horizon. Les manipulateurs sont en quelque sorte des démiurges : ils savent ce qu'est réellement leur identité personnelle et leur identité sociale et, sauf imprévu, comment les choses vont se passer pour eux et leur victime ».[1092]

[1089] C'est sans doute du fait de l'absence d'études scientifiques sur les mondes totalitaires, par des cerveaux fabriqués dans des mondes de paix dits « civilisés » (ce qui est souvent oxymorique quand on rapporte la perception des populations civiles coloniales sur les colonisés réprimés voire génocidés), que l'on doit cette relative cécité sur les productions sociales de la conscience, au sens des surgissements de conscience dans des situations de souffrance sociale libérant des analyses nécessaires du bourreau et de son organisation afin de s'en extraire. C'est du fait de ce haut niveau de conscientisation que l'on peut récolter autant de témoignages détaillés de déportés, tout au moins les survivants, lesquels sont sans doute, parmi les concentrationnaires celles et ceux qui ont le plus développé de capacité d'observations, d'analyses favorisant la production d'apparences de soumission et de tactiques scottiennes de résistance.

[1090] Il précise : « *Nos relations en public ne sont pas aussi sujettes au jeu de la suspicion que nos relations intimes* ». *Ibid.*, p. 449.

[1091] *Ibid.*, p. 242.

[1092] *Ibid.*, p. 141.

Toute la complexité de l'analyse réside dans le couplage de l'habitus avec les capacités d'organisation de cadres de ces falsificateurs du réel -en cela producteur d'un réel- dont les fabrications sophistiquées de l'espion ou de l'escroc forment le type idéal. Entre la socialisation et la distance au rôle, les combinaisons sont multiples. D'où la différence entre les chapitres qui insistent plus sur l'intériorisation des rôles d'intermédiation (chapitre 2, 3, 6 et 7) et ceux qui dévoilent les capacités de manipulation des acteurs (chapitre 1, 4, 5 et 8). Les complices circulent ainsi dans « les petits papiers » des dominants déléguant le sale boulot de la surveillance et de la rectification des comportements dans un ballet phénoménologique où s'enchevêtrent les savoirs pratiques et les modalisations actées.

Encore une fois, on n'en a pas fini avec l'importation des modèles totalitaires en démocratie. L'espionnage social y a sa place, la complicité sociale renvoyant aux formes atténuées des violences propres aux guerres importées dans les dominations routinières des sociétés de paix relative. De fait, les mécanismes de la tripartition -tout au moins ce qui ne relève pas de l'institutionnel à l'image du travail social ou des forces de l'ordre- ont une consistance spécifique dont les apparences sont aussi floues que le sont les frontières entre action sociale pour soi et action sociale pour autrui. Comment savoir où commence la collaboration ? Quand un afro-américain du ghetto appartenant à la catégorie des « *decent families* » prend position contre les « *street families* »[1093], est-ce un traître ? Quand des couches populaires se mobilisent localement, dans un quartier insécure, en cohortes de *vigilantes* pour contrer les délinquants ou les dealers, sont-elles alors complices des Etats ou des élites réactionnaires ?[1094] Quels sont les lieux où s'expriment ces différences et où elles peuvent recéler des effets de pouvoir ou de domination, à commencer par la facilité à dénoncer auprès des policiers certains « perturbateurs » du ghetto qui auraient malmené un membre des *decent families*, ce qui est très fréquent compte tenu de la légitimité de la subculture dans l'enceinte hétérotopique du ghetto ? Quelle est la part des choses entre les classements sociaux diffus et les classements sociaux instrumentalisés ou récupérables ? Par exemple, comment situer le conformisme des rebelles, ces bandes qui adoptent souvent l'idéologie consumériste, le culte du luxe, « *l'imitation grossière de l'idéologie bourgeoise* »[1095] ? Derrière les formes de l'adhésion à l'ordre établi, n'y a-t-il pas des passerelles à étudier du point de vue des portes d'entrée « volontaires » dans les rôles de balance ? Qui est prêt à acheter qui ? A sauver sa peau pour qui et au nom de quelles valeurs supérieures quand la police tient, dans son bureau, celui qui peut ainsi diminuer sa peine de prison ? Et que dire de l'attrait d'une fraction des jeunes de cité pour les métiers de la sécurité, directement liés à la défense du capital comme on a pu très distinctement le présenter dans le chapitre 6 ? Entre flic et voyou se joue la fascination pour le film culte *Scarface*, dans ce grand amalgame du capital guerrier machiste et patriarcal orientant les dominés mâles vers des métiers virilistes dont ils ne voient pas forcément clairement les enjeux[1096]. On revient sur les positions ambigües des sous-prolétaires évoquées dans les chapitres 6 et 7. La sociologie de la complicité rompt ici avec une sociologie morale, la survie ou le pragmatisme hérité de la violence environnante déconnectant les individus de toute évaluation interne, si ce n'est ce qui rapporte du cash ici et

---

[1093] E. Anderson, *Codes of the Street. Decency, Violence ans the Moral Life of the Inner City*, New York, Norton & Company, 2000.
[1094] G.F. Garrigues & L. Gayer, *Fiers de punir, op. cit.*
[1095] M. Esterle-Hedibel, « Controverses théoriques autour des bandes de jeunes », in M. Mohammed & L. Mucchielli, *Les bandes de jeunes. Des blousons noirs à nos jours*, Paris, La Découverte, 2007, p. 85-96 ; T. Sauvadet, *Le capital guerrier. Concurrence et solidarité entre jeunes de cité*, *op cit.,* p. 285.
[1096] « *Une conversion militaire est également possible. La recherche de virilité, la culture du corps et du groupe, le combat rapproché et le maniement des armes attirent les plus chaud. Parallèlement, la volonté de se faire oublier pousse les aventuriers de la rue sous les drapeaux. Les cinq jeunes qui ont franchi le pas n'ont pas supporté longtemps l'autoritarisme militaire. Un seul s'est adapté. Il s'est engagé pour la destination la plus risquée* ». T. Sauvadet, *Le capital guerrier. Concurrence et solidarité entre jeunes de cité, op cit,* p. 239.

maintenant dans une vie où la case prison ou la mort ne sont jamais bien loin. Face obscure de nos sociétés dégoulinant de grands principes jamais appliqués mais sur lesquels se dressent les bonnes consciences et les assignations à la déviance, la complicité représente ce « *canal d'activité* », comme dit Goffman, qui prend les allures d'une responsabilité quand elle atteint le stade du judiciaire. Et là encore, les frontières se brouillent :

« Considérons à présent le problème de la responsabilité. Une action étant accomplie dans une certaine activité avec un certain rôle, la responsabilité qui est la nôtre nous accompagne-t-elle dans d'autres lieux et d'autres moments où l'on ne tient plus ce rôle ? Lorsqu'un individu commet un acte répréhensible sur ordre d'un supérieur, jusqu'à quel point peut-il décliner toute responsabilité et protester qu'il n'a fait qu'obéir aux ordres venus d'en haut ? Cette question de la responsabilité, problème de cadre tout à fait essentiel, a bien évidemment à voir avec le fait que, dans certains cas, l'acteur est en droit de prétendre qu'il a agi à son corps défendant ou sans savoir ce qu'il faisait »[1097].

Contre toute forme d'essentialisation, personne ne peut décréter, tel un juge ou un moraliste, que tel ou tel comportement isolé relève d'un type donné, obéissant classique ou suiveur zélé, acteur psychiquement faible ou agent disposé à s'engager au moindre appel d'air. Comment départager ce qui relève de l'activité sociale et de ce que l'on nomme la « responsabilité », laquelle introduit ipso facto la dénonciation voire la juridiciarisation. Qui a fauté en allant travailler un jour de grève ? Qui est complice d'un licenciement en ne se mobilisant pas pour lutter auprès des copains virés ? Quel syndicaliste peut pencher d'un côté ou de l'autre en représentant le personnel mais en ayant été pris la main dans le sac pour avoir accepté un prêt patronal particulièrement favorable ? L'histoire du mouvement ouvrier français porte la cicatrice de ces manipulations incessantes dans le taux de syndicalisation.

C'est en croisant les perspectives des acteurs avec l'analyse objective des positions sociales et des pratiques concrètes des intermédiaires que l'on peut éviter le survol social abstrait. La sociologie morale de la tripartition n'est pas moralisatrice. Elle soulève les controverses des acteurs eux-mêmes -les deux carrières morales- *en les mettant en forme dans les catégories crédibles de la sociologie comparative des normes.* Elle indique la multiplicité des choix, leur ambivalence, leur réversibilité, les échelles d'intensité, en relation avec celles et ceux qui sont des refusant(e)s. Goffman a bien montré que l'intégration primaire n'existe pas. La violence du pouvoir sur le corps sont inversement proportionnelles aux désirs de libération. La socialisation est un leurre si l'on prend au sérieux toutes les formes de dissidence qui jalonnent « le vivre ensemble ». Dans les cadres flottants du social de paix relative, les engagements sont parfois faciles, parfois cornéliens, toujours en tension, en évaluation parce qu'il faut endosser une loyauté qui peut être réversible (les repentis, les syndicalistes corrompus, les ouvriers acceptant la promotion contre l'esprit de groupe des camarades, le fils d'un ouvrier rouge devenu légionnaire « par passion »). Quels sont les coûts et avantages respectifs des deux trajectoires sachant que le risque de discrédit diminue avec les facultés de migration ? La reconnaissance du groupe des pairs ou la valorisation (au sens de la bourse) par les dominants peut se doser sur place comme s'externaliser par la fuite vers une autre région. Qu'est-ce qui oriente les uns et les autres, sachant que les deux pôles sont aussi dépositaires de legs et de pesanteurs ? Si l'on prend l'exemple des bandes et des groupes de jeunes dans les cités, il semble que l'officialisation des balances y soit plus forte que dans le monde des salariés des usines,

[1097] E. Goffman, *Les cadres de l'expérience, op. cit.*, p. 265.

parce que, pour l'ensemble du groupe, les probabilités de « la mobilité sociale » sont quasi nulles. Pourquoi laisser le risque de la trahison s'introduire si on est tous embarqués sur le même bateau et obligés de « se serrer les coudes » pour se « maintenir à flot » ? La réduction à la norme est un rejet massif du mirage de la mobilité républicaine, et gare à ceux qui voudraient s'affranchir du code des « chauds » comme l'incroyable ouvrage de l'ethnographe T. Sauvadet nous le dévoile crument avec *Le capital guerrier*. Finalement, on peut dire aussi que les différents chapitres ont étalé les arguments de ceux qui contestent la vision du plus fort. J'ai mis en forme, d'une certaine manière, les ressentis des floués, en les dotant d'une rigueur et d'une intensité qui leur permettent de prendre une figure plus objective, plus collective. Le monde social résiste aux appels des sirènes du pouvoir. En parlant de complices, j'ai surtout mis en lumière les combattants d'une certaine carrière morale privilégiant une « certaine idée de l'homme » contre « babylone » ou « le système ». J'ai mis en forme la dénonciation des dénonciateurs, les modèles héroïques eux-mêmes n'étant pas à l'abri de quelque imposture, à l'image de Fanon ou Bourdieu. Mais ce faisant, se découvre l'exposition différenciée au reproche social de complicité. Quelles sont les conditions sociales de telles protections ou de tels aveuglements ?

Il reste que les frontières délimitées dans cet ouvrage par les controverses autour des grands registres de la collusion avec les dominants ou de la dissidence ne forment qu'une esquisse dans un paysage sociologique peu propice à détecter ce type de faits sociaux largement immergés dans ce qui, du côté des victimes, n'est ni coulisses, ni texte caché, ni refoulé, ni hontes mais tout cela confondu ; et du côté des bourreaux, un inavouable succès dans une emprise qui fait aussi courir l'humanité. La complicité n'existerait pas sans, au-delà du drame moral, l'envie de « grimper », d'avoir du pouvoir, de jouir d'une maîtrise sur sa propre vie, laquelle suppose d'utiliser les autres comme des leviers, des supports, des instruments. Le complice rejoue la quête du guerrier, l'aventure, le débordement, la captation. Il est peut-être l'auxiliaire, mais les miettes l'invitent tout de même au banquet. La trahison est le prix à payer pour recréer d'autres loyautés.



Chapitre 10
–
L'IA au défi d'une pensée de la tripartition

▲▼

« Il ne fait aucun doute pour nous que la surveillance est totale, qu'elle a atteint un niveau jamais connu dans l'histoire de l'Homme. De même, le volume des données collectées, traitées et interconnectées dans des serveurs gigantesques, est sans commune mesure avec ce que pouvaient faire les services de renseignement à l'ancienne. Lesquels y parvenaient d'ailleurs difficilement et à un coût très élevé pour la société. Il leur fallait une armée d'indics, d'espions rémunérés, traités humainement. Les nouvelles informations recueillies par la surveillance électronique sont un trésor sans prix ».

Zygmunt Bauman, « Devoir de protection, protection des libertés : entre 'surveillance liquide' et politiques sécuritaires », in P.A. Chardel, *Politiques sécuritaires et surveillance numérique*, CNRS éditions, 2014, p. 48.

« Nous nous intéresserons aux 'nouveaux agencements' de la surveillance. Les années 2010-2020 ont vu éclore toute une nouvelle série d'approches. Dans le prolongement de l'hypothèse initiale de l''agencement surveillanciel', plusieurs propositions marquantes sont apparues pour décrire de nouveaux modèles généraux. N'appartenant pas forcément au champ restreint des *Surveillance Studies*, ces théories ont développé tour à tour des hypothèses fortes, au moment où les données, les plateformes et les algorithmes se sont mis à gouverner la vie numérique des individus, observée non plus seulement par le pouvoir, mais par une multitude d'acteurs en capacité d'en faire une exploitation de nature économique, médiatique ou commerciale. La forme la plus récente de ces nouveaux agencements a pris pour nom 'capitalisme surveillanciel' et s'est imposée jusque dans le langage courant, en proposant un nouveau 'diagramme' de nos sociétés contemporaines. Malgré son succès évident, cette approche fait elle-même débat et pose la question théorique de l'implication des individus dans leur propre surveillance. Pour aborder cet enjeu devenu central, nous reviendrons sur l'ensemble des grandes théories qui ont mis au centre de leur questionnement la notion de « participation », que ce soit dans l'hypothèse de la « shareveillance », de la « vigilance » ou plus récemment de l''exposition' (…) L'outil qui permet de brasser toutes les données, pour les traiter, les afficher, les personnaliser, est l'algorithme, que l'on peut définir comme une « série d'instructions formelles et opératoires permettant d'obtenir un résultat ». Or les algorithmes ne sont pas figés dans une temporalité arrêtée. Ils ne cessent de mettre en calcul les informations qu'ils obtiennent et qui leur permettent de s'adapter aux « profils » des usagers, producteurs, émetteurs de données. Ils opèrent un traitement sur les données capturées à l'aide de boutons, de champs de commentaires, de capteurs, mais aussi de « cookies », soit cette forme renouvelée du « mouchard », petit logiciel « espion » qui permet de suivre à la trace les déplacements des individus et de leurs « doubles de données ».

Olivier Naïm, *Les théories de la surveillance. Du panoptique aux Surveillance Studies*, Paris, Armand Colin, 2020, Introduction, p. 7-14 et p. 83-95.

« Obviously, some of the issues we are referring to are not exclusive to plat-form labour, and neither are they brand new. Labour outsourcing and the spread of autonomous labour are part of a larger re-organization of labour in the West that started with the end of Fordism, which was based on welfare as a form of redistribution mediating between capital and labour. Understanding the paradigm as an exception means ignoring the fact that precarity could be the norm in capitalist societies. According to Jan Breman and Marcel van der Linden, 'he real norm or standard in global capitalism is insecurity, informality or

precariousness, and the Standard Employment Relationship is a historical phenomenon which had a deep impact in a limited part of the world for a relatively short period of time' ».

Sandro Mezzadra, Niccolò Cuppini, Mattia Frapporti & Maurilio Pirone, *Capitalism in the Platform Age Emerging Assemblages of Labour and Welfare in Urban Spaces*, Springer, 2024, p. 11.

PB : *Dans ma précédente question relative aux entreprises qui utilisent la surveillance numérique des salariés travaillant ou non sur ordinateur, tu as noté, parmi leurs missions : « • Suivi du temps et de la productivité : Chronométrage des heures de connexion/déconnexion, calcul du temps passé sur chaque tâche ou projet, rapports de productivité, analyse des phases d'activité et d'inactivité ». Peux tu développer plus précisément ?*

« Le suivi du temps et de la productivité en entreprise s'appuie sur des outils numériques sophistiqués permettant d'obtenir une vision très précise de l'activité réelle des employés. Voici comment ces méthodes fonctionnent concrètement :

1. Chronométrage des heures de connexion/déconnexion
   - Les logiciels de suivi enregistrent automatiquement les heures d'entrée et de sortie de chaque employé, que ce soit sur site ou à distance.
   - Ils détectent les événements de démarrage et d'arrêt du poste de travail, les verrouillages/déverrouillages, ou les connexions/déconnexions à distance.
   - Cela permet de générer des feuilles de présence exactes et de vérifier la conformité avec les horaires contractuels.
2. Calcul du temps passé sur chaque tâche ou projet
   - Les outils comme Time Doctor, Kickidler ou Monitask permettent aux employés de démarrer, mettre en pause, reprendre et arrêter un chronomètre pour chaque tâche ou projet.
   - Certains logiciels intègrent la gestion de projets : l'employé indique à quel projet ou tâche il consacre son temps, ce qui permet une ventilation détaillée du temps passé par activité.
   - Les managers peuvent ainsi analyser la répartition du temps de travail et identifier les tâches les plus chronophages ou les goulets d'étranglement.
3. Rapports de productivité
   - Les logiciels génèrent des rapports détaillés sur la productivité, incluant : temps total travaillé, temps passé sur chaque application ou site, périodes d'activité intense ou d'inactivité, pauses, heures supplémentaires, etc.
   - Certains outils classent les applications et sites web comme « productifs » ou « improductifs », et fournissent des scores de productivité individuels ou par équipe
   - Les rapports peuvent être personnalisés par employé, département ou projet, et sont accessibles en temps réel via un tableau de bord centralisé.
4. Analyse des phases d'activité et d'inactivité
   - Les logiciels détectent automatiquement les périodes d'inactivité (absence de mouvement de souris ou de frappe clavier) et les différencient des pauses déclarées
   - Ils peuvent envoyer des notifications ou des rappels à l'employé en cas d'inactivité prolongée ou, à l'inverse, suggérer de faire une pause pour éviter le surmenage.
   - Les niveaux d'activité sont souvent visualisés sous forme de graphiques à code couleur (vert = forte activité, rouge = faible activité).
5. Gestion des pauses et conformité légale
   - Les employés peuvent enregistrer leurs pauses et interruptions, ce qui permet de distinguer le temps de travail effectif du temps de présence.
   - Ces données facilitent le respect de la législation sur le temps de travail, la gestion des heures supplémentaires et la prévention de la fraude horaire.

En résumé, le suivi du temps et de la productivité s'appuie sur l'enregistrement précis des horaires, la ventilation du temps par tâche, des rapports détaillés sur l'activité, l'identification des phases d'inactivité et la gestion automatisée des pauses, offrant aux entreprises une vision objective et exploitable de la performance réelle de leurs équipes ».

IA Perplexity, mai 2025

« La notation n'est pas seulement utilisée par la plateforme comme un dispositif disciplinaire, mais également comme un outil de mobilisation des chauffeurs Uber. Ainsi, s'ils reçoivent de la plateforme des messages de mise en garde lorsque leur note diminue, ils peuvent également être félicités par celle-ci, voire recevoir des récompenses :

Honnêtement, je suis à 4,98 sur 8 500 courses. Je pense que c'est assez… Mais je vais vous dire quelque chose. Vous êtes tombée sur moi et vous avez tapé le gros lot. Vous savez pourquoi ? Lui [il montre une photo], c'est le directeur général d'Uber Québec et ça, c'est une photo de lui et moi quand j'avais atteint 6 000 courses. J'avais une note parfaite de 5 étoiles et ça n'a jamais été fait auparavant. Et c'est moi qui ai la meilleure note au Canada, en fait. Vous êtes tombée sur le bon. Donc ouais, j'ai eu ce prix-là. J'ai eu cette reconnaissance, comme quoi j'avais eu la meilleure note au Canada.
(Sasha, un chauffeur montréalais de 28 ans) »

S. Bernard, UberUsés, Le capitalisme racial de plateforme à Paris, Londres et Montréal, Paris, PUF, 2023, p. 259.

« La relance en 2023 de Terra-HN n'a qu'une seule finalité, celle de corriger nos erreurs passées. Nous avons été dramatiquement aveugles sur la dimension informatique-numérique de tous nos objets de recherche et nous avons sous-estimé l'ampleur des transformations numériques permettant aujourd'hui aux Etats, polices et entreprises de surveiller à l'aide « d'intelligences artificielles » les personnes dont les données personnelles sont captées par ces systèmes et acteurs. Les populations précaires, fragiles, en mobilité, les migrants, réfugiés, sans-papiers sont les plus exposées aux surveillances numériques (par effet de xénophobie d'Etat et/ou motif allégué de chasse au terrorisme) avec des conséquences lourdes sur ces populations notamment dans les zones frontalières mais aussi à l'intérieur des Etats. La seule motivation de cette relance de Terra-HN est de corriger nos erreurs collectives passées et de ne pas laisser aux générations futures un corpus bibliographique/intellectuel si carencé sur les vingt ans de naissance et développement du capitalisme de surveillance et d'influence que notre production éditoriale en deviendrait fallacieuse pour les étudiants, les militants, les professionnels et les chercheurs qui nous lisent ».

J. Valluy, réseau scientifique TERRA-HN, http://www.reseau-terra.eu

Introduction

La comparaison de Z. Bauman justifie amplement la rédaction de ce dernier chapitre. La montée en puissance des modalités du renseignement est telle que tout un champ des sciences sociales s'est désormais spécialisé sur la « surveillance »[1098] dans les sociétés démocratiques. O. Aïm situe le renouveau des études au début des années 2000, après que la vague des années 1970 et le tarissement relatif de la pensée de Foucault et de celle de Deleuze soient réactualisés par les effets intrusifs du numérique, d'Internet et des géants diffuseurs inféodés aux services secrets. Ce sera la grande claque « Snowden ».

« Le retour de la notion de surveillance se fait au tournant des années 2000. Il se fait par le repliement, le recoupement et le recouvrement du modèle deleuzien (celui du contrôle) et du modèle foucaldien, ou plutôt des modèles foucaldiens successifs (panoptisme et bio-politique). C'est avec la prise en compte de la jonction possible entre la question des mobilités territoriales et des mobilités numériques, que la surveillance redevient un objet théorique de premier plan. À l'origine de cette remotivation, un premier modèle s'est imposé en 2000 à la fois comme une référence et un repère dans l'histoire des théories. Il s'agit du montage théorique que deux chercheurs en sociologie et en droit, Kevin D. Haggerty et Richard V. Ericson, ont fait, précisément, sous le nom d' « agencement surveillanciel »[1099].

Les auteurs américains comparent la situation du promeneur clandestin dans la ville, au début du XX[e] siècle, tel qu'il a été étudié par Simmel ou Benjamin, avec la connectivité systémique des piétons enregistrés de toute part lors de leurs déplacements urbains. On a pu voir, dans les chapitres précédents, l'énorme paradoxe entre les libertés démocratiques affichées et un quadrillage moderne humain et technique ne laissant que peu de poches non « traitées »[1100]. En fait, piégés par l'appareillage désormais généralisé des corps, les mouvements obéissent à une traçabilité, une mise en correspondance de tous les déplacements, une visualisation des territoires investigués, ainsi qu'au pillage de toutes les préférences lâchées sur les computers et les smartphones. Les efforts personnels auparavant consentis par les surveilleurs de l'Etat ou des entreprises pour contrôler les déplacements des subordonnés, leurs discours, sont en passe d'être dissous dans la révolution numérique. Tous les compartiments de la vie sociale sont affectés, y compris au plus loin des apparents affranchissements, le tourisme, traqué lui aussi par les technologies chevillées au corps. L'ouvrage de S. Zuboff *Le capitalisme de surveillance* brasse tous ces aspects de la surveillance puisque

---

1098 « *La mise au jour des « agencements surveillanciels », au tournant des années 2000, a amorcé le processus d'autonomisation du champ de recherche sur cet objet. S'émancipant des autres thématiques traditionnelles du « contrôle social », de la « pénalité » ou de la « sécurité », la notion de surveillance cesse progressivement d'être une question satellitaire pour devenir un « objet d'étude » à part entière. La force interdisciplinaire des «* studies *» anglo-saxonnes tient à cette capacité à détacher un objet d'un fond thématique général pour lui accorder une place centrale. En rejouant sur le plan épistémologique la conflictualité à l'origine des conceptions hégémoniques et contre-hégémoniques des* Cultural Studies*, ce point de vue sur le savoir a la particularité de signaler des « urgences » théoriques. Si l'on peut reprocher à ce type de geste volontariste un risque de dilution ou de superficialité, il reste que, dans certains cas, les questions ainsi extraites finissent par s'imposer et à occuper une place que le jeu classique des disciplines peine à leur accorder. Un processus se met en place, selon lequel l'empirie s'impose et vise à transformer, en retour, l'objet étudié en concept. Tel est le cas de la question « surveillancielle » qui, secondaire dans les traditions sociologique, politiste ou philosophique, affirme depuis une vingtaine d'années son statut épistémologique de premier plan* (…) *les* Surveillance Studies *émergent, pour une large part, de la reconnaissance de la manière dont les systèmes d'information se mettent à réguler tous les aspects de la vie sociale* ». O. Aïm, *Les théories de la surveillance, op. cit, Troisième partie, Les surveillance studies*, p. 155-228.

1099 O. Aïm, *Les théories de la surveillance, op. cit.,* chapitre 4, Les quatre corps de la surveillance, p. 83-95. https://shs-cairn-info.ezpaarse.univ-paris1.fr/les-theories-de-la-surveillance--9782200623494-page-83?lang=fr

1100 Par exemple, il n'existe plus aucune parcelle de terre libre, sans propriétaire, en Europe. En Guyane, l'Etat concède gratuitement des terres à celui qui veut et peut les défricher. Mais il faut d'abord passer par la préfecture.

« *le surplus comportemental* » affecte aussi bien le domaine économique professionnel que le « loisir » des enfants ou des parents dans la sphère domestique. Dans son premier ouvrage *In the Age of the Smart Machine. The future of Work and Power,* paru en 1988, son chapitre 5 analyse le nouveau dispositif de domination économique fondé sur l'informatique. Le contrôle de la production, via « *la textualisation* » des données, se prolonge en un contrôle général des acteurs de la production, les travailleurs. La chercheuse pensait que les acquis de l'informatique allaient pouvoir aussi bien favoriser le contrôle capitalistique qu'aider à améliorer les conditions de travail[1101], tout en observant que se mettait en place un « panoptique numérique », concept qui sera développé par la suite dans *Le capitalisme de surveillance*. En effet, l'informatisation concerne d'abord la rationalisation des tâches en vue d'un surcroit de productivité. La traçabilité systématique des actions et la standardisation accrue des tâches accroissent le contrôle managérial. La maîtrise des « *textes électroniques* » devient un levier de pouvoir, rendant les ouvriers plus visibles et soumis à un jugement constant sur leur activité productive, leur consentement, leur sens de la coopération.

« En 1988, j'ai publié *In the Age of the Smart Machine [« L'ère de la machine intelligente »],* un livre basé sur des enquêtes de terrain menées à différents niveaux. J'avais aussi bien visité des usines que des bureaux pour approfondir mes recherches sur ce tournant de l'informatisation dans les entreprises. J'observais que le formidable pouvoir d'attraction qu'exerçait l'informatique dans ce nouvel environnement social – rapidité des tâches à accomplir, fluidité de la communication, ergonomie, etc. – s'accompagnait dans le même temps d'une tentation de contrôle des employés de la part de leurs directions. J'ai alors développé le concept du « panoptique numérique »[1102].

Dans le sillage de cette révolution copernicienne en science sociale sur le rôle attendu des technologies dans la modernité économique (libération tendancielle du taylorisme), politique (fonctionnement démocratique) et culturelle (une vie privée plus épanouie), l'auteure américaine a ouvert la voie à des recherches multiples sur le contrôle renouvelé et accentué de ces trois espaces sociaux majeurs de « la civilisation occidentale ». Ce grand retournement a suscité une mobilisation internationale autour des *surveillance studies,* lesquelles invitent à se pencher sur l'envol exponentiel des procédures de contrôle des populations tant dans le monde professionnel, que dans l'espace public ou les habitats privés. Les outils de profilage mis au point par les multinationales de l'information ne visent plus uniquement les « populations à problèmes », les « classes dangereuses » ou les travailleurs mais « *s'appliquent à l'ensemble de la population* »[1103]. A la différence du panoptique, limité à l'espace carcéral, les technologies numériques produisent une surveillance « *panvasive* » : la collecte et l'analyse des données saturent tous les modes de vie, le travail comme la lutte ou la sphère privée. Il n'existe plus de « dehors » où échapper au contrôle. S. Zuboff souligne que la

---

[1101] S. Zuboff, *In The Age of the Smart Machine : The Future of Work and Power*, New York, Basic Books, 1988. C'est d'ailleurs la présentation par l'éditeur lui-même : « A Harvard social scientist argues that today's computer revolution in the workplace confronts us with a momentous choice either to automate, dehumanizing work and alienating workers, or to informate, giving workers the knowledge to make critical, collaborative judgments ». https://books.google.ca/books?id=Uxw6_S0NNhUC&hl=fr&lr=&num=20 Elle parle notamment du passage d'une « *division du travail* » à une « *division de l'apprentissage* » avec une redistribution du pouvoir vers ceux qui détiennent l'expertise informatique et la compréhension des données. J. Sangster propose une interprétation autant « janusienne » de cet ouvrage : « *De nombreux chercheurs identifient des changements radicaux dans les tactiques de surveillance sur tous les lieux de travail dans les années 1980, lorsque les employeurs se sont tournés vers les technologies de l'information informatisées. Les programmes informatiques promettaient l'objectivité, la précision et la certitude - non seulement l'enregistrement, mais aussi l'interprétation intelligente et immédiate des données relatives au lieu de travail. Bien que le travail soit devenu « saturé de mesures », le résultat de l'informatisation, comme l'a suggéré Shoshana Zuboff en 1984, n'était pas prédéterminé : la technologie de l'information pouvait « automatiser » le travail, intensifiant ainsi le contrôle de l'employeur, mais elle pouvait également « informer » ou responsabiliser les employés s'ils avaient accès aux nouveaux systèmes informatiques et s'ils pouvaient dialoguer avec eux. L'idée que les travailleurs - en particulier ceux qui n'ont pas de pouvoir de négociation professionnel - pourraient utiliser la même technologie conçue pour accroître le profit afin d'étendre le contrôle sur leurs propres conditions de travail a toujours semblé trop optimiste, et s'est rapidement révélée être une erreur de calcul dans le contexte de l'escalade du contrôle informatique invasif dans les années 1990 ». « The surveillance of service labour : conditions and possibilities of resistance* », in L. Panitch & G. Albo, *Beyong Digital Capitalism, New Ways of Living, op. cit.,* (p. 175-200), p. 178.

[1102] « Un capitalisme de surveillance. Entretien avec Shoshana Zuboff », *Etude. Revue de culture contemporaine*, n°2, 2021, p. 57-66.

[1103] A. Mattelart & A. Vitalis, *Le profilage des populations. Du livret ouvrier au cybercontrôle*, Paris, La Découverte, 2014, p. 8.

surveillance contemporaine devient ubiquitaire : les systèmes informatisés agissant sur toutes les dimensions de la vie. Si l'on « s'était habitué » à cerner les innovations incessantes des élites dans le domaine du contrôle des « populations à risque », personne ne pouvait prédire que la conjonction des multinationales du net et des Etats allait rendre possible une intrusion systématique affectant tout le monde, y compris le monde de l'enfance.

Or, si ce champ s'est matérialisé à partir du surgissement des surveillances immatérielles de tous les peuples de la terre[1104], notre propos s'inspirait, au fondement de cet essai, d'une démarche inaugurale toute autre, tout en rencontrant in fine, les mêmes préoccupations que les spécialistes étudiant les applications de la vidéosurveillance algorithmique. Effectivement, en partant d'une sociologie de la lutte des classes enracinée dans la science sociale pluriséculaire de la domination bourgeoise impériale fonctionnant à l'instrumentalisation des dominés « blancs » ou « racisés », il n'existait pas d'interrogation initiale autour des supports informatiques. Il faut donc s'abstraire de penser qu'il existerait, par ce chapitre, une intention première, évidente, de s'aligner mécaniquement sur des recherches portant sur ce nouveau champ de la surveillance où l'intrusion dans les intimités portée par les GAFAM comme les outils de la sécurisation étatique relèvent de thématiques ne renvoyant pas à la zone grise. La surveillance panoptique ne parle pas de la surveillance par des dominés. Bien au contraire, elle semble s'en éloigner en promouvant un nouveau regard « par le haut », sans convoquer la complicité de « petites mains », lesquelles semblent reléguées derrière le constat des *smart machines*. C'est en ce sens que S. Zuboff confirme la dimension verticale sans partage : « *L'emprise de ces sociétés à la faveur de l'essor du phénomène informatique est le premier fil qui m'a conduite à découvrir la surveillance. Force m'était de constater que le numérique était un formidable instrument de contrôle. On avait affaire à un pouvoir unilatéral, un mouvement monopolistique, allant dans un seul sens, sans aucune contrepartie* »[1105].

Beaucoup de spécialistes des *Surveillance studies* s'arriment à cette vision généralisée des surveillances verticales, monopolistiques, qui rend mal compte, a priori, des enjeux développés dans cet ouvrage autour des marchandages et des achats de maintenance d'une partie de la force populaire, trahison qui se projette dans les milieux intellectuels. Pour autant, cette perspective demeure fondamentale parce que c'est au sein de ce cadrage général que prend place la focale spécifique que cet essai dissèque. C'est parce que les élites tiennent en main ces nouveaux outils de pouvoir qu'elles ont aussi les coudées franches pour attirer à elles « les bonnes volontés » populaires, notamment en ayant prise sur tous les appareils d'Etat renommés « services publics ». C'est donc *en prenant au sérieux le cadrage en termes de surveillance qu'il s'est agi d'inventorier le rapport entre ces deux régimes de surveillance* : la surveillance par le prélèvement incessant des données et les assauts consécutifs pour atteindre les populations d'une part et, d'autre part, la surveillance par la complicité humaine. Et c'est du double point de vue de l'économique et du contrôle social que cette comparaison sera entreprise dans ce dernier chapitre, en dénouant les articulations entre l'ancien monde et le nouveau. Aussi bien le renouvellement des modalités de l'exploitation économique que les modalités d'action étatique du quadrillage des populations (forces de l'ordre et travail social) feront l'objet de cette confrontation.

[1104] Le nombre d'internautes est estimé à plus de 5 milliards en 2024, soit presque l'ensemble de la population de la terre. J. Valluy, *Humanité et numérique(s), op. cit.,* p. 372.
[1105] « Un capitalisme de surveillance. Entretien avec Shoshana Zuboff », *Etude. Revue de culture contemporaine, op. cit.,*p. 58.

Les travaux portant sur l'usage de l'IA dans les procédés de domination économique nous permettront de soutenir cette comparaison[1106]. Le thème central de la domination économique, sans être relégué, semble parfois minoré au regard des études portant sur la consommation, les enfants/jeunes, la vie privée ou les contrôles policiers dans l'espace public. Dans quelle mesure les couches populaires ou même les petites classes moyennes vont-elles participer à leur propre domination dans ce nouveau cadrage technologique ?

Les procédés de surveillance humaine abordés tout au long de ces chapitres plaident pour une reconnaissance des usages des dominés eux-mêmes à leur propre domination. Or, l'informatisation de la surveillance, avec son modèle dernier cri « l'IA », libère une puissance tutélaire de contrôle qui fonctionne verticalement[1107] du plus fort vers le plus faible. Comment, dès lors, connecter les deux perspectives ? Dans quelle mesure les ordinateurs et leurs logiciels vont prendre la place des complicités des plus opprimés au processus de surveillance classique de la chaine hiérarchique ? Voilà que tout le processus historique de la gestion normative des classes populaires vient buter sur cette révolution électronique non seulement indépassable mais aux effets à peine entrevus. Auparavant saturées de contrôles sociaux (travail social, gardiennage, forces de l'ordre, forces militaires), les classes populaires ont comme été happées par un contrôle informatique qui les dépasse tout en les englobant. Les « jeunes » comme « les populations » globales deviennent les cibles des Etats (sécurité) et des entreprises (profit). Si le thème de cet ouvrage ne portait initialement, hors de tout questionnement sur le numérique, que sur les pratiques d'auxiliariat de fractions des classes populaires, force est de constater que la jonction est désormais inévitable. Néanmoins, deux orientations diamétralement opposées sont possibles : soit les usages humains de la collaboration deviendront obsolètes ; soit ils seront encapsulés dans les nouvelles procédures numériques, sans forcément disparaître, mais sans forcément non plus conserver les mêmes modalités de fonctionnement. Si le retournement peut devenir inutile en tant que facteur humain incertain (délateurs, postes de contrôles, complicités diffuses), en revanche comment seront reconverties les contrôles dont les humains étaient les vecteurs, les porteurs en quelque sorte ? Si les outils informatiques deviennent ubiquistes, comment se définiront alors les formes sociales d'alignement, les carrières morales et la double loyauté, les manières de fonctionner des chiens de garde, notamment des journalistes, les troupes du contrôle social doux ou musclé ?

Si la sociologie de la tripartition repose sur la mobilisation d'un groupe tiers provenant des couches dominées et assumant *relationnellement* le jeu des élites, *comment penser le basculement des surveillances humaines vers les surveillances technologiques* ? Autrement dit, les dominants ne seraient-ils pas

---

[1106] Quoique certains chercheurs ne semblent pas mettre au premier plan cet enjeu de pouvoir dans le capitalisme. M. Goupy défend l'idée « horizontaliste » que toutes les formes de surveillance se valent et sont multiples, ce qui d'une certaine manière neutralise le poids des institutions majeures en postulant « *un savoir disséminé* » : « *Sans approfondir l'analyse spécifique du savoir produit par les dispositifs et les technologies de surveillance dans les sociétés contemporaines, notons seulement qu'il s'agit d'un savoir disséminé, c'est-à-dire d'un savoir produit par un très grand nombre d'acteurs (l'Etat, les entreprises, les individus) pour des motifs extrêmement divers* ». « Peut-on encore parler d'état d'exception à l'heure des 'sociétés de surveillance' ? », in P. A. Chardel (dir.), *Politiques sécuritaires et surveillance numérique*, Paris, CNRS Editions, 2014, p. 79-99. Dans la même veine, quelle que soit par ailleurs la richesse des analyses proposées, force est de constater cette horizontalité du concept de surveillance chez certains chercheurs, comme si sa dilution dans toutes les sphères sociales équivalait à rendre aussi importants tous les points de fixation, tous les ancrages : « *Avant d'aborder le fond des théories de la surveillance, cette expérience grandeur nature est riche de quatre enseignements liminaires : la surveillance se déploie dans des 'agencements' qui mêlent tendanciellement des techniques et des registres anciens – parfois archaïques – et nouveaux – souvent liés aux dernières innovations technologiques ; la surveillance touche toujours à un moment donné le corps des individus, y compris lorsque celui-ci est prolongé par des dispositifs numériques ; la surveillance tend vers un fonctionnement quadrillé et stratifié, puisque c'est la diversité de la population qui est son objet référentiel ultime ; enfin, la surveillance est manifestement devenue une question vive, partagée, débattue et réflexive dans notre société* ». O. Aïm, *Les théories de la surveillance. Du panoptique aux Surveillance Studies*, Paris, Armand Colin, 2020. https://shs-cairn-info.ezpaarse.univ-paris1.fr/les-theories-de-la-surveillance--9782200623494?lang=fr

[1107] Il ne semble pas exister de « déverticalisation » comme le pense Deleuze réutilisé par O. Aïm dans sa *Théorie de la surveillance, op. cit.* Même si l'intrusion est généralisée, y compris dans les intimités autrefois protégées par le secret familial et le droit à la vie personnelle, elle demeure contrôlée par les mêmes opérateurs qu'avant le règne de l'informatique.

en train de se séparer des auxiliaires humains au profit de l'usage beaucoup plus sûr des nouvelles technologies du contrôle comprenant les derniers raffinements de l'intelligence artificielle mais aussi toute l'idéologie de « l'objectivité » du jugement algorithmique prenant justement, à revers, les dénonciations possibles de la complicité ?

Ce qui a eu, dans cet essai, la forme d'une sociologie « humaine » des relations de manipulation des « classes dangereuses » serait-il en passe de tomber dans la socio-histoire ? En effet, *une révolution est actuellement à l'œuvre depuis quelques années*. Un capitalisme de surveillance se met en place, mieux un Etat capitaliste contrôlé par les puissantes multinationales du web, lesquelles sont secondées par toutes les entreprises proposant des logiciels d'intelligence artificielle. Que ce soit pour faciliter le travail des publicitaires ou renseigner les services secrets -donc les dominants économiques et politiques- les géants du Net ont depuis plusieurs années mis en place une toile renforçant les capacités informationnelles sur les identités des acteurs sociaux, dans tous les domaines de l'existence, notamment syndical ou politique. Les technologies de piratage des données, sous couvert de CGU, s'immiscent dans une vie privée d'autant plus facilement manipulée que les cookies sont peu contrôlés par les utilisateurs et que tous les services de l'Etat, mais aussi les entreprises privées recrutant des salariés, plombent nos vies intimes, paradoxalement étalées par les populations individuées avides de reconnaissance sociale. Le contrôle des personnalités des postulants par le pillage des données livrées sur les réseaux sociaux ne constitue que l'un des aspects les plus connus de la sélection sociale des agents les plus alignés dans le jeu de la performance[1108].

Il est donc crucial de prendre appui sur la démonstration présente centrée sur la tripartition, désormais datée, afin de mesurer dans la mesure du possible, les processus de changement à l'œuvre du côté des dominés ou des masses populaires (ouvriers, chômeurs, employés, jeunes des cités), dans les espaces où ils se meuvent (entreprises, quartiers pauvres, zones commerciales, stades, écoles, lieux de rassemblement). Selon quelles stratégies les différentes catégories de patrons de l'Etat et des entreprises vont-elles mobiliser ces nouveaux savoirs-pouvoirs qui ne pouvaient même pas être imaginés par Foucault et les adorateurs du roman de G. Orwell *1984* ? Par ailleurs, si ces nouveaux dispositifs de contrôle vont en partie prendre le relais des vieilles machineries de la pression, d'intimidation et de gratification, certaines dimensions de la zone grise « humaine » vont-elles demeurer intactes ou bien se transformer en relation avec les nouveaux outils disponibles ? Les intellectuels organiques continueront sans doute leurs basses œuvres, mais avec quel potentiel redoublé par toutes les *fake news* habillement balancées sur le net ? L'enjeu central de la réflexion, dans ce dernier chapitre se portera sur les lieux du pouvoir et du contrôle *en essayant de ne pas oublier, outre la surveillance technique multipolaire, les logiques de la complicité tant sur les lieux de production que dans les zones de contrôle social*. On sait déjà que, tant dans les entreprises que dans les administrations chargées de l'administration des prestations sociales, ces outils commencent à se diffuser et se perfectionner.

On voit que derrière la massivité de l'impact des technologies se niche tout un ensemble de nouveaux comportements qui croisent encore la thématique de la collaboration des acteurs subalternes. Il est donc peut-être prématuré de parler de la fin de la surveillance humaine. Les humains seconderont l'IA, non seulement en la programmant, mais aussi en exploitant sa

[1108] H. Bouchet, « La surveillance numérique au travail », in in P. A. Chardel (dir.), *Politiques sécuritaires et surveillance numérique*, Paris, CNRS Editions, 2014, p. 101-117.

terminaison visuelle. D'autres êtres humains viendront à n'en pas douter accompagner une nouvelle division du travail de surveillance. Outre l'instrumentalisation des populations subalternes, rien n'interdit de penser que, dans la logique de l'extrêmisation politique en cours, une panoplie de régimes vigilantistes ne s'actualisent dans les rues, dans les entreprises, en plus du harcèlement déjà présent sur les réseaux sociaux. En tous les cas, *c'est cette pondération des facteurs, dans l'optique d'une analyse du jeu dialectique entre les deux loyautés, qui retiendra toute notre attention dans ce dernier chapitre qui ouvre à n'en pas douter, une nouvelle période historique.*

Le présent chapitre se penche sur les enjeux de l'informatique, du WEB, du numérique, des big data et de l'intelligence artificielle, du point de vue des nouvelles surveillances affectant les classes populaires ; ce qui revient à étudier tant les nouveaux modes de production que les contrôles des groupes précarisés dans leur vie privée et dans l'espace public. Si l'armée des fayots, délateurs, informateurs, « petits chefs » et « jaunes » ne saurait disparaître (les grévistes auront toujours des remplaçants au nom juridicisé, bien bourgeois, que résume la formule « liberté du travail »), leur utilité risque d'être fortement abaissée par l'introduction de procédures de surveillance nouvelles des salariés. Les zones de repli des travailleurs risquent d'être amenuisées du fait de l'apparition d'outils panoptiques que les travailleurs ne pourront peut-être pas neutraliser, à moins de les détruire ou d'en limiter la nuisance par des réactions législatives. Les zones d'ombre des ateliers, qui ont fait les choux gras des copains de M. Durand dans son fameux *Grain de sable sous le capot*, peuvent devenir des espaces transparents de détection de tous les mouvements d'ouvriers ou de salariés repérés, numérotés, enregistrés. La mobilisation d'acteurs « traîtres » a toutes les chances de s'amenuiser du fait de l'action de techniciens spécialisés dans l'usage des nouveaux logiciels de surveillance. En revanche, le fait de se savoir immanquablement exposé au panoptique patronal peut avoir des incidences sur les dispositions à fayoter. Par exemple, H. Bouchet évoque la possibilité de ce type de dérapages, les salariés piégés par l'ubiquité pouvant en jouer pour toujours chercher *à bien se faire voir*, ce qu'il appelle « *le risque de faire du zèle* »[1109]. Ainsi, si l'IA entre en force dans les entreprises, encore faut-il savoir les adapter au cadre spécifique de chaines de production multiples, l'installer et la fonctionnaliser. Comment contrôler le travail d'une infirmière passant de chambre en chambre, préparant les médicaments, passant les informations à l'équipe suivante, commandant les produits manquants ? La simple visualisation ne suffit pas tandis que l'arsenal tayloriste est davantage propice aux calculs nécessaires à la surveillance de l'ouvrier. Depuis la fin du XIX[e] siècle en effet, IBM a accompagné les efforts des ingénieurs pour mettre au point les pointeuses comme le calcul de la performance[1110]. Les nouvelles exploitations cybercontrôlées des

[1109] H. Bouchet, « La surveillance numérique au travail », in P. A. Chardel (dir.), *Politiques sécuritaires et surveillance numérique*, *op. cit.*, p. 105. A l'opposé, l'auteur note que la relation panoptique peut jouer contre le patron qui, en cas de mauvaises installations en termes d'hygiène et de sécurité, peut se voir plus facilement inculpé si les plaignants peuvent utiliser son propre système de surveillance. De même, les allégations mensongères visant à décrédibiliser un syndicaliste peuvent être contrées par l'usage des mêmes techniques attestant de « la bonne conduite irréprochable » du salarié incriminé. Enfin, l'auteur défend l'idée que travailler sous contrôle absolu peut devenir contre-productif si les conditions d'excellence de la disposition à créer ne sont pas réunies, notamment dans le travail d'expertise et les tâches plus intellectuelles. L'ambiance du travail se dégradant, la productivité serait inversement proportionnelle à la pression exercée sur les salariés mis sur le grill. On sait que les excès se manifestent de toute part provoquant *burn out* et arrêts maladies dus au harcèlement que la droite radicale, en double peine, prend pour de la fraude sociale. L'IA pourrait introduire un désordre tel que les personnels ne seraient plus capables de tester, expérimenter sans avoir le couteau sous la gorge, y compris dans ces réunions d'équipes où les personnes, tout en travaillant, peuvent rire ou se lancer des blagues « compromettantes » alors que les salariés « rechargent les batteries ». La liberté d'exécution, au sein de relations de travail « humaines » ou le lien social vient en surplomb des opérations techniques proprement dites, serait un facteur « humain » venant limiter la « fonctionnalité » des outils de surveillance incapables de nuancer le sens des comportements.

[1110] A. Mattelart & A. Vitalis, *Le profilage des populations. Du livret ouvrier au cybercontrôle, op. cit.*

« auto-entrepreneurs » des plateformes[1111] de service ne sont pas de même facture que la surveillance des ateliers en *open space* ou ceux des chaines de montage automobile. C'est ce couplage entre capacités virtuelles et territorialisations multiples qui soulève l'interrogation sur les capacités d'action des managers à intervenir sur ces catégories multiples de salariés ou « d'auto-entrepreneurs », lequel évite toute naturalisation mécaniste trop caricaturale contenue dans le concept global « la surveillance ».

Dans la lignée de cet ouvrage portant centralement sur la condition ouvrière (chapitre 3 à 5) et les « troupes » chargées plus institutionnellement de la surveillance hors du travail (chapitre 6), on distinguera en conséquence l'inventaire du capital algorithmique dans le monde du travail des pratiques de supervision par le numérique des organisations traditionnellement chargées du contrôle social. Outre les travailleurs du monde entier, ce sont toutes les populations « à risque » qui sont contrôlées. Ce sont donc bien les masses populaires dans leur ensemble qui sont l'objet d'un redéploiement des mécanismes de surveillance.

1/ Une surveillance globale dans un capitalisme mondialisé

▲▼

Le chapitre 4 a souligné les modalités de la « participation » des ouvriers. Nul mieux que M. Burawoy a montré le « new management » mis en place dans les années 1970, dont on a proposé quelques éléments d'analyse pour la France. Dans *Manufacturing Consent*[1112], Michael Burawoy analyse comment, dans les usines américaines des années 1970, les ouvriers sont amenés à consentir à l'ordre patronal non par la seule contrainte, mais par des mécanismes d'intéressement et de gratification intégrés au processus de travail. La direction met en place les primes pour augmenter la production sans avoir à surveiller ou sanctionner constamment les ouvriers. C'est une stratégie classique d'intéressement : plutôt que d'imposer, on incite. Le management fixe les règles du jeu (quotas, plafonds de primes, conditions d'attribution), et c'est bien lui qui décide de la structure des incitations. Ce que Burawoy analyse, c'est la manière dont les ouvriers s'approprient ce système pour en faire un « jeu » qui leur donne un sentiment d'autonomie. L'exemple central est celui des « bonus de production », qui prennent la forme d'un « jeu » autour de l'atteinte et du dépassement des quotas de production. Le « *making out* », selon son concept clé, désigne le fait pour les ouvriers de chercher à dépasser les objectifs de production fixés par la direction, afin d'obtenir une prime. Concrètement, chaque poste dispose d'un quota de production, et le dépassement de ce quota donne droit à une gratification financière, dans la limite d'un plafond. Ce système encourage les ouvriers à s'investir dans leur travail, à trouver des astuces pour accélérer la production, et à coopérer ou entrer en compétition avec leurs collègues, tout en respectant des règles informelles élaborées collectivement. Ce « jeu du boni » n'est pas imposé directement par la direction, mais il

---

[1111] « *Les plateformes se présentent comme des « technologies d'interfaces » qui s'imposent comme des tiers actifs partout dans l'organisation, la production et aussi la distribution de relations entre l'ensemble des clients connectés. Comme tiers actifs, elles cassent les appartenances pour mieux les recomposer en imposant une gestion « quasi planifiée » des relations « pair à pair ». « Diviser pour mieux relier », tel est le principe de la gouvernance numérique par les données (data driven economy), qui s'explique par le fait que les moyens de connexion sont la propriété de ceux qui possèdent les plateformes* ». P. Dieuaide, *« Disruption, emploi et travail à l'ère des plateformes numériques* », in R. Carelli, P. Cingolani & D. Kesselman, *Les travailleurs des plateformes numériques, Regards interdisciplinaires,* Buenos Aires, Teseo, 2022, p. 127-140. Le paradigme de l'interface n'a de sens que dans une société capitaliste socialisée à la consommation sécurisée dans des espaces publics maitrisés, la rencontre entre inconnus étant « transposée » dans le schéma de cette société de consommation qui « assure » la protection des clients par des grandes marques dont la vitrine est le commercial souriant et avenant. Le succès des plateformes ne peut se comprendre sans cette logique de délégation envers le professionnel de la vente en qui la confiance est gage de la confiance envers le produit.

[1112] *Manufacturing consent. Changes in the labor process under monopoly capitalism*, Chicago & London, University of Chicago Press, 1979.

est approprié et structuré par les ouvriers eux-mêmes, ce qui leur donne l'illusion d'autonomie et de contrôle sur leur activité, tout en servant les objectifs de l'entreprise. Pour autant, Burawoy montre clairement cette sorte de ligne de crête entre collaboration pour l'entreprise et solidarité afin de ne pas en faire trop. Les ouvriers surveillent les comportements de leurs collègues, notamment pour s'assurer que personne ne « triche » dans le jeu du boni ou ne met en danger les avantages collectifs (par exemple, en produisant trop et risquant de faire monter les quotas). Cette surveillance peut aller jusqu'à la dénonciation informelle auprès des contremaîtres ou du groupe lui-même. Le groupe ouvrier exerce une pression pour que chacun respecte les règles tacites, mais cette pression peut aussi se traduire par la marginalisation ou la dénonciation de ceux qui ne jouent pas le jeu collectif ou qui collaborent trop ouvertement avec la direction. Ce processus « contrôlé » d'alignement (jouer la norme) ou de retournement (compétition entre ouvrier, dénonciation, espionnage) va trouver une sorte d'aboutissement dans le capitalisme de plateforme. Tous ces dispositifs — bonus de production, mobilité interne, négociation collective, droits syndicaux — forment un « régime hégémonique de production » où la contrainte directe recule au profit de la persuasion et de l'intéressement. Les ouvriers deviennent ainsi, selon Burawoy, complices de l'ordre patronal : ils consentent à leur propre exploitation parce qu'ils y trouvent des gratifications immédiates, un sentiment de jeu et d'autonomie, et des perspectives de progression individuelle, tout en maintenant la stabilité et la rentabilité du système capitaliste. La question qui nous préoccupe désormais est de mesurer comment le capital algorithmique renouvelle, prolonge ou raffine ces procédures de fixation des travailleurs à la logique de productivité. Par ailleurs, au-delà de ces logiques d'alignement, il s'agit de dresser l'inventaire des formes de complicité recourant plus directement à l'implication d'espions, de dénonciateurs. Contre toute attente, le capitalisme de surveillance, outre la panoplie des outils numériques, fait appel à la population générale elle-même. Avant d'aller plus avant dans la démonstration, pointons le fait que le fonctionnement d'Uber repose en partie sur le déploiement de ce type de carotte individualisant les rapports de travail (réussite personnelle), favorisant l'intégration à l'ordre patronal (intériorisation des objectifs de l'entreprise) et désamorçant les conflits collectifs (fausse autonomie de la performance). Des dizaines de chercheurs, de par le monde, ont pris pour objet cette entreprise proposant une mise en relation entre des chauffeurs et des clients. Ils montrent, quelles que soient les grandes villes où cette firme s'implante, les mêmes manipulations à l'œuvre. L'offre initiale est un piège fonctionnant sur une sorte de monde enchanté. Au début, la personne est couvée, surpayée, attirée par des avances, des garanties délirantes (paiement d'un chiffre d'affaires de compensation même sans le quota de clients), des primes importantes. Progressivement, tous ces avantages disparaissent et le travailleur indépendant se trouve conduit à ne plus compter ses heures de travail pour parvenir à un niveau de revenu équivalent mais, dans les faits, bien inférieur. Uber met alors en place des « jeux », ce que les spécialistes appellent la « *gamification* ». Toutes sortes de défis sont lancés, centrés sur les courses vitales pour la marque (heures de pointe, zones à couvrir). Ce soft control assèche les énergies, tandis qu'une minorité surinvestit le jeu afin de rafler les bonus, mais aussi de dépasser statutairement les autres chauffeurs. Pris dans cette toile où les impétrants pensaient être leur propre patron, jouir de la liberté de se connecter ou pas selon la préférence du chauffeur, sortir de la pauvreté et des mauvais boulots déqualifiés, le rêve social se ventile en désenchantement, sauf pour les acharnés qui reçoivent alors, dans la logique de programmation des fidélités, des points

leur permettant de devenir des « *gold* », « *platinum* » ou « *diamond* » pendant quelques mois[1113]. La division entre ces privilégiés provisoires et les autres tricards renvoie au cadre théorique goffmanien de la double loyauté. Les uns jouent à fond la carte patronale quand d'autres tentent de « demeurer vivant » en résistant comme ils le peuvent aux injonctions de performance et de disponibilité. Ce court exposé montre une certaine continuité entre le capitalisme post-fordiste et ce capitalisme algorithmique. Mais n'y a-t-il pas des transformations à l'œuvre du point de vue de ce qui nous intéresse, à savoir les nouvelles formes de « coopération » des travailleurs ou d'autres populations ?

Des chercheurs estiment que le capitalisme subit une transformation de son mode de production. Ils identifient « *quatre moments du travail — digital, extractif, industriel, domestique — sous la catégorie de travail algorithmique et explorent les façons dont ces quatre dimensions du travail entrent en relation à la fois complémentaire et conflictuelle avec le capital algorithmique* »[1114]. En proposant « *de passer d'un concept de travail digital à un concept plus large de travail algorithmique* », les deux chercheurs entendent démontrer que *le processus productif en son ensemble* est affecté par la révolution technologique à l'œuvre :

« Que ce soit le villageois au Kivu minant les métaux rares servant à la fabrication des ordinateurs et des téléphones portables, les travailleuses qui s'entassent dans un vaste complexe industriel à Shenzhen afin d'assembler divers appareils technologiques, le superviseur d'usine ayant recours aux plateformes industrielles afin d'automatiser son processus de production, l'assembleuse de commandes chez Amazon, la travailleuse domestique migrante qui fait les courses en ligne : le travail de tous ces gens coïncide, sous-tend et s'entrelace au travail digital de l'experte en intelligence artificielle chez Google, de la designer Web pigiste, du chauffeur d'Uber, de l'animateur de communautés sur Facebook, de la youtubeuse, des travailleuses du sexe sur OnlyFans, du travailleur du clic qui « assiste » et « entraîne » les algorithmes d'une plateforme dans la chaleur étouffante d'un local à Madagascar. Ces moments du travail algorithmique comprennent de multiples formes de travail matériel : forcé, salarié, précaire, pigiste, de service, travail des enfants, etc. (Fuchs 2014 ; Huws 2014 : 157). Tous ces travailleurs réunis forment un travailleur global (Marx 2009 [1867] : 570) qui (re)produit l'infrastructure matérielle et la relation sociale du capital algorithmique[1115].

La mondialisation capitaliste[1116] est indissociablement tissée par la virtualité atemporelle des communications mondialisées en temps réel, les chaines internationales de production, la diversification des entreprises enchâssées dans une interdépendance accrue. Tout se passe comme si l'IA avait débarqué sur une « terre promise », la division internationale du travail autorisant aussi bien l'extraction que la production ou la consommation de produits et de services. Ainsi, « *la logique du nouveau régime d'accumulation capitaliste* » peut pleinement se réaliser, le pillage des matières premières comme la disponibilité de populations corvéables à merci facilitant la mise sur pied de

---

[1113] Ce qui leur permet d'accéder à des aides spécifiques, au sens littéral des privilèges : accès prioritaire à l'assistance ; zone de préférence ; accès à certaines files d'attente ; remises sur les carburants ; assurance santé ; bonus prioritaires, etc.

[1114] J. Martineau & J. Durand Folco, « Les quatre moments du travail à l'ère du capital algorithmique. Vers une synthèse théorique » *Anthropologie et Sociétés,* Volume 47, numéro 1, 2023, p. 43–65.

[1115] *Ibid.*, p. 44.

[1116] Uniquement appréhendé depuis la France, le capital algorithmique semble encore un phénomène mineur. « *Depuis quelques années, en France, l'emploi s'inscrit dans un contexte particulier marqué par la publication d'études plus ou moins alarmantes, évaluant entre 9 % et 15 % la part des emplois présentant à moyen terme un risque élevé de « digitalisation ». Largement médiatisée sous l'appellation « ubérisation », la multiplication des plateformes de travail a beaucoup ajouté à cette inquiétude dans l'opinion publique, amenant de nombreux chercheurs à réfléchir aux perspectives d'évolution du salariat dans les économies des grands pays industrialisés, notamment à partir d'un examen des changements concrets survenus dans le monde du travail dans les secteurs des transports et de la restauration. Une note récente d'information du Sénat indique toutefois que le phénomène d' « ubérisation » ne doit pas être surestimé. Alors que les travailleurs indépendants représentaient 12 % de la population en emploi en 2017, seulement 4 % d'entre eux (soit 0,5 % des actifs occupés) dépendaient d'une plateforme de mise en relation. À cette faiblesse du nombre s'ajoutent la grande diversité des profils socio-professionnels concernés (des livreurs à vélo aux informaticiens qualifiés) et la variété des modèles d'affaires mis en évidence par de nombreuses typologies ».* P. Dieuaide*, « Disruption, emploi et travail à l'ère des plateformes numériques* », *op. cit.*, p. 128.

ce nouvel appareil productif qui, de loin dépasse la perspective en termes de rentes des « *géants du WEB* » pour s'ancrer dans le « *néolibéralisme financiarisé* »[1117] et la prolétarisation mondialisée :

« Le travail digital au sens strict, celui qui a lieu dans l'écosystème des plateformes, répond d'une externalisation et d'une fragmentation du travail. Il s'effectue surtout à l'extérieur des locaux d'une entreprise ou d'une plateforme, et est souvent divisé en tâches encore plus minuscules et plus précises que celles jadis créées par la division du travail industriel et le taylorisme…La montée du capital algorithmique a créé une armée mondiale de nouveaux travailleurs du clic, isolés chez eux ou parfois entassés au sein d'anciennes usines désaffectées reconverties temporairement en « fermes à clic » aux quatre coins de la planète…Facebook a recours à une armée de microtravailleurs à forfait, surtout aux Philippines, entre autres pour modérer ses contenus…Les travailleurs du clic partagent souvent les conditions de ceux que Marx nommait la partie 'stagnante' de l'armée de réserve industrielle : précarité, malléabilité, bas salaires, tâches ingrates…Le microtravail (et ses tâches les plus pénibles) se délocalise de plus en plus vers le Sud global. Le travail digital construit donc ses propres chaînes de valeur numérique selon une dynamique de délocalisation qui recoupe et réactualise l'axe Nord-Sud de la division internationale du travail »[1118].

Outre le maillage planétaire des travailleurs, de l'extraction à la relation de service, le capitalisme algorithmique accentue la surveillance tout en diminuant le coût de cette surveillance. Cette redoutable efficacité se mire dans le retrait des humains et la part belle qui revient à la machine, véritable tiers dont la mythologie d'infaillibilité externalise les stratégies proprement humaines d'exploitation et de rentabilité :

De nombreux travaux sociologiques se sont ainsi focalisés ces dernières années sur la nouvelle forme de contrôle et d'encadrement du travail qui s'exercerait sur les travailleurs des plateformes : le management algorithmique. Grâce aux algorithmes, il suffirait ainsi de quelques managers humains pour superviser des milliers de travailleurs du monde entier. Mareike Möhlmann et Lior Zalmanson définissent le management algorithmique comme « la surveillance, la gouvernance et les pratiques de contrôle menées par des algorithmes sur de nombreux travailleurs à distance » et lui associent cinq caractéristiques : le suivi constant du comportement des travailleurs, l'évaluation permanente des performances des travailleurs, l'application automatique des décisions, l'interaction des travailleurs avec un « système » plutôt qu'avec les humains, la (faible) transparence. Défini comme tel, l'algorithme se présente ainsi comme une nouvelle figure du régime disciplinaire panoptique.

Penser l'usage des nouveaux outils n'a donc de sens qu'en les rapportant aux cadrages disciplinaires globaux dans lesquels ils s'inscrivent. E.P. Thompson a ainsi retracé l'histoire de la prolétarisation des paysans anglais au tournant du XVIII[e] siècle. Et M. Weber, avant lui, a parfaitement identifié le fait que cette transformation identitaire professionnelle n'a pu se réaliser que dans un cadre spatio-temporel où les forces productives pouvaient être rassemblées et pressurées à volonté, sur les adultes comme sur des enfants. L'auteur de *The making of the english working class,* suivi en France par S. Magri, C. Topalov ou G. Noiriel, est incontournable pour bien mesurer *la capture des travailleurs dans un espace* au sein duquel une grande partie de leur vie va se dérouler. Et l'historien anglais des *Cultural studies* de constater que la Grande Bretagne des années 1960, baignée dans l'idéologie de la « modernité », n'a abaissé que de deux heures la durée du temps

[1117] J. Martineau & J. Durand Folco, « Les quatre moments du travail à l'ère du capital algorithmique, *op. cit.,* p. 45.
[1118] *Ibid.*, p. 47- 49.

de travail en plus d'un siècle d'exploitation où le cadre structural est identique en dépit d'une idéologie du changement[1119]. En retraçant l'histoire des procédés de surveillance par tous ces « capteurs de sens » dans les entreprises, A.C. Callens révèle la continuité de l'obsession patronale à capter les mouvements des subordonnés au moyen de ce doublement du réel par cette reproduction iconographique :

« Au sein des ateliers et des usines, la surveillance relève d'un contrôle permanent portant non seulement sur la production, mais aussi sur l'activité des travailleuses et travailleurs : vigiles pour contrôler la présence sur les lieux de travail, cadres vérifiant les qualités professionnelles, contremaîtres surveillant le rendement, inspecteurs pour faire appliquer les règlements… Dans son ouvrage *The Principles of Scientific Management*, Taylor théorise la division du travail appliquée à la surveillance pour laquelle l'ouvrier est constamment observé par huit hommes aux charges spécifiques, qui se substituent au seul contremaître (Taylor, 1911, p. 137). Si la surveillance par l'homme au sein des usines préfigure les *open space* dans lesquels les travailleurs sont soumis aux regards permanents des autres, des outils techniques de surveillance voient également le jour : badges et systèmes informatiques de pointage, caméras analogiques puis numériques et, plus récemment, cybersurveillance, se substituent au contrôle humain (Bouchet, 2014, p. 102-103). Michel Foucault explique que cette amplification des dispositifs de surveillance découle directement de l'évolution de l'activité professionnelle : *'À mesure que l'appareil de production devient plus important et plus complexe, à mesure qu'augmentent le nombre des ouvriers et la division du travail, les tâches de contrôle se font plus nécessaires et difficiles. Surveiller devient alors une fonction définie, mais qui doit faire partie intégrante du processus de production ; elle doit le doubler sur toute sa longueur'* (Foucault, 1975, p. 205). Il est intéressant de comprendre la manière dont la surveillance du travail s'est progressivement mise en place et d'observer les diverses formes qu'elle a revêtues. Nous proposons pour cela de nous pencher sur les dispositifs d'observation développés avant l'arrivée du numérique. Alors que les exigences de l'activité industrielle et le fait de réunir les travailleuses et travailleurs dans un même lieu a conduit la surveillance au travail à revêtir des formes précises, il en va autrement de l'activité commerciale qui constituera le sujet de cette étude : *'Antérieurement à la révolution industrielle, et jusqu'au début du XXe siècle, plus de 90 % des travailleurs étaient dispersés dans des boutiques d'artisans et de commerçants ou dans des fermes disséminées dans les campagnes. Les gens se surveillaient mutuellement'* (Ibid.) »[1120].

Les nouvelles technologies n'ont de « puissance » qu'autant qu'elles s'installent dans les vêtements déjà ajustés du vieux capitalisme de la réclusion des travailleurs dans des entreprises[1121] où l'espace-temps est la base d'une exploitation polarisée dans l'atelier. Le fait que les nouveaux travailleurs du clic soient dispersés dans divers pays du monde ne change rien à la donne. Ils demeurent regroupés dans des lieux spécifiques et sont désormais contrôlés sur leur ordinateur lui-

---

[1119] « *Le premier des essais composant cette nouvelle approche des conditions préalables à la formation des classes à être publié fut « Time, Work-Discipline and Industrial Capitalism » (Temps, discipline de travail et capitalisme industriel), une vaste enquête sur la façon dont le capitalisme façonne la nature humaine en fonction des disciplines de l'horloge régimentaire et des diktats de la propriété et de l'accumulation. Considéré comme l'un des meilleurs écrits historiques de son auteur, « Time, Work-Discipline and Industrial Capitalism » a rarement fait l'objet d'un examen théorique, d'une analyse du contexte socioculturel et politique dans lequel il a été écrit, ou d'une évaluation de sa pertinence actuelle. Au moment de la rédaction de « Time, Work-Discipline and Industrial Capitalism », Thompson s'opposait catégoriquement à la mode académique de la théorie de la modernisation, qui a inondé les départements conventionnels de sciences sociales des universités anglophones dans les années 1960, exerçant un impact sur l'histoire sociale et économique jusque dans les années 1970. La théorie de la modernisation était parfaitement adaptée au penchant global du pouvoir pour la poursuite du projet idéologique de formation d'une « main-d'œuvre disciplinée ». Dans le cadre des préoccupations jumelées concernant la manière dont une opposition socialiste pourrait lutter dans les années 1960 et la manière dont une appréciation des coûts engendrés par la transition vers le capitalisme industriel au XVIIIe siècle pourrait être révélée, Thompson s'est tourné vers le temps. Le Manifeste du 1er mai 1968 attirait l'attention sur le « fait remarquable qu'en Grande-Bretagne comme aux États-Unis, il n'y a eu pratiquement aucune réduction du temps de travail au cours des vingt-cinq années qui se sont écoulées entre 1940 et 1965, bien qu'au cours de cette période, la production par homme-heure ait plus que doublé en termes réels ». Seuls quelques syndicats se sont battus pour une réduction de la semaine de travail et souvent, il s'agit en fait d'un moyen d'obtenir le paiement d'heures supplémentaires. Le nombre d'heures travaillées reste le même, ce qui arrange trois fois l'entreprise géante : elle paie moins pour son travail ; le travailleur achète une autre voiture ou un téléviseur au lieu de consacrer une partie de son salaire supplémentaire à ses loisirs ; et un groupe de travailleurs au chômage ou sous-employés reste en dehors de l'entreprise pour tirer le prix du travail vers le bas'* ». S. Mezzadra, N. Cuppini, M. Frapporti, M. Pirone, *Capitalism in the Platform Age Emerging Assemblages of Labour and Welfare in Urban Spaces*, Springer, 2024, p. 9.

[1120] Anne-Cécile Callens, « Contrôler les pratiques commerciales : le rôle de l'image dans la surveillance des gérants d'épiceries Casino au début du XXe siècle », *op. cit*.

[1121] C'est dire que les chantres du post-modernisme oublient bien rapidement cet effet des structures enchâssées sans lequel le nouveau capitalisme toyautiste des horizontalités n'aurait jamais pu s'actualiser. La domination économique, quelles que soient ses sophistications et ses « humanisations », s'appuie fondamentalement sur l'assujettissent au regroupement dans des zones spatio-temporelles où se libère et s'exprime le pouvoir d'accaparement sans lequel la plus-value ne pourrait être extraite. L'allongement récente de la durée du temps de travail, soit-disant pour financer les retraites, n'en est que le dernier avatar.

même. Le regard panoptique spécifique aux outils numériques prolonge en toute logique ce dispositif de base, sans que l'on ne sache pourtant discerner les recompositions des modes de collaboration des travailleurs. Même hors des entreprises, on le verra dans ce chapitre, la surveillance est démultipliée en fonction d'une emprise renouvelée sur le corps du travailleur prisonnier des plates-formes dont la stratégie de surexploitation réside dans le brouillage entre le temps de travail et le non travail, sans parler de l'endettement du fait de la course à la disponibilité en devant acheter une partie des moyens opérationnels (ou forces productives : vélo, voiture, etc). L'apparition de *l'ubérisation* n'a de sens que dans le couplage de la production encagée et de l'accès à la consommation renouvelée par les plates-formes de service que ces prolétaires servent en servant en fait le consommateur à consommer plus vite ce qui est toujours l'objectif recherché dans les entreprises. De fait, le travail n'a jamais été moins libérateur qu'avec cette nouvelle forme du capitalisme : « *En outre, malgré la rhétorique répandue sur la fin du travail, le travail est loin d'avoir disparu. Il est simplement morcelé et étendu. Ce n'est pas sa substance qui change, mais ses modalités et, parfois, la perception qu'en ont les travailleurs* »[1122]. Ficelé de toutes parts, le travailleur devient un isolat muré dans sa performance, traqué par le *tracking* :

« Peu connu en France, le modèle de la « capture » est une théorie classique dans le champ anglo-saxon. On la doit à un chercheur en informatique américain qui s'appelle Philip E. Agre. Il publie, en 1994, un article fondateur dans la revue *The Information Society* intitulé « Surveillance and Capture ». Son argument est le suivant. L'informatisation des tâches, particulièrement croissante dans le monde du travail, fait passer d'un régime ancien, la surveillance, à un régime nouveau du contrôle des performances : la capture. Le processus qui domine, selon Agre, le contrôle informatique est le « *tracking* ». Il renvoie, à l'époque, à l'ensemble des opérations d'enregistrement et de conservation des informations que les corps physiques laissent dans leurs mobilités (au sein de la ville, des magasins, des autoroutes) et dans leurs activités professionnelles (les puces, les « badges »). Ces « systèmes de suivi » (*tracking systems*) annoncent toute une économie en train de se constituer : livraisons de colis, pointages de véhicule, vérifications des présences et des absences, bases de données sur les individus et leurs déplacements. Ces nouvelles technologies opèrent grâce à un principe de traduction automatique entre les systèmes physiques de recueil d'informations et les machines informatiques qui les traitent »[1123].

Ce dernier chapitre est donc plus que nécessaire, tout en rappelant les fondamentaux structuraux. Il porte en lui les transformations du capitalisme, plus précisément de l'Etat capitaliste néolibéral et impérial dans la mesure où les dispositifs européens de contrôle sont désormais indissociables de la gestion des surnuméraires racisés, ces « migrants » dont on oublie de positionner simplement la condition structuralement connectée à l'impérialisme prédateur des richesses du Sud, et à l'impérialisme de l'importation de la force de travail en condition juridico-politique de surveillance[1124] au cœur d'une nouvelle condition prolétarienne sur-exploitée « comme au pays ». Cette continuité de violence structurale est comme noyée, déniée, transfigurée dans l'usage de cette volatile notion géographique de circulation d'un point à un autre ; flottaison sémantique qui rejoint celle, toute aussi absurde, de « sans-abri » ou de « SDF » ; lesquels « migrants » sont d'ailleurs massivement, en tant que prolétaires précaires, souvent reconduits à leur

[1122] S. Mezzadra, N. Cuppini, M. Frapporti, M. Pirone, *Capitalism in the Platform Age Emerging Assemblages of Labour and Welfare in Urban Spaces*, Springer, 2024, p. 9.
[1123] O. Aïm, *Les théories de la surveillance, op. cit*. Les quatre corps de la surveillance, p. 83-95.
[1124] C'est l'œuvre essentielle de G. Noiriel que d'avoir montré l'enserrement juridique des migrants au service d'une exploitation maximale sur des postes refusés par les Nationaux. *Immigrés et prolétaires, Longwy 1880-1980*, (réédition) Marseille, Agone, 2019.

condition de sous-prolétaire en devenant « un sans-papier hébergé dans un foyer d'urgence », avant d'être purement et simplement reconduits à la frontière. A moins d'être réintroduit dans l'éternelle chaine stratifiée du capitalisme impérial :

« La majorité des travailleurs impliqués dans ces systèmes complexes de relations professionnelles sont des migrants. Des restaurants où sont préparés les plats à livrer à la plupart des sous-traitants interrogés, des entreprises fournissant des services de nettoyage aux hôtes professionnels d'Airbnb, en passant par les chauffeurs de taxi traditionnels utilisant occasionnellement des applications, les plateformes mobilisent des écosystèmes entiers dans lesquels la main-d'œuvre migrante et mobile est omniprésente. Toutefois, les travailleurs exerçant différentes fonctions au sein de ces écosystèmes sont souvent stratifiés en fonction de leur statut et de leurs antécédents »[1125].

Capitalisme d'Etat impérial, notre système politico-économique met en scène des forces productives diverses (les paysans devenus prolétaires, l'indigène esclave devenu lui-aussi le nouveau prolétaire mondialisé dans ce que tous les traîtres sociologues appellent le « post-moderne »[1126]) comprenant des humains et des technologies, ceux-là étant en fait homologiquement « programmés » pour subir les assignations de celles-ci. L'histoire sociale des zones grises ne pouvait pas ne pas penser les astuces du capital et de ses représentants afin de poursuivre le travail de contrôle des classes populaires, d'ici ou d'ailleurs, *surtout dans un contexte de racialisation des cibles de la surveillance dans l'espace public, dans les entreprises du clic, et au sein des plateformes de service*. La pensée dominante tente par tous les moyens de séparer les travailleurs blancs de leurs pairs indigénisés. Plus que jamais, la période actuelle repose sur cette dualisation, aussi bien marquée par la xénophobie d'Etat[1127] que par une segmentation des bassins d'emplois d'autant plus utile que la sur-exploitation des racisés par les plates-formes numériques peut ainsi demeurer invisible dans le débat public ; et rendre banal voire enviable l'expulsion des « migrants » : « *Complètement cachés dans les récits de partage des plateformes, mais aussi dans la plupart des récits sur le travail dans les plateformes, ces travailleurs sont invisibles, ce qui est lié à l'expulsabilité* »[1128]. Les nouvelles formes de surveillance s'adossent à ces replis identitaires et ces feux attisés du racisme qui accentuent la question de la loyauté au système normatif. Sans implication totale de la personne traquée par les administrations de contrôle et par les managers des entreprises, les salariés de la période « post-industrielle » renouent avec les formes du travail forcé, mais selon les nouvelles procédures de la subjectivation, de l'auto-contrôle, de l'auto-exploitation sur fond de surveillance totale des « auto-entrepreneurs »

[1125] S. Animento, « Platform Capitalism : Infrastructuring Migration, Mobility, and Racism », in S. Mezzadra, N. Cuppini, M. Frapporti & M. Pirone, *Capitalism in the Platform Age Emerging Assemblages of Labour and Welfare in Urban Spaces*, *op. cit.,* p. 131-149.

[1126] Comment ne pas éprouver une haine tenace à l'égard de ces intellectuels organiques pontifiants qui pensent la fluidité des appartenances et des identités sans jamais mettre leurs pieds dans les usines ; tels ces sociologues des « seins à la plage » et du « premier matin après la rencontre amoureuse » qui nous écument leur théorie de la liberté de la conscience se construisant sans cesse dans le flux des rencontres et des choix de vie en se contentant d'observer quelques scènes de la vie domestique, sans jamais s'appesantir sur les relations capitalistes fondamentales ? (Pour une caricature, J.C. Kaufman, *L'invention de soi. Une théorie de l'identité*, Paris, Armand Colin, 2004). Comment prendre au sérieux les Kaufman (et ses bisbilles de couple), les Erhenberg (et sa « fatigue d'être soi »), les Le Breton (et ses tatouages), sans oublier les « grands » penseurs de l'expérience moderne et post-moderne tout aussi délirants comme Dubet ou Bauman, alors que les violences hallucinantes des multinationales, les exploitations moyenâgeuses des populations d'A. Corten ou de M. Davis échouées dans les bidonvilles qui recouvrent la planète, ne jouissent pas des mêmes petites vies ludiques momentanées que les quelques milliers d'agents des classes moyennes consuméristes étudiées ethnocentriquement par ces bouffons sociologues, lesquels ne prennent même pas la peine de les suivre dans le monde du travail ou dans l'espace public le temps des protestations collectives ? Marionnettes du capital et des éditeurs alignés sur les mêmes vulgates que les plus déchainées des revues conservatrices vantant les mérites de la vie libre, ces élucubrateurs de « *l'individu* » (la comptabilité a été faite de ce mot dans leurs livres : il vient en premier, dénoncé à juste titre par G. Noiriel) abstrait, délié de tous ses ancrages basiques, sont platoniquement les thuriféraires du sens commun dominant, associant la douceur des empires génocidaires à de la « modernité », légitimant en bloc dans leur déréalisation des Etats et des groupements économiques totalement passés sous silence : le règne de l'individu produisant un imaginaire quasi magique propre aux philosophes du type Ricoeur le maître refaisant le monde de « l'individu » dans leur bureau hermétique.

[1127] J. Valluy, « Introduction : L'Europe des camps. La mise à l'écart des étrangers », *Cultures & Conflits*, n° 57, 2005, p. 5-11.

[1128] N. Kalbouri, « Affect, Precarity and Feminised Labour in Airbnb in London », in S. Mezzadra, N. Cuppini, M. Frapporti & M. Pirone, *Capitalism in the Platform Age, op. cit.,* p.151-166.

et d'externalisation des pires schémas d'exploitation en direction des racisés. Penser l'intrusion du numérique[1129] dans les rapports de production signifie saisir, dans cette période de transition, les nouveaux outils de contrôle des entreprises sur les classes populaires travaillées de l'intérieur par ces mécanismes discrets de séparation constitutifs du capitalisme impérial séculaire. Les travaux de S. Bernard éclairent cette dimension racisée des plateformes ubérisées :

« Loin d'être un cas isolé, la situation des chauffeurs Uber se révèle de ce point de vue similaire à celle des livreurs, des travailleurs du clic, ou bien encore des personnels de ménage et d'entretien. Emblématique de *ce capitalisme racial de plateforme*, son analyse permet ainsi d'aller au-delà des spécificités de ce cas. En effet, si la disponibilité est une caractéristique essentielle de « l'armée de réserve de travailleurs », le capitalisme racial prétend que cette disponibilité est inscrite culturellement, socialement et politiquement dans des corps particuliers par la racialisation. Victimes de discriminations massives, les populations racisées sont disponibles pour être mobilisées par les plateformes » [1130].

2/ Les dimensions spécifiques de cette surveillance centrée sur une complicité renouvelée plus informelle et multiforme

▲▼

Après avoir ventilé, dans les différents chapitres précédents, les dimensions relationnelles spécifiques de la « coopération », il s'agit de concentrer toutes les approches antérieures en fonction de l'unique paramètre de la digitalisation de la domination selon le modèle de la tripartition dans le monde des entreprises. Le rôle exemplaire des clients indique qu'il n'est pas possible de retrouver, terme à terme, des configurations identiques. Le rôle du délateur ouvrier en usine ou du strikebreaker est en partie transféré au technicien et à l'ingénieur de maintenance des machines, lesquels fabriquent les logiciels et aussi accompagnent le décryptage des informations qui ne sont pas automatisés (surveillance panoptique par des caméras en open space, surveillance biométrique par des vidéos et des badges profilant les identités et les déplacements, etc). En partie seulement dans la mesure où, dans les grandes usines de production, que ce soit l'extraction ou la fabrication, la mise en concurrence des « collaborateurs » n'est sans doute pas prête de s'éteindre dans un cadre capitaliste à propos duquel O. Aïm rappelle avec justesse que la productivité n'est pas dissociable de la surveillance. Il explique le lien central qu'explique C. Taylor entre « *l'organisation scientifique du travail* » et la lutte permanente, structurelle, contre la « *flânerie* », laquelle impose une surveillance de tous les instants de l'ouvrier recherchant « *le sabotage* ». Certes, Taylor n'évoque pas le rôle de l'auto-surveillance entre ouvriers, mais montre clairement que la disciplinarisation transite pour lui par une « *observation constante* », bien au-delà du placement du corps machine en action forcée. Il mentionne 8 surveillants dans l'atelier, animés par une dynamique incessante du regard, de la posture interactionnelle centrée sur la rectification contre la moindre « *flânerie* »[1131]. Cette lutte n'a pas disparu dans l'industrie actuelle, y compris dans les usines qui sont spécialisées dans la chaine

---

[1129] Il faudrait réfléchir au passage de la surveillance par les mots à la surveillance par l'image. Le numérique, fonctionnant essentiellement par l'image, découle de cette productivité sémantique qui a déjà un long passé. Anne-Céline Callens analyse l'utilisation de la photographie dans la surveillance des employés de l'entreprise Casino au début du XXe siècle. « Contrôler les pratiques commerciales : le rôle de l'image dans la surveillance des gérants d'épiceries Casino au début du XXe siècle », in « La surveillance par l'image : usages, théories, résistances (XXe – XXIe siècle) », *Terminal*, *Technologie de l'information, cultures et sociétés*, n°138. https://journals.openedition.org/terminal/9767 Assez étrangement, l'image a été peu validée dans les procédures judiciaires au titre de preuve, alors qu'elle est banalisée dans les opérations de la police scientifique préparant le travail du magistrat. L'image n'est pas accusatoire, elle atteste l'existence de l'indice, de la trace, non de la responsabilité directe de l'auteur. La jurisprudence évolue puisque les images de vidéosurveillance sont désormais utilisées pour tracer la présence d'un coupable à tel ou tel endroit.

[1130] *UberUsés. Le capitalisme racial de plateforme à Paris, Londres et Montréal*, Paris, PUF, 2023, p. 13-14.

[1131] *Les théories de la surveillance. Du panoptique aux Surveillance Studies*, Paris, Armand Colin, 2020, Chapitre 1, Les textes pionniers, p. 21-42.

du numérique. Et on pourrait même dire que coexistent des formes distanciées de capital algorithmique avec des formes traditionnelles de fordisme poussées à leur extrême, notamment dans les espaces totalitaires désormais capitalistes :

« Foxconn est le plus grand exportateur en Chine, toutes catégories confondues, et le plus grand producteur d'appareils électroniques au monde. La compagnie possède de gigantesques complexes de production, dont le plus imposant à Shenzhen emploie plus de 430 000 personnes. Ce complexe n'est pas qu'un lieu de travail, la compagnie a également bâti un « Foxconn campus » qui joint production et reproduction sociale et qui contraint les employés à vivre dans un espace sous le contrôle panoptique de la compagnie. Le complexe de 2,3 km2 comprend des usines, des entrepôts, des dortoirs, une banque, un bureau de poste, un poste de pompiers, des restaurants et des supermarchés, des installations sportives et une chaîne télé exclusive, le « Foxconn Network », tous respectant un horaire tributaire des chaînes de production. Certains rapports ont décrit ces lieux et pratiques comme des « camps de travail », comptant à l'occasion des enfants parmi les travailleurs : il s'agit d'arrangements sociospatiaux qui renforcent la domination managériale, et le contrôle sur les travailleurs s'étend ainsi du plancher d'usine à la sphère de la vie quotidienne (…) Le travail dans les installations de Foxconn est décrit comme monotone et répétitif : il s'agit souvent de répéter le même acte de travail des centaines ou des milliers de fois d'une journée de travail de 12 heures à l'autre, dans des semaines de travail qui atteignent régulièrement les 72 heures. L'environnement de travail est fortement hiérarchisé et taylorisé, la surveillance d'inspiration militaire, les quotas individuels élevés, et jusqu'à 20 heures supplémentaires obligatoires par semaine sont exigées, certains employés devant travailler parfois jusqu'à 34 heures d'affilée. Les dortoirs surpeuplés, les longues semaines de travail, les maigres salaires et l'absence de vie sociale et personnelle à l'extérieur du travail constituent des conditions propices à la dépression, à la solitude, et à l'épuisement professionnel. Une vague de suicides a d'ailleurs secoué le complexe de Longhua Town en 2010 »[1132].

Dans ces immenses entrepôts chinois fabriquant du matériel informatique contribuant à la perpétuation du capital algorithmique, les anciens procédés de caporalisation et de terreur par la délation se maintiennent, couplant ainsi, si l'on veut, Primo Lévi avec Robert Linhart. Amazon ou Nestlé, pointés comme des usines de surveillance IA d'une extrême intrusion dans les actes des travailleurs, se situent à la médiane du système. Une grande majorité d'entreprises s'en tiennent encore à des procédés néolibéraux de moyenne intensité, respectant encore certains éléments du droit du travail. Il y a bien coexistence de plusieurs modes de production dans le nouveau système mondialisé du capitalisme sans communisme. Les capitalismes d'Etats autoritaires voire totalitaires (Chines, Russie, Corée du Nord) où les dignitaires du parti ou des services secrets ont mis la main sur les secteurs industriels s'imposent désormais sur « la scène internationale » dopés par l'interdépendance des marchés. Dans ces mondes, comme dans les dictatures de l'Afrique ou de l'Asie, les hiérarchies traditionnelles, le clientélisme, les chefferies démultipliées ont encore de beaux jours devant eux. La dénonciation, le zèle, la logique carriériste et l'écrasement de l'adversaire sont autant d'outils mobilisés dans les grands bagnes industriels dirigés autant par des managers que par des militaires et des agents secrets secondés par toute une armée de complices. Il serait donc prématuré de postuler l'existence d'un nouveau mode de production dominant puisque le capital algorithmique, reposant sur l'implacable logique décisionnelle impersonnelle, ne fonctionne pas dans les espaces extractivistes ou productifs-industriels.

Le défi consiste justement à suivre les transformations de l'économie politique de la surveillance des dominés au regard des développements précédents relatifs à l'alignement, le retournement ou la rupture du mandat, en se concentrant sur les formes nouvelles de gestion des

[1132] J. Martineau & J. Durand Folco, « Les quatre moments du travail à l'ère du capital algorithmique. Vers une synthèse théorique », *op. cit*, p. 54.

populations salariées ou enfermées dans d'autres statuts (dont celui, pervers, d'auto-entrepreneur). La « digitalisation de l'économie » constitue d'autant plus une duperie que la présence des humains est bien réelle, mais, cependant, dans *une reconfiguration des frontières de la zone grise*. Ce nouveau mode de production a pour particularité de redéfinir les frontières de la complicité. Auparavant organisée sur le lieu de production, elles s'étendent désormais à toutes les sphères de l'existence, dont celle de la consommation. Cette forme indirecte de collaboration par acquiescement au support technologique et aux effets de contrôle sur les travailleurs, rend tous les consommateurs complices objectifs d'un tracking processuel des nouveaux agents des plateformes de « service ». Il ne s'agit plus d'une collaboration verticale entre un dominant et un dominé mais *d'un alignement fonctionnel horizontal* qui met dans la boucle, en étranglement, un fournisseur de prestations coincé entre le client exigeant et le patron fort à l'aise dans cette exploitation externalisée. Les clients alignés sur la doxa consumériste aspirent à être servis rapidement, même pour un objet ridicule à 1 euro (chapitre 2). Il s'agit bien ici d'une aliénation dont les répercussions ne touchent pas les dominés eux-mêmes qui, tout au contraire, peuvent croire devenir des chefs en claquant des doigts, en commandant la commande[1133].

L'imbrication de ce nouveau régime économique où se conjuguent le traditionnel système du face à face (ouvriers des entreprises d'extraction, de production) avec l'intermédiation des plateformes (travailleurs du clic ou *gig economy*) charrie de nouvelles formes de surveillance chevillées aux procédures anciennes de disciplinarisation cependant renouvelées par de nouvelles modalités de contrôle : évaluation dans et par les opérations du travail (notamment pour les individus travaillant à domicile sur ordinateur), phénomène des ciseaux dans l'évaluation biface (patrons et clients) où se trouvent coincés les « travailleurs indépendants », externalisation de la décision par le « logiciel-machine », invisibilisation et dispersion des travailleurs comme des formes de surveillance par les « commandes » à distance. C'est au cœur de ces bouleversements des modes de domination et de contrôle des populations que s'invite l'analyse de la complicité. Si l'alignement aux normes (chapitre 2) est sans conteste attesté par toutes les formes de participation non rémunérée identifiées par les spécialistes du numérique et de l'algorithme[1134], en revanche, la « localisation » des retournés délateurs ou des collaborateurs auxiliaires des chefs sont plus difficiles à identifier. Le contrôle s'exerce via des algorithmes qui attribuent, surveillent et évaluent les tâches, éliminant le management humain de proximité. Les algorithmes génèrent des scores de réputation, décident des récompenses (bonus) ou des pénalités (exclusion de missions), voire « licencient »

[1133] Cette dimension de la complicité informelle ou indirecte n'est pas vue dans le champ des théories de la surveillance. Les consommateurs des classes populaires ne sont pas distingués des autres consommateurs, lesquels sont pris en tant que catégorie culturaliste, d'où un registre psychologisant pour définir l'alignement complice : « de nombreuses notions circulent depuis une dizaine d'années : le consentement, la conformité (« *compliance* »), le bon vouloir, la contrepartie, le déni ou l'acceptation, voire l'exhibitionnisme ou le narcissisme ». O. Aïm, *Les théories de la surveillance, op. cit.* Chapitre 7, Les agencements participatifs de la surveillance, p. 135-154. Certes, l'auteur avance dans l'argumentation en s'adossant au principe de la Boétie, Discours de la servitude volontaire. Il tente de montrer, par ce biais, la participation des sujets dominés à leur propre domination : « Le texte de La Boétie est ainsi très largement convoqué depuis les années 2010, dans la mesure où il incarne deux idées interdépendantes pour qualifier la nouvelle gouvernementalité numérique : premièrement, la part apparemment *volontaire* prise par les individus à leur propre situation ; deuxièmement, l'idée que le pouvoir repose sur sa capacité à *faire adhérer* les dominés à leur condition ». Ce faisant, le modèle n'est guère différent de celui de Bourdieu. En revanche, une fois de plus, on fait l'impasse sur la tripartition. Non seulement le groupe d'obéisseurs laisse place à une minorité d'intermédiaires plus fortement engagés dans les rouages de la « machine » ; mais surtout, la masse des obéisseurs est davantage ambivalente que pleinement participative, ce qui donne toute sa place aux collaborateurs dans leur rôle de surveillance, de délateur et de mouchardage à l'encontre de celles et ceux qui ne jouent pas le jeu.

[1134] Il s'agit de ce que les deux chercheurs, reprenant la notion de « travail social en réseau », reprennent à A. Casilli : « *Le troisième type de travail digital, le travail en réseau, est plus controversé, au sens où même le considérer comme un travail fait débat dans la littérature. D'un côté, on présente l'interaction entre plateformes et usagers comme un acte plaisant de divertissement, un loisir, et de l'autre, on le présente comme un travail (Casilli 2019 : 168-174). Nous sommes d'avis que le travail social en réseau représente un acte productif de valeur économique, et qu'en ce sens, il peut être utile de le considérer comme un travail, parfois pénible et aliénant, parfois ludique et agréable, mais en fin de compte, une forme de travail* ». *Ibid.*, p. 49.

automatiquement. Une stratification des récompensés « joueurs » de la nouvelle gamification fragmente le groupe des « indépendants », épousant la logique des gratifications, des mérites et des carrières différenciés, éveillant chez tous l'obligation de courir pour avoir un score acceptable. Ce management algorithmique automatisé permet une surveillance constante et une évaluation permanente des performances, tout en maintenant une forte asymétrie d'information entre la plateforme et les travailleurs. Dans ce qui apparait par bien des côtés une dystopie où le dominé est tiré par des fils invisibles et devient lui-même invisible, menacé de mort sociale à tout moment, une dimension centrale de la zone grise disparait : en atrophiant définitivement le capital collectif guerrier, la masse des travailleurs est désormais atomisée et ne peut plus s'imposer (grèves sur un territoire donné) devant « les petits chefs ». Les collaborateurs se voient ainsi désencastrés de la relation de dépendance qui leur imposait discrétion et sentiment du risque. Désormais, dans la course de tous contre tous, la collaboration est plus facile, tout en réduisant tout le monde, dans la subordination et la précarité, à une course pour la meilleure course, renouvelant le piège du paiement à la tâche. La « réputation » ou le « scoring » ne permettent plus les grandes enjambées d'avant, quand un petit kapo pouvait devenir chef du personnel ou finir dans une planque d'un syndicat maison. *L'alignement renforcé supplante le retournement humain.* Les algorithmes deviennent des « contremaîtres numériques », fragmentant l'autorité et rendant le contrôle moins identifiable. Les algorithmes transforment l'autorité hiérarchique traditionnelle en la centralisant, l'automatisant et la rendant omniprésente, tout en la rendant moins visible et plus opaque. Cette évolution crée un paradoxe : l'autorité patronale est à la fois renforcée (via un contrôle accru) et déshumanisée (via la suppression des intermédiaires humains). Les algorithmes permettent aux employeurs d'exercer un contrôle plus étroit et systématique sur les travailleurs en semblant pouvoir se passer de tous les intermédiaires de jadis. Par la centralisation du pouvoir décisionnel, ces logiciels conçus par les employeurs définissent les règles (ordres, critères de performance, sanctions, etc.), sans pouvoir être contredits. Une sorte de surveillance totale mécanique semble régner, les données collectées (temps de travail, productivité, géolocalisation) offrant un pouvoir de surveillance inédit, dépassant les capacités des managers humains. Et dans un semblant d'égalité de traitement sans discrimination visible -alors que la *Gig economy* est entièrement racialisée- les algorithmes appliquent uniformément les directives de l'employeur, éliminant les variations ou les accommodements possibles avec des managers humains. Par l'externalisation de la sanction dérivant de « la faute », le rapport de force avec les agents du pouvoir se transforme en ne rendant plus possible le coût humain de la violence vécue de la domination par les intermédiaires auxiliaires du pouvoir dans l'entreprise. La maltraitance peut semble-t-il davantage se donner libre cours. Là où le chef se protégeait en s'entourant d'une armée de petites mains souvent armées, il devient protégé par ce rempart inexpugnable qu'introduit le commandement à distance et sa mécanisation par les actions digitalisées ou numérisées. Le pouvoir ne s'exerce plus via une chaîne de commandement humaine en face à face, mais à travers des indicateurs quantitatifs (notes, scores, classements). Les commandeurs sont toujours là[1135] mais inatteignables, souvent à l'autre bout du monde…

[1135] Les algorithmes prennent en charge des responsabilités autrefois dévolues aux « managers », reconfigurant les fonctions des chefs. Il y a bien d'une certaine façon une dépossession de la fonction régalienne qui pouvait aussi signifier une certaine jouissance à commander, dominer, contraindre voire écraser. La mesure en temps réel de la productivité, du respect des procédures ou du temps passé sur chaque tâche, sans nécessiter l'intervention d'un humain, l'assignation des tâches en fonction de critères prédéfinis (disponibilité, compétences), éliminant la nécessité d'un arbitrage humain, l'élaboration de systèmes générant des scores de performance, recommandant des promotions ou des licenciements, et appliquant des pénalités automatiquement, affectent nécessairement les habitus des bourgeois. Ce nouveau capitalisme introduit toute une série de violences sociales tout en effaçant certaines autres, comme le commandement arbitraire, les humiliations en direct devant tout le personnel, les inégalités flagrantes dans les décisions concernant deux situations équivalentes. Surtout, « *dans le cas du microtravail, la plateforme se replie également dans un rôle de soi-*

Non sans paradoxe, ce nouveau capitalisme du flux accéléré affiche avec fierté la collaboration de tous. Il ne s'agit autant de toucher plus vite les consommateurs que d'offrir à ces mêmes consommateurs le statut de « juge-client ». Le kapo est externalisé de l'entreprise et se mire dans les yeux de l'évaluateur du service payé : *le client*. Ce dernier, *à la fois figé dans le monde de la production et dans les rôles de consommation, se mue en surveillant.* En foulant le territoire du contrôle des travailleurs du service (Uber, délivero), il participe activement au contrôle de ces « indépendants » « uberusés », accentuant de la sorte la pression exercée sur cette nouvelle fraction des classes populaires racisée. En jouant le jeu de la prestation réussie dans les meilleurs délais, prolongeant de la sorte la norme de la maximisation temporelle de la vie sociale, la nouvelle gouvernementalité pressure encore plus l'acteur économique ainsi suivi pas à pas par le client endiguant toute velléité d'autonomie, préservant les diktats patronaux, imposant l'accélération maximale de la bonne conduite notée quantitativement et qualitativement ; d'où un stress permanent enflé par l'incertitude des ressentis de cette masse inconnue et bigarrée des « clients ». A cœur de la digitalisation, ce nouveau capitalisme futuriste *retourne ainsi une partie de la population possédée par l'envie d'être bien servie*, rapidement et avec les « plus beaux atours ». Les plateformes du flux font rayonner toutes les revendications capillaires à cette appel insatiable à la rapidité et à la logique du service, comme un mimétisme des anciens nobles entourés de domestiques. Le modèle « Uber » active le principe de rentabilité du capitalisme globalisé en s'inscrivant comme accélérateur de rentabilité pour un consommateur qui, conscient ou non, jalonne ce processus en recherchant l'intérêt individuel à être servi sans attendre et de la meilleure façon. La vie sociale marchandisée s'implante, se déploie dans la ville flux. Il y a une articulation essentielle entre le modèle Uber, l'accélération capitaliste et le formatage urbain. Son succès s'enracine dans une logique de service rapide où l'a-humanité des relations sociales marchandisées prime sur les liens sociaux et les pratiques sociales antérieures. Uber transforme le trajet urbain en service rationnalisé où le chauffeur n'est qu'un opérateur interchangeable devant un humain devenu un profil algorithmique évaluant le transporteur de corps. Avec des prix bas, un élargissement des bases sociales des profiteurs rend complice une masse toujours plus importante de clients contribuant à la standardisation des pratiques sociales, à l'application homogénéisée de l'expérience du trajet ou de la traversée de ville, effaçant les spécificités des territoires et des vécus (attente dans les taxico des pays de la Caraïbe et lien social, négociation avec les rickshaws ou tuk-tuk sur « l'abonnement » à la journée ou à la semaine, paiement librement fixé entre les parties, possibilité d'inventer un guidage sur des zones négociées, temps social du voyage lui aussi négocié, rapide ou lent). Le client devient un juge serrant, ferrant, chassant presque les « mauvais sujets », notamment lorsque des usagers blancs sanctionnent leur transporteur à partir de leurs stéréotypes raciaux. *La monétisation racialisée du déplacement urbain attèle l'agent social au rôle de client exigeant et implacable qui, loin de toute solidarité, freinage ou tactique de résistance, recherche le profit maximal dans une demande, sans égard pour la dimension humaine du prestataire,* laquelle peut a contrario devenir uniquement envisagée sous le prisme de la servitude acceptée avec plaisir du racisé au service des « Blancs du Nord ». Là est l'astuce du mouillage capitaliste. Le retourné n'existe et ne s'éveille qu'autant qu'il jouit lui-même du profit, comme la plateforme. *Pris en saucisson, le nouveau travailleur « indépendant » s'engendre comme aligné tandis que les clients s'ébattent dans le rôle du retourné*, à la fois juge économique et juge politique. Si Uber participe à la privatisation de l'espace public, en imposant le transport individuel monétisé dans une entreprise

disant neutralité et laisse requérants et travailleurs gérer leur conflictualité, souvent sur la plateforme même ». J. Martineau & J. Durand Folco, « Les quatre moments du travail à l'ère du capital algorithmique. Vers une synthèse théorique », *op. cit*, p. 52.

visant à supplanter toute autre forme de déplacement (dont le collectif ou le pédestre), le client en devient un des vecteurs principaux, comme juge de terrain et juge algorithmique dont l'agrégation des informations renforce la préemption sur les marchandises humaines. Les inégalités qui en résultent sont flagrantes et plongent dans les logiques duales du néolibéralisme actuel : pendant que les clients aisés paient pour gagner toujours plus de temps en atomisant la réactivité des conducteurs, ces derniers en sont réduits à jouer les travailleurs précarisés doublement floués ; par Uber et son externalisation des coûts sociaux ; par les clients qui renseignent en fait le patron au lieu de demeurer uniquement des passagers. Bien au-delà d'Uber, ce sont tous les prestataires de service en ligne (banque, assurances, entreprises) qui sont évalués. Nos boites mails regorgent de demandes d'évaluation à distance des personnels qui nous ont renseignés ou accompagnés dans nos démarches.

Un nouveau délateur est né : le client. Tout se passe comme si la délation devenait légitime, sortie de son cadre politico-moral pour devenir une « simple » évaluation ; dans une participation presque heureuse à l'évaluation des travailleurs. *Ce renversement de la table des valeurs est sans doute, du point de vue de la sociologie de la complicité, la dimension la plus incisive dans les mécanismes du pouvoir corrélés à la tripartition.* Les clients deviennent des contrôleurs dans le cadre de la gestion algorithmique, notamment dans tous les échanges marchands, car leur rôle est intégré directement dans les systèmes d'évaluation et de surveillance des travailleurs, faut-il le rappeler, largement racisés.

Les plateformes comme Uber, TaskRabbit ou Upwork utilisent les notes et évaluations des clients comme indicateurs clés de performance pour les travailleurs indépendants. Les algorithmes collectent des données sur les interactions clients-travailleurs (durée, qualité, ponctualité, etc.). Ces évaluations clients influencent la visibilité, l'accès aux missions et la rémunération des travailleurs. Pire, elles alimentent directement les algorithmes qui attribuent les missions, ajustent la visibilité des travailleurs et peuvent même déclencher des sanctions automatiques (suspension, déréférencement). Les notes attribuées par les clients déterminent l'accès du travailleur à de nouvelles missions, à des bonus, voire sa possibilité de continuer à travailler sur la plateforme. Un mauvais avis entraîne à brève échéance une baisse de revenus ou une exclusion, ce qui pousse les travailleurs à anticiper et à satisfaire au maximum les attentes des clients, sans savoir à l'avance ce qui plaira ou non. Surcontrôle de soi et incertitudes deviennent les propriétés de ce nouvel habitus du travailleur. Ainsi, les clients agissent comme des « managers délégués », contrôlant et sanctionnant les travailleurs par leurs retours, ce qui externalise une partie du rôle traditionnel du contremaître ou du chef d'équipe vers les clients eux-mêmes. Ainsi, le rôle traditionnel du « petit chef » est externalisé vers le client, qui devient un contrôleur de fait du travailleur avec tout l'arbitraire mentionné ; et plus encore une sorte de petit dieu[1136] qui peut voir sans être vu, juger sans être repéré dans sa sentence : *« À la fin d'une course, les clients ont la possibilité de noter les chauffeurs Uber d'une à cinq étoiles et de laisser un commentaire. Ces derniers ne connaissent pas la note attribuée par chaque client individuellement, n'ayant accès qu'à une note agrégée »*[1137].

[1136] « *Au début, j'ai été déconnecté. Aujourd'hui, j'ai 11 000 courses et je suis considéré comme professionnel de Uber. Mais quand j'ai commencé, Uber m'a arrêté une fois. Un client vient avec de la nourriture et il commence à manger et moi je demande « S'il vous plaît, ne mangez pas dans ma voiture », et il dit « Taisez-vous » et commence à m'insulter. Et après j'ai découvert que l'application était arrêtée. J'ai pas été prévenu. J'ai appris que le même client a dit à Uber que je lui ai demandé des sous à côté. C'était pour me toucher. C'est pas juste, c'est toujours le client le roi. Je suis allé chez Uber pour m'expliquer, et je suis resté sans application pendant un mois. (Amir, un chauffeur montréalais de 60 ans)* ». S. Bernard, *Uberusés, op. cit.*, p. 256.

[1137] *Ibid.*, p. 250.

La dilution de la conscience de classe dans les mécanismes euphorisants de la société de consommation et du « client roi » a pour incidence directe le plaisir d'être bien servi et, de fait, la réduction de l'humain et de ses conditions de travail au critère de l'obtention d'une satisfaction des désirs personnels utilitaires. Par leurs évaluations, les clients influencent les algorithmes qui décident de la distribution des tâches, créant une pression constante sur les travailleurs pour satisfaire « les attentes clients » afin de maintenir une bonne note et éviter des sanctions. En effet, cette externalisation du contrôle vers les clients peut augmenter la précarité et la pression psychologique des travailleurs, qui doivent gérer la peur des mauvaises évaluations et la nécessité de plaire à des clients imprévisibles ou injustes. Si le monde de l'entreprise pouvait arriver à standardiser les évaluations pour « monitorer la performance » des salariés de manière globalement homogène, le monde de la consommation diffracte à l'infini les réactions des « clients ». Cette configuration redéfinit les dynamiques de pouvoir : le client devient une extension du management algorithmique, sans en avoir la responsabilité et sans avoir reçu une quelconque formation. Sans prendre conscience que les données de leur vie privée sont pillées, que les données de leur réservation sont pillées, les clients surfent sur les bénéfices immédiats. La gratuité, la rapidité, la position dominante dans la relation commerciale achèvent de les convaincre qu'ils y sont gagnants. La vie quotidienne numérisée (banque, assurances, sécurité sociale) se prolonge en relation commerciale numérisée venant en quelque sorte sécuriser une vie que l'Etat consacre déjà dans ses modalités de fonctionnement. L'imposition algorithmique essaime du public au privé et du privé au public dans un cercle qui voile « 1984 » en « meilleur des mondes ». Les plateformes numériques s'alignent sur un cadrage général qui, de facebook à la CNAF en passant par Parcoursup, impose ses modalités d'inscription, d'intrusion dans les renseignements personnels actualisés dans le « suivi ». Le soft power fait accroire qu'il donne du pouvoir pour mieux disposer des identités numériques.

Cette toute puissance du tiers complice se situe donc au cœur des nouvelles formes de surveillance. Le nouveau travailleur ne sait jamais à qui il a affaire, comment son comportement pourra plaire ou ne pas plaire. Il lui faudra affirmer une capacité d'entregent afin de calmer des clients impatients ou qui tiquent sur « la race » du livreur, sur son langage, son état de fatigue, son absence de sourire adéquat, etc. Pour le dire de manière abrupte, ce sont le plus souvent des classes moyennes qui jugeront le prolétaire, dans cette confrontation de classe qui libère des évaluations comportementales classées. Pour autant les classes populaires ne sont pas épargnées. Commander en ligne n'est pas si cher que cela, il ne s'agit pas d'acheter une voiture. Par ailleurs, la popularisation des commandes addictives de vêtements ou d'objets insignifiants à 1 ou 2 euros sur Temu, Amazon ou leurs équivalents multiplie à l'infini les millions de « choses » qui sont livrées devant la porte du « client », même des chômeurs. Ce n'est plus uniquement la tâche qu'il faut remplir, comme dans l'ancien taylorisme. Il faut à la fois satisfaire des rythmes identiques, effrénés, et montrer patte blanche, sourire, faire « l'heureux » devant toutes et celles et ceux, classes moyennes et classes populaires, qui se fondent dans le nouveau système consumériste. Aliénation typique de l'univers troqué dans le « meilleur des mondes », cette logique de service à domicile des objets fonctionne en sous-main la complicité du monde entier si l'on veut bien voir qu'il y a des milliards de consommateurs.

La complicité de l'alignement s'étend en fait aussi bien à ces consommateurs de l'inutile qu'à tous les travailleurs forcés de s'aligner sur la norme managériale dans la mesure où la

dérégulation du travail touche de plus en plus de secteurs économiques. Moins protégés, les travailleurs sont quasiment livrés pieds et poings liés aux multinationales et PME qui viennent les cueillir. Dans le Nord. Le développement des plateformes de services (transport, restauration) s'est matérialisé sur un jeu de pièges, de duperies. En s'implantant, les dirigeants ont proposé des rémunérations importantes, doublées de primes diverses. Ce premier régime de faveur a attiré le premier régiment de chauffeurs. Par la suite, d'autres impétrants se sont pris à rêver de sortir de la condition prolétarienne par le haut, à la fois en devenant son propre patron, et en gagnant plus d'argent. Ce sont donc les anciens qui ont assumé le rôle d'entraineurs des nouveaux arrivants. Ce que la chercheuse ne dit pas, c'est si les anciens gagnaient encore suffisamment pour faire une publicité de bonne foi ou bien s'ils acceptaient de faire la sale besogne sous l'emprise d'incitations diverses, dont des primes :

« Lorsqu'ils sont entrés dans le métier, beaucoup de chauffeurs Uber étaient convaincus qu'ils accéderaient à des rémunérations élevées. La plateforme a en effet beaucoup communiqué sur le fait qu'il était possible d'y parvenir aisément, leur garantissant même un certain niveau de rémunération au moment de son implantation. Mais surtout, ils se sont laissé convaincre par des chauffeurs en activité mettant en avant leurs gains importants, notamment sur les réseaux sociaux. Ces derniers induisent ainsi en erreur les candidats potentiels et participent à nourrir des espérances importantes en la matière »[1138].

Dans ce nouvel univers ultralibéral où règne l'auto-exploitation des travailleurs indépendants, où les chefs en chair et en os ont disparu au profit d'une fausse « liberté d'action » hors de l'entreprise fermée, où des sanctions impersonnelles tombent comme des couperets en dépersonnalisant les « décisions » et en imposant l'idée d'une « *substituabilité des employés* »[1139], la part de la zone grise peut sembler plus difficile à identifier. Si les délateurs directs ou les petits chefs tendant à disparaître, autrement dit si le retournement s'affaiblit, l'alignement quant à lui (chapitre 9) a fait de grands bonds en avant. Les humains n'ont pas disparu dans leurs rôles de complices de ce nouveau capitalisme algorithmique de surveillance. On peut encore citer les travaux de S. Bernard qui révèle le rôle du parrainage chez Uber où des indépendants jouent le jeu des managers en sollicitant leur entourage, en contrepartie d'une prime, pour venir occuper de nouveaux postes. Pire encore. L'armée de réserve, pour reprendre son expression, est prête à se mobiliser pour l'employeur ! La défense de l'entreprise au moment de son lancement dans un pays donné, s'effectue autour d'un vernaculaire idéologique de la défense du travail…Quand la dérégulation est appelée « création d'emploi » et que le salariat relativement protecteur laisse la place à la mobilisation des précaires ne situant pas les enjeux de destruction d'un siècle de syndicalisme, alors le patronat a réalisé son rêve de complicité à grande échelle. Les secteurs touchés par cette transformation se limitent aux plateformes de service et aux entreprises du clic. L'aliénation signifie un réveil souvent brutal. On le voit bien chez UBER où les tarifs ne cessent d'évoluer, d'abord importants pour amorcer le dumping contre les concurrents en offrant des primes aux entrants convaincus de gagner de l'argent, faire carrière et ne plus être ouvriers manutentionnaires ; puis affaiblis progressivement en abaissant drastiquement le prix de la course une fois que la masse est

[1138] S. Bernard, *Uberusés, op. cit.,* p. 194.
[1139] N.V. Doorn & A. Badger, « Platform Capitalism's Hidden Abode : Producing Data Assets in the Gig Economy », *Antipode,* Vol. 52, n°5, 2020 ISSN 0066-4812, p. 1475–1495.
https://pure.uva.nl/ws/files/23265322/Platform_Labor.pdf

prise dans la nasse, que les serviteurs n'ont plus la possibilité de se libérer de l'emprise de la multinationale, et que tout ce monde court à bride abattue vers la commande ou la course « salvatrices ». Dans les trois modèles identifiés de la collaboration, *c'est bien l'alignement qui prend la relève du retournement*. La nouvelle division internationale du travail s'imprime dans les vieux habits de l'impérialisme, revisité par ce nouveau mode de production et de consommation.

S. Bernard révèle comment un certain capitalisme brisant les droits acquis, entraine avec elle une fraction de l'armée de réserve promus petits travailleurs indépendants défendant leur entreprise dans l'acte de défendre leur propre survie économique. L'auteure montre comment certains mécanismes de protection (les taxis officiels contre les Uber dans les années 2010) ont favorisé ce qu'elle appelle « *la loyauté* » envers UBER. En payant les amendes, la plate-forme « a sécurisé » l'employé au temps de la conquête des marchés dans le nouveau capitalisme débridé, produisant de la sorte un capitalisme de la capture des loyautés. L'indépendant se sent défendu et comme protégé par la société pour laquelle il travaille en pionnier, devenant de la sorte une sorte de franc-tireur partie prenante du succès de l'entreprise ; protection qui n'est pas sans rappeler les dépendances hiérarchiques féodales ou les allégeances personnelles maffieuses. Un mécanisme paradoxal, dans l'exploitation, de complicité par alignement sur la norme, opère alors entre l'indépendant et la plate-forme :

« Cette situation favorise un sentiment d'appartenance *et de loyauté* à l'égard de la plateforme. Les chauffeurs sont solidaires d'Uber contre les taxis et le gouvernement, réclamant la légalisation de cette activité. En attendant, ils poursuivent leur activité en faisant semblant avec la clientèle de ne pas s'inscrire dans une relation commerciale »[1140].

3/ La complicité dans l'alignement par le biais d'un contrôle systématique anonymisé

▲▼

La « *gig économie* », comme l'appelle les Anglo-saxons, l'économie des petits boulots, n'est donc pas seulement l'économie institutionnalisant le précariat en vue de surexploiter les étrangers, les asilés, les sans-papiers ou les racisés. Elle est aussi un laboratoire d'essai -comme le furent souvent les colonies en matière de technique de gardiennage ou de travail forcé- autour de tests de performativité sur *les précaires « indépendants » ubérisés, lesquels peuvent percevoir leur patron comme un défenseur de leur existence sociale*. Et pourtant, objectivement, bien au-delà du rôle d'intermédiaire entre un client et un livreur ainsi sorti de l'ornière sociale, les plateformes numériques sont des machines à analyser les nouvelles techniques de mobilisation et de marchandisation du travail :

« Il s'agit d'examiner la relation qui existe entre le travail émotionnel et le « gig work », en se penchant sur le fonctionnement des systèmes de retour d'information, de classement et d'évaluation qui sont intégrés dans la plupart de ces plates-formes. Aborder les formes de contrôle managérial exercées sur les « gig workers » du fait qu'ils travaillent par (et pour) une plateforme qui recueille des données détaillées sur leur activité professionnelle, principalement par le biais des

[1140] *Ibid.*, p. 56-57.

mêmes systèmes de retour d'information, de classement et d'évaluation, et qui produit des mesures utilisées pour l'évaluation de leurs performances »[1141].

Tout le courant sociologique du *Labour process theory*, d'inspiration marxiste (Thompson, Braverman, Burawoy) entend montrer comment la nouvelle économie des plate-formes s'inscrit dans la logique de surveillance humaine du capitalisme (prendre des enfants, des femmes, des étrangers et diviser les classes populaires) visant à dégrader les compétences des travailleurs (*degradation of Skills*), à augmenter la dépendance au travers de la marchandisation d'un rapport de travail sans protections (*the 'standardisation' of nonstandard forms of employment*), tout en ajoutant la ségrégation transformée entre l'exploité rendant service et le « Blanc » profitant du racisé en étant servi par lui. Ce que A. Stoler étudiait en Indonésie, dans l'espace impérial hollandais, entre domestiques indigènes et colons assistés, se redéploye en métropole sous la forme des nouvelles logiques de la consommation « sur un plateau ». Plus que jamais, le schéma de l'intersectionnalité s'applique. Outre les racisés, ce sont les femmes qui font les frais de ces nouvelles entreprises de service :

« D'autres nouvelles entreprises de la fin du vingtième siècle ont, par leur nature même, fait progresser la veille technologique. La connexion des technologies téléphoniques et informatiques dans les centres d'appel a facilité la surveillance quantitative et qualitative de la prestation de services par ce nouveau cybertariat, souvent féminin ; le rythme et le temps, le succès de la prestation de services ou de la vente, même le vocabulaire et l'attitude des travailleurs pouvaient être surveillés de près. La surveillance de ces emplois moins bien rémunérés peut se faire sur place, à l'abri des regards, de manière aléatoire, ce qui prive les travailleurs d'autonomie et de contrôle ; cela a également facilité la délocalisation spatiale des emplois des économies à salaires plus élevés vers celles à salaires plus bas. À juste titre, les experts en surveillance citent le travail dans les télécommunications comme un exemple du panopticon numérique invisible à l'échelle mondiale, bien que certains chercheurs signalent également des traces de résistance individuelle et, à l'occasion, de résistance à la concurrence »[1142].

Quels que soient les sous-groupes exploités, les chercheurs montrent que les technologies digitales employées par les plates-formes mettent au premier plan *les capacités de contrôle sur les recrutés infériorisés et dépossédés des moyens de contrôler les contrôleurs*. L'invisibilité des outils de contrôle à distance, la méconnaissance du fonctionnement des algorithmes, sont renforcés par les logiques d'incertitudes (modifications de tarif, variabilité des critères de sanction) liées au *machine learning* et aux transformations régulières du logiciel d'une part et, d'autre part, aux stratégies permanentes de rentabilisation des « managers » qui les conduisent à changer les normes de gouvernementalité :

« Le management algorithmique se caractérise en effet par l'instabilité et l'opacité des règles de l'algorithme qui sont susceptibles de changer à tout moment, laissant les travailleurs dans une totale méconnaissance des règles effectives »[1143].

Par ailleurs, toute une hiérarchie de la surveillance humaine gradualise les nouveaux emplois au sein desquels les travailleurs de base participent eux-mêmes à la surveillance de leurs pairs :

[1141] A. Gandini, « Labour process theory and the gig economy », *Human relations*, vol. 72, n°6, 2018. https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/0018726718790002

[1142] J. Sangster, « The surveillance of service labour : conditions and possibilities of resistance », in L. Panitch & G. Albo, *Beyong Digital Capitalism, New Ways of Living*, *op. cit.*, p. 181.

[1143] S. Bernard, *Uberusés, op. cit.*, p. 225.

« Enfin, la surveillance informatisée a eu un effet multiplicateur sur les professions ainsi que sur l'intensification du travail. Le travail des professionnels et des cadres a été modifié par les nouvelles capacités de surveillance et le travail de surveillance lui-même s'est étendu, englobant, par exemple, les travailleurs qui surveillent, archivent et quantifient la surveillance électronique, les informaticiens qui la réparent, les superviseurs qui l'évaluent et la manipulent, et les professionnels techniques qui conçoivent un nombre incalculable de nouveaux programmes et d'applications »[1144].

Si, effectivement, « *Digital technologies are used for purposes of control and surveillance at work* »[1145], alors il faut bien se dire que le salarié ou l'indépendant seront vus aussi par les nouveaux maîtres des « ressources humaines » comme des leviers à intégrer dans l'équation ; et cela, d'autant plus que la surveillance moderne digitale va décupler avec l'IA tout en faisant de l'ouvrier ou du prestataire de service un pion de moins en moins capable de contrôler qui le contrôle. En effet, le travailleur est de plus en plus dépossédé des critères de sa performance ou des critères lui permettant d'accepter ou de refuser un service : « *Par exemple, l'algorithme d'Uber « décide » de la valeur d'une course en fonction de l'heure et du lieu de la demande du consommateur, des conditions de circulation actuelles et de la disponibilité d'autres chauffeurs au même endroit, le tout en temps réel. Les travailleurs ne peuvent pas intervenir dans ce calcul et ne peuvent qu'accepter ou refuser la course* »[1146]. Dans l'espace-temps *maintenu* des rapports disciplinaires et segmentés de production où la force de travail est toujours hors de la maitrise du processus de production, indissociablement corrélé à la rationalisation des Etats-nations autour de bassins industriels et de logistiques urbaines mondialisés, les petits outils du contrôle et de la délation peuvent remplir leur mission sans que les travailleurs ne puissent contrôler les outils qui les contrôlent. Plus les outils informatiques visent à contrôler les travailleurs, plus ces derniers sont perçus comme des criminels potentiels, ce qui rendra sans doute banal la délation si fréquente dans les situations extrêmes (banlieues, camps, prisons, bagnes…) :

« L'utilisation du just in time staffing (assignation d'heures de travail à la dernière minute) pour réduire les coûts de main-d'œuvre, comme l'a montré une étude, a conduit à la prolifération de la surveillance numérique. Les horaires irréguliers et l'augmentation du nombre d'employés ont créé une main-d'œuvre plus nombreuse et plus fluide et la « propension à traiter les travailleurs comme des criminels potentiels ». Les empreintes biométriques et la surveillance des points de vente ont donc été jugées d'autant plus essentielles pour garder un œil sur les travailleurs. La collecte d'informations numériques peut conduire à un « glissement de données ou de fonctions » lorsque de nouvelles utilisations sont trouvées pour les informations excédentaires collectées. Les technologies introduites à l'origine pour prévenir les vols dans le commerce de détail, par exemple, ont eu des « retombées inattendues » pour la direction, en introduisant de nouvelles formes de contrôle sur les travailleurs. Pourtant, il n'y avait pas de règle de surveillance numérique automatique toujours croissante dans le commerce de détail : ce qui importait, c'était la « relation dynamique des technologies entre elles », en faisant correspondre la surveillance avec la main-d'œuvre, le processus de travail et les produits vendus »[1147].

Au-delà des effets majeurs d'aliénation que les plates-formes et les entreprises de services déploient pour filer leur personnel « lâché » dans la nature, il y a place pour une sociologie globale

---

[1144] J. Sangster, « The surveillance of service labour : conditions and possibilities of resistance », *op. cit.*, p. 181.
[1145] *Ibid.* Lire dans cette veine : A. Beverungen, S. Böhm & C Land, « Free labour, social media, management : Challenging Marxist organization studies », *Organization Studies*, *36*(4), 2015, p. 473-489 ; P. Moore, *The Quantified Self in Precarity : Work, Technology and What Counts*. London, Routledge, 2017 ; P. Moore & A. Robinson, « The quantified self : What counts in the neoliberal workplace », *New Media & Society*, 2015, DOI : 1461444815604328.
[1146] *Ibid.* A. Gandini se fonde sur les travaux de A. Rosenblat and L. Stark, « Algorithmic Labor and Information Asymmetries : A Case Study of Uber's Drivers », *International Journal of Communication*, 2016, *10*, 27.
[1147] J. Sangster, « The surveillance of service labour : conditions and possibilities of resistance », in L. Panitch & G. Albo, *Beyong Digital Capitalism, New Ways of Living*, *Socialist Register,* volume 57, 2021, p. 191.

de la surveillance numérique des espaces de travail en général. Le recul des capitalistes face au travail à domicile expérimenté à grande échelle avec la COVID, en dépit des surveillances musclées sur l'ordinateur, atteste de cette préférence pour la mainmise sur un territoire propre, dûment quadrillé sur un espace où le propriétaire peut plus facilement installer ses outils de contrôle de la main-d'œuvre. Une caméra n'a de pouvoir que dans un ensemble enchâssé d'emprises spatiales, des rues, des immeubles, des concentrations de population, des flux obligés, des postes et des places, des open spaces. Au sein de cette gouvernementalité infrastructurelle se déploient, comme des emprises plus acérées, de nouveaux dispositifs s'alignant sur cette stratégie linéaire de rationalisation et sans doute aussi de professionnalisation. Le déploiement de ces outils dans « le monde du travail » semble devenir une routine stratégique aussi intensive que dans l'espace public ou dans l'espace domestique/consumériste traqué par les Gafam :

« Notre société contemporaine serait caractérisée par une expansion capitale et une intensification de la surveillance dans presque toutes les sphères institutionnelles de notre existence (Ball et al., 2012, 1)[17], qui concerne aussi bien le monde du travail, *les employeurs surveillant leurs employés* (Ball, 2001), la police dont l'un des métiers devient la collecte d'informations (Ericson, Haggerty, 1997), la sécurité internationale surveillant les migrants et les potentiels terroristes (Whitaker, 1999), les organisations commerciales catégorisant leurs clients (Coll, 2015 ; Turow, 2006), l'institution scolaire évaluant et mesurant les élèves (Monahan, Torres, 2009), et bien sûr l'État fichant les citoyens (Agar, 2003 ; Higgs, 2004) »[1148].

Des caméras de surveillance sont capables de déceler, dans un espace de co-working donné, les bons éléments des mauvais, à un niveau encore jamais atteint dans les entreprises. Les bons salariés perçus comme étant en train de travailler bénéficient, encapsulés dans tel logiciel de reconnaissance faciale, comme en signalétique urbaine, d'un cerclage vert. Toutes celles et ceux qui seront suspectés de s'affranchir des règles en vigueur, définies souverainement par le patron, seront sanctionnés situationnellement d'un cercle rouge, pendant tout le temps de l'infraction *supposée*. Ces personnes seront dès lors suspectées de quitter leur espace de travail, mais aussi leur fonction de travail, puisque le cerclage rouge emprisonne toute personne se levant de son poste de travail, sans qu'aucun motif ne puisse, sur la bande image, être ajusté pour le moment. Le logiciel actuel rend illégitime tout « abandon de poste » associé au fait de se rendre dans un endroit non autorisé ou non prévu dans les heures laborieuses officielles définies comme un travail posté, assis. Un reportage montre une vidéo de surveillance, avec pour titre : « *La dystopie capitaliste est déjà là. L'intelligence artificielle pour fliquer en temps réels les salariés* »[1149]. On voit sur la bande image des informations évolutives renseignant le patron, sur le temps que chaque salarié passe sur le poste de travail et les temps hors zone de travail officiel, le tout en film panoptique depuis un plafond. L'entreprise Neurospot propose ainsi un service de type « 1984 » avec « *suivi des déplacements et des tâches des salariés* ». L'instrument demeure sommaire dans la mesure où un travailleur qui se lèverait pour demander un stylo (qui marche) à un collègue se verrait associé à une conduite non performante alors que ce stylo a bien pour finalité une restauration rapide de sa capacité de production. Ceci étant dit, il n'y aurait donc plus de nécessité, pour un patron lointain, de mobiliser toute une cohorte de surveillants, à commencer par les ouvriers ou les salariés eux-mêmes dont le chapitre 4 a analysé dans le détail les modalités de participation à la surveillance. Tous les

[1148] F. Castagnino, « Critique des surveillance studies. Éléments pour une sociologie de la surveillance », *Déviance et Société*, 2018, Vol. 42 (1), pp.9-40 (p. 18-19).
[1149] https://www.instagram.com/reel/C3iUt5GMNyQ/?igsh=ajF0YzJkZWsxaWhr

déplacements, en *open space*, donc dans des espaces beaucoup plus contrôlables que des ateliers d'usine, sont désormais captés, analysés et jugés en temps réels. Un seul surveillant peut donc « maîtriser » un collectif de travail, faire remonter l'information quant aux déplacements suspects des salariés, lesquels, filmés, auront des comptes à rendre sur les moindres de leurs mouvements non « perçus comme légitimes » par le logiciel. Ce procédé révolutionnaire abolit les espaces du texte caché. En indexant chaque salarié sur une correspondance numérique précise (tel agent sera vert mais aussi n°1, l'autre n°45, etc), il est possible de suivre en continu toute personne en pouvant ainsi « noter » le rendement spécifique à la lettre, ce qu'une surveillance humaine ne saurait faire, à moins de mettre un surveillant derrière chaque travailleur. La traçabilité est linéaire et objective, opposable. En effet, le visuel ne sert pas uniquement à établir une comptabilité des présences et des performances. Il sert aussi de preuve. Le patron pourra montrer la bande image à tout récalcitrant, la machine enregistrant le temps de travail avec impartialité. Le mouchard, toujours soupçonné d'en rajouter pour bien se faire voir, sera débouté au profit de cette appareillage individualisant qui divise le collectif de travail en unités cliniques. La profondeur de champ est sans limite, les comportements pouvant être travaillés et retravaillés comme dans une vidéo d'un sportif professionnel. Enfin, le couplage de la statistique et de l'image test, du quantitatif et du qualitatif, peuvent servir de support à des expérimentations ou, a minima, à des évaluations afin d'améliorer encore les performances. Chaque salarié peut devenir un support de réflexion pour des managers en quête d'approfondissement des pratiques légitimes, tout en pouvant, a minima, traquer toute déviance à la norme. A la limite, chaque personne devient un personnage économique, doté d'une histoire productive, objectivable sur une semaine, un mois ou sur une année. Le salarié lui-même peut devenir le collaborateur des procédures, en acceptant de dérouler, aussi loin que son niveau culturel lui permet, une confrontation avec les données objectives. Actuellement, de manière artisanale, des sociétés de conseil scrutent les déplacements des personnels hospitaliers afin de réduire au maximum les « temps morts »[1150]. Désormais, en continu, l'IA pourra repérer le stakhanoviste qui sommeille en chacun des performeurs qui jouent le plus le jeu, l'individu sélectionné pouvant alors expliquer à la direction ses motivations comme ses techniques. Des courbes de performances peuvent être dessinées, aussi bien sur le plan individuel qu'au niveau des dynamiques de collectifs de travail. Les fins de mois, les temporalités festives (avant noël, avant les congés annuels, avant les pauses, etc) pourront plus particulièrement être surveillées. Le paradoxe de ce dispositif demeure le risque d'une disjonction entre la forme et le fond. Le zèle apparent peut correspondre aussi à un mauvais travail. Remplir vite sa tâche sur un banc de montage peut formellement être justiciable d'appréciations positives de l'IA tandis qu'en pratique les boulons peuvent être mal ajustés. La surveillance de la forme et du fond supposera de mettre en place des dispositions d'évaluation en continu du travail de chaque salarié afin d'être sûr que la forme s'aligne sur le fond. Le totalitarisme économique sera atteint.

Désormais, se met en place dans les nouvelles comme les anciennes entreprises une surveillance numérique qui remplace les anciens délateurs de proximité, comme les chefs d'équipe ou les chronométreurs et autres contremaîtres. Le niveau d'évaluation des performances est redoutable. Ici, dans le cas d'employés de commerce au détail, les moindres mouvements, surtout

[1150] J. Gervais, C. Lemercier & W. Pelletier, *La valeur du service public*, Paris, La Découverte, 2021.

aux caisses, sont scrupuleusement visualisés, répertoriés et évalués ; ce qui accroit l'angoisse et rend quasiment impossible des attitudes de relâchement, même passagères :

« Lorsque les employés des commerces de détail d'Amérique du Nord se rendent au travail tous les jours, ils ne pointent plus à une horloge comme les femmes du film Nine to Five. Au lieu de cela, un ordinateur enregistre leur empreinte biométrique, ce qui ne leur laisse aucun moyen de se soustraire à la surveillance de la direction ou de remplacer un collègue en retard. Il n'est pas possible de falsifier ou d'emprunter une partie du corps. Une fois sur le lieu de travail, les mouvements physiques et les ventes des travailleurs sont surveillés par la télévision en circuit fermé et la collecte de données numériques. Cette dernière facilite le suivi de la vitesse et de la fréquence des ventes des caissiers, qui sont liées à leur dossier personnel, ce qui renforce l'anxiété liée aux erreurs et au rythme de travail. Les caméras vidéo se concentrent surtout sur la caisse, mais elles suivent également les mouvements d'une personne sur le sol et dans les salles de stockage, laissant un enregistrement pour la discipline qui peut être présenté comme plus scientifique, plus exact et plus infaillible. Non seulement les performances et la productivité, mais aussi les attributs subjectifs, les attitudes et les informations les plus personnelles sur la santé sont suivis par les employeurs, qui prétendent que ces informations améliorent l'innovation et la productivité ou protègent les travailleurs et le public. Le regard de plus en plus panoptique de la surveillance technologique fait craindre un avenir dystopique du travail, confirmé par des employeurs qui considèrent la vie privée des travailleurs comme « illusoire » ou qui se vantent de leur pouvoir omniscient de « mesurer tout ce qui bouge ». Les possibilités technologiques et les utilisations managériales de la surveillance se sont indubitablement intensifiées ces dernières années avec des programmes informatiques qui collectent, stockent, partagent et interprètent des quantités massives de données. Les applications de productivité, les capteurs électroniques, les trackers de fitness, la reconnaissance faciale, la biométrie, le FRID [données d'identification par radiofréquence], les tests ADN, les capteurs thermiques et de localisation, pour ne citer que quelques tactiques, sont devenus plus accessibles et plus abordables pour les employeurs. Depuis les années 1980, les femmes, les immigrés et les minorités occupant des emplois de service et de fabrication à « haut volume », considérés comme moins qualifiés et souvent non syndiqués, ont été les plus durement touchés par cette surveillance invasive intensifiée »[1151].

L'avènement de l'IA dans le secteur du retail[1152] révèle l'extension du modèle tayloriste de la surveillance big brother dans toute la chaine du travail. L'industrie, mais aussi désormais les métiers de « l'interaction » avec « les clients », marquent l'extension à un niveau jamais atteint des capacités capillaires de contrôle dans tous les lieux de travail, des open space aux espaces de rencontres où se croisent professionnels et consommateurs. NeuroSpot symbolise le monde des entreprises du digital qui, en combinant analyse vidéo et intelligence artificielle, façonne un micro-monde totalement transparent, visible comme si une armée d'ethnographes sillonnait les allées et venues des « personnels » et des « clients ». La gestion des prestations de service (livraisons de nourriture, taxi uber) n'avait pas atteint un tel niveau de captation des pratiques des salariés. Désormais, « *poussant la rationalisation à son paroxysme* »[1153], ces lieux de sociabilité qui semblaient avenants et paisibles -cafés et restaurants- deviennent un enfer social où le moindre mouvement est scruté, disséqué et évalué en vue d'un choix simple : conserver la personne pour son efficacité ou la licencier. Le module Barista Staff Control and Customer Watch de NeuroSpot peut non seulement traquer les travailleurs et mesurer comparativement leur productivité, mais aussi étudier les pratiques des clients afin d'en extraire une plus-value de pratiques à améliorer afin de fidéliser ou accentuer la consommation de la clientèle. La révolution en marche ne signifie rien d'autre que la généralisation du fordisme à d'autres catégories que les ouvriers de l'industrie. Ces derniers,

---

[1151] J. Sangster, « The surveillance of service labour : conditions and possibilities of resistance », in L. Panitch & G. Albo, *Beyong Digital Capitalism, New Ways of Living*, *op. cit.*, (p. 175-200), p. 175.

[1152] Le secteur du Retail regroupe tous les acteurs de la « distribution en réseau de points de vente » : GSA (grandes surfaces alimentaires), GSB (grandes surfaces de bricolages et jardineries), GSS (grandes surfaces spécialisées et grands magasins).

[1153] https://www.linkedin.com/pulse/surveillance-ia-en-caf%C3%A9-productivit%C3%A9-et-habitudes-sous-jerome-dern--olrve/

auparavant ceinturés par les cohortes de contremaîtres, chefs d'équipe, chronométreurs, vigiles internes, jaunes et autres délateurs, se voient rejoints par ces travailleurs du retail, du commerce de détail. Si la « politique du personnel », dans les grands magasins, s'approchait des méthodes en usage dans les mines ou l'industrie, elle ne trouvait pas à s'appliquer dans la myriade des petites boutiques de vente. L'industrialisation des services d'alimentation (Starbuck, Mac Donald, etc) autorise désormais ces pratiques, l'achat des logiciels de contrôle pouvant à bon compte favoriser une duplication à l'infini sur les unités de vente des multinationales concernées. Une exacerbation de l'extraction de la plus-value est désormais possible grâce à la combinaison d'une division du travail capitaliste (sociétés du numérique et entreprises concentrées de prestations), des outils informatiques sophistiqués et la relégation des droits des travailleurs corrélés avec l'affaiblissement du syndicalisme. Scrutés dans le moindre de leurs mouvements, les caissiers, les baristas, bref tous les personnels en contact avec les clients se verront alpagués par le logiciel mesurant leur comportement dans tous les segments possibles du face à face (rapidité, sourire, pourboire, quantité achetée, fréquence) renvoyant à la performance du salarié et la disposition à consommer du client. On le voit, les techniques ne cessent de se diversifier et de se populariser, en devenant de moins en moins couteuses et de plus en plus abordables en termes de contrôle de l'usage des outils et des personnes. La science-fiction happe les couches populaires, bien avant les enfants des classes moyennes devant leurs écrans.

La mise en concurrence des salariés, le recul de la syndicalisation et du droit du travail planifiés conjointement par le lobby patronal et l'Etat, à savoir « la caste managériale public-privé » ont largement préparé les nouvelles normativités laborieuses dystopiques. La déréglementation généralisée, soutenue par l'incitation effrénée à la consommation, a engendré l'apparition d'un travail auto-contraint, aligné sur les exigences de performance. Autrement dit, le capitalisme digital a troqué le retournement pour l'alignement, le salarié ou « auto-entrepreneur » devenant le complice de sa propre condition :

« La question posée dans ce chapitre est la suivante : comment la normativité managériale change-t-elle lorsque les entreprises deviennent des plateformes dans le tournant numérique du capitalisme néolibéral ? Partant des paradoxes et des antinomies entre subordination et autonomie de la volonté individuelle, qui caractérisent traditionnellement le travail salarié, nous montrerons d'abord comment le discours managérial moderne a produit la notion de « contrat psychologique » pour réguler ces antinomies. Ainsi, le contrat psychologique sera saisi comme un supplément de normativité faisant que les travailleurs ne consentent pas seulement à la subordination juridique de la relation de travail, mais choisissent volontairement de construire leur subjectivité par l'engagement et la performance professionnelle (…) En suivant les analyses de Michel Feher (2018), on peut dire que la transformation néolibérale des sociétés centrée sur la figure anthropologique, économique et politique du capital humain tend à faire de chaque individu un sujet qui est, en fait, un « gestionnaire de son propre portefeuille à la recherche d'investissements ». En d'autres termes, le sujet néolibéral est un « moi investi » dont les activités le construisent comme un projet digne d'être investi (…) Ce type de gestion, en éliminant toute forme d'intermédiation humaine, crée une relation de subordination directe entre le client et le gigger (travail à la demande, micro-travail ou travail sur les réseaux sociaux). La gestion traditionnelle est remplacée par la concurrence entre les travailleurs : pour ne pas être handicapé par la plateforme, le gigger finit par accepter toutes les tâches qui lui sont proposées. En se déchargeant de sa force de travail, la plateforme établit une relation paradoxale avec le travailleur : il ne s'agit plus d'obtenir une subordination en échange d'une protection juridique et économique, mais

d'encourager la concurrence entre pairs tout en essayant de le fidéliser en intensifiant la dépendance économique »[1154].

Bien sûr, toute une palette de comportements émerge, et les luttes des ubérisés existent[1155]. Le point important à souligner est uniquement, ici, la stratégie recherchée. Non plus le salariat stable acquis de haute lutte, avec des protections sociales et des conventions collectives, mais l'incertitude, dans une concurrence permanente entre pairs, cerclée par des évaluations externes comme internes ; pression de laquelle émerge uniquement une course en avant de tous les instants pour ne pas perdre son travail et montrer la meilleure attitude au manager et au client, le premier pouvant décider souverainement de se débarrasser de qui il veut quand il veut, et ce discrétionnairement, quitte à se cacher derrière l'algorithme souverain et les mauvaises notes des clients. La période post-fordiste est celle de l'horizontalité des collectifs d'atelier dans l'autocensure et le respect du travail rendu par tous, mais aussi celle, toute autant alignée, de l'individualisation des performances dans les prestations de service avec une caporalisation globale de la société. Les plateformes de service ont cette perversité de nous rendre toutes et tous complices de l'assignation à la productivité maximale, en défendant égoïstement notre petit intérêt à consommer le plus rapidement possible.

4 Au carrefour de l'ancien système et du nouveau : de la manutention du clic aux logiciels de détection faciale.

▲▼

Comme un symbole du second degré ou de la boucle de rétroaction parfaite, l'IA fabrique aussi sa propre surveillance sur un nouveau prolétariat d'entrainement et de perfectionnement de la machine algorithmique. L'essentiel de la nouvelle exploitation, ce qu'on appelle « *les prolétaires 2.0* » ou les « *microworkers du clic* » avec A. Casilli notamment, repose sur une mise en concurrence invisibilisée entre travailleurs « indépendants » qui nourrissent ainsi les logiciels IA servant mondialement dans la surveillance de toutes les couches de salariés et de travailleurs dans le monde[1156]. L'IA n'est donc pas uniquement un outil de surveillance avec des logiciels prolongés par des caméras, permettant de suivre en direct les personnels employés. C'est aussi un empire en soi alimenté par des mains, des petites mains, des travailleurs du monde entier, au sein de la mondialisation néolibérale[1157]. Ce nouveau prolétariat fonctionne selon le modèle tayloriste traditionnel pour « entrainer » les machines du capital algorithmique. *Waiting for Robots. The Hired Hands of Automation* d'Antonio Casilli déconstruit le mythe de l'automatisation totale promis par l'intelligence artificielle et les robots. Plutôt que de craindre que les robots volent nos emplois, l'auteur démontre, à travers une enquête internationale, que l'efficacité des technologies dites

---

1154 M. Nicoli and L. Paltrinieri, « Managing the Will : Managerial Normativity from the Wage Society to the Platform Age », in S. Mezzadra, N. Cuppini, M. Frapporti & M. Pirone Editors, *Capitalism in the Platform Age,* Springer International Publishing, https://library.oapen.org/handle/20.500.12657/88352, 2024, p. 97-114.

1155 M. Altenried and V. Niebler, « Latent Conflict, Invisible Organisation : Everyday Struggles in Platform Labour », in S. Mezzadra, N. Cuppini, M. Frapporti & M. Pirone Editors, *Capitalism in the Platform Age, opus. cit.,* p. 353-371.

1156 Des outils comme *Turkopticon* et *FairCrowdWork* permettent aux travailleurs de noter les plateformes et les employeurs, de partager leurs expériences et d'alerter « la communauté » sur les pratiques abusives de certaines entreprises. Cependant, au vu de la survie économique de larges fractions de travailleurs dans « le Sud », les multinationales peuvent être assurées que la demande sera toujours supérieure à l'offre, ce qui est la condition indispensable à l'octroi de salaires de misère.

1157 Mais cela peut aussi être un marché pour des ingénieurs, notamment dans les missions proposées par les plateformes de crowdsourcing : LEGO Ideas, Agorize. Ce qu'on appelle le « *digital nomadisme* » offre, pour ces free lances, une liberté géographique et organisationnelle inédite, permettant de choisir son lieu de vie et ses horaires, ce qui favorise l'épanouissement personnel et l'équilibre vie professionnelle/vie privée. Moins de 10 % des « travailleurs » mondiaux peuvent réellement envisager ce mode de vie, ce qui renforce les inégalités d'accès et la fracture numérique.

« autonomes » repose en réalité sur le travail humain, souvent invisible, sous-payé ou non rémunéré. La thèse centrale du livre est claire : la véritable menace n'est pas la disparition du travail humain, mais sa transformation et son occultation derrière le discours sur l'automatisation. Les robots, loin d'être les sauveurs ou les fossoyeurs du travail, servent surtout à discipliner la main-d'œuvre et à masquer l'exploitation d'une multitude de travailleurs du numérique, des livreurs aux microtravailleurs du clic, en passant par les utilisateurs eux-mêmes. La « *chaîne globale du travail numérique* » réunit les travailleurs de plateforme : livreurs, chauffeurs VTC, hôtes Airbnb, qui exécutent des tâches pilotées par des algorithmes ; les microtravailleurs : personnes effectuant des tâches atomisées (modération, annotation, saisie de données) sur des plateformes ; les utilisateurs ordinaires : chacun d'entre nous, qui, en validant des captchas, en réagissant à des posts ou en corrigeant l'output d'une IA, participe gratuitement à l'amélioration de ces systèmes. Casilli démontre que, derrière la façade de l'automatisation, les algorithmes, moteurs de recherche et assistants vocaux dépendent en permanence d'une main-d'œuvre humaine, souvent issue du Sud global, mal rémunérée et rendue invisible par le design même des plateformes. L'automatisation est un mirage qui masque la fragmentation, la précarisation, l'absence de protection juridique et l'invisibilisation du travail humain. La transformation digitale ne fait pas disparaître le travail, mais le convertit en une multitude de micro-opérations, souvent sous-payées ou non payées, nécessaires à l'économie informationnelle. Ce « *digital labor* » inclut l'annotation de données, la modération de contenus, le tri d'informations ou encore la validation de captchas, qui servent à entraîner et à améliorer les systèmes d'IA. Selon ce chercheur, la dépendance des technologies à la main-d'œuvre humaine n'est pas seulement une limite technique : elle répond à une économie politique de la domination des travailleurs. L'automatisation n'est pas une fin en soi : elle sert à discipliner et à dévaluer le travail humain, en le rendant interchangeable, moins protégé et moins coûteux. Les plateformes organisent et synchronisent ce travail fragmenté pour maximiser la rentabilité, tout en invisibilisant la contribution humaine derrière le discours sur l'IA et les robots « libérateurs ». Les plateformes n'ont pas intérêt à automatiser totalement, car le recours à une main-d'œuvre humaine flexible, bon marché et dispersée mondialement est plus rentable et permet de discipliner la force de travail selon un modèle linéaire de la disciplinarisation séculaire toutefois transformé en fonction des logiques spécifique du capitalisme algorithmique. Par le langage apologétique de la liberté et de la toute-puissance des machines occidentales (chapitre 1, 2 et 8) par l'organisation de la surveillance (chapitre 4 et 5), ce nouveau capitalisme impérial propose, après la société de consommation et des loisirs, un nouveau paradigme idéologique : celui de la connexion mondialisée et de la connaissance partagée.

Les entreprises qui utilisent massivement le numérique, comme Amazon, ont anticipé le phénomène numérique en ayant mis sur pied leur propre système de supervision de leur base de données par des travailleurs du clic. Les tâches les plus courantes sont généralement simples, répétitives et fragmentées. Elles sont conçues pour être réalisées rapidement, souvent en quelques secondes ou minutes, et sont essentielles à l'entraînement des algorithmes d'intelligence artificielle ou au fonctionnement des plateformes numériques. La surveillance s'externalise tout en étant présente au plus près du travailleur, chacun de ses gestes et chacune de ses activités de ciblage, de nettoyage ou de correction faisant l'objet d'une remontée d'information décortiquée par les « *requesters* ». Les conditions de contrôle et de surveillance des micro-travailleurs, notamment en direct avec la plateforme Amazon Mechanical Turk (MTurk) créé dès 2005 (ou comme Google,

Facebook, Uber, Deliveroo), reposent principalement sur une organisation algorithmique et numérique. Cependant, la plupart des entreprises utilisant le numérique pour la vente de leurs produits font appel à des sociétés spécialisées dans « le clic » (Clickworker ou Appen). Formellement, il y a une absence de supervision humaine directe et une forte pression à la performance. Les meilleurs pouvant espérer une rétribution supérieure ou plus rarement un poste plus avantageux. Des systèmes automatisés pour suivre l'activité des travailleurs remplacent les anciens superviseurs des usines. Ceux-là enregistrent la rapidité, la qualité et le volume des tâches accomplies, ainsi que le taux d'acceptation ou de rejet des travaux par les commanditaires. Chaque travailleur est noté après chaque tâche, ce qui influence son accès à de nouvelles missions, comme dans l'ancien temps du marchandage (chapitre 4). Un score élevé permet d'accéder à plus d'offres, tandis qu'un score faible peut restreindre l'activité. Des outils, comme des extensions de navigateur développées par des chercheurs, mesurent le temps réel passé sur chaque tâche, la gestion des qualifications, la recherche de nouvelles tâches et la surveillance de l'activité sur la plateforme. Ce suivi inclut la vérification fréquente du statut des paiements et des qualifications, ainsi que le temps passé à rechercher des tâches disponibles. Contrairement au travail salarié classique, il n'y a pas de hiérarchie ou de supervision directe. Le contrôle s'effectue à distance, via l'interface de la plateforme et ses algorithmes. Les travailleurs sont incités à être rapides et efficaces pour obtenir plus de tâches et éviter d'être sanctionnés par une baisse de leur réputation. Cette pression est accentuée par la concurrence et la nécessité de maintenir un bon score pour rester actif sur la plateforme. La surveillance et le contrôle, sur toutes ces plateformes, sont principalement numériques, axés sur la performance, la réputation et l'efficacité, sans, apparemment de relation hiérarchique directe mais avec une pression à la productivité d'autant plus assourdissante que la précarité est importante, ce qui croise toujours d'une manière ou d'une autre le thème de la racialisation, et de ce fait du capitalisme impérial.

La surveillance confine à l'absurde auto-surveillance quand l'assignation au secret rime avec le chantage au renvoi. Pour les populations migrantes ou étrangères recrutées par les multinationales de la « modération », prendre une quelconque distance avec leurs conditions de travail, c'est trahir leur entreprise leur imposant une clause stricte de confidentialité. On en vient ainsi à faire peser sur le travailleur précaire sa propre censure, entre alignement et auto-surveillance. On retrouve le critère de la racialisation qui permet toujours de forcer la « contractualisation » léonine. Pris au piège, l'assiégé n'a plus aucun recours pour se démettre de ses rôles les plus toxiques, sauf à se soumettre jusqu'à épuisement ou suicide (ce qui est arrivé chez Télus) ou à se démettre définitivement en quittant son job de « modérateur » des contenus du net. Dans un milieu professionnel ou la moindre parole peut être interprétée comme une rupture des engagements contractuels, le salarié devient une sorte d'esclave qui ne peut revendiquer aucun droit possible pour se défendre alors qu'il encaisse jour après jour des images de barbarie (pédocriminalité notamment). Il en vient soit à être totalement aligné soit à accepter d'être son propre kapo, au point d'intérioriser la violence des contenus que l'entreprise lui demande de gérer avec tous les risques subséquents de maladie mentale, sans même avoir de temps de pause réglementée. Cette forme de complicité où l'individu devient son propre ennemi, dans les filets de contrats mortifères, signe l'aboutissement des efforts du néolibéralisme pour supprimer tout droit du travail. Seul le sous-prolétariat des pays les plus pauvres est prêt à s'inscrire dans de tels renoncements, où les pires

conditions de travail sont acceptées juridiquement sans possibilité d'en contester la moindre parcelle.

Selon Antonio Casilli, le secteur européen de la modération de contenu s'est beaucoup concentré ces dernières années : quelques grosses sociétés ont racheté leurs rivaux et dominent désormais le marché, comme les gigantesques Teleperformance, Appen et Telus. Ces fournisseurs organisent le secteur de la même manière que les centres d'appels, avec une surveillance intense des travailleurs et la confidentialité comme priorité. « *Leurs contrats sont extrêmement stricts sur la confidentialité, en fait ce sont des accords de confidentialité déguisés en contrats de travail plus qu'autre chose* », explique Antonio Casilli. « *La plupart des dispositions portent sur le secret et la confidentialité, il n'y en a presque pas sur les droits des travailleurs. Et elles ne mentionnent nulle part les risques pour la santé spécifiquement associés à ce travail* ». Une autre caractéristique du secteur de la modération de contenu est le recours aux migrants. Antonio Casilli fait partie des auteurs d'une étude intitulée *Who Trains the Data for European Artificial Intelligence ?,* qui s'inscrit dans l'initiative EnCOre sur les travailleurs du clic commandée par le groupe de La Gauche au Parlement européen. Les chercheurs suivent des groupes échantillons de modérateurs de contenu employés par les prestataires de services métier Telus et Accenture en Allemagne (à Berlin et à Essen) et un autre, anonymisé, au Portugal. Sur le site portugais, tous les travailleurs qu'ils ont rencontrés sont des migrants : ils viennent de Russie, de Pologne, d'Inde ou de Turquie. Sur les sites allemands, la plupart des travailleurs sont des migrants venus d'Asie et d'Afrique. « *Ils subissent un chantage contractuel, puisque leur visa dépend généralement de leur statut de travailleur* », explique Antonio Casilli. « *Donc s'ils cessent de travailler pour ces entreprises, ou bien s'ils donnent l'alerte, ils risquent d'être renvoyés dans leur pays d'origine (…)* Ayda Eyvazzade a été licenciée en novembre 2023, après presque cinq ans de travail pour ce sous-traitant (qu'elle ne nommera pas en raison de l'accord de confidentialité qu'elle a dû signer). Elle décrit comment la surveillance humaine et la surveillance numérique combinées accroissent la pression de ce métier. Les modérateurs de contenu sont évalués selon des indicateurs clés de performance auxquels ils doivent satisfaire. Tout moment qu'ils passent à l'écart de l'ordinateur pour encaisser des images ou des vidéos qu'ils viennent de voir compte comme du temps « *improductif* »[1158].

Parallèlement à cette emprise traditionnelle sur les travailleurs, redoublée par les assignations au secret dans cette toile informationnelle mondialisée, il est nécessaire de mettre en relation cette infrastructure avec les derniers raffinements des outils de la surveillance. Chacun cite le monde digital totalitaire chinois où la reconnaissance faciale est désormais supplantée par d'autres logiciels censés être capables de détecter des émotions, des points de vue discrètement affichés sur le visage, des opinions découvertes derrière le masque apparent. Avec l'usage des caméras sur les ordinateurs, la proximité du pouvoir n'a jamais été aussi forte, les plis du refus traqués dans la moindre oscillation du visage devenant l'obsession des inventeurs, auxquels sont arrimés une armée de psychologues du comportement. Les salariés doivent aussi jouer l'adhésion, la loyauté, parce que l'intrusion de l'œil panoptique n'a jamais été aussi puissante. Quel que soit le poste de travail, toute personne assise devant un ordinateur ou travaillant cernée par des caméras vidéos IA doit d'autant plus « jouer la loyauté » que l'image peut être exploitée, revisionnée, décortiquée par des professionnels de la sémiologie comportementale comme par l'ordinateur lui-même qui compare la productivité de l'infiniment petit, comme le rythme des frappes sur le clavier. C'est ce que relate un rapport de la commission européenne :

[1158] B. Wray, « La modération de contenu, un travail toxique encore mal reconnu et peu encadré », Hésamag, décembre 2024 & Institut syndical européen (ETUI), numéro 29.

« La surveillance sur le lieu de travail cible les pensées, les sentiments et la physiologie, la localisation et les mouvements, l'exécution des tâches ainsi que le profil et la réputation professionnels. Sur le lieu de travail standard, de plus en plus d'aspects de la vie des employés sont rendus visibles aux gestionnaires par le biais de données. Les limites entre le travail et le non-travail des employés sont contestées. La surveillance des employés travaillant à distance pendant la pandémie s'est intensifiée, avec le déploiement accéléré de la surveillance de la frappe, de la webcam, du bureau et du courrier électronique en Europe, au Royaume-Uni et aux États-Unis. On sait que la surveillance à distance crée des conflits entre le travail et la famille, et qu'il est essentiel d'avoir un superviseur compétent, mais il y a une pénurie de recherches qui examinent ces phénomènes récents. Le travail sur plateforme numérique se caractérise par une surveillance de bout en bout du travailleur. Des données sont collectées sur les performances, les comportements et la localisation, et sont combinées avec les commentaires des clients pour déterminer algorithmiquement quel travail et quelle récompense seront proposés au travailleur de la plateforme à l'avenir »[1159].

L'effet de l'image ne réside pas uniquement dans la simple capture des faits et gestes de la personne soumise à un tel régime de « surveillance rapprochée ». Là où le cinéma a souvent tourné en dérision les planques des policiers ou les échouages des filatures, les vidéos intelligentes, aussi bien sur des scènes fixes (open space, atelier) que mouvantes (travail sur un chantier, dans l'espace public) sauront détecter des attitudes suspectes, des ironies passagères, des humeurs contraires à la « saine participation ». Un empire du décodage risque à terme de se mettre en place dans tous les secteurs de production, les mille nerfs du visage faisant alors l'objet d'un dépouillement scientifique qu'aucun surveillant humain n'aurait pu capter et déceler. Plus que jamais, le loyalisme de façade qui a fait la fortune scientifique de J. Scott risque de devenir un mode ordinaire de résistance plus qu'incertain de la quasi-totalité de celles et ceux qui ne seront pas sous l'emprise de la pleine collaboration. L'économie politique de demain risque fort de fonder de nouveaux managements, centrés sur la capacité à décoder les deux modalités de vie sociale en entreprise numérisée : le simulacre et la similitude.

Il va de soi que la meilleure façon de contrôler un travailleur est d'anticiper sur ses « qualités » avant de l'embaucher. Le croisement des données personnelles, par l'entreprise ou le cabinet de recrutement, est déjà largement utilisé dans plus de 80 % des entreprises américaines[1160]. Selon le type d'entreprise, les loisirs des personnes, les fréquentations, et pourquoi pas les thèmes de discussion de bistrot deviendront des données récoltées pour fabriquer des indices de probables collaborations du sujet sur la base de ses propres désirs. Plus la personne, traquée sur tous les sites et réseaux sociaux est conforme aux attentes, et plus, recrutée, elle se conformera aux nouvelles attentes et pressions de l'entreprise. Toutes les recherches, à ce jour, indiquent cette individualisation du traitement de chaque salarié en fonction de son profil global appréhendé en fonction de toutes les données imaginables le concernant, sans forcément disposer d'un programme uniforme répondant aux critères d'égalité de tous les salariés :

« Parmi les exemples de surveillance dans le domaine de l'emploi, on peut citer, entre autres, un directeur qui utilise les statistiques de traitement des appels et l'enregistrement des appels pour informer un employé d'un centre d'appel de ses performances afin qu'il puisse s'améliorer ; une société de recrutement qui examine le profil de médias sociaux des candidats à l'emploi pour décider de les présélectionner ou un algorithme de plateforme qui recueille des informations sur la réputation d'un travailleur indépendant pour

[1159] K. Ball, *Electronic Monitoring and Surveillance in the Workplace*. European Commission, 2021.
[1160] H. Bouchet, « La surveillance numérique au travail », in P. A. Chardel (dir.), *Politiques sécuritaires et surveillance numérique*, *op. cit.*, p. 108.

lui attribuer du travail et décider de la rémunération qu'il doit recevoir. Ce dernier cas est également un exemple de « tri social »[1161].

La cohabitation des deux modes de production rend difficile, pour l'heure, l'analyse précise du basculement dans le capital algorithmique. Les tendances à l'œuvre sont pourtant nettement identifiables : une recherche permanente de dérégulation et de dépendance avec une opacité accrue dans les relations de travail ; des mécanismes de plus en plus raffinés pour explorer la conscience des salariés et futurs « collaborateurs » ; une logique culturelle de complicité se déployant dans les cerveaux alignés dont les petits profits symboliques se jouent contre les protections des travailleurs.

[1161] K. Ball, *Electronic Monitoring and Surveillance in the Workplace*. European Commission, *op. cit.*

5/ le nouveau régime coercitif à distance

La surveillance des classes populaires occupe trois gros secteurs : l'unité de production, l'espace public et l'espace domestique. Qui dit espace public dit maillage du territoire par les forces de l'ordre, lesquelles sont épisodiquement concentrées pendant les phases de tension dites de « maintien de l'ordre ». Et si l'analyse a pointé la complicité reposant sur le recrutement du capital guerrier dans les forces productives populaires (chapitre 6), elle a omis de cerner les formes situationnelles de collaboration (mis à part les informateurs et balances, rapidement évoqués en introduction). Si la surveillance ne vaut, dans cet ouvrage, que lorsqu'elle est implémentée par des acteurs dominés dont d'autres « équivalents », en termes d'origines sociales, ont privilégié la soumission sans zèle ou la lutte syndicale, sans oublier tous les dissidents, il faut cependant bien voir que l'enjeu de la tripartition est le contrôle des agissements des classes populaires. Les moyens changent, le fond demeure. Mais les moyens ne changent pas forcément unilatéralement et radicalement. L'exemple qui suit est édifiant. Il parle des nouvelles formes de participation des dominés, dans cette logique au second degré où les policiers (déjà concernés comme exécutants d'origine populaire, chapitre 6) vont être secondés par une partie du peuple. Les *Surveillance studies* et les recherches conjointes ont d'ors et déjà montré cette réalité, dénommée « *surveillance participative* » dans l'espace public, comme une nouvelle peau aux milices et autres troupes vigilantistes :

« Toute une série de travaux a en effet mis l'accent sur le caractère banal que prenaient aujourd'hui toutes ces techniques d'enregistrement et de collecte de données dans la vie quotidienne (Lyon, 2001 ; Staples, 2000). On en vient à parler de « banalisation de la surveillance » dans la mesure où les techniques de surveillance sont d'autant plus efficaces qu'elles sont considérées comme un facteur d'amélioration de la vie quotidienne, et ainsi plus facilement acceptées (Bellanova, 2010 ; Ceyhan, 2006 ; Leman-Langlois, 2008). D'autres travaux s'intéressent aux capacités de surveillance non plus de professionnels, mais des citoyens, que ce soit entre eux – on parle alors de « surveillance naturelle » (Desyllas et al., 2003) – en collaboration avec les forces de l'ordre – on parle alors de « surveillance participative » (Larsen, Piché, 2009) – ou contre elles – on parle alors de « sous-veillance » (Mann et al. 2002) »[1162].

Le développement des « *surveillances participatives* », relooking des pratiques des milices patronales ou des groupes vigilantistes[1163], trouve un débouché actuel dans les mobilisations anti-migrants. Le petit peuple se fait le défenseur de sa nation « blanche » menacée par le renversement migrant, sans voir que ce qui se perd dans cet alignement policier est la solidarité horizontale entre peuples[1164]. On peut voir, en Grande Bretagne, des petits commandos de citoyens anglais perchés sur les falaises, scrutant les embarcations de migrants, avant de livrer les informations à la police. Ce point d'orgue de la collaboration s'adosse au mécanisme global de surveillance dans l'espace public dont on a vu, en France, l'extension récente avec l'instrumentalisation des Jeux olympiques à des fins de sécurité « contre le terrorisme »[1165]. La généralisation des caméras « intelligentes » dans les espaces urbains prend le chemin du totalitarisme chinois s'autorisant à identifier chaque

[1162] F. Castagnino, « Critique des surveillance studies. Éléments pour une sociologie de la surveillance », *Déviance et Société*, 2018, Vol. 42 (1), pp.9-40. chrome-extension ://efaidnbmnnnibpcajpcglclefindmkaj/https://shs.hal.science/halshs-03652594v1/preview/DS_421_0009.pdf
[1163] G. Favarel-Garrigues & L. Gayer, *Fiers de punir. Le monde des justiciers hors la loi*, Paris, Seuil, 2021.
[1164] M. Gardenier, « Quand des « citoyens » surveillent les migrations à la frontière franco-britannique », *Terminal, Technologie de l'information, cultures et sociétés*, n°138, 2024, https://journals.openedition.org/terminal/9894
[1165] E. Belliard, « Les Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 et la vidéosurveillance algorithmique », Master Université Paris 1, publié dans le Recueil Alexandries, TERRA-HN. http://www.reseau-terra.eu/article1483.html

déplacement de ses habitants avec la reconnaissance faciale, le but étant de contrôler mais aussi de délivrer des points de bonne conduite afin d'accentuer le conformisme de complicité ordinaire (chapitre 2). L'IA serpente désormais dans les rues de toutes les villes françaises, protégées par une loi votée par le parlement. Les manifestations sportives, carnavalesques, sont déjà le théâtre d'expérimentations menées par les élites de l'Etat et des collectivités locales dans une ambiance sécuritaire qui ne cesse de prendre de l'ampleur en Occident. L'opportunité offerte par les JO de mettre en place un quadrillage du territoire par l'intelligence artificielle va sans doute glisser vers sa sanctuarisation dans les années à venir, la protection des citoyens dans un si beau moment d'humanité bienveillante étant la condition rêvée pour que le pouvoir avance ses pions en matière de contrôle des populations dans l'espace public.

Les conflits collectifs seront-ils quadrillés par ces nouveaux outils et selon quels effets judiciaires ? Les capacités de neutralisation à la source des potentiels perturbateurs s'observent notamment en 2024, puisque des centaines de syndicalistes sont, en France, conduits au poste de police à partir d'un repérage de leurs positions « antisémites » sur les réseaux sociaux. Le fichage numérique sophistiqué de tous les « groupes à risque »[1166] ne va-t-il pas, en écho à ce que Foucault expliquait pour la classe ouvrière éloignée des prisonniers (normalisation par la menace du coût élevé de la déviance dans les illégalismes), générer des peurs telles que les citoyens vont encore plus baisser la tête en ayant le sentiment d'être traqué[1167] ? On pense bien sûr aussi à tous les outils que la police utilise pour suivre les migrants, les sans-papiers, les illégaux et autres travailleurs clandestins. Il sera désormais possible de repérer, grâce aux progrès du repérage facial, n'importe quelle personne racisée ou ayant la double « faute » d'être « indigène » et porteuse d'un casier judiciaire. Le suivi de ce public deviendra bien sûr prioritaire dans un contexte islamophobique renforcé. On sait déjà que la police s'est saisie de cet outil à l'échelle européenne (Frontex), important les techniques de profilages des sociétés les plus autoritaires, notamment les logiciels israéliens destinés à panoptiquer les territoires palestiniens colonisés. L'illusion paradoxale d'un Gaza « depuis le retrait de l'armée israélienne » ne se voit jamais aussi bien -outre les cinq « guerres » menées depuis 2005- qu'au travers du maillage du territoire aérien par des drones munis de caméras et drainant des informations sur la moindre parcelle de vie privée des habitants reclus dans ce camp de concentration à ciel justement non ouvert.

Le futur de Big brother est déjà là. L'alignement ne va-t-il pas prendre la place du retournement, comme le suggère Z. Bauman ? Des expérimentations ont cours dans des lycées, des gares, des stades, dans cette collusion organique entre l'Etat et ses forces de l'ordre avides de parfaire leur professionnalisme et leurs performances, peu soucieuses des protections démocratiques pour lesquelles elles ne sont pas formées[1168]. D'ailleurs, ni le code pénal, ni le code de la sécurité intérieure ne célèbrent les libertés de manifestation -soit-disant constitutionnelles alors qu'elles ne sont pas écrites comme telles dans la constitution laquelle ne mentionne que « *la liberté de manifester ses opinions* »- avant d'en limiter l'expression. Tous les textes visent les « menaces », les « risques », les « troubles », « les atteintes », autrement dit les limites et les sanctions requalifiant

---

[1166] P. Piazza, « L'extension des fichiers de sécurité publique », in P.A. Chardel, *Politiques sécuritaires et surveillance numérique*, op. cit., p. 29-45.
[1167] Amnesty international étudie de près le cas français et enregistre en les dénonçant toutes les « expérimentations ». En 2020, Cannes a mis en place des caméras associées à des systèmes d'intelligence artificielle pour détecter le port du masque dans les transports en commun et trois marchés de la ville. C'est, dit l'ONG, l'entreprise française Datakalab qui a fourni les outils.
[1168] Sur les expérimentations en cours, https://technopolice.fr/villes/

la manifestation en attroupement ; faisant frémir n'importe quel lecteur amateur qui rechercherait en vain les droits des citoyens à protester publiquement. Au regard de l'objet initial de l'ouvrage, à savoir la collaboration des dominés au maintien des institutions où ils interviennent, il est probable que la plupart des formes humaines de manipulation et de retournement, artisanaux et toujours imparfaits, vont tendanciellement laisser la place à des agents techniques rivés à des terminaux. Ce que la Chine met en place, dans ses calculs forcenés de la loyauté de chaque sujet, va probablement irradier les sociétés « démocratiques » qui, avant tout, sont des sociétés d'élites se méfiant de leurs peuples et de leurs protestations.

Au-delà de la police chevillée aux intentions malveillantes des gouvernants oligarchiques, n'y a-t-il pas matière pour penser la mobilisation de toutes les administrations publiques, à commencer par les services publics sociaux poussés à mieux surveiller les « assistés » ? Les intermédiaires (direction du personnel, travail social et forces de l'ordre) vont maintenir leur position d'auxiliaires mais seront-ils issus des couches dominées du fait de leur rôle de plus en plus technique et des formations plus sophistiquées pour manipuler les logiciels ? Les nouveaux instruments de surveillance seront-ils en partie délégués, vers le bas, dans les mains de gardiens d'immeuble, ou des postes actifs du travail social, les éducateurs (de rue, AEMO, en foyer fermé), les assistantes sociales visitant les domiciles (VAD), les contrôleuses de budget[1169]. On saura désormais si le chômeur cherche du travail quand une forme subtile de bracelet électronique sera prochainement mise au point (à moins que ce ne soit une puce pour la « sécurisation des transactions avec la Sécu ») ou, à tout le moins, en captant les données de son portable, de ses comptes bancaires ou de ses simples mouvements dans l'espace public. On saura si la mère isolée -dite famille monoparentale- reçoit en catimini son amant(e) ou le papa, par le truchement de détecteurs à l'entrée ou d'appareils à détecter un surplus de gaz carbonique dans la chambre, sans même parler de toutes les caméras de surveillance interconnectées, bien plus efficaces que les visites nocturnes à l'improviste des contrôleurs de la CAF suivis par V. Dubois[1170]. Sans conteste, pour ces professionnels du contrôle, leurs moyens d'action vont à l'évidence être démultipliés, même si une partie notable des travailleurs sociaux se mobilisera contre ce type de procédures inquisitoriales. Et ce sont sans doute de nouveaux métiers qui vont apparaître, « en partenariat » avec les professionnels étatiques du contrôle des classes dangereuses. Dans ce nouveau monde de la technologie de la détection et du suivi, des nouveaux techniciens, lesquels ne seront donc plus à proprement parler des « membres des catégories sociales inférieures », donc des traîtres, deviendront certainement des agents professionnalisés de la surveillance.

Depuis plus d'un siècle, on l'a vu, les dames patronnesses puis les travailleurs sociaux professionnels n'ont eu de cesse de contrôler la force de travail hors de l'unité de production afin que celle-ci ne soit pas dévoyée. D'où la polarisation des premières visiteuses bourgeoises, venant dans les corons et les garnis des ouvriers, sur les pratiques de consommation alcooliques des corps prolétaires, ces derniers ne devant pas réduire « leur force de travail ». Il va de soi que l'idéologie du travail social consiste à taire ce lien avec le monde économique, faisant comme si « l'accès aux droits » s'autosuffisait dans le secteur spécifique de « l'aide sociale » aux « assistés » devenus des « allocataires de droits ». Cette absence de jonction, pourtant dans le même Etat social, a de quoi

[1169] https://www.udaf44.fr/app/uploads/sites/48/2023/11/depliant2023-accompagnement-social-familial.pdf
[1170] V. Dubois, *Contrôler les assistés. Genèses et usages d'un mot d'ordre*, Raisons d'agir, Paris, 2021.

surprendre, vu que n'importe quel historien un tant soit peu éloigné des urgences sociales, mettra en relation les différentes pratiques des élites politiques en direction des assujettis à un Etat donné. Désormais, dans le domaine du travail social, les organismes de paiement ont les moyens de traquer les assistés considérés comme peu mobilisés pour chercher du travail ou une formation. Dans tous les domaines qui sont évoqués dans cet essai, l'IA et le déploiement de tous les nouveaux logiciels du capitalisme de surveillance, vont prendre la place des anciennes formes de collaboration.

Les sites *La quadrature du net* ou *Changer de cap* révèlent un ensemble de faits convergents du point de vue des processus de conversion des services sociaux. Ce que nous avons détaillé dans le chapitre 5 sur le contrôle social, pudiquement dénommé « *aide sociale à l'enfance* », « *polyvalence de secteur* », « *clubs de prévention* », trouve un débouché attendu dans la numérisation du suivi des allocataires. Les petits fonctionnaires de l'Etat social aident certes à lutter contre la fraude sociale, ce qui est tout à fait légitime à deux conditions : ne pas prioriser cette lutte et marginaliser la lutte au regard d'une lutte plus importante contre la fraude fiscale ; ne pas s'immiscer dans la vie privée des plus précaires au point de mettre en place une sorte de police du social mobilisant les mêmes outils que ceux employés pour suivre les criminels : détection à distance, caméras cachés, géolocalisation, écoutes multiples. Or, à côté du capitalisme, l'Etat remplace aussi la surveillance humaine par la surveillance informatique. Si les contrôleurs de la CAF existent encore toujours et se déplacent à domicile chez les personnes suspectées de frauder, si les agents des guichets effectuent leur travail en pouvant suspendre le versement du RSA le temps d'un contrôle des ressources des allocataires, l'IA va leur permettre de densifier leurs opérations quantitatives et qualitatives de surveillance du sous-prolétariat. Déjà, de manière mécanique, l'IA produit une double peine. Les algorithmes attribuent à chaque allocataire un score de risque, censé refléter la probabilité de fraude ou d'erreur. Or, les critères qui augmentent ce score sont fortement corrélés à la précarité : faibles revenus, chômage, statut de parent isolé, part importante du revenu consacrée au loyer, handicap, etc. Cela signifie que les personnes déjà en difficulté sont surreprésentées parmi les dossiers considérés « à risque » et donc contrôlés en priorité[1171]. Un allocataire du RSA ou de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé) voit son score de risque augmenter automatiquement, même sans erreur de déclaration[1172]. Cette atteinte à l'égalité devant le service public est illustrée par le fait que les plus précaires sont contrôlés deux fois et demi de plus que la moyenne de la population générale.

Les intellectuels organiques de la CAF s'en défendent, arguant d'une meilleure prise en charge des allocataires : « *Le datamining recherche les situations qui peuvent générer des indus et non des fraudes* ». Les registres idéologiques ont été lissés depuis des dizaines d'années. En lisant le rapport de la CAF, il y a clairement une dénonciation officielle d'un quelconque fichage en vue de parfaire la lutte contre la fraude fiscale ou d'éjecter plus facilement des assistés. On sait qu'un allocataire au RSA qui retrouve par exemple une mission d'intérim rencontrera, avec une forte probabilité, une période d'insécurité le temps de revenir au RSA. Rien n'est dit, dans ce rapport, sur les efforts

---

[1171] Selon une étude d'Amnesty international. https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2024/10/france-discriminatory-algorithm-used-by-the-social-security-agency-must-be-stopped/ Par ailleurs, l'ONG relève une disproportion entre les pratiques affichées et la surveillance informationnelle bien plus large : « *Les systèmes fondés sur l'IA et l'automatisation dans le secteur public favorisent la surveillance de masse : la quantité de données recueillies est disproportionnée par rapport au but affiché du système. En outre, les éléments recueillis mettent en lumière le fait que nombre de ces systèmes s'avèrent inefficaces s'agissant d'atteindre leur objectif, à savoir détecter les fraudes ou les erreurs au sein du système d'allocations* ». Une quinzaine d'associations et d'ONG se sont même pourvues en justice pour réclamer l'interdiction de l'usage de l'algorithme de notation, considéré comme un outil discriminatoire. https://www.politis.fr/articles/2024/10/lalgorithme-de-notation-des-caf-attaque-en-justice/

[1172] D. Dubasque, « Discrimination numérique : Le fléau des algorithmes de la CNAF confirmé (AAH, RSA, familles monoparentales). https://dubasque.org/discrimination-numerique-le-fleau-des-algorithmes-des-caf-confirme-aah-rsa-familles-monoparentales/

algorithmiques en vue de diminuer les temps d'attente d'instruction des dossiers et de vérification des droits. Des travailleurs précaires perdent le RSA activité ou la prime d'activité après un contrôle erroné, les décourageant de reprendre un emploi[1173]. Les notifications de radiation ne précisent pas les motifs concrets, rendant les recours juridiques complexes et coûteux. Parmi ces décisions de radiation, une part non négligeable est liée à une erreur du logiciel, sans que la CAF, qui le reconnait, ne veuille donner des chiffres précis. Le qualitatif est, à lui seul parlant. Un bénéficiaire perd les indemnités de l'allocation adulte handicapé après un contrôle déclenché parce qu'il cumule emploi et allocation, bien que cela soit parfaitement légal[1174] ! Une mère isolée précaire doit rembourser une somme à laquelle elle avait droit. La cour des Comptes estime que 20 % des réclamations d'indus sont injustifiés, ce qui est colossal. Un foyer sur cinq est victime d'une « erreur » de [1175]l'algorithme. Les délais de traitement sont interminables. Selon toutes les critiques des associations attaquant la CAF devant la justice, la réinscription prend des mois, laissant les allocataires sans ressources officielles. Des radiés peuvent attendre 8 mois pour rétablir leurs droits, survivant grâce à l'aide alimentaire ou avec le soutien de proches, ce qui dénature totalement le sens de l'aide sociale et des revenus de « solidarité active ». L'arrêt brutal des versements (RSA, APL, AAH) plonge les bénéficiaires retoqués dans l'urgence de l'urgence, les privant du minimum vital auquel elles avaient droit, ce qui comprend toutes les dimensions de la vie sociale, dont les soins. En effet, la perte des droits de base signifie la perte de droits connexes, comme la suppression de la CMU-C, du chèque énergie ou des aides au logement, isolant davantage les ménages.

Les crises d'anxiété et les effets somatiques passent à la trappe, alors que, pour ces publics vulnérables, l'effet de telles décisions est catastrophique. Ces désastres individuels et familiaux ne sont quant à eux jamais quantifiés, alors que tout indique que les chocs consécutifs à de telles « nouvelles » minent la confiance en soi, découragent les personnes concernées, freinent les démarches d'insertion, voire paralysent les acteurs concernés, une partie tombant malades ou pouvant « passer à l'acte ». Sur les quelques 10 000 suicides annuels en France, combien sont liés à la violence des « prise en charge » ou, mieux, à tous les sens du terme, des « décharges » de l'aide sociale ?

En revanche, officiellement, sur le site de la CAF, il est bien dit, mais de manière alambiquée, que le « *datamining* » sert bien à mesurer des « *scores de risques* » afin de détecter « *des potentielles situations d'erreurs déclaratives* » : « *Ces caractéristiques sont scientifiquement pondérées pour maximiser les chances de trouver une erreur lorsque le contrôle est dispensé sur les dossiers ayant les scores les plus élevés* ». La volonté politique d'aider les allocataires à fluidifier la réception de leur argent n'est jamais mentionnée. Sur les 32 millions de contrôles automatiques effectués, aucune information n'est donnée sur les ruptures de versement aux allocataires, sur les dégâts occasionnés dans la vie quotidienne avec les impayés de loyers qui en découlent. Les logiciels sont formatés de telle sorte qu'à la moindre anomalie, l'alarme soit donnée. Et, dans l'attente d'une vérification « humaine », le plus souvent au moyen d'une convocation de l'usager qui en elle-même peut être très problématique si le récipiendaire ne la trouve pas dans sa boite aux lettres ou ne la lit pas sur ordinateur, les versements sont bloqués. Pour des personnes en précarité financière, ces « attentes de vérification » sont gravissimes, ce que le rapport officiel ne mentionne jamais dans son texte, avançant uniquement sa volonté de « *vérifier les droits, rien que les droits* » pour « *le paiement à bon droit* ».

[1173] https://www.romeurope.org/wp-content/uploads/2024/10/Contentieux-CNAF-Dossier-de-presse.pdf
[1174] https://www.atd-quartmonde.fr/communiques-de-presse/atd-quart-monde-denonce-lutilisation-dalgorithmes-pauvrophobes-par-la-cnaf/
[1175] https://www.sudouest.fr/economie/caf-les-algorithmes-discrimineraient-les-allocataires-les-plus-precaires-l-institution-conteste-17699575.php

Le site La quadrature du net, suivi par toutes les ONG des droits humains et les associations caritatives du fait de son expertise en la matière, assure une fonction de veille au regard de tels enjeux de débordement. Un des exemples d'illégalismes informels au regard des pratiques antérieures consiste à mesurer les comportements des récipiendaires les uns par rapport aux autres, ce qu'autorisent les logiciels intelligents :

« Algorithmes de contrôle social. La Caisse d'allocations familiales (CAF), France Travail (FT) et d'autres administrations sociales françaises utilisent des algorithmes d'intelligence artificielle pour attribuer des scores à leurs allocataires et réduire leurs droits. En lien avec des associations de défenses des droits des usagers, nous menons une enquête de longue haleine sur les pratiques de ces services et tentons d'obtenir le code de leurs algorithmes pour étudier leur impact sur les vies des personnes les plus précaires, et nous luttons en vue de faire interdire ce type de « scoring » algorithmique.

Notre page dédiée à la documentation des algorithmes de contrôle social ; Notre page spéciale sur l'algorithme de la CAF ; Notre premier article sur les algorithmes utilisés par France Travail (juin 2024) ; Notre article concernant l'extension de la surveillance de la CAF à l'analyse des revenus en temps réel (mars 2024) ; Notre article analysant la réaction de la CAF à la publication de notre analyse de son algorithme de contrôle des allocataires (janvier 2024) ; Notre article sur le code source de l'algorithme de la CAF, qui démontre clairement l'indécence des pratiques de la CAF (novembre 2023) ; Troisième article de notre enquête sur les pratiques numérique de la CAF : cette fois, une fuite de données personnelles concernant 10 000 allocataires (janvier 2023) ; Deuxième article de notre enquête sur les pratiques algorithmiques de la CAF, qui refuse de publier le code source de l'algorithme qu'elle utilise pour discriminer les allocataires précaires (décembre 2022) ; Premier article issu de notre travail d'enquête sur les algorithmes utilisés par la CAF pour « noter » les allocataires les plus précaires et punir les familles auxquelles elle a versé un excédent d'allocation (octobre 2022) ; Nous signons et republions une tribune écrite par le collectif Changer de Cap, qui dénonce l'utilisation d'algorithmes de « scoring » pour punir les bénéficiaires des aides de la Caisse d'allocations familiales (CAF) (avril 2022) ; Un demandeur d'emploi radié parce qu'il envoyait aux entreprises uniquement des candidatures sur papier : nous dénonçons les ravages de l'idéologie de la « dématérialisation » punitive des administrations sociales (décembre 2022) ; Un texte de Félix Tréguer, paru dans AOC, alerte sur la déshumanisation d'une administration des droits sociaux confiée à l'intelligence artificielle (février 2018) ».

« En décembre dernier, *La Quadrature du Net* a publié le code source – la formule – de cet algorithme. Cette publication apporte la preuve définitive du caractère discriminant des critères retenus par la Cnaf pour estimer le « degré de confiance » que l'institution accorde à chacun·e. Parmi les variables augmentant le « score de suspicion », on trouve notamment : le fait de disposer de revenus faibles, d'être au chômage, de consacrer une partie importante de ses revenus à son loyer, de ne pas avoir de travail ou de revenus stables, ou encore le fait d'être une mère célibataire. L'analyse détaillée du code de l'algorithme a mis en avant le rôle majeur des critères liés à la précarité dans le calcul du « score de suspicion ». Toutes choses égales par ailleurs, la probabilité d'être contrôlé pour un couple disposant d'un revenu confortable et d'une situation professionnelle stable est quasi nulle alors qu'elle est très élevée pour celles et ceux qui bénéficient des minima sociaux, pour les personnes en situation de handicap ou les mères célibataires. Cela explique que

l'introduction de l'algorithme a entraîné une forte concentration des contrôles sur les personnes en situation de précarité »[1176].

Ce qui fait dire à D. Dubasque[1177], travailleur social expert sur les questions numériques, que la dérive est générale. Sous couvert de rationalisation de l'activité publique, il s'agit en fait d'une traque systématique des publics les plus pauvres :

Ces effets sont d'autant plus problématiques que le "scoring" algorithmique s'étend à l'ensemble des domaines sociaux. En matière d'aides sociales, la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) génère, chaque mois, des scores de suspicion pour 13 millions de foyers, déterminant les publics prioritaires pour le contrôle, l'audit détaillé, voire la suspension des droits[1178]. L'algorithme ne se contente pas de repérer des anomalies ; il extrapole des comportements à risque à partir de signaux faibles comme le lieu de résidence, la composition familiale, la situation professionnelle, parfois même le nombre de fois où l'allocataire a contacté la CAF. Ce mécanisme, révélé par La Quadrature du Net[1179] et le collectif Changer de Cap[1180], institue une suspicion automatisée, créant des biais structurels qui pèsent principalement sur les publics vulnérables notamment les femmes seules et les allocataires du RSA. Les études menées dans le secteur de l'assurance, du crédit, ou de l'insertion professionnelle révèlent un autre aspect : la montée des "nudges" – ces incitations subtiles à adopter telle ou telle posture prédictive – qui participent d'un gouvernement doux des comportements (…) Ce modèle de gouvernance algorithmique s'est étendu progressivement au domaine du chômage et de l'insertion professionnelle. En 2017, Pôle Emploi a expérimenté en interne un système de scoring sur les demandeurs d'emploi : l'objectif affiché est de distinguer les profils à "fort potentiel de réinsertion" de ceux jugés "à risque de décrochage", "en perte de motivation" ou "présumés éloignés de l'emploi". Dans la pratique, l'algorithme ne tient pas compte des réalités individuelles, des trajectoires singulières ni des causes structurelles du chômage ; il reproduit des classifications massives qui orientent les offres, conditionnent les accès à la formation, et parfois déterminent l'intensité du suivi ou de la sanction[1181] (…) La généralisation de cette gouvernance par le score algorithmique transforme la philosophie d'action sociale. Là où prévalait le principe d'universalité, de solidarité et de respect de la singularité, s'impose de plus en plus une économie du soupçon, du tri, de la surveillance. Le rôle de l'État social s'en trouve revisité : l'aide devient conditionnelle, réversible, calculée sur la base d'indicateurs souvent inintelligibles pour les usagers concernés. Le recours à ces dispositifs pose des problèmes juridiques majeurs (…) Au-delà des questions méthodologiques, l'introduction d'IA prédictive risque de modifier en profondeur la pratique professionnelle. Les assistants sociaux, éducateurs spécialisés et médecins peuvent être tentés de s'appuyer sur l'outil comme sur une preuve objective, reléguant leur jugement clinique au second plan. Ce phénomène, appelé « automation bias » (biais d'automatisation), peut conduire à suivre la recommandation algorithmique même lorsqu'elle contredit l'expérience de terrain.

Les Pays-bas ont expérimenté un logiciel de ce type sur les chômeurs. Ils ont été condamnés en justice. Du fait d'erreurs grossières liées à l'utilisation du système SyRi (*System Risk Indication*) les Pays-Bas illustrent le cas d'Etat se jetant à corps perdu dans des dérives liées à l'automatisation dans les politiques sociales. SyRi croisait automatiquement des dizaines de bases de données pour

---

[1176] La Quadrature du Net, *Notation des allocataires, l'indécence des pratiques de la CAF désormais indéniables*, 27 novembre 2023. https://www.laquadrature.net/2023/11/27/notation-des-allocataires-lindecence-des-pratiques-de-la-caf-desormais-indeniable/
[1177] Réinventer l'intelligence artificielle au service du social : Résistances, alternatives et enjeux démocratiques, *Terra HN*, article à paraître.
[1178] Dubasque, Didier. *Le datamining : tout comprendre du « scoring » des allocataires des CAF*. https\\dubasque.org . Juin 2023
[1179] La Quadrature du Net. « Analyse du scoring discriminant CAF », *Quadrature.net*, 2023.
[1180] Collectif Changer de cap. « De l'utilisation des algorithmes dans les politiques de contrôle ». Avril 2023.
[1181] Tanguy, Ludovic. "Algorithmes et nudges : gouverner par la donnée", *Le Monde diplomatique*, 2024.

repérer des comportements jugés « anormaux » ou frauduleux parmi les bénéficiaires de prestations sociales. Le Tribunal d'instance de La Haye a rendu un jugement en 2020 condamnant l'utilisation de ce logiciel au motif que la loi sous-jacente autorisant ce système violait la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH). Le tribunal a notamment dénoncé le manque de transparence, la nature « non vérifiable » des modèles de risque et l'absence d'information individuelle des personnes concernées par les signalements. Par ailleurs, les modèles de SyRi, utilisés comme « *systèmes d'apprentissage profond* », pouvaient ajuster leurs critères de risque sans contrôle humain rigoureux. Au bout du compte, des personnes pouvaient être faussement identifiées comme « à risque » sans explication claire ni possibilité de contestation directe. SyRi utilisait des algorithmes opaques sans expliquer comment ou pourquoi certaines personnes pouvaient devenir suspectes, ce qui empêchait toute contestation ou intervention humaine éclairée sur les décisions prises. En raison du secret entourant les critères utilisés, les personnes ciblées ne savaient pas pourquoi elles étaient suspectées, ni comment se défendre efficacement. Des citoyens ou familles ont été injustement ciblés par l'algorithme et placés sous enquête pour fraude, alors qu'aucune fraude n'était avérée, entraînant des difficultés financières et sociales graves. L'usage de SyRi a été suspendu par le gouvernement à la suite de cette décision judiciaire, illustrant les dangers de la déshumanisation et du risque d'atteinte aux droits fondamentaux par des systèmes automatisés dans la gestion des politiques sociales. Au vu de la multiplicité des administrations et des fichages des citoyens, le croisement massif et automatique de multiples bases de données administratives sans consentement individuel ni contrôle rigoureux constituait forcément une atteinte aux droits fondamentaux, lesquels n'étaient en fin de compte perçus que dans la mesure où la machine commettait des erreurs grossières. Ce paradoxe montre que, quelque soit la finesse des recoupements informationnels, la réalité sociale d'une personne donnée ne s'épuise pas à une série d'indicateurs ou à une typologie de niveaux de scores. Seules les erreurs manifestes (sur la fraude) peuvent limiter l'envahissement des algorithmes qui, de toutes les manières, savent très bien évaluer grosso modo les populations à risque sur la base même des indicateurs sociologiques ou ceux des travailleurs sociaux. Ce qui nous rapproche en fin de compte du sens commun : qui a besoin d'un logiciel de matheux pour savoir qu'une famille monoparentale est plus « à risques » dans ses capacités de paiement qu'une famille pauvre avec deux salaires ? En revanche, là où le racisme est avéré dans la programmation, procède de l'inférence de la fraude à partir de la pauvreté plus grande de tel ou tel ménage. Ce scoring moral est totalement arbitraire et ne repose sur aucune vérité scientifique. L'algorithme est capable de mesurer, dans cette logique droitière de la propension à tricher, la durée d'allocation d'un chômeur avant la fin de ses droits, pour en induire le fait qu'il veut moins le « retour à l'emploi » que celui qui y parvient plus rapidement. Ce type de raisonnement de droite, scientifiquement faux, est pourtant politiquement efficace en ce qu'il mesure des durées et permet de cibler des pressions sur des individus précis, alors même que les conditions pour lesquelles l'un a retrouvé plus rapidement un emploi peut le plus souvent tenir à des facteurs structurels (bassin d'emploi, coïncidence d'une offre avec la demande, aide dans le réseau, reconversion, etc). C'est la pression générale sur toutes les durées longues qui est visée, quand bien même la volonté de trouver du travail peut être attestée chez la plupart des allocataires. Le scoring, quoique faux dans une multitude de situations, est pourtant vrai au sens d'un ciblage global des plus faibles « assistés » à qui une pression plus forte est impulsée dans la pure logique du workfare néolibéral sanctionnée par des arrêts de versement.

Le monde de la surveillance numérique est, actuellement, sans doute beaucoup plus performant dans une logique d'alignement des comportements en soustrayant tout ce que les travailleurs pouvaient mobiliser comme freinages ou pauses diverses. L'intensification du travail, joint à l'angoisse de perdre son travail ainsi évalué par toute une batterie de paramètres qui peuvent même tenir compte d'une chute ou d'un éternuement, va produire des effets musclés en termes de soumission volontaire, de normalisation des pratiques. Il n'est pas sûr, en revanche, que ces outils informatiques, à la lumière des travaux présentés dans ce chapitre, puissent soutenir ou fabriquer de meilleures façons de susciter des vocations dans la délation. Le zèle, le fayotage, le stakhanovisme sont inévitablement renforcés, ce qui est loin d'être sûr dans les attitudes de dénonciation des autres collègues. Il est probable que, à l'inverse, une telle emprise sur les nouveaux subalternes soulève la recherche effrénée de subjectivation, les postures réfractaires nourrissant une solidarité de base contre la machine systémique dévorante. Mais, comme une ruse de la raison, les élites des différents secteurs de domination (social, économique, médiatique, militaro-policier) vont homogénéiser leurs formes d'intervention. Là où le facteur humain primait et demandait du temps d'investissement (le coût de la formation des policiers et des militaires en fait souvent le premier voire le second budget de l'Etat), du doigté (manipuler un syndicaliste, retourner une partie des ouvriers, dénicher un indic et conserver secrète la relation aussi longtemps que possible) et de la force de conviction (tout l'appareil idéologique des médias comme celui des travailleurs sociaux), les gestionnaires des ressources humaines s'en passeront de plus en plus, sauf à devoir s'appuyer sur une couche de techniciens irremplaçables dont l'origine sociale et les modalités de fidélisation ne sont pas tranchées. Comme il y a des militants par conscience et des hackers issus de la bourgeoisie, il y aura des « Mao » de la désintoxication digitale. Plus largement, l'espace public habermasien sera investi, depuis les mobilisations « anti » jusqu'aux fondations et think tank socio-démocrates recherchant un équilibre entre capitalisme et respect des droits de l'humain. Sauf à basculer dans l'autoritarisme, le suffrage universel ainsi que les instances promouvant les libertés d'expression vont sans doute être saisis des nouveaux enjeux sociétaux qui se profilent dans cette ère nouvelle de la surveillance. C'est en tous les cas à espérer tant l'effervescence néolibérale actuelle n'a d'égale que la liberté d'exploiter et de contrôler les nouvelles masses de travailleurs. La déréliction des syndicats, le recul de l'impact des mobilisations sociales sur les gouvernants, l'assujettissement de la grande presse aux actionnaires, n'invitent pas à espérer que le bras gauche de l'Etat ainsi que tous les groupes plutôt favorables aux droits et au respect des plus faibles se fassent entendre dans la période actuelle. Les gains qu'accumulent en ce moment les puissances économiques sur le dos des travailleurs risquent d'alourdir le travail de déconstruction à venir. C. Durand[1182] parle de « *technoféodalisme* » dans la mesure où la dépendance à l'égard des GAFAM/BATX est telle que l'Etat français lui-même utilise des logiciels et des serveurs qui le mettent en dépendance à l'égard des USA, sans le reconnaitre officiellement[1183]. Comme les publics les plus précaires sont ceux qui sont les plus surveillés, fichés et criminalisés, les données publiques

[1182] C. Durand, *Technoféodalisme. Critique de l'économie numérique*, La Découverte, Paris, 2020.

[1183] « Nous avions jusqu'à présent entendu des acteurs nationaux du *cloud* et de l'économie numérique en général. Il nous a semblé indispensable de recevoir l'un des acteurs américains dont les produits et la position dominante ont été mentionnés à plusieurs titres lors de nos auditions, en matière de fournitures d'outils bureautiques, avec Office 365, et d'hébergement des données en *cloud*, avec la solution Azure, retenue notamment pour la Plateforme des données de santé (PDS) : je veux parler de Microsoft ». Commission sénatoriale sur la commande publique, sous la présidence de Mr Uzenat, juin 2025. https://www.senat.fr/compte-rendu-commissions/20250609/ce_commande_publique.html

qui les concernent seront donc accessibles à des acteurs privés s'inscrivant forcément hors du sacro-saint secret professionnel.

Bibliographie

▲▼

A

Agulhon M. & F. Barrat, *CRS à Marseille, 1944-1947*, Paris, Armand Colin, 1971.
Aïm O., *Les théories de la surveillance. Du panoptique aux Surveillance Studies*, Paris, Armand Colin, 2020.
Akerström M, *Betrayal and Betrayers. The sociology of treachery*, New York & London, [1991], Routledge/Taylor & Francis, 2017.
Alline M., *Quand j'étais ouvrier. 1930-1948*, Rennes, Editions Ouest-France, 2003.
Altenried M. and V. Niebler, « Latent Conflict, Invisible Organisation : Everyday Struggles in Platform Labour », in S. Mezzadra, N. Cuppini, M. Frapporti & M. Pirone Editors, *Capitalism in the Platform Age,* Springer International Publishing, https://library.oapen.org/handle/20.500.12657/88352, 2024, p. 353-371.
Amnesty international. https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2024/10/france-discriminatory-algorithm-used-by-the-social-security-agency-must-be-stopped/
Amrani Y. & S. Beaud, *Pays de malheur ! Un jeune de cité écrit à un sociologue*, Paris, La Découverte, 2005.
Anderson E., *A Place on the Corner,* Chicago, University of Chicago Press, 1976.
Anderson E., *Codes of the Street. Decency, Violence ans the Moral Life of the Inner City*, New York/London, Norton & Company, 2000.
Anderson N., *The Hobo. The Sociology of the Homeless Man*, Chicago &London, The University of Chicago Press, [1923], 1961.
Animento S., « Platform Capitalism : Infrastructuring Migration, Mobility, and Racism », in S. Mezzadra, N. Cuppini, M. Frapporti & M. Pirone Editors, *Capitalism in the Platform Age Emerging Assemblages of Labour and Welfare in Urban Spaces*, Springer International Publishing, https://library.oapen.org/handle/20.500.12657/88352, 2024, p. 131-149.
Andréo C., *Déviance scolaire et contrôle social. Une ethnographie des jeunes à l'école*, Villeneuve d'Asq, Presses universitaires du Septentrion, 2005.Andro A., « Mind the gap. Avancées et résistances dans la prise en charge des violences sexuelles et sexistes dans le monde académiques », *Mouvements*, n°3, Printemps 2023, p. 109-118.
Artières P., in Benjamin Ferron, Émilie Née et Claire Oger (dir.), *Donner la parole aux « sans-voix » ? Construction sociale et mise en discours d'un problème public*, PUR, 2022, p. 43-44.
Atlanni-Duault L. & S. Dufoix (dir.), « Chercheurs à la barre », *Socio* n°3, 2014.
Assouline P., *L'épuration des intellectuels*, Paris, Complexe, 1996.
Avril C., M. Cartier & S. Serre, *Enquêter sur le travail. Concepts, méthodes, récits*, Paris, La Découverte, 2010.

B

Balandier G., *Sens et puissance,* Paris, PUF, 1982.
Ball K., *Electronic Monitoring and Surveillance in the Workplace*. European Commission, 2021.
Barthélémy F., « Analyse du processus de stabilisation de nouveaux intervenants du social », in R. Bercot, S. Divay & C. Gadea, *Les groupes professionnels en tension. Frontières, tournants, régulations*, Toulouse, Octarès, p. 105-120.
Bauman Z., *La vie en miettes. Expérience postmoderne et moralité*, (1995), (trad.), Le Rouergue, Chambon, Pluriel, 2003.
Beaubérot J., « L'acteur et le sociologue. La commission Stasi », in D. Naudier & M. Simonet (dir.), *Des sociologues sans qualité ?*, p. 101-133.
Beaud S. & M. Pialoux, « Ethnographie ouvrière et sociologie. Faire équipe », in P. Encrevé et R.M. Lagrave, *Travailler avec Bourdieu, op. cit*., p. 111-117.
Beaud S., J. Confavreux, J. Lindgaard (dir.), *La France invisible*, Paris, La Découverte, 2008.
Becker H., *Outsiders. Etudes de sociologie de la déviance*, (trad.) Métailié, 1985.
Belliard E., « Les Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 et la vidéosurveillance algorithmique », Master Université Paris 1, publié dans le Recueil Alexandries, TERRA-HN. http://www.reseau-terra.eu/article1483.html
Belorgey J.M., *La gauche et les pauvres*, Paris, Syros, 1988.
Benot Y., *L'autre Italie. 1968-1976. Problème de la dictature du prolétariat*, Paris, Cahiers libres 333, Maspéro, 1977.
Benhaddou S., *La matraque coloniale. Le code de l'indigénat en Algérie*, Paris et Beyrouth, Albouraq, 2020.
Berger P. & T. Luckman, *La construction sociale de la réalité*, [1966], Paris, (trad.) Armand Colin, 1996.
Bernard S., *UberUsés. Le capitalisme racial de plateforme à Paris, Londres et Montréal*, Paris, PUF, 2023.
Bernardot M., *Loger les immigrés. La Sonacotra 1956-2006*, Éditions du Croquant 2008.
Berra M. & M. Revelli, « Absentéisme et conflictualité : l'usine reniée. Crise de la centralité de l'usine et nouveaux comportements ouvriers », in J.P. de Gaudemar, *Usines et ouvriers, op. cit*., p. 105-136.
Beverungen A., S. Böhm & C Land, « Free labour, social media, management : Challenging Marxist organization studies », *Organization Studies*, *36*(4), 2015, p. 473-489
Bihr A. & R. Pfefferkorn, « Du système d'inégalités aux classes sociales », in P. Bouffartigue (dir.), *Le retour des classes sociales. Inégalités, dominations, conflits*, Paris, La Dispute, 2015, p. 37-53.
Bizeul D., *Avec ceux du FN. Un sociologue au front national*, Paris, La Découverte, 2003.
Blérald A., « Culture et politique en situation coloniale dans l'œuvre de Frantz Fanon », in *Mémorial Frantz Fanon, 31 mars-3 avril 1982*, p. 140-153.
Boltanski L., « La dénonciation », *ARSS*, n° 51, 1984, p. 3-40.
Boltanski L., *La souffrance à distance. Morale humanitaire, médias et politique*, paris, Métailié, 1993.
Boltanski L. & E. Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.
Bouchet H., « La surveillance numérique au travail », in P. A. Chardel (dir.), *Politiques sécuritaires et surveillance numérique*, CNRS Editions, 2014, p. 101-117.
Boukir K., « 'Suis-je le gardien de mon frère ?'. La complicité entre convoitise, haine et trahison », in « Complicités », *Terrains, Anthropologie et sciences humaines*, n°77, 2022, p. 90-109.
Boulland P., « Sortir du rang ? Rapports à l'usine des cadres ouvriers communistes », *Actes de la Recherche en Science Sociale*, 2013/1, n°196-197, p. 54-71.
Bourgois P., *En quête de respect*, Paris, Seuil, 1995.
Bouvet D., *L'usine de la peur*, Paris, Stock, 1975.
Bourdieu P., *Questions de sociologie*, Paris, Editions de minuit, 1980.
Bourdieu P., *Homo Academicus*, Paris, Editions de Minuit, 1984.
Bourdieu et al., *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993.
Bourdieu P., *Interventions*, *1961-2001, Science sociale et action politique,* Marseille, Agone, 2002.
Bourdin J.C., « Marx et le lumpenproletariat », *Actuel Marx*, 2013/2, n°54, p. 39-55.
Bourgois P., Introduction, in Sanford V. & A. Angel-Ajani, *Engaged Observer. Anthropology, Advocacy and Activism*. New Brunswick, Rutgers University Press, 2006.

Braudel F., *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XV^e^-XVIII^e^ siècle*, 3 tomes, Paris, Armand Colin, 1979.
Brauman R., *Utopies sanitaires*, Editions le Pommier/Médecins sans frontières, 2000.
Bret H., « L'université : un terrain de lutte pour les agents de nettoyage en sous-traitance ?, *Mouvements*, n°3, Printemps 2023, p. 40-51.
Braudeur J.P. & F. Jobard, *Citoyens et délateurs. La délation peut-elle être civique ?* Paris, Autrement, 2005.
Brossat A., *Le corps de l'ennemi. Hyperviolence et démocratie*, Paris, La Fabrique éditions, 1998.
Brouste J. & P. Brullé, *L'appel du Sahara*, Paris, Editions Place des victoires, 2011.
Browning C., *Des hommes ordinaires*, Paris, (trad.) 10/18, 1992.
Bruneteaux P., « La spécificité de la gendarmerie appréhendée dans le cadre de la formation des sous-officiers », in « Gendarmeries et polices à statut militaire », *Les Cahiers de l'IHESI*, n° 11, novembre 1992/janvier 1993, p. 93-102.
Bruneteaux P., « Les institutions et les paumés : les logiques de la surenchère ». In *Critiques sociales* n°5/6, janvier 1994, p. 107-120.
Bruneteaux P., *Maintenir l'ordre*, Paris, Presses de Science-Po, 1996.
Bruneteaux P. & C. Lanzarini, « Susciter le désir par la tendresse. Les cadres de l'accueil caritatif sur une péniche Lyonnaise », in *Politix*, n°34, 1996, pp. 134-163.
Bruneteaux P., « Dérision et dérisoire dans les stratégies de survie en camp d'extermination, *Hermès/CNRS*, 2001/1, n° 29, p. 217-226.
Bruneteaux P., « Les CRS à la plage », in dossier « Police et social », *Informations sociales*, n° 92, 2001, pp. 36-41.
Bruneteaux, « N. Elias et la question du génocide. Hypothèses explicites et hypothèses implicites du dédoublement », in Y. Bonny, J.M. De Queiroz, E. Neveu, *Norbert Elias et la théorie de la civilisation*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2003, p. 97-121.
Bruneteaux P., « Obstacles aux recherches sur les camps de la mort. Une pensée scientifique prise entre l'insignifiance et l'offense », *Terrain*, *Carnets du patrimoine ethnologique*, Ministère de la culture, février 2004, pp 129-148.
Bruneteaux P., *Devenir un Dieu. Le nazisme comme nouvelle religion politique. Eléments pour une théorie du dédoublement,* Paris, Publibook, 2004.
Bruneteaux P., « *La mise en scène de la sexualité masculine dans le carnaval martiniquais : entre inversion sexuelle et obscénité conformiste* », communication au colloque « Obscénité, pornographie et censure (19^e^ – 20^e^ siècles) (Avec V. Rochais). Sous la direction de R. Beauthier, J.M. Méon, B. Truffin, « Les mises en scènes de la sexualité et leur (dis)qualification », Bruxelles, Université libre de Bruxelles, 18 et 19 avril 2008. Publié sur internet, 2009. http://digistore.bib.ulb.ac.be/2010/noncat000024_000_f.pdf
Bruneteaux P. & D. Terrolle, *L'arrière-cour de la mondialisation. Ethnographie des paupérisés*, Bellecombes-en-Bauges, Edition du Croquant, 2010.
Bruneteaux P., « Couleurs sur corps noirs et carnaval à la Martinique » in G. Boëtsch, D. Chevé, C. Claudot-Hawad, *Décors des corps*, Paris, Editions du CNRS (avec V. Rochais), 2010, pp. 231-241.
Bruneteaux P., « Le carnaval des travestis makoumè à la Martinique. Quelques propositions sur le sens de l'inversion sexuelle », (avec V. Rochais), B. Ndagano (dir.), *Penser le Carnaval. Variations, discours et représentations*, Paris, Karthala, 2010, pp. 113-137.
Bruneteaux P, « Figures du travestissement dans le carnaval martiniquais » (avec V. Rochais), in *Carnavals et mascarades*, sous la direction de Michel Agier, Musée Dapper, 2011, p 179-203.
Bruneteaux P., *Le colonialisme oublié. De la zone grise plantationnaire aux élites mulâtres à la Martinique*, Bellecombe-en-Bauges, Les Editions du Croquant, 2013.
Bruneteaux P., « Une sociologie atypique d'un syndicalisme atypique », Lecture critique du livre de Christian Corouge et Michel Pialoux, *Résister à la chaîne. Dialogue entre un ouvrier de Peugeot et un sociologue*, Agone 2011, *Revue Française de Science politique*, Vol. 63, n° 5, octobre 2013, p. 944-947.
Bruneteaux P., *Les mondes rêvés de Georges,* Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016.
Bruneteaux P. & C. Blanchard, *L'intimité dans les foyers en France*, rapport CNAF, 2017.

Bruneteaux P. & O. Pulvar, *Les métropolitains à la Martinique. Une migration de confort*, KEditions/Le teneur sociologie, Fort de France, 2022.
Bruneteaux P & Olivier Grieco, « Sous les lapsus de l'actu », radio *Cause commune*, 23 septembre 2023 : https://cause-commune.fm/podcast/10-sous-les-lapsus-de-lactu/
Bulle S., *Irréductibes. Enquête sur des milieux de vie de Bure à Notre-Dame-des-Landes*, Grenoble, UGA Editions/Université Grenoble Alpes, 2020.
Burawoy M., *Conversations avec Bourdieu*, Paris, Editions Amsterdam, 2019.
Burawoy M., « L'odyssée d'une ethnographie marxiste », in A.M Arborio et al., *Observer le travail. Histoire, ethnographie, approches combinées*, Paris, La Découverte, 2010, p. 153-168.

C

Caille M., *L'assassin était chez Citroën*, Paris, Les Editions sociales, 1978.
Caillé A., *La démission des clercs. La crise des sciences sociales et l'oubli du politique*, Paris, La Découverte, 1993.
Calhoun C., « Les transformations institutionnelles des sciences sociales américaines », in J. Heilbron, R. lenoir, G. Sapiro & P. Pargamin, *Pour une histoire des sciences sociales. Hommage à Pierre Bourdieu,* Paris, Fayard, 2004, p. 263-280.
Callens A.C., « Contrôler les pratiques commerciales : le rôle de l'image dans la surveillance des gérants d'épiceries Casino au début du XX^{e} siècle », in « La surveillance par l'image : usages, théories, résistances (XX^{e} – XXI^{e} siècle) », *Terminal*, *Technologie de l'information, cultures et sociétés*, n°138. https://journals.openedition.org/terminal/9767
Canetti E., *Masse et puissance*, Paris, (trad.) Gallimard, 1986.
Carrot G., *Le maintien de l'ordre en France depuis la fin de l'Ancien Régime jusqu'à 1968*, Toulouse, Presses de l'Institut Politique de Toulouse, 1984.
Carrot G., *Histoire des forces civiles de maintien de l'ordre en France*, Toulouse, Centre d'études et de recherches sur la police, 1984.
Cartier M., *Les facteurs et leurs tournées. Un service public au quotidien*, Paris, La Découverte, 2003.
Casanova A., Cl. Prévost, J. Metzger, *Les intellectuels et les luttes de classes*, Paris, Editions sociales, 1970.
Castagnino F., « Critique des surveillance studies. Éléments pour une sociologie de la surveillance », *Déviance et Société*, 2018, Vol. 42 (1), pp.9-40.
Castelnau De R., D. Voguet, F. Salvaing, *La provocation*, Paris, Edition sociales, 1980.
Caveng R., F. Darbus, F. Denord, D. Serre, S. Thine, « Des morales de classe ? Dispositions éthiques et positions sociales dans la France contemporaine », *ARSS* 2018/4, n° 224, p. 76-101.
Célérier S., « Le salariat dans la chair. Ambivalences du tâcheronnat dans les industries de viande de volaille », in P. Cingolani, *Un travail sans limites. Subordination, tensions, résistances,* Paris, Erès, 2012, p. 81-100.
Cesca M., *L'intégration sociale des porteurs d'implant cochléaire. Pratiques, entourages et représentations sociales de la surdité*, Thèse de doctorat en sociologie, Université de Lorraine, 2021.
Charles C., « Enseignement supérieur et expansion internationale (1870-1930). Des instituts pour un nouvel empire ? », in J. Heilbron, R. lenoir, G. Sapiro & P. Pargamin, *Pour une histoire des sciences sociales. Hommage à Pierre Bourdieu,* Paris, Fayard, 2004, p. 323-347.
Charles C., « The Anti-Informer and Anti-Snitch Discourses in Dancehall and Rap Songs », Department of Government, University of the West Indies, décembre 2013. L'axiome est clair : « *The majority of the snitches were accused of giving information to the police* ». SSRN : https://ssrn.com/abstract=2372209
Chesnais R., *SDF, truands et assassins dans le Paris du roi-soleil*, Paris, L'Esprit frappeur, 1998.

Cingolani P., *Un travail sans limites ? Subordination, tensions, résistances,* Paris, Erès, 2012.
Chamboredon J.P., « La délinquance juvénile, essai de construction d'objet », *Revue Française de sociologie*, 1971, 12-3, p. 335-377.
Codaccioni V., *Justice d'exception. L'Etat face aux crimes politiques et terroristes*, Paris, CNRS Editions, 2015.
Cohen S., *Visions of social control. Crime, punishment and classification*, Cambridge, Polity Press, 1985.
Collectif de chercheurs du CNRS, *Pour une analyse des conditions du travail ouvrier dans l'entreprise*, Laboratoire d'économie et de sociologie du travail, Aix en Provence, Armand Colin, 1975.
Collovald A. & O. Schwartz , « Haut, bas, fragile : sociologies du populaire. Entretien avec Annie Collovald & Olivier Schwartz », *Vacarme*, n°37, 2006, p. 50-55
Congoste M., *Le vol et la morale. L'ordinaire d'un voleur*, Toulouse, Anarcharsis, 2012.
Corteel D., « Les paradoxes du travail en groupe : l'usine Volkswagen de Hanovre », *Ethnologie française*, 2001/3, vol 31, p. 441-452.
Coutant I., *Délit de jeunesse. La justice face aux quartiers*, Paris, La Découverte, 2005.
Crapanzano V., *Les Harkis, mémoires sans issue,* Paris, Gallimard, 2012.
Crozier M., *Le phénomène bureaucratique*, Paris, Seuil, 1963.

D

Darmon P., *Vivre à Paris pendant la Grande Guerre*, Paris, Fayard, 2002.
Darmon M., « La notion de carrière : un instrument interactionniste d'objectivation », *Politix*, 2008/2, n°82, 149-167.
Davis M., *Catastrophes naturelles et famines coloniales, 1870-1900. Aux origines du sous-développement*, Paris (trad.) La Découverte, 2003.
Debbasch Y., *Le Marronnage : Essai sur la désertion de l'esclave antillais*, P.U.F, 1962.
Debouzy M., « Les marches de protestation aux États-Unis (XIX^{e}-XX^{e} siècles) », *Le Mouvement social*, n°202, 2003, pp. 15-41.
Dennis A., « A Snitch in Time : An Historical Sketch of Black Informing During Slavery », *Marquette Law Review*, Vol. 97, University of Georgia School of Law, 2014. https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2325665.
Depastino C., *Citizen Hobo. How a Century of Homelessness Shaped America*, Chicago & London, University of Chicago Press, 2003.
De Singly F. & C. Thélot, *Gens du privé, gens du public*, Paris, Dunod, 1988.
Discepolo T., *La trahison des éditeurs*, Marseille, Agone, (rééd) 2023.
Dlamini, J.S.T., *Askari* : *A Story of Collaboration and Betrayal in the Anti-Apartheid Struggle*, Auckland Park, Jacana Media, 2014 ; Oxford, Oxford University Press, 2015.
Donzelot J., *l'invention du social*, Paris, Fayard, 1984.
Doorn N.V.,& A. Badger, « Platform Capitalism's Hidden Abode : Producing Data Assets in the Gig Economy », *Antipode,* Vol. 52, n°5, 2020 ISSN 0066-4812, p. 1475–1495.
https://pure.uva.nl/ws/files/23265322/Platform_Labor.pdf
Dorival C., *Le travail, non merci !,* Alternatives économiques, Paris, Les petits matins, 2011.
Dorlin, E., « La violence comme praxis libératrice : de Frantz Fanon à l'auto-défense. Entretien avec Elsa Dorlin », in A. Cukier, F. Delmotte & C. Lavergne, *Emancipation, les métamorphoses de la critique sociale*, Bellecombe-en-Bauges, Editions du Croquant, 2013, p. 231-250.

Dorlin E., « Les Espaces-temps des résistances esclaves : des suicidés de Saint-Jean aux marrons de Nanny Town (XVII[e] - XVIII[e] siècles) », *Tumultes*, n° 27, 2006, p. 37-54 ; https://fr.wikipedia.org/wiki/Marronnage_(esclavage)
Dorlin E., *Se défendre, une philosophie de la violence*, Paris, La Découverte, 2017.
Dozon J.P., *Frères et sujets, la France et l'Afrique en perspective*, Paris, Flammarion, 2003.
Dubasque D., https://dubasque.org/discrimination-numerique-le-fleau-des-algorithmes-des-caf-confirme-aah-rsa-familles-monoparentales/
Dubar C. & P. Tripier, *Sociologie des professions*, Paris, Armand Colin, 1998.
Dubar C., *La socialisation*, Paris, Armand Colin, 2010.
Dubois V., *Contrôler les assistés. Genèses et usages d'un mot d'ordre*, Raisons d'agir, Paris, 2021.
Dunezat X., *Chômage et action collective. Luttes dans la lutte. Mouvements de chômeurs et chômeuses de 1997-1998 en Bretagne et rapports sociaux de sexe*, Thèse de sociologie, Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, décembre 2004.
Durand C., *Le travail enchaîné. Organisation du travail et domination sociale*, Paris, Seuil, 1978.
Durand M., *Grain de sable sous le capot. Résistance & culture ouvrière : les chaines de montage de Peugeot (1972-2003),* Marseille, Agone, 2006.
Durand Y., *Le Loiret dans la guerre. 1939-1945. La vie quotidienne sous l'occupation*, Roanne, Les Editions Horvath, 1983.
Durkheim E., *Education et sociologie*, Paris, PUF, [1922], 1980.
Duroy L., « Embauché en usine », *Actes de la recherche en science sociale*, n°115, 1996, p. 38-47.
Duvoux N, *Le nouvel âge de la solidarité. Pauvreté, précarité et politiques publiques*, paris, Seuil, 2012.

E

Edelman M., « L'espace et l'ordre social », *Politix*, Vol. 25, n° 97, 2012, p. 9-24.
Elias N., The *Germans. Power struggles and the development of habitus in the nineteenth and twentieth centuries*, New York, Columbia University Press, 1996.
Elguezabal L., *Les contrôleurs du métro*, Montreuil, Aux Lieux d'être, 2007.
Elias N., & J.L. Scotson, *Logiques de l'exclusion*, Paris, (trad.), Fayard, 1997.
Enriquez E., *L'organisation en analyse*, Paris, PUF, 1992.
Esterle-Hedibel M., « Controverses théoriques autour des bandes de jeunes », in M. Mohammed & L. Mucchielli, *Les bandes de jeunes. Des blousons noirs à nos jours*, Paris, La Découverte, 2007, p. 85-96.
Evangelisti V., *Briseurs de grèves*, Paris, Libertalia, 2019.
Ewald F., *L'école des esclaves*, Paris, La Table ronde, 1982.

F

Fabiani J.L., « Les règles du champ », in B. Lahire, *Le travail sociologique de Pierre Bourdieu*, , p. 75-91.
Fanon F., *Peau noire, masque blanc*, Paris, Seuil, 1952.
Fassin D. et R. Rechtman, *L'empire du traumatisme. Enquête sur la condition de victime*, Paris, Flammarion, 2007.
Fassin D. & P. Bourdelais, *Les constructions de l'intolérable. Etudes d'anthropologie et d'histoire sur les frontières de l'espace moral*, Paris, La Découverte, 2005.
Faure P., *La vie quotidienne des colons grecs de la mer noire à l'atlantique au siècle de Pythagore,* Paris, Hachette, 1978.
Favarel-Garrigues G. & L. Gayer, *Fiers de punir. Le monde des justiciers hors la loi*, Paris, Seuil, 2021.

Favre P., « Quand la police fabrique l'ordre social. Un en deça des politiques publiques de la police ? », *Revue française de science politique*, n° 59, p. 1231-1248.
Ferron B., É. Née et C. Oger (dir.) *Donner la parole aux « sans-voix » ? Construction sociale et mise en discours d'un problème public*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2022.
Ferziger M.J. & D.G. Currell, « Snitching for Dollars : The Economics and Public Policy of Federal Civil Bounty Programs », *University of Illinois Law Review*, Vol. 1999. https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=221489 ;
Fillieule O. & F. Jobard, *Politiques du désordre*, Paris, Seuil, 2022.
Flamand J.P., *Loger le peuple. Histoire du logement social*, Paris, La Découverte, 1989.
Fournier P., « Deux regards sur le travail ouvrier : à propos de Roy et Burawoy, 1945-1975 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 115, décembre 1996, p. 80-93.
Frazier F., *La bourgeoisie noire*, (trad.) Plon, 1955.
Fulmigni B. (dir.), *Dans les archives secrètes de la police. Quatre siècles d'histoire, de crimes et de faits divers*, Paris, Gallimard, 2011.
Fussell P., *A la guerre. Psychologie et comportements pendant la seconde guerre mondiale*, Paris, (trad.) Seuil, 1992.

G

Gaboriau P., *SDF à la Belle époque*, Paris, Desclée de Brouwer, 1998.
Galland O. & Y. Lemel (dir.), *La société française. Pesanteurs et mutations : le bilan*, Paris, Armand Colin, 2006.
Gandini G., « Labour process theory and the gig economy », *Human relations*, vol. 72, n°6, 2018. https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/0018726718790002Ganz H., *The War Against The Poor, The Underclass and Antipoverty Policy*, New York, Basic Books, 1995.
Gardella E., *La solidarité individualiste*, Paris, Economica, 2023.
Gardenier M., « Quand des « citoyens » surveillent les migrations à la frontière franco-britannique », *Terminal, Technologie de l'information, cultures et sociétés*, n°138, 2024, https://journals.openedition.org/terminal/9894
Garrigou A. & B. Lacroix, *Norbert Elias. La politique et l'histoire*, Paris, La Découverte, 1997.
Gatewood W.B., *Aristocrats of Color. The Black Elite, 1880-1920*, Fayetteville, Arkansas University Press, 2000.
Gaudemar De J.P., (dir.), *Usines et ouvriers. Figures du nouvel ordre productif*, Paris, Maspéro, 1980.
Gellhorn M., *J'ai vu la misère, récits d'une Amérique en crise*, (trad.) Les Editions du Sonneur, 2017.
Gervais J., C. Lemercier, W. Pelletier, *La valeur du service public*, Paris, La Découverte, 2021.
Giner S., *Initiation à l'intelligence sociologique*, Toulouse, Privat, 1970.
Girardin J.C. et al, « Psychiatrie à St. Dizier », *Les Temps modernes*, n°336, juillet 1974, p. 2376-2442.
Giraud M., « Portée et limites des thèses de Frantz Fanon sur la violence », in *Mémorial Frantz Fanon, 31 mars-3 avril 1982*, Paris, Présence africaine, 1984, p. 81-93.
Glaymann D., *La vie en intérim*, Paris, Fayard, 2005.
Goalby Cressey P., *The Taxi-dance Hall. A Sociological Study in Commercialized Recreation & City Life*, Chicago, The University of Chicago Press, [1932], 1992.
Goffman E., *Asiles*, Paris, (Trad.) Editions de Minuit, 1968.
Goffman E., *Les cadres de l'expérience*, Paris, (trad.) Editions de Minuit, 1994.
Gorz A., *Stratégie ouvrière et néocapitalisme,* Paris, Seuil, 1964.
Graf B., *Longo Maï. Révolte et utopie après 68. Vie et autogestion dans les coopératives européennes*, Château-Arnoux, Thesis Verlag, Série ars historica, 2006.
Grasmsci dans le texte, Paris, Editions sociales, 1975.
Grignon C. & J.C. Passeron, *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature,* EHESS/Gallimard/Le seuil, Paris, 1989.

H

Halberstam J., *Female masculinity*, Durham (N.C.), Duke University Press, 1998.
Halimi A., *La délation sous l'occupation*, Paris, Alain Moreau, 1983.
Halimi S., *Les nouveaux chiens de garde. Nouvelle édition augmentée de la réponse des protagonistes*, Paris, Raisons d'agir, 2022.
Hatzfeld N., « Retour en chaîne et histoire d'usine. Une interférence des temporalités », in A.M. Arborio (et al.), *Observer le travail. Histoire, ethnographie, approches combinées*, Paris, La Découverte, 2008, p. 137-151.
Heilbron J., R. lenoir & G. Sapiro, P. Pargamin, *Pour une histoire des sciences sociales. Hommage à Pierre Bourdieu,* Paris, Fayard, 2004.
Heuman G., *Between Black and Whyte : Race, Politics and the Free Colored in Jamaïca, 1792-1865*, Wesport, Greewood Press, 1981.
Hirigoyen M.F., *Le harcèlement moral. La violence perverse au quotidien*, Paris, La Découverte & Syros, 1998.
Hocquenghem G., *Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary*, Marseille, Agone, Contre-feux, 2003.
Hoggart R., *La Culture du pauvre*, (trad.) Editions de Minuit, [1957], 1970.
Hornberger J., *Policing and human rights : The meaning of violence and justice in the everyday policing of Johannesburg,* New York, Routledge, 2011.
Hughes E. C.., *Le regard sociologique : essais choisis,* Paris, Éditions de l'EHESS, 1996.

J

Jeanjean M., *Un ethnologue chez les policiers*, Paris, Métailié, 1990.
Jeantet A. & S. Le Lay, « Violences et souffrances académiques », *Mouvements* n°13, printemps 2023.
Jonas F., *Histoire de la sociologie. Des Lumières à la théorie du social*, Paris, Larousse, 1991.
Jounin N., *Chantier interdit au public. Enquête parmi les travailleurs du bâtiment*, La Découverte, coll. « textes à l'appui », 2008.

K

Kadri A., « Pierre Bourdieu. Le temps de l'Algérie », in « L'impensé colonial des sciences sociales », *Tumultes*, 2022/1-2, n°58-59, p.139-164.
Kalbouri N., « Affect, Precarity and Feminised Labour in Airbnb in London », in S. Mezzadra, N. Cuppini, M. Frapporti & M. Pirone, *Capitalism in the Platform Age,* Springer International Publishing, https://library.oapen.org/handle/20.500.12657/88352, 2024, p.151-166.
Katz L., *L'avènement du sans-abri. Les asiles de nuit, 1871-1914*, Paris, Libertalia, 2015.
Kaufman J.C., *L'invention de soi. Une théorie de l'identité*, Paris, Armand Colin, 2004.
Kergoat D., « Ouvriers = ouvrières ? Propositions pour une articulation théorique de deux variables : sexe et classe sociale », *Critiques de l'économie politique*, Nouvelle série n°5, 1978, p. 65-97.

Kokoreff M., *La diagonale de rage*, Paris, Divergence, 2022.
Kuhlmann M. & M. Schumann, « Que reste-t-il de la solidarité ouvrière ? » *Ethnologie française*, 2001/3 (Vol. 31), p. 477 à 491.

L

Lacroix B., « Portrait sociologique de l'auteur », in A. Garrigou & B. Lacroix (dir.), *Norbert Elias. La Politique et l'histoire,* Paris, La Découverte, 1997, p.31-51.
Laé J.F. & N. Murard, *Deux générations dans la débine. Enquête dans la pauvreté ouvrière*, Paris, Bayard, 2011.
Lagroye J. & M. Offerlé (dir.), *Sociologie de l'institution*, Paris, Belin, 2010.
Lahire B., *L'homme pluriel. Les ressorts de l'action*, Paris, Pluriel, 2001.
Lahire (dir), *Le travail sociologique de Pierre Bourdieu. Dettes et critiques*, Paris, La Découverte, 2001.
Lahire B., « De la théorie de l'habitus à une sociologie psychologique », in B. Lahire (dir.), *Le travail sociologique de Pierre Bourdieu, op. cit,* p. 121-152.
Lallement J.M., *Le travail. Une sociologie contemporaine*, Paris, Gallimard, 2007.
Lallement M., « Transformations des temps, Mutations du travail », in P. Cingolani (dir.), *Un travail sans limites ? Subordination, tensions, résistances*, Toulouse, Erès, 2012, p. 17-34.
Laurent C., *Fille*, Gallimard, 2020.
Latte Abdallah S., *La toile carcérale*, Paris, Bayard, 2021.
Lecour-Grandmaison O., *Coloniser, exterminer*, Paris, Fayard, 2008.
Le Cour Grandmaison O., *La République impériale. Politique et racisme d'Etat*, Paris, Fayard, 2009.
Lefebvre H., *La vie quotidienne dans le monde moderne*, Paris, Gallimard, 1968.
Le Goff J.P., *La barbarie douce. La modernisation aveugle des entreprises et de l'école*, Paris, La Découverte, 1999.
Le Lay S. & O. Chambart, « Quand les violences du champ académique rencontrent les violences néolibérales », *Mouvements*, n°3, printemps 2013, p. 12-24.
Lemieux C., *Mauvaise presse. Une sociologie compréhensive du travail journalistique et de ses critiques*, Paris, Métailié, 2000.
Lemieux C., « Une critique sans raison ? L'approche bourdieusienne des médias et ses limites », in B. Lahire, *Le travail sociologique de Pierre Bourdieu*, p. 205-229.
Le Roy Ladurie E., *Le carnaval de Romans, De la chandeleur au mercredi des cendres*, Paris, Gallimard, 1979.
Letourneau C., *La sociologie, d'après l'ethnographie*, Bibliothèque des sciences contemporaines, Paris, Reinwald, 1880.
Lévi P., *Si c'est un homme*, Paris, (Trad.) Julliard, 1987.
Lévi P., *Les naufragés et les rescapés. Quarante ans après Auschwitz*, Paris, (trad.) Gallimard, 1989.
Lévi P., *La zone grise*. Entretien avec Anna Bravo et Federico Cereja, Paris, (trad.) Payot, 2014.
Liebow E., *Tally's Corner*, *Les Noirs du coin de la rue*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, coll. « Le sens social », [1967] 2010.
Lignier W., *La société est en nous. Comment le monde social engendre des individus*, Paris, Seuil, 2023.
Linhart D., *Perte d'emploi, perte de soi*, Ramonville Saint-Agne, Erès, 2004.
Livrozet S., *De la prison à la révolte. Essai-témoignage*, Paris, Mercure de France, 1973
Lomba C. & J. Mischi, « Ouvriers et intellectuels face à l'ordre usinier », *Actes de la Recherche en Science Sociale*, 2013/1, n°196-197, p. 4-19.
Lordon F., « De la République policière à la République fasciste ? », *Le monde diplomatique*, 26 juillet 2023.
Lordon F., *Jusqu'à quand ? Pour en finir avec les crises financières*, Paris, Raisons d'agir, 2008.

Lourau R., *Le lapsus des intellectuels*, Toulouse, Privat, 1981.
Lutard-Tavard C., « Etre à la barre, être accusée », in « Chercheurs à la barre », *op. cit.*, p. 63-78.
Lyon-Callo V., « Medicalizing Homelessness : The Production of Self-Blame and Self-Governing within Homeless Shelters », *Medical Anthropology Quartely*, Vol 14 (3), septembre 2000, pp. 328-345.
Lyon-Callo V., *Inequality, Poverty, and Neoliberal Governance : Activist Ethnography in the Homeless Sheltering Industry*, Peterborough, Ontario, Broadview Press, 2004.
Lyotard J.F., *Tombeau de l'intellectuel et autres papiers*, Paris, Galilée, 1984.

M

Mahieddin É. & J. Soldani (dir.), « Complicités », *Terrain, Anthropologie et science humaine*, n°77, 2022, introduction. https://journals.openedition.org/terrain/23712
Maire E. & C. Piaget et al., *Lip 73*, Paris, Seuil, 1973.
Martineau J. & J. Durand Folco, « Les quatre moments du travail à l'ère du capital algorithmique. Vers une synthèse théorique » *Anthropologie et Sociétés*, Volume 47, numéro 1, 2023, p. 43–65
Martinez D., *Carnets d'un intérimaire,* Marseille, Agone, 2003.
Marx K., *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte,* Paris, Editions sociales, 1984.
Masclet O., *La gauche et les cités. Enquête sur un rendez-vous manqué*, Paris, La Dispute, 2003.
Mauger G., « Etudiants, ouvriers, tous unis ! Eléments pour l'histoire des avatars d'un mot d'ordre », *Les Temps Modernes*, n°370, mai 1977, p. 1879-1897.
Mauger G., « Sur la violence symbolique », in H.P. Müller & Y. Sintomer, *Pierre Bourdieu, théorie et pratique. Perspectives franco-allemandes*, Paris, La Découverte, 2006, p. 84-100.
Mauger G., *Les bandes, le milieu et la bohème populaire*, Paris, Belin, 2006.
Mauger G., *Avec Bourdieu. Un parcours sociologique*, Paris, PUF, 2023.
Mathieu L., *Les mouvements sociaux post-68*, Paris, Textuel, 2009.
Mattelart A. & A. Vitalis, *Le profilage des populations. Du livret ouvrier au cybercontrôle*, Paris, La Découverte, 2014.
Mattei B., *Rebelle, rebelle ! Révoltes et mythes du mineur, 1830-1946*, Paris, Champ Vallon, 1987.
Maurin E., *La peur du déclassement. Une sociologie des récessions*, Paris, Seuil, 2009.
Mbembe A., *Critique de la raison nègre*, Paris, La Découverte, 2013.
Méda D., « Le travail est devenu insoutenable », Collège de France, rubrique La vie des idées, 16 juin 2023. https://www.youtube.com/watch?v=3ZpSh5pO9SI&t=97s
Mennell S., « L'envers de la médaille : les processus de décivilisation », in A. Garrigou & B. Lacroix (dir.), *Norbert Elias. La politique et l'histoire*, Paris, La Découverte, 1997, p. 213-236.
Mény Y., *La corruption de la République*, Paris, fayard, 1992.
Mezzadra S. , N. Cuppini, M. Frapporti, M. Pirone, *Capitalism in the Platform Age Emerging Assemblages of Labour and Welfare in Urban Spaces*, Springer International Publishing, https://library.oapen.org/handle/20.500.12657/88352, 2024.
Molinari J.P., *Les ouvriers communistes*, Thonon, L'albaron présence du livre, 1990.
Mollat du Jourdin M., *La guerre de Cent ans vue par ceux qui l'ont vécue*, Paris, Seuil, 1992.
Monod J.C., « Une politique du symbolique ? », in B. Lahire, *Le travail sociologique de P. Bourdieu. Dettes et critiques, op. cit.,* p. 231-254.
Moore P., *The Quantified Self in Precarity : Work, Technology and What Counts*. London, Routledge, 2017.
Moore P. & A. Robinson, « The quantified self : What counts in the neoliberal workplace », *New Media & Society*, 2015, DOI : 1461444815604328.
Moore W., « J. Dlamini, *Askari : A story of collaboration and betrayal in the anti-apartheid struggle », New Contree,* N° 77, December, Book Reviews, 2016, pp. 124-153.

Mucchielli L.., *La découverte du social. Naissance de la sociologie en France*, Paris, La Découverte, 1998.
Mucchielli L. & V. Le Goaziou, *Quand les banlieues brûlent. Retour sur les émeutes de novembre 2005*, Paris, La Découverte, 2007.
Mucchielli L., *Violences et insécurité. Fantasmes et réalités dans le débat français*, Paris, La Découverte, 2007.

N

Naudier D. & M. Simonet (dir.), *Des sociologues sans qualité ? Pratiques de la recherche et engagements,* Paris, La Découverte, 2011.
Nicoli M. and L. Paltrinieri, « Managing the Will : Managerial Normativity from the Wage Society to the Platform Age », in S. Mezzadra, N. Cuppini, M. Frapporti & M. Pirone Editors, *Capitalism in the Platform Age,* Springer International Publishing, https://library.oapen.org/handle/20.500.12657/88352, 2024, p. 97-114.
Nizan P., *Les chiens de garde*, Paris, Maspéro, 1965.
Nizan P., *Intellectuel communiste. Ecrits et correspondance. 1926-1940*, Paris, Maspéro, 1967.
Noiriel G., *Vivre et lutter à Longwy*, Paris, Maspéro, 1980.
Noiriel G., *Immigrés et prolétaires, Longwy 1880-1980*, (réédition) Marseille, Agone, 2019.
Nordmann C., *La fabrique de l'impuissance. L'école, entre domination et émancipation*, Paris, Amsterdam, 2007.
Noûs-Aussi C., « Tensions éditoriales en contexte de science ouverte », *Mouvements*, n°3, Printemps 2023, p. 52-65.
Ouvriers face aux appareils. Une expérience de militantisme chez Hispano-Suiza, Cahiers libres 183-184, Paris, Maspéro, 1970.

P

Pagès M., D. Bonetti, V. de Gaulejac & D. Descendre, *L'emprise de l'organisation*, Paris, Desclée de Brouwer, 1979.
Pappé I., *Le nettoyage ethnique de la Palestine*, Paris, La Fabrique Editions, [2006] 2023.
Parrau A., *Ecrire les camps*, Paris, Belin, 1995.
Paugam S. & M. Clémençon, *Détresse et ruptures sociales*, Paris, FNARS, Avril 2002.
Parize R.P., *Le Creusot 1898-1900. La naissance du syndicalisme et les mouvements sociaux à l'aube du XX^e siècle*, Le Creusot, Les Nouvelles Éditions du Creusot, 2009.
Pascal, *Œuvres. Pensées, lettres et opuscules divers*, Chez Napoléon Chaix Imprimeurs et Cie, Paris, 1864.
Pasquier S. & J. Rémy, « Être soi peut-il être professionnel ? Le cas des médiateurs sociaux », *Sociologie*, [En ligne], « Théories et recherches », mis en ligne le 08 janvier 2008, consulté le 23 janvier 2023.
URL :http://journals.openedition.org/sociologies/1443 ; DOI : https://doi.org/10.4000/sociologies.1443
Passeron J.C., « Mort d'un ami, disparition d'un penseur », in P. Encrevé & R.M Lagrave, *Travailler avec Bourdieu*, Paris, Flammarion, 2003, p. 17-90.
Patterson O., *Slavery and Social Death. A Comparative Study*, Cambridge, Haward University Press, 1982.

Payet P. et al., *La relation d'enquête. La sociologie au défi des acteurs faibles*, Rennes, PUR, 2010. Le compte-rendu critique dans la revue en ligne TERRA paru en septembre 2011. http://reseau-terra.eu/article1190.html
Péan P., *Affaires africaines*, Paris, Fayard, 1983.
Péju P., *Ratonnades à Paris, précédé de Les harkis à Paris*, Paris, La Découverte/Syros, 2000.
Peneff J. & M. El Miri, *Maintenant, le règne des banquiers va commencer. Les luttes de classes en France et ailleurs*, Paris, Les empêcheurs de tourner en rond & La Découverte, 2010.
Pernoud R., *Lumière du Moyen-Age*, Paris, Grasset, 1981.
Pérez A., *Combattre en sociologue. Pierre Bourdieu & Abdelmalek Sayad dans une guerre de libération (Algérie, 1958-1964),* Marseille, Agone, 2022.
Pharo P., *Sociologie de l'esprit. Conceptualisation et vie sociale*, Paris, PUF, 1997.
Pialoux M & C. Corouge, *Résister à la chaîne. Dialogues entre un ouvrier de Peugeot et un sociologue*. Marseille, Agone, 2011.
Pialoux M. & S. Beaud, *Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard* Paris, Fayard, 1999.
Piazza P., « L'extension des fichiers de sécurité publique », in P.A. Chardel, *Politiques sécuritaires et surveillance numérique*, CNRS Editions, 2014, p. 29-45.
Pierru E., *Guerre aux chômeurs ou guerre au chômage*, Bellecombe-en-Bauges, Le Croquant, 2005.
Pinçon-Charlot M. et M., *Le Président des riches. Enquête sur l'oligarchie dans la France de Nicolas Sarkozy*, Paris, La Découverte, 2010.
Pinçon-Charlot M. & M. Pinçon-Charlot, S. Beaud & M. Pialoux, A. Collovald, F. Ruffin, entretiens menés par J. Fidaz, *Classes en lutte. Entretiens*, Paris, Ed. Bruno Leprince, 2010, p. 34-35.
Pinçon-Charlot M. et M., *L'Argent sans foi ni loi*, Paris, Editions Textuel, 2012.
Pinçon-Charlot M. et M., *La violence des riches - Chronique d'une immense casse sociale*, Paris, Zones, 2013.
Pinçon-Charlot M. et M., *Tentative d'évasion (fiscale)*, Paris, Zones, 2015 ; *Les prédateurs au pouvoir. Main basse sur notre avenir*, Paris, Textuel, 2017.
Pinna G. & B. Réau, « Service de luxe et classes sociales. À propos de Rachel Sherman, *Class Acts : Service and Inequality in Luxury Hotels*, Berkeley/Los Angeles, University of California Press, 2007 », *ARSS* n° 190, 2001/5, p. 72-77.
Pinsolle D., *Quand les travailleurs sabotaient, France, Etats-Unis, 1897-1918*, Marseille, Agone, 2024.
Poignant S., *La baston ou les adolescents de la rue*, Paris, L'Harmattan, 1991.
Politis, https://www.politis.fr/articles/2024/10/lalgorithme-de-notation-des-caf-attaque-en-justice/
Pouchain P., *Les maîtres du Nord, du XIX^e siècle à nos jours*, Paris, Perrin, 1998.

Q

Quadrature du Net (La), *Notation des allocataires, l'indécence des pratiques de la CAF désormais indéniables*, 27 novembre 2023. https://www.laquadrature.net/2023/11/27/notation-des-allocataires-lindecence-des-pratiques-de-la-caf-desormais-indeniable/

R

Rancière J., *La nuit des prolétaires*, Paris, La Découverte, 1981.
Régent F., *Esclavage, métissage, liberté. La révolution française en Guadeloupe, 1789-1802*, Paris, Grasset, 2004.

Renault E., *Souffrances sociales. Philosophie, psychologie et politique*, Paris, La Découverte, 2008.
Retière J.-N., *Identités ouvrières. Histoire sociale d'un fief ouvrier en Bretagne. 1909-1990*, Paris, L'Harmattan, 1994.
Rich M., « Lessons of Disloyalty in the World of Criminal Informants », *American Criminal Law Review*, Elon University Law Legal Studies Research Paper, n° 2010-11. https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1722597
Rigouste M., *L'ennemi intérieur. La généalogie coloniale et militaire de l'ordre sécuritaire dans la France contemporaine*, Paris, La Découverte, 2009.
Rivière Y., « Rome impériale : les délateurs, le prince, le tribunal », in J.P. Braudeur & F. Jobard, *Citoyens et délateurs. La délation peut-elle être civique ?* Paris, Autrement, 2005, p. 26-38.
Romeurope, https://www.romeurope.org/wp-content/uploads/2024/10/Contentieux-CNAF-Dossier-de-presse.pdf
Rousseau J.J., *Profession de foi d'un vicaire savoyard*, Paris, Flammarion, 1996.

S

Sangster J., « The surveillance of service labour : conditions and possibilities of resistance », in L. Panitch & G. Albo, *Beyong Digital Capitalism, New Ways of Living*, *Socialist Register, volume 57,* 2021, p. 175-200.
Sauvadet T., *Le capital Guerrier. Concurrence et solidarité entre jeunes des cités*, Paris, Armand Colin, 2006.
Scott J., *Weapons of the Weak. Everyday Forms of Peasant Resistance*, New Haven, Yale University Press, 1985.
Scott J., *De la résistance et des arts de la résistance*, (trad.) Paris, Amsterdam, 2010.
Seurat M., *L'Etat de barbarie*, Paris, Seuil, 1977.
Scheper-Hughes N., *Death without Weeping. The violence of the everyday Life in Brazil*, Los Angeles, University of California Press, 1992.
Schultheis F., A. Frauenfelder, C. Delay, N. Pigot et al, *Les classes populaires aujourd'hui*, Paris, L'Harmattan, 2009.
Schwartz O., *Le monde privé des ouvriers*, Paris, PUF, 1990.
Scotté A, *Bienvenue dans un monde d'esclaves. La face cachée des entreprises des services du numérique*, Paris, Editions du Sextant, 2014.
Sherman R., *Class Acts Service and Inequality in Luxury Hotels*, Los Angeles, University of California Press, 2007.
Simula P., « Relation aléatoire au travail : le cas des agents de sécurité privés », in M. Arliaud & H. Eckert, *Quand les jeunes entrent dans l'emploi*, Paris, La Dispute, 2000/2002, p. 209-224.
Sous-commandant Marcos, *I Ya Basta. Les insurgés zapatistes racontent un an de révolte au Chiapas*, Paris, Dagorno, 1994.
Sutherland E.H., *The Professional Thief*, Chicago &London, The University of Chicago Press, [1932], 1989.

T

Taithe B., *The Killer trail. A Colonial Scandal in the Heart of Africa*, Oxford, Oxford University Press, 2009.
Témoignage, « dix ans de lutte contre les violences sexistes et sexuelles dans des grandes écoles », *Mouvements*, n°3, Printemps 2023, p.94-100.
Théret A., *Parole d'ouvrier*, Paris, Grasset, 1978.

Théry L., *Le travail intenable. Résister collectivement à l'intensification du travail*, Paris, La Découverte, 2006.
Thibaut M., *Ouvriers malgré tout*, Paris, Raisons d'agir, 2013.
Thompson E.P., « Time, Work-discipline and industrial capitalism », *Past and Present*, n°38, 1967, p. 56-97.
Thrasher F., *The Gang*, Chicago &London, The University of Chicago Press [1927] 1968.
Topalov C., « Les usages stratégiques de l'histoire des disciplines. Le cas de l'Ecole de Chicago en sociologie », in J. Heilbron, R. Lenoir & G. Sapiro, P. Pargamin, *Pour une histoire des sciences sociales. Hommage à Pierre Bourdieu,* Paris, Fayard, 2004, p. 127-157.
Touraine A., *Lettre à Lionel, Michel, Jacques, Martine, Bernard, Dominique…et vous*, Paris, Fayard, 1995.

U

Uchitelle L., *Le salarié jetable. Enquête sur les licenciements aux Etats-Unis*, Paris, Demopolis, 2008.

V

Van Meter K.M. (dir), *La sociologie, textes essentiels*, Paris, Larousse, 1992.
Verdès-Leroux J., *Le travail social*, Paris, Editions de Minuit, 1978.
Verret M., *L'ouvrier français. Le travail ouvrier*, Paris, Armand Colin, 1982.
Vigna X., *L'insubordination ouvrière dans les années 68. Essai d'histoire politique des usines*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007.
Viseux A., *Mineur de fond. Fosses de Lens. Soixante ans de combat et de solidarité*, Paris, Plon, Terre humaine, 1991.
Valluy J., « Introduction : L'Europe des camps. La mise à l'écart des étrangers », *Cultures & Conflits*, n° 57, 2005, p. 5-11.
Valluy J., *Humanité et numérique(s) – De l'histoire de l'informatique en expansion sociétale… au capitalisme de surveillance et d'influence (1890-2023)*, Collection HNP, TERRA-HN-éditions, 2023. **http://www.reseau-terra.eu/article1347.html**

W

Willis P., *L'école des ouvriers,* Marseille, (trad.) Agone, 2011.
Winock M., *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, Paris, Seuil, 1982.
Wray B., « La modération de contenu, un travail toxique encore mal reconnu et peu encadré », Hésamag, décembre 2024 & Institut syndical européen (ETUI), numéro 29.

Z

Z, Revue itinérante d'enquête et de critique sociale, hébergée par les éditions Agone, numéro 11, « Travail social », octobre 2017.

Index

▲▼

Index des concepts

▲▼

Adaptations primaires — 54, 55

Adaptations secondaires — 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 61, 178, 206, 310

Allégeance — 17, 18, 27, 29, 32, 34, 38, 42, 48, 53, 56, 67, 69, 104, 118, 137, 139, 142, 145, 147, 155, 161, 167, 168, 180, 182, 205, 241, 269, 284, 303, 346, 389, 390, 392, 397, 401, 431

Armée — 4, 7, 15, 17, 20, 21, 23, 24, 27, 28, 29, 30, 36, 44, 67, 73, 92, 97, 103, 122, 129, 138, 151, 162, 188, 189, 197, 201, 214, 215, 228, 236, 240, 252, 259, 261, 262, 263, 266, 268, 270, 271, 272, 276, 278, 279, 286, 290, 295, 296, 303, 307, 308, 311, 318, 319, 320, 321, 325, 332, 333, 340, 344, 345, 346, 348, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 374, 376, 389, 395, 397, 398, 407, 415, 419, 423, 424, 426, 430, 431, 436, 441, 445

Askaris — 10, 19, 24, 30, 34, 37, 44, 45, 63, 459, 464

Assistante sociale — 151, 236, 264, 281, 282, 284, 285, 286, 288, 291, 303, 333, 394, 446

Auxiliaire — 2, 14, 19, 20, 21, 25, 26, 28, 33, 34, 36, 37, 39, 40, 46, 47, 48, 54, 55, 59, 60, 61, 64, 65, 66, 72, 82, 88, 95, 104, 112, 113, 115, 124, 137, 138, 140, 145, 148, 150, 153, 167, 181, 182, 184, 195, 197, 202, 203, 217, 224, 226, 243, 261, 264, 265, 268, 271, 276, 281, 301, 304, 305, 308, 330, 331, 332, 342, 343, 344, 345, 352, 358, 359, 360, 364, 368, 371, 372, 373, 374, 376, 387, 391, 393, 394, 404, 414, 425, 426, 446

Balance — 2, 8, 12, 13, 14, 15, 16, 18, 30, 37, 41, 42, 48, 58, 65, 67, 70, 88, 135, 163, 242, 246, 264, 265, 308, 311, 340, 386, 387, 389, 398, 399, 400, 402, 403, 444

Bande — 12, 15, 16, 17, 18, 20, 49, 76, 77, 86, 88, 89, 145, 162, 171, 220, 259, 268, 277, 279, 280, 295, 375, 398, 402, 403, 434, 435, 460, 464

Bourgeoisie noire — 19, 24, 68, 339, 347, 371, 373, 374, 377, 379, 461

Carrière — 5, 17, 18, 19, 29, 31, 33, 34, 36, 37, 40, 42, 48, 52, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 61, 62, 64, 67, 68, 69, 70, 72, 76, 83, 86, 98, 99, 100, 101, 103, 104, 108, 109, 129, 133, 138, 139, 144, 147, 152, 159, 160, 163, 164, 169, 178, 191, 209, 210, 233, 239, 243, 244, 247, 248, 249, 264, 265, 274, 276, 301, 304, 310, 348, 350, 352, 354, 355, 385, 387, 391, 398, 403, 404, 413, 426, 430, 459

Chef d'équipe — 34, 68, 137, 138, 139, 143, 146, 170, 199, 200, 202, 208, 211, 214, 217, 224, 225, 226, 229, 232, 233, 234, 235, 236, 243, 246, 248, 249, 250, 251, 264, 393, 399, 400, 428, 435, 437

Coefficient de perméabilité — 60, 62, 63, 69, 129, 134, 135, 138, 146, 236, 239, 353, 354, 390

Collaborateur — 6, 10, 12, 13, 14, 15, 16, 19, 20, 25, 33, 36, 37, 43, 44, 45, 46, 48, 52, 54, 57, 63, 73, 84, 87, 89, 92, 96, 100, 108, 122, 123, 134, 143, 159, 160, 161, 162, 163, 169, 190, 192, 199, 200, 202, 206, 212, 215, 216, 218, 219, 221, 240, 242, 245, 246, 248, 261, 265, 266, 271, 280, 283, 290, 292, 342, 343, 344, 357, 360, 361, 365, 367, 371, 372, 376, 381, 391, 398, 423, 425, 426, 435, 443

Complice — 2, 3, 4, 5, 9, 10, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 20, 21, 22, 24, 25, 26, 27, 32, 33, 35, 36, 37, 39, 40, 41, 43, 45, 46, 48, 49, 52, 54, 55, 59, 60, 62, 63, 66, 68, 72, 82, 95, 97, 108, 112, 113, 124, 131, 142, 144,

146, 147, 149, 153, 155, 156, 157, 159, 161, 168, 189, 194, 196, 200, 203, 204, 207, 208, 216, 219, 221, 245, 246, 247, 250, 261, 264, 266, 279, 299, 302, 343, 345, 353, 365, 372, 375, 388, 389, 390, 398, 399, 401, 402, 403, 404, 417, 424, 425, 427, 429, 430, 437, 438

Délateur — 12, 13, 15, 18, 19, 21, 22, 23, 30, 37, 38, 45, 48, 54, 60, 72, 76, 137, 139, 184, 216, 217, 225, 226, 249, 373, 385, 387, 393, 399, 413, 415, 423, 425, 428, 430, 435, 437, 457, 467

Division sociale du travail — 18, 25, 38, 43, 63, 67, 69, 71, 142, 155, 197, 202, 237, 240, 243, 271, 340, 356, 360, 385, 393, 400

Double loyauté — 2, 5, 32, 52, 53, 54, 57, 62, 63, 65, 68, 69, 310, 313, 413, 418

Éducateur — 41, 49, 73, 88, 135, 150, 191, 240, 259, 262, 264, 265, 283, 285, 286, 288, 291, 305, 326, 335, 346, 389, 393, 394, 446, 450

Fayot — 2, 8, 12, 37, 38, 54, 57, 58, 68, 70, 136, 143, 144, 148, 156, 157, 170, 190, 192, 193, 205, 206, 207, 209, 211, 215, 216, 217, 219, 220, 221, 222, 223, 245, 246, 254, 275, 311, 312, 385, 387, 390, 393, 398, 399, 415, 452

Fidélité — 17, 38, 41, 67, 122, 143, 144, 145, 155, 279, 301, 346, 364, 379, 389, 417

Gratifications — 5, 25, 28, 42, 43, 45, 46, 52, 54, 56, 58, 60, 63, 67, 71, 114, 123, 139, 142, 145, 163, 168, 172, 174, 176, 177, 199, 202, 205, 207, 209, 215, 217, 218, 220, 222, 225, 228, 238, 240, 245, 263, 269, 271, 277, 300, 310, 334, 392, 396, 414, 416, 417, 426

Grève — 2, 12, 14, 15, 17, 20, 21, 30, 37, 38, 42, 43, 48, 62, 63, 65, 66, 67, 68, 109, 118, 136, 137, 140, 151, 159, 162, 170, 172, 176, 179, 188, 189, 192, 193, 194, 195, 198, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 211, 212, 213, 214, 215, 217, 220, 222, 224, 225, 226, 239, 248, 252, 255, 269, 272, 285, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 305, 308, 386, 388, 391, 398, 399, 400, 403, 426, 460

Intégration sociale — 47, 55, 69, 70, 72, 73, 75, 89, 129, 130, 131, 134, 152, 162, 168, 225, 235, 302, 329, 391, 458

Intellectuel organique — 2, 12, 14, 28, 37, 39, 42, 48, 63, 70, 71, 73, 83, 85, 90, 93, 94, 96, 97, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 115, 116, 120, 121, 122, 124, 142, 143, 147, 149, 165, 187, 194, 198, 207, 211, 241, 261, 265, 301, 304, 327, 343, 348, 357, 358, 360, 363, 385, 387, 388, 392, 393, 394, 414, 422, 447

Kaporalisation — 52, 53, 191, 192, 201

Lumpenprolétariat — 41, 189, 208, 272, 273, 295, 296, 297, 351, 456

Mobilité sociale — 5, 34, 40, 41, 47, 57, 59, 68, 70, 77, 85, 133, 146, 167, 168, 206, 209, 212, 234, 235, 238, 240, 241, 244, 249, 250, 267, 282, 334, 346, 347, 387, 390, 399, 404

Mouchard — 8, 15, 21, 22, 37, 38, 40, 46, 48, 61, 62, 70, 76, 132, 137, 138, 143, 156, 184, 185, 190, 200, 202, 205, 207, 211, 214, 215, 216, 222, 225, 226, 243, 245, 246, 248, 252, 262, 275, 276, 357, 393, 398, 399, 400, 407, 425, 435

Mulâtre — 26, 46, 288, 341, 342, 343, 348, 359, 366, 367, 369, 370, 371, 372, 373, 377, 378, 379, 380, 381, 457

Ouvrier — 2, 6, 7, 8, 10, 15, 16, 20, 21, 22, 28, 34, 38, 39, 40, 45, 47, 48, 49, 50, 62, 63, 65, 66, 67, 68, 70, 71, 73, 76, 81, 82, 83, 88, 92, 93, 99, 100, 107, 110, 112, 116, 118, 122, 123, 124, 127, 130, 131, 132, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 146, 147, 153, 155, 156, 157, 159, 162, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 176, 177, 179, 180, 181, 184, 185, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 254, 255, 256, 262, 264, 265, 267, 268, 269, 271, 272, 274, 276, 277, 278, 279, 280, 282, 285, 286, 289, 290, 291, 295, 296, 297, 298, 301, 304, 308, 310, 311, 312, 351, 358,

379, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 394, 396, 398, 399, 403, 411, 414, 415, 416, 417, 420, 423, 425, 430, 433, 434, 436, 446, 452, 455, 456, 457, 459, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468

Police — 7, 10, 13, 14, 15, 16, 18, 19, 20, 22, 23, 24, 26, 29, 30, 31, 32, 41, 44, 46, 63, 67, 71, 87, 88, 89, 94, 95, 108, 111, 161, 163, 172, 184, 189, 196, 206, 208, 209, 228, 237, 245, 246, 253, 259, 261, 264, 265, 266, 269, 270, 272, 273, 274, 276, 279, 288, 291, 292, 295, 296, 303, 304, 307, 340, 344, 345, 359, 386, 387, 388, 389, 397, 399, 402, 409, 423, 434, 444, 445, 446, 447, 457, 458, 461

Prolétariat — 5, 6, 7, 8, 10, 15, 19, 41, 62, 67, 77, 82, 83, 93, 108, 121, 127, 142, 151, 157, 158, 167, 172, 189, 190, 193, 203, 208, 211, 249, 251, 252, 254, 262, 265, 266, 267, 268, 272, 273, 274, 278, 279, 280, 285, 287, 288, 290, 295, 296, 297, 301, 302, 304, 306, 310, 316, 335, 340, 345, 348, 349, 351, 357, 370, 380, 386, 392, 438, 440, 447, 456

Réfractaire — 21, 28, 32, 48, 54, 55, 61, 63, 64, 69, 159, 192, 193, 220, 247, 269, 270, 388, 392, 452

Refusant — 2, 17, 24, 28, 38, 52, 54, 60, 62, 64, 65, 81, 135, 137, 150, 151, 153, 157, 159, 161, 162, 168, 212, 213, 249, 268, 273, 280, 335, 341, 360, 361, 364, 391, 392, 399, 403

Sécurité — 9, 10, 15, 18, 30, 31, 32, 61, 71, 81, 138, 140, 179, 200, 208, 215, 224, 225, 232, 241, 242, 246, 248, 256, 266, 267, 268, 270, 273, 277, 279, 281, 283, 291, 292, 298, 303, 322, 344, 386, 396, 398, 402, 410, 413, 415, 429, 434, 444, 445, 447, 465, 466, 467

Sous-prolétariat — 5, 15, 19, 41, 62, 67, 82, 108, 127, 142, 172, 190, 208, 249, 254, 265, 266, 267, 273, 278, 285, 287, 288, 290, 295, 296, 297, 301, 302, 304, 306, 310, 316, 335, 345, 348, 349, 370, 380, 386, 392

Subjectivation — 56, 62, 64, 150, 281, 422, 452

Subjectivité — 35, 36, 42, 63, 66, 89, 99, 140, 144, 150, 380, 437

Trahison — 10, 12, 14, 17, 18, 20, 21, 22, 23, 24, 28, 35, 38, 39, 41, 42, 43, 48, 53, 58, 59, 66, 69, 82, 83, 86, 90, 101, 102, 108, 109, 111, 114, 116, 120, 132, 133, 134, 138, 143, 146, 148, 156, 159, 163, 164, 165, 193, 194, 195, 198, 207, 209, 211, 213, 214, 215, 219, 224, 227, 232, 234, 250, 265, 288, 296, 311, 331, 343, 347, 366, 367, 374, 385, 404, 412, 456, 459

Travail social — 7, 14, 29, 31, 32, 37, 41, 43, 69, 72, 74, 77, 91, 92, 93, 133, 138, 142, 146, 174, 213, 253, 256, 260, 261, 264, 265, 268, 281, 282, 283, 284, 286, 287, 288, 289, 292, 302, 303, 304, 305, 308, 309, 313, 314, 315, 318, 319, 320, 323, 324, 325, 326, 328, 329, 330, 332, 334, 335, 340, 350, 394, 395, 399, 402, 412, 413, 425, 446, 447, 468, 469

Triangulation — 65, 180

Zone grise — 2, 5, 10, 12, 20, 22, 23, 25, 26, 29, 36, 40, 43, 48, 53, 56, 59, 60, 62, 68, 76, 89, 114, 123, 124, 134, 137, 141, 142, 143, 144, 146, 149, 153, 155, 159, 162, 163, 169, 176, 178, 179, 180, 188, 190, 191, 194, 197, 198, 199, 203, 207, 208, 215, 216, 217, 223, 224, 225, 226, 227, 234, 236, 241, 242, 243, 244, 254, 255, 256, 262, 264, 268, 271, 272, 277, 279, 286, 299, 300, 305, 340, 341, 342, 343, 344, 346, 347, 349, 350, 355, 357, 358, 359, 360, 364, 366, 367, 374, 376, 378, 379, 382, 386, 388, 389, 392, 394, 395, 399, 400, 412, 414, 422, 425, 426, 430, 457, 463

Index des auteurs

Aïm, O. — 29, 410, 413, 421, 423, 425, 455

Akerström, M. — 12, 13, 455

Arborio, P. — 47, 191, 216, 282, 458, 462

Avril, N. — 93, 220, 282, 450, 455, 465

Ball, K. — 434, 442, 443, 456

Beaubérot, J. — 101, 102, 456

Beaud, S. — 36, 39, 115, 137, 199, 208, 211, 216, 217, 218, 229, 247, 254, 304, 455, 456, 466

Bernard, S. — 22, 127, 165, 175, 409, 423, 428, 430, 431, 432, 456, 468

Bihr, A. — 244, 245, 246, 456

Boltanski, L. — 14, 39, 73, 125, 149, 153, 156, 199, 243, 365, 396, 456

Bouffartigues, P. — 243, 393

Bourdieu, P. — 5, 35, 49, 76, 83, 84, 85, 86, 90, 94, 100, 101, 102, 103, 111, 112, 114, 115, 119, 120, 132, 135, 136, 137, 140, 141, 144, 145, 147, 148, 152, 161, 164, 165, 206, 229, 238, 241, 244, 245, 249, 265, 278, 279, 282, 326, 333, 339, 340, 341, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 370, 376, 389, 390, 404, 425, 456, 458, 460, 462, 463, 464, 465, 466, 468

Bruneteaux, P. — 2, 3, 4, 5, 19, 26, 33, 68, 87, 88, 89, 115, 124, 134, 156, 157, 160, 161, 170, 176, 181, 191, 209, 245, 263, 266, 272, 278, 290, 296, 301, 308, 309, 310, 340, 348, 397, 457, 458

Burawoy, M. — 43, 84, 85, 136, 137, 216, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 358, 416, 417, 432, 458, 461

Castel, R. — 53, 69, 70, 71, 72, 134, 152, 157, 158, 159, 178, 208, 233, 238, 247, 255, 261, 287, 308

Chardel, P.A. — 407, 413, 414, 415, 442, 445, 456, 466

Cingolani, P. — 72, 91, 199, 200, 306, 416, 458, 459, 463

Corouge, C. — 137, 140, 170, 192, 193, 194, 209, 218, 222, 229, 306, 457, 466

Crozier, M. — 63, 82, 84, 88, 92, 93, 94, 110, 187, 207, 209, 459

Doorn, N.V. — 430, 459

Dubasque, D. — 447, 450, 460

Durand, M. — 43, 117, 194, 209, 216, 217, 218, 219, 247, 306, 345, 387, 390, 391, 415, 418, 419, 424, 427, 452, 460, 464

Durkheim, E. — 67, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 83, 129, 147, 149, 150, 152, 154, 155, 193, 198, 199, 229, 237, 240, 255, 264, 267, 350, 385, 387, 392, 395, 460

Duvoux, N. — 70, 90, 149, 233, 304, 392, 460

Edelman, M. — 130, 132, 260, 460

Elias, N. — 2, 58, 65, 69, 106, 167, 168, 170, 171, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 187, 190, 195, 235, 239, 240, 243, 272, 340, 343, 381, 387, 395, 457, 460, 461, 463, 464

Fanon, F. — 5, 81, 96, 127, 165, 228, 295, 339, 340, 343, 346, 347, 348, 350, 351, 352, 353, 354, 358, 359, 361, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 404, 456, 459, 460, 461

Favarel-Garrigues, G. — 268, 444, 460

Foucault, M. — 7, 8, 15, 29, 52, 62, 71, 72, 82, 107, 127, 157, 182, 192, 195, 211, 259, 260, 261, 309, 340, 386, 388, 393, 398, 410, 414, 420, 445

Gandini, G. — 432, 433, 461

Gardella, E. — 90, 93, 134, 149, 152, 287, 304, 308, 314, 392, 461

Geremek, B. — 239, 270

Goffman, E. — 2, 32, 33, 47, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 62, 66, 67, 70, 72, 77, 133, 135, 139, 145, 159, 160, 162, 173, 178, 190, 202, 211, 239, 247, 310, 340, 343, 346, 371, 376, 381, 387, 391, 393, 395, 397, 399, 400, 401, 403, 461

Gorz, A. — 195, 196, 461

Gramsci, A. — 42, 71, 83, 98, 112, 113, 149, 351, 388, 392, 393

Hirschman, A. — 143, 190

Hocquenghem, G. — 81, 108, 109, 114, 128, 195, 210, 462

Hoggart, R. — 58, 65, 85, 88, 103, 136, 157, 170, 179, 223, 236, 237, 462

Jounin, N. — 93, 221, 230, 250, 251, 252, 462

Lacroix, B. — 168, 175, 177, 179, 181, 461, 463, 464

Lahire, B. — 40, 49, 81, 120, 135, 136, 206, 245, 246, 271, 280, 347, 392, 460, 463, 464

Lévi, P. — 6, 20, 25, 26, 33, 41, 48, 53, 60, 61, 62, 70, 169, 172, 178, 179, 252, 259, 305, 342, 346, 361, 365, 367, 388, 424, 463

Liebow, E. — 93, 180, 306, 463

Linhart, R. — 71, 191, 192, 205, 225, 226, 304, 424, 463

Magri, S. — 199, 271, 282, 419

Martineau, J. — 418, 419, 424, 427, 464

Martinez, D. — 208, 250, 252, 253, 256, 464

Marx, K. — 41, 47, 71, 116, 141, 149, 157, 159, 187, 188, 190, 205, 208, 211, 227, 247, 255, 266, 271, 272, 273, 278, 295, 296, 297, 351, 380, 418, 419, 456, 464

Mattei, B. — 198, 199, 202, 203, 204, 209, 211, 464

Mattelart, A. — 197, 411, 415, 464

Mauger, G. — 65, 127, 245, 280, 364, 464

Mezzadra, S. — 408, 420, 421, 422, 438, 455, 462, 464, 465

Nizan, P. — 20, 26, 42, 71, 75, 81, 82, 83, 109, 110, 111, 113, 115, 118, 121, 147, 152, 283, 305, 339, 340, 360, 388, 465

Noiriel, G. — 48, 68, 71, 73, 76, 78, 82, 83, 95, 134, 167, 187, 188, 190, 191, 192, 197, 199, 202, 211, 233, 238, 247, 272, 419, 421, 422, 465

Panitch — 187, 411, 432, 433, 436, 467

Paugam, S. — 70, 90, 93, 134, 149, 287, 392, 465

Pialoux, M. — 39, 137, 140, 170, 192, 193, 194, 199, 208, 211, 216, 217, 218, 219, 222, 229, 234, 245, 247, 304, 456, 457, 466

Sainsaulieu, R. — 63, 137, 138, 197, 202, 207, 209, 232, 264, 281, 282, 310, 357

Sangster, J. — 187, 411, 432, 433, 436, 467

Sauvadet, T. — 142, 280, 282, 399, 402, 404, 467

Sayad, A. — 197, 278, 339, 348, 350, 353, 354, 358, 360, 362, 466

Scheper-Hughes, N. — 87, 172, 467

Schwartz — 65, 66, 67, 76, 234, 235, 259, 278, 459, 467

Sennet, R. — 128, 129, 130

Serre, D. — 220, 282, 455, 458

Thompson, E. — 188, 198, 419, 420, 432, 468

Tilly, C. — 18, 189

Topalov, C. — 199, 271, 282, 419, 468

Touraine, A. — 63, 82, 84, 92, 94, 110, 238, 468

Valluy, J. — 4, 32, 47, 97, 98, 409, 412, 422, 468

Verdès-Leroux, J. — 31, 92, 240, 281, 283, 284, 286, 287, 289, 290, 291, 303, 318, 388, 468

Vigna — 185, 197, 223, 468

Wiéviorka, M. — 82, 167

Willis, P. — 112, 136, 156, 157, 170, 185, 192, 215, 311, 387, 468

Wright, E.O — 77, 164, 239

Zuboff, S. — 410, 411, 412

Table des matières

Sommaire **5**

Introduction **11**

1/ Quelques aperçus de la tripartition dans les mondes sociaux 12

2/ La collaboration en situation extrême, le cas connu 23

3/ Penser la complicité des dominés dans les mondes de paix 27

Chapitre préliminaire - Tripartition, double loyauté, refus de l'ordre social **51**

1/ De la double loyauté aux alternatives sociales 52

2/ Une remise en cause des évidences durkheimiennes sur l'intégration 67

Chapitre 1 - Les cadrages symboliques "superstructurels" de la tripartition **80**

1/ La part active de la science sociale auxiliaire des pouvoirs 82

2/ Les intellectuels organiques : des chiens de garde porte-paroles du sens commun dominant. 107

Chapitre 2 - Les mondes ordinaires de la complicité 1 ..... **126**

1/ socialisation et adhésion partiale à l'ordre établi 129

2/ Penser la collaboration ordinaire et les contre-normativités chez les dominés 156

3/ Parenthèse : le monde ordinaire des dominants : du profit à la profitation 163

Chapitre 3 - Les mondes ordinaires de la complicité 2 ..... **166**

1/ Introduction : l'aveuglement autour de l'enjeu de la recherche 167

2/ Un monde ouvrier divisé et le rejet des nouveaux arrivants 169

3/ Des ouvriers attachés aux normes sociales conservatrices de la bourgeoisie locale 172

4/ L'existence d'une « aristocratie ouvrière » proche des notables ou le racisme social au prisme de la sociologie des grandeurs. 174

5/ Vécu du racisme et sociologie de la disqualification 176

6/ Privilèges et légitimité sociale comme carburant de la complicité 180

Chapitre 4 - Les complices et les complicités dans les entreprises capitalistes **183**

1/ Les fondements structuraux de la collaboration de classe dans les entreprises 187

2/ Figures de la zone grise informelle dans les entreprises de salariés ouvriers 207

Chapitre 5 - Hiérarchie, mobilité sociale et carrière - La relation statutaire de service et ses gratifications **231**

1/ La mobilité sociale comme position de collaboration 234

2/ De la hiérarchie dans le monde ouvrier. 246

Chapitre 6 - Contrôle social et répression - les intermédiaires du rappel aux normes sociales **258**

1/ Introduction : transfuges et complicité 261

2/ Attacher les exécutants des forces de maintien de l'ordre au service de l'Etat : le retournement du capital guerrier d'une fraction des classes populaires 269

3/ Les agents du contrôle social des dominés : remettre à leur place les déviants 281

Chapitre 7 - Le sous-prolétariat moderne en posture de collaboration - Les pairs-aidants SDF et le care étatique dans la gestion des surnuméraires. 294

1/ Du lumpenprolétariat au sous-prolétariat 295

2/ Les sous-prolétaires apprivoisés engagés dans le « social » 301

3/ Les pairs comme intermédiaires 310

4/ Fabriquer des pairs légitimes : une logique d'appui dans l'intervention sociale 317

5/ Les fabrications de la compétence dans les établissements d'urgence 333

Chapitre 8 - La zone grise coloniale - Penser la tripartition chez Frantz Fanon et Pierre Bourdieu 338

1/ Introduction : retour au colonialisme 340

2/ Entre déni et dénégations autour de la collaboration : P. Bourdieu 347

3/ Fanon dans la zone grise 366

Chapitre 9 - Quelques éléments théoriques autour de la tripartition Les trois cercles de la collaboration 384

Chapitre 10 - L'IA au défi d'une pensée de la tripartition 406

1/ Une surveillance globale dans un capitalisme mondialisé 416

2/ Les dimensions spécifiques de cette surveillance centrée sur une complicité renouvelée plus informelle et multiforme 423

3/ La complicité dans l'alignement par le biais d'un contrôle systématique anonymisé 431

4 Au carrefour de l'ancien système et du nouveau : de la manutention du clic aux logiciels de détection faciale. 438

5/ le nouveau régime coercitif à distance 444

Bibliographie 455

Index 470

Table des matières 476